

**ZEGERI  
BERNARDI VAN  
ESPEN ...  
OPERUM, QUAE  
HACTENUS IN...**

---

Zeger Bernard : van Espen



BIBLIOTECA NAZ.  
Vittorio Emanuele III

XIV

H

21

NAPOLI







# ZEGERI BERNARDI VAN ESPEN

JURIS UTRIVSQUE DOCTORIS,  
& SACRORUM CANONUM Professoris  
in Academia Lovanienſi,

O P E R U M,

Quæ hætenus in lucem prodierunt,

P A R S S E X T A;

C O N T I N E N S T R A C T A T U S,

- I. De Promulgatione Legum Ecclesiasticarum, ac *ſpecialim*  
Bullarum & Reſcriptorum Curia Romanæ.
- II. De Cenſuris Eccleſiaſticis.
- III. De Interceſſione Episcoporum pro Reis, &c. ſive de  
Immunitate locali, ſeu Aſylo Templorum.
- IV. Concordia Immunitatis Eccleſiaſticae, & Juris Regii.
- V. De Recurſu ad Principem.



LOVANII,  
SUMPTIBUS SOCIETATIS.  
ANNO M. DCC. XXXII.

---

*Cum Approbationibus, ac Permiſſu Superiorum.*



# THE MEDICAL JOURNAL

PUBLISHED WEEKLY

Vol. 1, No. 1, 1901

NEW YORK, N. Y.

Published by the

Medical Journal Company

1234 Broadway, New York, N. Y.

Subscription price, \$5.00 per annum in advance

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1900, under Post Office No. 1234, at New York, N. Y., under special agreement of Post Office and General Delivery. Accepted for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918. Postage paid at New York, N. Y., and at additional mailing offices. Postmaster: Send address changes in New York City to The Medical Journal Company, 1234 Broadway, New York, N. Y. Send address changes outside New York City to The Medical Journal Company, 1234 Broadway, New York, N. Y.



THE MEDICAL JOURNAL  
PUBLISHED WEEKLY  
Vol. 1, No. 1, 1901  
NEW YORK, N. Y.

# A D L E C T O R E M.

**E**N, benevole Lector, Editionem novissimam, eamque auctiorem Operum Clarissimi Espenii è prælo profectam, qua jam affecta moneor ab Amico Theologo, hæc opera quamvis utilia plurima continent, quæ vix alibi congesta reperias, nonnulla tamen iis inspergi, quæ doctrinam non sanam, & partis Pontifici Ecclesiæque pridem intensæ studium redoleant. Quare ejusdem Theologi horatu, Eminentiissimi Cardinalis Bisly, Meldensis in Gallia Episcopi de Authore nostro judicium in cautionem præfigendum censui, ut venenum sine antidoto non propinectur.

## EXTRAIT DE L'INSTRUCTION PASTORALE de Son Eminence Monseigneur le Card. de Bisly Evêque de Meaux, &c. imprimée à Paris l'an 1722. pag. 292.

### OBJECTION.

**L**es Decrets (dit le Savant Van Espen dans son Traité de la promulgation des Loix Ecclesiastiques *part. 5. cap. 1. §. 1. pag. 38.*) « qui ne définissent aucun Dogme de foi & qui condamnent seulement certains Livres, ou qui défendent de se servir de certaines expressions, ne sont pas proprement des Decrets Dogmatiques, ni ne peuvent être changés, mais il faut les considérer comme des reglement de Discipline.

### RESPONSE.

**A** entendre ici Van Espen, qui ne le prendroit pour quelque ancien Theologien du premier Ordre, dont le sentiment fit dans l'Eglise une autorité respectable? Cependant ce n'est qu'un Juris consulte peu instruit des Principes de la saine Doctrine, & que tout le Monde sçait avoir été fort attaché au parti, qui trouble aujourd'hui l'Eglise. Le livre même, qu'on nous oppose n'a été imprimé, qu'en 1712, dans la vue d'informer de l'avis de la *Bulle Unigenitus*, à la quelle l'Auteur sçavoit, qu'on travailloit à Rome. On va voir par quelques uns de ses principes, de quel poids doit être son témoignage dans l'affaire présente,

On reconnoît d'abord dans son Ouvrage le caractère de tous les Ecrits des Novateurs, par l'affectation sensible qu'on y voit pour rendre le Pape odieux, & inspirer le mépris de son autorité. Parlant de la manière dont on fait à Rome l'examen, & la Censure des Livres, il assure (*part. 4. cap. 1. §. 1. pag. 22.*) que c'est presque tous jours sans Connaissance, que le Pape en agit; qu'à peine un Cardinal à part à l'Examen, & que tout se décide sur le rapport de quelques Religieux, ou ignorans, ou prevenus des sentimens de leur Ecole, ou même vendus aux Puissances, qui les font agir. Dans un autre endroit il désigne, & il excuse le Livre de Quesnel sans le nommer, en établissant (*ibid. §. 3. pag. 23.*) « que quand un Livre est bien reçu dans une Province, ou dans une Diocèse, que le peuple le trouve edifiant, & qu'il porte l'approbation de personnes respectables, on ne doit pas le condamner, quand il auroit des endroits dangereux, & même quelques legeres erreurs; parce qu'alors le Mal qu'il pourroit faire dans le peuple, seroit moindre que le scandale de rendre suspects les Pasteurs, qui l'auroient approuvé.

**O**bjecerant Eminentiſſimo Viro Janſeniani locum Eſpenii è Tractatu de Promulgatione Legum Eccleſiaſticarum part. 5. cap. 1. §. 1. pag. 38. ubi ait: « Decreta quadam... quæ nullum fidei dogma, tanquam à Deo revelatum proponunt aut definiunt proprie dici non poſſunt decreta dogmatica ſeu decreta fidei nulli mutationi aut variationi obnoxia, ſed inter decreta à diſcipline referenda ſunt, quæ pro temporum, locorum ac perſonarum conditione ad conſervandam fidei integritatem, & puritatem poſſunt eſſe convenientia, vel non convenientia, atque ita tanquam decreta à diſcipline mutationi obnoxia.

*Reſpondet Eminentiſſimus Cardinalis, Inſtitutione Paſtoralis An. 1722. edita pag. 292. in hæc verba, quæ ex Gallico latine redditâ ſubiſcimus.*

Quis audienti Eſpenium hic laudari non proximus cum pro quopiam prima claſſis antiquo Theologo acciperet, ejus ſententiâ venerabilem habebat in Eccleſia authoritatem? Et tamen Eſpenius ille non eſt niſi Juris peritus, principiorum ſana doctrinæ parum gnarus, quem ſaltem Eccleſiam hodie turbanti moricina atchaſſiſſe nemo ignorat. Liber adeo ipſe, qui nobis hic objiſſit anno primùm 1712. in lucem prodiit, eo nique conſilio ut Conſtitutionem Unigenitus, quam tunc Roma cudi ſolebat Author, in antecellum inferretur. Equiſdum hujus Tractatus principiis ſas erit cernere cujus ponderari debeat eſſe ipſius in re præſenti Teſtimonium.

In hoc Tractatu, Incubationum & Novatorienſium officina productum charaſter ſuum dignoſcitur à ſtudio palabili, invidiam conſtanti ſummo Pontifici, ejusque authoritatem in contemptum adducendi. Loquens de modo quo librorum examen, & cenſura Roma peragitur part. 4. cap. 1. §. 1. pag. 22. aſſerit, ſere ſemper abſente, & inſcio Pontifici illam peragi, & rariuſ Cardinalem aliquem examini in partem venire, decerni omnia ex relatione Regularium aliquot, vel Impericorum vel opinionibus ſua Scholæ præventorum, vel quorum animus præventus ſit contra libros qui potentiores natiſcantur adverſarios. Aliibi (§. 3. ejusdem cap. pag. 23.) « Quesneli librum tacite deſignat excuſatque, dum aſſerit contingere ſubinde poſſe, ut ſi liber aliquis in certa provincia aut Diœceſi à Paſtori, aut à animarum directoribus tanquam pius, & inſtruſſioni populi conveniens fuerit commendatus, & viciſſim à populo avidè receptus, & ſine offenſione lectus, vel etiam à viris ſpectatæ doctrinæ, & magne apud populum authoritatis probatus... & ſi libri illius prohibitio in tali loco non conveniret, etiamſi liber ille revera quidam obſcuriores quaſdam contineat expreſſiones aut etiam leviores errores, ita ut ex ejus lectu aliquod erroris periculum imminere poſſit... Sed ſi periculum ex hujusmodi obſcurioribus expreſſionibus aut levioribus erroribus populo imminens conſideretur cū ſcandalo, quod ob particulares circumſtantiâs concurrentes

Mais c'est dans la cinquième partie, qu'il se montre à désober, en avançant des Principes, qui détruisent l'uniformité de la profession de la Foi, qui anéantissent toute Justification Ecclésiastique, & qui rendent l'autorité séculière arbitre des Décisions de foi, quant à l'enseignement, & même quant à la substance.

Le premier de ces Principes est celui, qu'on nous oppose, qu'il n'y a de Bulles, ou de Décisions véritablement Dogmatiques, que celles, qui définissent quelque Dogme certain, fixe & détermine, & que tous les autres ne sont, que de Discipline, lesquels peuvent avoir lieu dans un tems, & non pas dans un autre. Pour refuter ce Principe, il suffit de faire observer, qu'il détruit entièrement les condamnations portées par le Concile de Constance contre les erreurs de Wiclef, & de Jean Hus, les Bulles de Pie V. de Grégoire XIII. & d'Urbain VIII. contre Bajus & Jansenius, les censures publiques en différens tems par les Papes, par le Clergé de France & en particulier celles des 68. propositions de Molinos, des 23. du Livre des Maximes des Saints, celles d'Alexandre VII. & d'Innocent XI. sur un grand nombre de propositions de morale. Selon cet Auteur, tous ces jugemens qui ne définissent certainement aucun point de foi fixe & déterminé, ne regardent que la Discipline; & par conséquent n'auroient plus lieu selon lui dans de certains tems, dans de certains lieux, & à l'égard de certaines personnes.

Mais quelle preuve apporte-t-il d'un si étrange principe? aucune, si ce n'est que le Concile de Trente a rangé parmi les matières de Discipline la condamnation des Livres, & le fait est absolument faux. En lisant la Session XIII. & la fin de la XXV. on voit clairement par tout ce que le Concile déclare, & ordonne dans ces deux endroits, qu'il a regardé l'examen & la Censure des Livres, comme une matière, qui appartient à la doctrine, & à la foi.

Après avoir ainsi dégradé les jugemens, que rend l'Eglise sur d'autres points, que sur les Dogmes précis, Van Espen attaque son autorité dans les jugemens même, qu'il appelle proprement dogmatiques, qui selon lui étoient un point de foi certain, & déterminé. Car il déclare, que les Princes, prétendent, que ces jugemens ne peuvent être publics, & exécutés, qu'après qu'ils ont été examinés & confirmés par l'autorité séculière, & il approuve cette prétention.

Pour prévenir l'objection, que cette Doctrine rend les Princes arbitres de la foi, il distingue entre la censure intérieure, & la profession extérieure du Dogme, & il avoue, que, l'autorité temporelle n'est pas nécessaire, pour la censure intérieure, & qu'il suffit, pour que les Fidèles soient obligés de croire, qu'ils connaissent suffisamment par quelque voye que ce soit, qu'un tel dogme à été défini par l'Eglise. Mais pour la profession extérieure, il veut, qu'elle ne soit ordonnée, que par la loi du Prince qui permet la publication, & l'exécution d'une Bulle Dogmatique. Quel Maître de Théologie pour les Fidèles, qu'un homme, qui enseigne, qu'on est obligé de croire un dogme, & qu'on n'est pas obligé de le professer? Car il s'ensuit de la loi, qu'il n'y aura plus d'uniformité dans la profession de la foi, & qu'elle n'est plus essentielle à la Religion, contre ce que l'Apôtre enseigne, qu'on doit, croire de cœur d'être juste, & confesser de bouche pour être sauvé.

Bien plus comme si cet Auteur se repentait d'avoir enseigné, que l'obligation de croire intérieurement ce que

ex ejus libri prohibitione in tali loco sumitur, fieri a posse ut periculum ex lesione illius libri imminens nullatenus aequiparari queat scandalo ex prohibitione ejusdem oritur.... facile enim contingeret, ut ab illi libri hujusmodi prohibitione populus de Pastorum, quod ad librum illum commendatum, sceleratim vacillare inciperet, atque suspecta habere, que de fidelis fidei aut morum preceptis à Pastoribus addunt.

Sed in quinta demum parte animi sui sensu aperto, dam principia proferre qua professionis fidei unitatem corrumpunt, universam jurisdictionem Ecclesiasticam extinguunt, & auctoritatem secularem decretorum fidei in executione, imo in ipsa citam veram substantiam arbitram constituent.

Primum est illud ipsum quod hie nobis obicitur. Nullas esse Bullas five decisiones vere dogmaticas, nisi quod dogma aliquod certum, fixum ac determinatum statuatur, alias omnes ad disciplinam solum pertinere, que nunc tempore locum habere possint, non alio. Ad consummandum hoc principium sufficit observare; ila penitus enervari damnationes Concilii Constantiensis, adversus errores Wicleffii, Joannis Hussi, Bullas Pii IV. & Gregorii XIII. ac Urbani VIII. contra Bajos, & Jansenios; Censuras diversis temporibus publicatas à summis Pontificibus, & à Clero Gallicano, ac nobilissimas Censuras 68. propositionum Molinosi & 23. à libro cui titulus Effata Sanctorum excerptarum, Censuram Alexandri VII. & Innocentii XI. adversus multas propositiones Theologiarum moralium spectantes. Juxta hinc auctoritas sententiæ hæc omnia iudicia nullo ratiōis fidei fixa ac determinata capere definitio solum disciplinam spectant, adeoque ipsi juxta, non habent locum certis temporibus in certis locis, & ratione certarum personarum.

At enim quam hujus tam absurdi principii rationem afferit nullam. Nisi quod Concil. Trid. ad materiam disciplinam spectantes vult. Sed hie ratio plane falsa est. Quisquis Sessionem XIII. & finem XXV. perlegerit, ex omnibus quæ Concilium archiepiscopus declarat ac fædè, clare perspicit, illud examen ac Censuram librorum spectasse tanquam materiam pertinentem ad doctrinam, & ad fidem.

Postquam Espenius Ecclesia iudicia super rebus ad dogmata non præcipue pertinentibus ita de præda dejicit, aggreditur ejusdem auctoritatem circa ipsa ad iudicia, que propriè dogmatica vocat, quibus juxta ipsum aliquod fidei caput certum determinatumque statuit. Declarat enim, Principes velle se hac potestate publicari & executioni mandari non possint, quin prius ab auctoritate seculari expensa fuerint & confirmata, & hanc Principum voluntatem ipse ratum habet. Donatæque suo examini has Bullas subjecti præcedunt præfatum in suis respectivè Diocesis, & territoris per modum legis promulgantur, & executioni mandantur part. 5. cap. 1. §. 4. pag. 39.

Ut autem occurrat objectioni; Quod hæc doctrina Principes fidei arbitros constituent, distinguit Espenius fidem internam à professione exteriori dogmatis, & statuit auctoritatem seculari non esse necessariam ad fidem internam, & ad hoc se fideles credere tenentur sufficere, et quocumque deum via sufficienter cognoscant tale dogma vellet ab Ecclesia confirmari. At potestatem externam vult Principi publicationem & executionem Bullæ dogmaticæ permittente lege decerni. Quæque præfatum Regium nequaquam spectat ipsum fides. sensum præfatum dogmatis, de quo fidelibus sufficienter constat esse verum, sed dumtaxat externum illud, quod consistit in ipsa dogmatis externa propositione, publicatione & executione, quibus se fideles ad præsumendum externum dogma confirmantur. Ibid. cap. 2. §. 1. part. 40. Probi quævis Theologie Magister, docens fideles dogma aliquod teneri credere, sed non teneri illud profiteri in ecclesia fiet ut non sit ultra, in fidei professione uniformitas, nec ea sit religioni necessaria, contra doctrinam Apostoli ad Rom. 10. Corde enim creditur ad justificationem, ore autem confessio fit ad salutem.

Imo, quod amplius est, quasi hunc Authorem panis fidei decussit obligationem interne credendi id, quod Ecclesia

que l'Eglise à décider, ne dépend point du Prince, il va jusqu'à affranchir le peuple fidèle de l'obligation même de croire, jusqu'à ce que le Prince le soit expliqué. Les Princes, dit-il prétendent avec grande raison, que les Décrets du saint Siège, même ceux qui appartiennent à la Foi, doivent être sujets à leur examen, & confirmés par leur Edits, avant que les peuples, qui leur sont soumis, soient obligés de l'y conformer. « Assurément l'obligation, qui résulte d'une Bulle dogmatique, n'est autre, que de croire le Dogme, qui est défini. Or selon lui le peuple n'est point obligé d'obéir à ces Bulles avant la confirmation du Prince, puisqu'il ajoute, *aut ad earum observantiam per censuras alio modo infringatur*, il prétend qu'avant la permission du Souverain, l'Eglise ne puisse contraindre les Fidéles par aucune censure à croire ce quelle a décidé de foi. Quia Jamais conçoit à l'Eglise un tel pouvoir, & le peut-on faire sans lui ôter les armes, que Jésus-Christ lui a mises en mains pour le faire craindre & obéir.

Van Espen pousse encore plus loin ses égaremens sur l'autorité de l'Eglise. Il enseigne, que la formule, « que la manière, que les paroles, dont on se sert pour exprimer, & proposer aux peuples un Décret purement Dogmatique, peut ne pas convenir en de certains tems, ou en de certains lieux, & à l'égard de certaines nations. » Ce Principe visiblement erroné attaque l'unité de la Foi, qui ne peut subsister, que par l'unité d'une même profession. Mais à qui donne-t-il l'autorité de fixer ces formules, & de juger de quelle manière la Foi doit être proposée, dans différens tems, & dans différens lieux? Ce qu'il dit de la formule de Foi dressée par Pie IV. publiée par le Concile Provincial de Cambray, & à la quelle il ajoute, que Philippe II. Roi d'Espagne en aurait substitué une autre plus courte, montre clairement, que selon cet Auteur les Princes peuvent toucher à la forme des Décrets Dogmatiques, les changer & les abréger quand ils le jugent à propos pour le bien de leurs sujets. « Car il conclut de cet exemple qu'il est manifeste, que le Prince n'eût pas cru qu'il ne fut pas de son pouvoir, ni de son devoir d'examiner, & de décider sous quelle formule il convenoit de proposer une profession de Foi aux peuples qui lui étoient soumis. Il est vrai, que Van Espen ajoute, que le Prince en usant de ce pouvoir, ne doit faire aucun préjudice, ni changement aux articles de Foi qui sont visiblement arrêtés par l'Eglise: Mais que résulte-t-il de là, qu'en refusant aux Princes le pouvoir de décider des points de Foi, il les fait maîtres de régler la teneur, & la formule, qui les concernent.

Enfin pour ne laisser aucun lieu de dire, que tout ce qu'il donne à la Puissance temporelle ne roule que sur l'extérieur, & la forme de la publication des décisions de Foi, il embrasse un autre principe, selon lequel la substance même de ces Décisions est soumise à l'examen, & au jugement du Prince. Car supposant (ce qui est la plainte ordinaire des Novateurs) que ces Décisions étant obscures, ou équivoques, ne feroient qu'augmenter les divisions, plutôt que de les étendre; il fait entendre dans tout le Chapitre, que c'est aux Princes à examiner, si le Dogme est exprimé dans les termes propres & spécifiques; & qu'ainsi c'est à ceux à prévoir, & à lever les obscurités dangereuses,

Van Espen, Pars VI.

qui

*sua credendum decrevit, et proceditur ut populum fidelem ab ipsa credendi obligatione absolvat, donec Princeps mentem suam de lataverit.* » Jure merito, inquit, contendunt Principes Decreta Romana, etiam si fidem spectantia ad examen esse revocanda & placite sue firmanda, priusquam .... populus sibi subditus infringatur. « ibid. cap. 1. §. 4. pag. 40. Certe obligatio qua i Constitutionibus Dogmatica oritur, solum est ad credendum dogma definitum: atqui secundum Esperium ante Confirmationem Principis populus hujusmodi Constitutionibus obtemperare non tenetur. Priusquam ... populus illis obstringatur. Igitur ante Confirmationem Principis populus non obstringitur ad credendum dogma per illas definitum. Per hac verba qui subdit: Aut ad eorum obtemperantiam per Censuras aliove modo constringatur, contendit, aut permissionem supremi Principis Ecclesiam per censuras obstringere non posse fideles ad credendum id, quod ipsa ad fidem pertinere declaraverit. Quis unquam talem Ecclesiam potestatem in dubium revocavit? an ea de re ambigi possit, quin Ecclesia adimatur arma sibi à Christo tradita ad inviolandum sui metum & obtinendum obedientiam?

Esperius longius etiam errata sua super Ecclesia auctoritate promouet. Dicit enim fieri posse ut formula, modus & verba, que ad Decretum pure Dogmaticum exprimendum & populi proponendum adhibentur, non congruant certis temporibus, certis locis certisque nationibus. « Tamen igitur inquit decretum aliquod, ut in quantum continet ipsum Dogma fidei ab omnibus & ubique recognosci debeat, fieri tamen potest, ut formula seu modus quo proponitur bibe populo vel hoc ut tempore minime conveniret, ut proinde vel ex hoc capite Decretum, priusquam publicetur per modum legis & populo imponatur, examinari queat, nem hoc ut vel illo modo publicari & populo proponi conveniat, « part. 5. cap. 2. §. 1. pag. 41. col. 1. Hoc principium evidenter erroneo impetitur fidei unitas, quia non nisi professione ejusdem unitate consistere potest. At cuiusnam has formulas faciendi, & qua ratione fides diversis temporibus ac locis proponenda sit iudicandis auctoritatem tribuit? Id quod de Pii V. formula à Concilio Provinciali Cameracensi promulgata dicit, addens, etiam Pius II. Hispania Regem ei formula sufficienti etiam brevior, palmam ostendit, juxta hunc Auctorem Principes posse Decretorum Dogmaticorum formulas attingere, illasque immutare & contrahere, ut à se subditurum suorum esse ipsi visum fuerit. Ex hoc enim exempla sic concludit. « Hinc manifestum est Principem necquam existimasse alienum esse examinare & discernere qua forma fidei professio emitti & proponi conveniat, ibid. §. 1. pag. 41. col. 1. Caveo quidem Esperius verbis statim sequentibus, ne Princeps hac potestate utens in prejudicium Dogmatis, qua ut talia ab Ecclesia declarata esse liquet, quidquam immutet. Utque tamen nihil in prejudicium articulorum fidei, quos Ecclesia ut tales declarasse constat, immutetur. Sed quid inde conficitur, nisi quod dum Principibus de capitibus fidei statuendi negat potestatem, eos arbitrios faciat exemplum & formulam statuendi quibus capita illa continentur.

Denique, ne locus ullus datur dicendi, totum id quod Seculari potestati largitur, duntaxat circa interiora, & formam publicationis Decretorum fidei unice versari, aliud principium amplectitur que examini judicioque Principis ipsa horum Decretorum substantia subijciunt. Nam ponendo (que est usitata Novatorum querela) haec Decretis, utpote obscuris vel equivocis, augenda potius quam extinguenda esse diffinita, tote capite innotat, Principem esse expendere, nem dogma vocibus propriis & specificis exponere. « In hoc sollicito laborandum & attendendum ut fidei formula ipsaque decreta Dogmatica claris & specificis terminis ipsum fidei dogma fidelibus proponant. Adeoque innuere scilicet ad Prin-

3

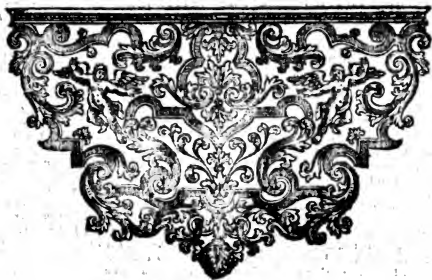
qui se pourroient trouve dans l'expression du dogme : ce qui emporte examen & revision de ces Decrets, suivant la signification du terme *revideri*, dont il se fert dans la conclusion,

Voilà la Theologie de Van Espen, & ses Principes sur le pouvoir des Princes, même par rapport aux jugemens de Foi; apres quoi n'a-t-on pas lieu de s'étonner, qu'on s'autorise d'un Auteur, qui ne mettre que des Censures.

*elipsi de periculosis obscuritates, quæ in expressione dogmatis occurrere possunt, animo prospiciant ac tollant. Quod omnium hujusmodi Decretorum examen & revisionem imperat, juxta significationem vocis revideti, quæ videtur in Conclusionem. Quidni igitur etiam hoc in titulo Decreta Romana vulgo Dogmatica revideri in Provinciis poterant præsumptum publicentur aut executioni mandentur, ne subinde ob suas obscuritates non tam sine apta ut populum in fide infirmant & in fidei unitatem fideles coalescant, quàm potius ut majores confusiones circa quæ credenda sunt, excutiantur, & populus super eo, quod credendum est, in partes scindatur.* " *ibid.* part. 41. §. 1.

*Eccæ Theologiam Espenii, ecce Viri principia super potestate Principum etiam in ipsa fidei Decreta; Posthac nonne mirari fas est auctoritatem tribui Authori, qui nonnisi Censuras increpatur?*

*Hæc Eminentiſſimus Maldensis, Ecclesiæ Gallicanæ Decus & Columna.*







# P R Æ F A T I O.



POSTOLOS fuisse admodum sollicitos, ut primis Christi fidelibus persuaderent, Principibus & Magistratibus civilibus, tamen adhuc gentilibus, obedientiam esse exhibendam, ostendunt eorum Epistolæ; Idque ne apud Principes hujus sæculi, & Magistratus locorum male audiret Christiana Religio, si qui forte Christiani Legibus illorum, & Edictis minus obtemperarent, ac rursus ne ipsi Fideles Religionis Privilegio sese exemptos ab obedientia Potestatis Sacularis existimarent.

Observant autem passim interpretes, verisimile esse, hanc curam præcipue impendisse Apostolos propter eos, qui crederant ex Judæis, eo quod ex Historicis ac notanter Josepho constet, Judæos proclives fuisse ad rebellandum Principibus Romanis, ipsique Tributa solvere detredasse, eo prætextu quod esset populus Dei, quem liberum ab hujusmodi servitute hominum, præsertim infidelium, esse oportere.

Præstitit id egregie Apostolus in Epistola ad Romanos cap. 13. scribens: *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit.*

Apostolum hoc loco de potestate duntaxat seculari agere, una fuit tam Græcorum, quam Latinorum Patrum Sententia, uti notat hic Guilielmus Elius, quod & contextus Sermonis, & Gladii ac Tributorum mentio satis indicat.

Ut autem Apostolus Fideles eam obedientiam Principibus & Magistratibus civilibus exhibendam persuaderet, subiungit: *Non est enim potestas nisi à Deo, que incens sunt, à Deo ordinata sunt,* quasi diceret, tamen hi Principes, & Magistratus gentiles sint, & à Fide Christiana alieni, imo ejusdem Fidei persecutores, nihilominus eis obedientia exhibenda est; quia quæcumque sunt potestates, id est, quicumque sunt homines potestate præditi, ut Principes, & Magistratus, si sunt ordinati atque instituti à Deo, ideoque tanquam à Deo instituti, seu multis obediendum: Unde & subiungit Apostolus: *Qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit.*

Ut autem intelligerent Fideles, quam grave esset hac in parte ordinationi Dei resistere, adiungit: *Qui autem resistit, ipsi sibi damnationem acquirunt.*

Pluribus hoc argumentum ibidem persequitur Apostolus, ostendens Magistratum Sæcularem positum, ut Dei Ministrum ad vindictam malorum, & laudem bonorum; *nec enim, it, sine causa gladium portat: Dei enim Minister est, vindex in iram ei, qui malum agit;* hoc est, ait Elius, ut ejus vice, ac nomine iustitiam exerceat vindictivam in puniendis iis, qui malum agunt: vel pacem publicam turbantes, vel honestatem vitæ communis lædentes.

Quapropter inferit, quod Magistratus eorumque præceptis subditi esse debeant, tanquam Dei Vicariis, *non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam.*

Hæc Judæis convincit Apostolus, quod vel eo titulo, quod se specialem Dei populum dicerent, specialius quoque obedientiam exhibere deberent Potestatibus sublimioribus & Magistratibus, tanquam à Deo institutis & ordinatis, ac tanquam Dei Ministris vices ejus in terris agentibus, ut proinde, qui eorum ordinationi resistunt, Dei ordinationi resistant.

Similiter & Princeps Apostolorum sollicitus fuit, ut hunc prætextum Judæorum ad Fidem conversorum detredandi obedientiam Principibus Ethnicis, quod esset ipsius populus Dei, ex animis Fidelium evelleret, tanquam Religioni Christianæ summopere adversum.

Igitur in prima sua Epistola cap. 2. eos adhortans, ut *conversacionem inter gentes haberent bonam, ut in eo quod detredant de vobis* (inquit) *tanquam malefactoribus, ex bonis operibus vos considerantes glorificent Deum in die visitationis,* à generali exhortatione ad particularia præcepta sanctæ & honestæ conversacionis descendit, atque primo loco proponit hanc Regibus, & Magistratibus obediens exhibitionem, scribens: *Subiecti igitur estote omni humane creature propter Deum.*

Quid autem per creaturam intelligi voluerit Petrus, ostendunt verba subsequencia, *sive Regi, quasi præcellent, sive Ducibus tanquam ab eo missis ad vindictam malefactorum, laudem vero bonorum, quia sic est voluntas Dei, ut benefacientes obtemperetis saculis imprudentium hominum ignorantiam;* quasi diceret, Dei voluntas est, ut Regi & Ducibus, sive Potestatibus secularibus obediendo convincatis imprudentium hominum ignorantiam, qui vos tanquam obedientiam recusantes sub prætextu libertatis Christianæ inculcat, de contrario convincatis vos exhibendo omnibus in sublimitate constitutis subditi, idque quasi liberos, & non quasi velamen habentes malitiæ liberantes, quo significare voluit, obedientiam Principibus etiam Ethnicis à Christianis præstandam liberaliter, sive ex animo & voluntarie tanquam à servis Dei, non autem libertatem Christianam, quasi velamen prætexendam malitiæ & inobedientiæ.

Ex his perquam manifestum est, Apostolos Fidelibus ad Christum conversis inculcarum voluisse, Regnum Christi non esse de hoc mundo: nec Christum venisse, ut Imperia stabilita destrueret, aut enervaret; sed ut in Imperio, & sub Imperatoribus tanquam peregrini & advenæ libera charitate, quæ ei mandaverat, exercebant, subditi interim sublimioribus Potestatibus tanquam à Deo ordinatis, ut verissime propterea canat Ecclesia:

*Hostis Herodes impie,  
Christum venire quid times?  
Non eripis mortalia,  
Qui Regna dat caelestia.*

Similiter dum Christus Apostolis eorumque Successoribus claves tradidit ligandi, & solvendi, eosque misit, ut Evangelium prædicarent omni creaturæ, atque ut Fideles dispensatores Mysteriorum Dei Regulas Evangelicas populis proponerent, atque ad Christi ovile per Doctrinæ prædicationem & Sacramentorum exhibitionem adducerent, nequaquam hac potestate inimici aut convelli voluit

voluit iura Imperii, aut sublimiores Potestates in administranda Republica turbare: sed à contrario verbo & exemplo omnibus persuaderent, Regnum Christi, quod predicabatur, non esse de hoc mundo, nec ad hanc vitam, sed ad æternam vitam spectare.

Quidquid igitur potestatis, & libertatis Christus suæ Ecclesiæ acquisivit, & dedit, nihil temporali Principum auctoritati à Deo ipsis immediate concessæ officit, nec illi, qui eam à Christo libertatem, aut potestatem sunt consecuti, aut velamine Ecclesiasticæ libertatis subtrahere se possunt à subiectione, qua ex Dei ordinatione omnis anima sublimioribus Potestatibus subiecta est.

Omnis igitur potestas, quæ à Christo Apostolis donata fuit, unice ad fundandum & propagandum Spirituale hoc Regnum Christi, quod non est de hoc mundo, pertinet, & in huius potestatis exercitio eos, ut semetipsum audiri voluit ipse Christus, dicens: *Qui vos audit, me audit, & qui vos spernit, me spernit*, atque in hoc consistit proprie, quam hodie vocamus, libertas Ecclesiastica, sive eorum, qui ad ministerium verbi tanquam Apostolorum Successores cum eadem potestate successerunt, ut nimirum libertate gaudeant annunciandi ministerium Evangelii, ac imbuendi Christi Fideles præceptis Evangelicis, quam libertatem primum quodammodo adepti sunt Ecclesia Christi, postquam per tria pene sæcula sub Imperatoribus Ethnicis, & Infidelibus procellis persecutionum agitata, tandem sub Constantino Mag. ejusque Successoribus Principibus Christianis ea libertate donata fuit, ipsosque Imperatores etiam eos tanquam Christi Ministros in iis, quæ ad salutem æternam spectabant, audire iisque suosci voluerunt.

Dux igitur ex Dei ordinatione sunt potestates: Una quæ Apostolis eorumque Successoribus à Christo donata, tota est Spiritualis, solamque æternam Beatitudinem inuenit, & pro fine habet: Altera temporalis Republicæ pacem, & tranquillitatem spectans, omniaque avertens, quæ eam turbare, aut infestare possent, atque hæc est potestas sublimioribus Potestatibus à Deo donata, & cui omnis anima subdita esse jubetur.

Per utramque hanc Potestatem Orbem Christianum regi, & gubernari jampridem recte movit Imperatorem Anastasium Gelasium Papa I. „ Duo quippe sunt ( inquit ) Imperator Auguste, quibus principaliter mundus hic regitur, auctoritas Sacra Pontificum & Regalis potestas. „ In quibus tanto gravius est pondus Sacerdotum, quanto etiam pro ipsis Regibus Domino in divino reddituri sunt examine rationem. Nostri etenim, Fili Clementissimi, quod licet præfideas humano generi dignitate, rerum tamen Præsulibus divinarum devotus colla submittris, „ atque ab eis causas tuæ salutis expectas, inque sumendis Cœlestibus Sacramentis, eisque ( ut competit ) disponendis subdi te debere cogi officii Religionis ordine potius quam præesse. Nostri itaque inter hæc ex illorum te pendere Judicio, non illos ad tuam velle redigi voluntatem. „ Si enim quantum ad ordinem pertinet publicæ disciplinæ, cognoscentes, imperium tibi superius na dispositione collatum, legibus tuis ipsi quoque parent Religionis Antistites, ne vel in rebus „ mundanis exclusæ videantur obviare Sententiæ; quo ( rogo ) te decet affectu eis obedire, qui „ pro erogandis venerabilibus sunt attributi Mysteriis? proinde sicut non leve discrimen incumbit Pontificibus, siluisse pro Divinitatis cultu, quod congruit: ita his ( quod absit ) non meo diocæ periculum est, qui, cum parere debeant, despiciunt. „ Hæc ex ipsa Epistola Gelasii, prout integra extat Tomo 4. Concil. General. Editionis Labzanæ columna 1181. cuius fragmentum, sed multum truncatum & interpolatum reulit Gratianus *distinct. 96. Canon. DUO SUNT*, sub nomine quidem Gelasii, sed, uti recte notat correctio Romana, potius ex Epistola Gregorii VII. quam ipsius Gelasii.

Teste igitur Gelasio Pontifice, dux sunt Potestates, quibus etiam sub Christianis Imperatoribus mundus hic regitur, nimirum *sacra auctoritas Pontificum, & Regalis potestas*.

Priorem res sacras spectare, atque inde ipsos Pontifices dici rerum divinarum præfules, quibus Imperatorem tanquam Ecclesiæ filium devotè colla submittere, asserere non dubitat, atque ab eis causas suæ salutis expectare, inque sumendis cœlestibus Sacramentis, eisque ( ut competit ) disponendis subdi te debere, atque de his intelligi debet, quod subijcit: „ Nostri itaque inter hæc ex „ illorum te pendere Judicio, non illos ad tuam velle redigi voluntatem.

Manifestum proinde est, sacram Pontificum auctoritatem ex Sententia Gelasii totam spectare ad res sacras & spirituales, atque ipsos Reges earum huic auctoritati se subiectos agnoscere debere, ut ab iis tanquam rerum sacrarum præsulibus, & cœlestium Sacramentorum dispensatoribus causas salutis, ut ceteri Christi fideles, expectent, atque hoc est, quod ait Gelasius; „ tanto „ gravius esse pondus Sacerdotum, quanto etiam pro ipsis Regibus Domino in divino reddituri „ sunt examine rationem.

Regalis autem potestas, qua mundum Catholicum regi asserit Gelasius, hanc & integram esse apud Imperatorem faretur, agnoscatque hac autoritate Augustum humano generi præsidere.

Quo autem hæc Regalis potestas, qua Principes humano generi præfident, pertineat, verbis expressit: „ Si enim, quantum ad Ordinem pertinet publicæ disciplinæ, cognoscentes, imperium tibi superna dispositione collatum, Legibus tuis ipsi quoque parent Religionis Antistites, ne vel in rebus mundanis exclusæ videantur obviare sententiæ.

Ex Sententia igitur Gelasii Principes Christiani Regali potestate humano generi præfident, & ea, quæ ad ordinem publicæ disciplinæ vigore imperii superna dispositione sibi collati ordinaverint, etiam sacri Antistites observare jubentur, sive Legibus pro conservando ordine publicæ disciplinæ parere tenentur.

Certum autem est, hunc ordinem publicæ disciplinæ, sive pacem & tranquillitatem temporali Republicæ conservari non posse, si Principi rescire non liceat, quid in Republicam sibi commissam aliunde invectur, quidque etiam sub velamine, ac prætextu Religionis divulgetur, & populo per modum Legis imponatur.

Scitur enim nihil esse, quod magis ordinem publicæ disciplinæ invertere, pacemque, & tranquillitatem Republicæ temporali turbare possit, quam novas Leges populo imponere.

Proinde Leges, quibus Principes vetant quidquam per modum Legis per suas Provincias quacunque auctoritate sine suo scitu, aut eorum, qui Reipublicæ vice sua præstant, placito atque assensu divulgari, & executioni mandari, ex iis sunt, quæ ad ordinem publicæ disciplinæ pertinent, quibus proinde, fatente Gelasio, ipsi etiam Religionis Antistites parere jubentur.

Quapropter sat mirari non potui stupendam hominum quorundam ignorantiam, ne dicam, irre-

irreligiosam temeritatem, qui non verentur tanquam Libertati Ecclesiasticae contrarias, & sacram Pontificum auctoritatem everterentes, aut saltem evanescentes publice traducere Leges Principum, quibus verant, Decreta quaecunque sive Rescripta à Curia Romana emanantia per suas Provincias divulgari, vel quacunque ratione executioni mandari, nisi prius ab iis, qui vice Principis per Provincias Jurisdictioni præsunt, visa & examinata fuerint, & eorum publicatio & executio conveniens iudicata sit, quod in Belgio hodie Jus Placiti, & in aliis nonnullis Regnis Jus Patris, vel Exequatur nuncupari solet.

Adversus hanc nonnullorum temeritatem, & ignorantiam, præsentem de hoc Jure Placiti Tractatum conscribendum existimavi, eumque pro majori claritate & elucidatione in quinque partes distribuendum, in quatum prima generaliter de publicatione Legum Ecclesiasticarum tractandum credidi, pluribusque altius conatus sum, nullam Legem Ecclesiasticam etiam Pontificiam Belgas obstringere, nisi ritu consueto per singulas Dioeceses, servato Ordine Hierarchico per suos respective Episcopos, & Pastores fuerit proposita iis, quos concernit, neque solam publicationem Romæ more solito factam sufficere, ut Belgas, aliosque remotissimos populos Legibus, seu Decretis hiæce constringat.

Secunda vero parte hujus Tractatus de prædicto Jure Placiti Principis agere aggressus pluribus antiquorum testimonio ostendi, usum Placiti & apud Belgas, aliasque Christianas Nationes jampridem fuisse usitatissimum, ac proinde nihil novi hodiernis Magistratus Regios in hoc Jure prætereundere, quod à Majoribus non acceperunt.

Uterius ostendo, unicum hujus Juris Placiti scopum esse, præcavere, ne ex præcipiti Bullarum, seu Decretorum à Curia Romana emanantium publicatione, aut executione, Respublica in varia incommoda incidat, sive præcavere, ne per hujusmodi publicationem temporalis Reipublicæ tranquillitas, aut pax turbetur, & ordo publicæ disciplinæ invertatur.

Ex quo ulterius evici, Jus hoc Placiti Principi non ex speciali aliqua conventionne, aut Privilegio, sed titulo suæ dignitatis Regalis, sive Coronæ, & Supremæ Regaliæ competere, eique inseparabiliter inhærere, neque liberum esse Principi hoc Jus à se abdicare, atque hinc mirum non esse, Jus illud omnibus Supremis Principibus eodem Jure Regaliæ esse commune, ipsosque Regios Officiarios suo juramento non minus obstrictos esse, Jus hoc integrum Principi conferre, ac cetera Jura Regaliæ.

Hoc Juris Placiti scopo attento, parte tertia hujus Tractatus ostendo, hoc Jus Placiti ad nullam specialem Rescriptorum, seu Bullarum Curia Romanæ speciem restringi posse, atque in primis ab hoc Jure, inspecto ejus scopo, eximi nequaquam posse Decreta generalia morum reformationem præferentia, atque ipsa ob defectum Placiti plura similia Decreta vim obligandi hactenus in Belgio non habuisse, quin ipsa Decreta Reformationis Concilii Trid. non nisi prævio Principis Placito, & conformiter ad moderationem Litteris Placiti insertam, in Belgio publicata, aut recepta fuissent.

Parte quarta exposui non uno titulo Decreta Romana, quibus libri proscrubuntur, eorumque lectio interdicta, posse in publica commoda impingere, atque ex eorum publicatione, & executione Provinciarum pacem & tranquillitatem, ipsaque Principum Jura convelli, & infringi; ideoque nec hæc Decreta ab hoc Jure Placiti, inspecto ejus scopo, exempta esse posse, ostendique pluribus exemplis, etiam quoad similia Decreta non in Belgio duntaxat, sed & alibi in Regnis usum Placiti obtinuisse, eorumque publicationi sine prævio Placito attentata Principem ejusque Ministros strenue se opposuisse, pluresque libros tametsi Romano Decreto proscriptos, aut in Indicem librorum prohibitorum relatos, hic & alibi publice legi, & distrahi, eo quod Decreta illa nunquam fuerint prævio Principis Placito rite publicata & recepta.

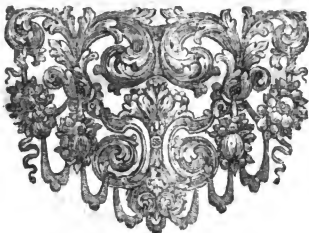
Quinta denique parte etiam Bulla, seu Decreta vulgo Dogmatica ab hoc Jure Placiti exempta esse non posse, attento ejus scopo, exposui, ostendens etiam & hæc Decreta pluribus titulis in publica commoda impingere posse, atque adeo ex eorum publicatione, & executione ordinem publicæ disciplinæ, nec non Reipublicæ tranquillitatem, & pacem turbari, ipsisque nonnunquam Regis populique Juribus, & inveteratis Provinciarum moribus non sine plurimorum incommodorum sequela præjudicium generari posse.

In his omnibus Principes, eorumque Ministros nequaquam velle se erigere in Fidei, aut Religionis Arbitros & Judices, pluribus astruxi, neque prætereundere, Fidei Dogmata, aut Decreta Religionis à suo dependere arbitrio, sed duntaxat Principem Regali potestate, qua humano generi præsidet, & res humanas moderatur, hoc Jure Placiti velle præcavere, ne ordo publicæ disciplinæ, & Respublica suo imperio subiecta sub prætextu Religionis per publicationem, & executionem Decretorum à Curia Romana emanantium, etiam præter intentionem Ecclesiæ & ipsorum Pontificum turbetur, atque huic Juri, Legibusque ad id spectantibus sacros Antistites parere debere, dum & ipsi Principes, eorumque Ministri divinarum rerum Praefulibus devoti colla submitunt, atque ab eis causis suæ salutis expectant, inque sumendis cœlestibus Sacramentis, eisque ( ut competit ) disponendis subditi se debere cognoscunt.

*Approbatio Censoris Regii.*

**V**incit in amore virtus, & in virtute plus omnibus una creata veritas, quæ potentissima, cum semper vincat, nec hic succumbere potest. Nam quantum quis ad veritatem accedit, vel ab ea recedit, tantum ad Deum accedit, vel ab eo recedit; quia veritatem nulla vis deicere, nulla fraus decipere, nulla perturbatio de gradu deurbare potest, Meretur nonien & virtus Auctoris, ut delibemus potius, quam enarremus, quo studio, & qua propensâ investigatione pro Imperatore, & Rege notiro agat ille Auctor in *Traſſatu de Promulgatione Legum Ecclesiasticarum, ac ſpecialim Bullarum, & Reſcriptarum Curie Romane, ubi de Placito Regio, quod ante eorum Publicationem, & executionem in Provinciis requiritur, &c.* Hic Liber est, qui super muros Jerusalem constitutus custos, non multis verbis pauca comprehendit, sed paucis aurea pro ſcepti fulcrine, ut ſcilicet non tam otioſorum auribus placeat, quam ut agrotorum mentibus proſit, Prælo indiget ut illaſa maneat Maieſtas Belgica contra exoſos momorum aculeos, qui plus paciurnitate vincent, quam garrulitate perdent, præcipue dum Auctor, ut Patriæ vindex, & ut Belgici Juris Sacerdos, pro indigena immortalitatis ſecuritate aſſociata poſſidet encomia, intonando verba Origenis Homil. ſuper Hierem. cap. 12. Hæc ante me alii expoſuerunt, & quia non improbo interpretationem eorum conſentiens eandem proſero, non quaſi ipſe repererim, ſed reperta jam repetens, ut mihi pariter vobisquæ conſuacat, ſi tamen quæ dicenda ſunt, intenus animus excipiat: ita ut non indigeat Auctor Synedri Cenſura Regia, qui pro publico tam pretioſa ſuggerit chariſſima, Danum Bruxellis 23, Septembris 1712.

**P. J. DE FIERLANT,**  
*Supremi Brabantia Conſilii Senator,*  
*& Cenſorum Cenſor Regius.*



# I N D E X

## CAPITUM ET PARAGRAPHORUM.

### P A R S P R I M A.

#### De publicatione Legum.

CAPUT I. Offenditur ad rationem Legis requiri ejusdem Publicationem.

§ I. Nulla Lex vim obligandi habet ante factam illius Promulgationem. pag. 1.

§ II. Qualis Promulgatio sit necessaria. ibid.

§ III. Pluribus titulis convenit Legem generalem per singulas Provincias publicari. 2

§ IV. Justiniani Imperator formam publicationis per Provincias probavit, eoque Justiniani Constitutio ubique recepta est. ibid.

Cap. II. Forma Promulgationis per Provincias etiam servanda in Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

§ I. Forma promulgandi Leges per Provincias, etiam in Legibus Ecclesiasticis observari voluit Justinianus; Eaque Justiniani Legem Ecclesie Romana probavit. 3

§ II. Eandem promulgandi formam à primis seculis Ecclesia servavit. ibid.

§ III. Ratio instituti à Christo regimini Ecclesiastici requirit Promulgationem per Diaconos. 4

Cap. III. De forma publicationis hodie Romæ usitata, ejusque effectus.

§ I. Describitur publicationis forma, quæ Leges & Decreta Pontificis in Urbe Roma promulgari hodie solent. 5

§ II. Quid sit effectus hujus Promulgationis. ibid.

§ III. Solvitur primum Argumentum eorum, qui prætendunt, Promulgationem Romæ factam esse sufficientem, ut per eam omnes ubique fideles obstringantur. 6

§ IV. Refellitur secundum Argumentum desumptum ex publicatione Bullæ Cæne Domini. ibid.

§ V. Refellitur Argumentum desumptum ex publicatione Regularum Cancellaria. 7

§ VI. Refellitur quartum Argumentum desumptum ex ratione congruentiæ. ibid.

§ VII. Occurrit Argumentum, quod desumitur ex Clausula Bullis Pontificiis nonnunquam inferri, quæ declaratur, sola publicatione Romæ facta omnes ubique fideles Decretis Pontificiis obstringi absolute ulteriores publicatione. 8

### P A R S S E C U N D A.

De Placito Regis super publicatione & executione Decretorum & Litterarum Curie Romanæ, ejus antiquitate, fundamento, & scopo.

Cap. I. De inveterato usu Placiti Regii.

§ I. Usus Placiti Regii super Bullis & Rescriptis Romanis jampridem apud Belgas receptissimus fuit. 9

§ II. Idem Placiti usus apud alias Gentes jampridem obtinuit. ibid.

Cap. II. De Scopo Placiti Regii.

§ I. Offenditur scopum Placiti esse præcavere, ne exco- citio Bullarum impingat in commoda publicæ. 10

§ II. Idem scopus eruitur ex Principum Edictis. 11

§ III. Offenditur quibus ex causis per Regia Auditoria exco- citio Bullarum sisti queat, inspecto Placiti scopo. 12

Cap. III. Quo titulo Principi hoc Jus Placiti competat.

§ I. Offenditur Jus hoc Principibus competere titulo suo Principatus sive Jure Regalia. 13

§ II. Jus hoc inseparabiliter inheret ipsi Principatui, nec Princeps illud à se abdicare potest. 14

§ III. Pro rebus hujus Juris possunt Principes protem- porum & locorum varietate Leges prescribere. ibid.

§ IV. Officium Fiscole conservationi hujus Juris tenetur invigilare. 15

### P A R S T E R T I A.

Ufus Placiti affirmatur respectu Legum generalium externarum Ecclesiæ regimen concernentium.

Cap. I. Hic usus probatur ex scopo ipsius Placiti, conditione ipsarum Legum generalium, nec non plurimum earundem non receptione.

§ I. Evincitur ex scopo ipsius Placiti ejus usum ad certam & determinatam Bullarum speciem restringi non posse. 16

§ II. Idem evincitur ex ipsa Legum generalium conditione. 17

§ III. Plures generales Pontificie Constitutiones ad disciplinam Ecclesiasticam spectantes receptæ non sunt, eo quod moribus Provinciarum convenire non viderentur. ibid.

Cap. II. Usus Placiti super Decretis generalibus Disciplinam Ecclesiæ concernentibus, probatur ex his, quæ contingunt in receptione & publicatione Concilii Tridentini.

§ I. Quid de recipiendis Decretis hujus Concilii tum ab ipso Concilio, tum à Pio IV. Pontifice fuerit decretum? 18

§ II. Quid in Belgio super receptione & publicatione Concilii Tridentini, alium fuerit? 19

§ III. Usus Placiti affirmatur per ea, quæ super receptione Concilii Tridentini, colligere in Galia. 20

### P A R S Q U A R T A.

De usu Placiti Regii super Decretis, quibus Libri prohibentur.

Cap. I. Offenditur scopum Placiti Regii etiam obtinere quoad Decreta Romana, quibus lectio librorum interdictur.

§ I. Forma hodierna Curie Romanæ in decernendis, & concipiendis Decretis, quibus libri prohibentur, evincit usum Placiti, in ipso ejus scopo, merito ad hæc Decreta extendi. 21

§ II. Exponitur alius modus quo idem contingere possit. 22

§ III. Contingere potest, ut similia Decreta etiam jussa ob certas circumstantias non expediat in certis Provinciis publicari. 23

Cap. II. Affirmatur usus Placiti super Decretis, quibus libri prohibentur, ex iis, quæ contingunt in publicatione & receptione Indicis librorum prohibitorum, vulgo Tridentini.

§ I. Exponitur quid circa hunc Indicem alium sit in Concilio Tridentino. ibid.

§ II. Quid circa Indicem vulgo Tridentinum factum fuerit per Pium IV. Papam? ibid.

§ III. Prædictus Index Romanus vulgo Tridentinus, nec in Belgio, nec in Hispania simpliciter receptus fuit. 24

§ IV. Bulla Clementis VIII. prohibens de novo Opera Caroli Molinæ, nec in Belgio, nec in Galia obligare credita est. ibid.

Cap. III. Affirmatur usus Placiti ex iis, quæ contingunt occasione proscriptionis libri, cui titulus: Augustinus Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis.

§ I. Exponitur quid alium sit occasione Decreti S. Congregat. Inquisitionis Romana die 1. Augusti 1641. quo dictus liber proscriptus fuit. 25

§ II. Affirmatur idem Placiti usus ex iis, quæ alia sunt occasione Bullæ Urbani VIII. quæ incipit: In eminenti, usque ad annum 1647. 26

§ III. Idem Placiti usus affirmatur ex illis, quæ con- tingunt. 27

# Index Capitum & Paragraphorum:

- decurant occasione publicationis prædictæ Bullæ in  
eminenti anno 1651. 27
- §. IV. Usus Placiti astruitur per ea, quæ conserunt post  
publicationem Bullæ in eminenti, occasione Litterarum  
Archiducis Leopoldi & Ordinationis Re-  
gia. 28
- Cap. IV. Astruitur idem usus Placiti ex his, quæ con-  
serunt occasione Decreti S. Officii die 6. Septembris  
1657, quo libelli quidam prohibebantur. 29
- §. I. Exponitur ea, quæ conserunt ob festam publi-  
cationem ante obitum Placitum Regium, & Cas-  
sationem ejusdem publicationis per Consilium Bra-  
bantia. 29
- §. II. Exponitur quid post Cassationem Consilii Braban-  
tie decreuerit S. Congreg. 14. Martii 1658. & quid  
ei opposuerit Consilium Brabantia. 30
- §. III. Probatur idem Placiti usus ex aliis per Con-  
siliū Prævatum & Consilium Flandria occasione pu-  
blicationis ejusdem Decreti die 6. Septembris 1657.  
ibid.
- §. IV. De Litteris Regiis super publicatione ejusdem  
Decreti die 6. Septembris 1657. per Nuntium His-  
pania impetratis. ibid.
- §. V. Qua pro conservatione Juris Placiti facta sint  
post perceptas prædictas Litteras Regias. 31
- Cap. V. Idem Placiti usus astruitur ex Actis occasio-  
ne Decretorum die 17. Januarii 1691. & 20. Apri-  
lis 1668. respectue per Consilium Brabantie, &  
Parlamentum Mechlinicæ. 32
- §. I. Exponitur Acta per Consilium Brabantia occa-  
sione præfati Decreti die 17. Januarii 1691. 32
- §. II. Referuntur Acta Parlamentū Mechliniensis occa-  
sione prædicti Decreti die 20. Aprilis 1661. 33
- Cap. VI. Astruitur idem usus Placiti in Regno Galliarum  
super Decretis Romanis, quibus libelli prohibebantur.
- §. I. Astruitur ex his, quæ Acta sunt occasione Bullæ  
Alexandri VII. contra vinas censuras Facultatis  
Theologica Parisiensis. ibid.
- §. II. Astruitur usus Placiti in Regno Galliarum ex his,  
quæ Acta sunt occasione Bullarum sive Breuium,  
quibus prohibebantur respectue quædam Scripta  
Episcopi S. Pontii, & Tractatus de Origine, &  
usu Regalia, Authore D. Audou. 34

## PARS QUINTA.

De usu Placiti Regii super Bullis Dogmaticis.

- Cap. I. Exponitur quoddam censatur Decretum Dog-  
maticum, & quæ autoritas circa Decreta Dogma-  
tica Principibus competere possit. 37
- §. I. Quid intelligitur per Bullam Dogmaticam. 37
- §. II. Principes non sunt Judices fidei. ibid.
- §. III. Quas partes habuerint Principes in Conciliis,  
in quibus de Fide agebatur, nec non in definitio-  
rum confirmatione & executione. ibid.
- §. IV. Principes in usu Placiti non prætendunt se con-  
stitui iudices super Decretis fidei. 38
- Cap. II. Ostenditur unde contingere queat, ut publi-  
catio & executio Decretorum Dogmaticorum in  
Jura publica impingat.
- §. I. Ostenditur id contingere posse ex modo publica-  
tionis seu propositionis eorundem. ibid.
- §. II. Idem contingere potest ob Clausulas Decretis  
Dogmaticis insertas. 40
- §. III. Sub prætextu definitionis Dogmatum, Jura Re-  
gia, inveterata Provinciarum Consuetudines, &  
Privilegia subinde infringi possunt. ibid.
- §. IV. Ex hæcenus dictis concluditur Placitum Regium  
aque requiri ante publicationem Bullarum Dogmatica-  
rum, quam ceterorum Rescriptorum: Ejusque usum  
super Bullis Dogmaticis ab antiquo in Belgio fuisse usi-  
tatum, probatur auctoritate Joannis Driedanti. 41
- Cap. III. Discutitur opinio Francisci Zypæi de hoc usu  
Placiti Regii.
- §. I. Zypæus sateret quod Consilia Regia jampridem Placita  
subjecerint Decreta Romana, etiam non Beneficialia. 42
- §. II. An ex Edictis Principum restrictio Placiti ad  
Rescripta Beneficialia deduci queat, ut opinari vi-  
detur Zypæus. 43
- §. III. Ostenditur quam inepta sit ratio à Zypæo adda-  
ta pro astringenda restrictione Placiti Regii ad Re-  
scripta Beneficialia privatis data, & quomodo hæc  
restrictio funditus evertat scopum Placiti. 44
- §. IV. Zypæus in restrictione Placiti ad Rescripta Bene-  
ficialia etque privatis data, sibi non constat, 45





# TRACTATUS

## DE PROMULGATIONE

### LEGUM ECCLESIASTICARUM,

#### AC SPECIATIM

#### BULLARUM & RESCRIPTORUM

Curiae Romanæ,  
UBI ET DE PLACITO REGIO,  
Quod ante earum Publicationem & Executionem  
in Provinciis requiritur.

## PARS PRIMA.

### DE PUBLICATIONE LEGUM.

#### CAPUT PRIMUM.

Offenditur ad rationem Legis requiri ejusdem  
Publicationem.

##### §. I.

*Nulla Lex vim obligandi habet ante factam illius  
Promulgationem.*



**LEGIBUS** humanis nullam obli-  
gandi vim inesse ante factam rite  
earum promulgationem, hoc est ex-  
positum, juxta illud Gratiani Di-  
stinctione 4. ad calem CANO-  
NIS 3. *Leges infirmantur, cum  
promulgantur.*

Supponit ibidem Gratianus, Le-  
ges proprie non esse institutas, sive non habere ratio-  
nem Legis, nisi fuerint promulgatae.

Similiter in *l. 9. Cod. de Legibus*, declaratur, quod  
Lex, ut obliget, debeatur ab omnibus intelligi, quod  
fieri nequit nisi per promulgationem, uti recte no-  
tat Henricus Zozius ad Titulum Digestorum de Le-  
gibus numero 10. addens: „eam promulgationem ita  
esse de ratione Legis, ut ante nequidem nomen  
Legis, mereatur, quae nondum sit lecta; id est,  
promulgata.

Rationem subiungit idem Auctor, quae ab omnibus  
post S. Thom. 1. 2. quæst. 90. art. 4. passim probatur,  
quod „Lex sit regula humanorum actuum, quae non  
„dirigit, nisi applicetur: applicatur autem per pro-  
„mulgationem, & obligare nequit, nisi ita sufficien-  
*Van Espen, Paris PA*

ter proposita, quibus fertur, cum ad incognitum ne-  
mo teneatur.

Hinc & uno consensu concludunt Doctores, Legem  
à Legislatore conceptam, scriptam, quin & ejus man-  
dato impressam, & ejus sigillo signatam, & in Consi-  
storio Principis probatam, vim nullam Legis habere,  
nullamque inducere obligationem, nec conscientias  
constringere, priusquam rite fuerit promulgata, quia  
Regula actionum esse nequit, nisi fuerit ut talis po-  
pulo proposita & intimata, ut mediante promulgatio-  
ne scire queat, Legislatoris voluntatem esse, ut juxta  
hanc Legem actiones dirigat, faciendo quod Lex imperat,  
vel cavendo quod lex cavere jubet.

##### §. II.

*Qualis Promulgatio sit necessaria*

**N**on apparet de ratione Legis esse, preveniendo  
omne jus propositum, ut ejus promulgatio certo  
ac determinato ritu fiat, aut certis & determinatis lo-  
cis Lex publice assignetur, vel proclametur, sed talis in  
genere promulgatio sufficere creditur, vi cujus ipsa Lex  
eis, quibus fertur, sit sufficienter proposita, ut facile  
hac publica propositione seu promulgatione in notitiam  
universalitatis seu populi, cui fertur, venire queat.

Id non obscure significant Imperatores in *l. 9. Cod. de Legibus*, dum dicunt: sacratissimas Leges *in omnibus  
intelligi debere*, scilicet per promulgationem, ut  
universi, præscripto earum manifestis signis, proba-  
biter declinent, permissa solentur.

Itaque de ratione Legis est, ut ejus publicatio sive  
promulgatio in hujusmodi locis, atque eo temporis in-  
tervallo duratione fiat, ut per hanc promulgationem  
A nota.

## De Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

moraliter universis, quibus lex fertur, ejus notitiam vigore hujus promulgationis accipere queant.

Et quidem cum lex sit *communis* preceptum, quod non tam singulari de populo sive Communitate, sed ipsi Communitati sive populo in communi fertur, debet ita publice proponi, ut facile in ipsius Communitatis seu universi populi quere devenire notitiam, uti post alios Scholasticos & Jurisperitos observat Henricus Pyrrhing & Societas Jesu in Universitate Dilingna SS. Canonum Professor, qui Commentarium in Decretales per quæstiones more Scholastico & ex Scholasticis compilavit, atque ad Titulum Decretalium De Constitutionibus *sect. 1. §. 4.* post alios concludit: Quod etsi lex seu Constitutio fuerit lata vel edita *solemniter*, hoc est, in publico Consilio Regio, vel Senatorum Reipublice, vel Consilio generali seu OEcumenico, si tamen non fuerit publice Communitati promulgata non obligat etiam præsentem & scientem.

Rationem assignat idem Auctor, „ Quia lex non obligat singulos, „ antequam possit Communitatem obligare, adeoque aliquo publico modo Communitati sit promulgata, quia non singulis, sed toti Communitati fertur.

Idem notat Suarez in Tractatu De Legibus *lib. 1. cap. 11. numer. 3.* ubi ait: „ Quia lex non obligat singulos, nisi quatenus sunt partes Communitatis, ideo ut obliget, debet Communitati proponi, quod est, promulgatio.

Et *num. 6.* notat, „ necessarium esse aliquam propositionem externam, & sensibilem factam ita publice, & cum tanta temporis latitudine, ut moraliter possit ad notitiam totius Communitatis devenire, quia hoc saltem necessarium est, ut obligare possit, quod per se ad legem fertur.

Idem Auctor *lib. 3. cap. 16. n. 2.* observat: Quod non sit lex, donec respectu Communitatis habeat statum legis, nec incipiat obligare singulos, donec possit Communitatem obligare. Quod ordine (addit) explicatur in legibus editis in generali Concilio, nulla enim potest esse solemnior editio ante promulgationem & nihilominus non sufficit, nisi sequatur promulgatio.

Hæc dum attendebant jam olim Legislatores Romani, admodum solliciti erant, ut legis promulgatio fieret tam publice tanque solemniter, & ea temporis duratione, ut fieri vix posset, quin Communitati & populo universi innotesceret.

Legem enim dictatam & probatam, xri incipiam affigebant in locis publicis, atque ut nulla posset præterire ignorantia, tribus vicibus hæc promulgatio sive publica affixio reiterabatur.

Præterea cum ipsa lex, ejusque obligatio dependeat à publica auctoritate Legislatoris, omnique legis vigor ab hac auctoritate emanare debeat, necesse quoque est, ut promulgatio dans legi suum complementum, & vim obligandi, fiat auctoritate publica, atque per eam Communitas sive populus ipsius legis notitiam publice auctoritati innixam accipiat.

### §. III.

*Pluribus titulis concepit Legem generalem per singulas Provincias publicari.*

UT lex generalis rite dicatur promulgata, requiritur, ut auctoritate publica sit publicetur, & innimetur populo, ut per eam publicationem, & intimationem facile in notitiam totius populi seu Communitatis, cui lex illa fertur, deveniat, ut supra notatum est.

Si igitur lex feratur uni duntaxat Provincie, necesse est, ut auctoritate publica talis fiat legis notificatio & promulgatio, ut per eam populus illius Provincie in communi, sive universus populi facile queat istius legis notitiam accipere: ita ut, ea facta, moraliter contingere non possit, ut populus eam legem inculpabiliter ignoret.

Si vero lex illa feratur à Principe, qui plures suæ jurisdictionis Provincias subditas habet, suæque lege omnes has Provincias generaliter obstringere intendat, ea indubie legis publicatio sive intinatio necessaria erit, quæ possit universis populis Principi illi subiectis, & per diversas Provincias dispersis legis hujus notitiam habere.

Potest moraliter impossibile est, ut populus ita dispersus certam & auctoritatem publicæ innixam legis notitiam accipiat, si lex duntaxat in urbe Regia, aut in unius Provincie Metropoli publicetur.

Cum enim non sufficiat per incertos rumores, aut privatorum hominum relatione Legis notitiam populo diffundi, sed necessarium sit, ut certa & publica auctoritate munita Legis habeatur notitia, uti etiam observavit Petrus de Marca *lib. 2. De Concord. Sacred. & Imp. cap. 15. num. 2.* vix possibile est, ut sola promulgatione in Urbe Regia, aut unius Provincie Metropoli facta, reliqui populi per diversas Provincias dispersi eam Legis notitiam accipiant.

Deinde cum singulæ Provincie, quin & singulæ Civitates, suæ habeant speciales Praefectos & Magistratus, qui immediate singularum Provinciarum, Civitatum & ab eis dependentium Territoriorum curam & directionem obtinent, admodum durum esset, populum lege aliqua obligare velle, priusquam ipsi populo per immediatos suos Praefectos & Magistratus foret lex intimata.

Hac quoque ratione fiet, ut, dum lex per Provincias à singulis Magistratibus populo publice intimatur, facile legis hujus universis populis certam notitiam sit accipitur, neque probabilem illius ignorantiam poterit pretendere.

Præterea per singulas Provincias legum promulgatio non tantum conducit, ut Constitutio non facilius in notitiam omnium, quos contingit, deducatur, sed insuper ut mitigetur legis duritia, si forte quid in ea occurrat, quod huic illius Provincie sive populo non congruat.

Cum enim infinita sit motuum varietas, & unaquæque pene Provincia suis particularibus statutis, consuetudinibus, legibusque, & privilegiis regatur, difficile est, ut lex generalis à Principe sumpto lata congruat Provinciis & populis omnibus, & non aliquando in publica commoda impingat. Cui rei vix alter occurrit potest, quam si de his, qui includunt, admoncant Legislatorem, quibus particulariter per Provincias promulgationem Princeps delegavit, qui deinde Legem temperet, ut & ea esse videtur.

### §. IV.

*Justinianus Imperator formam publicationis per Provincias probavit, eaque Justiniani Constitutio ubique recepta est.*

Justinianus Imperator intelligens ultimas hominum voluntates nonnquam eveni, tanquam contra leges factæ essent, cum hæcenus ad defectum debitis promulgationis, eorum legum notitiam Testatores non habuissent, sinevit in *Novella 66. cap. 1.* ex illo decursum tempore suæ Constitutionis, quæ pro testamentis sunt, valere, ex qua in *commune facta sunt manifeste. In Provinciis autem ex quo discreta, (sive, ut græca lectio habet, divulgata) per Metropolitans palam facta sunt, vel postea facta fuerint.*

Deinde in Epilogo *Novellæ* mandat suo per Orientem factorum Prætoriorum Præfecto, ut quæ in præsentem *Novellâ* constituta sunt, præcipiis propriis omnibus faciat manifesta, & qui in hac maxima Civitate, & qui foris habitant, quatenus omnia sunt palam, quæ à Nobis (ait) pro omnium cautela facta sunt.

Hinc statuunt compuncti Doctores à Justiniano eam promulgationis formam esse præscriptam, ut lex à Principe concepta & probata mittatur ad Præfectum Prætoriorum, qui Evidenti publicis seu præcipiis propriis proponat in civitate maxima (in qua sedes Prætoriana habetur) & omnibus notam reddat; deinde eam publicandam mittat ad omnes Provinciarum Præfidos (quos hic *Metropolitans* tanquam Metropoli Præfidos vocat) qui eam in suis singulis respective Metropoli publicent.

Quantumvis hæc promulgationis forma à Justiniano edita duntaxat sit pro Constitutionibus testamenta concernentibus; nihilominus adeo æqua, & adeo promulgandis generalibus legibus accommodata visa est, ut tanquam forma generalis in legum promulgatione adhibenda communi interpretatione recepta fuerit.

Nec solum in Tertio Imperii Romani, juriſque Romano subiectis, sed & apud veteres gentes extra fines Imperii, & jus Romanum pro lege non recipientes, ea promulgationis forma ob suam æquitatem passim usum invaluit.

Testa.



## Pars I. Cap. II.

Tellatur Petrus de Marca Archiepiscopus Parisiensis lib. 2. de Concord. Sacerd. & Imp. cap. 13. quod est Regnum Galliarum iuris Romani auctoritate non teneatur, ejus tamen rationes amplectatur.

Edicta enim (ait) Principum nostrorum ad Curias Parliamenti (1 quibus vice sacra iudicatur, æque ac olim à Præfide Prætorio) eo consilio mittuntur, ut in eorum Auditoriis publicentur, in acta redigantur, & præcepto Curiarum deinde ad Seneschallos exemplis Constitutionum deferantur, qui promulgationi curande in civitate, cui præsumt, incumbant.

Non absimilis promulgandorum Edictorum Principum modus in Belgio hodie servatur, eumque breviter describit Zypæus in Introductione ad notitiam Juris Belgici.

In hac enim tellatur in primis n. 5. quod Principes nostri soleant in condendis Legibus præmittere consultationes cum suis Conciliis plerumque supremis.

Secundo, quod soleant publicationem Edictorum generalium omnibus Provincialibus in Epilogo injungere.

Tertio quod hæc Concilia Regia, antequam publicatio fiat, examinare soleant, an juri patrio Lex non refragetur.

Quarto, quod post illud examen publicationis mandatum primipari Apparitori vice officario dare soleant. Post hæc subjungit n. 6. „ Ea hic publicatio est semper necessaria in singulis Provinciis, singularumque Metropolitibus, ramentis plures sint, ut in Brabantia Lovanium, Bruxella, Anverpia, Sylva Ducis, in Flandria Gandavum, Brugæ, Ipræ, aliz alibi: Ante hæc promulgationem (inquit) Lex non solet obligare.

~~INSTITUTIONES LEGUM PROMULGATIONIS~~

### CAPUT II.

Forma Promulgationis per Provincias etiam servanda in Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

#### §. I.

Forma promulgandi Leges per Provincias etiam in Legibus Ecclesiasticis observari voluit Justinianus. Eamque Justiniani Legem Ecclesia Romana probavit.

JUSTINIANUS considerans, quod non minus durum & injulium esset, si in materia Ecclesiastica subditorum conscientie illaquearentur per Leges, quarum notificatio ipsis rite non esset facta, quam in materia testamentaria, aliave mere civili, eandem promulgationis formam in urisque servandam præscriptum, nimirum ut & Leges Ecclesiasticæ per singulas Provincias populo publice proponerentur.

Quod Leges testamentarias id expresse Justinianus in Novella 66, ut superiori capite §. 4. exposuimus.

Formam vero quod Leges in materia Ecclesiastica servandam expresse Novella 6, ubi præscribens modum, quo oportet Episcopos & reliquos Clericos ad ordinationem adduci, præcipit in Epilogo, ut „ sanctissimi Patriarchæ universique Diocesis hæc proponant in Ecclesiis sub se constitutis, & manifeste faciant Metropolis, quæ à Nobis (ait) constituta sunt, illi rursus constitutis sub se Episcopis manifeste faciant, illorum vero singuli in propria Ecclesia proponant, ut nullas nostræ Reipublice ignoret, quæ à Nobis ad honorem & augmentum magni Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi disposita sunt.

Novellæ Justiniani ab Ecclesia Romana receptæ & probatæ esse, notum est.

Et S. Gregorius quidem Joannem Defensorem euntem in Hispaniam instruens, quid in causa fidei delegata sequi deberet, cum remittit ad Novellam 123. Justiniani lib. 2. Epist. 37.

Hincmarus Rheimensis in Opusculo 50. Capitulum cap. 17. scribit: „ Sed & Leges Romanæ ab Imperatore Justiniano promulgata, quas probat Ecclesia, decernunt de Episcoporum, sive de Metropolitani sui auctoritate, professione, &c.

S. Ivo Carnotensis de hac Novellarum approbatione tellatur Epistola 280. ita scribens: „ Dicunt Instituta legum Novellarum, quas commendat & servat Romana Ecclesia, &c.

San Ephen, Pars VI.

Quin & hanc ipsam Novellam 6. atque modum promulgandi in capite scriptum probasse ipsa S. Gregorius, palam facit ejus Epistola ad Mauritium Imperatorem lib. 2. Inult. 11. Epist. 62. quæ ei significat, se Legem Imperatoris, quæ vetabat milites impossetum ad Monasterium recipi, per diversas terrarum partes transmissi fecisse.

#### §. II.

Eandem promulgandi formam à primis seculis Ecclesia servavit.

Amestis Leges suapte natura non requirant certam & præfixam promulgationis formam, talis tamen necessaria est, quæ Lex facile queat vigore ipsius publice promulgationis devenire in certam notitiam Communitatis, sive illorum, quibus Lex fertur, uti supra ostensum est.

Cum autem vix similis notificatio haberi queat, nisi Lex generalis Ecclesiasticæ per singulas Provincias fide Diocesis populo per suos respectivè Episcopos proponatur, aut publice exponatur iis in locis, ad quæ facilis & frequens est populi accessus; videmus eam promulgandi formam à primis seculis Ecclesiam servasse.

Prima quippe generalis Synodus Nicææ sub Constantino M. celebrata, litteras scriptas ad Episcopos, qui Synodo non interfuerant, quibus, quæ in Synodo gesta & decreta fuissent significabat. Quæ (ait Synodus) litteris ad vos præscribere necessarium visum est, ut intelligere possitis, quæ decreta sanctique sint. Habetur apud Socratem, lib. 1. Hist. Eccles. cap. 9.

Alios vero, qui Synodo præsentem interfuerant, redire noluit Synodus, nisi instructos Canonibus omnibus, qui de rebus contentis ejusdem Concilii inferat: Catalogus Sanctorum Episcoporum, per quos magna & universalis Synodus Nicæa casta missis omnibus in toto orbe terrarum Dei Ecclesiis ea, quæ ab ipsis per Spiritum Sanctum in ea constituta sunt.

Ad quid enim Episcopo, qui Synodo interfuerant, atque de editis Canonibus poterant fide instructi, ad suas remeare Ecclesias sine certis Canonum omnium Exemplaribus noluit Synodus, nisi ut hos per suas quisque Ecclesias suis subditis notos faceret, & eorum executionem & observationem procuraret.

Similiter Ephesi habita Synodus Epistola Circulati Provinciarum omnium Episcopos de Gestis suis certiores reddidit his verbis: Quoniam autem oportebat & absentes à sancta Synodo, morantemque in Urbibus & Provinciis ob aliquod impedimentum sine Ecclesiasticum sive corporum non ignorare, quæ de ipsis sunt constituta, &c.

Evidens est, has Litteras Circulares ob id in unum conscriptas, ad Episcopos quaqueverum esse transmissas, ut Synodi Decreta per ipsos in Diocesis populo proponerentur.

Quin & constat, Decreta nonnumquam per Synodos ad Metropolitanos transmissa fuisse, ut per hos primum infunderentur Episcopis eorum Metropoli subiectis, deinde vero per Episcopos subditis suis populis promulgarentur: Quod propius ad ordinem à Justiniano expressum & observatum accedit.

Prima Synodus Arelatenfis ex variarum Provinciarum constant Episcopis varia Discipline capita constituerat; uti in sua ad Silvestrum Episcopum Romanum Epistola significat, multum dolens, quod & ipse Synodo adesse non poterit, quia in „ eos (scilicet Donatistas) severiori fuisset sententia prolata, & te „ (inquit) pariter nobiscum judicante, Cætus noster majori letitia exulasset; sed quoniam recedere à partibus illis minime posuisti, in quibus & Apostoli quotidie sedent, & error ipsorum sineintermissione gloriam Dei tellatur, &c.

Deinde ipsi significant, quod non tantum causam Cæciliani & Donatistarum (ob quam præcipue per Constantinum Imperatorem fuerant evocati) judicaverint, sed & ea, quæ ipsos Episcopos propius concernebant, & cum diversis sint Provinciæ (inquit) ex quibus advenimus, & varia contingunt, quæ nos censuimus observare debere.

Cum igitur hæc Decreta pro recta Provinciarum Disciplina cæterent esse observanda, etiam placuit

## 4. De Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

ea minis ad Metropolitanos per Diaeces sub illis constitutiones divulganda.

Et quidem in hac ad Romanum Episcopum Epistola scribitur: *Placuit etiam a Te, qui majores Diaeces tenes, per Te potissimum omnibus insinuari.*

Utque hanc infamatio exactius & facilius fiat, ipsa Decreta Epistolae adiungunt, ut & ea hodie Epistolae inserta habemus *Tomo 1. Concil. general.*

Per majores Diaeces hic intelligi Diaeces per Provincias suburbicarias dispersas, Eruditissimum notum est.

Sicut enim Episcopo Romano per has Provincias jus Metropolitanum competisset: Quemadmodum simili jure per Pentapolim, Lybiam, & Aegyptum utebatur Episcopus Alexandrinus, uti ad Canonem 6. Nicenum notant mediocres Canonum Interpretes.

Idipsum clarius expresse Synodus Sardinensis in Epistola Synodica ad Julium Episcopum Romanum, significant enim, se mittere omnia, quae contra Arianos, & Eusebianos acta, & decreta erant, ac deinde subiungunt: *Tua autem excellenti prudentia disponere debet, ut per tua scripta, qui in Sicilia, qui in Sardinia, & in Italia sunt, fratres nostri, quae acta sunt, & quae definita sunt, cognoscant.*

Quam ob causam Synodus Sardinensis voluit per Episcopum Romanum acta & definita notificari fratribus sive Episcopis per Siciliam, Sardiniam & Italiam constitutis, nisi quod sciret has Provincias & Ecclesias, tanquam suburbicarias, aut ad eas spectantes, jure Metropolitico esse Romano Pontifici subiectas?

Non dubium proinde, quin jam à primis Ecclesiae temporibus Decreta Ecclesiastica missa fuerint Metropolitanis, ut per hos mitterentur illi, qui ipsi subdebantur Episcopis, ipsi vero Episcopi illa per suas singuli Diaeces promulgarent & notificarent.

Idipsum suppositi Concilium Lateranense sub Innocentio III. in cap. 13. *De penitent. & remiss.* ubi quondam suam Constitutionem districte à Medicis observari precipiens, addit hanc cautionem: *Postquam per Praelatos locorum fuerit publicata.*

Ex contextu evidens est, Concilium hanc clausulam adiectis tanquam omni Constitutioni communem, non autem huius propterea.

Quid? quod adeo necessarium iudicatum fuerit Decretorum, & Constitutionum etiam Conciliorum generalium per Praelatos fieri promulgationem, ut propterea Synodus Episcoporum congreganda putaretur Ecclesiae Praefatus, in quibus Episcopi, & Pastores de modo publicandi ac recipiendi novas leges deliberarent, & resolverent.

Unde cum Margarita Paternus Belgii Gubernatrix scriptis nomine Regis Catholici Philippi II. ad Archiepiscopum Cameracensem, ut expenderet, qua ratione possit haberi publicatio & executio Decretorum Concilii Tridentini secundum Jura, Privilegia, & consuetudines Diaecesis.

R. spondit Archiepiscopus die 23. Julii anni 1564. celeberrimam Synodum Provincialis super receptione Concilii, & publicationem Decretorum per singulas Ecclesias Patriarchas, esse modo juris consentaneas, & antehac in re simili usitatas.

Addique Archiepiscopus se huc scripsisse, se prius communicare cum Capitulo Ecclesiae Metropolitanae, adhibitis in consilium Theologis & Canonum peritis.

Notavit & id S. Carolus in oratione ad inchoationem suae Synodi Diaecetanae XI. dicens alias inter causas congregandarum Synodorum, hanc esse: *quod hic applicatio fiat magis particularis Conciliorum tam generalium quam particularium.*

### §. III.

*Ratio instituti à Christo regimini Ecclesiastici requirit Promulgationem per Diaeces.*

**C**ertum est, Christum voluisse regimen Ecclesiae imperium esse, aut potestatem Dominorum in servos, sed patrum potius seu quasi patris in filios, qui amore potius, & dilectione, quam timore & imperio ad Legum observantiam alliciuntur, & suaviter adducuntur.

Unde priusquam Petro ovium suarum curam & regimen Christus commisit, tria interrogatio Petri in se amorem exploratum voluit, ut ita ostenderet, curam istam ac regimen debere esse regimen amoris.

Quapropter & illud verbo *pascendi* expressum voluit Christus, quo significaret, tanto illud amoris, & benevolentiae affectu esse exercendum, quanto mater pascere solet suos infantes.

Eadem de causa in Apostolis eorumque successoribus omnem tantopere dominatorem speciem Christus redarguit, ac humilitatem è contrario spiritumque mansuetudinis inculcavit.

Cum enim sciret Christus, decem à suis Apostolis indignati de doobus fratribus, Joanne & Jacobo, quod viderentur ambire primatum, mox eos redarguit, dicens: *Scitis, quia Principes gentium dominantur eorum, & qui majores sunt, potestatem exercent in eis, non ita erit inter vos, sed quiunque voluerit inter vos major fieri, sit vester minister, & qui voluerit inter vos primus esse, sit vester servus.* Matth. 20. v. 25.

Et rursus cum jam instante Christi Passione, eadem de primatu Apostolis cogitatio in ididit, Christus, perspecta eorum cogitatione, redarguit eos de his verbis: *Reges gentium dominantur eorum, & qui potestatem habent super eos beneficii vocantur, vos autem non sic.* Luc. 22.

His Magistris sui monitis instructus Princeps Apostolorum, & spiritu humilitatis post acceptum Spiritum Sanctum repletus monuit Ecclesiae Pastores, ut in Ecclesiastico regimine omnem dominationis speciem evitarent, sed affectu matris pascere gregem Dei, providentes non carnaliter, sed spirituales servandum Deum, neque ut dominantes in Clericis, sed forma facti gregis ex animo.

Ex his evidens est, Christum à regimine suae Ecclesiae, ejusque Pastoris omnem vel speciem dominationis abesse voluisse, illudque totum in humilitate, spiritumque mansuetudinis & charitatis esse fundatum, & quae spiritu exercendum.

Qua de re lectio monebat Eugenium Papam III. *S. Bernardus lib. 2. De Considerat. cap. 5.* „Nec enim tibi ille (Petrus) daret, quod non habuit, potuit, quod habuit, hoc dedit, sollicitudinem, ut dixi, super Ecclesias, nunquid dominationem? audi ipsam, „*Non dominantes in Clero, sed forma facti gregis.* „ Et ne dictum sola humilitate putes, non etiam veritate, vox Domini est in Evangelio: *Reges gentium ut dominantur eorum, & qui potestatem habent super eos, beneficii vocantur, & inter vos autem non sic.* „ Planum est, Apostolis interdicitur dominatus: I ergo tu, & tibi usurpare aude ut dominans Apostolarum, aut Apostolicum dominatum, plane ab altero prohiberis, si utrunque simpliciter habere velis, perdes utrunque.

Quidquid igitur asperum apparet ac durum, & vel speciem duntaxat praefert dominatus in regimine Ecclesiastico, id à Praelatis Ecclesiae sollicite cavendum est.

Quid autem aperius duritiam & speciem secularis dominatus spiritus, quam constringere velle conscientias Provincialium populorum unica Legis in Metropoli aut aliquo quantumvis frequentato loco facta promulgatione.

Quid id aliud est, quam absolutam quasi & Monarchica auctoritate populo & Communitati legem velle imponere, in ejus notitiam nunquam, vel admodum difficulter pervenire poteris, & vix aliter quam per incertos & populares rumores, aut quorundam privatorum relatum.

Quin re ipsa idem est, ac velle populum & Communitatem, cui lex fertur, ad legis observantiam cogere, priusquam ipsi fuerit lex tanquam regula suarum actionum propostita.

Et quidem ob hanc duritiam noluerunt etiam Reges, & Principes saeculi legibus suis Provinciales constringi per solam in Urbe Regia factam promulgationem, sed prius volunt eas in Provinciis publicatas, & populo esse propostitas.

Quin adeo durum estimatur, populo imponere obligationem servandi legem in sola Urbe Regia promulgatam, ut communis sit Doctorum opinio, nequaquam Principes saeculi hoc modo posse populum

ad observantiam legis constringere, eo quod non cre-  
datur populus tam immoderatam, & effrenam potesta-  
tem in Principem transulsiſſe.

Quis igitur credat, Christum, qui dixit jugum  
suum suave esse, & onus suum leve, nec dedit popu-  
lo suo spiritum servitutis iterum in timore, sed spi-  
ritum adoptionis filiorum Dei, in quo clamaret Ab-  
ba Pater, tantam dedisse Vicariis suis potestatem, ut  
jugum adeo durum, & dominatum potius, quam pa-  
tris dilectionem in filios præ se ferens, fidelibus im-  
poneretur?

Præterea Principes leges suas ad Præfides & Audi-  
tores Provinciarum mittendas censent, ut ab his re-  
cognoscantur, priusquam populo proponantur pro le-  
gibus, ne forte præter intentionem Principum aliquid  
in lege concepta occurrat, quod huic illive Provinciæ  
non congruit, illudque Principi per Provinciarum  
Præfides significari possit, ut vel legem suam Princeps  
temperet, vel ejus publicationem pro hac saltem Pro-  
vincia suspendat.

Quanto magis Ecclesia, à cuius regiminis omnis  
divitiis abesse debet, Leges suas & Constitutiones,  
priusquam per eas populos remotiores obstringere ve-  
lit, merito mittit ad Ecclesiasticos singularum Dioce-  
sum præfatos, id est, Episcopos, ut hi despicere  
queant, num lex concepta huic illive populo hoc  
tempore, hoc loco conveniat.

Scimus quanta sollicitudine quantoque studio conen-  
tur, & allaborent pii Parentes filios per amorem ad  
voluntariam & filialem obedientiam allicere, atque  
ad ultroneam inclinare subjectionem, ut ita præce-  
ptis suis non tanquam servi, sed tanquam filii, non  
coacte, sed voluntarie & libenti animo se submit-  
tant.

Cum ergo Prælati Ecclesiæ teneantur populum Chri-  
stianum regere secundum Spiritum Christi, qui non  
est Spiritus servitutis in timore, sed adoptionis filo-  
rum Dei, teneantur profecto etiam laborare, ut fide-  
les Leges eorum, non ut servi timore pœnæ, sed vo-  
luntarie & tanquam filii recipiant.

Nihil autem opportunius in id esse potest, quam ut  
Leges populo suaverit per suos respective immediatos  
Pastores proponantur, & inimentur, earumque utili-  
tas, & necessitas exponatur illi tam efficaciter, &  
suaverit, ut potius Legis observantia sua sponte, &  
affectu Christiane se submittat, quam ut ad ejus ob-  
servantiam auctoritate, & timore pœnæ adigatur.

Quapropter in Legibus Ecclesiasticis præcipue obti-  
net, quod dixit Gratianus Distinctio 4. *Leges firmari  
cum moribus utentium approbantur.*

Et quod dicere passim Canonistæ, & inter hos Co-  
varvruus: „Certum est, Legem nullam vim obtine-  
re, si ab initio rejecta fuerit à subditis: Nam (ait)  
maxime præsumendum est, eam Legem, quæ à Re-  
publica non recipitur, ei non convenire.

Hic quoque promulgandi modus Ordini Hierarchi-  
co plane conveniens est, imo quodammodo necessa-  
rius.

Nihil enim tantopere naturale est Ordini Hierarchi-  
co, quam ut singulis Pastoribus sua integra servetur  
auctoritas.

Inter Pastorales autem functiones præcipua scitur esse  
populi instructio, quæ si singulis Pastoribus integra  
non servetur, totus Ordo Hierarchicus plane eveti-  
tur.

Cum igitur per immediatos Pastores conveniat po-  
pulum instrui, convenit quoque, ut per eodem suos  
Pastores intelligat novas Leges, juxta quas debeat im-  
posterum vitam suam instituere, & mores suos diri-  
gere.

Mirum proinde non est, quod Ecclesia eam pro-  
mulgandi rationem semper tenuerit, & conservaverit,  
ut §. præcedenti ostensum est.

De forma publicationis hodie Romæ usitatz;  
ejusque effectu.

§. I.

*Describitur publicationis forma, qua Leges & Decre-  
ta Pontificia in Urbe Roma promulgari  
hodie solent.*

**N**INTL apud pristinos Ecclesiasticos Auditores  
legitur de speciali aliqua publicationis for-  
ma, quam Romani Episcopi in promulgan-  
dis suis Decretis servarint.

Admodum verisimile est, Episcopum Romanum in  
promulgandis Decretis, quæ propriam suam Dioecesim  
spectabant, eandem olim observasse publicationis for-  
mam, quam tenebant Episcopi reliqui.

Quoad ea vero Decreta, quæ ad plures Dioeceses  
Romano Episcopo Jure Metropolitico subiectas se ex-  
tendebant, supra ostensum est, Episcopum Romanum  
cum aliis Metropolitibus id observasse, ut illa ad Epi-  
scopos sibi Jure Metropolitico subiectos per suas respec-  
tive Dioeceses publicanda transmitteret.

Et quandoquidem ex S. Gregorio aliisque constat,  
ab Ecclesia Romana probatas susceptasque fuisse Le-  
ges, ac speciatim Novellas Justiniani, dubium non  
apparet, quin & Ecclesia Romana normam publican-  
di Leges, & Decreta Ecclesiastica à Justiniano præ-  
scriptam servaverit.

Quo vero tempore Ecclesia Romana cœperit specia-  
lem publicationis formam hodie usitam assumere,  
incertum est.

Hoc constat, quod tandem invaluerit publicationis  
modus per affectionem Decretorum, seu Bullarum in  
locis quibuscumque publicis Urbis Romæ.

Decreta quippe Romana, sive immediate à Pontifi-  
ce, sive à Congregatione Cardinalium in modum Le-  
gis concepta, consuevere per Cursorem Apostolicum  
affigi, & publicari ad Valvas Basilicæ Principis Apo-  
stolorum, Ecclesiæ Lateranensis, vel in Acie Campi  
Floræ, aliisque locis solitis, uti ad calcem Decretorum,  
& Bullarum, quarum facta est publicatio, passim  
exprimitur hac, vel simili forma.

*In nomine Domini. Amen. Anno à Nativitate  
Domini nostri Jesu Christi... Indictione... die vera...  
mensis... Pontificatus autem sanctissimi in Christo Pa-  
tris, & Domini nostri... divina providentia Papa  
anno... retroscripte Litteræ Apostolicæ affixa, & pu-  
blicata fuerunt ad Valvas Basilicarum Sancti Joannis  
Lateranensis, Principis Apostolorum de Urbe, ac Can-  
cellariæ Apostolicæ, & in Acie Campi Floræ, dimis-  
si videm earundem litterarum originalibus appensis  
per aliquod temporis spatium, & exinde remotis, deinde  
dimissi earundem litterarum capitulis affixis, ut mo-  
ritur est, per me N. S. S. Domini nostri Papa Cursorem.*

Si autem Decreta duntaxat concernant certum Tri-  
bunal, tunc publicatio fieri consuevit in illo ipso Tri-  
bunali, ut per eam in noticiam deveniant eorum, ad  
quos Decreta illa spectant.

Hac forma publicari consueverunt à singulis Ponti-  
ficibus Regule Cancellariæ in ipsa Cancellariæ, per  
unum ex RR. PP. DD. majoris Præsidencia Abbrevia-  
toribus, eo quod hæc Regule, sive Ordinationes pri-  
mitus ad directionem Cancellariæ fuerint ordinatz,  
& principaliter ad hoc Tribunal pertinent.

Similiter si Decreta spectent particulare aliquod  
Corpus, aut Institutum, vel Religiosorum Ordinem,  
consueverunt ea dirigi ad Superiores, seu Directores  
istius Corporis, Instituti vel ordinis, ut hi ea notifi-  
cant omnibus, quorum illa scire interest.

§. II.

*Quis sit effectus hujus Promulgationis?*

**I**N præcedentibus observatum est, quod licet de ra-  
tione Legis sit rite facta illius promulgatio, for-  
ma tamen in promulgatione servanda pro temporum,  
& locorum varietate possit esse varia, nec hæc va-  
rietas

rius obesse possit, quia promulgatio suam obtineat effectum, per eam Lex vim obligandi obtineat, modo ipsa Lex promulgatio ita fiat, ut per eam ipsa Communitas, cui Lex fertur, possit facile in certam Legis notitiam venire.

Itaque tametsi forma promulgationis hodie in publicatione Decretorum & Bullarum Romæ usitata, & prout & præcedenti est exhibitæ, plurimis seculis adhibita non legatur, nihilominus quia per eam Decreta ita publica auctoritate et mandato Pontificis exponuntur, ut facile in certam multorum notitiam vi hujus publicationis devenire queant, non dubium, quin sufficiens sit, ut ea mediante hæc Decreta sive Ordinationes respectu Morum, puta populi Romani, aliorumque adjacentium dici queant rite promulgata, & hi in vim hujus promulgationis Decretis illis tanquam sibi sufficienter propostis consurgantur.

Verum consuetudinem impossibile sit, ut per eam Romæ factam publicationem, sive Decretorum & Bullarum in publicis locis fieri solitam attentionem, populi & Communitatis fidelium per vastissima locorum intervalla dispersi certam horum Decretorum notitiam accipiant, non apparet, quia ratione possit hanc promulgationi is attribui effectus, ut vigore hujus solius publicationis Decreta illa respectu tenuissimi illius populi vim Legis obtineant, sive ut hac sola publicatione in Urbe Romæ facta possint illa Decreta dici sufficienter illi populo propostis, ut respectu illius possint dici publicata.

Quantumvis enim nullus certus, & determinatus promulgandi ritus ad rationem Legis unquam ab Ecclesia fuerit præscriptus, semper tamen de ratione Legis positivæ, seu Ecclesiasticæ, seu Civilis fuit, ut ea præcedere deberet Legis publicatio, qua possit ipsa Communitas, cui Lex fertur, certam & publicam auctoritatem innixam Legis notitiam accipere, nullamque ejus probabilitatem ignorantiam præcedere, ut *Cap. 1.* pluribus fuit expositum.

Unde & visum fuit, ut non tantum *Leges Civiles*, & *Policæ*, sed & *Ecclesiasticæ* jampridem per singulas respective Dioceses & Provincias eo modo publicari juberentur, quo ipsi Communitati, cui ferebantur, ita essent palam expostitæ & propostæ, ut Communitas probabilitatem ignorantiam præcedere nequiret.

Cum vero promulgandi ratio, quæ hodie Romæ servari solet, & notorie sit insufficientis, ut ea mediante similes Legis notitiam populi per diversa terrarum spatia dispersi accipiant, mirum non est, si nec existimatum fuerit, nec hodie pletique existant, eam solam promulgationem sufficere, ut Decreta ita Romæ publicata sine ulteriori publicatione hos populos obstringant.

Scio quidem à recentioribus quibusdam præfectum Decretalibus, quos nonnulli Theologi Scholastici videntur secuti, crepisse tandem habentibus seculis in questionem adduci, num ob auctoritatem Pontificiam sola in Urbe facta publicatio per totum Christum Orbem suum non pretenderet effectum, atque hunc à nonnullis soli illi promulgationi attribui. Sed ut non male observat *Petrus de Marca de Concordia Sacerd. & Imp. lib. 2. c. 15. n. 2.* hi perique sunt ex Italia Doctores, qui eam amplecti sunt opinionem, at vero Panormitanus (ait de Marca) & omnes fere Gallici, Germani, & Hispani qui quæstionem istam attigerunt, imò & Cajetanus unus & purpuratus Patribus, necessarium esse per singulas Provincias Legibus Ecclesiasticæ publicationem contendunt.

Est sane si ex naturalis rationis præscripto, (ut bene ratiocinantur ibidem de Marca) Imperatoria Leges Justiniani, quæ vivit in rebus ipsis obtinet, causam fuerit, ut nemo teneri debeat nova Constitutione, donec in Provinciis auctoritate publica fuerit promulgata, est in Urbe Regia publicis Edictis propostis fuerit, indeque cognitio novæ Legis maneat, & per Provincias ob frequentem Provincialium communem diffusum possit, cui alio Jure (pergit de Marca) utrum, cum de *Legge Ecclesiastica Romæ promulgata* agatur, quo non adeo infrequenter se conferunt hodie Comprovinciales, quam olim, cum esset Orbis gentiumque dominus.

*Solvitur primum Argumentum eorum, quæ præcedunt, Promulgationem Romæ factam esse sufficientem, ut per eam omnes ubique fideles obstringantur.*

Jam supra observatum est, posteriori tandem etate à recentioribus quibusdam Decretalibus, & qui hos secuti sunt, Theologis moveri cæptam questionem de promulgatione Decretorum, ac Bullarum Romani Pontificis in sola Urbe more solito facta, atque à nonnullis, præsertim Italis, huic promulgationi eum effectum tribui, ut Decretis sic publicatis omnes ubique fideles obstringerentur sine ulla ulteriori publicatione.

His novissime accessit Pater Emericus Pytching à Societate Jesu in Universitate Dilingenæ SS. Canonum Professor in Commentario suo ad Jus Canonicum ad Titulum de Constitutionibus *sect. 1. §. 4. q. 4.* secus Suareziū, ejusque argumentis innixus.

Fatetur in primis cum Suarezio, quod super hac questione varie sentiant Auctores, inter quos aliquorum opinio est, in Legibus Canonicis servandam esse regulam datam de Legibus Civilibus latis pro amplissimis Regnis plures ac principales, & distantes Provincias comprehendentes, videlicet pro talibus Legibus non sufficere unam promulgationem Romæ factam, sed necessarium esse singulas promulgationes in singulis Provinciis Ecclesiasticis, id est, in singulis Episcopatibus fieri, & citatis pro ea opinione pluribus, tum Canonistis, tum Theologis.

Ipsæ tamen cum Suarezio contrariam opinionem tanquam sibi probabiliorem, argumentis ex Suarezio depromptis propagare nititur.

Primum Argumentum hujus opinionis proponit his verbis: „Spectata rei natura non requirit promulgatio in singulis Provinciis, vel Diocesis, cum Lex suapte natura sit sufficienter propostis, si sit promulgata in loco aliquo celebri, vel Romæ, unde facile per alia loca divulgari possit.“

R. Verum quidem est, ad rationem Legis nequaquam pertinere, quo ritu Legis promulgatio contingat; verumtamen ad Legis rationem spectat, ut talis fiat Legis publicatio, vigore cujus populus, sive Communitas, cui Lex fertur, certam Legis notitiam auctoritate publica innixam de facili accipere queat, uti in præcedentibus probatum fuit.

Porro moraliter impossibile est, ut vigore publicationis Romæ ex confuso stylo fieri solitæ, populus per diffusas Provincias dispersus similem Legis notitiam accipere queant, uti & præcedenti notatum est; sed ad summum ad aliquos particulares de Communitate, cui Lex fertur, per vagos rumores, aut privatorum relationes, & informationes similis publicatæ Legis notitia pervenit: Quæ notitia, etiam hoc ipso Autore faente, insufficientis est, ut singulos de Communitate, qui Legis notitiam accepturum, obstringat, priusquam ipsi Communitati Lex fuerit rite notificata.

*Refellitur secundum Argumentum desumptum ex publicatione Bullæ Cænz Domini.*

IN opinione suæ fundamentum adducit quoque prædictus Auctor cum Suarezio famulam illam Bullam, quæ dicitur *Bulla Cænz Domini*. Hæc enim *Bulla* (ait Suarezius) *universaliter obligat, cum tamen raro in singulis Episcopatibus publicetur.*

R. Fatetur hæc Bullam annis singulis in ipsa *Cænâ Domini*, unde & nomen accepit, solemniter in Urbe Romæ promulgari.

Insuper & illud faciendum, eam Bullam raro in singulis Episcopatibus publicari.

At eam universaliter obligare, affirmare ausit nemini, qui mores Provinciarum extra Italiam, & conditiones temporaliter Pontifici subjectas, non plane ignorat.

In primis scitur, hanc Bullam nunquam in Gallia esse receptam, imò sæpius rejectam, & auctoritate publica vitam hujus Bullæ publicationem.

Qua de revidendi possunt probationes libertatam Ecclesie Gallicanae per Picharos cap. 7. n. 50. & 55. & Commentarium in eisdem libertates art. 17. ubi referuntur plura Parliamentorum Acta, quibus sub gravissimis poenis verita fuit dictae Bullae publicatio, tanquam Regis iustis ejusque Officialium, nec non libertatibus Ecclesiae Gallicanae in pluribus articulis opposita.

Notatur insuper in additione ad n. 54. dicti cap. 7. qualiter Imperator Rodolphus II. publicationi hujus Bullae se opposuerit, etiamque impeditur.

Item, quod Archiepiscopus Moguntinus unus ex Electoribus Imperii recusaverit publicationem hujus Bullae in sua Diocesi & Terris.

Additur quoque eodem loco, quod in Hispania tempore Philippi Secundi publicationi hujus Bullae oppositum fuerit.

In Belgio nullum esse hujus Bullae usum, praxi quotidiana notorium est, neque hactenus ejus publicatio hic facta scitur.

Imo scribit Zypaeus in Jure Novo, tit. de Ordinandis n. 14. „hanc Bullam *Cena Domini* hic nunquam esse publicatam, est tunc Nuncius Bentivolus ad hoc cum Aula laboraverit, misit tamen publicandam ad Episcopos, qui nec tamen fecerunt.

Et sane si Bentivolus Nuncius Apostolicus creditisset, Bullam hanc per solam publicationem Romae in die *Cena Domini* fieri solitam, universatim obligare, ut contendit Suarezius, nunquam cum Aula, nec cum Episcopis pro publicatione hujus Bullae se committere, nec ad ejus publicationem ransopere allaborare voluisset.

Tantum proinde adest, ut hae Bulla probet publicationem Romae solemniter factam sufficere ad obligandum fideles omnes fidei alia publicatione in Provinciis facta, ut et contrario hae Bulla vincat, passim fidelibus persuasum esse, Bullam, tamen Romae non semel duxerat, sed iterato, & per annos singulos solemniter publicatam, vim suam non exerce in aliis Provinciis, & Regnis, priusquam rite fuerit per Provincias publicata, & populus legitime propolita.

S. V.

*Refellitur Argumentum desumptum ex publicatione Regularum Cancellariae.*

Praedictus Author post Suarezium in Argumentum hujus fidei opinionis, nimirum solam publicationem Romae factam esse sufficientem ad obligandum omnes Christi fideles, urget Regulas Cancellariae, quae (inquit) in Provinciis non promulgantur, & tamen secundum eorum praescriptum causae omnes definitur.

R. Et hic iterum salutar, si velit secundum eorum praescriptum causas omnes in Provinciis definit ob solam in Cancellaria Romana publicationem.

Nimis enim notum est, has Regulas, tamen in Cancellaria Romana publicatas, in aliis Provinciis tanquam Regulas, seu Leges non reputari, priusquam in Provinciis fuerint publicatae, aut saltem longo usu receptae.

Quis nescit, ex his Regulis Cancellariae plures esse quorum nullus in Belgio, Gallia, aliisque Regnis sit usus?

Sicut quoque, nonnullas illarum esse passim ubique receptas, non vi publicationis in Cancellaria Romana, sed quia ob suam equitatem, vel publica auctoritate, vel longo usu, tanquam Leges Regni, sunt publicatae & receptae, adeo ut non tanquam Leges in Cancellaria Romana pendentes, sed ut Leges Regni spectantur.

Unde tamen et stylo Curiae vis harum regularum esset morte Pontificis, tamen in Belgio, Gallia, aliisque Regnis plures ex his Regulis, puta, de 20. diebus, versimili notitia, de annali & triennali possidere, vim suam retinent etiam jam mortuo Pontifice.

Imo tamen regula de publicandis resignationibus per Gregorium XIII. de numero harum regularum fuerit expuncta, & hactenus expuncta manserit, surrogata

ea in ejus locum Constitutione Gregorii XIII. quae incipit: *Humane*, scitur tamen usum illius regulae in Belgio, Gallia, aliisque Regnis hactenus perseverasse, nunquam in usum recepta praedicta Gregoriana Constitutione, tamen Romae more solito promulgata, uti infra notabitur.

Similiter tamen hae regulae per singulos Pontifices de novo publicentur, additi nonnulli nonnullis novis clausulis, vel etiam regulis, nulla ad has publicationes in Provinciis extra Curiam Romanam sit reflexio, aut additionum ulla habetur ratio, priusquam publica auctoritate expresse, vel saltem tacite longo usu sine probare & admittat.

S. VI.

*Refellitur quartum Argumentum desumptum ex ratione congruentiae.*

Quantumvis imbecillitas Argumentorum, quae hactenus refutavimus, non obscurum praebet in Autore isto praecupit animi iudicium, siue studium placendi, evidenter tamen illius Argumentum est ratio congruentiae, quam in suae opinionis fundamentum adducit ex Suarezio.

„Ratio (ait) congruentiae est, quia Summus Pontifex non solet vagari per Provincias, sicut Reges & Imperatores, sed Romae fixa: sedem habet, & ideo Romana Curia est aptus & sufficiens locus ad promulgandas Leges pro universa Ecclesia tum propter maiorem Ecclesiae unionem, maioremque ejus obedientiam Vicario Christi debitam, tum etiam ne Leges Pontificiae ab Episcopis dependere videantur.

Admodum in primis impertinens est, maiorem idcirco efficaciam tribuere publicationi Legis Pontificiae in ipsa Urbe Roma factae, quam publicationi Legis Imperialis in Civitate Imperiali, eo solo titulo, quod Pontifex non solet vagari per Provincias, sicut Reges & Imperatores, sed Romae fixam sedem habet.

Ut enim per Provincias, seu Dioceses Leges Pontificiae per Episcopos publicentur, nequaquam exigitur, ut Pontifex personatim Provincias illa accedat, sed sufficit Leges ad Episcopos, alioque, qui Diocesium praesunt, publicandas transmitti, Pontifice Romae remanente.

Neque enim voluit Concilium Sardicense, ut Papa Julius I. per Sardiniam, Siciliam & Italiam vagaretur, dum ad ipsum misit Decreta, Episcopis per Provincias illas constitutis intimanda.

Sed & Principes, licet ad Provincias sibi subditas nonnunquam descendant, easque perfulscent, nequaquam tamen ipsi sua publicant Edicta, sed ea mittunt ad Praetores & Provinciarum Praefectos, quibus & curam ea publicandi committunt.

Nihil autem iniquius, quam id, quod inde concludit praedictus Auctor, nimirum quod ideo „Romana Curia sit aptus & sufficiens locus ad promulgandas Leges pro universa Ecclesia, „quasi ob contiguitatem & fixam Pontificis in Urbe residentiam publicationi Legis ibidem factae aprior foret, ut vigore illius populus per distitas Provincias dispersus ejus certam & auctoritatem publicae innotitiam notitiam acciperet, quam per publicationem Legis in Urbe Imperiali, eo quod Reges & Imperatores per Provincias vagari consueverint.

Quod autem contendit iste Author, conveniens esse per solam publicationem Romae factam omnes fideles contingi, propter maiorem Ecclesiae unionem maioremque ejus obedientiam Vicario Christi debitam, non minus impertinens est.

Neque enim unio inter particulares Ecclesias intercedens, neque obedientia Pontifici tanquam Vicario Christi debita efficere possunt, ut publicatio in uno loco facta ex sua conditione aprior sit, ut ea mediante Ecclesia universalis, seu Communitas populi Christiani per tot inter se distitas Ecclesias, & Provincias dispersa, in ejus notitiam deveniat.

Neque populus Christianus Legibus Romani Pontificis ullam tenetur exhibere obedientiam, nisi populus, quam hae Leges toti Communitati, non autem aliquibus de illa Communitate, fuerint debite notificatae & intima-

intimate: Quandoquidem, ut supra notatum est, Constitutiones Pontificis ante hanc notificationem rationem Legis non habent, neque singulos de Communitate, etiam notitiam istius Constitutionis habentes, ante eam notificationem adstringunt.

Insuper est, quod sola publicatio Romæ facta propterea sufficere debeat, ne Leges Pontificia ab Episcopis dependere videantur, ut rationatur dictus Auditor: Quasi ipsæ Leges Imperiales dependere viderentur à Præfectis Provinciis, aliisque, quibus earum promulgationem per Provincias Imperatores, & Reges committere solent.

Si Imperatores & Reges non dedigneant suis Magistratibus Leges examinandas, & publicandas dirigere, ut ipsi persciant, num quid forte in Legibus illis sit, quod huic, vel illi Provinciæ hoc vel illo tempore possit obesse, vel quod, ætatis circumstantiis, convenit mutari, addi vel demeri: sane non dedignabitur Pontifex Decreta sua mittere ad Episcopos, quos Spiritus Sanctus possit regere Ecclesiam Dei, qui tanquam Apostolorum Successores, una cum Pontifice Ecclesiam Dei gubernant, & quibus singulis (ut loquitur S. Cyprianus) *potestas regis suis ascripta, quam regat unusquisque & gubernet*.

Et si Principes ad suos Magistratus & Præfectos Provinciarum Leges suas examinandas & publicandas mittant, ne ob diversas consuetudines, & Provinciarum mores Lex in publicum commodum contra intentionem Principis impingeret: quanto magis Pontifex renerit Decreta sua Pastoribus Ecclesiarum communicare, ne alias ob varietatem consuetudinum & morum cuiusque Ecclesiæ & populi, possent magis esse in deductionem, quam in adificationem huius illiusve Ecclesiæ?

Licet enim Ecclesia una sit unitate fidei, est tamen summa quasdam exteriorem Disciplinam Ecclesiarum particularium varietas, ut propterea passim SS. Patres Ecclesiæ accommodarint illud Psalmiste: *Astutus Regis à dextris suis in vestitu decorato circumdata vestitus*.

Præterea cum Pontifex præcipue incumbat, ut Hierarchia Ecclesiastica divina ordinatione instituta integra conservetur, etiam hoc ex capite omnino convenit, ut novas Leges populo per immediatos suos Pastores, servato Ordine Hierarchico faciat proponi, quandoquidem hæc novarum Legum propositio pertinet ad populi instructionem, quæ immediatis Pastoribus est commissa.

Adhuc si etiam Concilia Generalia nolint sua Decreta obligare, nisi prius per Provincias publicata fuerint, nec tamen propterea ea dicantur à singulis in particulari Episcopis dependere, etiam Pontificum Decreta non propterea dicentur à singulis Episcopis suam auctoritatem mutare, tanquam illa obligandi vim non habent, priusquam per Episcopos populo fuerint notificata.

### §. VII.

*Occurrit Argumentum, quod desumitur ex clausula Bullis Pontificis nunquam inserta, qua declaratur, sola publicatione Romæ facta omnes ubique fideles Decretis Pontificis obstringi absque ulteriori publicatione.*

**P**utes sunt de recentioribus, qui concedant, Legem Pontificiam non obstringere Belgas, aliosque remotiores populos sola promulgatione in Urbe facta, si Pontifex expresse non declarat in ipsa Legge, se vellet, ut mediante sola promulgatione Romana omnes ubique fideles abque ulteriori promulgatione Legge sua obstringantur.

Dum enim Pontifex simpliciter Legem promulgat, præsumitur se conformare Legibus, & moribus gentium passim ubique receptis, quæ publicationem per

Provincias, & Dioeceses præstebunt, & observant.

Verum, inquit, Leges illæ, & populorum mores Pontificiam auctoritatem restringere non possunt, quin ab iis quandoque ex causa recedere, iisque derogare queat.

R. Sed non adverteunt similes Authores, auctoritatem Pontificiam, quantumvis cum ipsis extollere velint, tantæ nihilominus dici non posse efficacie, ut Pontifex possit Legge positiva fidelium constringere conscientias, priusquam Lex ipsa Communitati, cui fertur, fuerit rite intimata, quandoquidem, ut supra probatum est, de ratione Legis sit, ut publica auctoritate ita Lex fuerit notificata, & promulgata, ut mediante ea promulgatione ipsa Communitas, cui Lex fertur, in certam Legis notitiam de facili devenire possit, neque ullam probabilem illius Legis ignorantiam prætereundum.

Et licet ritus, & modus publicationis dici queat Juris more positivi, ætatis esse possit pro locorum & temporum varietate, neque hic ritus ad rationem Legis pertinere dicatur: ipsa tamen supra descripta publicatio ad rationem Legis adeo necessaria habetur, ut nulla humana auctoritate prætermitti queat, si nulla humana possit auctoritate effici, ut communitas, cui Lex positiva, seu Ecclesiastica, seu Civilis fertur, simili Legge obstringatur, priusquam taliter ei fuerit notificata, ut mediante ea notificatione certam ipsius Legis notitiam habere possit, ne aliquem dicamus, posse Pontificem Legge sua positiva fidelium obstringere conscientias, etiam dum probabilem Legem positivæ ignorantiam habere possunt.

Porro supra sufficienter ostensum fuit, publicationem Romæ factam esse insufficientem, ut ea mediante Belgis, alique remotiores populi in certam Legis sic promulgatæ notitiam deveniant, & consequenter nec eam promulgationem sufficere, ut Lex sic promulgata apud Belgas aliosque populos rationem Legis obtineat.

Adhuc certum est, Pontificem non posse sua auctoritate uti, nisi juxta regimen à Christo institutum.

Cum autem regimini à Christo instituto sullatent conforme sit, unica promulgatione in Urbe facta populum Christianum per remotissimas Provincias diffusum velle obstringere, ut cap. 2. §. 3. probatum est, non apparet, qua ratione id possit Pontifex, qui auctoritatem suam ultra fines à Christo præstitutos extendere nec possit nec velle præsumitur.

Non mirum proinde Clausulam illam, quæ recentioribus nonnullis Bullis, vel Decretis Pontificiis inserta legitur, qua declaratur, velle Pontificem sola promulgatione in Urbe facta Legem suam ubique obligare, antiquitus fuisse ignotam, imo nec esse mentionem in libris Corporis Canonici etiam recentioribus; puta, Extravagantibus communibus, aut Joannis XXII. fieri.

Ut proinde Clausula illa recentioris ætatis, & inventionis merito reputetur, & studiis Curie Romanæ, cujus (ut jampridem dixit S. Bernardus de Considerat. lib. 4. cap. 2.) *omnis Ecclesiasticus zelus servare sola pro dignitate inenda*, adscribenda sint hæc descriptæ, & vultuari incognite adjunctiones, & cum pluribus aliis Clausulis recentioris ætatis in Bullas & Decreta Romana interpretari.

Unde hæc Clausula tanquam nova & receptæ moribus, nec non publicæ tranquillitati, & institutioni regiminis Ecclesiastici contraria, & pluribus difficultatibus obnoxia, apud Belgas aliosque piosque populos habetur, adintra multarum aliarum Clausularum, pro Clausula nullius effectus, uti par. 3. cap. 1. signatur §. 3. hujus Tractatus notabitur, ostendeturque plures Bullas, & Constitutiones Romani Pontificis in Belgio, Gallia, aliisque Regnis non esse receptas, tametsi Romæ more solito publicatas etiam cum inserta prædicta Clausula. Item par. 4. cap. 3. §. 3. & 4. probatur, Clausulam illam constanter fuisse rejectam, tanquam moribus Belgii contrariam.

# PARS SECUNDA. DE PLACITO REGIO.

Super Publicatione, & executione Decretorum, & Litterarum  
Curiae Romanae; ejus antiquitate, fundamento,  
& scopo.

## CAPUT PRIMUM.

De inveterato usu Placiti Regii.

### §. I.

*Ufus Placiti Regii super Bullis, & Rescriptis Romanis jampridem apud Belgas receptissimus fuit.*



**L**ITTERAE Placiti, sive, ut alii loquuntur, Litterae *Parentis*, vel *Exequatur*, sunt Litterae, sive *Patentes*, ut vocant, quibus Princeps permittit publicationem, & executionem Bullarum, seu Rescriptorum, quae in suis Ditionibus &

Curia Romana inveniantur.

Vocantur autem Litterae *Placiti*, ut significetur, Bullas, seu Rescripta per Principem ejusve Curias difflusa ipsi non displicere, ideoque sibi placere, ut executionem in suis Ditionibus obtineant, & effectum fortiantur juxta morem, & styllum in suis Ditionibus usitatum.

Idipsum verbo *Parentis*, vel *Exequatur*, alii significatum volunt.

Hujus vero Regii Placiti usus super Diplomatis, Bullis, & Rescriptis & Curia Romana emanantibus adeo notorius jampridem apud Belgas fuit, ut & extrinseci Scriptores de hoc tanquam de re notoria scribant. Atque inter alios Ludovicus Guicciardinus Nobilis Florentinus in descriptione Belgii de hoc usu ita scribit: „Quoad res Ecclesiasticas attinet, castum fere habet cum Pontifice maximo Princeps in hac Ditione conventiones, quas in Regno Galliarum Rex, nec Beneficium ullum, nec gratiam potest conferre, nec expedire in hac tetram Diplomata, aut quid aliud tale, quod effectum fortiantur, absque Principis, vel Consiliorum ejus Placito atque consensu.

Et qui a ducentis circiter annis scripsit Didacus Covarruvias Episcopus Segoviensis *pract. qq. cap. 35. num. 4.* hunc Belgarum morem tunc notorium adducit, ut eundem in Regnis Hispaniarum vigentem & singulariter contra ejusdem obsecratores vindicet: „Exat (ait) hujus praxis fundamentum, ex eo quod idem fiat apud Gallos, & pleraque Christiani nominis Gentes.

Deinde telaris verbis ejusdem Authoris, qui nominatim exprimit varia Regna, in quibus hic usus obtinet, concludit Covarruvias: „Ex quo apparet, non tantum in Hispania, sed & in Flandria, & apud Gallos hoc ipsum frequentissime fieri, nimirum executionem, & publicationem Diplomatum Curiae Romanae suspendi, quosque apud supremam Regis Auditoria recognita fuerint, ut loquitur hic Author.

Quapropter Authores, qui de hoc Placiti usu apud Belgas loquuntur, cum apud Majores quoque nostros usitatum fuisse testantur: Atque inter alios Hubertus Loyens in suo Tractatu de Curia Brabantiae loquens de Litteris Placiti, quae in hac Curia expediuntur, dicere non dubitat, Princeps nostros *pluribus jam saeculis* hoc jure usus fuisse.

Indubie antiquitatem huius usus hauserit hic Author ex vetustis Libris & Regestis Curiae Brabantiae, cui & pluribus annis fuerat & saeculis, dum hunc suum de Curia Brabantiae Tractatum publicavit.

Et Bertrandus Loth in suis Resolutionibus Belgicis *Van Epen, Pars VI.*

*Tract. 2. art. 3.* testatur usum hunc tam longa annorum serie in hoc Belgio, scientibus summis Pontificibus, & non reluctantibus, obtinuisse, ut etiam hic tanti temporis lapsus vim privilegii habere possit.

Quandoquidem hic Theologus vellet illustriores difficultates in hoc Belgio emergentes exponere, & enodare, vix dubium quin omnem operam impendisset, ut de singulari usu circa materias haturum difficultatum plenarie esset informatus, ut proinde nec dubitari queat, quin post diligentem inquisitionem repererit usum Placiti Regii super Litteris, & Decretis Apostolicis ab antiquo hic in Belgio obtinuisse.

Ceterum quae hic Theologus in Scholasticis aliisque Authoribus in fundamentum hujus Juris adducit, hic non examino, id unum sufficere ratus, quod Doctor ille, qui resolutiones illustrium difficultatum in Belgio emergentium ex professo resolvit, & enodare studuit, de hoc inveterato usu Belgii tanquam de re notoria testari non dubitet.

### §. II.

*Idem Placiti usus apud alias Gentes jampridem obtinuit.*

**U**sum Placiti jampridem fuisse receptum, & usitatum in Regnis Hispaniarum testis est praetatus Didacus Covarruvias, qui *cap. 35. pract. qq. num. 4.* postquam notavit, quod „apud Hispanos potestas Legatorum, seu Nunciorum Apostolicae Sedis examinatur, ut admoneri possint a summo Regis Pratorio, quibus uti conveniat dispensationibus, & commissionibus, ne quid fiat in Reipublicae dispendium, subiungit: „sic etiam in his Regnis multis in casibus, & negotiis Litterae Apostolicae ante executionem ratum ad Regem mittuntur Auditoria, & Tribunalia: Idque fit (ait) ex Regio Decreto, ut illae examinentur, ne quid fiat & obstat, falsis praebitis, & importunis suggestionibus, a summo Pontifice adversus Regni Regum, & Hispaniarum privilegia, & Apostolicas concessionem.

De hoc Placiti usu testantur passim Regni illius pragmatici, atque inter alios Hieronymus Cavallos de usu retinendi Bullas Pontificias in Senatu Regio, quoadusque ibidem examinatae fuerint, agit in suo Opere *Communium contra Communes*, asseritque in Prologo *Tom. 5. num. 160.* quod Senatorum Regii non teneantur rationes retentionis Bullarum exponere Pontifici, nisi summus Pontifex ipsemet petat.

Et de hac tanquam notissima apud Hispanos Bullarum Apostolicarum retentione, sive suspensione executionis earundem, lausimic agit Franciscus Salgado in speciali suo Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum, ubi ejus usum, & utilitatem lausimic exponit.

Apud Gallos nullam Legem Pontificiam, aut Rescriptum Curiae Romanae publicari, aut executioni mandari posse, nisi prius in supremo Regis Auditorio examinata fuerint, & probata, notius est quam ut probari debeat, probaturque hic usus integro *cap. 10.* inter probationes Libertatum Ecclesiae Gallicanae, ubi etiam vetusta admodum hujus usus, & praeterea profertur exempla, & Parlamentorum Arrecta.

Hunc quoque usum jampridem viguisse apud Germanos probat in primis, quod circa Bullam *Cane Dominici* factum esse circa annum 1586. narratur auctoritate Rodulphi II. Imperatoris, qui Legatum Apostolicum cohibuit & promulgatione Bullae *Cane Domini*, quam



quam illi in Bohemia jam exerat programme publico infirmare eum perurbatione status illius Regni. Qui Imperator hac occasione generaliter edixit, ne ullæ Bullæ Pontificiæ deinceps, nisi se conscio & probante, emitterentur in Iusepi atque executioni mandarentur, quod & præteriti mandavit ad Episcopos Silesiæ atque Moraviæ, uti fidem faciunt Litteræ Domini Anselmii Oratoris Regis Gallie apud disquisitorem, quæ referuntur in additione ad n. 54. capite 7. probationum Libertatum Ecclesiæ Gallicanæ. Ex his Litteris quoque constat, Archiepiscopum Moguninum noluisse publicare dictam Bullam *Cum Dominis*, eo quod prævideret, per dictam Publicationem plus detrimenti, quam utilitatis Ecclesiæ sue obvenitum.

Refert Augustinus Manuel Eques Ordinis Christi in Historia Joannis II. Lusitanie Regis lib. 4. quod Lusitania hunc usum & morem tenacissime semper coluerit, ut Regni Cancellarius cum Secretario non Bullas tantum Pontificias, sed mandata omnia Ecclesiastica cognosceret, neque ante fierentur effectum, quam ex subscriptione Secretarii liqueret, nullum præjudicium fieri Regiæ authoritati.

De hoc Placiti usu vigente in Ducatu Britannia refert et Argenteus lib. 2. Hist. cap. 14. ibidem narrans, edixisse, Petrum II. Britannia Ducem hunc, ut pena corporis & confiscationis honorum, ne Bullæ quæcunque in publicum Ducatus sui prodirent, antequam examinatis in suo Consistorio, ipse nuntiaret.

In Sabaudia ab antiquo hunc Placiti usum fuisse sufficienter probatur ex Decisione Senatus Sabaudici, relata ab Antonio Fabro in suo Codice, lib. 7. tit. de Appellat. ab Abusu, qui ibidem refert, censuisse Senatui, recte posse appellari ab executione Brevis Apostolici, quævis acquirunt, hoc sola titula, quod inconsulto Senatu facta sit Publicatio, ne Principis Jurisdictio impune contempnenda.

In Regno Neapolitano quævis nexu feudali Sedi Apostolicæ obnoxia hunc usum probat, vel sola illa pragmatice data 30. Augusti 1561. quæ declarat, Clausulam Litteris Curie Romanæ insertam, quod *sola publicatio Roma facta sufficiat*, habendam esse pro Clausula nullius effectus.

Constat insuper, Regni illius consuetudinem jam pridem fuisse, ut sine assensu eorum, qui supremæ Jurisdictioni præstant, seu uti loquuntur, sine Regis Exequatur, nulla Rescripta, aut Bullæ Romanæ admittantur. Atque erant exemplum Litterarum Ferdinandi Catholici hujus Regni & Aragone Regis de anno 1508. quo offensionem suam denunciavit Protegi Neapolitano, quod remissus in hac re egisse videretur, & hominem, qui mandata Romana, secro Regni more, insularet, protinus in furam non egisset, quæ Litteræ idiomate Hispanico referuntur integræ ab Autore Do Jure Belgarum circa Bullarum receptionem cap. 2. num. 2. & in Gallicum versæ exhibetur in Appendice Monumentorum sub litt. A.

Ex qua insuper Epistola patet, quantopere pro conservatione Regis dignitatis, & tranquillitatis Regnorum interesse crediderit Rex Catholicus, ut Jus hoc integrum conservaretur.

Hanc omnium pene Regnorum in hunc Placiti usum consensum deducit, citatis omnium Gentium Authoribus, Franciscus Salgado in Tractatu de Supplicat. ad Sanctissimum part. 1. cap. 2. ubi num. 37. allegat Marium Cædri Siciliæ Senatorem, qui ponit Praxim & Stylum Regni Siciliæ in examinandis omnibus Litteris à Sede Apostolica emanantibus. Quapropter non immerito hunc usum Placiti adscribendum censent passim Pragmaticæ Juri Gentium, utpote apud omnes passim Genes ex Jure naturalis instinctu probatum.

Offenditur Regum Placiti esse præcavere, ne excusis Bullarum impingat in commoda publica.

Sic ite attendatur, quod Principes Catholici in usu hujus Placiti præ oculis habeant, apparebit, unicum hujus scopum esse, præcavere, ne quid aliunde in Ditiones suas invchatur, quod Rempublicam sibi creditam in plura nonnunquam incommoda præcipiet.

Unde citatus Didacus Covarruvias notans, quod apud Hispanos, uti & apud Gallos & Flandros, potestas Legatorum, seu Nunciorum Apostolicæ Sedis examinetur, rationem hujus examinis subiungit: ut admodum possint à Summo Regis Pretorio, quibus uti conveniat dispensationibus, & commissionibus, ne quid fiat (ait) in Republicæ dispendium, cum plerumque Nuncii Apostolici exteri nesciant, nec satis noverint, quæ sunt omnino præcautiones, ne falsis precibus & suggestionibus decipiantur.

Deinde monet, quod non tantum prævic ante admissionem Nunciorum Apostolicorum in Regnia Hispaniarum ad Regia datur Auditoria, sed multis in negotiis, & casibus Litteræ Apostolicæ ante executionem eorum ad Regia mittuntur Auditoria & Tribunalia, rationem hujus missionis allegans, ait, id fieri ex Regio Decreto, ut illic examinetur, ut ne quid fiat, & obtineatur falsis precibus & importunis suggestionibus à Summo Pontifice adversus Regni Regumque Hispaniarum privilegia, & Apostolicas Concessionem, denique ne Litteræ Summi Ecclesiæ Præfatus contra publicam spiritualis, & Ecclesiasticæ & temporalis hujus Provisionis utilitatem præter ipsius concedentis voluntatem, & consensum executioni mandentur.

Tandem pluribus in hujus Juris assertionem productis fundatissimis argumentis, preventionem eorum maledicentiam, qui hoc Jus Regium in invidiam vocabant, quasi per hanc detentionem Bullarum, Pontificis authoritas detraheretur, rursus admonet eum duntaxat in finem cum Bullarum detentionem fieri, ut maximus Christi Vicarius intem certior fiat, quod & quantis afficiatur incommodis, & gravaminibus Republicæ istæ propter multa, quæ ab ipso falsis precibus & suggestionibus impetrantur, quæ minime Sanctissimus Pontifex foret concessurus, si per sinceram justamque narrationem certo sciret, quid spirituali, Ecclesiasticæ & temporalis hujus Regni, & Principatus recto regimini sit conducibilis.

Et Franciscus Salgado in Tractatu de Supplicat. ad Sanctissimum cap. 8. num. 11. expresse monet, recursum ad Senatui Regium pro retentione Bullarum, institui non posse, nisi occurrat utilitas publica, qua impediatur turbatio Reipublicæ spiritualis, Ecclesiasticæ, aut temporalis, quo unico fundamento (ait) hæc retentionis cognitio, & facultas deferretur Principi Supremo Ecclesiæ & Regni Protectori.

Et cap. 13. num. 13. asserit idem Salgado, quod omnes casus, in quibus dari potest Bullarum retentio in Senatu, uti tantum rationi nitatur, & unico fundamento iustificetur, nempe præjudicio Reipublicæ, ac damno publicæ utilitatis, quodque ad hunc duntaxat finem tendat, ob illamque fuerit salubre hoc remedium introducendum, quod latius deducit cap. 3. ubi n. 28. dicit cum praxim hoc uno fundamento ab omnibus Doctoribus iustificari.

Eundem hujus præceps scopum paucis expressit Hubertus Loyens in Tractatu de Curia Brabantia, notans quod nullæ Bullæ Pontificiæ mandentur executioni sine permisso Regis, aut cognitione eorum, qui supremæ Jurisdictioni præstant, quorum patet sunt eas inspicere atque cognoscere, ad nihil continent, aut admixtum habeant, quod Rempublicam ledere possint, quo uno (ait) omnis Placiti usus consistit.



*Idem sepius tenuit ex Principum Edictis.*

**T**amen Principes Catholici Constitutionibus Ecclesiasticis debam semper exhibere reverentiam, quia & pro earum executione, & debita observantia suam etiam interposuerunt auctoritatem, una tamen solliciti quoque semper fuisse, ne sub religionis prætecto sub obreptu quidquam in suam Rempublicam invenerent, quod in publica commoda impingeret, pacem Ecclesiarum & Rempublicae tranquillitatem turbaret, disciplinæ ritae stabilitate præjudicium auferret, aut etiam Juribus Principis, ac Vassallorum privilegia præjudicaret, aut per violentiam subinde subditos opprimeret.

Quapropter in omnibus passim Legibus, seu Principum Edictis, quæ diversis temporibus, varisque in Regibus super usu hujus Placiti edita legimus, hoc unum Principes per oculis habuimus conspicimus.

Apud Belgas habemus inter alia Edictum Philippi Boni Ducis Brabantie, datum 3. Januarii 1447. quo verat sub gravissimis penis, ne quis Brabantiorum in hanc Provinciam invadat, aut exequatur, invelli aut exequi faciat ullas Ecclesiasticas Monitoriales, Inhibitoriales, aliave Mandata contra quoscunque Officiarios, aliosve Incolas hujus Ducatus Brabantie occasione cujuscunque causæ (exceptis solis Beneficialibus) priusquam similes Litteræ aut Mandata exhibita fuerint Officiariis, & Magistratui septem respectu Capitalium Civitum Brabantie (sub quarum respectu districtu moratur is, contra quem prædictæ Litteræ, aut Mandata diriguntur) teneantur, qui hinc Litteræ, vel Mandatis, uti præterit, ipsi Officiariis, & Magistratibus dilucide exponere rationes & motiva, ex quibus intendant dictas Litteras, seu Mandata Ecclesiastica impedire.

Uterius pergit Princeps, quod si Officiarii, & Magistratus allegatas rationes, & motiva judicent italia, ut secundum Jura & Privilegia hujus sui Ducatus Brabantie cognitio hujus materie spectet ad Judicem Ecclesiasticum, tunc prædicti Officiarii, & Magistratus permittunt & continent, ut is, qui similia Mandata impetravit, illa executioni mandare possit, & in consequentiam pro eorum executione ulteriora Mandata, & Monitoriales et Curia ad Judicem Ecclesiasticum impetrata in hanc Provinciam inferre, & jubere exequi possit, de qua licentia ipsi Officiales, & Magistratus Litteras expediant, ut iis mediantibus mandatorum Ecclesiasticorum & Monitorialium promptior executio habeatur.

Quod si quisquam Litteras, aut Mandata Ecclesiastica contra Incolas, Officiarios, aut Magistratus hujus Ducatus Brabantie invadere, aut executioni mandare tentaverit, ante obtentam ab Officiariis, & Magistratu, ut prædictum est, expressam licentiam, declaratur incidisse in peccatum confiscationis omnium suorum bonorum temporalium, ac insuper tenebitur suscipere personaliter iter Romanum ad limina Apostolorum Petri & Pauli, nullo nummo pecuniario redimendum, aliave pœna arbitraria pro qualitate factorum puniendus dicitur.

Nemo dubitaverit, quin licentia impetranda ab Officiariis, & Magistratibus Capitalium Civitatum Ducatus Brabantie, priusquam Litteræ Monitoriales, Inhibitoriales, aliave Mandata Judicum Ecclesiasticorum contra Incolas, Officiarios aut Magistratus Ducatus Brabantie executioni mandati quant, plane respondeat, & re ipsa æquivalcat Litteris Placiti, quæ hodie in supremis Principum Auditoriis obtineri debent, priusquam Bullæ, aut Rescripta Curie Romanæ hic publicari, aut executioni mandari quant.

Porro in hac Philippi Boni Ordinatione videmus, Principem nullatenus voluisse Judicium Ecclesiasticorum legitimam auctoritatem, eorumve jurisdictionem infringere, aut violare; sed tantum tranquillitatis suæ Provincie consilere, & injussis subditorum vexationibus, eorumque violentis oppressionibus occurrere, & mederi.

Deplorantem Principem, in suam notitiam devenisse, quod frequentius Monitoriones, Inhibitiones, aliave Mandata ex pluribus Curis Ecclesiasticis in hanc Provinciam contra Officiarios, Magistratus & Incolas, quam antehac fieri consueverat, invenerint & executioni mandarentur; quodque Judices Ecclesiastici evocarent Incolas

*Van Espen, Pars VI.*

ad sua Tribunalia non tantum super testamentis, contrahibus antenuptialibus, & bonis amortizatis (in quibus tribus materiis duntaxat juxta Jura, & Privilegia hujus Provincie Monitoriales, & Mandata dirigere possunt) sed in pluribus aliis causis, in notabilem diminutionem & præjudicium prævenientes, ac Juris Regalis ipsius Principis, ac insuper in notabile damnum, & onus Vassallorum, ac Incolarum, pluraque inde incommoda successu temporis esse proveniura, nisi provideretur.

Declarat autem Princeps hunc Judicium Ecclesiasticorum excessum cum illa incommodorum sequela invaluisse ex eo, quod Litteræ Monitoriales, Inhibitionales, aliave Mandata à Curis Ecclesiasticis emanantia hæc in Provincia permixta fuerint inserti, & executioni mandari, priusquam Officiariis & Magistratibus prædictarum respectu Civitatum essent exhibita, & ab his examinata, licentique ea exequendi obtenta, prout (inquit) ab antiquo solitum fuerat fieri.

Ex his manifestum est, Principem per hanc suam Ordinationem id unum præcavere voluisse, ne impotenter per Monitoriones, Inhibitiones, ceteraque Mandata Judicum Ecclesiasticorum, Jura Regia, Provinciarumque Privilegia cum notabili subditorum & Incolarum præjudicio & interitu violententur, & sic paci & tranquillitati Rempublicæ consuleretur: Insuper habetur ex verbis Edicti, quod per hanc Ordinationem nihil novi per Principem inducitur sit, sed duntaxat fuisse renovatum, quod ab antiquo observari consuevit fuerat.

Similiter dum Maximilianus, & Philippus Archiduces verant per Edictum die 12. Septembris 1485. admitti sub gravissimis penis ullam reservationem, aut expectativam, aliavæ Beneficentiarum provisionem à Curia Romana, quoad usque aliger ordinatum esset, ad hanc prohibitionem induci fere ob multimoda & gravissima incommoda, quæ subditis, ipsique Ecclesie & Rempublicæ per similes Romanas Provisiones infestabantur, & quæ singulariter Procurator Regius exposuerat, possuans is omnibus remedium adferri.

Exponere quoque, quod ob incommoda à se jam exposita in pluribus Regnis, Provinciis & Ditionibus Catholicis (quorum etiam nonnulla subiecta sunt in temporalibus Ecclesiæ Romanæ) prædictæ Provisiones Curie Romanæ non admittantur in magnum commodum & solatium, Ecclesiarum, subditorum, & Incolarum illorum Regnorum, Provinciarum & Ditionum.

Ut proinde manifestum sit, Principes non alio fine executionem Provisionum Romanarum in suis Provinciis veruisse, quam ut publicis incommodis occurrerent.

Hoc Edictum, quo simpliciter, & indefinite interdicatur omnis cujuscunque Provisionis Apostolicæ de Beneficiis his in paribus consistentibus admissio, paucis annis viam suam habuit.

Legitur enim Edictum alterum Philippi Archiducis die 30. Maji 1497. quo rursus Provisiones Romanæ cursum habere in his partibus sonatur, sub hac tamen restrictione, ut nullus iis uti possit, nisi prius vise & examinæ fuerint in magno Concilio Regio, & super executione earundem obtenta fuerint Litteræ Patentes Principis in forma consueta.

Si rursus integer contextus hujus Edicti attendatur, apparet quod hujus restrictionis unicum fundamentum sit, præcavere incommoda, & gravamina, quæ ex fraudulentis, & parum Canonice Romanis Provisionibus, nec non in iis contentis Clausulis, & Censuris in Rempublicam, Ecclesias & Subditos cum summa eorum perturbatione invectantur.

Nequaquam igitur Principum intentio fuit, per usum Placiti, aut denegationem executionis, Canonicas & hinc in Provinciis receptas Curie Romanæ Provisiones Beneficentias impedire, aut convellere, vel earum executionem sistere, sed duntaxat præcavere, ne quid sub prætextu hujusmodi Provisionum Jura Rempublicæ, aut Ecclesiarum patiatur, vel subditi veniant, & in varia incommoda incident.

Si ulterius omnia, quæ tum per Principes nostros super usu Placiti Lingua fuerunt, tum ipsi Principibus de hoc usu retinendo à Regiis Conciliis variis occasionibus fuerunt exposita, pervolvantur, deprehendetur omnem hunc usum unice tendere in multiplici incommoda, in quæ Ecclesia & Rempublica nata summi incideret, si è Curia Romana emanantes Bullæ, vel Litteræ, seu Rescripta permiscerentur. Hinc prævio examine in Regiis Auditoriis, sine

B 2 Prin-



eorum executionem suspendi probat *Lex allegatus Salgado cap. 7. ubi notat num. 62.* quod *Litterarum retentione* non est quolibet *præjudicio tertii* procedat; sed tantum quando *ex earum executione* *contra privatum intentata* inferatur, atque *consecutivè* inducitur, *dammum aliquod publicum*, cedente in detrimentum *Reipublicæ Ecclesiasticæ* *aut temporalis*.

Exemplum primo ponit, si *præter præjudicium tertii* in executione *ipsius Rescripti* inferatur *violen tia*, cum enim omnis *violen tia* etiam *privatis* inferenda cedat in *præjudicium publicæ tranquillitatis*, nec non *speciali ratione Principi* incumbat *remedium præstare* adversus *violen tiam*, hæc *violen tia* dabit *justam causam retentionis*.

Ipsium exemplificat: si, *Rescriptum* versetur in *Litteris expeditis* in *præjudicium Juris Patronatus* *Laicorum*, quæ *ideo* retinetur (ait) non quatenus *tangunt simpliciter* *Jus tertii*, hoc est, *Patronum*, sed quatenus *consecutivè* *vergunt* in *detrimentum*, vel *perniciem* *Reipublicæ Spiritualis*.

Verbo, quandoque *executio* non *totam* *lædetur* *Jus tertii*, sed quæcumque *ratione* *vergetur* in *detrimentum publicum*, poterit esse *justa causa retentionis*, uti *ibidem* concludit *Salgado*.

Si vero agatur de *simplici* *sub* vel *obteptione*, quæ *contaxat* *Jus privatorum* *concentrit*, ita ut *executio Rescripti* *sive Provisionis* nullatenus *offendat* possit *Jura publica*, nec *jus occasione* *timenda* sit *Reipublicæ* aut *Ecclesiæ* *turbatio*, *retentioni* *Bulle* *sive Rescripti* *locus* *quædam* *erit*, observatque *dictus Salgado citato cap. 2. num. 24.* tentare non posse *Senatum* *supremum* *Regium* *fundare* *retentionem* *Bullarum* *super* *simplici* *subteptione*, quando *alias* *omnino* *ex executione* *cessat* *qualitas damni publici*, aut *publicæ utilitatis* *Regni* *aut Regis*, ac *inde* *turbatio* *Status* *publici*, quod *quidem* in *simplici*, & non *ita* *quædam* *subteptione* *Litterarum* *peritus* *cessat*.

Dum enim *questio* est de *simplici* *sub* vel *obteptione* inter *partes*, ac *unice* *questio*, *num* *Provisio* sit *rite expedita*, nulloque *vicio* *subteptionis* *laboret*, vel *utrum* *provisio* *qualitatis* *requisitas* *habeat*, utrumve *provisus* ab *Ordinario* in *aliquo* *particulari* *casu* *præferri* non *debeat* *provisio* *Apollinice*, atque *ita* de *foro* *Jure parium* *contententium* *queritur*, *questio* hæc *per* *Judicem* *decidenda* *venit*, nec *ob hoc* *Jus parium* *retentionis* *locus* *esse* *potest*, quandoquidem *Senatus* *Regis* *ne* *intendat* *non* *possit* *retaxare* *executionem* *Rescripti* *Apollinice*, *si* *illud* in *publica* *commoda* *non* *impingit*, neque *Senatus* *Regis* *possit* *intendi* *per*, quod *tertius* *ex* *hoc* *Rescripto* *vel* *Provisione* *procedit*, *ipsi* *assensu*, sed *tantum* *præcave*, ne *per* *executionem* *hujusmodi* *Rescriptorum* *lædatur* *Jus publicum*, aut *subditi* *violen tia* *inferatur*.

Quæpropter *notat* *allegatus Salgado loco citato n. 28. quod* *Dr. Boves*, qui *de* *retentione* *Bullarum* *tractat*, *verè*, *expresse* *loquuntur*, quando *Litteræ* *lædunt* *Jus publicum* *Regni* *vel* *Regis*, & in *dammum* *vergunt* *publicæ utilitatis*, ex *quarum* *executione* *ne* *turbati* *si* *metur* *Reipublica*, ac *publicus* *Status* *Ecclesiæ*.

Referatque *ibidem* *Salgado n. 38.* ex *Antonio Amato* *variorum* *Resolut. lib. 2. resol. 72.* quod in *Regno* *Siciliæ* *communis* *privatus* *habebat*, ut *Litteræ* *quidem* *Apollinice* in *Senatu* *Regio* *retineantur* *ob* *causas* *tendentes* in *præjudicium* *Juris* *Regis* *ac* *Reipublicæ*, aut in *turbationem* *pacis* *subditorum*, vel *præjudicium* *tertii*, sed si, *aliquis* *com* *queatur* in *Senatu* *opponens* *se* *perniciem* *Executorialis* *Litterarum* *Apollinicarum* *non* *esse* *degradandas*, quando *contingit* *subteptionem* *vel* *obteptionem* *dunaxat*, imo *tunc* *conceduntur* *Executores*, *salvis* *Juribus* *partis* *contra* *Judicem* *delegato* *proponentis*, & *prosequendis*.

Similiter & in *Belgio* *Rescripta* *sive* *Bulle* *Apollinice* *suspendi* *seu* *retineri* *non* *solent*, dum de *foro* *Jure* *contententium* est *questio*, sed *Placitum* *omni* *solet*, salvo *Jure* *contententium*, & ne *foras* *occasione* *Provisionis* *Apollinice* *partes* *extra* *Provincias*, vel *coram* *Judicibus*, qui *specialis* *moribus*, & *privilegiis* *patriæ*, *essent* *incompetentes*, *litigare* *cogerentur*: *habet* *praxis* *Senatus* *Brabantie*, ut *Placito* *Regio* *super* *Provisione* *Apollinice* *infesta* *hæc* *expresse* *cautio*: Si *occasione* *hujus* *Provisionis* *questio* *incidat*, *transmittenda*, & *agienda* *sit* in *pos* *sefforio* *autem* *coram* *ipso* *Senatu* *Brabantie*, in *pos* *sefforio* *autem* *coram* *Judice* *Ecclesiastico* *competente*, & in *Brabantia* *residente*; & si *questio* *per* *appellatio*

*nem* *ad* *Curtiam* *Romanam* *foret* *devoluta*, *tunc* *ea* *coram* *Judicibus* *delegatis* & *competentibus* *atque* *ibidem* in *Brabantia* *residentibus* *prosequenda* *erit*, *conformiter* *ad* *Edicta* *de* *annis* *497.* & *1574.*

Et si *foras* in *Rescriptis* *aut* *Bullis* *Pontificiis* *non* *nulla* *contineantur*, & *quibus* *posset* *rescindere* *aliquid* *incommodum* *publicum*, *inferri* *consequenter* *alio* *non* *nullæ* *clausulæ*, & *limitationes*, *quibus* *prædictis* *incommodis* *occurratur*.

SECTIO II. DE RETENTIONE BULLARUM ET RESCRIPTORUM

## CAPUT III.

### Quo titulo Principi hoc Jus Placiti competat?

#### §. I.

*Offenditur Jus hoc Principibus competere titulo sui Principatus sive Jure Regali.*

Quandoquidem *usus* *Placiti* *elo* *solum* *tendat*, ut *Principes* *præcave*, ne *ex* *præcipui* *Bullarum* *sive* *Rescriptorum* *Curiæ* *Romanæ* *publicatio* *ne*, & *executione* *quidquam* in *Rempublicam* *sive* *Civilem* *seu* *Ecclesiasticam* *invehatur*, quod *casu* *turbare*, aut *subditi* *opprimere* *posset*, *perspicuum* *est*, hoc *Jus* *Principi* *vi* *suz* *authoritatis*, & *Officii* *competere*.

Quis enim *dubit*, quin *Regium* *Officium* *sit*, *incommoda* *à* *Republica*, quin & *ab* *Ecclesiâ* *eorum* *rationi* *commis* *avere*, earumque *pacem* & *tranquillitatem* *conservare*.

Principes *seculi* (ait *apud* *Gravianum* *Causa* *23. quæst. 5. Can. 2. S. Ildorus*) *nonnuncquam* *imra* *Ecclesiâ* *possessionem* *adep* *culmina* *tenent*, ut *per* *eandem* *potestatem* *disciplinam* *Ecclesiasticam* *muniant*.

Post hæc *ostendit*, quæ *ratione* *necessaria* *sit* *Principum* *secularium* *authoritas* *pro* *tenenda* *Ecclesiæ* *disciplina*: *Ac* *tandem* *ad* *Principes* *se* *conveniens*, ait: *Cognescant* *igitur* *Principes* *seculi* *Deo* *debere* *se* *rationem* *reddere* *propter* *Ecclesiâ*, quam *à* *Christo* *tuenda* *persequuntur*, nam *sive* *agatur* *pax* *Ecclesiæ*, *sive* *solvatur*, *ille* *ab* *eis* *rationem* *exigit*, qui *eorum* *potestatem* *Ecclesiâ* *sua* *credidit*: *Hanc* *issidori* *Sententiam* *anno* *829.* *adoptavit* *Comitum* *Pactensis* *lib. 2. cap. 2. ut* *Reges* *sui* *Officii* *moneret*.

Cum igitur *Principes* *sui* *curam* *tam* *Ecclesiæ* *quam* *Reipublicæ* *gerere*, *sciendum* *est*, nequaquam *ab* *ejus* *Officio* *alienum* *esse*, *examine* *ac* *revolvere*, *quid* *alunde* in *sua* *Ditione* *invehatur*, quo *præcave*, ne *per* *id* *foras* *Respublica* *aut* *Ecclesiâ* *turbetur*, atque in *gravia* *incommoda* *incidat*.

Itaque *ex* *ipso* *Principis* *Officio* *usui* *huc* *Placiti* *originem* *traxit*, nam *ex* *prædictis* *indubitatum* *manet*, *Principibus* *ex* *natura* & *institutione* *ipsius* *Principatus* *publicæ* *tranquillitatis* *utram* *incumbere*, *sine* *discrimine* *personarum* & *causarum*, ac *consequenter* *authoritatem* *habere* *super* *actionibus* *externis* *etiam* *Ecclesiasticis*, quatenus *pacem* *Reipublicæ* *temporalis* *intemp* *pestive* *perturbant*, ut *incommoda*, quæ *inde* *emergunt*, *prævertant*, & *itis* *medentur*.

Quod si *vero* *ad* *Officium* *Principum* *pertinet* *incommoda* *à* *Republica* *avere*, *possum* *esse* *dubio*, & *inquire* in *ea* *omnia*, quæ *perage* *inferuntur*, ac *quid* *forte* *noxæ* *lætat* *contra* *publica* *commoda*, & *ulterius* *etiam* *edicere*, ne *quid* *novi* *invehatur*, *ut* *executioni* *mandetur*, quod *prius* *recognitum* *non* *sit* *ab* *his*, qui *rebus* *cognoscendis* *delegati* *sunt*, & *motum* *popularium* *periti* *habentur*.

Hinc *Franciscus* *Salgado* in *suo* *Tractatu* *de* *Supplicatione* *ad* *Sacrosanctissimum*, *differtens* *de* *Jure* *retentionis* *Bullarum*, *sive* *Jure* *suspendendi* *executionem* *Rescriptorum* *Romanorum*, *præsumit* *apud* *Auditorium* *Regiæ* *fuerint* *examinata* & *probata*, (quod in *Regnis* *Hispaniæ* *jampridem* *receptum* *fuit*, & *Jure* *Placiti* in *his* *Provinciis* *usitato* *æquivalet*) *illud* *Juri* *Regaliæ* *sive* *supremæ* *Principis* *authoritatis* *adscribere* *non* *dubitat*.

Quæpropter & *cap. 9. num. 13.* *Jus* *illud* *retentionis* *non* *solum* in *casibus* in *Lege* *Regiæ* *expressis* *locum* *habere* *affirmat*, sed, *Senatum* *supremum* *posse* *hæc* *Regalia* *uti* in *omnibus* *casibus*, in *quibus* *militant*

ratio

ratio publicae utilitatis, &urbationis pacis, ac per consequens tollendae violentiae. Rationem subiungit. Nam cum haec sit principalis nervus, unicuique sulcrum & solidum fundamentum inducivum & provocativum huiusmodi reclusus retentionis, ne per publica, Siveque Regni tranquillitas turbetur, & ne commune bonum detrimentum patitur. Principes itaque huc sibi commendat Respublicae protectorem, ac Status Ecclesiastici, nec non Respublicae Spiritualis, ad ejus officium prope pestinas salus populi, quies & tranquillitas publica, per necessariam inde consequentiam sequitur, quod iis omnibus in casibus, in quibus sua turbetur Respublica, vel notabile aliquod damnum patiatur, & violentiam, suam poterit interponere auctoritatem aëconomice, atque omni modestia, & reverentia humiliter Sedis Apostolicae illa Regalia uti.

Et num. 19. notat, quod Principes in Lege Regia, in qua disponit super retentione Bullarum & Supplicatione ad Sedem Apostolicam in casibus ibidem specialiter expressis, motus sit ratione generali & fundamentalis, super qua fundatur huiusmodi retentio.

Et Principes nostri in suis Edictis, quibus hujus Placiti formam praescribunt, ex sola sua suprema auctoritate procedunt, neque ullum alium particularem stimulum, cui ius illud innititur, adducunt.

Non mirum proinde, quod & passim omnes supremi Principes Catholici, tametsi etiam nexu feudali Sedis Apostolicae obnoxii, utantur hoc Jure itaque ex ipso Jure Regaliae & Coronae profuturum.

Nequaquam igitur pro assertendo hoc Jure, laborandum est de titulo Concessionis Pontificum inter & Principem, aut de titulo praescriptionis, vel speciali aliquo privilegio Apostolico, quo ius illud Principibus fuisse indultum, quandoquidem Principes soli Deo acceptum ferant imperium suum, qui publicam tranquillitatem, & quae ad eam auxilia necessaria sunt, in manus ipsorum collocavit.

## §. II.

*Jus hoc inseparabiliter inheret ipsi Principibus, nec Principes illud à se abdicare possunt.*

Principi ex Officio, & titulo suae Regaliae incumbere protectionem suorum subditorum, nec non eorum procurandam tranquillitatem Respublicae, atque inviolatam subditorum Jura & Privilegia facta recta servanda, ac ipsam quoque Ecclesiasticam disciplinam suae auctoritatis muniendi, expeditum est.

Igitur Principi vi suae supremae dignitatis tenetur ea omnia curare, quibus tranquillitas Respublicae conservetur, subditorum Jura & Ecclesiastica disciplina intacta conserventur, ac subditi ab oppressione, & violentia liberentur, hocque Jus una cum Regno ipso natum est, & Potestati Regiae tam indivulsa conexum, ut ius hoc à se Principes nequeat abdicare, nisi una seipsum Principatu exuat.

Non est enim inane Regiae Potestatis nomen, nec insignibus Majestatis ideo decoratur Princeps, ut otiose praedictum humani generis: *Non sine causa gladium portat* (inquit Apostolus ad Romanos cap. 13.) *Dei enim Minister est: vindicta in iram ei, qui malum agit.* Et, ut Doctores loquuntur, intelligitur regimen à Deo commissum Principibus non simpliciter, sed cum qualitate, & attributo ei naturaliter inherente & inseparabili, quod consistit in protectione subditorum, propulsione injuriarum, tuitione communis tranquillitatis.

Franciscus Salgado post alios allegatos Auctores in Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum part. 1. cap. num. 109. notat hoc Jus aliisque similia ad supremam Principis Regiam spectantia Principem à se abdicare non posse, & sic esse impraescripibile.

Quinimo notat inde Salgado in Tractatu de Protectione Regiarum part. 1. cap. 1. prelo. §. n. 129. quod „ naturale attributum sit, propriumque Regis Officium „ inherens regimini, à quo avelli non potest, nisi simul „ & iis causis, quibus regimen & Regnum tolli potest, „ & tunc non per se tollitur, sed tanquam substantia „ medulla, anima & qualitas totius subiecti.

Quapropter, ut narrat Augustinus Manuel Eques Ordinis Christi in Historia Joannis II. Regis Lusitaniae lib. 4.

Cum didici Rex anno 1486. possidente Innocentio VIII. renunciasse Juri, quod in Regno illo tenacissime fuerat observatum, nimirum aui Regni Cancellarius cum Secretariis non Bullas tantum Pontificias, sed Mandata omnia Ecclesiastica cognosceret, neque ante funderetur. Cum fortis, quam ex subscriptione Secretarii liqueret, nullum praedictum fieri Regiae auctoritati, interposuerunt à Regni Primores, Consilii, & Jurisconsulti negantes licere Regi sine Ordinum consensu abdicare se eo Jure, quod ad communem populi utilitatem, tranquillitatemque pertinet, & nihil delibatur de debita Jure divino Apostolicae Sedis reverentia.

Indubie jam tum perspectum habebat Primores Regni Lusitaniae, quod si ius hoc Placiti sive examinandi Diplomata Romana consultat intra huius limites, ut cognoscant Judices Regii, an nihil conincant novae Bullae adversus Regni Status, adversus Privilegia, inveteratas consuetudines, aut quicquam publicum, iustum, imo & necessarium sit hic mos ad ipsam Respublicae conservationem, quodque verissimum sit, ut postmodum observavit D. datus Covarruvias prelo. §. cap. 35. n. 3. quod „ si quis contendat à Principibus Christianis hanc tollere potestatem, statim statim compertis experimento manifestissimo, „ quantum calamitatis Respublicae inveniatur.

Principes Belgii speciali titulo conservationi huius Juris obstringuntur, eo quod non tantum in suo Regno Introitu sive Inauguratione promittant, sed etiam solemniter jurjurando se obstringant conservare subditi suis, & Provinciis sua antiqua Privilegia, & laudabiles consuetudines, nec non subditos suos ab omni violentia, & oppressione protegere, atque omnia curare, ne quid contra dicta Privilegia aut laudabiles consuetudines inducatur, vel quidquam violentiae aut oppressionis contra suos subditos attentetur.

Potro nequaquam dubitari potest, & experientia potissimum est, Privilegia Provinciarum, & inveteratas consuetudines integre conservari non posse, ipsosque subditos frequenter periclitari ab oppressionibus, & violentiis, nisi hoc Jus Placiti integraliter quoad omnia ejusdemque generis & Curia Romana emanantia Rescripta seu Litteras, integrum conservetur, quemadmodum ipsis Principibus per sua Concilia frequenter expostum est, ut ex sequentibus patet.

Constat igitur Principes Belgii suo juramento contrahere ad conservationem huius Juri Placiti, eo quod sine huius Juri conservatione Privilegia & laudabiles consuetudines vix salva futura sint, nec vix nisi esse possint subditi contra violentias & oppressiones.

## §. III.

*Pro recto huius Juri usu possunt Principes pro tempore, & locorum varietate Leges praescribere.*

Cum usus Placiti Regii unice tendat ad conservanda Jura, Privilegia, necnon inveteratas Provinciarum, Ecclesiasticarumque consuetudines, uti latius supra deducum fuit, merito praescribere non modo solum hoc Jure sibi conservant, sed & legitimum ejus usui invigilant, Legesque praescribunt, quae in ejus usu Regii Ministri diligenter observent.

Hinc licet in omnibus pene Christiani Orbis Provinciis hic Placiti usus ab antiquo obtinuerit, non isdem tamen ubique Legibus regitur.

Et quidem in hoc Belgio non eadem semper fuisse circa hunc usum Leges deprehendimus.

In primis enim constat ex Edicto Philippo Boni de anno 1447. quod Litterae Monitoriales, Inhibitoriales, aliae Mandata Judicum Ecclesiasticorum exterorum in Ducatu Brabantiae executionem habere non possent adversus jussum Ducatus Incolae, nisi praevie fuissent exhibitis Officiariis & Magistratibus septem respective Capitalium Civitatum Ducatus Brabantiae, (sub cuius Ditione morabatur is, contra quem Mandata dirigebantur,) atque ab illis licentia Mandata Ecclesiastica exequendi per Litteras Patentes, ut vocant, fuisset obenta, quae Litterae cum hodiernis Placiti Litteris coincidunt.

At posterioribus Principum Edictis auctoritas haec reservata est solis supremis Principum Auditoriis.

Eademque Jura Edicta Principum hodiernum morem & praxim, duo duntaxat sunt Regni Auditoria quibus placandi facultas conceditur est, nimirum pro Ducatu Brabantiae.

hantia Cancellaria five Curia Brabantia, pro reliquis vero Provinciis Concilium, quod dicitur privatum.

Unde licet prater hæc duo Concilia plures in Belgio sint Regii Senatus, quorum etiam aliqui per Arreum Sententias pronuntiant, puta, Parlamentum Mechliniense, Concilium Hannoniæ, & Concilium Gueldrie, nulli tamen ex his Regii Senatibus hæc placitandi facultas indulta est.

Expresse enim in Principum Belgii Edictis ac nominatim de anno 1574. cautum est, ut nulla Littera Romanæ Curia, aut Nunciatorum Apostolicorum hic executioni mandentur, nisi prius comprobata fuerint vel in Sanctiori Concilio vel in Concilio Brabantia.

Similiter & in Regno Gallie Litteræ Placitii five *Parvensis* super executione Bullarum à Curia Romana emanantium, conceduntur in Regis Concilio, quod immediate auctoritatem Regis representat.

Et quidem cum anno 1638. Breve aliquod Apostolicum sine prævisi Litteris Patentibus fuit Majestas, seu ejus supremi Concilii Regio Sigillo majori munitis, registrasset Parlamentum Burdegale, adversus hanc Registrationem tanquam factam contra usum, & Legem Regni per suos Deputatos apud Regem fuit ejus supremum Concilium querelas deposuit Clerus Gallicanus: Quibus auditis Edicto fuit die 24. Decembris 1639. Rex in suo Concilio cassavit, & annullavit dictam Registrationem Parlamenti Burdegalis tanquam attentatam contra usum & Legem Regni, ac insuper Edicto suo inhibuit prædicto Parlamento, & quibuscunque aliis Parlamentis regillare posthac quancunque Bullam aut Rescriptum Curia Romanæ, sine prævisi Litteris Patentibus fuit Majestatis seu ejus Concilii munitis majori Sigillo Regio. Integrum Edictum refert Petrus de Marca ad calcem *Libri IV. de Concordia Sacror. & Imp.*

In Hispania quoque, aliisque Regnis Diplomata Romana non publicari, nisi prius in *Supremis* Regis Auditoriis revisa, & examinata fuerint, ac ibidem Litteræ Placitii five *Exequatur*, ut vocant, obtentæ fuerint, patet ex illis, quæ leguntur tum apud Covarruviam *Præf. 97. cap. 35.* tum apud Franciscum Salgado de Supplicationibus ad Sanctissimum per totum, alioque passim de hoc usu Placitii tractantes.

Et refertur Camillus Borellus in Commentario ad Statum Neapolitanum, quod in Regno Neapolitano Bullæ non tantum debeant in Conciliis Regiis examinari, & placitari, sed insuper signari per Secretarium Concilii status, ut inde apparet, eas fuisse examinatas in Concilio Regio.

Ex quibus facile intelligitur, Principes existimasse hanc admissionem seu Placitationem rem esse tantum momenti, eamque circumspeditionem, & prudentiam requirere, ut eam non nisi supremis, & quasi à latere suo residentibus Conciliis ac Senatoribus crederet, quos Regalis potestas, & auctoritatis fideles depositarios constituit.

Præterea ex præallegato Edicto Philippi Boni habetur, eo tempore Provisiones Beneficiales sine Litteris Placitii in Ducatu Brabantia fuisse admittas, quas tamen postmodum, rebus mutatis, Edicto Philippi Archiducis Austriae die 20. Maji 1497. vetitum fuit sine Litteris Placitii admitti sine executioni mandati, quod & hodie inconcussè servatur.

At vero in Regno Gallie etiamnum hodie Provisiones beneficiorum in Curia Romana expeditæ sine Litteris Placitii five *Parvensis* admittuntur; (uti infra latius notabitur) tamen nullæ aliæ Bullæ aut Decreta sine prædictis Placitiis Litteris publicari aut executioni mandari queant.

Speciali Edicto Caroli Quinti die 20. Octobris 1541. cautum est, ut in omnibus Litteris Placitii super Provisionibus Romanis, de Beneficiis Curatis & Parochialibus inferatur Clausula: Quod provisor tenetur personaliter residere in loco fuit Curæ, nec possit eam facere deservire per alium.

Item, ut Litteræ non concedantur super privilegio de non residendo in Beneficio Curato, ut nec super dispensatione in ætate requisita, vel super idioma.

Item, nec dentur hæc Litteræ super Conjugatorum Canonizationum seu Præbendarum, aliorumve simplicium Beneficiorum.

Similiter cum dubitaretur, num Provisiones & Dispensationes Legatorum seu Nunciatorum Apostolicorum

requirerent speciales Litteras Placitii, non obstante, quod facultates Nunciatorum, & Legatorum prius essent in supremo Principis Concilio revisas, & probatas, declarat Maria Regina Hungariae Governatrix Belgii nomine fuit Majestatis per Litteras ad Parlamentum Mechliniense, nullam similem Provisionem aut Dispensationem esse admittendam, nisi prius speciales Litteræ Placitii essent obtentæ. Habetur hæc Littera *part. 3. Edictorum Flandrie lib. 11. Rubrica 2.*

In Regno Gallie Litteræ Placitii expediti, veniunt super Decretis Romanis, quæ non immediate ab ipsa Pontifice, sed à Congregatione Cardinalium emanasse sciuntur, tamen à Pontifice Congregationi assidue, & in ea præsidente probata fuerint, eo quod auctoritas harum Congregationum in Gallia non recognoscatur; de quo usu consulendus Discursus Domini Talon Advocati Regii relatus inter probationes Libertatis Ecclesie Gallicanæ *cap. 10. num. 11. & Accessum Parliamenti conforme ejus conclusioni, quod, secutum est, ibidem relatum num. 12.*

Pariter quidam à Curia Romana emanaverit contrarium Libertatis Ecclesie Gallicanæ, super eo Litteræ Placitii non expeditur.

Ut proinde licet Placitii usum omnibus passim Provinciis, & Regnis sit communis, ipsamque Jus Placitii inter ipsa Jura Regalia (quæ Principes à se abdicare nequit) sit recensendum, tamen pro varietate temporum, & Regnorum diversitatem hoc Jure Principes usi fuerint, variasque pro secto ejus usi Leges præscribere potuerunt, ea tamen cautione, ut Jus illud sibi integrum conservet, & à suis Ministris observari faciant, ut incommoda ex non observantia oritura præcaviantur.

## §. IV.

*Officium Fiskale conservationis hujus Jura tenetur invigilare.*

**A**dvocati & Procuratores Regis seu REI inprimis constituti fuerint, ut Jura Regia, & publica prosequerentur, iisque conservandis sedulo invigilarent, uti quæstus ex *Titulis* *Ordinis* *Advocatis* *FISCALIS*, & eundem in hæc etiamnum hodie in omnibus fustis Curis habentur *Advocati* & *Procuratores* *Fiscis*, qui Juribus Regiis & publicis invigilare jubentur.

Cum igitur usus Placitii Regii super Bullis Romanis unice tendat ad conservationem Jurium Regiorum, & publicorum commodorum, consequens est, Advocati & Procuratores Fiskalis Officium exigere, ut invigilent, ne ex neglectu hujus Jura Placitii per præceptum Bullarum aut Rescriptorum Curia Romanæ executionem Juribus Regiis, & Reipublicæ præjudicium generetur.

Quapropter si contingat, quidquam contra hoc Jus attentari, puta, si Brevia vel Rescripta Romana in Ditione Principis inferantur, eaque sine prævio Principis Placito quocunque modo publicentur aut executioni mandentur, Officii Fiskalis est contra similem attentatam publicationem, vel Bullarum executionem actionem instituire, atque ad cassationem ejusmodi attentati apud Regia Auditoria concludere, conformiter ad Instructiones à Principibus passim Curias Regiis præscriptas, in quibus omnia omnia injungitur Advocato Fiskali tueri, & defendere Jura Principis, iisque conservandis sedulo invigilare.

Hinc omnia passim Parlamentorum Acta ad auctores signanter Pragmaticas, relata contra evagationem seu publicationem Bullarum Curie Romanæ circa Regium Placitium, pronuntiat leguntur ad instantiam & conclusionem Procuratoris Regii, & instructionem, & perorationem Advocati Fiskalis, qualia plura in unum congesta habentur apud Pylharos inter probationes Libertatis Ecclesie Gallicanæ.

Quintimo praxis communis obicit, ut Placitium Regium in Auditoriis Regiis expediti non conferret, nisi prius Litteræ, quarum executio petitur, communicentur Officio Fiskali, ut hoc displicere queat, utrum nihil in iis occurrat, quod Jura Regia, aut publica commoda ledere possit.

Uterius, cum Placitium annuendum non sit, nisi prius per examen Litterarum seu Bullarum constituta, nihil



nihil in his occurrere, quod in publica commoda impingere possit, indubie ex mente Principis audiendi sunt, quibus incumbit publica hac commoda servanda tueri, & quibus, quid huic vel illi Provinciae, hoc illo tempore spectatis Provincialium Juribus, Privilegiis & inveteratis moribus officere possit, per reliquis innoscitur.

Legitur quoque quod ad instantiam Cleri Gallicani auctoritate superius per Ordinationem Regiam die 14. Decembris 1639. ut, quicumque obtinuerit Bullas seu Rescripta in Curia Romana, teneatur ea exhibere Episcopis, in quorum respectu Diocesis sunt exequenda, ut Episcopi, iis visis & examinatis, intra triiduum super iis sumo proferant Judicium, ut id una cum Rescriptis impetratis exhibetur Regis Majestati in suo Concilio, ut, iis visis, super dando vel denegando Placito sive *Parere* disponatur. Exat hae Ordinatione Regia apud Petrum de Marca ad galicem lib. 4. *De Concord. Sacrad. & Imp.*

Quapropter non immerito Concilium Flandriae in sua Consulta die 16. Maji 1658. data Consilio Privato postulavit, ut expeditio Placitii super Bullis Romanis suspendatur, ut minus quoadquod habeatur praevisum adversamentum Conciliorum Provincialium; Quae Consulta integra habetur in Appendice hujus Tractatus sub lit. B.

Quinimo si contingat, quoniam privatum, aut etiam Communitatem aliquam vel Civilem seu Ecclesiasticam se formare pariem opponentem executioni alicujus Bullae Romanae, cumque in finem apud Regis Auditoria concludat, Placitum non esse annuendum, poterit, vel ipsa parte instante, vel etiam ex Officio se jungere Officium Fiskale, si apparet quidquam occurrere Jura publica concernens.

Unde notat Tuldenus ad Titulum Codicis de *Adversis Fisci*, „ quod hodie ad Officium quoque Ad- „ vocati Fiskalis pertineat, ut in causis privatorum

se consorem prosequatur, si Majestatis interesse co- „ gnoscet, nimirum si commodum ejus vel detri- „ mentum aliquod ex eventu Judicii pendeat, quod „ & conforme esse Instructionibus Concilii Braban- „ tiae ibidem observat.

Quia autem Officium Fiskale in simili causa publi- „ ca commoda prosequitur, non potest pars illa, cui „ se junxit Officium Fiskale, per suam ad instantia des- „ istentiam, prosecutionem Officii Fiskalis impedire, „ poterique, non obstante hac desistentia, Officium „ Fiskale causam, in quantum publicum concernit, ad „ finem usque prosequi.

Quod & pluribus probat Franciscus Salgado in Tra- „ ctatu de Supplicatione ad Sanctissimum *part. 1. cap. 13.* „ asserique *num. 16.*, „ concordia initia inter colli- „ gantes, pendente recursu ad Regem ob Bullarum „ retentionem, recursus minime cessare, sed posse „ nihilominus Regium Fiskalem finem prosequi.

Rationem autem subiungit, „ quoniam omnes „ casus, in quibus dari potest Bullarum retentio in Se- „ natu, uni tantum rationi nituntur, & unico funda- „ mento justificantur, nempe praesidio Reipublicae „ ac damno publicae utilitatis, „ quod avertete Principi „ seu Officio ejus Fiskali incumbit, nec per quam- „ cumque partium concordiam averti à Principe po- „ test, nec quominus iis invigilet Fiskalis, impediti.

Similiter in Regno Galliae praxis obtinuit, ut in Appel- „ lationibus tanquam ab abusu Officium Fiskale semper se „ forme patrem principalem, eo quod hae Appellationes „ fundantur super notorio abusu, qui semper respectu publi- „ ci interesse, uti notat Fevretius *lib. 1. de Abusu cap. 2.* „ *num. 9.* qui & ibidem subiungit, quod privati non pos- „ sint convenire aut transigere, nisi de Consilio & assen- „ su Officii Fiskalis, quod & media compositionis à parti- „ bus litigantibus proposita rejicere potest, si intelligat „ subesse aliquam collisionem inter litigantes publico pra- „ judiciosam, atque ita non semel iudicium refert.

## PARS TERTIA.

### USUS PLACITI ADSTRUITUR

Respectu Legum generalium externum Ecclesiae regimen concernentium.

#### CAPUT PRIMUM.

Hic usus probatur ex scopo ipsius Placiti, conditione ipsarum Legum generalium, nec non plurium earundem non receptione.

##### §. I.

*Quoniam ex scopo ipsius Placiti ejus usum ad certam & determinatam Bullarum speciem restringi non possit.*



N praecedentibus abunde probatum fuit, quod Jus Placitii in id unum colligitur, ut Principes vi sui Officii curent, & invigilent, ne quidquam aliunde in Ditiones suas inducatur, quod vel Republicam vel Ecclesiam curae suae commissam in suis Juribus, Privilegiis, aut inveteratis moribus laederet, & turbaret, cum nobilibus frequenter incommodorum sequebatur.

Hinc facile intelligi potest, quod, inspecto hujus Juris Placitii scopo, usus illius ad certam & determinatam Diplomatum, Bullarum aut Rescriptorum speciem restringendus non sit.

Quis enim fecerit Diplomata aut Constitutiones sive Bullas, quarum publicatio, & executio his incommodis sit subiecta, ab illis, & quarum publica-

tionem, & executionem praedicta incommoda nullatenus sint timenda?

Unde & videmus, quod Doctores de hoc usu Placitii scribentes, & scopum hujus Juris attendentes, nulla inter Bullas aut Rescripta Curiae Romanae distinctione adhibita, pronunciant indistincte à Curia Romana emanantia Diplomata in Auditorio Regis, priusquam publicentur aut executioni mandentur, revideri & approbati debere.

Atque inter alios Lladus Covarruvias (quem ceteri Doctores de hac materia tractantes passim sequuntur, tanquam qui de hac materia accuratius locutus fuerit) nulla inter Litteras Apostolicas adhibita distinctione, restat, quod „ in pluribus casibus, & ne- „ gotiis Litterae Apostolicae ante executionem earum „ ad Regia mittantur Auditoria, & Tribunalia, id- „ que fiat ex Regio Decreto, ut illic (ait) exami- „ nentur, ne quid fiat, & obineatur falsis precibus, „ & importunis suggestionibus à summo Pontifice „ adversus Regni, Regumque Hispaniarum privile- „ gia, & Apostolicas Concessionem, denique ne Lit- „ terae summi Ecclesiae Praesulis contra publicam spi- „ ritualis, Ecclesiasticae & temporalis hujus Provin- „ ciae utilitatem praeter ipsius concedendis volunta- „ tem, & consensum executioni mandentur.

Neque scio an ex innumera illa Doctorum turba, quam in suo Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum super hac materia reproducit Franciscus Salgado, vel unus re-

peritur, qui Placiti usum ad certam, & determinatam Literarum Apolliticarum speciem restringat, sed sicuti generalem rationem hujus usus per Covarraviam supra expositam adducunt, ita quoque usu Placiti in Literis, & Bullis Apolliticis locum indeterminatè, & indistinctè esse testantur.

## §. II.

*Idem evincitur ex ipsa Legum generalium conditione.*

Cum varii sint Provinciarum mores, & Instituta, diversaque hominum ingenia, facile contingit, ut Lex uni Provincie sit conveniens, quæ alteri Provincie populoque, qui aliis Institutis & moribus regi hæcenus consuevit, non tantum non foret conveniens, sed & malum novicia.

Id permaxime in Legibus Pontificiis, & Conciliorum generalium, quæ pro universali Ecclesia feruntur, locum habere solet, uti post Suarezium alioquin, observat Franciscus Salgado in Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum *part. 1. cap. 2. Sect. 4. num. 151.* „nom „eo ipso (ait) quod Lex universaliter fertur, facile accidere potest, ne congruat moribus aut dispositionibus gentium omnium, pro quibus fertur, quod maxime contingere possit, ait, in Legibus Canonicis, & Pontificiis, quæ pro universali Ecclesia feruntur: Ecclesia quippe complectitur varia Regna, & Provincias habentes varios ritus, & modos vivendi, unde licet talis Lex regulariter loquendo non sit disconveniens vel nimis dura pro universali Ecclesia: idcirco licet respectu totius locum non habeat Supplicatio, nihilominus uni vel alteri Regno aut Provincie potest esse nimis dissimilis à moribus ejusdem.

Hinc ulterius cum Suarezio alioquin concludit Salgado, quod à similibus Pontificiis Decretis possit per Principem aut Magistratum Provincie juxta mores Regnorum Hispanie institui Supplicatio ad Sanctissimum, ac interim fisci executio similis Legis, eo quod Princeps seu Magistratus Civilis perscipiat, Legem illam universalem, spectans moribus, & Institutis suæ Provincie, minus esse convenientem, imo nec sine scandalo, & perturbatione executionem illius Legis hic, & nunc permitti posse, quo casu, uti ipse Suarezius facit, *ipsa Lex Pontificia non obligat, & cessat omne periculum peccati.*

Et ipse Zypæus facere debet in Analyfi Juris Canonici titulo de *Constitut.* *num. 4. quod* „non omnibus „vulneribus eadem emplastra, omnibus moribus venustationibus, eademque remedia convenient, adeoque „pro regimine Ecclesiæ Belgicæ non eadem commoda „sint, quæ Italie aliisque locis apta sunt.

Si igitur, etiam faciente Zypæo, Lex Pontificia quantumvis de se jure possit quibusdam Provinciis esse minus conveniens, quin & ex eorum executione scandalum, & perturbatio notabilis in hisce Provinciis arisi, quidni Principi fas sit veritate executionem Legum, & Ordinationum Pontificiarum per suas Provincias, quoadusque visæ, & examinatæ fuerint per illos, qui vice Regia jurisdictioni præsumt, ne ex præcipui executione Respublica aut Ecclesia in notabilia incommoda incidat.

Uti enim jampridem observatum est ab Hîdoro apud Gratianum *Diffin. 4. Canone 2.* „Lex erit honesta, justa, possibilis, secundum naturam, secundum patriæ consuetudines, loco temporisque convenient, necessaria, utilis, manifestæ quoque, ne aliquid per obscuritatem in captionem contineat, nullo privato commode, sed pro communi civium „utilitate conscripta.

## §. III.

*Plures generales Pontificie Constitutiones ad Disciplina Ecclesiasticam spectantes receptæ sunt, eo quod moribus Provinciarum convenire non viderentur.*

Quandoquidem inter cetera, quæ ad rationem Legis requiruntur, necessarium sit, ut Lex sit secundum naturam, secundum patriæ consuetudines, loco temporisque convenient, merito notantur Doctores contingere

*Van Espen, Pars VI.*

re posse, ut Lex generalis licet de se non injusta, tamen quibusdam Provinciis ejus executio minus conveniat, imo foret noxia, uti §. præcedenti notatum fuit.

Hinc ipse Zypæus postquam monuit „non omnibus vulneribus eadem emplastra, nec omnibus moribus venustationibus eademque remedia convenire, adeoque pro regimine Ecclesiæ Belgicæ non eadem commoda esse, quæ Italie aliisque locis apta sunt, & immediate subjungit, quod „paucæ Extravagantes, quæ Corpori Juris Canonici (quod vocamus) junctæ non sunt, hic promulgatæ, vel Romæ publicatæ hic usu receptæ sint, „indubie eo quod moribus, & Juribus harum Provinciarum contrariari viderentur.

Et *Constit. 10.* De Regularibus resolvit, Constitutionem Bonifacii VIII. de clausura Monialium in his Belgicis Provinciis generaliter non fuisse receptam, eo quod non eadem sit Belgii & Italie ratio, imo addit; si „quæ hic illicitum seminarium clausura teneretur, proxima videretur censuræ atque infamiz.

Insuper jam supra notavimus ex Zypæo alioquin fæmofam illam Bullam, quæ ritu solemniter singulis annis in Cona Dominei (unde ei nomen adhefit) in Urbe promulgatur, nec hic, nec plerique aliis in Regnis, & Provinciis extra Ditiones temporales Romani Pontificis esse receptam, ac ob defectum Placiti Regii publicationem ejus fieri non potuisse.

Et quidem cum anno 1591. instituta esset li coram Concilio Privato Bruxellis inter Decanum, & Capitulum Ecclesiæ Cathedralis Tornacensis Supplices ex una parte, & Concilium ejusdem Concilii commissum ad Causas Fideles intervenientem pro Joanne de Oulle Rescribentem, atque ex parte Supplicantum quædam essent allegata ex Leonardo Lessio & Martino Navarro, quibus probari videbatur, prædictam Bullam *Cona Dominei* etiam Belgas obligare, prædictum Concilium Privatum, priusquam super Causa principali Jus diceret, injunxit Supplicantibus 3. Aprilis ejusdem anni eradere ea, quæ allegantur circa Bullam *Cona Dominei*, ejusque obligationem seu observantiam, ipsam inhibens, ne in futurum simili allegatione utantur sub poena, quod providebatur, prout pro conservatione sui Status, & auctoritatis videbatur requiri. Verba sententia sunt: *Vu au Conseil Privé du Roy nostre Sire, le Procès pendant entre les Doyen & Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Tournay, Supplians, d'une part; & le Conseiller Commis aux Causes Fiscales dedit Conseil, ayant pris la Cause de diffense pour Jean Van Oulle, Commis de la Recette des Impôts par eux, avec autres membres des Etats de Tournay & Tournais, accordés sur la Rivière de l'Escaut, pour l'entrevènement de la Garnison étant au Chastain dudit Tournay; & ledit Lescribent au contraire SA MAJESTÉ, ayant fait droit au principal, ordonne que ledits Supplians aient à tracer tout ce qu'ils ont allégué de la Bulla COENÆ DOMINI, & observance d'icelle; leur dissidant de ne se servir à l'avenir de semblable allegation, à peine que y sera pourveu, comme pour la conservation de son Estat & autorité elle verra estre requis .... Fais audis Conseil, tenu à Bruxelles le troisieme jour du mois d'Avril 1591.*

Inter Regulas Cancellariæ jampridem fuit illa, quæ dicitur de publicandis Regnacionibus, quæ tum in Belgio, tum in Gallia, Hispania, aliisque Regnis usu recepta fuit, & tanquam Lex Provincie aut Regni constanter observata: Constitutio autem Gregorii Decimoterti quæ in locum hujus Regule fuit farragata, præscripta alia publicationis forma, recepta non fuit, sed constanter conservata prædicta Regula, quæ jam usu invaluerat, quemadmodum de Belgio testatur Zypæus, & probat notoria praxi, similiter de Gallia fidem faciunt ejusdem Regni Pragmatici: Et de Hispania post Garciam testatur Salgado de Supplicatione ad Sanctissimum *part. 1. cap. 2. Sect. 3. num. 137.* tametsi dicta Constitutio Gregorii XIII. quæ incipit: *Humani vis*, ritum consuetudinem Romæ publicatæ legatur, præstat in Bullario Romano, & à tempore editæ hujus Constitutionis prædicta Regula de publicandis Regnacionibus, ex numero Regulatum Cancellariæ à Romanis Pontificibus fuerit expuncta, neque in Cancellaria Romana ulla ratio illius Regule amplius habeatur.

C

Con.

Constitutionem Pii Quinti qua inhibuit per Ordinarios  
admitti Religiones aut Permutationes Beneficiorum,  
nisi ex causis in eadem Constitutione expressis, vetuitque  
per Ordinarios admittentes Religiones ex causis ibidem  
expressis conferre possint illa Beneficia suis aut Religioni-  
um consanguineis. Et assensus vel familiaribus, hici-  
miller in Belgio quoad formam ibidem prescriptam re-  
cipi non esse, testatur Zypaeus in Jure Novo titulo *De*  
*Renunciacione* postquam enim summam recitauit illud  
Constitutionem, subiungit, „sed ut melius alieq. Bel-  
g. hic publicata aut usque recepta non est, quia restringit  
Ordinarios facultates, etiam si hic forte non ex-  
pressis causis, Jure tamen non improbate essent.

Præsumens de hac Constitutione Garcias par. II. de Beneficiis cap. 3. num. 270. affecti, *et* *eam* non videtur servari in Hispania, ubi *autem* pretenditur *eam* non esse receptam, sed esse ab eo supplicatum, saltem quoad illud de non conferendis Beneficiis resignatis confanguineis, amicitibus aut familiaribus Collatorum vel Regum, & auctori ita fuisse per Consilium Regium scriptum Episcopis.

Id autem ex stylo Regni Hispaniæ idem sonat, ac Constitutionem hanc fuisse Bullam in Auditorio Regio fuisse receptam, sive ut more Belgii loquamur, non fuisse placitam.

Hæc iamen Constitutio Pii V. est generalis, & non solum consueto more Curie Romanæ publicata fuit, sed insuper expresse declaravit & voluit Ponētre, eam sic publicatam omnes & singulos perinde afficere, & obligare, ac si illis ipsis fuisset singulariter intimata.

Præ mo Litteræ Monitoriales ad finem revelationis fidei quibus injungitur omnibus, qui de re aliqua aut etiam de delicto perpetrato notitiam habent, prout sub pena excommunicationis revelent (quarum meminit Concilium Tridentinum Sess. 25. cap. 3. de Reformat.) hic in Belgio usus recipere non fuit, quamvis in pluribus aliis Regiis etiam extra Italiam earum usus fuit, ceteris tamen modificationibus, & restrictionibus sit receptus, ut de Regno Gallie novissime testatur, & eorum usum ibidem receptum, & per edicta Regia modificatum exponit D. I. u. Caff. Officialis Condomensis in sua Praxi Litterarum tit. 1. tom. 8. ff. 8. §. 3.

Quapropter cum anno 1628, quando Annus de Bilbē ejusque fratres proles Caroli de Bilbē fuisse Litteras Monitatorias ad finem revelationis impetrasset in Cassia Romana, easque Officialis Archiepiscopi Mechliniensis 31. Aprilis ejusdem anni per Patres, et Concionatores in Civitate Bruxellensi publicari fecisset, in ditione ad instantiam Officii Fiscalis expeditur fuerit, die 5. Maji per Consilium Brabantie Litterae Castrorales ad executionem, et publicationem dictarum Litterarum: prout hae omnia fuisse exponantur in Consilio Consilii Brabantie data ad Ducissam Isabellam occasione quetularum, quas apud dictam Ducissam contra Consilium Brabantie deposuerat Nuncios Apostolicos.

In illa Consula duo præcipue urget & astruit Consilium: Primum, quod familes Literæ Monitoriales nec ante, nec post Consul. Trid. hic fuerint admittæ: Alterum, quod licet similibus Literarum usus hic notus fuisset, nihilominus similes Literæ in Curia Romana imperatæ executioni mandari non possent sine prævio Placito Regio, quod Jus ab antiquo hic in Belgio, aliisque Regnis obinisse pluribus tum rationibus tum exemplis astruit integræ Consula. Exhincur in Appendice Monumentorum sub *lit. C.*

Si quis plures in omni parte materia Pontificis Constitutionis Romæ publicatas, et in Belgio, Gallia, aliisque Regnis ob defectum publicationis non observatas videre velit, consula Canonistas, qui Juri communi praxim et Consuetudines suarum respective Provinciarum adjuvant: Atque Inter alios vir eruditissimus Franciscus Florens seu finem sue Dissertationis de Origine Juris Canonici monet <sup>22</sup> generaliter tam in Rudis Juris Canonici, quam <sup>23</sup> Civilis in Regno Galliarum observandum, quod Philippus Pulcher preceptis in Litteris quibusdam M. S. quibus multa privilegia concessit Universitati Aurelianensi non <sup>24</sup> Chroli militem trecentesimo duodecimo: Non potest agitur alius non recipere, vel promittere non <sup>25</sup> sicut receptis consuetudinibus qualibet Regi, ex eo quod eas in diversis locis, et Jussu Legum, <sup>26</sup> sibi per Scholasticos legi sumant. Multa nempe <sup>27</sup> traditionis, et doctrina proficiunt, licet recepta non

### C A P U T III

Uſus Placiti ſuper Decretis generalibus Diſci-  
plinæ Eccleſiæ concernentibus probatur ex iis,  
quæ contigerunt in receptione, & publica-  
tione Concilii Tridentini.

## 4. 1.

*Quid de recipiendis Decretis hujus Concilii tum  
ab ipso Concilio, tum à Pio Quarto  
Pontifice fuerit decretum.*

**P**ostquam sub finem anni 1563. resolutum esset à Patribus Concilii Tridentini tandem huic Concilio finem imponere, ex resolutione Patrum denuo relecta, & probata fuerunt omnia, quæ sub Paulo III. & Julio III. quoad dogmata, & morum reformationem statuta, & definita fuerant.

Post hæc ex Patrum deliberatione, edito Decreto, placuit, ut omnium & singulorum, quæ in hac Synodo decreta & definita fuerunt, confirmatio nomine Sanctæ hujus Synodi per Apostolicæ Sedis Legatos, & Præsidentes à Beatissimo Romano Pontifici peteretur.

In conformitate hujus Decreti Cardinales Moronus, & Simoneta, qui fuerant Concilii Praefides, nomine ipsius Synodi confirmationem omnium, & singulorum, quae sub diversis Pontificibus à Synodo erant statuta, & definita, à Romano Pontifice Pio IV. die 16. Januarii 1564. in Consistorio fecerunt postulari, qui, auditis votis Cardinalium, ea omnia auctoritate Apostolica confirmavit, & ab omnibus Christi fidei- bus receit, & inviolabiliter observari mandavit.

Utque hæc omnibus publice constarent, Bullam edidit idem Pontifex septima Kalendas Februarii eodem anno, quæ incipit: *Benedixit Deus*, in qua declarat, quod in conformitatem Decreti Concilii Tridentini omnia, & singula, quæ in eo definiuntur, & statuta erant, auctoritate Apostolica confirmaverit, & ab omnibus suscipienda ac servanda esse decreverit, *sicque*, inquit, *hæc Litterarum tenore ad clariorum omnium notitiam confirmamus, & suscipi oportereque de ceterumque* post hæc lubjungi: *Atque* in virtute sanctæ obediætiæ, & *sub penis à sacris Canonibus constitutis, aliisque gravibus, et singulis privationis, arbitrio nostro infligendis, universis & singulis Venerabilibus Fratribus nostris Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, & aliis quibuscumque Ecclesiarum Prelatis, cujuscunque status, gradus, ordinis & dignitatis, etiam si Cardinalatus honore præfulgeant, in eadem Decreta, & Statuta in Ecclesiis suis, Civitatibus, & Diocesium in judicio & extra judicium diligenter observent, & à subditis quævis suis, ad quod commoditas pertinet, à violabiliter faciunt observari.*

Tandem ut hæc ad omnium notitiam perveniant, neque quod casu fortis ignorantis vis possit, vult & mandat Pontifex, ut hæc Litteræ per aliquos Caros Curatores in Basilicâ Vaticanâ Principibus Apostolicis, & in Ecclesiâ Lateranensi, tunc cum in eis populus, ut Missarum solemnibus interfuit, congregari solet, palam & clara voce recitentur, & postquam recitata fuerint ad valvas earum Ecclesiarum, itemque Cancellariæ Apostolicæ, & in loco solio Campi Floræ affigantur, ubique, ut legi & omnibus autem ferre possint, aliquantisper relinquantur, cum autem inde amovebuntur, relicti de more ibidem exemplis, in alma Urbe ad impressionem traderentur, quæ commodius per Christiani nominis Provincias, & Regna circulari possint. Transmissi quoque eorum, quæ manu alicujus publici Notarii scripta, subscriptæ, & sigillo ac subscriptione alicujus persone in dignitate Ecclesiastica constituta muniri fecerint, fidem sine ulla ambigitione haberi mandata atque decretis.

Hand



Hanc Bullam fecerat est alia ejusdem Pontificis, quæ incipit: *Sicut ad futurum*, edita & publicata Romæ 20. Julii ejusdem anni, in qua narrat, sibi relatum, multos esse qui dubitent ex quo tempore ceperint Decreta sacri generalis Concilii Tridentini ad reformationem, & Jus positivum duntaxat spectantia, eos, ad quos perinet, obligare.

Ut autem omni controversia dubitatione tolleretur motu proprio eam rem, prout rationi, Juri & æquitati convenire censuit, duxit declarandum, censuitque prædicta Decreta omnia ad reformationem Jusque positivum duntaxat spectantia, à Calendis Maji proxime præteritis omnes obligare cepisse, neque post eam diem excusationem cujusquam, quod ea ignoraverit, admittendam, atque ita (ait) Apostolica auctoritate declaramus, & definimus, & ab omnibus judicari debere mandamus atque statuimus.

Si sola Romæ facta publicatio sufficiens judicaretur ad obstringendos omnes ubique fideles sine uliori per Provincias, & Ecclesias publicatione, nemini dubium esse poterat, quin saltem à Calendis Maji anni 1564. omnes ubique fideles fuissent obstricti omnia & singula Decreta Concilii Tridentini ad Reformationem, & Jus positivum duntaxat etiam spectantia observare, atque ad eorum observantiam Censuris aliisque penis poverit constringi, quod tamen nec à Belgis, nec à perisque extra Italiam Provinciarum incolis credidum fuisse ex dicendis patet.

## §. II.

*Quid in Belgio super receptione & publicatione Concilii Tridentini actum fuerit.*

Philippus II. Rex Catholicus desiderans, ut per omnes suas Ditiones Concilii Tridentini Decreta, & definita publicarentur & reciperentur, mentem hanc suam per Literas intimavit anno 1564. Margaritæ Patruis Belgii tunc temporis Gubernatrici.

Margarita autem, intellecta Regis Catholici voluntate super receptione, & publicatione Concilii Tridentini, ea de re consultare voluit Episcopos, ut modum suggererent, quo voluntati Regis hac in parte satisfieri posset.

Porro tantum abest, ut Episcopi crederent, sola publicatione Romæ facta Belgas Decretis Concilii constringi, nec aliam hinc in Provinciis publicationem esse necessariam, ut è contrario ex particulari eorum promulgatione, & receptione multas difficultates mererent, easque non nisi auctoritate Regia superari posse censerent, ut intelligitur ex Literis Archiepiscopi Cameracensis.

Ad hunc enim cum scripsisset Margarita Ducissa Patruensis, respondit 23. Julii 1564. quod, re communita eum Capitulo Metropolitana Ecclesie, & adhibitis in Consilium Theologis, & Canonum peritis, celebratio Synodi Provincialis super receptione Concilii, & Decretorum per singulas Ecclesiarum Parochias sit quidem modus juri consentaneus, & antehac in re simili usitatus, sed magnis difficultatibus foret implicatus, nisi Regia auctoritate Decreta Concilii prius probentur, & admittantur.

Hic supponit Archiepiscopus, formam publicandi Decreta etiam Concilii generalis per singulas Parochias, esse juri consentaneam, & antehac in Belgio usitam.

Præterea evidens est, Archiepiscopum aliosque in Consilium ab eo adhibitos circa serupulum suppositum, & existimasse, Decreta Concilii sola Tridentini, & Romæ facta publicatione Belgas obstringere non posse ante factam per Provincias publicationem.

Margarita Patruensis, acceptis hinc Archiepiscopi Cameracensis Literis, præfatus ex summis in Belgio excitari cepit, quod difficultatibus receptio & publicatio Concilii Trid. foret obnoxia, uti narrat Favianus Strada de Bello Belgico, prius explorare voluit non tantum Judicium Episcoporum Belgii, sed & Consiliorum Regiorum, ac Magistratuum preciarum Civitatum super hac publicatione.

Litterarum hunc in finem datarum summa erat, ut Decreta Reformationis hujus Concilii quanto citius expendere, & argere deliberarent de modo, quo hæc

2. Van Espen, Pars VI.

Decreta executioni mandari possent, quæ eorum uberior fructus sperari queat, una monens, ut in hoc examine attenderet quoque ad prærogativas, & Jura suæ Majestatis, suorumque Vassallorum, nec non ad Jura, Privilegia, ac Consuetudines Ecclesiarum, & singularum Provinciarum.

His Literis receptis, Consilia & Magistratus sine mora demandant horum Decretorum examen suis respective Fiscalibus aliisque de corpore suo deputatis, qui plura in his Decretis annotant, quæ videbantur præjudicium adferre posse Prærogativis, & Juribus Regiis, suorumque Vassallorum, nec non contrariari inveteratis hatur Provinciarum moribus, & consuetudinibus, quæ sine notabili perturbatione, & periculo tumultuum popularium intervelli non possent, & consequenter publicationem dictorum Decretorum non esse permitendam, nisi quoad hosce annotatos Articulos adferretur ea modificatio, qua prædicta Jura & Privilegia atque Consuetudines salva, & intacta manerent.

Hac Consiliorum ac Magistratuum resolutione recepta, nec non Literis Philippi II. Regis Catholici, quibus publicationem Concilii Tridentini vehementer urgebat, Margarita hanc publicationem Episcopis in-junxit, datis Literis 17. Julii 1565. inserta hæc Clausula: „Mentem Regis esse, ne propter promulgationem hæc licet illimitata, & sine restrictione factam, quidquam immutetur aut innovetur circa Regalia Jura, Privilegia suæ Majestatis, aut suorum Vassallorum, Statutumque suorum & Subjectorum, & speciatim circa Jurisdictionem Laicalem, Jus Patronatus Laici indultum, seu Jus Nominationum, cognitionem Causarum matris Possessorie Beneficiorum, Decimarum possessorum aut præsentiarum per Laicos, superintendunt, & administrationem Hospitalium, aliorumque piorum locorum: non (inquit) ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut ejus executio accomodetur auctoritate ejuslibet Provincie. Eadem Clausula inserta erat Literis datis 24. Julii 1565. ad Senatus Regios & Magistratus super executione Concilii Tridentini.

Litterarum Exemplar ad Episcopos extat part. 3. Edictorum Flandriae lib. 6. rubr. 1. & Exemplar Litterarum ad Senatus Regios part. 2. Edictorum Flandriae lib. 1. rubr. 2.

Si notæ à Consiliis Regiis & Civitatibus Magistratibus confensum cum materiis in hac Clausula expressis, præbit ad oculum, Clausulam illam ad illas notas dirigi, atque Regem eorum rationem in executione Concilii haberi voluisse.

Unde & Bertrandus Loth in Resolutionibus Belgicis Tract. 3. art. 9. relatis annotationibus Consilii Antheze, mox subjungit: *Concilium Tridentinum quoad dicta puncta non fuit receptum in Arthesia.*

Similiter Antonius Anselmo in suo Tribuniano Belgico cap. 33. volens exprimere, quæ per dictam Clausulam Rex voluit reservata, retulit, servato ordine Sessionum, & Capitulo Concilii Trid. quod ad singula à Conciliis Belgicis fuerit observatum, haud dubitans, quin hæc essent, quæ Rex per dictam Clausulam reservata voluerat, quod & quotidiana praxis confirmat.

Nequaquam proinde existimabant Belgæ, se Decretis Concilii Tridentini adstringi, priusquam per Provincias more in Belgio usitato essent publicata, & populo per suos Pastores intimata: Tamen Romæ eorum publicatio jam plusquam ab anno facta sciretur, quin & Bullam esse ibidem publicatam, qua declarabatur, hæc Decreta sine ulteriori publicatione universos fideles obstringere. Quin nec post publicationem dictorum Decretorum hæc recepta creduntur, nisi salva prædicta modificatione, eo quod non putetur publicatio à Principe Placata, nisi sub hac expressa modificatione, nec consequenter publicatio horum Decretorum hic esse facta, nisi sub hac limitatione saltem tacite subintellecta.

*Ufus Placiti adhibetur per ea, quae super receptione Concilii Tridentini consigerent in Gallia.*

**G**allos non magis quam Belgas credidisse se consilii Decretis Concilii Tridentini sola publicatione Tridenti vel Romae facta, neque Episcopos reputasse, publicationem Concilii fieri posse sine praevisis Litteris Placiti sive *Pareatis* Regis, manifestum est ex urgentissimis instantiis, quas & ipse Clerus Gallicanus, & Romani Pontifices per suos Legatos iterato apud Regem ejusque Ministros fecerunt. Hae instantiae Cleri Gallicani ordine temporis referuntur inter probationes Libertatum Ecclesiae Gallicanae capite 14.

Ex illis autem, quae ibidem proferuntur, constat, quod, non obstantibus omnibus his fortissimis tum Pontificum, tum Cleri Gallicani sollicitationibus, nunquam a Rege ejusque Concilio imperari potuerit hujus Concilii sollemnis publicatio.

Inter causas vero hujus resistentiae, & haec sunt, quod Regii Magistratus praetenderent, & exhiberent in Decretis Reformationis hujus Concilii plura occurrere, quae versutis consuetudinibus, nec non Juribus Regiis, atque Ecclesiae Gallicanae Libertatibus praepjudicare videbantur.

Insuper ex discursibus & postulationibus per Clerum Gallicanum pro receptione hujus Concilii apud Regem factis, habetur, quod Clerus agnosceret, penes Regem esse auctoritatem, Decreta Reformationis ipsius Concilii examini, & revisioni subjicere, priusquam sine ea in suo Regno publicari, ut perspicere, nam nihil in his Decretis occurreret, quod moribus Regni, Juribusque Regiis, vel Ecclesiae Gallicanae Libertatibus, & Privilegiis contrariaretur, & per quas ipsius Regni vel Ecclesiae tranquillitas turbari posset.

Praeterea constat, Clerum non dubitasse, quin ea esset penes Regem auctoritas, publicationi & receptioni Concilii eam adjuvandi moderationem, & restrictionem, ut praedicta Jura in omnibus salva manerent: qualem cautionem in receptione ejusdem Concilii Principes Belgii pro conservandis suis, & Vassallorum Juribus, & Ecclesiarum Privilegiis adjeisse supra notatum est.

Legitur enim quod Episcopi deputati ex parte Cleri Gallicani congregati Parisiis anno 1585. ad postulandam apud Regem publicationem Concilii, habuerint in mandatis, ut eam solummodo petrent cum hac restrictione: *Salvis Libertatibus Ecclesiae Gallicanae, & exemptionibus Ecclesiarum Cathedralium.*

Rursus eandem instantiam reiterans Clerus Gallicanus anno 1596. ipsam publicationem non nisi salvis Libertatibus Ecclesiae Gallicanae, & Juribus Regiis postulavit.

Quinimo & ipsi Romani Pontifices nequaquam improbarent, Decreta Concilii ita moderari, eorumque receptionem cum ea fieri moderatione, ut inverteretur consuetudines, receptaque Privilegia, & Jura non inverterentur, ne alias ipsa Provinciarum, & Regnorum tranquillitas turbaretur; & ita ipsa Decreta interdum plus sua novitate noceant, quam utilitate prodesse.

Ipsam facit ostendit Clemens Octavus, qui, secutus exemplum suorum Praedecessorum, fortiter publicationem Concilii apud Henricum Quartum Regem Galliarum sollicitavit, & cum Rex vehementer desideraret per Pontificem absolvi à Censura, qua per Sixtum Quintum ob professionem Haereticus fuerat innodatus, non dubitavit Pontifex inter conditiones, sub quibus ipsam absolutionem impetirebatur, requirere ipsam Concilii Tridentini publicationem, quam & Litteris in forma Brevis ipsius absolutionis inseruit, cum hac tamen nonanda Clausula: *Exceptis, si qua essent, quae Regni tranquillitatem turbare possent*, quae manifeste ostendit Pontifex Regi eam permitti libertatem, & auctoritatem, ut, si quid in Decretis illis occurrat, quod Regni tranquillitatem turbare posset, pro ea parte Decretum non reciperetur, aut sub ea moderatione publicarentur, ut tranquillitas Regni salva maneret.

Hae eadem enarrat Petrus de Marca libro secundo *De Concordia Sacrorum, & Imper. capite decimo septimo* num. 6. innotatque Decreta quidem fidei in Gallia esse admittenda, sed Decreta (inquit) quae disciplinam respiciunt, non servantur in Gallia, quia *Legis Principis deserviantur*, quamvis precipua capitula, quae Gallicanae Ecclesiae receptos mores, & Jura antiqua non infringunt, comprehensa sint Constitutionibus Regiis, quae hac de re variis temporibus edicta sunt.

Deinde postquam resultit, quod „frequentissime totius Cleri Gallicani Convenus Concilii Tridentini Promulgationem à Regibus libellis supplicibus postulaverit ea lege, ut imperio suo ea capita exciperent, quae moribus Regni, id est, Libertatibus Ecclesiae Gallicanae adversarentur, observat quod horum „desideriis Principes, toto hoc negotio saepe in Consilium prudentissimorum virorum relato, se accommodare non poterint, subjugent. Quid non ita interpretari oportet, ac si consuetudinem ejus Concilii communionem respuerent, quin potius in negotiis fidei sanctissime colunt, quin potius eam sententiam amplexi sunt, studio tenenda Libertatis Ecclesiae Gallicanae, quae in quamplicitis Capitulis hujus Concilii Decretis perfundatur. Eam perneciem non admissis Synodi Consensibus amolitur esse duxerunt, quam receptis semel auctoritatibus, quae pondere suo delicata ingenia premere possent, exceptionibus quibusdam Jura Gallici dempetu subducere.



# PARS QUARTA.

## DE USU PLACITI REGII

Super Decretis, quibus Libri præscribuntur.

### CAPUT PRIMUM.

Offenditur scopum Placiti Regii etiam obtinere quoad Decreta Romana, quibus lectio Librorum interdicitur.

#### §. I.

*Forma hodierna Curia Romana in decernendis, & concipiendis Decretis, quibus Libri præscribuntur, evincit usum Placiti, inspecto ejus scopo, merito ad hæc Decreta extendi.*



Ecce prohibitoria librorum plerumque conduntur, vel in Congregatione Cardinalium *S. Officii*, sive Inquisitionis contra Hæreticam pravitatem, vel in Congregatione Cardinalium, quæ *Indicis* vocatur, raro vero extra hæc Congregationes sub nomine Pontificis, & immediate à Pontifice procedunt.

Sed si ve à Congregatione Cardinalium, si ve à Pontifice proficiantur hæc Decreta, præcipue illa concipiuntur ex sententia Theologorum, quibus examen librorum, eorumque censura committi solet.

Dum enim libri quasi perniciosis ad Congreg. Cardinalium, vel summum Pontificem deferantur, solet eorum examen Theologis quibuscumque, quos *Consultores*, vel *Qualificatores* vocant, committi.

Hi autem Theologi, facto examine, Judicium suum deponunt in Congreg. Cardinalium, interdum præsentem, frequentius tamen absente ipso Pontifice, æque ex votis Theologorum soliti sunt ipsi Cardinales vel prohibitionem librorum fieri alteri examinae-vota sua deponere, & si Pontifex præsens fuerit, ipse etiam Cardinalium conformare consuevit.

Et quidem in Congregatione, quæ *Indicis* vocatur, Pontifex nunquam intervenit, sed soli Cardinales cum Præfeto Congregationis, auditis Theologorum suffragiis, Decretum prohibitionis, si ve relationis librorum in Indicem concipiunt, illudque postmodum, antequam publicetur, Pontifici exhibetur, qui illud sine novo examine probare consuevit.

Congregationi vero *S. Officii*, quæ habetur feria 3. & 4. similiter Pontifex non intervenit, solique Cardinales super prohibitionem librorum ex votis Theologorum, quibus examen commissum fuerat, resolvunt, nullasque partes in his Decretis solet habere Pontifex, nisi quod ipse Assessor *S. Officii* eodem die post meridiem Decreta Congregationis Pontifici referat, & summarie exponat.

Congregationi vero *S. Officii*, quæ habetur feria 5. in Palatio Apostolico intervenit quidem solet summus Pontifex, sed ex votis Cardinalium negotia concludere consuevit.

Cum vero Cardinales rarissime per se libros proscrībendos legant, & examinent, sed relationi Theologorum, aur ad summum aliusque Cardinalis, qui forsitan ad examen libri fuisset deputatus, se in suis votis conformant, quæcumque forma Decreta à Congregatione *Indicis*, vel *S. Officii* procedant, illa non tam Pontifici, aut Cardinalibus, quam ipsi Theologis, quibus eorum examen, & qualificationem Congregatio Cardinalium, vel Pontifex committit, adscribenda sunt, si ve eorum potissimum judicio, & relationi inniuntur.

Quinimo tametsi Decreta immediate à Pontifice procedant, nihilominus ea ex relatione Theologorum, & subinde aliquorum Cardinalium, quibus à Pontifice librorum revisio committitur, dependunt.

Scitur enim quod nec solet nec possit Pontifex pluribus alioribus negotiis distractus, lectioni & accurato

librorum examini per se intendere, quin & plures ad censuram deferantur eo conscripti idioma, cuius vel nullum, vel modicum notitiam Pontifices frequenter habent, ut libri Hispanico, Polonico, Germanico, &c. idioma conscripti.

Itaque omnis pene illa à Curia Romana procedens librorum proscriptio ex paucorum Theologorum, signanter Regularium, vel ad summum aliquorum (quod tamen rarius contingit) Cardinalium judicio & relatione dependet.

Neque Pontifex ullas in his proscriptionibus partes habere consuevit, nisi ad summum quod subinde ipse de Theologorum & Cardinalium personaliter relationes audiat, & ex ipsorum relatione Judicium suum super hæc prohibitionem formet.

Quam facile autem sub & obreptis Judicium formetur, quando ex aliorum relatione illud depremitur, nemo non videt.

Præsertim dum agitur de negotiis, in quibus præventio, ignorantia, & error frequenter admodum dominantur.

Quis enim nescit, quam frequenter soleant esse Theologorum in materia Doctrinæ, signanter Regularium, qui præ reliquis Theologis magis tenaces Magistris suis adhaerescunt, in suis opinionibus præventiones, & quanto zelo & ardore Scholæ suæ opiniones, ut fidei pene articulos propugnent, & contrarias aliorum Theologorum opiniones, ut hæreticas, scandalosas, vel erroneas palam rejiciant.

Plures insuper reperti sciunt, qui quidquid à Scholasticorum, quorum lectioni assueverunt, opinionis recedit, mox ut novitatem noxiam reputant.

Denique nihil pene facilius, quam similitudinem Theologorum animos prævenire contra libros, qui potentiores nascuntur Adversarios.

Quæ omnia evincunt, nihil mirum esse, si similia Curia Romanæ Decreta, hujusmodi relationi Theologorum innixa, sub & obreptis à Pontifice, vel Congregatione Cardinalium imperentur, postisque hoc ex capite eorum publicatio, & executio in publica commoda impingere, ut prospera, & his merito invigilent, qui publicis his incommodis avetendis intendere debent.

Insuper constans est hodiernis Curia Romanæ Stylus in formandis Decretis, quibus libri proscrībuntur, nullum specialem errorem exprimere, vel designare, qui prohibitioni locum dare possint.

Ex hoc prohibendi modo natum est fieri, ut inter Doctores ac signanter Theologos frequentes acerrima exciterentur dissidia, dum inter hos disceptaret, quæ in hisce libris Doctrina Romanis displicuerit.

Ut proinde hoc ex capite contingere possit, ut ex similis Decretis publicatione, & receptione plius incommodi, quam ex libri illius lectione timendum sit, ideoque ad præcavendam hæc Theologorum dissidia executionem similis Decreti Regia auctoritate suspendi publica Reipublicæ utilitas suadet.

Hinc rursus patet, super his Decretis merito requiri Placitum Regium, inspecto ejus scopo.

Accedit quod hisce Decretis contra legentes, vel retinentes libros per hæc Decreta proscriptos Censuræ aliæque pene decernantur, nec non infractæ frequenter Clausulæ, quæ motibus & Privilegiis Provinciarum contrariarum, nec sine periculo turbationis admitti possent, ut ex dicendis patet.

Ex quibus patet scopum Placiti Regii, nimirum avertere incommoda, quæ Reipublicæ & Ecclesiæ ex præcipui Decretorum publicatione imminant, etiam in hisce Decretis obtinere.

*Exportetur alius modus, quo idem contingere potest.*

**I**nier causas, ob quas coniungit Decreta Romana nonnunquam in publica commoda impingere, & illa notari potest, quod, lumen Spiritus Sancti (verba sunt) Authoris Tractatus De Libertatibus Ecclesie Gallicanae, qui ex professo auctoritatem Pontificiam contra quatuor Articulos Gallicanos tuetur) non perpetuo Pontifici hypocrisiam fraudes, Alicuiorum adulationes, quatuor Articulis Gallicanos tuetur) non perpetuo Ambulorum importunitates, Magnatum preces, suspecta Officialium Consilia immotum servet: "quidni & hac de causa ipsa Decreta, quibus libri proscribuntur, in publica commoda nonnunquam impingant? Nam & in eliciendis, & procurandis hisce Decretis non raro se hypocrisiam fraudes immiscet, quibus procurent, & extorqueant proscriptionem librorum, & scriptorum, quibus eorum hypocrisis, & artificia sub pallio Religionis nonnunquam ad turpem questum composita, detecta & improba videntur.

Nec minus timenda hic importunorum mendacia aduersus scripta, quibus eorum vitia, & crimina, ac improba vivendi ratio arguuntur, exsulanturque palantis Caluiliarum Commenta, quibus vitia, & licentiosa vivendi ratio indugentur.

Evidens est, & in his imperandis Decretis plurimum posse valere Ambulorum importunitates, Magnatum, seu Potentum preces, ubi conspiciunt scripta suis praesentibus, & praesentis Juribus & opinionibus contraria, praesertim cum librorum proscriptione plurimum dependere solet a Theologorum, ac examinem eorum deputatorum, Iudicio & relatione.

Quam difficile autem sit, huiusmodi Theologos contra Potentum importunitates, & preces immotos servari, nemo ignorat.

Quid de Officialium suspectis Consiliis non metuendum, aduersus libros & scripta, quibus eorum abusus, & excessus deicuntur, & palam redarguuntur? Sed nihil adeo in librorum proscriptionem influere natum est, quam Alicuiorum adulationes.

Sectur enim quatuordecim per Alicuiorum adulationes Jurisdictionis, & Immunitatis Ecclesiasticae, & notanter auctoritas Romani Pontificis supra modum extollatur, & quam sollicite invigilant hi Adulatores, ne quidquam evulgetur, quod suis Jurisdictione & Immunitate Ecclesiastica, ac auctoritate Pontificia conceptis opinionibus contrarietur.

Et sane constat, per hac Alicuiorum adulationes tandem factum esse, ut plurima circa Jurisdictionem & Immunitatem Ecclesiasticam, auctoritatem Pontificis Romani super temporalia Regum, & Principum, circa potestatem disponendi de Beneficiis, derogandi Juri Patronatus etiam Laicorum, aliaque similia, Romanis Pontificibus, eorumque Ministris & Cuiuslibet persuasa sit, quae moribus, & Juribus Provinciarum omnino contrariatur, nec sine summa Ecclesiae, & Reipublicae perturbatione admitti possent.

Et tamen ut has suas praesentiones amplius stabilizat Curia Romana, nihil frequentius, magisque obvium, quam passim, generatim & indistincte proscribi, & in Indicum librorum prohibitorum referri quoscumque libros, quibus astringunt consuetudines, Privilegia & Statuta Provinciarum, nec non Jura Principum, Vassallorum, vel etiam Episcoporum, quae circa Immunitatem & Jurisdictionem Ecclesiasticam, nec non auctoritatem Pontificiam praekonceptis Curiae Romanae opinionibus, vel in speciem adversari ipsis videntur.

Scribit Franciscus Salgado de Supplicat. ad Sanctiss. *parto 2. cap. 38. num. 141.* jampridem adverterisse Reges Catholicos, quod, libri Catholicorum Regnorum Hispaniae tractantes, ac fundantes Regis Jurisdictionem & Regalia, maxime in rebus Ecclesiasticis ob id solum soleant integraliter, in Curia Romana prohiberi & vetari, & ad hoc Brevia Apostolica transferri ad supremam Inquisitionem Hispaniae publicanda.

Notat autem idem Author, quod, Rex haec violentia suis Juribus Regalibus, & sibi ipsi illam occurrat, agnoscens hanc prohibitionem duntaxat tendere ad infringenda sua Jura, nec non in grave, & intolerabile praedictum suorum.

Et ulterius monet idem Author, quod Rex Catholicus ad occurrentem huiusmodi violentiam, & ne per similem prohibitionem Jura sua infringantur, ejusmodi Rescripta juxta morem in Regnis Hispaniarum usitatum *ponere se debent*, sive executionem non perant, quod idem est, ac si juxta Syllam & Praxim Belgii executio suspendatur ob defectum Placiti Regii.

Inter probationes libertatum Ecclesiae Gallicanae *cap. 10. num. 11.* legitur discursus, quem nominatissimus ille Regis Christianissimus Advocatus Dominicus Talon pronuntiavit coram Consilio Regio occasione ejusdem Decreti à Congregatione Cardinalium *S. Officii* seu Inquisitionis emanati, quod Nuncios Apostolicos apud Regem Christianissimum relidens miserat Archiepiscopo Parisiensi, aliisque Episcopis per suas respective Dioeceses publicandum, ubi concludit dictus Advocatus Regius ad cassationem praedictae transmissionis, & interdictionem publicationis ejusdem Decreti.

Inter cetera autem fuit conclusio fundamenta observandum monuit, quod per Congregationem *S. Officii* conficiatur Index prohibitorius, & expurgatorius librorum, qui quotidie accipit augmentum, atque per hanc Congregationem quondam proscripta fuerint Aetate Parlamentum contra Joannem Castellum, Opera Praedicti Thuanii, Liberales Ecclesiae Gallicanae, alique libri concernentes personam Regis, Regiam Jurisdictionem.

Similiter Consilium Brabantiae in sua Consulta die 17. Decembris 1657. ad Archiepiscopum Leopoldum tunc temporis Belgii Gubernatorem, inter alia incommoda, quae ex publicatione Bullarum, & Decretorum Curiae Romanae sine praevio Regio Placito hisce Provinciis obvenire possent, notare non omisit, quod si liberum sit Archiepiscopo, vel Interfructuario placito sine praevio Placito Regio quodcumque Decretum Curiae Romanae proferens libros, aut impressa, nihil ipsos remorabitur publicare simile Decretum, quo Pontifex prohibet & interdicit Sux Catholicae Majestatis Edicta, vel libros, seu scripta, quibus Jura Sux Majestatis, & suorum Vassallorum astringuntur.

Et ut asserta exemplo confirmet, notant quod à quatuor circiter annis facta, & impressa fuit quaedam Deductio sub titulo: *Jus Belgarum circa Bullarum receptionem*, nullum tangens fidei, aut Dogmatis articulum, sed unice astringens Jus Sux Catholicae Majestatis non admittendi publicationem, seu executionem Bullarum sine praevio examine & Placito. Et hoc scriptum (inquit) una cum altero ejusdem naturae (*Defensio Belgarum contra evocationem, & peregrina Judicia*) licet fundatum super Sux Majestatis Edictis, & solemnibus promissionibus, quae in suo lato Introitu, interposito juramento, Rex facere consuevit, etiam Pontificio Decreto proscriptum fuit. Integra haec Consulta exhibetur in Appendice sub *lit. Q.*

Et profecto haec quaelibet fundatissima agnosce, quicunque attendit, quoniam haec librorum proscriptione Juribus Regis, & Vassallorum, nec non veteratis Provinciarum moribus, & Privilegiis quae obesse, ac etiam Ecclesiae & Reipublicae pacem & tranquillitatem turbare.

Neque enim fas est dubitare, quin haec librorum proscriptione contingat, Jura Principum, Vassallorum & Provinciarum non parum infringari, praesertim apud vulgus, cum intelligit librorum tanquam perniciosos, imo ut haereticos proscribi, vel eo solo titulo, quod in illis Jura illa, & Provinciarum Consuetudines, & Privilegia astringuntur.

Uterius, abusus cum summo religionis nocumeto quodammodo stabiluntur, ubi libri huiusmodi detegentes & arguentes, ut noxi in Indicum librorum prohibitorum relati conspiciuntur.

Quin & per faciliem nimis librorum proscriptionem, Potentiorum importunis sollicitationibus nonnunquam extorant, dissidia inter Theologos, & Principes subditi cum pacis, & tranquillitatis noxia perturbatione excipiuntur.

Cum igitur non uno ex capite librorum proscriptione in publica commoda impingere possit, quidni ipsis Placiti ad eam se extendat, quandoquidem (ut saepius dictum fuit) hic usus non tendat nisi ad praevocanda incommoda, quae ex praecipui Decretorum, seu Bullarum Curiae Romanae publicatione in Republicam, seu Civilem, seu Ecclesiasticam induci possint.

## §. III.

*Contingere possit, ut similia Decreta etiam iusta ob certas circumstantias, non expediat in certis Provinciis publicari.*

Quemadmodum contingere potest, ut Lex aliqua uni Provinciæ esset admodum conveniens, quæ in alia tamen Provinciâ plus scandali & turbationis, quam utilitatis adferret (ut supra notatum fuit) similiter contingere potest, ut prohibitio quorundam librorum merito fieret in certa Provinciâ, aut Natione, quæ non similiter in aliis Provinciis conveniret, quod non uno ex capite evenire potest.

Certum in primis est, expressiones aliquas posse esse nocivas apud populum minus in fide Catholicâ, aut Religione instructum, aut hereticis permixtum, quæ nequaquam offenderent populum rectius instructum, vel nullam cum hereticis communionem habentem, adeoque librum aliquem ob huiusmodi expressiones esse uno in loco prohibendum, & non in alio, idem esse de tempore iudicium.

Adhuc contingere subinde potest, ut liber aliquis in certa Provinciâ, aut Diocesi à Pastoribus & animarum Directoribus tanquam pius & instructio populi conveniens fuerit commendatus, & vicissim à populo avidè receptus, & sine offensione lectus, vel etiam à viris spectatæ doctrinæ & magnæ apud populum auctoritatis probatus: Quis porro ambigat, quin huiusmodi circumstantiis concurrentibus fieri subinde possit, ut libri illius prohibitio in tali loco non conveniat, tamen alio in loco non esset improbanda?

Quid enim si liber ille revera quidem obsecutores quasdam continet expressiones, aut etiam leviores aliquos errores, ita ut ex ejus lectione aliquod erroris periculum populo imminere possit, ideoque spoliis particularibus circumstantiis, merito prohiberetur; sed si periculum ex huiusmodi obsecratoribus expressionibus, aut levioribus erroribus populo imminens confutatur, cum scandalo, quod ob particulares circumstantias occurrentes ex libri illius prohibitione in tali loco imminet, fieri potest, ut periculum ex lectione istius libri imminens nullatenus æquiparetur quæst scandalo ex prohibitione ejusdem oritur: Ideo quæ convenientior foret à prohibitione superfedere, ipsorumque Pastorum curæ permittere, ut obsecratorum expressiones populo clarius exponant.

Facile quippe contingeret, ut ob libri huiusmodi prohibitionem populus de Pastoribus, qui librum illam commendarent, sinceritate vacillare inciperet, atque suspecta habere, quæ de articulis fidei, aut morum præceptis à Pastoribus audit, quod malum multo gravius, atque populo nocentius subinde esse posse, quam periculum erroris, quod ex lectione illius libri populo esset metuendum, dubitari nequit.

Merito proinde apud Auditoria Regia, vel hoc solo titulo examinantur similia Rescripta, ut perspicatur, idque si visum fuerit, consultis Episcopis & Pastoribus, aut etiam Academicis, num similia librorum profectionem hinc & nunc conveniat executi mandati, & utrum forsan ex illius executione non plus incommodi, quam commodi siturum?

## CAPUT II.

Astruitur usus Placiti super Decretis, quibus libri proscrubantur, ex iis, quæ contigerunt in publicatione, & receptione Indicis librorum prohibitorum vulgo Tridentini.

## §. I.

*Exponitur quid circa hanc Indicem actum sit in Concilio Tridentino.*

Porquam Synodus Tridentina rursus post decem circiter annorum suspensionem resumpta fuit sub Pio IV. Pontifice, habita fuit Congregatio Patrum die 26. Januarii 1562. in qua per

Prædix Concilii inter alia propositum fuit, ut libelli à diversis Auctoribus post hæreses natus editi una cum Catholicorum contra eos Censuris examinarentur, quo Synodus, quid haberet super illis decernendum, statueret.

Super hoc articulo variæ fuerunt Patrum Sententiæ, ac tandem, plerisque consentientibus, conclusum fuit, ut aliquibus conficiendi Indicis cura demandaretur quorum electus ipsius Concilii Præsidibus committitur fuit, per quos electi fuere Odoardus Pares, & huic operi intenderent.

Hanc Patrum resolutionem edito Decreto Synodus Tridentina publicavit Sess. 18. declaravitque Synodum censuisse, ut electi ad hanc disquisitionem Patres de Censuris libris quid facto opus esset, diligenter considerarent, atque etiam ad eandem Sanctam Synodum suo tempore referrent, quo facilius ipsa possit varias & peregrinas Doctrinæ tantum zizanias à Christianæ veritatis arculo separare, ac deque his commodius deliberare & statueret, quæ ad scrupulum ex complurium animis eximendum, & tollendas vulvarum querelaram causas magis opportuna videbantur.

Post hunc Patrum decedum, & publicatum hoc Decretum, nihil de hoc Indicis negotio in Concilio ulterius actum legimus usque ad illum diem, quo finis Concilio impositus fuit, quando inter alia etiam Decretum Patribus prædictum, & ab ipsis approbatum fuit, in quo, relatis prius quæ Sess. 18. decreta erant, subdixit: „Audient nunc (Synodus) huic operi ab iis (quibus opus conficiendi Indicis fuerat demandum) extremam manum impositam esse, nec tamen ob librorum varietatem & multitudinem possit distinde, & commode à Sancta Synodo judicari, præcepit, ut quicquid ab illis prælatum esset, Sanctissimo Romano Pontifici exhiberetur, ut ejus iudicio & auctoritate terminetur, & evulgetur.

## §. II.

*Quid circa Indicem vulgo Tridentinum factum fuerit, per Pium IV. Papam.*

Conformiter ad Decretum in hac Synodi Tridentinæ super conficiendo Indicis evulgatum, quo cura illius perficiendi committebatur Pontifici, mox à soluta Synodo Index librorum à electis Patribus confectus Pio IV. Pontifici oblatum fuit, qui ipse actum in Brevis quod incipit *Dominici regis*, addidit quod cum doctissimis protestantissimisque Prælati accuratissime legendum examinandum quæ tradiderit, ipsique etiam legent.

Tandem post hoc examen innotum Index hic completus & absolutus fuit, divisusque in tres Classes, in quarum prima non libri, sed nomina Aulicorum exprimentur, ut omnes intelligerent, eorum scripta non edita solum, sed adenda etiam esse prohibita, ut monet Franciscus Foretius ex Ordine S. Dominici depositionis Tridentinæ ad conficiendum Indicem Secretarius in Prælatione Indicis præfixa.

In secunda Classe referuntur libri, „qui propter Doctrinam non sanam, aut suspectam, ad hæreses offendendum etiam in moribus fidelibus adferre possent, rejiciunt, etiam si Auctores, à quibus prodire, ab Ecclesiâ nunquam dedicerint.

Tertia „eos libros comprehendit, qui sine scriptoris nomine exierint in vulgus, & Doctrinam continent, quam Ecclesiâ Romana tanquam Catholice fidei, aut morum integritati contrariam, & refutandam ac refellendam esse decernit.

Hunc Indicem, subiectis quibusdam Regulis (quas Indicis vocamus) Pius IV. evulgavit, & solemniter publicavit edita prædicta Bulla in forma Brevis, quæ præcipit, hunc Indicem cum adjunctis Regulis ab omnibus suscipi & observari cum infractione, & comminatione gravissimam penamque & Censuram in legentes, aut retinentes quoscunque libros in hoc Indice contentos, declarans, quod hæc prohibitio post tres menses à facta Romæ publicatione, & affixione omnes in obligabit, ac si ipsius hæc Littera edita, lectæ fuissent. Hæc Bulla habetur in Bullario, ipse Constitutiones hujus Pontificis sub m. 77.

## §. III.

## § III.

*Proditus Index Romanus vulgo Tridentinus, nec in Belgio, nec in Hispania simpliciter receptus fuit.*

Quemadmodum Decreta Concilii Tridentini signanter circa Reformationem in Belgio non leguntur publicata, nisi postquam Regia auctoritate fuissent revisa, ac tum demum publicatio eorum facta cum ea cautio, qua inveterata Provinciarum Privilegia, & consuetudines, atque ipsa Regia Majestatis in omnibus intacta servarentur, ut *par. 3. cap. 2. §. 2.* latius fuit expositum: Ita Index Librorum jussu Concilii Tridentini per Pium IV. absolutus, & evulgatus, ut §. precedenti expositum est, nequaquam hic in Belgio, simpliciter receptus fuit, aut vigore publicationis Romæ factæ obligandi hic vim obtinuit, sed non minus quam ipsa Concilii Tridentini Decreta, examinari & revideri Regia auctoritate jussus est.

Cum enim in prædicto Indice Librorum prohibitorum permulti Libri in omni facultate scientiæque competiti essent, qui alias castigati, & à zizanias impuræ doctrinæ opinionumque emendati, deinceps bona sui parte utiliter, & cum fructu legi posse viderentur, & quorum hic in Belgio erat Exemplarium copias: Dux Albanus Belgii Gubernator jussit, nomine Philippi II. Regis Hispaniarum, Libros hos, licet per Indicem Romanum proscriptos consecrati, solis Hæresarchatum operibus incendio aboleri.

Nec forsitan tamen horum Librorum lectione quisquam infici possit, studio Orthodoxæ fidei conservandæ, jussu idem Principes ex Canone, & Ordine ad eam rem instituto Decretorum & Catalogorum Sacrosancti Concilii Tridentini prædictorum Librorum lectionem, & recognitionem inter Prælatos, Academias, & viros eruditos suorum Provinciarum distribui, ut singuli in partibus ejus sibi creditis summa ope, & sacri studio ita verificentur, quo ipsa Librorum prædictorum expurgatio commodius breviusque procedat, & adimpleatur.

Postquam autem Indices documentatæ expurgationi & correctioni Librorum subservientia per Academias, aliosque viros doctos confecta ad manus Regiæ pervenissent, Antverpiæ Collegium Censorum ipse Princeps instituit, cui ex Ordine Ecclesiastico præfuit quidam Episcopus, & nomine Regio præfuit famosissimus ille Theologus Arias Montanus.

Hic vero Censores maturo consilio, & diligentia Libros in prædictis Catalogis contentos excusserunt, collatisque locis per priores Censores annotatis cum Exemplaribus, consecratis ex ea re convenientem censuram, & Librum conscripserunt hoc titulo: *Index Expurgatorius.*

Hic Index expurgatorius tandem anno 1570. absolutus, per speciale Diploma Regis Philippi II. probatus & ejus auctoritate imprimi jussus fuit.

In hoc autem Indice expurgatorio plures Libri per Indicem Romanum simpliciter proscripti, vel nulla, vel aliqua adhibita expurgatione, vel castigatione legi posse declarantur.

Et ut plures omnium, sufficere notare ab his doctis viris Opera Caroli Molinæ (cujus nomen in prima Classe Indicis Tridentini, sive Romani fuerat simpliciter sine ullius operis designatione expressum, quo significabatur non edita tantum, sed & edenda ejus opera esse proscripta) non revinduntur fuisse, sed plura post factam revisionem, vel nulla, vel modica addita expurgatione legi permitti.

De Commentario in Consuetudines Parisienses dicitur: *In hoc opere nihil est, quod hæresim sapiat, quapropter admittitur.* De ejus Tractatibus De Donatione, & innocuo Testamento: *Nihil habent, quod Religioni adversetur, aut pias artes offendere possint, quapropter admittitur.* Idipsum de aliis nonnullis ejus operibus idipsum fuit.

Quis vero credat, quod præstantissimi illi viri, quibus præfatus Arias Montanus, qui & ipse Concilio Tridentino interfuerat, talia contra Indicem Romanum & Bullam Pontificiam, vel solum cognoscant attentare, si existimarent per solum publicationem Romæ factam Belgas fuisse obstrictos.

Evincunt quoque, quæ circa Indicem Romanum hic

in Belgio contigisse reulimus, Principem ejusque Ministros non dubiasse, quin hic Index non minus prævie ante eas in Belgio receptionem examini, & revisioni subjeceret, quam ipsius Concilii Tridentini Decreta Reformationis, ut aimirum hujus quoque Indicis publicatio & executio ejusque Provincie motibus, & utilitatibus accommodaretur.

Similiter ex Indice expurgatorio Gasparis Quiroga Cardinalis & Archiepiscopi Toletani Hispanici Generalis Inquisitoris jussu edito sub finem sæculi decimi sexti & Salmuri 1601. impresso constat, nec in Hispania prædictum Indicem Romanum vulgo Tridentinum in omni suo rigore fuisse receptum, quandoquidem etiam inter alia, prædicta Caroli Molinæ Opera, quædam, nulla notata expurgatione, alia aliqua expurgatione notata legi, & retineri permittantur.

## § IV.

*Bulla Clementis VIII. proscrībentis de novo Opera Caroli Molinæ nec in Belgio, nec in Gallia obligare credita est.*

Intelligens Romana Curia Opera Molinæ Curie illi supra modum exosa fuisse modicis expurgationibus fuisse per Censores positive permitti, atque illa passim omnium Jusconsultorum, & aliorum manibus terri, & in magno pretio haberi, speciali Bulla omnia ejus Opera licet expurgata Clementis VIII. judicavit hæc gravissimis poenis & Censuris proscrībenda.

Prodiit hæc Bulla 21. Augusti 1602. incipiens: *Apostolica Sedes, qua motu proprio, & ex certa scientia (ut loquitur) ac matura deliberatione hac perpetuo valitura Constitutione, omnia & quæcunque prædicti Caroli Molinæ tanquam hominis impij, & hæretici Opera perpetuo damnat, repræbat, interdicat, & anathematizat: nec non lectionem eorundem, & retentionem universis Christi fidelibus cujuscunque status & conditionis, licet de illis specialis & individua mentio habenda foret, sub pænâ excommunicationis lata sententia, aliisque Censuris, & poenis in Indice Librorum prohibitorum contentis, ac etiam suspensionis ipsius hæresis, quantumvis Scripta, Opera & Commentaria ipsa jam quovis modo fuisse EXPURGATA præcedant, districte perpetuo, & interdicat, & prohibet.*

Et præterea omnes, & quæcunque licentias quibuscunque personis, tam ab Ordinariis locorum, quam etiam ab ipsis Cardinalibus super dicto Indice deputatis, ac præmissis S. Universalis Inquisitionis contra hæresim prævitatem Inquisitionibus, ac à Nobis (ait) & Apostolica Sede quomodolibet concessas legendi, & Tridentini Libros ejusdem Caroli Molinæ etiam sub alio nomine inscriptos vel expurgatos, cum non aliter quam igne expurgari possint, revocat, cassat, & annullat.

Ultrius inhihit omnibus, & singulis supradictis, ne de cetero hujusmodi licentias cuiquam concedant, vel impertiantur.

Quinimo (ait) omnem facultatem concedendi hujusmodi licentias retinendi, vel legendi Opera hujus impij Authoris ex quacunque causa, & sub quovis prætextu, & colore, quibuscunque personis quovis auctoritate etiam Apostolica suffulti, & quacunque dignitate prædictis, etiam ipsismet Cardinalibus super Indice Librorum prohibitorum deputatis, ac præmissis Inquisitionibus prædictis adimimus, eamque Nobis & Successoribus nostris Romanis Pontificibus tantum reservamus.

Et quod amplius est, cassat & ex nunc irritat quæcunque licentias etiam à Nobis (ait) concessas, & à Successoribus nostris Romanis Pontificibus respectivè concedendas, quæ manu nostra, aut Successorum nostrorum prædictorum subscripta non fuerint.

Hinc invaluit modernus Stylus Congregationis Sancti Officii, sive Inquisitionis, ut in Literis, quibus ab hac Congregatione conceditur licentia legendi libros prohibitos, quantumvis perniciosos, semper inferatur hæc Clausula: *Exceptis Operibus Caroli Molinæ.*

Publicata fuit hæc Bulla Romæ 26. Augusti 1602. cum hac expressa Clausula: *Ut præsentis ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, & in Actis Campi Floræ affixa & publicata omnes ita arbitrentur ac efficiant, perinde ac si omnibus, & singulis intimata fuissent.*

Verum nec ob hæc Bullam, ejusque Romæ factam publi-

publicationem existimant Belgæ, se hac positiva Lege obstrictos, & in vim illius sibi Operum illius Authoris lectionem esse interdictam, multo minus se ob hanc lectionem aut Operum retentionem incurere Censuras, aliase pœnas in hac Bulla contra legentes aut retinentes Molinæ Opera comminatas.

Notarium animi est, uti etiam recte advertit Ber-  
trandus Loth in suis Revolutionibus Belgici *Tract.*  
13, q. 2. art. 7. quod omnes Jurisconsulti utantur,  
illo Authore familiarissime, ita ut se frequentius  
inter Prædicos & triitor quam Baldus & Bartolus,  
quem extollunt tanquam profundissimum Jurisam,  
& omnino fidei necessarium predicant; ita ut nul-  
lus insignis Prædicator aut Advocatus careat populo,  
maxime in Arthesia propter scripta illius Authoris  
subtilissima ad Consuetudines Parisienses, quæ simi-  
les sunt Consuetudini Arthesiæ.

Observat Infus Bertrandus, quod in extraBelgium  
etiam in Foris & Curis celebris sit ille Author,  
& omnium manibus tetatur, videntibus & non  
contradicientibus Episcopis.

Monet quoque prædictus Author, hanc Bullam Clementis VIII. teste Zypæo in Jure Novo, hic in Belgio non esse promulgatam, & consequenter hic non obligare.

Quantopere Molinzi Opera à Pragmaticis Gallie æstimetur, quamque citra sit eorum quotidiana & hætenus uñica lectio, probant, quotquot hætenus prodierunt, & quotidie prodeunt Pragmaticorum alius Refcripta in omni pene tam Juris Civilis, quam Canonici materia.

Nihil vero magis Operum illorum confirmationem deprecatur, quam, elegans ita & exacta omnium Operum Catali Molinzi nova Editio in quinque Voluminibus procurata, præcipue Opera Francisci Philonis juris consulti celeberrimi & signator in materia Ecclesiastica apud Parisienses Advocati versatissimi, qui & notas admodum eruditas & ad modernam praxim accommodatas adjecit Operibus Molinzi materiam Ecclesiasticam spectantibus, quæ quartum & quintum totum Operum hujus Editionis faciunt.

Evulgata fuit hæc Operum Editio Pacificis fumptibus  
Viduzæ Damiani Faucault Regis & Urbis Typographi,  
cum expresse Privilegio Regis, ut vel hinc patet, in  
Regno Galliz Romanam proſcriptionem nequaquam  
eſſe receptam, nec ullam illius rationem haberi.

Et sane cum juxta septimam Regulam Indicis libri antiqui ab Ethnicis conscripti ( in quibus plurimafacra & obfœna occurrunt, & traduntur ) propter sermonis elegantiam & proprietatem ab Inquisitoribus & ad Indicem librorum prohibitorum Deputatis permitti poffe dicantur, hac fola limitatione adjecta, ut nulla ratione pœtius prelegantur. Quid mirum fi Opera Caroli Molinæ ab fummatu la utroque Jure nec non in Patris Confeffionibus & moribus peritiam & eruditionem legi permittantur Jurisperitis, qui non exiguus ex hac lectione fructus capere poffunt, ramifi nonnulla hinc inde immifceantur, quæ Ecclefie Catholice Doctrina non omnino convenire videntur, quibus ne ledor Catholicus infeiciatur in fuis notis Gabriel Dapineau, & Francifcus Pinfonius occurrunt.

Imo quicunque attenderit, quam facile & quam profunde ingibatur lalciva seu obfcena animis legentium praeſentim Stylo elegantiori & acutiori expreſſa, haud diſſiculiſſe agnoſcet, plus periculi ex lectione Ethnicorum illorum Librorum ad ſubverſionem morum imminere Adolescentibus, quam Juripetris ex lectione Operum Molinæ imminet periculum deviandi ab Eccleſiæ Catholica Doctrina, tamenſi hinc inde nonnulla occurrant, quæ ſuaſoria ſtyle & quædamque negotiorum Doctrina, ut habet præſatio huius novæ Editionis Operum Molinæ præſaga.

Astruitur usus Placii ex iis, quæ contigerunt occasione proscriptionis Libri, cui titulus : *Augustinus Cornelii Iansenii Episcopi Iprensis.*

## 4. I.

*Exponitur quid actum sit occasione Decreti S. Congregationis Inquisitionis Romanae die 1. Augusti 1641. quo dictus Liber proscriptus fuit.*

**I**NTER cetera, quæ usum Placiti super Decretis Libros prohibentibus attulerunt, & hæc in Provinciis usitatum probant, notabile admodum est, quod circa medium sæculi claspi coniugisse legitur circa Librum cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii*, & Bullas cæ Decreta, quæ ejus occasione sub Urbano .VIII. & Innocentio X. emanarunt.

His Liber primum evulgatus & impressus fuerat Lovanii anno 1640. & quamprimum, tanquam qui ex profecto tractaret materiam de Divinis Auxiliis, non obtenta licentia à S. Congregatione Cardinalium, prout à Sede Apostolica fuerat decretum, delatus & denunciatus fuit Congregationi Cardinalium S. Officii sive Inquisitionis generalis & qua anno sequenti prodit Decretum, quo hic Liber prohibebatur, ejusque lectio interdicebatur.

quod Decretum, postquam Romæ ritu confectum fuisset affixum & publicatum, Intermunicipi Bruttellensi, defuncti mox à recepto Exemplari copias ejusdem divagari cepit, cujus divulgationis à Precursore Regio Generali Consilii Brabantie accepta notitia, libellum supplicem obtulit, quo Consilio contra hanc divulgationem, quo vivo, Consilium publicationem hujus Decreti fieri provisionally interdixit, quoadquod Rex informatus foret, nam reversa prædictus liber Jansenii exactissime *grave scandalum & offensionem Ecclesie Catholice*, ut ipsum Decretum præferre videbatur.

Infuper Internunciis copiam prædicti Decreti communicaverat Universitati Lovaniensi, adjungens suis Literis, quibus horrabatur Universitatem, ut Decretum hoc cum debita reverentia reciperet, & observari juberet, una significans, hunc librum ob id præscriptum, quod tractaret ex professo de Auxiliis Divinis contra Mandata Sedis Apostolicæ. Integre Literæ exhibentur in Appendice præ *litt. D.*

Super his Litteris congregata Universitas 28. Septembris ejusdem anni 1642. resolvit, parendum quidem esse Bullis Pontificiis; verum atqueam publicentur, è re fore, ut negotium communicetur cum Illustrissimo Archiepiscopo Mechliniensis, Consilii Privato & Brabantie, cujus utriusque Consilii Privilegio dictus Janfienii liber editus erat.

Cum igitur intellectisset Procurator Generalis, Internuncium etiam ipsi Universitati Copiam hujus Decreti communicasse, ut per Universitatem reciperetur, indilate obtulit alterum libellum supplicem Consilio Brandenburgensi, in quo conquebatur, Internuncium sine prævio Principis Placito hoc Decretum publicasse, & adjuncto proprio Mandato illos recipi mandasse, concludens, ut ea omnia per Internuncium attentata cassarentur, & irrita declararentur, quæ conclusio ei per Consilium fuit adjudicata.

Postquam vero Pontifex Urbanus VIII. intellexisset Universitatem Lovaniensem Decretum Congregationis una cum Mandato Internuncii transmissum non publicasse, sed Mandatum Internuncii una cum ipso Decreto communicasse Consilio Brabantie, ipsiunque Consilio ad instantiam Procuratoris Generalis per Internuncium ad ea cassasse & irrita declarasse, scriptis Breve ad Universitatem Lovaniensem, quo alie de hoc Universitatis procedendi modo consequitur. Breve integrum exhibetur in Appendice Monumentorum sub litte. F.

Hoc Breve Universitati communicavit Internun-  
cius, adjunctis propriis ad eam Litteris, quibus Uni-  
versitatem hortabatur, ut indilate ipsum Decretum re-  
ciperet & publicaret.

His Litteris Pontificiis in forma Brevis Universitatis

praelectis, eadem Universitas resolvit die 21. Martii 1642. Bullam seu Decretum S. Congregationis esse publicandum *per eos, ad quos spectat.*

Cum vero dubium esset, quid Facultates singulae per eam clausulas, *per eos, ad quos spectat*, intellexerint, dilata fuit aliquantisper ipsa publicatio.

Interea de his certior factus Procurator Regius libellum obtulit Consilio, exponens ad notitiam suam pervenisse, quod, non obstante interdictione facta, & internum Dominum Internuncium de non publicando praedicto Decreto S. Congregationis, Universis per ipsum Internuncium nova Mandata receperit continencia in effectu idem, quod praedictum Decretum, quodque ipsa Universitas resolveret procedere ad publicationem ejusdem Decreti sine praevis obtentis Literis Placiti, concludens, ut auctoritate Consilii interdicere Retoribus & Universitari Lovaniensi procedere ad publicationem aut affixionem Bullarum vel Rescriptorum Sedis Apostolicae, priusquam ipsi constiterit de Literis Placiti.

Super hoc libello resolvit Consilium, illum Universitati Lovaniensi per Literas clausas esse communiandum, ut responderet intra octiduum, interim eidem interdictione procedere ad publicationem aut affixionem Bullarum, de quibus in dicto libello. Affixio libelli una cum Apostilla exhibetur in Appendice Monumentorum sub lit. F.

Hac Consilii Brabantiae interdictione Universitati intimata 26. Martii 1642. suspensa fuit supradicti Decreti publicatio, neque posthac hujus Decreti S. Congregationis per Universitatem specialem publicationem factam reperimus.

## §. II.

*Affixio idem Placiti usque huius, qua alia sunt occasione Bullae Urbani VIII. qua incipit: In eminenti, usque ad annum 1647.*

Cum viderent, qui Proscriptionem libri Cornelii Jansenii in Curia Romana sollicitaverant, ob multiplices oppositiones publicationem Decreti S. Congregationis obtineri hactenus non potuisse, remedium efficacius impendere volentes sollicitantur apud Urbanum VIII. ut per specialem Bullam ipsius Pontificis, Decretum hoc S. Congregationis confirmaretur, & innovaretur, ac de novo dictis libris, atque eo spectantia prohiberentur.

Prodit itaque tandem haec Bulla incipiens, *In eminenti*, & publicata fuit Romae 19. Junii 1643. quam primis renovantur Constitutiones Pii V. & Gregorii XIII. quibus datae nabantur nonnullae Theologorum Sententiae & Opiniones, nec non confirmantur & renovantur jam dictum Decretum Congregationis S. Officii contra librum Cornelii Jansenii, atque nonnulla ad damnationem dicti libri spectantia adduntur.

Hanc Bullam per Internuncium Bruxellis residentem receptam divulgavit Episcopus Namurensis per suam Diocesim, cujus divulgationis conscius factus Procurator generalis Consilii Namurensis indilata obtulit libellum supplicem dicto Consilio, exponens per Principum Edicta verum esse, ne quis cujusvisque conditionis aut qualisvis publicari aut exequi faciat ullam Bullam Romanam sine obtentis Literis Placiti in forma expeditis, idque (ait) ad praevendum ne quid fiat in praevium Status, Jurium Suae Majestatis ejusque Vassallorum & Subditorum: quodque eo non obstante Episcopus Namurensis dictam Bullam Urbani VIII. spargi fecerit per Convenus Religiosorum Civitatis Namurensis, & quod amplius est, dictus Episcopus subscripserit huic Bullae, qua confirmantur Constitutiones Pii V. & Gregorii XIII. quibus condemnantur quaedam Theologorum opiniones, nec non Decretum S. Congregationis, quod vetatur lectio libri, cui thulus assignatus.

Cum autem (ait) ejusmodi publicationes contra Edicta Regis possent habere funestas sequelas, concludit Procurator Regius, petique provideri per Literas cassatorias hujusmodi publicationis, utque omnibus interdicatur, ne quid simile impolitum antequam, excoque obsequentibus Regia Edicta super hac materia jampidem edita. Integer libellus habetur in Appendice sub lit. G.

Consilium Regium Namurcense adjudicasse dictam Procuratori generali suam conclusionem, ipsamque publicationem contra Regium Placitum atteritum cassasse & nullius effectus declarasse, non obscure innuitur a publicatio ejusdem Bullae facta per dictum Episcopum Namurensis die 1. Aprilis 1646. praefertim cum ipsa publicatione singularim moneat, se hanc publicationem facere, *receptis Literis Regiae Majestatis die 26. Aprilis 1646. quibus testatur, se nolle impedimentum offerri publicationi dictae Bullae.*

Et licet ex parte Curiae Romanae multum urgeretur publicatio dictae Bullae, nequaquam tamen ea obtineri potuit, priusquam consensus & Placitum Regis super hac publicatione haberetur.

Et quidem licet per speciale Breve Pontificis rogatus esset Marchio Franciscus de Mello Gubernator Belgii, ut hanc publicationem procuraret, ipse tamen Bullae hujus publicationem non ante fieri voluit, nisi prius de voluntate Regis constaret, uti habetur ex Literis hujus Gubernatoris die 7. Maji 1644. ad Universitatem Lovaniensem, quibus nomine Regis mandat, ut per Universitatem omnibus Suppositis imponatur fletum super controversiis extoris occasione Doctrinae contentae in libro Cornelii Jansenii Episcopi Isprensis, quoadusque haberetur finalis resolutio Pontificis super hoc puncto, & resolutio Suae Regiae Majestatis super modo & forma, quibus hanc Bullam executioni mandari velit. Haec Literae habentur integre in Appendice sub lit. G.

Eodem die 7. Maji idem Gubernator dedit Literas ad Facultatem Theologicam Universitatis Lovaniensis, quibus haec Facultatem nominatim interdicti procedere ad publicationem hujus Bullae, nisi habita Regis licentia.

Harum Literarum mensuris Consilium Brabantiae in Literis ad Belgii Gubernatorem die 3. Junii 1646. in quibus narrat Consilium, sibi expositum fuisse per Procuratorem generalem, quod Internuncios omni modo conetur de novo ipsam Universitatem Lovaniensem inducere ad recipiendum Bullas & Decreta edita contra librum Cornelii Jansenii Episcopi Isprensis: Quin per aliquorum Doctorum ejusdem Universitatis factionem capta esset resolutio contra inhibitionem ipsius factam per dictas Literas die 7. Maji anni praecedentis 1644. firmas per Marchionem Torni de Laguna tunc Belgii Gubernatorem, quodque similia auctoritate directe contrarietur & repugnet Juri Regiae Suae Majestatis in his Provinciis, utpote quae esset in possessione immemoriali non attendendi ullius Bullae Romanae publicationem sine praevis Literis Placiti in suo Consilio habentis, idcirco dictus Procurator generalis praeiit Literas Cassatorias contra Internuncium, Rectorem & Doctores dictae Universitatis, qui cooperari essent praedictae resolutioni.

Ex istis Literis habetur, quod Consilium Brabantiae per binas resolutiones jam ante suspenderit & inhibuisset publicationem hujus Bullae, nec non quod rursus ad hanc libellum Procuratoris generalis Literas Inhibitionales tam Internuncio quam Rectori & Doctoribus dictae Universitatis communicandas expediti curaverit. Integre haec Literae referuntur in Appendice sub lit. H.

Tandem anno 1646. Rex Catholicus post multas apud se factas instantias ex parte Curiae Romanae dedit Literas ad Gubernatorem Belgii, quibus declaravit, suam intentionem esse, ut haec Bulla reciperetur & publicaretur.

Ac hucus Leopoldus factus Gubernator Belgii in confirmationem harum Literarum scripsit Consilio Brabantiae, prima Septembris 1647. eidem injungens, ut decerneret publicationem hujus Bullae, eamque exequeretur, uti patet ex Responsio Consilii ad Literas Archiepiscopi die 25. Septembris 1647. quibus significat, Consilium resolvit se conformare Literis Regis, nec non conceptae ordinationi per Archievum transmissae, una tamen moneas Archievum, sibi videri publicationem & executionem hujus Bullae ita esse moderandam, ut duntaxat respiciat condemnationem doctrinae, & prohibitionem librorum, de quibus in dicta Bulla; eo quod haec Bulla habeat insertas Clausulas aperte insinuant, in tentionem Curiae Romanae esse executore obligationem possulandi Placitum Regium super executione Bullarum, nosque obligandi recipere omnes Bullas Papales viget solius publicationis Romae factae, non credentes.



eam esse Suz Majestatis intentionem. Hæ Literæ referuntur in Appendice sub lit. K.

Similiter Cancellarius Consilii Brabantie in suo speciali Responso super dictis Literis Archiducis sub eodem tempore dato respondet, sese quoque conformare resolutioni Consilii de exequenda prædicta Bulla conformiter ad Literas Regias, modo tamen per hanc publicationem & executionem non aliteretur aut lædatur Jus Suz Majestatis, scilicet quod nulla Bulla Pontificia, aut quodcumque aliud Decretum Ecclesiasticum possit in hoc Ducatu Brabantie effectum sortiri aut executionem habere sine prævisi Literis Placiti Suz Majestatis: Quod hætenus ( inquit ) inviolabiliter observatum fuit, alias non sine fundamento verendum foret, ne ob solam publicationem Bullarum Romæ factam tandem vellet prætere de obstrictis harum Provinciarum incolis, quod hic hætenus inusitatum fuit, licet id Romani non sentiant in hac Provincia introducere moliri sint, ut ita Jus hoc Placiti incutire redderent, & quoddam Ecclesiasticum Tribunal in hifce Provinciis sibi ingerent, quibus consensibus semper obviam fuit, uti pluribus exemplis ostendi possit; monet itaque ut ad consecrandum Jus hoc Placiti & præcavendum interesse, quod Subditi harum Provinciarum tam Ecclesiastici quam Laici pati possent per similes novitates, provideretur per aliquam declarationem, ad præveniendum sequelam, quæ ex hujus Bullæ publicatione trahi posset, quasi sola publicatio Romæ facta ad obligandos harum Provinciarum Subditos sufficeret. Consulta integra refertur in Appendice sub lit. L.

Verum prædictæ Literæ Ducis Leopoldi ad Consilia Regia suam non sunt fortiter plenum effectum, ipsaque publicatio per tempus notabile fuit suspensa, eo quod per Archiepiscopum Mechliniensem, Episcopum Gandensem, & per quosdam Abbates Ordinis Præmonstratensis, ipsamque Universitatem Lovaniensem Archiduci expostum esset, hanc publicationem posse habere funestas sequelas, atque se resolvissè, Deputatos aliquos mittere in Hispaniam ad suam Catholicam Majestatem, ad eandem informandam de rationibus, ob quas non conveniat hanc Bullam hifce in Provinciis publicari, postulares ut tantisper ipsa Bulla publicatio suspendere- tur, quoque finalis Suz Majestatis super his resolutione haberetur.

### S. III.

*Idem Placiti usus astruitur ex illis, quæ congeruntur occasione publicationis prædictæ Bullæ Interimæ anni 1651.*

**I**N præcedenti notatum fuit, quod, non obstantibus Literis Regiis de anno 1646, ad Gubernatorem Belgii super publicatione Bullæ *In eminenti*, nec non Literis Archiducis Leopoldi de anno 1647, ad Consilia Regia, quibus mandabatur hujus Bullæ publicationem, nihilominus ipsa publicatio fuerit suspensa, eo quod quidam Episcopi & Abbates, nec non ipsa Academia Lovaniensis supplicassent Archiduci Leopoldo, ut tantisper suspendere- tur publicatio, quoadusque rationes suas exposuissent Regiæ Suz Majestati, ob quas credebant non convenire, ut Bulla hæc per Belgium publicaretur.

Supplicationi annuit Archidux, atque ipsa publicatio Bullæ dilata fuit, quoque anno 1650, Rex Catholicus, datæ Literis ad Archiducem Leopoldum mandavit sine remora Bullam publicari, quibus Literis receptis, Ordinationem seu Edictum consensu jussit Archiduci Leopoldo, quo executio dictæ Bullæ, ejusque observantia omnibus mandabatur, quod Edictum per Literas misit ad Consilium Brabantie publicandum, à quo in conformitate Mandati Archiducis publicatio facta fuit die 25. Martii 1651. Integrum Edictum cum ipsa Bulla habetur *partie 3. Edicti Brabantie lib. 1. tit. 3.*

Declarata autem Archidux in prædictis Literis ad Consilium Brabantie, mentem Suz Majestatis non esse, per Clausulam contentam in dicta Bulla, qua in substantia significatur, quod sola publicatio Romæ facta induceret obligationem sine alia particulari publicatione in Ditionibus & Provinciis Catholicis, admittere ullam novitatem in præjudicium Privilegiorum, Libertatum, & Consuetudinum harum Ditionum, sed quod in simili occurrenti casu procederet juxta hætenus usitata. Similes

*van Espen, Pars VI.*

Literæ ejusdem tenoris missæ quoque fuerit ad alia Consilia Regia. Habentur hæ Literæ *partie 3. Edictorum Flandriæ lib. 1. Rubrica 6.*

Eadem declaratio & Clausula erat inserta Literis Archiducis ad Archiepiscopum Mechliniensem, & Episcopos Belgii, quibus ipsis injungebatur publicatio hujus Bullæ, conformiter ad Edictum Regium eisdem acclufum.

Quæ Literæ leguntur in *3. parte Edicti Flandriæ lib. 1. Rub. 6.*

Publicatio per Archiepiscopum & Episcopos Belgii facta fuit prima mensis Aprilis ejusdem anni, cum expressa Clausula in ipsis Literis Archiducis contenta.

Hoc Decretum Archiepiscopi Mechliniensis exhibetur in Appendice sub lit. M. ex quo sufficienter intelliguntur rationes, quæ Archiepiscopum moverant, ad postulandam suspensionem publicationis hujus Bullæ.

Ordines five Status Brabantie solliciti quoque, ne ex publicatione hujus Bullæ Juribus & veteratis Consuetudinibus hujus Provincie præjudicium generaretur, libellum obtulerunt Archiduci Leopoldo, exponentes ad suam notitiam venissè, Susci Majestatem Catholicam resolvissè & ordinasse exequi Bullam Urbani VIII. emanatam circa librum cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii, & aliorum scripta*. Et cum dicta Bulla ( inquit ) continet plura puncta & Clausulas incompatibilia cum Privilegiis & veteratis hujus Provincie moribus, atque inter alia comminationem pœnæ corporalis in contravenientes ejusdemque status & conditionis tam Laicos quam Ecclesiasticos; & Excommunicationis lætæ sententiæ, cuius absolutio nemine nisi à Romano Pontifice possit obtineri, qui rigor nunquam in his Provinciis notus aut usitatus fuit, nec illius ullum exemplum occurrit, attento quod hoc modo subditi hujus Provincie traherentur extra Patriam ad ipsam Personam Romani Pontificis, quod est plane contrarium Privilegiis hujus Provincie; attento insuper, quod hæc Bulla nominatim declarat, solam publicationem Romæ factam vim suam habere & effectum sortiri in omnibus Regnis & Provinciis, tanquam si ibidem singularim publicata esset, quod rufus contrarietur dictis Juribus & receptis moribus; ac tandem his aliisque premiffis concludunt, ut per Archiducem nomine Regis expediarur Acta publica, qua delectet, intentionem Suz Majestatis nequaquam esse, per publicationem hujus Bullæ ullum præjudicium generari Juribus, Privilegiis & veteratis moribus hujus Provincie, quodque nulla Bulla Papalis quantumvis publicata Romæ hic effectum sortietur, nisi sit placetata, & hic in Provinciis publicata, ac ut interim publicatio hujus Bullæ maneat suspensa. Hic libellus supplex integer exhibetur in Appendice sub lit. N.

Ad hunc libellum respondit Archidux, sufficienter esse provifum super querelis in hoc libello comprehensis per Literas datas ad Consilium Brabantie super executione hujus Bullæ, & quod Sua Majestas dabit Mandatum Consilio Brabantie, ut supplicantibus concedat copiam authenticam dictarum Literarum, ut eas, data occasione, impendere possint, una declarans mentem Suz Majestatis, ipsiusque Archiducis nequaquam esse, ut per hanc publicationem novitas aliqua inducatur contra Consuetudines & Privilegia hætenus recepta.

Intelligebant quoque Ministri Regii æque ac Ordines Brabantie, Excommunicationes, similesque Censuras, motanter Sedi Apostolicæ reservatas, esse pœnas hifce in Provinciis inusitatas, varifque incommodis obnoxias ut propterea nec dubitavit in hujus Bullæ placetatio ne & receptione has pœnas in alias moribus patriæ magis accommodatas immutare.

In Edicto enim seu Ordinatione Regia super ipsa publicatione statuitur in transgressores pœna 500. florenorum pro prima vice, & in eos qui secunda vice transgressi fuerint, pœna exilis ad sex annos, & in casu quo inter transgressores invenirentur Regulares nihil proprium possidentes, comminatio pœnæ venit ad onus ipsius Superioris, & ab eo exigi poterit, & si transgressor fuerit ex aliquo Ordine Mendicantium nihil in communi possidente etiam pro prima vice erit pœna exilis tant contra ipsam transgressorem, quam ejus Superiorem, qui transgressionem illam simulaverit & permiserit.

Insuper edicunt in eadem Ordinatione, quod transgressores hujus Ordinationis ejusdemque fuerint qualita-

D 2 us &

tis & Regis, quantum ad executionem & adjudicationem poenae temporalis poterunt trahi & citari coram Conciliis & Tribunalibus Regiis, quae de transgressione & violatione familiam Edictorum & Ordinationum cognoscere & judicare consueverunt, prout latius in ipsa Ordinatione exprimitur, quae una cum ipsa Bulla *In eminenti*, cui & inferum est Decretum Congregationis die prima Augusti 1641. extat integra parte 3. Edictorum Brabantiae lib. I. tit. 3. cap. 4.

Ex his omnibus evidens est, nullatenus hic in Belgio creditum fuisse, Bullam Romae publicatam hic obligare, licet habeat insertam expressam Clausulam: publicationem & affixionem Romae more consueto factam quoad omnia sufficere & pro solemnitate & legitimitate haberi, nec illam in Regnis, Provinciis, Civitatibus, Oppidis & locis requirant expellere debere, omnesque & singulos perinde agitare, & officere, ac si unicusque nominatim & personaliter intimata & praesentata fuissent.

## §. IV.

*Ufus Placitis astringitur per ea, quae contingunt post publicationem Bullae In eminenti, occasione Literarum Archiducis Leopoldi & Ordinationis Regiae.*

Notatum fuit §. precedenti, quod Archidux Leopoldus in Literis suis ad Consilia Regia & Episcopos die 28. Februarii 1651. quibus in conformitatem Literarum Suae Majestatis mandabat fieri publicationem Bullae Urbani VIII. quae incipit *In eminenti*, inseruisset Clausulam, quae declarabatur, mentem Suae Majestatis non esse, per Clausulam contentam in dicta Bulla, quae in substantia significatur, quod sola publicatio Romae facta induceret obligationem sine alia particulari publicatione in Ditionibus & Provinciis Catholicis, admittere ullam novitatem in praedictum Privilegium, Libertatum & Consuetudinum harum Ditionum, sed quod in simili occurrenti casu procedatur juxta hactenus usitata.

Insuper in ipsa Ordinatione seu Edicto publicationis statutum fuisse poenam pecuniariam & exilii in transgressores hujus Edicti seu Ordinationis cujusvisque essentis Status sive Ecclesiastici, sive Laici, imo & poenam exilii pro prima vice, si transgressor esset ex Ordine Mendicantium, qui bona temporalia nec in communem possideret.

Praeterea adjudicationem & executionem hujus poenae & multae temporalis contra quoscunque transgressores inter Ecclesiasticos, quam Laicos commissam fuisse Conciliis & Tribunalibus Regiis, quae de transgressione similium Edictorum cognoscere consueverunt.

His Clausulis, ac notante ea, quae continuabatur in Literis Archiducis admodum irritatus Internuncius repa- per hanc ultimam Clausulam laesam auctoritatem Sedis Apostolicae, imprimi jussit, & spargi fecit quandam Declarationem & Protestationem de data 20. Aprilis 1651. quae asserbat, Literas Regias, in quantum per hanc Clausulam significabant, solam publicationem Bullarum seu Decretorum Sedis Apostolicae Romae factam, non sufficere sine ulteriori per Provincias publicatione ad obstringendum omnes ubique fideles, esse contrarias auctoritati & jurisdictioni Sedis Apostolicae, nec non libertati & immunitati Ecclesiasticae: protestabaturque contra praedictam Clausulam, eam irritabat, nullamque & sine effectu declarabat, mandans insuper ab omnibus ut irrita & nullus effectus repa- retur, sub poenis & Censuris per Decreta Conciliorum, & Pontificum Constitutiones latis, declarans constantem esse intentionem Pontificis, publicationem Bullarum Romae factam omnes fideles quoruncunque Regnum & Provinciarum obstringere sine ulteriori aliqua publicatione in Provinciis faciendi.

Publicatione hujus Declarationis & Protestationis vehementer offensum Archidux Leopoldus, reputansque id tendere in apertum contemptum Suae Regiae Majestatis, ejusque auctoritatis vilipendium, scripsit Literas expeditas per Consilium Status 23. Junii 1651. ad Consilia Regia, in quibus enatravit quid per suam Declarationem & Protestationem contra Literas Archiducis, & etiam in conformitatem earum Ordinationem Regiam super publicatione dictae Bullae *In eminenti* attentatissimi Internuncius, significavit mentem suam esse prae-

cavere ne simile attentatum contra Regiam auctoritatem sensum irreperet inter subditos in praedictum Privilegium, Consuetudinem & observantiarum harum Provinciarum, declaratae, Protestationem & Declarationem Internuncii nihil posse innovare, aut derogare illis, quae per suas Literas & Ordinationem declarata erant super dicta Clausula in Bulla contenta: declarans insuper se velle praedictam Internuncii Declarationem & Protestationem repari & haberi pro nulla & sine ullo effectu, quemadmodum tam de facto (inquirit) casusmus & annullum per praesentes.

Mandat insuper ut, his omnes se conformiter, procederent ut omnia exemplaria praedictae Declarationis & Protestationis referantur ad manus Procuratoris Regii & supprimentur, inquiraturque, quis fuerit hujus Declarationis & Protestationis impensor, ad cujus notitiam ut facilius deveniatur, voluit palam notificari, quod, si quis possit indicare imprestorem, habebitur sit in praemium suae notificationis mille florenas solvendo per Receptorem Regium, voluitque copiam harum Literarum in Archivis Curiae adnotari, ut earum suo tempore memoria haberetur. Literae integre exhibentur in Appendice sub lit. O.

De his omnibus Internuncius certiorum fecit Coriam Romanam, & apud Pontificem querelas deposuit de infra-acta immunitate Ecclesiastica, & immunitate auctoritatis Sedis Apostolicae per Literas Archiducis Leopoldi & Ordinationem Regiam super publicatione Bullae *In eminenti*, idque per tria praecipue puncta in iis contenta. Primo, ob saepe dictam Clausulam, quae significabat solam publicationem Romae factam non sufficere, ut Bullae seu Rescripti Pontificis obstringerent omnes ubique fideles, sed requireretur publicatio per Provincias, praevio Placito Regio. Secundo, quod in praedicta Ordinatione contra infra-actores & transgressores publicatae Bullae decerneretur alia poena, quam in ipsa Bulla erat expressa, idque non tantum contra Laicos, sed etiam Ecclesiasticos, quin & poena exilii pro prima transgressione contra Religiosos Ordinum Mendicantium non possidentium, bona in communem. Tertio, quod adjudicatio & executio poenae & multae temporalis committeretur contra quoscunque transgressores Conciliis & Tribunalibus Regiis.

His Internuncii informationibus, & Ministrorum Curiae querelis commotus Pontifex Innocentius X. (qui Urbano VIII. successerat) quasi per praedictas Literas & Ordinationem conculcasset immunitatem Ecclesiasticam, ipsaque jurisdictioni & auctoritati Pontificiae plenum laesam, Literas in forma Brevis aeternum Sylo exaratas scripsit ad Archiducem Leopoldum die 1. Novembris 1651. in quibus dicit, se cum animi dolore intellexisset, contra auctoritatem summi Pontificis, nec non contra Libertatem Ecclesiasticam attentatum esse.

Archidux Leopoldus, acceptis his Literis, & ex illis intelligens de tribus praecipue punctis conquisitum esse Internuncium, & Pontificem commotum, quasi per illa jurisdictioni & auctoritati Romani Pontificis, nec non immunitatem Ecclesiasticam totalem conculcasset, super iisdem consuluit Consilia Regia per Literas die 28. Decembris ejusdem anni, uti intelligitur ex Consulta Concilii Brabantiae data 16. Februarii 1652. ad ipsum Archiducem Leopoldum.

In hac enim Consulta dicit Consilium, Literas Archiducis ad se datas continere praedicta tria puncta, super quibus apparet, Internuncium praecipue suas querelas apud Pontificem deposuisse.

Quantum ad primum punctum multis probat, hunc usum Placitis ab immemoriali tempore fuisse non tantum hisce in partibus, sed in omnibus prae Regnis & Provinciis etiam Italiae usitatum, nec per illum usum ullatenus derogari auctoritati & jurisdictioni Romani Pontificis, sed id unum praeveneri, ne per praecipuum publicationem & executionem Bullarum aut Rescriptorum Curiae Romanae, jura Regia, aut recepta Provinciarum Privilegia, inveterata Consuetudines, nec non Ecclesiarum Libertates infringantur non sine Reipublicae aut Ecclesiae notabili perturbatione & multorum incommodorum sequela. Ad alia puncta respondit Consilium, quod non tantum in hisce Provinciis, sed & in Regnis Hispaniae & Galliae, Ecclesiastici in multis casibus fortiter forum saeculare, & notante quoad ea, quae tendunt ad conservandam tranquillitatem publicam, ad quam ten-

ait ipsa Ordinatio edita occasione Doctrinae Cornelii Jansenii, cujus principalis scopus fuit praevenire scandala & perturbationes publicas, & turbulentas Theologorum disputationes. Integra Consilia exhibetur in Appendice sub lit. P.

Hicse Consiliorum Consulti & Regi & Archiduci satisfactum fuisse, inde cognoscitur, quod nec circa Clausulam in Literis Archiducis expressam, neque circa Ordinationem Regiam quidquam immutatum legatur, quodque Consilia Regia semper conformiter ad illa processerint, ut ex dicendis patet.

Ex his omnibus patet, quam solliciti, & constantes fuerint Principes nostri, eorumque Ministri in tuendo hoc Jure Placiti tanquam Juribus Regis, nec non Subditorum tranquillitati ac Provinciarum inveteratis moribus & Privilegiis conservandis necessario, illudque crediderint, & in Bullis, & Decretis librorum prohibitionem spectantibus esse quoque servandum, nec a Belgis credidit unquam esse, finiles Bullas aut Decreta Romae publicata Belgas obstringere, nisi prius ritu consueto, praevisio Regio Placito, per Provincias fuerint publicata, etiam si haberent insertam Clausulam, qua declaratur, Pontificem velle, Decretum obligare omnes ubique fideles per solam publicationem Romae factam.

FOURTH EDITION OF THE WORKS OF J. J. VAN NISSE

#### CAPUT IV.

Additur idem usus Placiti ex iis, quae contingunt occasione Decreti Sancti Officii die 6. Septembris 1657. quo Libri quidam proscripti.

##### 4. I.

*Exponitur ea, quae contingunt ob factam Publicationem hujus Decreti, aut obventum Placitum Regium, & Cassationem ejusdem Publicationis per Concilium Brabantiae.*

**D**ecretum hoc Congregationis S. Officii editum 6. Septembris 1657. morte solito Romae publicatum est die 15. ejusdem mensis.

Hoc Decreto proscriptum Litterae vulgo Provinciales Gallico idiomate vulgatae, & plura alia scripta edita occasione Libri, & Doctrinae Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, ac una renovatur Decreta Congreg. S. Officii sub Paulo V. & Urbano VIII. quibus generaliter omnibus interdictum quidquam edere super materia de Divinis Auxiliis sine expressa licentia hujus Congregationis, & prohibentur omnes libri de hac materia tractantes, hactenus editi vel imposituri edendi, non obtenta praedicta licentia.

Praedictum Decretum per Internuncium Bruxellis residentem missum fuit ad Archiepiscopum Mechliniensem Andream Cruesen, qui illud per suam Diocesim eodem anno 29. Octobris promulgavit.

Cum vero super hoc Decreto hactenus non esset peti- tum aut obventum Placitum Regium, Consilium Brabantiae ad instantiam Procuratoris Regii per suam Sententiam die 23. Novembris ejusdem anni hanc attentatam missionem Decreti per Internuncium ad Archiepiscopum, nec non ipsam publicationem cassavit, irritamque declaravit. Integra Sententia exhibetur in Appendice sub lit. Q.

Super hac Cassatione per Consilium Brabantiae facta querelas suas deposuerunt apud Archiducem Leopoldum tunc Belgii Governatorem Archiepiscopus Mechliniensis, & Internuncius Apostolicus per suos respective libellos supplices, quibus annexum erat scriptum, quo praedicta Cassatio impugnabatur, quos una cum dicto scripto Archidux Consilio Brabantiae communicavit, usque respondit Consilium per suum Advamen- tum die 17. Decembris 1657.

In primis in hoc suo Advamen- to exponit Consilium, quanta cum moderatione, & humanitate egerit cum Domino Archiepiscopo, priusquam hanc Sententiam Cassationis evulgasset, quodque ad eam non processerint, nisi ut satisfacerent juramento, quo omnes in sua ad Consilium admissione se obligaverunt ad conservanda jura, suae Majestatis & hujus Ducatus, inter quae non minimum est hoc jus Placiti.

Secundo, ex ipso Advamen- to habetur, quod in scri- pto illo, quod suo libello annexerat Internuncius, dicitur per Consilium Brabantiae cassatum fuisse praedictum Decretum ipsumque Consilium velle sibi assumere aucto- ritatem judicandi de iustitia Decreti.

Hic respondet Consilium, factum esse per Sententiam Consilii cassatum fuisse aut irritum declaratum praedictum Decretum, factum quoque esse, Consilium voluisse cognoscere de scriptis seu impressis in dicto Decreto conten- tis, quodque Consilium hactenus ignoret, num haec scripta composita sint in defensionem Doctrinae Jansenianae. Post haec ultro agnoscunt, ad se non spectare de- cidere articulos fidei, nec super iis quidquam a se fuisse attentatum, ac cassatam duntaxat fuisse transgressionem istius Decreti factam per Internuncium ad Archiepiscopum Mechliniensem in ordine ad ejus publicationem faciendam, nec non Decretum Archiepiscopi, quo Decreti hujus publicationem mandabat, cum omnibus, quae inde secus sunt, quae (inquiunt) sunt mera temporalia, nec ullatenus concernunt ipsam Decisionem Pontificis super prohibitione scriptorum in Decreto expressorum, sed solummodo formam & modum executionis.

De hac distinctione inter decisionem articulorum fidei, & publicationem ac formam executionis latius agitur parte sequenti.

Insuper ex hoc Advamen- to colligitur, quod Internuncius in suo scripto praedixisset, hoc Decretum non egerit Placito Regio, eo titulo quod dogmaticum esset, nihilque contineret, nisi declarationem & definitionem aliquorum articulorum fidei.

Ut huic argumento satisfaciatur Consilium, monet, quod nec sub hoc praetextu hoc Decretum admitti possit, sine breviori examine Principis in suo Consilio, quia, quid Bulla contineat, in facto consistit, cujus notitiam accipere debet Princeps, ne alias sub praetextu definitionis aut interpretationis aliquorum articulorum fidei, per publicationem Bullae irrepit aliquid prejudiciale.

De hac Consilii animadversione similiter agitur latius parte sequenti, ac una ostenditur, hoc Decretum proprie non posse referri inter Decreta dogmatica.

Colligitur ex eodem Advamen- to, Internuncium ad enervandam necessitatem Placiti super similibus Decreti allegasse, quod, si Bullae Pontificiae, antequam constringant conscientias fidelium, debeant prius habere Placitum Principis, & subijci Censurae Tribunalium Laicorum, proportionales alicui potuerunt esse fidei in una Provincia, & non in alia, & consequenter quod non esset una fides omnium.

Huic argumento ab inconvenienti respondet Con- silium quod hic apparat deficius dubitae informationis, quia Consilium non examinat ipsos articulos fidei, nec se immiscet declarationi ipsius fidei, ipsaque De- cisioni non definit esse generalis, tamen publicatio Decreti quo Decisio continetur, non sit generalis, nec fiat ubique eodem tempore, quod & infra parte sequenti fusius exponitur.

Author scripti ex parte Internuncii exhibiti tanquam indubitatum admittit, quod Consilia Regia merito praetendere possent examinare & revidere Bullas Pontificias, quae directe vel indirecte impingunt in superioritatem temporalem Principis, vel ejus Jus Patronatus Ecclesiasticum; sed negat posse Consilia praetendere examen Bullarum, quae spectant materiam dogmaticam, decidendum seu declarationem si quaedam propositiones sint fidei, vel si contrario sint haereticae, erroneae, scandalosae, &c. quibus una declaratur similes propositiones cum pertinacia sustentent haereticas & excommunicari, & Bullarum proscriptibuntur liberos, in quibus similes propositiones continentur.

Hicse reposuit Consilium, quod si examen priorum Bullarum Consilii Regii competat, possit & debeat quoque examen illarum, quae vulgo dogmaticae asse- runtur, a Regiis Consiliis institui, non quidem ut ipsa Consilia Regia cognoscant de articulis fidei, vel definiant, quid sit fidei, aut quid erroneum; sed duntaxat ut discipiant, utrum publicatio, & executio ejusmodi Bullarum nullam adferat praedictum Juribus Regiis aut Vassallorum. Integrum Consilii Responsum habetur in Appendice Monumentorum sub lit. R.

## §. II.

*Expontur quid post Cassationem Consilii Brabantie de-  
ceverit S. Congregatio 14. Martii 1658. & quid et  
opposuerit Consilium Brabantie.*

Internuncius Apostolicus sollicitus, ne quid omite-  
retur, quod ad fundandam auctoritatem Pontificiam  
circa publicationem, & executionem Bullarum sine  
Regio Placito facere posset, de omnibus, quae per Con-  
siliū Brabantie fuerant acta, Pontificem & Cong-  
reg. S. Officii informavit.

In hac Congreg. habita 14. Martii 1658. praesente  
Pontifice Alexandro VII. editum fuit Decretum, quo  
sua Sanctitas probat, & confirmat transmissionem dicti  
Decreti in ordine ad publicationem ejusdem, factam  
per Internuncium Archiepiscopo Mechliniensis, nec non  
publicationem factam in vim Decreti Archiepiscopalis  
die 29. Octobris 1657.

Decretum vero seu *Sententiam Consilii Brabantie cum  
omnibus, & singulis eam praecedentibus, & quomodolibet  
consequentibus, licet ipso Jure nulla, irrita &  
inania viribusque, & effectu penitus, & omnino vacua  
ab ipso initio fuerint, & sint; nihilominus ad abundan-  
torem cautelam, & quatenus opus sit, auctoritate A-  
postolica damnat, improbat, cassat, irritat, & nul-  
lus roboris & momenti fuisse & esse decernit & de-  
clarat, ac pro infectis haberi vult.*

*Mandas insuper Sanctitas sua quoscunque personas  
cujuslibet gradus, Ordinis, praeminentiae, vel dignita-  
tis, etiam specialiter vel specialissima nota dignis, ne praes-  
tato Decreto seu Sententia, vel eam quocunque modo pra-  
cedentibus aut consequentibus ulla pacto obediunt, aut  
deservant, vel illa in iudicio aut extra allegare, seu  
eis uti praesument, proinde ac si illa non emanassent,  
sub penis & censuris contra violentes Ecclesiasticam  
Libertatem, Immunitatem, & Jurisdictionem inflic-  
tis, a quibus a nemine nisi a Romano Pontifice, prae-  
quam in mortis articulo, beneficium absolutiois ob-  
tinere valeant.*

*Postremo Consilio Brabantie Sanctitas sua mandat,  
& praecipit, ut praedictum Decretum seu Sententiam cum  
omnibus eam praecedentibus, & quomodolibet subsequen-  
tibus ex Libris, Codicibus, & Registris, in quibus de-  
scripta, & adnotata fuerint, tolli, aboleri, & cassa-  
ri faciat cum effectu, ne alias contra eos Consiliarios,  
aliosque quosque praefata Sententia cooperati sunt, aut  
quomodolibet consenserunt, penis & Censuris praedictis  
ea de causa jam irritatis, ad alia remedia majora  
procedere compellatur.*

Hoc Decretum Congreg. per Internuncium signa-  
tum, & sigillatum nocte inter 12. & 13. Maji affi-  
xum fuit Cancellariae Brabantiae.

Advertens Consilium Brabantie hoc procedendi mo-  
do Jus Placiti Regii penitus everti, ipsamque Regiam  
auctoritatem omnino subijci Placiti Curiae Romanae,  
resolverat contra affectionem hujus Decreti, ejusque pu-  
blicationem media ordinata cassationis impendere,  
voluit tamen, priusquam cassationem decerneret, de  
hoc procedendi modo, & quae inde timenda esset  
auctoritatis Regiae depreffione, informare Archidu-  
cem Leopoldum Belgii Gubernatorem, per Consiliū  
die 22. Maji 1658. quae integra habetur in Appen-  
dice Monumentorum sub lit. S.

Post hanc Archiduci datam informationem Senten-  
tia Cassationis per Consiliū Brabantie decreta inte-  
gra remansit, solumque fortiter esse effectum.

Constat enim quod Archiepiscopus Mechliniensis  
Decretum suum die 29. Octobris, & publicationem  
vigore illius Decreti factam, ac per Consiliū Bran-  
tiae cassatam tanquam irritam & nullam momenti  
non obicere recognovit, denuo idem Decretum in  
vim Episcopalis Regiae per novum Decretum promul-  
gando, ut infra notabitur.

Unde intelligitur Decretum hoc Congregationis in  
tenebris & obscuro affixum, sub tenebris mansisse quo-  
dammodo sepultum, & sine effectu.

## §. III.

*Probatur idem Placiti usus ex aliis per Consiliū Pri-  
vatum, & Consiliū Flandriae occasione publica-  
tionis ejusdem Decreti die 6. Septembris 1657.*

Occasione praedicti Decreti die 6. Septembris 1657.  
visum fuit non tantum Consiliū Brabantie con-  
servationi hujus Juris Placiti invigilare, sed & reli-  
qua Consilia suam ostendunt pro ejusdem conserva-  
tione vigilantiam.

Nam cum Consiliū Privatum Principis intellexit  
set, publicationem dicti Decreti die 6. Septembris 1657.  
sine praevius Literis Placiti attentatam fuisse in aliis Pro-  
vinciis, scripsit die 29. Novembris ad Consilia Provin-  
cialia, ut se super hac re in suis respective Provin-  
ciis informarent, publicationemque sine praevia Regis  
licentia Episcopis interdicere.

Consiliū Flandriae per suas Literas die 16. Maji  
1658. (adeoque post affectionem Decreti Congreg. S.  
Officii, quo cassabatur Sententia Consilii Brabantie,  
de quo §. praecedenti) Respondit primum, quod Literas  
dederint ad Episcopos, quibus ipsi indicarent, publi-  
cationem hujus Decreti non esse faciendam, nisi plus  
obstante licentia Regis, ac una ut Consiliū informa-  
rent, quid hactenus hac in re per ipsos actum esset.

Secundo, rescriptis Consiliū Flandriae ex Respon-  
sis Episcoporum constare, quod publicatio hujus De-  
creti nullibi in Flandria esse facta, non obstantibus  
Literis Internuncii Apostolici cum in finem datis,  
nisi Brugis, ubi Episcopus ad exemplum sui Metro-  
politani ( Archiepiscopi Mechliniensis ) publicationem  
attentaverat.

Tertio, significavit Consiliū, quod contra attenta-  
tam hanc publicationem per Episcopum Brugensem Fi-  
scales Regii egerint ad ejus Cassationem, quemadmo-  
dum contra attentatam publicationem per Archiepiscopum  
Mechliniensem factam fuerat per Fiscales Bran-  
tiae, uti in initio sui Respondi notaverunt.

His mediis tamen praeviam contra similem novita-  
tem credebant Consiliū Flandriae, una tamen supplicans  
apud Consiliū Privatum, ut impoſuerit publica-  
tionem ejusmodi Bullarum suspendat, five non permit-  
tat earum executionem, saltem quoadusque praevie  
habeatur super illis iudicium Consiliorum Provincia-  
lium.

Monent praeterea id vel maxime hoc tempore vi-  
deri necessarium, uti Curia Romana tantopere Prin-  
cipum Jura intercepti, & ubi nonnulli nimia audacia  
contra Jus Placiti continuo declamare audient, cum  
tamen ( inquirunt ) hoc Jus sit unicum medium sus-  
tinentis libertatibus, ac Juribus Ecclesiarum, & po-  
pulorum contra usurpationes indebitas Officialium  
Curiae Romanae. Integre haec Literae exhibentur in  
Appendice Monumentorum sub lit. B.

## §. IV.

*De Literis Regiis super publicatione ejusdem Decreti  
die 6. Septembris 1657. per Nuncium  
Hispaniae imperantis.*

Curia Romana probe intelligens spem nullam af-  
fulgere, ut apud Gubernatorem, aut Consilia  
Belgii publicationem sepe dicti Decreti die 6. Septem-  
bris 1657. sub praetextu quod esset Dogmaticum, sine  
praevius Literis Placiti hic in Belgio obtineret, resolvit  
in Hispania per Nuncium Apostolicum apud Re-  
gem Catholicum residentem impetrare Mandata Re-  
gia, quibus ipse Rex publicationem independentem  
Literis Placiti fieri juberet.

Habebat in primis ex Epistola Philippi Quarti die  
prima Aprilis 1659. data ad Gubernatorem Belgii,  
per Nuncium Apostolicum depositis fuisse apud Re-  
gem Catholicum querelas, quod Consilia Regia pre-  
tenderent impedire Decretorum, & Bullarum Suae San-  
ctitatis in materia Dogmatica publicationem, & ex-  
ecutionem, quoadusque illa examinasset, & probas-  
sent, & Literae Placiti super iis essent expeditae, ut-  
que ita Decreta fidei a suo examine, & iudicio de-  
pendere facerent.

His

His Nuntii Apostolici querelis perterritus Rex Catholicus voluit per Gubernatorem Belgii super hoc negotio informari, qui Regiis Literis respondit die 3. Aprilis ejusdem anni, una Regi submittere Consilia sive Advia menta in hoc negotio expedita tam per Consilium Privatum, quam Brabantie.

Porro Nuntius Apostolicus, ut contra has informationes Regis animam praeveniret, mense Junio offerendum consensit Memoriale ipsi Regi, in quo inter alia asserbat, Placitum Regium non requiri super Decretis Dogmaticis, sed duntaxat in materiis Beneficialibus, & litigiis inter partes, idque consonare Doctrina Jurisperitorum Belgarum.

Conformiter ad hoc Memoriale Rex Catholicus Philippus IV. Literas dedit ad Gubernatorem Belgii, quibus inmandat, hujus Decreti publicationem perimiti, autem, quod materiam, de qua agitur, sit pure Dogmatica, & Placitum non requiratur nisi in materiis Beneficialibus, & litigiis inter partes.

Post haec addit Rex, intentionem suam esse, ut non recedendo à stylo & aliis apud Belgas in aliis occasionibus simili in materia observari consuevis, publicatio hujus Decreti permittatur sicut sub eadem forma, qua ex Mandato meo (ait) facta fuit publicatio aliarum Bullarum Suae Sanctitatis concentum Librum Jansenii. Epistola habetur in Appendice sub lit. T.

Ex toto contextu harum Literarum nequaquam obfusum est, Ministris Regiis, qui in his Literis concitandis Regis fuisse à Consiliis, & Secretis, voluisse Suae Sanctitatis, & Curiae Romanae hac in re satisfacere, ne tamen inveterata Provinciarum Jura, & usitatas hactenus Consuetudines invertere viderentur, Clausulam adiecit, qua dicti Jura illa servari velle indicabant, & qua mediante in favorem Suae Sanctitatis, & Curiae Romanae datum videbatur, quodammodo invertebatur, ut ex dicendis patet.

## §. V.

*Qua praeservatione Juris Placiti facta sint post receptas praedictas Literas Regias*

Gubernator Belgii, receptis his Regiis Literis, volens procedere juxta styllum, & usum in Belgio hactenus usitatum, prout in Literis Regiis ipsius significabatur, easdem communicavit Consilio Status, & Consilio Privato cum premissis, quae Literis Regiis insertae annexae, atque habita eorum Sinceriora scripta ad Consilia Regia, itidemque significavit, intentionem Suae Majestatis (ut ipsa expressis verbis ad Nos, ait, rescriptis) non esse, ut velit ad publicationem Constitutionum Dogmaticarum à Sua Sanctitate emanatarum necessarium esse Literas Placiti obviare.

Quare (inquunt) cum sufficienter appareat, dictam Constitutionem esse Dogmaticam, ordinamus nomine, & ex parte Suae Majestatis, ne moveatis aut interponatis difficultates, quancunque adversus publicationem illius Constitutionis aut aliarum, quae ejusdem naturae se possent offerre, cum ipsa aique intel. e. te fuerint esse tales. Literae haec integre exhibentur in Appendice sub lit. V.

Cum igitur Literae, quae mittebantur nomine Regis per Gubernatorem ad Consilia Provincialia essent expeditae per Consilium Status vel Privatum, secundum usitatum styllum Praeses Consilii apposuerat his Literis, quibus publicatio Decreti permittebatur, signaturam suam appositam duabus Literis Pr. quae duae Literae idem sonant, quod *Vidit*, cum stylo significatur, quod Decretum, cujus publicatio permittitur, fuerit una cum Literis in Consilio visum, & examinatum.

Hanc signaturam appositionem repavit Nuntius Apostolicus aequivalente scripta Literis Placiti, eo quod per eam indicari videretur, quod etiam Bullae Dogmaticae antequam publicari possent, deberent in Regiis Consiliis recognosci, & examinari, praestitum quia in ipsis Literis Gubernatori idipsum non obscure significabatur, quandoquidem expressis terminis declaratur, intentionem Suae Majestatis quidem esse, non requiri praeviae ad publicationem Bullarum Dogmaticarum Literas Placiti, addita hac Clausula. *Cum ipsa aique intellecta fuerint esse tales*, quae Clausula evidenter supponit, Bullas, quae Dogmaticae esse praetenduntur, ut minus Con-

siliis Regiis esse exhibendas, priusquam publicentur, ut Consilia Regia videant, & intelligant, quod fiat Dogmaticae.

Itaque Nuntius Apostolicus apud Suam Catholicam Majestatem in Hispania residens rursus contra hanc signaturam, & praedictam Clausulam querelas suas per libellum supplicem deposuit apud Regem Catholicum, quo exponeret Regi, quod in Literis, quibus Intentio Suae Majestatis super publicatione Bullarum Dogmaticarum, ac signanter hujus Decreti die 6. Septembris 1667. insinuat fuerat Consiliis Regiis, permitteretur adhuc libertas ipsidem Consiliis examinandi, & recognoscendi similes Bullas, priusquam earum publicationem deberent perimittere, quodque illud esset ipsa harum Bullarum publicationem declarare dependentem & suspensivam à iudicio, & recognitione Consiliorum Regiorum, nec non idem esset, ac si super his Bullis requireretur Placitum Regis ante earum publicationem.

Hunc libellum supplicem Nuntius Apostolicus una cum annexis misit Rex Catholicus per Literas die 12. Augusti 1660. ad suum in Belgio Gubernatorem, qui libellum examinandum misit ad Consilium Status, & Consilium Privatum.

Cum autem Consilia probe intelligerent, quam periculosum esset, & quantum praedicti Juribus Regiis, & Provinciarum Privilegiis, ac inveteratis Consuetudinibus generari posset, si Bullae, quae dicuntur Dogmaticae, permitterentur indifferenter in his Provinciis publicari, anequam in Consiliis Regiis viderentur, & recognoscere essent ut tales, non judicant quidquam circa Literas nomine Regis ad Consilia missas esse mutandum, unde, & hic Nuntius Apostolicus conatus mansit sine effectu.

Interim Archiepiscopus Mechliniensis, accepta notitia intentionis Suae Majestatis super publicatione dicti Decreti prout per Literas Gubernatori insinuata erat, novum Decretum die 18. Februarii 1660. expeditum Decretum denuo publicari iussit.

Sed quia in sua Ordinatione sive Literis nullam fecisset Archiepiscopus mentionem Literarum Regiarum, quibus hujus Decreti publicatio permittebatur, Consilium Brabantiae consensit sui muneris esse, ut cognosceret, num Archiepiscopus Literarum Regiarum notitiam accepisset, atque in viam harum ad publicationem processisset: Hunc in finem unum de suis Secretariis ad Archiepiscopum misit, ut super hac re ab Archiepiscopo intelligeret, quid hac in parte contigisset: Respondique Archiepiscopus, se accepisse notitiam Literarum Regiarum, & conformiter ad intentionem Suae Majestatis publicationem mandasse, quae habentur ex Consulta Consilii Brabantiae ad Gubernatorem Belgii die 7. Aprilis 1660. apud quem querelas deposuerat Interventum Apostolicum, quasi Consilium Brabantiae voluisset per hanc Secretarii sui ad Archiepiscopum missionem novum impedimentum adferre publicationi hujus Decreti contra praedictas Literas Regias.

In eadem Consulta significavit Consilium Gubernatori, quod, postquam intellexerat, publicationem per Archiepiscopum factam in viam Literarum Regiarum, iurato miserit suum Secretarium ad Archiepiscopum, ut ipsi significaretur, resolutionem Consilii esse, ut nulla Bulla, quae praetenditur publicari tanquam Dogmatica, possit publicari ut talis per suum Districtum sive Dioecesim, nisi prius Bullae illae fuerint *visae & recognoscitae ut tales*.

Uterius scribunt ipsi Gubernatori, hanc suam resolutionem sibi videri plane conformem intentioni Suae Majestatis in Literis ad Consilium datis expressis, & plane conformem rationi, & quieti ipsius Status, adduntque, quod aliud velle praetendere, esset eipere Suae Majestati indubiatum Jus, quod ipsi Jure supremae Regali competit, omnino ut intelligere queat, quid in suo Sinarum, & Regno agatur, & prevenire, ne sub praetextu Bullarum Dogmaticarum publicentur talia, quae Status ipsum turbare possent, cum Juri (inquunt) non magis quam suae supremae Regalitati sive Coronae Suam Majestatem velle vel posse renunciare credimus in praedictum suorum Vassallorum, & Subditorum. Integra haec Consulta una cum Resolutione Consilii, & Relatione ipsius Secretarii, quarum in Consulta mentio occurrit, exhibentur in Appendice sub lit. X.

Eo-

Eandem fuisse Resolutionem firmam, & constantem ipsius Concilii Privati, publicationem scilicet aut executionem Bullarum Romanarum, sub pretextu quod essent Dogmaticae, hic in Belgio nequaquam esse permittemdam, priusquam in Concilio Regis fuerint visae, & ut tales recognitz, haberet ex his, quae acta fuerunt anno 1682, occasione Decretorum die 8. Augusti, & 5. Septembris Congregationis S. Officii, quibus proscribebantur respective Theses Gummari Huggens Doctoris Theologi in Universitate Lovaniensi, & Petri de Vos Theologi Societatis Jesu.

Horum Decretorum publicationem commisit Dominus Internuncius Archiepiscopo Mechliniensi: Quod ut intellexit Concilium Privatum Literas misit ad dictum Archiepiscopum 9. Decembris ejusdem anni 1682, quibus declarabat Bullas, aliasque Pontificias Dispositiones, dum concernunt materias Dogmaticas, exhibendas esse Concilio, ut ab eodem inspiciantur ac probabilibus agnoscantur, priusquam publicentur.

Cum vero harum Literarum notitiam accepisset Internuncius, libellum obtulit Gubernatori Belgii, in quo proluxe astruere conatur, publicationem Bullarum vulgo Dogmaticarum non posse impediri vel suspendi, quoadque in Concilio Regis fuerint visae, & examinatae, ac ut tales recognitz, praevidique Literas Concilii Privati, in quantum publicationem fieri non permittunt, quoadque ut tales in Concilio fuerint recognitz, esse revocandas eo precipue fundamento, quod essent contrariae praedictis Literis Philippi Quartii die prima Aprilis 1659.

Quin & praetendit Marchionem de Caracena tunc Belgii Gubernatorem in Literis suis, quibus Literas Philippi IV. misit ad Concilia Regia, inferendo eam Clausulam: publicationem Bullarum Dogmaticarum non esse impediendam, nisi visae & recognitz fuerint ut tales, contravenisse menti & intentioni Sui Regis Majestatis. Integer libellus exhibetur in Appendice sub lit. 7.

Hunc libellum Gubernator examinandum misit Concilio Privato.

Concilium, viso & examinato hoc libello Internuncii, Literas scripsit nomine Regis ad Archiepiscopum Mechliniensem mense Decembris 1685, in quibus significat Domino Archiepiscopo, quod bene fecerit in conformitatem Literarum die 9. Decembris 1682, non publicando dicta Decreta, antequam Concilium vel per ipsum Archiepiscopum vel Internuncium Apostolicum esset informatum; nunc autem (air) consideratis, & attentis contentis istorum Decretorum, eorum publicationem permittimus. Literae hae integre habentur in Appendice sub lit. Z.

Ex quibus evidens est, Concilii Privati, non secus ac Brabantiae firmam ac constantem fuisse Sententiam, etiam omnibus rationibus Internuncii in contrarium examinatis, & perpenis, Bullas Dogmaticas non esse publicandas, nisi prius in Concilio Regis visae fuerint, & ut tales recognitz, quod in effectu coincidit cum ipsa Placitatione, nec Marchionem de Caracena eam Clausulam suis Literis inferendo Literis Regis contravenisse, sed & contrario menti, & intentioni Regis fuisse obsecutum.

Hanc Conciliorum, resolutionem quoad Bullas Dogmaticas investitae praxi Belgii, nec non scopo Placiti Regii esse consonam, & ad praevendendam incommodam ex praecipiti Romanae Curiae Decretorum publicatione, & executione omnino necessariam esse, parte sequenti fusius ostendetur, atque inde consequens apparebit, quod Regi Catholico fuerit obrepum, dum per Nuncium Apostolicum ipsi fuerat persuasum, Literas Placidi in Belgio non requiri, nisi in materiis beneficiis, & litigiosis inter partes.

Idem Placidi usus astruitur ex Actis occasione Decretorum die 17. Januarii 1691. & 20. Aprilis 1668. respective per Concilium Brabantiae, & Parlamentum Mechliniense.

## §. I.

Exponuntur Acta per Concilium Brabantiae occasione praefati Decreti die 17. Februarii 1691.

**M**ox ut hujus Decreti, quo proscribebantur plures Libri, Exemplar recepit Internuncius Bruxellis residens, illud misit die 3. Martii per Literas ad Archiepiscopum Mechliniensem, eidem Archiepiscopo significans, quod ruto in hac, & alijs Diocesis Decretum hoc posset popolari, etenim (inquit) praevie curavi illud notificari Regio Ministerio. Epistola integra Internuncii exhibetur in Appendice sub lit. A. A.

Proinus à receptis his Literis Archiepiscopo Mechliniensi Decretum illud jussit publicari, & affigi Valvis Ecclesiarum Collegiarum SS. Michaelis, & Gudulae Bruxellis.

Hae affixio & publicatio ut innovit Procurator generalis Concilii Brabantiae, obtulit libellum Supplicem Concilio, quo exposuit, se vidisse die 8. mensis Martii ejusdem anni affixum Valvis praedictae Collegiae Ecclesiarum saepe memoratum Decretum Romanum, ad cujus calcem habebatur: *Publicetur. Datum Mechliniae die 3. Martii 1691.* (& inferius) *De Mandato Illustrissimi & Reverendissimi Dom. Archiepiscopi Mechliniensis*, & in margine habebat, sigillum Archiepiscopi.

Cumque haec affixio, & publicatio Romani Decreti (ut prosequitur Procurator generalis) fieri inaequet sine praevius Literis Placiti ab hoc Concilio obtentis, concludit, petique, ut praedicta affixio, & publicatio hujus Decreti declararetur irrita, & nullius effectus, & in consequentiam eidem Archiepiscopo mandetur, ut eandem affixionem, & publicationem revocet, & annullet. Libellus integer exhibetur in Appendice sub lit. B. B.

Concilium Brabantiae, priusquam disponeret super hoc libello, eundem per Literas clausas communicavit scilicet Domino Archiepiscopo, ut intra octiduum ab infusione responderet, interdicendo inveniendi sine praedictio Patrii ulterius quidquam attentare. Ad ista illa cum Literis ad Archiepiscopum habentur in Appendice sub lit. C. C.

Dominus Archiepiscopus, habita communicatione libelli Procuratoris Regii, misit Dominum Malo Secretarium suum ad Procuratorem Regium, ut nomine Archiepiscopi ostenderet illi Epistolam Domini Internuncii, cujus authenticam Copiam portexit ad manus Procuratoris Regii, ut inde parceret, Dominum Archiepiscopum non processisse motu proprio ad hanc publicationem.

Declarans in super idem Dom. Malo nomine ejusdem Domini sui Archiepiscopi, haudquaquam mentem Archiepiscopi esse posthac attentare ullam similem publicationem aut affixionem Decreti à Sacra Congregatione vel à Sua Sanctitate emanantis, absque praevio Concilii Brabantiae Placito, qua mediante data Declaratione quaestio hae sospita fuit, nihilque per Concilium ulterius actum; monuit tamen Cancellarium Procuratorum Regium, ut hujus Declarationis memoria servaretur. Integra haec Declaratio refertur in Appendice Monumentorum sub lit. D. D.

Igitur etiam Archiepiscopus Mechliniensis agnovit, non tantum Decreta Romana in materia Beneficiali, sed etiam super prohibitionem librorum, non posse in Brabantia publicari, nisi praevio obtento Placito in Supremo Brabantiae Concilio.



Referuntur *Acta Parliamenti Mechliniensis occasione  
prædicti Decreti die 20. Aprilis 1668.*

**A**NNO 1666. prodit libellus Gallicus, cui titulus *Le Nouveau Testament de Nostre Seigneur Jesus-Christ traduit en François selon l' Edition Vulgate, avec les différences de Grec, inpressus Montibus Hannoniæ cum approbatione Archiepiscopi Cameracensis, & Episcopi Namurcensis, nec non approbatione Jacobi Pontani Doctoris Theologi in Universitate Lovanienti, & Consensu librorum Apostolici, & Regii, una cum Privilegio Regis Catholici in Consilio Privato.*

Hic libellus, non obstantibus prædicto Privilegio Regio, ac dictis approbationibus, denunciatus fuit tanquam notius, & in perversum sensum verum Novum testamentum detorsus, Clementi IX. Pontifici, à quo tandem prodit Decretum de die 20. Aprilis 1668.

Hujus Decreti exemplaria mox per Belgium spargi coeperunt, aique singularem nonnulla per Diocesim Mechliniensem, Sede Archiepiscopali vacante.

Hoc cum inaudisset Procurator Regius Parliamenti Mechliniensis, nuntium hoc Decretum Romanum sine prævio Placito Regio sub dicto Parlamento spargi, & divulgari, mox libellum Supplicem huic Parlamento offerendum duxit.

In hoc libello primum exponit Procurator Regius, quod ratio fundamentalis Provincie, exemplum legum Regiorum, & inveterata consuetudo à temporis immemoriali inviolate conservata, nec non plurimarum Perpetuatum Principum nostrorum sanctiones non permittant, ut Episcopi, aut forum Vicarii, Sede vacante, recipient, aut permittant publicari, aut introduci in suam respective Diocesim ullam Bullam, aut Rescriptum Curie Romanæ, seu aliquam examinationem, & in Regis, Consilia ad hoc deputatis discussis, ritque placetata fuerint, itque (au) iustissima ex causa, ne alias hinc contingat, auctoritatem Regiam, & Regiamque Sui Majestatis violari, & quod Vassalli, adigantur ad parendum mandatis, quo contingeret esse incompatibilia cum moribus, & consuetudinibus patriæ.

Deinde exponit, sibi innotuisse, quod is, qui vice Internuncii tunc temporis gererat, prædictam Bullam contra hunc libellum, licet prædictis Approbationibus, & Regio Privilegio munitum, insinuare scilicet Episcopis, & Vicariis, & Sede vacante, sub dicto hujus Parliamenti, licet hæc Bulla necdum per Consilia Regia esset visa, multo minus placetata. Post hæc concludit, petique, ut per Parlamentum Vicario generali, & Vicariis, Sede vacante, mandetur consignare omnia Exemplaria hujus Bullæ per ipsos concepta, cum inhibitione reimprimendi, reimprimi faciendi, publicandi, aut divulgandi per Diocesim sub pena apprehensionis, seu arrestationis temporalium, aut alia, ut Consilio videbitur.

Super hoc libello Procuratoris Regii Parliamentum interdictis, tam Vicario generali, quam Vicariis publicationem dictæ Bullæ directæ, sive per impressam, sive per scriptam, quoadvisque aliter, fuisse ordinatum. Libellus cum Apostilla exhibetur in Appendice Monumentorum sub *lit. E. E.*

Concorde proinde fuit Regiorum Consiliorum Sententia, usum Placiti etiam se extendere ad Decreta, quibus libri proferuntur, ne alias per simulum Decretorum, & Bullarum executionem Jura Principis, Privilegia, & inveterata Provinciarum Consuetudines nonnunquam inverterentur, atque hinc in plurimam incommoda Republica, & Ecclesia incidere possent.

*Van Esden, Paris VI.*

Astruunt idem usus Placiti in Regno Galliarum super Decretis Romanis, quibus Libri proferuntur.

*S. L.*

Astruunt ex illis, quæ acta sunt occasione Bullæ Alexandri VII. contra vana Consensus Facultatis Theologicae Parisiensis.

**N**ON tantum in Belgio usum Placiti Regii ad omnem Bullarum speciem extendi, & utatum esse, sed & in aliis passim Regibus, & Provinciis obtinuisse, jam supra probatum fuit.

Et quidem *par. 4. cap. 2. §. 2.* vidimus, quod & in Regno Hispaniarum frequenter soleant Decreta Romana, quibus libri Jura Regia propagantes proferuntur, auctoritate Regia retineri, sive eorum executioni suspendi, quod idem est, ac si juxta usum in Belgio morem ob non obtentum Placitum Regium publicatio, & executio Decretorum staret.

In Regno Galliarum notum est, quod ut probari debeat, usum Placiti eo in Regno ad nullam speciem Bullarum speciem restringi, sed iterum Regum Edictis, & Parliamentorum Arrestis decretum esse, ut nulla quævisque Bulla, seu Decreta Romana ibidem publicari, aut executioni mandati queant, nisi prius Literis Patentibus, quas *Paratis* vocant, in Supremo Regis Concilio obtentis, & expeditis.

Ut tamen amplius cluceat hujus Regni praxis, & qualiter se interponant Regia Parlamenta supra publicatione, & executione Bullarum, seu Decretorum Romanæ Curie, quibus libri, seu scripta proferuntur, duo eaque recentiora hic juxta Exemplum adducere.

Primum spectat ea, quæ acta sunt occasione Bullæ Alexandri Septimi de anno 1665. quæ proferuntur hinc Consensus Facultatis Theologicae Parisiensis. Prima eorum Consensus die 24. Maji 1664. spectabat librum sub fidei nomine Jacobi de Vornant, cui titulus: *Le Dessein de nostre Saint Pere le Pape, & de Monseigneur les Cardinaux, les Archevêques, & Evêques, & de l'employ des Religieux Alexandrins, contre les erreurs de ce temps, par JACQUES DE VERNANT.* & quo libro plures extracæ propositiones singularem per Facultatem Theologicam Parisiensem consuebantur, tanquam Ecclesiasticam Hæresicam, auctoritatem Ecclesiæ, nec non ipsam Regalem potestatem evanescens.

Alteræ Censura ejusdem Facultatis die 3. Februarii 1665. dirigebatur adversus librum, cui titulus: *Opusculum de Amadens Guimerius de Lemara autore, principalis Professor de la Sacree Theologie, traitant en particulier de la plupart des matieres de la Theologie Morale, pour satisfaire aux plumes que sont quelques personnes des opinions morales de Jesuites sur les Traitez des pechez, de l'opinion probable, &c.* & quo similiter plurimæ propositiones exceptæ singularem Consensu innotabant, namque in praxi perniciose, & omnem Moralem Christianam penitus evanescens.

Ut primum hæc censura Typis mandata in publicum prodierunt, & Romanæ delatæ fuerunt, non parum Pontificem Alexandrum VII. ipsamque Curiam Romanam offenderunt, ac notanter Censura in propositiones extracæ ex Libro Jacobi de Vornant, quasi per eas in Jurisdictionem, & auctoritatem Sedis Apostolicæ, temerario ausu attentatum fuisset.

Hanc sum indignationem, & offensionem significavit Pontifex per Literas in forma Brevis die sexta Aprilis 1665. ad Regem Christianissimum, in quibus hæc scribit: *Venerabilis Frater noster Archiepiscopus Tarvensis, & Nuncios Apostolicos nomine nostro reseris Majestati tue, quam gravi sensu dolores Censuræ Theologorum Sorbonæ Pontificis animam affecerunt, omni studio, quantum maximo poteris, à se peto, ut auctoritate Regia prolo esse velis, quo illa omnino revocetur, quod propositum speramus de singulari pietate tua, quæ propositiones Apostolicæ Sedi tam adversas,*

*E & in.*

& injurias in Reges, & Academia sua tolerare non poterit.

Cum vero intellexisset Pontifex spem non esse, Regem velle auctoritate sua inducere Facultatem Theologicam ad revocandas Censuras in prædictas propositiones ex Libro *Jacobi de Pernam* excerptas, tandem septimo Calendis Julii 1665, Bullam, quæ incipit: *Cum ad aures*, edidit & publicari jussit, in qua primum significat ad aures suas pervenisse prodidisse duos Libellos, quorum alteri titulus est: *Censura Sacra Facultatis Theologie Parisiensis in Librum cui titulus est: LA DEFENSE*, &c. Alteri vero titulus est: *Censura Facultatis Theologie Parisiensis in Librum; cui titulus AMADEI GUIMENII*, &c. In quibus Libris (ait) *Censura presumptuosa mouetur aliquæ propositiones, eaque præsertim quæ ad Romani Pontificis, & Sanctæ Sedis Apostolicæ auctoritatem, Episcoporum Jurisdictionem, Patrum manus, Privilegia à Sancta Sede concessa, dispensationes Apostolicas, actionemque moralem pertinent, & alia, quæ & gravissimum auctoritatis Scripturæ, & perperno Catholicorum usu nituntur.*

Ultæius alicui, quod sine publico Catholice Religionis decimento prædictæ Censura in commemoratis Libris sine debita Ecclesiæ animadversione, & damnatione remanere nequeant.

Hinc *manu proprio, & ex certa scientia, & de plenitudine potestatis præfatus Censuras, vel presumptuos, temerarias, acque scandalosus auctoritatis Apostolicæ damnas, & pro damnatis haberi vole, easque nullas valere, & roboris fuisse, sed cassas, & irritas esse declarat.* Pluræque addit, ut omnis harum Censurarum usus, & memoria penitus aboleretur, ut plenius cognosci, potest ex ipsa Bulla, quæ integræ exhibetur in Appendice sub litt. P. F.

Ne tamen ob hanc suam Bullam prædicti Libri, aut propositiones in eis contentæ, siue à Facultate censurate, siue non censurate, per Sedem Apostolicam probari viderentur, suæ Bullæ hanc Clausulam annexendam censuit: *Ceterum ultæius de præfatis Censuris Judicium, deque episcopibus in prædictis Libris Jacobi de Pernam, & Amadei Guimenii contentis, necnon de aliis in istem Censuris expressis, siue in eis præmemorata opiniones notentur, siue non, nobis ac Sanctæ Sedis Apostolicæ reservamus.*

Hæc Bulla, ut primum in Gallia innotuit, ejusque exemplaria per Regnum quaquaversum dispersa fuere, mirum in modum ipsam Facultatem Theologicam Parisiensem turbavit, & exciterat, atque sine mora Regis Ministris de ea certos reddidit.

Hi expedites ipsam Bullam, existimantes, per hanc Bullam per indicendum quodammodo probari propositiones ex libris illis excerptas, Juribus Regiis, nec non Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ, ac Doctrinæ hæcenus per Ecclesiam Gallicanam, tam constantè conservatæ oppositas, nec non ipsam Moralem Christianam funditus evitantes, ac insuper ipsam Facultatem Theologicam Parisiensem spoliari auctoritate censurandi per Judicium Doctrinale Doctrinas perniciosas, quæ auctoritate per plura secula hæcenus pacifice usa fuerat.

Itaque Officium Fiscalis contra hanc Bullam Regium Parlamentum interpellavit, atque eorum Patimento 29. Julii 1665, querelas suas depositis Advocatus Regius Dionysius Talon, tanquam prædicta Bulla, reprobando Censuras Facultatis Theologicæ, sat patenter probaret Doctrinam in propositionibus illis contentam, non tantum Moralem Christianam eversionem, sed & Regiæ auctoritatis, & præminentiæ, nec non Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ directe oppositam, ac ipsam Facultatem auctoritate censurandi erroneas doctrinas spoliaret, uti latius in suo Discursu exposuit, qui integræ exhibetur in Appendice sub litt. G. G.

Post hæc ipse Advocatus, & Procurator Regius coneludentem postulantes, ut reciperetur tanquam appellanti ab abusu, & ut Jus dicendo super appellatione, Bulla declarator nulla, & abusive, tanquam contraria Sacris Canonibus, Libertatibus Regni, & Juribus Universitatis, & in casum, quo Curia super principali Jus dicendum non existimaret, saltem Acta daretur recepta appellationis, atque intra viduum esset probare offendentem, pluraque adduxit, quæ ad in-

regram Bullæ suppressionem, & Censuram Theologicæ Facultatis conservationem, & observationem facere possent, uti intelligi potest ex integra Conclusione, quæ habetur in Appendice sub litt. H. H.

Super his conclusionibus Parlamentum Regium pronunciavit eodem die 29. Julii, concessisse Procuratori Acta interjectæ appellationis tanquam ab abusu ab hac Bulla, eidem injungens, ut intra triduum media appellationis reproduceret. Interim inhibuit omnibus Regiis Subditis, retinere, legere, publicare, aut vendere prædictam Bullam, mandans insuper, ut qui copias dictæ Bullæ habuerint, eas ad Curiam deferant, ut supprimantur, manuteneant ipsam Facultatem Theologicam in quasi possessione Juris censurandi libros continentes Doctrinam contrariam Ecclesiasticæ Disciplinæ, Moralis Christianæ puritati, Juribus Coronæ Regiæ, & Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ: declarans insuper quod Censura Facultatis Theologicæ super libris *Jacobi de Pernam, & Amadei Guimenii*, in Registris Curie registrabatur, præterea inhibens omnibus aliquam ex propositionibus censuratis sustinere, siue in suis libris evulgandis, siue in Concionibus, aut Prædicationibus, sub pena quod contra eos extraordinarie procedatur. Voluit adhuc ut Superiores quatuor Ordinum Mendicantium, nec non Bernardinorum Collegii Claromontani, aliorumque Collegiorum, in quibus prælegitur Theologia, ad Curiam venire juberentur, ut ipsi ibidem præcipere, ne ii, qui in eorum Collegiis, aut Domibus Sacram Theologiam prælegunt, ullam ex propositionibus censuratis prælegerent, aut sustinerent: Quod sine mora ad instantiam Procuratoris Regii procederet ad informationem eorum, qui hanc Bullam imprimere, aut publicabunt, & præfati Archiepiscopi contravenient, injungentes Stephano Sainctor, & Petro Brillac Consiliario Regio, ut una cum aliquo ex substitutis Procuratoris generalis Sabbato sequenti interfirint congressum Facultatis Theologicæ, ipsam Facultatem exhortaturi, ut continet suas Censuras, ubi occasio se offerret, eodem zelo, quo hæcenus processit, ac una prælegi faciant præfatis Archiepiscopis, & Registris Facultatis faciant. Denique injungitur, ut hoc Archiepiscopo Parlamentum mittatur ad omnia Tribunalia & Universitates sub districtu ipsius Parlamentis, ut ibidem prælegatur, publicetur & registratur, injungens substitutis Procuratoris Regii, nec non Rectori Universitatis invigilare, ipsanque Curiam intra mensem de omnibus informare, prout hæc omnia in ipso Archiepiscopo exprimuntur, quod integrum exhibetur in Appendice sub litt. I. I.

In conformationem hujus Archiepiscopi designato die Sabbati prima Augusti comparuit in Congregatione Facultatis Theologicæ Petrus Brillac, tamque certiorum reddidit, de protectione Regiæ adversus ea omnia, quæ occasione Censurarum contra libros *Jacobi de Pernam, & Amadei Guimenii* attentari possent, eamque exhortatus est nomine Parlamentis, ut zelum, quo hæcenus processit, continuaret, ut per suas Censuras aliis præterit, atque quodammodo moveret, & incitaret, ad conservanda premissa Ecclesiæ Jura, quæ ipsam in suo splendore retinebant, & Sedem Apostolicam in suis legitimis prerogativis. Uti latius in ipso Discursu, qui integræ exhibetur in Appendice sub litt. K. K.

Post hunc Discursum, prolixiorum habuit Dominus de Harlay substitutus Procuratoris Regii Partis suæ, in quo solus discursit de nullitatibus hujus Bullæ, ac de iustitia harum Censurarum, nec non de auctoritate, quam hæc Facultas in censurandis libris, & Doctrinis ab antiquo habuerit, quantoque hæc Facultas Theologica, tam apud Reges, quam Pontifices in perito fuerit, & quantum ejus Censuras, & Judicio delatum fuerit. Inter quos Discursus exhibetur in Appendice sub litt. L. L.

Quæmadmodum ex Litteris Pontificis ad Regem Christianissimum, nec non ex ipsa Bulla nequaquam obscurum est, præcipuum offensivum, & indignationem Curie Romanæ contra hæc Censuras fuisse ob Censuram in librum *Jacobi de Pernam*, & propositiones ex eo excerptas, nec non ob auctoritatem, quam sibi assumperat Facultas Theologica Parisiensis propositiones censurandi: Ita ex prædictis Discursibus eorum Facilitate Theologica pronuntiatis, nec non Discursu Advocati Regii coram ipso Parlamento, & conclusio-



pius adversus ipsam Bullam. Attestoque super iis fecuro, nequaquam obcurum est, præcipuum causam indignationis, & offensionis Regiorum Ministriarum contra hanc Bullam fuisse, quod per eam videretur probare propositiones ex libro *Jacobi de Vernant* excerptæ, dum Censuræ in eas à Facultate Theologica pronunciatur, ut temerariæ, & scandalosæ declarantur, & ut ex hominum memoria abolendæ damnantur, ac insuper quod per hanc Bullam ipsa Facultas Theologica auctoritate censurandi, qua hætenus gavisâ fuerat, spoliari videretur.

Liber enim fuit nomine *Jacobi de Vernant* divulgatus, nec non propositiones ex eo excerptæ in hoc unico collimant, ut Conciliorum generalium Ecclesiam universalem representantium auctoritatem non à Christo immediate, sed à Romano Pontifice dependere, & descendere faciant, atque ipsam infallibilitatem in fide, & moribus non tam Conciliis generalibus, quam Romano Pontifici attribuant, ipsumque Romanum Pontificem ipsius Concilii generalibus constituunt superiorem, adeoque qui nec eorum Decretis constringi possit: Insuper Episcoporum auctoritatem non immediate à Christo, sed à Romano Pontifice emanare, & ab ipso esse dependentem, in ipso libro, & propositionibus assertat: Quin & ipsam Regiam Dignitatem, & Coronam à Romano Pontifice esse dependentem.

Has similesque Doctrinas in ipso libro, ac propositionibus expressas Galli exilimabant exiosis, & Ecclesiæ Gallicanæ Libertatem plane everitis, & contrarias Doctrinis, & opinionibus ab antiquo constantissime ab Ecclesiæ Gallicana conservatis, & propagatis: E contrario Romana Curia exilimabat per liberos illos, & propositionum ex eo excerptarum Censuram, auctoritatem, & Jurisdictionem Romani Pontificis ipsi tanquam Vicario Christi, & Petri Successori competentem, & à Christo datam, temerarie & presumptuosè audacia labefactari.

De hac Cuius Romanam inter & Ecclesiam Gallicanam super his questionibus controversia animus non est, nec hujus scripti scopus Judicium ferre, sed id unum ostendere, non tantum in Belgio, sed & in Regno Galliz usum Placitii fuisse executione Bullarum, quibus libri proscibuntur, & censurantur, frequentari, similesque Bullas in Regiis Auditoriis revideri, & examini, earumque publicationem, & executionem suspendi, & vetari, si consisteret ex earum publicatione, & executione Libertates Ecclesiæ Gallicanæ, inveteratas consuetudines, aut Regia Jura convelli, aut excravari posse.

## §. II.

*Astutus usus Placitii in Regno Gallia ex iis, quæ acta sunt occasione Bullarum, sive Brevium, quibus proferrebantur respectus quadam Scripta Episcopos S. Pontis, & Tractatus de Origine, & usu Regalia, Auctore D. Andoul.*

**E**odem die 18. Januarii 1710. prodierunt duo Brevia S. S. D. N. Clementis XI. quorum uno proscibebantur tria scripta Episcopi S. Pontii sub hoc titulo. *Mandement de Monseigneur l'Evêque de S. Pons touchant l'acceptation de la Bulle de N. S. P. le Pape Clement. XI. su le cas signé par XL. Docteurs, avec la justification de XXIII. Evêques, qui veulent procurer la paix à l'Eglise de France en 1667. se servoient de l'expression, qui est deve aux Decisions de l'Eglise sur les faits non revelez, avec les moyens de restablir a present cette paix, 1706. ... Nouvelle Lettre de Monseigneur l'Evêque de S. Pons, qui refuse celles de Monseigneur l'Archevesque de Cambray touchant l'insalubrité du Pape, 1707. ... Lettre de Monseigneur l'Evêque de S. Pons à Monseigneur l'Archevesque de Cambray, où il justifie les XIX. Evêques, qui écrivirent en 1667. au Pape & au Roy au sujet des IV. celebres Evêques d'Alais, de Pamiers, de Beauvais, & d'Angers. Response de Monseigneur l'Evêque de S. Pons à la Lettre de Monseigneur l'Archevesque de Cambray, tanquam continentia propositiones falsas, perniciosas, scandalosas, seditiosas, temerarias, schismaticas, erroneas, & sapientes respective hæreticæ, &c. Altero vero proscibitur: *Van Espen, Pars VI.**

beatur Tractatus Idiomate Gallico conscriptus, cui titulus: *Traité de l'Origine de la Regale compose par le Sieur Andoul.*

Horum Brevium Exemplaria mox per Regnum Galliz spargi, & divulgari ceperunt. Hujus divulgationis mox ut Regii Ministri noticiam acceperunt, Brevium illorum tenore expenso, ac attendentes hanc divulgationem, & publicationem sine prævisis Litteris placitii, sive Paratis in Jura, & Libertates Regni impingere, querelas suas super his Brevibus, & eorum divulgatione ad Regium Parlamentum detulerunt. Discurruntque coram Parlamento super iis habuit Guilielmus Franciscus Joly de Fleury Advocatus Regius, quo expulsi in manus suas incidisse Exemplaria prædictorum Brevium, eaque sibi visa esse in forma adeo irregulari expedita, torque Clausulis adeo abusivis relecta, ut reverentia Sedis Apostolicæ debita videretur exigere, ut adhuc merito dubitandum esset, utrum revera hæc Decreta à Sede Apostolica emanassent.

Exponit dein singularem Clausulam in his Brevibus occurrentes, quas præcedit Juribus, ac receptis Privilegiis ipsius Regni, necnon Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ contrarias, eoque titulo abusivas, & in Regno non receptibiles.

Inter has occurrunt plures utrique Brevi communes, ut est illa in primis, quod hæc Brevia contineant condemnationem Scripturum in hoc Regno Galliz impetitorum, absque eo quod hæc Causa, vel per appellationem ad Sedem Apostolicam fuisset devoluta, vel per Regem, aut Episcopos ad ipsam delata, monentque in Brevibus quidem diserte non asseri, ea esse expedita *motu proprio*, ex tenore tamen Brevium manifestum esse, ea ipsa sub hoc forma esse expedita.

Contendit autem, quod si in simili forma expedita Brevia admittentur, Pontifices hinc præterdum possent exercere auctoritatem, & Jurisdictionem immediatam in totam Ecclesiam, quam præterensionem Sacris Canonibus in Regno Galliz in sua puritate hætenus conservatis contrariari, asserere non dubitat.

Secundò, tanquam abusivam arguit Clausulam utrique Brevi communem, qua declaratur, sub prohibitione generali legendi, aut retinendi hæc scripta, nec non sub Communis contra legentes, aut retinentes comminatione, omnes cujuscunque status & ordinis personas comprehendendi, etiam illas, quæ alias sub generali expressione non comprehenduntur, sed nominatim exprimi debent, & consequenter hæc Brevia sub generali prohibitione, & Censuris comprehendendi velle etiam Episcopos Regios Magistratus, quin & ipsam personam Regis.

Tercio contendit, Clausulam, quæ executionem horum Brevium committit Episcopis, idque sub Censuris, quantum absolutio extra articulum mortis soli Pontifici reservatur, Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ, ac notanter Jurisdictioni Episcoporum esse adversam.

Ut autem hujus Clausulæ abusus probet, asserit, has Clausulas non aliter posse considerari, quam sequelas Doctrinæ Ultramontanorum sustinentium, Papam esse Ordinarium Ordinarium, Judicem Supremum, & immediatum fori interioris in omni Diocesi, Episcopum universalem omnium fidelium, quam Doctrinam præterdum, & à S. Gregorio iustissime damnatam, & frequentet per Parlamentum Arestis reprobatam.

Quin & ibidem pluribus ostendere conatur, quod, si similes Clausulæ in hac Ultramontanorum opinione fundata admittentur, sequeretur totius auctoritatis Episcopalis, nec non Ordinis Hierarchici everio.

Quarto, tanquam alium ab usum utrique Brevi communem notat, quod quoad executionem horum Brevium Episcopis, & locorum Ordinariis adjungantur Inquisitores fidei, & his æqualis cum Episcopis auctoritas tribuatur exequendi Brevia, quorum executionem præcipue in hoc Regno Galliz fieri debere ipsa Brevia insinuant, cum tamen in hoc Regno auctoritas hujus Tribunalis Inquisitionis nunquam recognita fuerit nec recognosci possit.

Quinto præterdum, hæc Brevia Juribus Regiis, & Jurisdictioni Regiorum Magistratuum adversari, quia in his mandatur Episcopis, & Inquisitoribus, ut Exemplaria damnatorum scriptorum ad se delata faciant igne absumi, quam auctoritatem in Regno Galliz Judicibus Ecclesiasticis non competere contendit.

Scitis, tanquam abusivam, & juris Regni ac Libertatibus Ecclesie Gallicane adversam proponit Clausulam in utroque Brevis expressam, qua declaratur, per illam publicationem Romæ factam omnes ubique fideles hac prohibitione abstringi, & Censuras comminatas incurrere, nulla alia per Provincias facta publicatione.

Circa Breve vero, quo Scripta Episcopi S. Pontii, nec non Doctrina in iis contenta damnantur, illud specialiter observat, quod per condemnationem Doctrinæ contentæ in Scriptis sub nomine Episcopi S. Pontii damnatis, censetur condemnata persona ipsius Episcopi, tanquam qui Doctrinam illam damnatam sustinuerit.

Hanc autem damnationem, vel eo titulo sustineri, ac recipi non posse, quod sententia pronuntiata sit contra Episcopum, qui in sua accusatione nunquam citatus, vel auditus fuit, idque super Exemplari Scriptorum, quæ quidem nomen ejus præferebant, sed tamen ut sua propria Scripta coram Tribunali, in quo hac Causa agitata fuit, nunquam recognovit.

Notat autem similem damnationem, licet in nulla etiam privata persona, nec in illo seculari iudicio probari possit, multo tamen amplius improbanda venire in Tribunali Ecclesiastico, & in persona Episcopi, cui vigore sui characteris Episcopalis competit judicare de Doctrina, tamque fidelibus exponere.

Uterius urget, quod, si hac per Pontificem facta condemnatio, ut legitima admittatur & recipiatur, nihil relinquitur Episcopis Provincie Narbonensis (sub qua continetur Episcopus S. Pontii) in hac Causa, qui tamen sunt naturales Iudices super Doctrina, & persona Episcopi S. Pontii, tanquam suffraganei hujus Provincie.

Quin si hoc Breve in Regno Gallie admitteretur, & recognosceretur immediata Jurisdicção, quam hic exercere prætendit Pontifex, sequeretur, uti prætendit Advocatus Regius, quod Episcopi, qui judicare debent de Doctrina, & personis suorum Coepiscoporum, nullas alias partes retinerent, nisi condemnandi personam Episcopi, cujus Doctrinam Papa damnavisset.

Exponit præterea nullam specialem propositionem in hoc Brevi designari, in quam cadat condemnatio, sed generaliter, & indeterminate damnari Doctrinam contentam in Scriptis Episcopi S. Pontii, ita ut ipsa damnatio non tantum in particularem aliquam Doctrinam hujus Episcopi, sed & in Sententias de auctoritate Episcoporum in hoc Regno Gallie generaliter receptas, & quæ in hisce Scriptis sparsim occurrunt, & asseruntur, cadere queat: Quin & asserere non veretur, quod si ex tenore hujus Brevis, nec non Clausulis immediate Jurisdictionem Papæ in totam Ecclesiam præferentibus, de ipsa condemnatione sit judicandum, dicendum videretur, quod, dum per hoc Breve Papa intendit condemnare particularem Doctrinam Episcopi S. Pontii, quæ erronea esse possit, una condemnare intendat Doctrinam de auctoritate Episcoporum in hoc Regno receptam, & conservatam.

Cum vero in hoc Brevi non tantum Scripta Episcopi S. Pontii, & Doctrina in iis contenta damnantur,

sed præterea Pontifex declarat, quod contra Auctorem libellorum ardentem prætraditæ sibi divinitus patefactæ procedere intendat, etiam eo ex capite hoc Breve Sacris Canonibus, & Libertatibus Ecclesie Gallicane, moribusque in Regno receptis, adversari contendit, eo quod nequaquam obscurum sit, Pontificem præterdere Causas Episcoporum etiam in prima instantia ad Sedem Apostolicam spectare, quod Sacris Canonibus, ac Libertatibus Ecclesie Gallicane Episcoporum Causas deferentibus iudicio Episcoporum Suffraganeorum, vel Comprovincialium omnino adversari, falsus isidem asserere conatur.

Circa Breve, quo condemnatur Tractatus de Origine Regalie, specialiter monet advertendum, adeo generaliter Doctrinam hujus Tractatus damnari, ut si Breve hoc recipiatur, facile apprehendi possit, ipsum Jus Regalie esse reprobatur, sed vel præcipue Censuram contra Doctrinam hujus Tractatus directam videri adversus universalitatem ipsius Regalie declaratam per speciale Edictum Regium de anno 1673, atque hinc concludit, Breve hoc vel eo titulo non posse admitti tanquam Juribus Regiis omnino adversum.

Hoc Discursu finito, nomine Procuratoris Regii conclusit supplicans, ut Parlamentum per suum Arrestum mandaret suppressionem exemplarium, sive manuscriptorum, sive impressorum præsentium Brevium, nec non fieri informationem contra Impressores, ac distributores exemplarium eorumdem Brevium, ac mox solito hac occasione reiterari inhibitionem distrahendi, aut divulgandi ulla Bullas, Brevia vel Rescripta Curie Romanæ sine prævisis Literis Parentibus in Supremo Consilio Regio expeditis, & una mandaret, ut præsens Arrestum publicetur, & consuetis locis affigatur.

Et ne tamen per hoc Arrestum prætendi possit, particulares Episcopi S. Pontii doctrina in his scriptis contenta probati, monet huic postulato Arresto apponi posse Clausulam, qua declaratur, Curiam nolle per hoc Arrestum eam Doctrinam Episcopi S. Pontii approbare, similique Clausulam posse adijci quoad Doctrinam contentam in Tractatu de Origine Regalie.

Hoc Advocati Regii Discursu, nec non Conclusionem capta per Procuratorem Regium in Parlamento visis, & discussis, prodit ejusdem Parlamentii Arrestum conforme in omnibus præfate Conclusioni. Integer libellus una cum Arresto ipsius Parlamentii exhibetur in Appendice sub lit. A. A. A.

Hoc Arrestum evincit, Ministros Regios usque in hunc diem admodum sollicitos esse, ut hoc Jus Placiti, sive Paratis integrum in sua generalitate quoad omnes Bullas, seu Rescripta Curie Romanæ conservetur.

Insuper ex eodem Arresto, uti & ex Discursu Advocati Regii patefecit, usum Placiti, sive Paratis, & in hoc Regno dirigi, & impendi, ut præcaveatur, ne per præcipuum Bullarum, aut Rescriptorum Curie Romanæ publicationem, vel executionem, Jura Regia, & inveteratæ Regni Consuetudines, nec non Ecclesie Gallicane Libertates incurrantur.



# PARS QUINTA.

## DE USU PLACITI REGII

### Super Bullis Dogmaticis.

#### CAPUT PRIMUM.

Exponitur quodnam censetur Decretum Dogmaticum, & quæ autoritas circa Decreta Dogmatica Principibus competere possit?

##### §. I.

*Quid intelligatur per Bullam Dogmaticam:*



Ulla Dogmatica proprie dicitur à Dogmate seu Doctrina, quæ per Bullam tanquam de Fide credenda, & populo proponenda definitur; vel è contrario tanquam hæretica, & erronea, proscibitur.

Hoc modo sumpta Bulla Dogmatica nequaquam comprehendit Constitutiones aut Decreta, quibus morum Disciplina vel Ecclesiastica politia, siue aliqua ad illam pertinentia præscribitur.

Similes enim Constitutiones seu Decreta non tam Dogmatica, quam Disciplina Decreta dicuntur.

Hac distinctione utens Synodus Tridentina Decreta ad Disciplina morum sanctantia inter Decreta Reformationis retulit, & speciatim à Decretis Dogmaticis, quibus fidei articuli continentur, separavit.

Et quia in librorum prohibitione vel approbatione non solet aliquod speciale Dogma tanquam fide credendum, aut erroneum vel hæreticum rejiciendum declarari, idcirco quicquid Synodus Tridentina quoad prohibitionem vel approbationem librorum vel eorum revisionem edixit, id totum inter Decreta Reformationis retulit.

Extendum quidem est, Decreta quædam, licet duntaxat ad disciplinam pertineant, atque ita pro temporum, locorum, & personarum diversitate varia & mutationi obnoxia, posse esse conducibilia ad Fidei & Doctrinæ puritatem conservandam & stabilendam, sed tamen quia nullum Fidei Dogma tanquam à Deo revelatum proponunt, aut definiunt, proprie dici non possunt Decreta Dogmatica, seu Decreta Fidei nulli mutationi aut variationi obnoxia, sed inter Decreta Disciplina referenda sunt, quæ pro temporum, locorum, ac personarum conditione ad conservandam Fidei integritatem & puritatem possint esse convenientia, vel non convenientia, atque ita tanquam Decreta Disciplina mutationi obnoxia.

Hujusmodi Decreta sunt non tantum ea, quæ librorum proscRIPTIONE concernunt, sed & illa, quibus interdum pro locorum & temporum conditione vetatur, ne quis in hac vel illa materia Dogmatica utatur certis terminis vel expressionibus, eo quod hoc vel illo tempore & loco termini illi vel expressiones facile nata sint inducere in errorem contra Fidem, ubi alio tempore & loco à similibus terminis & locutionibus nullum metuendum esse erroris periculum, eo quod ejusmodi termini & expressiones eo loco & tempore ab omnibus in sensu vere Catholico intelligantur & accipiantur.

Dum igitur questio est de Bullis Dogmaticis, illæ duntaxat vere Dogmaticæ dicenda sunt, quibus certum & determinatum Dogma ut credendum vel ut rejiciendum fidelibus proponitur.

##### §. II.

*Principes non sunt Judices Fidei.*

Indubitatum est, examen ac decisionem Fidei Ecclesiæ ejusque Ministris, non autem Principibus Laicis esse à Deo concedendam, juxta illud S. Leonis: *Sicut Reges præstant in causis sæculi, ita Sacerdotes in causis Dei.* Et illud Gregorii II. in Epistola ad Leo-

nem Maurum: *Scia Imperator Sæcule Ecclesiæ Dogmata non Imperatorum esse, sed Pontificum, qui tua assensum Dogmata tradita, idcirco Ecclesiæ præpositi sunt Pontifices à Reipublica negotiis abstinere. & Imperatores ergo similiter ab Ecclesiasticis abstinere, & quæ sibi commissa sunt, capeant.*

Hæc ut re Osius Cordubensis Episcopus serio monuit Constantinum Imperatorem in Litteris ad eum datis (quas refert S. Athanasius in Epistola ad Solitarios.) *Tibi Deus (inquit Osius) Imperium commisit, nobis quæ sunt Ecclesiæ, concedidit: & quemadmodum qui tuum Imperium malignis oculis carpit, contradicit Ordinationi Divinæ; ita & tu cave, ne quæ sunt Ecclesiæ ad te trahens magno crimini obnoxia sis, dæc (scripsit) est) QUÆ SUNT CÆSARIS, CÆSARI: ET QUÆ SUNT DEI, DEO.*

Verissimum igitur est, Principes in rebus Fidei Judices non esse, atque eatenus ad ipsos non spectat Fidei Dogmata ad suum examen revocare, ut de illis tanquam Judices decernant aut definiant: Nec id unquam Principes Catholici sibi attribuerunt, sed ipsos Pontifices & Episcopos atque Ecclesiæ Pastores Judices & Atque nunquam non agnovit.

Atque ad simile examen pertinet illud Joannis Papæ apud Gratianum in Canone SI IMPERATOR. *Dist. 96. si Imperator Catholicus est, filius est, non præsul Ecclesiæ, quod ad Religionem competit, discere et convenit, non docere.*

##### §. III.

*Quas partes habuerint Principes in Conciliis, in quibus de Fide agatur, nec non in definitionum confirmatione & executione.*

Quantumvis Ecclesiæ nunquam recognoverit in Principibus & Magistratibus sæcularibus auctoritatem decidendis articulis Fidei, nec legamus Principes Catholicos in Judices aut arbitros Fidei sese unquam erexisse, diffiteri tamen nullatenus possumus, jampridem non exiguis fuisse Principum partes in dirigendis Ecclesiasticis Conventibus, in quibus de Fide agebatur, quibus Imperatores & Principes per se vel Oratores suos intervenisse constat ex Actis & Historiis Conciliorum, & testatur ipse Nicolaus I. ad Michaelem Imperatorem his verbis: *Imperatores Synodalibus Conventibus interfuerunt, in quibus de fide tractatum est, quæ universalis est, quæ omni communis est, quæ non solum ad Clericos, verum etiam ad Laicos, & omnes omnino pertinet Christianos.* Extat hoc fragmentum Epistolæ apud Gratianum *Dist. 96. Canone UBINAM.*

Necque tantum partes suas interposuerunt Imperatores & Principes, ut ordo deditus in his Conventibus servaretur, atque tumultus & simulacres compesceretur, omniaque tranquille peragerentur, sed insuper quæ ageretur, & modum, quo in decidendis Dogmatibus in his Conventibus procederetur, observabant, omnem tamen Episcopis tanquam Apostolorum Successoribus judicandis & decidendis libertatem super articulis Fidei conservantes.

Quæ tandem in hisce Conciliis rite decisa & judicata videbant, ipsi sua quoque autoritate muniebant, ipsi Conciliorum Definitionibus subscribendo, vel etiam suis Legibus & Edictis earum executionem & observantiam urgendo.

Id autem potissimum desiderabant Patres, ut, mediante Principum subscriptione etiam Laici facilius ad suscipiendas Conciliorum definitiones inducerentur & allicerentur.

Hinc Patres Concilii Araucanici II. postquam contra hæresim Pelagianam ejusque reliquias veteritatem Catholicam de peccato Originali, libero Arbitrio, Gratia ne-

cessitare, & divina Predestinatione 25. Canonibus expressissent, subiungunt: Et quia, definitionem antiquorum Patrum, nostramque, quæ supra scripta est, non solum Religiosis, sed etiam Laicis medicamentum esse & desideramus & cupimus, placuit ut eam etiam illustres & magnifici viri, qui nobiscum ad præstatam sollicitudinem convenerunt, propria manu subscriberent.

Desiderio Patrum obsecutos fuisse viros illustres, probant eorum subscriptiones, quæ ad calcem hujus Synodi appositæ leguntur tonio 4. Conciliorum generalium *Columna* 1673.

Quin & definita, ut promptis executioni mandari & in omnium notitiam deduci possent, auctoritate Principum promulgari Patres Synodi desiderabant.

Qua de re fidem facit Epistola prioris Synodi Ariminensis, in qua ad Constantiam Imperatorem Patres istius Synodi adhuc Catholicæ ita loquuntur: *Imperator Constantis ab obitu suo dignus omni memoria, hanc Fidem omni cura & diligentia conscriptam promulgavit.*

Omnia quoque acta Conciliorum fidem faciunt, quod Principes Conciliorum Decreta, etiam in materia Fidei sua auctoritate confirmant & muniverint.

Et quam utilem imo pene necessariam pro felici & prompta definitorum executione hanc Principum confirmationem fuisse approbationem crediderint, significaverunt Patres Concilii generalis Constantinopolitani ad Theodosium Imperatorem: *Regimus (inquit) tuam Clementiam, ut per Litteras quoque tua pietatis confirmetur Concilii Decretum, ut ficut Litteris, quibus nos convocasti, Ecclesiam honore posuimus et, etiam finem eorum, quæ decreta sunt, obsequer.*

De hac confirmatione Imperatoria ejusque scopo dixit ad Patres Concilii Chalcedonensis Martianus Imperator: *Nos ad Fidem confirmandam, non ad potentiam ostendendam exemplo religiosissimi Principis Constantii Synodo interesse volumus, ut veritate inveniat, non ultra multitudine prævialis doctrinæ attrita diffuset.* Referuntur hæc Martiani apud Gratianum *Distinct.* 96. *Canone NOS AD FIDEM.*

Neque hæc olim tantum, sed & in novissima generali Synodo, quæ Tridentina fuit, observata sunt: Mandato enim Caroli V. quæ tribus Oratoribus vices suas commisit, ita continetur actorum Concilii Tridentini Sess. 11. *Nostrum locum ut Oratores & Mandatarii nostri habere, res & negotia Religionis & fides, & alia quæcumque in prædicto Concilio tractandi una cum aliis, &c. per omnia adeste, consilium, votum, & Decretum nostro nomine dare, imperiis atque interponere.*

Cui simile est Ferdinandi Caesaris Mandatum datum die prima mensis Januarii anno 1562. *Locum & vices nostras in omnibus Sessionibus, Consultationibus, Deliberationibus, Tractationibus, & Aliis obtinere & gerere; Consilium, Suffragium, Potum & Decretum nomine nostro dare, ferre & interponere, alligare omnia & singula agere, tractare, exercere, concludere & determinare possint & debeant, quæ ad constituendam veram Fidei & Religionis concordiam & unionem, ac Christianam Reipublicam salutem & conservationem promovendam facere & spectare videbuntur.*

Ex his competunt sibi, non minus fuisse Principum partes tum in dirigendis Conciliis, in quibus de Fidei & Religionis negotiis tractabatur, tum in constituendo, & in exequendo quæ circa Fidem & Religionem decrebantur.

Quin & Ritus, Principes ob Episcopis & etiam à Romanis Pontificibus instanter provocatos fuisse, ut sua auctoritate Fidei Decreta & Ecclesiæ Doctrinam munitent, & suis Edictis ad eorum observantiam populos constringerent, per quam convixi difficultat ad Ecclesiæ obedientiam populum induci, nisi temporalius penis Principum auctoritate constingatur.

Eo pertinet scilicet monitum S. Leonis ad Imperatorem sibi cognominem: *Debes (inquit) incunctanter advertere, Regiam potestatem tibi non solum ad mundi regimen, sed maxime ad Ecclesiæ præstatam esse collatam, ut ausus nefarius comprimendo, & quæ bene sunt statuta, defendas, & veram pacem his, quæ sunt turbata, restituas.*

Et illud S. Gregorii ad Genadium Exarchum Africanæ lib. 3. Regist. Epist. 7. *Scito, excellentissime fili, si vultoræ quæris, si de promissis vobis Provincia se-*

*curitate gloriamini, nihil in vobis magis ad hoc proficere, quam zelare Sacerdotum vitas, & intestina Ecclesiæ, quantum possitis est, bella compefcere.*

#### §. IV.

*Principes in usu Placiti non præstent se constitutores Judices super Decretis Fidei.*

Quemadmodum olim Principes Concilii generalibus assistendo, easque dirigendo, ac una cum Patribus deliberando, qualiter controversiæ ac dissidia in materia Religionis & Fidei congruentiori modo dirimi & componi possent, nec non Decreta & definita sua auctoritate monientes & confirmantes corumque executionem urgentes nequaquam se constituerunt Religionis & Fidei Arbitros & Judices; ita hodie Principes volentes per se vel in suis Supremis Auditoriis examinare Bullas Romanas, in quibus Fidei aut Religionis Dogmata definiuntur, nequaquam se præstunt in Judicis Fidei aut Religionis erigere, aut decidere quid fide credendum aut non credendum sit; sed duntaxat suo examini has Bullas seu Constitutiones subijci præstunt, priusquam in suis respective Ditionibus & Territoriis per modum Legis promulgantur & executioni mandentur.

Aliud enim longe est, Principem se interponere promulgationi novæ Legis per suas Provincias, ejusque executioni, & aliud velle judicare de ipsius Articulis & Dogmatibus, sive quid de fide credendum, vel non credendum defineat, uti enim §. præcedenti dictum est, nunquam à Principis officio alienum esse existimatum est externum illud, quod consistit in imperando, promulgando, pacem constituendo.

Licet enim supponatur Decretum aliquod rite conceptum esse in materia Fidei aut Religionis, in quantum spectat nudam Fidei declarationem, sive quid de certo & speciali articulo Doctrinæ sit sentiendum: Plurima tamen circa modum & normam promulgationis & executionis occurrere possunt, quæ Principis examen merito requirant.

Cum enim, ut supra dictum est, Principis Officium sit Reipublicæ tam Ecclesiasticæ quàm Civilis paci & tranquillitati consulere, easque omnia, que cum turbare possent, prevenire, in quantum ipsa Fides & Religio Catholica sinit, Jure merito contendunt Principes Decreta Romana etiam Fidem aut Religionem spectantia ad examen esse revocanda, & Placito suo firmanda, priusquam per suas Ditiones in modum novæ Legis promulgentur, aut populus sibi subiectus illis attingatur, aut ad eorum observantiam per Censuras aliæve media compellatur.

Et sane dum Principes edixerunt, nullum Decretum Romanum hic esse publicandum, priusquam in Regiis Auditoriis fuerit visum & examinatum & Litteris Placiti munitum, unice intenderunt præcavere, ne quidquam in suas Ditiones indiceretur, quod paci publicæ obesset, & ne forsitan sub prætextu Fidei Juræ & Privilegia Provinciarum cum notabili populi perturbatione & publicis incommodis inverterentur, vel nonnunquam subditi per violentiam opprimerentur, eumque esse unicum Placiti scopum & fundamentum *part. 2. c. 2.* ostensum est.

Hæc porro incommoda non minus ex Decretorum vulgo Dogmaticorum, quam ceterorum præcepti promulgatione & executione merito timenda esse, Capite sequenti ostenditur.

## CAPUT II.

Ostenditur unde contingere queat, ut publicatio & executio Decretorum Dogmaticorum in Jura publica impingat.

#### §. I.

*Ostenditur id contingere posse ex modo publicationis seu propositionis eorumdem.*

INDUBITATUM est, Ecclesiam Catholicam eandem semper & ubique Fidem ex traditione Apostolica fide scripto, sive sine scripto conservasse, nec circa articulos Fidei quidquam novi post tempora Apostolorum accidisse.

Ultæ.

Uterius certum est, nequaquam necessarium esse ad hoc, ut quis Fide divina Dogma aliquod revelatum credere debeat; Dogma illud aliqua positiva Lege fuisse ipsi propositum aut intinatum, sed sufficere, ut quicumque ratione ipsi constet, articulum illum sive scripto, sive non scripto à Deo esse revelatum, & ab Ecclesia declaratum & definitum.

Itaque nequaquam dependet à publicatione vel executione Decreti seu Bullae Dogmaticae, ut quis Dogmati assensum Fidei præbere teneatur, eo quod præveniendi omnem publicationem & executionem teneatur quis Fide divina credere Dogma, quod ipsi sufficienter constet ex divina revelatione esse traditum.

Quapropter Placitum Regium nequaquam spectat ipsum Fidei assensum præstandum Dogmati, de quo fidelibus sufficienter constet esse divinitus revelatum; sed duntaxat externum illud, quod consistit in ipsa Dogmatis externa propositione, publicatione & executione, quibus ipsi fideles ad proficiendum exterius dictum Dogma constringuntur, vel circa modum, quo illud populo proponitur, quod externum plane positivum est, nec ipsum Fidei articulum secundum se consideratum & prout divinitus revelatus est, attingit.

Hinc licet Dogmata Fidei ubique & semper sint eadem, ipse tamen modus, quo populo hæc Dogmata proponuntur, & populus ad professionem alicujus Dogmatis constringitur, varius esse potest, & plurima occurrere possunt, quo tempore & uni populo convenient, & alio tempore & populo plurimum obest: Exempli causa Dogma Fidei esse processionem Spiritus Sancti non tantum ex Patre, sed & Filio semper agnovit Ecclesia Catholica, sed modum, quo Dogma illud populo credendum proponitur, vacuum fuisse nemo ignorat.

Scitur enim in primis Patres Concilii Constantinopolitani I. in Symbolo Fidei populo proposuisse Processionem Spiritus Sancti ex Patre, sed Processio Spiritus Sancti ex Filio nominatim non exprimebatur.

Hoc Dogma Processionis Spiritus Sancti ex Filio in Symbolo Constantinopolitano seculo sexto in quibusdam Ecclesiis Hispaniæ insertum, atque una cum Symbolo fuisse populo propositum habetur ex Concilio Toletano III. in quo Goti in Hispania, abjurata Arianae Hæreses perfidia, orthodoxam Fidem professi sunt: In hoc Concilio non tantum Anathema dicitur ei, qui Spiritum S. non credit, aut non crediderit à Patre & Filio procedere, sed insuper hic articulus inferius legitur Symbolo Constantinopolitano, quod ibidem recitari jubetur, his verbis: *Et in Spiritum Sanctum ex Patre & Filio procedentem.*

Tamen illa Ecclesia non minus quam Hispanica articulum illum ut Fidei Dogma agnoscerent, nequaquam tamen illum Symbolo Fidei addendum putaverunt, neque ante seculum nonum Ecclesias Gallicanas eam additionem admisisse legimus.

Ac tandem sub initium seculi noni tempore Caroli M. eam in Ecclesiis Gallicanis invaluisse, sed ab Ecclesia Romana non admittam, imo rejectam fuisse fidem facit collatio, quam cum Leone III. habuere Legati Caroli M. relata tomo VII. Conciliorum generalium *calumnia* 1194.

Ex hac relatione constat Leonem III. agnovisse processionem Spiritus Sancti ex Filio esse Dogma Fidei, sed additionem in Symbolo Fidei per particulam *Filiosque* nequaquam probavit, ratus nefas esse, quidquam citra Ecclesiam Universalem definitionem Symbolum Fidei admittere.

Potentibus autem Legatis Caroli M. nunquid non bene idem fecissent auctores, si quatuor tantum addendo syllabas, tam per necessarium Fidei Sacramentum hunc deinceps seculis perspicuum redderetur? Respondit Leo: Sicur non audeo dicere, non bene fecisse, si fecissent, quia procul dubio sicut cetera, quæ vel omiserunt, scientes utique & non tam humana quam divina illuminati, sapientia fecerunt; ita quocumque non audeo dicere, illud eos nobis minus intellexisse, perpessus est, cui dimiserunt, vel turpe dimissum, ne ultra mitteretur, sicut & cetera prohibuit. Tu & Tui videte quid sentias de vobis? Nam & ego me illius non dico peritiam, sed, etiam illud absit, nihil ut coarquare præsumam.

Tandem persuadens Legatis, ut vox *Filiosque* non

penitus non expungeretur, ne videretur id esse contra Fidem, sed ut paulatim in Palatio intermitteretur, quatenus alia Ecclesia eam vocem deantare ejus exemplo dedicerent; respondit Pontifex: „Si priusquam ita cantaretur interrogatus essem, non infereretur utique respondisse: At nunc, quod tamen non affirmando, sed vobiscum pariter tractando dico, quantum menti occurrit, ita mihi videtur posse utrumque fieri, ut paulatim in Palatio, quia in nostra Sancta Ecclesia non cantatur, cantandi consuetudo ejusdem Symboli intermitteretur, siquæ fiat, ut quod ipsum ut cantaretur non quolibet imperantis auctoritas, sed potius id audiendi fecerat novitas, si dimittatur à vobis, dimittetur ab omnibus, & ita fortasse, quantum esse potest, non incongrue utrumque fieri possit, ut quod jam nunc à quibusque prius nescientibus recte creditur, credatur, & tamen illicita cantandi consuetudo sine cuiusque Fidei læsione tollatur.

Verum vox senel admitti revocari non potuit, imo propagatus est usus ad alias Ecclesias, etiam Romanam, adeo ut sub medium seculi noni item ad hac additionem moverit Latinus Photius Patriarcha Constantinopolitanus, ac post eum Michael Celarius circa medium seculi undecimi per Pontificem Leonem Papæ IX. Ab hac voce devenit ut ad Dogma ipsum, quod fuit seminarium & præcipuus prætextus fun. s. Schismatis Græcorum à Latinis, quod & modo ingemiscimus: Ut vel hinc intelligi liceat, quam difficulter circa formulam Fidei & Religionis & aliud murandum veniat.

Tamen si igitur Decretum aliquod, in quantum continet ipsum Dogma Fidei, ab omnibus & ubique recognosci debeat, fieri tamen potest, ut formula huiusmodi, quo proponitur huic populo vel hoc tempore minime conveniat, ut proinde vel hoc ex capite Decretum, priusquam publicetur per modum Legis, & populo imponatur, examinari queat, num hoc vel illo modo publicari & populo proponi conveniat.

Etur exemplo recentiori utamur. Cum absolute Concilio Tridentino Pius IV. Papa edificasset & promulgasset novam formulam Fidei ab omnibus indifferenter fidelibus præstandam, eamque Synodus Provincialis Cameracensis anno 1586. *tit. 1. cap. 1.* emitti iussisset ab omnibus Ludi-Magistris, Typographis, Bibliopis, & qui libros quomodolibet distrahunt, tam viris quam mulieribus, ac insuper 6. decrevisset, ut supplicaretur „Regi Majestati, utrem mandare velit deus, qui ad gerendos Magistratus, aut alia Officia publica tam in Urbibus, quam in Pagis assumuntur, „Philippus II. Rex Catholicus, postquam Decreta huius Synodi in suo Concilio Privato examinari & discussi fuissent, tandem edito suo Synodi Decreta sub centis limitationibus & modificationibus confirmavit, atque circa Professionem Fidei eam adiecit modificationem, ut in primis à Magistratibus & Officialibus suis emitti quidem voluerit Professionem Fidei, sed non juxta Formulam à Pio IV. conceptam & evulgatam, sed juxta breviorum Formulam in ipso Editio expressam.

Insuper tamen ipsa Synodus Cameracensis conformiter ad ipsam Bullam Pio IV. iussisset, Professionem Fidei ab omnibus indifferenter Ludi-Magistris, Typographis, Bibliopis, & qui libros quomodolibet distrahunt, tam viris quam mulieribus juxta Formulam Fidei à Pio IV. editam episcopi debere, in suo tamen Editio *art. 4.* voluit quidem Rex Catholicus ab omnibus prædictis emitti Professionem Fidei, sed duntaxat juxta Formulam breviorum in suo Editio propositam, exceptis folis Magistris Scholarem *Latinorum*, à quibus eam emitti voluit ad normam Formulæ Pio IV.

Et quidem Professio Fidei non aliter à Magistratibus, ceterisque in Editio nominatis emitti habetur consuevit, nisi juxta præscriptum Editio.

Hinc manifestum est, Principem nequaquam existimasse, alienum esse examinare & decernere, qua Formula Fidei Professio emitti & proponi conveniat, ut que tamen nihil in præjudicium articulorum Fidei, quos Ecclesia non tales declarasse constat, immutetur, in ipsa Formula in Editio expressa sit Professio omnium articulorum, quos credit & tenet Catholica, Apostolica & Romana Ecclesia, &c.

Adhuc contingere potest, ut ob certas circumstantias, puta ob excitatas dissensiones super aliquo Dogmate non conveniat repente populum constingere, præsertim

serum sub gravibus penis ad assestendum sive pro-  
tendum, quid super hoc Dogmate Fide divina sit cre-  
dendum, sed potius suaver ipsi populum conveniat  
disponi, & instrui super ipso Dogmate, ut ita quo-  
dammodo sed sponte ad veritatem Dogmatis ample-  
ctendam alliciatur.

Hoc consilio usus est Theodosius Imperator anno  
450, ut enim populus sibi subiectus muniret contra  
Hæresim Arianam, & in Fide Catholica firmaret, Edi-  
cto suo significavit, & expressit, quid de Mytherio SS.  
Trinitatis ipse teneret, & quid ab omnibus tenendum  
esset nulla pena adjecta. Edictum integrum habetur in  
1. 1. C. de Fide Catholica, recitatque Zozenus lib. 7.  
Hist. Eccl. c. 4. qui & monet ibidem, quod Theodosius  
ad hanc Legem descenderit, cum apud se reputasset  
satis esse, ut suam de Divinitate sententiam ipse suis  
subditis palam prædicaret, ne vim inferre videretur  
repetere inivis, quod colendum esset præcipiendo.

In hoc quoque sollicitè laborandum, & attenden-  
dum, ut Fidei Formulæ, ipsaque Decreta Dogmatica  
claris, & specificis terminis ipsam Fidei Dogma fide-  
libus proponant, ne alias aliquando contingat, ut dum  
per similes Fidei Formulæ fideles in unam Fidei con-  
sonantiam adducere volunt, ipsaque circa Fidei Dog-  
mata diffensiones componere & extinguere student,  
ipsa diffidia & scandala per obscuritatem, & æquivo-  
cationem magis augent, & diffinitiones exierunt.

Nemo ignorat, quantas in partes Ecclesiam scid-  
runt variz illæ Formulæ pro Fide Catholica asseren-  
da, ut præfateretur, contra Arianos composuit, &  
per Episcopos evulgavit, idque ob terminos æquivo-  
cos, quibus erant conceptæ.

Quis nescit, quantos motus ob suam obscuritatem  
excitaverit hæc propositio tanquam pro Dogmate Ca-  
tholico proposita, *unus de Trinitate pro nobis cruci-  
fixus fuit.*

Quidni igitur etiam hoc titulo Decretis Romana vul-  
go Dogmatica revidendi in Provinciis potuerunt, prius-  
quam publicentur aut executioni mandentur, ne subin se  
ob suas obscuritates & æquivocationes non tam sint aptæ,  
ut populum in Fide instruant, & in Fidei unitatem fi-  
deles coalescant, quam potius ut majores diffensiones  
circa eas, quæ credenda sunt, excitentur, & populus  
super eo, quod credendum est, in partes scindatur.

## §. II.

*Idissim contingere potest ob Clausulas Decretis  
Dogmaticis inferri.*

Placitum Regium nequaquam attingere ipsam arti-  
culum seu Dogma Fidei, neque ipsam assensum  
Fidei, quem ipsi fideles articulos Fidei quacunque ra-  
tione ipsis cogniti præberi teneantur, & præcedenti ob-  
servatum fuit. Sed quia Decreta Dogmatica, ut per  
modum Legis positivæ ad exteriorem professionem ali-  
cujus articuli Fidei sub certis penis populum constri-  
gant, debeant admitti aliarum Legum promulgari,  
& populo proponi, merito inde Principes præcedunt,  
nec similem quoque Legem in suis Provinciis, & Di-  
visionibus posse publicari, & per modum Legis populo  
suo sine prævio suo Placito imponi.

In primis enim & præcedenti ostensum est, quod  
hæc etiam ipsa Dogmata Fidei nihil possint temporum  
vel locorum vatiæ conditio vel populorum genius,  
circa modum tamen ea proponendi, & exponendi va-  
ria possint contingere, quæ publico, salva Fidei in-  
tegritate, hic & nunc possint obesse.

Præterea quemadmodum in aliis Decretis sive Legi-  
bus positivis, ita & in Decretis Dogmaticis contingere  
potest, ut Decretum Romanum, etiam si rem Dogma-  
ticam seu punctum Doctrinale designat, una habeat  
adjunctas Clausulas, quæ Jura Principum, & populo-  
rum, inveteratos Provinciarum, Ecclesiarumve usus,  
aut recepta jampridem, & observata Privilegia offenda-  
nt, unde ipsa Respublica, & Ecclesia turbati, &  
populus gravibus incommodis exponi possit: Quemad-  
modum ipsos Ordines Brabantie, ubi de promulgatio-  
ne Bullæ Urbani VIII. contra Doctrinam & Librum  
Cornelii Janfenii agebatur, Archiepiscopus Leopoldum  
præmonuisse supra part. 4. c. 3. §. 3. notitum est.

Quid enim si similes Decreti violatores extra Pro-

vincias in Judicium evocarentur, aut Judicibus in Pro-  
vinciis illis hæcenus non admitti, puta, & Fide In-  
quisitoribus subderentur, vel penæ pecuniariæ etiam  
contra Laicos decernerentur, alique similia præfcriber-  
entur, quæ moribus & Juribus Provinciis aliis recep-  
tis repugnent, quis dubitet, quin ob similes Clausu-  
las Principes similes Decreti publicationem sistere pos-  
sit, ut quieti publice constaret, aut saltem publicatio-  
nem aut moderationem admittat, ut dictarum Clausula-  
rum, quæ Jura Patriæ, & Ecclesiæ violarent, nulla  
ratio habeatur, quemadmodum Principem Bullas ali-  
quas, quibus libri proficibantur, ac nominatim Bul-  
lam Urbani VIII. in eminenti cum simili moderatio-  
ne admisisse ostensum est part. 4. cap. 3. §. 3. & 4.

## §. III.

*Sub pretextu definitionis Dogmarum Jura Regia,  
inveterata Provinciarum Consuetudines, &  
Privilegia subinde infringi possunt.*

Quod jampridem divinitus pronuntiavit Apostolus:  
*Omnes Pontifex ex hominibus assumptus & ipse cir-  
cumdatus est infirmitate, & propterea debet, quemad-  
modum pro populo, ita etiam pro semetipso offerre pro  
peccatis,* libenter agnoscunt Romani Pontifices sibi æque  
ac reliquis Episcopis dictum esse, fatenturque se ut ho-  
mines mortales & Adz filios infirmitatibus & Passioni-  
bus humanis esse obnoxios, seque debere non tantum  
pro populo, sed & pro semetipso offerre pro peccatis.

Similiter & de Cathedra Petri, æque ac de Regis  
Solis verificatur, quod *altitudo & Sanctitas Solis  
Sanctum non faciat, nec ad peccato securum.*

Quantumconque igitur Pontifex Romanus ex digni-  
tate suæ Cathedræ & Ecclesiæ super aliis in Ecclesia  
fidei sublimatus, iidem affectibus & passionibus huma-  
nis manet subiectus.

Quapropter, ut etiam fatetur Author anonimus libri,  
cui titulus: *Libertate Ecclesiæ Gallicanæ*, propugnans  
ex professo auctoritatem Romani Pontificis contra præ-  
teritos articulos Libertatum Ecclesiæ Gallicanæ, contra-  
dicere potest, quod *Summus Pontifex aliquæ ulciscenda inju-  
ria, congregandarum divitiarum, augenda familie, alio-  
ve pravo affectu impelli possit ad precipiendum aliquid sua  
potestatis limitibus transcendens, aut iustitiam repugnans.*

Hinc & contingere potest, ut Pontifices queant si-  
bi Ministros & adulatores, à quibus discant & intelli-  
gant ea, quæ suis affectibus & præensionibus sunt con-  
formia, quod à prædecessoribus Pauli III. cum ingenti  
abusum in Ecclesiam invocatione factum fuisse, deplo-  
rant, & Paulo III. ingenue exposcerent præclarissimè  
illi novem Prælatis ab eodem Pontifice delectis, & spe-  
ciali juramento obstrictis, ut libere & sine furo sibi ex-  
ponerent abusus, eorumque causas in Concilio Tri-  
dentino tunc temporis convocato reformatos.

Hi igitur Prælati asserere non dissimulant, prin-  
cipium horum malorum inde fuisse, quod nonnulli  
Pontifices ejus Prædecessores prurientes auribus, ut  
inquit Apostolus Paulus, concervaverint sibi Magi-  
stros ad desideria sua, non ut ab eis discerent, quid  
facere deberent, sed ut eorum studio & calliditate  
inventiretur ratio, quæ id liceret, quod liberet.

Enim insuper notatur hi Prælati, quod Prin-  
cipium omnem sequatur adulatio vel umbra corpus,  
difficillimèque semper fuerit audire veritatis ad au-  
res Principum.

Et sicut Principum favor facit ad omnia, quæ  
Principi placere noloant, hominum ingenia contor-  
quet; mirum non est, quod subjungantur dicti Præ-  
lati, inde confectum esse, quod confectum prod-  
rent Doctores, qui docerent, Pontificem esse Domi-  
num Beneficentem, ac ideo cum Dominus sine ven-  
dar id, quod suum est, necessario sequi in Ponti-  
ficem non posse cadere Simoniam. Ita quod volun-  
tatem Pontificis, qualiscunque ea fuerit, sit regula, &  
qua ejus operationes & actiones dirigantur.

Hos rursus Pontificum adulatores graphice depin-  
xit Cardinalis Contarenus (qui & unus fuerat ex delectis  
illis Prælatis) in Epistola ad ipsum Paulum III. quod non-  
nulli inter illos *nimio quædam affectu Præstant Pontificis au-  
thoritatem amplificare, adeo ut eorum quiddam non veran-  
tur dicere; VOLUNTATEM PONTIFICIS REGU-  
LAM*

LAM QUANDAM ESSE, *qua ejus officio dirigatur, neque in Jure positum constitutendo, aut obsequendo, aut etiam dispensando regulam quamvis Pontificis esse constitutendam.*

Recte advertit dictus Cardinalis, quod hac Doctrina seu positio adeo falsa, adeo repugnans sensui communi, adeo sit contraria Doctrina Christiana, adeo depravet universi populi Christiani Gubernationem, ut nihil perniciosius inveniri poterit.

Nec ipsi Doctissimi novem Praefati hanc opinionem perniciosam dissimulant, sed aperte fassi sunt, quod ex hac impia adulatio Doctrina tanquam ex equo Trojano eriperent in Ecclesiam Dei tot abusus & tam graves morbi, quibus nunc conficimus (inquiunt) eam ad desperationem fere salutis laborasse.

Si igitur illa impia quorundam adulatio origo fuerit tot abusus & malorum, quibus Ecclesia ad desperationem fere salutis laborare conficiebatur, quidni haec eadem impia adulatio, & nimis Pontificum hujusmodi adulatio aures praebendi facilitas occasionem dare possit, ut per Bullas Dogmaticas sub praetextu asserenda Pontificis auctoritatis, aut conservanda immunitatis & Libertatis Ecclesiasticae Jura Regia, inveteratae Consuetudines, & recepta Provinciarum Privilegia cum plurimorum incommodorum secula, atque Reipublicum tum Civilem tum Ecclesiasticam perturbacionem inverterentur, utpote quae ab ejusmodi Adulatoribus auctoritatis Sedis Apostolicae, aut immunitatis, & Libertatis Ecclesiasticae contraria esse asseruntur.

#### §. IV.

Ex hactenus dictis concluditur Placitum Regium a quo requiritur ante publicationem Bullarum Dogmaticarum, quam ceterorum Rescriptorum: Ejusque usum super Bullis Dogmaticis ab antiquo in Belgio fuisse usitatum probatur auctoritate Joannis Driedonis.

Observatum est supra §. 1. hujus Capituli, sufficere, ut quis articulo Fidei assentiri debeat, quod quaecunque ratione ipsi cogitet, articulum illum divinitus esse revelatum, in ut non dependeat a publicatione aut executione Decreti Dogmatici ipse assensus Fidei, qui praestandus est ipsi Dogmati hoc ipso, quod quaecunque ratione innotuerit, Dogma illud divinitus esse revelatum; sed duntaxat requiri publicationem, ut quis Decreto Dogmatico constiterit, quod ea, quae respiciunt modum externae professionis, vel poenas in non professantes in Decreto comminatas, aliave similia, quae positiva sunt, & Regium Placitum haec duntaxat respiciat.

Unde & recte observavit ampliusque ac eruditus Author Tractatus de Jure Belgarum circa Bullarum Pontificiarum receptionem c. 1. n. 15. quod si super Bullis Dogmaticis, sola publicatio Romana adhibetur, beatus, non ex vi promulgationis tenebuntur Belgae, sed ex hostia sua quodque constringitur, qui citra omnem publicationem Dogma Fidei hausit, sed nulle poenae aut Clausulae appositae Fidei declarationi ex tali promulgatione effectum hic habebunt.

Praeterea observatum est, Decreta Dogmatica seu Fidei quoad modum publicationis, alique externa ipsam Decretorum executionem spectantia, quaeque ipsum Dogma Fidei non mutant, ejusdem esse rationis cum aliis Decretis, ut poenae merito monuerit praedictus Author loco citato, quod, si Procebus Ecclesiae visum fuerit, Decretum pure Dogmaticum, id est, in quo Fidei articulus credendos proponitur, promulgare, cum promulgationem fieri, servare veteri forma, ratio exigat, neque enim (ait) materia Fidei hoc singulare asserit, ut quoad publicandam ritum omnia turbetur, cum possit, conservatis receptis moribus se tranquille peragi, & ad notitiam populi perducere.

Probatum quoque est, Decreta Fidei pluribus titulis, non minus quam cetera Decreta, in publica commoda ex praecipiti eorum publicatione & executione posse impingere.

Cum igitur non semel in hoc Tractatu ac notanter par. 2. observatum fuerit, unicuique Placiti Regii scopum esse, ut incommoda praevocarentur, quae ex praecipiti

Van Elphen, Pars VI.

Decretorum aut Bullarum Pontificiarum publicatione & executione in Rempublicam seu Civilem seu Ecclesiasticam irrepere possent, manifestum est, Placitum Regium, attento ejus scopo, non minori ratione praevae ad publicationem & executionem horum Decretorum, quam ceterorum requiri.

Idipsum rectissime observavit jam citatus Author De Jure Belgarum, postquam enim monuit, quod Bullae, quae circa Dogmata vel libros aliqui statuunt, non magis, quam Bullae quaecunque aliam materiam concernentes, sint immunes ab incommodis, quibus Respublica & Ecclesia turbari possit, tanquam consequens inferat: „Quas proinde aequum non est eximi a solitis cautionibus & observationibus, quibus nova Decreta munienda sunt, ut sine periculo tranquillitatis in Rempublicam admittantur.“

Eundem fuisse sentum Authorum, qui de hoc usu Placiti scripserant, vel inde patet, quod, nullo inter Bullas facto discrimine, usum Placiti super eorumdem publicatione & executione requiri asserant, ejusque usum jampridem indifferenter super omnibus Bullis usitatum testentur, ut retulimus supra par. 2. c. 1. §. 2.

Quin & Joannes Driedo Theologus Lovaniensis non tantum de hoc usu Placiti generaliter recepto, sed specialiter de ejus usu super Bullis Dogmaticis apud Belgas jampridem usitato scripsit, & testimonium reddidit lib. 2. De Libertate Christiana c. 2. ubi tractat & inquirat de iniquitate & aequitate humanorum Statutorum & Mandatorum, praemisitque illis, quae in famosa Bulla *Cum Dominis* pro Libertate & Immunitate Ecclesiastica decernuntur, concludit, „potestatem secularem absolute mandare & statuere non posse, ne quisquam pareat Litteris Apostolicis Justitiam aut Gratiam concernentibus, aut executioni mandet eadem, quod (ait) videtur posse fieri absque contemptu potestatis Ecclesiasticae, & absque injuria, & odio aut gravamine seu praevjudicio Ecclesiasticae Libertatis & S. Sedis Apostolicae vel Litterarum ejusdem.“

Deinde addit: „Aliud esse potestatem secularem mandare aut constituere, ut sine suo beneplacito & examine nemo pareat hujusmodi Litteris, aut executioni mandet eadem, quod (ait) videtur posse fieri absque contemptu potestatis Ecclesiasticae, & absque injuria, & odio aut gravamine seu praevjudicio Ecclesiasticae Libertatis & S. Sedis Apostolicae vel Litterarum ejusdem.“

In probationem istius addit, quod, Princeps id possit facere vel ex privilegio seu commissione Patris, vel (ait) causa rationabili secundum congruentiam loci & temporis ad hoc statuendum & mandandum moveatur propter abusus tollendos.

Nequaquam obscurum est, hujus Theologi mentem fuisse, quantum in se erat, usum Placiti, quem hactenus in paribus usitatum cernebat, conciliare cum praedicta Bulla *Cum Dominis*: Num ratio conciliandi hic adaequata, hic non inquirimus, sed hoc unum queritur, quid hic Theologus de usu Placiti testetur.

Et quidem postquam recitavit quosdam abusus, qui in Rescripta Romana notanter Beneficarii irrepere possunt, recte monet, quod potestas secularis executionem Bullarum seu Rescriptorum Curiae Romanae non permittens, antequam sint examinata, non velit sibi uti Judicium Ecclesiasticum terum usurpare, aut viros idoneos auctoritate Apostolica infinitos impedire, aut super eorum idoneitate Judicium sumere, sed quod velit ad venerationem Reipublicae Statum Ecclesiasticum promoveri.

Post haec monet, de omnibus Litteris & Mandatis Papae praesumendum quidem esse, quod eis oportet obedire, modo constet, ut constare debeat, tales revera esse Litteras a Sede Apostolica emanatas, substantibus etiam rationibus & causis, quibus ipse Papa verifamiliari more inductus est ad praecipiendum.

Postmodum tamen recte animadvertit, quod haec praesumptio tam violenta esse non debeat, ut non liceat hujusmodi Mandata etiam verissime emanata a Sede Apostolica examinare & investigare solite, an eis oporteat obedire.

Utque offendat, id quoque militare in Decretis Fidei, subdit: „Unde & Sententia Papae curiae Fidem tanta Consilii moderatione concipi debet, tantaque maturitate patientiae decoqui, & tanta deliberationis gra-

F



vicare profecti, ut omnino recta sit credenda; verum quia Papa quatenus homo talem modum de liberationis circa ea, quæ sunt Fidei, potest omittit, & inani proprio sensui propriæ prudentiæ, idcirco etiam plerumque licet examine Litteras Mandatorum Papæ desinens aliquid credendum esse, aut Fide tenendum.

Perspicuum est, ex toto contextu Dictionis, quod cum videret usum Placiti suo tempore ad omnes indifferenter à Romano Pontifice emanantes Bullas se extendere, atque super iis examen in Principum Auditorii requirit, priusquam adinstar novæ Legis publicari, & executioni mandari sineceret, ostendere voluerit, quæ ratione contingere queat, quod Decreta, quibus à Papa aliquid de Fide tenendum definitur, examinari possint.

Constat autem ex Falsis Academicis Studiis generalis Lovaniensis per Andream Valerium digressis, Dridomeni renunciamum fuisse S. Theol. Doct. anno 1517. adeoque à ducentis circiter annis de hoc usu Placiti jam in Belgio usitato testimonium reddidisse.

Non mirum proinde, quod Consilia Regia sustinerent, hunc usum Placiti ab antiquo sapere omnibus indifferenter Bullis etiam Dogmaticis à tempore immemoriali fuisse, usitatum, quodcumque hunc usum apud Principem ejusque Gubernatores sustinere, & vindicare deberent, contra importunas instantias Ministrorum Curie Romanæ Principi persuadere nitentium, hunc usum Placiti ad Bullas vulgo Dogmaticas extendi non posse, vel ad certam Bullarum speciem esse restringendum: Quæ occasio specialiter se obtulit circa annos 1549. & 1660. occasione Litterarum Philippi Quartii, in quibus Bullæ Dogmaticæ ab hoc Placito eximi videbantur, de quibus per. 4. cap. 4. §. 4. & 5. Ubi una videre est, qualiter Magistratus Regii exposuerint, & sustinuerint, non minus periculi imminere Juribus Regiis, & Subditorum, si Bullarum Dogmaticarum publicatio sine prævio examine, & revisione in his Provinciis à Principe permitteretur, quam si atque prævio Principis Placito solletetur aliorum quorumcumque Decretorum publicatio, & usum Placiti super Bullis vulgo Dogmaticis non minus ab antiquo fuisse in his Provinciis usitatum, quam super aliis quibuscunque Rescriptis, & Decretis, ac propterea ea cum moderatione has Regias Litteras (quas subreptitiæ à Rege impetratas sciebant) repente, ut ipsum Jus Placiti super Bullis Dogmaticis ipsa integrum conservaretur, quamvis ob reverentiam Placiti debitam terminis mollioribus uterentur.

SECTIO II. DE USU PLACITI REGII IN BELGIO.

### CAPUT III.

Discutitur opinio Francisci Zypri de hoc usu Placiti Regii.

#### §. 1.

*Zypus sinitur quod Consilia Regia jampridem Placito subjecerint Decreta Romana, etiam non Beneficialia.*

Quoquor usum Placiti Regii apud Belgas ad sola Rescripta privatis data etque Beneficialia restringere moluntur, uni pene auctoritati Francisci Zypii Officialis quondam & Archidiaconi Antverpiensis innuuntur, eundemque ejus præ reliquis majorum in hoc Placiti usu esse auctoritatem, tanquam qui Juris Belgici notitiam, & peritiam in multis ostendit.

Quapropter non inutile judicavi penitus inquirere, quæ fuerit hujus Authoris de hoc usu Placiti Sententia, & quod fundamentum reddicionis hujus usus ad Rescripta tantum privatis data, etque non omnia, sed Beneficialia tantum, quam reddicionem in sua Analysis Juris Pontificii novi probare quantumvis vacillare videatur.

In primis agnoscit Zypus, jampridem usum Placiti obtinuisse quoad omnia passim & Curia Romana emanantia Decreta, verum usum hunc id non errorem, atque innotionem male Edicta Regia fundam dicere non vultur.

Quod enim (ait) « plerique qui Roma aliquid accipiunt, Placitum petant, sit, quia ad nomen Fi. « sei, & minas ingentium multarum omnes priva- « tim horrent, nec ob sumptum paucorum aucto- « ritatem, quo id Placitum impetratur, vitandum, vult- « aliquis questionem universalem seu omnium suam « privatum solius facere, displicere, inquam, num- « egerit Placito an non: Sed hæc singulorum in re- « sua agendi ratio ipsi universali Jurisdictioni Ec- « clesiæ præjudicium inferre non potest, ut & tota « petendi Placiti ratio, si non sit in gratiam, non « præjudicium Ecclesiæ, atque Republicæ omni ju- « re, ratione atque potestate destituitur. »

Fateretur igitur Zypus, quod Regia Consilia per suos Fideles omnium passim Decretorum Romano- rum Placitationem urgerent, sive quod multarum executione cogenter quosque ad imperandum Placitum super Decretis, & Bullis Romanis, priusquam ea executioni mandarent, quodque per has Fideles prosecutiones adversus Diplomatum Romanorum executores, privati, quique inducerentur ad petendum Placitum.

Itaque, ipso Zypæ sententia, Regiorum Consilio- rum jampridem ea fuit opinio, quod non tantum Rescripta privatis data, etque non omnia, sed Beneficialia tantum Placitum Regium requirerent, uti contendit Zypus, sed omnia passim.

At illud mirandum, quod Jurisconsultus Belga incusare non veretur ipsa Consilia Regia, eorumque Fideles, quasi ipsos Subditos Regis minarum intimatione, & multarum indictione cogenter irrationabiliter ad postulandum Placitationem nullo Principis Edicto probatam.

Quod autem ait Zypus, quod, hæc singulorum in re sua agendi ratio ipsi universali Jurisdictioni Ecclesiæ præjudicium inferre non possit, « verum est, sed illud falsum est, quod usus Placiti, quantumvis ad omnia Decreta Romana extendatur, & Principes velint, ut indifferenter omnia & Curia Romana emanantia Decreta Regis Auditorii examinanda, & probanda deferrentur, priusquam executionem habere queant, quidam præjudicii Jurisdictioni Ecclesiæ adferat, nam ut satis in hoc Tractatu annotatum est, usus Placiti non tendit ad impedendam Jurisdictionem Ecclesiasticam, vel auctoritatem Romani Pontificis conservandam, sed tantum ad præcavendum, ne ex præcepti dictorum Decretorum executione Ecclesiæ vel Republicæ præter Romani Pontificis, & Ecclesiæ mentem, in gratia subinde incommoda incidat.

Illud quoque libenter concedimus, quod subdit Zypus ibidem, ut & tota petendi Placiti ratio, si non sit in gratiam, non præjudicium Ecclesiæ, atque Republicæ omni jure, ratione atque potestate destituitur. At illud contendimus, quod tota petendi Placiti ratio sit in gratiam, non præjudicium Ecclesiæ atque Republicæ, uti supra subius ostensum est.

Agnoscat quoque Zypus, Concilium Tridentinum hinc quidem in Belgio esse simpliciter publicatum, sed tamen in Litteris Regiis, quibus & Episcopi, & Regii Consilii ejusdem Concilii executio demandabatur, insertum fuisse Clausulam, qua Rex declarabat, eam publicationem, & executionem cum ea moderatione accipiendam, & faciendam, ut nihil innovetur circa Regalia Jura, Privilegia, Sux Majestatis, aut suorum Vassallorum, Statuum, aut subditorum, & præsertim circa Jurisdictionem Laicalem, Jus Patronatus, Indulsum seu Jus Nominationum, cognitionem Causarum, & materiam possessionis Beneficiorum, Decimarum possessionem, aut præsentiam per Laicos, superintendendam, & administrationem Hospitalium, aliorumque piorum locorum, denique alia similia Jura, non (inquit) ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut executio accommodetur naturæ conjungæ Provinciarum.

Videt ergo quod jam tum usus Belgii, etiam probante Principe, haberet, quod Decreta generalia non tantum ipsius Pontificis, sed etiam Concilii Generalis per Pontificem Romanum non Rmel, confirmati, si ne Litteris Placiti, & prævio examine publicati non sinecerent, imo quod Decretorum executio moderationem, & limitationem per Litteras Regias sive Placiti acciperet.

Et



Et hæc quidem acta fore, priusquam per Philippum II. evulgatum esset Edictum de anno 1574. quo generaliter, & indefinite vetatur admissio seu executio cujuscunque Bullæ aut Decreti Romani, priusquam vel in Consilio Privato vel in Consilio Brabantie Litteræ Placiti super ejus executione fuerint obtentæ, ut proinde etiam ante hoc Edictum hic in Belgio dubitatum non fuerit, quin super Decretis Ecclesiasticis Placitum Principis requiretur, antequam per modum novæ Legi promulgari, & executioni mandari per Divisiones Principis possent, quodque ipse usus Placiti Regii non restringeretur ad Rescripta privata data, etque Beneficia.

## §. II.

*An ex Edictis Principum restrictio Placitæ ad Reservata Beneficia deduci queat, ut opinari videtur Zypæus.*

**A**gnosce debuit Zypæus, usum Bellæ jampridem habuisse, ut super omnibus indifferenter à Curia Romana emanantibus Bullis, & Rescriptis Litteræ Placiti Regii peteretur, ut dicere non veretur, quod si res, ut se habet, examinetur, ad nullius Constitutionis, Legiæ Ecclesiæ promulgationem Placito principali opus esse judicabit, qui non ex præjudicata aliqua opinione, sed ex vero statuere vult.

Rationem sui asseri subiungit: „Nulla enim Principum Edicta id mandant quoad Leges Constitutionesque Apostolicas, sed quoad Rescripta tantum privata data, etque non omnia, sed Beneficia tantum: Quæ enim reperiuntur in libro Edictorum tum Rubrica Octava de Causis Beneficialibus, omnia tam in enarrativis verbis (quæ impulsivum & finale causam earum Constitutionum continent) quam dispositivis de Provisionibus Beneficialibus sonant. “ Hæcenus Zypæus.

Bina sunt Principum Edicta sub Rubricæ per Zypæum citata, in quorum primo die 12. Septembris 1483. nulli Placiti Regii mentio fit, sed generaliter vetatur admissio ullius provisionis Beneficialis, aut Reservationis à Curia Romana emanantis propter abusus, fraudes, & fordesque, quibus Provisiones illæ regebantur referat.

Alterum die 30. Maji 1497. meminit Regii Placiti, valque nullam similem Beneficii Provisionem aut Reservationem ob easdem fordes & abusus admitti, nisi prævis in Consilio Regio fuerit examinata, & Litteræ Placiti in forma debita expediat.

Vetum igitur sit, hæc Edicta Provisiones seu Rescripta Beneficia duntaxat spectare, sed quis inde concludit, mentem Principis esse, reliqua seu generalia seu particularia Decreta aliam materiam complectentia, ab hoc Placiti Jure declarare exempta?

An quia Princeps intelligens incommoda ex facili nimis admissione Referiptorum Beneficialium in suas Divisiones exorta, Magistratus admonet, ut his remedium opponant, & eorum admissioni invigilent, nunc propterea dicemus, Principem nolle, ut eandem vigilantiam, & cautelam impendant circa alia Diplomata iidem aut similibus incommodis subiecta?

Sane mentem Principis fuit Archiducis Philippi non fuisse, per suum Edictum de anno 1497. usum Placiti ad Rescripta Beneficia, etque inter partes litigiosæ restringere, manifestum est ex Litteris ejusdem Principis datis die 16. Martii 1501. quibus mandatum solito editi, & denunciari per totam Flandriam, ne ullus posthac ausu adferat in publica Concone denunciare ullam questionem sciendam, aut libellos indulgentiales sive Indulgentias aliunde in hac Patriam alias seu obtentu Bullæ, Litterarum permissionis sive Placiti, quas forsitan à Principe possint impetrare, quas (inquit) omnes Litteras permissionis seu Placiti à Nobis obtentas super prædictis questionibus, Indulgentiis vel Remissionibus suspendimus, ut & per præfentes suspensiones declaramus, quodquodque aliter per Nos declaratum fuerit. Epistola integra exhibetur in Appendice sub litt. N. N.

Et anno 1503. Procurator Regius exposuit, se deprehendere quosdam, qui se dicebant Commissarios Ec-

*Van Espen, Pars VI.*

clesiæ Cathedralis B. Mariæ Rhemenfis, affixisse ad valvas cujusdam Ecclesiæ in Civitate Gandensi quandam schedulam, qua continebatur certa Indulgentia, quæ dicebatur jampridem data dicte Ecclesiæ Cathedrali per Pontificem, esseque verissimile, quod dicti Commissarii etiam aliis Ecclesiis eandem affigere tentarent, idque non obtentis hæcenus Litteris Placiti in summum præjudicium Regiæ, & supremæ potestatis, quod nec permitti aut tolerari possit.

Ad hanc querelam, & Conclusionem Procuratoris Regii scriptum fuit nomine ejusdem Principis seu Archiducis Consilio Flandriæ, mandatumque ut similem affixionem nullatenus dissimulet aut permittat, ac per totum Comitatum Flandriæ nomine Principis interdicit, similem fieri affixionem, arrestando vel arrestando faciendo, qui hujusmodi affixionem audentur, aut tentantur vellent, donec legitime docuerint, se Litteras Placiti obtinuisse. Epistola integra exhibetur in Appendice sub litt. O. O.

Evidens est ex contextu harum Litterarum, in hisce mentionem fieri de libellis Indulgentiarum, quas ad emulandas fidelium, & simplicium elemosynas auro illa circumferebant illi, quos Quæstiones nominabant; de quorum abusu plura referuntur in Clementina secunda De Penitent. & Remiss. & quos tandem in totum abrogandos censuit Synodus Tridentina Sess. 21. cap. 9. De Reformatione.

Ex his interim liquet, plane alicum fuisse à mente Principis, quod per allegatum Edictum voluisset usum Placiti ad solas Provisiones Beneficialis restringere.

Sed & illud falsum est, nullam extare in Belgio Principis Sanctionem, quæ Litteras Placiti requirit generaliter super omnibus à Curia Romana emanantibus Litteris, Rescriptis aut Mandatis.

Extat enim Sanctio Pragmatica Philippi II. Regis Catholici de anno 1574. quam, habita prius consultatione, & exquisita Sententia Consiliorum Belgii tum Supremorum tum Provincialium, edidit Rex, qua diserte vetuit, ne quis ullius argumenti Bullas, aut Decreta ex Urbe Roma, aut à Legatis Pontificis profecta per Belgium executioni mandari ausit, nisi Litteris Placiti prius comprobata fuerint vel Sanctioni Consistorii, vel in Brabantie Consilio. Integra hæc Pragmatica Sanctio exhibetur in Appendice sub litt. P. P.

Meminit & hujus Sanctionis ipse Zypæus, sed ut ejus auctoritatem infirmet, addit, *sibi non constare hoc Edictum esse authenticum & promulgatum.*

Authenticum esse facile reperit Zypæus, si id scire voluisset, quandoquidem hæc Sanctio sive Edictum Principis ad Consilia Regia jussu Principis missum fuerit, & in publicis monumentis custodiatur, & in Curiarum Registris conservetur.

Quod & novavit Antonius Anselmo Juris-Consultus Antverpiensis in suo Codice Belgico titulo De Litteris Placiti §. 3.

Quantum ad publicationem neque de hac dubitari potest, quandoquidem ambigi nequeat, quin registratio hujus Pragmaticæ in Registris Curiarum auctoritate publica facta fuerit, ut conformiter ad eam Curiarum Ministri procedere deberent, quæ registratio in ejusmodi Edicto seu Pragmatica pro sufficienti publicatione habetur.

In hæc enim Pragmatica unice de Jure Placiti ita datur, quod Jus cum præcipue tendat ad averteunda publica incommoda, Sanctiones super eo editæ non tam ipsos privatos, quam publicos Regis Ministros, & quæ super publicis negotiis invigilare jubentur, spectant, adeoque non tam populo, quam his inimicandæ sunt.

Scitur autem quod Edicta, quibus Curis aut Tribunalibus Leges procedendi præscribuntur, solent ad ipsas Curias seu Tribunalia mitti, atque ibidem publice recitari, & facta lectura ad perpetuum memoriam registrari, atque hoc modo pro sufficienter publicatis, & intimatis haberi, atque ab ipsis Curis, & Tribunalibus pro Legibus inviolabiliter, & perpetuo servandis regnari.

*Offenditur quam brevis sit ratio à Zypæo adducta pro asserenda restrictio Placiti Regii ad Rescripta Beneficialia privata data, & quomodo hæc restrictio fundens cunctas scepum Placiti.*

**Z**ypæus, postquam insinuavit, Edicta Principum super usu Placiti jampridem edita ac signanter illa illa de annis 1483. & 1497. solas Provisiones Beneficialias spectare, ostendere quoque voluit, non sine fundamento Principes Placitum super his Provisionibus potius, quam super generalibus Sedis Apostolicæ Ordinationibus, & Decretis requisivisse.

Beneficiaria enim Diplomata (ait) „subreptione, „gratia, & foribus sepe obtinentur, ut incommoda in his frequentia esse possint.

Quoad Ordinationes autem, quæ „pro salubri regimine Ecclesiæ maturis, & repetitis deliberationibus ad tollendos abusus cum magno decore Domus Dei, incremento politię Ecclesiasticæ & augmento Justitiæ Secularis promulgantur, „in his illa incommoda juxta Zypæum non occurrunt.

Ex quibus concludere videtur, non immerito Edicta Principum non nisi ad Rescripta Beneficialia, & abusus circa ea porrigi, non vero ad cursum impediendum dictarum Constitutionum Apostolicarum.

Verum quidem est, allegata Principum Edicta præcipue edita fuisse ad tollendos abusus, fraudes, & fordesque, quæ circa Provisiones Beneficialias à Curia Romana emanantes quotidie magis magisque invalescebant, & in gravissima Ecclesiarum incommoda, nec non Vassallorum, & Subditorum vexationem, & oppressionem tendebant, uti supra notatum fuit.

Præterea & illud verum est, predicta incommoda non tam frequentem occurrere in Constitutionibus Apostolicis, quæ (ut supponit Zypæus) pro salubri regimine Ecclesiæ maturis, & repetitis deliberationibus ad tollendos abusus cum magno decore Domus Dei, incremento politię Ecclesiasticæ, & augmento Justitiæ Secularis, promulgantur.

Sed si, sante Zypæo, Provisiones Beneficiales, quibus Sedes Apostolica providet Ecclesiis de suis Ministeriis, à quibus ut plurimum populorum salus, & recta Ecclesiarum gubernatio dependent, subreptione, gratia, & foribus sepe obtinentur, atque propterea incommoda in illis frequentia esse possint, quidni & Constitutiones seu Ordinationes Apostolicæ, quæ reformationem Ecclesiæ vel abusum præferunt, non obstricti subreptione, gratia & fraudibus obtineri, atque inde iisdem aut gravioribus subinde incommodis subiacere possint, quod non uno titulo contingere posse supra ostensum est.

Præterea si scopus, & ratio Placiti attendatur, potius ipsi Rescripta privata data, eaque non omnia, sed Beneficiaria tantum, de quibus loquitur Zypæus, ab hoc Placito esse restricta, quam Constitutiones generales à Curia Romana emanantes quæcumque etiam materiam concernentes.

Constat enim Placitum Regium in hoc unum tendere, ut præcaveatur publica incommoda, quæ ex præcipiti Bullarum, aut Rescriptorum Curie Romanæ publicatione, executione aut admissione in Republicam redundare possent, quemadmodum in præcedentibus suffus ostensum est.

Porro indubiatum est, Rescripta privata data eaque Beneficiaria rarius in publica incommoda posse impingere, eo quod non nisi inter privatos res agatur, & si quid subreptionem fuerit, non nisi præjudicium privatorum concernet, imo si quæ in his fordes se immisceant, hæc non solum tam facile Publicum inficere, to quod inter privatos hærent, quandoquidem similia Rescripta publicari, & in populo divulgari, aut ut regula actionum proponi non consueverint.

Adhuc similia Rescripta & Provisiones Beneficialiæ eodem pene semper stylo atque iisdem sub Clausulis confecta sunt in Curia Romana expediti.

Quapropter ubi semel similes formulæ fuerint examinatae, & per Principum Edicta, nec non consuetum praxim per Arcella Consiliorum firmatum Rescripta Beneficia quoad Clausulas in iis occurren-

tes modificationem suam acceperint, sine magnis incommodis aut notabilis Republicæ seu Ecclesiæ seu Civiliis turbationis periculo, eximi possent ab hoc Placiti usu.

Et quidem in Gallia, temerè summo cum rigore super omnibus Rescriptis, & Mandatis Curie Romanæ usus Placiti servetur, tuncque in finem plura continuo emanant Regia Edicta, temerè Rescripta Beneficiaria per privatos in confecta forma obenta Placito Regio declarantur exempta. Id probant in primis solenne Parliamenti Parisiensis Arrestum die 15. Maji 1647. in quo, postquam Curia inhibuerat omnibus Archiepiscopis, Episcopis, &c. recipere, jubere publicari aut exequi Decreta, alias Rescripta Inquisitionis Romanæ, quemadmodum & omnes alias Bullas, & Brevia sine Placito Regio obtento in supremo Regis Auditorio, hanc subiungit exceptionem: Ita tamen ut Provisiones Beneficialiæ, & expeditiones ordinariæ concernentes Causas privatorum, quæ in Curia Romana obtineantur, conformiter ad Ordinationes Regni & Leges Status, sub dicta prohibitione non comprehendantur.

Hoc Arrestum integrum extat inter probationes Liberratum Ecclesiæ Gallicanæ c. 10. n. 12.

Eadem exceptio reperitur in Arresto die 9. Maji 1709. dato adversus Mandatum Episcopi Claromontani, in quo post factam inhibitionem recipiendi, legendi, imprimendi, publicandi aut exsequendi quæcumque Decreta, Bullas, Brevia, alias Expeditiones à Curia Romana emanantes, sine Litteris Regis Parentibus, quibus ipsa publicatio injungitur, in Curia registratis, adjungitur hæc limitatio: exceptis Provisionibus Beneficialibus, Brevibus obentis in Pæmentaria, aliisque ordinariis expeditionibus concernentibus negotia, & res privatorum.

Eadem ratione hic in Belgio sine Placito Regio passim recipiuntur, & executioni mandantur Rescripta Justitiæ, Dispensationes Matrimoniales, super auctoritate, aliisque Ordinum Sacrorum impedimentis, & hujusmodi per privatos obentis, eo quod similia in ordinaria forma expendantur, & non nisi privatos concernant, nec facile ex similibus admissione publica incommoda sint timenda.

Imo admodum verisimile est, etiam in Belgio Rescripta Beneficiaria sine Placito Regio fuisse admittenda, & recepta ante Edicta de annis 1483. & 1497. postquam scilicet Principes advenissent, circa Provisiones Beneficiorum plurimum irrepsisse, quæ non tantum in præjudicium privatorum, sed etiam in summum Republicæ, & Ecclesiarum præjudicium vergebant.

In priori enim Edicto die 1483. expresse asseritur, per Procuratorem Regium expositum fuisse, per Principes harum Provinciarum hæcenus Bullas seu gratias expeditivas, aliasque Provisiones Curie Romanæ super Collationibus Beneficiorum fuisse admittas in his Ditionibus amplius, quam in aliorum Principum Ditionibus admittas fuisse.

Post hæc exposuit Procurator Regius, quod ex faciliiori dictarum Provisionum admissione, & receptione magni abusus, & turbationes provenirent in hinc Ditionibus, in magnum gravamen, damnum & interesse, turbationem & vexationem Vassallorum & Subditorum, etiam eorum, qui sunt Status, & Ordinis Ecclesiastici, quos abusus, & gravamina ibidem nominatim enarra.

Idipsum & sufficienter innuit integer contextus subsequentis Edicti die 1497. quo mandatur nullam Provisionem Romanam in materia Beneficiali possint admitti, aut executioni mandari, nisi expensis de obentis Litteris Placiti in forma consueta, idque, ut in eodem Edicto præmittitur, ob magnos abusus, qui in his Provisiones interpretantur, in maximum Republicæ, & Ecclesiarum incommodum, & perturbacionem, nec non subdilectum oppressionem.

Non dubium, quin exceptio Provisionum super Beneficiis expressa in Edicto Philippi Boni de anno 1447. facile potuerit præbere occasionem Provisiones Romanas materiam Beneficialiam concernentes in his Ditionibus sine Placito Regio admittendi, quoadquæ tandem visum fuit per faciliorem horum quoque Rescriptorum seu Provisionum admissionem, & executionem hæc Provincias, & Ecclesias in summa eaque notabilia incommoda incidere, & subditos prædictarum Ecclesiasticos frequenter per Cen-

tulati,

furas, & evocationes in Curiam Romanam vexati, & opprimi.

Et quantumvis sensum tum per Concilium Tridentinum, tum per Principum Editâ, & Provinciarum Consuetudines variis Curiarum Regiarum Arrestis firmas circa Provisiones Beneficiorum inter Sedem Apostolicam, & Ordinarios Collatores, nec non super stylo in Curia Romana servari solito, Clausulisque inferi consuetis ita sit provisum, ut hęc publicae incommodis magna ex parte remedium sit aliarum nihilominus hæcenus Praxis Belgii usum Placiti super Rescriptis Beneficiorum reinruit.

At de illud notum est, hodie Provisiones Romanas in materia Beneficiorum à privatis obentas passim de facili in forma consuetâ placetari, eo quod si iuxta stylo ordinatum Curie Romanæ expeditæ fuerint, spectatis præsertim Regis Editâ, & notoriis Provinciarum Consuetudinibus, nihil foleat in his Provisionibus occurrere, quod impingat in publica commoda, notanter eo quod quæstiones super his Provisionibus inter privatos incidentes agitari, & de ceteris plerumque solent in Consiliis Regiis, quæ Clausulas in Provisionibus Romanis occurrentes, quæ Privilegia, aut inveteratos Provinciarum mores offendere possint, pro Clausulis nullius effectus reputant, & quæstiones conformiter ad Regia Editâ, Privilegia & mores Patriæ, nec non Regulas Cancellariæ, & Apostolicas Constitutiones hic ab antiquo receptas decidunt.

His autem mirum non est, si hæcenus in Consilio Brabantie non esset formulare Placiti aliud quam pro Bullis Beneficialibus, ut vult Zypæus.

Quandoquidem enim similes Provisiones eadem solita formula ex stylo Curie Romanæ consueverint expediti, nec solent similes Provisiones à privatis obtinere in publica commoda impingere, sinque frequentiores, & quasi quotidianæ, non mirum si habeatur formulæ Placiti super similibus Bullis Beneficialibus.

At simile Formulæ quoad generalia Decreta, quæ Communitatem, vel Rempublicam integram concernunt, & per modum Legis Communitati, aut populo publicari, & proponi prætendunt, nequaquam facile concipi, aut haberi possit, eo quod similia Decreta non sub eadem formulâ, nec sub illius Clausulis, aut in eadem materia sine concepta, nec non facilius in publica commoda impingere possint, nisi ut minus per Literas Placiti quædam modiciora pro locorum, & temporum circumstantiis adhibeatur, & per consequens formulâ Placiti pro variatæ Decretorum, & Clausularum in iis contentarum diversimode concipi, & expediti debet.

Frivolum proinde est argumentum, quo Zypæus usum Placiti ad sola Rescripta privatis data, eaque non omnia, sed Beneficia tantum restringere nititur, eo quod, hæcenus (ut ipse præten dit) post integrum sæculum à primis Editâ lapsus, & amplius, ne quidem in Consilio Brabantie esse videtur formulæ Placiti aliud, quam pro Bullis Beneficialibus.

Uterius ex jam dictis sufficienter intelligi potest, quod, inspecto scopo Placiti, potius Rescripta Romanæ privatis data eaque Beneficia ab hoc usu Placiti possent eximi, quam Bullæ, seu Rescripta generalia, quæ dum per modum Legis, seu Ordinationis ad Communitatem, seu populum dirigitur, facilius in publica commoda impingere possint, & per consequens in his præ illis obtinet scopus Placiti, qui est præcavere, ne per precipiendū Bullarum, aut Rescriptorum publicationem, & executionem Republica, seu Civilis, seu Ecclesiastica in aliqua publica incommoda incidat, uti supra pluries exposuimus est.

#### §. IV.

*Zypæus in restrictione Placiti ad Rescripta Beneficia eaque privatis data, sibi non confiat.*

Vigimus §. 1. hujus Capituli Zypæum in sua Analyse, ubi ipsum usum Placiti restringere velle videtur ad sola Rescripta Beneficia, agnosceret debuisse, jampridem in Belgio obtinuisse, ut nec cetera Rescripta Curie Romanæ, imo nec Decreta Concilii Tridentini publicari sternerentur, priusquam Placitum Regium super iis esset obtentum.

Vicium in suis Consultationibus ad casus particulares sibi propositos respondens non tantum testatur, hanc fuisse in Belgio usum, sed insuper astruit ob defectum Placiti Regii Bullas hic in Belgio non obligare, atque ita usum Placiti super Bullis extra avariam Beneficiorum evidenter approbat, & agnoscit ob defectum Placiti Constitutiones Pontificias etiam generales Belgas non obstringere.

In primis Consultatione 10. De Regularibus, interrogatus utrum Moniales, quibus ex fundatione licitus est egressus, teneantur hodie recipere Clausuram, ante omnia probat, Constitutionem Bonifacii VIII. Papæ in cap. PERICULOSO De statu Regularium in P. & de per Synodum Tridentinum Sess. 25. cap. 5. De Regularibus renovatam, licet generaliter loquentem, hic in Belgio non fuisse generaliter, nec in omni suo vigore receptam.

Uterius asserit, quod Constitutiones Pii V. & Gregorii XIII. super Clausura Monialium, quomodo circumstant ampliores derogatorias, tamen dicantur in Synodo non publicari hic, aut non receptas.

Post hæc sibi obijciunt Zypæus, quod, in Synodo Provinciali Mechlinicæ anni 1607. titulo De Regularibus cap. 3. dicitur observanda Piana, quæ egressum non permittit nisi tribus ex causis, adeoque ea satis censetur publicata (nam publicatio Ecclesiastica fit in Synodis) & eidem Synodo accesserit Placitum Regium ad Decretorum faciliorem executionem, ut dicitur generaliter in Proœmio.

Hic objectioni ut satisfaceret Zypæus, respondet quod, in eodem proœmio dicitur, quod articuli Synodi fuerint Principi exhibiti, istique etiam proponendis Præfates Parlamentii interfuerint, atque Synodus in iis articulis habebat (inquit) ut Episcopus tum consensum committeret observantia Clausuræ, qui eam urgebat, prout promptu, vel per vicaria Monialium permittit, id ergo Principes probaverat, verum Romani subliuerunt cap. 3. De Regularibus, ne Sanctimonialis egredierentur, nisi tribus ex causis in Piana expressis, eadem inviolabiliter observarentur.

His præmissis concludit, si ergo Piana & Gregorianæ non sint hic receptæ, nec assensum Principes, neque Tridentinum hic receptum deget ipsi fundamentis, Clausura utique in iis temporibus ibi non est, aut Novitiis præcipiendi in tempus futurum.

Probat igitur Zypæus Clausuram in iis imponentiam ibi non esse, aut Novitiis præcipiendam in tempus futurum, ubi fundatio Monialibus egressum permittit, non obstante Constitutione Pii V. quæ Clausura præcipitur omnibus Monialibus, etiam ex Institutione, vel FUNDATIONIBUS earum regula ad Clausuram non teneantur, nec unquam in earum Monasteriis, seu domibus etiam ab immemorabili tempore a servata fuerit.

Hanc autem libertatem egrediendi, five non servandi Clausuram, quam hic Monialibus quibusdam vindicat Zypæus, unice fundat & fundari debet in defectu Placiti Regii super receptione, & admissione Constitutionis Pii V.

Nec enim prædicta Constitutio Pii V. solummodo fuerat Romæ more solito publicata, sed insuper auctoritate Pauli V. (cui Synodi Provincialis Mechliniensis Decreta pro obtinenda confirmatione fuerant nomine Archiepiscopi præsentata) expressum fuit inter Decreta Synodi Provincialis Mechliniensis, ut hæc Pii V. Constitutio exacte observaretur: Ipsaque Synodus

## De Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

synodus juxta reformationem Romanam hic evulgata, & typis impressa fuerit.

Proinde evidens est, quod in hoc suo Responso non potuerit Zyppus evimare Moniales à Clausura servanda juxta Constitutionem Pii V. tametsi fundatio earum egressum permittat, nisi una probaret, Constitutiones Pontificias etiam generales, nec materiam Beneficialem spectantes Belgas non obligare ob defectum Placiti Regii.

Quod & evidenter supponitur plurimè in Belgio Moniales possident Ordinis Cisterciensis, quæ Clausuram ad præscriptum Constitutionis Pii V. palam, & videntibus ac permixtis Superioribus non observant.

Rursus Consultatione unica de cognitione spirituali interrogatus Zyppus, an impedimenta per Concilium Tridentinum remissa, sublata sint, ubi illud non est publicatum? agnoscit cum Paulo Layman ibidem citato, „credi communius Concilium Tridentinum effectum ipso non obligare in illis Provinciis, in quibus non est publicatum, aut consensione aliqua publica receptum.

Atque hinc inferre „adeoque dam Concilium Tridentinum *sess. 24. cap. 6. de Matrim.* statui contra *Cap. fin. à De rapt.* ut consistere Matrimonium non possit inter raptam, & raptorem, quando est in potestate raptoris, non censetur iudicium novum hoc impedimentum dirimens, ubi non est Concilium publicatum, aut sic receptum; sic non affici-

personam, aut Matrimonium irritum, & consensus à raptæ superveniat, etsi adhuc existentis sub potestate raptoris; & sic de similibus Concilii Decretis à Jus novum positivum inducentibus.

Insuper agnoscit *num. 6.* quod „ratæ sint extra Italiam Provincie, ubi Concil. Trid. quoad omnia Decreta sit receptum, minime in Francia, sed ne quæ quoad omnia in Hispania, aut Belgio.

Nequaquam obcurum est, Zyppum hic reflexisse ad limitationem Litterarum Regiis in receptione Concil. Trid. expressam, cujus in sua Analyti meminerat, ut supra annotatum est, atque idcirco dixisse, Concilii Trid. quoad omnia in Belgio non esse receptum, atque quoad illa Concilium effectum ipso non obligare.

Nullatenus tamen in hac sua Consultatione omiserat notare Zyppus, quod Pius IV. per suam Bullam declarasset, omnia Decreta Concilii Tridentini ratiâ mente positiva, sive ad Reformationem petitionis accepisse obligare, & constringere omnes fideles à Kalendis Maji 1564.

Quantumvis igitur Zyppus in sua Analyti, licet admodum vacillanter, & obsecrare, videatur usum Placiti ex mente Principis velle restringere ad sola Rescripta privatis data, atque non omnia, sed Beneficia tantum, mentem suam clarius exposuit, dum super casibus occurrentibus consilium Responsa dedit, appetens usum Placiti ex mente Principum ad generalia etiam Decreta extendi, atque à Placito Regiâ obligationem Decretorum dependere altitruis.

F I N I S.

APPEN-

# APPENDIX

## MONUMENTORUM,

47

Quorum in hoc Tractatu mentio occurrit.

**C**um plurima Instrumenta in hoc Tractatu in probationem usus Placiti Regii adducta sint, quæ proximiora essent, quam ut integra in textu referrentur, & quæ vel nunquam impressa fuerunt, vel quorum Exemplaria difficulter haberi possunt, conveniens existimavi ea integra in commodum Lectoris in modum Appendicis appendere.

Notandum etiam, quod ea, quæ Gallico idiomate in Prioribus Editionibus solum edita fuere, in præsentî editione latine reddita una cum Originali exhibentur, ut de sinceritate Versionis Lectori constare possit.

(A)

Ad pag. 9.

## EPISTOLA

FERDINANDI REGIS CATHOLICI die 22. Maji 1508. ad Vice-Regem Neapolitanum occasione Brevis, quod Papa miserat in Regnum Neapolitanum, volens illud ibidem observari, non obtentis Litteris Placiti, sive Patentis.

**I**llustre & Venerabile Comite & Chatelain d'Amposse notre tres-cher Neveu Vice Roy, & Lieutenant General, nous avons veu vos Lettres du 6. de ce mois relatives à une precedente & à celle en cistre, par lesquelles vous nous auriez amplement avise tout le cas du Bref, que le Courser du Pape vous à presente, & à ceux de notre Conseil, qui reside pres de Vous: Vos Lettres doivent avoir etc egarrees ou oubliees, puisque nous ne les avons pas veues icy, mais par celle que nous à efcrite Messire Souch, nous en avons appris tout le detail, comme aussi ce, qui s'est passe au regard de la Cave, cela Nous a cause beaucoup d'alteration, de resentiment & de colere, & nous sommes tres-surpris, & très; mecontents, de vous, qu'à la vue de l'importance du Cas, du prejudice, que nos Preeminences & notre Dignité Royale suffiroit par l'Acte du Courtier Apostolique, qui est de sçait & contee tout droit, & ne s'est jamais entrepris de notre memoire contre aucun Roy, ni Vice Roy de mon Royaume, vous n'avez pas aussi fait pendre par voye de fait le Courtier, qui vous l'a presente, car il est constant, que si l'on consent, que le Pape non seulement en ce Royaume, mais aussi en Espagne & en France fasse des Atentats pareils, qu'il les continuera pour augmenter sa jurisdiction, & que lors que bons Vice-Roys les chateront de la maniere que je vous l'ay dite pour les arreter dans leur Principes, il n'osera plus en entreprendre, comme l'esperence l'a fait connoître d'espionne, mais ayant veu, que l'on à souffert les excommunications du Commissaire Apostolique, qui ont precedees, & qu'on luy a laisse intimer dans l'affaire de la Cave, il est seur, qu'il devoit s'encourager pour outter son entrepise. Nous avons escrit luy la matiere à Jerome de Vicque notre Ambassadeur à la Cour de Rome ce que vous verez par les Compies, qui accompagnent cete, & nous sommes tres resolu, si Sa Saintete ne revoke pas le Bref, & tous les Actes, qui en sont suivis, de soustraire de son obissance tous les Royaumes des Couronnes de Castille & d'Arragon, & de nous servir d'autres voyes les plus convenables selon l'exigence d'un Cas aussi grave & aussi important. Ce que donc devez faire à present en ce regard, si tot apres la reception de cete,

et

**I**llustis, & Venerabilis Comes, & Castellane Ampossensis charissimè noster Nepos Vice-Rex, & Lieutenant Generalis, vidimus litteras vestras die 6. hujus mensis datas, vas adunam præcedentem & posteam, per quam nos fuisse certiores reddituratis de casu omni Brevis Apostolici, quod Cursor Pontificius vobis obtulit, & Nostro consilio apud vos residenti, Littera vestra debent, vel decessisse, vel esse obliuioni data, cum eas hic non viderimus, sed per illas quas nobis scripsit Dominus Souch, totum illarum contentum comperimus, sicut etiam id quod contigit respectu Cella, id nobis non parum indignationis, & ire causavit, & summpere miramur, ac de vobis conquerimur, quod in istis casus tam momentosi, & præjudicii, quod nostra dignitas Regalia per alium Cursoris Apostolici patiebatur, qui est falli, & contra omne jus, nec unquam prælicatus contra ullam Regem, vel Vice Regem mei Regni, non curaveritis etiam via falli Cursorem suspendi, qui vobis presentavit; constat enim quod si detur consensus, ut Papa non tantum in hoc Regno, sed etiam in Hispania, & in Gallia similia faciat atentata, talia sit continuaturus, ad augendam suam jurisdictionem, & dum Vice Reges eo modo veniunt, ut antea dixi ad illa suffraganda in suo principio, non ulterius audebit talia atentare, ut experientia antiquius docuit, sed cum videritis toleratas esse excommunicationes latas à Commissario Apostolico, & quod permixtum sit, intimantur in negotio Cella, certum est, quod debuerit sumere animas ad ulterius progrediendum, scripsimus de illa materia Hieronymo de Vique Legato nostro in Curia Romana, quod videbitis per extractus quos hic adjunxi, & resolutum, si sua Sanctitas non revocet Breve, & omnes alios, si secutos, subrahare ejus obedientie omnia Regna coronarum Castille, & Arragonia, & ceteris aliis viis convenientioribus secundum exigentiam casus adeo gravis. & momentosi. Quod ergo debetis nunc facere immediate post receptionem harum, & si Legati que misere debebatis Romam, prout comperi ex litteris Domini Souch, & aliis, nondum fuerit profecti, non permittere, ut ibi: eant, hoc enim esset offendere suam infirmitatem, & magnam inferre huic negotio præjudicium, si autem illis missis, mandate ipsi, ut statim revertantur absque hoc,

quod

est que si les Ambassadeurs, que vous deviez envoyer à Rome selon que je l'ay appris par les Lettres de Messieurs Souché & par d'autres, ne sont pas parus, vous ne permettez pas, qu'ils y aillent, car ce seroit remontrer de la foiblesse, & prejudicier beaucoup cette affaire, & si vous les avez envoyés, que vous leur ordonniez aussitôt de retourner, sans parler au Pape, & s'ils luy avoient parlé, de ne plus le faire & de revenir en ce Royaume sans rien dire, & sans prendre congé de personne & vous ferez tous les devoirs possibles pour saisir le Courier, qui vous a présenté ledit Bref, s'il se trouve en ce Royaume, & que vous puissiez l'avoir, vous luy ferez déshonorer la présentation qu'il vous en a fait, & y renoncera par Acte, après quoy vous le ferez aussitôt pendre, & si vous ne pouvez pas l'avoir vous ferez saisir ceux, qui mériteront Justice en notre nom sur cette affaire pour espérance d'Ascoli, & les ferez mettre sous bonne garde dans quelque fosse du Chateau Neuf, sans que l'on sache où ils sont, & les obligerez aussi de desister & renoncer à tous & quelconques Actes, qu'ils peuvent avoir faits en cette affaire, procédant contre ceux d'Ascoli, qui sont entre avec de Drapeaux & à main armée dans ce notre Royaume, pour faire punir les coupables selon toute la rigueur des Loix sans rien relâcher ny diminuer de la peine, qu'en Justice ils peuvent avoir méritée, que l'on dise & que l'on fasse à Rome tout ce que l'on voudra, qu'ils aient recours au Pape, & vous à la Loy vous ordonnant d'ainsi l'exécuter & complir sans autre délai, ny consulte, parce qu'il importe & convient à notre Royale service. Quant à l'affaire de la Cava, nous avons déjà écrit, que sans avoir égard à tout ce que la Serenissime Reine notre Sœur pourroit faire ou dire, si Elle ne faisoit pas d'abord justice aux Moines du Monastère de la Cava, que vous les favorisiez en notre nom, & vous avez gracieusement manqué à votre devoir de ne point l'avoir fait sans en avoir reçu nos commandemens, car puisque le Duc de Ferdinandie, ses Fils & ses Conseillers sont faits à la Serenissime Reine notre Sœur de choses, qui embarrassent le cours & l'exécution de notre Justice, vous ne devez pas le souffrir, c'est pourquoi nous vous ordonnons, attendu que ladite Serenissime Reine ne veut pas la rendre dans ladite affaire, que vous y pourvoyez aussi tôt, chassant les coupables, & protégeant ceux, qui se trouvoient graves, & si la Reine notre Sœur venoit à la Vicairie pour retirer les peuplées, que vous auriez fait prendre en vertu de cet ordre, en ce cas Nous vous commandons trèsfermement de peine de notre indignation, & de manquer à la fidélité, que vous Nous devez, que vous fassiez le Duc de Ferdinandie, ses Fils & tous les Conseillers de la Serenissime Reine notre Sœur, les fassiez mettre au Chateau Neuf dans la fosse de Millo, où ils seront très bien, quoy qu'ils s'en plaignent, & vous ne les relâchez pour chose du monde sans notre ordre spécial, si la Reine notre Sœur prétendrait d'aller au Chateau Neuf pour les délivrer, Nous vous ordonnons par ces présentes & à notre Alcade dudit Chateau de ne point la laisser entrer, non obstant tout ce qu'elle pourroit faire, parce que nous ne devons pas consentir, que ni Frère ni Sœur, ni autre parent quel qu'il soit empêche l'exécution de notre Justice, & tous ceux, qui osent l'entreprendre, doivent en subir le châtiment. Au regard de ce qui a été fait par le Commissaire du Pape, s'il est encore par delà, vous le ferez prendre & retirer sans que l'on sache où il est, & vous le ferez desister, & déshonorer secrètement tous les Actes, qu'il a faits sur lesdites excommunications, mais s'il est possible vous laisserez précéder les termes & provisions de Justice dans l'affaire de la Cava pour punir les coupables, & dédommager les gravez, comme dit est, puisque c'a été un vilain cas de mauvais exemple & digne de châtiment, vous voyez Notre Intention, & ce que Nous avons déterminé, C'est pourquoi pour aucune cause, ni égard humain vous ne souffrirez pas à l'avenir, que, qui ce soit, usurpe nos Préeminences Royales, car si vous ne défendez pas notre autorité & domination suprême, il ne reste rien à défendre, la décence est du droit naturel, & permise à un chacun, & elle appartient sur tout au Roi, pour la conservation de leur dignité, pour bien gouverner leurs Etats & Royaumes, & les maintenir

Ci tot que vous recevrez ce Courier, vous ferez mettre des personnes fides & de confiance dans toutes les avenues de ce Royaume pour en garder soigneusement les entrees & passages, afin que si quelque Commissaire, Courier ou telle personne que ce soit, venoit avec des Bulles, Brefs, ou autres Ecrits Apostoliques concernant des Censures, Interdicts, ou autres provisions touchant ladite affaire indirectement, ou indirectement, on les saisisse, & que l'on vous apporte lesdites Bulles, Brefs

quod Pontifici loquantur, & si ipsi essent laici, non amplius faciant sed revertantur tacite in hoc Regnum absque hoc, quod ab eisdem accipiant, & valedicant, omnem adhibebitis diligentiam, ut Cursores illum apprehendant qui dictum Breve obtulit, si adhuc moratur in Regno, si eum habere possitis, revocabit presentationem, quam vobis fecit, & renunciet per alium, & statim jubebitis eum suspendi: si autem cum habere non possitis, jubebitis eos apprehendi qui nostro nomine super illa materia justitiam administrabant per incelsos Ascoli, & sub bona custodia in aliquem carcerem castri novi conjiciatis, ut non sciant ubi sint, & cogitis desistere, & renunciare omnibus aliis, qui in hoc negotio fecisse poterunt, procedentes contra incelsos Ascoli, qui ingressi sunt cum vexillis, & armata manu in hoc nostrum Regnum: puniatis omnes reos juxta omnem legem rigorem nihil relaxando de pena, quam sunt promeriti, dicant Roma quicquid voluerint, & recursum habeant ad Papam. & vos ad legem, mandamus vobis sic exequi, & adimplere sine ulla dilatione aut consilio, quia ita convenit Regali servitio: quantum ad negotium Celle vobis juxta scriptum, ut non habitis respectu ad eum id quod Serenissima Regina Soror nostra posset facere vel dicere, si illa non statim administraret justitiam Monachi Monasterii Celle, ipsi sibi fecerint nostro nomine, & multum de justis vestre officio quod non feceritis sine previo mandato: nam cum Dux Ferdinandensis, eius filii & Consiliarii curent, ut faciat Serenissima Regina nostra Soror, res que impediunt cursum, & executionem justitie, ferre non debeatis, quare mandamus vobis, cum dicta Serenissima Regina velit cum administrare in dicto negotio, ut quamprimum providatis, punite reos, & protegiat illos qui se gravantes sentiant, & si Regina Soror nostra veniret ad Vicariam ad relaxandos eos quos justissimis apprehendi virtute hujus mandati. In tali casu vobis serio mandamus sub pena nostra indignationis, & ne faciatis contra facultatem Regiam debetis, ut apprehendatis Ducem Ferdinandensem, eius filios & omnes Consiliarios Serenissima Regina Sororis nostra jubetis incarcerari in Castro novo in carcere Asilo, ubi optime erunt, quamvis conquantur, nec illos relaxabitis ullo modo sine nostro speciali mandato: & si Regina Soror nostra prætenderet ire ad Castrum nostrum necum ad illos liberandos, mandamus vobis per prefatos, & commentariensis dicti castri, ut arcatis ab ingressu, facias quodcumque velis, quia permittendum Nobis non est, ut vel Frater, vel Soror vel alius consanguineus qualiscunque sit impediat executionem nostram justitiae, & eum qui debuit id arcentare, debent punam finire. Quantum ad id quod factum est a Commissario Pontifici, si adhuc ibi sit jubebitis apprehendi, & detineri absque hoc, quod sciant ubi sit, & tur abierit ut desistat, & revocatis omnes actus super dictis excommunicationibus: sed si possibile est procedant termini, & provisiones justitiae in negotio Celle ad puniendos reos, & satisfaciendum gravatis, si ut dictum est, cum fuerit res turpis, pessimi exempli, & digna punitione, videtis intentionem nostram & quid determinaverimus, quare pro nulla re aut respectu humano non patientur in futurum, ut qualiscunque sit, usurpet nostras Regales praeminencias: nam si non neciamus nostram auctoritatem, & Dominium supremum, nihil restat defendendum: defensus est juris naturalis, & antiquoque permisso, & maxime pertinet ad Reges, ad conservationem suae dignitatis, ad bene gubernandi suos Status, & Regna, & ad eisdem in pace, & justitia defendendos.

Cum primam appulerit hic Cursor, personas fides constituet in omnibus finibus Regni ad sollicitudinem ingressus & vias ut si aliquis Commissarius, Cursor & qualiscunque alia persona veniret cum Bullis, Brevis, aut aliis Literis Apostolicis concernentibus Censuras, Interdicta vel alia Provisiones circa dictum negotium directe, vel indirecte apprehendantur, & vobis naserantur dicta Bulla, Brevis, vel Scripturae adferant, non permittemus, ut eade presentent, publicent, aut nullo alio desuper exercent. Da-

ou Ecriis, dont ils seront chargez, ne permettant pas, qu'il les presentent, les publient, ou fassent aucun Acte en ce regard. Donne en la Ville de Burges le 22. de May 1508. (Eloit signe) YO EL REY. (plus-bas, )

*Almazan Secretarius.*

*sum in Civitate Bragenfi 22. Maji 1508. (Signatum erat) TO EL RET. Et paulo inferius Almazan Secretarius.*

## (B)

*Ad pag. 15. & 30.*

## EPISTOLA

CONSILII FLANDRIÆ AD CONSILIUM PRIVATUM, Qua exponit Concilium, Procuratorem Regium egisse ad cassationem publicationis Decreti Romani attentatæ per Episcopum Brugensem, sine prævis Litteris Placiti, item supplicat Consilio Privato, ut Litteræ Placiti non expediantur, nisi prius auditis Consiliis Provincialibus, atque una exponit, quam necessarium sit, ut jus Placiti quoad omnia Decreta Romana etiam Dogmatica solite conservetur.

## MESSIEURS.

EN satisfaction de celles, qu'il a plu à vos SS. nous écrire le dernier de Novembre 1657. au sujet de la publication, qui sans le Placet du Roi pourroit avoir été faite en Flandres, de certaine Bulle emanée à Rome, portant défense de quelques livres, lettres ou autres écrits y reprints, & dont la publication ainsi faite en Brabant a été cassée le 20. dudit mois de Novembre par le Conseil de ladite Province, disons qu'ayans écrits lettres aux Evêques de notre ressort portantes interdiction de proceder à telles publications sans la permission de Sa Majesté, & ordre de nous informer de ce que déjà y seroit passé, par leurs réponses nous conste qu'en nul endroit de la Flandre n'a été publiée ladite Bulle, non obstant les lettres que l'Internonce de Sa Sainte a écrites à cet effect, sauf à Bruges, ou l'Evêque s'étant emparé en en faire la publication à l'exemple de son Metropolitain de Malines (comme il allegue) les Conseillers Fiscaux de ce Conseil l'ont mis en action aux fins de cassation pareille, Pamy quoy nous tenons que pour maintenant il sera assez pourveu contre ladite nouveauté, à la garde & au maintien des Hauteurs & Preeminences Royales, qu'à l'avenir vos SS. feront servir de retenir semblables Bulles en refusant le Placet requis à les publier, du moins jusques apres les avis prealables des Conseil Provinciaux. Ce qui semble de tant plus nécessaire en cete conjecture de tems, ou la Cour de Rome est si entreprenante sur les droits & autoritez des Souverains, & sur quelques audacieux osent decrier journellement le tres-ancien & tres salutaire usage dudit Placet, lequel toutefois est le moyen unique pour soutenir les libertez & franchises des Eglises & des peuples contre les usurpations indeues des Officiers de ladite Cour Romaine, lesquelles il convenient reprimier plus vigoureusement à cete heure, que l'on entend ledit Internonce vouloir au mespris de la puissance supreme de Sa Majesté, introduire un stile de publier telles Bulles, sans meme demander ledit Placet, sous ombre qu'il icy ne seroit requis et matieres domestiques, telles que l'on pretend entre les ecrits defendus par ladite dernière Bulle, non pas meme au regard des Traitez de la Morale que les Casuistes modernes, ont alteree d'une façon entrange. A quoy nous jugeons qu'il est besoin d'obvier à tems, & de conserver la couronne lovable de quelques siecles, obligant à l'impetration dudit Placet pour les publications & emplettes de toute sorte de Lettres, Bulles, Rescripts, & autres provisions emanées des Pays etrangers, & signamment celles de la Cour Romaine: afin que sous ce voile de doctrine, il ne se glisse quelque chose prejudiciable à l'autorité du Roy, & au repos du Commun & Public. Cependant nous prions Notre Seigneur Dieu.

Messieurs, qu'il veuille maintenant vos SS. en les saintes graces-longues années. A Gand le 16. de May 1658.

*Van Espen, Pars VI.*

IN satisfactionem earum, quas placitis Pæstris Deminationibus, nobis scribere ultima Novembris 1657. in causa publicationis, qua sine Placito Regis posset esse facta in Flandria cujusdam Bullæ, quæ emanavit Roma, continentis prohibitionem quorundam liberorum, Litterarum, aut aliorum scriptorum, & quorum publicationis sic facta in Brabantia cassata fuit 20. diei Mensis Novembris per Consilium dictæ Provincie, dictamus quod scriptis Litteris ad Episcopos nostris adstrictis continentibus interdictionem ne procedatur ad tales publicationes sine permissione sue Majestatis. & mandatum nos certiores reddendi super eo quod factum esset, per eorum responsa nobis misit, quod in nullo loco Flandrie sit publicata dicta Bulla non obstantibus Litteris quas Internuncius sue Sanctitatis scripsit in illum finem exceptis Brugijs, ubi Episcopus cum fecisset Bullæ publicationem exemplo sui Metropolitani Atecht. (ut allegat) Consilarii Fideles hujus Consilii cum circumvenit ad effectum similis Cassationis; idcirco sistimus, quod prout nunc facti sunt provisum contra dictam novitatem conservationi, & defensionem Superioritatum & Præminentarum Regiarum, & quod in posterum Pæstra Dominationis sine retentura tales Bullas & denegantur Placitum requisitum ad illas publicandum, saltem usque ad prævium sentimentum Consiliorum Provincialium, quod videtur tanto magis necessarium in hac temporum conjuntura, ubi Curia Romana est adeo novitatem inventiva super iuribus & auctoritate Principum, & ubi quidam audaces Spiritus audens quotidie denigrare antiquissimum, & saluberrimum usum dicti Placiti, quod solum est unicum medium ad sustinendum libertates & immunitates Ecclesiarum & Populorum contra usurpationes inobedias Officialium dictæ Curie Romanæ, quas reprimere convenit vigorosis hoc tempore, quo adversarius dictum Internuncium velle in contemptum potestatis supremæ sue Majestatis styli introducere publicandas tales Bullas sine prævia requisitione dicti Placiti, sub prætextu quod illud non requireretur in materijs Dogmaticis, prout pretenditur esse scripta prohibita per dictam ultimam Bullam, neque etiam Traictatus Morales, quos moderni Casuisti alteraverunt modo extraordinario. Cui rei iudicamus tempestive esse obviamdum, & conservandam esse laudabilem consuetudinem aliquot seculorum, obligantem ad impetrationem dicti Placiti pro publicatione omni generis Litterarum, Bullarum, Rescriptorum, & aliarum Provisionum emanatarum in terris alienis, & signanter illarum, quæ veniunt ex Curia Romana, non sub velo illæ doctrinæ subrepat aliquid prejudiciale auctoritati Regiæ, & quieti ac tranquillitati publicæ. Interea supplicamus Deum Dominum nostrum.

Dominus mei, quatenus dignetur Pæstris Dominationes manucipere in sua sancta gratia per multos annos. Datum Gandavi 16. Maji 1658.

Q

Ad



(C)

Ad pag. 18.

## CONSULTA

CONSILII BRABANTIE SUB CANCELLARIO FERDINANDO BOISSCHOT, AD ARCHIDUCISSAM ISABELLAM, de Anno 1628. cum Decretis cessatoris in illa memoratis, qua exponitur, Litteras Monitoriales ad effectum revelationis hactenus in Belgio non fuisse usitatas, neque eas admitti posse sine Litteris Placiti, atque usus Placiti pluribus rationibus & exemplis astringitur.

MADAME.

Serenissima Domina.

**L**A dispute que nous avons avec le Sr. Fabio de Lagossa des Marquis du Mont Hercule, par la grace de Dieu, & permission du Sr. Siege Apostolique Archeveque de Complan, & Nonce Apostolique en ce Pays: est la dispute du Roy, & de Votre Altesse, en laquelle notre serment nous a si enroitement obligé d'entrer, que ne le faisant, fussions vraiment ete indigenes de la robe, dont Sa Majeste & Votre Altesse nous ont honorez, comme Elle verra par ce discours, qui servira d'auteurs pour informer V. A. particulièrement de tout, ce qui s'est passé en cette affaire, & dont Elle pourra aussi juger, que nous serons, peuteur plutot blamables d'avoir use de trop de courtoisie & de delay, que d'avoir perdu le respect audit Nonce, ou precipité l'affaire, ou que toutes fois, en toutes les choses qui touchent la Majeste, Grandeur, Hauteur, Jurisdiction, & autorité des Princes est plus nécessaire la resolution que deliberation durant laquelle se donne souvent le coup qui par apres ne peut etre redressé.

Où le cas est que l'Official de Malines a sans préalable permission ou Placet de ce Conseil, exploité en cette Ville, certaines Litteres Monitoriales du Sr. Siege accordées à l'instance d'Anne de Bilhe & ses Freres, Enfants de feu Charles de Bilhe, portant ordre à tous ceux qui pourroient avoir aucuns biens meubles, ou immeubles dits Enfants, de les reveler, & livrer aux Maîtres & Propriétaires d'iceux, ou audit Official sous pain d'excommunication, non obstant qu'à cause de ce est proces pendant en cette Cour.

Ces Monitoriales sont connues au droit Canon C. qui cum jure de furis ibi d. d. & particulièrement approuvées par le S. Concile de Tienne sess. 25. cap. 3. de reform. meme aussi pratiquées en aucuns Royaumes, Etats & Provinces mais en autres point.

Elles ont de tout tems ete defendues en ce Pays de Brabant, notamment par le Placet du bon Duc Philippe du 3. Janvier 1447. qui defend expressement à tous habitants de Brabant d'ajouter leurs parties pardevant quelque Juge Ecclesiastique, d'exécuter, ou taire exécuter monitions, inhibitions, ou autres Ecclesiastiques au regard de quelques Officiers, Justices, ou autres Seigneurs dudit Pays, pour quelles causes, que ce fus, hors jus seulement celles qui pourroient toucher Benefices Ecclesiastiques, ne fut, que ceux, qui s'en voudroient servir, les eussent premierement présente aux Officiers & Magistrats de celle des sept Chefs-Villes de Brabant, à savoir Louvain, Bruxelles, Anvers, Boisleduc, Thillemont, Lieue, ou Nivelles dessous laquelle celui que l'on voudroit adjourner tint sa résidence pour par lesdits Officiers & Magistrats ette Juge, si la matiere est telle, que le Juge Ecclesiastique en pourroit connoître ou point, & en cas, que si, en donner à l'Impetrant leurs Lettres ouvertes, par lesquelles ils en consentiroient que ledits Lettres Ecclesiastiques se pourroient exécuter, & que celui, qui s'avanceroit d'exécuter lesdites Lettres Ecclesiastiques sans semblable permission, auroit mesain & perdroit tout son bien, en cas que selon les Privileges du Pays il les puisse méfaire, & seroit obligé de faire personnellement un voyage à S. Pierre & S. Paul à Rome, sans le pouvoir racheter, & outre ce encore

puni

**D**ispensatio, quam habemus cum Domino Fabio de Lagossa de Marchionibus Montis Herculis. Deigratia & permissione S. Sedis Apostolice Archiepiscopi Cambrariensis & Nuntii Apostolici in hac Patria, est dispensatio Regis & Vestre Celsitudinis, in quam juramentum nostrum tam stricte obligavit ingredi, ut illud non facientes, revera nos indignos toga nos reddidissetis, qua sua Majestas, & Vestra Celsitudo nos honorarunt, sicut patet hic hoc Discursu, qui aliunde conductus, et ad informandum Vestram Celsitudinem de omnibus, que conigerunt in hoc negotio, & unde etiam judicare poterit, quod forsitan potius reprehensibiles sumus ob nimiam urbanitatem, & dilationem, quam quia respectum debitum non exhibuerimus dicto Nuntio, vel negotium precipitaverimus, ubi tamen in omnibus, que concernunt Majestatem, Superioritatem & jurisdictionem & auctoritatem Principum magis est necessaria resolutio, quam deliberatio, qua durante saepe vulnus infigitur insanabile.

Causa autem est, quod Officialis Atchobienfis sine pravo Placito impus Consilii in hac Urbe expedierit certas Litteras Monitoriales sancte Sedis concessas ad instantiam Anne de Bilhe, suorum fratrum & filiarum Caroli de Bilhe pia memorie, mandantes omnibus qui possent habere bona mobilia vel immobilia dictorum filiarum, ut eadem revelent & extrahant Dominis, & Proprietariis eorundem vel dicto Officiali sub pena excommunicationis, quantum in illa causa lis pendat in hac Curia.

Ha Monitoriales nota sunt in Jure Canon. C. qui cum jure de furis ibi d. d. & specialiter approbate per Concilium Tridentinum sess. 25. cap. 3. de reformatione, etiam practicate in quibusdam Regnis, Statibus, & Provinciis, sed in aliis casibus.

Et fuerunt omni tempore prohibita in hac Provincia Brabantina notanter per programma sive mandatum affixum à Duce Philippo 3. Janu. 1447. qui prohibet expresse omni incolae Brabantie citare partes ante Judicem Ecclesiasticum, exequi vel curare exequi monitiones, inhibitiones, vel alia mandata Ecclesiastica respectu quorundam Officialium judiciorum, vel aliorum subditorum dictae Patriae, pro quacunque causa, exceptis tantum illis, qui possent concernere Beneficia Ecclesiastica, nisi illi qui illi vellent prius presentissent Officialibus, & Magistratibus septem Capitalium Civitatum Brabantie, nempe Lovanii, Braxellorum, Antverpiae, Sylva Ducis, Tirlemonts, Lieue vel Nivelles, sub qua ille, qui citaretur, haberet suam habitationem, ad hoc ut per auctores Officialis judicaretur an materia esset talis, de qua Index Ecclesiasticus posset cognoscere necne; & casu quoque esset, darentur impetrari Litterae Patentes, per quas darentur sibi consensus, ut dicta Litterae Ecclesiasticae posset excohiberi mandari, & ille qui attemperaret tales Litteras Ecclesiasticas sine prava permissione denegaret, & amitteret omnia sua bona, casu quo iuxta Privilegia Patriae posset amittere, & ligaretur personabiliter ad peregrinationem Romanam ad sancti Petrum & Paulum, atque hoc quod posset redimere, & desuper adhuc puniretur secundum arbitrium Jurisici, & casu quo ille qui recusat suum habuisset ad Officialis dictarum Civitatum juri, aceret sibi sine causa denegatum esse perm.

f.



puni selon l'arbitrage du Juge, & en cas que celui, qui se feroit ainsi adresser aux Officiers dedites Chef-Villes, jugeroit qu'à tort on lui refuseroit ladite permission, il se pourroit adresser au Prince, ou à ce Conseil, pour y estre ordonne comme de raison.

Or les causes & quelles ladite permission se peut denier d'être connu par le Juge Ecclesiastique, sont celles qui touchent la validité ou invalidité des Testaments, validité ou invalidité des Traitez de Mariage, & des biens Ecclesiastiques amovibles, & point d'autres, selon qu'il est narre au commencement dudit Placart.

Ce qui est plus clairement explique par autres Placarts, & Traitez postérieurs, dont sera parle ci dessous.

Les Nobles & le Trier Etat de ce Pays, ont toujours eu cette affaire tellement à cœur, qu'ils se sont par contract solennel du 9. Novembre 1486. reciproquement obligés d'aider l'un l'autre, afin que ledit Placart fut observe & d'en poursuivre la Justice à l'instance du Duc, à la conservation de la hauteur d'inclui, à leurs fraix communs.

Or il est notoire, que l'autorité que le bon Duc Philippe donne par fondit Placart, auditex Chef-Villes leur est depuis orée & donnee privativement, à cetui Conseil, sans le Placet ou permission duquel, nulles Bulles Apostoliques, nulles Lettres Ecclesiastiques ne peuvent estre exploitées ou executees, quand meme elles seroient du tout Spirituelles & Beneficelles, ce qui est ordonne par plusieurs Placarts, & notamment par celui de l'an 1574. du Roy Philippe Deuxieme Pese de V. A. de tres haute & tres-glorieuse memoire, lequel avec les autres de meme substance ont toujours etc pratiquez & observez, comme ils se pratiquent & observent encore journellement, sans aucun debat ou contaddition. Les Archevques & Evques de ce Pays meime, s'en servent en ce que leur touche en leur particulier, meme si avant que quand ils fassent à Rome estre accorde chose qui lent pourroit donner du prejudice, ils previennent le Placet, & requierent le Conseil de ne l'accorder, sans qu'ils soient ouis auparavant, comme l'Archeveque de Malines a fait n'a gueres au regard d'une Bulle Papale qu'il craignoit se pouvoit impetter par le Cloistre de Jerico en cette Ville, ou il avoit change la Priure, & se pourroit cette observance prouver par centaines d'exemples en toutes formes de Provisions Apostoliques, aussi du tout Spirituelles en cas de besoin, meime en publication des Indulgences, Jubilez & Visitation des Cloîtres.

Mais il suffira citer quelques uns nouveaux & dont la memoire est encore toute frische, comme celui des Peres Cordeliers de cette Ville au regard du Pete George de Bailly fait par le Sr. Nonce de Sa Saintete, predecesseur du moderne, & envoye prisonnier à Vilvorde l'annee passe, dont le Pete Gardien, le Commissaire General, & enfin l'Ordre se plaignoit, & à Votre Alceze & à Nous, meime aussi aux Etats, comme de chuse touchant les Privileges du Pays, usants des mots de force & de violence, que le Nonce leur faisoit, en les traitant contre leurs Privileges particuliers & les Privileges genereux du Pays, dont ils pretendoient jouir, & particulièrement de la Joyeuse Entree, requierans estre protegez par V. A. par le Conseil, & par les Etats, & que le prisonnier fut relaxe de la prison.

Un autre des Peres Jacobins ou Dominicains aussi de cette Ville, qui s'opposent à la Visitation qu'un Pete venu de Rome, & envoye du General de l'Ordre à cet effet voulut, faire en cette Province, en faisant leurs plaintes à V. A. fondees sur ce que leurs Privileges & ceux du Pays, ne permettoient cette Visitation, laquelle fut suspendue, meime le Pete renvoye sans rien faire par ordre de Votre Alceze.

Encore un dedites Peres Cordeliers & des autres Ordres s'opposans, contre une Bulle de Sa Saintete de l'annee 1623. par laquelle fut ordonne que tous ceux qui ont soin des ames, ou pretendent administrer les saints Sacramens, fussent ils Regulariers ou Seculiers, exempts, ou non, & leurs sujets, de meme Regulariers ou Seculiers, seroient sujets à la Jurisdiction, Visitation & Correction des Evques Diocesains, & plusieurs autres choses contenues en ladite Bulle imprimee par Gerard Rivius à Louvain, sans Placet ou permission de cette Cour, laquelle à la Requete du Conseiller & Procureur Ge-

ran Espen, Paris Pl.

netal,

tionem, posset habere recursum ad Principem, vel ad hoc Consilium, ut ibi pronuntiaretur quid juris.

*Causa autem in quibus potest denegari permissio, ne cognoscantur per Judicem Ecclesiasticum sunt illa, quae concernunt validitatem aut invaliditatem testamentorum, pactuum dotalium, & bonorum Ecclesiasticorum mortificationum & non aliorum, prout narratum est in principio dicti programmati.*

*Quod clarius explicatum est per alia programmata, & tractatus posteriores, de quibus infra erit sermo.*

*Nobiles, & Teritarius Status hujus Patria sepe hoc negotium sic cordi habuerunt, ut se per contractum solennem 9. Novembris 1486. reciproce obligarent se invicem juvare, ut dictum programma observarent, & prosequi ejusdem justitiam ad instantiam Ducis, ad conservationem superioritatis ejusdem suis communibus sumptibus.*

*Notorium autem est, quod auctoritas quam Dux Philippus dat per suum programma dictis capitulis Civitatis, ipsis postea sit adempta, & data privative huic Consilio, sine cujus placito aut permissione nulla Bulla Apostolica, nulla littere Ecclesiastica possunt executioni mandari, & quomvis essent mere spirituales, & Beneficentia, quod ordinatum est per plura programmata, & notatur per illud de Anno 1574. Regis Philippi Secundi Patriis Vestra Celsitudinis gloriosissima memoria, qua cum aliis ejusdem substantia semper fuerint praedicata, & observata, sicut adhuc quotidie praestantur, & observantur sine ulla contradictione. Archi-Episcopi, & Episcopi hujus Patria illi utuntur in eo quod ipsis concernit, imo adeo ne, quando sciunt Roma aliquid esse concessum, quod sibi posset esse prejudicium, placitum preveniunt, & requirunt Consilium ne concedatur, nisi prius audiantur, sicut fecit Archi-Episcopi Mechliniensis non ita pridem ratione Bullae Papalis, quam timebat ne eadem posset impetrari pro Monasterio de Jerico in hac Civitate, ubi mutaverat Prioratum, & hac observantia potest probari per centena exempla in omni generis Provisionibus Apostolicis etiam mere Spirituallibus si opus fuerit, imo in publicatione Indulgentiarum, Jubileorum, & Visitationis Monasteriorum.*

*Sed sufficit quaedam nova adducere, & quorum memoria est adhuc recentissima, sicut est illud Patrum Minoritarum Recollectorum hujus Civitatis respectu Patriis Georgii de Balili apprehensi per Nuncium Apostolicum praedecessorem modernum, & incarceratum Vilvordae anno praeterito, quod de P. Guardiani, Commissarii Generalis, & tandem totus Ordo conquebatur, & apud Vestram Celsitudinem, & apud nos, imo etiam apud Status, sicut de re concernente Privilegia Patria, utentes verbis violentia, quam Nuncios inferebat, illos tractando contra sua Privilegia particularia, & contra Privilegia generalia Patria, quibus frui se pretendebant, & specialiter festivi introitus, requireres se pro regi per Vestram Celsitudinem per Consilium, & per Status, & si incarceratus relaxaretur à carcere.*

*Aliud est PP. Dominicanorum etiam hujus Civitatis, qui opponebant se Visitationi, quam Pater quidam Roma missus à Generali illius Ordinis ad illum effectum, voluit facere in hac Provincia, convergentes apud Vestram Celsitudinem fundantes se super eo, quod sua Privilegia, & illa Patria non permitterent hanc Visitationem, quod fuit suspensa, & Pater remissus re infecta per mandatum Vestra Celsitudinis.*

*Adhuc aliud Patrum Recollectorum, & aliorum Ordinum se opponentium contra quandam Bullam sua Sanctitatis de Anno 1623. per quam fuit ordinatum, ut omnes qui habent curam animarum, vel praestant administrationem Sacramentis, sine essent Regularis sive Saculares, essent subiecti Jurisdictioni, Visitationi, & Correctioni Episcoporum Diocesorum, & plura erant contenta in dicta Bulla impressa per Gerardum Rivium Lovanii sine placito, & permissu Curiae hujus, quod ad requisitionem Consilii, & Procuratoris Generalis, facta relatione ad Vestram Celsitudinem, ordinavit omnibus*

G 2

scri-

neral, rapport fait à Votre Altesse, a ordonné à tous Greffiers & Secretaires de ne depescher Lettres de Placet sur ladite Bulle, sans que ledit Procureur General fut premierement ouï, & audit Rivius & à tous autres Libraires de n'imprimer, vendre ou afficher ladite Bulle sur les amendes statues contre ceux qui font choses semblables sans ledit Placet, & n'a depuis etc faite aucune instance pour obtenir ou mettre ladite Bulle en pratique ou execution.

Encore un des Peres Augustins de cette Ville, pour le Fils du Confesseur Maes leur Religieux, qui furent excommuniés par le P. Prieur des Charteux, commis par Sa Saineté pour exploiter certaine Bulle Papale, à laquelle ils ne voulaient obéir, & sur la publication de l'excommunication à leur Requete cassée, & leur Eglise, qui avoit ensuivy d'elle etc sere, ouverte & le Service Divin qui avoit cessé, repris & continue comme auparavant.

Un autre des Peres Minimes, qui ne voulurent admettre certain ordre venu de Rome, à faire de Placet, par ordre du Serenissime Archevêque de glorieuse memoire.

Et pour le dernier un autre tres-noble des Peres de la Societe de Jesus, qui avoient commencé à enseigner la Philosophie *Mores Academicos*, en la Ville de Liege, ou en la forme qu'elle s'enseigne en Universitez, dont les plaintes étant faites à feu Son Altesse par la Ville & l'Université de Louvain, icelle a aussitôt commandé au Pere Provincial de la Province Walonne, de fermer leurs Ecoles de Philosophie à Doyay, jusques à ce qu'on cessât d'enseigner en la forme susdite à Liege, & à ledit Pere Provincial incontinent obéir.

A tous ces exemples de ce Pays de Brabant, on ajoute encore un tout nouveau de Flandre, à savoir une excommunication de l'Eveque de Bruges, qui a etc faite par le Conseil de Flandres, & ledit Eveque s'en étant plaint au Conseil Prive, iceluy luy a ordonné par Lettres closes, de renvoyer ladite excommunication.

Or pour revenir audit Placet du bon Duc Philippe le 3. Janvier 1457. iceluy est encore confirmé par un induit particulier du même Duc de 19. Fevrier de la même Année, n'étant ainsi que six semaines posterieur à l'autre, accordé à l'Université de Louvain, par lequel est dit qu'il n'entend que fondit Placet précédent ait lieu au regard des Lettres du Conservateur des Privileges d'icelle, & ensuivy de ce, sont ledits Placets depuis toujours etc pratiqués & observez inviolablement.

Même ledit bon Duc Philippe a en substance encore renouvelé fondit premier Placet par deux autres qui sont en effet par forme de privilege accordés aux habitants de ce Pays de Brabant respectivement d'auz du 20. Septembre 1451. & du 28. Novembre 1457. par lesquels il dit encore, entre autres qu'il ne souffrira jamais que les habitants de Pays soient tuez en droit de la part des Juges Ecclesiastiques de Liege & Cambray (qui sont representés maintenant par les Eveques depuis crez pardeva) ou de l'Université de Louvain, autrement que selon les Privileges, & ancienne observance appartiennent.

L'Empereur Charles Cinquieme Grand Pere du V. A. de tres glorieuse memoire, à aussi confirmé tout cecy par la deuxième addition de la Joyeuse Entree qu'il a juré aux Etats de Brabant Article 3. ou il declare & promet overttement que lesdites Cours Ecclesiastiques de Liege & de Cambray, se tiendront en Brabant, & ne pourront prendre connoissance, sinon de trois causes, sans plus, à savoir, de la validité ou invalidité des Testaments, des Traitez de Mariage, & des biens Ecclesiastiques amortis.

Il est vray qu'on pourroit dire, que tous ledits Placets sont antérieurs à la publication du Saint Concile de Trente publicé en ce Pays l'An 1565. par ordre du Roy Philippe Second, Pere de V. A. & que ledit Concile approuvant les Monitoires comme dessus & le Roy par fondit ordre approuvant ce Concile, auroit detoqué auxdits Placets antérieurs.

Mais cela fait de solution, qu'à Sa Majesté ayant ordonné de publier & observer ledit Concile, en ladite Année 1565. par la Duchesse de Ratune lors Gouvernante de ce

seul Judicé, & Secretariis, ne expedirent placitum super dicta Bulla, nisi prius dictus Preparator Generalis esset auditus, & dicto Rivius, & omnibus alijs Bibliopis, ne imprimerent, venderent aut affigerent dictam Bullam sub penis statutis contra illas qui simili quid tentant sine dicto placito, & ab illo tempore nulla fuit facta infamia ad obtinendum, vel executioni mandandam dictam Bullam.

Adhuc enim Patrum Augustinianorum hujus Civitatis pro filio Confessorii Maes eorum Religio, qui fuerunt excommunicati per Priorem Carthusianorum, commissarium sue Sanctitatis ad exequendum quandam Bullam Pontificiam, cui noluerunt obedire, & publicatio excommunicationis fuit cassata ad eorum requisitionem, & eorum Ecclesia, qua fuerat propterea clausa, fuit aperta, & servitium Divinum quod cessaverat, suis reinchoatum, & conservatum sicut antea.

Aliud Patrum Minimorum, qui noluerunt admittere quoddam mandatum Romanum desensu Placiti per mandatum Serenissimi Archiducis gloriose memoriae.

Et tandem aliud notabile Patrum Societatis Jesu, qui inciperant docere Philosophiam *Mores Academicos* in Civitate Leodienfi, vel sine doctore in Universitatibus, qua de re facta querimonia ad Vestrum Celsitudinem per Civitatem, & Universitatem Lovanensem statim precepit Patri Provinciali Provincie Wallo-nicae, ut clauderent suas Scholas Philosophiae Duci, donec cessaret Leo-ii in forma praedicta doceri, & Patre Provinciali statim obtemperavit.

Hic omnibus exemplis Patrie Brabantiae adhuc adiungitur plane recens Flandria, nempe excommunicatio Episcopi Brogenfis, qua fuit cassata per Consilium Flandriae, & cum dictis Episcopis desper conquereretur apud Consilium privatum, illud ordinavit per litteras clausas, ut remitteretur illa excommunicatio.

Et ut videamus ad programmata Ducis Philippi die 5. Januarii 1457. illud fuit adhuc confirmatum per induitum particulare ejusdem Ducis 19. Februarii ejusdem anni concessi Universitati Lovanensi, per quod dicitur, quod non intelligat, quod suum programmatum praecedens locum habere respectu litterarum Conservatoris Privilegiorum, & ex post semper dicta programmata sunt praestitata, & observata inviolabiliter.

Imo dictus Dux Philippus adhuc in substantia renovavit suum primum programmatum per duo alia, quae revera sunt in forma privilegii concessi ipsius hujus Patrie Brabantiae respectu data 20. Septembris 1451. & 28. Novembris 1457. per quae adhuc dicit inter alia, quod nunquam sit toleratus in incolis suae ditionis Patrie in Judicium trahantur ex parte Judicum Ecclesiasticorum Leo-ii & Cameracensium (qui nunc representantur per Episcopos postea creatos) vel Universitatis Lovanensis aliter, quam prout convenit juxta privilegia, & antiquam observantiam.

Imperator Carolus V. Anno Vestrae Celsitudinis gloriose memoriae etiam hoc totum confirmavit per secundam additionem festivi introitus, quam juravit Statutis Brabantiae artic. 3. ubi declarat & promittit aperte, quod dicta Curia Leodienfis, & Cameracensis servabuntur in Brabantia, nec poterunt cognoscere nisi de tribus causis, nempe de validitate, & invaliditate testamentorum, de pactis dotalibus, & de bonis Ecclesiasticis mortificatis.

Vermum est quod possit dici, quod omnia dicta programmata sunt anteriora publicatione Sacrosancti Concilii Tridentini publicata in hac Patria Anno 1563. per mandatum Regis Philippi Secundi Patrie Vestrae Celsitudinis, & quod dictum Consilium approbans monitoriales fuit supra, & Rex approbans per suum mandatum dictum Consilium derogasset illis programmatis anterioribus.

Sed solutio est in promptu, quod sua Majestas ordinans ut publicaretur, & servaretur dictum Consilium dicto Anno 1565. per Ducissam Parmensem tunc temporis Governatricem

de ce Pays, a expressement pourparle, conditionne & voulu, que comme entre les articles dudit Concile, il y en avoit aucuns concernans les Regales, Droits, Hauteurs & Preeminences de Sadite Majeste, les Vassaux, Etats & Sujets; Sadite Majeste entendoit, qu'en ce regard on le conduiroit comme jusqu'alors avoit este fait, sans rien y changer ou innover; & specialement à l'endroit de la Jurisdiction Laicale, jusqu'alors usitee, ensemble du droit de Patronage Lay, avec l'indult & droit de nomination & connoissance de cause en matiere possessorie des Benefices aussi des Dixmes possedees, ou pretendues des gens Seculiers, y joint la superintendence & administration, aussi jusques lors usitee par Loix, Magistrats & autres gens Lais, sur Hospitaux & autres pieuses Fondations, à tous lesquels droits & autres semblables, qui par apres (si besoin est) seront touchez plus particulièrement, Sadite Majeste n'entend estre derogé par ledit Saint Concile, ni qu'on doive changer aucune chose, non point en intention de convenir audit Concile, mais pour tant mieux l'effectuer, & le mettre à due execution, selon la qualite & nature de chacun Pays Province: à laquelle fedit, l'execution devoit estre accommodee: Ce sont en substance les mots contenus es Lettres de la Duchesse de Parme du 24. Juillet 1565. pour la publication dudit Concile, escriptes aux Villes de Brabant, même y est encore adjointe, que si les Villes avoient quelquel chose particuliere concernant ledits & requérant ulterieur remede, ils en avertiroient Sa Majeste ou ladite Duchesse pour y pouvoir comme il appartiendroit.

Etant en ces Lettres particulièrement à considerer la reserve de la Jurisdiction Laicale jusqu'alors usitee, qui est proprement notre Cas, & confirme ledits Placards des Annees 1447. 1451. & 1457. & ladite seconde addition de la Joyeuse Entree de l'Empereur Charles le Quint: Lesquels d'ailleurs sont encore enjointes en termes beaucoup plus forts par la Joyeuse Entree du feu Roy Philippe Second, art. 57. ou apres avoir confirme à tous les Etats de ce Pays de Brabant en general & à chaque Etat en particulier tous les Droits, Franchises, Chartes, Coutumes & Usances, leurs accordees & felles par les Ancêtres Ducs & Duchesses de Brabant, & aussi celles dont ils avoient use & pratique, il confirme & ratifie particulièrement lesdits deux Placards du 20. Septembre 1451. & du 18. Novembre 1457. ensemble ladite Addition de la Joyeuse Entree de l'Empereur.

Et à Sa Majeste sur cet Article, comme fut tous les autres de ladite Joyeuse Entree, fait son serment solennellement aux Etats du Pays, comme de lui-même Monseigneur l'Archevêque de tres haute & tres glorieuse memoire, & V. A. Serenissime depuis en leur nom particulier, le feu Serenissime Archevêque encore par apres au nom du feu Roy Philippe Troisième, & V. A. au nom du Roy notre Seigneur, qui vit & regne presentement (à qui Dieu veuille donner longue & heureuse vie) car ledit Art. 57. est insere en toutes les Joyeuses Entrées, lesquelles Nous avons paternellement jure & promis d'observer auxdits Etats.

Par ou Votre Altesse peut voir combien estroite & particuliere est l'obligation, qu'Elle & Nous avons à rien laisser entrainé au regard de ce point de Jurisdiction Ecclesiastique, & que quand Nous le voudrions faire, ou souffrir, V. A. s'en pourroit justement ressentir, ayant les Ducs de Brabant prudemment consideré l'importance du Reglement des Jurisdiccions tant pour contenir le peuple en son devoir & respect, que pour éviter les troubles & grands inconveniens, que la confusion des Jurisdiccions pourroit produire.

Et ce n'est pas seulement en ces Pays, que cecy est estroitement ordonne & observe de tous tems, mais aussi en tous les Royaumes & Provinces Catholiques du monde, notamment en Espagne, selon qu'en escrit Covarruvias, Eveque de Segovia, lequel qu'on veuille dire que ces Monitoires y sont permis *prati. quasi. c. 35. n. 3. §. 4.* qui dit premierement, qu'au Royaume de Castille ad temps immemorial est observe, que ceux, qui sont opprime par les Juges Ecclesiastiques par force, ou Confusures, peuvent adresser aux Auditeurs & Conseillers des Tribunaux Royaux & Souverains, afin qu'ils fassent cesser la violence, & il allegue des Loix du Royaume

aricem hujus Patrie expresse conditionavit, & voluit, ut cum inter articulos dicti Confissii aliqui concernerent Regalia jura, & preeminencias sua a Be. Majestate, Vassallorum, Statuum, & Subditorum, sua Majestas intelligeret quod in hisce casibus servaretur sicut antea fuisset servatum, absque hoc, quod aliquid mutaretur vel innovaretur, & speculatur circa Jurisdictionem Laicalem antea usitatum, simul de jure patronatus Laicalis; cum indulto & jure nominationis, & cognitionis causa in materia possessionis Beneficiorum, & Decimarum possessionum, vel presentiarum a secularibus juncta superintendencia, & administratione, etiam habemus usitata per Leges, Magistratus, & alios seculares, hospitalium & aliarum funditionum parvarum, quibus juris, & alius ejusmodi, que postea (si opus est) tanguntur magis particulariter, sua Majestas non intendit esse derogatum per dictum sanctum Concilium, nec quod debeat ulla res mutari, non intentione contraveniendi dicto Concilio, sed ad illud eo melius executioni mandandum secundum qualitatem. & naturam cujusvis Patrie, & Provinciae, cui dicitur ex toto esse accommodanda: sunt in substantia verba contenta in litteris Archiducissae Parmensis die 24. Julii 1565. p. 9 publicatione dicti Concilii, scriptis ad Civitates Brabantiae, imo ibi erat adjunctum, quod si Civitates aliquid haberent particulare concernens dicta jura, & requirerent ulterius remedium, informarent suam Majestatem vel dictam Archiducissam, ut posset providere sicut conveniret.

In his Litteris erat particulariter consideranda reservatio Jurisdictionis Laicalis habemus usitata, quod proprie est noster casus, & confirmat dictam Pragmaticam de Anno 1347. 1451. 1457. & dictam secundam additionem festivi introitus Imperatoris Caroli V. quae aliunde adhuc confirmata sunt in terminis multo fortioribus per festum introitus Regis Philippii II. pie mem. a. t. 57. ubi post confirmationem fidelem omnibus Statibus hujus Patrie Brabantiae in genere, & sit etiam utiqueque Status omnium juris, libertatum, consuetudinum & usum illis concessoribus, & sigillatim per suos Antecessores Duces, & Ducissas Brabantiae, prout & illorum quibus ista fuerant, confirmati, & ratificati particulariter dicta duo programma a die 20. Septembris 1451. & die 18. Novembris 1457. & simul additionem festivi introitus Imperatoris.

Et suae Majestati super hoc articulo scilicet super omnibus aliis sui festivi introitus praefati silemenciamenium Statibus Patriae, sunt intus Serenissimi. D. Archidux gloriosissima mem. & vestra Celsitudo ex post coram nomine, deinde Serenissimus Archidux pie mem. nomine Philippii III. & vestra Celsitudo nomine Regis nostri Domini nostri, qui vivit, & nunc regnat (cui Deus dei longam, & felicem vitam) nam dictus art. 57. insertus est in omnibus festivi introitus, & nos pariter jurato praemisimus observare dictis Statibus.

Unde vestra Celsitudo videre potest quam stricte sit obligatio, quam vos, & nos habemus non permittendi ut aliquid referatur de Jurisdictione Ecclesiastica, & quomodo vellemus facere ut pati, vestra Celsitudo possit habere praedictum, cum tamen Dux Brabantiae prudenter consideraverit importunitatem orationis Jurisdictionum, tum ad contrahendum populum in suo Officio, tum ad vitandum confusum, & inconvenientia quae confuso Jurisdictionum possit prodire.

Et illud non solum in hac Patria sed stricte omni tempore sit ordinatum & servatum, sed ferme in omnibus Regnis, & Provinciis Christianis in totis Orbis partibus in Hispania, prout scribit Covarruvias Episcopus Segovienensis, quomodo dicatur tales monitoires ibi esse permittas *cap. q. c. 35. n. 3. §. 4.* ubi primo dicit, quod in Regno Castillae a tempore immemoriali sit observatum, illi qui opprimuntur per Judices Ecclesiasticos violenter per Confusuras, possunt habere suum recursum ad Auditors & Confessores tribunalium Regionum & supremorum nec current cessare violentiam & allegat Leges Regni, per quas sic statum est, & praeterea plures rationes, nempe primo in aequam utilitatem quam

yaume par lesquelles celle est ainsi datus & outre ces plusieurs raisons, favoit premierement la grande utilité que la Republique reçoit de cette Loy, sans laquelle les innocens seroit autrement opprimés par les Juges Ecclesiastiques, il allegue secondement les Testes du Droit Canon, sur lesquelles lesdites Ordonnances Royales sont fondées. C. *sili vel nepot. 16. 4. 7. C. Principes 23. 4. 6.* & dit pour une autre raison, que la justice de cette pratique se prouve de ce que quasi tous les Princes Chrétiens Seculiers s'en servent, & s'en sont servis tant d'années avec avis des Hommes sçavans & prudents, qui le leur ont persuadé par un zèle de justice & de pieté Chrétienne, & que parant fait a croire, que cela tend à grande utilité & profit de la Republique.

Que si quelq'un vouloit oser aux Princes Seculiers cette puissance, il sentiroit aussitôt par experience manifester quelle calamité cela causeroit à la Republique. Il allegue aussi particulièrement l'exemple de France ou ceci se pratique de meme, & y adjoute qu'on est accoutumé de menager les Clercs & Juges Ecclesiastiques de saïssement de leur temporel qu'ils ont au Royaume d'Espagne (ce qui est aussi la pratique de pardeca) & qu'on les tiendra pour étrangers, & que c'est le bien & le profit de la Republique, que ce qui a été observé des longtems, & que l'Empereur Charles & ses fages Conseillers avoient decreté sur ces choses, soit punctuellement observé, comme les Juges Royaux en avoient la forme & maniere prescrite par le Roy, laquelle ils devoient suivre en examinant & voidant ces affaires.

Il dit encore davantage qu'en Espagne le pouvoir des Legats ou Nonces Apostoliques, s'examine afin qu'ils puissent être admonestés par les Juges Royaux, de quelles Commissions & Dispensations ils se pourroient servir, & de quelles point, afin qu'ils ne fissent rien en prejudice de la Republique, d'autant, que les Nonces sont le plus souvent étrangers, qui ne savent point ce qu'il doit éviéer.

Il allegue davantage, que cela se pratique pareillement en France, ou les Legats ne peuvent executer aucunes Bulles Papales sans en avoir premierement obtenu la permission du Roy homologuée au Parlement de la Province, ou le Prieur prétend executer quelque chose, & il allegue meme la Flandre pour exemple & un Placet de l'Empereur Charles Quint de l'Anno 1531. sur ce sujet, & qu'en Espagne de meme les Lettres Apostoliques doivent en plusieurs cas devant leur publication être envoyées aux Tribunaux Royaux par Decret du Roy, afin qu'elles soient illecq examinées, & que rien ne se fasse contre les Privilèges du Royaume & des habitants d'iceluy, ce font en substance les mots de Covar. translatez du latin.

Hierome de Cevallos aussi Ecrivain Espagnol a écrit un Traite fort grand & particulier sur ce sujet, comme aussi plusieurs autres, lesquels on laisse d'alleguer pour n'ennuyer trop V.A.

Mais tant y a, que la pratique d'Espagne & des autres Roïaumes Catholiques s'accordent assez avec celle de ces Pays, es quels toujours on a été si rigoureux à n'admettre aucune Bulles Apostoliques sans Placet, ou permission des Conscils, qu'on a souvent fait bannir & constitué prisonniers ceux, qui s'étoient avancés de les executer sans semblable permission, meme sur une difficulté qui étoit en l'An. 1595. entre l'Abbe de Jesus a Luxembourg d'autre part à cause d'une Bulle semblable, sur écrit par le Conseil Prive au Comte de Mansfeld lors Gouverneur dudit Luxembourg, & au Conseil du meme Pays qu'il empêchoient le progres & execution de ladite Bulle quand ce seroit meme par main forte. Et tout verry est si noïre par-deca, que personne n'y a onques contesté, si non France. Zypæus Officiat d'Anvers, qui passe quelques années à mis en lumiere certain livre intitulé: *Jus Pontificium novum*, ou il voudroit bien tirer en doute cette autorité du Roy & des Conscils, mais comme il étoit aisé, qu'il n'eut seu obtenir icy permission pour y faire imprimer son dit livre (parce qu'il contient encore plusieurs autres points repugnans à la hauteur & Souveraineté du Roy) il est allé le faire imprimer à Cologne au lieu de le faire en Anvers lieu de sa résidence, ou il avoit les meilleurs Imprimeurs du monde à la main, & ce non obstant

*Republica ex hac Lege percipit; sine qua Innocentes alias opprimerentur à Judicibus Ecclesiasticis, allegat secundo textus Juris Canonici, in quo dicitur ordinatio Regia fundatur C. sili vel nepot. 16. 4. 8. C. Principes 23. 4. 5. & pro alia ratione dicit, quod iustitia huius practica probatur ex eo, quod fere omnes Principes Christiani seculares eadem utuntur, & ubi fere tot amicitie consilio virorum sapientum, & prudentum quid id illis persuaserant ex zelo iustitie & pietatis Christiana, quod probat hoc tendere ad magnam utilitatem & commodum Reipublica.*

*Quod si quis vellet Principibus Sacularibus hanc potestatem adimere, sentiret quamprimum per manifestam experientiam quamdam calamitatem induceret in Reipublicam, allegat etiam speciatim exemplum Gallia, ubi hoc eodem modo practicatur, & addit quod moris sit Judicibus Ecclesiasticis bona temporalia quae possident in Regno Hispania occupare (quod etiam est practica harum Regionum) & idem per extraneos habentur, & hoc est commodum Reipublica, quod observatum est à longo tempore, & Imperator Carolus ejusque prudentes Consiliares sic desuper decreverant, ut punctatim observetur, sicut Indices Regii formam & modum prescriptum à Rege habebant, quem debent sequi examinando, & decidendo ejusmodi negotia.*

*Adhuc quid amplius dicit, quod in Hispania potestas Nunciorum Apostolicorum examinetur, ne possint moreri à Judicibus Regiis, quibus Commissionibus, & Dispensationibus possint uti, & in quibus casibus, ut in nihilo faciant prejudicium Reipublice, quia Nuncii sunt fuisse extranei, qui ignorant quid sibi vitandum sit.*

*Amplius allegat, quod illud pariter practicetur in Gallia, ubi Legati nullam possunt exequi Bullam Papalem, nisi prius obtenta permissione à Rege homologata in Parlamento Provincia, in qua Prælatus pretendit aliquid exequi, imo allegat Flandriam pro exemplo, & unum programma Imperatoris Caroli V. de Anno 1531. super hac materia, & quod pariter in Hispania Littera Apostolica debeant in pluribus casibus ante eorumdem publicationem mitti ad tribunalia Regia per Decretum Regis, ut possint illic examinari, & si nihil sit contra Privilegia Regis, & inculcari illius: hoc sunt in substantia verba Covar. via traducta ex Latino.*

*Hieronymus de Cevallos etiam scripsit Hispanus scriptum tractatum valde magnam, & particularem super hac materia, sicut etiam alii plures, quos hic non allegamus, ne tedium afferamus V. A. Celsitudini.*

*Sufficit, quod praxis Hispanica, & aliorum Regnorum Catholicorum suis convenit cum praxi harum Patriarum, in quibus fuit semper rigor observatus in non admittendis Bullis Apostolicis sine placito aut permissione Consiliorum, quod sepe fuerint banniti, & incarcerati illi, qui illas tentarent exequi sine ejusmodi permissione, imo super una difficultate, & controversia que erat Anno 1595. inter Abbatem sancti Arnoldi Metris ex una, & Patres Societatis Jesu Luxemburgi ex altera parte, ratione similis Bullae scriptum fuit per Consilium privatum Comitii de Mansfeld iam temporis Gubernatori Luxemburgensi, & Consilio ejusdem Patria, ut impedirent progressum, & executionem distae Bullae, etiam si ejus esset manus scripta, & hoc adeo est hic notorium, ut nemo unquam contradixerit nisi Francis Zypæus Officiat Antverpiensis, qui ante aliquot annos in lucem edidit certum quendam librum intitulum Jus Pontificium novum, ubi in dictum vellet vocare hanc Regis & Consiliorum a-theoriam; sed cum certum esset, quod hic permissionem non potisset obtinere imprimendi dictum suum librum (quia multa capitula repugnanti supergraviati Regis), curavit imprimi Colonia, & non Antverpia, qui locus erat sua residentia, ubi optimos habet impressores sive Typographos ad manum, & hoc non obstante impedire non potuit quominus dictus liber prohiberetur per resolutionem hujus Consilii, quamvis non publice.*

Nant il n'a seu empêcher, que ledit liure n'ait été défendu par résolution de ce Conseil, combien que point publiquement.

Par où se voit aussi, que la Bulle qui se publie annuellement à Rome au jour du Jovai Saint nommé *Bulle Cene Domini*, par laquelle tous ceux, qui empêchent les progrès des Bulles Apostoliques sont particulièrement excommuniés, n'est reçue, ne particulièrement édités Royaumes, & particulièrement en ce Pays, où elle ne fut oncques publiée, & quand elle y devoit être observée, Nous ne pourrions aussi prendre connaissance du Possesseur des matieres Beneficelles, des Dixmes & autres Causes, qui Nous sont aussi défendues par ladite Bulle, & dont toutefois la Judicature Nous appartient de toute ancienne, même entre personnes Ecclesiastiques à l'exemple de tous autres Royaumes & Terres Catholiques.

De manière que qui voudroit icy pratiquer la Bulle de la Cene, bouleverseroit quant & quant non seulement toute la Jurisdiction Seculière pratiquée par-deca de tout temps; mais oteroit aussi à Sa Majesté une bonne partie de toutes sortes d'Aides, Subsidies & Contributions, puisque la Bulle excommunie aussi tous ceux, qui en veulent charger le Clerge, lequel s'en est aut refuso, savoir en l'An. 1591. voulu servir au Duché de Limbourg, s'excusant de certain Aïde, que les Etats du même Pays avoient pour lors consenti à Sa Majesté, prenant seulement leur fondement sur ladite Bulle & s'étoient adressée à Rome où ils avoient impetru un Mandat Apostolique, par lequel fut défendu au Gouverneur de ladite Province & à tous autres de ne lever ladite Aïde sur ledit Clerge sous peine d'excommunication.

Par où V. Alteze peut voir le grand préjudice que l'observance de ladite Bulle causeroit icy & au Roy & à tous les Inhabitants du Pays, qui voyant que le Clerge demuestroir excuse des Aïdes seroient aussi refractaires à les consentir.

Et pour revenir au fait de Jurisdiction, les Prelats de Brabant jouissent d'un Privilege particulier, qu'ils estiment beaucoup, de ne pouvoir être juge en toute action personnelle active ou passive par autre Juge que par cette Cour, nonobstant que les Ss. Canons & Conciles ne permettent qu'aucunes personnes Ecclesiastiques puissent pour raison que ce soit protéger la Jurisdiction des Juges Laïcs, quand ce seroit même par serment *C. si aliquis ii de for. comp.* parce que c'est un privilege de l'Ordre Ecclesiastique universel & non pas de personnes en particulier.

Or il est que Maître Jean le Roy Official de Malines Juis Avocat de ce Conseil, & qui comme tel ne p'avoit être ignorant que lesdites Monitoires ne se pratiquent en ce Pays & que d'ailleurs nulle Bulle Apostolique n'y peut être exécutée sans préalable Placet de cette Cour, a nonobstant tout cecy de son autorité propre sans Nous connoître, fait publier le 30. Avril dernier, le Sermon du quatin achevé, par toutes les Paroisses de cette Ville les Monitoires susdits impetrez à Rome le 9. Février 1627. par les Enfants de feu Charles de Bille.

Il semble qu'aucuns de Predicateurs en faisoient de la difficulté, mais ce nonobstant tous ou du moins la plupart d'iceux en ont fait la lecture, laquelle ils n'eussent fait en cas qu'ils eussent été bien et informés de la non pratique de semblables Monitoires en ce Pays, comme en étoit Maître Cornille Van Worffel penultime Pleban de sainte Gudule homme docte & mûr, qui à autrois absolument refuse la publication de semblables Monitoires, qui lui furent presentes, & tellement informé le Nonce d'alors, de ce que les Monitoires ne se pouvoient pratiquer par-deca, qu'il en eut appaisement & n'en fit ultérieure instance pour la publication.

Le Confillier & Procureur General ayant representé la nouveauté de cette pratique & l'indeue execution d'icelle, Nous avons trouvé nécessaire pour la conservation de la Hauteur Royale de Sa Majesté, autorité de ce Conseil, Privileges & Franchises de ce Pays d'y pourvoir de remède, dont de tout temps on s'est servi en semblables occurrences, decernant Lettres de Cassation contre l'indeue publication & execution desdits Monitoires à la charge de ceux qu'il appartient, suivant ce qu'on trouve prescrit & statué par les Edicts de

Or.

*Inde satis etiam patet, quod Bulla que annue promulgatur Roma die Jovis sancta, nominata Bulla Cene Domini, per quam illi, qui impediunt progressum Bullarum Apostolicarum fecundatim excommunicantur, non sit recepta nec praticata in dictis Regnis, & particularet in hac Patria, ubi nunquam fuit promulgata, & quando ibi deberet observari, etiam non possemus cognoscere de possessorio materiarum Beneficialium, Decimarum & aliarum causarum, quae nobis etiam prohibentur per dictam Bullam, quarum tamen judicatura ad nos pertinet ex antiquis temporibus, etiam inter personas Ecclesiasticas ad exemplum aliarum Regnorum Catholicorum, & Provinciarum.*

*Ita ut qui vellet hic praticare Bullam Cene, subverteret non solum totam Jurisdictionem Secularem ab omni tempore praticatam, sed etiam adimeret sua Majestati bonam partem omnis generis subsidiorum & contributionum, cum Bulla excommunicet eum omnes, qui illis Clericis volunt onerare, qui alius nempe Anno 1591. illa voluerunt ut in Ducatu Limburgensi, excusantes se de certis subsidii, quae tum temporis Status ejusdem Patriae concesserant sua Majestati, non alibi fumentes suum fundamentum, quam in dicta Bulla & suum recursum habuerunt Romam, ubi impetrarunt Mandatum Apostolicum, per quod fuit prohibendum Gubernatori ejusdem Provinciae, & omnibus aliis, ne dictum subsidium exigerent à Clericis sub pena excommunicationis.*

*Unde Vestra Celsitudo videre potest magnum praedictum, quod observantia dictae Bullae hic causaret & Regi & omnibus incolis hujus Patriae, qui videntur, quod Clerici manerent exempti à subsidii, essent etiam refractarii & isdem nullum consentire.*

*Et ut revertamur ad punctum Jurisdictionis, Prelati Brabantiae gaudent Privilegio particulari, quod manifestant, ut non possint judicari, in omni actione personali activa vel passiva per alium Judicem quam per hanc Curiam, quomodo sacri Canones non permittunt, ut persona Ecclesiastica pro quaque ratione possint praerogare Jurisdictionem Laicalem etiam per juramentum *C. si diligenti ii de for. comp.* quia est Privilegium universale Ordinis Ecclesiastici & non certarum personarum in particulari.*

*Jam autem Dominus Joannes le Roy Officialis Mechliniensis olim Advocatus hujus Consilii, & qui ut talis non poterat ignorare quod dicta Monitoriale non praticetur in hac Patria, & quod aliunde nulla Bulla Apostolica possit executioni mandari sine previo Placito hujus Curiae, tamen his non obstantibus propria auctoritate, nobis non requisitis, iussit publicari 30. Aprilis ultimi (le Sermon du matin achevé) per omnes Parochias hujus Civitatis praedictis Monitorialibus imperariis Rome 9. Februarii 1627. per filios Caroli de Bille pia memorie.*

*Videbantur quidam Contentionatores quandam desperare difficultatem, his tamen non obstantibus vel saltem plerique illorum secerant publicam lectionem, quam non fecissent in casu qui fuissent informati de deinde ad practica similitum Monitorialium in hac Patria, sicut etiam Dominus Cornelius Van Worffel penultimus Plebanus S. Gudula vir doctus & masculus, qui aliquando absolute negavit publicationem similitum Monitorialium sibi oblatarum, & Nunquam, qui tunc ibi erat, informatus talis Monitoriales non posse praticari, ita ut dictus Nuncius acquiesceret, nec ulterius faceret instanciam pro publicatione.*

*Cum Consiliarius & Procurator Generalis representavit novitatem hujus practicae, & indebitum ejusdem executionem, necessarium duximus pro conservatione superioritatis Regiae, auctoritatis hujus Consilii, Privilegiorum & immunitatum hujus Patriae remedium adhibere, cujus omni tempore fuit usus in talibus occurrentiis, decernentes Literas Cassationis contra indebitam publicationem, & executionem dictarum Monitorialium, oneramus eos qui concernit iussu praescripta, & Statuta per Edicta & ordinationes Principum hujus Patriae successive & notantes per Edictum*

Ordonnances des Princes de ce Pays successivement & notamment par celle de l'An 1547. allegue encor cy-dessus, ordonnant expressément que aulle Provision de Rome soit mise en execution n'est que préalablement elle ait été visitée & examinée aux Conseils, & aux Impetrans accorde Lettres de Placet, & à peine de perdre l'effet desdites Bulles & Provisions, ayant lesdites Ordonnances jusques ores exactement été observées sans qu'il se poutroit produire aucun exemple au contraire.

Et sont ensuivie de ces lesdites nos Lettres de Cassation accordées le 5. de May dernier & le 8. du mesme mois par le premier Huissier de ce Conseil tant seulement exploitées au regard de Jan Van Meerbeke avant l'imprime lesdites Lettres Monitoires, & iceluy sommé afin qu'il eut à livrer audit Huissier tous les exemplaires qu'il en avoit, ensemble, tous autres papiers & muniments touchant cette matiere, & luy ordonne de casser le tout à peine de cent reaux d'or au profit de Sa Majesté ayant ledit Van Meerbeke donne pour teponse audit premier Huissier, qu'il avoit livré le tout audit Officiel, sans que pour alors il eût faite autre publication, formation, ou execution desdites Lettres de Cassation, meme pour obvier à toutes difficultés, le Chancelier en à par trois fois parle à l'Archeveque de Malines, à qu'il ladite Bulle s'adressoit, luy faisant entendre les raisons surdites & qu'il favoit que semblables Monitoires ne pouvoient estre pratiqués en ce Pays, lequel fit response, que cette affaire touchoit au Nonce, & qu'il luy en parleroit, ayant ledit Chancelier laisse en mains dudit Archeveque un Extrait dudit Placet de l'An 1574. & de fait ledit Chancelier fit surcroire la publication, affixion & execution desdites Lettres de Cassation, comme l'Archeveque le luy avoit inflamment requis donnant à entendre que l'affaire se poutroit accommoder à l'amiable, ce qu'eussions biens desiré sachans, que cette procédure par excommunication cause souvent du scandal, notamment en des Pays si voisins aux Heteriques, comme font ceux cy, ledit saint Concile de Trente ordonnant meme d'en user solement.

Mais le Sr. Nonce sans en faire aucun devoir, ni faire parler à Nous en cas qu'il eut desiré quelque plus grand eclairecissement de la notoire observance touchée cy dessus, tout à coup quasi deux mois apres, au lieu d'accommoder l'affaire s'en est communiqué à meler luy-mesme ouvertement, ayant fait afficher le 30. de Juin dernier Lettres d'Adjournement, à charge du Conseil & Procureur General de Pays de comparoir par-devant son Auditeur encensé six jours apres l'exploit pour s'excoier de ladite Cassation, & poutquoy il pensoit n'avoir encouru l'excommunication decretee par les SS. Canons contre ceux qui en pechent l'effet des Mandats Apostoliques, ou qu'autrement seroit procede à ladite excommunication, disant par ses Lettres que la Cassation desdites Monitoires auroit été exploitée par affixion tant à la porte de la Chancellerie qu'aux autres lieux publics, ce qui ne trouva jamais, meme au contraire à ladite publication & affixion comme dessus, été suspendue par ordre dudit Chancelier sous espoir d'accommodement.

Dont étant avertis sommes et contrainct en acquit de notre devoir serment de faire exploiter lesdites nos Lettres cassatoires en forme due, ce qui a été fait le 3. du mois de Juillet par ledit premier Huissier, & ordonne audit Officiel, & à tous autres à qui ce touche de le regler selon le contenu desdites Lettres Cassatoires sur peine de cinquante reaux d'or au profit de Sa Majesté.

Et Nous avons quant & quant sur autre Requete dudit Procureur General accorde autres Lettres des Cassation dudit adjournement & commination d'excommunication à decreter ledit Procureur General, lesquelles nos Lettres sont aussi été exploitées par ledit Premier Huissier ledit 3. jour de Juillet par affixion aux Eglises de sainte Gudule, sainte Catharine, & aux Portes du Conseil & l'Hotel de Ville.

Par ou V. A. voit que Nous ne pouvons estre blamés d'aucune precipitance ou de peu de respect, mais plutot de trop de dely & de trop de respect en chose de si grande importance, combien que l'un & l'autre étoit fondé sur l'espoir d'accommodement.

Le Nonce adverti de cet exploit à aussi-tot, savoir le 5. de

Jun de Anno 1574. hie supra allegatum, ordinans expressé ut nulla provisio Romana executioni mandetur, nisi prius fuerit visitata & examinata à Consilio & impetrantibus fuerit concessum Placitum, sub pena amittendi effectum dictarum Bullarum & provisionum, & dicta Ordinationes hactenus exacte sunt observata, nec potest nulum exemplum produci in contrarium.

Et sunt juxta hoc nostra Littera Cassationis concessa 5. Maji ultimi, & 8. ejusdem Mensis per primum Nuncium Judicii sive Apparitorum hujus Consilii tantum executioni mandata respectu Joannis Van Meerbeke, qui impresterat dictas Litteras Monitoriales, & fuit ille citatus ut extraderet dicto Apparitori omnia exemplaria que habebat, simul omnes alias chartas, & monumenta super illa materia, & illi fuit ordinatum, ut casset omnia sub pena centum Imperialium sive realium antecorum impendendorum sua Majestati; dictus autem Van Meerbeke respondit dicto Apparitori, quod omnia tradidisset dicto Officiali absque hoc, quod tum temporis fuerit facta alia publicatio vel executio dictarum Litterarum Cassationis, imo ad obviandum omni difficultati, Cancellarius iter desuper locutus est Archiepiscopo Mechlinensi, ad quem dicta Bulla destinabatur, ei explicando rationes supradictas, & quod sciret tales Monitoriales non posse praticari in hac Patria, qui respondit hoc negotium concernere Nuncium, & quod illi desuper vellet loqui, relicto à Cancellario in manibus Archiepiscopi extractu dicti programmatice de Anno 1574. & de facto dictus Cancellarius jussu suspendi publicationem, affixionem & executionem dictarum Litterarum Cassationis desuper insisteret requisitus ab Archiepiscopo, dicens negotium posse amicabiliter componi, quod certe desuper assensus, scientes hunc modum procedendi per excommunicationem sepe causare scandalum, notanter in Patriis, que adeo sunt vicina Hareicis, sicut sunt he, & imo sacrum Concilium Trid. ordinans, ut sobrie excommunicationibus Prelati utantur.

Sed Nuncius absque hoc quod peteret majorem dilucidationem noverit observantia supra prelatia duobus fore mensibus postea, ce ne compoisa se ipsum aperire incipit imiscere jussa affixione 30. Junii Litterarum citationis Consilii & Procuratoris Generalis hujus Patrie, ut compareret coram suo Auditore intra 6. Dies post expeditionem, ut se excusaret super dicta Cassatione, & quare putaret se non incurrisse excommunicationem decretam per sacros Canones contra eos, qui impediant effectum Mandatorum Apostolorum, vel quod alias procederetur ad dictam excommunicationem, dicens per suas Litteras, quod Cassatio dictarum Monitorialium fuisset executioni mandata per affixionem tum ad portam Cancellarie, tum ad alia loca publica, quod nunquam probabitur, imo in contrarium fuit dicta publicatio & affixio suspensa sicut supra, mandato dicti Cancellarii sub spe amicabilis compositionis.

Qua de re informati sumus coacti vi nostri officii, & juramenti jubere executioni mandari dictas nostras Litteras Cassatorias in forma debita, quod factum est 3. Mensis Julii per dictum primum Apparitorem, & ordinatum dicto Officiali & omnibus quos tangit, ut se regularer juxta contentum dictarum Litterarum Cassationarum sub pena quingentorum Imperialium sive realium antecorum impendendorum Majestati.

Et ad requisitionem dicti Procuratoris Generalis identidem concessimus alias Litteras Cassationis dicta citationis & comminationis excommunicationis decernende contra dictum Procuratorem Generalem, que nostre Littere etiam fuerunt executioni mandate per dictum primum Apparitorem dicta 3. Julii per affixionem ad Ecclesias sancta Gualia, S. Catharina & ad valvas Consilii & Curie.

Unde Vestra Celsitudo videt, quod non possumus argui precipitantia vel despectu, sed potius nimie dilationis & respectus in negotio tam momenti, quamvis hoc & aliud esset fundatum in spe amicabilis compositionis.

Nuncius, cetero reddens de hac executione jussu quaprimum

5. de Juillet, & de lendemain fait exploier & affiger certaines autres Lettres d'Adjournement pardevant son Auditeur contre le Chancelier de ce Conseil, le Secrétaire Steenhuyse (ayant depeche lesdits Lettres Cassatoires) & le Premier Huissier susdit les ayant exploiez, aussi comminatoires d'excommunication pour y aller excuser lesdites Lettres Cassatoires & s'excuser de l'excommunication, laquelle autrement contre eux seroit decretée.

Et Nous ne pouvans souffrir ce peu de respect, ces nouveautez & voyez de fait exécutées contre le Chef & premier Officier de la Justice souveraine de ce Pays, non sans admiration generale, qui ne peuvent estre excommuniez, & ne sont aucunement traitable en Justice pardevant ledit Nonce, ou son Auditeur, avons quant & quant sur autre Requête dudit Conseiller & Procureur General accordez autres Lettres Cassatoires desdites Lettres dernieres dudit Nonce, qui sont datees du 6. de Juillet, mais poit exploiez, l'exploit étant suspens par ordre V. A. parce que le meme ayant appercu qu'il avoit procedé sans fondement & contre des Privileges de ce Pays, sembloit vouloir entendre à la raison, mais comme Nous sommes informé de bon ne part, il fait à craindre qu'il trame encore quelque chose de nouveau au grand prejudice de la Souveraineté de Sa Majesté & de son dit Conseil.

Et partant Nous semble, que nosdites Lettres devroient estre exploiez, meme tant fait que le Nonce & Official susdits revoquent & retracent le tout, qu'il effacent entièrement de leur Papiers & Registres tous les Actes par eux fais & tenus touchant cete matiere, en sorte qu'il n'avenir on ne puisse lire, connoître, ni faire ce que c'est, remede qui autoit este trop doux au Roy Ferdinand le Catholique, si on confidete bien la Lettre écrite à un Viceroy de Naples, par ou se peut voir combien les Rois sont portez à la conservation de leur Hauteur, & particulièrement au fait de la Justice.

Les heritiers dudit Bilbe Imperants desdites Lettres Monitoires confessans leur tort, se sont excusés par Requête disant l'aine navoir rien seu desdites Monitoires, meme presentant s'en expurger par serment, & de ne s'en vouloir servir, & les autres ont demandé Placet pour les pouvoir exploier priant estre exécutés & relevez de la faute par eux commise de ne l'avoir demandé plutôt, mais le Sr. Nonce & l'Official ne font rien de semblable, ains semblent Nous vouloir contenter de paroles, ce qui Nous est ites suspect, & autant plus que Nous voyons journellement, que l'un & l'autre d'eux tache par toute maniere d'etendre la Jurisdiction en prejudice de la Souveraineté du Roy & de son Conseil, le premier ayant des le commencement de sa arrivee pardecà pretendu eriger un nouveau Tribunal, auquel iluy & son Auditeur eussent pris connoissance de toutes les Causes, ou du moins telle partie d'icelles qu'ils eussent voulu, qui se devoient ensuite du Concile de Trente *sess. 25. cap. 1. de reform.* commettre aux Juges nommez par les Synodes Provinciaux, & il l'eut de fait ja erige, si Nous & aucuns des autres Conseils ne Nous y eussions opposez en lieu qu'il devoit punctuellement se conformer aux Loix & Privileges de ce Pays, suivant le bon exemple de ses devanciers, & excuser le scandal & inconveniens que l'introduction de semblables nouveautez cause en un Etat si proche des Heretiques de tous cotz, & ledit Official à aussi ja commence beaucoup de nouveautez, auxquelles sommes pareillement resolu de Nous opposer & ne les souffrir davantage, comme n'avons pareillement pu souffrir les nouveautez faites par ledit Nonce & Official en cete Procedure en laquelle sommes ette attaquez par eux, qui Nous ont par la contraindre à Nous defendre le mieux qu'il Nous à este possible, ce qui est permis par tous Droits tant Divins, Naturelles que Humains, meme Nous y eions obligés par notre serment pour le maintienement des Privileges, Coutumes & Observances anciennes du Pays, comme V. A. peut voir par ses discours, qui sont seulement pour instruction de la personne Royale, & non pas pour contester l'affaire pardevant quelque autre Juge, ce que pourroit estre, ou pour soumettre cet Ecrit à autre Censure, que celle de V. A. puisque se seroit diminuer l'autorité du Conseil (à qui cecy touche privativement) & autrement une chose de tres-mauvais

*Van Espin, Parti V. L.*

exam.

mum nômpe 6. Julii expediti, & postea die executioni mandari & affigi quosdam alias litteras Citationis coram suo Auditore contra Cancellarium hujus Consilii, Secretarium Steenhuyse (qui expeditio dicitur Litteras Cassatorias) & dicitum primum Apparitorem, qui eas executioni mandavit, etiam comminatorias, ut viderent se excusare ob dicitas Litteras Cassatorias, & se purgare ratione excommunicationis alias contra ipsos decernenda.

Et Nos non potentes parâ illum despectum, has novitates & vâ falsi mandatas executioni contra primum caput iustitie supreme hujus Patrie: non sine fâpore generali, qui non possunt excommunicari nec ullo modo in iudicium trahi coram dicitâ Nonce vel ejus Auditore, concessimus identidem ad aliam requisitionem dicitâ Consilii. & Procuratoris Generalis alias Litteras Cassatorias ultimam litterarum dicitâ Consilii, que data sunt nona Julii, sed non executioni mandata suspensa executione mandato Vestra Celsitudinis, quia cum idem advertisset se processisse sine fundamentis & contra privilegia hujus Patrie, vididit vellet se emendare, sed cum esset informati à bene sentientibus, timendum fuit, ne adhuc aliquid moliretur novi in quo cum prejudicio superioritatis sue Majestatis & dicitâ Consilii.

Et ideo videntur nostra Littera executioni mandata, ut Nuncius & Officialis dicitâ revocent & retrahant omnia, & plane deleant ex suis chartis & Registris omnia per se gesta concernentia hanc materiam, & in postero non possit legi, cognosci vel sciri quid sit, remedium nimis leve Regi Ferdinandæ Catholico, si bene consideretur Epistola scripta ad Vice Regem Neapolitanum, in qua potest videri, quem serventes sint Reges in conversatione sua superioritatis, & specialiter in materia iustitie.

Heredes dicitâ Bilbe Imperantes has Litteras Monitoires facientes se non jure processisse excusant se per supplicam, imo nam maxime allegant se nihil scivisse de dicitâ Admonitionibus, imo offerit quod vellet se expurgare per juramentum, & illis non vellet uti, & alii petierant Placitum non possent ad executionem procedere, rogantes ut excusentur ratione culpa commissæ, quod non citius prestant; sed Nuncius & Officialis nihil simile prestant, sed videntur velle non verbis circumvenire, quod nobis est valde fâsilem, to amplius, quod quotidie videmus, quod insusceptum illorum omni modo conetur excidere suam Jurisdictionem in prejudicium superioritatis Regis & Consilii. Primus illorum ab initio sui adventus pretendit erigere novum Tribunal, in quo ipse & ejus Auditor cognoscerent de omnibus causis vel falsum de multis quas voluissent, que debent juxta Concil. Trid. *sess. 25. c. 10. de reform.* committi iudicibus nominatis per Synodos Provinciales, & jam existeret, si Nos & quadam alia Consilia non opposuissimus, cum tamen deberet punctatim se conformare Legibus & privilegiis hujus Patrie, secundum exemplum suorum antecessorum, & excusare scandalum & inconvenientia, que introductio talium novitatum causat in aliquo statu tam viciâ undequaque hereticis; & dicitâ Officialis etiam multas incipit novitates, quibus pariter decretamus Nos opponere, nec ulterius pati, sicut non possumus pati novitates attentatas per dicitum Nuncium & Officialem in hac agendi methodo, in qua ipsi nos aggressi sunt. Quod etiam nos cogerant defendere omni meliori modo, quod licet per omnia jura tam Divina, quam naturalia & positiva, imo cogebamur per nostrum Juramentum pro conversatione Privilegiorum, consuetudinum, & ordinationum antiquarum Patrie, si v. vestra Celsitudo videre potest ex hoc discursu, qui conducit institutioni Regis, & non ad constandam licem coram alto iudice quâcunque, vel ad submitendum alteri censura hoc scriptum, quam Vestra Celsitudo; nam hoc esset diminuire auctoritatem Consilii (quod hoc negatur privative tangit) & alias res fâssimi exempli, & pessime consuetudine, tendens aliquid ad prejudicium superioritatis sue Majestatis, Privilegiorum, ordinationum, bonarum & iustarum consuetudinum hujus Patrie & notanter in prejudicium festivo introitus, quem Vestra Celsitudo sancte observavit.

H

Ad.



exemple, & pire consequence, tendant d'ailleurs en  
 prejudice de la Hauteur de Sa Majeste, des Privile-  
 ges, Ordonnances, bonnes & justes Costumes de ce  
 Pays, & notamment en prejudice de la Joyeuse En-  
 tree, laquelle V. A. à toujours sanement observee

Et, quant à la question de la démission de la présidence de la République, le Président de la République a déclaré qu'il ne se posait pas de lui-même, mais qu'il était en mesure de le faire si la situation l'exigeait. Il a également déclaré qu'il était en mesure de le faire si la situation l'exigeait.

Madame, de conserver V. A. longues années sous la protection, de V. A. Serenissime tres humbles & tresobéissant Serveurs, les Chancelier & Gene du Conseil du Roy en Brabant.

*Addimus præterea considerandum à vestra Celsitudine, quod Nuncii non possint nisi facilitate & potestate sibi concessa à sua Sanctitate, nisi prius obtinerint Placitum, quod conceditur in Consilio cum restrictione, & salva superioritate Regis & observantia Legum & Privilegiorum Patriæ & non aliter. Superest, ut humiliter offolemur Mæris Rectis Vestra Celsitudinis, rogantes Deum.*

*Serenissima Domina, ut Vestram Celsitudinem per multos annos in sua protectione conservet, Vestra Celsitudinis humil imi & obedientissimi servi, Cancellarius & Procurator Generalis Consilii Rerū in Brabantia.*

DECRETUM  
CONSILII BRABANTIAE

Die 5. Maji 1628, quo cassatur publicatio Bullæ Romanæ impetratæ in causa hæredum Caroli de Bilhe, & in superiori Consulta enarratum.

P Philips by der gratien Gods Coninck van Castilien , van Leon, van Arragon, van bey de Sicilien, van Jerusalem, van Portugal &c. Aerts-Hertoghe van Oostenryck, Hertoghe van Bourgognien , van Lothryck, van Brabant, van Limbourg, &c. hier op verveft heeft, Saluyt. Van wegen onsen lieven ende getrouwen Raet ende Procureur Generael van Brabant is ons verhoort ende te kennen gegeven dat hoe wel, volgens die notorie Edicten hier in onse Landen involgeblyk ondertouden, gheene Bulle Apostolique gepubliceert, noch ter executie gestelt onse moegen worden forden worgende Placet van onsen voorsz. Raede. Roois't noticiants dat den Officiael van Mechelen hun heeft vervoordt te bevelen aan alle Pastoors ende Vicarissen van de Kercke des Aertsbisdoms van Mechelen, dat sy in gevolge van si kere Bulle P'pale gelpetreebt by Jouffrouwe Anna de Billie, ende hare Eiegenaemen in February 1648 den, seuden hebben ter ordoncen aan sulcken onbekenden Persoon als uyter Stert-Huys van wylen Carle de Billie hunnen Vader fouden mogen gemeen hebben ende fouden moegen besitten afschucken goeden meublen ende jimeubelen als' voorsz. Stert-Huys foudte toebehooren, dat sy allen de felve fouden hebben te restituere ende die felve fouden weten, dat sy die fouden denuncieren aan de voorsz. Eiegenaemen Bilie off wel aan den voorsz. Officiael, ende dat alles binnen den tyt van dertigh daegen op pene van excommunicatie, welken volgende verlichsche Plebanen Pastoors, ende Vice-Pastoors hun hebben verfoordt binnen desen onsen Lande die voorsz. Bulle niet het voorsz. Mandat onder het Sermoon te verkondigen, ende dat si hunne relatien te geven, als blijktt onder andere by een dobbel van de felve Bulle gepubliceert by den Plebaen van Sint Goedelen Kercke alhier. Ende want 't selve is contrarie die voorsz. Edicten ende oude overblyfsche observatien hier in onsen Lande van Brabant gebouwen, ende noch meer syn foudte, soo verre daer ine niet en worde versien. Soo verlichsche daerom die Remontrant, dat ons gelieven welck hem te verlenen onse opene Brieven van D'adje daer toe diene. Vv. A. C. K. D. M. M. C. S. D. D. J. S. T. dat wy desen aengien V. ontboden ende bevelen daer toe committerende by desen, dat soo verre V. blyck van 't gene voorsz. is, soo veelte dats genoeg sy. Ghy in dien gevalle't en verlichsche des voorsz. Remontrants, doerexpres ende seker bevel van onsen i' weghen die voorsz. Officiael van Mechelen, die voorsz. Jouffrouwe de Billie ende hare mede Eiegenaemen, die voorsz. Plebaens, Pastoors ende Vice-Pastoors de voorsz. Bulle ende Mandat gepubliceert hebbende, misgtraedes Jan van Meerbeke die voorsz. Bulle ende Mandat gedruckt hebbende, ende alle anderen dien't selve aangen magh, op seker groote penen't onsen behoeve te verbeuren oock by faillissementen van hunne temporele goeden dat sy ende een jegelick van hun, soo hun dat aengien sal, ende toelast 't voorsz.

P<sup>ri</sup>ncipibus Dei gratia Rex Castilia, Leonis, Arra-  
gonie, iurisque Sicilia, Ierofolymorum, Lusitania,  
etc. Archidux Sicilie, Dux Burgundie, Lotharingie,  
Brachonie, Limburgi, etc. Primario Appartiori, fidei  
Nuncio Consilii nostri Brabantia, ad hoc recepti, salu-  
tem. Expositio nobis obtrahit & fidelis Noster Consiliaria,  
& Procurator generalis Brabantia, quod, quavis secundum  
Notoria edita, in hisse Provinciis inviolabiliter obser-  
vata, nulle Bulla apostolica publicari aut executionem  
mandari possint, nisi placito prefati nostri Consilii; ita  
ut in Officiali Archiepiscopalis ante sit inungere omnibus  
Pastoribus & Vicariis Parochiarum Diocesis Archiepiscopalis,  
ut in vim eisdem Bulla Papali, per Domicellum  
Annam de Bille & Coheredes eius imperatore in Februario  
ultimo elapso, mandante cuiusque persona ignota, qua  
ex Domo Muraria Caroli de Bille, Patris eorum, forte  
surripuit, & ab eis posset bona quęquęque mobilis aut im-  
mobilis ipsellanti ad dilectum Donum Murariam ead. m.  
essuerit: & quicquid personam illam nosset, eandem  
etiam hereditibus de Bille, aut memorato Officiali denun-  
tiatione, quę infra triginta dies, sub pena excommunica-  
tionis, & cuius mandandi, variis Plebanis, Pastores & Vice-  
Pastores eandem Bullam contra Mandatum in hac nos-  
tra Provincia, sub concione publicarent, datis de hoc  
publicatione reformationi suis, nitterit alia cunctis ex  
coj. p. dicta Bulla publicata per D. Pleban. m. Diva Gudula  
m. ejusdem Ecclesia. Quia omnia cum directe reguntur prefati  
nostri editis, & non ita: noster consensu noster in Pro-  
vincia nostra Brabantia observatis: quę, unque ad h.  
nata sunt evenire nisi tempore providetur. Ideo expo-  
nit nobis supplicat, ut dignamur etiam concedere Litteras  
Patentes Consiliaria ad hoc congruas. Hinc est, quod  
nos, hisse maiore expensis, tibi injungimus, auctorizandi  
per presentes, ut, si familiā vera esse sufficienter conside-  
raris, ex casu ad infantiam Expositum, nomine Nostro  
iussu Officiali Archiepiscopali, Domicello de Bille & Cohe-  
redibus, Plebanis, Pastoribus & Vice-Pastoribus qui pre-  
tallam Bullam & Mandatum publicarent, insuper & Jo-  
anni Van Meerbeck qui eandem Bullam, & Mandatum  
impressit, omnibusque aliis quibz hoc quomodolibet con-  
cernat ac culibet eorum sub gravius mulctis nostris obsequio  
applicandis etiam injiciendo manus in temporalia bona,  
expressit, & severe mandes. prefatum Mandatum quid  
Officiali ac subsecuta publicatione ejusdem, & quid  
quid inde dependet, suis sumptibus, damnis & interesse  
assent, revocari & annuiliari, siquę caventi ad similibz  
impostum attenti ante nos sub graviusbus panis, deinde fol-  
lunt expensis huius sententia ac executionis ejusdem; cui  
ad hoc congruus ius in mediis compellendū quia omnia ibi  
imp. nec plevam faciat aem. Mandamus insuper omni-  
bus aliis inferioribus Tribunalibus, Iudicibus, Officialibus  
& Subditis Brabantie Provincia nostre, ut in hisse ex-  
quendis tibi: obediant & auxilium præsent, si iniquitatis  
est.



voorſz. maudant des voorſz. Officials, mitſgaeders die publicatien daer naer gevolgt, ende daer af enich ſints appendert koſteloot ende te ſchadeloos fouden caſſeren, revo- ceren, of doodi ende te niet d'ien ende doen doen, ende hen verdraggen van gelijken meet te doene, oft' atten- cren, in eeniger manieren op meer penen. Ende tot dien te- taalen die coſten van deſen, ende executien der ſelver, te ſelve daer toe op d'ien noodt ſy bedravingende by ende met alle behoorelijcke vvegen ende manieren van bedravage daer toe dienende. Van des te d'one, met dieſet ſca- kleeft gheven Vvy V. volcomen macht by deſen. Onbieden voorts ende bevelen allen anderen onsen ende onſer Vaſſalen, oft der ſmaelste Heeren Rechters, Juſticiers, Officiers ende Onderſaen ons voorſz. Lands van Brabant dat ſy V. (dit doende) gheoorſaen ſyn, behulp ende byſtand d'ien ſou verre ghyſ behoet ende ſy d'is van V. verſocht voordren. *Plants alſo Geleſt.* Gegeven in onſer Stadt van Bruſſel den 5. Majj 1528. ende van onſen Rijkke d'achtſte. Onder ſtond geſchreven by de Coninck in ſynem Raede ende vvas ondertreckt *Steenhuys* ende beſegelt metten grootten Segel van Synce Majſteyt in rooden Vvaſſe gedruckt ooden aenhangende in encklen ſteerte.

Uyt crachte van d'Originele opene Brieven vvaer af deſe Copye is, hebbe ick eerste Deutverdere ordinatis van den Raede van Brabant op den 3. Julij 1628, in den naem van Synce Majſteyt geordonneert, den Officiael van Meebelen, de voorſz. Jousſouwe Anne de Bilhe ende haere mede Erſigenaemen, de voorſz. Plebanen, Paſtoors ende Vice-Paſtoors de voorſz. Bulle monitoriale ende Mandat gepubliceert hebbende, mitſgaeders Jan van Meerbeek die de voorſz. Bulle ende Mandat ge- druckt heeft ende alle andere dien't ſelve aengien mach, dat ſy hun promptelijc ſullen hebben te reguren naer d'inhouw van de voorſz. opene Brieven op pene van 500. goudte Realen by elck van hun te verbeuren die op hun oft hunne goeden binnen dry daegen daer naer ſullen vvoorden verbaelt ende binnen andre dry daegen naer d'expiratie van d' eerste dry daegen op pene van dryſent goudte Realen te verbaelen als vooren: alles ten behoeve van Synce Majſteyt ende voorts op al- ſulcken meerdere pene als daer naer ſal voordren geor- donneert tot dien eynde hebbe deſe geſſigert den 3. Ju- lij 1628. &c. Ende vvas ondertreckt, *P. Chriſtyn.*

*esque requisieris) tale enim est beneplacitum nostrum. Datum in U. b. nſtra Bruſſelienſi s. / ſajj Anno Domini 1628. & Regni nſtri: etc. etc. Inſcrib: beaurper Regem in ſuo Conſilio & ſignatum Steenhuys & ſigillatum Majeri ſigillo Suae Majestatis rubra cera impresso.*

*Vigore Originalium Litterarum Patentium, quarum supra copia exhibetur, ego primarius & ordinarius Ap- paritor Conſilij Brabantie 3. Julij 1628. nomine Suae Majestatis mandavi Officiali Mechlinienſi, dicta Do- micella Anna de Bilhe ejusque coheredibus; ac insu- per memoratis Plebanis, Pastribus & Vice-Pastri- bus, qui praesentem Bullam publicarent, & Joanni Van Meerbeek ejusdem Bullae impressori, omnibusque quos hac concernere posſent, ut sine mora seſe conformetis contentis praesentium Patentium Litterarum, sub mul- ta quingentorum aureorum solvenda a quolibet eor- um, quorum solutio infra triduum ex illorum perso- nis aut bens fiet. Et primo triduo elapſe, sub mul- ta mille aureorum, altero triduo elapſe, solvenda ut ante, ad utilitatem Avaris Suae Majestatis; ad alia majeri pena postmodum ſervanda. In quum ſinem ha- ſe affixi 3. Julij 1628. erat ſignatum. P. Chriſtyn.*

# D E C R E T U M

## C O N S I L I I B R A B A N T I A E

Die 3. Julij 1628, quo caſſatur citatio quædam affixa ex parte Internun- cii, in præſata Conſulta pariter enarratum.

**P**hilippus dei gratia Rex Caſtilie, Leonis, Arra- gonie, uſurſque Sicilia, Jeruſolymorum, Leſtanie, &c. Archidux Auſtriae, Dux Burgundiae, Lotharingae, Brabantiae, Limburgi, &c. Primarius Apparitor, ſive Nuncio Conſilij noſtri Brabantiae, ad hoc requiſito, ſalu- tem. Expoſuit nobis charus & fidelis Noſter Conſultarius, & Procurator generalis Brabantinus, heredes Caroli de Bilhe Rome impetraviſſe Bullam quandam Papalem, Mon- torialem nuncupatam, qua ſub pena excommunicationis injungitur perſonis igneſci, reſtituere quicquid ex Domo Mortuaria Patris eorum ſurripuerant. Quodque Dominus le Roy Officialis Mechlinienſis mandaviſſet eandem publica- ri, ut etiam variis Paſtoribus fecerant, licet nullum ad hoc Placitum fuiſſet poſitum, nec conſenſum. Quare Exponentes ob officiis caſibus ſuis has nobis ſignificari, ut de opportuno re- medio providere dignaremur; cum notoriis ſi in noſtra Provincia Brabantia, nullas Proviſiones Apoſolicas ſine previa Placito noſtro poſſe executioni mandari. Quare di- ctum Conſilium noſtrum eidem conſenſiſſe Patentes noſtras Litteras Caſſationis, cum detentione donorum tempora- lium tam dicti Officialis, Paſtorum aut Vice-Paſtorum, qui praesentem publicationem fecerant, quam memorati Domi- cella de Bilhe & Fratrum ejus; poſtquam vero dicti Pa- tentes Littera conſpicerent executioni mandari, reſatum eſt cha- ro noſtro & fidelis Cancellario, partes controverſiam ami- cabiliter velle componere, regere, ut interea omnis ul- terior executio Caſſationis ſuſpenderetur. Quibus non ob- ſtantibus Illuſtriſſi. D. Nuncius Ap- ſolicus Exponentem Litteris ſuis, die 28. Junij noſiſſimi, affixis ad valutas Eccleſiarum iriſeſumo ſequenti citari infra triduum biduum eorum Auditore ſuo, ad ibidem defendendum praesentem Caſſationem, & probandum quod non incidit in excom- municationem. Alias contra ipſum pronuntiandum Decre- tum excommunicationis, illudque in forma publicandum.

*Van Eſſen, Pars V. l.*

*Caſ.*

*H 2 Qua*

Cassie foudde worden opgehouden, gelijk gebruyt is, dien niet-tegenstaende soo heeft den Heere Illustrissimus Nuncius Apostolicus den Remonstrant by affixie ter Kerckh-deuten doen cieren by syne Brieven van den 28. Junii leest leden, geafficeert den 30. daer naer, om te compareren binnen dry maeltvee daegen voor sijnen Auditeur omaldaer te verantwoorden de voorz. Cassie, ende waerom hy niet en soude gevallen zijn in excommunicatie, anderszins dat teghen hem soude voordoen ghegeven Decret van excommunicatie, ende dat selve naer behooren soude worden gepubliceert, allen d'vleek vrant dierlijk is stuydende teghen d'oude Privilegien ende Costumen van desen onsen voorz. Lande, misgaders tegen onse Souverain autoriteyt ende van onsen voorz. Raede. Soo verfocht die Remonstrant dat ons gelieven vville hem daer op te verkleinen onse opene Brieven van Cassie in forma met permisse van salisfement van hunne temporele goeden. VvAEROM SOO IST, dat vvy desen aengien U, ontbieden ende bevelen daer toe committerende by desen, dat soo verre U blijcke van 't gene voorz. is soo veel daer genoech sy, ghy in dien gevalle ten verucke des voorz. Remonstrant doet expres ende scherp bevel van onsen 't vvegen den voorz. Illustrissimus Heere Nuncius, synen Auditeur, den voorz. Official, mit sgaeders alle andere Geestelijcke ende Vverelijcke Persoonen, naemenslijk oock de Jousffrouwe Anna de Bilhe ende haere Broeders die hen't gene des voorz. is hebben gemoeyt ende noch sullen moeyen oft onderwinden op te kete groote penen 't onsen behoeve te verbeuren, dat sy ende een iegelijc van hun soo hem dat aengaen sal ende toestaet, sullen de voorz. Citatie, affixie, ende alles wet daer af dependert uyt ende naergevolgt is oft volgen sal, costeloos ende schadeloos Cassien revoceren, af, doodt ende te niet doen ende doen doen, ende hun verdraegen van gelijken meer te doen, oft 't antenteren in eniger manieren ende tot dien betalen die Costen van desenende d'executie der selver, de selve cleck in 't besunder daer toe op dat noodt sy bedwingende by ende met alle behoorelijcke weghen ende manieren van bedwingen de daer toe dienende. Van des te doene geven wy U, volcomen macht, misgaders om hunne temporele goeden te moghen salisen tot verhaelen van de voorz. Penen, Ontbieden ende bevelen voortallen anderen onsen, ende der Smadere Heeren Rechters, Justicieren, Officieren ende onderfaeten ontvoorst. Landts van Brabant dien dit aengaen sal moge, dat sy ende een iegelijc van hun soo hem toebehoort U. (dit doende) gehoorfaem syn, behulp ende bystand doen, soo verre Ghyt behoef ende sy des van U. verlost worden. WANT OS ALSOO GELIEFT. Ghegeven in onser Stadt van Brussel den 3. Julii 1628. ende van onse Rijkken d'wille. Onderstondt by den Coninck in synen Raede, ende was onderteekent *Steen Hys* ende besegelt metten grooten Segel van Syne Majesteyt in rooden wasse gedrukt onder een uythangende in enckelen Steene.

Uyt crachte van d' Originele opene Brieven waer af dese Copeys, haddeick eerste Deurweertere Ordinaris van den Raede van Brabant in den naem van Syne Majesteyt ende ten verucke des voorz. Heere Remonstrant gedaen expies ende scherp bevel aan den voorz. Illustrissimus Heere Internuncius, synen voorz. Auditeur, den voorz. Official ende alle andere Geestelijcke ende Vverelijcke persoonen, naemenslijk oock aen Jousffrouwe Anna de Bilhe ende Broeders die in't gene voorz. hen, hebben gemoeyt ende noch sullen moeyen ende onderwinden, dat sy hun propmelijc sullen hebben te reguleren naet d'Inhoudt van de voorz. opene Brieven op pene van 500. goudse Raelen by cleck van hen verbeuren, die op hun, lielt ende binnen andere dry daegen, daer naer sullen worden verost hunne goeden binnen dry daeghen naet d'expiratie van d' eerste dry daegen op pene van duysent goudse Realen te verhaelen als voor, alles tot behoef van Syne Majesteyt ende voorts op alsculken meer der penen als daer naer sal voordoen geordonnert ende hebbe tot dien eynde dese geafficeert den 3. Julii 1628. ende was onderteekent, *P. Chrystia.*

*Qua omnia cum directis contrariis tam suprema nostra auctoritati & memorati Consilii nostri, quam Privilegiis & Consuetudinibus dicta nostra Provincia; Exponentis supplicavit, ut dignaremur ei concedere Patentes nostras Licentias Cassationis in forma, cum licentia inscribendi manus in bona temporalia. Hinc est, quod nos hinc attendis, te autorizamus & injungimus, ut, cum tibi debite consideres vera esse quae narrata sunt; omine nostro expresse & severe mandis prefato Illustriss. Dom. Nuncio, ejus Auditori, dicto etiam Officiali aliisque omnibus Ecclesiasticis & secularibus, ac nominationi prefatae Domitellae Annae de Bilhe & Fratris ejus, qui se memorata causa immiscuerunt & aliae immiscuerunt, sub gravi poena, arbitrio nostro inscribenda, ut quilibet eorum, in quantum id cum e ernerit, suis dispendiis, damnis & interesse cassent, revocent & annullent dictam citationem, & affixionem cum omnibus in eo secutis & futuris, sub poena excommunicationis quomodolibet attentandis: ac insuper solvant expensas hujus Decreti ac executionem ejusdem, quemitibet eorum in solidum ad hoc compellendo modis juris congruis. Ad haec omnia damus tibi plenam facultatem, ut etiam ad inscribenda manus in bona eorum temporalia, ne ex his poenis praestitas recuperare possis. Mandamus insuper omnibus aliis inferioribus Tribunalibus, Judicibus, Officialibus & Subditis Brabantinae Provinciae nostra, quos hac tangunt, ut ipsi & quilibet eorum in hisce exequendis illi obediant, & auxilium praestent, si indigerint, easque requisiti tale est enim beneplacitum nostrum. Datum in Urbe nostra Bruxellensi 3. Julii Anno Domini 1628. & octavo Regni nostri. Inferius habetur per Regem in suo Consilio, & secretum Steenhuyse. Et sigillatum majori sigillo Suae Majestatis rubra cera impresso.*

*Vite Originalium Litterarum Patentium, quarum copia supra exhibetur, ego primarius Apparitor Consilii Brabantiae nomine Suae Majestatis, & ad instantiam Domini Exponentis, expresse & severe mandavi prefato Illustrissimo D. Internuncio, ejus Auditori, memorato etiam Officiali, omnibusque personis Ecclesiasticis & Secularibus nominatim Domitellae Annae de Bilhe & Fratris ejus, qui se hinc negotiis immiscuerunt, & adhuc immiscuerunt, ut praesepse se conformarent contento dictarum Patentium Litterarum sub poena 500. aureorum solvendorum per quemlibet eorum in persona aut ex bonis eorum, infra triennium, quo classe, si non obedierint, sub mille aureorum solvendorum ut ante, applicandorum Erario Suae Majestatis; ac insuper sub alia graviori multa, postmodum ordinanda. In quem finem haec affixi 3. Julii 1628. erat signatur P. Chrystia.*

(D)

Ad pag. 25.

## EPISTOLA

D. INTERNUNCII die 24. Septembris 1641. ad Universitatem Lovaniensem, cui annexum erat Decretum Sacrae Congregationis universalis Inquisitionis contra Librum Cornelii Janfenii Episcopi Iprensis per Universitatem publicandum.

*Reverenti admodum Eximii ac amplissimi Domini.*

**P**rodiit in lucem contra Sedis Apostolicæ Mandata ac Decreta Liber Reverendissimi Cornelii Janfenii Episcopi Iprensis, cui titulus Augustinus, trallans ex professo de Auxiliis Divinis, ac deinde occasione ejusdem operis edita sunt pariter contra prædicta Decreta ac Mandata tam Theſes PP. Societatis Jeſu de ejusmodi materiis agentes, quam alii Libelli, Orationes, Scripturae ac Epistolae in Decreto Sanctissimi Domini nostri hifce Literis annexo annotata, quorum omnium usum cum Sanctitas sua de Consilio Eminentissimorum in Cardinalem Supremum, & Universalem Inquisitionis interdicere, simulque inhibere; ne quisquam impostum Libros, & Tractatus ullos de prædicta materia imprimere, aut in lucem edere

audeat, misit Dominat. Vestræ jussu ejusdem Sanctitatis Suae exemplar prædicti Decreti, ut infra Universitate id quamprimum promulgetur, ac sub Censuris. & poenis in eo contentis inviolabiliter, ab omnibus observetur: Quod D.D. vestras pro sua in Sedem Apostolicam observantia non gravare præstiterat, sperans rogo eadem ut de recapitis hifce me illico rediant certiorum, interea vero omnia prospera. & felicia eis precor. Bruxellis 24. Septembris 1641. (inferius habebatur) Reverendarum admodum Exim. ac Ampliss. D.D. Vestrarum. Magis infra habebatur, Devotissimus Servus (signum) J. P. STRAUVUS Internuncius Apostolicus.

(E)

Ad pag. 26.

## B R E V E

## U R B A N I O C T A V I.

Die 11. Januarii 1642. Ad Universitatem, in quo conqueritur de non facta executione prædicti Decreti S. Congregationis.

U R B A N U S P P. V I I I.

**D**ilecti filii Salutem, & Apostolicam benedictionem. Cum admiratione audivimus in vobis, qui Religiosa Fidei defensionem præsteminis, non eam inveniri alacritatem ad Jussa Apostolica capeſſenda, quam Ecclesia auctoritati, cum integritati ac pietati vestre par esset, dum Decretum ad coercenda circa materiam de Auxiliis ingentorum diffidia à nobis publicatum debita executioni minime demandari curavistis, sed ad illius editionem impediendam, nescimus quo malo affectu ducti inani certe specie, & prætextu, quemadmodum ad Nos perlatum est, Laicos Magistratus inducere non dubitastis. Patet quantum hoc ab illis, qui Ecclesia militant, ab hoc

re at, quod offendiculum hinc pusilli, quantum hostibus scandalum exortatur. Sedi quidem Apostolica non eadem suggestant consilia, quæ fuerit & opera & novis Universitatem ipsam Beneficii, cumlundi. Speramus tamen fore, ut hoc in negotio ejusmodi suscipiatis deliberationem, quæ non averſionis, sed conformanda nostræ erga vos benevolentia augmentum sit. Id à vobis propediem expellamus, quibus Apostolicam benedictionem in Domino imperimus. Datum Roma apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die 11. Januarii 1642. Pontificatus nostri anno xix. (signum erat) JULIUS PORPAGLORJUS. Superſcriptio erat talis. Dilectis filiis Decano & Universitati Lovanienſi.

Ad

(F)

Ad pag. 26.

## LIBELLUS

SUPPLEX PROCURATORIS REGII oblatum Consilio Brabantiae, quo petit interdici Rectori Universitatis Lovaniensis procedere ad Publicationem ullius Bullae aut Decreti Romani, nisi ipsi primo confiterit de obtentis Literis Placiti, & nominatim ad Publicationem praedicti Decreti S. Congregationis contra Librum Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis.

AEN HET HOF

CURIÆ.

V Erthoont den Raedt ende Procureur Generael van Brabant, hoe dat gekomen zynde tot synder kennisse dat den Heer Internuncius Stravius hem hadde vervoordert hier te Lande uyt te geven seker Decreet van Roomen, vvaet by verboden vvoordt de lectuere van den Boek van vvylen de Heere Bisscop van Ipre Cornelius Jansenius, die Thests van de Paters der Societeyt Jesu daer tegens gemacke ende andere vvescheyde Geschriften, soender hier te Hove gevinsent oft geplaceneert gevveest is zyn, heeft Requette geprecesent op den lesten September lesleden, ten cynde het Hof soude gediect vven sen den voors. Heere Internuncius Stravius, ende aen alle andere die sulx soude mogen racken te injungeren, kosteloos ende schadeloos te cassen, doot ende te niet te done het Mandement by hem gegeven, nopende publicatie van nei voors. Decreet, d' a *fictie ad valuas*, ende allen't gene daer uyt ende naer is gevolgt, houdende ingevalle van communicatie, alles in staet ende surceantie; op vveelcke Requette is gevolgt appointement van communicatie, houdende onderdultschen in staet ende surceantie d' executie van de Bulle aldaer vvermet, vveelcke Requette gefonden gevveest zynde by des lotene Brieven aen den voors. Heere Internuncius, heeft daer tegens gediect van seker verklaren hier mede gende; ende hoevvel tot noch toe daer op niet en is. geresolveert, noch de voors. surceantie afgedaen: soo is't nochtans dat hy Suppliant verstaet, dat die van de Universiteyt van Loven sonden ontfangen hebben nieuwe Depeschen van Roomen, inhoudende het selfste dat ingehoden deestt voorgende Decreet van den 20. Augusti lesleden, ende dat sy en Maendag tockemende souden verstaen tot publicatie te komen van de selve sonder deer toe te hebben enenige Brieven van Placet, ende vvan het selve soude strecken in prejudicie van de vvoorgende surceantie, ende, dat het selve soude vvesen tegens de Souverainnryt van Syne Majesteit, die vveelcke competereit het recht van Placet te geven in desen Lande van Brabant van alle oude ende immemoriale tyden, by vveschey de Placaerten geconfirmeert, soo nemmyt sijnen toeluchtrenten Hove.

Ten cynde het selve gediect zy aen den Heere Rector ende andere de Universiteyt van Loven t'interdicteren te procederen tot publicatie oft affixie van eenige Bullen oft Rescripten van den Stoel van Roomen, aler dat hun sal gyn gebieken van Brieven van Placet daer toe dieneende, ende ingevalle van communicatie, *interim* de voors. interdictie, Dit doende &c. (ende vvas ondertoe kent.) *M. Vanden Hove.*

## Sequitur Apostilla Marginalis ad praedictum Libellum.

S Y dese by beslotene Brieven gecommuniceert aen die van de Universiteyt van Loven om daer tegens te seggen binnen acht dagen, die selve middeldeuyt interdicerende te procederen tot publicatie ende affixie van de Bullen in dese geruert. A. Rom 22. Martii 1643. gepatenteert BOISS. Uit ende ondertoe kent *Loyens.*

E Xponis Consiliarius & Procurator Generalis Brabantiae, quod ad ejus notitiam pervenerit, Dominum Internuncium Stravius ausum fuisse in hisce Ditionibus evulgare Decretum Romanum, quo prohibetur lectura Libri pia memoria D. Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, Thests PP. Societatis Jesu contra ejusdem Librum, varia, que alia scripta; absque eo quod hic in Curia visum aut placetatum fuerit, quare ultima Septembris proxime classis obtulit Libellum huc Curia, ut dignaretur praedicto D. Internuncio Stravio, omnibusque aliis, quorum interest, injungere, Mandatum ab ipso editum, circa Publicationem dicti Decreti, affixionem ejus ad valuas, omniaque inde secuta cassare & annullare, & in casum communicationis, omnia suspendere; ad quem Libellum Decretum communicatio cum suspensione executionis praedicta Bulla, qua Supplicia Literis clausi missa prefato D. Internuncio, hic contra eandem exhibuit declarationem hic adjunctam, & quamvis hactenus Consilium nihil disposuerit, nec praedicta suspensio sublatas sit, nihilominus didicist Supplicans, quod Universitas Lovaniensis receperit nova Mandata Romana, ejusdem substantia cum praecedenti Decreto die 20. Augusti ultimo praeteritis, quodque eadem Universitas resolverit die Luna proximo Decretum publicare, sine praevius Literis Placiti; cumque hoc vergat in prejudicium praedicta Suspensionis, ac Suprema Regalis potestatis, cui ab omni immemoriali tempore in hisce Brabantiae Ditionibus competitis Juris Placiti diversis Facultis confirmatum; recurrit Supplicans ad hanc Curiam.

Ut dignetur interdicere D. Rectori aliisque Universitatis Lovaniensis subditis, ne publicent aut alibi publicis locis affigant Bullas quasvisque vel Rescripta Sedis Apostolicae, priusquam illis confiterit ac obtentis Literis Placiti ad hoc necessariis, & in casum communicationis, interim praedicta interdictio, quod faciendum &c. ( & signatum erat ) M. Vanden Hove.

C Ommunicetur hac Supplicia Literis clausi Universitati Lovaniensi, ad contradicendum intra octiduum, eidem interim interdicens, ne procedat ad publicationem, & affixionem Bullarum in eadem memoratarum. A. Rom 22. Martii 1643. Erat signatum BOISS. P. & subscriptum Loyens.

(G)

Ad pag. 26.

## LIBELLUS PROCURATORIS GENERALIS CONSILII NAMURCENSIS,

Quo petit Cassationem publicationis Bullæ Urbani Octavi factæ per Episcopum  
Namurcensem sine prævio Placito Regio.

**R**Emontre ..... qu'encore que pa les Placarts du  
denier jour de Mars 1595. & du 19. Mai 1499.  
il soit clairement descendu à toutes personnes, tant Ec-  
clesiastiques que Seculiers, de quelque condition & di-  
gnité qu'elles soient, de faire publier ou executer aucu-  
nes Bulles de Rome, pour quelque cause que ce soit,  
avant que d'avoir obtenu du Roi ses Lettres de Pla-  
ces expedies dans les formes, & cela pour empêcher  
qu'il ne fasse rien au prejudice de l'Etat, des droits de  
Sa Majesté & de ceux de ses Sujets; néanmoins le Reve-  
rendissime Eveque de Namur auroit fait publier dans les  
Communautes Religieuses de cette Ville une certaine  
Bulle qu'on dit avoir été donnée à Rome le 6. Mars,  
de l'An de l'Incarnation du Seigneur 1642. le dix-  
neuvième du Pontificat du Pape Urbain VIII. Que de  
plus, le même Reverendissime Eveque auroit souscrit  
cette Bulle, par laquelle font confirmer les Constitutions  
de Pie V. & de Gregoire XIII. portant prohibition  
de certaines opinions Theologiques & de la Lecture  
du Livre intitulé, AUGUSTINUS, de Cornelle Jan-  
senius cy devant Evêque d'Ipres: Et comme de telles  
publications faites contre les Ordonnances du Roi  
peuvent avoir des suites dangereuses, ledit Procureur  
General pour pourvoir à la conservation desdites Or-  
donnances ou Edits de Sa Majesté requiert qu'il y  
soit pourvu par des Lettres, en vertu desquelles ladite  
publication soit cassée & declarée nulle & de nul  
effet, & que defenses soient faites à tous qu'ill ap-  
partendra de faire à l'avenir aucune entreprise de cette  
nature, & qu'il soit fait à tous commandement  
d'observer lesdites Ordonnances Royales.

Signe ADRIANI.

**E**xponit, quod quamvis per programmata ultime diei  
Martii 1695. & 19. Maji 1499. clarissime probi-  
beatur omnibus personis tam Ecclesiasticis quam Secu-  
laribus cujuscunque sint conditionis & dignitatis, cu-  
rare publicari aut exequi ullas Bullas Romanas pro  
quacunque causa sit, nisi prius obtentis à Rege Litteris  
Placitis expeditis in forma, & hoc ad impediendum  
ne quid fiat in prejudicium Status jurium Suae Ma-  
jestatis, & suorum Subditorum; tamen Reverendissimus  
Episcopus Namurcensis curavit publicari in commun-  
taribus Religiosis illius Civitatis certam quandam Bul-  
lam, qua dicitur esse data Roma 6. Martii de Anno  
1642. 19. Pontificatus Papæ Urbani Octavi, quod am-  
plius Reverendissimus Episcopus subscripsisset dictam  
Bullam, per quam confirmantur Constitutiones Pii V.  
& Gregorii XIII. continentes prohibitionem quarundam  
opinatum Theologarum, & Litteræ Libri intitu-  
lati Augustinus Cornelii Jansenii antea Episcopi I-  
presensis, & cum ex talibus publicationibus factis contra  
ordinationes Regis possint oriri sequele periculosa, di-  
ctus Procurator Generalis ad providendum conserva-  
tioni dictarum ordinationum vel Edictorum Suae Ma-  
jestatis requirit, ut provideatur per Litteras, vigens  
quarum dicta publicatio cassetur & declaretur nulla &  
nullius effectus, & ut fiant prohibitiones omnibus, ad  
quos perveniet, ne impostum fiat aliquot attentatum  
similis naturæ, & ut omnibus serio preceptum fiat ob-  
servandi dictas ordinationes Regiar.

Signatum ADRIANI.

(H)

Ad pag. 26.

## EPISTOLA

GUBERNATORIS BELGII AD UNIVERSITATEM LOVANIENSEM,  
qua mandatur Universitati, ut cessare faciat Disputationes & altercationes exci-  
tatas inter Theologos occasione Doctrinæ contentæ in Libro, cui titulus: AU-  
GUSTINUS CORNELII JANSENII, quoadusque habeatur finalis resolutio summi  
Pontificis, necnon Sux Regiæ Majestatis super modo, & forma executionis  
Bullæ, qua prædictus Liber erat proscriptus.

*Aux Venerables Nos Chers & Bien Amez le Recteur, &c. de notre  
Université de Louvain.*

**D**Om Francisco de Mello Marquis de Tor de La-  
gune, Comte d'Assumar, Lieutenant Gouverneur  
& Capitaine General des Pays-bas & de Bourgogne. Vene-  
rables chers & bien amez, ayant reconnu les incon-  
veniens naissans des disputes & discours aux Predica-  
tions & Leçons sur le sujet de la Doctrine traitée au  
Livre intitulé AUGUSTINUS, compose par feu l'  
Eve-

**D**ominus Franciscus de Mello, Marchio Terronsis de  
Laguna, Comes Assumariensis, Locum-tenens, Gu-  
bernator, & Capitaneus Generalis Belgii & Burgundia,  
Venerabiles Charissimi, & Dilectissimi, compertis incon-  
venientibus, qua oriuntur ex disputationibus, & discursi-  
bus in Concionibus, & Lectionibus super doctrina tradita  
in Libro intituato Augustinus, composito per Episcopum  
Ipres-

Eveque d'Ipres Messire Corneille Jansenius: à quoi il importe de pourvoir, en attendant que N. S. P. le Pape prenne résolution finale, ET QUE LE ROINOUS MANDE COMMENT ON LA DEVRA METTRE EN EXECUTION, auquel effet lui avons rendu compte de cette affaire: nous depechons la presente, vous enchargeant de la part de Sa Majesté de donner ca icelle Université l'ordre qu'il appartient, que semblables controverses, discours & locons y soient expugnées, & ayent à cesser sans y revenir directement ou indirectement, jusqu'à ce que nous vous ferons avertir de ladite résolution, de notre Saint Pere & de l'ordre de Sa Majesté. A tant venerables chers & bien amez, Notre Seigneur Dieu vous ait en sa Sainte Garde. De Bruxelles le 7. M. y 1644. RO. Ut. & signe DOM FRANCISCO DE MELLO M. De Tor de Laguna.

*Ipsam Dominum Cornelium Jansenium pie memorie cui multum interest providere, donec Sanctissimus Pater Pontifex sumat resolutionem finalem, & Rex nobis mandet, quomodo illam debeamus executioni mandare, in quem effectum de hoc negotio illi scripsimus, hac preces expedimus, vobis mandantes ex parte Sue Majestatis, ut in illa Universitate conveniens edatur mandatum, ut similes controversæ, discursus & lectiones ibidem cessent, absque hoc quod rincheatur directe vel indirecte, donec certiores redditi sumus de dila resolutione nostri Sanctissimi Patris, & de manda o Sue Majestatis, Venerabiles & Charissimi Patres, & Deus vos protegere dignetur. Datum Bruxellis 7. Maji 1644. RO. Ut. Et Signatum Dom FRANCISCUS DE MELLO M. Tortoris de Laguna.*

## (I)

Ad pag. 26.

## L I T T E R Æ

CONSILII BRABANTIAE AD GUBERNATOREM BELGII, in quibus exponit, qua ratione providerit, ne per internuncium, vel Universitatem Lovaniensem publicaretur Bulla condemnatoria Libri, cui titulus: Augustinus Cornelii Jansenii, sine obtentis prius Litteris Placiti.

## MONSEIGNEUR.

**L**E Procureur General de Sa Majesté en Brabant nous aiant remontre par Requête, que l'Interdiction du Saint Siege de Rome résidant en cette Ville de Bruxelles, par l'adresse qu'il a en l'Université de Louvain, tache de nouveau d'introduire la publication & exploit des Bulles & Decrets emanés du Saint Siege de Rome, touchant le Livre composé par feu l'Eveque d'Ipres Jansenius, & que par la même faction de quelques Docteurs de ladite Université, se feroit prise quelque résolution contraire aux inhibitions sur ce sujet à eux faites par Litteres du 7. de May de l'an passé, signées du Marquis Tor De LAGUNA, & que semblables attentats repugnent directement aux droits de la Souveraineté de Sa Majesté en ces Pays, étant en possession immémoriale de ne admettre la publication d'aucunes Bulles de Rome, sans être veues & placetées par le Conseil de Sa Majesté; nous requérant par tant pour nos Litteres de Cassation à la charge dudit Interdiction, Recteur, & Docteur de ladite Université, aiant coopere à la susdite résolution: laquelle Requête étant mise en deliberation, & considérée que depuis l'An 1641. ce Conseil à tenu en surseance la publication & exploit des Bulles que l'Interdiction STRAVIUS & quelques Docteurs dudit Louvain pretendoient de faire sur le sujet du Livre susdit, & l'a continue par autre Ordonnance du 22. de Mars 1642. Attendu aussi qu'on attend la résolution de Sa Majesté à laquelle on à doncce particuliere avertence de cette affaire, avons en continuant lésdits devoirs atteints ordonne ladite surseance avec communication audit Interdiction, Recteur & Docteurs de Louvain, de quoy avos aussi trouve convenir d'aviser votre Excellence; afin qu'elle soit informée, en cas que ledit Interdiction ou autres, en voudroient former quelque plainte ou remontrance au contraire. Et sur ce, apres avoir baïse les mains de V. E. priions Dieu de la conserver, Monseigneur, sous sa sainte protection. De Bruxelles le 3. de Juin 1643.

**P**ROCURATOR Generalis Sua Majestatis nobis exposuit per supplicam, quod Internuncius Apostolicus resident in hac Civitate Bruxellensi, per dexteritatem quam habet in Universitate Lovanienfi concire denno inducere publicationem & executionem Bullarum & Decretorum emanarum à sancta Sede Romana, circa librum compositum per defunctum Episcopum Ipressem Jansenium, & per eandem factionem quorundam Doctorum dilla Universitatis, diu esse copta quodam resolutio contraria Inhibitionibus hac super materia factis, per Litteras 7. Maji anni prateriti, si quavis à Marchione Torrenensi de Laguna. & ejusmodi attentata repugnant directe jurius Superioritatis Sua Majestatis in his Partibus, cum sumus in possessione immemorabili non admittendi publicationem illarum Bullarum Romanarum, nisi prius fuerit inspecta & placitata per Consilium Sua Majestatis; requirimus ideo pro Litteris Cassationis contra dictum Internuncium, Rectorem & Doctores dilla Universitatis, qui cooperati sunt dilla resolutioni, hac suppli: tracta est in deliberationem & sit consideratum, quod Consilium ab Anno 1641. suspendit publicationem, & executionem Bullarum, quam Internuncius, & quidam Doctores dilla Universitatis Lovanienfis facere pretendebant super materia supradicti libri, & continuavit per aliam Ordinationem die 2. Martii 1642. consecrator etiam quod expectaret resolutionem Sua Majestatis, quæ speciatim de illo negotio certior esse reddita, continuandam ordinavimus dillam suspensionem & communicationem dillio Internuncio, Rectori & Doctoribus Lovanienfis, qua de re consultum esse diximus, ut vestram Excellentiam certiores redderemus, ut sit informata, casu quo illius Internuncius vel alii quidam vellet desuper depenere querelas vel expositionem contrariam; insuper post effectum marum Vestra Excellentia rogamus Deum, quatenus eam conservare dignetur sub sua sancta protectione. Bruxellis 3. Junii 1643.

## (K)

Ad pag. 26.

## E P I S T O L A

CONSILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM  
LEOPOLDUM,

Qua responderet, Consilium resolvisse admittere Publicationem Bullæ, qua proscribitur Liber Cornelii Janfenii Episcopi Iprensis, conformiter ad Mandatum ab Archiduce transmissum, una tamen monens, hanc publicationem ita moderandam, ut Jus Placiti integrum conservetur.

## M E S S I E U R S.

**A**Yans vu la Lettre de V. A. S. du premier de ce mois, qu'avons reçu le 9. après, nous enchargeant l'exécution de la Bulle Papale, & prohibition de la lecture du Livre de feu Eveque d'Ipre Janfenius, & des autres livres & écrits mis au jour en suite d'iceluy, tant en oppugnant que defendant la matiere y traitee ensemble de Placart que V. A. S. trouve convenir de publier sur ce sujet, en conformite de l'ordre de Sa Majeste, à laquelle eussions repondu plutot, se fut est l'absence de la plupart des Conseillers, à cause des vacances: & y repondans, dirons (à tres humble correction) que nous conformons unanimement à la teneur du projet dudit Placart & volonte de Sa Majeste, joint à la Lettre susdite, sauf que pour ne prejudicier au droit lui competant en ce Pays & Duché de Brabant, de placeter tous Decrets & Bulles venans de Rome auparavant en faire publication, trouvons necessaire de joindre au periode faisant mention de l'observance de la Bulle du Pape, &c. en tous ses points, les mots suivans, *pour autant qu'elle touche la matiere & doctrine reprise esdits Livres & traites*, parce qu'en ladite Bulle trouvent des clauses qui decouvrent ouvertement le dessein que les Romains ont de se decharger de l'obligation de Placeter de Sadite Majeste, & nous obliger à l'avenir à l'observance de toutes les Bulles Papales par la seule publication de leurs Decrets faite dans la Ville de Rome, croyans fermement n'estre telle l'intention de Sa Majeste, dont le devoir de notre charge & fidelite que nous devons à son service; nous obligent d'en avertir V. A. S. supplians de le prendre en bonne part & de croire qu'en toutes occasions demeurerons, Monseigneur, de V. A. S. Tres-humbles & tres-obéissans serviteurs, les Chanceliers & Gens du Conseil du Roy en Brabant. Bruxelles le 25. Septembre 1647.

**V**ostri Litteris Vestra Celsitudinis Serenissima de prima hujus mensis, quas novem diebus post accipimus, in eisdem mandat nobis publicationem, & executionem Bullæ Pontificiæ, & prohibitionem lecture Libri Episcopi Iprensis Janfenii, & aliorum Librorum scriptorum, & in lucem editorum illius occasione, tam oppugnando, quam defendendo materiam ibidem tractatam, eodem modo programma quod Vestra Celsitudo ducit convenire ut publicetur super illa materia, juxta mandatum Suae Majestatis, cui citius respondimus, nisi plerique Consiliarii fuissent absentes propter vacantias, & respondentes dicemus (salva humilissima correctione) quod nos conformemur unanimiter tenori dicti programmati, & voluntati Suae Majestatis, quod junctum est dictis Litteris, excepto quod ad non inferendum prejudicium juri sibi competenti in hac Patria Ducatu Brabantia, placitandi omnia Decreta, & Bullas venientia Romam antequam eorundem fiat publicatio, necessarium judicamus adjungere periodo, que facit mentionem observantia Bullæ Pontificiæ, &c. in omnibus suis punctis, hac verba sequentia, in quantum tangit materiam, & doctrinam in dictis Libris, & Tractatibus contentam, quia in dicta Bulla quædam inveniuntur, qua aperte desegunt mentem, quam habent Romani se exonerandi obligatione Placiti Suae Majestatis, & nos imperpetuum obligandi ad observantiam omnium Bullarum Pontificiarum per solam publicationem suorum Decretorum factam Romæ, nec credimus illam esse mentem Suae Majestatis, unde Officium nostræ curæ, & fidelitatis, quam debemus Vestro obsequio, facimus ut Vestram Celsitudinem commoneamus, rogantes, ut in bonam partem sumat sive equi boni, que consulas, credatque quod in omni occasione sumus permansuri Vestra Celsitudinis humilissimi, & obediensissimi Servi Cancellarius, & Consiliarius Regis in Brabantia, Bruxellis 25. Septembris 1647.



(L)

Ad pag. 27.

# E P I S T O L A

## CANCELLARII CONSILII BRABANTIE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

In qua monet Archi-Ducem, omnino præcavendum, ne per publicationem Bullæ, qua prohibetur Liber Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, ullatenus præjudicetur Juri Regio hæcenus inviolabiliter conservato de non admittendis ullis Bullis aut Decretis Romanis sine prævio Placito Regio.

### MONSEIGNEUR.

Ayant fait voir au Conseil de Brabant de Lettre & Poict du Placart que V. A. S. ordonne pour l'exécution de la Bulle Papale, touchant la prohibition du Livre de feu l' Eveque d'Ipre Cornelius Jansenius, & de tous les autres traitans pro & contra de la matiere y contenue, icy le 7<sup>e</sup> est unanimement conforme aux ordres portez par le Lettres de Sa Majeste, comme V. A. vera par l'avis audit Conseil. Et pour luy reserver du mien particulier, ainsi qu'il lui plu de m'ordonner, dirai tres humblement, que je me conforme aussi entierement auxdits ordres de Sa Majeste, moyennant qu'à l'avenir par là ne soit choqué ni prejudice le droit competent à icelle, levoir que nostre Bulle Papale ou autres Decrets Ecclesiastiques puissent sortir effet en ce Pays & Duché de Brabant, sans prealables Lettres de Placet de Sa Majeste, ce qui est jusques aujour d'huy inviolablement observez; autrement il feroit à craindre avec beaucoup de sujet que par la seule publication de Bulles ou Decrets du Saint Siege faite à Rome, on voudroit à l'avenir obliger ceux de ce Pays à l'observance desdites Bulles ou Decrets, ce qu'est une forme inusitee, & laquelle les Romains ont cy-devant tâche par plusieurs fois d'introduire par deca, pour aneantir ledit droit de Sa Majeste, & établir un tribunal de Justice Ecclesiastique en ce Pays à quoy on s'est chaque fois oppose, comme on pourroit verifier par plusieurs exemples, afin de maintenir le droit & autorité de Sa Majeste, & precaver l'interech que ses sujets, tant Ecclesiastiques que Laïques, viendroient à souffrir par semblables nouveautés, s'il n'y eoit pourveu par quelque declaration, pour prevenir la consequence qu'ils pourroient pretendre par la publication faite à Rome. Remettant à la prudence de V. A. de faire traiter ce point au Conseil d'Etat, si elle le trouve convenir, pour estre de grande consideration, & nous delivrer des importunités ordinaires desdites Romanistes. Et lui baissant sur ce tresblement les mains; demeure, Monseigneur, &c. Bruxelles le... Septembre 1647.

Cum exhibuerim Consilio Brabantie Litteras, & propositum programmati quod Vestra Celsitudo Serenissima mandat pro executione Bullæ Pontificæ, concernens prohibitionem Libri Defuncti Episcopi Iprensis Cornelii Jansenii & omnium aliarum irrelantium pro & contra de materia ibidem contenta, hoc se unanimiter conformavit ordinationi lata per Litteras Sae Majestatis, sicut Vestra Celsitudo videbit per Sententiam disti Consilii; ut autem de mea particulari ipsi satisficiam prout ei placuit, mihi mandare, dicam humillime quod me etiam plane conformem disti ordinationibus Sae Majestatis, modo impetrum non offendatur juri illi competenti, nempe quod nulla Bulla Pontificia aut alia Decreta Ecclesiastica possint in hac Patria, & Ducatu Brabantia foris effectum, sine prævisi Litteris Placiti Sae Majestatis, quod hactenus fuit inviolabiliter observatum; alias timendum esset multis de causis, ne per solam publicationem Bullarum & Decretorum sanctæ Sedis factam Rome, indiceretur obligatio incolarum hujus Patriæ ad observantiam distarum Bullarum aut Decretorum, quæ est forma inusitata, & quam Romani antehac pluribus civibus tentarunt in hac pariete introducere, ad annihilandum distum jus Sae Majestatis, & stabilicendum aliquod Tribunal justitiæ Ecclesiasticæ in hac Patria, cui rei semper facta est oppositio, sicut possit probari per multa exempla, ad manutenuendum jus & autoritatem Sae Majestatis, & præcavenda incommoda, quæ sui subditi tam Ecclesiastici quam Laici patierentur per tales novitates, si non provideretur quandam declarationem, ad præcavendum sequelis, quas pretendere possent per publicationem factam Rome, relinquimus prudentia Vestra Celsitudinis, si velit hoc examinari à Consilio Status, si id putet convenienter, cum sui rei magni momenti, & considerationis, ad sui liberandum ab importunitatibus distorum Romanorum, & desuper humillime ostendans manus Vestras maneo, &c. Bruxellis... Septembris 1647.

(M)

Ad pag. 27.

## D E C R E T U M

**ARCHI-EPISCOPI MECHLINIENSIS,**  
 quo mandat publicari & observari Bullam Urbani VIII. qua proscribatur Liber  
**CORNELII JANSENII** Episcopi Iprensis, ac una exponuntur ratio-  
 nes, quæ Archiepiscopum moverant ad postulandam dilationem hujus publica-  
 tionis.

**I** Acobus, Dei & Apostolica Sedis gratia Archiepi-  
 scopus Mechliniensis, omnibus hæc visuris Salutem  
 in Domino. Notum facimus, quod cum circa publica-  
 tionem Bullæ Urbani VIII. scilicet. rec. data pridie nonas  
 Martii MDCXLII. qua Liber cui nomen Cornelii  
 Jansenii Episcopi Iprensis Aquilinus, & Thome PP.  
 Societatis JESU adversus eundem Librum, & alia  
 opuscula tam contra Jansenium quam pro ejus defen-  
 sione in lucem emissæ prohiberentur, graves occurrerent  
 difficultates, & precipuo quod non pauci viri pii &  
 docti judicarent dicti Libri prohibitionem ladi auctori-  
 tatem doctrinæ Sancti Patris AGUSTINI, à Sum-  
 mis Pontificibus, Conciliis & SS. Patribus sæpius ap-  
 probatæ, atque adeo à tota Ecclesiæ receptæ in ea  
 materia qua dicto Libro principaliter exponitur; adeo  
 ut ab his qui Librum impugnant hæc sancta Doctrina  
 in contemptum adduceretur, eorumque nonnulli palam  
 asserere non vereretur, quasdam propositiones in  
 eodem sensu, quo à Sancto AGUSTINO traditæ  
 sunt, jam esse damnatas; ex quo gravia viri cope-  
 rant scandala, ac porro timebantur majora, in hisce  
 præsertim regionibus, hereticis circumcissis, quibus  
 non levia supplicanda videbantur argumenta ad oppu-  
 gnandam perpetuam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in rebus  
 fidei constantiam & infallibilitatem: ac præterea  
 spectabiles ex omni ordine Theologi affirmarent, Jan-  
 senium inique apud Sanctam Sedem traditum, tan-  
 quam quæ propositiones olim à Sancta Sede damnatæ,  
 cum contemptu ejusdem Sedis renovasset ac defendisset,  
 atque ita dictam Bullam, qua hoc fundamentum  
 vititur, subreptitè fuisse obtinuit; & interea eo præ-  
 textu viri integerrimos, & ob doctrinæ eminentiam, sin-  
 gularitatem, aliisque dotes ad dignitatem Episcopalem  
 evectis, & Peritatis Catholicæ adversus hereticam præ-  
 vicitatem acerrimis propugnator, atroci calumniæ non  
 tantum ut hereticus, sed hæresiarcha, voce & stylo  
 proclamaretur: prævia matura deliberatione, & om-  
 nium virorum judicio, à promulgatione dictæ Bullæ  
 hactenus suspendendum esse censuimus, nequaquam hoc  
 animo (ut à quibusdam sparsum est) ut Pontificiæ  
 auctoritati illo pacto obstitueremus, pro qua defendenda  
 citam vitam & sanguinem, ubi res postulaverit,  
 parati sumus effundere: sed hoc unico proposito, ut in-  
 terrea Sna Sanctitas de his que commemorata sunt  
 certior reddi posset, eiq[ue] supplicari, ut designatis  
 specialiter supradictis propositionibus, ac parte utrin-  
 que ex eaq[ue] audita, Librum examinari, & cum scri-  
 ptis Divi AGUSTINI conferri mandare, dictisque  
 malis opportunis remediis occurrere dignaretur. Cumq[ue]  
 per Deputatos Romanæ causæ missos imperari hoc  
 non possuisset, ne illa ex parte in negotio tanti mo-  
 menti officio nostro deservimus, Regia quoque Sna Ma-  
 jestatis opem & auxilium implorandum esse duximus,  
 ut ejus apud Sanctam Sedem intercessionis consequi

hoc daretur. Cum vero nihilominus Sanctissimus D.  
 N. per Atinistros suos dicta Bullæ publicationem ur-  
 gere pergit, & Regia quoque Sna Majestas ab eisdem  
 Atinistris interpellata, ut Sna Sanctitatis dispendio  
 satisfecit, datis ad Serenissimam suam Celsitudinem  
 Literis, ab eaq[ue] nobis cum speciali mandato in  
 hunc finem insinuat, quamprimum promulgandam es-  
 se decreverit; Hinc est quod nos Sna Sanctitati, ac  
 Regiæ Majestati Serenissimæ Celsitudinis humiliter  
 obsequentes, Officii Curia nostre Archiepiscopalis Pro-  
 curatori, aliisque ad quos id pertinet mandamus,  
 ut dictam Bullam locis ac more consuetis die primo  
 Aprilis à Serenissima Sna Celsitudine designata, ri-  
 se promulgent. Ac insuper in virtute sanctæ Obedien-  
 tiæ serio precipimus omnibus jurisdictionis nostre subje-  
 ctis, cujuscunque dignitatis, ordinis & conditionis  
 existant, ne una pars alteram in Seboldis, pulpitis,  
 & concionibus, dissertis, sermonibus aut confertis  
 perstringat, sub pena Excommunicationis, aliisque  
 arbitrio nostro infligendis. Ne vero hujus publica-  
 tionis prætextu scandala supra commemorata, sinistris  
 aliquorum interpretationibus accendantur, monendum  
 esse duximus omnes & singulos, serio constare San-  
 ctitatis Sna mentem nequaquam esse ut per hanc pu-  
 blicationem auctoritati Doctrinæ S. AGUSTINI  
 quicquam detractum esse intelligatur; sed & Regiam  
 suam Majestatem præfatis suis Literis, ac etiam  
 Serenissimam suam Celsitudinem ita quas ad nos de-  
 dit diserte mandare, ne harum contentione occasio-  
 ne auctoritati Gloriosi Doctoris S. AGUSTINI  
 à quoquam ladi, aut aliquo modo deprimi videretur,  
 sed ejus ac aliorum SS. Patrum honori, quem semper  
 in Ecclesiâ obtinuerunt, integer atq[ue] illibatus con-  
 servetur. Deinde Regiam suam Majestatem hoc an-  
 plius voluisse, ut honori & exaltationi Reverendi-  
 simi Jansenii consulatur; adeoque post Bullæ promul-  
 gationem, & obedientiam Sna Sanctitati præstari,  
 apud eandem se per Legatum suum intercessuram, ne  
 dictus Jansenii Liber penitus examine ut, ac si quis  
 in eo reperiat error, expungatur; & deinde imprin-  
 ti ac vulgari possit: quomodo Sna Majestas cum alto-  
 rum magnorum virorum scriptis alium esse observat:  
 Denique & illud expressè velle Serenissimam suam  
 Celsitudinem non dicta publicatione Juris, Privile-  
 gii, ac inveteratis harum Provinciarum consuetudi-  
 nibus ullum præjudicium inferatur. Datum Bruxellæ  
 die 29. Martii 1651. J. A. M. Vi.

Locus † Signilli.

Ad Mandatum Illustriss. & Reverendiss.  
Dom. Archi-Episcopi.

N. MARUS SECRET.

(N)

Ad pag. 27.

## LIBELLUS

SUPPLEX ORDINUM BRABANTIE OBLATUS  
ARCHIDUCI LEOPOLDO,

Quo exponunt per publicationem Bullæ præscribentis Librum, cui titulus: Augustinus Cornelii Janfenii, posse plurimum præjudicari Juribus & Privilegiis & inveteratis moribus hujus Provinciæ ob plures in ea occurrentes clausulas hujus Juribus, Privilegiis, & Consuetudinibus contrarias; quapropter petunt, nomine Regis expediri Actam, qua declaret Sua Majestas per hanc publicationem se non velle derogari prædictis Juribus, vel ullam novitatem inducere.

A Son Altesse Serenissime.

Vestre Celsitudini Serenissime.

**R**Emontrant tres humblement les trois Etats de Brabant qu'il seroit venu à leur connoissance, que Sa Majesté auroit résolu & ordonné de faire publier & executer certaine Bulle Pontificale du Pape Urbain VIII. amanté sur le fait du Livre intitulé *Augustinus Cornelii Janfenii*, & autres Ecrits. Et comme icelle Bulle contient plusieurs points & clauses non compatibles avec les Privileges & anciennes Usances de cette Province, entre autres la commination de peines corporelles, contre les contreveneurs de quelque condition ou qualité ils soient, tant Seculiers qu'Ecclésiastiques, & d'excommunication lata sententia, non renouable par aucun autre inférieur au Pape, lesquelles rigueurs n'ont jamais été usées ni pratiquées en ladite Province; & n'y ait aussi de ce aucun exemple: ven que par ce moyen les sujets d'icelle seroient attirés hors du Pays vers la personne de Sa Sainteté, qui est chose entièrement contraire auxdits Privileges; y joint aussi que ladite Bulle contient que la publication en fût, ensemble des autres Bulles y inférées, à Rome; *In acie Campi Floræ*, tiendront lieu & feroient effet en tous Royaumes, Provinces, Villes & Lieux, comme si elle y fut faite en particulier, & que derechef chaque & royaume auxdits Privileges & Usances: de sorte que ladite Bulle étant publiée avec ledits clauses, on jugera que Sa Sainteté auroit droit de faire executer en cetui Pays les Bulles & Brefs sans autre publication que le celle faite à Rome; & de tant plus que le dit Placart de Sa Majesté & Ordonnance de publication de la dite Bulle, n'en fait aucune mention, & ne porte aucune clause de non prejudice, à quoi n'est aussi à correction (ser humble) remède par les Lettres qu'on entend être écrites de la part de Sa Majesté ou de Votre Altesse Serenissime aux Conseils, contenant en effet la dite clause de non prejudice: en tant que par ce moyen les dites infractions ne sont redressées, & ainsi sera besoin pour éviter toute sorte d'inconveniens & conséquences, que la bonne intention que Sa Majesté & Votre Altesse ont en ce regard, seroit deument publiée par Acte & ce servant: autrement le dit Placart & Ordonnance seroit à l'avenir de pretexte pour introduire semblables nouveautés. C'est à ce sujet que les Remontrants se retirent vers Votre Altesse Serenissime, la suppliant tres humblement que lui plaise leur accorder Acte declaratoire de ce que Sa Majesté par la publication de la dite Bulle n'intend aucunement prejudicier aux Privileges & anciennes Usances de cette Province de Brabant: ni que la publication d'aucune Bulle Papale, quoique faite à Rome, aura lieu sans qu'elle soit placetée audit Pays: & que dépendant ladite publication sera tenue en surseance. Ce faisant &c.

**E**xponunt humillime tres Status Brabantie, quod ventum esset ad eorum notitiam, suam Majestatem resolutis, & ordinasse ut publicaretur, & executioni mandaretur certa Bulla Pontificia Urbani Octavius emanata ratione Libri intulati *Augustinus Cornelii Janfenii* & aliorum scriptorum, & cum dicta Bulla plures clausulas contineret non compatibles cum Privilegiis, & antiquis sibus hujus Provincie, inter alias continuationem penarum corporalium contra contravenientes cujuscunque sint conditionis aut qualitate, tam Ecclesiasticos quam seculares, & excommunicationis lata sententia non renouabilis ab ullo inferiore Pontifice, qui rigores nunquam fuerunt usitati aut practicati in dicta Provincia, nec illius rei ullum adduci posset exemplum, cum hac ratione subditi traherentur extra Patriam ad Snam Sanctissimam, quæ rei esset plane contraria dictis Privilegiis, juncto etiam quod dicta Bulla contineret, quod publicatio illius facta, prout & aliarum Bullarum ibi inferarum, Roma, in acie Campi Floræ, haberet locum & foreturus effectum in omni Regno, Provincia, Civitatibus & locis, non solum ac si ibidem esset facta in particulari, quod rursum repugnat dictis Privilegiis & sibus, valeret ut si dicta Bulla publicaretur cum dictis clausulis, foret jurisdictio quod Sna Sanctissima haberet jus habendi executionem in hacce Patria Bullarum, & brevium sine ulla alia publicatione præter illam, quæ esset facta Roma, & hoc eo amplius quod dictum programma Snae Majestatis & ordinatio publicationis dicta Bulla illius nullam faciat mentionem, & nihil habeat de non prejudicio, cui etiam (salva humillima correctione) non est remedium adhibendum per litteras, quas intelligimus esse scriptas ex parte Snae Majestatis vel Vestre Celsitudinis ad Consilia, continentes in effectu dictam clausulam non prejudicii, in tantum ut per hoc medium dictæ infractiones non sint curatae, imo opus erit ad tollendum omnis generis prejudicia & sequelas, ut bona intentio, quam Sna Majestas & Vestra Celsitudo habent illo respectu, debite publicaretur per actum ad hoc inferendum, alias dictum programma & ordinatio forent, impostum de prætextu, ad introducendum similes novitates. Ideo exponebimus habere recursum ad Vestram Celsitudinem Serenissimam rogantes humillime, ut dignetur illis concedere actum declaratorium, quod Sna Majestas per publicationem dicta Bulla nullum prorsus intendat inferri præjudicium Privilegiis, & antiquis sibus hujus Provincie Brabantine, & quod publicatio illius Bulla Pontificia quovis facta Roma, nullam sit habitura locum, nisi sit placitata in dicta Patria, & quod interim debeat publicatio esse suspensa. Hoc factis, &c.

*Sequitur responsum Archiepiscopi datum ad prædictum Libellum.*

SON ALTESSE ayant eu rapport de cette Requête, déclare qu'il l'a été suffisamment pourvu aux plaintes des Supplians par la Lettre écrite à ceux du Conseil de Brabant sur le sujet de la publication de la Bulle ici mentionnée; & auxquels Sa Majesté envoia ordre de leur en donner extrait authentique pour s'en servir aux occasions: Etant l'intention de Sa Majesté & de la dite Altesse, que la publication de la dite Bulle ne puisse occasionner ni induire aucune nouveauté contraire aux Privilèges & anciens Usages tant de cette Province de Brabant, que de toutes les autres de l'obéissance de Sa Majesté. Fait à Bruxelles le dernier de Mars 1651. Parafé F. Vt Signe LEOPOLD GUILLAUME. Encore plus bas: Par ordonnances de Son Altesse, Signe de GOTTIGNIES.

*Sequitur responsum Archiepiscopi datum ad prædictum Libellum.*

Sua Celsitudo habita relatione hujus supplicis, declarat quod sufficienter sit provisum quævis supplicantium per Litteras scriptas ad Consilium Brabantie super materia publicationis Bullæ hic memoratæ, & misit Sua Majestas mandatum illi tam ex prædicto Authenticum ad illa usque occasione ista, cum sit intentio Sua Majestatis, & dicitæ Celsitudinis, quod publicatio dicitæ Bullæ nullas debeat inducere novitates Privilègiorum, & antiquis usibus tam dicitæ Provincia Brabantie, quàm omnium aliarum Ditionum Sua Majestatis. Datum Bruxellis ultima Martii 1651. Signatum LEOPOLDUS WHELMUS, & adhuc inferius: Per mandatum Sua Celsitudinis, Signatum de HOTTIGNIES.

(O)

Ad pag. 28.

L I T T E R Æ

ARCHI-DUCIS LEOPOLDI AD CONSILIUM BRABANTIE,

Quibus cassat, & annullat quandam Protestationem Internuncii contra quandam clausulas expressas in Litteris Archi-Ducis, nec non Ordinatione Regia super publicatione Bullæ URBANI OCTAVI proscrubentis Librum, cui titulus: Augustinus.

**L**éopold Guillaume par la grace de Dieu Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne &c. Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Pays bas & de Bourgogne. Mes très chers & bien amez: Ayant appris que l'Internonce de Sa Sainteté es Pays de par-deçà auroit fait couler parmi les Sujets du Roy Mon Seigneur certain impime intitulé, *Ant. B. h. Abbas Sanctæ Anastasie, Administrateur Apostolice Jurisdictionis cum Facultatibus Nunciis, in Belgicis Ditionibus atque Burgundie Comitatu a Sancta Sede Apostolica deputatus*: convenant: Cum alias, & date en cette Ville de Bruxelles le vingefme d'Avril dernier, & ligné *Ant. Abbas S. Anast.* par lequel directement contre nos Lettres du 28. d. Fev. dernier, que vous avons esleues, au regard de la clause: continue es Bullas du Pape Urbain VIII. enjointes fut le livre de feu Eveque d'Arras: disant: point en substance. *Que la seule publication de ladite Bulle, faite à Rome: rendoit obligation sans autre p. bit aïon parait uliere; que nostre intention étoit, de n'admettre ch. ce regard, aucuns nouveaute ou prejuaice des Privilèges, Libertez, & Coutumes, de ce Pays, mais bien en semblable occurrence seroit subcé qu'à toujours se observer & entendre: & voyant main tenant ledit Internonce, nonobstant notre declaration, vouloir aurois faire entendre le contraire, & introduire une obligation d'observer toutes les Bullas de Sa Sainteté par la seule publication en faite à Rome, même qu'il passe si avant de non seulement annuler la declaration faite au contraire par nos dites Lettres, mais aussi le Placart de Sa Majesté enane en satisfaction à l'aide & assistance seculiere que Sa Sainteté avoit demandé: Nous désirans y remédier & empêcher que telle entreprise contre l'autorité de ladite Majesté ne glisse parmi ses subiects en ce Pays, au prejuaice de leurs Privilèges, Coutumes, & ancienne obseivance, declérons de n'entendre que ladite declaration, & protest. puissent en aucune maniere innover ou déroger ce qui a été résolu & déclaré par ledits Placart: & nos dites Lettres precedentes fut le même sujet; voulant au contraire que ledites declarations & protest. soient tenus pour nuls & pour de nul effect, comme de fait nous les cassons*

&

**L**éopold Wilhelmus Dei gratia Archi-Dux Austriae, Dux Burgundiae, &c. Licentia tenens Gubernator & Capitaneus Generalis Belgii, & Burgundiae &c. Charissimi, & Dilectissimi, comperto quod Internuncius Suae Sanctitatis huius Patrii disseminasset inter subditos Regis Domini mei quoddam impressum intulatum, Anton. Richus Abbas Sanctæ Anastasie, Administratur Apostolicæ Jurisdictionis cum Facultatibus Nunciis, in Belgicis Ditionibus, atque Burgundie Comitatu a Sancta Sede Apostolica deputatus: incipiens cum alias, & datum in hac Civitate Bruxellensi 30. Aprilis ultimi, & signatum Antonius Abbas sanctæ Anastasie, per quod directe contra nostras Litteras 28. Februarii ultimi, quas vobis scriptissimus respectu clausule contentæ in Bullis Papæ Urbani Octavi super Libro Despecti Episcopi Irenensis continentes in substantia, Quod sola publicatio facta Roma induceret obligationem absque alia publicatione particulari, quod nostra intentio esset nullam in hoc puncto admittendi novitatem in prejudicium privilegiorum, libertatum, & consuetudinum huius Patriæ: sed quod in tali occurrence servaretur id, quod semper fuit observatum, & inellectum, & videntes nunc dictum Internuncium, non obstante nostra declaratione, velle per suadere contrarium, & introducere obligationem observandi omnes Bullas Suae Sanctitatis per solam publicationem factam Roma, in quo quod ex progressum per nostras dicitas Litteras, etiam programmatum Suae Majestatis emanatum in satisfactum subiecti Seculari, quod Suae Sanctitatis revocaretur: Nos cupientes remedium adhibere, & impedire, ne tale attentatum contra auctoritatem Suae Majestatis subrepat inter subditos in hac Patria, in prejudicium Privilegiorum, consuetudinum, & antiquæ observantia, declaramus nos non intelligere, quod dicta declaratio, & protestatio possint ullo modo innovare, vel derogare huic quod est resolutum, & declaratum per dicta programmatum, & dicitas nostras Litteras super eadem materia, videntes tamen contra, quod dicta declaratione, & protestationes habentur pro nullis, & nullis effectus: fuit

& annulons par ces presentes, vous ordonnans & à tous subjects de Sa Majeste de vous y conformer; & de procurer que tous les exemplaires du dit Imprimé soient saisis & livres es mains du Procureur General & apportés en votre greffe, pour être supprimés; & qu'il s'en informe qui de la part dudit Intermence puisse avoir été l'Imprimeur, pour procéder à sa charge, selon les Placats sur ce publies. Et d'autant que possible il seroit difficile de par voye ordinaire parvenir à cette connoissance, nous vous autorisons de faire publier en la forme accoustumée, que quicunque denoncera les Imprimeur ou Imprimeurs, aura en recompense la somme de 1000. Flozins, à en être payé par le Receveur des Finances de sadite Majeste, laquelle entend aussi que la presente soit enregistrée es Registres publics de votre ressort, pour en avoir memoire à l'advenir. A tant, Tres chers & bien amez, notre Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Bruxelles le 23. Juing 1651. *Paraph. F. Vt. Signe LEOPOLD, & plus bas GOTTIGNIES.*

*ficus de felle cassamus, & annullamus per has presentes, vobis mandantes, & omnibus subditis Suae Majestatis, ut vos illi mandato conformemini, & procuretis, ut omnia exemplaria dicti impressi occiperentur, & iradantur in manus Procuratoris Generalis, & adferantur in vestrum scriinium graphiarum, ut ibi supprimantur, & ut se informet quis ex parte Intermercii fuerit Typographus, ad procedendum contra ipsum juxta programma a desuper publicata, & quia difficultate per viam ordinariam possibile foret pervenire ad illius notitiam, autorizamus vos, ut eueritis publicari in forma consueta, quod quicunque denunciaret Typographum in mercedem habebis mille florenos, accipiendo à Thesaurario Suae Majestatis, qui vult etiam, ut presentes registrarentur in Registris publicis, ut illius rei impressum habeatur notitia, praeterea Charissimis, & Dilectissimis Dominis conservet vos in Sua Sancta custodia. Bruxellis 23. Junii 1651. Paraph. F. Vt. Signatum LEOPOLDUS & inferius GOTTIGNIES.*

(P)

Ad pag. 29.

# CONSULTA

## CONSILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

In qua ostendit, clausulas contentas in Litteris Archiducis, & Ordinatione Regia super publicatione Bullae Urbani VIII. contra Librum Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, esse conformes inveteratis moribus harum & omnium pene Provinciarum & Regnorum, nihilque continere contrarium auctoritati Romani Pontificis, vel Libertati & Immunitati Ecclesiae.

### MONSEIGNEUR.

LA Lettre de Votre Altesse Serenissime du 28. de Decembre dernier est au sujet des 3. Points, desquels l'Intermence auroit principalement fait eclat en Cour de Rome, le premier, que les publications des Bulles Apostoliques faites à Rome seroient obligatoires par. deca sans autre publication dans le Pays, 2. Que le Placart repis dans la Lettre de V. A. s'adresseroit non seulement contre les Lais, mais aussi contre les Ecclesiastiques, sur lesquels Sa Majeste n'auroit aucune Jurisdiction. Et le 3me. que l'on y auroit impose de peines des bannissements contre iceux, & meme contre les Mendians, qui ne possèdent rien de temporel, au lieu que la force du bras seculier luy auroit du être purement & simplement pressee, pour connoître luy meme des contraventions, &c. A la deliberation desquels nous vous sommes este assemble incontinent apres la reception de la Lettre de V. A. lorsque chacun de nous s'enchargea de remaster tout ce qu'il pourroit d'enseignement & d'exemple regardant cette matiere, Et à elle trouva, que ne scautions informer mieux au regard du premier point, que par epoly de la Consulte que nous presentames à l'Altesse desdite la Serenissime Infante au sujet de quelques Bulles Papales, que Monsieur Fabio de Lagonisa Marquis du Mont Hercule Nonce Apostolique en ces Provinces avoit fait publier sans Placet de ce Conseil, dans laquelle Consulte nous avons represente largement, tout ce qui concerne cette matiere, & le confirmé par divers exemples & Placats renseignans à veue d'e il, que jamais Provisions de la Cour de Rome eurent effet par deca sans autre publication dans le Pays par préalable Placet de Conseil, & ce pour diverses considerations en partie repises aux Placats du 12. Septembre 1651.

Littera Vestra Celsitudinis die 28. Decembris ultimi sunt ratione 3. Punctorum, quae in Curia Romana Intermercii praecipue jactantur. Primum, quod publicationes Bullarum Apostolicarum facta Roma essent obligatoria in his partibus sine ulla publicatione in Patria. Secundum, quod programma mentionatum in Litteris Vestra Celsitudinis dirigetur non tantum contra Laicos, sed & contra Ecclesiasticos, in quos Suae Majestatis nullam haberet Jurisdictionem. Tercium, quod ibidem imponentur poena exilii contra illos, etiam contra mendicantes qui nihil temporale possident, cum vis brachii Sacularis ipsi pure & simpliciter debuisset commodari, ut ipsi se cognosceret de contraventionibus, &c. Ad quorum deliberationem statim fuimus congregati, post receptionem Litterarum Vestra Celsitudinis, dum quisque nostrum tentat colligere quidquid potest instructionis, & exempli concernentis hanc materiam, & invenimus est, quod non melius possumus informare quantum ad primum Punctum, quam per appellationem Consulti, quod presentavimus Defunctae Serenissimae Infantis ratione quarundam Bullarum Pontificiarum, quas Dominus Fabius de Lagonisa Archiepiscopus Intermercii Nuncius Apostolicus in his Provinciis curavit publicari sine Placito Consilii, in quo Consilio large exposuimus, & fuisse quicquid concernit hanc materiam, & confirmavimus per diversa exempla, & programma, clarissime probantia, quod nunquam Provisiones Romanae haberint effectum in hac Patria sine ulla publicatione, & praevio Placito hujus Consilii, idque ob varias considerations partim relatas in programma die 12. Septembris 1651.

Et ce n'est pas chose tant nouvelle, ni si extravagante, comme ledit Intermence sembleroit vouloir faire entendre au saint Siege, car comme est poite audit Placart, plusieurs Royaumes, Provinces & contres de la Chretienne, dont aucunes son sutes en temporalite l'Eglise de Rome, le tous des Bulles, Graces & autres Provisions Papeles n'y est aduis, qui est le grand bien, tranquillite & soulagement des Eglises & des sutes habitants en iceux Royaumes, Provinces & Contrees.

Covarruvias l'enseigne pour autant que touche les Royaumes d'Espagne praet. quest. cap. 36. in his. verbis: *Multis in casibus Littera Apostolica ad Regia mittuntur Tribunalia, idque fit ex Regio Decreto, ut illic examinentur, ne quid fiat & obtineatur falsis precibus & importunis suggestionibus a Summo Pontifice adversus Regnum, Regumque Hispaniarum Privilegia, &c. etenim & alii Christiani Orbis Principes eodem jure utuntur & hactenus usi fuerunt.*

Et capite 35. subdit: *Si quis contendat a Principibus Christianis hanc tollere potestatem, statim competet experimento manifestissimo quantum calamitatis Reipublicae invenerit.*

Item laic P. Belluga in speculo Principis rubrica 13. in verbo restat:

*De las Bulas y Letras Apostolicas se puede conser en el fuero seglar de la reccion suya, tomando las originalmente, y teniendolas sin consentir usar dellas, hasta que vistas por el Consejo o Audiencias Reales, donde se han de embiar, se determine si son en el perjuicio de las Leyes, &c. como consta de unas Leyes de la nueva recopilacion y lo refuelva. P. Belluga dit: La Jurisdiccion secular, peut prendre connoissance des Bulles & Lettres Apostoliques, les faire & retenir originales, sans consentir qu'on s'en serve jusques a ce qu'ayant este vus, par le Conseil, ou Audiencias Royales, ou il faut les envoyer, on doctenne si nelles sont au prejudice des Loix, &c. comme il conste par des Loix & decisions, de la recopilacion nouvelle.*

Et quant au Royaume de France, c'est une chose toute notorie, qu'ils y tiennent leur Eglise exempte, & que de ce il y a audit Royaume plusieurs Ordonnances, entre autres celle du Roy Louis XI. du 8. Janvier 1475. par laquelle est ordonne expressement, que toutes Lettres, Bulles & autres Provisions de la Cour de Rome doivent estre vistes, pour reconnoitre si elles ne portent rien de prejudiciable au Roy ou a l'exemption de l'Eglise Gallicane.

Ensuite de quoy le Parlement de Paris a encore tout fraichement scaivoir le 15. de May 1647. defendu generally par forme d'Arrest de recevoir, publier & executer aucunes Bulles, Brefs & Provisions de Rome sans permission du Roy verifiee en la Cour.

Ayant meme cette defense este adressee a tous Archevques, Evques, leurs Vicaires & Officiaux.

Quant au Royaume de Naples il y a Ordennance expresse in pragmatica Regni Neapolitani, titulo de Collationibus, pragmatica 6. quod publicatio Roma facta non sufficiat, licet continet Bulla expressam Clausulam, quod eandem vim obtinere debeat Roma facta publicatio, ac si in Provincia facta foret.

Et Jean II. Roy de Portugal retrocessit l'An 1486. au Pape Innocent VIII. ce droit d'examiner & consentir en la publication des Bulles Papeles, comme de toute ancienne avoir este pratique dans ce Royaume, mais a certe retrocession le font opposer les Consiliez d'Etat & Juris-Consultes disant, non licere Regi tale Jus a se abdicare in prejudicium Regni & Subditorum. Arguunt Manuel Eques Ordinis Christi in Hispania Joannis II. Regis Portugallie.

Ad regard de la Savoye dit: Auzh. Faber ad tit. Cod. de appell. ab abusu defin. 3. & 4. ab executione Brevis Apostolici quavis acquisiti, si inconsulto Senatu facta sit, appellari tanquam ab abusu potest, ne Principis Jurisdiccion impune contempta videatur, pertinet enim ad Senatus Authoritatem, ut provident, ne quid ab extraneo ullo Principe fiat, quod vel Principis Dignitatem, vel publicam utilitatem possit ledere.

De Britannia Ducatu Argentoribus lib. 2. histor. capit. 14. refert secundum Britannie Ducem editum sub pena corporis & confiscationis bonorum, ne Bullae quaecunque in publicum Ducatus sui prodirent, antequam examinatis in suo Consilio ipse annueret.

De Regno Siciliae idem scribit Jacobus de Grassis in Decision. lib. 4. cap. 18.

De Diuione Florentina Angelus Consil. 23. De aliis Italic Diuionibus Antiochus Amato tom. 3. resol. 28.

*Neque est res tam nova, & extravagans, sicut dicitur Inter-Nuncios videtur velle infirmare sancte Sedis, nam, sicut dicitur in dicto programma, plura sunt Regna Provinciae & Districtus Christianissimi, quorum aliquae sunt subiectae in temporalibus Ecclesiae Romanae, & tamen variae Bullarum, Gentiarum & aliarum Provisionum Pontificiarum, ibidem non admittuntur, quod est magnum bonum, tranquillitas & solatium Ecclesiarum & Subditorum habitantium in dictis Regni, Provinciae & Districtibus.*

Covarruvias id docet quantum concernit Regna Hispania praet. cap. 36. in his verbis: *Multis in casibus Litterae Apostolicae ad Regia mittuntur Tribunalia, idque fit ex Regio Decreto, ut illic examinentur, ne quid fiat & obtineatur falsis precibus & importunis suggestionibus a Summo Pontifice adversus Regnum, Regumque Hispaniarum Privilegia, &c. etenim & alii Christiani Orbis Principes eodem jure utuntur & hactenus usi fuerunt.*

Et capite 35. subdit: *Si quis contendat a Principibus Christianis hanc tollere potestatem, statim competet experimento manifestissimo quantum calamitatis Reipublicae invenerit.*

Item laic P. Belluga in speculo Principis rubrica 13. in verbo restat:

*De las Bulas y Letras Apostolicas se puede conser en el fuero seglar de la reccion suya, tomando las originalmente, y teniendolas sin consentir usar dellas, hasta que vistas por el Consejo o Audiencias Reales, donde se han de embiar, se determine si son en el perjuicio de las Leyes, &c. como consta de unas Leyes de la nueva recopilacion y lo refuelva. P. Belluga dit: La Jurisdiccion secular, peut prendre connoissance des Bulles & Lettres Apostoliques, les faire & retenir originales, sans consentir qu'on s'en serve jusques a ce qu'ayant este vus, par le Conseil, ou Audiencias Royales, ou il faut les envoyer, on doctenne si nelles sont au prejudice des Loix, &c. comme il conste par des Loix & decisions, de la recopilacion nouvelle.*

*Jurisdiccion secularis potest sumere notitiam Bullarum & Litterarum Apostolicarum, illas apprehendere, & retinere originalia, nec consentire, ut illis sit usus donec fuerint inspecte per Consilium, vel Audienciam Regiam, quo mori debent, ubi determinatur, an sint in prejudicium Legum, &c. sicut constat ex Legibus & decisionibus nova & recentis recopilacionis.*

Et quantum ad Regnum Gallia, est res plane notoria, quod ibi retineant suam Ecclesiam exemptam, & quod desuper in dicto Regno, pures sint ordinationes, inter alias est ordinatio Regis Ludovici XI. de 6. Januarii 1475. per quam expresse est ordinatum, ut omnes Litterae, Bullae & alia propositiones Curiae Romanae debeant inspicere, ad cognoscendum an nihil contineant prejudicium Regi vel exemptioni Ecclesiae Gallicanae.

Unde Parlamentum Parisense adhuc recentissime, nempe 15. Maji 1647. prohibuit generaliter per Decretum, ne recipiantur, publicentur, & executioni mandarentur ulla Bullae, & Brevia & provisiones Romanae sine consensu Regis verificato in Curia.

Imo hac prohibitio fuit missa ad omnes Archi-Episcopos, Episcopos, eorum Vicarios & Officiales.

Quantum ad Regnum Neapolitanum ibi est ordinatio expressa in pragmatica Regni Neapolitani, titulo de Collationibus, pragmatica 6. quod publicatio Romae facta non sufficiat, licet continet Bulla expressam Clausulam, quod eandem vim obtinere debeat Romae facta publicatio, ac si in Provincia facta foret.

Et Joannes II. Rex Lusitaniae retrocessit Anno 1486. Papa Innocentio VIII. hoc jus examinandi & consentiendi publicationi Bullarum Pontificiarum, sicut antiquitus fuerat practicum in illo Regno, sed illi retrocessionem opposuerunt se Consiliarii Senatus & Juris Consulti dicentes, non licere Regi tale Jus a se abdicare in prejudicium Regni & Subditorum. Arguunt Manuel Eques Ordinis Christi in Hispania Joannis II. Regis Portugalliae.

Et quant à ces Provinces on y est muni d'une observance irréfragable de plusieurs siècles sans la moindre opposition ou contradiction du S. Siege, quoy que d'ancienneté ils y aient entretenu leur Nonces Apostoliques, & desuite en ayant été informez.

En faisant à inferer un consentement & approbation toute formelle, laquelle devoit en tout cas servir de titre, car comme dit le Pape Honorius in cap. QUOD DILECTIS *de consanguinit. & affinitat.* pour pareil subiet consultus duximus observata consuetudini deferendum, quam aliam in dissonantem & scandalum populi statuendum.

Et in Capitulo CUM CONSUEUDO *de consuls.* plerumque discordiam pariunt novitates; & in Cap. CUM TENEMUR *de præbendis: si non potest sine scandalo ei providere, æquanimiter sustinemus, si pro eo mandatum nostrum non duxeris exequendum.*

Ce n'est pas aussi chose nouvelle, que d'impetier en Cour de Rome semblables Brefs, & pour cela sedit in Can. NOS SI 2. quest. 7. Nos si incompetenter aliquid egimus, & subditis iuste Legis tramitem non conservavimus, vestro, & misorum vestrorum cuncta volumus emendare Iudicio.

Et à tant in est croyable, que si Sa Sainteté seroit bien & duement informée de tout ce que dessus, & de ce que contiennent la Bulle du Pape Leo, & un autre Indule du saint Siege accorde en particulier à ceu de Bruxelles, certe affaire seroit bien-tôt remediee.

Et spécialement ce regard au grand nombre de Mandemens Royaux publiez successivement en ces Provinces en forme des Lettres Patentes sans aucun contredire du saint Siege.

Et pour autant que touche l'ulterieure objection de ce que les Ecclesiastiques seroient exempts de toute Jurisdiction Laicale.

Cela est d'arechir sur l'ancienne observance, coutumes & pragmatiques du Pays, selon lesquelles les Ecclesiastiques in multis casibus sortiuntur forum seculare, comme aussi les Royaumes d'Espagne, France & autres.

Et principalement au regard des affaire regardans la tranquillité publique, comme au regard de ce qui est porte au dernier Placart, touchant la Doctrine de Janſenius, le principal but duquel à été de prevenir tous desordres publics, faction & disputes deegrees entre les Ecclesiastiques & autres: parmy quoy croyant avoir satisfait aux Mandemens de V. A. S. balfans les mains en toute humilité, demeurons, &c. Bruxelles le 16. de Fevrier 1652.

Et in illis Provinciis viget observantia irrefragabilis plurium seculorum sine minima oppositio, & contraditio sanctæ Sedis, quamvis ibi antiquitus suos habuerint Nuncios Apostolicos, & consequenter fuerint informati.

Inde inferatur requisitum esse consensum, & approbationem plane formalem, quæ debet esse loco tituli; nam sicut loquitur Papa Honorius in Cap. QUOD DILECTIS *de consanguinit. & affinit.* in simili materia, consultus duximus observata consuetudini deferendum, quam aliam in dissonantem, & scandalum populi statuendum.

Et in Capitulo CUM CONSUEUDO *de consuls.* plerumque discordiam pariunt novitates; & in Cap. CUM TENEMUR *de præbendis: si non potest sine scandalo ei providere, æquanimiter sustinemus, si pro eo mandatum nostrum non duxeris exequendum.*

Neque est res nova, quod impetrentur in Curia Romana similia Brevia; & ideo dicitur in Can. NOS SI 2. quest. 7. Nos si incompetenter aliquid egimus, & subditis iuste Legis tramitem non conservavimus, vestro, & misorum vestrorum cuncta volumus emendare Iudicio.

Et ideo credibile est, quod si Sua Sanctitas bene, & debite informaretur super illis omnibus, de quibus supra, & de illo quod continet Bulla Papa Leonis, & alio indulto concessio in particulari Bruxellensibus, brevi illi negotio remedium adhiberetur.

Et speciatim habito respectu magni numeri mandatorum Regiorum successivo publicatorum in his Provinciis in forma Litterarum Patentium absque ulla contradictione sanctæ Sedis.

Et quantum ultimam objectionem concernit, quod Ecclesiastici essent exempti à jurisdictione Laicali.

Hoc denuo est contra aliquam observantiam, consuetudinem & pragmatice Patriæ, secundum quas Ecclesiastici in multis casibus sortiuntur forum seculare, sicut etiam in Regnis Hispaniæ, Galliæ & aliis.

Et præcipue in negotiis concernentibus tranquillitatem publicam, sicut respectu huius, quod sancimus est in ultimo programme circa doctrinam Janſenii, cuius principalis finis fuit obviare confusionibus publicis, factionibus & Disputationibus inordinatis inter Ecclesiasticos, & alios; quare cum credamus nos satisfecisse mandatis Vestre Celsitudinis, & osculamur manus Vestras in omni humilitate, & permanemus, &c. Bruxellis 16. Februarii 1652.

(Q)

Ad pag. 29.

## SENTENTIA CONSILII BRABANTIAE,

Qua publicatio Decreti Congregationis S. Officii die 6. Septembris 1657. quo prescribuntur plures Libri, facta per Archi-Episcopum Mechliniensem, cassatur ob defectum Placiti Regii.

**P**hilips by der gracie Godets, Koninck van Castillien, van Feon, van Aragon, &c. Allen den genen die dese tegenwoordige sullen sien Saluyt. Onsen lieven ende getrouwen Raet ende Procurer Generael heeft aen onsen Raede gordonet in desen onser Lande ende Hertogodomme van Brabant te Kennen gegeven, hoe dat de Internuncius van syne Heylighyht reiderende binnen onse Stadt Brussel, geleden eenige dagen aen onsen lieven ende getrouwe in Gode den Aeris-Episcop van Mechelen hadde toegesonden seker Decreet van syne voorfchreive Heylighyht in date den 6. September 1657. ten eynde van publicatie, behelende verbot van versceyde gedruckte Brieven ende Geschriften doctrine

VOC.

**P**hilippus Dei Gratia, Rex Castilia &c. Omnibus has visuris Salutem. Charus noster ac fidelis Consiliarius, & Procurator Generalis, Consilio nostro huius Patriæ ac Ducatus Brabantia exposuit, quod Internuncius Sanctæ Sedis, Bruxellis residens, quod noster ac in Christo fidelis Archiepiscopo Mechliniensis insinaverit Decretum Suae Sanctitatis datum 6. Septembris 1657. ut illud publicaret, quo Decreto varie Litteræ impressæ, ac scriptæ in eodem enarrata prescribuntur sub penis latæ per Concilium Tridentinum ac Indicem Librorum prohibitorum: Quod Decretum idem Internuncius aliis quoque personis Ecclesiasticis subditis nostris communicavit, illudque prædictus Archiepiscopus suo programme dato 29. Octobris subsequen-

tis,



vermele op die penen geflaaert by hei H. Concilie van Trenten ende by den Cataloge van de verbode Boecken, vvelck Decreet hy oock hadde toegesonden aen andere Geestelycke personen onse onder saten, ende op het vvelck den voorschreven Aertbischoep heeft gegeven het syen in date den 29. October daer naer, d'een ende d'ander doen drucken, ende belasta en de Appariteurs van het Geestelyck Hof van Mechelen, ende aen andere dat sy dieelve Decreten souden bechten aen de Kerckdeuten ende aen alle Capitulen, aen den Recteur van de Universiteit, ende aen d'Oversten van alle Cloosters souden toefynden, mede aen alle die Land-Dekens, om die selve aen den Pastoors te distibueeren, opdat sy het vvelck in het Sermoon vergadert zynde, die souden publiceren, ende aen de deuren van hunne Kercken doen bechten met bevel aen alle Onderstaeten van syne Diocese, dat sy aen het voorverhaelt Decreet van syne Heyligheyt souden gehoorsaemen op de pene daerom begrepen, ende andere naer syn goetduncken. Vvelckdanige Decreten alhier niet en souden vermogen gepubliceert oft ter executie gestelt te worden, sonder onse permissie oft Placet, verseeckende daeromme dat wy tegens het voorverhaelde souden villen versien.

Vvaetomme soo is't, dat wy (niet konnende toefien sulcke nieuwigheyt achterdoelt aen onse authoriteit) by deliberatie van onsen voorschreven Raede van Brabant het voorschreven toefenden van den Inter-nuncius van het voorschreven Decreet van den 6. September 1657, ende het gene van den Aertbischoep van Mechelen van den 29. October daer op gevolgt, het voor der uyf senden ende publiceren van de selve, met allen het gene daer uyt ende naer is gevolgt, hebben geasserte ende u niet gedaen, casten ende doen te niet by desen. Gegeven in onse Stadt van Brusselen den 29. November 1657. Ende vvas gearapereert ASSEL. Vt. ende nedervvaert siont, geschtien by den Koning in synen Raede, onder tekenen Leyens.

his, vulgavit & utrumque prout publicum fecit, mandavitque Apparitoribus Curia Ecclesiastica Mechliniensis, ut praedicta Decreta affigerent valvis Ecclesiarum ac omnium Capitulorum, eademque mitterent Rectori Universitatis Lovaniensis, omniumque Monasteriorum Superioribus, omnibus quoque Decanis Ruralibus, ut Pastoribus Decreta illa distriberent, atque ut eadem populo in Concione congregato praerogarent, & valvis suarum Ecclesiarum affigi curarent, mandantes omnibus suis Dioceses subditis, ut praedicta Sua Sanctitatis Decreto sub penis in eo contentis, aliisque ejus arbitrio infligendis, obedirent: quia Decreta hic publicare non licet, aut executioni mandare absque nostro Placito, & licentia, ac ea propter requirebas exponere, ut contra hac de opportuno remedia providere dignaremur.

Itaque Nos rejicientes hujusmodi novitates novae auctoritatis nostrae, previa deliberatione praefati nostri Consilii Brabantiae, memoratum Decretum diei 6. Septembris 1657, ab Inter-nuncio saltem infirmationem, & programma Archi-Episcopi Mechliniensis diei 29. Octobris subsecutum, ac alterum ejusdem Decreti publicationem cum omnibus inde subsecutis cassavimus & annullavimus, cassamus & annullamus per praesentes. Datum in Urbe nostra Bruxellensi 22. Novembris 1657. erat signatum ASSEL. Vt. inferius habetur, per Regem in suo Consilio, subsignatum Lo-yens.

(R)

Ad pag. 30.

# CONSULTA CONSILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

In qua vindicant praerogatum Sententiam Consilii contra ea, quae Archiepiscopus Mechliniensis & Internuncius Apostolicus eidem Sententiae opposuerant in suis respectivè Libellis Archiduci Leopoldo oblatis.

MONSIEUR.

Nous avons veu l'ordre de Votre Altesse Secon-nissime donne à Gand l'oezieme du courrant, par laquelle elle est servie de mander, qu'aurions à l'informer sur le contenu des Requêtes lui presentees tant par l'Ilustissime Archeveque de Malines, que l'Internonce de Sa Saintete, & sur un autre Ecrit touchant la Cassation de la publication d'un Decret de Sa Saintete contenant prohibition de plusieurs Eccles rapportes audit Decret.

Nous sommes fort aises d'avoir sujet d'informer Votre Altesse de notre procede dans une affaire, dans laquelle il y va tant de l'Autorite & Droit de Sa Majeste, & du repos de son Etat & Sujets; & de la pouver de desabuser de mauvaises impressions, qu'on à voulu donner par ledits Requeres & Ecrits.

Ayant Sa Saintete par Decret du 6. de Septembre 1657. defendu plusieurs Lettres & autres Ecrits imprimex, l'Internonce l'a envoye audit Archeveque à fin de publication, & ayant le ineme Archeveque fait de-pescher un autre Decret sien, en date 29. Octobre de ladite Annee, il a fait publier l'un & l'autre par les Predicateurs dans les Eglises, les à distibuer par tout, & fait afficher en lieux publics, ou bon lui à semble  
Van Effen, Paris Vt.

Vilimus Mandatum Vestrae Celsitudinis datum Gandavi undecima currentis, per quod mandatum nobis, ut illam informemus super contento supplicarum sibi presentatarum tum per Illustissimum Archiepiscopum Mechliniensem, tum per Internuncium Sua Sanctitatis, & super alio scripto concernente publicationem ejusdem Decreti Sua Sanctitatis continens prohibitionem plurimum scriptorum relaxatorum in dicto Decreto.

Letamur summo pere, quod causam habeamus informandi Vestram Celsitudinem super gestis in negotio, in quo multum agitur de auctoritate, & jure Sua Majestatis, & quiete suorum Statuum & Subditorum, ut possimus revellere pessimas impressiones, quae conati sunt ingerere per distas supplicas & scripta.

Cum Sua Sanctitas per Decretum 6. Septembris 1657. prohibisset multas Literas & alia scripta impressa, Internuncius missi ad Archi-Episcopum in finem publicacionis, & cum Archi-Episcopus eadem curasset expediri aliud suum Decretum, datum 29. Octobris ejusdem anni, iussit publicari utrumque per Conclaves in Ecclesiis, ubique distribuit, & iussit affigi in locis publicis, ubicunque visum sibi fuisset, praecipiens observantiam dicti Decreti Sua Sanctita-tis.

commandant l'obéissance dudit Decret de Sa Sainteté sous les peines & censures y portées, & autres à imposer à son arbitrage.

Ce que le Conseiller & Procureur General de Brabant disant avoir été fait sans aucun Placet ou permission du Roy à présente Requête, par laquelle il nous a requis, que voudrions y pourvoir de remède convenable pour la conservation des Droits & Hauteurs de Sa Majesté.

Devant qu'il de résoudre sur cette Requête avons trouvez que le Conseiller & Avocat Fiscal étoit trouvez ledit Archeveque pour sçavoir de luy, si il avoit quelque permission, ou Placet pour la publication & exécution dudit Decret, mais n'ayant pu luy parler à cause de son indisposition, parla à son Secrétaire, luy demandant à entendre ce que de la part du Conseil il avoit à proposer à son Maître, & qu'il voudroit le luy déclarer. & qu'il retourneroit, si la disposition dudit Archeveque se pouvoit premettre, surquoy ayant ledit Secrétaire d'ici en faire le rapport, & de porter réponse aultit Fiscal deyant trois heures après-midi, il s'est retiré, & à l'heure dite vient ledit Secrétaire porter la réponse audit Fiscal luy disant, que son Seigneur & Maître étoit marry de n'avoir pu luy parler, & qu'à l'égard du point de ladite publication, il donneroit satisfaction au Conseil en deux ou trois jours, & que l'on vouloit surceder jusques alors sans rien faire.

De quoy rapport ayant été fait au Conseil le 22. du mois passé, le casillon, delaquez ledit Archeveque & l'internece se plaignent, par accord le jour après avec cette résolution, néanmoins qu'elle ne seroit publiée ou exécutée, si l'Archeveque donnoit aucune satisfaction endents le terme par luy demandé, mais n'ayant rien fait de semblable à ladite cassation elle infusure & affichee or primes le 27. dudit mois,

Par laquelle n'avons pas casse ou aneanti la Bulle, ou Decret de Sa Sainteté, comme donne à connoître ledit l'internece, & comme presuppone ledit Escriz, à nous aussi pris connoissance des imprimeurs ou livres defendus par ledit Decret, & ignorons si les memes imprimeurs sont faits en defense de quelques opinions Janseniennes; nous sçavons, qu'il ne nous touche pas de decider les Articles de la Foy, mais avons casse l'envoy, que ledit l'internece a fait à l'Archeveque dudit Decret à fin de publication, le Decret audit Archeveque, & leur publication, avec tout ce qui est ensuivi, qui sont choses du tout temporelles, & qui ne concernent en aucune façon la decision de Sa Sainteté au regard lesdits imprimeurs defendus, ains seulement la forme de l'exécution.

Ce n'est pas aussi une nouveauté, comme presuppone ledit Archeveque, l'internece ou Escriz, que de requier Placet de Sa Majesté pour l'exécution des Decrets ou Bulles Papeales, & l'autorité de Sa Sainteté n'est par le Conseil reduite à autre point, qu'elle n'a été depuis plusieurs siècles en ça, mais c'est une nouveauté vouloir publier semblables Bulles sans préalable permission de Sa Majesté ou de ses Conseils & de prendre comme le Placet un Decret confirmatif de l'Ordinaire de la Diocèse, au lieu de celui du Roy. Ce seroit ennuier V. A. de rapporter icy tous les Placats, Exemples, Autoritez, & raisons qui demonstrent & convainquent, que les Bulles Apostoliques ne peuvent être exploitées sans préalable Placet ou permission de Sa Majesté, nous en rapportons seulement aucuns avec des exemples, qui sont au cas present de motifs, raisons & experiences très importantes, qu'à subministrer l'année courante.

Par divers Placats des glorieux Predecesseurs de Sa Majesté, par divers Ordres & Lettres fut ce ennuier & escripts été defendu de n'admettre l'exécution d'aucunes Bulles Papeales, sans qu'on préalable elles ne soient visitées, & cette violation fut par Placat du Duc Philippe de Bourgogne de l'An 1447. enchargez aux Villes capitales de Brabant, mais depuis donnée à ce Conseil pour tout son ressort, & entre divers autres Placats emanéz par ledit Roy, si l'y en a un du Roy Philippe II. de l'An 1574. qui parle en termes fort clairs, & contient en effet un abtege des Placats & Mandemens antérieurs.

Il defend expressement par forme d'Edit perpétuel l'exécution de toutes Bulles, Provisions ou autres De-

vis sub penis & censuris ibi latis & aliis importandis secundum suum arbitrium.

Quod Consiliarius & Procurator Generalis Brabantie dicens esse factum sine ullo Placito & permissione Regis, abulit supplicam, per quam nos rogamus, ne volumus remedium adhibere conveniens pro consuetudine iurium, & Regalium Sua Majestatis.

Antequam resisteremus super ista supplica consultamus, ut Consiliarius & Advocatus Fidei adhiberent dictum Archiepiscopo ut ab ipso disceret, num haberet aliquam permissionem vel Placitum pro publicatione, & executione dicti Decreti, tum autem non posset loqui ob ejus indispositionem, locutus est ejus Secretarius, dicens quod ex parte Consilii haberet aliquid proponendum ejus Domino, & quod vellet et declarare, esset autem reversurus quamprius ejus dispositio posset permittere, ejus rei tum Secretarius dixisset se velle facere relationem, & adferre responsum dicto Fiscalis intra triduum post meridiem, abitis & dicta hora venit dictus Secretarius ferens responsum dicto Fiscalis, dicens quod Sua Dominus erga ferret quod non posset se loqui; & quantum ad actum publicationis vellet dare satisfactionem Consilio intra triduum, vel triduum, & quod tanta differri deberet & nihil attemptari.

Cujus facta relatione Consilio 22. Mensis preterit, Cassatio de qua Archiepiscopus & Internuncius conquerantur, fuit concessa die postea, tum hac tamen restrictione, quod non publicaretur nec executioni mandaretur, si Archiepiscopus daret satisfactionem intra terminum peritum; sed cum nihil simile faceret, dicta Cassatio fuit infirmata, & affixa 27. diei Mensis.

Per quam non cassavimus Bullam vel Decretum Sua Sanctitatis, ut loquitur dictus Internuncius & presuppone dictum scriptum, nec sumimus notitiam impressorum vel librorum prohibitorum per dictum Decretum, & ignoramus, an eadem impressa sint facta ad defendendam aliquam opinionem Jansenisticam, scimus quod non pertineat ad nos decidere Articulis fidei, sed cassationis missionem, quam fecit Internuncius ad Archiepiscopum dicti Decreti in finem publicationis, Decretum dicti Archiepiscopi, & eorum publicationem, cum omnibus que ea sequuntur, que res sunt mere temporales & nullo modo concernunt decisionem Sua Sanctitatis circa dicta impressa prohibita, sed tantum formam executionis.

Naque etiam est novitas, sicut presuppone dictus Archiepiscopus Internuncius & scriptum, requirere Placitum Sua Majestatis pro executione Decretorum, & Bullarum Pontificiarum, & autoritas Sua Sanctitatis per Consilium non redigit ad aliud, quam facere à ploribus sacris in his partibus; sed est motus velo publicare ejusmodi Bullas sine prævia permissione Sua Majestatis & ipsius Consiliorum & admittere sine Placitum Decretum confirmationem ab Ordinario Diocesis loco Placatus Regi. Tadiam afferimus Petri à Colindini, hic rejeto omnia Diplomata, exempla, Authoritates & rationes, quæ demonstrant & convincunt, quod Bullæ Apostolicæ non possunt expediti & publicari sine prævio Placito & permissione Sua Majestatis, aliquas solum referemus cum exemplis, quæ sunt in causa presentis motui, rationes & experientie mōmentis, quæ subministravit annus currentis.

Per varia Diplomata gloriosissimum prædecessorem Sua Majestatis, per diversas ordinationes & litteras de super emanatas & scriptas prohibuit, ut admittere executionem aliarum Bullarum Pontificiarum, nisi prævia fuerit inspectio, & hac inspectio fuit per Diplomata Ducis Philippi Burgundie de Anno 1447. mandata Civitatibus capitalibus Brabantie, sed ex post data huic Consilio, & inter varia alia Diplomata emanata super hac materia, unum est Regis Philippi II. de Anno 1574. quod loquitur in terminis valde clavis, & continet reissa opinionem programmarum, & mandatorum antiorum.

Prohibet expresse in forma Edicti perpetui executionem omnium Bullarum, provisionum vel aliarum expeditionum

peches ou Impetrations de Rome, des Legats ou Nonces Apostoliques, ou revocations d'aucunes Graces, Indults, Privilèges, Sentences ou Executoriales rendues & Decretes hors les Pays de par-deca tendans directement au prejudice de ces Pays ou d'aucuns tiers particuliers, n'est que preallablement lesdits Lettres, Bulles, Sentences, & autres Impetrations aient esté eues & examinées par Sa Majesté en son Conseil Prive, ou en celui de Brabant, & que les Impetrans aient obtenu Lettres Patentes de Placet.

Sur quel point y ayant eu dispute en l'An 1631. entre ce Conseil & le Nonce du Pape & alors, Sa Majesté écrivit à feu le Serenissime Infante Isabelle de glorieuse memoire, luy manda par Lettres d'atres à Madrid le 14. d'Aoust 1631. de bien garder ses Droits; & de ne laisser perdre un seul point de ses prerogatives.

En l'An 1633. il y eut question pour la publication d'une Bulle ou Decret par lequel Sa Sainteté ou Congregation des Cardinaux avoit defendu les Oeuvres de Pere Jean Baptiste Posa Biscayn de la Compagnie de Jesus, & afin que l'Archeveque de Malines ne procederoit à la publication dudit Decret, ladite Serenissime Infante par ses Lettres du 7. de Janvier 1633. lui écrivit qu'elle avoit entendu que le Nonce Apostolique seroit d'intention de faire publier certain Decret de la Congregation des Cardinaux sur l'Index des livres deprouvés, & par lequel seroit defendu le livre dudit Posa, sans que Sa Majesté soit informée du sujet de ladite defense, ou que par Sa Majesté soit accordée aucune permission de faire ladite publication & ordonna audit Archeveque de différer la publication jusques à ce qu'il elle seroit éclaircie de l'intention de Sa Majesté, & s'il avoit raisons au contraire, qu'il en avertiroit Sadite Altesse, & que néanmoins il différerait la publication jusque à autre ordre.

Comment que les Augustes Rois d'Espagne ont toujours eu ce Droit & prerogative en tres grande recommandations tant en Royaumes d'Espagne, que Naples & ailleurs, témoignent lesdits & autres Placets & Ordes, & plusieurs Theologiens & Jurisconsultes Espagnols Italiens & d'autre nation.

Que cela soit aussi une observation & Droit des autres Rois & Princes Souverains, pourroit estre verifié par l'autorité de grand nombre d'Ecrivains.

Et qu'on eût tous les Ordres Ecclesiastiques de ces Pays en recours aux Conseils du Roy pour empêcher l'exécution des Bulles Apostoliques qu'ils croiroient leur estre prejudiciables, est de facile preuve.

Et seroit impossible que le Roy pourroit gouverner son Etat, & le tenir paisible, si on y pouvoit publier & exécuter telles Bulles ou Decrets, que Sa Sainteté y voudroit envoyer, ou son Nonce ou Intermence exploier; car telles Bulles pourroient contraindre choses prejudiciables à l'Etat & meme à la Religion, de quoy le Prince est bien souvent mieux informé dans son Etat, que ne peut estre Sa Sainteté à Rome.

Et il ne suffit pas de dire, que la Bulle ou Decret du Pape ne contient aucun prejudice du Roy ou de ses Sujets; car c'est cela meme, que doit estre examiné, & ne peut estre examiné avec fruit, que la Bulle ne soit présentée & vue auparavant son exécution.

De dire que la Bulle seroit Dogmatique, & ne contiendrait que définition ou declaration de quelque Article de la Foy, ne peut aussi excuser le preallable examen, car ce que la Bulle contient, gill en fait, & le doit Sa Majesté savoir, afin que sous pretexte de définition ou interpretation de quelque Article de la Foy, dans la publication ne se glissât quelque chose prejudiciable.

Et pour ce qu'il des Decisions ou Declarations Dogmatiques, ou de la Foy, en divers siècles n'y eut Decisions ou Interpretations plus importantes, que celles données par le saint Concile de Trente.

Néanmoins & nonobstant que les Predecesseurs de Sa Majesté aient eus les premiers Sollicitudes de la convocation & assemblée dudit Concile, ont ses Decisions formellement esté placetées devant que le Concile ait esté public, exécuté ou accepte, & le Placet n'a pas esté accordé qu'après l'examen des Conseils de Sa Majesté.

Et le Pape Clement VIII. requérant le Roy de France Henry IV. de vouloir faire publier & observer lesdits  
Van Espen, Pars VI. Con.

vel impetratorum Romanorum, & Legatorum vel Nunciorum Apostolicorum, vel revocatorum gratiarum, indultorum, Privilegiarum, sententiarum, executoriarum Decretarum extra hanc Patriam tendentium directe in prejudicium harum Patriarum, vel aliusculi privati, nisi prout dicta Littera, Bulla, sententia, vel alia impetrations fuerint inspecte & examinata à Sua Majestate in Consilio privato, vel in Brabantino, & impetrantes obtineant Placitum.

Qua super re cum fuisset Disputatio & controversia Anno 1631. inter hoc Consilium, & Nuncium Apostolicum cum tempore, sua Majestas rescriptis desuella Serenissime Infantine Isabella gloriose memorie, & mandavit per Literas datas Madridi 14. Augusti Anno 1631. ut bene cretetur sua jura, nec paucetur, perdit vel minimam suarum prerogativarum.

Anno 1632. fuit questio de publicatione ejusdam Bulle vel Decreti, per quod sua Sanctitas, vel Congregatio Cardinalium prohiberet opera Patris Joannis Baptistae Posa Biscani Societatis Jesu, & ne Archiepiscopus Mechliniensis procederet ad publicationem dicti Decreti: dicta Serenissima Infantina per suas Literas die 7. Januarii 1633. ipsi scripsit, se intellexisse, quod Nuncius Apostolicus esset inventum intendi publicari quendam Decretum Congreg. Cardinali, super Indice librorum prohibitorum, & per quod prohiberetur liber dicti Posa, absque quod Sua Majestas esset informata de ratione dicta prohibitionis, vel à Sua Majestate esset concessa ulla permissio facienda dictam publicationem, & mandavit dicti Archi Episcopo, ut differret publicationem donec esset certior redditus de intentione Sua Majestatis, & si haberet rationes in contrarium, deberet informare Suam Celsitudinem, & tamen differret publicationem usque ad aliud mandatum.

Quomodo Augustissimi Reges Hispania semper habuerint coram hoc jura, & prerogativam, tam in Regnis Hispania, quam Neapolitano & alibi, testatur dicta & alii diplomata, & Oratinationes, & plures Theologi & Jurisconsulti Hispani, Itali, & aliarum nationum.

Quod hac etiam sit observantia & jura aliorum Regum, & supremorum Principum, possit probari per autoritatem plurimorum Scriptorum.

Et quod omnes Ordines Ecclesiastici hujus Patria haberint recursum ad Consilia Regis pro impedienda executione Bullarum Apostolicarum, quas trahebant sibi esse prejudiciosas, est facilis probatio.

Et impossibile foret, si Rex gubernaret suos Status, & in tranquillitate tueretur, si ipsi possent publicari, & executioni mandari Bulla, & Decreta, que Sua Sanctitas vellet transmitti, vel ipsi Nuncios aut Intermences expellere; nam tales Bulla possent contrivere res prejudiciosas Status, imo Religionis, de quibus Princeps longe melius est informatus in suis Stationibus, quam Sua Sanctitas Roma.

Nec sufficit dicere, quod Bulla vel Decretum Pontificis nullum contineat prejudicium Regis, vel ejus subditorum; nam hoc idem est quod debet examinari, nec potest examinari, nisi Bulla presentetur, & examinetur ante ejusdem executionem.

Dicere quod Bulla esset Dogmatica, & nihil contineret nisi definitionem, & decisionem ejusdem Articuli Fidei, non potest excusare precium examen; nam quod Bulla continet, consistit in facto, & debet Sua Majestas scire, ne sub pretextu definitionis, vel interpretationis ejusdem Articuli Fidei, per publicationem subintraret aliquid prejudicium.

Et quantum ad Decisiones vel Declarationes Dogmaticas, vel Fidei, in adversis sacculis non fuerint decisiones, aut interpretationes majoris momenti, quam qua fuerint data per Concilium Tridentinum.

Non obstante quod predecessores Sua Majestatis fuerint primi Solicitatores convocationis, & congregationis dicti Concilii, tamen ejus decisiones formaliter fuerint placitata antequam Concilium fuerit publicatum, executioni mandatum, aut acceptatum, & Placitum non fuit concessum nisi post examen Consilium Sua Majestatis.

Et Pape Clement VIII. requirens Regem Gallia Henricum IV. ut vellet jubere publicari & observari dictum Concilium,

Concile de Trente, a été content, qu'il seroit observé, excepté les *quæ sine tranquillitatis perturbatio ne executioni demandari non possent.*

Puis de même Concile fut résolu de dresser une catalogue des livres exprouvés, lequel n'a pas été reçu en ces Pays non plus que le Concile même, qu'il est possible il n'ait été placent par Sa Majesté, & le soit par le Placat expres de l'An 1569. imprimé en François, Flamand, & Latin, afin que la sainte intention du Concile & de Sa Majesté fussent mieux connue à un chacun, & en l'An 1571. & 1570. ont été placetées autres catalogues semblables, & ainsi se se trouvent des exemples au même cas, que l'on veut maintenant siter en dispute & faire passer pour nouveauté.

La Bulle de Sa Sainteté condamnant le Livre, dell' Eveque Janfenius n'a pas été reçue en ces Pays qu'après que Sa Majesté avoit ordonné la publication, & ayant la même Bulle en l'An 1642. de nuit elle affiché devant l'Eglise de S. Pierre à Louvain, les Fiscaliers de ce Conseil ont insinué présent Requête contre l'Internece Struyves, à fin de cassation, mais il déclara n'avoir donné ordre pour l'aine affiché, & ainsi cessa la cassation, au moyen de son délaiver.

Et combien il impose pour la Religion & repos de l'Estat de Sa Majesté que toutes les Bulles & Decrets Apostoliques soient examinés devant leur publication & execution demontre affez clairement un Decret en forme de Lettre par le Cardinal Genetuy envoyé à l'Eveque d'Anvers le 24 d'Aoust de cette Année, par où il dit que la sainte Congregation avec approbation de Sa Sainteté avoit déclaré que deux parties des Bourgeois de la Ville d'Anvers, & tous ceux, qui seroient de ce Conseil ont insinué présent Requête pour être payés les Gabelles sur Vin & Biere, avoient encouru les Censures exprimées & ordonnées par les sainte Canons & Constitutions Apostoliques, & que ledit Eveque avoit à commander à tous Ecclesiastiques de ne payer ledits Gabelles.

La publication & execution de semblable Decret eut pu causer grande & irréparable alteration, non seulement pour le service & repos de l'Estat de Sa Majesté, mais aussi au fait de la Religion même en une Ville tant voisine aux Heretiques, avec laquelle elle doit avoir communication journaliere, & la publication de la declaration, congneue en ladite Lettre de défense ordonnee par ledit Evêque auroient indubitablement été exécutées, si de Conseil n'y eut promptement pourveu à la Requête du susdit Procureur General.

A tel ou semblables inconveniens font sujettes toutes les Bulles Decret, qui s'envoient de Rome, & doivent passer par les confères aux circonstances, que le temps donne.

Et si l'Archeveque ou l'Internece peuvent faire publier & executer sans connoissance de Sa Majesté les Bulles ou Brevets défendants écrits ou imprimés, rien ne les empêchera de publier aussi des Decrets, par lesquels Sa Sainteté défend & condamne les propres Placats de Sa Majesté, livres, ou écrits faits en faveur de son Droit & de celui de ses sujets.

Déjà, il n'y a qu'environ quatre années, qu'a été fait & imprimé une deduction intitulée: *Jus Belgarum circa Bullarum Pontificiarum receptionem*: ne contenant ou ne parlant d'aucun Article de la Foy ou de chose Dogmatique, seulement de justification du Droit, que Sa Majesté a de n'admettre l'execution des Bulles sans préalable examen & Placet, & cette deduction avec une autre semblable matière, l'une & l'autre fondée sur Placats, ordres & promesses de Sa Majesté a aussi été défendue par Sa Sainteté.

Par la Requête dudit Archeveque présentée à V. A. se dit, qu'ayant publié le susdit Decret, à être exécuté en acquit de son Office Pastoral de s'informer des Auteurs ou Publicateurs des Livres par Sa Sainteté défendus, il se trouveroit empêché par ce Conseil, en quoy il s'abuse, sans correction, car le Conseil n'a jamais eu intention d'empêcher la recherche d'aucuns livres herétiques ou scandaleux, au contraire à toujours être prompt & l'eût encore à assister & à étendre les informations, & de procéder contre ceux qui auroient contrevenu aux Placats de Sa Majesté défendant rigoureusement l'impression, distraction ou publication de semblables écrits.

Lo.

Ilum, acquiescit ut observarentur, exceptis his, quæ sine perturbatione tranquillitatis executioni mandari non possent.

Per idem Consilium rescriptum fuit, arduum esse Catalogum librorum prohibitorum, quod non fuit receptum in hac Patria, non magis quam ipsum Consilium, nisi prævis fuerit placitum à sua Majestate, & fuit per programma expressum Anno 1569. impressum Gallicè, Flaudris, & Latine, ut sancta intentio Consilii & sua Majestatis melius cognosceretur ab unoquoque, & Anno 1571. & 1570. fuerunt placitatis alii similes Catalogi, & sic reperiantur exempla in eodem casu, quod hæc movetur, in dubium trahitur, & neceitas appellari presumitur.

Bulla sua Sanctitatis condemnans Librum Episcopi Janfenii non fuit recepta in his partibus, quam postquam sua Majestatis ordinasset ejus executionem, & cum eadem illa Bulla Anno 1642. de nocte esset affixa ad parvas Ecclesie sancti Petri Lovanii, Fiscalis hujus Consilii quamprimum presentatum supplicem contra internum Struyves, in finem Constitutionis, sed declaravit se non dedisse mandatum illam ejusdem & sua cessavit Cassari, medio sine negotiationis.

Et quanti interest pro Religione, & quia Status sua Majestatis, quod omnes Bullæ & Decreta Apostolica examinentur ante eorum publicationem, & executionem amonstrat fuit clare quoddam Decretum infra litterarum per Cardinalem Genetium missum ad Episcopum Antverpiensem 7. Augusti hujus anni, in quo dicit quod sancta Congregatio cum approbatione sua Sanctitatis declarasset, quod una partes Civium Antverpiensium & omnes qui crederent, quod Ecclesiastici dicta Civitatis deberent solvere Gabelles super vino, & cerevisia, incurrisserit Censuras expressas & ordinatas per sacros Canones & Constitutiones Apostolicas, & quod dictus Episcopus deberet mandare omnibus Ecclesiasticis, ne solverent dictas Gabelles.

Publicatio & executio similis Decreti potuisset causare magnam & irreparabilem alterationem: non tantum pro serocio & quia sua Majestatis Statum, sed etiam in falto Religione in Civitate tam vicina Hereticis, cum quibus debet quotidianam habere communionem atque, & publicatio ac declaratio contenta in dictis litteris, & prohibitio in illis mandata indubie fuissent executi mandata, si hoc Consilium promptius providisset ad requisitionem Procuratoris Generalis.

His & similibus inconvenientibus subjicte sunt omnes Bullæ & Decreta, que mittuntur Romæ, & ideo debent collectionari cum circumspectione, quæ tempus suggerit.

Et si Archiepiscopus ac Internuncios possint curare publicari & executioni mandari sine cognitione sua Majestatis Bullas, & Decreta prohibita quadam scripta, & impressa, non impediuntur etiam publicare Decreta, per quæ sua Sanctitas prohibebit & condemnabit propria programma sua Majestatis, vel libros aut scripta facta in favorem sui juris, & subditorum.

De facto circumvenit ante 4. annos, impressa est quoddam deductio intulata Jus Belgarum circa Bullarum Pontificiarum receptionem, nil continens vel inuens de quodam Article Fidei, vel re Dogmatica, solum de justificatione juris, quod sua Majestatis habet non admittendi executionem Bullarum sine prævio examine & Placito, & talis deductio cum alia simili materie, utraque fundata super programma mandata & promissa sua Majestatis, fuerunt prohibita à sua Sanctitate.

Per supplicem dicti Archiepiscopi presentatum Postre Cardinali auctor, quod publicatio dicto Decreto, in adimplerem sui officii Pastoralis ne se informaret de Authoribus & publicatoribus librorum à sua Sanctitate prohibitorum, impeditur fuerit per hoc Consilium, sed salva correctione fallitur, nam Consilium nunquam impedit inquisitionem librorum hæreticorum vel scandalosorum, contra semper fuit & adhuc est promptum ad succurrendum talibus informationibus, & procedendum contra eos, qui contraveniunt programmatibus sua Majestatis, rigore prohibitoribus impressionem, distractionem vel publicationem similium scriptorum.

Di

Ledit Archeveque reclame & veut seigner pour l'autorité du Pape, sans se souvenir de celle de Sa Majesté, à la conservation de laquelle néanmoins il a aussi obligation comme son Vassal & comme Abbe d'Affligem, & refuse du serment solennel, qu'il a fait à l'Assemblée des États de cette Province pour la conservation & maintien des Privilèges, entre lesquels n'est pas le moindre le Droit, que Sa Majesté, & ses Sujets ont de n'admettre aucunes Bulles, sans qu'elles soient placetées.

Il se plaint du scandale, que le Conseil auroit cause à son propre Pasteur & Eveque.

Mais s'il y en a aucun, la precipitance, & d'avoir négligé de reconnoître de Roy, en est la cause.

Se plaint aussi de ce, qu'il n'auroit été averti, quoy qu'il étoit en Bruxelles, mais la civilité, de laquelle le Conseil a usé en son endroit, & la réponse qu'il a fait donner par son Secrétaire, son raporteur cydessus.

L'Internece dicit par sa première Requête que si les Bulles Papales doivent attendre le Placet du Prince & être sujettes à la Censure du Tribunal Lay, devant d'obliger les consciences des Sujets, les propositions pourroient être de Foy en une Province, & non en l'autre, & que par conséquent la Foy Catholique ne seroit pas la même par tout.

En icy manque bonne information, d'autant que le Conseil ne prend pas connoissance des anicles de Foy, & la décision ne laisse pas d'être décision & universelle, encoise que la publication ne s'en fasse par tout en même tems.

Il dit qu'il auroit procédé au regard de la distribution & publication dudit Decret, comme auroient pratique ses predecesseurs, mais nous ne croyons pas, qu'il pourroit monstrer des exemples, qui seroient venus à la connoissance des Fiscoaux.

Ledit Ecriv potte, que son Auteur tient pour sans doute, que le Conseil peut justement prétendre la révision & examen des Bulles Apostoliques, quand elles contraignent directement ou indirectement à la supériorité temporelle de sa Majesté, ou de son droit Patronat, dir aussi de tenir de même, que le Conseil ne se peut revider ou examiner, quand telles Bulles sont données en matières Dogmatiques, déclarant qu'aucunes propositions sont de Foy, les contraires heretiques & erroneuses, ou malsonnantes, déclarant pour heretiques & excommuniez ceux, qui opineroient contre les articles & les publicans, & de quelques Bulles de ce genre les Livres, dans lesquels elles se contiennent.

Avouant ledit Ecriv & tenant tous de doute, l'un ne peut excuser d'admettre aussi l'autre.

Car puisqu'il n'a ouï, que le Conseil du Roy a droit d'examiner les Bulles Apostoliques qui pourroient directement ou indirectement contrevenir au droit de Sa Majesté, ou de son Patron Ecclésiastique (à quoy il faut ajouter le droit & intérêt particulier de tous les Sujets de Sa dite Majesté, puisque Sa Majesté, & intercesse en eux) il suit par ne conséquence nécessaire que toutes les Bulles sont sujettes à révision & examen, pour savoir si elles ne sont telles, que le droit de Sa Majesté, ou de ses Vassaux pourroit être préjudicé par leur execution.

Ou bien il faut admettre que la Pape, Archeveque ou l'Internece sont Arbitres & Juges de ce point, si le Roy, son Etat, le public ou les particuliers sont intercellez ou non.

Ce n'est pas, comme le même Ecriv presuppose, que le Conseil prétendrait en matière dogmatique jugement approuvant ou reprobant, & qu'il seroit encore moins fondé de prétendre autorité pour faire & desfaire définitions de Foy, car le Conseil ne prend rien de respectable, comme dit est, & avoue que ce seroit absurdez de le prétendre, au regard de quoy ledit Conseil, non plus que les autres que Sa Majesté pardeca, ne prétendent aussi aucune position, & celle, qu'il prend, n'est à comparer (sous correction très humble) ainsi que fait ledit Ecriv, à celle, dont abuse le Parlement d'Angleterre au regard de l'admission de ceux des set Sacramens qu'ils trouve ben, & resolutions en matière de Foy qu'il veut prendre.

Le même Ecriv ayant avoué que les Bulles Apostoliques ne peuvent être exécutées, quand elles seroient préjudiciables aux droits du Roy, donne pour remède persévérant défaut des droits de la laisser courir & passer sans procéder au bruit scandaleux de les casser, mais d'y mettre remède par apies.

*Dicitur Archiepiscopus reclamare se velle sequi sententiam fundere pro auctoritate Pontificis. & non vult meminisse auctoritatis Suae Majestatis, ad cuius tamen conservandam etiam obligatur, ut ejus Vassallus & ut Abbas Affligemensis & vi juramenti solenniter, quod praestitit in congregatione Statuum hujus Provinciae pro conservandione, & mantentione privilegiorum, inter quae non est minimum jus, quod Sua Majestas & ejus subditi habent non admittiendi ullam Bullam, nisi factis placetibus.*

*Consequenter de scandalo, quod causavisset Consilium proprio suo Pastori & Episcopo.*

*Sed si aliquid sit, ejus praecipitium, & negligentia agnoscendi Regem, illius est causa.*

*Conqueritur etiam, quod non fuerit auditus, quamvis esset B. excellis; sed auctoritas qua usum fuit Consilium erga illum & responsum quod iussit dari per suum Secretarium, sunt supra relata.*

*Intermedium dicit per suam primam supplicam quod si Bulla Pontificia deberet expellere Placitum Principis, & esse subiecta Censurae Tribunalis Laici, antequam obligent conscientias subditorum, possent praestolari esse de Fide in una Provincia, & non in alia, & per consequens Fides Catholica non esset eadem ubique.*

*In hoc desit bona informatio, quia Consilium non fuit notitiam articulorum Fidei, & desitio manet semper universalis, quamvis publicatio non fiat ibique eodem tempore.*

*Dicit, quod processisset in distributione & publicatione dicti Decreti; sunt praeteritum sui praedecessores; sed non credimus, quod posset aliquid praeferre exempla, quae vellent ad notitiam diffundere.*

*Dicitur scriptum habere, quod cum Auctoritas indubitanam sit, quod Consilium possit esse praetendere revisionem & examen Bullarum Apostolicarum, manet contraria sunt dicte vel indirecte praerogative temporali Suae Majestatis vel ejus Jurisdictionis; dicit etiam sustinere, quod Consilium non possit revidere & examinare quando tales Bullae sunt datae in materia Dogmatica, decedentes quasdam propositiones esse de Fide, & contrarias esse hereticas, erroneas & male sanantes, declarantes pro hereticis & excommunicatis illos, quos obstat illis consentiant, & illis publicant, quia Bulla prohibent libros in quibus continentur.*

*Dicitur scriptum habere pro indubitato, unum non potest excusare quoniam admittit aliud.*

*Nam cum fateatur, quod Consilium Regium habeat iurisdictionem Bullas Apostolicas, quae possent directe vel indirecte esse contrariae iuribus Suae Majestatis vel ejus Jurisdictionis Ecclesiasticae (sunt debet addi ius & interesse potestatis omniū subditorum Suae dicit Majestatis, cum Suae Majestatis sit in illis interessata) sequitur per consequentiam ne esset viam, quod omnes Bullae sint subiectae inspectioni, & censure, ad sciendum an sint tales, quae iuxta Suae Majestatis vel ejus Vassallorum possent judicare per eandem executionem.*

*Vel admittendum est quod Papa, Archiepiscopus aut Internece iuris arbitri & iudices hujus rei, an Rex, Status, publicum vel privatum possint praedictum necesse.*

*Consilium, sicut idem scriptum praeposuit, non praesentat in materia Dogmatica iudicium approbans vel reprobans, & quod adhuc minus esset fundatum auctoritatem faciendum & dissolvendum definitionem Fidei. Consilium nihil simile praetendit, sicut dicitur est, & faceret esse absurditatem id praetendendi, respectu, quod rei dicitur Consilium non magis quam Suae Majestatis nullam praetendat possessionem, quod praetendit salvo humillima correctione comparari non potest, sicut facit id scriptum, illi decedens quia abstinuit Parliamentum Angliae circa admissionem septem Sacramentorum, & resolutionem in materia Fidei prout sibi placet admittere.*

*Postquam dicitur scriptum admitti, quod Bullae Apostolicae non possint executioni mandari si essent praedictae iuribus Regis, suggerit remedium preservativum dictum iurium utique to erare abique hoc quod procedatur ad scandalosam Cassationem, & postea adhibere remedium.*

Ad.

Il confond encore la cassation de la publication avec la cassation de la Bulle, en quoy il y a tres grande difference, & de laisser couler & presser les Bulles pour empêcher leur execution, par apres, quand on trouveroit, que Sa Majesté ou les Sujets seroient interezés, seroit de laisser bleuer pour une penle & cuse par apres, il vaud mieux de confesser une chose entiere, que de la laisser rompre pour sçavoir, & tel pourroit estre le des-service & prejudice, que par apres il feroit du tort irreparable, & irreparable, en un cas, despit que ce temede ne peut-estre recu en nul.

La pratique de plusieurs siècles n'a jamais trouvée son nouveau remède, duquel on ne le pourroit servir qu'avec beaucoup plus grand scandale, que d'examiner & placer les Bulles devant leur exécution, & jamais n'a Sa Majesté, ou le glorieux Prédécesseur refuse le Placet ou exécution des Bulles, que le bien de l'Eglise requeroit être publiés, au contraire ont toujours coopéré à leur obéissance, & en cela surpassé tous les autres Princes Catholiques. Le Roy Philippe II. Père Grand de Sa Majesté, écrivant au Cardinal Granvelle sur le sujet de la publication ou affixion de la Bulle *Cana Domini*, sans sa permission usa de ces mots :

Es fuere coia, que por ver que yo solo soy el que mis Reynos, en lugar de agradecerme lo, como devian, ridad que es tan necesaria y conveniente para el servicio ha encomendado, y assi podia ser que me forcassen a strahen muy cansado y cerca de acaverseme la paciencia ser que a todos pefasse dello,

Paroles du Roy Philippe II. traduit de l'Espagnol.  
C'est une conduite peu equitable, que pource que l'on voit  
que je suis le seul, qui respect le Siege Apollonique  
comme le font aussi mes Royaumes, avec une  
profonde veneration, au lieu de m'en scauoir du gte,  
l'en veuille en profiter, pour m'usurper l'autorite qui  
est si necessaire pour le service du Dieu, & pour bien  
gouverner celle qu'il m'a enchargee. Il pourroit bien  
arriuer qu'il m'en forera de prendre d'autres me-  
sures, car Pavoue que j'en suis fort las, & que ma pa-  
tience toute grande qu'elle est va à la fin, on la pouffe  
à bout, on pourroit bien s'en repentir.

Notre intention n'est pas de favoriser ou fomenter en tien les Ecrits, qui pourroient etre mis en lumiere par ceux, qui suivent les erreurs de Janfenius, & que la Saintere trouve bon de defendre, non plus que de fournir nuls autres Ecrits hereniques, erroneux, scandaleux ou injurieux, au contraire etant requis administrons rigoureusement justice contre les Auteurs, Distributeurs ou Detenteur de semblables Ecrits, en suite des Placards de Sa Majeste sur ce emanee, & ne crovons que ledit Archeveque ni ledit Interence, ni les Fifeaux de ce Conseil & autres ayent sujet de se plaindre, mais comme la futilite publication caufoit un scandale public à tous ceux, qui ont aucune connoissance du droit de Sa Majeste, & que l'on commençoit, à tauxer publiquement les Fifeaux de ce qu'ils ne demandoient remede contre une acte de telle nouveaute & prejudiciable exemple & consequence, n'avons pu prendre le tems-pour en consulter auparavant V. A. lors absent, & aussi une si notoire infamion-nous à semble ne le point requerrir, & croyez-vous avoir manque à nos sermens & ete indignes de la Robe, dont Sa Majeste nous à honore, si ne l'eussions fait.

Nous espérons que tel sera aussi le sentiment de  
Vostre Altesse, & laquelle informerons de plus pres,  
si elle n'a à entière appaisement au moyen de la succe-  
ssion relation du fair, vérification du droit de Sa Majesté  
& solution aux objections faites par lesdites Requetes  
& Ecrits, & fut ce baïsans tres-humblement les mains  
à Vostre Altesse Serenissime, prions Dieu.

MONSIEUR.

De lui conserver longue & heureuse vie.  
De Bruxelles le 17. Decembre 1657.  
de Votre Altesse Serenissime &c.

*Adhuc confusam Cassianem publicationi cum Cassiano Bulla, in quo est magna differentia, et Tolerant Bullas & sic cursum relinquere, ad impediendum ex post eorum executionem, si inveniretur quod sua Adjectis et eius subditi essent infirmis, hoc esset pari se vulnerari in potius remedium audiretur, prelas conservare rem integram, quam post vulneratam causam remedium querere, tale posset esse prejudicium ut esset irreparabile, & illa irreparabilitas demonstrat, quod hoc remedium nullum sit, & non posset admitti.*

*Præxiis plures seculorum nunquam approbati hoc nomen remedium, quo non possumus utique cum multo maiori scandalo, quam examinare & placitare Bullas ante earum executionem, & cumquam Sua Majestas, vel gloriæ ejus prædæ effores negarunt Placitum vel executionem Bullarum, quo bonum Ecclesiæ requirere publici, contra semper fuit cooperata eorum observantia, & in hoc videntur omnes Principes Catholici. Philippus II. Abus Sua Majestatis, scribens Cardinali Grandæotto super materia publicationis, & affixionis Bullæ Censæ Domini, fuit sua permissio, ut sit talis verbi.*

*Sunt verba Philippi II. qua tradidit de Hispaniæ fignificat: Est res parum æquæ, quod, quia certum quod ego sum solus qui revertere Sedem Apostolicam, sine exitu faciam: mea Regna cum profunda veneratione, tantum abest ut mihi grates referendarum, quin potius illa volunt abuti, ut mihi auferant authoritatem adeo ne celsari pro servitio Dei, & ad bene regendum cum quam mihi commisit, posset contingere ut alia sumerem media ad manum; nam facer me fatigatum esse illis importunitatibus, & patientiam meam, licet summa sit, ad finem vergere, & si ad extrema deducatur, posset aliquem paucere.*

*Nostra intentio non est velle fore scripta, quae possent esse edita ab iis, qui scilicet errores Jansenii, & quae sua Sanctitatis danti prohibendas, non magisquam illa tolerare scripta haeretica, erronea, scandalosa, si aut injuria, sed contra se requiratur iustitiam rigorosam administrabimus contra Auctores, distributores vel detentores talium scriptorum, vigore Diplomatum Sua Majestatis super emanatorum, nec credimus, quod dictus Archiepiscopus, dictus Intercommunis, nec. Fiscales hujus Consilii, & alii habeant causam conquerendi; sed cum dicta publicatio causaret scandalum publicum omnibus illis qui aliquam habent partem in Jure Sua Majestatis, & inciperent publice accusare Ecclesiae, eo quod peterent remedium contra actum talis novitatis & prejudicialis exempli & consequentiae, tempus non potuimus sumere ad prius consulendum vestram Celsitudinem tum temporis absentem. & aca notoria infractio vestra est nobis non illud recusare, & crederemus desuisse nostro officio & Juramento, & nos esse indignos roga quae Sua Majestas nos honoravit, si hoc non fecissemus.*

*Speramus fore ut talis sit sententia Vestræ Celsitudinis, quam informabilibus fufus, si non plane acquiescit succinctæ relationi facti, verificationis injuriam Sua Majestatis, & solutioni objectionum factarum per diâas supplicas, & scripta, & desper osculantes humillime manus Vestræ Celsitudinis rogemus. Deum.*

*Ur. V. C. Dignetur diu sospitem conservare.*  
Bruxellis 17. Decembris 1657.

Vestrae Celsitudinis humillimi Servi.

(S)

Ad pag. 30.

## CONSULTA

CONSILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM, in qua exponit resolutionem captam per Consilium super Cassatione Decreti Congregationis S. Officii die 14. Martii 1658. quo cassabatur Sententia ipsius Consilii Brabantiae Cassatoria publicationis Decreti die 6. Septembris 1657. facta per Archiepiscopum Mechliniensem, tanquam contraria Immunitati & Libertati Ecclesiae, supplicans Archiduci ut huic resolutioni favere dignetur, utpote conservandis Juribus Regiis omnino necessariis.

## MONSEIGNEUR.

L'Archevêque de Malines, qui comme Prelat & membre de l'Etat de Brabant, ne devoit pas ignorer les droits & prerogatives de Sa Majesté, ni l'obligation particulière, qu'il a, en ladite qualité d'ydeferer aussi bien qu'à ses coutumes & observances anciennes du Pays, signifiant touchant le Placet ou Patente des Decrets & Bulles emanées de la Cour de Rome, & tant toutefois avant le mois d'Octobre dernier de publier en cette Ville de Bruxelles telle qu'il y avoit été envoyée à cette fin par l'Intendance y résidente, portant défense de plusieurs livres & écrits, sans l'avoir présentée à ce Conseil, ni obtenu ledit aveu & consentement de la part de Sa Majesté, le Concillier & Procureur general étant Informé de ce qui s'estoit passé en ce regard en fit tout bastit les plaintes au Conseil, requérant que provision de Justice fut décernée contre cet attentat & empiétement sur la Souveraineté de Sa Majesté, sur quoy l'affaire ayant été mise en délibération en pleine assemblée, avons trouvé, que le serment par nous presté à l'avènement de nos charges de garder & conserver les Droits & Hauteurs de Sa Majesté, nous obligeoit absolument & prescrite d'y pouvoir, & à ne point permettre l'introduction d'une nouveauté si préjudiciable à l'Etat & Puissance Royale, & d'une suite si dangereuse pour l'avenir, cause qu'on nous decernant Lettres de Cassation baste de l'envoy d'Intendance, que de l'publication ensuivie avec tout ce qu'en dependoit, qui est une provision ordinaire que nous sommes accoutumés de decretor, quand il y a entrepise de Jurisdiction ou atteinte, & au même temps en donnâmes par V.A.S. luy deservant les justes raisons, qui nous avoient portées à faire cette demonstration, & ores qu'elle s'intéressoit la Puissance Ecclesiastique, puisque l'excès & contravention procédant de sa part, celle du Roy avoit occasionné, & jussu sujet de s'en relever, toute fois comme d'ordinaires les Ministres de la Cour de Rome sachent de moyennier leurs intérêts par le projet de avoir maintenant l'autorité Pontificale contre celle du Roy, quoy que par des empiétements & usurpations, le Souverain fort peu de troubler l'Etat d'un Prince Séculier, pourvu qu'ils assurent leurs accroissements auprès de Sa Sainteté, celuy qui reside en cette Ville à bien remeigne, qu'il se gouverne par cette maxime, au moyen du Decret qu'il a obtenu de la Congregation de la sainteté universelle Inquisition de Rome en date du 24. de Mars dernier, par lequel Sa Sainteté tient pour ferme le susdit envoy & publication, reprouve, casse, irrite & declare nulle la cassation & Decret de Conseil, & ordonne à toutes personnes de quel degre, ordre, preeminence, ou dignité, que sous pretexte de cette dite cassation ou Edict ils ne se presume exempter ou exuser de peines & censures audit premier Decret de Rome, & qu'ils n'ayant à alleguer ledit Edict au jugement ou deors, ou qu'ils n'ayant à s'en servir en aucune facon, tout ainsi comme s'il n'eut jamais été émané, sans les peines & censures par les saints Canons ordonnées contre les violateurs de l'immunité & liberte Ecclesiastique, & de l'autorité Pontificale, & de laquelle personne ne les pour-

Archiepiscopus Mechliniensis, qui, ut Prælat & membrum Status Brabantie non debebat ignorare jura, & prerogativas Suae Majestatis, nec obligationem particularem quam habet in dicta qualitate, illis deferendi aequè ac consuetudinibus & observantiis antiquis hujus Patriæ, signanter circa Placitum Decretorum & Bullarum emanatarum à Curia Romana, attentavit tamen Mense Octobris elapso publicare in hac Urbe Bruxellensi Bullam sibi transmissam à dicto Senatu ad Interventionem ibi residentem, contentam prohibitionem plurimorum librorum & scriptorum, absque quodam cum presentibus huic Consilio, aut obtemperanti dictum Placitum & consensum Suae Majestatis: Confiliarius & Procurator Generalis de illa re informatus, quæ imprimis de depositis querelis apud Consilium, requirens ut provisio justitie decerneretur contra hoc attentatum super superioritate Suae Majestatis: & negotio tracto in deliberationem in plenâ Congregatione, comprehensis, quod juramentum præstitum, ut nostri officii de evadendis, & conservandis Juribus & Regalibus Suae Majestatis, nos absolute & præcisè obligaret illa res providere, & non permittere introductionem novitatis tam præjudicialis Status, & potestati Regiæ, & consuetudini tam periculosa præstitum, & illa fuit causa cur accerimus Literas Cassatorias tam missas Interimistis quam publicationis, seu causa cum omnibus dependentiis, quæ ex provisio ordinaria quam solemus accerere, quando aliquid attentatur contra Jurisdictionem, & statim certiorum reddidimus Positam Jurisdictionem, exponebant iustas rationes, quibus inducebamur ad faciendam hanc demonstrationem; & quævis non tangere potestatem Ecclesiasticam, cum excessus & contraventione præceter ex parte ipsius, potestas Regiæ habebat excessum & justam causam indignationis, tamen cum ordinariis. Ministris Curia Romana convenit suam interesse promovere sub prætextu manutenendi auctoritatem Pontifici tam contra Regiam, quamvis per vias iniquas, & usurpationes, non minus curantes perservationem Status Principis Sæcularis, modo suam promotionem habent à Sua Sanctitate, ille qui residet in hac urbe fuit offensus, quod se juxta illud modum gerat mediante Decreto quod obtinuit à Congregatione Sanctæ & universalis Inquisitionis Romanæ, dato 14. Martii elapso, per quod Sua Sanctitas approbat supradictam missam publicationem, reprobat, cassat, irritat, & declarat nullam Cassationem & Decretum hujus Consilii, & mandat omnibus cujusunque gradus, ordinis, preeminentie vel dignitatis, ut sub prætextu dictæ Cassationis aut Edicti se presumant eximere vel excusare à penis contentis in primo Decreto Romano, & ne allegent dictum Statutum in judicio vel extra, & ne illo mutant quocunque modo, non solum ne si nunquam esset emanatum, sed penitus & Confusio à Sacris Canonibus decretis contra violentos Immunitatis & Libertatis Ecclesiasticæ, & auctoritatis Pontificæ, à quibus illos nemo possit absolvere præter suam Sanctionem, nisi in articulo mortis; amplius ordinat Suae Sanctitatis huic Consilio, ut nostrum dictum Diploma vel Edictum abdicaret, & deleteret ex

Re-



voit aboudre que Sa Sainctete meme, qu'en l'Article de la mort, de plus ordonne Sa Sainctete à ce Conseil, que nostre dit Placet ou Edit seroit este aboli, & effectivement casse aux Livres ou Registres ou il seroit écrit pu annone, afin qu'il autement contre les Conseillers & tous autres qui auroient consenti audit Edit (& qui des à l'heure seroient tachez desluis peines & censures) s'adire Sainctete ne seroit obligee de venir à des remedes plus grands. Ce Decret signé de l'Internonce & cacheté de ses Armes, a este trouue affiche à la porte de la Cancellerie de Brabant la nuit entre le 12. & le 13. du courant, sans qu'on en sache l'Exploiteur, seulement que ledit Internonce s'estant absenté des lors de cette Ville, cela nous fait croire que lui meme est l'Auteur & Directeur de cet exploit, quoiqu'il en soit, Votre Altesse est tres humblement suppliee de considerer qu'il s'agit maintenant de conseruer, ou de perdre la Souuerainete du Roy, & que si l'on n'y pourroit en cette occurrence efficacement & par remedes vigoureux, il faudroit se resoudre à souffrir que la Jurisdiction Royale soit absolument rendue dependante de l'Ecclesiastique, & que les Sujets & Officiers de Sa Majeste, meme en ce qui concerne l'exercice de leurs charges, soient soumis aux Ordres & Commandemens d'autre Puissance, que celle de leur Prince naturel, ce qu'estant contre tout Droit tant Divin que Humain, & trop prejudiciable à la Souverainete de Sa Majeste, qu'Elle nous commande de garder & maintenir, si avant que le Roy Philippe Second de glorieuse memoire, à autrofois declare en, cas semblable de ne vouloir glisser ni perdre un seul point de son Auctorite, vu que Sa Majeste par sa Joyeuse Entree à expressément promis, de garantir & defendre ses Sujets contre les emprises de la Jurisdiction Ecclesiastique, nous ne serions pas bons Serueurs du Roy si nous ne nous opposions pas, lors qu'il y a von seulement de glisser quelque point, mais de perdre entièrement la Souverainete & la subalternite à la Court de Rome. Il est bien vray, que le Pape est ici reconnu pour Souuerain en choses Spirituelles, mais sa puissance absolue & infinie n'y a pas lieu, ainsi est bornée par les Loix, Privilèges, Coutumes, Statuts & Observances anciennes, les Legats à latere ou autres Administrateurs de la Jurisdiction Apollonique, que le Pape y envoie, ne la pouvant exercer, ni user de leur Facultez en Pays, Terres & Seigneurs de la subjection du Roy, & particulièrement en celle de Brabant, qu'au préalable elles se soient presentées à ses Conseils, vues & examinees & registrees sous les modifications, que l'on voit estre à faire pour le bien de l'Estat, entre lesquelles n'est jamais omise celle de n'entreprendre par la Jurisdiction Secliere, ni distraire les Sujets de Sa Majeste, ou faire chose contre les Loix, Coutumes, Libertez & Privilèges du Pays, ce que n'est pas deprimere la Jurisdiction Ecclesiastique, ainsi est un temperement sage & raisonnable pour servir de lien & encreuion commun de deux Puissances, si que l'une & l'autre n'ont occasion de se plaindre, mais la Court de Rome ne peut en ce Pays exercer aucune Jurisdiction, ni faire executer aucunes Bulles ou Lettres Apolloniques, Fulminatoires, de Commandement ou autres sans Pareatis du Roy ou de ses Officiers, & comme l'on voit par le dit Decret qu'elle preceid faire tout au contraire, attaquant meme un Corps de Justice, qui represente le Roy, & n'agit qu'en son nom, nous avons bien voulu représenter à Votre Altesse, que l'interet de Sa Majeste, le bien de l'Estat & le devoir de nos Charges ne nous permettent de dissimuler en ce cas, nous avons resolu de decerner nouvelles Lettres Callatoires de cet intentat, la suppliant tres-humblement de seconder ceux, qui n'ont autre but, de faire le service de Sa Majeste & du Public, & qui en cette resolution n'ont use que trop de moderation de son pouvoir, & d'autant que la chose ne souffre pas de remise, nous prions V. A. que nous puissions avoir sa Royale resolution au plutot, afin de mettre à execution ledit remede ordinaire & faire cesser l'obolucion du peuple etant dans la croyance, que le Conseil auroit de ja encouru les Censures fulminees par ledit Decret sur ce baigons les mains de V. A. S. en toute submission prions le Troupuissant &c.

MONSIEUR  
Bruxelles le 22. de May 1658.

*Registris, in quibus esset annotatum, ne alius Sui Sanctitatis contra Consiliarios & alios qui consenserint huic Edicto (& qui ab illo tempore subiecti essent dictis penis, & Confusis) cogeretur progredi ad remedia maiora. Hoc Decretum signatum ab Internuncio, & sigillatum ipsius insignibus, inventum est affixum ad vasa Cancellarie Brabantie, de nulla inter 12. & 13. huius currentis, nec scitur ejusdem expeditor, tamen quod dictus Internuncius assensurum se ab hac Civitate ab illo tempore, & nec credimus, quod ille idem sit Author & Director huius expeditionis, quemadmodum fuit, Vestra Celsitudo humillime supplicatur ut consideret, quod hic agatur de conservanda vel amittenda superioritate Regis, & quod si in hac occurrentia non provideatur efficaciter, & per remedia rigorosa patiendum erit, ut jurisdictione Regia sit absolute dependens ab Ecclesiastica, & subditi, & officiales Sui Majestatis eam in eo, quod concernit suorum officiorum exercitium, submittantur mandatis, & preceptis alterius potestatis, quam sui Principis naturalis, quod cum sit contra omne jus tam Divinum quam humanum, & nimis prejudicium superioritati Sui Majestatis, mandet nobis in consensum, & tamen, instar Regis Philippi II. gloriose memorie, que alias declaravit in casu simili se non velle dimitti vel solum punctum sua auctoritatis, cum Sui Majestatis per festum suum introitum promissum se velle mantenere, & defendere suos subditi contra attentatam Jurisdictionem Ecclesiasticam, non effugius fides foret Regis, si nos non opportuerimus, dum agitur, de admittendo non tantum uno puncto, sed de admittenda restituer ejus superioritate, & eadem subalternanda Curia Romana; verum est quod Papa hic agnoscat Dominum supremum verum spirituum, sed ejus potentia per Leges, Privilegia, Consuetudines, Statuta & observantias antiquas; Legati à latere vel alii Administratores Jurisdictionis Apollonicæ, quos Papa mittit, nam non possunt exercere, nec sua potestate uti in terra, & districibus subjectionis Regis & presertim in Brabantia, nisi prius presententur ejus Consiliis, in quibus & examinentur, & registrentur sub modificationibus, que videntur sacre pro bono Statu, inter quas nunquam hac omittitur, ut nihil attentetur contra jurisdictionem Secleralem, nec distrahatur subditi Sui Majestatis, nihil fiat contra Leges, consuetudines, immunitates & Privilegia Patriæ, quod non est deprimere Jurisdictionem Ecclesiasticam, sed est temperamentum prudens, & rationale ad vincendum, & evadendum utraque potestatem, ut neutra habeat occasionem conquerendi; sed Curia Romana non potest in hac Patria exercere ullam Jurisdictionem, nec cavere executionem Bullarum vel Litterarum Apollonicarum fulminatorias vel mandatorum aut aliquid nisi præcio Placito Regis vel ejus Officiariorum; & cum videretur per dictum Decretum, quod pretendat sacre totum contrarium, etiam aggradiens corpus vel Consilium justitiae quod Regem representat, & non agit nisi suo nomine, volumus Vestra Celsitudinem exponere, quod interesse Sui Majestatis, bonum Statu & officium Nostrum muneris Nobis non permittant dissimulare in hoc casu, resoluimus decernere novas Litteras Callatorias huius intentati, humillime rogantes, ut succurrat iis, qui nullum alium habent finem, quam inferendi Sui Majestatis & publico, & qui in hac resolutione nimia tantum sunt nisi moderatione sua potestatis; & quia res non patitur moram, rogamus Vestram Celsitudinem, ut quam primum possimus resolutionem Regiam habere, ut executioni mandetur illud remedium ordinarium, & imponatur finis oblationi populi, qui credit, quod Consilium jam incurrit Censuras fulminatas per dictum Decretum; de super oculis manibus Vestra Celsitudinis in omni submissione, & rogamus Omnipotentem, &c.*

Bruxelles 22. Maij 1658.

(T)

Ad pag. 30.

## L I T T E R Æ

PHILIPPI IV. AD GUBERNATOREM BELGII, quibus mandat, publicationem fieri Decreti die 6. Septembris 1657, & infinuat, super hoc Decreto tanquam Dogmatico Litteras Placiti non requiri, una tamen monet, ut in hac res nihil novi inducatur,

## MON COUSIN.

Ayant vu votre Lettre du 3. d'Avril dernièrement passé, responsive à la mienne du 1. Fevrier antecedant, sur le sujet des plaintes du Nonce de Sa Sainteté concernant la publication d'un Edict de saine Sainteté prohibitive de certains Livres & Ecrits de la Doctrine condamnée de Jansenius, avec les deux Consultes des Conseils Prive & de Brabant jointes à votre dite Lettre, & le tout bien considéré, attendu même, que la matière, dont il s'agit, est purement Dogmatique, n'étant les Placets requis, qu'en matière Beneficiale & litigieuse enre parties, j'ai bien voulu vous faire cette, aho que sans sortir du file, & de ce que par cela, s'est accoustumé de faire en autres occasions de semblables matières, vous permittez, que ledit Edict soit publié de la même sorte, que par mon ordre ont été publiées les autres Bulles de Sa Sainteté touchant les Livres de Jansenius. A tant mon Cousin, Dieu vous ait en sa sainte garde. De Madrid le. 13. de Juin 1659.

Vlſi Litteris Vſtris die 3. Aprilis ultimis, quibus responderetur meſis de prima Februarii antecedentis, super materia querelam Nunciſ Apſtſolici, concernente publicationem Edicti prohibitive quorundam Librorum & ſcriptorum Doctrinæ condemnatæ Janſenii, cum duobus Conſultis Conſiliorum privatorum, & Brabantia juſſiſ diſſiſ noſtriſ Litteris, omnibus bene conſideratis, cum etiam materia de qua agitur ſit pura Dogmatica, Placiti non requiſiti niſi in materia Beneficiana, & litigioſa inter partes, volui vobis hæc mittere, ut non tranſgrediamur ſylum & illud quod antea fieri ſolviſ in aliis occaſionibus ſimiliſ materia, ut permiſſiſ diſſiſ Edicti publicationem eodem modo, quo ex meo mandato (ſunt publicatæ aliæ Bullæ Sæ Sanctiſſimæ circa libros Janſenii, Deum præcor, Cognate mi, ut Deus vos ſua Sanctiſſa cuſtodia protegere dignetur. Madridiſ. 13. Junii 1659.

(V)

Ad pag. 31.

## L I T T E R Æ

GUBERNATORIS BELGII AD CONSILIUM REGIUM, quibus mandat, ut conformiter ad Litteras Regias permittant fieri publicationem Decreti die 6. Septembris 1657. neque impedimentum ponant publicationi Decretorum vulgo Dogmaticorum, quæ ut talia fuerunt viſa, & recognita.

DON LOUIS de Renavides, Carillo, & Toleda, Marquis de Fromista, & de Caracena, Comte de Pinto, du Conseil d'Etat du Roy notre Sire, Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Pays-bas & de Bourgogne, &c.

## MESSIEURS.

Ayant eue vu & mutement examine par Sa Majestee ce qu'avez represente par votre avis sur le sujet de la publication de la Bulle de Sa Saintete du 6. de Septembre 1657. touchant la publication d'aucune Lettres, Traitez & Ecrits concernant les cinq Propositions condamnées de la Doctrine de l'Evêque Jansenius, nous vous dirons que l'intention de Sa Majestee, selon qu'elle nous a expressément certifié, n'est pas de prétendre que pour la publication des Bulles Dogmatiques emanées de saine Saintete il faille obtenir Lettres de Placet, ainsi qu'il se pratique & à ce toujours aſſe au regard des Bulles qui ne sont de cette qualite, & pour ainsi comme il se void aſſez que saine Bulle dudit 6. de Septembre 1657. est de la nature & qualite de Dogmatique, nous vous ordonnons au nom & de la part de saine Majestee de ne mouvoir qu'apporter aucune difficulte pour tout à la publication d'icelle Bulle ni d'autres qui pourroient avoir eue puer & recourir eſſe telles. A tant, Messieurs; Notre Seigneur Dieu vous ait en sa sainte garde. De Bruxelles le. 10. Decembre 1659. Parache C. Ho. Vt. ſigne de MARQUIS COMTE DE PINTO, & plus bas, DE GOTTIGNIES. A don A Messieurs les President & Gens du Conseil du Roy en Flandres, Van Eſpen, Page VI.

Vlſi & cum matura deliberatione à Sua Majestate hiſ quæ expoſuiſſiſ per Poſtrum Conſilium ſuper materia publicationis Bullæ Sæ Sanctiſſimæ die 6. Septembris 1657. circa prohibitionem quorundam Litterarum, tractatum, & ſcriptorum concernentium quinque propoſitiones condemnatas doctrinæ Epſcopi Janſenii, dicimus, quod intentione Sæ Majestatis, ſicut expreſſe nobis ſcripſiſ, non ſit pretendere, ut pro publicatione Bullarum Dogmaticarum à Sæ Sanctiſſimæ debeant obtineri Litteræ Placitiſ, ſicut prædicatur & ſemper fuit uſitatum ratione Bullarum, quæ non ſunt hujus qualitatſ; & ideo cum ſatis appareat quod dicta Bulle die 6. Septembris 1657. ſit plane Dogmatica, vobis mandamus & ordinamus nomine Sæ Majestatis, ut nullam moveatis aut offeratis difficultatem contra publicationem dictæ Bullæ, nec aliarum quæ tales eſſe vel viderentur vel recognoſcerentur. Interim Dominus Deus Proſper conſervet in ſua Sanctiſſa cuſtodia. Bruxellis 10. Septembris 1659. Paraphæ (C. Ho. Ul.) ſignatum MARCHIO COMES DE PINTO, & inferius DE GOTTIGNIES, & in dorſo, A Meſſieurs Preſidentſ, & Conſiliariſ Regiſ in Flandria.

L

Ad

(X)

Ad pag. 31.

## CONSULTA

**CONSILII BRABANTIAE AD GUBERNATOREM BELGII,**  
in qua exponit, missum fuisse Secretarium Consilii ad Archiepiscopum Mechliniensem, ut sciret, si in vim Litterarum Regiarum publicasset Decretum die 6. Septembris 1657. ac una eidem Archiepiscopo insinuat resolutionem Consilii de non permittenda publicatione ullius Decreti Romani, etiam quod praezetur Dogmaticum, nisi prius in Consilio fuerit visum, & ut tale recognitum, ostenditque hanc cautionem esse necessariam, ut Jus Placiti conservetur.

## MONSEIGNEUR.

**N**ous avons reçu celles, qu'il à plu à V. E. nous écrire le 27. du mois passé touchant la plainte, qu'auroit fait l'Interne de ce qu'auroient envoyé le Secrétaire Loyens à l'Archevêque de Malines à fin de savoir de luy en vertu de quoy il auroit fait publier le Decret émane de Sa Sainteté le 6. Septembre 1657. ou qu'auroit fait croire V. E. que nous n'avions pas recue les précédentes déprehes sur le même sujet le 10. de Décembre auparavant, & en cas que nous ayions reçu & vu les mêmes Lettres, que l'avertition de ce que nous aurait mené d'apporter nouvelle difficulté à ladite publication, à quoy satisfaisant dirons que nous nous sommes punctuellement conformez à l'intention de votre Jonte de Sa Majesté nous declare par celle dudit 10. de Décembre, car ayant ledit Archevêque fait reimprimer ledit Decret, & par autre sien Decret en date... dernier en ordonne la republication, elle fut faite par les Predicateurs & affichee aux portes de diverses Eglises, sans que nous ou les Filsaux y aient apporté le moindre empêchement, ou meü aucune difficulté ou obstacle, mais comme nous ne savions pas, si l'Archevêque avoit ordonné ladite republication ensuite dudit ou semblable ordre de Sa Majesté, & s'il en avoit aucune connoissance, nous luy envoyames ledit Secrétaire, afin de savoir de luy, comment ou en vertu de quoy il avoit fait ladite seconde publication, & ayant declare, qu'il l'avoit fait conformément à l'intention de Sa Sainteté & de Sa Majesté, en avons pris appaisement, & afin que pour l'avenir il n'y auroit plus aucune question pour la publication des Bulles Dogmatiques, & que ladite intention Sa Majesté seroit paisiblement suivie, envoyames querefois ledit Secrétaire vers l'Archevêque, pour luy faire savoir, que la resolution du Conseil portoit, que nulles Bulles, que l'on voudroit publier comme Dogmatiques, ne se pourroient publier sous son district, sans qu'elles y auroient été vues & reconnues telles, ce que nous semble entièrement conforme à l'intention de Sa Majesté portée par lesdites Lettres, & aussi à la raison & repos de l'Estat, & vouloit prétendre autrement seroit offert à Sa Majesté le Droit indisputable, que luy compete comme à Prince Souverain, qui est de savoir ce que se passe dans son Estat, & de prévenir que sous prétexte des Bulles Dogmatiques, ne se publiassent choses qui le pourroient troubler, auquel Droit non plus qu'à la Souveraineté même nous ne croyons pas (sous correction tres humble) que Sa Majesté veuille ou puisse remonter au prejudice de ses Sujets. Nous demeurons, &c.

**A**rchiepiscopus illis, quas digna est Vestra Excellentia nobis scribere 17. Mensis praeteriti, circa quorundam quam fecit Internuntius de eo, quod mississimus Secretarium Loyens ad Archiepiscopum Mechliniensem ad sciendum ab ipso vigore cuius jussisset publicari Decretum emanatum à Sua Sanctitate 6. Septembris 1657. quod Vestra Excellentia impressisset, quasi non accepimus praecedentes expeditiones super eadem materia 10. Decembris praecedenti, & casu quo accepissimus, & inspectissimus easdem Litteras, ut Informamus super eo, quod nos movisset ad asserendum novam distributionem publicationis, cui satisfactissime dicimus, quod nos plane conformatissimus intentioni, & voluntati Suae Majestatis nobis declaratae per Litteras de dicta 10. Decembris: nam cum dictus Archiepiscopus curasset imprimi dictum Decretum, & per aliud suum Decretum datum... ultimum, ordinasset ejusdem republicationem, hoc facta fuit per Concionatores, & affixa ad valvas diversarum Ecclesiarum, atque hoc quod nos vel Fisci vel minimum ponerent impedimentum vel moverent ullam difficultatem aut obiculum; sed cum non sciremus an Archiepiscopus ordinasset dictam publicationem vigore dicti vel similis mandati Suae Majestatis, & an ullam ejusdem haberet notitiam, missimus ad eum dictum Secretarium, ut sciremus ab ipso, quomodo & vigore cuius fecisset dictam secundam publicationem; & cum declarasset, se illam fecisse conformiter intentioni Suae Sanctitatis, & Majestatis, acquiescimus; & ut impofterum nulla moveretur questio de publicatione Bullarum Dogmaticarum, & dicta intentio Suae Majestatis pacate foretorem effectum, missimus iterum dictum Secretarium ad Archiepiscopum, ad ei intimandum, quod resolutio Consilii esset, quod nulla Bulla, quas ut Dogmaticas quis vellet publicare, posset publicari in suo districtu, nisi prius inspicerentur, & recognoscerentur, ne tales, quod nobis videtur esse plane conforme intentioni Suae Majestatis, significata per dictas Litteras, & etiam rationi & auctoritati Statu, & velle aliter praesumere, esset adimere Suae Majestatis jus indisputabile, ut competens ut supremo Principi, quod in eo consistit, ut fiat quid agatur in suo Statu; & praeterea ne sub praetextu Bullarum Dogmaticarum publicetur talia, quae perturbacionem inducerent; cui juri non minus quam superioribus suis (sub una humillima correctione) suam Majestatem velle ad posse renunciare in praedictum suorum subditorum permanens, &c.

## Sequitur resolutio ipsius Consilii, de qua in praedicta Consulta.

**G**heen den Brief van syne Excellentie aen den Raede geschreven op den 10. December leetden medetieghende d'intentie van synen Majestey te zyn, dat gheene difficulteyt en soude ghemacke worden inde publicatie van de Bullen Dogmaticque naar dien de selve soude geien ende voor sulcken gerekent wesen, misgadedes het Reclay van den Secretaris Loyens gelytken heb.

**V**isita Litteris Suae Excellentiae ad hoc Consilium datis die 10. Decembris proxime elapsi significandis, intentionem Suae Majestatis esse, ut nulla difficultas moveretur in publicandis Bullis Dogmaticis, postquam eodem vise, ac per talibus fuerint recognita, necnon audita resolutione Secretarii Loyens, qui allocutus est Archiepiscopum die 17. hujus, resolutum est in pleno Consilio, utique

hbbende aen syne Hoogwerdigheyt van Mechelen op den 15. deſet. is gerefolveert in vollen Raede beyde de Kamers vergaderd, dat aen ſyne voorſchreven Hoogwerdigheyt ende aen den Eerwerdigen Biſchop van Antwerpen ende andere, die ſulckx is raekende door den voorſchreven Secretaris ſal worden te Kennen gegeven in den Raede gerefolveert te zyn, dat geene Apoſtolicque Bullen, die men fonde willen publiceren als Dogmatique, en ſullen mongen gepubliceert worden onder het Diſtrict van deſen Raed, t en zy de ſelve Bullen inden ſelven Raede geſien, ende aldaer voor Dogmatique gekent zyn, ende dat die Publication anders geſchiedende ſullen ſubject wesen aen Caſſatie. Actum 17. Martii 1660. preſentibus DD. Fiscalis, Van Thulde, Bourgoigne, Ryckwaert, Streckmans, Uuens, Rully, Van Male, Proost de Frere, Loquet, Verjays, Leemputte, Dongleberge & Cancellario, citoi parapha ASSEL. Vi.

Camera congregata, ut praedito Archiepiscopo, ac Episcopo Antverpiensi, aliisque quorum interest, per praeditum Secretarium indicere, resolutum esse in Consilio, nullas Bullas Apostolicas (quas tanquam Dogmaticas quis publicare vellet) sub Diſtrictu hujus Consilii publicari posse, nisi tandem Bulla in praedito Consilio viſe, ac ibidem pro Dogmaticis fuerint recognita, quodque Publicationes alter ſalte, ſubſeſſa erant caſſationi. Actum 17. Martii 1660. ſignatum ASSEL. Vi.

*Sequitur Relatio Secretarii Loyens.*

Ick ondet ſchreiven verklare dat ick op den 18. Martii 1660. my hebbe getransporeert aen den peerſoone van ſyne Hoogwerdigheyt den Aertsbiſchop van Mechelen, ende hem genotificeert hbbende die boven geſchreven reſolutie, dat den ſelven my heest geantwoort, dat hy geene intentie en heeft om d'authoriteyt van Syne Majesteit ende conſequentelijck van ſynen Souverainen Raede in Brabant ergens in te vernindere ofte te chocqueren, naca met den ſelven Raede w blyven in goede ende muuſſelle correſpondentie, ende in voortvallende oecaſien van eenige Bullen Apoſtolicque, die men fonde wille doen publiceren als Dogmatique, dat gy Syne Heilighheyt des aengaende ſal laeten overkomen met Syne Majesteit, ende achtervolgen der ſelver wille ende ordre. (Was onderteeckent) Loyens (onder ſtoot) Accordeert van worde tot worde per me (ende onderteeckent) A Marſelle.

Inſcripius declaro, me die 18. Martii 1660. acceſſiſſe Illuſtriſſimum Dominum Archiepiſcopum Mechlinienſem, eique notiſſiſſe ſupraſcriptam reſolutionem Conſilii, qua audita, reſpondiſſi, ſe nullatenus velle authoritate Sua Maſteſtatis, ac conſequenter Supremi ſui in Brabantia Senatus, imminere aut quocunq; modo offendere, ſed cum praedito Conſilio in bona & muuſſa correſpondentia vivere, ſequi in ocaſionibus quibus offerrentur Bulla Apoſtolica, tanquam Dogmaticae publicanda, id reſtiturum iudicio Sae Sanitatis & Regia Maſteſtatis, ſequi eorum voluntati, & mandatis obtemperaturum. (Signatur erat) Loyens, (inferius habebatur) Concordat de verbo ad verbum per me (& ſignatum erat) A Marſelle.

(Y)

Ad pag. 31.

L I B E L L U S

INTERNUNCII APOSTOLICI OBLATUS GUBERNATORI BELGII, quo aſtrueri conatur, Bullas vulgo Dogmaticas non eſſe exhibendas Conſiliis Regiis, ut recognoscantur ut tales, priuſquam publicari poſſint.

ILLUSTRISſIME ET EXCELLENTISſIME DOMINE.

INTERNUNCII Suae Sanſtatis humiliter exponit Poſtra Excellenſſe, quod cum de Mandato Sanctae Sedis Illuſtriſſimo Archiepiſcopo Mechlinienſi commiſſis publicationem ſeculoſorum Decretorum, quibus Roma preſcripta fuerunt Theſes Doctois Phaybeni, & Patris de Poi Societatis Jeſu, diſſas Praſul eidem miſit exemplum cuſuſdam Epistoſae, qua a Sanſtiori Conſilio ad ipſum ſcripſa ſuit 9. Decembris 1682, quaſque declaravit Bullas aliasque Pontificias diſpoſitiones, cum conſentum materias Dogmaticas, exhibendas eſſe Conſilio, ut ab eodem inſtanciarum ac pro talibus agheſſentur, priuſquam publicentur: cuſuſmodi declaratio aduſſatur determinationibus in Aula Aſtadrenſi pluris initio poſt maturum controverſia exaſmen, obſtaſque nonnullis Litteris a Eccleſiastica, quam inuenerat hauri Propinciarum uſui, quam ob rem Interuentum non dubit, quin a ſpectato ſapre ac preſentia Excellenſſia Poſtra ſit reuocanda ſexa memoria Epistoſa, ac inuenerat inſungentum Senatus Brabantino, aut cui expediret, ne aliſiquid attentetur contra publicationem praeditorum Decretorum ab Illuſtriſſimo Mechlinienſi ſaſciendam, cum poſcripta fuſſent a Sanctae Sede proſpoſitiones Janſeniane, & ſubinde etiam nonnulla Epistoſa a ſubſcripſa bullarum proſpoſitionem eſſet, Dominis Epistoſis ac Belgii tunc temporis Internunciis, moſa ſuit difficultas circa Promulgationem Decretorum Suae Sanſtatis, conſentientibus nonnullis Adminiſtris Suae Maſteſtatis ea: priuſ placitari Van Elpen, Pars PL

debere. Brabantinum & Namurcenſe Conſilium ſummis conatibus in id ſuſtenuit, attamen haud obſtante ſpectato preterea Regia authoritatis, quam in voluſſi ſollicitabant, & poſſeſſionis, quam abſque veritatis fundamento in proprium ſauorem allegaturum, Philippus Rex IV. glorioſa memoria Litteris in Supremo Flandria Conſilio Madriti expeditis 13. Iulii 1659. determinavit oneri placitationis ſubſeſſe debere illarum Bullas, qua ſuper materiis Beneficialibus aut litigioſis ſunt expedita hujus rei habita decifione, nulla amplius de ea ſacta fuſſet mentio, niſi Dominus Marſchib de Caracena Belgii Gubernator Litteris 20. Decembris 1659. datis exceſſiſſe mentionem, imo intenſaſſe totaliter euertere diſſam Suae Maſteſtatis determinationem, declarando debere placitari Bullas Beneficiales quo litigioſas, & permiſſis Dogmaticarum publicationem, poſſeſſam fuſſent inſpecta, & pro talibus cognita: Ubi autem clara aequo euident apparet Regia voluntas, non videntur attendenda illius interpretatio, quam promiſit unus ex Miniſtris Suae Maſteſtatis, praſertim quia determinatio Regia cum emanaverit ad inſtantiam Nunſci Apoſtolicii, nequaquam cenſeri poſſet eam fuſſe ſex poſt meſes a Suae Maſteſtate reuocata abſque ulla prauia cum illo communicatione, ſatis quoque conſtat, quod Rex Philippus IV. ſemper in eodem ſenſu poſſeſſit. Etiam cum Illuſtriſſimis Nunciis Mullius haud diſſimiles non ita pridem porrexit querelas Suae Maſteſtatis, quam Dominus Deus

Duo distinctissimos confessorum. Eadem Litteris 6. Maji 1676. datis, injunctis D. Ducis de Villahermosa, ut curaret obsequia mandatis Regis sui Parentis, quibus promissum ad- versus interpretatione D. Marchionis de Conacena, aique adversarij stylum in Belgio practicum consensum, antequam natus per commemorata Episcopi D. Marchionis de Caracena confiteretur, in hisce Provinciis prorsus ignota erat dis- tinctio placendi Bullas, aut eas pro Dogmaticis agnos- cendi, & Concilia Brabantina & Namurcense, tametsi noscerent, penitus esse Dogmaticam illam, qua prescribe- bantur Libri in defensionem Jansenii impressi, atramen- hic & Madridi infliteretur pro ejusdem Placitatione, con- demnata tamen fuerunt a rebo Sua Majestatis Judio, qua dignata fuit injungere predilictis Litteris, ut, cum di- cta Bulla esset mere Dogmatica, fineret illam publicari jussu stylum iustarum in Belgio, ubi eatenus non fuerat ex- cogitata novitas excludendi dispositiones Pontificias, ut agnoscerent, an essent Dogmaticae; praeterea fere idealis esse videntur in nostro casu praedicta distinctio, licet nonnulli ex Domini Consiliariis existimant, quod placitatione im- portet plenam Decreti Pontificii cognitionem, formalem- que illius publicacionis assensum, & quod exhibitio Bullae, ne dignetur, an sit Dogmatica, continet meram insinua- tionem alius tenoris, absque eo quod Rex ejus promissa- tionis se ingerat. Dignetur quae Excellentia vestra rem- ponere inspicere, & facile perfectum habebit, quod in- novum incidit placere aliquam Bullam, ac examinare an sit Dogmatica, utroque enim casu subest arbitrio, voluntati ac iudicio Ministrorum Regis publicatio Apostolicarum dispositionum, haec subordinatio & dependentia tolerari nequit, a sancta Sede in illis, qua sunt mere Dogmaticae, quaque tantum concernunt puritatem Fidei, atque anima- rum salutem; notorium est inde originem traxisse usum pla- cendi Bullas Beneficiales, & litigiosas, quod Summus Pontifex culpa eorum, qui ipsam falso informantes aut ta- cerent quod esset exprimentum, aut in sustinuit non vera exponeret, posse conferre Beneficia, delegare Judices, aut definire lites in praedictum Privilegium Patriae aut obsequii Regii, quod non evinceret si Sua Majestati verum & sincere delata fuisset reluctantia, id autem novitatem im- mitteri potest, dum agitur de materiis mere Spiritualibus & Dogmaticis; nam cum haec decidentur, assensum dantem quae Spiritui Sancto, & omne nullo modo esse queant pre- judicio alicui Principi aut Stanti, qui reveretur Supremam auctoritatem vobis Ecclesiae Capiti, ubique publicari debent ex libertate, quae Apostoli ac subditi eorum suc- cessori de veritate fuisse Fidei Absque independentem ab assensu cuiuslibet Supremae Pontificis, ad firmendam con- sentationem exhibenda Consilii Bullas Dogmaticas, ut pro- priis agnoscerentur, antequam promulgarentur, ad aliam etiam posset, quod si Ecclesiasticis publicaretur tanquam Dogma- ticas nonnullas dispositiones Pontificias, quae revera ta- les non essent, gravis oriretur difficultas, & Procurator Fiscalis utram Cassationis initi tentaret; perveruntamen hoc inconveniens non est ulla modo verendum, quoniam per- quam remotum periculum, quod Ecclesiasticis sint excessus Concordata & proprii muneris limites, quod nequaquam est presumendum, praeterea quod semper liberum foret Sua Adversarij adducere remedia mantentioni sui auctorita- tis convenientia: si huiusmodi cautela & assensum locum habere deberent, opera propterea esset, ut sancta Tribunalia, Episcopalia & Laica, antequam ullam agerentur cau- sam inter se conferrent inspicere, ad utrum eorum pertine- ret illius cognitio, alias posset Episcopos sibi attrahere Iudicium Consilio referantur, & Consilium se immiscera materis privative spectantibus aut Episcopis, lesaque pars in program turberetur jurisdictio nem, cassationem intentare cogere; sic tamen avertitur praedicta Iudicium, & praeci- qua pollet, immomine censetur, quod nullus eorum finis sua auctoritatis se agere, & consequenter pro cetero etiam habendum est, quod in eorum nostro Episcopi publica- ri sint absque praedicta Placitatione pro Dogmaticas, eas tantum Bullas, quae revera tales sunt, & Beneficiales aut litigiosas materias non concernunt, sane ita semper fieri consuevit in qualibet Belgii Diocesi, ut si necesse fuerit, facile probabitur Dominum Episcoporum testimonium regu- mine excepto, nec ab ulla ex Concilio a proprio treloqui extrahi poterit vel ubi non deponentium quod docetur, ali- quem Episcopum exhibuisse Bullam Dogmaticam, ut ibi pro- ali agnosceretur, prorsusque publicaretur, quinimo potest Interminus evidentem demonstrare, quod pluries fisco- lis Brabantini se opposuerunt Jansenio, libere dispositionum

Sanctae Sedis publicationi, quoque semper ei fuit impos- sum silentium a Generalibus Injuria Patria Gubernatoribus, aut ipsomet Rege Madridi per Supremum Flandria Con- silium. Omnia montane diffiditiam, quae postea fuit Pro- mulgatio Decretorum a Summo Pontifice editum Anno 1623. & 1653. in Deodanis Janseniana, & Anno 1657. contra nonnullorum Jansenianum libros, quae remota fuerunt, nisi promulgata Regia Episcopa allegabantur re- centiora exempla, quae essent moderato Interminus con- tingentur die 6. Augusti 1675. Consilium Brabantinum au- nultavit cassatione publicationem independentem ab assen- su Regio, fallam ad Illustissimo Archiepiscopo Accedi- nensis Bulla, qua Sua Sanctitas attento Jubilaeo Anno 1675. permisit Religiosis Apostolicis reditum ad propria Alonasteria absque eo, quod sibi videretur punitum in Con- sultationibus Ordinum expressis, Interminus molestias re- cursum contra banc assensum apud Dominum Ducem de Villahermosa, quae ex amata, & dixit Litteris, de no publicandam esse eadem Bullam, & Rex promulgata Episcopi assensu nihil innovari vixit contra Decreta Regis sui Parentis gloriosa memoria. Idem Consilium 23. Octo- bris 1681. communicavit Illustissimo Archiepiscopo Ad- celsissimis libellum in fiscalis, qui petebat annullari ad desin- tum Pontificatum Praemulgatione ejusdem Decreti Apo- stolicis, qui prescribatur liber incipit Mystica Cui- dad de Lios, sed cum alicui Praeful responderet per mo- cum adveniens, ac exhibisset Episcopa Regis, sibi ne- gotium silentio praetervit, rejellente instantia Fiscalis, Idem agens quod fuit die 3. Augusti 1682. quod Illu- strissimo Archiepiscopo Metropolitani, nulla prius habita communicatione cum Ministris Fiscalibus impressi & Regularibus sua Diocesi communicari Bulla Sua San- ctitatis statum modum & regulam quae supplicationes & expostitiones fuerat ab illis, verumtamen habito ab Inter- mino respectu ad Dominum Alarcion de Grana in irri- uerit eadem quela fiscalis Consilij Brabantini. Pra- xihurum Provinciarum consuevit propter quod sua Regio- num Hispania. Neapolis & Ducatus Adidolentens, in quibus iuxta esset auctoritatem Nancionem Sua Sanctitatis Dispositiones Pontificas, si Dogmaticae sint, spectentque rem- me & spirituales, nulli Placitationi onere obnoxia sunt, eae duntaxat placitatur, quae de Beneficiis aut litibus per- tinent, hinc nullum mirari vixit in ulla illa dispo- nica Alonarchia Dominis ejusdem in fiam, si fere per- tinent materias Dogmaticas, & mere Spirituales a Domino Jesu Christo privative commissas solum Summi Pontificis assensum, ac propter respectus solum animarum regimen esse praedictio Regis obsequio ad rationem Statu, quo circa opus non est ejus Alonarchia adhibere inspectionem ad dispositionem, quae a Pontifice disceptantur inde- pendentem ab assensu, imo contra explicitam Prius in ipso & Regnum voluntatem. Apostoli & subditi eorum sui effu- rent Sacrosanctam Fidem publicaverunt & nunc etiam usque supramon Dominorum consensu promulgantur, ea quod fieri potest modo, in paribus Hec etiam Alonarchia Pon- tificia quoad materias Dogmaticas & Spirituales, quae igitur fundamentum afferre possit Sanctae Sedis in Provincias Belgicae libertas publicandi sua Decreta, quae sunt finitum, & potius semper fuit in ipsius Hec etiam partibus, quae nam rati attribere potest Regi Catholico pro vincendi ac exanimandi huiusmodi Bullas antequam publicentur, ac quae in anticum inducit, quod ipse in Ecclesiam de 20. milie cultum, & loco maris habuit exerece quae major auctoritatem, quam illi Praedicti, qui tam non agno- scunt, vel ab ejusdem communicatione se subtrahunt, & Sedes Apostolica nequaquam timere debet tam grave sibi inferri prejudicium regente Belgicae Provinciae Excellentia, cuius prius eximia eque ac spectant Regis Ministrorum saluti omni- no ponder, nihil minus esse innovandum, sed librum solum omnibus Episcopis etiam impertitur abque ulla praevia cum Laici communicatione publicari in propriis Diocesi- bus Dispositiones Pontificas Dogmaticas, quae facere con- suerunt, sicutibus itaque rati approbationis Confessio, quod quocumque ignorare nequeant quod est notum, & nullis agnare vixit huius usi se opposuit, excepto Fiscalis Sine- sus Brabantini, cuius contra rejellit semper fuerit Quam instantissime igitur Interminus supplicat Fiscalis Exce- lentia, ut tanquam contrarium muniti Sua Majestati, & Regis Philippi IV. revocare agnere supra memoratum Episcopalem & Sanctioris Consilio scriptum Illustissimo Ar- chepiscopo Metropolitani datum 9. Decembris 1682. quod si Excellentia Vultis pro vix communicare intendat, hanc

*Libellum Domini Consilarii Sanctissimi Senatus, eandem humilissime rogat Internuncium quatenus Consilio Brabantino, aut cui expedierit, iungatur, ne quidquam attente contra publicationem, quae ab Illustris-*

*simo D. Archiepiscopo Mechliniensis absque alius prejudicio suo in propria Diocesi Decretorum nuper in Theses Doctoris Huyghens & Patris de Vos promulgatum,*

(Z)

Ad Pag. 32.

# L I T T E R Æ C O N S I L I I P R I V A T I

Ad Archiepiscopum Mechliniensem post examinatum prædictum Libellum Internuncii.

PAR LE ROY.

PER REGEM.

**T**RES Reverende Père Dieu très-chet & seel, ayant vu la Requête présentée par l'Internonce de Sa Sainteté, par laquelle il à remontré que vous aviez refusé de procéder à la publication des Decrets donnez le 8. Aout & le 9. Septembre derniers par la sainte Congregation des Cardinaux au sujet des Theses du Docteur Gommaire Huyghens & contre les Theses du Pere Pierre de Vos de la Societe de Jeshu, à raison de ce que nous vous avons ordonne sur ce sujet par nos Lettres du 9. Decembre 1682. Nous vous faisons cette pour vous dire, que vous avez bien fait de ne publier lesdits deux Decrets, sans qu'en ayant été auparavant informé de votre part ou de celle de l'Internonce de Sa Sainteté, & ayant considéré le contenu desdits deux Decrets Nous vous permettons de procéder à la publication d'iceux, à tant &c. De Bruxelles le ..... Decembre 1683.

**R**EVOLVENS in Christo Pater, dilecte & fidelis, visa supplicia presentata per Internuncium Suae Sanctitatis, qua exposuit, quod recusasset procedere ad publicationem Decretorum datorum 8. Augusti & 9. Septembris mensium proxime elapsorum, à S. Congregatione Cardinalium in materia Thesium Doctoris Gommaire Huyghens & contra Theses Patris Petri de Vos Societatis Jeshu, ratione illius quod vobis ordinavimus super illa materia per nostras Literas die 9. Decembris 1682. has vobis scribimus, indicantes, quod bene feceritis non publicando dicta dicta Decreta, nisi prius bene essetis informati ab Internuncio Suae Sanctitatis, inspecto quatenus tenore dictorum duorum Decretorum, permittimus ut procedatis ad eorumdem publicationem, Bruxellis .... Decembris 1683.

(AA)

Ad Pag. 32.

# L I T T E R Æ

D. INTERNUNCII AD ARCHIEPISCOPUM, quibus erat adjunctum Decretum S. Congregationis die 17. Januarii 1691. ut per Archiepiscopum publicaretur.

Illustrissime & Reverendissime  
Seigneur.

Illustrissime & Reverendissime  
Domine.

**J**'Envoie avec ce billet à V. S. Illustrissime un Decret par lequel est proscrié entre autres Livres un certain Opusculum du Docteur Huyghens. Il pourra être au plus tard répondu dans ce Diocèse & dans les autres: car j'ai eu soin avant toutes choses d'en donner connoissance au Ministre de S. M. Je vous envoie en meme tems deux exemplaires des Decrets par lesquels les Papes Alexandre VII. & Clement IX. ont prohibé, chacun en son tems, le *Missel* & le *Rituel Romain*; mais jusqu'à presente je n'ai pas encore reçu la condamnation du Canon, que V. S. Illustrissime desiroit d'avoir. En priant Dieu qu'il la conferey long-tems en bonne foy, je lui souhaite une heureuse entree dans le Carême, & je demeure avec un respect tout particulier,

**M**itto cum his Literis Illustrissime Vestra Dominationi Decretum, quo proscribitur inter alios libros Opusculum quoddam Doctoris Huyghens. Poteris citissime disseminari in hac Diocesi & in aliis; ante omnia curavi ut certificarem desuper Ministrum suae Majestatis. Eodem tempore mitto vobis duo exemplaria Decretorum, per quae Pontifices Alexander VII. & Clement IX. prohibuerunt, quisque suo tempore, Missale & Rituale Romanum; sed hactenus nondum accepimus condemnationem Canonis, quam Vestra Illustrissima Dominatio cupiebat habere. Rogo Deum ut Dominacionem Vestram diu incolumem servet, & apprecans felicem ingressum in Quadragesimam, permaneo cum profundo respectu,

De V. S. Illustrissime & Reverendissime  
Le Tres-humble Serviteur PIAZZA,  
Abbe de S. George.

Illustrissime & Reverendissime Dominationis Vestrae Humillimus Servus  
PIAZZA, Abbas Sancti Georgij.

A Bruxelles ce 3. Mars 1691.

Bruxellis 3. Martii 1691.

Ad

(BB)

Ad Pag. 33.

# LIBELLUS PROCURATORIS REGII.

In quo concludit ad cassationem publicationis prædicti Decreti die 17. Januarii 1691. per Archiepiscopum Mechliniensem. Factæ Snc. Placito Regio.

*Am den Koninck in synen Souverainen Raede  
geordonneert in Brabant.*

*Regi in sup. Supremo Concilio Brabantæ.*

**V**erthoont den Raedt ende Procureur General dat hy op den 8. defer maendt van Meert 1691. op de Kerck deure van Snc. Goedele alhier heeft bevonden gepleekt te zyn seker gedruckt Decreet van Syne Heyli gheyt in date 17. Januarii lest leden , by d' vvelck zyn gecondemneert gevordene ende verboden verscheyde Boecken als te vveten, *Compendium Theologia, id est, Theses ex prima parte 1. 2. & 3. 2. D. Thomæ Hebdomadatum defensione ab Anno 1672. usque ad Annum 1679. in Collegio Adriani VI. Pontificis, præfide eximio viro D. ac M. N. Gummaro Huyghens Lyrano S.T.D. Lovanii typis Georgii Lipsii, Anno 1679.*

*Recueil de diverses Pièces concernant le Quietisme & les Quietistes &c.*

*Trois Lettres touchant l'Etat present d'Italie écrites en l'Anno 1688. &c.*

*Opere Spirituali del Sig. du Bernieres Lovigny &c.*

Op den voert van vvelck Decreet vvas geschreven: *Publicetur, datum Mechliniæ die quinta Martii 1691. ende ondervvactis. De mandato Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Archiepiscopi Mechliniensis, vvaer beneffens vvas gestelt het Cachet van den voors. Aertsbischop gelyck blyckt by de Copey autentique van het voorschreven Origineel gepleekt ende afgedruet Decreet hier gevugt, maer alsoo sulckdanige affixie ende publicatie onvvelleyck niet en is geschiedt dan op een voorgaende Decreet oefft Mandat van Syne Heyligheyt gedient hebbende ten selven eynde , het vvelck gemintus en heeft vermogen gecuectert oft volbrongt te voordoen sonder voorgaende permissie oft Placet van desen Hove , vvaer van nochtans den voorschreven Aertsbischop niet en is versien gevvaelt , soo is't dat den Verthoondet , om te beletten sulckdanige nieuwigheiden , ende tot conservatie van de authoriteit , Hoogheyt , ende Gerechtigheyt van uwe Majesteyt versueckt dat het Hof gelieve gedient te vvelken de publicatie ende affixie vant het boven gemelt Decreet te verklaren nul , van geender vverde ende sonder effect , ondonnerende dienvolgens aen den voors. Aertsbischop de selve te casseren , doodt ende te niet te doen met alle het gene daer uyt ende naes soude mogen zyn gevolg , met interdictie van int' soekomende sulcks te doen op alsselcke anwenden als hen Hof sal gelieven t' arbitteren *cum expensis DD. &c.* ( ende vvas onderteeckent ) VAN KERREN BROECK.*

*Apostilla marginalis super prædicto Libello Procuratoris Regii.*

**G**efien dese sy gecommuniceert by beslotene Brieven aen partije om hier tegens te seggen binnen acht dagen naer de communicatie , ende sonder prejudicie van dien het Hof interdicteert aen de selve partije *interim* het voorders t' atteneren . Actum 16. Meert 1691. vvas geparapheert HERZ. Vt. ende onderteeckent CHRISTYN.

**E**xpositio Consiliiarii & Procurator Generalis, quod octava hujus mensis Martii balvis Ecclesia S. Guda. la Bruxellis referretur officium impressum quoddam Decretum Sna Sanctitatis de data 17. Januarii proxime claffi, quo Decreto variis Libri condemnantur ac prescribuntur; nempe Compendium Theologia; id est, Theses ex prima parte 1. 2. & 3. 2. D. Thomæ Hebdomadatum defensione ab Anno 1672. usque ad Annum 1679. in Collegio Adriani VI. Pontificis, præfide eximio viro D. ac M. N. Gummaro Huyghens Lyrano S. T. D. Lovanii typis Georgii Lipsii, An. 1679.

*Recueil de diverses Pièces concernant le Quietisme & les Quietistes &c.*

*Trois Lettres touchant l'Etat present d'Italie, en l'Annee 1688. &c.*

*Opere Spirituali del Sig. du Bernieres Lovigny &c.*

Ad calcem hujus Decreti scriptum erat: Publicetur; datum Mechliniæ die 5. Martii 1691. & inferius, De mandato Illustr. ac Reverendi D. Archiepiscopi Mechliniensis, ac insuper impressum erat sigillum præfati Archiepiscopi, ut constet ex copia authentica prædicti Originalis affixi & abstracti Decreti hic adjuncti. Verum cum hujusmodi affixio & publicatio inauditæ facta non fuerit, nisi præcente Decreto aut Mandato sua Sanctitatis, quod nullatenus executioni mandari potuit, absque previa permissione & Placito hujus Curie, quod prædicto Archiepiscopo non fuit concessum. Hinc supplicans, ad impediendas hujusmodi novitates, & ad conservandum auctoritatem, præminentiam ac jura Tue Majestatis, supplicat ut hac Curia dignetur publicationem, ac prædicti Decreti affixionem declarare nullam, nullius valoris & effectus, ordinando in hunc finem prædicto Archiepiscopo canonicam ac omnia inde secuta, cassare, & annihilare, interdicens similia possibac attentare sub penis arbitria Curia statuendis *cum expensis &c.* (signatum erat) VAN KERRENBROECK.

**V**ides his communicetur prædicti Litteris claffi ac convalidetur infra octiduum post inscriptionem & absque prejudicio illius, Curia etiam prædicti interdictis quapiam attentare. Actum 16. Martii 1691. erat signatum HERZ. Vt. & subscriptis CHRISTYN.

(CC)

Ad Pag. 33.

## L I T T E R Æ

CONSILII BRABANTIAE AD ARCHIEPISCOPUM MECHLINIENSEM,  
quibus ipsi communicatur prædictus Libellus Procuratoris Regii.

BY DEN KONINCK.

PER REGEM.

Ervverdigden Vader in Gode seer lieven ende getrouwen, ... Vuy senden u hier inne gesloten die Requeste gepresenteert in onsen Raede geordonneert in Brabant by oft van vvegen onsen lieven ende getrouwen Raedt ende Procureur Generael van Brabant, ende mit die reddden daer-innegetuert, hebben vuy de selve u vvel vullen doen communiceren om daer seggen te seggen, 't gene vven raedt sal gedragen binnen acht dagen naer de receptie deser, interdicende u interim iet voorders t'atueren, sendende in cas van antwyot oft rescriptie de selve bemessens de vvoors. Requeste ende dese segenvoordige in handen van onsen Secretaris dese onderseecken hebbende, om de selve gesien by die van onsen vvoors. Raede eervv. vader in Gode seer lieven ende getrouwen, onsen Heere Godt zy met u. Geschreven binnen onser Stadt Brusselle den 17. Maert 1691.

Reverendi in Christo Pater charo & fidelis ....  
mitrimas Vobis hujus aclusam Supplicam in Consilio nostro Brabantia ex parte chari nostri ac fidelis Consiliaris ac Procuratoris Generalis Brabantia presentiam, & ab rationes in ea manus iustissimas tandem vobis communicari, Ad contradicendum grati Consilii infra altitudinem à receptione harum, Interdicendo Vobis interim, ne quidquam ulterius attentis, ac, in casum responsi aut rescripti, idem cum prædicta Supplicam & his presentibus, remittatis in manus nostri Secretarii, qui hæc signavit, ut viso eodem responso, prædictum nostrum Consilium disponat prout iuris est. Bruxellæ 17. Martii 1691.

(DD)

Ad Pag. 33.

## D E C L A R A T I O

ARCHI-EPISCOPI MECHLINIENSIS,

qua se excusat super facta præfata publicatione, &amp; promittit, se in posterum nullum Decretum Romanum publicaturum, nisi obtento prævic Placito Regio.

LE Sr. MALO, Secretaire du Seigneur Archeveque de Malines, avant venu trouver le soussigné Conseiller & Procureur General de Brabant, de la part dudit Archeveque, lui a mis es mains ce jour d'hui la Lettre originaire du Seigneur Intermonce, dont le double est sus écrit, pour faire voir que l'affixion & publication du Decret de Sa Sainteté y mentionné, n'avoient pas été faites de son propre mouvement: lui ayant déclaré en outre de la part comme dessus, que son Seigneur Maître ne pretendoit pas de faire faire d'oresnavant telles ou semblables affixions ou publications venantes de Rome, ni de Sa Sainteté, sans Placit préalable du Conseil de Brabant. De quoi le soussigné ayant donné part au Seigneur Chancelier en l'assemblée du Conseil, à été trouvé bon qu'en seroit tenu cette notice, & que parmi ce viendrait à cesser la communication à faite de la Requeste par lui présentée à ce Conseil contre ledit Archeveque, afin que lesdites affixion & publication du Decret infuentionne fussent déclarées nulles & sans effet: lui ordonnant de les cesser & annuler, ensemble tout ce qui pourroit en être suivi, avec interdiction de ne plus faire à l'avenir, sur telle amende qu'il lui plaira à la Cour d'arbitre. Fait à Bruxelles le 30. Mars 1691. étoit signé, BUSLEYDEN.

Cum Dominus MALO, Secretarius Domini Archiepiscopi Mechliniensis, addidisset subscriptum Consiliarium & Procuratorem Generalem Brabantia, pro parte dicti Archiepiscopi, extradidisset eidem hodie Literas originales Domini Intermoncii, quarum copia supra descripta habetur ad demonstrandum quod affixio, & publicatio Decreti Sua Sanctitatis ibi mentionati, non fuissent facta propria suo motu: declarando ulterius pro parte in supra, quod Dominus suus in posterum non sit curaturus fieri sales vel similes affixiones aut publicationes Roma vel à Sanctissaro Sua adferendas, sine previo Placito Consilii Brabantia. De quibus postquam infra scriptum informasset Dominum Cancellarium in Congregatione Consilii: consilium visum est huius rei servare notitiam, & interea cessare à communicatione faciendâ Supplicam, ab ipso hunc Consilio presentem contra dictum Archiepiscopum: ne dicta affixio & publicatio Decreti supra mentionati declarantur nulla & sine effectu: mandando eidem, ut illas casset, & annullaret, & quicquid inde forte fecerunt esset una cum inhibitione de tali impoſitione attentanda sub nullâ arbitrio Consilii impoſenda. Datum Bruxellæ 30. Martii 1691. erat signatum BUSLEYDEN.



(EE)

Ad Pag. 33.

## LIBELLUS

## PROCURATORIS REGII.

Oblatus Parlamento Mechliniensis, in quo exponit sub Districtu hujus Parlamenti spargi Decretum Romanum die 20. Aprilis 1668. non obtento Placito Regio, concluditurque ut mandetur tam Vicario; quam Vicariatus Mechliniensis, Sede vacante, consignari omnia dicti Decreti exemplaria eidem per Internuncium submissa, eique interdicitur Decreti reimpressio, & publicatio sub pœna apprehensionis temporalium, una cum Sententia Parlamenti, qua tam Vicario, quam Vicariatus interdixit publicationem ejusdem Decreti.

**R**emontre le Procureur General du Roi : Que, quoi que par la raison fondamentale de l'Estat, Exemple des Royaumes voisins, l'usage constant de plusieurs siecles, & bon nombre de Pragmatiques successivement emanées de nos Souverains, il ne soit pas permis aux Eveques ni à leurs Vicaires en cas de vacance du Siege, de recevoir, faire publier, ou glisser dans leurs Diocèses, aucunes Bulles ou Mandemens de la Cour de Rome, à moins que d'être examinés par les Consaux Royaux & ce commis, & dument places, & ce à tres juste sujet, afin que la puissance Royale & Souveraineté de Sa Majesté ne soit par ce moyen supplantée, & les bons sujets d'ecclie exposés à la necessité d'obeir à ces Mandemens qui pourroient être incompatibles avec les menus & consumes du Pays; Ce néanmoins celui faisant Office d'Internonce auroit fait glisser aux Eveques & Vicaires des Sieges vacans la Bulle ci jointe, emanée de Sa Sainteté le 20. d'Avril dernier, condamnation de certain Livre portant pour titre: *Novum Testament de Notre Seigneur JESUS-CHRIST traduit en François selon l'édition Vulgate avec les differences du Grec*, nonobstant qu'il soit imprimé dans la Ville de Mons, sur la permission prealable de l'Archeveque de Cambrai, alors Messire Gaspar Nemius, qui à été suivie de l'approbation de l'Eveque de Namur, & du Docteur Ponianus, le fust autorisé par Lettres d'octroy de Sa Majesté de son Conseil Privé le 24. Juillet 1666. sans que pourtant ladite Bulle ait point encore été soumise à la censure desdits Consaux Royaux, moins ledit Placet y ait été accordé, voire qu'il y ait apparence qu'il le sera oncques; Comme le Remonstrant par le devoir de sa charge, ne peut dissimuler que ladite Bulle soit recue dans ce Diocèse, ressort de ce Conseil, voire point dans le Pays de l'obéissance de Sa Majesté, supplie la Cour d'ordonner au Vicaire General & ceux du Vicariat de cet Archeveque vacant, de consigner entre ses mains tous les exemplaires qu'ils ont recus de ladite Bulle, avec desquels de leur faire reimprimer, publier ou glisser par le district du Diocèse à peine du faillissement de leur temporel, & tel le ulterieur que la Cour y trouvera y choit. Quoi fait fait &c.

Signe B. A. Van den Zype.

Le tout vu & rapport fait à la Cour, seront faites le devoir resolu par icelle, interdisant cependant tant au Vicaire General de cet Archeveque qu'à ceux du Vicariat de publier la Bulle ici mentionnée, ou la faire publier directement ou indirectement, soit par imprimerie, ou lettres particulieres, jusques à autre Ordonnance, fait à Malines le 10. Juillet 1668,

Signe Rengrand.

**E**xponit Procurator Regius: Quod, quampis juxta rationem fundamentalem Status, exemplum Regiorum vicinorum, usum continuum plurium seculorum & magnum numerum Pragmaticarum successivo emanatarum à nostris Dominis territorialibus, non licet Episcopis, nec eorum Vicariis, in casu vacantis Sedis, recipere, curare publicari, vel divulgari in suis Diocesis ullas Bullas vel Mandata Curie Romanæ, nisi prius examinata fuerint à Consensibus Regiis ad hoc deputatis, & debite placitata: & hoc iussu, ma de causa, ne potestas Regis, & superioritas Suae Majestatis hoc medio supplantetur, & boni subditi regantur obedire salubri Mandatis, qua possent esse incompatibilia cum moribus & consuetudinibus Patriæ; hoc non obstant quod geris officium Internuncii curasset mitti ad Episcopos, & Vicarios Sedium vacantium Bullam hic adjunctam, emanatam à Sua Sanctitate 10. Aprilis ultimi, condemnatoriam ejusdem libri intituli: *Novum Testamentum Domini nostri Jesu Christi* traductum Gallice secundum editionem Vulgatam cum differentiis Græci Idiomatis, quomodo impressus sit in Civitate Montenfi, cum prævia permissione Archiepiscopi Cameracensis & deinde Messire Gaspar Nemius, qui factus est ex approbatione Episcopii Namurcensis & Doctoris Pontani, autorizatus per Literas Patentes Suae Majestatis & ejus Consilii privatis 24. Julii 1666. atque hoc tamen quod dicta Bulla sit submissa Censuræ Consensuum Regiorum, multo minus placitum sit concessum; imo nulla sit ejus parentia, quod sit concedendum; cum autem Exponens iuxta debitum sui muneris non possit dissimulare, dictam Bullam recipi in hac Provincia acyendente ab hoc Consilio, imo in Patria subdita Suae Majestatis, Curiam supplicat, quatenus manens Vicario Generali & omnibus qui sunt sub Vicariatu dicti Archiepiscopatus vacantis, ut extraneam omnia qua acceptaverint exemplaria illius Bullæ, cum prohibitione ne deinceps imprimatur, publicentur aut divulgent per hunc Districtum vel Diocesium, sub pœna occupationis honorum temporalium ad illas pertinentium, & ulterius arbitrio Curie determinanda.

Signatum B. A. Van den Zype.

Hic omnibus inspectis & facta relatione ad Curiam, implebatur qua ab ipsa sunt resoluta: interdicitur interea tam Vicario Generali hujus Archiepiscopatus, quam illis qui sunt de dicto Vicariatu, ne mentionatam Bullam publicent, vel publicari faciant directe vel indirecte, sive per impressionem, sive per Literas particulares, usque ad ulteriorem ordinationem, Datum Mechliniæ 10. Julii 1668.

Signatum Rengrand.

(FF)

Ad pag. 33.

BULLA  
ALEXANDRI VII.

Qua damnantur binæ Censuræ Facultatis Theologicæ Parisiensis.

**A**LLEXANDER EPISCOPUS servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Cum ad aures nostras pervenerit duos prodidisse Libros, quorum alteri titulus est: Censura Sacra Facultatis Theologicæ Parisiensis in Librum, cui titulus est: La Defense de N. S. P. le Pape, de Nosseigneurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques, & dell' employ des Religieux Mendians, contre les erreurs de ce tems, Par Jacques de Vernant, à Metz 1685. Alteri vero titulus est: Censura Facultatis Theologicæ Parisiensis in librum, cui titulus est: Amadzi Guimenii Lomatenensis, olim Primarii Sacræ Theologiæ Professoris, Opusculum, &c. In quibus Libris Censura presumptuosa notantur aliquæ Propositiones, eaque præsertim qua ad Romanum Pontificem, & Sanctæ Sedis Apostolica auctoritatem, Episcoporum jurisdictionem, Parochorum munus, Privilegia à Sancta Sede concessa, dispensationes Apostolicas, ætiamque Moralium regulam pertrahunt, & alia quæ & gravissimum auctoritatem scripturæ, & perpetuo Catholicorum usu nituntur; & cum fieri non possit sine publico Catholice Religionis detrimento, ut prædicta Censura in commemoratis libris sine dubita Ecclesiæ animadversione & damnatione remaneant. Nos pro Apostolico munere quo licet immeriti fungimur, ut gravissimo scandalo quod inde Catholicis accidere possit occurramus; habitis prius doctissimorum ac insignium in Sacra Theologia Magistrorum ac Professorum, & Sacrarum Sedis Apostolicæ Congregationum Qualificationem, quos ad hoc specialiter deputavimus, consultationibus, ut rei gravitas videbatur postulare, nec non auditis suffragiis Reverabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium in tota Republica Christiana generalium Inquisitionum, Adon proprio & ex certa scientia nostra, deque Apostolica potestatis plenitudine præfatas Censuras uti presumptuosas, temerarias, atque scandalosas, auctoritatem Apostolicam damnamus & pro damnatis haberi volumus, easque nullius valoris, & roboris fuisse, sed cassas & irritas esse declaramus. Mandamus insuper, ne quicquam ex Christi fidelibus cujuscunque gradus ac dignitatis existat, etiam Episcopalis, Archiepiscopalis, Patriarchalis, aut alia majori dignitate, etiam specialis, ac specialissima nota digna suffulsi, prædictas Censuras approbet, sequatur, atque defendat; nec in publicis, aut privatis lectionibus, disputationibus, sessionibus, aut aliis actibus publicis illas sequatur, recitet, aut doceat; neque in Libris, aut etiam scripturis publicis, vel privatis, aut alio quocunque modo illas alleget, sub pena excommunicationis lata sententia ipso facto incurrenda, ejus absolutionem Nobis, ac Sedis Apostolicæ reservamus. Præterea Typographis, ac Bibliopoliis expresse prohibemus, ne præfatos Libros, & Censuras imprimere, ac typis manda-

re, minusque impressos vendere audeant, ac præsumant sub eadem pena excommunicationis lata sententia ipso facto incurrenda. Insuper Libros, scripturas, & alia Opera, in quibus præfata Censura quomodolibet continentur, laudantur, & defenduntur, Apostolica auctoritate prohibemus, ac pro vetitis haberi volumus; mandamusque ut aliquis illos, ac illa legere, aut penes se retinere præsumat, sed locorum Ordinarius, aut heretica pravitas Inquisitionibus in locis, in quibus S. Inquisitionis officium exercetur, consignet, sub pena excommunicationis, ut supra ipso facto incurrenda. Didisque Ordinariis, ut etiam tanquam Apostolica Sedis Delegatis, nec non præfatis heretica pravitate Inquisitionibus discribere precipimus, ut contra transgressores, inobedientes, ac rebelles diligenter inquireant, & procedant; & ad declarationem dictæ excommunicationis, & ad alias penas pro transgressorum inobedientia ac transgressionibus pro eorum arbitrio procedat. Ceterum ulterius de præfatis Censuris judicium, deque opinionibus in prædictis libris Jacobi Vernant, & Amadæi Guimenii contentis, nec non de aliis in eisdem Censuris expressis, sive in eis præmemorata opinionis notentur, sive non; Nobis, ac S. Sedis Apostolicæ reservamus. Decernentes insuper præfatos Libros semper, & perpetuo validas, & effectuales existere, & fore, siveque plenarias, & integros effectus sortiri, & obtinere, siveque per quoscunque Judices ordinarios, & delegatos ubique judicari, & definiri debere, sublata eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, ac irritum & inane esse, quicquid secus super his a quocunque quavis auctoritate, stentur, vel ignoranter contigerit attentari. Volumus autem, ut presentium transumptis etiam impressis, manu Notarii publici subscriptis, & Sigillo alicujus persona in dignitate Ecclesiastica constituta munitis, eadem fides prorsus adhibeatur, quo ipsi Originalibus adhiberetur, si essent exhibita vel essent. Nulli ergo hominum liceat hanc nostram Constitutionem, & Ordinationem infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Reatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, Anno Incarnationis Dominicæ 1685. septimo Kalendas Julii, Pontificatus nostri Anno undecimo.

I. Cardinalis Prodaturus.

S. UGOLINUS.

Visa de Curia, P. CIAMPINUS.  
Registrata in Secretaria Brevium.

P. CIAMPINUS.

Anno à Nativitate Domini Nostri Jesu Christi 1685. Indiæ. 3. die vero 26. Mensis Junii, Pontificatus auctem sanctissimi in Christo Patris, & D. N. D. Alexandri, Divina Providentia Papæ VII. anno ejus undecimo, præfatiæ Liuteræ Apostolicæ affixæ & publicatæ fuerunt ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, Cancellariæ Apostolicæ, ac in acie Campi Floræ, ac in aliis locis solitis & consuetis Urbis, per me Cærolum Molanum ejusdem SS. D. N. Papæ, ac Sanctissimæ Inquisitionis Carforem.

(GG)

Ad pag. 34.

# DISCOURSUS DIONYSII TALON ADVOCATI REGII

Coram Parlamento Parisiensi contra prædictam Bullam Alexandri VIII.

**L'** An 1665. le 29. jour de Juillet Messieurs les Gens du Roy sont entez dans la Grand Chambre, & Monsieur Talon Avocat General porta la parole à cet égard, ce qui s'ensuit.

La Bulle est injuste & insoutenable, en ce qu'elle condamne deux Censures de la Faculté de Theologie faites contre des Livres qui sont remplis des maximes les plus pures, sans néanmoins porter aucun jugement de ces memes Livres, le Pape le contentant de réserver à lui & audit Siege d'y pourvoir en tems & lieu, ce qui est autoriser indirectement toutes ces corruptions que les Livres veulent introduire dans la Morale.

Le Pape depouille la Faculté d'un droit qui lui est acquis, & dont elle jouit depuis plus de cinq cents ans, en déclarant les Censures presomptueuses & temeraires, qu'il est aisé de justifier par plusieurs exemples que les Facultés de Theologie ont toujours censurés les Livres qui contenaient de mauvaises doctrines, au contre la Foy ou contre les mœurs, sans passer des Censures qui furent faites en 1300. ou environ contre un nommé Amaury, & encore contre de certaines Propositions de Magie qui furent avancées en ce tems-là par quelques Auteurs inconnus. Celle de Montesson Jacobin est d'autant plus celebre, qu'en ayant interjeté appel au Pape, les Docteurs firent un Livre pour le défendre, en sorte que le Pape n'osa y donner la moindre atteinte dans les derniers tems la Faculté a encore exercé plusieurs fois cette autorité, particulièrement contre le Livre de Santarel, & au vu feu des Papes.

Cette Bulle va directement établir l'infailibilité du Pape & la supériorité prétendue au dessus du Concile contre un article de Foy, puisque c'est particulièrement ce point dont la Cour de Rome n'a pu souffrir la Censure. Qu'on se fasse avec quelle facilité cette Cour s'applique à établir cette prétendue infailibilité, qu'elle ait avantage de tout, & qu'elle fait sans cesse de nouveaux pas, dont elle en recule jamais, que la Faculté de Theologie étant un des plus grands obstacles qu'elle ait rencontrés pour l'établissement des ses prétentions, elle a résolu dans cette rencontre de la retirer par une Censure injuste & plaine d'outrage, à fin par ce moyen de lui imposer silence & établir ensuite paisiblement leurs maximes ultramontaines. Cet artifice de la Cour de Rome étant trop grossier pour n'être pas aperçu, que la Cour devoit prendre la Faculté sous sa protection, puis qu'elle n'avoit fait que de suivre dans ses Censures l'Ancienne Doctrine, sur laquelle sont fondées les libertés de l'Eglise Gallicane, & que meme elle avoit été engagée en quelque façon à le faire par l'autorité de la Cour qui avoit aussi connaissance de cause; que pour cet effet il étoit à propos de les faire registrer au Greffe de la Cour, ou elles demeureroient comme en dépôt: qu'il est vray que la Cour avoit fait d'abord difficulté à l'enregistrement, mais que c'étoit cela même qui avoit donné la hardiesse aux Officiers de la Cour de Rome de faire cette Bulle, & pour réprimer leur temerité, qu'elle ne seuroit se d'éclarer trop hautement pour les Censures.

Que la Doctrine de l'infailibilité ruine absolument les libertés de l'Eglise Gallicane, & établit par une suite nécessaire la puissance absolue du Pape, meme sur la temporalité des Rois, qu'il ne sert de rien pour empêcher cette conséquence, de dire que les Papes demeuurent toujours infailibles dans les faits, puis qu'ils sont quand il leur plaît des points doctrinaux de ces memes prétentions sur la temporalité des Rois, & sur leurs Sa-

cees

**A** Nos 1665. 29. Julii, Domini Consilarii Regii ingressi sunt in Conclave majus, & Dominus Talon Advocatus Generalis hanc habuit discursum. Nulla est injuria, nec sustineri potest, eo quod condemnemus duas Censuras Facultatis Theologicae factas contra libros plenos sententiarum permixtissimis, absque hoc tamen quod ferat ullum iudicium de istis libris, Pontifice contento sibi & illa Sede reservare potestatem providendi in tempore & loco, quod est autorizare indirecte omnes illas corruptions, quas illi libri introducunt in Aleralem.

Pontifex spoliatus Facultatem distam quodam jure, quod ipsi est acquisitus, & quo frui ante plures, quam quingentos annos, declarando ejus Censuras presumptuosas & temerarias, quas facile est justificare per multa exempla, quod facultas Theologica semper tenuerit libros, quos continere prava & gmata, aut contra fidem aut contra mores, absque hoc quod tunc mentio Censurarum, quæ factæ fuerant Anno 1300. contra quendam nomenclaturam Amaury & adhuc contra certas Propositiones Magicas, quæ fuerant proferre illo tempore ab aliquibus Auctoribus integritatis, illa, quam produxit Monachus Dominicani, est eo celebrior quod cum interposuisset appellationem ad Pontificem, Doctores compulerunt librum ad se defendendum, taliter ut Pontifex non ausu fuerit vel minimum quid attentare. Ultimis temporibus Facultas adhuc exercuit auctoritatem, speciatim contra Librum Santaræ, videns & scientes Pontifices.

Hæc Bulla directe stabilit infailibilitatem Pontificis, & ejus superioritatem præsertim supra Concilium contra articulum Fidei, cum hoc peculiariter sit punctum, cujus Curia Romana non potuit pati Censuram, scilicet quanta cum facilitate hæc Curia contra stabilitatem hanc præsertim infailibilitatem, quod omnia ad se trahat, & insensiter nova temet, quæ nunquam vult derelinquere, quod Facultas Theologica cum sit ei maximo obstaculo, ut stabilitas suæ præsentis, resolverit in hoc occurrentiam illam superminuere per Censuram injuriosam & plenam calumniam, ut hoc medio illi imponat silentium & consequenter quiete stabilitas suas maximas Ultramontanas, hoc stratagemata Curia Romana nimis est suspicula ut non observetur. Quod Curia debet & manuteneat fœderatam cum sacra esse in suis Censuris antiquam Doctrinam, in qua fundatur libertas Ecclesiæ Gallicanæ, quod etiam aliquo modo adhibitum esset id facere auctoritate Curie, quæ etiam causa coactionem habuerit & in illum finem consilium esset illas curare registrari in Registris Serenissimi Curie, ubi manebant distar depositi, quod verum sit, Curiam initio fuisse difficultatem registrandi; sed hæc idem esset quod docessent audaciam Officiorum Romanæ Curie hanc faciendi Bullam, & ad reprimendam eorum temeritatem non posset nimis alio se declarare pro Censuris.

Quod Doctrina infailibilitatis absolute evertat libertatem Ecclesiæ Gallicanæ, & stabilitas persequelur necessariam potestatem absolutam Pontificis, etiam supra temporalitatem Regum, nec plane facit ad impedendam hanc consequentiam, quod semper Pontifices maneant infailibiles in factis, cum faciant quandoquecumque libenter, Dogmata ejusdem sententia supra temporalitatem Regum, & supra sacras Personas, sicut fecit Bonifacius VIII. in sua Bulla

(inam)

erres Personnes, comme à fait Boniface VIII. dans sa Bulle, *Unam Sanctam*, où il declare qu'il est de Foy decreté que le Pape est au dessus de toutes les puissances spirituelles & temporelles.

Qu'il s'ensuivroit aussi de cette Doctrine, qu'il fandroit admettre en France le Tribunal de l'Inquisition, dont nous fuions jusques à l'ombre, & réduire le Royaume au même état que les Pays qu'on nomme d'obédience, qui gemissent sous un joug si insupportable; qui suivent le stile de ce Tribunal, la Bulle condamne par avance sous les Livres ou les Censure de la Faculté seroient enonçees ou défendues, en quoi sont compris les Arrêts de la Cour, ce qui ne doit pas paroître fort surprenant, puis qu'ils ont bien eu l'insolence de mettre dans l'*Index* l'Arrêt contre Jean Chastel comme il paroît encore dans l'*Index* qui a été imprimé l'année dernière.

Ainsi que c'est dans cette rencontre qu'il faut apporter toute la vigueur possible pour repousser ces injustes entreprises de la Cour de Rome, qui n'a voit point encore fait de démarches si hardies que celle cy, qu'encoze que l'excommunication portée par la Bulle soit nulle, & qu'elle ne puisse rejailir que contre ceux qui l'ont prononcée; il est néanmoins de conséquence de prévenir les mauvais effets qu'elle pourroit avoir parmy les peuples, si la Cour par son autorité n'en empêchoit les mauvais effets. Qu'on n'est que trop informé des cabales & des brigues de certains gens, qui sont sous leurs efforts, pour établir au milieu de nous les nouvelles maximes, & qui entretiennent une liaison secrète avec l'Officier de la Cour de Rome, leur faisant entendre qu'ils disposeroient tout le monde à recevoir avec respect leurs Réferits & leurs Bulles: il est de la dernière conséquence de réprimer ces sortes de gens, comme des perturbateurs du repos public, contre lesquels nous demandons qu'il nous soit permis d'informer.

Quant à la manière de prononcer, qu'on doit suivre dans cette rencontre, la Cour scait ce depuis que les appellations comme d'abus ont succédé aux appels ad futurum Concilium, c'est à dire le moyen qu'on a employé pour rendre illusoirs les Bulles ou Réferits qui sont contraires à la disposition des Saints Decrets: il est très vray qu'en cela on a apporté jusqu'ici quelque précaution, qui est de n'appliquer l'abus que sur l'exécution, sans toucher à l'obtention, pour ne pas blesser le respect qu'on doit au saint Siege; en forte que n'y ayant ni exécution, ni même obtention, il est assez difficile de donner atteinte à cette Bulle, puis qu'on ne la scauroit faire sans s'attacher à la substance même de la Bulle: ce n'est pas qu'on ne trouve des exemples où la Cour ne s'est point arrêtée à toutes ces formalitez, & où elle a déclaré nulles & abusives des Bulles qui étoient notoirement injustes, comme fit le Parlement de Tours & celui de Chalon du tems de la Ligue, & certainement s'il y a à quelque occasion de le dispenser de ces formalitez, & de faire paroître une vigueur tout extraordinaire: c'est dans celle cy, où l'on voit que la Cour de Rome se declare hautement sur le sujet de l'insaisissable, qu'elle veut faire passer pour article de Foy, malgré l'ancienne Doctrine de l'Eglise, & particulièrement celle de France, Mais si la Cour faisoit difficulté ce prononcer des maintenant sur l'abus, il est de sa Justice au moins de donner acte, &c.

Au reste il ne faut pas s'arrêter suivez que cette Bulle n'a pas été publiée, & qu'on n'en a que des copies; car on scait bien que la Cour de Rome n'envoyera pas l'original, lequel demeure dans les Archives de la Chancellerie, & qu'elle se contente d'afficher les Bulles ad valvas, & autres lieux publics de Rome, après quoi ils prétendent qu'elles sont suffisamment notuées; qu'on ne peut pas douter que ces Bulles ne soient véritables, à moins de s'aveugler soy-mêmes; que tous les Banquiers en ont reçu des paquets imprimés par le dernier ordinaire, & que la chose est notoriée publique; c'est peut-être un artifice de la Cour de Rome d'en point envoyer en France, afin qu'on ne s'y oppose point, & que s'étant une fois répandue dans le Royaume, on ait moins de vigueur & de force dans la suite pour la supprimer, qu'il y avoit des exemples où l'on avoit supprimé de semblables Bulles sur les copies imprimées, sans avoir d'original.

Après que M. Talon eut fait son discours, il donna ces Conclusions signées de M. le Procureur General, & ensuite, lui & M. le Procureur General se font retirés.

Van Espen, Pars VI.

(*unam Sanctam*) ubi declaratur, quod sit de fide credere, quod Papa sit supra omnes potestates spirituales, & temporales.

Quod sequeretur etiam ex illa Doctrina admittendum esse in Gallia Tribunal Inquisitionis, cujus vel umbram fugimus, & reducendum esse Regnum ad eundem statum, in quo sunt Patria que vocantur obediencia, que gemunt sub iugo tam intolerabili, quod iuxta stylium hujus Tribunalis Bulla anticipative condemnat omnes libros ubi Censura, Facultatis, essent enonciata vel prohibita, in quo comprehenderetur Decretum Curie, quod non debet videri tam mirandum, cum haberint insolentiam Catalogo inferendi Decretum contra Joannem Chastel, sicut adhuc apparet in Index impresso anno ultimo.

In hac occurrentia omnis vigor possibilis est adhibendus ad repellenda tam injusta attentata Curie Romanae, quae nunquam tam audacter proceperit, sicut jam, & quomodo excommunicatio lata in Bulla sit nulla & non possit reduci, nisi contra illos, qui eam pronunciantur, tamen preveniendi sunt pessimi effectus, quos possit producere in populo, si Curia illam non impediatur. Nimis sumus informati de stragematibus & trisitis quorundam hominum, qui omnem adhiberi consilium ad stabilendum inter nos novas maximas, & quod vinculum secretum fecerunt cum Officiali Curie Romanae, dicentes, quod omnes homines sint dispositi ad recipiendum cum respectu eorum Réferita, & Brevia, multum interest reprimere hujusmodi homines, sicut perturbatores quietis publicae, contra quos petimus, ut nobis liceat informare.

Quantum ad modum pronuntiandi sequendum in hac occurrentia, scis Curia quod ab illo tempore quo appellationes sicut abusus successerunt appellationibus ad futurum Concilium, hoc unicum fuit medium adhibendum ad reddenda illusoria Bullas & Réferita contraria dispositioni sanctorum Decretorum: vera est quod in hoc haecenus sit adducta quadam praecavio, quae est non applicare abusum nisi super executionem, absque hoc quod arriperetur obtentio, non tamen respectum debitum sanctae Sedis: ita ut cum non sit executio non obtentio, scilicet difficile sit arriperere hanc Bullam, cum id non possit fieri nisi ipsa substantia Bullae tangatur: invenitur quidem exemplum, in quibus Curia non est immorata omnibus hiis formalitatibus declarando nullas & abusivas Bullas notorie injustas, sicut fecit Parliamentum Turense & Parliamentum de Chalon tempore factionis, & tunc si quodam deus occasio se dispensavit ab illis formalitatibus & tunc plane exaruit divinarum offendendi, est in hac ubi videtur Curia Romana altissime jactare infallibilitatem, quam vult esse articulum Fidei, non obstante antiqua doctrina Ecclesiae, & specialiter Gallicana, sed si Curia faciat difficultatem pronuntiandi super abusu, iustitia exigit ad minus ut deus actus, &c.

Ceterum non est immorandum super hoc, quod dista Bulla non sit publicata, & quod illius non habeatur copia; nam bene scitur, quod Curia Romana illius originale non sit missura, quod manet in Archivis Cancellariae, & quod sufficere credatur has Bullas affixi ad valvas, & alia loca publica Romae, & postea praetendunt quod sine sufficienter publicata, & quod dubitari non possit, quia illa Bulla sint vera, nisi quis velit cavere, quod omnes trapezarii illarum receptorum suscipiant impressos per ultimum ordinarium, & quod res publicae sit notoria, quod possit esse artificium Curiae Romanae illas non mittere in Galliam, ut illis non fiat oppositio, & illarum facta diffusio in Regnum, minus vigoris, & virutis habeatur, ex post ad illam suppressendam, quod haberetur exemplum, in quibus suppressa essent tales Bullae super copiis impressis absque hoc, quod haberetur originale.

Absolutio suo discursu Dominus Talon has conclusiones dedit signatas à Domino Procuratore Generali, & postea ille & Dominus Procurator Generalis discesserunt.

(HH)

Ad pag. 34.

# CONCLUSIO

## CAPTA PER PROCURATOREM REGIUM

Coram prædicto Parlamento Parisiensi ad suppressionem prædictæ Bullæ Alexandri VII. & conservationem Censurarum Facultatis Theologicæ, quæ per eam Bullam erant damnatæ.

**R**EUQUERONS qu'il plaise à la Cour nous recevoir appellans comme d'abus, & faisant droit sur notre appel déclarer la Bulle nulle & abusive, comme contraire aux saints Decrets, aux libertez du Royaume & aux Droits des Universités, & sur la Cour seroit difficile présentement d'y prononcer, nous demandons qu'il lui plaise nous en donner acte aux offres que nous faisons d'en fournir les moyens dans trois jours, & au surplus nous estimons qu'il y a lieu de faire défenses à toutes personnes de recourir, publier & débiter ladite Bulle, ordonne que ceux qui en ont des exemplaires les rapportent au Greffe de la Cour ou des juridictions Royales, ou ils sont demeurans pour estre supprimés.

Maintenir la Faculté de Theologie de Paris en son Droit de censurer les livres qui contiennent des propositions contraires à l'autorité de l'Eglise, à la pureté de la Morale Chrétienne, aux Droits de la Couronne & de Liberté de l'Eglise Gallicane, ordonner que les deux Censures soient registrées au Greffe de la Cour, lues une fois par chaque année dans l'Assemblée de la Faculté de Theologie, dans celle de l'Université & des autres Universités du ressort, faire défenses à toutes personnes de soutenir ou enseigner les Propositions censurées soit dans les Livres qu'ils composeroient, ou dans leur Leçons, Theses ou Predications, à peine d'estre procédé extraordinairement contre eux comme perturbateurs du repos public, & suivant les Ordonnances vacation advenant des Chaires de Professeur en Theologie soit de Sorbonne, Navarre, ou de quelque autre Université du ressort, ceux qui seront nommez pour les remplir ne pourront en prendre possession qu'ils n'ayent soussigné lesdites Censures. Que les Supérieurs des Monastères des quatre Mendians, des Bernardins, du COLLEGE DE CLERMONT & autres Maisons de Paris ou il y a Ecole de Theologie soient mandez en la Cour pour leur estre enjoind d'empescher que ceux qui regneront dans leurs Monastères, n'enseignent aucunes des Propositions censurées dont ils seront tenus de faire leurs soumissions dans huitaine au Greffe de la Cour. Que le Roy fera tres humblement supplicie faire expedier une Declaration conforme à l'Arret qui interviendra pour estre executé dans tout le Royaume, & outre, nous demandons que commission nous soit accordée pour informer des Brigues, Monopoles, Caballes, & discours sedicieux qui veulent decuire les Censures, & qui distribuent les exemplaires de la Bulle, que deux des Meilleurs en présence d'un Substitut se transporteront Samedi prochain à l'Assemblée de la Faculté, laquelle les exhorteront de continuer les Censures lorsque les occasions le presenteront avec le même zèle qu'elle a fait par le passé; & qu'ils seront lire en leur présence l'Arret qui interviendra, lequel sera registré au Registre de ladite Faculté, envoyé aux Baillages, Seneschauz & Universités du ressort, pour y estre lu, publié & registré, enjoind au Substitut de Monsieur le Procureur General, & aux Recteurs desdites Universités d'y tenir la main, en certifier la Cour au Mois, &c.

Signe, DE HARLAY.

**R** Equirimus ut dignetur Curia nos recipere appellantes, ut ab abusive & nostram appellationem justificam declarare Bullam nullam & abusivam, ut contrariam sacris Decretis, libertatibus Regni & juribus Universitatum; & si Curia faceret difficultatem nunc desuper pronunciandi, petimus, ut dignetur nobis dare actum, offerentes suppeditare media intra triduum, & præterea judicamus esse locum prohibendi omnibus, retinere, publicare & distribuire dictam Bullam, & ut ordinetur, ut illi qui ejus habent exemplaria, eadem referant ad Scriptorium Curie vel jurisdictionem Regiarum, ubi permaneant ad hoc ut supprimantur.

Ut manteneantur Facultas Theologica Parisiensis in suo jure censurandi libros, qui continent propositiones contrarias Autoritati Ecclesie, puritati Moralis Christiane, juribus Coronæ & libertatibus Ecclesie Gallicane, ordinetur, quod dua Censura registrantur in Registris Curie, legantur singulis annis in Congregatione Facultatis Theologicæ, in Congregatione Universitatis & aliarum Universitatum dependentium; sit prohibitio omnibus, ne defendantur vel doceantur propositiones censurate sive in libris quos componunt, vel in suis lectionibus, Thesis aut Concionibus, sub pena processus extraordinarii contra ipsos ut perturbatores tranquillitatis publicæ, & juxta ordinationes vocationis Cathedralium Professoribus in Theologia, sive Sorbonensium, sive Navarre, sive alicujus alterius Universitatis dependentis, qui nominabuntur ad illas implendas, earum non poterunt sumere possessionem, nisi subscripserint dictis Censuris, ut Superiores Monasteriorum quatuor Ordinum Mendicantium, Bernardinum COLLEGI CLARI-MONTENSIS, & aliarum domorum Parisiensium, ubi est Schola Theologica mandentur ad Curiam, ut eis injungatur impedire, ne illi qui doceant in suis Monasteriis, doceant ullam ex propositionibus censuratis, & teneantur intra octiduum suam facere submissionem in Scriptorio Curie, ut Rex humillime suppliciter, ut cives expediri declarationem conformem Arresto, quod interveniet, ut executioni mandetur in toto Regno; & ulterius porrimus, Monopoliis, Caballis, & discursibus sediciosis eorum, qui volunt denigrare Censuras, & qui distribuant exemplaria Bullæ, & duo de Dominis in presentia substitui se transferant die proxima Sabbati ad Congregationem Facultatis, quem exhortabuntur, ut continuem Censuras data occasione cum eodem zelo, & fervore, quo olim, & erunt in sua presentia legi Arrestum quod interveniet, quod registrabitur in Registris Facultatis, mittatur ad Saragap, & Universitates, ut ibi legatur, publicetur, & registretur; injungatur substituto Dominis Procuratoris Generalis & Rectibus dictarum Universitatum, ut bonam habeant inspectionem, & desuper Curiam, certifice Mense, &c.

Signatum DE HARLAY.

(II)

Ad pag. 35.

# A R R E S T U M P A R L A M E N T I

Conforme Conclusionibus. captis per Procuratorem Regium.

**C**E jour sont entrez les gens du Roy en consequence de l'ordre que la Cour leur avoit donne le vingt-quatre de ce Mois, de s'enquerir de certaines Copies imprimees & manuscrites d'une pretendue Bulle que l'on disoit estre entre les mains de plusieurs personnes; & d'en venir rendre conte ensuite à la Cour, & Maître Denis Talon Avocat dudit Seigneur portant le parole, ont dit à la Cour qu'ils rapportoient Copie de ladite Bulle, & supplioient la Cour d'y pourvoir: & oui lesdits gens du Roy en leurs Conclusions, & s'étans retirez: Lecture faite d'une Copie imprimee à Rome de ladite Bulle, la matiere mise en deliberation.

La COUR à donne acte au Procureur General du Roy de l'appel comme d'abus par luy interjette de ladite Bulle, ordonne qu'il fournisse les moyens dans trois jours, à fait inhibitions & defences à tous Sujets du Roy, de quelque qualite & condition qu'ils soient de retenir ladite Bulle, la lire, publier & debiter; Ordonne que ceux qui en ont des Copies les rapportent au Greffe de la Cour ou des Jurisdicions Royales, dans le ressort desquelles ils sont demeurans pour estre supprimees. A maintenir & garde, maintient & garde la Faculte de Theologie de Paris en son Droit & possession de censurer tous les Livres qui contiendront des Propositions, contraires à l'autorité & discipline de l'Eglise, à la pureté de la Morale Chretienne, aux Droits de la Couronne & aux Libertez de l'Eglise Gallicane; Ordonne que les Censeurs de ladite Faculte de Theologie des Livres de VERNANT & de AMADEUS GUIMENIUS seront regiffres au Greffe de la Cour, fait defens à toutes personnes de soutenir & enseigner les Propositions censurées, soit dans les Livres qu'ils composeront, ou dans leurs Chaires ou Predications, à peine d'estre procede extraordinairement contre eux; Ordonne que les Superieurs des Monasteres des quatre Mendiants, des Bernardins, DU COLLEGE DE CLERMONT & autres Maisons de Paris ou il y a exercice de Theologie seront mandez en ladite Cour pour leur estre enjoint d'empêcher que ceux qui regenteront dans leurs Monasteres ou Maisons, n'enseignent aucune des Propositions censurées, & qu'il sera incessamment informe à la Requette du Procureur General du Roy contre ceux qui publieront & imprimeront ladite Bulle, & contreviendront aat present Arrêt; Ordonne que Messires Etienne Sainctot & Pierre de Brillac Conseillers du Roy en ladite Cour se transporteront Samedi prochain dans l'Assemblée de ladite Faculte de Theologie avec un des Substitués du Procureur General, & exhorteront ladite Faculte de continuer les Censures lorsque les occasions se presenteront avec le meme zele qu'elle a fait par le passé, & seront lire en leur presence le present Arrêt, qui sera registre & Regiffres de ladite Faculte, en leur presence, & envoyé aux Baillages, Seneschauvez & Universitez du ressort, pour y estre lu, public & regiffre. Enjoint aux Lieutenans Generaux, aux Substitués dudit Procureur General du Roy, & aux Recteurs desdites Universitez d'y tenir la main & en certifier la Cour au Mois. Fait en Parlement le, vinge-neuvieme Juillet mil six cent soixante cinq.

Collatione

Signe BILLAIN.

**H**At die ingressi sunt Regii deputati vigore mandati quod acceperant 24. hujus Mensis, ut informarent se de certis capitulis impressis & manuscriptis preterea Bulla, que dicebatur esse in manibus plurium personarum, & postea ad Curiam referrent, & Magistrum Dionysium Talon Advocatum dicti Domini discursum habentem, dicerent Curia, quod resisteret copiam dictae Bullae, & supplicarent Curiam, ut illi rei provideretur, & audierunt dictos Regios deputatos, & post discursum facta est lectura copiae dictae Bullae Romae impressae, & materia in deliberationem est traça.

Curia dedit altum Procuratori Generali Regis appellationis ut ab abusu per ipsum interdicta à dicta Bulla, ordinat, ut supplicet sua media intercedendum, & inhibitionem fecit omnibus subditis, Regis cujusque conditionis, ne retineant dictam Bullam, legant, publicent & distrabant, ordinat ut illi qui ejusdem habent copias, eas referant ad Scrinium Curiae vel jurisdictionem Regiarum, ubi morantur, ad hoc ut ibidem supprimantur, manuscripti & tunc est, mantentur & tunc Facultatem Theologicam Parisiensem in sua jure & possessione censurandi omnes Libros, qui continent propositiones contrarias auctoritati, & disciplina Ecclesiae, & puritati Morali Christianae, juris Corona & immunitatibus Ecclesiae Gallicanae; ordinat ut Censura dictae Facultatis Theologicae Librorum de VERNANT & de AMADEUS GUIMENIUS registrantur in Scrinio Curiae, prohibetur omni persona sustinere, & docere Propositiones censuratas, sive in libris, quos componunt sive in Cathedris, & concioni: ut sub poena processus extraordinarii contra illos; ordinat ut Superiores Mendicantium Bernardinorum, COLLEGIUM CLEME-MONTENSIS & aliarum domuum Positivorum, ubi est exercitium Theologiae, citentur ad dictam Curiam, ut illis injungatur impedire, ne illi qui docent in eorum Monasteriis vel domibus doceant aliam de Propositionibus censuratis, & ut indifferenter informatio fiat ad requisitionem Procuratoris Regii contra illos, qui publicabant & imprimebant dictam Bullam, & contravenient praesentis Arrisio; ordinat ut Domini Stephanus Sanissot & Petrus de Brillac Consiliarii Regii in dicta Curia se transferant die Sabati proxima ad Congregationem d. Facultatis Theologicae cum uno substitutorum Procuratoris Generalis, & exhortent dictam Facultatem ad continuandum suas Censuras data occasione eodem zelo quo antea fecit, & coramibus legi iis praesentibus praesentis Arrisio, quod registrabitur in Registris dictae Facultatis, in eorum praesentia, & mittent ad Satrapas, Scabinos & Universitates dependentes, ut ibi legatur, publicetur & registratur; injungitur Locumtenentibus Generalibus, Substantis dicti Procuratoris Regii & Rectoribus dictarum Universitatum, ut bonam habeant inspectionem & certificent Curiam, Mense Oct. Datum in Parlamento 29. Julii 1665. Collationum.

Signatum BILLAIN.

(KK)

Ad pag. 35.

## DISCURSUS

## PETRI BRILLAC CONSILIARII REGII

Habitus coram Facultate Theologica Parisiensi prima Augusti 1665. quo ipsam certiozem reddiit de prædicto Arresto Parlamenti, eamque adhortatur ad contripandum zelum suum in tuenda sana Doctrina; & conservandis libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ.

## MESSIEURS.

LA Cour qui veille toujours pour le service du Roy, & pour la conservation des interets de Sa Majesté, contre toutes les entrepises des Etrangers; & qui à pour un de ses principaux objets que la pureté de la doctrine & des mœurs soit conservée en son entier, n'a pu voir une Bulle émanée de la Cour de Rome, qui condamne deux Censures que votre Faculté à si judicieusement prononcées contre les deux Livres qui ont paru sous les noms *Jacques de Vornant* & *d'Amadeus Guimenius* sans y mettre la main, & sans rendre à l'Eglise, au Roy, au Public & à votre Compagnie, ce qu'elle leur doit, votre Faculté se trouve par là attaquée dans ses fondemens. C'est le sujet de l'Attre duquel vous entendrez la lecture, & qu'elle à ordonné être en votre présence enregistré dans le Livre de votre Faculté. La Cour est bien informée que votre Doctrina vous fait connoître que de telles condamnations & excommunications si mal fondées ne font d'aucun effet, & que vous l'enseignerez de même que vous avez fait jusques ici. Elle nous à députés pour vous dire qu'elle n'en doute pas, & pour vous assurer de sa protection en cette rencontre, & en toutes les autres qui concerneront la conservation des anciens Canons, la Doctrina perpétuelle de l'Eglise Gallicane, & ses Libertez. Elle vous exhorte de continuer toujours avec la même vigueur, & à donner le premier mouvement par vos Censures pour conserver ses anciens Droits qui ont maintenu l'Eglise en sa splendeur, & de le Saint Siege en ses véritables prerogatives. Elle veut croire l'uniformité de vos sentimens, & vous promet par nous le secours qui est dû à ceux, qui pour quelque cause que ce soit ne se détournent jamais du vray chemin, & elle vous assure qu'elle y appliquera tous ses soins.

## DOMINI.

Curia que semper invigilat servitio Regis & conservationi interesse Suae Majestatis, contra omnia attentata extraneorum, & qua habet pro uno ex præcipuis suis objectis puritatem Doctrinae & morum conservandam in integro; non potuit videre Bullam emanatam à Curia Romana, que condemnat duas Censuras, quas Vestra Facultas tam judiciose pronuntiavit contra duos Libros qui fuerunt editi, nomine *Jacobi de Vornant* & *d'Amadeus Guimenius*, absque hoc quod adhibueris manum, non reddito Ecclesiae, Regi, Publico & Vestrae Congregationi respectu ipsi debito, Vestra facultas per hoc comperit se invasam in suis fundamentis. Hac est causa Arresti, cujus audieris lecturam, & quod ordinavit in vestra presentia registrari in libro vestrae Facultatis. Curia satis est informata quod vestra Doctrina vobis significet, quod tales condemnationes & excommunicationes tam male fundatae nullius sint effectus, & quod docturi sitis, sicut antea fecistis. Nos deputavit ad vobis dicendum, quod nullum de hoc habet dubium, & ad vos affectandas de sua protectione in hac occurrentia, & in omnibus aliis, que concernent antiquos Canones, Doctrinam perpetuam Ecclesiae Gallicanae, & ejus Libertates. Vos exhortatur, ut continetis semper eum eodem vigore, & primum detis motum per vestras Censuras ad conservanda ejus antiqua jura, qua manutenerunt Ecclesiam in suo splendore, & sanctam Sedem in suis veris prerogativis. Vult credere uniformitatem vestrarum sententiarum, & vobis per nos promittit subsidium debitum illi, qui pro quacunque causa non aberrant à vera via, & vobis pollicetur, quod omnem suam curam desuper sit adhibitura.

(LL)

Ad pag. 35.

# SIMILIS DISCURSUS DOMINI DE HARLAY

Substitutio Procuratoris Generalis Patris sui coram eadem Facultate habitus prima Augusti 1665. in quo fuse discutitur de nullitatibus prædictæ Bullæ ALEXANDRI SEPTIMI, & de authoritate Facultatis Theologicæ censurandi Doctrinas erroneas, & quanto in pretio habita fuerit hæc Facultas, tam apud Pontifices, quam Reges.

MESSIEURS.

LA Cour ayant été advertie que quelques particuliers attachés à la Cour de Rome, les uns par le devoir de leur naissance & de leur Ministère, les autres par une dépendance incestive, qui rousse dans leurs cœurs ces mêmes obligations de leurs naissances & de leurs emplois, distribuoient en cette Ville de Paris plusieurs Exemplaires d'une Bulle du Pape contraire aux Droits de l'Eglise Gallicane, de Messieurs les Evêques, & de cette Illustre Faculté de Theologie, acru qu'elle étoit obligée d'y apposer par son autorité les remèdes que sa prudence lui a fait juger nécessaires.

Il seroit véritablement à souhaiter, que nous n'eussions jamais que des occasions de témoigner avec combien de respect nous honorons le Chef visible de l'Eglise, mais comme une longue fastueuse expérience nous a fait connoître il y a long-tems, que l'elevation à la Chaise de saint Pierre n'a été pas toutes les passions humaines, nous sommes contraints malgré nous de distinguer les effets de la puissance de ceux qui la remplissent; & reconnaissant qu'elle leur a été donnée sans bornes pour l'établissement & pour la conservation de Canons, & comme un ancien Evêque Fauchardus Hieron. nous l'enseigne, lib. 2. pro defensionem. irium Cap. 6. Pro veritate plus ceteris suis Confessionibus potest. Nous recevons avec soumission tous les ouvrages qui portent cet auguste Caractère de légitime Successeur du premier des Apôtres. Mais comme nous avons appris de saint Paul. que omnia Pontificis ex hominibus assumpti circumdantur est infirmitas. Nous rejetons avec vigueur ces ouvrages d'ambition & de colere, que nous avons vu paroître trop souvent dans le Royaume.

Et si la rébellion d'un côté nous rendoit criminels, de l'autre l'obéissance ne nous rendroit pas moins coupables. Cette sainte Rébellion a toujours été conforme à l'esprit de l'Eglise, laquelle des sa naissance nous en produit un exemple illustre contre celui dont les Papes font obligés d'avouer qu'ils tiennent tous les avantages Spirituels de leur Siège, & toutes les Prééminences Ecclesiastiques de leur dignité.

La France a reçu ces maximes avec les vertus de la Foy qu'elle conserve si pure depuis tant de siècles. C'est ainsi que Charles le Chauve assura le Pape Adrien II. que comme il recevoit toujours toutes les décisions, lors qu'elles seroient conformes à l'Ecriture Sainte & aux Anciens Peres de l'Eglise; il les rejettoit également lors qu'elles y seroient contraires, suivant le serment du Grand S. Leon, qui dit que ce n'est pas assez pour être obligé de respecter le jugement des Papes, de considérer qu'ils viennent des Successeurs de saint Pierre, mais qu'il faut qu'ils soient les ouages des hérétiques pour ainsi dire, de la Justice & de toutes les vertus. *Manet Petri Privilegium quibus ex ejus auctoritate servari jussu.*

C'est cette même conduite que les Cardinaux approuvent du tems de Innocent IV. Lors que voulant adou-

Certiora quod quidam privati addidit Curie Romanæ, aliqui privati officio sua multitudine, & ministerii alii dependentia quadam incrementa, que in eorum cordibus suffragas hæc eadem obligationes sua multiplicatis, & applicationem, diti veniunt in hac Civitate Parisiensi plura exemplaria Bullæ Pontificiæ contraria juribus Ecclesiæ Gallicanæ, Dominorum Episcoporum, & hujus Illustri Facultatis Theologicæ, rediit se esse obligatum sua auctoritate adferre remediaque prædicere judicavit esse necessaria.

Oportundum quidem foret, ut occasiones haberebus referendi quanto cum respectu honoramus caput visibilem Ecclesiæ, sed cum longa & ratioſa experientia doceatur jam dudum, quod elevatio ad Cathedram S. Petri non extinguat omnes passiones humanas, cogimus invicem distinguere effectus potestatis eorum, quibus illam replent, & agnoscere quod ex illi-ritate sit data pro edificatione & conservacione sacrorum Canonum, & sicut antiquis Episcopis Fauchardus Hieron. nos docet lib. 2. pro defensionem. irium Cap. 6. Pro veritate plus ceteris suis Confessionibus potest. Recipimus cum submissione omnia opera augustum hæc Caracolum legimus successis Principis Apostolorum fecerunt, sed sicut dicitur in ex S. Paulo: Omnis Pontifex ex hominibus assumptus circumdantur est infirmitate, rejicimus cum vigore illa opera plena ambitione & ira, qua sepe nimis vidimus in Regno comparere.

Et si resistencia ab una parte nos redderet reos, obediencia ex altera non minus nos redderet criminosos, hæc sancta Rebellio semper fuit conformis Spiritui Ecclesiæ, que ab ortu suo nobis exemplum illustre, produxit contra, cum à quo Pontifices tenentur sacris quod omnes prerogativas Sui Sedis Spirituales tenent, & omnes præeminencias Ecclesiasticas sua dignitate.

Gallia recepto hæc maximas cum veritatibus Fidei, quam conservare adeo parum à tot sæculis.

Sic Carolus Calvus inquit hæc Pape Adriano II. quod sicut esset recepturus omnes ejus decisiones, si essent conformes sacra Scriptura & antiquis Patribus Ecclesiæ; ita pariter esset rejecturus, si illi essent contraria, juxta opinionem S. Leonis Atagui, qui dicit quod non sufficit ad obligationem revereri Judicium Pontificum, & considerari, quod procedat à successoribus S. Petri, sed quod debeat esse opera habitum, ut ita dicam, ejus iustitie, & omnium ejus virtutum, Manet Petri privilegium quod ex ejus auctoritate servari jussu.

Hanc eandem methodum approbaverunt Cardinales tempore Innocentii IV. cum volentes pacare ejus indigna-



car les emportemens contre Robert de Lincoln, ils lui parlèrent ainsi de ce grand Eveque d'Angleterre qui vouloit de lui obeir dans une chose qu'il trouvoit injuste. *De, vera sunt que dicis, non possumus eum condemnare Catholicus est, imo & sanctissimus, nobis religiosus & excellentioris vite, novit hoc Gallicana & Anglicana Cleri universitas, nostra non prevaleat contraditio.*

Ce discours sincere est bien eloigne du langage de ces flateurs dont les uns Esclaves de leurs Privileges, les autres attaches par des chaines d'une retribution honteuse, & tous n'ayan point d'autres lumieres que celles d'une complaisance servile de mercenaire, ont forge ces opinions d'infailibilite, & de puissance absolue.

C'est une verite qui n'est pas seulement dans la bouche des Francois, mais que l'on peut puiser dans une source dont on n'oseroit douter à Rome de la pureté. Dans l'avis de neuf grands Cardinaux dignes du saint & glorieux Employ de la reformation de l'Eglise, que le Pape Paul III. leur avoit confiee.

Encore si la Cour de Rome, laquelle selon Gerson n'aime pas les Theologiens, ne voyoit que ses Ultramontains dans ces sentimens, elle auroit decouvert sans doute le principe de leurs flatteries qui ne viennent que de la bassesse de leur cœur, & de l'ignorance de leur esprit, mais elle voit des Francois, & l'on dit meme ce que j'ai peine à croire quelques Docteurs de cette Faculte qui les soutiennent, on recevoit en cette Cour les Relations interessees de ces bons Croyens, qui ecrivent qu'ils ont comme cet Horace Romain, combattu vos Censeurs par leurs loires qu'ils se sont retirees de vos deliberations, pour n'avoir point de part aux emportemens d'une jeunesse soureuse, c'est ainsi qu'ils les appellent.

Et puisque la capacite la vertu desinteresse de toutes les autres qui composent cette Illustre Compagnie les empechent de mettre les liberalites de Rome par des services effectifs, ils taibent au moins de s'en conserver la jouissance par le commerce criminel qu'ils ont avec des Ministres etrangers, & par les Lettres qu'ils ecrivent, & que l'on y croit, parce qu'elles sont conformes aux souhaits que l'on y fait.

Semblables à ces Heretiques dont parle Saint Basile, lesquels conservant l'exterieur des Fideles aboient facilement le peuple qui ne juge des choses que par l'apparence. C'est ainsi qu'ils ont abuse Rome jusqu'à cette heure pour cette qualite glorieuse de Docteurs de Paris dont ils ont seulement le nom.

Il faut néanmoins esperer que le Pape rejettera bien-tôt avec mepris ces ennemis declarez de la veritable & solide gloire du S. Siege, aussi-bien que de leur Pays. Il n'y a point de meilleur Juge de leurs flatteries que lui-même, dont nous pouvons dire ce que *Minutius Felix* disoit de cet homme dont le choix des Egyptiens faisoit un Dieu. *Ille qui ceteris Deus est, sibi certe homo est.* Il scait qu'il est homme, quoi qu'ils se veulent faire passer pour une Divinite, Il verra par cette Bulle qu'ils lui ont arrache, qu'il peut etre surpris; Et il ne faut point douter, que quand il sera informe de ce qui s'est passe ici il ne dise avec la meme moderation, qu'un Pape dont il porte le nom ecrit à un Archeveque de Ravenne, *Je ne trouve pas mauvais que vous m'ecriviez pas à ce qui a etc suggere par des mechans voyez.*

C'est avec une certitude parfaite que l'on scait que cette Bulle à eie suggeree au Pape, c'est pourquoi la Cour de Rome d'une partie de cette protection, dont le Roy est debiteur à ses Sujets, n'a pas voulu souffrir son injustice, qui blesse le pouvoir que Messieurs les Eveques successeurs des Apotres ont recu de Dieu, pour conduire les Peuples soumis à leurs soins; & qui detruit indirectement le Droit que cette Faculte s'est aquis. Encore bien plus par le merite de la doctrine de ceux qui l'ont composee jusqu'à cette heure, que par la possession qu'elle a depuis plus de quatre siecles de prononcer des jugemens doctrinaux contre tout ce qui peut contrompre la verite de l'Evangile, la pureté de la Morale Chretienne, & attraverer les Droits du Roy, de l'Eglise Gallicane, & du Royaume.

Bulle dont on peut dire ce que les Peres du Concile d'Ephese ecrivirent aux Empereurs Theodosie & Valentinien de la condamnation que Jean Patriarche d'Antioche avoit

tionem contra Robertum de Lincoln, et hanc in modum locuti sunt de hoc Magni Episcopo Anglia qui recusat eis obedire in re, quam censabat injustam: Vera sunt que dicis, non possumus eum condemnare, Catholicus est, imo & sanctissimus, nobis religiosus & excellentioris vite, novit hoc Anglicana & Gallicana Cleri universitas, nostra non prevaleat contraditio.

Hinc singulis discursus longe dignissimis est sermone dilatum, quorum quidam mancipia suorum Privilegiorum, quidam sibi ceteris retributionis ignominiosa, omnes lumen tantum complacentia servilis, & mercenarie tractu, commixti sum, huius opinionis infailibilitatis & potentia absolute.

Veritas est, que non solum est in ore Gallorum, sed qua potest harum in scaturigine, de cujus puritate huiusmodi non audeant dubitare in semetitia novum magnorum Cardinalium dignorum sententia & gloria, occupatione reformatoris Ecclesie, quam Pater Paulus III. eis commiserat.

Adhuc si Curia Romana, que secundum Gersonem non amat Theologos, videret tantum Ultramontanos in suis opinionibus, decessit indubie principium suarum adulationum, qua non procedant nisi ab abiectione sui cordis & ignorantia sui spiritus; sed videt Gallis, imo, sicut ferunt, quosdam D. flores huius Facultatis, qui illas sustinent, & recipiunt in hac Curia relationes interesseas bonorum civium, quos scribunt, quod instat illis Horatii Romani, vestras Confusas expugnant sua fuga, qua recesserunt à vestris delationibus, ne ficerent participes iracundia juvenutis iracunda, sicut illos vocant.

Et cum capacitas & virtus non interessata omnium aliorum qui componunt hanc Illustrem Congregationem eos impediunt, ne merentur liberalitates Romanas obsequis efficacibus, committunt sibi eorumdem conservare fructum commercio criminoso, quod habent cum Ministris extraneis & Literis quas scribunt, & illis creditur, quia conformes sunt eorum desideriis.

Similes sunt illis Hereticis, de quibus loquitur S. Basilus, qui conservantes exterius Fidei formam, impunebant facile populo, qui non iudicat nisi ex apparitione; ita Roma hactenus impoierunt, sub qua late illa gloria Doctorum Parisiensium, cuius dantur habent nomen.

Sperandum tamen est fore, ut Pontifex brevi rejiciat cum contemptu hos hostes declaratos vere & solida glorie Sanctae Sedis, aquo ac proprie Patrie, non est melior iudex eorum adulationum quam ipsemet, unde possumus dicere id, quod Minutius Felix dicebat de isto homine, quem in Deum elegerant Aegyptii: Ille qui ceteris Deus est, sibi certe homo est. Videbis per hanc Bullam, quod sibi avulsit id, de quo abstupefecit, & non est dubitandum, quod cum sciret informari de eo, quod gestum est hic, dicat cum eadem moderatione id, quod Papa quidam, sicut habet nomen, scripsit Episcopo Ravennensi: Non inconculta competio, ut non obediatis rei que suggesta est per vias pessimas.

Scitur cum perfecta certitudine, quod illa Bulla fuerit suggesta Pontifici, quare Curia depositaria partis huius protectionis, cuius Rex est debitor suis subditis, ejus injussum nolit pari, que ledit possessionem, quam Episcopi Apostolorum successores acceperunt à Deo, ad docendum populum sua cura commissum, & que desinit indirecte in quod hac Facultas sibi acquisivit, adhuc multo plus per merita doctrine illorum, qui hactenus cum conspexerunt, quam per possessionem quam habet à quatuor seculis, & amplius pronuntiandi iudicia Dogmatica contra omne quod potest corrumpere veritatem Evangelii, puritatem Moralis Christiane, & invadere jura Regia Ecclesie Gallicana & Regni.

Bulla de qua dictum est, quod Patres Conclii Ephesini scripserunt Imperatoribus Theodosio & Valentiniano de condemnatione, quam Joannes Patriarcha Antiochenus pro-

avoit prononcée contre S. Cyrille & Memnon Evêque d'Epheſe, *Judicium quod Lege & Juſtitia nulla ex parte nititur, nihil eſt niſi merum convicium*, c'eſt ce Libelle injurieux, pour me ſervir des paroles de ce Concile, qui declare les deux Cenſures que vous avez faites des Livres de Jacques de Verrant & d'Amadeus Guiménus preſumptueux, temeraires & ſcandalouſes, apres avoir loué dans des termes pleins d'eſtime ces infames Epieurtés du Chriſtianisme.

Les Auteurs de cette Bulle pouvoient erre mieux inſtruits de ce qui s'eſt paſſé depuis les cinq derniers ſiècles, & s'ils avoient voulu lire les Ecrivains même Italiens, ils y auroient trouvé que les titres, dont ils honorent ces Cenſures, ſont bien differens des Eloges que les Papes Gregoire IX. & Alexandre IV. ont donné à cette Faculté de Theologie, qui fait la principale & la plus illuſtre partie de l'Univerſité, & de l'eſtime que pluſieurs autres Papes ont eu pour elle en différentes occasions, dans leſquelles ils ont voulu avoir ſon avis ſur les affaires les plus importantes de l'Egliſe, comme une regle certaine de la Foy.

Ce n'eſt pas, Meſſieurs, la louange d'un particulier, c'eſt celle que le Roy Charles IV. vous à donnée dans les Lettres patentes, par leſquelles il autorisa la Cenſure que Monſieur l'Evêque de Paris avoit faite par l'avis de cette Faculté de la doctrine abominable de Frere Jean Petit, *Cognovit etiam ipſa quæ Romanæ Sedes, dum olim & nuper ſi quid apud eos ambigunt in doctrina Christiana Religionis obligaret certitudinem ab ipſo conſilio Fidei Pariſiſi exiſtente poſſulare, nec pœditi nec piguit*.

En effet ſans parler des Cenſures que la Faculté de Theologie fit avec Monſieur l'Evêque de Paris de l'heréſie des Albigeois, ni de trois autres dans la ſuite du même ſiècle, ſur pluſieurs points de Theologie, ni de la conſultation que le Roy Philippe le Bel luy fit ſur l'affaire des Templiers. Le Continuateur des Annales du Cardinal Baronius nous à donné ſon avis qu'elle envoya au Pape Jean XXII. ſur le queſtion de ſavoir de quelle maniere les Apôtres avoient poſſede les eſoſes qui leur étoient données par les Fideles.

Et peu de tems apres ce Pape ayant voulu ſoutenir une doctrine contraire à celle de l'Egliſe ſur l'état des ames juſtes avant le dernier jugement, le Roy Philippe de Vallois la fit condamner par cette Faculté aſſemblée à Vincennes, dont je puis rendre un témoignage certain, la curioſité de ceux, dont je porte le nom, n'ayant laiſſé l'original de cette deliberation ſignée & ſcélée des ſceaux de tous les Docteurs qui y aſſiſterent.

Le Pape Clement VII. reconnu par la France pour legitime, approuva ce Droit de votre Faculté en conſtituant la condamnation qu'elle avoit prononcée contre un Religieux Jacobin, lequel en avoit interjette appel par-devant luy, pretendant qu'elle n'avoit point cette autorité de Cenſure, ce qu'elle juſtifa par un écrit qu'elle luy envoya.

Et ſans entrer dans un detail trop long des Cenſures que cette Faculté fit dans ce même ſiècle, il n'y à rien qui prouve plus ſolidelement le reſpect que l'on à toujours eu pour vos ſentimens, que ce qui ſe paſſa dans le Schisme fameux qui diviſa l'Egliſe pendant cinquante & un an, lorsque par un conſentement commun tous les Princes de l'Europe vous envoyèrent demander votre avis ſur les moyens de luy donner la Paix, lequel fut ſuivi par les Conciles de Piſe & de Conſtance, Et l'on avoit tant de conſideration pour vos ſentimens, que le Parlement fit bruler la Lettre que l'Univerſité de Tholozæ avoit écrite contre votre avis.

Enfin outre le Concile de Conſtance qui reconnoit que l'Univerſité de Paris, ou pluſtôt cette Faculté avoit legitiement condamnée la doctrine heretique de Vicleſ, & le ſecond Concile de Piſe qui renvoya à cette illuſtre & ſcavante Compagnie l'examen du Livre du Cardinal Cajetan, qu'elle condamna enſuite. Le Roy Francois premier autorisa en MDXLII. par ſes Lettres Patentes les articles que cette Faculté avoit dreſſés par ſon ordre pour ſervir de Regle à la Foy de ſes ſujets attez par les erreurs de Luther, & les ſit ſignifier par ſes Lettres, Paris VI. ſigner

*pronunciavit contra Sanctum Cyrillum & Memnonem Episcopum Ephesinum* (judicium, quod Lege, & Juſtitia nulla ex parte nititur, nihil eſt niſi metum convicium, ) *Ille eſt Libellus injurioſus, ut verbis diſti Concilii, qui aſclavas duas Cenſuras quas ſecus Librorum Jacobi de Verrant & Amadi Guiménus præſumptuoſas, temerarias & ſcandalouſas, laudat in ſermonibus plenius affirmationis infamibus illis Episcopis Chriſtianismi.*

*Autores illius Bullæ poterant melius eſſe inſtruiti de eo, quod geſtum eſt à quinque ultimis ſæculis; & ſi voluiſſent legere ſcriptores etiam Italos, invenirent quod iuſti, quibus honorari veſtras Cenſuras, ſunt longe diverſi ab Elogiis, quæ Pontifices Gregorius IX. & Alexander IV. dederunt huic Facultati Theologica, quæ eſt præcipua & illuſtriſſima pars Univerſitatis, & ab æſtimatione quam plures alii Pontifices habuerunt illius in diverſis occaſionibus, in quibus ejus voluerunt habere judicium in negotiis graviffimis Eccleſiæ, ſicæ regulam certam Fidei.*

*Hæc non eſt, Domini mei, laus cuiuſdam privati, eſt illa quam dedit vobis Carolus VI. in Literis Patentibus, per quas autorizavit Cenſuram, quam Dominus Episcopuſ Pariſienſis fecit per Conſilium hujus Facultatis doctrina abominabilis Fratris Joannis Petri, Cognovit etiam ipſa quoque Romana Sedes, dum olim & nuper ſi quid apud eos ambigunt in doctrina Chriſtiane Religionis obligaret certitudinem ab ipſo Conſilio Fidei Pariſiſi exiſtente poſſulare, nec pœditi nec piguit.*

*Revera tacendo Cenſuras, quas Faſcæſæ Theologiæ fecit cum Domino Episcopuſ Pariſienſi heretiſ Albigeniſmum, etiam tres alias conſequenter in eodem ſæculo, ſuper pluribus punctis Theologiæ & conſultationem quam Philippus Pulcher fecit ſuper negotio Templariorum. Continuator Annalium Cardinalis Baronii dedit nobis ſententiam ſuam, quam miſit Pontifici Joanni XXII. ſuper queſtione, ut ſciveret, quomodo Apoſtoli poſſederent res ſibi datas à ſicilibus.*

*Et paulo poſt Pontifex ille volens ſuſtinere dogma contrarium Eccleſiaſticis ſuper ſtatu avararum juſtarum ante ultimum judicium, Rex Philippus Vallesius enviavit condemnari per hanc Facultatem congregatam Vincennis, cujus rei poſſum reddere certum teſtimonium, cum curioſitas illorum, quorum nomen gero, mihi reliquiſſet originale illius deliberationis ſignata & ſigillata ab omnibus Doctores qui interfuert.*

*Papa Clement VII. agnitus à Gallia pro legitimo approbavit juſ veſtre Facultatis confirmando condemnationem, quam pronunciavit contra Religiolum Dominicum, qui interpoſuerat appellationem coram ipſo, pretendens quod non haberet autoritatem Cenſura, quam juſtificavit per ſcriptum illi tranſmiſſum.*

*Et abſque hoc quod contexamus Catalogum nimis longum Cenſurarum, quas ſcit hæc Facultas eodem in ſæculo, nihil ſolidius probat reſpectum ſemper habitum pro veſtris ſentimentis, quam quod geſtum eſt in ſamoſo ſchiſmate, quod diviſit Eccleſiam per quinquaginta & unum annos, cum ex conſenſu unanimi omnium Principum Europe à vobis requireretur veſtrum ſentimentum ſuper mediis, quibus pax & tranquillitas induceretur, quod ſecutum fuit per Concilia Piſanum & Conſtantiſe. Et tanti habebatur conſideratio veſtrarum ſentimentorum, ut Parlamentum juſſerit comburi Literas, quas Univerſitas Tolofana ſcripſerat contra veſtrum ſentimentum.*

*Tandem præter Concilium Conſtantiſe, quod agnoſcit Univerſitatem Pariſienſem, vel potius hanc Facultatem legitime condemnaviſſe doctrinam hereticam de Vicleſ, & ſecundum Concilium Piſanum quod remiſit ad hanc Noſtram & doctam Congregationem examen libri Cardinalis Cajetani, quem ex poſt condemnaviſ. Rex Franciſcus I. autorizavit Anno 1542. per ſuas Literas Patentes articulos, quos hæc Facultas extorret ex ejus mandato, ut eſſent regula Fidei ſuis ſubditis iſtaſ per errores Lutheri, & juſſit ſignari per omnes Eccleſie.*

signer par tous les Ecollesiastiques, & tous les Officiers même des Compagnies Souveraines du Royaume.

Voilà Messieurs un grand nombre de Censures faites par la Faculté en plusieurs occasions importantes, approuvées par ses Conciles & par les Papes, autorisées par plusieurs de nos Rois, & par beaucoup de Princes étrangers. Et nous ne voyons pas néanmoins jusqu'à présent que l'on en ait nommé aucunes prescriptives & réméraires.

Mais nous ne saurions penser sans une extrême douleur aux objets différens de des condamnations de vos Censures, & de la Bulle du Pape.

Vos Censures condamnent un Livre qui reverse toute la Hierarchie de l'Eglise, & un autre dont l'Auteur se ramasse avec une exactitude funeste toutes les ordures dispersées dans une infinité de Volumes; & duquel on peut dire ce que reproche S. Leon à certains Hérétiques, DE OMNIUM TERRENARUM OPINIONUM LUTO, MULTIPLEGEM SIBI FECERAM COMMISCUIT, UT SOLUS TOTUM BIBERET QUIDQUID ALII EX PARTE GUSTASSENT.

D'autre part la Bulle du Pape déclare scandaleuse les Censures de ces deux Livres sans en dire la raison. Nous sommes assurés que ce n'est pas qu'il approuve cette destruction de l'Ordre Hierarchique & de la Morale que Jesus Christ a établie. Au contraire nous ne doutons point qu'il n'aye pour ces ouvrages d'iniquité toute l'aversion & toute l'horreur que le pieux rang qu'il tient dans l'Eglise, & encore bien plus sa grande piété exige de ce Pece commun de tous les Chrétiens.

Mais nous avons sujet d'appréhender que les Hérétiques prennent occasion de dire, ce que les Indèles reprochoient à la Cour de Rome, au rapport de ces neuf grands Cardinaux dont nous avons déjà parlé.

Il est à craindre que regardant l'Eglise de Rome le centre de la Foi dont ils se sont séparés avec une haine & une aversion mortelle, ils ne soient assez tenaces pour dire que le Pape ne se délassera pas, au moins par cette Bulle, la Doctrine de ces deux Livres, & celle de ces autres Auteurs qu'il appelle graves, que se servant des paroles dont le grand & malheureux Tertullien accablait avec beaucoup d'injustice le Jugement d'un Pape, ils ne disent sur cette Bulle: *Pontifex fustices Maximo quod est Episcopus Episcoporum edicit: Ego & machina & fornicationis celidit pontificis sanctis dimittit; & ubi proponitur liberalitas illa illic legenda est venia, quo cum spe ejus intrabitur, sed in Ecclesia legitur & in Ecclesia pronuntiatur, & Virgo est: absit absit à Sponsa Christi tale præconium, illa que vera est, que publica, que Sancta.*

Nous espérons que Dieu détournera ce scandale de son Eglise, & nous sommes certains que si le Pape est informé de cette conséquence que peu avoir sa Bulle, il ne manquera point de l'éclaircir en sorte que les Ennemis de la Foi n'auroient que la confusion de lui entendre dire ce qu'un de ses Prédicteurs écrivait à un Evêque de France desavouant une dispende que l'on attribuoit à celui auquel il avoit succédé: *Nec enim ab Apostolica Sede illa dirigitur, que contraria esse Patrum sive Canonum institutis inveniuntur.*

Mais enfin comment pourrions-nous excuser les Officiers de la Daterie qui ont dressé cette Bulle d'avoir fait dire au Pape qu'il retenait en général à sa seule personne sans aucune distinction l'examen & le jugement des propositions contenues dans ces Livres, dont les unes regardent la puissance, & la plupart des autres la Morale de l'Evangile.

Pour celles qui regardent la puissance, il est extraordinaire de faire un homme Juge dans son propre intérêt. Nous savons que le Pape qui remplit à présent son siège succéderait légitimement la place de S. Pierre, en est digne par la Sainteté de toutes les actions & par ses grands vertus, entre lesquelles la justice regne souverainement.

Mais nos apprensions en même tems d'un grand Pece de l'Eglise, que Dieu a distingué les personnes & sepa-

*Ecclesiasticis, & etiam Officiarios Congregationum supremarum Regiarum.*

*Ecce, Domini mei, magnus numerus Censurarum salutarum à Facultate in occasionebus momentosis, approbatarum per Concilia & Pontifices, authoritarum per multos nostrorum Regum, & per multos Principes extraneos. Et tamen non videmus, quod illa sit nominata prescriptiva & remeraria.*

*Sed remissis non possumus sine summo dolore obiciorum differentium condemnationum vestrarum Censurarum & Bulla Pontificis.*

*Vestra Censura condemnans Librum qui destruit omnem Hierarchiam Ecclesiasticam, & alium ejus Author collegit cum exactitudine funesta omnes sordes dispersas in infinitis voluminibus, & de quo potest dici, quod sanctus Leo exprobat certis quibusdam Hæreticis: DE OMNIUM TERRENARUM OPINIONUM LUTO, MULTIPLEGEM SIBI FECERAM COMMISCUIT, UT SOLUS TOTUM BIBERET QUIDQUID ALII EX PARTE GUSTASSENT.*

*Aliunde Bulla Pontificia declarat scandalosam Censuras horum duorum librorum tacita ratione, certis scilicet, quod non approbet illam destructionem ordinis Hierarchici & moralem quam Jesus Christus stabilivit. E contrario non dubitamus, quin habeat de illis operibus iniquitatis omnem aversionem & horrorem, quem primum locus quem tenet in Ecclesia & adhuc longe plus ejus pietas exigit ab illo Patre communi Christianitatis.*

*Sed causam habemus timendi, ne Hæretici sumant occasionem dicendi, quod infidelis exprobrabant Curia Romana respectu illorum novem magnorum Cardinalium, de quibus sumus locuti.*

*Timendum est, ne aspicientes Ecclesiam Romanam, à qua se separarunt cum odio & aversione mortali, sint satis remerarii ad dicendum, quod Pontifex non reprobat scilicet per illum Bullam doctrinam horum duorum Librorum, & doctrinam illorum aliorum Auctorum, quos vocat graves, ne mentis verbis, quibus magnus & infelix Tertullianus accusabat magna cum injuria iudicium cuiusdam Pontificis, dicant de hac Bulla: Pontifex scilicet Maximus quod est Episcopus Episcoporum edicit: ego & morchie & fornicationis delicta potentia sanctis dimittit; & ubi proponitur liberalitas illa illic legenda est venia, quo cum spe ejus intrabitur, sed hoc in Ecclesia legitur & in Ecclesia pronuntiatur, & Virgo est: absit à Sponsa Christi tale præconium, illa que vera est, que pudica, que Sancta.*

*Speramus fore ut Deus avertat hoc scandalum à sua Ecclesia, & certis sumis, quod si Pontifex informetur de illa consequentia, quam potest habere hæc Bulla, indubie eam ita sit dilucidaturus, ut intimis sint habitori confessionem audientes diti, quod unus suorum prædecessorum scriberet ad quandam Episcopum Gallia retractantem dispensationem que attribuebatur illi cui successerat. Nec enim ab Apostolica Sede illa dirigitur, que contraria esse Patrum sive Canonum institutis inveniuntur.*

*Sed tandem quomodo poterunt excusari Officiarii Datarie, qui hanc Bullam excreverunt, & curarunt dici à Pontifice, quod sua soli Personæ retineret sine ulla distinctione examen & iudicium propositionum contentarum in illis libris, quarum aliqua concernunt ejus potestatem, & perque alia Moralem Evangelii.*

*Quantum ad illas que concernunt ejus potestatem, extraordinarium est facere hominem iudicem in suo proprio interesse: scimus quod Pontifex, qui non respicit per successionem legitimam locum sancti Petri, illo dignus sit loco per suam Sanctitatem, omnes actiones & magnas virtutes, inter quas primum locum tenet justitia.*

*Sed eodem tempore discimus ab aliquo magno Patre Ecclesie, quod Deus distinguat personas, & separavit eorum*

re leurs fonctions dans les jugemens. Il a voulu qu'une partie ne pût être Juge, parce que, comme la chaleur & la passion sont le partage de l'un; le dénuement & la moderation sont les qualitez nécessaires de l'autre. Et enfin pour définir ce que c'est qu'une partie, il dit que c'est un homme qui ne peut être Juge.

Ce n'est pas, que si le Pape même avoit à prononcer sur cette Proposition, que vous avez condamné dans Jacques de Verrane qui lui donne la même autorité que Jésus-Christ avoit recue de Dieu, nous ne soyons assurés qu'il la condamneroit avec indignation, & qu'il approuveroit votre Censure, la quelle comme disoit Tertullien parlant du respect que les Chrétiens avoient pour l'Empereur ne l'égalé pas à la Divinité, *Quia mensuri nescitis, vel quia illum deridere non audeo, vel quia nec ipse se Deum vult dici.* Et l'on affecte qu'il n'a que faire dans son elevation du secours de cette vaine importune à un Prince Payen qui l'avertissoit incessamment dans la pompe de son triomphe qu'il n'étoit qu'un homme, puisque la vertu & son humilité l'en persuadent assez tous les jours.

Pour les autres Propositions qui regardent la Morale, si l'on en empêche Messieurs les Evêques d'employer l'autorité de leur caractère pour défendre leur Peuple de ces poisons, il leur est résolu à voir prescher impunément contre toutes les maximes de l'Evangile dont ces deux Livres desquels l'on peut dire ce que le second Concile de Chalcédoine disoit de certains pénitenciers, (*Errores certi incerti Auctoribus*) ont attaqué les principaux fondemens de la Justice & la charité; & qu'après avoir épuisé tout ce que l'Espagne & l'Italie ont fourni aux Casuistes, ont prévenu, & principalement Amadéus, tout ce que les esprits les plus détreillés n'auroient pu inventer en cent ans, & tout ce qui avoit échappé jusqu'à cette heure à la malice & à la débauche des hommes.

Enfin si cette Bulle pouvoit, comme elle prétend, leur ôter le pouvoir que S. Paul leur a appris qu'ils avoient, *Attendite universi erga, in quo vos SPIRITUS SANCTUS POSUIT EPISCOPOS REGERE ECCLESIAM DEI, quam acquisisti sanguine suo.*

Si elle pouvoit leur lier les mains & suspendre l'autorité qu'il y a inégalement attachée à leur caractère; il n'y auroit plus de défenseurs légitimes, qui pussent s'opposer aux effets pernicieux de ces nouvelles doctrines, & l'on verroit établir impunément dans la Chaire de vérité toutes les abominations inventées pour la détruire.

Bulle bien différente de ces Lettres du grand S. Grégoire, qui faisoit consister la grandeur dans celle de l'Eglise universelle, dans l'entretien de la sainte vigueur des Evêques, & faire leur devoir, & dans une exacte conservation de leurs Droits, *Atque namque honor est honor Universalis Ecclesie, meus honor est fratrum meorum solidus vigor, & illi adquire dans une autre de ses Lettres: Nam si sua unicuique jurisdictione non servetur, quid aliud agitur nisi ut per nos, per quos Ecclesiasticus custodiri debuit Ordo, confundatur.*

Enfin si le Pape pouvoit par cette Bulle contre toutes les formes même du Droit Canon, sans avoir eu outre conseil que celui des Cardinaux & des prétendus Docteurs de l'Inquisition, ni donner des Juges en France pour une affaire qui y est née, sans avoir entendu ni cité la Faculté de Théologie, luy ôter le Droit, ou plutôt ôter à l'Eglise les avantages qu'elle recroit de la possession dans laquelle elle est depuis près de cinq cents ans de censurer les mauvaises doctrines, ce seroit contre l'intention du Pape, ruiner toute la Hiérarchie de l'Eglise, & détruire les plus solides fondemens de la Foy.

C'est pour remédier à ces pernicieuses conséquences, que la Cour après vous avoir maintenu en possession de faire des Censures, à voulu donner place à vos deux dernières dans les Registres des oracles qu'elle rend à la plus grande partie de la France, qu'elles fussent enregistrées dans tous les Sieges Royaux, & toutes les Universités de son ressort, & que son arrêt fut inséré dans vos Registres en présence de Messieurs les Com-  
Van Espen, Paris VL. mit-

missionnaires in judicio. Voluit quod pars non possit esse Index, quia cum ardor & passio predominentur ex una parte, Justitia & moderatio sunt qualitates necessariae ex altera, & finaliter deservendo quid sit Pars, dicitur, esse hominem qui non potest esse Index.

Non est, quod si Papa ipse pronunciare deberet super hac Propositione quam condemnasti in Jacobo de Verrane, qui dat illi eandem auctoritatem, quam Christus à Deo acceperat, non simul certi, quod eam esset condemnaturus cum indignatione, & approbaturus vestram Censuram, qua, ut inquietat Tertullianus loquens de respectu quem Christiani habebant pro Imperatore non equiparetur cum Divinitate, Quia mentiri nescit, vel quia illum deridere non audeo, vel quia nec ipse se Deum vult dici. Et satis scitur, quod non indicat in sua elevatione subsidio vocis imperatoris Principi Pagano, qua inestant monetur in pompa sui triumphi se tantum esse hominem, cum ejus virtus & humilitas satis illud ei persuadant.

Quantum ad Propositiones quae concernunt Moralem, si impediatur Domini Episcopi suspendere auctoritatem sui characteris ad curandum suum populum à venenosis Dogmatibus; impune permittere suum consensum contra maximas Evangelii, quorum hi duo libri, de quibus potest dici, quod dicebat se videntem Concilium Chalcedonense à certis paenitentibus, (Errores certi incerti Auctoribus) aggressi sunt principia fundamenta de justitia, & charitate, & qui collectis omnibus, quae Hispania, & Italia suppeditant, Casuistis, providentibus, & prescribunt Amadéus, quicquid spiritus dissolutissimi non possint committere spatio 100. annorum, & quicquid praeterierat hactenus malitia, & dissolutio hominum.

Tandem si haec Bulla possit sicut praesentis eis adimere potestatem quam Sanctus Paulus docet se habere, Attendite universo erga, in quo vos SPIRITUS SANCTUS POSUIT EPISCOPOS REGERE ECCLESIAM DEI, quam acquisivit sanguine suo.

Si possit eis ligare manus, suspendere auctoritatem eorum characteris indispensabiliter annexam, non essent amplius defensores legitimi, qui possent se opposere effectibus perniciosius horum novorum dogmatum, & stabilire impune in cathedra veritatis omnes abominabiles ad illam destruendum.

Bulla, longe diversa à litteris, S. Gregorii Magi, qui suam magnitudinem favebat in magnitudine Ecclesiae Universalis, in fomentatione sancti vigoris Episcoporum, ut facerent suum officium, & in exalta conversatione eorum suorum, Meus namque honor est honor Universalis Ecclesiae, meus honor est fratrum meorum solidus vigor, & adiungit in aliis suis litteris: Nam si sua unicuique jurisdictione non servetur, quid aliud agitur nisi ut per nos, per quos Ecclesiasticus custodiri debuit Ordo, confundatur?

Demum si Papa possit per illam Bullam contra omnem formam etiam juris Canonici, nullo alio habito Consilio, quam Cardinalium & praeterea Doctorum inquisitionis, nec datis iudicibus in Gallia, ubi res orta est, nec audita, nec citata Facultate Theologica, ei adimere jus vel potius adimere Ecclesiae prerogativas, quas recipit à possessione per antiquorum annorum censuram prava dogmata, hoc esset contra intentionem Pontificis, destruere omnem Gregarchiam Ecclesiae & solidissima fundamenta Fidei.

Ad medendum perniciosius his consequentiis Curia vobis manentis in possessione faciendi Censuras, voluit dare locum duobus vestris ultimis in Registris oraculorum, quae reddidit possim parti Galliae, ut registrarantur in omnibus Tribunalibus Regiis & omnibus Universitatibus sua Dependentia, & ut suum arrestum insisteret in vestris Registris coram Dominis Commissariis à se Deputatis, ad vos certiorantes, quod vellet continuare in sequela hujus negotii, sicut

missaires qu'elle a députés pour vous assurer qu'elle continueroit dans la suite de cette affaire, comme dans toutes les autres qui regardent ce Corps à luy donner des marques de son estime, & à luy faire sentir les effets de sa protection.

Elle vous en demande, Messieurs, une récompense qu'elle est assurée que vous n'avez pas de peine à luy accorder, c'est que vous mainteniez votre illustre Compagnie dans l'estat glorieux où nous la voyons aujourd'hui, que vous conserviez ces sentimens généreux, qui ont donné tant de réputation à vos prédécesseurs, & dont la défense vous a acquis tant de gloire.

Vous savez que comme Docteurs vous êtes débiteurs à tous les Fidèles d'une prévoyance exacte qui examine & qui condamne toutes les mauvaises maximes qui pourroient attaquer les vérités de la Foy & la pureté de la Morale.

Mais comme Docteurs de Paris une vertu commune ne vous acquitteroit pas de toutes vos obligations. Vous êtes débiteurs au plus grand Roy du monde, de cette fidélité inviolable pour la conservation des Droits de sa Couronne dont vous luy avez donné des gages si précieux & si augustes, comme vos Prédécesseurs avoient fait à plusieurs autres de nos Rois.

Vous devez à l'Eglise Gallicane la défense de ses libertés. Elle regarde votre Compagnie comme le Séminaire de ses Evêques, comme l'Ecole où ses Prélats apprennent les devoirs importants, & la véritable étendue du pouvoir attaché à leur caractère. Enfin elle vous considère comme une espèce de Concile perpétuellement assemblé *Concilium Fidei*, selon le Roy Charles VI. lequel avec une vigilance infatigable est toujours en état de s'opposer à toutes les nouveautés dangereuses.

Vous êtes obligés de confirmer cette illustre jeunesse qui vous environne, dans ces sentimens généreux & François qu'elle fait paroître avec tant d'éclat dans toutes ses actions publiques.

Vous êtes obligés de transmettre à vos enfans comme par une espèce de succession la doctrine & l'esprit de cette Faculté dans la pureté avec laquelle vous l'avez reçue de vos Pères.

Pour vous acquitter, Messieurs, de toutes ces obligations, nous n'avons point d'autres exemples à vous proposer que vous-mêmes: que si la science d'un Gerson, d'un Cardinal d'Ally, d'un Clemangis, d'un Almain ont pu faire dans le tems que chacun d'eux a vécu l'honneur & l'ornement de cette Compagnie: sa gloire est bien plus grande aujourd'hui, puisque nous y voyons plusieurs personnes en même tems qui n'ont pas moins de zèle, de mérite & de capacité que ces grands hommes.

Jouissez, Messieurs, de cette réputation, jouissez de cette gloire, mais jouissez encore plus de votre vertu, dont le fruit est si doux & si agréable, & continuez d'employer vos lumières pour la défense de la Foy, pour le service de notre invincible Monarque, & pour la conservation des Droits de l'Eglise Gallicane.

*in omnibus aliis, que concernunt hoc corpus, dare sua sua estimationis, & curare, ut effectus sue profectionis sentiantur.*

*A vobis petit, Domini mei, mercedem, quam sibi pollicetur non difficulter à vobis concedendam, ut manteneatis vestram illustrem Congregationem in statu glorioso, in quo eam hodie videmus, ut conservetis generosa hac sententia, qua vestris predecessibus tantam famam comparavit, & quorum defensionem tantam gloriam vobis acquisivit.*

*Scitis, quod ut Doctores sitis debetores omnibus fidelibus Providentia exalta, que examine & condemnet prava omnes maximas, que possent agredi veritates Fidei, & Morales,*

*Sed ut Doctores Parisenses virtus quedam communis non faceret, ut omnem vestram obligationem adimpleretis, debetores estis maximo Regi totius mundi, illius fidelitati inviolabili pro conservatione juris Coronæ, cujus rei illi didisti plura tam preiosa, & tam authentica, sicut vestri predecessores fecerant pluribus aliis nostrorum Regum.*

*Debetis Ecclesie Gallicane defensionem suam immunitatem; respicit vestram Congregationem sicut seminarium Episcoporum, sicut scholam in qua si Prælati distant momentis officii mei, & veram extensionem potestatis eorum Characteri annexam; imo consideras vos sicut speciem Concilii perpetuo congregati Concilium Fidei, juxta Carolum I<sup>um</sup>, quod cum vigilantia indefessa semper est promptum ad se opponendam omnibus novitatibus periculosis.*

*Tenemini confirmare hanc illustrem juventutem, qua vos circumdat, illis sententia generosa & Gallicis, que exhibet tanto cum splendore in omnibus actionibus publicis.*

*Tenemini transmittere ad vestros liberos sicut per speciem successionis doctrinam & spiritum hujus Facultatis, in illa puritate, cum qua accepistis à vestris Majoribus.*

*Ut omnes illas obligationes adimpleatis, Domini mei, alia non habemus exempla vobis proponenda quam vosmetipsos, quod si scientia Gersonis, Cardinalis d'Ally, Clemangis, Almaini potuerint tempore quo quisque illorum vixit, facere honorem & ornatum hujus Congregationis; ejus gloria hodie est longo major, cum illic videamus plures personas eodem tempore, qua non minus habent zeli, meriti & capacitatis, quam magni illi viri.*

*Gaudete, Domini mei, hac fama, gaudete hac gloria, sed gaudete adhuc magis vestra virtute, cujus fructus est adeo suavis & tam gravis, & continue impendere lumen vestrum pro defensione Fidei, pro servitio invincibilis nostri Monarchæ, & pro conservatione juris Ecclesie Gallicane.*



(MM)

Ad pag. 37.

DISCURSUS  
ADVOCATI REGII

Habitus coram Parlamento Parisiensi occasione duorum Brevium Clementis XI. die 18. Januarii 1710. quibus respective proscribuntur quaedam scripta Episcopi S. Pontii, & Tractatus de Origine Regaliæ: una cum conclusione Procuratoris Regii, & Arresto Parlamenti super ea secuto.

C E JOUR, les Gens du Roy sont entrez, & Messire Guillaume Francois Joly de Fleury Avocat dudit Seigneur portant la parole, ont dit,

MESSIEURS.

L'Attention continuelle que nous devons avoir à maintenir les Loix du Royaume & la pureté des saints Canons, nous permet pas de demeurer dans le silence sur la connoissance que nous avons eue depuis quelques jours de deux prétendus Brefs du Pape, dætez du 18. Janvier dernier, dont l'un condamne un livre imprimé à Paris en l'année 1708. sur l'origine de la Regaliæ; l'autre prononce une censure définitive contre un Mandement & trois Lettres de Monsieur l'Eveque de S. Pons, & marque en meme-temps les dispositions dans lesquelles le Pape paroît être de proceder pas les voyes de droit contre le personne de cet Eveque.

Par l'examen que nous avons fait des copies de ces deux Brefs, qui nous sont tombés entre les mains, la forme dans laquelle ils sont conçus nous a paru si peu reguliere, les clauses qu'ils renferment si abusives, que le respect qui est du au saint Siege semble exiger que nous doutions encore de la verité de ces deux decretts.

Pour ce qui regard d'abord le Bref qui paroît avoir été publicé contre les écrits de Monsieur l'Eveque de Saint Pons, la seule idee d'une condamnation prononcée par le Pape contre des ouvrages imprimés dans le Royaume, condamnation prononcée, sans que la connoissance en ait été devolue au saint Siege par la voye de l'appel, sans qu'elle lui ait été deferée ni par le Roy ni par les Eveques; cette seule idee suffiroit pour exciter nos plaintes, & pour nous obliger de demander à la Cour les remèdes qu'elle a coutume d'y apporter par sa prudence en de semblables occasions.

Si l'on autorisoit une telle entreprise, le Pape pourroit prétendre exercer une jurisdiction immédiate dans toute l'étendue de l'Eglise; prétention que les saints Canons conservent parmi nous dans toute leur pureté contre perpétuellement condamner.

Ce Bref à la verité n'exprime point qu'il ait été rendu propre mouvement du Pape; mais l'abus qu'il renferme, pour être caché sous un specieux silence, n'en est pas moins dangereux; ce n'est point l'expression de la chose c'est la chose en elle même qui forme l'abus; & le Pape aiant véritablement porté son Jugement, sans qu'il en ait été requis, quoi qu'il ne l'ait point exprimé, ce Jugement ne doit il pas exciter toute milice contre une entreprise si contraire à nos libertés?

De cette première vue, si nous entrons dans l'examen particulier de cette censure, nous y trouvons une condamnation prononcée contre la doctrine d'un Eveque, sans qu'il ait été entendu, sans qu'on lui ait fait même connoître que ces ouvrages étoient attaquez.

Y a-t'il quelqu'un qui puisse ignorer ce principe, reconnu chez toutes les Nations polices, fondé sur la Loi même de la nature, qu'on ne peut condamner un accusé sans l'avoir entendu, qu'il n'ait eu son droit de se défendre.

H A ce die ingressi sunt Deputati à Rege, & Dominus Guilielmus Franciscus Joly de Fleury Advocatus dillij Domini verba fecit, & dixerunt,

DOMINI MEI.

A tention continua quam habere debemus, ad mantinendas Leges Regni, & puritatem sacrorum Canonum, nobis non permittit, ut maneamus in silentio, habita notitia ante aliquot dies de duobus pressis Brevibus Pontificiis datis 18. Januarii ultimi quorum unum condemnat librum impressum Parisiis Anno 1708. super origine Regalia; alterum pronunciat Censuram definitivam contra Mandatum & tres Litteras Episcopi de S. Pons, & eodem tempore notat dispositiones Pontificis, in quibus Pontifex videtur esse per vias juris procedendi contra illum Episcopum.

Per examen quod fecimus copiarum illorum duorum Brevium, qua in manus nostras inciderunt, forma in qua sunt concepta, nobis visæ sunt tam irregularis, clausula quas continent tam abusiva, quæ nobis debeat sanctæ Sedis videretur exigere, ut adhuc dubitamus de veritate horum duorum Decretorum.

Quantum ad id quod concernit Breve, quod videtur esse publicatum contra scripta Domini Episcopi de S. Pons, sola idea condemnationis pronuntiata à Pontifice contra opera impressa in Regno, condemnationis pronuntiata absque hoc, quod cognitio sit devoluta ad sanctam Sedem per viam appellationis, absque hoc quod sit delata à Rege vel Episcopo; hac sola idea sufficeret ad excitandas nostras querelas, & ad nos obligandos ut petamus à Curia remedia, qua solum adhibere per suam prudentiam in ejusmodi occasionibus.

Si tale attentatum autorizaretur, posset prevendere Pontifex exercere jurisdictionem immediatam in omni ambitu Ecclesie, præsumptio quam sancti Canones custodit in tota sua puritate inter nos perpetuo condemnant.

Hoc Breve in veritate non exprimit, quod sit editum proprio manu Pontificis, sed abusus quem continet ut sub silentio prætereat non est minus periculosus, non est expressio rei, sed ipsa rei qua format abusum, & cum Pontifex vult tulerit judicium irreversibilem, quomodo id non expresserit, hoc judicium nonne debet excitare nostrum ministerium contra attentatum tam contrarium nostris libertatibus?

Primo aspectu, si ingrediamur examen particulare illius Censuræ, ibidem invenimus condemnationem pronuntiata contra Episcopum inaudiatum, imò absque hoc quod sit denunciatum, quod ejus opera invaderentur.

Potest ne aliquis ignorare hoc principium, cognitum apud omnes nationes politicas, fundatum in ipsa lege nature, quod non possit condemnari accusatus nisi audiat, & facultas ei relinquatur se defendendi.

Si les Juges seculiers se font une Loi inviolable d'observer cette regle, combien la Religion la doit elle rendre plus sacree dans les Jugemens Ecclesiastiques, sur tout lorsque l'accuse est un Eveque qui a droit par son caractere de decider lui-meme de la doctrine, & de l'annoncer aux Fideles.

Qu'on ne dise point que la condamnation ne tombe par sur la personne de l'Eveque, mais sur sa doctrine, qui doit porter avec elle ou sa defense ou sa condamnation.

Le Bref ne condamne pas seulement la doctrine en general, il condamne en particulier la doctrine de Monsieur l'Eveque de saint Pons qui par la est jure coupable d'avoir enseigne cette doctrine, & comment peut-on soustraire une telle condamnation contre un Eveque, sans qu'il ait pu etre entendu dans sa defense? condamnation faite sur un exemplaire imprime de ses ecrits, sujet à defaut, & qui n'a point ete reconnu par l'Auteur dans le Tribunal ou il a ete condamné.

Peut-on flétrir ainsi sa doctrine, sans que la pote en retombe necessairement sur la personne? Ne peut-on pas dire meme que la personne est deja condamnée en quelque maniere par le Jugement du Pape?

En effet ce Jugement ayant condamné la doctrine, l'ayant condamnée comme la doctrine de Monsieur l'Eveque de saint Pons, qui peut douter que la condamnation de sa personne ne soit au moins implicitement renfermée dans celle de sa doctrine; & suppose ce Jugement, que ressortit-il à faire aux Eveques de la Province de Narbonne, auxquels il appartient suivant les Canon de juger Monsieur l'Eveque de S. Pons?

Si ce Bref prétendu avoit lieu dans ce Royaume, & si nous pouvions jamais reconnoître la Jurisdiction immediate que le Pape veut y exercer, les Eveques, Juges naturels de la doctrine aussi-bien que la personne de leur College, n'auroient plus d'autres fonctions à exercer que celle de condamner la personne de celui dont le Pape auroit condamné la doctrine.

Ce n'est point même contre quelques Propositions certaines & determinées de Monsieur l'Eveque de saint Pons, que ce prétendu Bref s'eleve en particulier, il renferme dans sa condamnation tout ce qui est contenu dans les ecrits de ce Prelat, & que peut-on croire que prétendu Bref a condamné, sont-ce les opinions particulieres de Monsieur l'Eveque de saint Pons, ou les maximes generales sur l'autorité des Eveques qui sont repandues dans ses ouvrages?

Si l'on en juge par les expressions particulieres de ce Bref & par toutes les clauses qui ont pour objet de donner au saint Siege une autorité immediate dans toute l'Eglise, il sera naturel de penser que ce Bref a vu en vue, en condamnant ce qui pourroit etre digne de censure dans ces ecrits, de condamner en meme temps ce qu'ils établissent de solide en faveur de l'autorité des Ordinaires.

Si cette condamnation est icieuse en elle-meme, les clauses & les expressions qui l'accompagnent ne sont pas moins irregulieres.

Le nom de *littelles* que l'on affecte de donner aux ecrits d'un Eveque, & sur tout à un Mandement qu'il adresse aux Fideles de son Diocese, marque assez que ce brevis reconnoît point le Mandement d'un Eveque sur une matiere de doctrine, comme l'ouvrage legitime de l'autorité & de la Jurisdiction Episcopale.

Cette affectation n'est pas nouvelle, les exemples que l'on a vu depuis peu de temps par de pareils Mandemens designés dans des Brefs de la Cour de Rome, sous des expressions qui convenoient plutôt à l'ouvrage d'un Theologien, qui explique ses sentimens, qu'à celui d'un Eveque, qui porte son jugement sur la doctrine, doivent exciter toute l'attention de la Cour, pour prevenir les suites dangereuses de ces entrepri-fes.

Une expression qui ne peut encore etre tolérée dans notre usage, est celle qui eu nous indiquant une premiere condamnation des ecrits de Monsieur l'Eveque de saint Pons, qui ne peut etre que celle qui a été faite par la voye de l'*index*, semble insinuer que cette premiere condamnation eut été suffisante pour obliger tous les Fideles,

*Si Judices seculares legem inviolabilem sibi statuunt observandi hanc regulam, quanto magis Religio debet illam reddere Sacram in judiciis Ecclesiasticis, maxime quando accusatur Episcopus, qui sui habet per suum characterem decidendi de doctrina, & illam annunciandi fidelibus?*

*Nec dicatur, quod condemnatio non cadat in personam Episcopi, sed super ejus doctrinam, quæ secum debet ferre vel defensionem vel condemnationem.*

*Breve non tantum condemnat doctrinam in genere, condemnat in particulari doctrinam Episcopi de S. Pons, qui per hoc judicatur reus quod docuerit illam doctrinam, & quomodo potest sustineri talis condemnatio contra Episcopum, inauditum in sua defensione, condemnatio facta est super exemplari impresso ejus scriptorum, causa quæ non fuit agnita ab Authore in Tribunali, ubi fuit condemnatus.*

*Potestne sic eius denigrari doctrina, absque hoc quod nota necessario recidat supra ejus personam? nonne potest dici, quod persona sit jam condemnata aliquo modo per judicium Pontificis?*

*Revera cum hoc judicium condemnavit ejus doctrinam, & condemnavit sicut doctrinam Domini Episcopi de S. Pons, quis potest dubitare, quin condemnatio ejus persona sit saltem implicitè inclusa in condemnatione doctrinæ? & hoc judio supposito, quid faciendum restaret Episcopis Provincia Narbonensis, ad quos pertinet secundum Canones judicare Episcopum de S. Pons.*

*Si hoc præteritum Breve haberet locum in hoc Regno, & si unquam possemus recognoscere Jurisdictionem immediatam quam Pape ibidem vult exercere, Episcopi judices nativi tam doctrine quam Persona sui Collegæ, nullam amplius aliam haberent functionem, quam ut exercerent Jurisdictionem condemnandi illum cujus doctrinam Pape condemnasset.*

*Imo non contra aliquas propositiones certas & determinatas Domini Episcopi de S. Pons hoc præteritum Breve invehitur in particulari, includit in sua condemnatione quicquid continetur in scriptis illius Prælati, & quod credi potest esse condemnatum per illud Breve: sunt ne opiniones particulares Domini Episcopi de S. Pons, vel maxime generales super autoritate Episcoporum quæ sunt dispersa in suis operibus?*

*Si judicium servatur ex expressionibus particularibus hujus Brevis, & omnibus clausulis quæ pro objecto habent dare Sanctæ Sedis autoritatem immediatam in tota Ecclesia, cogitandum est, quid hoc Breve intenderit, condemnando id, quod posset esse dignum Censuræ in ejus scriptis, condemnare eodem tempore, quod solidi stabilirent in favorem Autoritatis Ordinariorum.*

*Si hac condemnatio in se ipsa sit vitiosa, clausula & expressiones, quæ ipsam continentur, non minus sunt irregulares.*

*Nomen libellorum quod datur scriptis Episcopis & maxime mandato, quod dirigit ad fideles Sui Diocesis, denotat facta, quod illud Breve non agnoscat mandatum Episcopi super materia dogmatica, sicut opus legitimum Autoritatis & Jurisdictionis Episcopalis.*

*Hæc affectatio non est nova, exempla quæ visa sunt non ita pridem per similia Mandata designata in Brevis Curia Romana sub expressionibus quæ conveniebant potius operi quinsdam Theologi, qui suas opiniones explicat, quam opem Episcopi, qui suum fere judicium super doctrina, debent excitare omnem Curia attentionem ad obviandum sequenti periculosis bonæ attentionem.*

*Una expressio quæ adhuc tolerari requirit in nostrâ consuetudine, illa est, quæ nobis indicando primam condemnationem scriptorum Domini Episcopi de S. Pons, quæ non potest esse alia quam illa, quæ fuit facta per viam *index*, videtur insinuare, quod illa prima condemnatio sufficeret ad obligandum omnes fideles.*

Si le Bref dont il s'agit, porte des caractères qui ne nous permettent pas de l'admettre, quand nous serions assurés de sa vérité, que ne dirions nous point contre ces autres condamnations qui se rendent sans aucune forme, qui attaquent souvent les plus solides ouvrages sur les piéces les plus frivoles, & que nous avons au plus regardé comme des loix de police de la Ville de Rome, sans qu'on puisse les considérer comme les décisions régulières d'une jurisdiction légitime ?

Nous ne pouvons nous dispenser de relever encore cette clause, par laquelle ce Bref voudroit assujettir à sa disposition ceux même qui ont besoin d'une mention expresse & individuelle, pour etc compris dans les censures.

C'est une maxime approuvée par les Conciles & par les Papes, qui regarde également l'intérêt des Rois & celui de leurs Etats, qu'il y a des personnes si élevées par leur rang ou par leurs dignités, qu'elles ne peuvent être comprises dans les défenses les plus générales, si elles n'y sont nommément exprimées.

La prostitution que nous sommes obligés de faire en l'année 1699. contre une pareille clause, & que la Cour autorisa par son Arrêt, fut si publique, que nous n'avons pas besoin de nous en dire sur l'abus d'une telle disposition, qui soumet également aux censures, & les Magistrats auxquels l'ordre public est confié, & les Evêques Juges, de la doctrine, & les Rois même obligés à veiller à la police de leur Royaume, & engagés par cette raison à connaître par eux-mêmes la qualité des livres qui se répandent dans leurs Etats.

C'est dans cette même disposition que l'autorité des Ordinaires est encore violée, & par l'injonction faite aux Evêques d'exécuter cette Constitution, & par la commission qui est donnée par rapport au Diocèse de Saint Pons, aux Evêques les plus proches de ce Diocèse & par la réserve que le Pape se fait de l'excommunication, qui ne pourra être levée que par lui-même.

On ne peut regarder ces différentes clauses, que comme une suite de ces maximes de Docteur ultra-montains, que le Pape est Ordinaire des Ordinaires, qu'il est Juge souverain & immédiat de l'interieur de tous les Diocèses, qu'il est l'Evêque universel de tous les Fidèles; maximes si justement condamnées par saint Grégoire, si souvent reprouvées par vos Arrêts.

Si ces maximes étoient autorisées, le Pape en condamnant sans être requis, & prononçant sans être comme laissoit aux Ordinaires que le pape d'une laïcité aveugle.

Les Evêques qui ont reçu de Jésus Christ même le pouvoir de juger de la doctrine, ne seroient plus regardés, que comme de simples exécuteurs des Mandements du Pape, ils seroient dépouillés de cette jurisdiction immédiate qu'ils ont de droit divin dans leurs Diocèses, & privés même du pouvoir qu'ils ont sur les consciences pour lier ou pour délier, pour prononcer ou pour lever les censures que les Fidèles ont encourus.

Ainsi l'ordre Hiérarchique étant détruit, les Fidèles seroient frustrés sans aucune forme à la jurisdiction de leurs Evêques à celle du Métropolitain, le Métropolitain seroit dépouillé de la sienne, & son droit seroit dévolu par la seule autorité du Pape à des Evêques & aux Suffragans, & souvent même à des Evêques d'une Métropole différente.

Ce n'est pas même par les Evêques seuls, que ce prétendu Bref doit être exécuté, on met les Ordinaires des lieux en parallèle avec les Inquisiteurs; on compare les uns & les autres avec un pouvoir égal pour une condamnation, qui suivant ce Bref, doit être principalement exécutée dans le Royaume ou ces écrits ont été publiés; comme si nous pouvions reconnaître un Tribunal qui seroit indépendant de l'autorité des ordinaires, & dont le courage & la fermeté de nos Pères ont empêché l'établissement.

C'est à ces Inquisiteurs & aux Ordinaires de ceux que ce Bref commet le soin de faire brûler les exemplaires de ces ouvrages lorsqu'ils leur seront remis entre les mains.

Mais

*Si Breve de quo agitur, habeat characteres, qui nobis non permitunt, ut illud admittamus, & si nobis constaret de ejus veritate, quod non dicimus contra alias condemnationes, quas Curia Romana introduxit, sed quarum nunquam agnovimus Authoritatem, condemnationes quae sunt sine ulla forma, quae invadunt saepe opera solidissima sub praetextibus frivolis, & quos possumus inspicimus sicut leges politicas Civitatis Romanae, abique hoc quod possunt considerari sicut decisiones regulares jurisdictionis legitimae.*

*Non possumus adhuc subjicere illam clausulam, per quam hoc Breve vellet sua dispositioni subjicere etiam illos, qui indigunt mentione expressa & individuali, ne comprehendantur sub censuris.*

*Maxima est approbata per Concilia & Pontifices, quae concernit aequaliter interesse Regum & eorum Statuum, quod aliquae sint personae adeo sublimis orationis & dignitatis, ut non possint intelligi comprehensae in prohibitionibus generalissimis, nisi nominatim exprimantur.*

*Præstatio quam debemus fecere Anno 1699. contra similem clausulam, & quam Curia autorizavit per suum Arrestum, fuit adeo publica, ut non sit opus sese loqui super abusu talis dispositionis, quae submittit aequaliter Censuris, & Magistratibus quibus ordo publicus est commissus, & Episcopos judices delinquentium, & Reges qui tenentur invigilare politia sui Regni, & hac ratione tenentur cognoscere per se ipsos qualitatem librorum, qui disseminantur in suis Statibus.*

*In eadem dispositione auctoritas Ordinariorum adhuc violatur, & per injunctionem factam Episcopis ut exequantur illam Constitutionem, & per commissionem quae data est respectu Diocesis de Saint Pons, Episcopis vicinioribus illius Diocesis, & per reservationem, quam Pontifex sibi facit excommunicationis, quae non potest tolli nisi per semetipsum.*

*Has varias clausulas non licet aliter inspicere, quam sicut sequalem harum maximarum Doctorum Ultramontanorum, quod Papa sit Ordinarius Ordinariorum, quod sit Index immediatus interiori omnium Diocesium, quod sit Episcopus Universalis omnium fidelium, haec sunt maxime quae justissime condemnantur à S. Gregorio & saepe sunt reprobatæ per vestra Arresta.*

*Si haec maxime auctorizarentur, Papa irrequiescit condemnans & inconsultis pronuntiatis, nihil volens querere Ordinarios nisi obedientiam cecam.*

*Episcopi quæ à Jesu Christo ipso acceperunt potestatem judicandi de aegritudinibus non amplius respectantur nisi simplices executores mandatorum Pontificis, spoliarentur illa jurisdictione immédiate, quam habent jure Divino in suis Diocesium; imo priuarentur potestate, quam habent in conscientias ligandi & solvendi, pronuntiandi vel tollendi Censuras à fidelibus in usas.*

*Sic, ordinis Hierarchico destructo, subtraherentur fideles sine ulla forma jurisdictionis suorum Episcoporum, Episcopi jurisdictioni Metropolitanorum, Metropolitanus sua spoliarentur, & ejus jus devoleretur per solam auctoritatem Pontificis ad Episcopos vel Suffraganeos, imò & saepe ad Episcopos differentis Metropolitanis.*

*Imò hoc praesens Breve non est executioni mandandum ab Episcopis solis, proponuntur Ordinarii locorum cum Inquisitoribus; committuntur ambo cum potestate pari pro una condemnatione, quae juxta illud Breve, debet praesentim executioni mandari in Regno, in quo haec scripta fuerunt publicata: quasi possumus agnoscere Tribunal quod esset independenti ab auctoritate Ordinariorum, & cujus stabilitatem animus & constantia nostrorum Patrum impedirentur.*

*Aliis Inquisitoribus & Ordinariis locorum hoc Breve commisit curam combustionis exemplarium horum operum, cum ipsis fierent extradita.*

Sed



Mais une telle disposition ne peut être considérée que comme une entreprise contre la Jurisdiction Royale, & par une conséquence nécessaire contre l'autorité du Roy.

La Jurisdiction Ecclesiastique n'a jamais eu dans le Royaume le droit de faire brûler des livres, quelques scandaleux qu'ils aient été. Nous avons appris de ceux qui nous ont précédé dans les places que nous occupons, & nous ne craignons pas de nous tromper en suivant leurs sentimens, que vous avez confiés par vos décisions, que la peine du feu consistait uniquement dans un fait qui ne peut s'exécuter que dans un territoire, qui ne peut même avoir d'effet, que par le ministère de celui, qui est chargé de l'exécution des peines capitales, & qui est réservé de tout temps aux Juges Seculiers, auxquels toutes les Ordonnances en ont commis le soin.

Il seroit inutile de s'arrester long tems sur le défaut d'adresse aux Archevêques & Evêques, & sur l'abus de cette clause tant de fois condamnée, qui porte que toutes sortes de personnes, que ceux même, qui vivent dans les Paisles plus éloignés de la Cour de Rome, seroient fournis par la seule publication, qui aura été faite de ce Bref dans la Ville de Rome, à des censures Ecclesiastiques qu'ils encourront des excommunications, pour avoir la ou retenu des écrits dont ils ne pouvoient savoir la condamnation.

Si la Justice est blessée par une telle disposition qui prononce des censures contre des personnes qui n'ont pu connoître la Loy qui les rendoit coupables, nos libertés ne le sont pas moins par une clause, qui détruit la nécessité du Jugement & de l'acceptation des Evêques, & de la publication fait en vertu de la permission du Roy, toutes conditions indispensablement nécessaires pour la réception des Constitutions de la Cour de Rome.

Si l'on passe de la condamnation des écrits, aux dispositions du saint Pere par rapport à la condamnation de la personne de Monsieur l'Evêque de saint Pons, rien ne paroît plus opposé aux Canons de l'Eglise & aux Loix générales du Royaume.

Vous savez, Messieurs, la forme prescrite par les Conciles & par l'ancien usage de l'Eglise, lorsqu'elle se trouve dans la malheureuse nécessité de procéder contre un Evêque.

Que ce soit pour les mœurs, ou pour la doctrine, les Canons ne distinguent point. Uniquement soumis à la Jurisdiction du Métropolitain & des Evêques de sa Province, il ne reconnoît point d'autres Juges Ecclesiastiques; & comme la vérité & la justice se trouvent pour l'Ordinire réunies dans les suffrages de plusieurs, les Conciles n'ont pas voulu confier l'honneur & la réputation d'un Evêque ni à un seul ni à un petit nombre de ses Confesseurs; ils ont établi la nécessité d'assembler douze Evêques, s'il ne s'en rencontre pas un nombre suffisant dans la Province, on a recouru aux Evêques voisins pour concourir au Jugement.

Nous voyons même, que dans les premiers siècles, ce Tribunal étoit le seul auquel les causes criminelles des Evêques pouvoient être portées, la discipline de l'Eglise ne reconnoissoit point de Tribunal supérieur.

Si dans la suite les Conciles ont établi la voye de la révision ou de l'appel au saint Siège, ce premier Tribunal composé des Evêques de la Province à toujours subsisté, & il a été confirmé par les Conciles postérieurs reconnus par toute l'Eglise.

Les Papes à la venue voulurent interrompre ce usage; les fausses Decretales publiques dans des siècles d'ignorance éblouirent les yeux de ceux même en qui il restoit encore quelque trace de l'ancienne discipline.

Il y eut cependant des Evêques en France qui osèrent soupçonner ces Decretales de fausseté, dans le tems même que leur supposition avoit trompé toute l'Eglise, & ils affermirent leurs privilèges dans ce jour de ténèbres & de confusion, par des exemples éclatans. Enfin la fausseté de ces Decretales ayant été reconnue par tous les sçavans, rien ne s'est plus opposé en France à l'exécution des anciens Canons sur une matière si importante.

*Sed talis dispositio non potest considerari nisi ut attentatum contra jurisdictionem Regiam & per consequentiam necessariam contra auctoritatem Regis.*

*Jurisdiclio Ecclesiastica in Regno nunquam habuit fas curandi tembori libros quantumque scandalosos. Dicitur ab illi qui non praecesserunt in munere quod occupamus, nec timebimus, ne sequendo eorum sententiam, quae concessa est per vestras decisiones, errorem, senserunt, quod perna commissiois consistens in facto non possit executioni mandari nisi in quodam territorio, & quae non potest habere effectum nisi ministerio ejus, qui habet executionem penarum capitalium, fuit omni tempore reservata Judicibus Secularibus, quibus omnes ordinationes commiserunt curam.*

*Inutile est diu immorari decessu directionis ad Archiepiscopos & Episcopos, & abusi illius clausulae toties condemnatae, quae continet, quod omnis generis persona etiam illi qui morantur in terris distansissimis à Curia Romana subiacent per solum publicationem factam Roma Censura Ecclesiastica, quae ignoratur & quod incurrant excommunicationes propter ledendum scriptorum, quorum non poterant scire condemnationem.*

*Si Justitia ledatur per talem dispositionem quae pronunciat Censuras contra personas, quae non poterunt scire Legem, quae redduntur rei, nostra libertas non minus ledatur per clausulam, quae destruit necessitatem judicii & acceptationis Episcoporum, & publicationis faciendae ex permisso Regis, sunt omnes illae conditiones indispensabiliter requisita ad receptionem Constitutionum Curiae Romanae.*

*Si fiat progressus à condemnatione scriptorum ad dispositiones Sanctissimi per respectum ad condemnationem persona Domini Episcopi de saint Pons, nihil apparet magis contrarium sacris Canonibus & Legibus generalibus Regis.*

*Scitis, Domini mei, formam praescriptam per Concilia & per antiquum usum Ecclesiae, dum necessitas procedere contra quendam Episcopum.*

*Si ratione morum vel doctrinae, Canones non distinguunt, subiacent uni jurisditioni Metropolitani & Episcoporum Provinciae, non alios agnoscit Judices Ecclesiasticos & cum veritas & justitia pleneque inveniantur reunita in suffragiis plurium, Concilia nolentes considerare honorem & existimationem Episcoporum soli nec parvo numero suorum confratrum stantem necessitatem congregandi 12. Episcopos, & si eos non sint in Provincia, recessus habetur ad Episcopos vicinos ad concurrendum iudicio.*

*Imo videmus, quod in primis saeculis hoc Tribunal esset illud unicum, ad quod causa criminales Episcoporum possent deferri, disciplina Ecclesiastica non agnoscebat Tribunal superius.*

*Si ex post Concilia statuerint viam reversionis vel appellacionis ad sanctam Sedem, hoc primum Tribunal compositum ex Episcopis Provinciae semper subsistit, & confirmatum fuit per posteriora Concilia, recognita per totam Ecclesiam.*

*Pontifices quidem voluerunt interrompere hunc usum; false Decretales publicatae in saeculis ignorantiae obscuraverunt oculos etiam illorum, in quibus restabat aliquod vestigium antiquae disciplinae.*

*Fuerunt interea Episcopi Galliae, qui ausi sunt in suspicionem adducere falsitatem harum Decretalium, eodem tempore quo earum suppositio deciperat totam Ecclesiam, & firmarunt sua Privilegia illis diebus tenebrarum & confusis per illustria exempla. Tandem falsitate illarum Decretalium agnita ab omnibus sapientibus, nihil amplius se opposuit in Gallia executioni antiquorum Canonum super materia tanti momenti.*

Ce sont ces maximes, qu'une possession de plusieurs siècles, que la sanction du Clergé, que l'autorité souveraine du Roy, que la décision de vos Arrets ont conservé si religieusement dans ce Royaume.

C'est sur ces principes, que furent dressées, les instructions que le Roy Charles IX. donna à son Ambassadeur auprès du Pape Pie IV. pour soutenir, que quelques Evêques accusés alors de Calvinisme devoient être jugés par les Evêques de leur Province.

Ces memes principes donnerent lieu à l'Arret celebre de l'Anno 1569. La Cour ne se contenta pas de renvoyer alors le Cardinal de Chailillon Evêque de Beauvais accusé d'herésie, devant l'Archevêque de Reims & les autres Evêques ses Juges naturels, elle voulut expliquer les motifs de son Jugement; & l'on peut dire que par ces termes qu'elle a inserés dans son Arret, pour maintenir la liberté de l'Eglise Gallicane qui a toujours été défendue par le Roy & ses Prédécesseurs au vu & seu des saints Peres Papes de Rome, elle a laissé à la posterité un monument éternel de l'attachement inviolable, qu'elle a eu dans tous les tems pour les saints Decrets, fondemens solides de nos libertés.

C'est sur ces maximes qu'en 1650. les Evêques de France appuyèrent les remontrances qu'ils firent au Pape, pour défendre l'honneur & les prerogatives de leur caractère.

C'est enfin un des principaux articles, qui à exciter nos plaintes pour empêcher la reception du dernier Concile.

Ce sont cependant ces principes solides qui sont violés par ce prétendu Bref, par lequel le Pape déclare, qu'il entend proceder contre la personne de Monsieur l'Evêque de Saint Pons.

L'on ne peut justifier cette declaration par les termes de ce meme Bref, qui portent, que la proces sera fait par les voyes de droit, & suivant les Constitutions canoniques, prout juris fuerit juxta Canonicas sanctiones.

Car quelles sont ces Constitutions canoniques? Sont-ce les anciens Canons ou la disposition du dernier Concile? Ce seul doute ne suffiroit-il pas pour rendre cette Constitution dangereuse.

Mais d'ailleurs présumera-t-on que le Pape ait voulu se soumettre à l'usage établi par d'anciens Canons, qu'il prendrait être abolis par la décision du dernier Concile, & les termes meme du prétendu Bref ne dissuadent-ils pas tous les doutes, qu'on pourroit former à cet égard? Si ce Bref est véritable, ce n'est point suivant les premiers Conciles que le Pape veut qu'on agisse contre Monsieur l'Evêque de Saint Pons, c'est suivant la disposition du dernier Concile, puisque c'est lui-même qui veut proceder, que c'est en vertu du pouvoir, qu'il dit avoir de droit divin; que c'est pour remplir son devoir pastoral; ce sont les propres termes dont il se sert, contra auctorem libellorum eorumdem, pro tradita nobis divinitus potestate procedere intendimus.

Comment pourrions nous apres cela dissimuler les abus qui se rencontrent dans ce Bref? & ne seroit-ce pas trahir le ministère qui nous est confié, que detourner nos justes plaintes dans un silence qui pourroit autoriser la Cour de Rome à de nouvelles entreprises?

Nous ne devons point craindre que les Novateurs regardent l'Arret qui interviendra pour empêcher les conséquences dangereuses de ce Bref, comme une approbation tacite des écrits de Monsieur l'Evêque de Saint Pons, & comme un titre pour s'affanchir de l'obéissance qu'ils doivent aux Constitutions reçues dans le Royaume sur le sujet du Janсениsme.

La Cour inviolablement attachée aux décisions de l'Eglise, lorsqu'elle est revêtue de toutes les formalités nécessaires pour leur donner l'autorité dans le Royaume, ne s'écartera jamais de ces principes, & quelque Jugement qu'elle porte sur une condamnation si peu régulière, elle ne permettra point qu'on puisse regarder ce Jugement, ni comme un aveu de la doctrine, ni comme une abolition de la personne de Monsieur l'Evêque de Saint Pons.

Mais si sa doctrine est reprehensible, s'il faut proceder contre lui, qu'on observe la forme prescrite par les Canon, que les Evêques de sa Province examinent

Van Espen, Pars VI.

165

Ne sunt maxima, quas possessio plurimorum seculorum, constantia Clericatus, auctoritas suprema Regis, decisio vestrorum Afferorum, tam religiose conservantur in hoc Regno.

Hec fuerunt principia, quae fuerunt crebra, instructiones, quas Carolus IX. dedit suo Legato apud Pium IV. ad sustinendum, quod aliqui Episcopi tum temporis accusati Calvinismi deberent judicari per Episcopos sua Provincia.

Hec eadem principia dederunt occasionem Arreſto celebri de Anno 1569. Curia non acquievit tum temporis remittendo Cardinalem de Chailillon Episcopum de Beauvais accusatum heresis, coram Archiepiscopo Rheimensi, & aliis Episcopis ejus Juraticibus naturalibus, voluit explicare motiva sui judicii, & potest dici quod per illos terminos insertos suo Arreſto, ad mantinendum libertatem Ecclesiae Gallicanae, quae semper fuit defensa à Rege & ejus praedecessoribus cum viſo, & scitu SS. Patrum Pontificum Romanorum, religioſe potestatis monumentum aeternum, inviolabile adhaerens, quam semper habuit pro sacris Decretis, fundamenta solida nostrarum libertatum.

Super has maximas 1650. Episcopi Galliae stabilerunt remonstraciones quas fecerunt Pontifici, ad defendendum honorem & prerogativas sui characteris.

Hic tandem est unus ex precipuis articulis, qui excitavit nostras querelas ad impediendum receptionem ultimi Concilii.

Hec sunt interim solida principia, quae violantur per hoc praesens Breve, per quod Papa declarat, quod intelligat procedere contra personam Domini Episcopi de S. Pons.

Non potest justificari hac declaratio terminis ejusdem Brevis, qui habent, quod processus debeat fieri per vias juris, & secundum Constitutiones Canonicas, prout juris fuerit juxta Canonicas sanctiones.

Nam quoniam sunt illa Constitutiones Canonicae? Suntne antiqui Canones vel dispositio ultimi Concilii? Hoc unicuique dubium nonne sufficeret ad reddendum hanc Constitutionem periculosa?

Sed aliunde praesumitur, ne quod Pontifex voluerit se submittere usui stabilito per antiquos Canones, quos praetendit esse abolitos per decisionem ultimi Concilii, & termini praesentis Brevis nonne dissipant omnia dubia quae formari disceptare possent? Si illud Breve verum est, non est iuxta prima Concilia, quod Pontifex velit agi contra Dominum Episcopum de S. Pons; sed est iuxta dispositionem ultimi Concilii, cum sit illa idem, qui vult procedere, quod hoc bis vigore praesentis quam dicit se habere jure Divino; quod sit ad adimplendum suum munus pastoralis; sunt proprii termini quibus utitur, contra auctorem libellorum eorumdem, pro tradita nobis divinitus potestate procedere intendimus.

Quomodo post hac poterimus dissimulare abusus, qui reperiuntur in illo Breve, nonne est prodece ministerium nobis commissum, involvere silentio iustas querelas, quod possit autorizare Curiam Romanam ad nova attentata?

Non debemus timere, ne Novatores insipientiae Arreſtum quod intervenit ad impediendas consequentias periculosas illius Brevis, sicut approbationem tacitam scripturarum Domini Episcopi de S. Pons, & sicut ritum ad se subtrahendum obedientiam, quam debent Constitutionibus receptis in Regno super Janсениsmo.

Curia inviolabiliter addicta decisionibus Ecclesiae dum vestita sunt omnibus formalitatibus necessariis ad dandum illis auctoritatem in Regno, nunquam deviat ab illis principiis, & quaecunque iudicium ferat super condemnatione tam irregulari, non permittit, ut aspicatur hoc iudicium, nec ut Consilium doctrinale, nec ut absolutio persona Domini Episcopi de S. Pons.

Sed si doctrina est reprehensibilis, si sit procedendum contra ipsum, observatur forma praescripta à Canonibus, examinent Episcopi Provinciae ejus scripta, designent proposita.

les écrits, qu'il designent les propositions dignes de censures, qu'ils prononcent sur une procédure légitime, la justice sera satisfaite, & nos libertés seront conservées.

Pour empêcher cependant, qu'on ne puisse abuser de votre décision, & pour prendre les précautions les plus solides dans une occasion si importante, nous proposerons à la Cour d'ajouter à son Arrêt, que c'est sans approbation des écrits de Monsieur l'Evêque de Saint Pons; cette clause surabondante prévendra tous les inconvénients qu'on auroit lieu d'apprehender.

Après l'examen de ce premier Bref, si nous portons nos vues sur celui qui condamne le Traité de la Regale, nous trouverons qu'il ne mérite pas moins d'attention.

Nous ne prétendons pas à la vérité adopter toutes les conjectures hasardées par l'Auteur sur l'origine de la Regale; il y falloit porter notre jugement sur ce livre, il y a plusieurs de ces conjectures, que l'intérêt même de la Regale nous forceroit de s'avouer; mais le devoir de notre ministère nous oblige cependant de nous élever contre une Constitution qui en condamnant cet outrage, donnoit autant indirectement à un droit éminent de la Couronne, & de soutenir, non la cause du nouveau défenseur de la Regale, mais la cause de la Regale même.

Nous ne nous arrêtons point à relever toutes les clauses dont nous venons de marquer les abus dans le Bref qui regarde Monsieur l'Evêque de Saint Pons, & qui se reconnoît encore dans celui-ci: ce Jugement donne par le Pape de son propre mouvement, contre un livre imprimé dans le Royaume, & imprimé avec la permission du Roy, qui prononce des excommunications contre ceux même qui ont besoin d'être spécialement désignés, qui veut que ces excommunications ne puissent être levées que par le Pape, qui commet les Evêques & les Inquisiteurs pour l'exécution de ce décret, qui porte enfin brûler les exemplaires de ce livre, qui porte aussi que la publication faite à Rome engagea tous les Fidèles; toutes ces circonstances seroient suffisantes pour rejeter une Constitution si contraire à nos libertés.

Mais si l'on veut examiner les clauses particulières qu'elle renferme, c'est un Jugement, du saint Siège sur une matière purement temporelle, sur un droit attaché à la Couronne de nos Rois, sur laquelle nulle puissance Ecclesiastique ou Seculière n'a de pouvoir. Ce Jugement, qui semble ne laisser aucune partie du livre exempt de censure, condamneroit donc & la Regale en elle même, que les Conciles & les Papes ont si souvent reconnu, & l'universalité de ce droit que la Cour à maintenu par ses décisions, que le Roi à confirmée par ses loix, que l'Eglise de France à mise pour ainsi dire au nombre de ses Canons.

Si les derniers Edits ont fermé quelque changement à ce droit, ils n'ont eu pour objet que le diminuer, loin de lui donner plus d'étendue.

Le Roy ayant bien voulu se priver d'une partie même de ses droits en faveur de l'Eglise, cette marque qu'il lui a donnée de sa protection ne sembloit pas devoir exciter les plaintes de la Cour de Rome; c'est cependant contre ces droits, c'est contre l'universalité de la Regale, que la modération du Roy a renfermé dans des bornes si légitimes, que ce Bref semble plus fortement s'élever.

Ce sont ces principes que les Docteurs qui ont été consultés par le Pape, déclarent non seulement faux, injurieux aux Immunités Ecclesiastiques, contraires, aux Constitutions canoniques, mais impies, téméraires, pleins d'erreurs, hérétiques même, & c'est sur des qualifications si odieuses, adoptées en quelque manière par le Pape, qu'il semble appuyer sa censure.

Ce grand nombre d'abus, qui sembleroit devoir animer le zèle que nous avons pour le maintien de nos libertés, si la vérité de ces Brefs étoit certaine, nous porte au contraire à douter qu'ils soient émanés du saint Siège.

Nous croions devoir plutôt les considérer comme l'ouvrage de quelques esprits inquiets & ennemis de la paix, qui voudroient troubler cette heureuse tranquillité qui règne pour le bien commun de la Religion entre le Sacerdoce & l'Empire.

Nous

sions dignes de Censure, prononciés de modo procedendi legitimo, satisfacti iustitia & nostra libertates conservabuntur.

*Interim ad immedicandum, ne fiat abusus super vestra decisione, & ad capiendas precauciones solidissimas in negotio tanti momenti, proponimus Curia ut adiungat suo Arresto, quod hoc fiat sine approbatione scriptorum Domini Episcopi de S. Pons, hoc clausula superabundans obviavit omnibus inconvenientibus quae possent simiri.*

*Post examen illius primi Brevis, si videamus illud, quod condemnat tractatum Regalis, invenimus quod non minus attentionis mereatur.*

*Non pretendimus quidem adoptare omnes conclusiones adductas per Authorem super origine Regalis, si nobis esset ferendum iudicium super illo libro, plures sunt ex illis conjecturis, quas ipsum inter se Regalis nos coheret negare; sed munus nostri ministerii interim nos cogit taceere in Constitutionem, quae condemnando hoc apud indirecte invaderet jus emens Coronae, & sustinere non causam novi defensoris Regalis, sed causam ipsius Regalis.*

*Non immorabimur deducendis omnibus clausulis quatenus abusus in Brevis notavimus, quod respiciat Dominum Episcopum de S. Pons, & qui adhuc in hoc invenitur, hoc iudicium latum per Pontificem proprio motu, contra librum impressum in Regno non permissum Regis, quod pronunciat excommunicationes contra illos qui specialiter debent designari, quod vult ut ille excommunicationes non possit tolli nisi per Pontificem, quod committit Episcopos, & Inquisitores pro executione illius Decreti, ad comburenda exemplaria illius libri, quod tandem continet, quod omnes fideles sit obligati a publicatione facta Romae; haec omnes circumstantiae sufficerent ad rejiciendam Constitutionem, tam contrariam libertatibus.*

*Sed si examinentur particulares clausulae, quas continet, est iudicium sanctae Sedis super materia pure temporali, super iure annexo Coronae nostrorum Regum, in quam nulla potestas secularis vel Ecclesiastica quid potest, hoc iudicium quod nullum partem libri videtur eximere à Censura, condemnaret ergo & Regale in se ipso, quod Concilia & Pontifices totius agnoverunt, & universalitatem illius iuris, quod Curia mantentis per suas decisiones, quod Rex confirmavit per suas Leges, Ecclesia Gallicana, ut ita loquar, adscriptis numero suorum Canonum.*

*Si ultima Edicta formarent aliquam mutationem in illo iure, non aliud obiectum habuerunt, quam ut diminuerent, procul abest, quod desiderant aliquam extensionem.*

*Cum Rex bene voluerit se praeferre eadem parte suorum iurium in favorem Ecclesiae, haec nota & testimonium quod illi dedit sua protectionis, non videbatur debere excitare querelas Curiae Romanae, interim est contra ejus iura, est contra Universalitatem Regalis, quod moderatio Regis conclusit limitibus tam legitimis, ut hoc Breve videatur fortius se extollere.*

*Haec sunt principia, quae Doctores consulti à Pontifice, declarant non solum falsa, injuriosa immunitatibus Ecclesiasticis, contraria Constitutionibus Canonis, sed impia, temeraria, plena erroris, imo haeretica, & super qualificationibus, tam odiosis aliquo modo adoptatis à Pontifice, dicitur stabillire suam Censuram.*

*Magnus ille numerus abusus, qui videntur debere antequam zelum, quem habemus pro conservatione nostrarum libertatum, si veritas horum Brevis effecta, nos in contra movet ad dubitandum an sine data à sancta Sede.*

*Credimus illa potius esse consideranda sicut opus quorundam ingenuorum inquisitorum, & inimicorum pacis, quae vellet perturbare illam sanctam tranquillitatem, quae regnat pro bono communi Religionis inter Sacerdotium, & Imperium.*

Li.

Nous vous arreterons volontiers à cette presumption favorable jusqu'à ce qu'une connoissance certaine de la verité de ces Brefs nous impose la nécessité d'en interjetter appel comme d'abus, mais comme il seroit toujours dangereux qu'on les repandit dans le public, nous ne pouvons prendre trop de precautions pour en ager promptement le cours.

C'est dans cette vue que nous croyons devoir demander à la Cour un Arret qui ordonne la suppression des copies de ces écrits, soit manuscrites ou imprimées, qui permette d'informer contre ceux qui ont osé les publier, & qui retiene en même tems les defences ordinaires en ces rencontres, pour empêcher la publication d'aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome, sans Lettres patentes verifiées en la Cour, qui ordonne enfin que l'Arret soit lu, public & affiché en la maniere accoutumée.

Nous vous proposons cependant d'ajouter à votre Arret, que s'est sans approbation des écrits de Monsieur l'Eveque de saint Pons.

Nous croyons devoir vous demander la même disposition par rapport au Traité de l'origine de la Regale.

C'est l'objet des Conclusions que nous avons prises par écrit, & que nous laissons à la Cour avec des copies des deux pretendus Brefs dont il s'agit.

Et apres avoir laissé sur le Bureau les Conclusions par écrit du Procureur General du Roy avec lesdits deux Brefs, ils se sont retirés.

LA COUR a ordonné & ordonne, que par-devant Maître Jean le Nain Conseiller, qu'elle a commis, il sera informé contre ceux qui ont vendu ou autrement distribué des copies, manuscrites ou imprimées, desdits écrits en forme de Brefs. Fait défense à toutes personnes de les imprimer, débiter ou distribuer, même de les retenir; enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires de les rapporter au Greffe de la Cour pour y être supprimés, le tout sans approbation desdits Mandemens & écrits dudit Eveque de saint Pons & du Traité de l'origine de la Regale, composé par ledit Audoul: ordonne que les Arrets & Reglemens de la Cour seront exécutés selon leur forme & teneur; ce faisant, fait resexpresses inhibitions & defences à tous Imprimeurs, Marchands Libraires & autres, d'imprimer, vendre ou debiter aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome, sans Lettres Patentes du Roi pour en ordonner la publication, registrées en la Cour, à peine de trois mille livres d'amende, même de punition corporelle s'il y echet: & sera le present Arret lu, public & affiché par tout au besoin sera. FAIT en Parlement le premier jour d'Avril mil sept cens dix. Signé, DONGOIS.

*Libenter immemorabimur illi præsumpcioni favorabili, donec cognitio certæ veritatis ipsorum Brevium nobis imponat necessitatem interponendi appellationem sicut ab abusu, sed cum semper esset periculosum quod diffunderetur in publicum, nimis non possumus sapere precautions ad illorum cursum sistendum.*

*Ex illo motivo credimus à Curia petendum esse Arrestum, quod ordinet suppressionem copiarum horum scriptorum sive manscriptorum sive impressorum, ut permittat inquirere contra illos, qui ausi sunt illa publicare, & reitret eodem tempore prohibitiones ordinarias in illis occurrentibus, ad impediendam publicationem ullarum Bullarum vel Brevium Curia Romana sine litteris Patenibus verificatis in Curia, ut demum ordinet Arrestum legi, publicari & affigi modo solito.*

*Proponemus interim ut adiungatis vestro Arresto, quod hoc fiat sine approbatione scriptorum Domini Episcopi de S. Pons.*

*Credimus à vobis esse petendum eandem dispositionem ratione Tractatus de origine Regali.*

*Hoc est obiectum Conclusionum, quas scripto mandavimus, & reliquimus Curie cum copiis duorum preteritorum Brevium, de quibus agitur.*

*Et relictis in Curia Conclusionibus in scriptis Procuratoris Generalis Regii cum dilatis duobus Brevibus illinc discesserunt.*

*Ordinavit Curia & ordinat, ut coram Domino Joanne le Nain Consiliario, quem commisit, inquiretur contra illos qui vendiderunt vel aliter distribuerunt copias manscriptas vel impressas dictorum scriptorum in forma Brevium: Prohibet omnibus ne imprimantur, distribuantur, vel recitentur, neque injungit omnibus qui illorum habent exemplaria, ne referant ad Gregoriam vel Severinam Curia, ut ibi supprimantur, hoc omne sine approbatione dictorum scriptorum, dicti Episcopi de saint Pons & Tractatus Originis Regalis compositi à dicto Audoul: ordinat, ut Arresta Curie executioni mandentur juxta illorum formam, & tenorem; expresse inhibet & prohibet omnibus Typographis, Bibliopoliis, & aliis, ne imprimant, vendant aut distribuant ullas Bullas vel Brevia Curia Romana sine litteris Patenibus Regiis ad ordinandam publicationem, registratis in Curia, sub pena 3000. Librarum vel Florennarum, imo sub pena corporali: & hoc present Arrestum legatur, publicabitur, & affigatur ubique opus fuerit. Actum in Parlamento prima Aprilis 1710. Signa: rum DONGOIS.*



(NN)

Ad Pag. 44.

L I T T E R Æ  
R E G I Æ.

Die 18. Martii 1501. ad CONSILIUM FLANDRIÆ, quibus revocat Litteras Placiti datas per Libellos Indulgentiarum aliunde allatis seu inferendis.

DE PAR L'ARCHIDUC D'AUSTRICHE DUC DE BOURGOGNE, COMTE DE FLANDRES, &c.

DILECTIS ET FIDELIBUS PRÆSENTI ET HOMINIBUS NOSTRÆ CAMERÆ CONSILII FLANDRIÆ SALUS ET DILECTIO.

**A** Nos amez & seux les Præsident & Gens de nostre Chambre du Conseil en Flandres, salut & dilection, Pour certaines causes & considerations à ce Nous mouvans, Nous voulons & Vous mandons par ces presentes, que incontinent & à diligence Vous faires faire inhibition & defense de par Nous par atry public par tous les lieux de nostre Pays, & Comte de Flandres, ou l'on est accoume faite crye & publications, que nul, qui que ce soit ne s'avance desormais de porter ou precher aucunes Quelles ni aussi aucuns Pardons ou Indulgences venus ou apportez, ou qui viendront & seront apportez dehors nos Pays de par-deca sous ombres de Bulles, Lettres de Conge ou Placet, qu'ils en peuvent avoir obtenus de Nous, ni autrement en quelque maniere que ce soit, toutes lesquelles nos Lieres de commandement, & de Placet, ledites Quelle, Pardons ou Indulgences, Nous avons suspendues, & suspendons par ces dites presentes, le tout, jusques à ce, que par Nous en soit autrement ordonne; Car ainsi Nous plaist-il, & de ce faite Vous donnons pouvoir, autorite, & commandement special. Donne en nostre Ville de Malines le 16. jour de Mars l'An 1501. (croit escrit plus-bas) Par Monseigneur l'Archiduc, Monfr. le Comte de Nassau Lieutenant General, Vous & autres du Conseil preses (soussigne,) Rappre-

**C**ertis de causis & considerationibus ad hoc nos moventibus volumus & mandamus vobis per has presentes, ut sito, & citissime curatis fieri inhibitionem ex parte nostra per proclama publicum per omnia loca nostra Patrie & Comitatus Flandria, ubi moris est, facere proclamata & publicationes, ut nullus qualifcunque sit impetrum tenetis ferre vel concionari illas Indulgentias, que venerunt vel allata sunt aut venient aut offerantur ex nostris Patriis sub pretextu Bullarum, Litterarum Placiti, quas possunt à nobis obtinisse nullo alio modo, omnes has Litteras Consensus aut Placiti, distasque Indulgentias suspendimus per has presentes, donec à Nobis aliter fuerit ordinatum: Nam sic nobis placet, & hoc faciendi damus vobis potestatem, Autoritatem & Mandatum speciale. Datum in Nostra Civitate Mechlinensi 16. Martii Anno 1501. (inferius erat scriptum) Per Monseigneur l'Archiduc, Comte Nassovia Locumtenens Generalis: Vobis, & aliis de Consilio presentibus (subsignatum,) Rannetori.

(OO)

Ad Pag. 44.

L I T T E R Æ  
R E G I Æ.

Die penultima Decembris 1503. ad CONSILIUM FLANDRIÆ, quibus eidem injungitur, ne permittat affixionem Indulgentiarum seu remissionem, nisi prius apparuerit de obtentis Litteris Placiti.

DE PAR L'ARCHIDUC.

**A** Nos amez & seux les Præsident & Gens de nostre Chambre du Conseil en Flandres, salut & dilection, De la part de nostre Procureur General Nous à ce remontre, qu'il à été averti, que puis briebs jours aucuns, eus difans Procureurs ou Commis de l'Eglise de Notre Dame de Reims, se sont avancez d'affiger devant les Portaux d'aucunes Eglises en nostre Ville de Gand certains Ecrits en papier faisant mention d'aucuns Pardons & Indulgences, qu'ils disent par ci-devant avoir été donnez à ladite Eglise de

**N**ostri dilectis & fidelibus Præsident & Viris nostræ Cameræ Consilii in Flandria, ex parte Nostri Procuratoris Generalis Nobis est expositum, quod fuerit certioratus, quod ante aliquos dies, aliqui dicentes se Procuratores vel Commissi Ecclesie B. Disipæ & Rhemensis, attemptum affigere ad valvas aliquarum Ecclesiarum in Nostra Civitate Gandavenfi quadam scripta in charta facientia mentionem Indulgentiarum, quas dicunt antebac esse datas alicui Ecclesie Rhemensis per sanctos Patres Pontifices Romanos, & apparet quod velint adhuc alibi affigere, non obtem.

de Reims par les saints Pères Papes de Rome, & si est appaant qu'ils en voudront encore affiger aileurs, fans de ce avoir obtenu notre conge & licence, en grande irreverence de notre hauteur, qui ne se doit souffrir ni tolérer.

Pourquoy Nous desirans à ce obvier : Vous mandons & expressement enjoignons par ces presentes, que vous ne souffriez, ni permettiez faire lesdites affusions, ains les faites prohiber & défendre par tout notredit Pays de Flandres, en mettant ou faisant mettre en arrest ceux, qui ont fait, ou se voudroient efforcer faire icelles affusions, tant & jusques à ce qu'ils aient dument fait apparoir, d'avoir sur ce obtenu notre Conge & Lettres de Placet, Car ainsi Nous plaît-il, & de ce fait Nous vous donnons pouvoir. Donne en notre Ville de Mahoes le penultieme jour de Decembre l'An mil cinq cent & trois, (plus bas) Par Monseigneur l'Archevêque à la relation du Conseil (signé) De Hondécourt.

*obstant nostra licentia, in magnam irreverentiam nostra Superioritatis, quod non debet tolerari.*

*Quare cupientes huic vel obviare, Prius mandamus, & expresse injungimus, ut non pariamini nec permittatis fieri tales affusiones, imo factas prohibere per totam nostram diocem Patriam Flandria, arrestando vel citando arrestandos eos, qui fecerint vel qui tentabunt tales facere affusiones, donec debite ostenderit se desuper abinuisse Placitum, nam sic Nobis placet, & hoc faciendi Prius aamus facultatem, Datum in hac Urbe Mechliniensi penultima Decembris Anno 1503. Per Monseigneur l'Archi-Duc ad relationem Consilii (Signatum) De Hondécourt.*

(PP)

Ad pag. 44.

## PRAGMATICA SANCTIO PHILIPPI II.

De Anno 1574. qua declaratur nullas Bullas, Provisiones, Expeditiones, aut Sententias Romanas, Legatorum aut Nunciorum Apostolicorum sine Placito Regio hic posse executionem habere.

PHILIPPE PAR LA GRACE DE DIEU, ROY D'ESPAGNE, &c.

PHILIPPUS DEI GRATIA, REX HISPANIE, &c.

Desirans que les affaires Ecclesiastiques soient conduits, maintenus & reglez, selon les anciennes Constitutions, Canons & Conciles de la sainte Eglise, à l'honneur de Dieu & salut de nos ames, avons par avis & deliberation de nos principaux Conseillers, Souverains & Provinciaux de par-deca, ordonne, statué & declare par forme d'Edit perpetuel, comme ordonnons, &c. que nulles Bulles, Provisions, ni autres depêches ou imperations de Rome, ni des Legats ou Nonces Apostoliques, ou revocations d'aucunes Graces, Indults, Privileges, tant Generaux que particuliers, ni aussi aucune Sentence, ou Executoriales rendues & decretees hors nosdits Pais de par-deca, tendant directement ou indirectement au prejudice de cette Republique, ou d'aucun tiers particulier, se puissent admettre, forcé effet en jugement ou dehors, ni être mises en execution en iceux nos Pais de par-deca, n'est que preallablement lesdites Lettres, Bulles, Sentences, & autres Imperations, aient été vues & visuees, & examinees par Nous en notre Conseil Prive, ou en notre Conseil de Brabant, & que les Imperateurs aient obtenu nos Lettres Patentes de Placet à ce pertinentes, sur peine de perdre l'effet desdites Bulles & Provisions, d'être bannis de nos Pais, & corrige à l'exemple des autres.

*Desiderantes quod negotia Ecclesiastica mantineantur & regulentur secundum antiquas Constitutiones, Canones & Concilia sancta Ecclesie ad honorem Dei, & salutem animarum per Consilium, & deliberationem principum nostrorum Consiliariorum, Supremorum & Provincialium ordinavimus, statuimus & declaravimus in forma Edicti perpetui sicut ordinavimus, &c. ut nulla Bulla, Provisiones, sive alia expeditiones, aut imperationes Romanae vel Legatorum aut Nunciorum Apostolicorum, vel revocationes ullius Gracie, Indultus, Privilegii, cum Generalis tum Particularis, aut ulla Sententia, aut Executoriales redditae vel decretae extra Nostram Provinciam tendentes, directae vel indirectae in prejudicium hujus Reipublicae vel cujuslibet tertii particularis possint admitti, foris effectum in iudicio vel extra, vel executioni mandari in his Nostris Partibus, nisi prius dicta Littera, Bulla, sententia, vel alia imperationes fuerint inspectae, visitae, & examinatae per nos in Nostris Consilio Privato, vel Nostris Consilio Brabantiae, & imperatores obtineant nostras Litteras Patentes Placitis ad hoc pertinentes, sub pena perdendi effectum dictarum Bullarum & Provisionum, & exiliis in hac Patria ac correctionibus ad exemplum aliorum.*

F I N I S.

# E L E N C H U S M O N U M E N T O R U M.

**E**pistola Ferdinandi Regis Catholici die 22. Maji 1504. ad Vice-Regem Neapolitanum occasione Brevis, quod Papa miserat in Regnum Neapolitanum, volens illud ibidem observari, non obtentis Litteris Placiti sine Pareatib. pag. 47.

**Epistola** Consilii Flandriae ad Consilium Privatum, qua exponit Consilium Procuratorum Regium egisse ad cassationem publicationis Decreti Romani attentatae per Episcopum Brugensem, sine praevis Litteris Placiti, item supplicat Consilio Privato, ut Litterae Placiti non expediantur, nisi ipsi auditis Consiliis Provincialibus, aequa una exponit, quam necessarium sit, ut Jus Placiti quoad omnia Decreta Romana etiam Dogmatica sollicite servetur. 49

**Consulta** Consilii Brabantiae ad Ducem Illabellam, qua exponitur Litteras Moniales ad effectum revelationis hactenus in Belgio non fuisse obtentas, neque eas admitti posse sine Litteris Placiti, aequa usus Placiti pluribus rationibus, & exemplis astruitur. 50

**Decretum** Consilii Brabantiae die 3. Maji 1688. quo cassatur publicatio Bullae Romanae impetratae in causa heredum Caroli de Bille, & in superiori Consulta enarratur. 58

**Decretum** Consilii Brabantiae die 3. Julii 1628. quo cassatur citatio quaedam affixa ex parte Internuntii, in praefata Consulta pariter enarratur. 59

**Epistola** D. Internuntii die 24. Septembris 1641. ad Universitatem Lovanensem, cui annexum erat Decretum S. Congreg. universalis Inquisitionis contra Librum Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis per Universitatem publicandum. 61

**Breve** Urbani VIII. die 11. Januarii 1642. ad Universitatem, in quo conquiruntur de non facta executione praedicti Decreti S. Congregationis. ibid.

**Libellus** supplex Procuratoris Regii oblatus Consilio Brabantiae, quo petit interdicti Reclori Universitatis Lovanensis procedere ad Publicationem ullius Bullae aut Decreti Romani, nisi ipsi primo conficiatur de obtentis Litteris Placiti, & nominatim ad Publicationem praedicti Decreti S. Congreg. contra Librum Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis. ibid.

**Libellus** Procuratoris Generalis Concilii Namurensis, quo petit cassationem publicationis Bullae Urbani VIII. factae per Episcopum Namurensensem sine praevio Placito Regio. 63

**Epistola** Gubernatoris Belgii ad Universitatem Lovanensem, qua mandatur Universitati, ut cessare faciat Disputationes, & allegationes excusatas inter Theologos occasione Doctrinae contentae in Libro, cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii*, quoadulque habeatur finalis resolutio Summi Pontificis, necnon Suae Regiae Majestatis super modo & forma executionis Bullae, qua praedictus Liber erat proscriptus. ibid.

**Litterae** Consilii Brabantiae ad Gubernatorem Belgii, in quibus exponit, qua ratione provident, ne per Internuntium, vel Universitatem Lovanensem publicaretur Bulla condemnatoria Libri, cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii*, sine obtentis prius Litteris Placiti. 64

**Epistola** Consilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, qua respondet, Consilium resolvisse admittere Publicationem Bullae, qua proferitur Liber Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, conformiter ad Mandatum ab Archiepiscopo transmissum, una tamen monens, hanc publicationem ita moderandam, ut Jus Placiti integrum conservetur. 65

**Epistola** Cancellarii Consilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, in qua monet Archiepiscopum, omnino praevendendum, ne per publicationem Bullae, qua prohibetur Liber Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, ullatenus praerudicetur Juri Regio hactenus inviolabiliter conservato de non admittendis ullis Bullis aut Decretis Romanis sine praevio Placito Regio. 66

**Decretum** Archiepiscopi Mechliniensis, quo mandat publicari Bullam Urbani VIII. qua proscribebatur Liber

Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, ac una exponuntur rationes, quae Archiepiscopum moverant ad postulandam dilationem hujus publicationis. 67

**Libellus** Supplex Ordinum Brabantiae oblatus Archiduci Leopoldo, quo exponitur per publicationem Bullae proferentis Librum, cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii*, quo plurimum praerudicari Juribus & Privilegiis ac inveteratis moribus hujus Provinciae ob plures in ea occurrentes clausulas huius Juribus, Privilegiis, & consuetudinibus contrarias, quapropter penant, nomine Regio expediti Actum, qua declarat sua Majestas per hanc publicationem se non velle derogari praedictis Juribus, vel ullam novitatem inducere. 68

**Litterae** Archiducis Leopoldi ad Consilium Brabantiae, quibus cassat & annullat quandam Protectionem Internuntii contraquamdam clausulam expressam in Litteris Archiducis, nec non Ordinatione Regia super publicatione Bullae Urbani VIII. proferentis Librum, cui titulus: *Augustinus*. 69

**Consulta** Consilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, in qua ostenditur clausulas contentas in Litteris Archiducis, & Ordinatione Regia super publicatione Bullae Urbani VIII. contra Librum Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, esse conformes inveteratis moribus huius, & omnium pene Provinciarum, & Regnorum, nihilque continere contrarium auctoritati Romani Pontificis, vel Liberrati, & Immunitati Ecclesiasticae. 70

**Sententia** Consilii Brabantiae, qua publicatio Decreti Congregationis Sancti Officii die 6. Septembris 1657. quo prohibentur plures libri facta per Archiepiscopum Mechliniensensem, cassatur ob defectum Placiti Regii. 71

**Consulta** Consilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, in qua vindicatur praerogativa Sententiam Consilii contra ea, quae Archiepiscopum Mechliniensis, & Internuntius Apostolicus eidem Sententiae apposuerant in suis respective Libellis Archiduci Leopoldo oblatis. 73

**Consulta** Consilii Brabantiae ad Archiepiscopum, in qua exponitur resolutionem captam per Consilium super cassatione Decreti Congregationis S. Officii die 24. Martii 1658. quo cassabatur Sententia ipsius Consilii Brabantiae cassatoria publicationis Decreti die 6. Septembris 1657. factae per Archiepiscopum Mechliniensensem, tanquam contraria Immunitati, & Libertati Ecclesiae, supplicans Archiduci, ut huic resolutioni favere dignetur, utpote conservandis Juribus Regii omnino necessariis. 79

**Litterae** Philippi IV. ad Gubernatorem Belgii, quibus mandat, publicationem fieri Decreti die 6. Septembris 1657. & insinuat, super hoc Decreto tanquam Dogmatico Litteras Placiti non requiri, una tamen monet, ut in hac re nihil novi inducatur. 81

**Litterae** Gubernatoris Belgii ad Consilium Regium, quibus mandat, ut conformiter ad Litteras Regias permittant fieri publicationem Decreti die 6. Septembris 1557. neque impedimentum poni publicationi Decretorum vulgo Dogmaticorum, quae ut talia fuerint visa & recognita. ibid.

**Consulta** Consilii Brabantiae ad Gubernatorem Belgii, in qua exponit, missum fuisse decretarium Consilii ad Archiepiscopum Mechliniensensem, ut sciret, si in vim Litterarum Regiarum publicasset Decretum die 6. Septembris 1657. ac una eidem Archiepiscopo insinuat resolutionem Consilii de non permitteunda publicatione ullius Decreti Romani, etiam quod praerudicet Dogmaticum, nisi prius a Consilio fuerit ut tale recognitum, ostenditque hanc cautionem esse necessariam, ut Jus Placiti conservetur. 82

**Libellus** Internuntii Apostolici oblatus Gubernatori Belgii, quo aliter conatur Bullas vulgo Dogmaticas non esse exhibendas Consiliis Regiis, ut recognoscantur ut tales priusquam publicari possint. 83

Litterae

Littere Concilii Privati ad Archiepiscopum Mechliniensem, post examinatum prædictum Libellum Internunciæ. 85

Litteræ D. Internunciæ ad Archiepiscopum Mechliniensem quibus erat adjunctum Decretum S. Congreg. die 17. Januarii 1691. ut per Archiepiscopum publicaretur. ibid.

Libellus Procuratoris Regii, in quo conclusit ad cassationem publicationis prædicti Decreti die 17. Januarii 1691. per Archiepiscopum Mechliniensem facta fuit Placito Regio. 86

Litteræ Concilii Brabantie ad Archiepiscopum Mechliniensem, quibus ipsi communicatur prædictus Libellus Procuratoris Regii. 87

Declaratio Archiepiscopi Mechliniensis, qua se excusat super facta præfata publicatione, & promittit, se imposterum nullum Decretum Romanum publicaturum, nisi obento prævie Placito Regio. ibid.

Libellus Procuratoris Regii oblati Parlamento Mechliniensis, in quo exponit sub districtu hujus Parlamenti spargi Decretum Romanum die 20. Aprilis 1668. non obento Placito Regio, concluditque ut mandetur tam Vicario, quam Vicariatus Mechliniensis, Sede vacante, consignari omnia dicti Decreti exemplaria eidem per Internuncium submissa, eique indicatur Decreti reimpresio & publicatio sub pœna apprehensionis temporalium, una cum Sententia Parlamenti, qua tam Vicario quam Vicariatus interdixit publicationem ejusdem Decreti. 88

Bulla Alexandri VII. qua damnatur binæ Censuræ Facultatis Theologicæ Parisiensis. 89

Discursus Dionysii Talon Advocati Regii coram Parlamento Parisiensi contra prædictam Bullam Alexandri VII. 90

Conclusio capta per Procuratorem Regium coram prædicto Parlamento Parisiensi ad suppressionem prædi-

ctæ Bullæ Alexandri VII. & conservationem censurarum Facultatis Theologicæ, quæ per eam Bullam erant damnatæ. 91

Arrestum Parlamenti conforme conclusionibus capitis per Procuratorem Regium. 93

Discursus Brillac Consilarii Regii habitus coram Facultate Theologica Parisiensi prima Augusti 1665. quo ipsam censionem reddit de prædicto Arresto Parlamenti, eamque auctoratur ad continuandum zelum suum in tuenda sana Doctrina, & conservandis libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ. 94

Similis Discursus Domini de Harlay substituti Procuratoris Generalis Parisi sui coram eadem Facultate habitus prima Augusti 1665. in quo fuit discursus de nullitatibus prædictæ Bullæ Alexandri VII. & de auctoritate Facultatis Theologicæ censurandi Doctrinas erroneas, & quanto in prelo habita fuerit hæc Facultas tam apud Pontifices quam Reges. 95

Discursus Advocati Regii habitus coram Parlamento Parisiensi occasione duorum Brevium Clementis XI. die 28. Januarii 1710. quibus respective prohibentur quedam scripta Episcopi S. Pontii, & Tractatus de Origine Regaliæ, una cum conclusione Procuratoris Regii, & Arresto Parlamenti super eascripto. 101

Litteræ Regiæ die 16. Martii 1501. ad Consilium Flandriæ, quibus revocatur Litteras Placiti datas super Libellis Indulgentiarum aliunde allatis seu intercedis. 108

Litteræ Regiæ die penultima Decembris 1503. ad Consilium Flandriæ, quibus eidem injungitur, ne permittat affixionem Indulgentiarum seu remissionem, nisi prius apparuerit de obitu Litteris Placiti. ibid.

Pragmatica sanctio Philippi II. de Anno 1574. qua declaratur, nullas Bullas, Provisiones, Expeditiones, aut Sententias Romanas, Legatorum aut Nuntiorum Apostolicorum sine Placito Regio luc posse executionem habere. 109

F . I . N . I . S .



# TRACTATUS HISTORICO-CANONICUS

DE

CENSURIS ECCLESIASTICIS,

IN QVO

PRISTINA DISCIPLINA A RECENTIORE SECERNITUR,  
Et quo spiritu in Censuris infligendis procedendum, necnon  
qualiter timendæ ac observandæ Censuræ.

## P R Æ F A T I O.

**C**UM multus esset sermo de Censuris, præsertim occasione eorum qua agebantur in Religio Consecrato, non inutile iudicavi, hanc Censurarum materiam penitus examinare. Eam quidem apud plerosque Scholasticos, & Decretalium Commentatores fere tractatum repertum, quin & plures de ea specialiter Tractatus conscriptos.

At observavi, à plerisque eorum vel non satis animadversum, vel non sat dilucide expositum, quid in hac materia Censurarum haberet pristina Ecclesiæ disciplina, & quid recentior, sive qua in hac materia successu temporis varietas intervenierit.

Qui enim vel solum loquendi phrasim attenderis, facere debetis, multo aliter de Excommunicatione Veteres, quam Recentiores esse locutos.

Per Excommunicationem quippe simpliciter positam Veteres nequaquam intelligebant Excommunicationem majorem sive Anathema, sed potius medicinam, qua penitentes à Communione Eucharistica, vel à consortio Fidelium ad tempus removebantur; cum tandem recentiore jure inditum sit, per Excommunicationem intelligi majorem sive mortalem, qua mediante Excommunicatus rescinditur à Corpore Ecclesiæ tanquam Ethnicus & Publicanus.

Quam differentiam vocis Excommunicatio non advertebant, in pluribus à genuino Canonum sensu deviarunt.

Ad hac distinctio illius inter Clavem Jurisdictionis & Ordinis recentioris est disciplina Antiquis ignota.

Unde ab una eademque Clave & potestate ligandi & solvendi procedebat inflictio Censurarum, à qua procedebat impositio penitentia, & absolutio à peccatis in Foro penitentiali.

Ignorant quoque fuit pluribus seculis discrimen inter Tribunal Ecclesiasticum Fori contentiosi, & Fori penitentialis, quod etiam in hac Censurarum materia tandem invaluit.

Cumque antiquitus una eademque persona absolveret à Censuris & peccatis, hac absolutio quoad utrumque Forum tam contentiosum sive externum, quam penitentialis sive internum suum plenum foret effectum, simpliciter absolutus à Censuris, habebatur in utroque Foro.

At sensum indulto utriusque Fori discrimine diversæ utrique quoque Tribunali persone propositæ fuere; atque inflictio Censurarum ad Forum externum sive contentiosum Tribunal, personæque eidem propositæ relata fuit; impositio vero penitentia ad Forum internum sive penitentialis, & Sacerdotes huic Tribunali additos.

Hinc ulterius invaluit, ut nonnunquam auctoritas infligendi Censuras & ab his absolvendi, competat illis, quibus nulla est auctoritas in Foro interno & penitentiali; e contra, sapius auctoritas competat alicui in Foro penitentiali, cui nulla est in Foro externo sive judiciali.

Quare & tandem necesse fuit, ut absolutus à Censuris in uno Foro debeat recurrere pro absolutione ad eum, cui est auctoritas absolvendi in altero Foro: quæ omnia pristini sæculi fuere incognita.

Præterea postquam Censurarum inflictio affixa fuit Tribunali Fori externi sive contentiosi, etiam necesse fuit, ut in Censurarum inflictione ordo judicialis Fori observaretur, adeo ut defectus hujus ordinis nullitatem inflictionis Censurarum operaretur.

Si præterea attendamus hodiernas Censurarum famosas tres species, Excommunicationis, Suspensionis & Interdicti: nescio num ante sæculum duodecesimum reperiretur duas posteriores pro Censuris fuisse reputatas; atque à ceteris penis Ecclesiasticis hoc ex capite fuisse separatas.

Speciem Excommunicationis hodie notissimam & nimium frequentem, quæ dicitur latæ sententiæ esse recentioris discipline indubitatum est; Neque ulla hujus Excommunicationis formula in pristinis Canonibus occurrat.

Excommunicationem, quæ hodie minor vocatur, & sola passiva Sacramentorum participatione privans, pro specie Censuræ, recentioris esse inflictus nemo ignorat, licet antiquitus nonnullæ fuerint Excommunicationes, quæ minores vere dici possint, non tamen inter species Censuræ censuebantur.

Effectum Excommunicationis, signanter quoad evulsionem Excommunicati, pro temporum & locorum diversitate varium fuisse compertum est.

Hæc aliquæ præstantiam inter & recentioris disciplinam in hac materia discrimina annotare animus fuit, atque tam veterem, quam recentioris disciplinam propere atque una annotare, quod hæc veteris discipline & recentioris confusio, sive non sufficiens & allicida utriusque distinctio occasione dederit recentioribus Scholasticis & Decretalium Commentatoribus à genuino Canonum sensu aberranda.

Nec

Nec tantum pristina Ecclesia disciplina discrepat à recentiore, sed quorundam particularium locorum consuetudo & innoterati mores quadam specialia in hac materia observanda præscribunt: uti de Belgio in hoc Tractatu ostenditur.

Hæc tamen prænotandum, quod tametsi notabilis in hac materia circa varia puncta successu temporis contigerit mutatio, eam omnem mutationem & variationem unico spectare disciplinam & adeo ut de omnibus illis dici possit, quod de varia disciplina qua contigit circa necessitatem evadendi Excommunicationem dixit Christifianus Lupus: Omnis hæc res non est dogmatis, sed disciplinæ & adeoque per Ecclesiam potest disponi varie, atque mutari.

At ipsa auctoritas ligandi & solvendi à Christo Ecclesia concessa semper mansit invariata; uti unus idemque spiritus Ecclesia in Censuris infligendis ab exordio Ecclesie usque modo fuit, & usque ad consummationem sæculi mansurus est immutabilis.

Nec enim hodie aliud intendit Ecclesia per infestationem Censura, nisi quod Christus & Apostoli intenderunt; cum eodem semper spiritu Ecclesia astringit & reoratur.

Quo spiritu si & modo procedant Prælati in usu Censurarum, ac noviter Excommunicationis, reperiens varissime dictum à Synodo Tridentina Sess. 25. cap. 3. De Reformatione, quod gladius Excommunicationis nervus sit Ecclesiasticæ disciplinæ, & ad continendos in officio populos valde salutaris, modo sobrie magnaue cum circumspectione exercetur. Uti in decursu hujus Tractatus demonstrabitur.

## CAPUT PRIMUM.

## De varia specie Excommunicationis.

## §. I.

De variis Excommunicationibus, qua ad Censuram Ecclesiasticam referri non possunt.



EXCOMMUNICATIO idem sonat, quod *extra communio*: & Excommunicatus dicitur, quasi *extra communionem factus*, sive segregatus à communione.

Sicui ergo varia est species communionis, qua homines inter se communicant, sive ut membra ejusdem Communitatis sibi juncuntur, & quasi inter se colligantur; ita varia pro varietate talis communionis possit dici Excommunicatio, prout nimirum ab hac vel illa specie communionis separatur.

Communio hæc, qua homines muruo sibi communicant, & inter se colliguntur, in primis alia est civilis & politica, alia vero Ecclesiastica.

Civilis consistit in externis actionibus & exercitiis, quæ ad humanam societatem pertinent, ut sunt mutux inter se consabulationes, commercia, mutux salutationes, communis mensa, alique similia externa, quibus civilis & politica communio & societas intertinetur.

Ecclesiastica vero sive Sacra Communio consistit in actionibus, & exercitiis externis Religionis, quibus homines tanquam unus Religio, Ecclesiasticæ societatis membra inter se communicant & exterius colligantur.

Hujusmodi externæ actiones seu exercitia sunt, exempli gratia, usus externus corundem Sacramentorum, assistentia, seu præsentia externa in publicis Religionis officiis & exercitiis, quibus ipsa externa societas membrorum ejusdem Religionis intertinetur, & sibi unita manet.

Quamvis autem civilis communicatio per actiones mere civiles videatur plane civilis & politica, atque omnibus hominibus etiam Ethnicis & Publicanis communis: adeoque non videatur ad hanc materiam Excommunicationis, ut solis Fidelibus propriam, pertinere; nihilominus in quantum inter Fideles intercedit, & ad finem spirituale ordinari potest, etiam ad hanc Excommunicationem referri valet; sive per Excommunicationem, ut est Censura Ecclesiastica, exta hanc civilem communionem possunt Fideles segregari, ut infra ostendetur.

Igitur ut sunt variae species communionis Ecclesiasticæ, sic & varia dici potest Excommunicatio, pro varietate communionis, à qua quis segregatur.

Hæc ratioe segregatio sive exclusio à participatione Eucharistiæ, vel publicis officiis, omnibus, vel aliquibus, quæ olim pro varietate graduum penitentialium, penitentibus in penitentiam imponebatur, Excommunicatio dici potest, & sæpius à Patribus dicta fuit: utpote, qua mediante, penitentes extra communionem cum reliquis Fidelibus in participatione Eucharistiæ, aut aliorum Sacrorum exercitio ponebantur.

Van Espen, Pars VI.

Unde & recte advenit Morinus De Penitentia lib. 6. cap. 25. quod hæc Penitentium segregationis merito dici queant fuisse *minores* Excommunicationes. Quin & observat Suarez De Censuris Diss. 24. sect. 1. num. 6. Intendum vocari Excommunicationem in antiquis Canonibus solam privationem Eucharistiæ, cujus usus per antonomasiam dicitur Communio.

Credique Suarez, de hac segregatione sive Excommunicatione loqui Concilium Meldenense apud Gratianum *Canf. 11. Quest. 3. Can. 41.* ubi statuitur, ut nemo Episcoporum quolibet sine certa & manifestata peccati causa Communionem privet Ecclesiasticam.

Et sane, cum ibidem Concilium manifeste hanc segregationem à Communione Ecclesiastica distinguit ab Anathemate, nullatenus potest hæc segregatio accipi pro Excommunicatione majori, prout hæc hodie sumitur.

Certum enim est, omnem illam Excommunicationem, quæ Fidelem abscindit à corpore Ecclesie, & tanquam Ethnicum & Publicanum habendum pronuntiat, olim ab Anathemate non fuisse distinctam: sed omnem Excommunicationem, quæ hodie major vocatur, dictam fuisse Anathema, ut infra probabitur.

Occurrit & alia species Excommunicationis Veteribus notissima, qua Episcopus sine legitima causa non accedens ad Conveniunt sine Synodum Episcoporum, segregatur seu privatur communionem suorum Fratrum qui Coepiscoporum, jabeturque *Ecclesia sine communione esse contentus*; uti ex Concilio Carthagenensi V. refertur *Can. 10. dist. 18.* apud Gratianum.

Et Concilium Arelatense ibidem *Can. 14. relatum*, hunc Episcopum pronuntiat *alienum à Fratribus communione*. Ac denique Synodus Tarraconensis ibidem *Can. 15.* hunc Episcopum, usque ad futurum Concilium *cunctorum Episcoporum charitatis communione privatus* fuit: (ait) *STATUTA PATRUM sanxerunt*.

Similis Excommunicationis sive segregationis meminit S. Aug. *Epist. 209. nova Edit.* ad Cælestinum Papam, scribens de Victore Episcopo Provincie Cæsariensis, cui, relicto eidem suo Episcopatu, in penam nusquam nisi in Diocesi ejus ab aliquo communicatur Episcopo.

Quin hæc segregatio à communione ceterorum Episcoporum poterit dici quædam *Excommunicatio*, dubium non est: quandoquidem revera hic Episcopus per hanc segregationem privaretur, nec vicissim *extra communionem*, quam Episcopi ejusdem Provincie inter se habebant; atque iam respectu eorum erat quasi Excommunicatus, sive extra communionem positus.

Cujus Excommunicationis effectus erant, quod Episcopus sic à communione segregatus, à ceteris Episcopis nulla visitationis officia recipere, nec vicissim Episcopi ab illo. Secundo, Sacra Solemnia in altorum Diocesi obire non senebatur. Tertio, mutuo litterarum formarium sive Commendatarum commercio interdicebatur. Denique ad Concilia aliosque Ecclesiasticos Conventus simul cum ceteris Episcopis non conveniebat, & omni in illis jure suffragii & autoritate censebatur spoliatus. Plura de his videri possunt apud Pascasium Quenellium in notis ad *Epistolam* 60. S. Leonis, & Morinum ibidem citatum.

P

Ta.

Tarelli hæc segregatio sano sensu potuit dici Excommunicatio, & pro tali apud Veteres fuerit habitus nihilominus certum est, quod haberi non potuerit pro Excommunicatione, ut est Censura separans Excommunicatum à Corpore Ecclesie: quandoquidem hujusmodi Episcopo permittitur communicatio suæ Ecclesie, siue communicare cum Clero & populo suæ Diocesis, cui permittitur tanquam proprius Episcopus præfesse.

Itaque hæc segregatio, quæ & ad certum tempus pro varietate culpe restringebatur, juxta hodiernam phrasin & disciplinam non iam est Censura, quam quædam poena Canonica.

Hoc & recte notavit Stephanus Quaranta in Summa Bullarum, verbo Concilio Provinciali quæst. 18. Et idem (ait) tria monito in ea non requiruntur, scilicet in Excommunicatione, quæ est Censura Ecclesiastica. De qua differentia latius infra, ubi de Canonica monitione agitur.

Frequens quoque occurrit mentio Excommunicationis in Regulis Monachorum, ac notanter in Regula sancti Benedicti, qua pro qualitate culparum, Monachi ad tempus, in totum, vel pro parte privantur & segregantur à communione ceterorum Monachorum.

Et quidem cap. 24. hujus Regule præcipitur: Secundum modum culpe, Excommunicationis vel disciplinæ mensura debet extendi, quæ culparum modus in Abbatibus pendat iudicio.

Deinde subiungitur: Si quis tamen Frater in levioribus culpis inciditur, à mensa participatione privetur.

Evidens est ex isto contextu, & titulo Capituli, qui est: Qualis debeat esse modus Excommunicationis, hanc à mensa communis participatione privationem, à Benedicto habitam fuisse pro Excommunicatione, non secus ac illa, qua Monachus, qui gravioris culpe nexa tenetur, suspenditur à mensa simul & ab Oratorio, prout cap. 23. præscribitur: vel qua Monachus contumax aut inobediens, nec post irinam monitionem se corrigens, Excommunicationi subjacet mandatur, cap. 23.

Licet enim separationes hæc pro gravitate culparum à communione ceterorum Monachorum, & communis conversatione, & exercitiis communibus extendantur, & plus minusve Monachus à ceterorum consortio separaretur; nihilominus omnes hæc separationes contraxerunt reputantur fuisse, & reputari poterunt tanquam poenæ Monastice, nequaquam vero pro Censuris Ecclesiasticis à Clavium potestate procedentibus.

Unde & videmus, has Excommunicationes infligi pro culpis levioribus præteritis, nulla existente in corrigenda contumacia: cum tamen censura infligi nequeat, nisi contumacia & se corrigere nolentis, uti recte notat Josephus Mege Monachus Benedictinus Congregationis S. Mauri in Commentario ad cap. 23. Regule S. Benedicti, qui pluribus argumentis ibidem evincit, has Monachales separationes nequaquam ad Censuras Ecclesiasticas relatas fuisse; tametsi fateatur, eas in aliquibus quandam cum Censuris conformitatem habuisse, & simpliciter fuisse dictas Excommunicationes: eo quod revera Monachos extra communem cum ceteris Monachis in totum vel pro parte separarent. Quod & notavit Suarezus De Censuris disp. 24. sect. 1. num. 6., in Regula sancti Benedicti (ait) nulla legitur de Excommunicationibus Regularibus (ut ita dicam) quæ in poenam Monachis imponantur, quæ Censuræ non erant, sed prohibitiones & separationes quædam.

Itaque hæc & similes separationes olim etiam Excommunicationes dictæ fuere, tametsi essent simplices poenæ Canonice, quæ etiam ab iis qui usum Clavium nullum habebant, imponi poterant, & à Censura Ecclesiastica in multis differebant, uti in decursu hujus Tractatus notabimur.

De Excommunicatione minori prout hodie accipitur, & quando Excommunicatio simpliciter posita capere suam pro majori?

Quamvis olim plerique prohibitiones & separationes à communione in poenam culpe, vel in satisfactionem delicti imposuit, dictæ & habitæ fuerint pro Excommunicatione, & Excommunicationes minores dici potuissent hodie tamen ex recentiori disciplina & phrasii loquendi, nulla sapientia sua prohibitio à communione habetur & reputatur pro Excommunicatione, nisi sit species Censuræ Ecclesiasticæ.

Hinc Victorius, aliquæ nonnulli Scholastici tametsi fateantur, quod omnes illæ separationes, de quibus §. præcedenti, poterant vocari Excommunicationes minores: Nunc autem (ait Victorius) una tantum est Excommunicatio minor, quæ privatur usu passivo Sacramentorum.

Similiter Suarezus disp. 24. sect. 1. num. 7. quamvis non obscure fateatur, olim plures fuisse species Excommunicationis minores, observat tamen: Nunc certum est, nullum esse proprium Censuram, quæ privet receptione unius Sacramenti, nisi omnibus simul privando: quæ est hodierna Excommunicatio minor, species Censuræ Ecclesiasticæ.

Hæc enim Excommunicatio minor definitur solet: Censura privans passiva Sacramentorum participationem.

Quæ definitio desumpta est ex capitulo, penult. De Sentent. Excommunicat. ubi declaratur, quod minor Excommunicatio à perceptione Sacramentorum separat, major à Fidelium communione.

Et in cap. fin. De Clerico excom. ministr. supponitur, minori Excommunicatione ligatur, à participatione Sacramentorum exclusus. Declaratur enim ejus electio irritanda, pro eo quod ad susceptionem communicatur, à quorum perceptione SS. Patribus est privatus.

Hæc Excommunicatio incurritur de jure ob communicationem peccaminosam cum Excommunicato majori Excommunicatione, uti expresse supponitur in cap. 3. De Sentent. Excommunicat. in 6. Notatur Suarezus disp. 24. sect. 3. num. 2. post Navarum hunc esse unum casum, quod de jure hæc Excommunicatio incurritur: Quia (ait) reliqui nec sunt in usu, nec in eis interveniunt propria Excommunicationis minores.

Observat præterea num. 1. quod etiam si nihil obflare videtur, quin hæc Excommunicatio ab homine ferri queat, tamen, ratio, ac fere nunquam Judices Ecclesiastici utantur hac Censura in sententiis ab homine ferendis.

Notandum præterea, hujus Excommunicationis minoris ob participationem cum Excommunicato, nullam apud Veteres mentionem fieri.

Et licet vetustissimè circa tempora Gregorii VII. aliqua invaluisse cogerint, quæ huic Excommunicationi introducende occasione deditur (ut infra ostendetur, ubi de effectu Excommunicationis agitur), tamen non reperitur ullum hujus Censuræ mentionem expressam fuisse, ante Gregorium IX. qui est Author utriusque Decretalis præcurat in capitulo, penult. De Sentent. Excommunicat. de in cap. final. de Clerico excom. ministr.

Recte proinde notat Moynus De Administ. Penit. lib. 6. cap. 23. num. 13. tametsi Veteribus notæ fuerint plures Excommunicationes minores, hanc tamen speciem Censuræ ignotam fuisse, eamque esse recentioris instituti, licet à multis annis (ait) penitus prope obsoletam.

Et Christianus Lupus tom. 1. Schollorum in Canones pag. 491. observat, quod antiquitus nulla esset Excommunicatio minor, scilicet quæ contraheretur ob participationem cum Excommunicato. Sed quivis (ait) Excommunicato communicans incurbat idem penitus vinculum, quomodo nunc communicans in crimine.

Monetque Vir eruditus Franciscus Florens in notis ad Paratita Decretalium Alexandri Cassanæ tit. De Sentent. Excommunicat. Minor. Excommunicatio recentior est, nec locum habet in Gallia. Sed nec in Belgio ejus usus apparet.

AN Excommunicatio, quæ hodie *major* appellatur, Veteribus notissima fuit, & unica penæ species Censuræ reputata à potestate Clavium dependens, & proprie à Christo *Matth. 18.* interdicta, hodie quoque ab omnibus pro Censura agnoscitur, & prima inter species Censuræ reputatur: de qua potissimum & hoc Tractatu agendum.

Hæc est illa Censura, quæ mediante quis auctoritate Clavium ab Ecclesia rescinditur, & tanquam Ethnicus & Publicanus habendus declaratur.

Et quidem adeo vulgaris cepit esse hæc Excommunicatio, ut tandem invaluerit, nomine Excommunicationis simpliciter potius intelligi hanc Excommunicationem majorem: quod præsertim receptum fuit, postquam proditit moderna Decretalium Collectio auctoritate Gregorii IX. qui in Decretali relata in citato *capite penult. De Sent. Excom.* declaravit: „ Si quem sub hac „ forma verborum *illum excommunico*, vel simili à *Ju-* „ dice suo excommunicari contingat, cum non tan- „ tum minori, quæ à perceptione Sacramentorum, „ sed etiam *majori Excommunicatione* (quæ à Com- „ munionem Fidelium separat) esse ligatum.

Hinc uno consensu concludere Decretalium Commentatores, & hos secuti Theologi Scholastici, nomine Excommunicationis intelligi Excommunicationem majorem.

Dubium non est, hanc Excommunicationis interpretationem esse recentioris ævi: quandoquidem apud Veteres passim Excommunicatio simpliciter expressa, pro separatione à Communione Eucharistica, vel alia particulari acciperetur, non autem pro Excommunicatione majori, quæ quæ à communionem Fidelium, sive corpore Ecclesiæ tanquam Ethnicus & Publicanus separatur, quæ antiquitus *Anathema*, vel Excommunicatio *mortalis* vocari consuevit, uti s. sequenti notabitur.

Id recte observavit Emmanuel Gonzales in Academia Salmanticensi Canonum Professor, in notis ad citatum Capitulum penultimum, notans, quod Gregorius IX. hic *novam* ediderit Constitutionem: „ Nam (ait) cum „ olim Excommunicatio simpliciter prolata de minori „ acciperetur *Can. ENGELTRUDAM 3. quest. 4. Can. CUM EXCOMMUNICATIO 11. quest. 3.* tamen „ ipse *noviter* statuit, ut si simpliciter proferatur Ex- „ communicatio, intelligatur de *majori*, quæ Fide- „ lium Communionem privat, & magis timetur.

Ad hanc diversam Excommunicationis nomenclaturam non satis reflectentes recentiores Canonum Interpretes, in multis à genuino Canonum sensu defecerunt, & novas eorum Interpretationes produxerunt, quæ sensum communiter receptæ, occasionem dederunt novam & Antiquis ignotam disciplinam introducendi, ut in decursu hujus Tractatus videbitur.

## §. III.

## De Anathemate.

Vox *Anathema* proprie est vox Græcæ, & in Sacris Litteris usurpatur pro voce Hebrææ *Horma*, quam Vulgatus Interpres exposuit per *Anathema Numer. 12. & Judicum 1.*

Descendit autem vox Hebræa à radice *Havam*, hoc est, *occidit, delevis, exterminavit*. Igitur *Anathema* proprie & secundum usum Judæorum, est res quæ exactione & ruina digna est: & verbum *anathematizare*, est rem abolere & diris devovere.

Sic in Libro Numerorum *cap. 21.* Urbes Chanaanorum, quæ tradite sunt Filiis Israël, ut deleantur, dicuntur *anathematizate*.

Et in Libro Josue *cap. 6. vers. 16.* de Civitate Jethochina, quam mandaverat funditus deleri cum omnibus quæ in ea inveniebantur, dicitur: *Sic Civitas hæc ANATHEMA, & omnia quæ in ea sunt.*

Similiter in Libro Judicum *cap. 1. vers. 17.* de hac ipsa Civitate legitur: *Vocatumque est nomen Urbis HORMA, id est, ANATHEMA*, quia scilicet funditus deleta erat.

Igitur *anathematizare* apud Judæos sonabat idem quod penitus delere.

Dicere autem, *Anathema sit*, idem sonat, atque *diris devovere, seu opare*, ut penitus deleatur.

Van Espen, *Part VI.*

Hæc significatio accipitur & in Novo Testamento. De Petro Marci *14. vers. 71.* legitur: *Ille autem capis anathematizare & jurare, qui iussio hominem illum, quem dicitis hoc est, cepit suspensum diris devovere.*

Ex vox *Anathema* passim sumitur pro re execranda vel execrabili. Sic Paulus ad Rom. *9. vers. 3.* dicens: *Cupiebam ANATHEMA esse pro fratribus meis*, nihil dicere voluit, quam quod desiderasset, diris devoveri pro fratribus suis. Et quod dicitur *1. Cor. cap. 16. vers. 22.* *Si quis non amat Dominum nostrum Jesum Christum, sit Anathema*, idem sonat, quod in exactione sit omnibus, & deleatur de Libro viventium. Et ad Galatas *1. vers. 8.* *Licet nos aut Angelus de Cælo evangelizet vobis, præterquam quod evangelizavimus vobis, ANATHEMA sit*, idem est, ac si diceret, *maledictus, execrabilis sit.*

Cum igitur qui ab Ecclesia tanquam Ethnicus & Publicani rescindebantur, & itaque in interitum carnis tradebantur, eo nomine ab omnibus quasi execrabiles & maledicti reputandi essent, à quibus & se separare deberent; idcirco Episcopi in eos quos hæc Excommunicatione majori plendens censebant, hæc voce *Anathema* usi sunt.

Hæc proinde ratione Anathema in Ecclesiis jamptem pro Excommunicatione majore recepta fuit.

Et quidem, cum per omnem & solam Excommunicationem majorem quis tanquam Ethnicus & Publicanus ab Ecclesia rejiciatur & abscondatur, etiam à Patribus omnis hæc sola ab Ecclesia separatæ & expellæ *Anathema* dicta fuit.

Uterius, quia per eam Excommunicatus tanquam Ethnicus & Publicanus quasi de Libro vite eradabatur, & itaque tradebatur: atque ita in mortem æternam traditus censebatur, idcirco & hæc Excommunicatio non tantum *Anathema*, sed & *mortalis* appellabatur.

Excommunicatio vero quæ nonnulli in penam alicujus culpe à Communionem Eucharistica, aut ingressu Ecclesiæ, vel à consortio Fidelium ad tempus in totum, vel pro parte separabantur, nequaquam dicebatur *Anathema*, aut *mortalis*: eo quod hæc Excommunicatio petuisset, non tanquam Ethnicus & Publicani à corpore Ecclesiæ essent resecuti & in mortem traditi sed solum tanquam ægri & fauciati ad tempus sequestrari, & operibus penitentis subijci: quos etiam non ut Ethnicos & Publicanos à sua cura abijciebat, sed ut filios sue Ecclesiæ fovibat, & curabat: nec à ceteris Fidelibus tanquam maledicti & execrabiles reputabantur: sed ut ægri & fauciati, qui remedia curationis & à Pastoribus tanquam spiritualibus Medicis sibi applicata libenter susceperent, & vulnerum suorum curationem desiderarent.

Unde similis Excommunicatio passim dicebatur *medicinalis*, ad distinctionem *majoris*, quæ *mortalis* appellabatur.

Hujus distinctionis meminit S. Aug. *serm. 357. n. 10.* in ult. edit. Benedictionum, dicens: „ Non vero „ quenquam à Communionem prohibere non possumus, „ quamvis hæc prohibitio nondum *mortalis* sit, sed „ *medicinalis*, nisi aut sponte confessum, aut in aliquo „ sive seculari, sive Ecclesiastico judicio nominatum „ acque convictum. „ Et in Libro post Collationem contra Donatistas, ait: „ Neque à populo Dei separamus, quos vel degradando, vel *excommunicando* ad „ humiliorum penitentis locum redigimus.

Evidens hinc est, separationem penitentium ab Eucharistia, aut ingressu Ecclesiæ, & consortio Fidelium, dictam fuisse ab Augustino *Excommunicationem*, sed *medicinalem*, non autem *mortalem*, quæ Excommunicatus à populo Dei separatur, sive ab Ecclesia rescinditur.

Quod autem solus ille, qui per Excommunicationem mortalem ab Ecclesia absconditur, *anathematizatus* vel *Anathema* diceretur, fusus exponit S. Chrysostomus Hom. *16.* in Epist. S. Pauli ad Romanos, in illa verba: *Optarem ego ipse Anathema esse à Christo*, „ Quid igitur est Anathema? Audi (ait) ipsum ita loquentem: *Si quis non amat Dominum nostrum Jesum Christum, sit Anathema sit*: hoc est ab omnium commercio segregetur, alienus ab omnibus sit. Nam quemadmodum *Anathema* „ ma donumque id quod Deo oblatum dedicatur, nemo „ est qui temere manibus contingere audeat, neque ad „ id proprius accedere, sic & eum qui ab Ecclesia separatur, ab omnibus absconditur, ac tanquam longissime „

abducens, hoc nomine, à contrario scilicet appellatus, magno cum terrore omnibus interminatus, ab eo ut separaretur, ac potius referant.

Agnoverunt & hoc recentiores Theologi: atque inter alios Suarezus *Disp. 8. sect. 2.* postquam modo supra expresso exposuisset vocem *Anathema*, conclusit *hum. 5. 3.* atque hinc tandem in usu Ecclesie *Anathema* manifestari quis dicitur, cum ab Ecclesia separatur, si & sic separatus vocatur *Anathema*, tanquam ab Ecclesia maledictus, & aliis Fidelibus execrabilis.

Raque ignota fuit Veteribus duplex species Excommunicationis *majoris*; una scilicet quæ simpliciter Excommunicatione *major*, & altera, quæ *Anathema* dicitur, prout hec hodie à Theologis & Canonistis distingui solet; & expresse notatur in moderno Pontificali Romano sub titulo, *Ordo excommunicandi*, ubi exprimitur triplex species Excommunicationis, videlicet: *minor*, *major*, & *Anathema*.

Huic distinctioni inducendæ occasionem dedisse apparet nova illa interpretatio vocis, *Excommunicatio*, quæ occasione Decretalis Gregorii IX. in *capit. penult. De Sens. Excom.* invaluit: nimirum quod Excommunicatio simpliciter expressa intelligenda sit de Excommunicatione *majori*, qua quis à Corpore Ecclesie tanquam Ethnicus & Publicanus rescinditur.

Hac quippe significatione vocis, *Excommunicatio*, recepta, coperunt passim Canonistæ & hos secuti Theologi vocem, *Excommunicatio*, ubi in antiquis Canonibus apud Gratianum occurrebat, accipere pro Excommunicatione *majori*, idque frequentius contra verum & genuinum Canonum illorum sensum.

Cum autem interdum in hisce Canonibus diceretur, post Excommunicationem, excommunicatum si rebellis & contumax maneret, *Anathema* sciendum: ipsi quæ supponerent, conformiter ad recentem jam introductam vocis illius interpretationem, in Canonibus illis sermonem fuisse de Excommunicatione *majori*, coperunt *Anathema* distinguere ab Excommunicatione *majori*; aut ut minus crederetur per *Anathema* primam Censuram sive Excommunicationem intendi, canque aliquatenus simpliciter Excommunicatione *majori* à Iudice inflicta, esse graviorem, ne alias videretur unus idemque peccator ob continuam suam contumaciam una eademque Censura bis feriendus.

At si posita hac recentiori interpretatione vocis, *Excommunicatio*, recessisset, vocem hanc simpliciter positam, antiquitus non significasse Excommunicationem majorem, sive mortalem, sed duntaxat minorem seu *medicinalem*, facile viderent, ad hanc distinctionem *Anathematis* & Excommunicationis *majoris* non esse confugiendum.

Nihil enim evidentiùs, quam quod hi, qui post Excommunicationem medicinalem non corrigebantur, tandem per Excommunicationem mortalem, sive *Anathema*, tanquam incurabiles & desperati rescinduntur.

Cum igitur in quibusdam Canonibus apud Gratianum Excommunicatio distingui videatur ab *Anathemate*, vox *Excommunicatio* nequaquam accipienda pro Excommunicatione, quæ hodie *major* dicitur, sed pro separatione aliquæ à Communione Eucharistica, vel à societate Fidelium in penitentiam, seu penam commissi delicti impositam, quæ *medicinalis* dicebatur: nec Excommunicatum à corpore Ecclesie auctoritate Clavium separabat: quod per Excommunicationem fiebat, quam Veteres Excommunicationem mortalem & *Anathema* dicebant.

Hoc sensu Canonem ENGELTRUDAM *caus. 3. q. 3.* exposuit ipse Gratianus. Cum hic dicatur *Engeltrudam non solum EXCOMMUNICATIONE, quæ à fraterna societate separatur, sed etiam ANATHEMATE, quod ab ipso Christi corpore (quod est Ecclesia) recidit, crebro percessam esse*, subjungit hanc conclusionem: „Unde, datur intelligi, quod *Anathematizati* intelligendi sunt, non simpliciter à fraterna societate, sed à & corpore Christi (quod est Ecclesia) omnino separati. Nequaquam obsecratum est Gratianum accepisse *Anathema* pro omni Excommunicatione, quæ à corpore Ecclesie separat: Excommunicationem vero simpliciter positam pro ea, quæ à societate fraterna separat.

Eodem sensu accipiendum Canon NEMO EPISCOPORUM *caus. 11. quest. 3.* precipiens, ut *nemo Episcoporum quolibet sine certa & manifesta peccati causa*

*Communionem priorem Ecclesiastica. s. b. Anathemate interem sine culpa sentia Archiepiscopi aut Concilii potestatem nullam profanum potestatem, nisi unde Canonica docet Autoritas.*

In priore enim parte, Canon agit non simpliciter de separatione à Communione Fidelium, sive corporis Ecclesie, sed de separatione à Communione Ecclesiastica, quæ in penitentiam, seu penam penitentibus pro commissis delictis imponebatur; quæ est medicinalis tantum esset, non poterat tamen imponi, nisi vel sponte confesso, aut in iudicio aliquo convicto, uti ex Augustino max audivimus.

Quod autem per *Anathema* intellexerit omnem Excommunicationem *majorem* probat subjecta ratio: *Quia (ait) Anathema agit æterne mortis damnatio, et non nisi pro mortali debet imponi crimine, & illi qui aliter non poterit corrigi.*

Difficultatem majorem habere videtur, quod refertur in *cap. 10. 2. De Jurejur.* & quod Clericus pro crimine aliquo primò depositus, si incorrigibilis fuerit, *excommunicatur*, deinde contumacia crescente, *Anathematis* mœrone feriti debet.

Hic passim per Excommunicationem Canonistæ intellexerunt *majorem*; eamque ab *Anathemate* distinxerunt, uti novissime post alios novavi, & distincte Prosper Fagnanus: *Quia (ait hic num. 22.) Excommunicationis verbo, MAJOR Excommunicatio inteligitur.*

Deinde *num. 23.* monet hoc intelligi de *majori Excommunicatione, quæ fertur sine solemnitate, Anathema vero illa, quæ fertur cum solemnitate.*

Quis fuerit hujus Decretalis Auctor incertum est. In ultima quidem Decretalium Collectione, qua hodie utimur, & inscribitur Calisto III. At Cujusvis cuique secutus Gonzales, eam Clementii III. ascribendam arbitrantur.

Cum autem uterque hic Pontifex sedisset sub finem sæculi XIII. non parum jam rursus collapsi Veterum disciplina, exigui ponderis est argumentum, quod pro Veterum phasi, & disciplina ex hac Decretali eruitur.

Pixera incertum est, num Clerico depositus & incorrigibilis intelligenda sit Excommunicatio *major* sive mortalis, an non potius medicinalis, quæ Clericis non tantum ab Officiis Clericalibus, & Communione Clericis propria interdicitur, sed & à Communione Laici, & societate Fidelium in penitentiam segregatur; quæ simpliciter Excommunicatio dici olim consueverat: tametsi per eam à corpore Ecclesie non rescinderetur, quod denum per Excommunicationem mortalem sive *Anathema* fiebat.

Ceterum faciem passim Recentiores, qui hac etiam distinctione utuntur, eam novissi accidentem dici posse: sive Excommunicationem majorem & *Anathema* non differre, nisi penes minorem majoremque solemnitatem in pronuntiatione adhiberi solitam.

Et quidem supra vidimus, quod Fagnanus adhibita distinctione inter Excommunicationem majorem & *Anathema* max monuerit, Excommunicationem majorem intelligi quæ fertur sine solemnitate, *Anathema* vero illam, quæ fertur cum solemnitate.

Et Emmanuel Gonzales in notis ad citatum Capitulum 10. *lit. L.* notat, quod Excretio *solemniter* in Ecclesia facta dicitur *Anathema*: Et ipius Excommunicati *Anathematismus*, est veluti Auscultus, & aggregatio detestationis contra Excommunicatum contumacem. Excommunicationem præcedente autem get non *substantia* segregationis, sed hore *majoris* rem excommunicationis.

Et Suarezus citata *sect. 2.* postquam probavit, non posse dici duas esse species Excommunicationis *majoris* in substantia distinctas, rursus monens addendum censuit, *Anathema* substantiè non differre ab Excommunicatione *majori*, atque ideo omnem hujusmodi Excommunicationem esse quoddam *Anathema*.

Ipsum quoque Pontificale Romanum sufficienter insinuat, Excommunicationem majorem & *Anathema* non differre, nisi penes solemnitatem promulgationis majorem vel minorem.

Interim vix dici potest, quantum in hac Censurarum materia, notanter Excommunicationis, à sensu Patrum & Ipi-

de spiritio Ecclesie recessus sit occasione novæ illius Interpretationis vocis, *Excommunicatio*, & distinctionis inter *Excommunicationem majorem simplicem* & *Anathema*.

Ubiunque enim in Canonibus & Patrum Regulis occurrit vox, *Excommunicatio*; idque pro culpa sæpe sat levis, cum acceptetur Recensitores, juxta phrasim receptam, de *Excommunicatione majori*, atque hinc prædicti facti sunt Judices, ut hanc Censuram pro levioribus etiam causis impenderent, non advertentes, Canones non de hac, sed de minori quadam segregatione seu *Excommunicatione*, secundum modum illius temporis, esse accipientes.

Ubi vero Canones agunt de moderatione, & prudentia in *Excommunicatione* servanda, nec non de gravitate, & atrocitate delicti, atque de contumacia ac rebellionem in *excommunicando*, aliisque ab Episcopis aliisque Prelatis expendendis, priusquam ad *Excommunicationem*, tanquam ultimum & severissimum remedium recurrant, hæc omnia tanquam ad *Anathema* magis quam *Excommunicationem majorem simplicem* spectare existimant: Cum tamen ea consensu Patrum, & mente Ecclesie ad omnem *Excommunicationem majorem* pertinere eorum sit, uti & in decursu de singulis speciatim notabitur: & una in quibus à veteri disciplina, & vero Canonum sensu recessus sit.

## §. IV.

De *Excommunicatione legis* seu juris & hominis.

Notissima est hodie divisio *Excommunicationis* in eam, quæ est ab homine, & eam, quæ est à lege.

*Excommunicatio* dicitur ab homine, quando à Judice per sententiam tenet in certam personam, ob contumaciam in delicto.

Dicitur *Excommunicatio juris* sive à jure, quando Superior ferendo legem stabilem, & permanentem, pernam *Excommunicationis* in transgressorem annectit.

Et quidem hæc *Excommunicatio* subinde dicitur *ferenda*, subinde *lata sententia*.

Ferenda quidem, quando Legislator duntaxat vult, ut transgressor per Judicem *excommunicetur*; & sic transgressor per solam transgressionem non incurrit *Excommunicationem*, sed demum postquam Judex de transgressionem cognovit, & sententiam *Excommunicationis* in ipsum pronuntiavit: ideoque dicitur *ferenda sententia*: quia prærequirit Judicis sententiam.

*Excommunicatio lata sententia* dicitur, quæ ipso facto, sive ipsa legis transgressione, per ipsam legem sive vi legis inferitur: ita ut ipse transgressor *Excommunicatione* ligetur hoc ipso, quo legem transgressus est, iametsi Judex de transgressionem non cognoverit, multo minus sententiam protulerit: & sic ultra ipsam transgressionem legis, nullum Judicis factum requiritur: atque ideoque vocatur *Excommunicatio Canonis vel Juris*: quia immediate vi Canonis vel Juris abque ulterioris hominis facto infingitur.

Quantumvis hæc *Excommunicationis* species apud modernos Auctores sit vulgarissima, in praxi frequentissima, eorum tamen est, eam pluribus seculis in Ecclesia plane fuisse ignotam.

Ignora quippe fuit Veteribus *Excommunicatio Canonis* sive Juris, quæ hodie *lata sententia*, prout supra descripta est.

Si enim pervolvantur Canones novem ut minus seculorum, quibus Ecclesia stetit, non creditur reperiri Canonem, qui continet hanc similem formulam: Qui hoc, illud fecerit, vel non fecerit, sit ipso facto, seu ipso jure *excommunicatus*: aut ipso jure, seu facto *Excommunicationem* incurrat: vel sub pœna *Excommunicationis ipso facto* incurrenda: quæ sunt ordinatæ formulæ, quibus *Excommunicatio lata sententia* exprimitur.

Quin & si integrum Gratiani Decretum, seculo demum duodecimo compositum pervolvatur, nescio num vel unum *Excommunicationis ipso facto* exemplum reperitur.

Dicitur quidem in famoso illo Canone SI QUIS SUA-

DENTE DIABOLO *canon. 17. q. 4. quod. 1. si quis* fundente diabolo hujus sacreplebentium intusque sit, quod in Clericum vel Monachum violentæ manus injecerit, *Anathematis vinculo subiacet.*

Sed utrum hæc formula in *lata*, an duntaxat *ferenda sententia*, non est expeditum.

Ut enim notat Glossographus ad c. 2. h. de *For. compentis*: Hæc formulæ: *Sic sequestratus, sive excommunicatus*, non significat nisi *Excommunicatio* nem *ferenda sententia*.

Rursum ac capit. unum h. de *Sagittariis*, asserit quod per hanc formulam; sub *Anathemate prebendum*, non importetur *Excommunicatio lata sententia*, sed *ferenda*; hancque *Excommunicationem* generaliter intelligi, ubi per legem a liquid prohibetur sub *Anathemate*.

Non hæc fundamentum proinde nonnulli existimant *Excommunicationem*, de qua in *Can. Si quis fundente diabolo*, potius ex interpretatione Doctorum, quam mente Auctoris pro *Excommunicatione lata sententia* tandem fuisse habitam & receptam.

Adhuc notandum, hunc Canonem referri ex Concilio Lateranensi, quod demum sub medium circiter sæculi XII. sub Innocentio II. celebratum est: ideoque pro antiquitate hujus *Excommunicationis* hinc nihil erui possit.

Illud scimus, quod licet hæc *Excommunicationes lata sententia* serius innovarent, tamen eas semel receptas, labentibus sæculis mirum in modum fuisse multiplicatas.

Et quidem si Navarro credimus in suo *Manuali cap. 27. num. 49.* ad annum usque 1398. quo promulgatus est *Sextus Decretalis*, viæ inveniebantur 36. casus *Excommunicationis lata sententia*, qui ad minus in 26. redigi possunt.

Per solum *Sextum Decretalem* (ait Navarros) "introduci sunt 32. casus *lata sententia*, & per solas Clementinas 30. per Bullam *Cane*, per Extravagantes impressas, per Constitutiones Synodales, & Provinciales, & per visitationes & renovationes "Sæcularium, & Regularium *pene immensa*."

Quantopere adhuc postea usus harum *Excommunicationum excrescere*, scitur: quandoquidem vi illa, Bulla, aut Rescriptum Romæ proleat, cui non sit, *Excommunicatio lata sententia* infera.

## §. V.

Validitas, & Effectus *Excommunicationis Juris* sive Canonis dependet à validitate, & obligatione legis.

Ostensum est præcedenti §. quod *Excommunicatio legis* sive Canonis dicatur illa, quæ annexa est legi sive Canonis eo pacto, ut incuratur vel insignitur ob transgressionem legis vel Canonis; uniceque tendat hæc *Excommunicatio*, ut puniant transgressores legis vel Canonis, ejusque pœnæ comminatio ne ad observantiam legis incitentur, aut à transgressionem efficacius avocentur.

Cum non possit esse obligatio adimplendi legem, aut peccatum hujus culpa in legis transgressionem, si ipsa lex ab initio fuerit invalida, sive non obligatoria, vel vim obligandi successu temporis amiserit, non potest quoque incurri *Excommunicatio*, quæ est pœna gravissima, ob transgressionem istius legis.

Hinc uno consensu concludunt tam Theologi, quam Canonistæ, Censuram Juris seu Canonis dependere à validitate & efficacia legis, hacque deficiente, etiam Gensuram eidem annexam ipso facto evanescere.

Quare Suarez de Censuris disp. 4. sect. 6. inquirens, quæ requiratur ad validitatem Censuræ, dicit *num. 4.* "Quod attinet ad Censuram latam per legem, sit prima Regula & indubitata: Quotiescunque lex, vel propter iniquitatem nulla est, vel propter aliam causam actu non obligat, Censura per talem legem *lata nulla* est, seu de facto non incurritur. Quia si lex nulla est, vel non obligat, propterea auferetur auctoritas Censuræ, & omnis coactionis: quia si lex non obligat, nec contumacia, nec inobedientia, vel peccatum in transgressionem intervenire potest: ablata autem materia Censuræ, nulla potest esse Censura."

Quæ



Quæ autem requirantur ad iustitiam legis, ejusque vim obligandi exponunt passim Scholastici in Tractatu De legibus. Hoc autem hic notat specialiter Suarez n. 9. „ Ut Censura lata per legem valida sit, non satis esse, legem esse iustam, & iustam, quoad id, quod præcipit, vel prohibet, sed etiam quoad proportionem Censuræ cum materia talis præcepti... Nam si pro re levi gravem penam imponat, quoad eam portem injusta erit. Atque ita in præsentia, si materia præcepti levis sit, ita ut ejus transgressio non excedat culpam venialem, & illi adjungatur Censura major, seu gravior, valida non erit, quia non habet materiam sufficientem, in qua fundetur. Quapropter & ibidem improbat usum Excommunicationum, quæ adjunguntur levioribus præceptis, non ut veræ Censuræ, sed ut comminatoriæ, & ad terrorem; quia (ait) sinceram non continent veritatem, & possunt occasione præbere indoctis ad peccandum graviter ex conscientia erronea. „ Quam gravis causa requiratur ad Excommunicationem, infra dicemus,

## §. VI.

*Ut lex Pontificia atque annexa Censura ubique obliget, non sufficit publicatio Roma facta.*

Ostensum est præcedenti §. obligationem, & effectum Excommunicationis juris five Canonis dependere à validitate & obligatione legis.

Porro indubitanum est, legem, licet conceptam, & scriptam, manere sine efficacia obligationis, ante publicationem.

Et quidem cum lex, quæ, ut commune præceptum omnibus subditis in commune fertur, ita promulgari sive proponi debeat, ut vi promulgationis innotescat universo populo possit.

Hinc apud Romanos jam tum olim in usu fuit, ut postquam rogatæ & scriptæ essent leges, non tantum promulgarentur, sed & rei incise publice affigerentur: promulgatio hæc vero tam accurate peragebatur, ut tribus vicibus repetenda esset.

Adhuc eum infinita sit morum varietas, & unaquæque pene Provincia suis particularibus statutis, consuetudinibus, legibusque, & privilegiis regatur, difficile est, legem generalem à Principe Supremo latam omnibus Provinciis & populis convenire, & interdum non impingere in publica commoda. Cui rei vix aliter occurrî potest, quam si de his, quæ incidunt, admoveant Legislatorem lis, quibus particularem per Provincias promulgationem Princeps delegavit: qui deinde legem temperet, ut & re esse videtur.

Hinc ab antiquo tam in seculari, quam in Ecclesiastico regimine legum generalium promulgatio facta legitur per singulas Provincias & Dioceses, ut singulis per Provincias inferioribus Magistratibus commissa, qui eas ritu apud ipsas usitato & recepto populis proponerent, & insinuant: & si quid durius aut Patriæ moribus contrarium occurreret, Principem & Legislatorem reddere possent certiores.

Hunc morem insecutus Justinianus Imperator in Novella 66. declaravit, suas leges demum in Provinciis obligare, ex quo diversa (sive ut Græca lectio habet, evulgata) per Metropolitanas palam factæ sunt: mandataque suo per Orientem sacrorum Prætoriorum Præfecto, qui in præsentia Novella constituit, *Præceptis propriis omnibus facias manifestas: & qui in maxima Civitate, & qui foris habitant, quotiens omnibus fiant palam, quæ à nobis pro omnium cautela sancita sunt.*

Eandem promulgandi normam servari voluit circa legem, quæ præscribit Novella 6. modum, quæ oportet Episcopos, & reliquos Clericos ad oblationem adduci, præcipientem in Epilogo, „ ut Sanctissimi Patriarchæ utriusque Diocesis hæc proponant in Ecclesiis sub se constitutis, & manifestæ faciant Metropolitanis, quæ à nobis constituta sunt: Illi rursus constitutis sub se Episcopis manifestæ faciant, illorum vero singuli in propria Ecclesia proponant, ut nullus nostræ Reipublice ignoret, quæ à nobis ad honorem & augmentum magni Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi disposita sunt. Normam à Justiniano præscriptam secutus est S. Gregorius, scribens ad Mauritium Imperatorem, lib. 2. ind. 11. *Epist. 62.* legem ejus, quæ vetuit milites ad Monachis-

mus impositionem admitti, per diversas terrarum partes transmissi fecisse, scilicet ipse quidem ad Metropolitanos, in Patriarchatu Romano constitutos, ut hi ulterius Episcopis inferioribus insinuarent.

Eundem promulgandi modum quoad suas leges etiam in Conciliis condidit, Ecclesiæ servasse videmus. Ita legimus Concilium Arelatense, Canonem suum ad Silvestrum Romanum Pontificem, per Diacones Romanos promulgandos transmississe, *Placuit etiam (ait Concilium) à te qui majores Dioceses tenes, per te possimum insinuari.*

In eandem sententiam ad Julius Papam scripsit Synodus Sardicensis: *Tua autem excellens prudentia disponere debet, ut per tua scripta, quæ in Sicilia & Sardinia, & in Italia sunt Fratres nostri, quæ alia sunt, & quæ deservita sunt, cognoscant.*

His insistent Concilium Lateranense sub Innocentio III. Constitutionem suam de Medicis relatam in cap. 13. *Si De penis, & remissis, non obligare decernit, quam postquam per Prælatos locorum fuerit publicata.*

Hujus publicationis necessitatem per Provincias tam in legibus civilibus, quam Ecclesiasticis, etiam à Pontifice emanantibus, passim meliores Canonistæ & eruditiores Interpretes agnoscunt.

Huic consona inveteratus usus Belgii, nullas Ecclesiasticas etiam Pontificias leges sine Bullis pro lege obligante agnoscens, nisi postquam per Provincias & Dioceses fuerint more solito publicatæ & populo intimatæ.

Quare hic in Belgio, ut paradoxa & moribus nostris adversa exstiterat quorundam Ultramontanorum jam recentior nata opinio, novam legem Romæ editam, & in Acie Campi Floræ fixam, omnes ubique Fideles tam in Belgio, quam in aliis Regibus & Provinciis obstringere, sine ulla per Provincias publicatione.

Neque Belgas, aliosque populos movet clausula novis Constitutionibus Papalibus inferri solita, *publicationem Roma factam eandem vim habuerunt, ac si singulis Provinciis particulatim facta esset, cum derogatione contrariarum consuetudinum quancunque.*

Hæc enim clausula, uti plures alie Bullis & Diplomatis Romanis inferri solent, in Belgio & ceteris plerisque Cismontanis Provinciis habetur pro clausula *merè stylli*, nullam vim contra inveteratos mores exerens.

Exstatque in Regno Neapolitano pragmatica Constitutio edita 30. Aug. 1561. quæ expresse cautum est, clausulam illam pro non scripta habendam.

Neque hæc simile clausula prævidendum à consulti Pontificia voluntate & intentione procedere: utpote qui non creditur, unica simili clausula velle inveneri inveteratos populi mores; sed potius procedere credatur à quibusdam Curie Romanæ Ministris, quorum zelus ab antiquo servet pro Curie hujus dignitate tuenda, & auctoritate amplificanda, uti etiam suo tempore notavit S. Bernardus lib. 4. *De Consideratione* cap. 2.

Præterea absonum plane est, & à sine instituti Ecclesiastici regiminis omnino abhorrere, quod quidam prætendant, Pontificem ex amplitudine potestatis sibi à Christo datæ, posse legis suæ obligatione omnes ubique populos obstringere, sola Romæ facta publicatione. Et tamen nequunt Principes seculares per suas leges, populos suos obstringere, nisi particulari per Provincias publicatione: cisi maxime velint, una insinuatione in urbe Metropolitana defungi: eo quod non intelligatur populos tam immoderatam & effusam potestatem in Principem contulisse, ut longinquo plures populos moribus dispares, uno Programmata quæat obligare.

Sane si hæc obstringendi ratio æquo durior videatur, atque ob id non intelligatur comprehensa generali collatione supremæ dignitatis Regiæ: quæ specie dicemus, eam mitissime auctoritatis institutione (de *passendi* vocabulo Apostolorum Principi est collata) esse comprehensam?

Nonne omnem Dominatum, & quod Dominatum spiras, à Regimine Apostolico abesse oportere aperissime indicavit hujus Regiminis Initiator, Apostolus dicens: *Reges gentium dominantur eorum, & qui potestatem habent super eos, benefici vocantur, vos autem non sic. Ad quæ verba reflectens Bernardus lib. 2. *De Conspectu Evangelium* Papæ cap. 6. ait: *Placuit enim, Apostolis interdiciatur Dominatus. I ergo tu, & tibi insuper audere, aus dominans Apostolatum, aut Apostolicum Dominatum.**

Si ergo omnem Dominatum ab Apostolico Regimine

mine abesse vult Christus, plane corruat, necesse est, digna, quod Imperium Sacerdotale absolutius, magisque despoticum reddat Regimine Regio; & plus rigoris inesse vult Ecclesiasticis, quam civilibus legibus.

Si ergo nequidem Principes Seculi, siue Reges gentium, possint aut velint subiectum sibi populum legibus suis obstrictum, priusquam per Provincias legibus rite populo notificata: quia durum nimium videretur, populum, una in Urbe principali facta publicatione, velle legibus obstringere: quanto minus id Apostolicum Successoribus licebit, qui omnem vel speciem duri Regimini, & Dominatus in suis legibus evitare tenentur?

Unde de Statutis Ecclesiasticis loquens Cardin. Cusanus lib. 2. de Concord. cap. 9. 10. & 11. ait: „Ad validitatem Statuti tria sunt necessaria, potestas in statuente, publicatio Statuti, & ejusdem approbatio per usum.

Deinde subiungit Cusanus: „Unde videmus innumera Apostolica Statuta, etiam à Principibus postquam edita fuerint, non fuisse recepta.

Quod indefinita sine enumeratione loci hic asserit Cusanus, id de Belgio notum verissime affirmari potest. Nam videmus ex Bullis & Statutis Pontificum, quæ hactenus magnum Bullarium constituunt, plurima hic in Belgio, defectu consecrata per Provincias publicationis & acceptionis nullum usum aut vim obligandi obtinere.

Et per consequens, nec Censuras illis adjectas, ob defectum materiae siue non obligationis ipsarum legum, ullam vim habere.

## §. VII.

*Bullarum Romanarum in Belgio, aliisque Provinciis publicatio non admittitur, sine previo Placito Regis.*

Vetustissima notissimaque Belgii recepta consuetudo, ac probata praxis, ut Bullæ ac Diplomata Romana hic executionem habere nequeant, quin nec publicari, nec populo proponi, nisi prius recognita, discussa & probata sint eorum calculo, qui Jurisdictioni Vice Regis præsum per Provincias: quam approbationem hic hodie literas Placiti vel Placet vocamus.

De hoc Belgii usum etiam exteri Scriptores meminerunt, aique præ ceteris Ludovicus Guiccardinus in Descriptione Belgii, ait: „Quod res Ecclesiasticas attinet, eadem fere habet cum Pontifice Maximo Princeps in hac Ditione sua conventiones, quas in Regno suo Rex Galliarum... nec Beneficium ullum, aut gratiam potest conferre, nec expedit in hanc terram Diplomata, aut quid aliud tale, quod effectum fortiaur, absque Principis quidem, vel Consiliorum ejus Placito aique consensu.

Extant hanc in rem Principum nostrorum Edicta, aique inter alia Philippi cognomento Boni die 3. Januarii 1447. in quo conuenitur de frequentia Ecclesiasticorum Decretorum, quibus subditis suis supra modum affirmat vexatos fuisse; idque, ait, evenisse ex eo, quod, qui Mandatis Ecclesiasticis, uti voluerunt, non audierunt Juridicos nostros & Magistratus, & ea exhibuerint, aique expoliis causis, cum ea Mandata obtinuerint, permissionem & consensum non inpetrauerint, sicut (ait) præteritis temporibus, & ab antiquo solitum fuit fieri.

Nihil ergo novi hoc Edicto inducitur, sed quod præteritis temporibus, & ab antiquo solitum fuit fieri, voluit, & quod neglectum, fuerat in usum revocatur.

Ad eundem usum stabiliendum prodit Edictum Maximiliani & Philippi Archiducum die 12. Septembris 1487. Item, alterum ab Archiduce Austriæ Philippo die 30. Maji 1497. At tandem Pragmatica Sanctio Philippi II. Hispaniarum Regis, anno 1574. habita prius consultatione Consiliorum Belgii, tam Supremorum, quam Provincialium, qua diserte vetuit, ne quos ullius argumenti Bullas, aut Diplomata, ex Urbe Roma aut à Legatis Pontificis per Belgium executioni mandare ausit, nisi prius literis Placiti comprobata fuerint, vel in sanctiore Consilio, vel Supremo

Brabantæ Consilio: idque, sub pena, quod per hoc effectum similitum literarum, & missionis in exilium extra has Provincias, & correctionis exemplaribus de qua Sanctione vide Triaenum cui titulus: *Jus Belgarum circa Bullarum Pontificiarum receptionem* pag. 17. edit. 1665. Et Hubertum Loyens in Triaen. De Curia Babantiæ cap. 29. tit. de literis Placiti.

Porro scopus hujus Placiti non est, legitimas Pontificias Provisiones, aut leges & Ordinationes rejicere, aut earum executioni obicem obicere; sed unice præcavere, ne sub, vel obrepticis, vel etiam per fraudem obtenas Provisiones, Jura Regia aut Vassallorum violeantur; aut per leges alias forsitan in se æquis, Provinciarum receptis, in veteratque consuetudinibus, jurebus ac privilegiis, cum summa unanimum Reipublicæ, seu Ecclesiasticæ perturbatione, contraveniantur.

Unde de prævio Hispaniarum, qua solent literarum Apostolicarum executioni quandoque diffusi ac suspensi Regii Prætorii Decretis, & audientie, loquens Didacus Covarruvias præf. 44. cap. 45. num. 6. rationem subiungit: „Ut maximus Christi Vicarius totidem certior fiat, quot & quantis afficiantur incommodis, & gravaminibus Reipublicæ istæ, propter multa, que ab ipso falsis precibus, & suggestionibus impetrantur, quæ minime Sanctissimus Pontifex foret concessurus, si per sinceram & justam, quæ narrationem certo sciret, quid spirituali Et, ecclesiastico, & temporali hujus Regni & Principatus recto regimini sit conducibilis.

Adhuc, cum certum sit, ipsique Pontifices altero faciantur, se non posse omnium Provinciarum particularia jura & consuetudines, præterea indubiarum sit multa uni Provincie prodesset, quæ alteri obesset, nihil rationi justitiaeque conformius, quam ut non tantum specialia Rescripta aut Mandata, sed & leges generales expendantur ab eis, qui singulis Provinciis præsent, ut, quid hic, & nunc conveniat, propriis ipsi expendant, & si eas ob speciales circumstantias hic & nunc promulgandas aut executioni mandandas non judicent, earum executioni suspendant.

Hoc ex capit. plures etiam Generales leges, & ea illis contraria Censura, tametsi Romæ solemniter promulgata, ac sæpius renovata, hic in Belgio præcepta hactenus non sunt, aut vim ullam hactenus obtinuerunt: Exempli causa, sanctorum solita, & annis singulis Romæ solemniter publicata, solita, Bulla Carolina Dominici continens viginti casus Excommunicationis lata fuerat, nunquam hic ob defectum Placitis Regii, executioni mandata, aut publicari potuit.

Cum non tantum Romanis Pontificibus, sed & Conciliis Generalibus ignota esse queant particularia singulorum Provinciarum jura & consuetudines: sciatque facile contingere posse, ut leges de se quidem justæ non omnibus Provinciis tamen quadrent; quin nec subinde suas summa perturbatione, ob contrariis in veteratque populorum mores, introduci possent, etiam Consiliorum Decreta & leges, exteriorum Ecclesiæ disciplinam spectantia, expenduntur & examinantur ab illis, qui jurisdictioni in illis præsum, priusquam per Provincias promulgentur: ut si quid forsitan in illis occurrat, in veteratque jurebus & moribus contrarium, eorum executioni transire possit, aut ita temperetur, ut incommodis ex præceptis & indefinita legum publicatione oriundi occurratur.

Exemplum hujus moris habemus in publicatione novissimi Generalis Concilii Tridentini.

Hoc Concilium Tridentinum, accepit acceptat 10. Decembris 1563. Pius IV. tunc Pontifex Romanus, edita & publicata Bulla, quæ incipit, *Renedictus Deus*, 26. Januarii 1564. universa hujus Concilii Decreta tam fidem, quam reformationem spectantia, confirmavit & ab omnibus Christianis Fidelibus suscipienda esse, ac servanda decrevit, sicut hactenusque literarum tenore (ait) ad clariorem notitiam confirmamus, & suscipi, observarique decernimus.

Subsecuta est altera ejusdem Pontificis Bulla edita & publicata Roma 20. Julii ejusdem anni, quæ incipit: *Sicm ad sacram, quæ declarat hujus Concilii, Decreta omnia ad reformationem, jusque positivum dantur spectantia, à Kalendis Maji proxime præteritis omnino obligare cepisse; neque post eam diem executionem suscipiant, quod ea ignora verit, admittendum; atque ita (ait) Apostolica Auctoritate declaramus ac declaramus, & ab omnibus, judicari debere mandamus atque statuimus.*

Cum



Cum autem hic in Belgio nulla specialis horum Decretorum publicatio facta haecenus esset, nequaquam his Decretis, etiam post iteratas has Bullas, se obstrictum ullus in Belgio existimabat.

Quin & post edictum & Romae publicatam postremam Bullam, tandem 23. Julii ejusdem anni in litteris ad Margaritam Parmensem tunc Belgium pro Philippo II. Rege Hispaniarum moderantem, (quae & Archiepiscopum Cameracensem consuluerat, super modo publicandi Decreta Concilii) respondit Archiepiscopus, quod se communicata cum Capitulo Metropolitanae Ecclesiae, & adhibitis in Consiliis Theologis & Canonum peritis, celebrationem Synodi Provincialis super receptione Concilii, & Decretorum per singulas Ecclesiarum Parochias, esse quidem modos juri consentaneos, & antea in se simili usitatos, sed magis difficultatibus fore implicatos, nisi Regia Auctoritate Decreta Concilii prius probent & admittantur.

Hic supponit Archiepiscopus formam publicandi Decreta etiam Concilii Generalis, per singulas Parochias, esse juri consentaneam, & antea in Belgio usitatam.

Præterea evidens est, Archiepiscopum, alioque in Consilio ab eo adhibitis, circa scrupulum suppositum & existimasse Decreta Concilii sola Tridentini & Romae facta publicatione Belgas obstringere non posse, ante factam per Provincias publicationem.

Margarita Parmensis acceptis hinc Archiepiscopi Cameracensis litteris, præfatus ex tumultibus in Belgio excitari coepit, quod difficultatibus receptio & publicatio Concilii Tridentini esset obnoxia, uti narrat Famianus Strada De Bello Belgico, prius explorare voluit, non tantum judicium Episcoporum Belgii, sed & Consiliorum Regiorum, ac Magistratuum præcipuarum Civitatum super hac publicatione.

Litterarum cum in finem datarum, summa erat: ut Decreta reformationis hujus Concilii quancumque expenderent: atque deliberaret de modo, quo hæc Decreta executioni mandari possent, quod eorum uberius fructus sperari queat; una monens, ut in hoc examine attenderent quoque ad prærogativas, & jura suæ Majestatis, suorumque Vassallorum, nec non ad iura, privilegia, ac consuetudines Ecclesiarum, & singularium Provinciarum.

His litteris receptis, Consilia & Magistratus sine mora demandant horum Decretorum examen suis respective Fiscalibus, aliisque de Corpore suo deputatis, qui plura in his Decretis annotant, quæ videbantur præjudicium adferre posse prærogativis, & Juribus Regiis, suorum Vassallorum, necnon contrariari iuramentis harum Provinciarum moribus, & consuetudinibus, quæ sine notabili perturbatione, & periculo tumultum popularium interveriti non possent: & consequenter publicationem dictorum Decretorum non esse permitendam; nisi quoad hosce annotatos articulos adferretur ea modificatio, quæ prædicta jura & privilegia atque consuetudines salva, & intacta manerent.

Hac Consiliorum ac Magistratuum resolutione recepta, nec non litteris Philippi II. Regis Catholici, qui tunc publicationem Concilii Tridentini vehementer urgebat, Margarita hanc publicationem Episcopi injunxit, datis litteris 17. Julii 1565, inserta hac clausula: „Mentem Regis esse, ne propter promulgationem hæc licet illimitate, & sine restrictione factam, quidquam immutetur aut innovetur circa Regalia Jura, privilegia suæ Majestatis, aut suorum Vassallorum, Statusque suorum, & subditorum, speciatim circa Laicalem, Jus Patronatus Laicis indultum, seu Jus Nominationum, cognitionem casuarum, mæritæ possessorem Beneficiorum, Decimarum possessionem, aut præsentiarum per Laicos, superintenduntiam & administrationem Hospitalium, aliorumque piorum locorum: Non, inquit, ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut executio accommodetur naturæ ejuslibet Provincie.

Eadem clausula inserta erat litteris datis 24. Julii 1565, ad Senatus Regionis & Magistratus super executione Concilii Tridentini.

Litterarum exemplar ad Episcopos extat par. 3. Edictorum Flandrie lib. 6. rub. 1. Et exemplar litterarum ad Senatus Regios eadem par. 3. lib. 1. rub. 2.

Si notæ in Consiliis Regiis, & Civitatum Magistratibus conferantur cum materiis in hac clausula

expressis, patebit ad oculum, clausulam illam ad illas notas dirigi; atque Regem earum rationem in executione Concilii haberi voluisse.

Unde & Bertrandus Loth in Resolutionibus Belgicis tract. 2. art. 9. relatis annotationibus Consilii Arithesii, mox subiungit, Concil. Trident. quoad dicta juncta non fuit receptum in Arithesia.

Similiter Antonius Anselmo in suo Tribonianorum Belgico c. 33. volens exprimere, quomodo per dictam clausulam Rex voluit reservata, reulit servato ordine Sessionum, & Capium Concilii Tridentini, quid ad singula in Consiliis Belgicis fuerit observatum; haud dubitans, quin hæc esset, quæ Rex per dictam clausulam reservata voluerat: quod & quotidiana praxis confirmat.

Nequaquam proinde existimabant Belgæ, se Decretis Concilii Tridentini attingi, priusquam per Provincias more in Belgio usitato essent publicata, & populo per suos Pastores intimata: tamen Romæ eorum publicatio jam priusquam ab anno facta sciretur; quin Bullam esse ibidem publicatam, qua declarabatur, hæc Decreta sine ulteriori publicatione universos Fideles obstringere.

Quin nec post publicationem dictorum Decretorum, hæc recepta creduntur, nisi salva prædicta modificatione: eo quod non putetur publicatio à Principe placitata, nisi sub hac expressa modificatione: Nec consequenter, publicatio horum Decretorum hic esse facta, nisi sub hac limitatione saltem tacite subintellecta.

Abstinet autem, ut Ecclesia, aut Pontifices eodem spiritu animati, hæc Principum jura convelleret, aut subditos suis legibus obstringere velint, dum subditis, nisi violatis Principum juriis, & Principibus quodammodo rebelando, eas servandi & executioni mandandi facultas non datur.

Uti enim recte advertit & expressit Auctor Tractatus De Libertatibus Ecclesiarum Gallicanarum lib. 2. cap. 3., Solenne est Regibus, ut in gubernandis Fidelibus, Divinum regimen imitentur, nec solum à fine usque in finem attingat fortiter, sed etiam disponat omnia suaviter, itaque honoris Principibus debui meminisse, illorum jura servat illæta; ordinem & dignitatem Episcoporum veneratur; populum studio & usus attendit, omniaque ita ponderat, ut consensum & obedientiam potius obtineat, quam extorqueat, amore alliciat, quam timore impellat: nec infirmari solum, sed interdum etiam malitiae eedit in illis, quæ cum Religiosis periculo non sunt conjuncta.

## CAPUT II.

### De Auctoritate ferendi Censuras, præsertim Excommunicationis.

#### §. 1.

Potestas Excommunicandi radicaliter est penes Ecclesiam.

Potestatem excommunicandi dependere ab auctoritate Clavium dubitare non sinit Contextus Evangelicus Matthæi cap. 18.

Postquam enim Christus dixit Petro, quod si peccator tertio correptus de suo peccato, Ecclesiam non audierit, sit tibi tanquam Ethnicus & Publicanus, mox subiungit: Amen dico vobis, quæcumque ligaveritis super terram, erunt ligata & in Cælo, &c. quo patenter significat auctoritatem abscondendi peccatorem à corpore Ecclesie tanquam Ethnicum, & Publicanum, esse appendicem auctoritatis ligandi & solvendi, à Christo prædictis verbis expressæ.

Licet autem hæc verba per Christum dicta tunc sint ad Petrum, tamen ea præcipue & principaliter ad Ecclesiam per Petrum repræsentatam directam fuisse, communis est Patrum sententia.

Sandus Augustinus lib. 1. contra Adversarium legis cap. 17. sine hesitatione scribit, Christum Claves dedisse Ecclesie; quodque Petrus quando Claves accepit, Ecclesiam representavit: Et ex eodem Doctore, Tractatus 20. in Joannem veterum apud Gra-

Gratian. *caus.* 24. qu. 1. *Can. 6. Petrus quando Claves accepit, Ecclesiam sanctam significavit.*

Et latius id exponens *Tract.* 124. in *Joann.* tandem concludit: *Ecclesia ergo qua fundatur in Christo, Claves Regni Colorum ab eo acceptis in Petro, id est, potestatem ligandi solvendi peccata. Quod est enim per proprietatem in Christo Ecclesia, hoc est per significationem Petrus in petra, qua significatione significatur Christus petra, Petrus Ecclesia.*

Propterea & Synodus Trident. *Sess.* 14. De Sacram. *Pœnit. Can. 13.* pronunciat, *Claves Ecclesie esse datas, non tantum ad solvendum, sed etiam ad ligandum.*

Licet ergo usus & exercitium Clavium sit penes Episcopos aliosque Ecclesie Ministros, ipsa tamen Clavium potestas radicaliter & primario residet in Ecclesia.

Reflectit & Janfenius Gaudensius *cap.* 27. in Concordiam Evangelicam, quod, dum Christus post binam monitionem voluit peccatores contumaces deferri apud Ecclesiam: „Hoc est (ait) Fidelium congregationem, in qua vivit uterque, ut multitudinis, & eorum, qui multitudinē præstant auctoritate, & reverentia, vel metu emendentur.

Notatque ibid. Janfen. „quod in primitiva Ecclesia secundum hoc Christi præceptum, denunciarentur, tunc peccatores post unam, & alteram correptionem, tunc Ecclesie alicujus loci, hoc est, Christianis legitime cum suo Episcopo, aut Presbytero congregatis, ibique, si impenitentes persistebant, omnium consensu & approbatione excommunicarentur ab Episcopo.

Unde Paulus (petit Janfenius) incestuosum Corinthienses tradens satanae, dicit scilicet facere cum eo „gregatim secum secundum spiritum Corinthiis. „Ego (inquit) absens corpore, præsentem autem spiritui, jam judicavi, ut præsentem, cum, qui sic operatus est, in nomine Dom. N. Jesu Christi, CONGREGATIS VO- BIS, & mee spiritui cum virtute Dom. N. Jesu Christi, tradere hujusmodi hominem satanae.

Eandem doctrinam etiam post Apostolus aliquandiu persequitur in Ecclesia testatur Tertull. in *Apolo- g.* *cap.* 39. Describens enim communes Christianorum conventus & quæ in his tractarentur, ait, in his etiam quosdam à communicatione orationis, & conventus, & omnis sanctorum commercii relegari.

Hujus quoque discipline non obscura extant argumenta in Epistolis S. Cypriani. In his enim videmus, quod non tantum Presbyterorum & Diaconorum, sed & Fidelium Laicorum consilium, & consensum in causa lapsum, ubi de his recipiendis, aut rejiciendis tractabatur, expetitur testatur.

Similiter sub idem tempus Clerus Romanus in literis ad S. Cyprianum, in eadem causa lapsum, significat, in ea etiam plebis consilium & consensum expetendum esse: „Collatione (ait) consiliorum cum Episcopis, Presbyteris, Diaconis, Confessoribus, pariter ac stantibus Laicis facta, tradere rationem, &c.

Et sane cum agatur de rescindendo membro aliquo à corpore, seu congregatione, nihil æquius, quam ipso corporis, seu congregationis consilium adhiberi.

Indubitatum quoque est, promptius exactiusque à Fidelibus tanquam Ethnicum & Publicanum evitandum, & ab ejus communione abstinendum, si illum etiam ipsi à corpore, & congregatione rejiciendum judicaverint.

Majori quoque rubore, & salutaris confusione afficiendum Excommunicatum, dum sententiam suam novit ab ipsa multitudinē, sive Ecclesia esse probatam.

Quantumvis autem labentibus sæculis exercitium Clavium, atque ab his dependens auctoritas excommunicandi, transivisset ad solos Ecclesie Ministros, & Ecclesiasticos Judices, ut nec multitudinis, sive Ecclesie particularis consilium, aut consensus expectatur (ut infra dicetur) nihilominus ipsa Clavium potestas principaliter remanet, & permansura est penes Ecclesiam, cui à Christo in persona Petri, & Apostolorum data est, cujus nomine, & vice cum exercent ejus Ministri.

Quare & penes Ecclesiam auctoritas esse & semper fuit, leges præscribere, quibus in exercitio & usu Clavium, tam in foro penitentiali sive interno, quam in foro contentioso, seu externo sui Ministri utantur.

## §. II.

*Auctoritas ligandi, & solvendi per Censuras, olim proponebatur ab eodem alio, à quo absolutio, aut ligamen in foro penitentiali.*

Auctoritatem, peccatorem ligandi ut Ethnicum, & Publicanum, atque ut talem rescindendi à corpore Ecclesie dependere à potestate Clavium, non secus atque auctoritatem solvendi, & ligandi peccatorem in foro penitentiali, indubitatum est.

Cumque utraque potestas ex intentione Christi, & mente Ecclesie collinetur in salutem, & conversionem peccatoris: nec non in ædificationem, aut purgationem ipsius Ecclesie; non mirum quod eodem Clavium actu jampridem uterentur Episcopi, & Sacerdotes in excommunicandis peccatoribus obduratis, & rebellibus, quo utebantur in reconciliandis, aut ligandis penitentibus in foro penitentiali.

Verum est, quod ligamen peccatoris in foro penitentiali fieri queat secreto, & privatum, etiam pro peccatis occultis: ligamen vero per Excommunicationem fieri nequeat, nisi publice pro peccatis publicis, & scandalosis (uti infra ostendetur) sed differens hoc non nisi accidentale est: in effectu enim est eadem auctoritas Clavium, à qua utrunque ligamen procedit.

Unde notat Morinus *lib.* 1. De Administr. Sacrament. *Pœnitent. cap.* 10. *num.* 1. quod „partem illam fori Ecclesiastici, quæ peccata omnia, eorumque medelas spectat, maxima cum auctoritate, & indissoluta, & individua fori utriusque interni jurisdictione, annis centum supra mille administrant Episcopi, eorumque Vicarii.... Nec erat alius, qui Excommunicationem, alius qui peccata solveret, ad quem soluta Excommunicatione peccator esset remittendus: Nec aliud erat Tribunal, in quo Excommunicandus; Nec Excommunicatus judicabatur, aliud in quo penitens Excommunicatione soluta; sed unus & idem homo, Episcopus scilicet, vel Presbyter unus ejusdem Tribunalis Præses id præstabat; vel si antiquissima tempora respicias, id præstabat Episcopus Presbyteris allefforibus cinctus. „Hæc Morinus.

Plurimis in hujus probationem antiquorum testimoniis adductis, *ait num.* 11., Nihil à se invenimus, quod probet, ante sæculum duodecesimum forum externum ab interno fuisse separatam, aut judicem peculiarem Excommunicationis solvende, alium culpe eluende destinatum fuisse. „Monet quidem Morinus, quod sæculo sexto cæperit publicorum peccatorum confessio, penitentia, absolutio ad Episcopos, eorumque Delegatos pertinere; oculorum autem ad quoslibet Presbyteros: sed tamen ad idem forum referebantur, atque ad eundem actum Clavium pertinebant: quemadmodum absolutio à peccatis Pontifici, aut Episcopo reservatis procedit ab eodem actu Clavium, quo absolutio à non reservatis per quosvis Confessarios impensa.

Agnoscat quoque ibidem Morinus *num.* 13. quod absolutio ab Excommunicatione fuerit etiam primitus diversæ à sacramentali peccatorum absolutione: quin & illa hanc frequenter præcederet. Ibi notat ibidem Morinus, quod Excommunicatus conferretur ab Excommunicatione solutus, dum ab Episcopis ad penitentiam, sive inter penitentes admittebatur: „Nam cum esset (ait) omni prorsus communione privati, ad aliqualem communionem admittatur, & pro his precibus certæ conceptionis.... Formula absolutionis ab ista Excommunicatione nulla alia legitur, quam ipsa penitentia impositionis formula, nec alia opinio fuisse. Recipere ad penitentiam ipsi erat, Excommunicationem illam solvere. Itaque absolutionis vicem gerabant preces illæ, & benedictiones, quibus penitentia imponebatur. „Sed ex praxi illorum temporum (inquit Morinus) ad idem forum omnia pertinent, atque ut præparationes ad promerendum à peccatis absolutionem usurpabantur, vinculoque necessario ad Ecclesiam mente cum absolutione Sacramentali ab eisdem Judicibus accipienda connectebantur.

Fateri quoque Morinus ibidem *num.* 11. in Excommunicatione, alique simili penitentiali criminum publicorum vindicta, multa judicialia tantum, & ceremonialia adhibita fuisse, quæ indirecte & per accidens,

„ eident, non ex natura, ad Sacramentum Peniten-  
 „ tiae referbantur. Imo (ait) videtur necessarium: ut  
 „ cum penitentiae publice non institueretur solum,  
 „ ut Deo satisficeret, sed etiam ut Ecclesiae Reorem  
 „ penitentis edificaretur: verum Antiqui ad unum  
 „ & idem Tribunal atque revocantes.

## §. III.

*Quae tempora forum judiciale à foro interno separare  
 „ valuerit separari, et auctoritas excommunicandi  
 „ ad judiciale transferri.*

**S**ecundo duodecimo, decretis antiquis Pontifi-  
 „ ciorum Canonisatum usu, caput Judicialis Epi-  
 „ scoporum auctoritas in causis civilibus, mirum in mo-  
 „ dum extiterit, ut notat Morinus de Administ. Sacram.  
 „ Pontif. lib. 1. cap. 9. num. 8.

„ Observavit autem, eo citioris tempore, leges civiles  
 „ legumque formulas in forum Ecclesiasticum intrasse:  
 „ atque Episcopos tum per se, tum per suos Delega-  
 „ tos, seu Vicarios, sive Officiales, capisse causas tra-  
 „ ctare, juxta formulas judiciales fori Civilis.

„ Cum autem (ait Morinus) Theologiae Schola-  
 „ stica fundamenta eodem tempore jacerentur, brevi-  
 „ que Scholas omnes occupasset, forum penitentialis  
 „ in praxi separari ceptum est à Judiciali, & in va-  
 „ rias personas transferri, ne Episcopi, eorumque Vi-  
 „ cariorum negotiorum, tam Ecclesiasticorum, quam La-  
 „ icorum mole opprimerentur.

„ Et licet forum penitentialis, sive Sacramentale, au-  
 „ ditionis, virtutis, & Spiritus Sancti communicatione  
 „ nullum praevaleret, & dignus esset Judiciali, sive  
 „ contrariis; nihilominus hoc Judiciale, & minus di-  
 „ gitum, tandem primario alicui Presbytero ceteris do-  
 „ minatio delegatum est, prioris sive penitentialis  
 „ exercitium inferioribus, & vilioribus Presbyteris  
 „ immandatum, ut recte observat Morinus ibidem.

„ Ille igitur (pergit Morinus) primarius Presbyter  
 „ Episcopi Vicarius (qui hodie Officialis dicitur) civiles  
 „ omnes criminalesque Clericorum causas, nec non La-  
 „ icorum pleaeque judicavit, sed non juris formulis,  
 „ strepitibus & tumultibus forensis, Censurasque Ecce-  
 „ siasticas pro prudentia sua solus pronuntiavit, vel  
 „ à jure illas solus declaravit, & executus est.

„ Quinimo hic primarius Presbyter, sive Vicarius E-  
 „ piscopi Judiciali Tribunali Praepositus, soli sibi abso-  
 „ lutionem à Censuris attribuit, quam culpe & pe-  
 „ catorum expunctionem esse voluit (ait Morinus) ne  
 „ forum suum Judiciale & externum cum penitentiali  
 „ confunderet; neque, quod necesse fuisse, lon-  
 „ gae & multisimae secretis omnium peccatorum con-  
 „ fessionis ambages audiendo, designaretur.

„ Hac tandem fori Judicialis à penitentiali separatio-  
 „ ne inducta: & cum una personam esset, ac receptum,  
 „ forum illud Judiciale neque rationem Sacramenti, ne-  
 „ que remissionis culpe in foro interno, sive coram  
 „ Deo attingere, sed duntaxat ligamen, vel absolutio-  
 „ nem in foro externo respicere, visum fuit Theologis  
 „ Scholasticis, & reconditioribus Canonistis, quod ad forum  
 „ hoc spectarent quidem ad actum Clavium; sed  
 „ omnino distinctum ab actu Clavium, quo auctor  
 „ Presbyteri in foro penitentiali ad solvendum, vel si-  
 „ gandum peccatorum in foro illo interno, & coram Deo.

„ Utque existimarent, actum illum Clavium fori Ju-  
 „ dicialis spectare ad ea, quae jurisdictionis sunt: Actum  
 „ fori penitentialis ad ea, quae sunt Ordinis.

„ Hinc concluderunt, ea quae ad forum Judiciale re-  
 „ ferrentur, ut auctoritas ferendi Censuras, posse com-  
 „ petere etiam non Presbytero, ut inter alios quoque  
 „ docuit S. Thomas in 4. dist. 18. quæst. 2. art. 2. di-  
 „ cens 2. quod quamvis non Sacerdos non possit li-  
 „ gare, & solvere in foro interno, possit tamen ha-  
 „ bere jurisdictionem in foro externo: & ideo pos-  
 „ sit Censuras ferre: & licet non habeat Clavem Or-  
 „ dinis, habere possit Clavem jurisdictionis.

„ Imo cum jam receptum esset pro exercitio specta-  
 „ tium ad forum Judiciale, vel Clavem jurisdictionis, non  
 „ requiritur Clavem Ordinis, & hoc exercitium ad hanc cla-  
 „ vem non pertinet, tandem dicere ceperunt, & in  
 „ praxi receptum est, ad forum Judiciale Ecclesiasticum

sp. tantum simpliciter Clericos posse competere, modo ju-  
 „ risdictionem in foro externo vigore alicujus Officii,  
 „ aut dignitatis obtinent.

„ Novissimis Morinus citato libro 1. cap. 9. numer. 7.  
 „ quod ex hac fori divisione separatione, „ Judices Lai-  
 „ ci occasione arripuerunt jurisdictionem Ecclesiae  
 „ istam sibi vindicandi, ac sibi vindicantem con-  
 „ denter retinendi. Quid, inquit? Quod simplex  
 „ Clericus sibi tribuit, nobis Clerici & Judicibus Re-  
 „ giis convenire non potest?

„ At majorem magisque deplorandum abusum in usu  
 „ Censurarum, & notanter Excommunicationis hinc  
 „ invaluisse somperum est.

„ Nihil quippe notorium, quod à tempore, quo  
 „ hac Censuras indigendi potestas ad Officiales, alios-  
 „ que inferiores Judices devoluta est, hac non raro ab  
 „ his in Dominatum, & sursum quæsum, juriumque  
 „ suorum amplificationem impensis fuit. Ut non im-  
 „ merito dixerit supra citatus Morinus, quod postitas  
 „ ferendi Censuras cum foro Judiciali delegata sit pri-  
 „ mario Presbytero ceteris dominatio: & in decursu  
 „ hujus Tractatus amplius patebit.

## §. IV.

*Quibus juxta modernam disciplinam competat Au-  
 „ thoritas ferendi Censuras.*

**O**bservatum est §. precedenti, quod tandem la-  
 „ bene seculo duodecimo ceptis forum internum  
 „ & penitentiali notaliter separari à foro Judiciali &  
 „ contrariis: atque ad hoc forum tandem devoluta de  
 „ auctoritate ferendi Censuras.

„ Duplex quoque Clavis ligandi, & solvendi sub idem  
 „ tempus distingui cepit, scilicet Jurisdictionis altera,  
 „ & altera Ordinis.

„ Ad Clavem Jurisdictionis relata sunt omnia ad fo-  
 „ rum Judiciale penitentialia: ad Clavem autem Ordinis  
 „ omnia ad forum penitentialis, & internum spectantia.

„ Cum igitur Ecclesiastica Jurisdictio, & internum Ec-  
 „ clesiae Regimen præcipue, & principaliter sit penes Epi-  
 „ scopos, etiam semper fuit, & etiamnum hodie prima-  
 „ rio relictæ potestas ferendi Censuras tanquam ab hac Ju-  
 „ risdictione dependens, penes Episcopos.

„ Et quia hæc potestas necessaria est ad Pastorale mu-  
 „ nus exercendum, quod Episcopi vi sui muneris com-  
 „ petit: ideo ex proprio jure, & officio hanc potestatem  
 „ habent, sicut & potestatem judicandi, & puniendi;  
 „ &c. ait Suarez de Censuris dist. 2. sect. 2. num. 6.

„ Cum autem Regimen, & Jurisdictio Episcoporum  
 „ simul extendatur in eorum subditos, seu ad cujusque  
 „ Episcopi Diocesim, sequitur, quod nichil Episcoporum  
 „ auctoritas ultra queat se extendere.

„ Præterea quia electus Episcopos potest obtinere con-  
 „ firmationem, & introductionem in possessionem, habet  
 „ omnia, quæ Jurisdictionis sunt, etiam ante consecratio-  
 „ nem, receptum quoque est, & in praxi usitatum, quod  
 „ sic confirmato Episcopo, licet nondum consecrato, com-  
 „ petat Clavis Jurisdictionis, & vi illius auctoritas excom-  
 „ municandi, aliisque ferendi Censuras: Quod antiquis  
 „ nondum inducta fori Judicialis à penitentiali sepa-  
 „ ratione, inauditu erat: ut scilicet is, qui nondum  
 „ Ordinem Episcopalem esset adeptus, potuisset vigore  
 „ Clavium aliquem solvere, aut ligare.

„ Quin hac fori separatione, & distinctione utrius-  
 „ que Clavis iniquèque, invaluit opinio, quam pravis  
 „ receptis, quod Censuræ inflicto non dependat ab Or-  
 „ dine: quin nec Ordo etiam Sacerdotialis ad eam suf-  
 „ ficiat, sed necessaria sit Jurisdictio in foro externo,  
 „ sive Judiciali.

„ Ex hac dependentia potestatis ferendi Censuras à Cla-  
 „ ve Jurisdictionis, concluderunt Scholastici & Jurisperi-  
 „ ti, quod cum hæc Jurisdictio quibudam competit  
 „ jure ordinario, aliis vero jure duntaxat delegato, eode-  
 „ m quoque jure competit auctoritas ferendi Censuras.  
 „ Utique, quemadmodum illa potest acquiri consue-  
 „ tudine, aut prescriptione, ita & hæc, ut latius  
 „ deducunt Scholastici, ac inter alios Suarez de Cen-  
 „ suris dist. 2. sect. 2. & 3: quæ omnia demum post  
 „ separationem utriusque fori simul cum Theologia Schola-  
 „ stica invaluerunt.

„ Una igitur est, tam Theologorum, quam Canoni-  
 „ tarum

harum opinio etiam praxi comprobata, quod non tantum Episcopis, sed & inferioribus Judicibus, sive iure ordinario, sive delegato variis titulis competere queat auctoritas excommunicandi.

Attamen advenientes in sacris Canonibus hanc auctoritatem præcipue assigni Episcopis, atque Episcopos, assistente etiam sibi Clero, eam auctoritatem plerumque exercuisse, cõperunt Canonistæ distinguere duas species Excommunicationis *maioris*; unam simplicem, & alteram *solemnem*, quam *Anathema* dixerunt, uti supra ostensum.

Hac distinctione indulta, ana dicere cõperunt, Excommunicationem quidem *maiorē* simplicem competere Judicibus inferioribus: sed *solemnem* reservatam esse Episcopis; & eo modo Canones cum recepta tandem opinione in praxi conciliari posse crediderunt.

Hanc reservationem *solemnis* Excommunicationis notavit Glossographus ad cap. 7. §. INFERIORA *verbo* ARCHIDIACONATUM; *De Elect.* Postquam enim dixerat, Archidiaconum, qui habet inquirere & visitare *Parochiam suam. posse excommunicare, & suspendere*: ac deinde subi in contrarium obijci *Canonem VI. S. I. caus. 16. quæst. 2. & Canonem CORRIPIANTUR caus. 24. qu. 3.* ubi dicitur *quod Anathema sit mureo Episcopi*: pro solutione, & conciliatione subiungit: *Archidiaconi, vel alii Prelati non possunt excommunicare cum solemnitate illa, de qua traditur caus. 11. quæst. 3. Can. DEBENT, & Can. CUM ALIQUIS, ut Capitula illa intelligantur, & loquantur de illa solemnitate.*

Hanc solutionem amplius sunt passim Scholastici, & in praxi invaluē, reddidit rationem reservationis Suarez *disp. 18. sect. 4. num. 10.* „quia huiusmodi solemnitas non frequenter, sed raro & in gravissimis causis adhibenda est, & ideo soli Principes Ecclesie, utitur, ad quos huiusmodi causæ spectant.“ Non reflectens, ex sensu Patrum ac intentione Ecclesie omnem Excommunicationem maiorem non frequenter, & non nisi in gravissimis causis adhibendam esse.

Quæ sit solemnitas in Excommunicatione illa solemnè adhibenda, & quando hæc invaluerit, infra exponetur.

## §. V.

*Utrum Auctoritas aliqua circa Censuras competat Principibus Laicis?*

Indubium est, Auctoritatem & usum Clavium, atque ab his dependentem potestatem ligandi & solvendi, ipsi Ecclesie, ejusque Ministris à Christo fuisse datam, uti supra exposuimus; neque penes Laicos, etiam Principes, hanc potestatem Clavium, ejusque exercitium esse, aut unquam fuisse.

Attamen nec illud negari potest, quod Ecclesia ipsos Principes seculi semper habuerit tanquam suos protectores & defensores, quibus non tantum Reipublicæ, sed & ipsius Ecclesie tranquillitas & pax conservanda in-cumberet; adeo quidem ut ipsi non tantum de Republica, sed etiam de Ecclesia Deo ratio reddenda sit.

Hoc Regum & Principum officium dilucidè & terminis fasti arguentibus eis oculos posuit Concilium Parisiense ex quatuor Provinciis, scilicet Rhemen-sis, Senonica, Turonica, & Rothomagensis Episcopis, anno 829. celebratum *lib. 1. cap. 2.* „Principes seculi“ (ait) nonnunquam intra Ecclesiam potestatis adeptæ culmina tenent, ut per eandem potestatem discipli-nam Ecclesiasticam muniant. Ceterum intra Eccle-siam suam potestates necessariæ non essent, nisi ut quando non prævaleret Sacerdos efficere per doctrinæ sermonem, ut qui intra Ecclesiam positi, contra Fidem & discipli-nam Ecclesie agunt, rigore Principum canterantur, ipsamque disciplinam, quam Ecclesie utilitas exerce-re non prævaleret, cervicibus superborum potestas Prin-cipalis imponat, & ut venerationem mereatur, vir-tutem potestas impetiat. Cognoscant Principes seculi Deum debere se reddere rationem propter Ecclesiam, quam à Christo recendum suscipiunt: nam sive augeatur pax & disciplina Ecclesie per fideles Principes, sive solvatur, ille ab eis rationem exigit, qui eorum potestati suam Ecclesiam credidit.

*Pars Essea, Pars VI.*

Si igitur Principes seculi videant, Judices Ecclesiasticos auctoritatem hanc ligandi & solvendi, sive ferendi Censuras, non impingere juxta regulas Evangelicæ & Ecclesiasticæ Sanctiones, sed sub prætextu, & pallio hujus potestatis, Ecclesiam & Rempublicam turbare, subditosque opprimere: indubie officii eorum erit, auctoritate & potestate sibi à Deo data, Judicium illorum audaciam & violentiam compingere: ipsamque disciplinam Sacris Canonibus expressam, & quam integram ipsa Ecclesia sua auctoritate conservare non prævalet, cervicibus superborum sua potestate Principali imponere, uti loquitur hanc citatum Concilium.

Hac auctoritate utens Justinianus Imperator, *Novellæ 123. cap. 11.* „Omni-bus Episcopis, & Presby-teris interdicit segregare aliquem à Sacra Communio-ne, antequam causa monstretur, propter quam Sanctæ Regulæ hoc fieri jubeat. Si quis autem (ait) præ-ter hoc à Sancta Communionem aliquem segregaverit, ille quidem qui in iuste segregatus est, solutus Excom-muniatione à majore Sacerdote, Sanctam meretur Communionem. Qui vero aliquem à Sancta Communionem segregare præsumperit, modis omni-bus à Sacerdote, sub quo constituitur est, separabitur à Communionem, quanto tempore ille perspexerit; ut quod iniuste fecit, iuste sustineat.“

Quantum pretii autem fuerint apud Romanam Eccle-siam *Novellæ* Justiniani, scitur.

Et quidem S. Gregorius Joannem Defensorem euntem in Hispaniam instruens, quid in causa sibi delegata sequi deberet, cum remittit ad hanc *Novellam 123. Justiniani, lib. 2. Epist. 57.*

Hincmarus Rhemen-sis in Opusculo 50. Capitulum cap. 17. scribit: „Sed & leges Romanæ ab Impera-tore Justiniano promulgatæ, quas probat Ecclesia,“ decernunt de Episcoporum, sive de Metropolitanæ sui auctoritate, protectione, &c.

S. Ivo Episcopus Carnotensis de hac *Novellam* Approbatione testatur *Epist. 280. scribens*: „Dicuntur-que litteræ legum *Novellarum*, quas commendat, & fer-vat Romana Ecclesia,“ &c.

Nec tantum *Novellæ* in generali, sed & speciatim hoc Decretum circa modum ferendæ Excommunicationis, seu separationis à Sacra Communionem, probatum fuisse legitur.

Joannes VIII. Papa monens Episcopos, ne quem non probata causa excommunicent, hoc Decretum urget, ipsique eo oculos punit: „Scitote (ait) quemadmo-dum in censelimo Capitulo Concilii Africani legi-tur, similiter in *secundo Novellarum Justiniani li-bro*, ut nemo Episcopus, aut Presbyter aliquem com-municet, antequam causa probetur.“

Citatum Concilium Parisiense auctoritatem hujus Decreti adducit, dicens: „De illicita Excommunica-tione *Lex Justiniani Imperatoris Catholicæ*, quam (ait) probat & laudat Catholica Ecclesia, decrevit, ut nemo Episcopus,“ &c. Apud Gratianum *caus. 24. qu. 3. Can. 6.* Quin & Gratianus integrum hoc Decretum pro Canone retulit *caus. 2. qu. 1. Can. 11. tanquam de li-bro Constitutionum.*

Nulli proinde vel incidit, Justinianum Imperatorem Catholicum, limites suæ auctoritatis excessisse, aut potestati Ecclesie in usu Clavium, vel in minimo derogasse: quia modum, qui in ferenda Excommunicatione servari debet, præscriptum, seu potius præceptum, ut Episcopi & Presbyteri hac potestate contra normam Evangelicam, & Sacras Sanctiones non abuterentur.

Quare etiam Sanctissimi Principes nisi sunt hac sua auctoritate comprimendi injustas Censuras, in destruc-tionem potius, quam adificationem Ecclesie, & Rei-publicæ vergentes.

Atque inter alios de S. Ludovico IX. Galliarum Re-ge legitur, ipsum sub medium seculi decimi tertii dixisse, quod nemo suorum Vassallorum impio interitu meretur respondere coram Judice Ecclesiastico in ma-teria Civili, & si Judices Ecclesiastici ob hanc nega-turam coram ipsi responsionem ipsos excommunicarent, jubentur levare Excommunicationem per apprehensionem ipsorum temporariam.

De eodem S. Rege legitur apud Pithæcos in Probationibus libertatum Ecclesie Gallicanæ *cap. 36. num. 3.* Cum Archiepiscopus Rhemen-sis excommunicasset ci-ves Rhemen-ses ob prætextas injurias sibi & suis per-

dictos cives illatas, Ludovicus delegavi duos viros, nimirum Abbatem S. Dionysii in Francia, & Praepositum S. Audomari, & praecipit, ut „*absolverentur dicti cives* „*à dicto Archiepiscopo in forma Ecclesiae, & emenda-* „*rentur injurias eidem Archiepiscopo illatas, de quibus* „*illi duo viri videbant emendandum esse, & de* „*Emendis (ait) sive pro Excommunicationibus, sive* „*pro injuriis dicto Archiepiscopo & suis factis, non* „*poterit aliquid lavari, nisi de consilio, & assensu* „*dictorum duorum virorum à nobis electorum, quia si-* „*sent eidem Archiepiscopo, quando inquit, sive* „*Judicabit de Excommunicationibus. Et si quæ Ex-* „*communicationes inventæ fuerint injustæ, pro illis* „*protus nulla fiet Emenda, aut aliquid servabitur.* „*Licet ergo Sanctus Princeps probe nosceret, sibi Cla-* „*vium auctoritatem earumque exercitum non esse con-* „*cedenda, sui tamen officii esse non dubitavit, potestate* „*sua Regia providere, ne per Censuras subditi sui injuste* „*vexarentur; modo quæcâ Canonibus in ferendis Censuris* „*ab Ecclesia præscriptis servaretur.*

Eadem auctoritate plures Principes Catholici usi leguntur, ad procurandam publicam Ecclesie & Reipublice tranquillitatem, quæ per Censuras levitur, & injuste inflicta non parum turbari solet.

Et quidam Censuras, quibus Judices Ecclesiastici suam adversus Judices Regios, & seculares, jurisdictionem tueri, & manentere præstunt, nimium funestos effectus frequenter habere experientia docet: quasque Censuras potius ad destructionem, quam ad edificationem Ecclesie esse; magisque in scandalum Fidei, quam in eorum profectum, aut saluam ecclesie competere esse.

Ut non immitto de Censuris hisce dici queat, quod de Censuris ad conservandam temporaliū impensis jampridem dixit pius ac doctus Gersonius, quod patiantur „*confusionem magnam in Ecclesia, vilipensionem* „*vel contemptum Evangelicæ hujus Censuræ suæ, quæ* „*est, Excommunicationis gladius extreme formidabi-* „*lis; denique laqueos animabus multorum magis,* „*quam salutem spirituales induxerit, vel inducant.*

Ad præveniendas similes in Republica & Ecclesiaturhationes, & præcavenda scandala, jampridem Principes Catholici inhibuerunt, ne Judices Ecclesiastici in consilio jurisdictionis, aut ad tuendam suam jurisdictionem, vel immunitatem, contra Judices Regios, eam præterse violantes per Censuras procedant. Sed si credant, quod Judices Laici jurisdictionem, aut immunitatem Ecclesiasticam violaverint, ad ipsum Principem recursus habeatur, ut hic sua auctoritate quæstionem eorum decidat: aque sit turbationes & scandala ex simili consilio oriri consuevit, ipse sua auctoritate compri- mat, aut præveniat.

Hæc de re extat per his Provinciis Editum Caroli V. Imperatoris & Belgiarum Principis die 4. Octobris 1540. relatum *part. 1. Editiorum Flandriae lib. 3. Rub. 1.* quo interdicitur Judicibus Ecclesiasticis, ne per Censuras, aut Monitoriales procedant contra Officiarios Regios, aut Judices seculares occasione eorum quæ Officium ipsorum spectant; sed procedere debeat per *Requisitoriales*, post quatuor intimationem (si dicti Officiarii, vel Judices judicent his Requisitoribus non obtemperandum) teneantur dicti Officiales & Judices causam saltem per mensem suspendere, ut interea Judices Ecclesiastici, eo-umque Promotores, & Officiarii quant Judicem Superiorem dictorum Judicum Laicorum informare, & justitiam obtineant.

Rationem edendi hoc Editum præmisit, „*ad præ-* „*cavendas quæstiones, & contentiones quoties exor-* „*gentes inter Ecclesiasticos & seculares Judices, &* „*præcavenda scandala inde nascentia.*

Art. I. Iam Regii Magistralis in sua ad Decretum Concilii Tridentini sess. 25. cap. 3. de Reformatione. Annotatione, postquam monuerant Judices Laicos semper arrestari bona temporalia Judicum Ecclesiasticorum, ad impediendum eorum Censuras, ad dederunt: „*Neque* „*possunt dicti Ecclesiastici uti ipsi Censuris, & Ex-* „*communicationibus contra Judices Laicos, ita præ-* „*hibente Editio, & Ordinatione Regia.*

Ita legitur apud Bertrandum Loth in Resolutionibus Belgicis *Tract. 2. art. 9. num. 16.*

Non dubium quin ad hoc Caroli V. Editum rescribant hic Archiepiscopi.

Eundem pene procedendi modum super consilio Jurisdictionis teneti voluit Philippus II. in Editio suo ad Synodum Cameracensem anno 1586, decernens *art. 16.* ut si Episcopi præstantur per Judices Laicos violatam suam Jurisdictionem, recurrant pro remedio ad Principem, seu Consilium ejus præstatum, ut hunc Jurisdictionis consilium, inter Judicem Ecclesiasticum & Laicum decidat.

Et per Concordatum inter Carolum V. & Episcopum Leodiensem conventum est *tit. 29. art. 9.* quod si super Articulis Concordati difficultas oriatur inter Justiciarios Principum, „*talis difficultas termina-* „*ri, & sedari debeat mutui communicationibus, vel* „*litteris, ita quod una Jurisdictio aliam non turbet, et* „*aut impediat.*

Hic sat aperte Censurarum inflicto excluditur. Unde indubie ad hoc Concordatum reflexit Zypeus, dum dixit in Jure novo *tit. de J. nunci. Excommunicationum. 6.* Quod Editum nostrorum Principum, aut Concordata non aliter exerceri Censuras vident quam contra Officiarios Regios: satis insinuans, quod contra hos exerceri per Editâ & Concordata veniunt.

Quam religiose id jampridem ad hæc usque tempora in Gallia observatum, & Regis Ordinationibus confirmatum sit, ostenditur apud Pithæos in Probationibus Libertatum Ecclesie Gallicanæ, *cap. 5.* ac una ibidem referuntur plura Parliamentum Arestia, quibus Judices Ecclesiastici, etiam Episcopi condemnantur ob Censuras in Magistratibus Regios in his, quæ ad eorum officium spectant, latas; easque revocare jussi sunt.

Recitatque Petrus Pithæus in Commentario ad Libertates Ecclesie Gallicanæ, anno 1629. Regem Gallie in conformitatem Ordinationum suorum Prædecessorum & Indulgentium Papalium, inhibuisse omnibus Prelatis, & Judicibus Ecclesiasticis uti quæcumque Censura contra suos Judices, & Officiarios occasione eorum, quæ egerunt ex Officio suo, sub pœna apprehensionis ipsorum temporalium, & quod procederet contra ipsos tanquam infractiones Ordinationum Regiarum. Et in casu, quo dicti Judices Ecclesiastici se gravatos repertent per prædictos Judices Regios, querelas suas apud Supremas Regis Curias proponant: quod si gravatos se reputent à Supremis Curis, recurrant ad ipsum Regem in suo Consilio, ut ibi ipsis provideatur, ut justum & rationabile erit.

Quod plane conforme est supra citato Editio Carolino.

Hunc à Principibus præscriptum modum sopiendi controversias super consilio Jurisdictionis inter Judices Ecclesiasticos & Laicos, & veritum usum Censurarum contra Officiarios Regios obtentu violatæ Jurisdictionis, aut immunitatis Ecclesiasticæ, pluribus probat Petrus de Marca Archiepiscopus Parisiensis *lib. 4. de Concordia Sacerdotii, & Imperii cap. 21.* qui num. 5, non inficias it, quin potestati Ecclesiasticæ liberum sit per Decretales Summorum Pontificum, fines suos Excommunicationibus, vel Interdictis tueri, unde crebris contentionebus sæpissime sædata est Respublica Christiana. Illud contendit (ait) Regis Constitutionibus præscriptum esse ordinem, quem sequi oportet, ad dissidia averenda.

Præterea notat, prædictum Editum Regium de anno 1629. ad *Infestationem Ecclesie Gallicanæ* latum esse. „*eos mores inducunt (inquit) Episcopi nostri ducentis,* „*& amplius ab hinc annis, ut Libello Caufarum,* „*Ecclesiasticarum avocationem à Curis perent; non* „*autem jura sua Censuris sibi vindicant, quemadmodum* „*ducebant Joannes Galli, & Guido Pape.*

Pergit de Marca ostendere, ordinem hunc præscriptum æquissimam ratione niti. In primis, quia ut observavit „*Optatus Milevitanus, Ecclesia est in Im-* „*perio, id est, per Imperii Provincias sparsa, ex civi-* „*bis constat, & sub patrocinio Regum degit, ideoque* „*in his contentionebus tutiora, & æquiora consilia am-* „*plectenda sunt Episcopis, quæ ad pacem cum Impe-* „*rio retinendam vergant.*

„*Ratio quoque cujus in Principe auctoritas duci* „*potest (ait de Marca num. 7.) ex officio, & munere* „*Principis, qui cum constitutus sit à Deo, ut Eccle-* „*siam foveat, ejusque tranquillitatem prospiciat, quodam-* „*modo videtur arbitrium componendarum horum ge-* „*neris contentioneum in se suscepisse.*

Unde

Unde & juxta similes controversias sue cognitioni reservari. Principes legimus: ac in primis exemplum suppeditat Novella 123. c. 21. Justiniani. Si enim iudicio criminali adversus Clericum indicturo controversia emergeret inter Civilem Iudicem, & Episcopum, ad Nos (ait Justinianus) negotium iam ab Episcopo, quam à Iudice referatur, ut Nos hoc agnosceret, quæ Nobis videretur, jubeamus.

Sic legimus quoque in Capitulis Regum Francorum lib. 3. c. 77. " Ut Episcopi, Abbates, Comites, & Potentiores quique, si causam inter se habuerint, & se pacificare noluierint, ad Nostram (scilicet Principis) jubeantur venire Præsentiam, neque illorum contentio alibi dijudicetur, ne propter hoc pauperum, & minus potentium justitiæ temerantur.

Igitur Principum proprium officium est, contentiones, & publica dissidia in Republica & Ecclesia exoria sua Regali auctoritate compescere, & efficaciter comprimere, & decidere: quod Ecclesia gladio materiali non utras, sua auctoritate facere nequit.

Itaque apparet, quod Episcopi alique Prælati auctoritatem Principibus eorumque Ministriis prætextu auendo Jurisdictionis, & Immunitatis Ecclesiasticæ disputare non debeant, præsertim quia non de Fidei, aut essentiali Religione Catholicæ articulo agitur, sed de puncto disciplinæ, in qua ad vitandas contentiones, & præcavenda dissidia, scandalorum & multorum malorum scaturigines, dispensative similia multa saltem tolerari & dissimulari possunt.

Sane Episcopi alique Judices Ecclesiastici, qui adeo facile ex zelo, ut præsertim tuendo Jurisdictionis, & Immunitatis Ecclesiasticæ, ad Censuras profluunt, merito expendunt, quam exigua exinde profectus spiritualis spes exsurgat, & è contrario quanta scandalorum & malorum scaturigo metuenda sit.

Hæc si equa lance inter se librentur, videntur consultius esse, in his zelum temperare, quam rigorem impendendo, Ecclesiam & Republicam turbationibus, & scandalis, siue ullo animarum profectu, replere.

Nec dubium, hinc factum, quod ab his cum Principibus, eorumque Magistratibus disceptionibus, Sanctissimi, & pro Ecclesia zelosissimi Pontifices, & Episcopi, florentissimi Ecclesiæ sacralis abstinerint. Nec enim legiunt, hos ad suam Jurisdictionem tuendam Excommunicationibus aut Censuris contra Principes, vel eorum Officiares decernisse: imo nec id primis Ecclesiæ octo vel novem sæculis ab ullo Sancto Pontifice, aut Episcopo tentatum scitur.

## CAPUT III.

De Contumacia & Monitionibus Canonicis, quæ infirmationem Censurarum præcedere debent.

## §. I.

De Contumacia, qua Censuram præcedere debet.

**N**eminem virtute Clavium, ut peccator primo privatum, ac deinde adhibitio altero: teste de suo peccato admonere vix corripitur: ac dein si his correptionibus non permotus in suo peccato perseveret, tum vult denunciari Ecclesiæ, ut per ipsam corripatur: Quod si autem Ecclesiam corripientem non audierit, tum demum subiungit: sit sibi tanquam Ethnicus, & Publicanus.

Evidens proinde est ex verbis Christi, ad Excommunicationem non esse procedendum, nisi consiterit de Contumacia in peccato, siue inobedientia erga Ecclesiam corripientem: quod etiam passim notant Scholastici, observatque Suarez lib. 4. disp. 4. sect. 5. n. 9. Quod " conditi-

tionalis hæc: Si Ecclesiam non audierit, indicet ad eam quatenus talis pœna seu Censura: ita ut possit sumus (ait) ex illa inferre, nunquam eo posse obligari ad habendum tanquam Ethnicum, & Publicanum, donec Ecclesiam non audierit: quia Christus " solum sub ea conditione id præcepti sui permisit.

Notandum deinde, Censuram non infigi per modum pœnæ in meritum vindictæ, siue positionem delicti commissi: sed per modum medicinæ, ad præcavenda peccata in futurum, vel ipsius Excommunicandi, vel aliorum qui occasione peccati, in quo hæret Excommunicatus, corruptelentur.

Ecclesia quippe per hanc Censuram primario intendit curare peccatorem à peccato commissio, nec non eam educere ad statum, in quo pertinaciter hæret ratione peccati: atque hac ratione Censura dicitur specialiter pœna medicinalis in c. 1. de Sentent. Excommunicat. in 6.

Itaque priusquam Censura feratur, Judici constare debet, quod peccator in sui peccato persistat; neque Ecclesiam corripientem audire velit, recedendo à peccato, & Ecclesiæ obediendo.

Unde recte advicit Suarez citata disp. 4. sect. 5. n. 11. quod " si peccatum semel commissum tale est, ut omnino transeat, nec reliquar vel obligationem aliquam satisfaciendi, vel quasi continuationem moralem ipsius peccati, nunquam Ecclesia ratione illius ferat Censuram.

Itaque Censura infigitur quidem ob delictum commissum, ac non utique, sed ut habent adjunctam Contumaciam, quæ Contumacia quasi formaliter consummatam causam Censuræ, ut Suarez ibid. n. 18.

Et ut recte notavit Magnus ille Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gersonius De Vita Spiritualis lib. 4. con. l. 14. " Dum enim semper est paratum audire Ecclesiam, quæ habebit tanquam Ethnicus & Publicanus: Cur ab ea rescindatur? Unde & expediens esset (pergit Gersonius) nullam Excommunicationis ferri sententiam, nisi pro manifestata Contumacia, qua se monstrat aliquis audire Ecclesiam non paratum.

## §. II.

De Monitione Canonica, siue Monitorialibus, qua Censuram præcedere debent.

**C**hristum demum post iram monitionem, siue correptionem permisisse peccatorem Ecclesiam aut dire tenuemini rescindi ab Ecclesia, & haberi tanquam Ethnicum & Publicanum, §. præcedenti ostensum est.

Verum quidem est, has trinas monitiones, de quibus Christus, non esse monitiones publicas, & judiciales, sed duas saltem priores duntaxat correptiones privatas, & fraternas; nihilominus exemplo sui Magistri noloit Ecclesia quenquam, quantumvis publice denunciatum, Censura feriri, nisi post denunciationem factam, rina monitio fuerit præmissa; & tertio monitus, Ecclesiam, siue ejus Ministrii vice sua monitionem, non audierit, atque ita in sua Contumacia persistit. Unde (ait ad hunc textum Evangelicum Janfenius Gandensis in Concordiis Evangelicis c. 72.) " & hunc morem servat Ecclesia, ut denunciatio non excommunicandi, nisi post binam aut ternam publicam monitionem, cum scilicet declaratus fuerit contumax, & pœnitentis.

Hunc morem eum primis sæculis ab Ecclesia servatum reperimus.

Synodus Œcumenica Ephesina in relatione ad Imperatores de depositione Nestorii, postquam exposuit, Nestorium secundo vocatum renuisse se Synodo sistere, subiungit: Porro autem cum Canonis præscribant, TERTIO quoque Contumaciam esse admonendum, missi iterum ad illum Episcopis, durum & immorigerum eundem invenimus. Ex hac re latior tom. 3. Concilior. General. col. 570. Similiter in Concilio Chalcedonensi, Dioscorus, ante prolatam in ipsam Excommunicationem, ter vocatus dicitur, idque secundum Sacros Canones. Ergo non dubium, morem præmittende trine monitionis, ut quis contumax in ordine ad excommunicationem judicaret, ad nos ex traditione Apostolica in citatis Christi verbis fundata,

data, dimanasse. Recteque advertit Suarez *disp. 3. sect. 9.* „ Quod iura, que de illo jure *trina* monitionis loquuntur, non significant, sed illud de novo statueret, sed illud supponeret, ut *perpetuo* in Ecclesia observatum.

Legitur apud Gratianum *caus. 16. q. 7. Can. 5.* sub nomine Concilii Rothomagensis, ut „ Decimas solve-  
re nolentes *secundum Domini nostri preceptum* ad-  
monentur semel, & secundo & tertio; qui si non  
emendaverint, *Anathematis* vinculo seriantur. His  
evidenter supponitur praxim præmittendi trinam  
monitionem in *precepto Christi* fundati.

Quapropter licet in multis, in hac Censuratur materia deflexerit recentior disciplina à primævis Patrum Regulis & praxi, nihilominus hanc praxim præmittendi Canonicas has monitiones constanter servavit, & servandam præscripsit, non tantum ut verbis Christi, sed etiam materno Ecclesie in filios affectui plane conformem; utpote qui non vult quæpiam filiorum perire; nec peccatores è sinu suo materno ejici patitur, nisi postquam vocem ejus audire renuant: & ipsos in peccatis obduratos, omnino contumaces novit.

Et quia hæc monitio *tertio* faciendi, Sacris Canonibus jampridem fuit expressa, sensim invaluit, ut simpliciter monitio *Canonica*, vel *competens* fuerit dicta.

Unde ubi Innocentius IV. in *cap. 5. de Sentent. excommunic.* in 6. mandat Archiepiscopo Rhemensi, ejusque Suffraganeis, ut „ nec in specie, nec in genere pro-  
culpis & offensis præteritis vel præsentibus excom-  
municationis sententias absque COMPETENTI mo-  
nitione præmissa promulgent, & si contra præsump-  
torum, injustas noverint esse illas, „ ipsum de *trina*  
hac monitione loqui, uno consensu notant Interpretes.

Ex hac Decretali patefit quoque, Censuras latas, non præmissa *competenti monitione*, injustas esse: hoc est, quod tanquam tales ob solam hanc omissionem sint habendæ à Judice.

Proinde non tantum ut injusta reputanda est in foro interno, sed præcipue in foro externo: adeo ut invalida sit habenda, nulliusque effectus, uti communiter docent etiam recentiores Interpretes: „ Quia  
„ (ait Suarez *disp. 4. sect. 7. n. 5.*) si nulla moni-  
tio præmissa sit, nec contumacia præcedere potest,  
„ & consequenter nec vera & sufficiens causa Censu-  
ræ: Et ideo talis Censura semper est nulla ex de-  
fectu causæ.

## §. III.

*De intervallo temporis, quod intercedere debet inter  
Monitiones, & formam in his servanda.*

Sicut Christus non determinavit intervalla temporum, quæ inter correptiones fraternas, & monitionem Ecclesie intercedere debent, ut peccator tanquam contumax & Ecclesiam non audiens rescindendus sit; ita nec leguntur hæc temporum intervalla per Ecclesiam fixa aut determinata fuisse.

Unice enim Ecclesia intendit, ne præcipitanter ad rescissionem peccatorum procedatur; sed quantum possibile est, laboretur potius, ut membrum corporis sui per peccatum læsatum sanetur, & integrum servetur.

Itaque monitiones cum eo temporum intervallo præmittendas judicavit, ut, si interea peccator sic monitus non se emendaverit, monitione non paruerit, de ejus in peccato contumacia dubitari prudenter nequeat.

Quod autem ex Concilio Lugdunensi sub Gregorio X. in *c. 9. de Sentent. Excommunic.* in 6. permissum Judici, ut subinde pro tribus monitionibus una utatur, recentioribus disciplinis, desumptumque, ut apparet, ex Jure Civili, quo Judici permittitur in *l. 72. ff. de judiciis*, uti uno Edicto *preemptorio* citatoriali pro pluribus.

Formam similis monitionis sive citationis refert Glossa ad citatum *Cap. 9.* ubi & notatur, quod sive *tertia*, sive una pro tribus fiat, semper tamen quædam temporis intervalla debeant dari Reo; atque una illa monitio ita concipi, uti tribus æquivaleret in ordine ad convincendum Reum de contumacia: notatque

Suarez de Censuris *disp. 3. sect. 11. n. 7.* quod quando sit una monitio pro tribus, oporteat hoc ita explicari ei, qui admonetur, ut intelligat, terminari sibi tunc præsum, esse ultimum ad patendum, post quem statim sit Censura sentienda.

Et quidem ex præscripto modernis Pontificalis Romani protellatur Prelatus excommunicans: *Monitum excommunicandum Canonice primo, secundo, tertio, etiam quarto ad ejus malitiam convincendam, ipsum ad emendationem, satisfactionem & penitentiam invitantes, & paterno affectu corripientes.*

Monitiones hæc faciendas expresse nomine ejus qui monetur, una est Doctorum sententia, & clare expressa in citato *c. 9.* ubi declaratur, *haec demum esse monitionem Canonicam in hoc casu, si talis servatis, eos, qui monentur, EXPRIMAT NOMINATIM.*

Illud quoque consuetudine, & uso invaluit, ut monitiones fiant sub expressa comminatione talis Censuræ, puta excommunicationis, ut monet Suarez citato *n. 7.*

Requiritur præterea, monitionem hanc fieri auctoritate & nomine ipsius Judicis: „ *Ratio manifestata est* (ait Suarez dicta *sect. 11. n. 1.*) „ *quia admonitio talis esse debet, ut si quis non parcat, contumax & inobediens existat: quod esse non potest, nisi si admonitio auctoritate Superioris facta sit.*

Ex præscripto Concilii Lateranensis sub Innocentio III. *Cap. 48. 2. De sentent. excommunicat. admonitio fieri debet personis presentibus idoneis, per quas (si necesse fuerit) possit probari monitio.*

Verum eam telus præsentium hodie necessariam non esse, monet Dominus Du Caste Archidiaconus & Officialis Diocesis Condomensis, in sua praxi Jurisdictionis Ecclesiasticæ *tom. 1. c. 11. n. 3.* sub finem: *Quia* (ait) *he monitiones sunt in scriptis, vigere mandati Superioris, quod intimatur partis opera Apparitoris Curia, „ qui relicta ipsi parti copia, desacta monitione per suam relationem ad calcem originalis appositam, sufficienter constare facit.*

## §. IV.

*Difficultas circa Censuras late sententis ob non præmissam Monitionem Canoniciam.*

EXcommunicationes non ferendæ nisi in peccatores inobedientes, & contumaces, vidimus supra *§. 1.* cumque in finem præmittendam trinam monitionem Canonicam, & competentem, è qua de ejus Contumacia, & erga Ecclesiam inobedientia constare queat, notavimus *§. 2.*

Hæc autem quædam Censuras ab homine seu Judice per sententiam insignitas, difficultatem non pauciorum. At difficultas non exigua est, qua ratione contumacia, & præmonitio sufficiens, ut sensum Textus Evangelici, & mentem Ecclesie haberi queat in Censuris, quæ Jure seu Canonis dicuntur, præsentem *late sententia*: utpote quæ nullo Judicis interveniente specialiter Decreto, sed sola Legis vel Canonis transgressione, nulla speciali monitione præcedente, *ipso facto* incurruntur; ubi nulla vel in speciem contumacia in peccato, seu Legis transgressione apparet: eo quod nunquam de peccato, sive legis præviacatione fuerit motus, vel corporeus, neque unquam hæcenus ostendit, quod Ecclesiam monentem audire noluerit.

Vidit hanc difficultatem jampridem supra citatus Johannes Gersonius *De Vita spirituali anima test. 4. Coroll. 4.* ubi postquam pro regula proposuit, nullum excommunicandum nisi *contumacem*, & Ecclesiam audire incontinentem, subiungit: „ Ceterum dum aliquis ex ignorantia, quamquam vitiosa, non tamen *contumax* facit alii, quem actum, pro quo est *late sententia* excommunicacionis *late sententia* ab aliquo Prelatorum, videant Juriste, & Judices, si talis possit dici *ipso facto* excommunicatus: cum semper sit & fuerit promptus stare correctioni Ecclesie super suo delicto, prout supponitur, quia non ex contemptu Clavium & Jurisdictionis Ecclesie, sed aliunde motus malum fecit: Non enim qualiter inobediens *contumax* reputatur.

Videns autem Gersonius, hæc non consistere cum illis, quæ de effectu excommunicationis *late sententia* passim straderent Scholastici, sibi objicit: *Quid operatur tunc*  
excom.

*Excommunicatio* LATÆ SENTENTIÆ per *Canones*? Respondet: „sicut accepi à Preceptore meo, „cas tantummodo operari, ut abique processu alio-  
„*iudicandi*, aut nova constitutione possit Iudex sta-  
„tim, probato facto, vel confesso, ferre juris sen-  
„tentiam, & eandem publicare: non sic ubi Cano-  
„nes essent locum ferendam sententiæ: quin moniti-  
„ones, & processus secundum terminos juris prære-  
„querentur multiplices.

Ejusdem cum Gersonii sententiæ fuit Godefridus Ro-  
femodus in Universitate Lovaniensi Theologicus Pro-  
fessor, & primus Collegii Adriani VI. Præfens, in libro  
cui titulus: *Confessionale*, monetque, *valde inconsul-  
tum & periculosum esse*, quod Episcopis in suis statutis,  
ceteri quoque Iudices tam faciles sint in multiplicandis  
Censuris: Unde (ait) *expediens esset, ut etiam inquis  
Gerson, ut omnes sententias, sententia excommuni-  
cationis LATÆ sententia in fere vel statuti conten-  
ta, quarum usus nullus est, aut plus obest quam pro-  
dest, expressa revocatione cessarent in Provinciis, &  
Diocesis, & in Ecclesia Universalis.*

Quidquid sit de Gersonii & Godefridi solutione, il-  
lud supra Cap. 1. §. 4. notavimus, has juris Excommu-  
nicationes & Censuras pluribus seculis in Ecclesia  
fuisse ignoratas: posterius autem seculis admodum  
multiplicatas: adeo ut tandem invaluerit, vix ullum,  
præcipue è Curia Romana, prodire Decretum, cui  
non sit annexa excommunicatio *ipso facto* incurren-  
da: idque non raro etiam in Decretis ad solam rerum  
aut Jurium temporalium conservationem tendentibus.

Contra hac praxim acerbius stylo suo tempore in-  
surrexit Gersonius loco supra citato, scribens, quod  
hæc facientes moliantur *inimè imponere gravissimum  
super cervicibus hominum*. „Nam (ait) qui pro solis  
„incommodis temporalibus evitandis, aut commodis  
„politicis conservandis, eternam vult infringere moti-  
„tem, cui, quæso, similis erit? Illi nimirum, qui  
„volens muleam abigere à fronte vicini, eam secun-  
„dum percussit vicinum solidis excerebravit.

Ex hac indubie Excommunicatione nimia frequen-  
tia, invaluit hodierna formula absolutionis ab Excom-  
municatione, Sacramentali. Absolutio præmini solita:  
*Absolve te ab omni vinculo Excommunicationis,  
& suspensionis ac interdicti in quantum possum. & in-  
dige*. Item censura de stylo Curie Romanæ omni-  
bus passim Bullis, & Literis inferri solita: *Te ab om-  
ni Excommunicationis vinculo, quod incurristi, absol-  
ventes, vel absolutum fore censentes ad effectum harum  
litterarum consequendum. & non alias.*

Cum enim tam esset frequens Excommunicatio-  
nes, aliæque Censuræ *ipso facto* ex alienius legis aut  
Docteri transgressione incurrendæ; ne forsan prætex-  
tu aliquis similis contraria Censuræ, Absolutio Sa-  
cramentalis, aut Literæ Apostolicæ suo effectu care-  
rent, prædicta formula Absolutionis ad *Cautelem*,  
primitus incognita, invaluit & recepta est.

Qualiter tandem effectus harum Censurarum *late*  
sententiæ multum limitatus & restrictus fuerit, præ-  
fertim quoad necessitatem simili Excommunicatione  
ligatos evitandi, infra ostendetur.

## CAPUT IV.

## De Justa causa Excommunicationis.

## §. 1.

*Ad Excommunicationem requiritur gravis culpa,  
ut minus mortalis.*

**P**ER Excommunicationem Excommunicatum tan-  
quam Ethnicum, & Publicanum ejici ex Ec-  
clesia Christi, & tradi Satanæ in interitum  
carnis, expeditum est.

Quapropter Excommunicationem, ut quandam mor-  
tem spirituales, etiam corporali quodammodo gra-  
viorem, Patres existimant.

Sanctus Cyprianus exponens differentiam inter penam  
legis veteris & novæ, transgressoribus Divinorum Præ-  
ceptorum indigendis, „ait *Epist. 62.* Tunc quidem:

(sub Veteri Testamento) gladio occidebantur, quan-  
do & adhuc circumcisio carnalis manebat. Nunc  
spirituali gladio superbi de commensuræ necantur,  
dum de Ecclesia ejiciuntur. Neque enim vivere so-  
lis possunt, cum domus Dei una sit, & nomen  
salus esse, nisi in Ecclesia possit.

Similiter & Sanctus Hieronymus *Epist. 1.* ait:  
Nunc inobedienti murice truncatur, aut rejectus est  
Ecclesia valido demonum ore discerpitur. „Quapro-  
pter dicere non dubitavi S. Augustinus lib. de Cor-  
rupt. & Gracia cap. 15. relosos apud Gratianum *caus. 24.  
quest. 3. Canon. 17.* Hæc pœna Excommunicationis in  
Ecclesia nulla major est.

Nam ut testis idem S. Doctor *Tractatu 27. in Jo-  
annem, in Can. 33. caus. 13. quest. 3.* advertit: „Nihil  
sic debet formidare Christianus, quam separari à Cor-  
pore Christi. Si enim separatur à Corpore Christi,  
non est membrum ejus, non vegetatur spiritu ejus.  
„Quisquis autem, inquit Apostolus, spiritum Christi  
non habet, non est ejus.

Cum igitur pœna debet esse proportionata delicto  
nec Ecclesia intendat quoniamiano, & humane infir-  
mitatis filiorum suorum defectus, tanquam dura non-  
verba gravibus pœnis persequi, sed potius, ut pia ma-  
ter, leviores filiorum prolapiones, & offensas dissi-  
mulare, aut levioribus medicis corrigere, noluit hanc  
penam pro levibus culpa imponi.

Nullus Sacerdotum quenquam rectæ fidei homi-  
nem pro *parvis & levis* casibus à Communione  
suspendat, præter eas culpas, pro quibus Antiqui  
Patres ætæri ab Ecclesia jussit committere; aut  
sub nomine Concilii Alvernensis referat apud Gra-  
tium *caus. 11. quest. 3. Canon. 42.*

Noat quidem Correctores Romani in Concilio  
Alvernensi, quod erat, prædictum Decretum non  
haberi, sed tamen una monent, in Aurelianensi IV.  
*Canon. 2. & Wormaciensi Can. 13.* id reportari.

Quin & reflectit Synodus Tridentina *sess. 25.  
cap. 5. De Reformatione*, quod „experientia do-  
ceat, si temere aut *levis* res rebus ineuitatur, ma-  
gis contemnunt quam formidant: & perniciosius potius  
perire, quam saluare.

Et sane cum injulum esset, & materno Ecclesiæ  
affectui plane contrarium, ut à sua excluderet societa-  
tem, qui se non prius à societate Sanctorum per gra-  
ve seu mortale peccatum segregasset, & ex Ecclesia hic  
militante ejiceretur, qui adhuc per charitatem manet  
adscriptus Ecclesiæ triumphanti, credidit Ecclesia, ne-  
minem nisi ob culpam, ut minus mortalem, esse  
excommunicandum.

*Anathema* (ait Concil. Meldense *caus. 11. quest. 3.  
Can. 41.*) *est æterna mortis damnatio, & non nisi pro  
MORTALI debet imponi crimine.*

Indicavit hæc etiam Christus, quando non nisi ter-  
tio correctum, & se non corrigentem voluit ab Ec-  
clesia ejici, & haberi tanquam Ethnicum, & Publi-  
canum: quæ rebellio & inobedientia nequaquam ha-  
buit, dum in re levi non obediunt: nec Ecclesiæ cre-  
dit, similes correptiones impendendas ad emendationem  
leviorum excessuum.

Subjungit etiam eodem loco Christus: *Si te audierit,  
lucramus tibi fratrem tuum*: „peritior ergo gra-  
viter, peccando, quem corrigi, & non correctum  
ex Ecclesia ejici voluit Christus, „nisi recte inferat  
Sanctus Augustinus.

Quapropter unanimi Canonisterum, & Theologorum  
consensu receptum est, Excommunicationem *majo-  
rem* ferri non posse, nisi ob culpam *mortalem*: quod  
tanquam indubitatum in hac materia tradit & probat  
Sanctus *disp. 18. sect. 3.* additque *n. 4.* „propositum:  
regulam procedere etiam de *absoluta* potestate dicitur  
Ecclesiæ à Christo Domino; ita ut necesse *Summus*:  
„Pontifex possit pro sola veniali culpa præcisè, di-  
recte majorem Excommunicationem ferre.

Hinc & inferat *n. 6.* Excommunicationem *litem* pro  
levis culpa, quæ *mortalem* graviter non attingat,  
esse non solum injustam, sed *ipso jure nullam*, à quo-  
cunque feratur.

Pœnterea exinde consequens est, quod, quotiescun-  
que aliquis excusatur à culpa *mortali* in transgressione  
aliquius legis, vel præcepti, excusetur etiam à *Cen-  
sura Excommunicationis*, tametsi omnibus transgressio-  
ribus.



Abus illius precepti simpliciter & sine exceptione, imposita.

Exempli gratia, si ex inadvertentia, aut probabili ignorantia facti, vel levitate materiae, transgressio legis aut precepti fit tantum venialis, Excommunicatio annexa legi seu precepto non incurritur: eo quod deficiat materia necessaria huius Censurae: quae ut minus debet esse culpa *mortalis*.

Sed neque ad hanc gravissimam & mortalem penam suffragandam, quolibet indifferenter peccatum etiam mortale sufficit: eo quod non omne tale peccatum sit proportionatum huic poenae in foro externo imponendae, sed specialiter quaedam *gravitas* postulat, puta quod scandalum generet in Ecclesia, aut pacem perturbet, aut aliquid grave nocumentum adferat, quod alia via non possit commodè impediri, uti post alios loquitur Suarez *disp. 4. sect. 4. n. 3.* una notans, non posse generali regula definiti quale peccatum mortale requiratur aut sufficiat, sed „ id committendum esse prudentem Legistae, laicis, & Judicis, ut considerato sine principali imponendi Censuram, & qualitate delicti, & necessitate, vel magna utilitate urgente, eam imponat.

## §. II.

*Non omnis Contumacia erga Judicem sufficit ad Excommunicationem.*

Excommunicationem praecipue fundari ex Christi instituto in contumacia, qua peccator moritur, & Ecclesiae denunciatur, eam contempnentem & monentem non audit, sive ei obediens renuit, supra vidimus.

Verum, sicuti non omnis legis, etiam naturalis, aut Divinae transgressio sufficientem materiam subministrat huic gravissimae poenae; ita nec omnis contra preceptum Judicis vel Superioris inobedientia seu contumacia Excommunicatione plectenda est.

Sive enim attendamus contumaciam *in non comparendo* coram Judice, à quo citatus est; sive contumacia consideretur *in non parendo* legi aut Decreto Judicis, indubitatum est, quod multis titulis & ex variis circumstantiis contumacia gravior aut levior esse queat, quin & nonnunquam in tantum ejus malitia diminuitur, ut nequidem malitiam mortalem utagat, multo minus malitiam quae gravissima Excommunicationis poena comprimere debeat.

In primis enim contingere potest, & idque variis de causis, quod citatus iustus, aut saltem admodum probabilem causam habeat non comparendi coram Judice: quae causa palam ostendat, contumaciam, sive non comparitionem hanc non procedere ex formali contemptu Judicis: atque ita nec materiam, nec causam sufficientem subministrat Excommunicationis: utpote quae impendi non solet, nisi ut formalis aut interpretativus Judicis contemptus, qui ex contumacia colligitur, compescatur.

Nec tantum haec contumacia in *non comparendo* excusari potest in citato coram Episcopis, aliisque Judicibus inferioribus, sed etiam interdum in citato coram Pontifice, sive in Curia Romana, uti Capite sequenti ostendetur.

Praeterea sicuti transgressio legis in materia Iustitiae aut Religionis potest reddi vel levis ex levitate materiae: sic & contumacia in non comparendo, uti ostendit Covarruvias ad cap. *Alma Mater* §. 9. n. 3.

Idque etiam contumacia supponeret conjunctionem habere contemptum: „ Nam si quis (ait) preceptum Superioris super re *minima* ex contemptu transgredietur, advertens esse rem *minimam*, & ex ea causa, quod levis sit materia precepti, contemnat illud, peccatum veniale erit.

Monetque deinde ex Gerfonio, in hac materia Excommunicationis, „ multum differre contumaciam à contumacia. Oportet enim (inquirit) considerare, qualis sit materia, & quantum illa positi Ecclesiae nocere: & qualis est etiam res, circa quam habetur contumacia; nam multo peior & nocentior est in rebus Fidei, & Religionis, pacis ac unionis Ecclesiasticae, quam in parva questione super modica re temporali orta: ubi nunquam tantum poterit prodesse obedientia, quantum obedi Excommunicatio separans animam à spiritualibus suffragiis & societate sanctorum. Si contumacia

est magna, & pro re magni momenti habita, erit juxta doctrinam Salvatoris nostri merito excommunicandus. Si vero contumacia sit levis, aut pro re levi contingens, indignum videtur, ut pro illa sit aliquis excommunicandus.

Quin & notat Suarez *disp. 7. sect. 6. num. 13.* quod, licet contumacia, quae pervenit ad malitiam mortalem, sub ea ratione gravis sit, in ordine ad talem Censuram, (Excommunicationis) potest esse *levis* & nec potest Ecclesia tam acerbo remedio uti ad exigendum ob edictum in quacunque materia, tamen aliqui ad peccatum mortale sufficiat.

## §. III.

*Causa Excommunicationis debet esse manifesta & Judicis legitime probata.*

Quandequidem Excommunicatio sit poena separans Excommunicatum ab exteriori hominum communione & commercio, spectante ad forum exterius contentiosum, indubitatum est, talem poenam infligi non posse pro delicto duntaxat interno, aut etiam omnino occulto: cum Ecclesia non iudicet de occultis, praeteriter per actus externos & iudicialis fori contentiosos.

Hoc jampridem annotavit S. Aug. *Sermone 351. de Penitentia in ult. Edit. PP. Benedic.* (qua utitur) ubi in primis admonet populum, ut serio & temperate agit de suis criminibus convenienter poenitentiam: „ Et cum ipse in re proleatit severissimam medicinam, sed tamen medicinam sententiam, veniat Antistes, per quos illi in Ecclesia Claves ministrant: ut & tanquam bonus puer incipiens esse filius, matrem membrorum ordine custodit, à Praepositis Sacramentorum accipiat satisfactionis suae modum: ut in offerendo sacrificio cordis tribulati devotus & simplex, id tamen agat, quod non solum ipsi prodest accipiendo salutem, sed etiam ceteris ad exemplum.

Deinde, id admonet, ut „ nemo arbitretur propterea se consilium salutare hujus poenitentiae debere contemere, quia multos forte adverit & novit ad Sacramenta Altaris accedere, quorum talia crimina non ignorat.

Rationem subiungit: „ Multi enim corriguntur ut Petrus: multi tolerantur ut Judas: multi deficiunt, donec veniat Dominus, qui illuminet abscondita tenebrarum, & manifestet cogitationes cordis. Nam plerique propterea nolunt excusare alios, dum se periculosi cupiunt excusare. Plerique autem boni Christiani propterea tacent, & suffrunt aliorum peccata, quae noverunt, quia documentis sepe deseruntur, & ea quae ipsi sciunt, Judicibus Ecclesiasticis probare non possunt. Quamvis enim vera sint quodammodo, non tamen Judici facile credenda sunt, nisi certis indiciis demonstrantur.

Post haec, se aliquos Ecclesiae Praepositos excusans, quod criminosos in Ecclesia tolerent, & ad Sacramenta Altaris accedere permittant, subjicit: „ Nos vero à Communionem prohibere quenquam non possumus: (quamvis haec prohibitio nondum sit *mortalis*, sed medicinalis) nisi aut sponte confessum, aut in aliquo sive Seculari, sive Ecclesiastico iudicio nominatum atque convictum.

Evidens est, Augustinum tanquam indubitatum habuisse, criminosos occultos, aut quorum crimina iudici denunciata, & certis indiciis aut documentis probata non sunt, esse quidem monendos ut poenitentiam agant, & modum satisfactionis ipsi supplicet à Praepositis Ecclesiae petant: At per Judicem sive Praepositem Ecclesiae à Communionem segregari sive prohiberi Invitos non posse: licet etiam hac prohibitio nondum esset *mortalis*, hoc est Excommunicatio major, sed duntaxat *medicinalis* seu poenitentialis: eo quod & hac prohibitio esset poena fori externi, quae duntaxat pro crimine externo & probato, posset intro, & crimen suum ultro non consenti imponi.

Hinc & in Canonibus passim videmus, poenam Excommunicationis non nisi in peccatores denunciatos, atque de crimine monitos, & convictos comminari, holque, & non alios Excommunicatione feriendos decernit.

Nemo Episcopus, nemo Praebiter excommunicet aliquem, antequam causa PROBETUR, propter quam Eccle-

clericali Canonis hoc fieri iubent, inquit Canon 11. *caus. 2. q. 1.*

Et in terminis Concilium Generale Lateranense sub Innocentio III. in Cap. SACRO 48. *De sentent. Excommunic.* supponit, causam Excommunicationis debere esse manifestam, monens Iudices, ut caveant diligenter, ne ad Excommunicationem cuiusquam absque MANIFESTA & rationabili causa procedant.

Hic non tantum requiritur causam de se manifestam & rationabilem, sed insuper ipsi JUDICI manifestam & probatam ad sensum Augustini supra expositum, una est Interpretum opinio post Glossographum, qui ad verbum rationabile addit: *coram ipso Iudice probata.*

Notant & hic passim Canonistae, quia causa debet esse manifesta, quod si SOLI Praelato sit nota, non debeat fieri Excommunicatio, ut loquitur Panormitanus, sive ut ait Felinus: *Et sic non sufficeret, quod esset nota ipsi Praelato.*

Hicse confectores & Theologi, ac inter alios sapius citatus Suarezus reflectens ad praeteritum Decretum Concilii Lateranensis, ait: *Manifesta autem sit non solum Iudici privatis nota, sed etiam JUREM DICE PROBATA.*

Quin & disp. 7. sect. 7. num. 4. scribit, sententiam Excommunicationis non tantum esse injustam, sed etiam invalidam, si causa Iudici ut Iudici non fuerit probata: „Nec enim satis est (ait) quod causa in te „subsit, si sit occulta: quia Iudex humanus non potest de tibi occultis judicare. Et autem occulta „quod effectum ferendi sententiam, quandiu JURI „DICE probata non est, etiam alioqui privatis „nota sit illi homini, qui Iudex est.

RECEPTE IN OMNIBUS UNIVERSITATIBUS

## CAPUT V.

De Ordine iudiciario in materia Censurarum, notanter Excommunicationis servando.

## §. I.

*Defectus essentialis Ordinis iudicarii reddit Censuram invalidam.*

**P**ostquam invaluit fori interni seu penitentialis, a foro externo fore contentio plena separatio, tunc & auctoritatem insignendi Censuras huic foro externo, & iudiciali, fore contentio privative reservatum fuisse, seu ad hoc forum transivisse, supra cap. 2. ostensum est.

Hinc ulterius concludere Theologi, & Canonistae, ac tandem in praxi receptum est, nulli hodie competere auctoritatem insignendi Censuras, nisi iurisdictionem aliquam contentiosam, sive fori externi Ecclesiasticam habeat, ut ibid. §. 4. probatum fuit.

Sicuti ergo Iudex huic foro praefectus tenetur in causarum instructione & decisione receptas fori leges & praescriptum ordinem iudicarium observare; ita & in hac Censurarum materia huic foro alligata eundem ordinem observandum esse nemo ambigit.

„Quandocunque ergo in sententia est defectus substantialis ordinis iuris, certum est (ait Suarezus „cap. 2. disp. 4. sect. 7. n. 2.) Censuram esse non solum utnuncque injustam, sed prorsus invalidam: „quin sententia ipsa nulla est, & sententia nulla nullum potest producere effectum.

Non tantum hic ordo iudicialis servandus est a Iudice in sententia insignenda Censuræ, sed etiam in sententia declaratoria, quia quidem ipsa Censura a Iudice alicui non insignitur, sed tamen declaratur, quod Censuram incurrit.

Tamen enim per hanc sententiam Iudex proprie non insignit Censuram, sed duntaxat declarat per sententiam, ob crimen commissum Censuram esse contractam; nihilominus hac sententia declaratoria contractæ Censuræ non minus actus est iurisdictionis contentiosæ, & juxta regulas fori iudicarii ferenda, quam sententia insignitiva Censuræ: & consequenter subjecta pariter nullitati ex defectu essentiali: ordinis iudicarii.

## §. II.

*Defectus iurisdictionis in Iudice ob interpositam appellationem aut recusationem reddit Censuram nullam.*

**Q**uin inter essentialia ordinis iudicarii sit ipsa Iudicis non suspensa aut impedita iurisdicatio, ambigi nequit: quandoquidem Iudex nullum actum iurisdictionis valide exercere queat, suspensa sua iurisdicatio, sive iurisdictionis exercitio. Durante quippe hac suspensione, Iudex censetur esse sine iurisdicatio.

Expeditum autem est, effectum appellationis esse suspendere iurisdictionem Iudicis a quo appellatum est: quodque examen & cognitionem causæ, in qua appellatum est, ad appellatum seu provocatum Iudicem transferat: „ut post alios loquitur & probat Wamæus in Commentario de Appell. ad cap. 1. n. 1.

Addit autem ibidem Wamæus, „non tantum transferri quoad principale negotium, sed etiam quoad ejus accessiones: Item quod appellatum a iurisdicatio ejus, qui judicavit, eximat.

Uterius quia appellatione interposita suspenditur iurisdicatio Iudicis a quo, si pendente appellatione contra appellatorem aliquid innovaverit, aut deceverit, id tanquam mere attentatum ante omnia ut irritum revocari, & cassari debet, ut latius exponitur in cap. 7. de Appell. in 6. conformiter ad id, quod Jure Civili statutum erat in L. unic. §. nihil innovari appell. interposita.

Itaque si post interpositam legitimam appellationem Iudex a quo Censuras insignit, censura hæc non tantum injusta, sed prorsus erunt invalida ob defectum iurisdictionis in Iudice, & defectum essentialem ordinis iudicarii, ut uno consensu tradunt Canonistæ ad cap. 37. de Appell. ubi in terminis respondit Pontifex, quod post appellationem excommunicari non possint. Et ad Cap. 40. de sentent. Excommunic. ubi Pontifex æquiparat sententiam Excommunicationis latam post legitimam appellationem interpositam, Excommunicationi, in cujus forma intolerabilem errorem fuisse patenter expressum, probatur, quam Excommunicationem ipso jure nullam esse nemo dubitat.

Quin Censuræ post interpositam appellationem ita sunt ipso jure nulla, ut etiam deserta aut iniqua declarata appellatione non convalescat, ut loquitur Wamæus loc. cit. n. 4. evidenter probatur in Cap. 11. CET 7. de sentent. Excomm. in 6.

Uterius, ex hac omni modo Censurarum nullitate inferret Wamæus, quod Excommunicatio post legitimam interpositam appellationem, „sic insignita iudiciali retractatione non indigeat, nec absolutionem requirat, sed „admittat declarationem Iudicis, quod, qui sic de facto „excommunicatus fuit, Excommunicationis vinculo „non sit, vel fuerit ligatus. Concludens præterea, quod si ante declarationem hanc nullitatis sententiam, „diocesis se immiscuerit, non contrahit irregularitatis vitium, conformiter ad responsum Pontificis in Cap. An praesentiam 16. de Appell. qui mandat Archiepiscopo Eboracensi, ut „Presbyterum, pro eo quod post Excommunicationem contra appellationem latam, divina canonis, nullatenus inquireret: sed ad eum statim reducat omnia, in quo erant tempore emissæ appellationis.

Hic notat Glossographus, „quod sententia Excommunicationis post appellationem legitimam lata, nulla sit, unde (ait) qui postea celebrat, non punitur.

Ex hac Decretali fluunt insuper Canonistæ, quod post „appellationem interpositam a lata sententia, Censura sit ipso jure nulla, nec remedio appellationis indigeat. Wamæus ad hoc Capitulum num. 2.

Eodem fundamento inferitur, quod communicatio cum taliter de facto Excommunicato post interpositam legitimam appellationem, non incidat in aliquam Censuram: quemadmodum fat aperte decidit Pontifex in Cap. DELICTIS 55. de Appell. ubi Senonenses Canonicos, qui Decano suo communicaverant, tamen si Archiepiscopus post appellationem ipsum denunciaverat de vitandis, inculpabiliter iudicavit (inquit Pontifex) saniori dultis consilio communicaverunt eidem, ut appellationsi ad nos interpositæ, magis quam denunciationi ab Archiepiscopo facta deferrent.

Monetque Wamæus hic n. 4. quod hujus textus satis obfcuri signum sit, „Sententiam Censuræ Ecclesiasticæ „R „post

1. post interpositam appellationem istam, sive sit Ex-  
communicationis, sive sit interdicti, non tenere.  
Quemadmodum per interpositam appellationem à sen-  
tentia defunctiva suspenditur jurisdictionis Judicis à quo,  
ita & per interpositam recusationem: Nec minus pen-  
dente recusatione, quam pendente appellatione omnis  
jurisdictionis sive ejus executioni Judici recusato substra-  
hitur.

Hinc post Glossam in Cap. JUDEX, verbo PRO-  
FONATUR De Offic. Jud. del. g. in 6. communiter  
hodie docent Doctores, acta à Judice recusato, etiam  
pendente causa recusationis eorum Arbitris juris juxta  
dispositionem Juris Canonici indecisa, esse nulla; ut,  
licet etiam postmodum per Arbitros declaratur causa  
recusationis infundicis, & causa ad Judicem recusa-  
tum remittenda tanquam non sufficienter probatum  
suspectam, tamen acta pendente recusatione non con-  
valescant.

Nam ut recte refertur Wamefius ad Cap. CUM  
SPECIALI 61. §. De Appell. n. 8. Cum enim Ju-  
dici hic recusato detrahatur Judicandi, & jurisdic-  
tionis potestas, saltem in suspensio retineatur, non  
eo loco est recusatus, quo is, à cujus interlocutio-  
ne provocatum duraxat est, sed quo is, cui post  
interpositam appellationem per provocatum Judicem  
prohibitus est. Quasi ut ibi hominis, hic juris in-  
hibito sit: post inhibitionem autem in omni appel-  
latione acta indulgent sunt nulla.

Itaque Censuræ late post interpositam recusationem,  
easque coram Arbitris juris pendente, perinde sunt in-  
validæ, & nullæ, atque infidicæ post interpositam ap-  
pellationem: nec convalescunt recusatione post rejecta,  
ut de latas post appellationem dictum est. Sicut enim  
probatum est, Censuratum nullitatem post interpositam  
appellationem consequi ex defectu jurisdictionis in Ju-  
dice, ita ob eundem defectum jurisdictionis post pro-  
positam recusationis Judicis sequitur nullitas lata ab  
eo Censuræ.

### §. III.

*Defectus citationis Censura est invalida.*

Nec essentialia & substantialia ordinis judiciarii esse  
citationem partis, indubiatum est.

Imo Sebastianus Vantius in suo speciali Tractatu  
De Nullitatibus ordinis judiciarii, dicere non dubi-  
tat Titulo De Nullitate ex defectu citationis, hanc  
nullitatem esse omnium potentissimam; scilicet ad ren-  
dendum processum, & latam sententiam omnino nul-  
lam.

Cum igitur Censura, ac notanter sententia Excom-  
municationis, sive sit Censuræ infidelitatis, sive duntaxat  
declamatoria, debeat profecti servato ordine judi-  
ciario, atque ex defectu essentiali hujus ordinis sequatur  
nullitas Censuræ, consequens est, sententiam Ex-  
communicationis etiam declaratoriam esse nullam &  
invalidam, si citatio partis non processerit.

Hinc scribit Marius Altavicus in suo Opere De Cen-  
suris, et etiam sententiam declaratoriam quod aliquis  
reciderit in Censuram non posse fieri sine citatione,  
& antequam audiat, & contrarias subjunct: & si  
fiat (a) absque ulla citatione & auditione, est ipso  
jure nulla, & nullam impedimentum adfert, quo-  
minus gella per obstrictum Censuris valent.

Monet & Suardius disp. 4. sect. 7. n. 37. sententiam  
Excommunicationis ex defectu citationis esse nullam,  
etiam si talis defectus in sententia non exprimitur.  
Rationem præstat, eo quod citatio pertinet se-  
cundum jus ad substantialem solemnitatem sententiæ.  
Et ante hos Didacus Covarr. ad cap. ALMA MA-  
TER part. 4. n. 5. monuit, declarationem Juridicam  
de Censura ipso jure contracta, non esse facendam,  
nisi prius citata parte, juridice de crimine constet,  
& aliter factam declarationem esse nullam ipso jure.

Quin recte refertur Damhouderus in sua Praxis Re-  
rum Civil. cap. 52. citationem partis adeo esse essen-  
tialem, ut, ne per Principem quidem quantumvis  
potentem citatio posset fieri, adeo ut ex certa scien-  
tia & de plenitudine potestatis nec possit, nec debeat  
procedere ad ullam sententiam sine citatione partis,  
ut est Text. in Clement. PASTORALIS 6. CETE-

RUM Defensum. & de re Judic. ubi Summus Pontifex  
idem expresse declarat, quod Principis non potest ex  
certa sententia citationis defectum supplere; imo ne-  
quidem contra suam subditum, quia hoc esset in  
Judicio tollere defensionem sui, quo tamen est de  
jure naturali, ut in Judicio alteram aures Accusa-  
toribus, alteram Defensoribus relinquamus.

Attenta ratione, qua motus Pontifex in cir-  
clementina affectus, nec per Imperatorem in criminali pro-  
cessu, etiam contra subditum posse defectum citationis  
suppleri, cum illa Imperatori tollere non liceret, que  
jure naturalis existunt, recte concludere Canonistæ,  
nec per Pontificem, defectum citationis suppleri posse  
cum non magis Pontifici, quam Imperatori tollere li-  
ceat, que jure naturalis existunt.

Quandoquidem Censura, notanter Excommunicatio-  
nis, sit poena publica eoque gravissima, & non nisi  
ob crimen enorme infligenda, indubiatum est, pro-  
cessum prævia ad probationem fide sententiam Censuræ  
esse criminalem, atque ita in ejus instructione formam  
processus criminalis esse servandam.

Igitur citatio partis probationi sive sententiæ Ex-  
communicationis præmittenda, ejusque infinuatio fieri  
debet ea forma, quam juxta Curiarum præscriptas in-  
structiones, & receptos mores exigit citatio in proces-  
su, qui criminaliter ad vindictam publicam contra ali-  
quem instituitur.

Unde inter cetera requiritur, ut citatio fiat prævia  
Decreto Judicis ad instantiam Officii illi publici, qui  
in Curia Ecclesiastica, Promotor dicitur.

Certum quippe est, quod juxta generale ac notan-  
tiam inordinatam praxim, nullus hodie five in Curia  
Secularibus, five Ecclesiasticis admittatur ad agendum  
criminaliter ad vindictam publicam, nisi Officiarii  
publici.

Quæ ut citatio in progressu criminali in ordine  
ad instructionem Censuræ rite expediatur, debet ex parte  
Officii Fiscalis, sive Promotoris exhiberi libellus  
Judicis, quo petit Decretum citationis contra Reum.  
Næque enim Judex potest proprio motu, parte non  
instante, quenquam criminaliter citare, aut citationis  
Decreto dare, ne alias Judicis simul & Accusatoris  
partes assumere videatur.

Porro quia vel sola citatio in causa criminali adver-  
sus aliquem à Judice decreta formam citati aliquatiter  
ledere sive suspensionem admitti criminis ingrederetur nara  
est, similis citatio decerni non solet, nisi præmissa  
per Officiarium publicum seu Promotorem secreta &  
judicia informatione super admisso crimine.

Qua informatione capta demum formatur libellus  
ex parte Promotoris, in quo narrantur indicia & ar-  
gumenta ex capta informatione contra Reum de ad-  
missio per ipsum crimine resultantia.

Hæc si Judici appareant sufficientia ad inchoandum  
processum criminalem contra Accusatum, tunc cita-  
tionem decremit.

Hæc inquisitio super crimine, quam informa-  
tionem prævia vocamus, (sic Damhouderus in  
Praxi Rerum Criminal. cap. 87.) ex Judicis officio  
& auctoritate semper fieri necesse est. Nemo enim  
nisi solus Judex, aut Judicis potestatem habens, de  
crimine efficaciter inquirere potest.

Et quidem prævia informatio super crimine com-  
missio, dicitur hodie Basis processus criminalis, eo  
quod ab ea processus hic initium suum accipere de-  
beat.

Refert Joannes Torneus in sua Collectione Ar-  
restorum lib. 4. cap. 125. condemnatum Officiale  
Episcopi per Regium Parlamentum in multam 25.  
Pataconum, quia omnia informatione præparatoria  
inceperat ab interrogatione Rei, & super confessione  
à Rco elicta processerat ad sententiam definitivam  
privationis Beneficii.

Plura in decremenda citatione, ejusque executione,  
ac insinuazione observanda notant Pragmatici, quæ  
& hic applicanda sunt. Quandoquidem non minus  
in processu, quo agitur de infligenda Censura Ec-  
clesiastica, notanter Excommunicatione, requiritur legiti-  
ma citatio, ejusque debita infinuatio, quam in quo-  
vis alio processu criminali coram Judice Ecclesiastico  
instituto ad vindictam publicam.

## §. IV.

*Causa Censurarum instruenda & decidenda est coram  
Judicibus in partibus.*

Censuras, præsertim Excommunicationis, infligi non posse, nisi ob crimine, & quidem atrox, supra ostensum est. Uterius, non sufficere crimen esse admissum, ut quis Censura ab illo notetur, sed requiri ut ordine iudiciario fuerit de crimine convictus, similiter probatum est.

Porro accusationem sive questionem de crimine instruendam coram proprio Iudice Provinciæ, & ubi Reus forum sortitur, jampridem receptum fuit, ut probat Titulus Codicis: *ubi de criminibus agi oportet.*

Legitur in Codice Theodosiano sub titulo De Accusationibus *lego 10.* Constitutio Valentis Imperatoris de anno 373. « Ultra Provinciæ terminos accusandi, licentia non progrediatur: oportet enim ibi criminum iudicia agitari, ubi facinus dicatur admissum: peregrina autem iudicia presentibus legibus coercemus ».

Notat autem Vir Eruditus Jacobus Gothofredus in Commentario ad hanc legem, « peregrinum iudicium » hac lege non esse, quod alibi agitur, quam ubi crimen admissum est: verum quod de iis agitur, « qui in alia Provinciâ commorantur, & sic apud » non naturalium.

Peregrina hæc iudicia improbavit quoque Justinianus *Novella 69.* « præcipiens omnibus in universa di-  
tione, & quæ ascendente videt, & quæ occiden-  
tem Solem, & quæ ex utroque est latere, ut utrius-  
que, in qua Provinciâ deliquit, aut in qua pecu-  
niam, aut criminum Reus sit; illic etiam iuri  
subiacere. » Idque addit, *propter facilem proba-  
tionem, & contra difficilem, si alio transferatur.*

Ecclesiæ quoque constant peregrina iudicia, tanquam plurimum incommodis, & innocentium oppressio-  
nibus exposita omnino rejicit, volens nunquamque in  
sua Provinciâ iudicari.

Et quidem prima Generalis Synodus Nicæna hæc disciplinam aperte supposit *Can. 5.* definiens, *de illi  
qui à Communione segregati sunt, suos Clericorum sive  
Laicorum sui ordinis, ab Episcopis, qui SUNT IN  
UNAQUAQUE PROVINCIA, valeat sententia se-  
cundum Canonem, qui promittit eis, qui ab aliis  
ejecti sunt, non esse ab aliis admittendos.*

Hic enim patenter supponit, auctoritatem quen-  
quam sive Clericorum sive Laicorum à Communione  
segregari esse penes cuiusque proprium Episcoporum.

Præterea in eodem Canone statuit, ut his in anno  
in unaquaque Provinciâ habeatur Episcoporum Syno-  
dus Provincialis, ut in iussu præcedentis ab Episco-  
po prolata sententia, in Provinciâ examen instituitur,  
& quæstio decidatur, ac finem accipiat.

Unde non tantum in prima instituitur, sed etiam in  
ulteriori per appellationem aut querelam restaurata in-  
stantia, peregrina iudicia Synodus respicit; negotiaque  
in unaquaque Provinciâ, ubi exorta fuerint, termi-  
nanda censuit.

Rationem sui Statuti insinuat his verbis: *Ut hoc  
convenientem examinationem accipiat, uti vertit He-  
verius: vel ut apud Dionysium Exiguum, ut hoc decen-  
tius inquiratur: aut apud Isidorum, ut digna hoc pos-  
sit examinatione perquiri.*

Manifestum est, Synodum hic respexisse ad faciliorem  
probationem, & examinationem, quæ in propria Pro-  
vinciâ facilis, quam aliena haberi potest, uti in sua  
supra allegata Novella recte restat Justinianus.

Hanc disciplinam tanquam hoc Canone stabilitam,  
& naturali æquitate, & iustitiæ regulis innoxiam, ma-  
gis constantia propagantur, & inconcussam serva-  
runt Patres Africani tempore sancti Augustini in cau-  
sa Apiarii Presbyteri, qui à suo proprio Episcopo Ur-  
bano depositus ad Zosimum Romanum Pontificem  
querendum de suo Episcopo recurrit, & in Commu-  
nionem ab eodem receptus, & officio suo resti-  
tutus fuerat.

Id ægeritæ terre Africanos Patres intelligens Zosi-  
mus Papa, in Africam misit tres suos Legatos, Fau-  
stinum Episcopum, Asellum, ac Philippum Ecclesiæ  
*Van Essen, Pars VI.*

sus Presbyteros, qui cum Africanis Patribus ad Apa-  
rii, aliisque negotiis tractarent, & Sedis Apostolicæ  
prærogativas tuerentur.

Hi Legati ut causam Apiarii aliquo colore defen-  
derent, Canones Sardicenses sub nomine Canonum  
Nicanorum protulerunt.

At Africani hos Canones in Codicibus sive Exem-  
plaribus Canonum Nicanorum, quæ apud ipsos exa-  
bant, non reperientes, indicantur esse mittendos Lega-  
tos ad Ecclesiâ Orientalem, apud quas sincera Cano-  
num Nicanorum Exemplaria servari non dubitabant:  
ac interim, ut paci & quieti consulere, contentio-  
nemque cum Romano Pontifice evitarent, « placuit  
ipsis, ut à Siccensi Ecclesiâ (cujus Apiarius fuerat  
Presbyter) retento scilicet gradus sui honore, Pre-  
sbyter removeretur Apiarius, & accepto Episcopio,  
« ubicunque alibi veller, & posset, Presbyteri munere  
« fungeretur, » ut latius hæc exponunt in litteris ad  
Bonifacium Papam, qui Zosimo successerat.

Porro inquisitione facta, & acceptis ab orientalibus  
Canonum Nicanorum sinceris Exemplaribus, cognov-  
erunt, Canones à Romanis pro Nicænis productos,  
inter Nicænos minime reperiri: Quare decreverunt,  
disciplinam Nicænis Canonibus expressam constantem  
retinere, rejectis Canonibus Sardicensibus, quos Ro-  
mani ut Nicænos Canones allegaverant, & qui hæde-  
nus in Africa noti non fuerant.

At hunc suum zelum pro disciplina Nicænis Cano-  
nibus decreta præcipue demonstrant in litteris da-  
tis ad Cælestinum Papam immediatum Bonifacii Suc-  
cessorem.

Occasio scribendarum litterarum hæc fuit.

Apiarius, cui pacis causa, & Faustino Pape  
Legato instante, hanc gratiam fecerant Patres Africa-  
ni, ut *Sacerdotio alibi fungi posset*, modo id est ex-  
tra Diocæsim Episcopi Siccensis, à quo ob varios ex-  
cessus depositus erat, rursus in nova crimina relapsus  
à Patribus Africanis denuo depositus fuerat.

Hic vero cum semel expertus esset refugium ad Ro-  
manum Pontificem sibi favorabile, iterato ad Cæle-  
stinum Papam refugit: qui rursus ejus artibus & sala-  
ciis seductus ipsum benevole in communionem susce-  
pit, nec non litteras Commendatitias in ejus favo-  
rem ad Patres Africanos dedit: quin & Faustinum de-  
nuo in Africam ablegavit, ut pro Apiario intercede-  
ret, & privilegia Sedis Romanæ tueretur.

Receptis his litteris, & intellecto adventu Faustini,  
Patres Africani in Concilio coierunt, ut causam  
Apiarii in gratiam Romani Pontificis de novo discuti-  
erent, ac ipsum Faustinum audirent.

Cum autem sperarent, & etiam optarent Patres  
Africani, ut opera Faustini Apiarius à criminibus, de  
quibus fuerat accusatus & convictus, posuisset se pur-  
gare, & innocens declarari: è contrario cum dolore  
invenirent, Faustinum non venisse, ut de Apiarii cri-  
minibus examen institueret, & judicaret, sed potius  
ut ejus patrocinium, & defensionem contra Patres  
Africanos susceperet, quemadmodum in suis ad Cæle-  
stinum litteris exposuerunt.

Ex quibus litteris quoque habetur, Faustinum omni  
Congregationi Patrum Africanorum obstitisse, *diversas  
injurias ingerendo, quasi Ecclesiâ Romanâ afferens  
privilegia, volens eum à nobis (inquit) in com-  
munionem suscipi, quem Tua Sanctitas (credens ap-  
pellasse quod probare non possit) communioni reddide-  
rit: quod minime tamen licet, quod etiam gestorum  
ex lectione melius cognoscitur.*

Post hæc exponunt, quod laboriosissimo triduo  
agitate iudicio, cum diversa Apiario objecta affidu-  
sim quererent, vel moras Faustini Episcopi, vel ter-  
giversationes ipsius Apiarii, quibus infandas tergum-  
dines occultare conabantur, Deus Index iustus, fortis  
& longanimitas magno compendio recessaverit.

Apiarius enim postquam omni modo crimina sua  
occultare studuerat, & magna impudentia constantem  
negasset: tandem « Dep nostro (inquit) ejus  
conscientiam coarctante, & occulta, quæ in ejus  
corde tanquam in volutabro criminum jam damoa-  
bat, etiam hominibus publicante, repente in con-  
fessionem eundem obliquorum flagitiorum dolo-  
sus necator erupit.

His quasi pensionis vice præmissis impendio de-  
R. 2 pte-

precaur Pontificem, „ ut deinceps (ajunt) ad vestras aures hinc, venientes non facilius admitatis, nec à nobis Excommunicatis in Communionem ultra velitis excipere; quia hoc etiam Nicæno Concilio definitum facile adverter Venerabiles Tui: Presbyterorum quoque & sequentium Clericorum improba refugia (sicut te dignum est) repellat Sanctitas Tua: quia & nulla Patrum definitio hoc Ecclesie derogatum est Africanæ, & Decretæ Nicænæ, live in seculis gradus Clericos, vive ipsos Episcopos, suis Metropolitans appetitum committit.

Uterius, æquitate Nicænorum Decretorum in hoc puncto demonstrant, dicentes: „ Prudentissime enim, justissimeque providerunt, quæcumque negotia in suis locis, ubi orta sunt, sinenda: Nec univocis Provincie gratiam S. Spiritus deserviam, quæ æquitas à Christi Sacerdotibus & prudenter videatur, & concessum esse censetur; maxime quia univocum concessum est, si iudicio offensus fuerit cognoscitur, ad Concilia sue Provincie, vel etiam universale provocare: nisi forsitan quispiam eam credat, unicuique posse Deum examinis inspirare iustitiam, & innumerabilibus congregate in Concilio Sacerdotibus denegare.

Deinde ostendunt, Romanum iudicium (quod Transmarinum vocant) de negotiis in Africa ratum esse non posse, utpote ad quod testium necessarii personæ, vel propter sexus, vel propter senectutis personam, firmam, multis aliis intercurrentibus impedimentis adduci non poterunt.

At quia huic incommodo occurrere posse videbatur, si aliqui tamquam à Latere Pontificis Romani in Africam mitterentur, negotia examinaturi & iudicaturi, respondent Patres Africani, quod id nulla inceneris Patrum Synodo constitutum.

Reperiebatur quidem simile quid, saltem quoad causas Episcoporum, in Canone Sardicensi, quem ut Canonem Nicænum allegaverat Faustinus, sed illum in Conciliis veteribus, seu exemplaribus Concilii Nicæni, à Cyrillo Episcopo Alexandrina Ecclesie, à Venerabili Artico Constantinopolitano Antistite ex Authentico missis, & quæ etiam ad Bonifacium Papam fuerant, nulla non reperiri receperunt.

Cum autem petente & instante Apollonia, & per Zosimum, & per Cælestinum missus esset Faustinus, ut iudicata vel resoluta nomine Pontificum in Africa existeretur; eaque occasione non mediocres motus & difficultates exortæ essent, rogant tandem Cælestinum: „ Executores etiam Clericos vestros quibuscunque peccatis, nolite mittere, nolite concedere, ne sumum typhum seculi in Ecclesiam Christi, quæ lucem, simplicitatis, & humilitatis diem, Deum videre cupientibus præstet, videamus inducere.

Ex his manifestum est, Patres Africanos, à quibus erat S. Augustinus, non dubitasse, quin iuxta Canones Nicænos, negotia tractanda in locis, ubi orta sunt, atque ibidem terminanda essent.

Secundo, ipsis fuisse indubitatum, iuxta Canones Nicænos, nec per appellationes, alivæ refugia, posse negotia hæc ad Transmarinam sive Romanam Tribunalia pertrahi.

Tertio, hanc fuisse constantem Ecclesie solitiam, ut negotia Clericorum in Africa exorta ibidem ultimæ essent terminanda, omni plane appellatione, & confugio ad peregrinum iudicium, etiam Romanum Pontificem, exclusis.

Hanc disciplinam non semel expresso Canone, tamquam iustitiam, æquitateque Regulis admodum conformem, firmarunt Africani, adjecta etiam penarum comminatione in contemptores.

Et quidem in Concilio Universali Africano anno 418, Capite 22. statum legitur, „ ut Presbyteri, Diaconi, vel ceteri inferiores Clerici, in causis, quas habuerint, si de iudiciis Episcoporum suorum quæsti fuerint, vicili Episcopi eos audiant: Et inter eos quid, quid est, finiant adhibui ab eis ex consensu Episcoporum suorum: quod si & ab eis provocandum putaverint, non prodecent, nisi ad Africanæ Concilia, vel ad Primitas Provinciarum suarum. Ad Transmarinam autem qui putaverit appellandum, à nullo (ait) intra Africam in communionem suscipiatur. Extat hic Canon in Codice Africano apud Dionysium Eusebium sub n. 125.

Cum autem controversia de appellationibus non tantum Presbyterorum, & inferioris Ordinis Clericorum, sed etiam Episcoporum, circa hoc tempus mota fuisset per Faustinum Episcopum, & Asellum ac Philippum Presbyteros, per Zosimum Papam in causa Apollinæ in Africam ablegatos, rursus in Concilio Carthagenensi VI. anno 419, hic Canon iisdem place verbis renovatus legitur, adjecta, post verba ad Primitas Provinciarum suarum, hæc clausula: sicut & de Episcopis sæpe constitutum est. Refertur & hic Canon cum prædicta clausula in Codice Dionysii Faigui sub num. 22.

Itaque planum est, Africanis persuasissimum fuisse, pullo perextu, causas, notanter criminales in Africa exortas, ad peregrina & externa iudicia, etiam Romanum esse transferendas.

Refert prædictum Canonem 22. Concilii Carthagenensis Gratianus can. 1. q. 6. Can. 35. subijuncta hæc moderazione: Nisi forte Romanam Sedem appellaverint.

Notum est, Gratianum ineptissimas non raro modificationes & clausulas Canonibus adiecit, ut Canones ad sui temporis receptam disciplinam infunderet.

Et sane quid ineptius, quam à prohibitis appellationibus ad Transmarinam iudicia excipere appellationem ad Romanam Sedem: quasi Africanis trans mare appellantes, alio quam ad Romanam Pontificem appellare consuevisset, ait in notis ad hunc Canonem Severinus Dianus, una notans, Gratianum non satis convenienter huic Canonis dictam limitationem addidisse.

Hæc disciplina etiam expressa legitur ipsis penæ verbis, quibus expressi est in Epistola Patrum Africanorum ad Cælestinum Papam in capitulis, quæ vulgo dicuntur *Adrianæ Papa I.* quæ dicuntur ab eodem ex Latinis & Græcis Canonibus, & Synodi Romanæ, atque Decretis Præfatum, ac Principum Romanarum sparsim collecta, & Infirmam Mediæmaricæ Urbis Episcopo Romæ ab eodem Adriano Papa tradita ann. 785. & sub hoc titulo passim referuntur; ac novissime sub eodem titulo inserta sunt tomo 6. Conciliorum Generalium: & à Gratiano quoque sæpius sub nomine *Adrianæ Papa* adducuntur.

Horum capitulorum caput 12. habet: „ Prudentissime iustissimeque Nicæna sive Africana Decreta definierunt, quæcumque negotia in suis locis, ubi orta fuerint, sinenda.

Verum post inveciam Isidori Mercatoris collectionem, una cum conscriptis huius nominis primorum Romanorum Pontificum Epistolis Decretalibus, caput disciplina Nicæna Canonibus exposita, & à Patribus Africanis summa constantia & zelo retenta, non parum labefacta.

Hic quippe fidei Decretalibus, peregrina quidem iudicia, & ad ea evocationes reprobantur; ac solite in omnibus passim hinc conscriptis literis appellatio & evocatio ad Sedem Romanam excipitur.

Sic in conscripta Epistolæ 2. Stephani Papæ I. capite 8. refertur Constitutio Valentis Imperatoris, ut „ ultra Provincie terminos accusandi licentia non progrediatur, sed omnis accusatio intra Provinciam audiatur, & à Compromissariis terminetur.

Relata autem hæc Constitutio, Mercator harum putridarum mercium, totus ad amplificandam auctoritatem Sedis Romanæ intentus: (ut ad Canonem 3. dictatus Gregorii VII. monet Christianus Lupus) adiecit hanc limitationem: nisi ad Apostolicam Sedem fuerit tantum appellatum. Hoc fragmentum huius conscriptæ Decretalis, cum addita limitatione retulit Gratianus can. 3. quæst. 6. Can. 4.

Similiter hic falsarum Decretalium Compiler, loquens de prohibitis iudiciis peregrinis, solite in gratiam Sedis Romanæ eandem limitationem adiecit. Sic legitur in spuria Epistola 3. Fabiani Papæ c. 2. „ per regina vero iudicia (salva in omnibus Apostolica auctoritate) generali sanctione prohibemus.

Eadem omnino leguntur in Epistola supposititia Sixti III. Papæ, quod fragmentum extat apud Gratianum can. 3. q. 6. Can. 42.

In Epistola 2. Julii I. adscripta cap. 17. dicitur: „ nullus Episcopus extra suam Provinciam ad iudicium devocatur, „ Sed solite præmissa hæc modificatione: salva Apostolica Ecclesie auctoritate.

Cum ergo jampridem rum Principum Constitutionibus,

bus, cum Sacris Canonibus, signanter Nicænis, iudicia peregrina essent generaliter submoti; omniaque negotia tam Clericorum, quam Laicorum, suis Provinciis, sive locis, in quibus essent exorta, adstricta forent, ut in illis finem acciperent, in quibus habuissent originem, falsatum illarum Decretalium Fabricator & Sedis Romanæ sedus adulator, à generali Legum & Canonum sanctione Romanam Ecclesiam, sive Sedem Apostolicam exceptam declaravit: atque sub venerando nomine Pontificum, qui tribus primis seculis Ecclesiam gloriose rexerunt, fidas Decretales mundo obtrusit, & perniciosa imposuit.

Ope igitur harum confictarum Decretalium, tandem invaluerunt appellationes, & evocationes etiam in prima instantia quovunque negotiorum, præsertim tamquam Episcoporum & Clericorum, ad Curiam Romanam: credendum fuit, iudicium Romanum non comprehendendi sub præfcriptis iudiciis peregrinis.

Hæc autem causarum devolutio ad Curiam Romanam præcipue invaluit, postquam fragmenta dictarum Decretalium, tanquam sincera Veterum Pontificum Decreta, in Gratiani Decretum relata, una cum hoc Decreto in scholis publicis exponi, & in iudiciis pro jure communi recipi cœperunt.

Quantum excreverit hæc appellandi ad Sedem Apostolicam licentia, & quam horrendos ac multiplices induxerit abusus, plures Viri Sancti, & Ecclesiæ malis deplorantes suis scriptis testati sunt; ac præ cæteris S. Bernardus hos abusus graphicè exposuit Eugenio III. lib. 3. *De Considerat. cap. 2.* „ Quousque, (ait) murmur universæ terræ aut dissimulas aut non adverteas? Quousque dormitas? Quousque non exvigilas? consideratio tua ad tantam appellationum confusionem, aut abjectionem? Præter jus & fas, præter morem & ordinem fuit. Non locus, non modus, non tempus, non causa discernitur, aut persona. Præsumunt leviter passim, & levique & nequiter. Tamen nemo non videtur, multiplices illas & sine modo ad Sedem Apostolicam appellationes variis incommodis esse obnoxias; nihilominus per universam Romano Catholicam Ecclesiam sensim appellationes hæc invaluerunt, & tandem usque receptæ sunt cum quadam tamquam moderatione, quam vel postiora Concilia, aut patris ejusque inveterati moret adhibuerunt.

Nec tantum in secunda aut ulteriori instantia via appellationis causæ ad Curiam Romanam delatæ fuere, sed & tandem plures etiam causæ in Provinciis exortæ in prima instantia iudicio Romani Pontificis reservatæ fuere, notanter post inductas Regularium atque etiam Clericorum frequentes exemptiones.

In hoc igitur præsens Ecclesiastica politia à pristina illa disciplina Nicænis Canonibus expressa, & per Patres Africanos nam constanter tanopere labore conservata, recessit, quod moderna permittat negotia in Provinciis exorta per appellationes, aut etiam subinde in prima instantia ad Sedem Apostolicam deferri: pristina autem non admittebat appellationes à decisione Synodorum, aut Primatum suæ Metropolitanoz Cujusque Provincie.

Attamen ut occurreretur multiplicibus & gravioribus incommodis, quæ ex translocatione negotiorum ad peregrina iudicia oriebantur: quod nimirum in remotis illis locis difficilis haberi posset probatio; nec sine multis ingenuisq; impensis, quibus pauperes hæc essent ferendo, tester necessariis ad adduci possent, nec partes instructione causarum ad loca illa sine multis incommodis accedere ac ibidem vacare: ut his, inquam, incommodis occurratur, passim in omnibus pene Regionibus extensus peregrina iudicia etiam Romana submoti manserunt, ut licet ad externos Judices, etiam Romanum Pontificem, vel in prima vel in ulteriori instantia, juxta modernam Ecclesiæ politiam causa pertineat; nihilominus causæ instructæ & decisæ in ipsis Provinciis, in quibus causa exorta est, fieri debeat.

Hæc enim constans ac notoria tam Belgii hujus, quam aliorum Regnorum jampridem recepta praxis, ut si causa quævis, præsertim criminalis, ad Exteros Judices, signanter ad Sedem Romanam fuerit devoluta, debeat instrui & decidi per Judices delegatos in partibus, & in Provinciis, in quibus causa est exorta, residentes.

Hujus praxis in Belgio usitatis, meminit Ludovi-

cus Guicciardinus nobilis Florentinus in Belgica, sive inferioris Germaniæ descriptione, qui pagin. 84. edit. 1642. inter alia harum Provinciarum Privilegia, vel conventiones inter Pontificem, & harum Provinciarum Principes, cæcet, quod „ Pontifex nullius omnino præsentionis vel correctionis prætextu, quemquam hominem sive Ecclesiasticum, sive Laicum evocare possit extra Provinciam: unde si quid forte occurrerit, oportet ut mittat, vel hic depictur Commissarius, qui de præsentia causa cognoscant.

Hujus Belgii moris & meminit Renatus Choppin lib. 2. *De Sacra Polit. lib. 4. num. 8.* & ex illo Michael Rosuel in historia iurisdic. Pontif. lib. 4. cap. 7. num. 3.

Imo quod amplius est, Principes Belgii jampridem in sua inauguratione iurjurando se obtulerunt, se non permitturos, ut Subditi sui extra Provincias suas, etiam ad Ecclesiastica nisi unalia evocarentur, & se sistere deberent: sed se effecturos, ut singulis in sua respectiva Provincia jus dicatur, uti nominatim exprimitur in additione latæ Introitus Caroli V. die 26. Aprilis 1515. art. 3.

Sub extantibus sive peregrinis iudiciis etiam comprehensum esse Tribunal Romanum, atque ad hanc evocationem etiam juramentum suum Principes extendi extimarunt, uti significavit Maximilianus Belgii Princeps anno 1478.

Sixtus IV. Papa litteris Romæ datis 2. Junii 1477. Theodoricum Tolden Cæno nî Parentis etiam muros Lovanienfis Abbatis, in Urbem evocaverit, ut de lesa auctoritate Sedis Apostolicæ coram ipso causam diceret. Scribens in hæc verba: *Volumus, & sub EX-COMMUNICATIONIS LATÆ sententiæ pœna mandamus, ut infra terminum duorum mensium, à receptione presentium computandum, nostro conspectui tu præsentem, aliquem fuisse p rationis periculo subjacere.*

Maximilianus notitia hujus evocationis accepta, & sui juramenti, ac inveteratæ consuetudinis Patriæ similem evocationem non permittentis memor, scripsit huic Abbati, ne Pontificis evocationi motem gerat: *Vobis (ait) districte præcipimus, & mandamus, ne eam ob causam extra facias nostras vos absentem, imo statim ubi præsentibus ad nos venistis.*

Et ad Pontificem similiter litteras dedit, & civilibus verbis citationi intercedit, addens: *Si denique vestra Sanctitas causam cognoscere cupit, eam ut committat alicui in his partibus Prelato, Viro probi, paribus non suspecto, &c. nec ut seus agatur, facile ferre poterit.*

Cum nihilominus Pontifex persisteret in sua sententia, alteras ad ipsum litteras dedit Maximilianus, prioribus nonnullis agitoribus: *Si Abbas (ait) ejuspiam desiliit reus animadversione quilibet dignus existimetur, non adversatur, quin Apostolicæ Sedis honoris ratio in hoc habeatur, dummodo iudice IN PARTIBUS dato idoneo, & neutrali, id juri ordine compertum sit. Quod (ait) sic equum sustineat, id frustra secus aliquid à me exigatur, adjuvante Domino, &c.*

His litteris aliquanto placatus factus Pontifex, causæ discussionem delegavit Præposito Ecclesiæ S. Joannis in urbe Trajectensi ad Rhenum. Is igitur diem dixit Abbati ad respondendum in Diocesi sua.

Sed cum hoc pacto rursus Abbas cunctaret extra fines suæ Provincie, scilicet Brabantie, contra jura & consuetudines Belgii, in hæc verba ad dictum Præpositum scripsit Maximilianus: *Verum quia is modus agendi Nobis, & Subditis nostris gravis admodum est, & intolerabilis, ac aperte contrarius publico statuto, privilegio, quo fidelibus nostris, populo & Statibus Ducatus nostri Brabantie, iurjurando præmissimus, non sneret quovis ex eis extra Ducatum ipsam ad iudicium evocari, cum minus frustratoris vixetur molestiis, & expensis: cum iurus non desinit, qui expeditum administrant iustitiam, Vos seriose requirimus, ut cum iudici competentis relinquas iudicandum. Quod si fecerit, id nobis ingratisimum esset, & opportuno remedio resisteremus.*

Plurima sunt quoque Principum Belgii Edicta, quibus evocationes ad peregrina iudicia reprobantur; & singulos in sua respectiva Provincia iudicandos fore decernunt, quæ citata videri possunt apud Antonium Anselmo in suo Tribunalio Belgico cap. 2. §. 5.

Cum

Com autem nonnulli jus hoc, tametsi sacris Canonibus, signanter Nicanis & Africanis, atque Principum Catholicorum pristinis Sanctionibus, quin & juri naturali, aequitatem plane conforme, convellere & tradere tentarent, quasi auctoritatem Principum secularium excedens, & auctoritati Sedis Apostolicæ contrarium, Carolus V. Belgarum Princeps, Bullam Pontificiam à Leone X. anno 1515. impetrandam censuit, quo hoc jus subditis suis contra multas vexationes adeo necessarium, auctoritate etiam Pontificia firmaretur: quæ Bulla inter cetera part. 1. *Edict. Flandria lib. 1. Rubrica 4.* in easque decernitur, quod Vassalli & subditi prædicti Caroli Archiducis Austriæ & Belgarum Principis, pro quibuscunque causis forum Ecclesiasticum quomodolibet concernentibus, quacunque litterarum Apostolicarum prætextu extra loca Archiduci Carolo subiecta, in prima instantia citari, aut quomodolibet ad iudicium evocari non possint, nec debeant; sed iudicium tantum in partibus illis in prima instantia cognoscantur, dummodo tamen per ipsos Iudices in partibus infra annum à die motæ litæ terminetur.

Addit insuper Pontifex urgentissimas clausulas, quibus decernit, quidquid *alias fecerit*, quam Bulla præscribit, à quocunque *etiam* (ait) *per Nos attentari & Sedem prædictam, & quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit, nullius roboris vel momenti existeret.*

Insuper declarat, *presensibus per Nos, aut Sedem prædictam etiam manu proprio. & ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, etiam de consilio fratrum nullo modo derogari posset, neque eis derogatum consui, nisi id per Nuncium, per litteras Apostolicas sub plumbis trinis vicebus, ita ut semper qualibet vice trimestre intercedat, eidem Archiduci significatum fuerit & non alias, aliter nec alio modo.*

Denique irritum iuribus neclians, & inane, si fecerit super his à quocunque *quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, etiam per Nos* (ait) *aut Sedem prædictam contigerit attentari.*

Hæc jura tum longa consuetudine, usque, tum Diplomate Pontificio firmata, ipsique Sacris Canonibus, ac Principum Sanctionibus adeo consona, & per quæ subditi & Reip. adeo consulti, Belgici Magistratus non minori zelo, quam jampriusdem Patres Africani, tutati idque notanter ostenderunt, dum de publicatione Concilii Tridentini ageretur.

Admodum enim sollicitæ præcauerunt, ne quid hic admitteretur, quod vel in speciem his iuribus adversaretur, sive evocationi subditorum ad iudicia peregrina faveret.

In primis ad cap. 8. *seff. 13. De Reformat.* ubi decernitur: *Ut cause Episcoporum, cum per criminis obiecti qualitate comparere debeant, coram Pontifice Maximo referantur, ac per ipsum terminentur*, specialiter Brabantini annotantur, hac ratione „ Subditi extra Patriam fore trahendos, quod directe adversatur „ indulto Summorum Pontificum Leonis & Clementis, & Constitutionibus suæ Majestatis, & Illustrissimorum ejus Prædecessorum, qui non sine gravi & prægnanti causa id concesserunt.

Rursus ad cap. 5. *seff. 22.* quo statuitur de cognitione adhibenda in Dispensationibus, *momenti, cum hac cautela accipiendum esse, ne subditi hac occasione extra Provincias suas evocentur.*

Ad caput 5. *seff. 24.* ubi causæ quædam criminaliter & graviores Episcoporum, iudicio Sedis Apostolicæ reservantur, *Brabantini, Flandri, aliquæ monerunt, posse Regem inlevere veteri juri, & auctoritati suæ ad conservandam securitatem & tranquillitatem Reipublicæ & subditorum.*

Hic Consilia Regia reflexisse *ad jus vetus* de non evocatione negotiorum extra Provincias, nequaquam obscurum est. Nullum enim aliud *jus vetus* erat, quod in speciem per hanc causarum reservationem Iedi posse videbatur; quodque ad conservandam tranquillitatem Reipublicæ & subditorum summopere conducebat, nisi hoc jus non evacuandi subditi extra Provincias.

Has magistratuum annotationes in compendium contrahas recitat citatus Antonius Asfelmio in Triboniano Belgico cap. 32.

Hanc praxim tantopere tranquillitati Reipublicæ & subditorum convenientem, & pristinis Ecclesiæ Cano-

nibus, nec non Principum Sanctionibus stabilis, non tantum Belgium, sed & alia passim Regna Romanum Pontificem ut Ecclesiæ Caput recognoscens, sollicitè sariam testem conservavit.

De usu Regni Gallie uno consensu testatur hujus Regni Pragmatici: atque inter ceteros allegatos Mi-chaël Kousfel in Histor. Jurisd. Pontif. lib. 4. cap. 9. Postquam enim ostendit *num. 7.* multis ex capitulis longè tutius & convenientius esse, ut causæ vigore appellationis ad Romanum Pontificem devolvantur, per delegatos *in partibus* intrinseantur, & decendant, quam ut hæc Romæ fiant, subiungit *num. 8.* „ Itaque usus demum obtinuit apud nos, ut quæcunque appellationis causæ decideri debeant in partibus, & si contrarium fiat, appelleretur ad Senatum, tanquam *ab abusu*, aique condemnentur pars in expensis, damnis, & id quod interest.

Et quidem testetur ibidem ex Rebuffo, „ id adeo stricte interpretationem subit, ut delegato Summi Pontificis, quæ appellantis causæ committitur, exten- di non debeat extra partes *Dioeceseque litigantem.*

Addit quoque: „ Neque posse Papam delegatū *dicem extra Parlamentum*, cui subest uterque litigans, alias abusus erit, etiam vicinioris sint flibus alterius Parlamenti, „ Eandem praxim ejusque fundamenta latius adstruxit novissime Carolus Fretorius De Abusu lib. 4. cap. 2. *num. 10.*

Quin tanta est apud Gallos cura avertendi fori Romanum, ait ibidem Roussel, *num. 9.* „ Ut inde nata sit ratio, reprobandæ quasi *ab abusu* clausulæ hujusmodi, *nostra Cui Apostolica auctoritate* ; quoniam illa manente, oportet ut Pontificio delegato provocantem committat Romanum: Quapropter (ait) qui Bullam impetraverunt, cui hæc clausula inserta, ut sollicitè sit, ne impediantur in executione, appellatione ab illa, ob eam clausulam tanquam *ab abusu*, solent, & debent protestari, se jus suum velle prosequi non Apostolicæ auctoritate, sed *Ordinaria.*

Tandem ita concludit: „ Denique rejicitur apud Nos quidquid aliquo prætextu cogeret Nostros ire illegitimum Romanum.

Si quis plura de hoc Gallorum Invenitator usu videre cupiat, consulat probationes libertatum Ecclesiæ Gallicanæ cap. 9.

Eodem jure uti Hispanos multis ostendit Salgado in supplicatione ad Sanctissimum part. 2. cap. 11. *reterque num. 97.* „ Quoddam Consilium Supremi Concilii Regii, quo dispositum fuit, exemptum non posse eligere Conservatorem *extra hæc Regna Hispaniæ*, ne Naturales horum Regnorum molesterent, nec conveniantur extra Regnum; quo etiam De creto (ait) generaliter prohibetur, Naturales Imperare commissionibus Iudicibus extra Regna Hispaniæ, quod si fecerint, provisio in Senatu conceditur, ut afferat Iudicem in Regno, „ Integrum Consilium Hispanico idiomate ibidem subiicitur.

Afferitur *num. 83.* quod doctrina reprobans evocationes extra Regna, „ habere possit fundamentum in regula generali quæ habet, viti fieri ei, qui extra Regnum ad Romanum Curiam citatur & extrahitur pro lite tractanda, postque Principem & Senatum ita oppressum defendere, ne extra Regna Hispania extrahatur, tanquam (ait) hoc sit Regis proprium munus, & Regale officium, ne subditi talia molestia opprimantur: maxime cum Clerici, Ecclesiæque Personæ eives reputentur, sinque pars populi, & membra Reipublicæ temporali, ad quorum protectionem simul Principes teneantur.

Testatur quoque *num. 101.* „ Ex identitate rationis, aliisque motivis, & inconvenienciis vitandis, similiter decretum fuisse per Senatum Supremum in Decreto 15. inter IMPRESSA, quod Episcopi Regni Arragonum habentes loca sibi subiecta in hoc Regno Gallie Vicarios constituent in illis, coram quibus Naturales conveniantur.

Idem servari in Ducatu Burgundiæ testis est Joannes Givellius decisione *Dolana 30.* scribens *num. 16.* „ Ab antiquo vetum est solemnibus Edictis Principum nostrorum, subditos distringere, & extra Provinciam ad litigandum vocari, sive coram Ecclesiastico, sive coram Laico, aut alio quocunque Iudice.

Quandoquidem ergo Censura, signanter Excommunicatio,

tio, infligi nequeat; aut sententia inflictiua Censuræ, aut Declarationis contractæ contra quemquam profecti, nisi servato ordine iudiciorum, ejusque defectus essentialis Censuram reddat nullam & invalidam (ut supra ostensum est,) facile intelligitur, causam Censuræ examinandam & definiendam esse per Judices in paribus, tametsi etiam causam alias ad Sedem Apostolicam in prima aut ulteriori instantia spectaret.

Præterea ex hæcenus deductis intelligitur, quod citatus, etiam criminaliter, quocunque de causa, etiam hæresis, extra Patriam ad quencunque Judicem, etiam Romanum Pontificem, possit extenus de incompetencia Judicis excipere, quod extra Provinciam nec comparere nec respondere teneatur, sed causa instruenda ac decidenda sit coram Judicibus delegatis in paribus, juxta notorium receptum praxim, Sacris Canonibus & Principum Sanctionibus confirmem.

Denique, quod si contingat, sit evocatum sive citatum, & excipiemus de loci incompetencia, ob non comparitionem Censuris vexari, hæc possit contra hanc voluntatem, ad Regem ejusque Senatam tanquam hujus juris Protectorem & Defensorem habere recursum: uti infra latius ostenditur, ubi de hac recursu adjectis injunctis, ac via facti iustitias Censuras speciatim tractabitur.

## §. V.

*Quæ specialiter in ferendis Censuris observanda.*

Præter ordinem iudicarium in omnibus causis, significanter criminalibus in foro Ecclesiastico usitatum, quædam specialia in prolatione Censurarum observanda sunt, quæ ad obviandum immoderate & temerarie Censurarum inflictioui ordinata videntur.

Et quidem circa medium sæculi XIII. congressio Concilio Lugdunensi sub Innocentio Papa IV. „ nonnullis fuit expositum (ait Glossographus in cap. 1. *De sententia Excommunic. in Pl.*) quod nonnulli Prelati sepe suos subditos indifferenter excommunicabant, & licet Excommunicatio ab initio fuisset introducta ad medicinam, tamen tendebant ad mortem: propter quod fuit supplicatum, quatenus Concilium dignaretur de remedio providere opportuno.

Supplicationi annuens Concilium statuit in citato cap. 1. quod quisquis excommunicat, Excommunicationem in scriptis proferat.

Neque enim dubium, quin maturius expendi & ponderari soleant, quæ scriptis mandati debent, quam quæ solo verborum sonu committuntur, & cum sono facile transiunt.

Præterquam quia Concilium præterea Judici excommunicanti injungit, quod exemplum hujusmodi scribere teneatur Excommunicato tradere intra mensem, per requisitus fuerit.

Id enim & natum est reddere Judicem in proferenda Excommunicatione circumspiciendum, dum prævidet, Excommunicationis exemplar publicandum, & aliorum iudicio subiiciendum.

Adhuc contingit, quod hoc medio fiat Excommunicato facilius Excommunicationis contra se prolatæ probatio, & ad Superiorem facilius recursus: dum alias temere prolata verba quantaxat Excommunicatione, difficultas haberetur illius probatio, saltem quoad formam & modum; nec ejus defectus adeo dilucide pateret.

Tametsi Concilium videatur Judici injungere, ut Excommunicationem ipse proferat in scriptis; nihilominus praxis & receptus usus cum Decreto interpretationem dedit, ut sufficiat per Actuarium causæ, sive Secretarium seu Scribam sententiam Excommunicationis de mandato Judicis ex scripto recitari.

Uterius, statuit Concilium in allegato cap. 1. ut non tantum sententia proficiatur in scriptis, sed insuper, & causam Excommunicationis expresse conscribat, propter quam Excommunicatio proferatur.

Quis vero dubitet, quin Judices in ferendis Censuris futuri sint moderatiores, æque maturius causam ferendæ Censuræ expendunt, uti intelligitur causam latæ Censuræ in ipsa sententia esse exprimentam, & publice propagandam: & sic omnium iudicio publice probandam, vel improbandam exponi?

Contingit & per hæc expediri, ut ita, in quem

Censura est lata, specilius scire queat, num iusta vel iniusta sibi sit inflicta Censura; & utrum se sententia & Decreto Judicis tanquam iusto subscipere debeat, vel utrum per recursum ad Aliotem Potestatem de Remedio contra latam Censuram tanquam injustam ipsam providendum sit.

Declarat autem Concilium hæc eadem (quæ circa sententiam Excommunicationis decrevit) in *Suspensionis & interditi sententia* velle observari.

## §. VI.

*De formulis & ritu, quibus hodie solemnis Excommunicatio fit anathema proferitur.*

Primis Ecclesiæ sæculis non leguntur Formulæ conceptis verbis expressæ, quibus Excommunicatio esset proferenda: sed sufficiebat, sententiam Excommunicationis ita profecti, ut sufficienter intelligeretur ipsa Excommunicatio, & persona excommunicata.

At postquam sæculo nono & sequentibus ob frequentiorum & non satis circumspiciendarum Censuræ inflictiorem, notante ad tuenda jura & prærogativas Ecclesiarum, ipse Censuræ, ac signatæ Excommunicationis minus timeretur, quin & multis vilipendi cepit, coeperunt concipi Formulæ quedam Excommunicationum ad terrorem incutendum conceptæ, nec non terribilem ideam de effectu Excommunicationis populo vivaciter imprimendam.

Inter veteres Formulæ Excommunicationis ex manuscriptis Codicibus per Edmundum Mattene, Monachum Benedictinum, Congregationis S. Mauri, tom. 2. De antiquis *Ritualibus Ecclesiæ lib. 3. cap. 4.* descriptæ, restat ordine primo Formula Excommunicationis ex Pontificali Anglicano Monasterio Gemmeticensi exarato, (ut ipse credit) ante annos 90.

Hæc Formula concepta est adaptatis terminis ad horrorem & terrorem incutendum, & inter cetera hæc in ea habentur: „ Nisi ultro desuperint, & nostre maledictioni, tati, quam læsetur, satisfecerint, æterna maledictione eos confundimus, & perpetuo anathemate condemnamus, fram Superi Judicis incurram, ac heredi, tate Dei & electorum ejus alieni existant, & abnegent, presentem tempore Communionem cum Christianis habeant, neque in futuro cum Deo & Sanctis ejus partem obtineant; sed cum diabolo & ministris ejus socientur, & penas ultionis flame cum sempiterno luce possident, cælum & terram exosi habeantur, & gehennæ supplicio crucientur in sæculo. Maledicti sint in domo. Maledicti in agro. Maledicta esca ventris eorum, & fructus. Maledicta sint omnia que possident, & cane qui illis latrat, usque ad gallum, qui illis cantat. Siquē pars eorum cum Dathan & Abiron, quos infernus deglutiit viventes, & cum Anania & Saphira, qui Apollolis Domini mentiti fuerunt, statimque mortui sunt, & cum Pilato & Juda traditore Domini, nec habeant aheram, quam afororum sepulchrum, & sic extinguatur lucerna eorum in mediis tenebris. Amen.

Reliquæ Formulæ ibidem descriptæ ex variis manuscriptis Codicibus, exaratis, uti didici Auctor credit, ante annos 600, similibus pene terminis concipiuntur.

Legitur & hujusmodi Excommunicationis Formula apud Reginsonem Abbatem Præmonstratensem (qui floruit sub medio sæculi decimi) l. 2. De Ecclesiâ. Discipul. c. 409.

Ex Regimine tam verosimiliter scriptis Bernhardus Episcopus Wormatiensis in suum Decretum lib. 1. cap. 3. & ex Burchardo Ivo Episcopo Carotenensi part. 1. cap. sui Decret. cap. 76.

Ex his Canupum collectionibus verosimiliter tandem hæc Formula transiit quasi in jus commune; & sic tandem in Pontificale Romanum fuit relata, ubi similis Formula legitur sub titulo: *Ordo Excommunicantis & Absolvendi.*

In hac Formula, postquam per Pontificem excommunicantem enarratum est, qualiter peccatorum canonice sapius moqueretur, omnibusque mediis ad penitentiam illum reducere studuerit, aique deinde exposita potestae ligandi & solvendi, quam Christus Ecclesiæ dedit, tandem ipsam Excommunicationem his verbis pronuntiare jubetur: „ Eum cum universis complicibus fautoribusque suis iudicio Dei Omnipotentis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, & B. Petri Principis Apostolorum, & omnium Sanctorum, nec non & mediocritatis nostre auctoritate & potestae ligandi & solvendi in cælo & in terra nobis divinitus collata, præiuncti Corporis & Sa-



## Quæ à Prælo Excommunicante attendenda.

## §. I.

Quid attendere debeat Prælati circa personam  
ferendam Censuris?

guinis Domini perceptione, & à societate omnium  
Christianorum separamus, & à liminibus S. Matris  
Ecclesiæ in celo & in terra excludimus, & excom-  
municatum & anathematizatum esse decernimus, &  
damnatum cum diabolo & angelis ejus, & omnibus  
reprobis in ignem æternum judicamus, donec à dia-  
boli laqueis rescipiat, & ad emendationem & po-  
nitentiam redeat, & Ecclesiæ Dei, quam læsit, sa-  
tisfaciat: tradentes eum satanæ in interitum carnis,  
ut spiritus ejus salvus fiat in die Judicii.

Omnibus pene Formulis apud citatum Martene ex-  
positis Codicibus descriptis, additur hæc finalis clausula:  
*Et sic exstinguatur lucerna eorum in mediis tenebris:*  
vel uti habet Formula 2. *Exstinguatur in æternum.*

In Formula 4. legitur verbis magis ad terrorem expres-  
sis: *Et sicut lucerna ista exstinguitur, sic exstinguatur ani-  
ma eorum in futuro inferni.* Clarum est, hæc clausulam  
refletere ad Ritum Excommunicationis, qui circa idem  
tempus invaluït, quoque describitur à Regione, Burchard-  
o & Ivone locis supra citatis: & ex illis extat apud Gra-  
tianum *caus. 11. q. 3. Can. 109.* his verbis expressis:  
Debet duodecim Sacerdotes Episcopum circumsta-  
re, & lucernas ardentes in manibus tenere, quas in  
conclusionē anathematis vel Excommunicationis pro-  
ficere debent in terram, & conculcare pedibus.

Hunc Ritum hætenus Grecis esse ignotum notat Chri-  
stianus Lupus tom. 5. in Schol. in Canones pag. 829. &  
monet, eum etiam in Ecclesiâ Latina esse recentiorē.

Verisimile est, hunc Ritum exstinguendi lucernas  
una cum supradictis Formulis circa sæculum octavum  
per novum invaluisse, postquam Excommunicationes  
ob frequentiam & minus exactam moderationem vil-  
pendi & contempi cœperunt, præsertim à Potentiori-  
bus, enormiorum criminum Reis.

Notandum enim, hunc Ritum & Formulas non in  
omnibus indifferenter Excommunicationibus, etiam  
majoribus, adhiberi, sed duntaxat in Excommuni-  
catione *solemni*, quæ anathema posterioribus sæculis dici  
cœpit: & quam distingui ab Excommunicatione etiam  
majori, quæ sine externo hoc Ritu & prædictis For-  
mulis à Judice simpliciter pronuncietur in scriptis cum  
simplici expressione, supra cap. 1. offensum est.

Hinc in moderno Pontificali Romano loco supra ci-  
tato notandum præmittitur, quod triplex sit Excom-  
municatio, scilicet, minor, major, & anathema.

Deinde monet, quod major Excommunicatio fit,  
quando Pontifex per sententiam scriptam pronunciat.  
Deinde subiungitur simplex hujus Excommunicationis  
proferendæ Formula, quæ peccatorem excommunicat in  
scriptis, & tanquam Excommunicatum esse ab omni-  
bus vitandum denunciat, donec adimpleverit quod  
mandatur, ut spiritus ejus in die judicii salvus fiat.

Anathema, id est, *solemnis Excommunicatio pro*  
*GRAVIORIBUS culpis fieri debet*, ait Pontificali.

Post hæc anathematis descriptionem subiicit præ-  
dicta *solemnis Excommunicationis* Formula, qua pro-  
nunciata, tam Pontifex (ait Pontificali) quam Sa-  
cerdotes debent projicere in terram candelas ardentes,  
quas in manibus tenebant. Debet esse duodecim Sa-  
cerdotes constare ex præcedentibus, ubi præcipitur,  
quod Pontifex ad pronuntiandum anathema procedere  
debeat, assistentibus sibi DUODECIM Presbyteris: super-  
pelliculis innotuit, & tam ipso, quam Presbyteris  
candelas ardentes in manibus teneantibus.

Ex his nequaquam obscurum est, prædictum Ritum è  
Decreto Gratiani in Pontificali Romano transiisse.

Hoc Ritu solet quotannis die *Can. Domini* solem-  
niter pronunciat anathema in violatores Jurisdic-  
tionis & immunitatis Ecclesiasticæ, expressis in Bulla,  
quæ exinde dici consuevit Bulla *Can. Domini*: quam  
tamen non obstante hæc annua solenni promulgatio-  
ne, nec Belgium, neque ulla pene Provincia extra  
Statum Ecclesiasticum Romano Pontifici in tempora-  
libus subiectioni hæcenus recepit.

Insuper constat, hæc diversitatem Formularum &  
Rituum, quibus hodie anathema pronuncietur, & dis-  
tinguitur à simplici Excommunicatione majori, dun-  
taxat esse accidentalem: atque labentibus sæculis ad  
terrorem majorem incutendum demum invaluisse: ne-  
que magis ab Ecclesiâ rescindi solemnitè anathemati-  
zatum, quam simpliciter Excommunicatum, uti supra  
§. p. 1. §. 3. probavimus.

IN ferenda sententia Excommunicationis debet su-  
dex ostendere, si prosequi quod corrigendis est &  
medentis (ait Concilium Lugdunense sub Inno-  
centio IV. in cap. 1. *De sentent. Excomm. in VI.*) sive  
in ferendis Censuris, signanter Excommunicatione, ten-  
etur se exhibere ut Medicum spirituales, unice ad  
curandum ægrum & faciunt, intentum.

Porro nequaquam partes periri Medicus implet, si ad  
membel resecationem à Corpore Ecclesiæ profilitur,  
præsertim molliora remedia tentasset, exemplo Medici  
corporalis, qui nunquam ad resecationem membri à cor-  
pore deveniat, nisi, omnibus aliis remediis impensis,  
videat vulnus alias incurabile: quin & periculum videat,  
ne faciatum ac putidum membrum, etiam reliqua cor-  
poris membra inficeret: quando tandem necessitate co-  
gente, membri unius abscissionem impendit, ut reli-  
qua membra ac corpus ipsum salva consistant.

Ita & Ecclesiæ nunquam ad spirituale hæc resec-  
tationem deveniendum judicavit, nisi necessitate cogen-  
te, & omnibus aliis mediis frustra præmissis.

Cum dolore enim amputatur (ait S. Ambrosius  
*lib. 1. Offic. cap. 27.*) etiam, quod putruit, pars cor-  
poris, & dicit tractatur, si possit sanari medicamen-  
tis: si non possit, tunc à Medico bono abscinditur.  
Sic Episcopi affectus boni est, ut optet sanare infir-  
mos, serpentina auferre ulcera, obducere alios, non  
abscindere, postremo quod sanari non potest, cum  
dolore abscindere.

Et Canone 18. *caus. 24. q. 3.* ex Prospero, sive potius  
Juliano Pomerio Audore Librorum De Vita Contem-  
plativa, propolitur forma, quam Medicus spiritualis  
in curandis faciatibus peccatoribus servare debet. At-  
que in primis monet, quod crimina quæcumque non  
suerint patientia leni medicamento sanata, veluti igne  
quodam pia incensationis urenda sunt, & curanda.  
Quod si nec sic quidem equanimiter subsistent, ac  
pie incensationis medela proferatur, in illi, qui DIU  
PORTATI, & SALUBRITER OBJURGATI,  
CORRIGI noluerint, tanquam purus corporis partes  
debent ferro Excommunicationis abscindi.

Verbo: Excommunicatio majori, seu anathemate  
nemo sciendus, nisi qui aliter non poterit corrigi:  
ut loquitur Concilium Meldense apud Gratianum  
*caus. 11. q. 3. Can. 41.*

Hinc Excommunicatio communiter *aliam remedia*  
dici consuevit: eo quod non nisi aliis frustra  
adhibitis impendendum sit.

His insistent Synodus Tridentina *sess. 25. c. 3. De*  
*Reform.* mandat omnibus Judicibus, ut in executione  
sententiæ, aut Decreti, à Censuris omnino abstineant,  
ubi ipsa executio aliter haberi potest.

Recteque in Annotationibus ad hoc Tridentini De-  
cretum, *discurs. 43. n. 3.* notavit Cardinalis de Luca,  
quod, ubi per muldas, aliisque penas temporales  
provideri potest, semper erroneum sit, Excommuni-  
cationis remedium adhibere: cum ad illud non nisi  
in totale subsidium, ac nimium parce & circum-  
specte recurri debeat, ut magis timeatur, & in ve-  
neratione habeatur.

Addit & n. 14., Reprehensione & punitione di-  
gnos Episcopos, alioque Prælatos, præsertim quos-  
dam Commissarios Cameræ Apostolicæ, & Fabricæ  
S. Petri, qui in hoc adeo lubrici sunt, cum maxi-  
mo hujus Ecclesiasticæ remedii præjudicio.

Eadem de causâ communiter tradunt Canonistæ post  
Glossam in *Can. HONORATUS distict. 74. verbo*  
ADHUC, quod cum inter Censuras maxima sit Ex-  
communicatio, ad hæc non sit deveniendum, nisi  
prius probatum sit, nem per mitionem Censuram, puta  
suspensionis aut interdicti, contumacia frangi nequeat.

Hæc moderatio congruit Patrum praxi, qui ad Ex-  
communicationem majorem, sive anathema proce-  
dere

dece non solebat, nisi prius ipsum criminofum per Canonica penitentiam à foribus Ecclesie excludissent: atque ita per Excommunicationem, quam vocabant *medicalem*, curationem peccatoris probabant: quam ubi videbant correctioni obtemperare, & contumacie frangere non sufficere, tunc demum impendebant supremum remedium, scilicet anathema, quod vocabant Excommunicationem *mortalem*: eo quod non nisi pene desperatis applicaretur, & per eam gladio spirituali quasi necari, & in mortem spirituales tradi peccator contumax & rebellis videretur.

Vidimus supra Cap. 1. §. 3. S. Augustinum utranque hanc Excommunicationem, *medicalem* & *mortalem* idem relatis intelligitur, quod Excommunicatio *medicinalis*, quia peccator ad *humiliorem penitentiam locum redigebatur*, solet precedere Excommunicationem *mortalem* sive anathema, quod peccator à *populo Dei*, sive à corpore Ecclesie *separabatur*.

Hujus ordinis etiam mentio occurrit apud Gratianum *caus. 5. q. 3. Can. PRÆSENTI*: ubi sub nomine Silvestri Pape refertur Decretum, quod decretum, ut delinquentes in primis personaliter vocentur, & per septem dies expectentur, nullius Ecclesiasticæ rei interdicta licentia. Huic vero expectationi iterum addantur septem dies, interdicta Ecclesiam intrandi licentia. & omnia divina Officia audiendi. Post vero addantur duo dies, quibus à pace, & Communione Sanctæ Ecclesie sint suspensi. Deinde vero aliis duobus diebus sub eadem expectatione deportentur (si se expectentur) quibus uno die superaddito, omni expectatione velut jam desuperata, Reus mortis *Anathematis* gladio sentiat.

Quamvis facile credam, hoc Decretum Silvestri Pape ab aliquo confictore esse suppositum, inserim verosimile est, Auctorem hujus Decreti quilibet hic fuerit, voluisse exprimitere ordinem, quem apud Antiquos servatum fuisse viderat.

Verbo, intentio & spiritus Matris Ecclesie semper fuit, ut Episcopi, alique Judices Ecclesiastici, quibus hic spiritualis gladius commissus est, illo summa moderatione adversus filios Ecclesie utantur: nec sine extrema, & urgente necessitate, aliis omnibus remediis frustra tentatis, illum exerant: nec nisi summo cum dolore & animi amaritudine filios à matre ejusque viscibus abstrahant, & avellant.

Cum autem jampridem Ecclesia probaverit, utdum Ecclesiasticæ auctoritas exequendis sententiis seu Decretis contra contumaces inefficax est, jungatur potestas sæcularis (sive ut hodie loquimur, imploretur *Brachium sæculare*) quemadmodum declarat *Can. 5. Antiocheno*, qui in Concilio Oecumenico Chalcedonensi *art. 4.* receptus fuit, ad Excommunicationem procedi non debet, si exercitio sententiæ sui Decreti per hanc implorationem obtineri queat: quemadmodum & ipsa Synodus Tridentina non obscure insinuat.

Hic in Belgio Excommunicationes ob debita *scholæ* vix locum habere possunt, neque usitari solent: eo quod per alia media ordinaria, puta per implorationem Regiæ Auctoritatis debitorum contumaces ad solutionem cogi queant.

Quapropter clausula ex stylo Curie Romanæ exprimi solita in literis reſervatæ pensionis, quod si Pensionarius pensionem debitam lapsis terminis præscriptis non persolverit, *sententiam Excommunicationis incurrit*, hic in Belgio non est recepta, uti nec in Gallia, reputaturque pro clausula meri styli.

Quin si Fevretio *lib. 2. De Abusu c. 5. n. 29.* creditur, clausula hæc apud Gallos judicatur *absoluta*: offenditque Brodeau in notis ad Lovæum *lib. C. n. 31.* aliquando quidem etiam in Gallia usitatum fuisse, ut satisfactionem debiti *civili* executioni foret per Censuras Ecclesiasticas, sed eam consuetudinem tanquam *abusivam* tandem plane esse abrogatam.

Notavi quoque jampridem Gersonius, quod applicatio gladii spiritualis ad defensionem temporaliū, magis confusioem in Ecclesia, contemptum hujus Evangelicæ Censuræ, & laqueos animabus multorum, magis quam salutem animarum inducat, in sui asserti probationem experientiam in istem vocans.

Itaque (ait Gersonius De Pœnit. Ecclesiast. *Consider.* 4.) sicuti temporalitas addita Ecclesie pro dote sua, videri possit aliquibus, quod ad ejus defensionem

similiter addere sufficeret adversus Imperatores potestatem vel Censuram temporalem, ut est mulctatio pecuniaria, vel corporalis detentio, vel arrestatio bonorum propriorum.

Et in Tract. De Vita spirit. animæ *Joel. 4.* asserens non veretur, quod Prælati illi, qui pro temporalius conservandis, aut politicis incommodis evitantibus, Excommunicationes passim proferunt, adeoque *eterna mortis damnationem*, similes sint illi, qui volens abigere muscam in frons vicini, eam securi percussione, vicinum solidius excutere velit: ut ei patem esse dixerint (ait) qui Rudens curationi modici vulneris in pede equi, pedem confectum abruptis, equumque peremit.

Itaque omnia à Prelato ad cotendendum peccatorem impendenda sunt, quatenusque ad ejus conversionem conducere credit, antequam extremum hoc absolutionis remedium impendat.

Imo licet Juder forsitan ea, quæ forum exterius præferat, adhibuerit, si tamen ex aliquo erga excommunicandum passione, aut nimia in ipsum duritia, alia media ad ipsum reducendum idonea omiserit, licet coram Ecclesia militante possit à pena esse immunis, coram Deo & Ecclesia triumphante plane immunis non est.

## §. II.

## Quæ attendenda respectu Ecclesie.

**M**edica corporis dum videt membrum fauciatum inevitabile, ejus reſectionem solet impendere, si timeat ex hujus membri infectione reliqua corporis membra inficienda.

Medici corporalis exemplo, Medicus spiritualis videns aliquod membrum Ecclesie criminibus adeo infectum, ejusque curationem ita desperatam, ut nec appareat per Excommunicationem sive exteriorem à Corpore Ecclesie absolutionem sanandum; nihilominus, si videat, à membri hujus infectione seu contagio, reliqua corporis seu Ecclesie inficienda, merito tanquam peritus Medicus, conservationi non minus duntaxat membri, sed & totius corporis incolumitati præcipue intendens, ad reſectionem infecti hujus ac quasi desperati membri procedet, ut reliquorum membrorum infectionem præveniat, & corporis incolumitati consulat.

Imo præcipue à Patribus intentus scopus in Excommunicatione mortali, sive Anathemate infligendo fuisse videtur, ipsa purgatio Ecclesie; sive per hanc absolutionem publicam & externam criminosis à Corpore Ecclesie, præcavere, ne reliqua Ecclesie membra ex contagio, & infectione hujus membri inficerentur; juxta illud Apostoli, *medicum fermentum totam massam corrumpit*, & quod experientia notissimum, quia una ovis morbida totum gregem inficit.

Hinc illud S. Hieronymi apud Gratianum *caus. 24. q. 3. Can. 16.* Refecanda sunt putridæ carnes, & scabiosa ovis à caulis repellenda, ne tota domus, & massa, corpus & peccata ardeant, corrumpantur, & perirent, intereant.

Et sub nomine Anacleti Pape ibidem *Can. 18.* Tam Sacerdotes, quam reliqui Fideles omnes summam curam habere debent de his, qui percutiunt, quatenus eorum redargutione, aut corrigoantur à peccatis, qui si inextinguibiles apparuerint, ab Ecclesia reſcindantur.

Aperius & propius nostro convenientius id exponit Julianus Pomerius, sive Auctor Librorum De Vita contemplativa ibidem apud Gratianum *Can. 18. c. 1.* bens, quod hi, qui diu probati, & portati, & salubriter objurgati corrigi noluerint, tanquam putres corporis partes debent ferro Excommunicationis abſcindi: Ne (inquit) sicut caro morbisemoris, si absceda non fuerit, salutem reliquæ carnis, putredinis suæ contagione corrumpit: Ita isti, qui emendari despicunt, & in suo morbo persistunt, si moribus depravatis in Sacerdotum societate permanserint, eos exemplo suæ perditionis inficiant.

Unde & Scholastici annotantur, in ferendis Censuris, non tantum attendendum esse fructum, quem habiturus sint respectu privatorum personarum, sed etiam *totius Ecclesie*: quia non solum ad salutem ejus, in quem

secutur, sed etiam ad aliorum exemplum, & disciplinam ordinatur Censura, ait Suarezius disp. 4. sect. 4. num. 5.

At hic magna cum moderatione ac circumspectione Prelatus debet procedere, ne volens per abiectionem aliquos membra, reliquo corpori, id est, Ecclesie, seu multitudini Fidelium consensu, magis nocent, & stultum augeat potius, quam tollat: aut diminuat.

In primis à Prelato meminerendum monium S. Augustini lib. 4. c. 1. contra Epistolam Parmeniani 2. Omnis pia ratio, & modus Ecclesiastica disciplina, non tam spiritus in vinculo pacis maxime debet intueri, quod Apostolus sostenendo invicem precepit custodiri, & quo non custodito, medicina vinidit non tantum superflua, sed etiam perniciose, & propterea non medicina esse convincitur.

Hinc regule instituit Apostolus, multis ibidem ostendit Augustinus, laudatque n. 9. & Cyprianum, & Episcopos Africanos, quod cum hominibus quos & Episcopos, moribus & vita admodum corruptos, unitatem servaverint, neque ab incorporalitate recesserint: propter compensationem (ait) custodienda pacis & unitatis, propter salutem infirmorum, & tanquam laetitiam frumentorum, ne membra Corporis Christi per sacrilega schismata laniarentur.

Ante omnia ergo attendere debet Prelatus, utrum per Excommunicationem exurgere volens zizania, una non sit eradicandus & triticum.

Quam Regulam ex dictis Christi confirmant S. Augustinus loco citato, ait n. 13. Nam & ipse Dominus fecit, ut volentibus zizania colligere, dixerit: Sinitis ne aqua crepare usque ad diffem, primum quia dicens: Ne forte, dum zizania colligere zizania, eradicatis simul & triticum: unde satis ostendit, eam mensile non subesse, sed omnino de frumentorum certa stabilitate, & vera securitas manet, id est, quando ita custodit etiam notum est, & omnibus execrabile apparet, ut vel nullo profluo, vel non tales habeat defensores, per quos possit schisma continere, non dormiat severitas discipline, in qua tanto est efficacior emendatio pravitatis, quanto est diligentior observatio charitatis.

Tunc autem hoc sine labe pacis & unitatis, & sine trisione frumentorum fieri potest (inquit ibid. August.) cum Congregationis Ecclesie multitudo ab eo criminis, quod anathematizatur, aliena est.

Rationem, cur tunc Excommunicationis fructus sit expectandus, & periculum scindende pacis & unitatis rimeri non debeat, subiungit: Tunc autem magis adjuvat Propositorum corripientem, quam criminis resistentem: tunc se ab ejus conjunctione salubriter continet, ut nec cibum quicumque cum eo sumat, non rabie inimica, sed coercionis fraternitatis: tunc etiam ille & timore peroritur, & pudore statuit, cum ab universa Ecclesia se anathematizatum vident, scilicet turbam; cum qua in delictis suo gaudent, & bonis insultat, non potest invenire.

Petrus Augustinus n. 14. ostendens quod id ipsam intendit Apostolus, dum dicit: Si quis frater nominatur, in eo quippe, quod ait: si quis, nihil aliud videtur significare voluisse, nisi cum posse non modo salubriter corrigi, qui inter dissimiles peccat: id est, inter eos, quos peccatorum similium pestilentia non corrumpit. In eo vero quod ait: nominatur, hoc nimirum intelligi voluit, parum esse ut in quibus talis, nisi etiam nominetur, id est, famosis appareat, ut possit omnibus dignissimum videri, quae in eum facta Anathematis sententia probat. Ita enim & salva pace corrigitur, & non interfectio percutitur, & medicinaliter curatur.

Et revera, persequitur August., si contagio peccandi multitudo invaluat, Divina disciplina severa misericordia necessaria est: nam consilia separationis, & inania sunt & perniciose, atque sacrilegae quae & impia & superba sunt, & plus perturbant infirmos bonos, quam amicos malos. Et ne id poterit, tantum contingere in parvis peccatis, ostendit n. 9. quod & in gravibus atque enormibus criminibus contingat, ut multitudinem invadant, & ubi eam invaserint, parva assumentur, eo quod tunc, pensantur ea non in saeva aequa Divinarum Scripturarum, sed in saeva delosa consuetudine suorum. Quicquid enim sceleris, & ini-

quias inebriat multitudinem, amittit examinis veritatem.

Igitur Dominus in Evangelio dicenti, in illo obtempere debemus, ubi ait: Si auge Ecclesiam audivit, sit illis: tanquam Ethnicis & Publicanis, & in illo, ubi prohibuit colligi zizania, ne simul traheretur & triticum. Possit enim (ait Augustinus n. 16.) utrumque custodiri ab eis, quibus dicitur: Estis pariter, quantum Filii Dei vocantur.

Hec igitur, à Prelatis & Iudicibus Ecclesiasticis servanda Regula, ut ad Excommunicationem & Censuras non facile procedant, si videant, crimen, de quo agitur, inebriasse multitudinem, vel personam excommunicationi sibi cum habere sociam.

Simili autem casu occurrere, merito impendit Prelatus, quod idem Doctor ait n. 16. Turba autem iniquorum, cum scilicet est in populi promendi sermonem, generalis obprobrium ferenda est: maxime si occasione atque opportunum praebuerit aliquod Domini flagellum delapsi, quo eos apparet pro suis meritis vapulare.

DE EFFECTU EXCOMMUNICATIONIS

## C A P U T VII

### De Effectu Excommunicationis.

§. 1. Quis sit Excommunicationis effectus ex institutione Christi.

Quis sit Excommunicationis effectus ex institutione Christi.

PER Excommunicationem majorem, quae olim mortalis, & vulgo Anathema dicebatur, & hodie communi nomine Excommunicationis significatur, Excommunicatio abiectionis à Corpore Ecclesiae, & tanquam Ethnicis & Publicanis repositi decet, juxta illud: Christus & Ecclesiam non audivit, sit sibi tanquam Ethnicis & Publicanis.

Ad hanc à Corpore Ecclesie reiectionem, quae per Excommunicationem contingit, referentis S. Patres eam esse gravissimum penam asseruerunt. Nichil enim sic debet formidare Christianus (ait S. Augustinus conf. tit. 4. c. 33. & Tract. 7. in Joannem) quam separari à Corpore Christi. Si enim separatur à Corpore Christi, non est membrum eius. Si non est membrum, non vegetatur Spiritus eius. Quisquis autem, inquit Apostolus, non habet Spiritum Christi, non est ejus.

Hinc apparet, quod proprius, & essentialis effectus Excommunicationis est institutione Christi sit, ut Excommunicatus tanquam rebellis Ecclesiae, à Corpore Ecclesiae sive Christi reiciatur, & habeatur, tractetur tanquam Ethnicus & Publicanus, qui est extra Ecclesiam sive Societatem illam, quae Ecclesiam Christi constituit.

Itaque ex Christi institutione, Excommunicatio neganda sunt ea omnia, per quae agnosceretur ut membrum Ecclesiae, & quaeque Ethnicis & Publicanis tanquam extra Ecclesiam existentibus negantur.

Hae ratione Excommunicati excludendi sunt à Sacramentorum perceptione, nec non à publicis Conventibus Ecclesiasticis, à quibus Ethnicis & Publicanis erant exclusi. Unde jampridem statum legitur Canone 10. vulgo Apostolorum: Si quis cum Excommunicato, vel in domo sua praesens fuerit, segregetur.

Idcirco & mortis iuxta Excommunicatorum nominanda Dyptici Ecclesiarum erant. Nomina enim hisce Dypticis inscripta, solebant inter Missarum solemnias recitari: quod palam significabat, hos inscriptos, esse de Corpore Ecclesiae, uti recte exposuit Theodorus Anadior Episcopus in Expositione Canonis VII. Vivorum enim (ait) in Liturgiis celebratur memoria, ut subditorum erga Superiores obedientia, & vivientium in eadem fide ut mysteris unio & commemoratio indicaretur.

Ab omnibus igitur publicis Ecclesiis & precibus, quae vel à Fidelibus celebrantur, vel pro Fidelibus tanquam Ecclesiae, & Christi membris fundantur, omnino excludendi sunt Excommunicati, non secus ac Ethnicis & Publicanis.

De hac proinde orandi ratione præcipue intelligendum, quod dicitur, pro Excommunicatis non esse orandum: nimirum publice & ea oratione, quæ *membris Ecclesie* funditur. Nam pro illis orare, quemadmodum pro Ethnicis & Publicanis, alitque palam ab Ecclesia extraneis, veritum non apparet, saltem ex Christi institutione: quia qui taliter pro Excommunicatis orat, nullatenus illos pro *membris Ecclesie* agnoscit: sicut nec Hæreticos, nec Schismaticos pro talibus recognoscit Sacerdos, dum publice in die Parasæve ex præfcripta Ecclesie orat, ut deposito errore ad veritatis lumen, & Ecclesie unitatem revertantur. Quod & advertit Natalus in Manuali n. 71. m. 71. dicens: Ecclesia, orat pro Ethnicis, Hæreticis, & Schismaticis, licet Excommunicatis, non orationibus institutis pro suis *membris*, sed aliis institutis propriis, qui tales non sunt.

Si verba Christi unice attendantur, non apparet; per Excommunicationem aliter ab Ecclesia, & Fidelium communione separandus Excommunicatus, nisi ut *Ethnicus*, & *Publicanus*. Hi autem à societate Fidelium sive Ecclesie non erant separati, nisi quoad ea, quæ Fidelibus & Fidelibus, & *membris Ecclesie* erant propria; atque communia.

Itaque inspectis verbis Christi, etiam Excommunicatus ab his omnibus exclusus haberi debet: utpote habendus tanquam Ethnicus & Publicanus.

Hinc ulterius consequens est, quod attentis solis verbis Christi, non sunt neganda Excommunicato, quæ Ethnicis & Publicanis non negabantur. Cum ergo Ethnicis & Publicanis non excluderentur à communione, & civili Fidelium commercio & communione, etiam nec Excommunicatus: ut verborum Christi ab hoc commercio & communione segregandus apparet.

## §. II.

*Quomodo obligatio evitandi Excommunicatum, per Apostolos, eorumque Successores extensa.*

Quantumvis ex Christi institutione non videatur Excommunicato negandum commercium civile, quod & Ethnicis & Publicanis à Fidelibus non negabatur, uti §. precedenti ostensum est: nihilominus Apostoli eorumque Successores, tum ut ipsos Fideles à contagio malorum, efficacius præfervarent; tum ut ipsos scandalosus, obstatosque peccatores amplius confunderent, & hac salutari consuetudine à vitiis retraherent, voluerunt ut à civili, & vulgari conversatione, & commercio hujusmodi rebelles peccatores excluderentur, nullumque cum ipsis amplius colloquium aut familiaritatem haberetur, juxta illud Apostoli Joannis Epist. 2. Si quis venerit ad vos, & hanc doctrinam non adferat, nolite cum recipere in domum, nec ave ei dixeritis: qui enim dicit ei, ave, communicat operibus ejus malis.

Sed quia hæc Excommunicatorum & publicatorum peccatorum exclusio à civili conversatione & commercio, non ex Christi, sed Apostolorum, eorumque Successorum instituto ad majorem cautelam proflixit, hæc non Juri Divino, sed humano duntaxat adferenda videtur.

Hæc & Canonistæ & Scholasticæ notantur. Et inter alios Covarruv. ad c. ALMA MATER par. 21 §. 1. n. 8. expresse notat, quod si tractemus de communicatione tum Excommunicatis tum HUMANIS & TEMPORALIBUS; ea jure humano sit interdicta. Similiter Almainus in Tract. de Potestate Ecclesiæ ait, viat Excommunicatum, quantum ad colloquutionem, & illa, quæ sunt mere civilia, non videtur esse de Jure Divino.

Et Christianus Lupus tom. 3. Schol. in Canones pag. 132. postquam annotasset, successa temporis multa circa hanc exclusionem Excommunicatorum quoad civilia, à Fidei communione esse motam subiungit: omnis hæc res non est dogmatica, sed disciplinaria: ideoque per Ecclesiam potest ex causis disponi variè, atque mutari.

Notat & Suarez in Tract. de Censuris disp. 15. sect. 2. n. 9. Quod juxta omnes Doctores seculum à communione civilis, secundario tantum, & indirecte tantum per Excommunicationem interdictum sit. Cujus ratio esse videtur: (a) quia spiritualis bona, cum sint propria Aliorum Ecclesie, merito ac praprio denegantur ei, qui ab Ecclesia absconditur: Imo in hoc videtur positum consistere talis abscessio & separatio ab Ecclesia.

Item, quia Excommunicatus proximo, & per se sit

indignus usu spiritualium bonorum: usa vero civilis communicationis privatur; & a majorem terrorem ac correctionem, & in ordine ad spiritum.

Non mirum proinde, quod circa hoc punctum æque ac circa alia puncta jure humano inducta, variatum in disciplina fuerit pro varietate temporum & locorum.

Primitivè Ecclesie seculis, cum rationes essent Excommunicationis, & summa cum moderatione, non nisi propter enormis, & scandalosa crimina indigeretur, hæc etiam à Civili & communi commercio Excommunicatorum seculum & civium à Fidelibus sollicitè servabatur, in quantum videbatur, & ad salutem ipsius Excommunicati consuetudinem, & ipsorum Fidelium à contagio criminis conversationem esse convenientes, ut latius ostendit Gabr. Albalanzus lib. 1. Observatorem Ecclesie, obs. 11.

## §. III.

*Evitatio Excommunicatorum subsequentibus seculis crevit, & nimio cum rigore à Fidelibus exalta.*

Vix dici potest, quam frequens seculo decimo, & sequentibus usus Excommunicationum esse coepit, & quam levibus de causis à Judicibus Ecclesiasticis Excommunicatio insigniretur, notatur, dum hoc spirituali gladio ad tuenda sua jura, etiam temporalia, Ecclesiarum Prelati uti coeperunt.

Ut autem effectum operum per hæc vibrata, aut saltem comminatio Excommunicationis fulmina facilius assequerentur, interdictum commercii cum Excommunicato tam in Civilibus quam Sacris laxissime extendebant, summoque cum rigore servatum volebant.

Præstebant in primis, neminem posse Excommunicato communicare, nequidem domesticos, liberos, uxorem neque Excommunicato licentia comparere in judicio: neque judicio experiri.

Uterius, quod amplius est, Excommunicatus sponsus dicebatur omni honore & munis publicis, adeo ut Vassalli soluti essent à juramento fidelitatis, quod fuerant ipsi obstricti: Quin & omnes ejus subditi à Fidelitate & subjectione debita liberati.

Legitur apud Gratianum cap. 15. q. 6. Can. 4. Gregorius VII. Nos Sanctorum Prædecessorum statuta tenentes, eos, qui Excommunicatis fidelitatem aut Sacramento contrixi sunt, Apostolica auctoritate à juramento solvimus, & ne eis fidelitatem, obstrictum omnibus modis prohibemus.

Et Canon 5. ibid. ex Urbano II. Juratos milites Hugoni Comitui, ne ipsi, quando Excommunicatos esset, serviant, prohibet; qui si Sacramento pretermitterent, moneantur, oportere Deo magis obedire, quam hominibus. Fidelitatem enim, quam Christiano Principi juraverant, Deo, & quique Sanctis adversum, & eorum præcepta calantes, nulla cohibentur auctoritate perolvere.

Præterea, eam juxta antiquos Canones communicans cum Excommunicato incidere in eandem Excommunicationem, censent, quod tursus communicantes cum hoc Excommunicato in eandem Excommunicationem incidere, & aliterius: Ita ut hoc ex capite una Excommunicatio plures: sæpe Excommunicationes produceret, & sic contagium hoc Excommunicationis in infinitum quasi traduceretur.

Quanta ex his fulminata Censuris, præsertim in Reges & Principes, scandala & motus ac divisiones, & strages animarum in Rempublicam & Ecclesiam tunc redundarent, notius est ex temporum illorum Historiis, quam ut probari debeat.

Si enim Patre-familias Excommunicato omnes prope ejus domesticis commercium, quin & alioquo ipsius censentur interditi sub pena Excommunicationis: si Principe, aut Rege, totius Dispositio, aut Regni subditi eum fugere, & commercium declinare teneantur, imo nec amplius ipsi fidelitatis juramento teneantur: Quis non videat, hinc horrenda scandala, & turbationes, quin & homicidia in familiis, & Rempublicam redundanda? Ut mirum non sit, si moderari hanc Interdictionis extensionem oportuerit, uti ex sequentibus apparet.

## §. IV.

*De Temperamento effectus Excommunicationis quoad evitandum Excommunicati allato per Gregorium VII. & subsequentes Pontifices, usque ad Martinum V. exclusivè.*

**I**ste Gregorius VII. cujus Decretum de evitando Excommunicato testimonia §. precedenti, quique ex Romanis Pontificibus primus legitur excommunicasse Imperatorem & Regno privasse, atque ejus subditos a Fidelitatis juramento absolvisse: ipse, inquam, videns, quoniam scandala, & motus ac seditiones, nec non animarum strages Excommunicatio produceret, dum ejus effectus tam late, tantoque cum rigore extendere, aliud Decretum prioris restrictum edidit. Decretum hoc editum legitur in Concilio Romano IV. sub Gregorio VII. & extat apud Gratianum *caus. 11. q. 3. Can. 103.*

In Decreto prefatus Pontifex, quod „ multos, peccatis postitis exigentibus, pro causa Excommunicationis perire quotidie cerneret, partim ignorantia, partim etiam nimia simplicitate, partim timore, partim etiam necessitate.

His premisiis subiungit: „ Devotus misericordia, „ Anathematis sententiam ad tempus, prout possumus, opportune temperamus.

Temperamentum hoc in primis consistit in quorundam a vinculo Anathematis per communicationem cum Excommunicato contrahendo, subtractione.

Apostolica namque auctoritate subtrahit ab hoc vinculo, „ Uxores, Liberos, Servos, Ancillas, seu „ Mancipia, nec non rusticos & servientes & omnes „ alios, qui non Cusales sunt, ut eorum consilio „ scelera perpetrarent, & illos qui ignorant Excommunicatis communicant.

Addit insuper pro limitatione: „ Quicumque autem „ aut Orator sive Peregrinus, aut Vinator in terram „ Excommunicatorum venerit, ubi non possit emere, vel non habet unde emat, ab Excommunicatis accipiendi licentiam damus. Et si quis Excommunicatus non sapienter, sed humanitatis causa aliquid dare voluerit, fieri non prohibemus.

Exceptis a vinculo Anathematis per hoc Decretum Recentesores Scholastici sub his versibus expresserunt:

*Utile, Lax, Humile, Rex ignorata, Necessè:*

*Hoc quique solvant, Anathema ne possit obesse.*

Qui autem sub his nominibus censentur excipi, ut quatenus impune communicant cum Excommunicato, singulatim & fusius inquirunt & disputant Scholastici & Recentesores Canonici.

Praeterea in hoc suo Decreto allatū temperamentum effectui Excommunicationis contrahendo per communicationem cum Excommunicato induxit per haec verba sui Decreti: *Ab Anathematis vinculo liberamus eos, qui communicant cum eis, qui communicant cum Excommunicatis.*

Uti enim recte advertit Christianus Lupus in Scholii ad praesentem Gregorii VII. Decretum *romo 5. pag. 131.* „ Prædicta Decreti verba Excommunicationis „ contagium, antea consuetum traduci in infinitum, „ contrahunt ad solam immediatam communicantem personam, & in *seriatim* novum deinceps derivari.

Porro ex tenore Decreti patet, hoc Gregorii VII. Decretum duntaxat fuisse ad *tempus*, nimirum, dum tantis scandalis, & difficultatibus per Germaniam ob Excommunicationem Henrici Imperatoris exortis: quod & notavit Bertholdus Constantiensis. Referens enim hoc Decretum monet: *Non fuisse perpetuum, sed duntaxat ad tempus.*

Verum, Decretum provisionale occasione Excommunicationis Henrici Imperatoris editum, nonnulli Pontifices Successores probantur, ut monet Lupus *rom. 5. Schol. in Canones pag. 129.* ac deinde in Decretum Gratiani *caus. 11. q. 3. Can. 103.* relatum per jure communi invaluit.

Unde Innocentius III. in Litteris ad Crucesignatos apud Bosquetum in ejus *vita pag. 80.* hujus Decreti meminit, tanquam vim juris obtinens: „ Est *causatio in jure* (ait) quod si quisquam per terram „ Hæreticorum aut quorumbet Excommunicatorum

transierit, necessaria emere ac recipere ab eisdem „ possit, præterea si Pater familias domus Excommunicacionis sententia fuerit innotuata, & patricione ipsius familia excusatur.

Uterius, Pontifices Successores Gregorii, non tantum hoc Decretum probant quoad limitatum contagium Anathematis ad immediatam personam communicantem cum Excommunicato, sed experientia edocti, quantum confusum in Republicam, & Ecclesiam induceret, etiam vel solum Anathematis seu Excommunicationis *majoris* contagium in ipsam immediatam personam cum Excommunicato communicantem, propagatum, contagium hoc contrahendum ulterius censuerunt.

Quod & in Scholii ad hoc Decretum *tom. 5. pag. 132.* notavit Christianus Lupus, scribens: „ Scabiosum contagium Successores Pontifices adduc amplius mi „ ligant, & contrahunt: „ proxima nisi sit in „ *ipso crimine* Excommunicati communione stante.

tunt contrahi *solum* Excommunicationem *minorem*.

Non dubium, quin ex contagio hujus minoris Excommunicationis non tanta esset timenda incommoda, quam ex contagio Anathematis per communicantem cum Excommunicato contrahendo.

Illam quippe Excommunicatio *minor* passiva duntaxat Sacramentorum perceptione Excommunicatum privat. At Excommunicatio *major* sive Anathema omni civili, & sacro Commercio Excommunicatum interdicat, ipsumque Excommunicatum a reliquo Corpore tam in civilibus, quam sacris abscondit: quæ interdictio sua abscessio plurima indebit incommoda in civilem, & sacram Convivium societatem, nata est inducere.

Observavit & hoc Vir Eruditus Joannes Doujatius in Notis ad Institutiones Juris Canonici Pauli Lancelotti ad Titulum de Sententia Excommunicationis §. 27. notans, communicante Excommunicatis initio *majoris* Excommunicatione fuisse ligatos, ad vitandum tamen (ait) animarum periculum, invadit, ut minorem tantum Excommunicationem incurrerent, qui extra criminem, nec per Gladium conemptum, aut non speciatim moniti communicarent: ne in infinitum per eos quoque, qui cum his communicant, serperet Anathematis contagium.

De hac minori Excommunicatione actum est supra *c. 1. §. 2.* ibidemque annotatum est, hanc speciem Excommunicationis esse recentioris instituti, neque repertur Decretum, quod illius expressè meminerit, nec Gregorium IX. qui illius mentionem facit *cap. penult. de Sententia Excommunicati, ut in cap. fin. de Clerico Excommunicato missi.*

## §. V.

*De Temperamento effectus Excommunicationis per Decretum Concilii Constantiensis, sive Extravaganantem Martini V. Ad evitanda.*

**N**ihil tantopere Republicam Ecclesiasticam & Civilem turbabat, quam necessitas evitandi tam in civilibus, quam in sacris omnes illos, qui ob alicujus legis aut præcepti vel mandati Ecclesiastici præsentem transgressionem, aut non partitionem, videbantur incurrere Excommunicationem *pleno jure*, nulla Judicia præcedente sententia declaratoria super, præterita transgressione aut non partitione, vel super contracta Censura ob eam transgressionem sive non partitionem.

Hæc turbatio, & incommoda labentibus sæculis eo fuerat majora, & frequentiora, quo frequentius levioribusque ex causis tandem fuerat inflicte similes Excommunicationes: adeo ut vix ullum à Curia Romana, vel à Judiciis Ecclesiasticis Decretum prodiret, sine adjuncta Excommunicationis comminatione *ipso facto, sive pleno jure* per transgressores, aut non obediētes incurrēdas.

Itaque temperamentum præcedentibus efficacius atulisse dicitur Concilium Constantiense, circa initium sæculi XV. sub Martino V. celebratum.

Sub nomine enim hujus Concilii extat Decretum *l. Extravaganans*, quæ incipit *Ad evitanda*, apud Sanctum Antonium in Summa Theolog. *par. 3. tit. 25. cap. 2.* in hæc verba: „ *Ad evitanda scandalala,*

De multa pericula, subvenendumque conscientis timoribus, statuit quod nemo deinceps à communione alienus in Sacramentorum administratione vel receptione, aut aliis quibuscunque Divinis, vel extra, prætextu cuiuscunque sententiae, aut Censurae Ecclesiasticae, suspensionis, aut prohibitionis ab homine, vel à jure, generaliter promulgatae teneatur abstinere, vel aliquem vicare, aut interdictum Ecclesiasticum observare, nisi Sententia, Prohibitio, Suspendio, vel Censura hujusmodi fuerit in vel contra personam, Collegium, Universitatem, Ecclesiam, aut locum certum à *Judice publicata, vel denunciata specialiter, & expresse*, salvo, si quem pro sacralibus manuum in unctione in Clericum sententiam latam à Canone, adeo notorie confiteri incidisse, quod factum non possit aliqua tergiversatione celari, neque alio juris suffragio excusari, nam à communione illius, licet denunciatus non fuerit, volumus abstinere juxta Canonicas Sanctiones.

Hujus Decreti, vel ut vulgo vocatur, *Extravagantis*, licet nulla in Actis Concilii Constantiensis mentio occurrat; nihilominus quia apostissimum visum est repetendis scandalis, & periculis animarum ex frequentiore Excommunicationis, & Censuratum usu provenientibus, ubique tanquam verum Decretum Concilii Constantiensis, & Martini V. communi consensu probatum, & receptum est.

Imo Decretum hoc juxta eum tenorem, quod extat apud Antoninum, usque receptum est, etiam neglecto tenore ejusdem, prout reperitur in Concilio Basileensi *Sess. 20.* nec non in Concilio Lateranensi sub Leone X. *Sess. 11.* ut notant Doctores communiter.

Quinimo licet Decretum habuerit inferum Concordatis inter Regem Galliae Francicum I. & Leonem X. Papam cum Clausulis expressis in Concilio Basileensi; nihilominus neglectis his Clausulis, usque receptum est, etiam in Gallia, prout legitur apud Antoninum sub nomine Concilii Constantiensis, uti multis offendit Eveillon in suo Tract. Gallico de Excommunicatione, cap. 3. *art. 1.* Et post ipsum Dominus Du Casse Archiepiscopus, & Officialis Diocesis Condomensis in sua Praxi Jurisdictionis Ecclesiasticae *tom. 1. cap. 12. §. 1. num. 3.*

Ratio receptionis hujus Decreti juxta expressionem Concilii Constantiensis potius, quam secundum expressam Concilii Basileensis, aut Concilii Lateranensis, aut Concordatis Gallicanis, est, quia prior expressio Decreti augis contrahit effectum Excommunicationis, notanter quoad devitationem Excommunicati.

Inspecto enim tenore Concilii Constantiensis, nullus quocunque Censura lenodatus, evitandus est, nisi sententia contra ipsum à *Judice publicata, vel denunciata specialiter & expresse fuerit, salvo, si quem pro sacralibus manuum in unctione in Clericum, sententiam latam à Canone, adeo notorie confiteri incidisse, quod factum non possit aliqua tergiversatione celari, neque alio juris suffragio excusari.*

At in Decreto, prout extat in Concilio Basileensi, Lateranensi, & Concordatis Galliae, Clausula hae sine restrictione ad sacralium percussionem Clerici est generaliter expressa: ita ut inspecto hoc tenore, evitandus esset omnis, qui Excommunicationem quancunque adeo notorie confiteri incidisse, quod factum non possit nulla tergiversatione celari, neque alio juris suffragio excusari.

Itaque obceptum hoc Decretum juxta expressionem à S. Antonino latam, hodie nullus est evitandus, etiam in Sacramentorum administratione, vel receptione, aut aliis quibuscunque divinis, vel extra, prætextu cuiuscunque sententiae, aut Censurae Ecclesiasticae ab homine, vel à jure generaliter promulgatae, nisi sententia, vel Censura hujusmodi contra ipsum fuerit à *Judice publicata, vel denunciata specialiter & expresse*; tamen etiam constituit, in eam Excommunicationem, aut Censuram adeo notorie incidisse, quod factum non possit aliqua tergiversatione celari, aut alio juris suffragio excusari, solo notorio Clerici percussore excepto.

Non dubium, quin scopi induci temperamenti magis faveat dicta Concilii Constantiensis expressio, quam illa generalis exceptio *notorie* Excommunicati, facta in Decreto, prout legitur in Basileensi, & Lateranensi Conciliis, nec non Concordato Gallicano, „ quæ, (ut notat Covarruvias ad Cap. ALMA MATER, *part. 1. num. 9.*) non admodum convenit fini, in quem isti Constitutio

tio dirigitur, nempe ad evitanda scandala, & sedandus proborum Virorum conscientis: idcirco (aut) magis recepta est in Christiano Orbe Martini V. & Constantiensis Constitutio.

Itaque, ut quis hodie, tanquam Excommunicatus sit evitandus, non sufficit, Censuram *ipso jure*, aut etiam ab homine per sententiam generalem esse latam, sed requiritur, ut contra certam personam Excommunicatio sit lata *specialiter expresse*, ut dicitur in Decreto, id est, *NOMINATIM, ac omnes exponit*, ait Suarezius *disp. 9. sect. 2. num. 7.* Et *CONSTAT*, ad Cap. ALMA MATER, *part. 1. §. 1. n. 8.* notat, quod juxta hoc Decretum requiritur, ut sit notatus Censura *expresse nomine proprio, aut aliquo apposito signis, quo certo & absque ulla dubio eum, qui excommunicatur, significet & demoneat*.

Hac de causa Catholicis in hisce partibus, ut et in Gallia, Germania, aliisque totis Catholicis Provinciis sine ulla scrupulo communicant cum *notorie* Hæreticis & Schismaticis; eo quod tantum generali Censura sit notata, non autem *specialiter & expresse, five nominatim*.

Imo nec sufficit, quod in aliquem *specialiter & expresse*, id est, *nominatim* sententia Excommunicationis lata sit *five promulgata* sit, sed insuper requiritur, ut à *Judice denunciata, seu publicata fuerit*: ut observat Suarezius *disput. 9. sect. 2. num. 8.* dicitque quod licet Decretum loquatur *distinctive, nisi sententia à Judice fuerit publicata vel denunciata*: „ Nihilominus consuetudo quæ est apostolica legum interpretis, ita legem illam acceptaverit, & interpretata sit: quia hoc est maxime consentaneum finis illius legis, scilicet ad evitanda scandala, &c.

Præterea hæc interpretatio non discordat à rigore, & proprietate litterarum: quia duo illa verba, *publicata vel denunciata*, non ponuntur *distinctive* tanquam diversa, sed tanquam æquipollentia: nisi quod participium *publicata* proprie referatur ad Censuram vel sententiam; *denunciata* vero, ad personam.

Itaque ut Excommunicatus debeat evitari, non sufficit, quod Juxta sedens pro Tribunali publice sententiam pronuntiaverit: sed requiritur, ut insuper hæc sententia sit *publicata*; & Excommunicatus publice, ut talis sit *denunciatus*.

Publicatio autem hæc ita fieri debet, ut vi similis promulgationis, five publicationis, in communem omnium notitiam venire possit.

Formula denunciandi Excommunicatos, & publicandi sententiam Excommunicationis, extat apud Regentem Abbatem Præmonstratensem, *lib. 2. de Eccles. Discip. cap. 40.* ubi prescribitur, ut post pronuntiandam Excommunicationis sententiam, à Episcopo Presbyteris per Parochiam mittantur, continentes modum Excommunicationis, in quibus jubetur, ut Dominicus diebus post ledtionem Evangelii plebibus subcommissis publice denuncient ipsam Excommunicationem, ut ne quis per ignorantiam communice Excommunicatis.

Conformis est hæc Formula illi, quæ legitur apud Gratianum *caus. 11. quest. 3. Canon. 20.* congruitque hodierno Pontificali Romano, ubi mandatur, ut post pronuntiandam publice, & solemniter Anathematis sententiam, à Episcopo Presbyteris per Parochias, & etiam vicinis Episcopis mittatur, continens nomen Excommunicati, & Excommunicationis causam, ne quis per ignorantiam ulterius illi communi- cet, & ut Excommunicationis occasio omnibus tollatur.

Hæc Formula etiamnum hodie in promulgatione Decretorum Ecclesiasticorum passim observatur: idcirco in Excommunicationis promulgatione servanda apparet, quia promulgatio hujus sententiae ita facienda est, ut *actione aliqua publica, & communis consuetudine usitata ad res juridicas promulgandas, publicata sit*, uti citata *sect. 2. num. 9.* loquitur Suarezius. Est autem adeo necessaria publicatio (ait Suarezius) citata *sect. 2. numer. 8.* ut ipsemet Parochus, etiam si secum habeat sententiam declaratoriam faciat, donec publicè tempore prescripto illam *denunciet*.

Quin ulterius non sufficit, quod sententia Excommunicationis *nominatim* in certam personam lata sit de futuro, five sub conditione, puta, *nisi intra tot dies hoc illud fecerit, sit ipso facto ex nunc pro ex nunc Excommunicatus, & hoc modo etiam publicata sit*.

fit, sed insuper requiritur, ut post impletam conditionem servetur sententia absoluta contra talem personam in PARTICULARI, & publicetur seu denunciatur: uti recte ibidem num. 18. monuit Suarez.

## §. VI.

Quando hodie evitandus sit Clerici percussor

**A**D evitanda scandala, & multa animarum pericula subveniendumque conscientis vitiorum simoniarum, per Extravagantem Martini V. seu Concilii Constantiensis, nullus dicitur evitandus praeiur contradi-  
Centura, nisi sententia, vel Centura contra aliquem a Iudice publicata, vel denunciata specialiter, & expresse fuerit, uti §. precedenti laus expositum est.

Additur tamen unica exceptio, seu limitatio: *salvo, si quem pro sacrilega manu iniectione in Clericum sententiam latam a Canone adeo notorie confiteris incidisse, quod factum non possit aliqua tergiversatione celari, neque alio iuris suffragio excusari: Nam a Communione illius, licet denunciatus non fuerit, volumus abstinere juxta Canonicas sanctiones.*

Ut ergo notorius percussor Clerici ob violentiam, & sacrilegam iniectionem manu sit evitandus, non requiritur, inspecto tenore hujus Decreti, ut sententia declaratoria Excommunicationis a Iudice pronunciata, & publicata sit, sed tantum requiritur, quod haec sacrilega manu iniectione adeo notoria sit, quod factum non possit aliqua tergiversatione celari, neque alio iuris suffragio excusari.

Duo igitur requiruntur, ut sacrilegus Clerici percussor ob incursum Excommunicationem sit evitandus juxta tenorem hujus Decreti.

Primum, ut factum ipsum, id est, manu iniectione sit notoria notorietate facti; sive ita publice, innotescat, ut nulla tergiversatione celari queat.

Unde non sufficit, quod coram pluribus testibus, etiam omni exceptione maioribus, & qui in iudicio plenam fidem facerent, iniectione manu in Clericum contigerit eo quod coningera possit, quod hi testes factum non publicabunt, sed silentio prement: & consequenter ex ipsorum visu, & scitu non sit orta requisi-  
ta notorietas facti.

Imo nec sufficit publica fama de ipsa percussione. Publica enim fama non facit rei evidentiam: quae tamen requiritur, ut possit dici *notorietas facti*, quae nulla tergiversatione celari possit.

Secundo, praevis notorietate facti, quae nulla tergiversatione celari possit, requiritur, ut constet, hanc percussorem fuisse sacrilegum, & violentum, adeo notorie, ut nullo iuris suffragio excusari queat. Suffragium hic accipitur pro fundamento, quo haec percussio possit a culpa, vel in totum vel pro parte excusari, evadens saltem, quod de jure non esset dicenda violenta & sacrilega manu iniectione in Clericum ad mentem Canonis, *Si quis suadente diabolo*: ac consequenter adeo notorium non esset, quod ob hanc percussorem ipse in Excommunicationem incidisset, ut nullo iuris suffragio, sive iuris probabilis ratione excusari possit.

Uti enim advertit Suarez citata *sess. 2. num. 12.* intentio illius Constitutionis fuit tollere dubia, & adeo noluit hanc exceptionem facere, nisi pro causa certo & indubitato: ergo quacunque ratione excusatio probabilis sit, aut probabile ingerat dubium, sufficiens erit, ut casus non sit ex iis, in quibus delinquens vitari praecipitur.

Cum ergo ex multis factis, & circumstantiis dependeat, utrum ipsa manu iniectione, sive factum ipsum sit adeo notorium, ut nulla tergiversatione celari queat, vel utrum adeo notorium sit, quod manu iniectione sit ita sacrilega ad mentem dicti Canonis, ut nec ullo iuris suffragio excusari queat, etiam apparet, quod de hac notorietate viz certo constare possit, nisi omnibus circumstantiis examinatis, Iudex declaraverit, eam iniectionem revera adeo notoriam, ut nulla tergiversatione celari possit, & ac insuper adeo certo sacrilegam & violentam ad mentem Canonis, ut nullo iuris suffragio valeat excusari, quin percussor ob eam incurretur Excommunicationem dicto Canone latam.

Unde ad amplius evitanda scandala, & quietandas

conscientias timoratas, decernimus ob praedicta Constitutioni quoad hanc exceptionem in Regno Galliae (ut observat D. Du Casse Archidiaconus, & Officialis Ecclesiae Condomensis in Tractatu de Iurisdictione Ecclesiae, 1. cap. 12. num. 3.) ubi nec notorius Clerici percussor hodie evitandus dicitur, nisi ut talis per Iudicem fuerit publice denunciatus, ipsum in Excommunicationem incidisse.

Similiter Zypaeus in Jure novo *tit. de Sententia Excommunic.* num. 5. cum citatis Auctoribus observat, quod ad viandam obligationem, non tantum esse debet notoria ex facto percussio, sed ipsa etiam iniuria, quodque varia inquirere queant, quae percussorem ab iniuria vindicent, quodque valent Doctores, quae percussio, Clerici sit notoria, addens, quod opinio optima ad Iudicis arbitrium remittat.

Igitur apparet, quod Clerici percussor vix notoria, ad sententiam dicitur Constitutionis, haberi queat, nisi iudex omnibus circumstantiis examinatis, eam iniuriosam & sacrilegam, & notoriam ad sententiam Canonis declaraverit: quandoquidem ante hanc declarationem vix constare queat, percussorem adeo notorie in Excommunicationem ob illam manu iniectionem incidisse, ut nulla tergiversatione celari, vel nullo iuris suffragio excusari possit, quando Iudex id non deciderit.

## §. VII.

Casus, quibus hodie ob Communicationem cum Excommunicato incurritur Excommunicatio major.

**P**ostquam Excommunicatio conformiter ad Extravagantem Martini V. ad evitanda, fuerit Canonice pronunciata & publicata, tunc Excommunicatus juxta Sacros Canones est evitandus, non tantum in Divinis, sed etiam in humanis & civilibus, falvis exceptionibus & restrictionibus, sive per posteriora jura, sive per consuetudines, moreque inductas.

Et quidem olim, qui Excommunicatorum communicationem & societatem publice amplectebantur, atque eorum convenus accedebant, quasi fipios censentur excommunicare, sive ab Ecclesia recedentes: Aliqua ita ipso facto Excommunicati censentur, sive ab Ecclesia reputantur alieni notantur si hac communicatio jungeretur his, qui tamquam Haeretici, aut Schismatici vi clavium erant ab Ecclesia exclusi.

De his praecipue intelligendi sunt Canones, qui declarant, communicantes cum Excommunicatis eadem Excommunicatione ligari.

Si autem ex circumstantiis aut aliunde pateret, quod illorum conventus accederent, non ut se illis in haereticos aut scelere jungerent, sed curiositatis, aliave de causa similiter & qui cum privatis Excommunicatis communicabant extra crimen, hi puniendi quidem censentur, imo & subinde excommunicandi, si nec moniti a verita communicatione desisterent, sed non ipso jure Excommunicati habebantur.

At seculo nono, & decimo ceperunt omnes indifferenter communicantes cum Excommunicatis, etiam in civilibus, haberi pro Excommunicatis eadem Excommunicatione: Iuxta quidem ut coniugium Excommunicacionis ulterius, & quasi in infinitum alios cum hi communicantes afficeret.

Cum vero ex hac Canonum rigidiore interpretatione, praesertim accedente frequentiori Excommunicatorum usu, plurima scandala & conscientiarum inquietudines orirentur, tandem limitationes & benigniores interpretationes adhibere oportuit, uti supra notatum est.

Et quidem hodie ob communicationem cum Excommunicato cujus iudice ac publice denunciato, viz alia Excommunicatio incurritur, quam minor, quae sola sacramentorum passiva receptione privatur.

Pauci enim hodie casus sunt, in quibus ob communicationem cum Excommunicato viando incurritur Excommunicatio major.

Casus pene unus est de communicante in crimine, cuius fit mentio in Cap. NUPEK 29. de Seytenti. Excommunicat.

Hic interrogavit Innocentius III. utrum qui nominatim Excommunicatis SCIENTER communicare, vellet ab Ex-

ab Excommunicatione possint per confessionem à simplici Sacerdote, vel Episcopo, seu Archiepiscopo sit ab eis absolute extendenda? Respondet distinguendo: „An is, qui nominatim Excommunicatus communicat, scienter in CRIMINE communicet criminoso, ei consilium impendendo, auxilium vel favorem: aut alias in oratione, vel osculo, aut orando secum, vel citato comedendo.

Hac distinctione premissa resolvit, quod primo modo Excommunicatus communicans, debeat absolvi ab illo, qui excommunicavit, aut eius Superiore. In secundo autem, possit absolvi à proprio Episcopo, vel à proprio Sacerdote.

Ex hac Pontificis resolutione concludere Canonistæ & Theologi, quod communicans nominatim Excommunicatus in crimine, ad sensum hujus Decretalis, incurrit eandem Excommunicationem, qua ipse Excommunicatus erat ligatus: ne propterea, ab eodem illo excommunicante, aut huius Superiore, debeat absolvi.

In secunda autem specie communicationis, solum Excommunicationem minorem contrahat, à qua per proprium suum Episcopum, aut etiam proprium SACERDOTEM in confessione absolvi queat.

Ut autem ob hanc communicationem in crimine contrahatur dicta Excommunicatio, in prius requiritur, ut communicaverit in crimine post latam & publicatam Excommunicationem; sive postquam criminosus ob infamiam Excommunicationem erat viandus.

Si enim ante publicationem Excommunicationem communicasset in eodem crimine, nullam incurrit Excommunicationem; eo quod non communicasset cum Excommunicato viando: quod omnino necessarium est, ad incurrendam Excommunicationem ex quacunque communicatione, uti notant Doctores ad cap. 55. De Sententia, Excommunicatus ubi dicuntur sententia Excommunicationis majoris involvi concubinatii concubinarum Excommunicationem, additæ præfata hac cautione: Qui post latam sententiam communicans in eodem crimine criminosus.

Rationem, ob quam sic communicans cum Excommunicato incurrit similem Excommunicationem, reddit Pontifex in citato cap. 29. quod per illam communicationem in crimine videatur in eum delinquere, qui damnatus; nimirum Excommunicatus in ipso crimine, ob quod excommunicatus est, ita communicando, puta consilio, favore, ut illum moraliter loquendo, censetur in suo crimine, & cœmunicare favere, & obviare; adeoque sic agendo, videatur se opponere illi, qui per Excommunicationem iuxta Excommunicationem retineatur à crimine.

Neque enim ad incurrendam hanc Excommunicationem sufficit, favere ipsi persone, vel secundum se, vel in alio opere, licet inde ex accidenti, seu indirecte resultet Excommunicatum fieri potentiorum, aut animosorum ad suum crimen continuandum; uti post Richardum notat Suarez disp. 17. sect. 2. num. 6. sed necessarium est, ut aliquis per se moraliter influat, seu cooperetur ad crimen alterius, quatenus tale est, & sub tali Censura prohibetur.

Cum autem quidam Judices Ecclesiastici, ut suas Censuras & Decreta magis timere facerent, in Communicantes cum Excommunicatis majorem Excommunicationem ipso facto incurrendam patrum decretorum Concilium Lugdunense sub anno centum IV. in Cap. STAFUIMUS 30. De Sententia, Excommunicatus in 74. prohibuit, ne quis presbiter Excommunicationem majorem excommunicatis ante præviam mentionem Canonice excommunicatis: Salsus (ait) Constitutionibus contra illos legitime promulgatis, qui in crimine presumunt communicare damnato.

Et revera, si suspensi communicans in crimine damnato cum Excommunicato, eum in crimine & cœmunicare fovendo & obviando, dicendus, si ipsum quodammodo excommunicare, & à Communione Ecclesie separare, quemadmodum de frequentatibus conviviis Hæreticorum, eorumque communioni, & societati Ecclesiastica sese iungentibus supra notavimus.

Causa alter, quod communicans cum Excommunicato incurrit Excommunicationem majorem etiam Pontifex reservavit, occurrit in Cap. SIGNIFICAVIT 18.

De Sententia, Excommunicatus ubi respondet Clemens III. Clericos, qui scientes & sponte participaverint

Excommunicatis ab ipso (Clemente III.) & ipsos in officiis receperint, eadem sententia involvi: quod etiam (ait) pro beneficio suæ absolutionis habendo, ad Nos volumus cum infusione Literarum tuarum transmitti.

Ex his concludunt Interpretes, in casu proposito, non tantum Excommunicationem incurre, à qua etiam proprius Sacerdos absolvere potest, sed majorem incurrit; & quidem Pontificis reservationem.

At una annotant, ut hæc Excommunicatio ob communicationem cum Excommunicato incurraur, debeat hæc quinque concurrere.

Primo, quod sit excommunicatus à Romano Pontifice. Secundo, quod cum tali Excommunicato communicans sit Clericus. Tertiò, quod communicet in Officiis Divinis. Quarto, quod communicet scientes esse nominatim excommunicatum à Romano Pontifice. Quintò, quod communicet sponte. Si unum horum deficiat, non incurrit hanc Excommunicationem. Ita Covarruvias ad Cap. ALMA MATER part. 1. §. 3. num. 6. post ibidem citatos.

Hinc ulterius concludit, falsum esse, quod Glossa scripta in cap. 2. de Except. existimans communicantem cum Excommunicato à Papa incidere in Excommunicationem majorem, & hoc ipsum esse a speciale propter Auctoritatem Romani Pontificis.

DE CENSURIS ECCLESIASTICIS. CAP. VII.

## CAPUT VII.

## De Censuris injustis, &amp; invalidis.

DE CENSURA INJUSTA SIT INEPTA?

CENSURA proprie dicitur injusta, quando sine justa causa alicui infligitur; licet in ipsa forma, seu modo infligendi nihil sit omisissum.

De hac igitur injusta Censura, etiam Excommunicationis, queritur, utrum homini Christiano sit timenda?

Pro hujus questione, elucidatione prænotandum in primis, plurimum differre, utrum Censura talis sit timenda, an autem sit in foro exteriori tenenda; sive utrum tali Censura notatus, taceat se licet inflicti sibi Censura exteriori consensit, & se illi subiicit. Prænotandum secundo, quod hic solum queratur, utrum homo Christianus ex fide ipsius, qui præter peccatum nihil in hoc mundo pro peccato & reali malâ reputat, debeat simplicem Censuram injustam timere, quali per illam Deo fieret ingratior, vel quod inflicti Censura possit ex se saluti ejus obedire.

Hæc prænotata, quæstio hæc exigatur, aut potius pullius difficultatem patitur.

Certum enim est, Censuram injustam etiam Excommunicationis, aut Anathematis in foro jam expolito nullatenus esse timendam.

Neque possunt Episcopi, nec ipse Summus Pontifex, immo nec Ecclesia ipsa quæpiam coram Deo ligare, aut Reum constituere, vel poenæ æternæ obnoxium addere, qui propria voluntate, & iniquitate seipsum non maculavit, & Reum coram Deo constituit.

Imo facile legem & hæreticum esse vel exagitate, quod Ecclesia vellet, auctoritate Clavium sibi à Christo concessa, homines justos reddere injustos, aut justitiam, vel charitatem in eis extinguere: utpote que unice intendit, per auctoritatem ligandi, & solvendi sibi à Christo datam, peccata ex obliuione & rebelles ligare temporaliter, & à communionem exteriora rescindere, ut à vinculis peccatorum tandem soluti, per charitatem uniantur Christo, sive ut ait Apostolus, spiritus salvus sit in die Domini.

Hinc, ad populum Hippocentem scribit Augustinus apud Gratianum cap. 11. quest. 3. Cap. 50. Quod obest homini Christiano, quod in illa tabula non vult eum recitare humana ignorantia, si cum de libro viventium non delect iniqua conscientia?

Et ibidem Cap. 87. sub nomine quodam S. Patris, nihil plane non temere dixim, quod si quisquam fidelium fuerit anathematizatus injuste, potius ei obedire qui fecit, quam qui hanc patitur injuriam. Spiritus enim Sanctus habitans in Sanctis, per quem quilibet



quique ligatur, aut solviatur, immensam nulli ingerit penam.

Verique notavit Origenes apud Gratianum *caus. 24. quest. 3. Can. 7.* „Cum aliquis exit à veritate, à timore, à fide, à caritate, exiit de castris Ecclesie, etiam si per Episcopum vocem minime abiciatur: sicut et contrario dum aliquis non recto iudicio foras mittitur, scilicet si non ante exierit, id est, nihil egerit, ut mereretur exire, nihil leditur. Eadem sententia ibidem *Can. 4.* refertur à Gratiano sub nomine Hieronymi.

Verbo, *aserni Tribunal Iudicis illum Reum non habet, quem iniuste Iudex condemnat*, ut ait Concilium Lugdunense sub Innocentio IV. in *Cap. 1. de Sentent. & re iudicata in Pl.*

Imo tantum abest, ut Censura iniusta hominem coram Deo nocentiorum reddat, ut è contrario dicere non valeat S. Augustinus, quod illum, qui *hanc contumeliam, & injuriam suam patientissimè pro pace Ecclesie tolerat, coram in occulto Pater in occulto videt.* Lib. de Vere Religione cap. 6.

Merito proinde juremperd Joannes Gersonius Cancellarius Universitatis Parisiensis iudicavit, erroneam, scandalosam, & de hæresi suspectam esse reputandam hanc propositionem: *Sententia Pastoris etiam iniusta tenenda est & timenda.* Quam quidem se gerens pro Commissario Papa posuit in suo processu publico, ait Gersonius in Tractatu, cui titulus: *Discussio illius Assertionis Sententia Pastoris, &c.*

Dicitur quidem apud Gratianum *caus. 11. quest. 3. Can. 1.* sub nomine S. Gregorii: *Sententia Pastoris, siue iusta, siue iniusta fuerit, timenda est.*

Veram notandum, hanc sententiam, prout à Gratiano refertur, non haberi apud S. Gregorium in *Homil. 26. in Evangelia* citata à Gratiano; sed verba Gregorii ex citata Homilia referuntur à Gratiano ad calcem *Canonum 77.* eodem causa, uti etiam annotantur Correctores Romani, & ita sonant: „Sed utrum iuste, an iniuste obliget Pastor, Pastoris tamen sententia gregè timenda est: ne is, qui subest, & cum iniuste forsitan ligatur, ipsam suæ obligationis sententiam ex alia culpa mereatur; Pastor ergo: vel absolvete indiscretè timeat, vel ligare. Is autem, qui sub manu Pastoris est, ligari timeat, vel iniuste, nec Pastoris sui iudicium temerarie reprehendas: ne est iniuste ligatus est, ex ipsa temeraria reprehensionis superbia, culpa, quæ non erat, sit.

Hinc manifestum est, S. Gregorium unice velle, ut subditi non temerarie, ac temeraria reprehensionis superbia Pastoris sui iudicium reprehendant siue contemnant; sed potius timeant & vereantur, ne forsitan ex sua culpa iudicium hoc mereantur.

Non docuit ergo Gregorius, sententiam Pastoris iniustam aliquem coram Deo ligare, aut Reum constituere, qui sua culpa non erat ligatus; sed duntaxat, quod subditi sententiam Pastoris in ipsos latam temerarie, & temeraria superbia reprehendere, vel contempnere, ut iniustam, non debeant.

Recte itaque notavit S. Hieronymus in *cap. 16. Mathiae* ad illa verba: *Tibi dabo Claves, &c.* quod hanc locum Episcopi, & Presbyteri non intelligunt, res, aliquid sibi de Pharisæorum assumant supercilio, ut vel damnent innocentes, vel noxios solvere se arbitrentur, cum apud Deum (ait) non sententia Sacerdotum, sed Reorum vota quæantur.

## §. II.

*Utrum Censura iniusta sit tenenda, seu observanda?*

Precedenti Paragrapho monuimus, quod questio, utrum Censura iniusta sit *timenda*, vel *tenenda* siue *observanda*, intelligi solet de Censura unice iniusta ex parte causæ, siue materia, licet de reliquo, Iudex in prolatione hujus Censuræ servaverit per omnia juris ordinem.

Hanc Censuram etenim non est homini Christiano ex fide viventi timendam, quasi per eam charam Deo magis Reus aut nocentior constitueretur, ibidem probatum est.

At hic quaeritur, non similis iniusta Censura ex parte solius causæ à Iudice auctoritate servato juris ordine

prolata, sit *tenenda*, seu *servanda*: id est, utrum simili Censura innodatus teneatur ita se gerere exterius, ac si vera esset hac Censura ligatus, tamen etiam serio scriberet, causam, licet forsitan à Iudici iudice probatam, non subfunderet atque ita certo novisset eo ex capite Censuram esse iniustam.

Sicuti Ecclesia non vult, ut quis innocens per Censuram ligetur; ita quoque non vult, ut auctoritas Iudicis vilipendatur, vel Clavium potestas, Ecclesiae ejusque Ministris concedita, in contemptum veniat.

Tamen ergo sententia sic iniusta nulla sit, & invalida in conscientia, seu foro interiori, & Deus nullius efficaciam eam repuit; tamen Ecclesia iuste præcipit, ut huic sententiae in foro exteriori valide, etiam in eodem foro eodem obediantur.

Ratio est, quia si in foro exteriori, & publice huic sententiae non obediatur, hæc non obedientia manifeste eodectus in contemptum Clavium, & vilipendium Iudicis.

Cum enim supponatur, quod Censura ordine juris servato sit lata, neque ejus iniustitia ex parte causæ hæcenus sit plane notoria; evidens est, similem Censuram, quæ publice habeatur, ut legitime & iniuste iniusta, non posse publice contemni siue vilipendium Iudicis & Censuratum ob solam occultam, & privatam iniustitiam notitiam.

Hinc communiter docent Doctores, quod innodatus simili Censura iniusta, non teneatur quidem abstinere à perceptione Eucharistiae aliisque actibus ex ipsa Censura in se re vera iniuste, sed vi præcepti Ecclesie, quo harum spiritualium rerum usus prohibetur, idque solum quantum necesse fuerit ad obediendum Ecclesie præcepto, seu Decreto Iudicis in PUBLICO, uti loquitur Suarez *disp. 4. sect. 7. num. 14.*

Licet ergo sciatur privatim, quod ipsa sententia sit iniusta, utpote prolata ex falsa causa, tamen etiam forsitan in iudicio per falsa, & subornata Iudici fuerit probata, severa coram Deo, & in conscientia nullum adferat detrimentum, & apud Deum pro nulla reputetur; tamen ob auctoritatem Iudicis, & ad vitandam in Ecclesia, & Republica iustitiam, & præcavenda scandala, simili sententia in publico erit obediendum: & sic Excommunicatus teneatur se in publico, & foro exteriori ranquam Excommunicatum habere, atque ab exercitiis Excommunicatio interdictis, in publico abstinere.

Hinc & conclusionem communiter Doctores, quod hæc sententia, servato juris ordine, prolata obliget, ratione evitandi scandali & contemptus Iudicis, uti loco citato multis offendit Suarez; citantque Navarrum scribentem, similem sententiam valere parum plus nihilo, nisi in foro exteriori propter scandalum post declarationem.

Et ratione probatur (ait Suarez *num. 16.*) quia „si scandalum quacunque ratione cesset, & innotescat: „aliis qualitas sententie, & hominis innocentia, cessat obligatio; ergo signum est, totam hanc obligationem esse ratione scandali evitandi.

Monet autem *num. 17.* nomen scandali hic accipi, non tantum, utrius contra eharitatem, sed etiam contra obediendum Ecclesie, cui multum derogaretur, si talia Censura publice contemneretur. Et ideo hæc Censura sit à legitimo Iudice, & in forma juris, licet ex falsa causa prolata, exterius est valida, ut ob vitandum illud scandalum in foro exteriori revera sit servanda.

Si ergo contra aliquem fuerit per Iudicem competentem, servato in omnibus juris ordine, prolata & debite promulgata sententia Excommunicationis, indubie huic sententie publice, & in foro exteriori erit standum, & obediendum; donec notoria fuerit ejusdem iniustitia.

Et quidem cum iniustitia, & notorietas hujus iniustitie constent in facto, sæpiusque contingat, quod sententiam passi soli persuadent, sententiam etiam iustissimam esse iniustam, & notoriam esse, quod notorium non est; hinc non facile, sub prætextu hujusmodi iniustitie, & notorietatis licitum fiet, sententie Iudicis sic in forma juris pronuntiare, & promulgare, propria auctoritate in publico se opponere, siue sententie non obedire.

Sententia quippe publica auctoritate iudicis prolata vim suam in foro externo, & contentioso obtinet, quoadque legitime, & simili juris ordine servato tenetur, hoc iniusta pronuntietur.

Neque

Neque publica tranquillitas reclususque ordo permittunt, ut privatis passim licet praetextu injustitiae vel notorietatis, publicorum judiciorum auctoritatem et firmitatem inverteat.

Atque hoc est, quod passim tradunt Pragmatici, hodie non admitti *notorietatem facti*; praeteritum contra sententias, *jura ordine servare*, per legitimos Judices prolatas; & neminem praetextu similis notorietatis posse sententiam committere: sed requiri *notorietatem juris*, id est, ut injustitia sententiae per Judicem publica auctoritate declarata fuerit.

## §. III.

De remedia ordinario adversus Censuras injustas.

**N**OVIT Ecclesia, quod omnis Pontifex ex hominibus assumptus circumdatus sit infirmitatibus; neque Sacerdotium, tametsi in se sanctissimum omnes ad illud assumptos reddat Sanctos, aut humanis passionibus & ignorantibus estimat.

Quapropter & novit, eum in summo Sacerdotio constitutum posse obsequi, & falsa pro veris imponi, aut etiam ipsos posse humana passione, aut cupiditate praeveriti & exacerati, ut ita innocentes, ut nocentes damnent & persequantur: & de contrario, noxios tanquam innocentes solvant, aut etiam tueantur, & favoribus prosequantur aequi extollant.

Quod attendens Augustinus scribit ad Auxilium Episcopum *Epist. 250. num. 3. novae Edit. alias 75.* Nec arbitreris, ideo nobis non posse subreptum *in istam* compositionem, quia *Episcopi* sanctus: sed potius cogitemus, inter laqueos tentationum nos, periculosissime vivere, quia homines sumus.

Et haec quidem scribit Augustinus occasione Anathematis, quod injuste & temere ab hoc Episcopo iudicabat infirmum.

Quin dicere non dubitavit S. Gregorius *Homilia 26. in Evangelia apud Gratianum caus. 11. quæst. 3. Can. 88.* Plerumque contingit, ut hic Judicis locum teneat, cum jus ad locum vite minime concordat, ac proinde saepe agitur, ut vel damnet immeritos, vel alios ipse ligatus solvat: saepe in solvendis ac ligandis subditi sum voluntatis motus, non causarum merita sequitur.

Deploretque suo tempore S. Augustinus Lib. De Vera Religione *cap. 6.* Divina Providentia permittente, bonos viros per nonnullas nimium turbulencias hominum carnalium seditiones expelli de Congregatione Ecclesiae: addique, horum plura esse exempla, quam cretus possit.

Et ipsa Synodus Nicæna *Canone 5.* aperte supponit, posse contingere, ut inordinata Episcopi passione de Ecclesia aliqui immerito & injuste ejiciantur, si ea excommunicantur.

Mandat enim, ut examinetur, vel requiratur, nunquid vel pusillanimitas: (vel ut legit Ildorus, *iniqua indignatione*) vel convulsio, vel aliqua *ejusmodi Episcopi accendit* (aut juxta lectionem Dionysii, *alio quolibet Episcopi vitio*) congregationis pulsus sint (scu juxta Ildorum, *excommunicati.*)

Ut hoc ergo (ait Canon) *convenientius examinationem accipiat* (sive ut legit Ildorus: *Ut digna hac pessima examinatione perquiri*) recte habere visum est, ut singulis annis in unaquaque Provincia bis Synodi fiant (sive ut legit Ildorus: *Episcoporum Concilium fieri*) ut cum omnes Provincia Episcopi in eodem locum communiter conveniant, (sive ut legit Dionysius Exiguus: *ut communiter omnibus simul Episcopis Provinciae congregatis*) ejusmodi quaestiones examinentur: Et sic quos Episcopum offensisse constitit (aut juxta Dionysium: *Et sic, qui suo peccaverint evidentem Episcopos vel secundum Ildori lectionem: Ut ita dixerim hi, qui ob culpam suas Episcoporum suorum offensas meritis contraxerunt*) iuste esse a congregatione separatis apud omnes videntur (sive juxta lectionem Dionysii: *Excommunicati rationabiliter ab omnibus assementur.*)

Itaque ex Decreto Synodi Nicænae liberum erat, tam Clericis, quam Laicis querelas suas adversus sententias Episcoporum ad Synodum Provinciale vel suo anno celebrandam, deferre; & coram Episcopis ibidem congregatis injustitiam sententiae exponere, & probare.

Van Espen, Parisiæ.

Hæc disciplina in multis posterioribus Conciliis, ac notanter Africanis renovata fuit: atque fere inconcussa perseveravit, quousque stylus forensis in tribunalia Ecclesiastica intravit, & Synodi Episcoporum celebrari debuerit.

Sicut enim eo tempore in ferendis sententiis Excommunicationis, aliisque Censuris, non secus ac in ceteris causis Ecclesiasticis stylus forensis, & Civilis cum omnibus suis formalitatibus servari cepit; sic una quoque invalida, ut eodem tandem remedio, scilicet appellationis, adversus injustas Censurarum sententias, sibi quisque providere, & remedium quaerere debuerit.

Ordinarium itaque adversus Censuras injustas hodiernum remedium est appellatio ad Superiorem.

Si formam interponenda, introducenda, aut prosequenda appellationis, aut Judicem ad quem appellandum est, spectamus, nihil speciale in hac a Censuris institui, aut comminatus appellatione, occurrit.

Verum quoad effectum, non parum differt hic a Censura iudiciali appellatio ab appellationibus a sententia definitiva in materia alia.

Pro quo notandum, quod appellatio a sententia definitiva de Jure Canonico solet habere duplicem effectum.

Per appellationem enim a definitiva causa principaliter a Judice a quo devolvitur & transferretur ad Judicem ad quem est appellatum, ut hie causam de novo examinet, iudicetque, num Judex a quo recta judicaverit: hique effectus dicitur *devolutivus*, nimirum a devolutione causa ad Judicem ad quem.

Uterius, per appellationem a definitiva solet effectus sive executio sententiae per Judicem a quo pronuntiata suspendi; ita ut ipsa sententia maneat in suspense, nullamque secum trahat executionem, quando appellatio legitime interposita, & introducta manet in suo vigore: vocaturque effectus *suspensivus*, propter suspensionem sententiae Judicis a quo, quam appellatio interposita operatur.

Porro illud speciale est in sententia Excommunicationis, & ejusmodi Censura; quod, si hæc absolute & simpliciter fuerit lata, appellatio ab ea interposita, habet quidem effectum *devolutivum*, quo causa ipsa devolvitur ad Judicem ad quem: sed non habet effectum *suspensivum*, sive appellatio a simili sententia non suspendat ejus effectum: sive per similem sententiam excommunicatus maneat excommunicatus, & debeat legere ut talem, non obstante appellatione interposita, donec per Judicem ad quem ipsa sententia Judicis a quo fuerit retractata.

Scribit enim Innocentius III. in *cap. 8. de Officio Ordinarii*, si excommunicatus ab Episcopo recurat ad Archiepiscopum, hic non possit cum absolvere, nisi prius constitit, injuste fuisse excommunicatum, addita hac ratione: *Cum Excommunicationis sententia per appellationis non suspendatur effectum.*

Quin & in *cap. 20. de Sententia, Excomm. in VI.* scribit de Censuris in generali Bonifacius VIII., sicut Excommunicatio, sic ab officio, vel ingressu Ecclesiae laici suspensio, aut ipsius effectus per appellationem solentur minime suspendantur.

Rationem hujus specialis juris expressit Innocentius III. in *cap. 53. §. 1. de Appellat.* quod sententia Excommunicationis executionem secum trahat.

Effectus quippe Excommunicationis est reclusio excommunicati a communione Ecclesiae. Hunc autem effectum, sive executionem secum trahit Excommunicationis sententia.

Per ipsam enim sententiam Excommunicationis statim, & in ipso momento, quo lata est, excommunicatus censetur a communione Ecclesiae segregatus, seu reclusus; huncque effectum ipsa sententia per se absque ulteriori Judicis ministerio operatur: adeo ut pro sententiae executione non requiratur post latam Excommunicationem ullum Judicis ministerium, seu factum vel Decretum.

In aliis vero sententiis, quæ executionem secum non trahunt, pro earum habenda executione requiritur novum Judicis Decretum.

Cum ergo per interpositam appellationem, causa ad Superiorem sit devoluta, & omnis iurisdicção, & auctoritas Judicis a quo sit suspensa, non possit hic ulterius

T

actibus huius cause ejusque executioni se immiscere pendente appellatione: ac proinde sicuti iudici a quo jurisdictionis suspenditur, ita de executione a jurisdictione hinc dependens.

Quapropter si sententia Excommunicationis nondum sit absolute lata, seu inflicta Excommunicationis, appellatio interposita utranque effectum deolvit, & suspensum habet, uti notat Dositheus in cap. 40. si de Appellat.

Hic enim interrogat Celestinus III. si quis iudex sic proteritis sententiam: Nisi tempore intra quod satisfecerit, se excommunicavit, vel suspensum, aut interdictum esse cognoscas; & ille, in quem sententia sententia medio tempore appellans, ad diem statutum minime satisfecerit, verum illo tali tempore existat? Respondit Pontifex, videtur autem non; quod in inflicta sententia appellantis obsequium debet impediri.

Alinc concloclant Canonice post Glossam, quod appellatio habet effectum suspensum, quodcumque sententia sub conditione, & condicio enim sic vana est, sicut in Commentario ad hoc cap. cum rem suspensum datur; imo faciat, ut res pro eo sit, quasi non sit; non potest dici ipsa sententia ex ipsa recitatione soluta trahere executionem, & proinde appellantis usus permittitur ad utrumque effectum; & si ad superiorem deferatur causa, & cessat sententia suspendatur.

Unde sit (sic ibidem) ut quae post interpositionem appellationem sunt, integra statim fieri debent: id est, agere possit, ac si Excommunicatio lata non esset.

Recteque innotat num. 3. mones quod usque adeo hic effectus appellationis ducit, ut non pollatur, etiam si interim appellantis iniuste appellatum demonstraret, quod tanquam specialiter in materia Censurarum merito necipiam esse, ostendit.

Rec tantum in simili casu sola suspendatur Censura, sed & preceptum, & obligatio satisfaciendi sub pena Excommunicationis inhumda: ita ut termino completo, in tali sententia praescripto, non solum non incutatur Censura, sed etiam non sit obligatio exequendi mandatum: quia appellatio dirigitur in totam sententiam, & consequenter integram sententiam omnemque ejus effectum suspendit.

Cum ergo appellatio a sententia Excommunicationis habeat effectum etiam suspensum, quodcumque ipsa Excommunicatio secum non trahit suam promptam executionem, ratio per se patet, cur appellatio a Censura duntaxat comminatio operetur quod effectum suspensum: cum evidens sit, quod Censura nondum lata, seu inflicta, sed tantum comminata, secum trahere nequeat ipso facto executionem.

Imo si post interpositam appellationem a comminatione Censurae iudex a quo pendente appellatione procedat ad pronuntiationem Censurae, Censura erit ipso iure nulla, uti notat, alius citat, Fagnanus ad cap. SUPER EO de Appellat. num. 47.

Id ipsum tanquam speciale in hac specie appellationis observat Wametus ad cap. 53. §. 1. de Appellat. quod nimirum Censura post hanc appellationem inflicta, in tantum sit nulla, ut ne remedio appellantis indigeat: quo remedio revocanda sunt, quo post interpositas alias appellationes avertantur.

Hec autem nullitas Censurae precipue provenit ex defectu Jurisdictionis in iudice cum proferente, ut potest interpositam appellationem totaliter suspende.

Cum autem non minus recursio iudicis legitime interposita suspendat Jurisdictionem iudicis recusati, quam interposita appellatio, etiam Censura lata, pendente recusione, aequo invalida, & nulla est, ac lata post interjectam appellationem, aequo pendente.

De remedio extraordinario contra iniustas Censuras: per vicesum ad Tribunalia Regia.

Si iudex Ecclesiasticus iuxta regulas ab Ecclesia praescriptas, sive ordine iuris in omnibus servato, Censuram indigit, quoniam iniustam tamen ex parte causa, proinde sententiam passus, remedio ordinario, id est, appellationis, sive recursus ad Iudicem Ecclesiasticum Superiorem fibi providere debere, praecedenti §. dictum est.

At si iudex Ecclesiasticus, neglectis via ordinaria, & violenter a iure praescripto, ad impositionem Censurae profiliat via falli, ea in oppressionem subditorum abutendo, etiam poterit adversus hunc extraordinarium, & irregularem modum procedendi, remedium extraordinarium impetiri, & contra hanc violentiam prosequi Regia implorari.

Nihil enim adeo proprium est Regis officio, quam a potentiorum oppressionem, & violentiam inbecilliores liberare, eiusque processionem suam impartiri. Unde ad Reges de Principis proprie respectu monent illud Joannes cap. 22. Facite iudicium & iustitiam, & liberate omnes oppressum de manu calumniantis.

Ad quae verba effectus S. Hieronymus: alit Regum officium est proprium, facere iudicium, iustitiam, & liberare de manu calumniantis vi oppressum. Apud Gratianum caus. 23. quest. 3. Cap. 23.

Unde recte moran Franciscus Salgado in suo Tractatu De Protectione Regia part. 1. Praludium §. num. 370. Quod cognitio de violentia, & oppressionem subditorum, eorumque defunctio & protectio, non competat Regibus supremis privilegio Summi Pontificis, citis, sed ex iure naturalis indistincta, ratione & a principio, Naturae officium est, ait, proprium, & quae Regibus officium inherens Regimini, a quo averti non potest.

Illi enim Deus gladium, ejusque usum commisit, ut peccatorem ignora violentiam auctoritate compelleret, & ab eorum violentia innocentem vi oppressor liberaret. Non enim, ut ait Apostolus, sine causa gladium portat, Dei enim minister est, ut vindictam faciat, qui malum agunt.

Cum autem non Laici duntaxat, sed & Ecclesiastici seu Clerici, licet speciatim in sortem Domini vocati, sint membra Reipublicae, Regumque subditi, utriusque debetur hanc Regia protectio, uti recte monet citatus Salgado loco allegato Pralud. 2. num. 76. Rex (ait) tenetur, tam Clericos & Ecclesiasticos, quam Laicos teneri, cum sint pars, membra & cives Reipublicae imperialis, quo sub tutela Regis est.

Quod si hec violentia inferatur ab ipsismet iudicibus Ecclesiasticis, a quibus contra aliorum iniustitias & violentias prociigi deberent, tunc vel praecipue ipsius Regis protectio necessaria erit: nam uti recte restituit praefatus Salgado Pralud. 4. num. 102. Ceteris enim violentiis, haec, quae a iudice fit, major est & atrocior, cum sub securo de superioritate ac jurisdictione, nis praeterea facillime deliberari possit ad huiusmodi vim inferendam.

Et nonnullis in huius sui asserti probationem adductis concludit: Igitur cum iudices rei intolenterabiles violentias, & oppressiones suae majoritatis, & jurisdictionis occasione committunt, iustissime multo fortius potest Rex illis resistere, & oppressis naturalem defensionem prestare, cujus proprium officium est.

Indubitatum autem est, Censuram, signatim Excommunicationem esse penam gravissimam, maximisque incommodis subiectam; & consequenter, tam Ecclesiasticos, quam Laicos posse per Censuras iniustas a iudicibus Ecclesiasticis opprimi, & violentias intolerabiles pati.

Non minus proinde adversus haec, quam ceterae violentias Regia protectio implorari potest, & cum implorantibus, si de oppressionem constitit, impetrendo est.

Testatur jampridem Didacus Covernanus Episcopus Segovienis Pract. 49. cap. 35. num. 3. quod in Regia, & Castellana Republica illud observantissimum

mem

nam sit, & diu obtinuerit, à tempore, quod moriam hominum excedit, posse ab his, qui à Judicibus Ecclesiasticis vi & Censuris opprimuntur, Regios Auditores & Consiliarios, qui apud Regia suprema Prætoria litigantibus jura reddunt, omnino adiri, ut viam auferant, & compellant Judices Ecclesiasticos ab ea interduca cessare.

Hic vero Forensis usus (addit idem Auctor) non tantum in his Castellanis Regia Hispaniarum Ditionibus, & Principatibus, sed & apud Gallos, aliosque Reipublice Christiane Seculares Principes est æquidem receptissimus.

Evidens est, quod Covarruvias hunc recursum ad Judices Regios fundit in vi & violentia à Judicibus Ecclesiasticis illatis, permittitque hunc recursum in omnibus casibus, quibus per violentiam, sive Clerici, sive Laici opprimuntur.

Subjungit quidem ibidem Covarruvias exemplum violentiæ, quam per Judicem Ecclesiasticum inferitur, dum interposita appellatio ad Sedem Apostolicam nihilominus ipse Judex à quo, spreta hac appellatione, per Censuras executionem sue sententiæ urget, & ita condemnatum & appellatum vi opprimat.

At ex contextu evidens est, id duntaxat per modum exempli allegari: ceterum Covarruvias hunc recursum unice fundare in violentia à Judice Ecclesiastico illata, & per Judicem Regium tollenda. Unde inter rationes, quibus hic recursus justificatur, adducit æ Gravian Canonem, in quibus dicitur, proprium Officium Regis esse vi oppressu liberare.

Similiter citatur Salgado De Protectione Regia part. 1. cap. 6. num. 19. notans, quod ad hanc protectionem implorandam sufficienti sola denegata delatio appellatoni sine ulteriori processu, aut attentato, rationem subjungit: *Quod ipsa denegatio sit VIOLENTIÆ PARS integralis, & principium violentiæ supplicans ad auxilium, & Regiam protectionem invocandum.*

Evidens hinc est, quod hic Auctor unice hunc recursum fundit in violentia illata. Loquitur quidem hic Auctor, uti & Covarruvias, alique Auctores Hispani præcipue, ac nominatim de tollenda violentia à Judicibus Ecclesiasticis inferri solita per hoc, quod suas sententias post appellationem suspensas, per Censuras viæ facti, sive per violentiam exequi velint: quia hæc species violentiæ in illis Ditionibus, & Regnis est frequentior.

Ceterum, omnes hi Doctores casu ostendunt, recursum ad hunc speciem casum violentiæ non restringi: sed generaliter locum habere, ubicunque per Censuras violentas per Judicem Ecclesiasticum aliquis opprimatur.

Quapropter si Judex, servato juris ordine, fuerit recusatus tanquam suspectus, & hac recusatione interposita & pendente, nihilominus ad sententiam procedat, eamque per Censuras viæ facti exequi prætentat, etiam hanc violentiam viam facere recursum ad Judicem Regium, asserunt didi Auctores.

Et inter alios Hieronymus Cavallos in Tract. De Cognitione per viam violentiæ quest. 14. postquam ostendit per recusationem non fecus ac per appellationem, suspendi jurisdictionem Judicis, & consequenter violentiam inferri, si pendente recusatione ulterius per Censuras procedat Judex, tanquam indubitatum concludit, hanc violentiam præbere recursum ad Regium Senatium, unice in illata violentia se fundans: proprietate & notat num. 24. "Quod Judices Regii in hoc casu habeant causæ cognitionem, ac recursum factio sit justa, vel trivialis: cum sine hac cognitione ne articulus violentiæ examinari non possit."

Nihil quoque in his, aliisque Orbis Christiani Ditionibus usitatis, magisque à tempore immemoriali receptum, quam recursus ad Regia Tribunalia pro obtinenda protectione contra violentias, & viæ facti auctoritas in materia Ecclesiastica adversus pacificos possessores, aut quasi possessores, petentes contra has violentias, & attentata in sua pacifica possessione, aut quasi possessione manuteneri & protegi.

Hanc protectionem Pragmatici nostrates vulgo *manutentiencia* vocant: eo quod per illam possessor contra violentiam, & attentata in sua possessione auctoritate Regia manuteneatur, donec servato juris ordine

Van Espen, Pars VI.

judicatum sit, ipsum injuste possidere, atque ex justa causa à sua possessione esse detrahendum.

Est manutentiencia (inquit Judocus Dambouderus famosissimus Jurisconsultus Belgæ in Praxi rerum civilium cap. 41.) quædam provisio, imò verius quoddam Principis, vel Consilii sui beneficium, quo aliquem pacificum possessorem, meutem ex ea ejici, aut exturbati, in eadem sua quietâ possessione tenet, servat, & quasi manu tenendo, suæ auctoritate tueretur.

Ex supra citatus Covarruvias num. 2. vers. 6. "Non negamus, inquit, quod possint Judices Regii extraordinarie tractare causam possessorem, in qua de possessione Beneficii disputetur, ad effectum, ut quæta sit Respublica, & ne fiat alicui injuria & violentia, aut indebite possessione, quam retinet, spoliatur."

Itaque, nec manutentiencia ad aliud tendit, nisi ad violentiam tollendam, aut impediendam.

Hinc recte reflectit Manheus de Afflictis Decisione 24. in hoc judicio possessorio potius agi de defensione extrajudiciali, quam de judiciali ordinaria cognitione: "Quia (ait) tantum id agitur, quod quis restitueretur ad possessionem: quia inique & per violentiam fuerit spoliatus à Judice Ecclesiastico."

Si igitur Judex Ecclesiasticus violenter viæ facti, prætermisso omni juris ordine, Clericum turber per Censuras in possessione, aut quasi possessione pacificæ sui Beneficii, aut exercitio functionum illi annexarum, indubie hæc violentia recursum ad Senatium Regium viam aperit: & pacificus possessor per Regiam manutentiencia contra hanc violentiam, in sua possessione protegi, seu manuteneri postulat.

Hic igitur recursus ad Regiam auctoritatem fundatur in violentia, & oppressione per Regem tollenda, seu comprimenda, undeunque hæc violentia, vel oppressio oriatur.

Refert Josephus Sese Doctor Juris in suo Tractatu de Inhibitionibus & Executione privilegiata cap. 54. num. 1. quod super justitia hujus recursum ad Regia Tribunalia pro comprimendis violentiis Judicem Ecclesiasticorum, consulti fuerint multi Doctissimi Viri, tam Theologi, quam Jurisperiti in hoc Regno Arragoniæ, quorum Responsa (ait) ipse vidi, legi & maxime notavi, & omnes illi uno ore & lingua sententur, & maximis auctoritatibus fundamentum relinquunt, hos recursum licite interponi ad effectum, tantum ad tollendam violentiam..... Ex hoc inferentes, eos, qui intra justos limites recursum fecerint ad Judices Sæculares pro manutentiencia sua possessionis, nullas incurrere Censuras, cum id fiat ad nudum auxilium duntaxat, pro tollenda violentia, quod de jure naturali permittum est, immutabile, & perpetuum.

Et quidem hinc in Provinciis à tempore immemoriali adversus violentias, ac signanter per Ecclesiasticas Censuras subditas illatas, fuisse usitatum hunc recursum ad Senatium Regium; nec illum sine summo subditorum detrimento tolli posse, monuerunt Regia Consilia, dum de publicandis Conciliis Tridentini reformationis articulis tractaretur, uti ex infra dicendis patet.

In hoc quippe judicio possessorio, seu manutentiencia, duo à Judicibus inquirentur, scilicet pacifica possessio supplicantis, pro manutentiencia, sive protectione Regia, & violentia, seu turbatio facti in hac possessione: de quibus Senatus summæ consistere debet, priusquam litteras manutentiencie concedat.

## §. V.

Judices Regii admittentes recursum contra injustas Censuras, duntaxat cognoscunt de violentia illata.

Cum potestas ferendi Censuras dependeat à potestate Clavium, quæ à Christo Ecclesiæ, ejusque Ministris concessita est, indubitarum est, Laicis hæc potestatem non competere: sed ejus usum, & exercitium penes Episcopos, & Judices Ecclesiasticos plene jure residere: hi quæ proprie sua esse, de sufficientia & justitia Censurarum cognoscere & judicare.

Quapropter Judices Regii limites suæ jurisdictionis excederentur; forsitanque in alienam messem mitterentur, si ipsi exercitum Clavium ligando, vel solvendo, assumerent; vel de ipsa Censuratum justitia, seu causarum sufficientia vellet per recursum ad sua iudicialia judicare.

Id & uno consensu fatentur Auctores pro Regia auctoritate zelosissimi, & ex professo recursum hunc contra Censuras Ecclesiasticas ad Regia Auditoria propugnantes, nempe Judices Regios non cognoscere de justitia, aut injustitia Censurarum, aut causæ principalis, sed duntaxat de *vi*, & *violen-tia*, seu oppressione.

Atque inter alios supra citatus Covarruvias Præf. 23. cap. 35. num. 3. postquam retulit usum Regionum Hispaniarum circa recursum ad Tribunalia Regia, ob reusculam delationem appellationi interpositæ, expresse opponit, „ quod Consilium Regium non cognoscit de *justitia* appellationis ad Summum Pontificem deferrendæ, ad hoc ut ab ipsis sententia confirmetur vel revocetur; sed tantum ad hoc, ut tollatur *VIS* ILLA, quæ à Judice Ecclesiastico injustissime fit appellanti, dum cum Censuris Juxta per executionem sententiæ, quæ nondum transiit in rem judicatam, pendente appellatione ad Summum Pontificem, opprimitur.

Veluti loquitur Salgado De Protect. Regia part. 1. cap. 1. prelat. 5. num. 194. Juxta Regium duntaxat cognoscit de *violen-tia*, ut ubi de illa constituitur, auctoritate Regia vim præstet, propulset, oppressum sublevet, &c., Ecclesiasticum quodammodo reducat ad viam justitiæ, & statim legitimos, deferatque ad appellationi justitiam.

Et num. 200. ex Martino Navarro addit, quod Judices Regii pronunciant per modum causæ, scilicet ad Judicem Ecclesiasticum vim fecisse, vel non fecisse, in eo quod appellationi pariter non deulerit, non autem pronunciant, quod Juxta Ecclesiasticus justitiam vel injustitiam processerit.

Similiter Theologi illi & Jurisperiti, qui non ore hunc ad Regia Tribunalia probantur recursum (uti ex Doctoris Sese Paragrapho precedenti testis) „ dixerunt conclusiones, fundamentum *violen-tia* id solum operari, & inducere, ut scilicet Juxta secularis vim tollat extrajudicialiter per modum extraordinariæ, & charitativæ defensionis, aliqua jam cognitione adhibita circa *violen-tiam*, non autem *judicialis ordinariæ cognitionis*, „ quæ scilicet versatur circa justitiam, vel injustitiam causæ principalis, de qua Juxta Regium cognoscere, vel judicare non prætendit.

Id plurimis ex omni natione citatis Auctoribus confirmat loco citato Salgado, monens, in principio dicti Prælati quinti, quod hoc „ sit cardo, seu potius columna fortissima, super qua totum hujus recursum pondus, onus, virtus, essentia requiescunt, sitque totius contradictionis, insidiarum seu argumentorum fortissimus murus, constantis propugnaculum, impenetrabile, & valida resistencia, „ &c. nimirum, quod in hoc recursum duntaxat petatur Regia protectio adversus *violen-tiam* & *oppressionem*; & quod Juxta Regium non prætendat cognoscere nisi de *violen-tia*; eamque, ubi de ea constituitur, mediis convenientibus tollere, & oppressum sublevare, & ab oppressione liberare.

Idipsum jampridem adversus ipsius ille ac doctus Universalis Patiensis Cancellarius Joannes Gersonius in Tractatu cui titulus: *Circa materiam Excommunicationum Resolutio*, ubi *Consideratione* 9. exprimit in primis casus aliquos, quibus sine contemptu Clavium non obediunt Excommunicationibus à Papa promulgatis, ac dein *Consideratione* 10. subjungit: „ Contemptus Clavium etiam non invenitur apud illos, qui nedum non obediunt sententiis Excommunicationum promulgatis per Papam, sed etiam non est judicandum apud illos, qui per potestatem *secularem* adversus tales præsentis sententias licet se procurant: Lex enim naturalis dicitur, ut possit vis vi repelli; constat autem quod tales Excommunicationes non debent dici justæ, sed *vi* & *violen-tia*, contra quam fas habet libet homo, vel animus se tueri.

Manifestum insuper est, quod Gersonius hunc recursum fundet in *vi* & *violen-tia* per potestatem *secularem* tollendam.

Ex his patet, quod Juxta Regium intra hos terminos consultando, non eruat se in Judicem justitiæ, vel injustitiæ Censurarum, aut sententiæ Judicis Ecclesiastici; sed duntaxat cognoscere intendat, num *violen-tia*, seu *oppressio* interveniat.

Puta, si à sententia Judicis Ecclesiastici fuerit appellatum ad Summum Pontificem: Juxta autem à qua recuset huic appellationi deferre, & non obstante interposita appellatione, per Censuras Ecclesiasticas executionem suæ sententiæ urgeat: Appellans autem recursum ad Senatorem Regium, præcedens per hanc recursum debitionem appellationi, & injustitiam, aut comminationem Censuras per executionem sententiæ, sibi fieri violentiam: Senatus Regius non cognoscet de justitia, vel injustitia sententiæ, à qua appellatum; ut utrum confirmari, vel infirmari debeat, sed tantum an appellatio debite ac legitime fuerit interposita: ita ut juxta Canonicas Sanctiones, & usum receptum, appellationi esset deferendum; & consequenter utrum Juxta à quo non deferendo, sed per Censuras executionem argendo, vim inferat.

Similiter si Prælatum Pastorem, vel Canonicum à suo Beneficio, vel functionibus eidem annexis per Censuras suspendat, aut interdicat; si sic suspendat, aut interdiciat recurrit ad Senatorem Regium pro *manutentione* in possessione, seu quasi possessione sui Beneficii & functionum ei annexarum, contendens se per hanc Censuram opprimi, & in Beneficio, vel exercitio functionum eidem annexarum *via facti*, seu per *violen-tiam* turbatum; Juxta Regium non mandat Prælatum, aut Judicem Ecclesiasticum, ut coram ipso delectet causis infixæ Censuræ, ac cognoscendum & judicandum, num fuerit justa & sufficientis causa ad indigendum similem Censuram: sed solum Juxta Regium cognoscit, utrum, *gratissimo juris ordine*, *via facti* Juxta ad Censuram prosilierit; atque ita *violen-tiam* intulerit, quæ recursum ad Senatorem Regium viam pandit.

Hanc si videat intervenire, tunc Juxta Regium oppressum, siue in sua possessione *via facti* violenter turbatum proteget, & in pristina sua pacifica possessione *manutentione* defendet.

Si autem ostendatur, nihil *violen-tia* intercessisse, sed per omnia, servato juris ordine, Judicem Ecclesiasticum in ferenda Censura præcessisse, tunc Juxta Regium se non immiscebit, sed suspensum ad Judicem Ecclesiasticum remittet, ut si sententiam injustam prætendat, remedio ordinario appellationis, aut querelæ apud Judicem appellationis utatur. Nullatenus ergo per hunc recursum impediuntur Prælati, aut Judices Ecclesiastici procedere, etiam per Censuras, contra suos subditos in materia morum, aut Doctrinæ, sed unice per hunc recursum providetur, ne *via prætextu*, siue *passio* correctionis per *violen-tiam*, seu per *violen-tiam*, neglecto juris ordine, subditi seu Laici, seu Ecclesiastici, opprimantur, & à pacifica sua possessione ejiciantur, priusquam servato juris ordine probatum sit, ipsos eam penam meruisse.

Neque meas Ecclesie unquam fuit, ut Prælati, licet Episcopali charactere insigniti, neglecto ordine à jure præscripto, pro suo arbitrio & *via facti* contra suos Clericos procederent.

Non enim ignoravit, omni tempore reperiri Prælatos, de quibus Concilium Hispanense II. *Canone* 6. „ Multi sunt, qui indiscutibiles potestate tyrannica, non auctoritate Canonica damnant: & sicut nonnullos „ gratia favore sublimant; ita quosdam odio invidia „ quæ permoti humiliant.

Quare Concilium hoc inherendo discipline illius prælati, statuit: „ ut *juxta præscriptum Patrum sententiam* nullus sine Concilii examine de jure quælit: „ bet Presbyterum, vel Diaconum audeat. „ Apud Gratianum *caus. 15. quæst. 7. Can. 1.*

Ab his ergo, ut Principes Christiani, eorumque Senatus, attentent impedire Episcopos, aliosve Prælatos & Judices Ecclesiasticos data sibi à Christo auctoritate ligandi, & solvendi libere aui, dum hoc potestatis juxta Regulas Evangelicas & Ecclesiasticas Sanctiones in edificationem, & salutem populi sibi committitur utantur.

At si sub prætextu Religionis, & auctoritatis illius subditi opprimant, & ex suis possessionibus *violen-ter*, ac *via facti* turbent, & Republicam inquietent, Re-

ges officii sui esse non dubitant, oppressos à potente liberare, & violentiam compingere; cumque in finem sibi specialiter gladium, ejusque executionem esse concedendum: ut ita ostendant, *se vindicem in malum ei, quid male operatur.*

Et cum Judex Regius in hoc securus non nisi de possessione, seu quasi possessione, & violentia cognoscat, argui nequit, quasi de negotiis spiritualibus sine Religionem immediate spectantibus cognoscere, & judicare vellet: quandoquidem indubium sit apud omnes, possessionem, seu quasi possessionem rerum etiam spiritualium, uti & violentiam consistere in facto, nihilque spirituale continere, quemadmodum laici deducunt, qui ex prolesso de Judicio Possessorio & manutentionis tractant.

## §. VI.

*Quibus mediis soleant Judices Regii violentiam per Censuras illatas compescere.*

Qua forma in recursum ad sua Tribunalia pro tollendis violentiis per Censuras illatis, Judices Regii procedere debeant, in plerisque Provinciis suas habent à Principibus præscriptas regulas, uti observat citatus Covarruvias.

At, ut idem notat, Praxis pene communis est, quod Judex Regius, ubi de violentia per Censuras illata constituit, cogat Judicem Ecclesiasticum ad eorum retractionem, sive ad tollendam violentiam pene comminatione, sive illa autem (ait) est frequentissima pene comminatione, quæ fit ad amissionem, scilicet temporalium, quas obtinent in his Regnis, & deinde quod censentur extranei ab eisdem.

Hujus immisionis in bona temporalia Ecclesiasticorum nemini tanquam suo tenpote apud Gallos utilitissimæ, quia decennis & amplius annis scripsit Guilielmus Benedicti Præfex Tolosanæ ad cap. RAY-NUTIUS & De Testamentis, verbo, UXOREM NOMINE ADELASIAM Decisione secunda n. 460. dicens: „Consevit Curia Regia Franciæ cogere (Judices Ecclesiasticos) omnia revocare, & impedimentum tollere per captionem temporalitatis sue: Et ita (ait) servatur quotidie, & cavetur expresse in synodo, titulo De Personis Ecclesiasticis in fine.

Ejusdem prætoris, tanquam etiam in Belgio ad hominum memoria observatæ, fidem fecerunt Consilia Regia, dum de Publicatione & Receptione Concilii Trid. ipsorum iudicium exquirentur.

Uti enim refert Antonius Anselmo in suo Tribrinio Belgico cap. 32. §. 48. ad cap. 3. Sess. 25. De Reformat. Vers. Nefas sit, &c. Magistratibus omnibus severe interdicitur, ne Excommunicationes Ecclesiasticæ potestatis impendant, aut jam latas revocare mactent.

Hic rursus (ait Anselmo) plerique obloquuntur, „Judices Regios hac auctoritate ad omni memoria in Belgio usos, ut Censuras impedire possint, vel revocandas cogere Ecclesiasticos remedia immisionis in eorum temporalia, quando excessus, & abusus id possulant.

Refert quoque Bertrandus Loth Dominicanus in suis Resolutionibus Belgicis Tract. 2. art. 9. num. 16. quod eadem occasione ad citatum locum Concilii Tridentini annotavit in sua consultatione Archiepiscopi, quod Judices Laici „semper arrefferint bona temporalia, ita Episcoporum, Officiarium, & generaliter omnium Judicum, Officiarium, & Personarum Ecclesiasticarum, cujuscuque dignitatis & conditionis fuerint, ad impedendas eorum Censuras, interdicta „& Excommunicationes, & revocandas illas quæ per ipsos declarant, & executioni mandata fuerunt, quando ipsi Laici Judices id expedire judicaverint.

Indubium est, hoc esse unum ex punctis, circa quæ Concilium Tridentinum. hic in Belgio restrictionem quandam in ipsa Publicatione accepisse censetur per Clausulam inferam Litteris Ducis Parmensis Belgii Gubernatrix, scriptis nomine Regis pro executione dicti Concilii ad Regia Consilia alioque Magistratus, quæ declaravit: neminem Sui Majestatis esse, Concilium hoc executioni mandandum, salvo iuribus Sui Magistratus, suorum Vassallorum, Status, aut Subje-

rum; „Non (ait) ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut executio accomodetur naturæ cujusque Provincie.

De hac Clausula videri possunt Renatus Choppinus De Sacra Politia lib. 2. tit. 4. num. 8. B. citus Epo. Hetericorum qq. lib. 1. num. 284. Zyngus titulo De Constitutione num. 6. Et citatus Bertrandus Loth loca allegato.

Certum enim est, quod Clausula hæc præcipue spectet puncta, per Consilia Regia in singulis respective Provinciis annotata, tanquam quæ cum Regiis, & Vassallorum ejus iuribus & Privilegiis, vel inveteratis Provinciarum moribus consistere non videntur, & quorum usus, non obstante Concilii Trid. in his Provinciis Publicatione, inviolatus permansit.

Quapropter dictus Bertrandus Loth relatis ad longum Annotationibus Provincie Arthensis ad Decreta Concilii Trid. sine hesitatione subiungit: Conc. Trid. quoad dicta Puncta non fuit recursum in Archiepiscopum quia juxta illa decisiones discutitur, & deciditur causa forensis in Tribunali Archiepiscopali.

Quin, licet in Regnis Hispaniæ, mandante Philippo II. Concilium Tridentinum, sine ulla restrictione fuerit receptum & publicatum, nihilominus usus hujus recursum ad tollendam violentiam per Censuras illatas in suo manui vigore & observantia, quia (ut notat Salgado Præfatione Regia part. 1. præf. 5. n. 22. & seq.) „Cum Concilium Tridentinum generaliter loquatur, & dicitur re-vocari videatur per commune, quo cavetur, ne Judices Laici se spiritualibus causis immiscant, nec Ecclesiasticam Jurisdictionem turbent, non videtur, si sub generalibus illis terminis comprehendendum tam salubre remedium, & obicit iura spirituum, & iustitiam & oppressis specialiter à Jure Canonico ex ratione & principis iuris naturalis & Divini permissum, longo usu immemorabili conservatum: su-per quo cum Concil. Trid. nihil specialiter inducitur, sed generaliter potius disponat, hanc limitationem à Jure approbatam debet recipere. „Quam solutionem, & expositionem ibidem multis asserere conatur.

Eadem verba Conc. Trid. ubi obijciunt Hieronymus de Cavallo tom. 2. q. Prædictum, q. 897. n. 126. respondet illa verba intelligenda esse, quando Judex Secularis intendit cognoscere principia inter incidentem in casu appellationis, de sententia lata à Judice Ecclesiastico: vel si potuit, vel non potuit Ecclesiasticus cognoscere vel excommunicare; locus vero, quando ipse cognoscit per viam violentiam in casu legis Regiæ: quia tunc de jure & consuetudine talis cognitio pertinet ad Judices Regios, & illud dicitur propterea Officium Regis jure naturali censuram.

Quidquid sit de dictis responsis ad Textum Concilii Trid. illud constat, quod post hoc Concilium fuerit, & perseveret hujus recursum constans usus, ob bonum, & utilitatem Reipublicæ receptus; ne Republica turbetur, & bonum publicum detrimentum patiat, uti loquitur Salgado n. 228.

Ex jamdictum dicere non dubitavit Covarruvias (qui ipse Concilio Tridentino interfuit) loco supra citato, ubi de hoc recursum tractavit, „Quod si quis contenderit, à Principibus Secularibus hæc tollere potestatem, statim non quidem fore competere experimento manifestissimo, quantum calamitatis Reipublicæ interiret.

Similiter, refert Antonio Anselmo, loco supra citato, Brabanti in sua Consultatione super Decretis Concilii Tridentini, ubi moneretur, hanc auctoritatem Regis Magistratibus esse conservandam, pro ratione addiderunt, „alioquin tolli è medio remedia cassationis, & aliarum Provisionum Regiarum, veluti quæ dicuntur: Provisiones in casu abusu, voce & de fait & d'autre: quæ præcipua sunt auxilia in duenda Regia dignitate, & Jurium Subditorum.

Remedium immisionis in bona temporalia, aut privationis iurium naturalitatis, ad compescendas violentias Judicum Ecclesiasticorum, qui in Provinciis bonæ temporalia possident, aut fixam domicilium habent, seu incolæ habentur, sunt neminem in illis quidem casibus ad nos opportuna: Si autem per Monachiales, aut Censuras in Curia Romana sub aux obreptu ubertas fultis

oppr-

apprimantur, aut jura Provinciarum inverteantur, & ita Respublica subvertatur, tunc alio remedio nisi solent Judices Regii, notanter in Hispania.

Salgado in Tractatu De Supplicat. ad Sancti. part. 2. cap. 24. num. 52. & 53. enumeratis nullitatibus Excommunicationis ex variis titulis resultantibus, scribit, quod in omnibus his casibus Senatus vim tollendo, & taliter oppressis occurrendo reitinct Litteras Monitoriales & Censuras tangentes, sapienter acriter statuat, audaciam Tabellionum has intimationes facientium, atque eos, & omnes participes, & agentes severe puniat, Clericos, extraneos ab hoc Regno declaret, eorum temporalitates occupet, laicis quoque gravibus poenis afficiat, atque partem ipsam, quae attulit Excommunicationem, vel Declarationes, vel Cedulae, etiam in forma probante, in praedictis casibus, aut ea carentes, ad cautelam compellat omni juris rigore, ut suis expensis adferat absolutionem Excommunicatorum, etiam nulliter, ad cautelam.

Ex num. 56. refert ex Henricis Theologo Societatis Jesu, quod generaliter in omnibus causis, in quibus violentia committitur per Judicem, vel Executorem Romanae Curiae excommunicando partem, & in his paribus non reperitur Judex ipse, qui absolvat, tunc Senatus Regius compellit partem, vel ejus factores, ut suis expensis adferat dictam Absolutionem à Romana Curia vel aliunde.

Interdum (ait idem Salgado n. 57. & 58.) lata Romana sententia etiam trina, à Judice Ecclesiastico subminato processu, mittitur Executor in Hispaniam, & interdum Executores continent violentiam, &c. & intimat Censuras, ut mittat in possessionem, qui mitti non debet; si de violentia summarie constiterit, tunc Judices Regii (quos Judices Apostolicos extra ipsorum territorium degentes rogare aut compellere non possunt, ut subacta violentia, suspendant executionem) comprehendunt jubent Executorem instructum, & reponi quicquid ab illo vi notoria factum, seu attentatum est compelluntque, si Executor minus sit, cum aliqua cognitione causae, ut ipsa absolvat reponique attentata, & deferat solutioni aut supplicationi, aut certe, ut ipse qui merus est Executor respectu prioris sententiae, suis expensis procuret plenam absolutionem hominis, &c.

Huic recursus in Gallia jampridem fuisse receptissimum, atque etiamnum post Concilium Tridentinum haecenus perseverasse, notorium est, & tanquam articulus libertatis Ecclesiae Gallicanae late adstruitur per Pithagoras in Probationibus dictarum Libertatum tom. 1. cap. 3.

### §. VII.

*Qualiter subinde Censura palam in foro externo servanda non sint.*

Ostensum est supra §. 1. quod sententia Excommunicationis injusta ex parte materiae seu causae, non sit timenda eatenus, quasi per illam quis vere constituitur Reus, aut revera ligitur coram Deo; tamen ipse per peccatum seipsum non ligaverit, aut Reum fecerit.

Una tamen notavimus, quod si hae sententia in forma Ecclesiae fuit servata juris ordine sit prolata, eam in foro externo esse servandam, quoad usque ipsa injustitia sententiae palam innotescat, & sit declarata; ne alias non obediendo sententiae, clavium contemptus appareat, & scandalum detur his, qui justitiam ignorant.

At si sententia Excommunicationis, alteriusque Censura à Judice incompetente, aut neglecto essentiali ordine judici fuerit lata; injustitiae aut nullitatis adeo sit notoria, ut scandalum ex contemptu praesentis Censurae, sive non observantia non sit timeendum, tunc Censuram ejusmodi nequidem in foro externo servandam esse, sed tanquam nullam, & invalidam posse contemni, uno consensu tradunt tam Theologi, quam Canonistae.

Ex quidem Navar. de hac Censura tractans Summus de Censuris disp. 4. sect. 7. n. 16. ait: „Si scandalum quacunque ratione cesset, & innotescat aliis qualitas sententiae, cessat obligatio,

Appositae hanc distinctionem, inter sententiam Excommunicationis valide latam, servatae juris ordine, sed injustam ex parte materiae, & sententiam omnino invalidam, observavit Januarius Gandensis in c. 78. Concordiae Evangel. De sententia enim à Judice valde, sed tamen injuste ob delictum causae lata, dicit, eam eatenus esse timendam, quod sic Excommunicatus eidem parere debeat in foro externo, ne auctoritatem Ecclesiasticam contemnere videatur, & ita scandalum date: „Atque ob id (ait) ut circa scandalum possit non parte hujusmodi sententiae Excommunicationis, debet canonice probate injussum Excommunicationis contra se late: quam antequam probare possit, debet à Superioribus humiliter Absolutionem petere.

Deinde transit ad alios casus, dicens: „Nisi in illis casibus, in quibus talis est error ex parte sententiae, qui sententiam non tantum injustam, sed etiam faciat esse nullam, ut cum ferret ab eo, qui in ipsum non habet auctoritatem, videlicet à Judice non suo, vel à Judice Excommunicato, vel eum lata est post appellationem legitime interpositam, vel eum in forma Excommunicationis fuerit intolerabilis error expressus, quemadmodum patet in c. PER TUAS de Sentent. Excommunic. quoniam ibi tantum duo posteriora excipiuntur.

In tribus enim illis potissimum casibus (pergit idem Auctor) sententia Excommunicationis non solum est injusta, sed etiam nulla: in aliis autem casibus, etiam si sit injusta, est tamen aliqua, & ideo antequam aliquis debeat admitti ad probationem injussum Excommunicationis, gratiam absolutionis implorare debet: Ne, ut dicitur in citato capitulo, sententiam Ecclesiasticam contemnere videatur, & per hoc amplius ex suo contemptu ligitur.

Similiter magnus ille Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gersonius in tract. cui titulus est Circa materiam Excommunicationis Resoluto, obligationem observandi Excommunicationem injustam fundari asserit in scandalo apparente contemptus Clavium timeendo, ideoque & sententiam Excommunicationis injustam contemni posse, dum scandali periculum cessat.

Postquam enim Consideratione 2. notavit, contemptum clavium intervenire posse directe vel casualiter, vel duntaxat implicite, subiungit Consideratione 3. contemptum neutro modorum praedictorum dicendum est intervenire contra praecipuum aliquod Praelatorum, quando manifeste & notorie Praelatus abstinuit in hujusmodi praecipio clavium potestatem, & hoc dum fecit & cognovit ille, qui non obedit, nec aliunde generat in se vel in aliis scandalum, aut contemptum clavium. Quoniam in hoc talis non est inobediens clavium potestati, sed erroneo clavium abusu.

Hinc ulterius infert Consideratione 9. Contemptus clavium non incurritur in nullis casibus, quibus Papa mandato non obediunt, dum scilicet abstinuit enormissime & scandalosissime potestatem suam in destructionem, non in edificationem.

Exemplum (ait) si Papa vellet thesaurus Ecclesiarum diripere, aut hereditates usurpare, aut in servitium abjectum Clericum cum suis bonis edicere, & juris suis spoliare sine causa: Quis diceret, illa debere tolerari? Quis non censureret, posse dici Papa, cur ita facis? Quis non assentiret in facie ipsi resistendum?

Recteque notat Consideratione 5. „Quod contemptus clavium magis invenitur quoad culpam in Praelato taliter, ut praemittitur, abutente sua potestate, quam in non obediante.

Quin & concludit: „Est quandoque meritorium & honorificum Ecclesiae potestati, quod tali Praelato in faciem resistatur, ut Paulus Petrus.

Neque defunt exempla etiam virorum Sanctiorum, quorum sanctitatem pluribus miraculis, etiam post mortem Deus manifestavit, qui Censuras, etiam Papales, ob injustitiam notorietatem contempserunt, atque palam eis resistendum putarunt.

Quomodo publice, tum scripto, tum verbo adversus Romanam Ecclesiam exactiones, & Apostolicas Ecclesiasticorum Beneficiorum Reservationes ducit olim recalcitra-

verit Robertus Lincolnienſis Epicoꝝ; nec non ob hanc recalcitrationem, *Excommunicationem* in ſe laſam palam ut injuſtam contempſit, imo eum excommunicationis eſſet ab Innocentio Quarto, ipſe eundem Innocentium Pontificem appellaverit ac advocaverit ad Divinum Tribunal, ſate deſcribit illius ſtatui Hiſtoriꝝ Mathæus Parisienſis ad annum 1253. & 1254. qui & addit, evocationem hanc ſuam habuiſſe effectum, atque Innocentium paulo poſt reuera ad Divinum Tribunal fuiſſe evocatum: Robertum autem tum in vita, tum poſt mortem multis claruiſſe miraculis.

Quod & obſervat Chriſtianus Lupus tom. 3. Schol. in Canones pag. 571. referreque ex Henrico Cuyghno, quod hac de cauſa, quomodo Robertus perſpicuis fulgeret miraculis, non eſt permiſſis canonicis.

Reſert idem Lupus loco citato ac Mathæus Parisienſis ad annum 1257. & 1258. „Eum ſervatum Eboracorum, eodem Archi-Epiſcopo eadem de cauſa excommunicatum ab Alexandro IV. appellatæ item ad Divinum Judicium, & tanquam Martirem in ipſo mortis lecto miraculis conſpectæ.

De hoc enim ſervato Archi-Epiſcopo Eboracenſi reſert citatus Mathæus ad annum 1257. pag. 956. quod eo tempore aggravaverit manum ſuam Papa Alexander IV. (in Archi-Epiſcopum Eboracenſem ſervatum) juſtitiæ eum (ait) cum ignominia nimis in tota Angliā excommunicationis accendiſſe candelas & publicas campanas, ut tali terrore ac tanto ſuam conſtantiam enervaret. Ipſe tamen Archi-Epiſcopus, exemplo B. Thome Martyris, & exemplo & doctrina B. Edmundi, quondam Magiſtri fui, informatus, nec non B. Roberti Epicoꝝ Lincolnienſis fidelitæ eruditus de ſolatio celitus munitus minime desperavit, omnem Papalem tyrannidem ſuſtinentem. Nec opimos Eccleſiæ ſue redditus tranſlapſis indignis, & incoꝛpulis conſectare volebat, nec curaviſſe voluntati Papali, relicto juris vigore, mulctibet obedire vel inclinari. Quoties quæto magis præcipiente Papæ maledicebatur, tanto plus à populo benedicebatur, tacite tamen, propter metum Romanorum.

Cum nec his conſtantia ſervati enervaretur, ultetior aggravavit manum ſuper eum Dominus Paſſus, & deſecrator eſt ejuſdem quoad ſeculum conditio, & quoad Dominum meliorata. Præter enim alia ſcandala multa præcedentia, jam auſertur crux ab eo, quam conſuevit Clericus primæ ante ipſum bajulare. Renuit tamen adhuc *genus ſuſcitare Bani*, & indignis baſibus opima Beneficia Eccleſiæ ſuæ, quaſi margaritis porcis imo ſpurcis diſtribuire.

Hæc præcitur Hiſtoriæ ad annum 1258. pag. 964. addique pag. 969. Archi-Epiſcopum Eboracenſem morte indante, ita Jeſum Chriſtum obſervatum fuiſſe: „Non vit inſalubrem exanimum, quam Papa, quem ſuavit Eccleſiam tuam conſiliiſtu gubernandam, meam multipliciter ſanguavit innocentiam, pro eo, ut Deus ſcit, & mundus non ignoret, quod indignos pforſus & ignotos nolui admittere ad regimen Eccleſiarum, mihi licet indigno, a Te commiſſum.

Hic eſt de quo, teſſe eodem Hiſtorico, vaticinatus erat B. Edmundus Cantuarienſis Archi-Epiſcopus: „*Servate, Servate*, Martyr ab hoc ſæculo tranſſignabitur, ſecq. vel ſaltem gravibus, & inſuperabilibus tribulationibus impetietur & cruciaturus.

Indubie in ſimilibus caſibus Viſi Sancti, ac notanter Epicoꝝ, quibus Eccleſiarum ſuarum deſenſo & conſervatio præcipue concredita eſt, noverrant & impenderant, quod in citato tractatu dixi Geſonius *Conſideratione* 10.

Veritas eſt, quod omnis vi faventibus, & humilis tentanda eſt cum Summo Pontifice, dum male informatus reſt per ſe vel ſuos *impulſus* ſententias, quod deſtat, & reformet, ſed, ſi nihil proſuit humilibus ſeſualitatis, arripienda eſt virilis & animola libertas.

Tentatur ita in primis litteræ Roberti Lincolnienſis Epicoꝝ ad Innocentium IV. Papam apud citatum Mathæum Parisienſem ad annum 1253. pag. 870.

In his enim ſuam erga Sedem Apolliticam offendiſſe reverentiam & ſubmiſſionem. „Noverrit (inquit) Diſcretio veſtra, quod mandatis Apolliticis aſſectio ſiali devotè & reverenter obſedio. His quoque quæ mandatis Apolliticis adveſantur, paterium aſans hoſorem adveſor & obſto, Ad utrumque enim teneor ex Divino Mandato.

Dein ſcribit, Apollitica mandata nec eſſe, nec poſſe alia, quam Apollitorum doctriæ, & iſtus Domini Jeſu Chriſti conſona & conſortia.

Poſt hæc exponit, quod litterarum tenor (quas Innocentius ad ipſum, & alios Angliæ Epicoꝝ frequenter dederat de faciendis Beneficiis proviſionibus quibdaſum Clericis noſantes Italis ex idioma quidem Anglicano callentibus) non ſit *Apollitica ſanctitati conſona, ſed abſpiciſſimum & diſſona*. Hinc diſſonantiam plurius in his litteris exponit. Primo, multis inveniuntur in clauſulaſum, non obſtante, in litteris & mandatis Papalibus expreſſam.

Secundo exponit, quam *adhibile ſit, abominabile & deſtitabile ſit*, miniſteria Eccleſiastica ad dirigendas, & ſalvandas animas inſtruenda, committere indignis, qui in poſſeſſate cure Paſtoraliſ conſtituti, de ſalte & laſa viciſſi Chriſti viviſicandam, & ſalvandam Paſtoraliſ officii, & miniſterii ſalarium comparant, debita non adminiſtrant. Ipſa enim miniſterium Paſtoraliſ non adminiſtratur, eſt *Scripturæ teſtimonio ovium accuſis & perditis*.

Poſtquam autem plurius expoſuit, hæc plane Divini Præceptis contrariæ, ita concludit. „Brevis autem recolligens dicta, Apollitici Sedis Sanctitas non poſſet niſi quæ in adificationem ſunt, & non deſtructionem. Hæc eſt enim potestas plenitudo, omnia poſſe in adificationem. Hæc autem, quæ vocantur Proviſiones, non ſunt in adificationem, ſed in inutiliſſimam deſtructionem. Non igitur eſt poſſet Sedes Apollitica acceptare, quia caru & ſanguis, quæ Regnum Dei non poſſibilibet, & ſecus revelare, & non Pater D. N. Jeſu Chriſti, qui eſt in Cælis.

Similiter ſervatus Archi-Epiſcopus Eboracenſis, humiliter in ſcripto ſuo, & inſtanter ſicut memoratus Epicoꝝ Lincolnienſis Robertus ſcripſit, petiit (ab Alexandro IV.) ut conſuetas tyrannides temperaret humilitatem ſanctorum Prædeceſſorum ſequendo, uti ſcribit dictus Mathæus Parisienſis ad annum 1258. pag. 969.

Cum autem horum Sanctorum & Apollitorum Virorum nihil prodeſſet humilis ſedulitas, arripendum conſuevit virilem & animoſam libertatem.

Verum hic notandum eſt, quod frequenter nullitas, & invaliditas hæc Censuratum præſens ſe manifeſtat in Censuris generalibus, & ſate ſententia, quaſi Judices Eccleſiastici & Curiales ſuis Decretis & Ordinationibus, quaſi de ſiſto inſectare conſueverunt.

Harum enim nullitas ac invaliditas frequenter, ita ex parte materiæ, quæ ex defectu juſtiſſitudinis legitime in proſentem, nec non debet publicationis & receptionis, adeo notoria eſt, & ab omnes agnita, ut eaſ, vi Decretorum, quibus annexæ ſunt, pati vel timere, eſt *afſum patientia, & timor leperimus & ſanus*, uti loquitur Geſonius *Conſid. 7*.

Quin ſi ſimiles Cenſuræ comminatæ, & Decretis paſſim inſecti ſolent, eſſent timenda, facile per Præſatos induceretur quædam ſervitus ſuper populum, quemadmodum reſcedit ſæpius citatus Geſonius dicta *Conſideratione 7*.

Verum eſt, quod non debet, nec jampridem deſuerint adulatores, qui hujusmodi, præſentim à Papæ ejusve Commiſſariis comminatæ, aut ipſo jure iſtiſſas Cenſuras ſine exceptione eſſe timendas, populo perſuadere ſtudent, palam tranſuentes tanquam Eccleſiasticæ poteſtatis contemptores, & Præſatis ac ſignanter Pontifici, ac Sedi Apollitice Rebelles, qui verbo & opere obſtant, ſe ſimiles Cenſuras non timere.

At, ſi attentius expendatur motiva, quibus plures hujusmodi Cenſuratum Patroꝝ moventur, apparet, eos non ſolite quæſire in extollenda harum Cenſurarum efficacia, niſi quæ ſua ſunt.

Probe enim intelligunt, Præſatos ſummo opere deſiderare, ut apud populum magna ſit Cenſurarum idea; populoque perſuaſum ſit, Cenſuras multum eſſe timendas, nec de earum validitate, & juſtitia anxie eſſe inquirendum, ſed ſimpliciter & humiliter pro juſtitia Cenſurarum eſſe piæſumendum, iſſe, quæ cæcæ obedientiam præſtantam.

Quocumque eſt apud populum Prælatorum auſtoritas: ut ita quallacumque ſua Decreta pro manentibus aut attendendis præſentis ſuis juriſus faciliſſe exequi poſſint, ſci licet



fieri non obediētibz vel contumacibz. *De iur. iudic. c. 1.*

Cum autem jampetiderit repeti fieri in iudicio, non die repertant, qui affectant & iustitiam suam favorem, & amicitiam Prælatorum, ac ignominiet Curiam Romanam, ut per ipsos ad aliorum perveniant, aut commoda temporalia consequantur, vel in obediētia pacifice ac commode vivant; aut certe quia aliis humanis vinculis ipsis sunt obstricti, non mirum, plurimos reperiri, qui magis adulationis & placendi studio, quam amore veritatis eorum illam obediētiā & reverentiā hęc Censuris exhibendam prædicant & proclamant.

Similes videntur fuisse Censurarum, & potestatis Ecclesiasticæ, novantur Papalis propugnatores, de quibus Gersonius in prælegendo Tractatu *Consideratione* 9. qui adeo Papalem auctoritatem extollebant apud populum, ut non desitit pusilli, qui æstimarent, *Papam esse unum Deum, qui habet potestatem omnem in celo, & in terra.*

His non obfistimantes erant Doctores illi, qui adulandi gestis Pontificibus docebant *Quod volumus Pontificis, quævisque ea fuerit, sit Regula, quæque operationes ac actiones dirigantur, ex quo procul dubio efficitur, ut quicquid libeat, id etiam liceat, uti describit Novennarius Prælatorum Concilium, quod iussu Pauli III. in notandis abusus Concilio Tridentino præfuit.*

Ex quo fonte (ait dictum Concilium) tanquam ex equo Trojano irrupere in Ecclesiam Dei tot abusus, & tam gravissimi morbi, quibus conspiciuntur, cum eam ad desperationem fere lapsis laborasse.

Nec dubium, quin & ex hoc adulationis fonte dimanaverit & perleverit in Ecclesia Censurarum ille abusus, & eas adeo imere levissimæ de causis incutiendi, ut magis à Prælati ad proprium dominatum, & commoda temporalia, quam ad ædificationem & correctionem subditorum videatur Clavium auctoritas impendi.

Ex quo revera contingit, ut prædictis Synodis Tridentina *sess. 25. c. 3. De Reformatione auctoritatem Clavium magis contemni, quam formidari: & perniciem potius parere quam salutem.*

Ut proinde cum Gersonio merito reputandum sit, *perjurium & honorificum Ecclesiæ postestati, quod huiusmodi Censuræ nonnunquam tanquam notorie invalidæ, & sine effectu palam negligantur; ostendaturque non tantum verbo, sed & opere, & factis eas non esse timendas.*

Monet tamen Gersonius *Consid. 11.* quod in contemptu Censurarum cavendum quoque sit *scandalum pusillorum*, qui per dictos Doctores adulatoris & placentes volentes intruditi, *assimant Papam esse unum Deum, qui habet potestatem omnem in celo, & in terra.*

Ad præcavendum hoc pusillorum scandalum subiungit Gersonius: *Veritatem expellenda est talium stultitia per informationes idoneas: qui si nolint acquiescere, ipsi jam sunt iudicandi de scandalo non dato, sed accepto; hoc est, de scandalo Phariseorum, & ex malicia, non pusillorum, & ex simplicitate vel ignorantia.*

Igitur Censuræ Ecclesiasticæ à legitima potestate, servata per omnia præscripto iuris ordine, non levi de causâ, sed juxta Evangelicæ & Canonice regulas inflicta, magnopere ferre timenda; recteque dixit Synodus Tridentina: *Quod Excommunicationis gladius nervus sit Ecclesiæ disciplina, & ad continentiam in officio populo valde salutis, si sobrie magnaque circumspectione exercatur.*

Quin etiam Excommunicationes erantur ex parte esse injustæ, imo Excommunicatus certus sit de injustitia; nihilominus si à legitimo Superiore fuerint servati iuris ordine prolata, non facile erunt contemnenda, priusquam legitima auctoritate injustitia eorum fuerit declarata; nec ex eorum contemptu vel non observantia in foro exteriori, ipsa auctoritas Ecclesiastica, & Clavium usus in contemptum veniat cum pusillorum scandalo.

At Censuræ palam extra formam iuris, levissimæ de causis promiscue committantur in infideliâ, sine scandalo pusillorum, non raro possunt, imo & debent contemni vice negligi, præsertim per eos, qui ad disciplinam Ecclesiasticam conservandam, & populi instructionem possunt fuisse.

Dum enim hi suo agendi modi obediunt, se Censuras hæc timere, aut populo suo verbo, seu facto suo eas ti-

me dare, & c. ut, abusus harum Censurarum minime in tantum augent aut saltem foveant.

Præter enim five Judices Ecclesiastici videmus, Censuras suas sustineri, facile ad eas committendas aut inflicendas pro assensibus suis præsentis iuribus, aut mandatorum, & sententiarum suarum executione profuturi.

Quin ex falsa idea de Censurarum efficacia populo impressa idea contingit, ut facilius, quam oportet, hæ Censuræ impendantur; ad vindictam contra Regios Ministrorum auctoritatem, aut præsentem immunitatem Ecclesiasticam; idque frequenter cum summa Reipublicæ, & Ecclesiæ perturbacione, ac multorum scandalo, & nullo plerumque spiritualium animarum profectu.

Igitur non parum Ecclesiæ proficere possunt, & coram Deo meteri, qui, & spe temporalis emolumentum, & metu sustinende indignacionis, aut etiam persecutionis, sepositis, unice amore veritatis, & studio assensu, & conservandæ Canonice disciplinæ, veram de Censuris ideam populo imprimunt; eas timendo, quæ revera sunt timendæ, eas contemnendo, quæ revera contemnendæ sunt, & sine vero scandalo pusillorum contemni possunt.

Quapropter dicendum cum S. Gregorio apud Gratianum *caus. 2. q. 7. Can. 57.* *Admonendi sunt subditi, ne plus quam expediat, sint subditi: ne cum student, plus quam necesse est, hominibus subditi, & compellantur vitia eorum venerari.*

## §. VIII.

*Insuper persequentes à Christo suis veris Discipulis, & veritatis defensoribus prædictis, est injusta Censurarum signatur Excommunicationis inflictiō.*

Excommunicationes injustas homini Christiano nullum verum malum, quod ipsum coram Deo magis Reum aut peccatorem conficiat, inferre, ac consequenter nec similes Excommunicationes tanquam inferentes simile malum esse timendas, supra notavimus.

Verum, sicuti imminetis mortis corporalis, aliorumque malorum temporalium, homines infirmos frequenter tertere, & à veritate confitenda retrahere, aut ad consentiendum falsum inducere solet: ita & merus Excommunicationis incurrenda, tamen injustæ, sufficiens est, ut homines in charitate Dei, & fide æternorum bonorum non omnino radicatos & fundatos faciat à veritate ad falsitatem declinare, sique hominum mandatis potius, quam Deo obedire, ut vel comminatus Censuras evadant, vel ab infidelibus se libenter.

Imo nonnunquam contingit, ut homo Christianus simplex & rectus, sed in fide ac Religione non plene instructus plus timeat Excommunicationem, licet injustam, quam mortem corporalem; faciliusque metu incurrendæ Excommunicationis, quam amittendæ vitæ temporalis in tentationem induceretur, & à iustitia excideret.

Quam enim homini vere Christiano durum esse non solet, quod se videat, reputari etiam ab his, qui Ecclesiæ Ministri sunt, tanquam impium & indignum omnis cum Deo commercii, & ut membrum putidum à societate Sanctorum, per eam inficiat, rescindendum!

Quapropter Christus suos Discipulos, & in ipsis omnes Christianos adversus tentaciones & persecutiones ipsis ob sui nominis confessionem imminentes, præmunire volens, etiam hæc speciem persecutionis palam denunciavit: tamque si ipsius velint permanere Discipuli, ipsis obveniant, hiis verbis exposuit: *Abique Synagoga faciet vos.* Joan. 16. vers. 2.

Recte notat ad hæc verba Janfenius Gaudemur in sua Concordia Evangelica cap. 135. Christus in præcedentibus prædictis variis persecutiones suis Discipulis obvenire, sed nullas in specie expressisse: *«Hoc autem capite quidam particularis persecutionum spe. «omnes explicat: etque duplices juxta duplex malorum «genus. Est enim malum calumniæ & ignominie, «& est malum pœne æque supplicii.»*

Ad calumniæ æque ignominie malum pertinet *«(ait Janfenius) quod primo loco dicitur: Abique «Synagoga faciet vos: pro quo D. Augustinus «clarior legit: Extra Synagoga faciet vos.»*

Est autem (pergit idem) Græcis pro, *abique Synagoga, vel extra Synagoga, unica vox Apo Synagoga, «hoc est, alienos à Synagoga, aut Excommunicatos.»*

No.

Notat præterea in eadem Concordia c. 78, quod extra Synagoga fieri, „ apud Judæos (scilicet alicui interdici-  
„ communicatio & confusio reliquorum Judæorum,  
„ ut non liceret ei ingredi cum reliquis Synagoga  
„ aut Templum, & omnino alienus esset ab omni  
„ Judæorum congregatione, quod apud Judæos sum-  
„ me ignominie habebatur, quomodo apud Christiani-  
„ os non habetur Excommunicatio.

Et revera docet Sacer Textus, quod plures ex Ju-  
dæis erubuerunt Christum & veritatem palam confite-  
ri, ob metum hujus & Synagoga ejjectionis sive Ex-  
communicacionis.

De parentibus Carinati, cujus Christus oculos aper-  
tuerat, legitur Joan. 9. quod interrogati à Phariseis,  
quomodo nunc videret, erubuerunt & timuerunt facere  
Christum filio ipsorum oculos aperuisse, sed respon-  
dit: *Quomodo autem nunc vident, nescimus, aut quis  
ejus aperuit oculos, nos nescimus, ipsum interrogate,  
etatem habet, iste de se loquatur.*

Ratio occultatæ veritatis, & negati responsi sub-  
jungitur: *Hoc dixerunt parentes, quoniam timebant  
Judæos. Jam enim conspiraverant Judæi, ut si quis  
eum confiteretur esse Christum, EXTRA SYNAGO-  
GAM FIERET, propterea parentes ejus dixerunt: Et-  
atem habet, ipsum interrogate.*

Nec tantum homines pauperes & vulgares metu hujus  
ex Synagoga ejjectionis, à Christi confessione retraher-  
bantur, sed tanta erat ipsius ejjectionis ignominia, &  
Judæorum, ac notanter Pharisæorum (qui majore in  
Christum odio erant animati) auctoritas apud popu-  
lum, ut etiam Principes ex metu illius, Christum,  
licet in illum crederent, palam confiteri erubescerent.

Testatur enim Sacer Textus Joan. 12. vers. 32. *Quo-  
niam ex Principibus multo crederetur in eum, id est  
Christum esse Messiam corde credebant, miraculorum  
magnitudine & multitudine convicti, sed propter Pha-  
risæos non confitebantur, ut & Synagoga non ejicerent-  
ur, inquit Sacer Textus. Hoc est, metu Pharisæo-  
rum palam Christum tanquam Messiam confiteri &  
agnoscere non audebant, ne ab illis, vel per illorum  
importunam sollicitudinem & Synagoga ejicerentur.*

Scitur enim summam fuisse Pharisæorum apud Ju-  
dæos auctoritatem, ut etiam Principibus esset formi-  
dabilis, uti & Josephus testatur.

Præterea notum est, Phariseos præ omnibus Chri-  
sto fuisse inimicos & adversarios, eo quod eorum hy-  
pocritismum & avaritiam palam coram populo detegeret;  
cum ipsi & contrario essent toti intenti, ut præ reli-  
quis apud populum reputarentur sanctiores & Legis  
Mosaicæ defensores, zelatores, & exadtores.

Adiit autem Evangelista causam, quare hi Princi-  
pes metuerent (ait citatus sanctius ad r. 114. Con-  
cord. Evang.) fieri Apo-synagogi, hoc est, excom-  
municati fieri, & ejici à Synagoga: *Quia (ait) di-  
„ legerunt magis gloriam hominum, hoc est gloriam  
„ apud homines, quam gloriam Dei, id est gloriam  
„ apud Deum, & quæ à Deo obtineant. Sicut enim  
„ ignominiosum apud homines iudicabant, (pergit Jan-  
„ senius) ejici à Synagoga, ita gloriosum in Synago-  
„ ga versari, maxime sibi qui cum essent Principes, in  
„ Synagoga honorabantur, & primas obtinebant Ca-  
„ thedras. Hanc ergo gloriam, quam non solum ad-  
„ mirabant, sed etiam multum diligebant, ne amitte-  
„ rent, confiteri, quod credebant, metuebant.*

Unde merito observat hic Auctor: „ Ex hoc loco di-  
„ scendum, quam noxia res sit, humanæ gloriæ ap-  
„ petitus, ut qui quotidie etiam multis in Christianis  
„ efficiat, quo minus Christum, hoc est, veritatem,  
„ quam noverant, ore & opere confitentur.

Cum non minorem infamiam, aliisque temporalia in-  
commoda secum trahat Excommunicatio hodie apud  
Christianos, quam olim apud Judæos usitata & Synagoga  
ejecio, non mirum, si & modo inter Christianos repe-  
riantur quamplurimi, qui ex metu incurræ Excommuni-  
cationis alienaverit Censuræ, Christum, hoc est, veritatem,  
quam noverant, ore & opere confiteri erubescunt:  
vel etiam mandatis hominum tametsi injustis, & Dei ordi-  
nationis contrariis, ne Censuram incurrant, obediunt.

Sed vel pæcipue ab præ aliis hinc tentationis exponuntur  
Ecclesiastici, utpote qui præ ceteris vident, se expositos  
Incommodis Ecclesiasticarum Censurarum, puta Suspendi-  
onis, aut Interdictionis ab Officio aut Beneficio,

Van Espen, Pars VI.

Ecce hodie Dignitates, Officia & Beneficia Ecclesia-  
stica, quin & ministeria & munia Ecclesiæ non raro ob  
gloriam humanam, & commodam temporalia queruntur,  
ac appetantur, quid mirum, quod & hodie plurimi præ  
metu Censurarum caeco modo obfuscant voluntati ac  
placitis eorum, quos sciunt potentia & auctoritate valere  
apud Superiores; & resolverunt non secus ac olim  
Pharisæi, ejicere à Synagoga, sive à Dignitatibus, Be-  
neficiis munificæ Ecclesiasticis rejicere, aut obtentis  
privare, vel ab illis saltem suspendere, qui obdite  
renunt, aut Christum, hoc est, veritatem fidei ad-  
versam, publice confitebantur & propagabant.

Quare & indubiatum est, inter persecutiones à  
Christo Apostolis, & in ipsis omnibus Christianis, ac  
notanter Ministris Ecclesiæ prænunciatas, etiamnum  
hodie esse hanc & Synagoga ejjectionem, seu Excommuni-  
cationem aliisque Ecclesiasticis Censuris, quas  
veri Christi Discipuli & veritatis defensores & Præ-  
dicatores sustinere injuste coguntur; & quarum metu  
plures succumbunt, quoniam diligunt magis gloriam  
hominum, quam gloriam Dei.

DE INTERDICTO

## CAPUT IX.

### De Interdicto.

#### §. I.

*Interdictum uti & Suspendio, subinde insiguitur per mo-  
dum Censuræ, & subinde per modum mere pænæ:  
& quomodo ab aliis Censuris distinguatur.*

**P**RÆTER Excommunicacionem famosissimam speciem  
Censuræ, hodie duæ alie species Censuræ à  
Theologis & Canonistis nomenclantur, scilicet Inter-  
dictum & Suspendio; idque conformiter ad responsum  
Innocentii III. in c. 22. in *De P. S.* Qui cuidam que-  
renti, quid per Censuram debeat intelligi, respondit,  
quod per eam non solum Interdictum, sed Suspendio  
& Excommunicacionis sententia valeat intelligi.

Hinc igitur uno consensu concludere Theologi &  
Canonistæ tres esse species Censuræ, Excommunicacionem,  
Interdictum, & Suspendionem.

At notandum, non omne Interdictum, neque  
omnem Suspendionem insigui per modum Censuræ,  
aut esse speciem Censuræ.

Convenit enim inter Theologos & Canonistas, Inter-  
dictum, & Suspendionem sæpius insigui per mo-  
dum mere pænæ, in aliarum pænatum Canonica-  
rum in punitionem commissi delicti.

Et quidem quandoque Interdictum aut Suspendio  
insiguitur alicui ob commissum delictum, absque respec-  
tu ad contumaciam & perseverantiam in delicto,  
potius reputanda est inscripta per modum pænæ in vindic-  
tam commissi delicti, quam per modum Censuræ.

Censura enim non insiguitur proprie in vindictam  
commissi delicti, sed ob contumaciam in crimine,  
neque principaliter ut ob perpetratum delictum quis  
puniat, sed potius ut frangat ejus contumacia,  
& à crimine recedat, & Ecclesiæ obediat.

Quapropter Interdictum vel Suspendio per modum  
pænæ insigui possunt ad certum tempus, prout gravitas  
ipsius delicti postulat; eoque elapso, Interdictum  
vel Suspendio evanescit. At tanquam Censura ad cer-  
tum tempus insigui non potest: eo quod hic insiguitur  
ad repræmendandam contumaciam, adeoque per tempore  
incerto, quo contingit durare contumaciam.

Hinc ulterius concluditur, non tantum prævie ad  
Excommunicacionem, sed etiam prævie ad Interdi-  
ctum & Suspendionem in ratione Censuræ, prærequi-  
ri contumaciam, ipsaque Canonica monitione esse  
& hic præmittendas, ut de contumacia constet.

Hæc autem non requiruntur, ubi in *meram vindic-  
tam* per modum pænæ Interdictum aut Suspendio in-  
siguitur, uti notat Scholasticus passim, atque inter alios  
Suaresius De Censuris *disp. 25. sect. 1.* eo quod non  
requiratur prævia contumacia in delicto, ut quis ob  
commissum delictum puniatur.

Igitur Interdictum, prout est species Censuræ distincta  
in ratione Censuræ à ceteris pœnis & impedimentis

V.

Cano-

Canonicis, dicitur: *Censura Ecclesiastica prohibens usum quarundam rerum sacrarum, ut fidelibus communem, quatenus talis est.*

Dicitur hic exclusus Excommunicatio, quia, etsi etiam hac interdicitur excommunicatio quarundam rerum sacrarum usum, non tamen eum prohibet, quatenus talis est, sive hoc ratione usus: sed prout est quaedam communicatio cum fidelibus, sive quia illis ubi nequit, nisi una censetur habere communicationem cum fidelibus, à qua communicatione per Excommunicationem est separatus & prohibitus.

Per hæc verba: *ut fidelibus communem*: distinctum volumus Interdictum à Suspensione, ut est Censura; eo quod hæc solummodo privet usu rerum sacrarum, uti est proprius ipsis Clericis: Quare etiam solis Clericis Censura Suspensionis insignitur.

Denique dicitur in descriptione, **ALIQUARUM rerum sacrarum usu**: quia hæc Censura non privat generaliter omnium rerum sacrarum usu, sed dimittat quæ in iure expressæ sunt.

Hæc autem sufficienter ostendunt, Interdicti descriptionem desumptam & circumscriptam esse conformiter ad ea, quæ recentiores Scholastici, & Detrahiunt Glossatores inveniunt & propoluerunt, ut Interdictum à reliquis penis Canonicis, & Excommunicatione, & Suspensione tanquam speciem Censuræ distinctam, probarent.

Nec enim facile reperies apud Veteres, Interdictum, ad instar Excommunicationis, fuisse habitum ut speciem Censuræ à potestate Clavium ligandi & solvendi dependentis, aut scrupulose à reliquis penis Canonicis distinctum.

## §. II.

*De distinctione Interdicti personalis, localis & mixti, item particularis & generalis.*

**I**uxta recentiorum & modernam disciplinam, ipsam, quæ receptam loquendi phrasim, Interdictum, ut est Censura, distinguere solet in personale, locale & mixtum.

*Personale* dicitur, quod dirigitur directe & immediate in personam, eadem interdicendo aliquarum rerum sacrarum usum ob contumaciam in delicto.

Vocatur vero *locale*, quod directe & immediate refertur ad locum aliquem sacrum, ita ut prohibeatur sibi Interdictio rerum sacrarum respectu ipsius locum sacrum, in quo res sacræ peragi debent.

Mixtum appellatur, quod quasi ex utroque constatur; dum scilicet æque directe prohibeatur sive Interdictio usus rerum aliquarum sacrarum, & personæ & locum respectu.

Personale Interdictum vocatur passim *ambulatorium*; eo quod personas, quocunque loco consistant, sequatur. Personæ quippe Interdictio ligatur in nullo loco habent usum rerum sacrarum, ipsis nempe Interdictum, sive in nullo loco sacro Divinis interesse possunt; tamen eo in loco sacro fieri possunt, & alibi non Interdicti interesse possunt, uti declaratur in c. 16. *De sentent. Excommunic. in VI.*

Interdictum vero *locale* solum locum afficit, ut minimum in eo sacra officia celebrari nequeant, aut rerum sacrarum usus haberi, salva moderatione in iure expressa.

At personæ, si alias non sine Interdictu, alio in loco non Interdicti Sacris interesse possunt, uti declaratur in dicto cap. 16. *De sentent. Excommunic. in VI.*

Ex his facile intelligitur, effectum Interdicti mixti esse, impedit usum rerum sacrarum in loco Interdicti in quantum refertur ad locum, & quatenus respicit personas, eandem usum interdicere personas quocunque in loco, etiam alias non Interdicti.

Interdictum tam locale, quam personale subdividitur in singulare, & universale sive generale.

Locale universale sive generale dicitur, quando locus aliquis continens sub se plura loca sacra sine expressione aliquorū determinati loci sacri indefinite & generaliter subicitur Interdictio: puta Regnum integrum, aut Provincia vel Republika, Diocesis, Civitas, &c.

Hujus Interdicti meminisse Bonifacius VIII. in cap. 70. *De sentent. Excommunic. in VI.* ibidem declarat:

Beneficium relaxationis ad cautelam quoad Interdicti sententias in civitates, castra, vel quolibet alia loca, sive terras aliquas generaliter promulgatas, locum aliquatenus non habere.

Similis Interdicti mentionem facit idem Pontifex in c. 17. *ead. in VI.* declarat: „Quod si civitas, castrum, aut villa Ecclesiastico subiciatur Interdictio, illorum suburbia, & continentia ædificia eo ipso intelligi velint Interdicta.

Dicitur adrem *particulare*, si unus locus faciat, vel etiam plura loca, sed singulariter & nominatim expressa subiciantur Interdictio.

Personale Interdictum vocatur generale, sive universale, si communis aliquæ personarum plures indefinite numero comprehensæ personas, generaliter sine ullius in particulari expressione, sed sub expressione communis subicitur Ecclesiastico Interdictio.

Hujus usus occurrit in cap. 16. *De sentent. Excommunic. in VI.* declarat: „Si sententia Interdicti profertur in Clerum, non intelligi (nisi aliud sit expressum in ea) Interdictum populum, neque etiam e contrario: unde (ali) uno Interdictio ipsorum, alius admittit ad Divina.

Si veto unus, aut etiam plures expresso nomine singularium Interdicti subiciantur, dicitur Interdictum particulare.

Porro hodie nomine Interdicti, solet communiter intelligi Interdictum generale, quo communis aliqua sine speciali personarum expressione & nominatione Interdicitur.

Ad hanc vulgarem Interdicti acceptionem indubie reflexit Vir eruditus Dandinius Alelectra lib. 6. *De Jurisf. Eccl. c. 12.* dicens: quod Interdictum „sit Censura Ecclesiastica, per quam Sacris interdicatur Civitas vel universa ob crimen & scandalum publicum. Item, quod Interdictum nihil aliud sit quam Excommunicatio generalis, quæ Interdicitur populo vel universitati, ut Excommunicatio singularibus personis.

## §. III.

*An olim notum fuerit Interdictum generale, prout hodie sumitur?*

**I**nterdictum prout est Censura, ac signanter locale vel mixtum generale, parum notum fuisse primis Ecclesiarum sæculis apparet.

In primis S. Augustinus Episc. 250. reprehendit Auxilium Episcopum, quod ob delictum à patre commissum excommunicasset filium, & totam familiam, scribitque quod cupiat edoceri: „Quomodo recte anathematizetur pro Patris peccato Filius, aut pro Mariti Uxor, aut pro Domini Servus, aut quicumque in domo etiam nondum natus, si eodem tempore, quod universa domus esset ana- themate obligata, nascatur, nec ei possit per Lavacrum regenerationis in mortis periculo subveniri.

„Audisti forsitan (ait) aliquos magni nominis Sacerdotes cum domo sua quæquam anathematizasse percontantur? Sed forte si essent interrogati, repenter idonei reddere inde rationem. Ego autem (pergit Aug.) quoniam si quis ex me quaerat, utrum recte fiat, quid ei respondeam non invenio, nunquam hoc facere vis sum, cum de quorundam facinorosis immaniter adversus Ecclesiam perpetratis gravissime permoverer.

Post hæc rogat Episcopum, ut, si filium illius, qui crimen admittit, innocentem deprehendat, sententiam Anathematis, quam foris passione aliqua præventus & commotus in ipsum ejusque familiam tulerat, revocet. „Nec arbitris (inquit) ideo nobis non posse subreptè injunctam commotionem, quia Episcopi sumus: sed potius cogitemus inter laqueos remanentium periculosisse vivere, quia homines sumus.

Fragmentum hujus Epistolæ refert Gratianus *caus. 24. quæst. 3. Cen. t.* quo relatio concludit. „Ut ergo ex hac auctoritate evidenter monstratur, illicitum quia excommunicatur pro peccato alterius, neque aliqua ratione nititur, qui pro peccato unius in totam familiam sententiam ferunt Excommunicationis.

Non obscure tamen fletur August. in verbis supra citatis: *Aliquis magni nominis Sacerdos cum domo sua aliquem anathematizasse*, aut saltem id tanquam à dictis Sacerdotibus factum, tunc fuisse relaxatum.

Et sane legitur de S. Basilio *Epist.* 244. quod interrogatus quid agendum de illo, qui filiam alicujus expuerat, responderet, Filiam Patribus restitendam, ipsum autem raptorem, ejusque complices excommunicari debere: „Villa vero (ait) quae raptorem suscepit, perit cum rapta, nec reddiderit, procius suspensa, sit à precibus & orationum communione.

Hic in primis notandum, Basilium Excommunicationem duntaxat denunciare in ipsum raptorem, ejusque complices: at ipsam villam sive homines villae tantum à precibus & orationum communione suspendere, idque si raptorem cum rapta suscepit nec reddiderit: qua susceptione & non redditione eos raptui cooperatos esse apparebat.

Quin enim Basilus eo in loco intellexit per villam non aedificium seu domum materialem, sed familiam seu homines villae, qui raptorem cum rapta susceperant, ex ipso contextu manifestum est.

Ex quo ulterius manifestum est, S. Basilium nequaquam excommunicasse, aut Ecclesiastico Interdicto subjecisse totam familiam innocentem ob peccatum unius: sed ad illam poenitentiam relegasse, qui criminis raptus, recipiendi raptorem cum rapta cooperati videbantur.

Si illi magni nominis *Sacerdotes* (quorum facta in hunc defensionem adducebat Auxilius Episcopus, ad quem citatam Epistolam scripsit Augustinus) auditi fuissent, (ui eos auditi auebat S. August.) non aliud forsitan, quam quod Basilus fecerat, se egisse probassent.

Quidquid sit, nescio, nullum illum apud quatuor primorum saeculorum Auctores exemplum Interdicti generalis, in familiam aut communem ob unius, quamvis Patrifamilias aut Superioris crimen, quantumvis enorme, pronuntiarum reperitur.

Po antiquitate Interdicti antiquius profecti non foret, quam quod occurrit apud Gregorium Turonensem *lib. 8. Historia Francie* c. 31. Narrat eo loco Gregorius, quod, cum S. Praxentius Episcopus Rothomagensis, in Ecclesia ipso die Paschatis peragendis Divina Officia esset trucidatus; „Leudowaldus Episcopus Epistolae per omnes Sacerdotes dixerit, & accepit consilio Ecclesias Rothomagensis clausit, ut in his populus „solemnia Divina non spectaret, donec indagatione communi reperiretur hujus Auctor sceleris.

Circa hanc speciem Interdicti in primis notandum, hic de inmanissimo & admodum scandaloso scelere agi.

Secundo, quod criminis hujus Auctor ignoraretur. Tercio, Interdictum duntaxat fuisse positum, donec indagatione communi reperiretur hujus Auctor sceleris.

Adhuc admodum verisimile est, Sanctum hunc Episcopum non alia de causa trucidatum, nisi quia Evangelicam libertatem & constantiam vicia populi argueret: atque ea de causa multorum odia in se concitasset: ut proinde Leudowaldus merito populum à Divinorum Officiorum usu in Ecclesiis Rothomagensibus, tanquam aliquatenus de trucidatione sui Pastoris suspectum excluderet, donec communi indagatione reperiretur hujus Auctor sceleris.

Neque prohibuit Leudowaldus in his Ecclesiis celebrari Solemnia Divina, sed duntaxat Ecclesias Rothomagenses clausit; ut in his populus Solemnia Divina non spectaret: ita ut tantum populus videatur à Divinis exclusus & interdictus fuisse.

Interim ex hoc facto Leudowaldi non ostenditur, quod ob crimen tametsi atrocissimum, & summopere execrandum, cujus Auctor ignoratur, integra Civitas aut Communitas Interdicto subjiceretur, donec Auctor criminis à praetento crimine cessasset & satisfecisset; & Ecclesiae se submiserit: cum expresse Leudowaldus hoc suum Interdictum duntaxat durare voluerit, donec indagatione communi reperiretur hujus Auctor criminis.

Nec facile invenitur, generale, hujusmodi Interdictum ante saeculum X. vel XI. institutum, ut criminis Auctor, quantumvis is esset Communis vel Civitatis Caput, vel Superior, aut Dominus, ad submersionem & correctionem per simile generale Interdictum adigatur.

Legitur quod in Synodo Lemovicensi anno 1031. adversus generalem morbum, qui contumacia Principum & Magistratum secularium adhibebatur, Odoricus Abbas Episcopus pro remedio suggererit institutionem publicam & generalis Excommunicationis per totam terram Le-

Man Effen, Pars VI.

movicensem, eo modo que in Actis Synodi describitur, tomo 9. Concil. general. pag. 902. & seq.

Huc consilio acquiescente Episcopum Lemovicensem indicat Ademarus Engolismensis sub eodem tempore scribens: „Alduinus Episcopus Lemovicensis pro nequaquid populi novam observantiam constituit, scilicet Ecclesias & Monasteria cessare à Divino cultu, à Sacrosancto Sacrificio, & populum quasi pagam à Divinis Laudibus cessare, & hanc observantiam Excommunicationem censet.

Cum Ademarus hanc observantiam vocet novam: Et eodem saeculo Ivo Carnotensis de simili Interdicto scribens *Epist.* 94. illud vocet Remedium Insulicium, admodum verosimile est, ante haec tempora notum non fuisse, aut saltem admodum rarum & inusitatum.

#### §. IV.

*Interdictum generale labentibus saeculis frequentius imperium; quam funestis ejus soleant esse effectus.*

**A**nte saeculum undecimum vix notum fuisse generale Interdictum, prout hodie id accipitur, praecedenti §. ostensum est.

At labentibus saeculis, praesertim post Gregorii VII. Papae tempora frequenter invaluit usus Interdicti, notanter generalis in integras Provincias, quin & Regna: ita ut ad frangendam Regum aut Principum contumaciam Regna & Provinciae Interdicto tam locali quam personali subijcerentur.

Nec tantum à Romanis Pontificibus, sed & tandem ab Episcopis, Civitates & Dioeceses integre involvuntur generali Interdicto, praesertim ob violatam, ut praecedebat, Ecclesiasticam immunitatem.

Plura similia generalia Interdicta occurrunt & describuntur apud Historicos praesertim Germanos, Gallos & Anglos, quorum Regna his Interdictis generalibus non semel legatum fuisse involuta saeculis XII. & XIII.

Famosum fuit & ab Auctoribus descriptum generale Interdictum in totum Regnum & terras Regis Galliae tempore Philippi I. per Innocentium III.

Philippus enim Rex Galliae, defuncta prima uxore filia Balduini Comitis Hannoniae, duxit uxorem Ingeburgem sororem Canuti Regis Danorum: vix contracto Matrimonio ipsa Ingeburgis Regi displicere cepit, eamque tandem variis exquisitis pretextibus dimisit, atque ipsa adhuc vivente, in uxorem duxit.

Rex Danorum ob hanc fororis suae dissimulationem offensum, primum apud Cælestinum III. Pontificem, ac dein apud Successores ejus Innocentium III. instituit, ut Philippus ad dimittendam superinductam, & recipiendam dimissam coegeretur.

Cum autem Philippus saepius monitus obtemperare nollet, tandem Innocentius III. sub finem saeculi XII. generale Interdictum per totum Regnum Galliae, omnesque Pontificis Dioeceses per suum in Galliam missum Legatum promulgari fecit.

Octo mensibus Interdictum hoc duravit, ejusque occasione contentionem & scandalum plurimum per Galliam exorta fuit, ipsique Episcopi inter se divisi, aliis in gratiam Pontificis Interdictum servantibus, aliis qui Regi obsequi malebant, illud spernentibus.

Inter non observantes Interdictum fuerat Episcopus Alstiodorensis, qui una cum aliis nonnullis Episcopis Pontifici scripserat, exponens rationes, ob quas sibi videtur Interdictum in suis Dioecibus haerentem non observandum, postulans ut mentem Pontificis super his intelligere posset. Sed cum dictus Episcopus interim Interdictum non servaret, eam ut irregularem habuit Innocentius.

Huc de causa cum Episcopis Alstiodorensis, durante hoc Interdicto, esset electus seu postulatus ab Ecclesia Metropolitanam Senonensem, ejus Electionem admittente noluit Innocentius ob non servatum hoc Interdictum, & ejus occasione scriptae sunt ab Innocentio litterae, quarum fragmenta referuntur in c. 1. & 2. de Postulat. Item cap. 7. de Officio Legati, & cap. 47. de Appellationibus, quae sine notitia hujus Interdicti ejusque historia vix intelligi possunt, de quibus consulenda Gestis & Epistolae hujus Pontificis edita per Stephanum Baluzium.

V 2

Ante-

Attento primero horum Interdictorum rigore, in omnibus Ecclesiis Interdictio subiectis omnia plane Divina Officia cessare jubebantur; ipseque populus interdictus usu Divinorum Officiorum & Sacramentorum, quin & institutionum privabatur.

Et quidem prædictus Innocentius III. Legato suo præfribens formulam jam dicti Interdicti per Regnum Gallie promulgandi, in eam quo Philippus Rex Gallie dimissam uxorem & Reginam non reciperet & superinductum non dimitteret, mandat *Epistolæ. 145. lib. 1.* ut ex tunc totam terram ejus, Appellatione postposita, subiaciat Interdicto: *Itaque præter Baptisma parvulorum, & Penitentiam morientium nihil in ea Divinum Officium celebratur.*

Unde & in Chronico Altfiodorensi ad annum 1200. occasione hujus Interdicti scribitur: „ Erat in toto Regno (Gallie) lugubris Ecclesiæ facies, quia nullæ celebrabantur in Ecclesiis Sacramenta, vel Divina Officia, præter Viaticum & Baptisma: nec modo in Ecclesiis, sed & Monasteriis cessatum est à Divinis, negatur mortuis sepultura, erant hinc ubique per Regnum mortificia circumfusa, cum hic Ecclesiæ silentia organa, & ota canentium Domino clauderentur.

Experientia autem docuit, quod ex diffinitione hujusmodi Interdictorum exaceresceret indevotio populi, pulsarent hæretes, & infinita pericula animarum insurgent, uti tætetur Bonifacius VIII. in *Cap. ALMA MATER. De sententia Excommunicationis. in P.* „ Quin & adolecentes & parvuli: participantes rariis Sacramenta, rarius inflammantur & solidantur in Fide, Fidelium tepescit devotio. „ Ut idem Pontifex asserit in *Extravag. De sententia Excommunicationis. inter communes.* „ Et testis Glossographus ad citatum *Cap. ALMA MATER. verbo, insurgunt:* „ Audivi de quodam loco „ in Marchia, quod tanto tempore steterat Interdictum, quod facta relaxatione, homines 30. vel 40. annorum, qui nunquam audiverant Missam, deturbant Sacerdotes celebrantes.

Ut his incommodes occurrat, varii Pontifices diffinitionem seu rigorem Interdictorum, signanter quoad cessationem Divinorum Officiorum & Sacramentorum usum & administrationem mitigant, præsertim prædictus Bonifacius VIII. in allegato *cap. Alma Mater.* „ atque prospera in descriptione Interdicti dictum est, quod sit Censura privans usu aliquorum rerum sacrarum, *prout in jure expressum est, id est, salvis modificationibus in jure expressis.*

Insuper testis eodem Bonifacio in citata Extravagante; „ Nonnulli Judices nimis prompti ad proferendas sententias Interdicti erant, etiam in causis, quæ interdum plus ex cupiditate, quam charitatis radice percipisus iudicii procedere arguerentur.

Ex eadem Extravagante edocemur, quod Judices Ecclesiastici, etiam Civitates, quin & Provincias Interdicto subijcerent *propter pecuniarum debito*, vel cuiusvis moneat vel pecunie quantitate, quod ne impostum quocunque quæsitio colare fiat, *auctoritate ordinaria vel delegata* ibidem prohibetur.

Quin ex Pragmatica Sanctione Caroli VII. Regis Gallie titulo *De Interdictis non leviter penandis*, intelligitur, quod ad subijciendum Interdicto integrum Territorium sufficeret, si Toparcha sive Caput illius Communitatis, vel Magistratus Communitatem representans, nollet ejicere à suo Territorio aut Communitate aliquem nominatum Excommunicatum.

Cum autem frequenter ex levibus causis ad Interdicta Judices Ecclesiastici prolitterent, moderatio servanda ibidem præscribitur; *Quoniam (ait) ex indifferetia Interdictorum promulgatione multa consueverunt scandala evenire.*

Recte autem hic monet Glossographus Pragmaticæ Sanctionis: „ Discretio suadet, ut prius delinquentes specialiter & nominatim interdicantur, & non alii, ut ab initio delinquentes generaliter non interdicantur, quoad omnes effectus Interdicti, sed quoad quosdam, scilicet primo interdicatur culpabilibus Corpus Christi, & sepultura in Cimiterio, & sic paulatim procedendo de effectu in effectum, & demum cum in maiorem profundum laberentur, propter eorum culpam Interdictum generale proferendum, ut omnes inculpabiles contra delinquentes insurgant.

Quam funestis fuerint hæc similia generalium In-

terdictorum effectus, experientis dequit, signanter, dum hæc proferbantur, ut subditi inculpabiles in Reges aut Principes vel Magistratus insurgent.

Quam id à mente Patrum ac norant S. Augustini esset alienum, ex dictis supra intelligi facile potest, quod quidem nequidem per Censuras contra faulces personas ob periculum Schismatis & divisionis procedendum iudicaretur.

Ob hos quoque indubie funestes effectus tandem conigit, ut rariis his postremis temporibus fuerit Interdictorum generalium usus; æque alium scitor à Romanis Pontificibus positum post illud, quod Paulus V. anno 1606. contra Rempubliam Venetam evulgavit, ob violatam, ut præcedebatur, immunitatem & libertatem Ecclesiasticam, occasione quorundam Statutorum ab eadem Republica editorum.

In hac Bolla in primis Dux Venetorum, Senatus Reipublicæ, Statusriti & eorum Fautores, Consulares, Adherentes, & horum quilibet, etiam non essent specialiter nominati, excommunicabantur, Excommunicatione Romano Pontifici reservata.

Deinde Civitatem Venetiarum, & alias Civitates, Terras, Oppida, & loca quæcunque ac universum temporale Dominium dicte Reipublicæ Ecclesiastico Interdicto suppositum, uti latius in Bolla exprimitur, quæ integra habetur apud Melchiorum Gualdum tomo 2. Monarchiæ Romani Imperii pag. 182.

Subiungitur & ibidem Decretum Leonardi Donati Ducis Venetiarum, omnibus Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, aliisque Ecclesiasticis sub Domino Reipublicæ Venetæ existentibus inscriptum, quo declarat prædictum Breve Pauli V. „ Non modo ut injustum indebitumque, verum etiam ut nullum, nulliusque valoris atque momenti habendum esse, itaque ita „ invalidum (ait) irritum & fulminatum illegitimum, & de facto, nulloque juris ordine servato, sit ea remedia adhibenda nos duxerimus, quibus Nos & nostri, & alii Supremi Principes uti sunt cum Pontificibus, qui pontificis sibi à Deo in edificatio nem tradidit limites ac modos egressi fuerunt. „ Referuntur & in eodem tomo varia Opuscula & Consultationes Theologorum & Jurisperitorum occasione hujus Interdicti composita, ex quibus, & uti ex Historia hujus Interdicti perspicuum est, horrende contentiones, dissensionibus & scandalis ratione hujus Interdicti expositam fuisse Rempubliam Venetam.

Ceterum effectus Interdicti localis est, ut „ is qui scienter celebrat in loco supposito Interdicto (si nisi super hoc privilegiatus exultat, aut à jure sit concessum eidem) irregularitatem incurrat: à qua „ non quirit per alium, quam Romanum Pontificem absolvi, & adeo efficiuntur intelligibiles, quod nec cum aliis ad eligendum admitti debuit: uti statuitur in *cap. 18. De sententia Excommunicationis. in P.*

Hunc effectum non habet Interdictum, nisi latum in *ratione Censuræ*: quapropter licet nequeat celebrari in loco cessantis à Divinis subiecto, nihilominus in eodem celebrant irregularis non efficitur, uti evidenter supponitur in citato *Capitulo 18.* ubi declaratur, quod is, „ qui in Ecclesia sanguinis effusio, „ ne polluta scienter celebrare presumat, licet in hoc „ temerarie agat, irregularitatis tamen laqueum non incurrat.

Rationem allegat: *Cum id in jure expressum non sit.* Evidenter igitur supponit, cessationem à Divinis esse omnino distinctam, etiam quod effectum Juris ab Interdicto: Quam distinctionem Veteribus notam fuisse non inveniunt.

Hinc recte monet Claudius Fleury in suis *Institutiis part. 3. cap. 21.* quod Interdictum non minus requirit prævias monitiones Canonicas, & sententiam ut minus declaratoriam, atque ipsa Excommunicatione, non autem cessatio à Divinis, utpote quæ Censura non est, sed potius rationem habet meræ pænæ, quæ præviam consummationem nequaquam requirit; ut supra annotatum est.

## CAPUT X.

## De Suspensione.

**Q**UAE precedenti capite §. 1. dicta fuerunt de distinctione Interdicti insidit per modum poenae, & insidit per modum Censurae Ecclesiasticae, eadem obtinent circa Suspensionem.

Et quemadmodum Interdictum primitus inter species Censurae numeratum non legitur, ita et Suspendio: neque haec scrupulose à depositione aliisque poenis Canonici tanquam proprie dicta Censurae secernebatur: sed de Suspensione loquebamur Veteres, prout de aliis poenis Ecclesiasticis indignant Clericis pro ratione culpae: neque eam à Potestate clauvium magis, quam poenarum Canoniarum indictionem credebant procedere.

Unde descriptio Suspensionis prout est species Censurae desumenda est neque ac ipsius Interdicti, ex illis quae induxit & recipit possessor tandem: disciplina fundata praecipue super quibusdam recentioribus Pontificum Decretalibus, atque Theologorum Scholasticorum, & Canonistarum communis opinionem: qui his Decretalibus firmiter inhaeserunt; nulla pene ad pristinum Disciplinam, aut veterem loquendi modum reflectione facta.

Conformer proinde ad hanc Doctrinam, & receptam hodie opinionem definitio fuit Suspendio ut est species Censurae: „Censura Ecclesiastica, qua Clericus, vel ob culpam suam prohibetur ab executione Potestatis Ecclesiasticae, quam habet ratione Officii vel Beneficii Ecclesiastici.

Eam distingui ab Excommunicatione observant, quod Excommunicatio non privet Excommunicatum usu Potestatis Ecclesiasticae, quatenus talis, uti privat directe Suspendio: sed duntaxat privet illo usu, in quantum habet rationem communicationis cum reliquis Fidelibus.

Hinc & profuit alia differentia, nimirum, quod Excommunicatio fit Censura communis Clericis & Laicis: Suspendio autem propria fit *solis Clericis*; utpote quibus solis interdicti potest usus Potestatis Ecclesiasticae: ut talis: quandoquidem non nisi Clericis hic usus ratione Officii vel Beneficii Ecclesiastici competere queat.

Ex praedicta descriptione etiam deducitur, Suspensionem posse dividi in eam, quae est ab Ordine, in eam quae est à Beneficio, & in eam quae est ab omnibus functionibus, quae sunt ab Ordine, tum à Beneficio dependent: haecque dicitur Suspendio *totalis*.

Et quidem Suspendio ab Officio simpliciter prolata importat Suspensionem, tam ab his quae Ordinis sunt, quam quae sunt Jurisdictionis, uti communiter tractant Canonistae ad cap. 1. *De sent. Excommunic. in VI.*

Suspendio autem subinde partialis duntaxat est, quando nimirum solum quosdam actus vel functiones respicit; puta solius Ordinis vel Jurisdictionis duntaxat, aut etiam aliquem vel aliquos particulares actus Ordinis, vel Jurisdictionis, uti notat Glossa ad *Clement. III. De penis* verbo, *Suspendio*.

Ex cum hodie frequenter humari Beneficium, praesertim à Canonistis, per jure percipiendi fructus, ea quae ratione dicatur Beneficium dari *propter Officium*, ideoque dubitari coepit, num Suspendio ab Officio simpliciter, intelligatur quoque Suspendio à Beneficio, si vero jure percipiendi fructus: quae ambigua ut tollatur, in generali & absoluta Suspensione solet expressè dici, ab Officio & Beneficio.

Ceterum ad ea, quae Clericis & Laicis sunt communia, Suspendio quantumvis generalis proprie non extenditur, sed tantum ad ea quae Clericis propria sunt.

Unde Suspendio non privat Clericum passiva Sacramentorum susceptione, neque ingressu Ecclesiae, aut Ecclesiastica Sepultura, imo nec functionibus secularibus, si quae forsitan Clerico competant, & Beneficio sine annexo: quia non sunt functiones Ecclesiasticae, siue Clericales, neque eas Clericus proprie exercet ut Clericus, quandoquidem & eas Laici obire queat.

Praeterea Suspendio prout est Censura non attingit proprie, nisi ea quae jure ordinario competunt Clerico ratione Ordinis vel Beneficii; nec proprie versatur circa ea quae ex mera gratia vel jure delegato ad beneficium delegantis Clerico sunt demandata.

Cum enim haec ad arbitrium fuit beneficium non de-

legantis revocari queant, non est impedienda Censura, ut huc Clerico interdicanur, vel ab his suspendatur; sed nuda & simplex revocatio sufficit, ut recte notat Suarezus *De Censuris disp. 4. sect. 7. num. 33.*

At illis, quae Clerico competunt *jure juri Ordinis vel Beneficii*, non potest interdici, nisi ob culpam sine causam in jure probatam, quatenusmodum privati aliter non potest suo Beneficio.

Dum enim quis interdicitur similibus functionibus ipsi Beneficio *jure ordinario* annexis, quodammodo privatur in totum vel per parte Beneficio, quod proprie in Officio ejusque exercitio consistit; puta si Parochus suspendatur à functionibus Pastoralibus Beneficii suo Parochiali annexis, aut Canonici à functionibus Canonialibus, in effectu à suo Pastorum vel Canonice suspenduntur.

Ex quidem sicuti Beneficiarius à suo Beneficio deponit, aut in ejus pacifica possessione impeditur vel turbatur nequit, nisi ex iusta & Canonica causa, itaque servato juris ordine; aut nec à functionibus Beneficii annexis suspendi potest, nisi iusta de causa, ac servato juris ordine; siue haec Suspendio insignitur per modum poenae, siue per modum Censurae: quandoquidem tam per unam, quam per alteram Beneficiarius in possessione siue exercitio sui Beneficii impeditur, seu turbatur.

Quapropter si Suspendio fuerit insidit, servato juris ordine, sed tamen cum injustum credat Suspendio, poterit ab hac sententia, non secus atque ab Excommunicatione, aut alia poena Canonica in jure insidit, appellare.

Si autem circa juris ordinem fuerit Suspendio insidit, atque ita *via facti* per hanc Suspensionem in sua pacifica possessione Beneficiarius turbetur, poterit ad comprimendam hanc violentiam, & vim tollendam recedere ad Regios Magistratus, quemadmodum supra circa Excommunicationem *via facti* insidit expostum est.

At vero, si Clericus exercet functiones Ecclesiasticas *ex mera gratia & simplici delegatone* sine ullo Canonico titulo, sufficit ordinarie sola revocatio jure gratiae vel delegationis: eo quod haec gratia vel delegatio solet unice dependere à voluntate & beneficio dantis vel delegantis.

Cum ergo nullo suo fundamento, seu jure vel titulo in tali Clerico subsistat exercitium talium functionum, proprie Clericus hic à functionibus non suspenditur; sed duntaxat Episcopus, aliusve delegans revocat gratiam siue delegationem, declarando contrarium suum voluntatem, à qua dependet quidquid juris ad has functiones Clericus ille praeterdere possit.

Suspendio non tantum ad certos actus, sed etiam ad determinata loca restringi potest, puta, quod his vel illis locis functiones Ecclesiasticas suscipiis exercere nequeat, siue quod nullis in tali loco obviandis suspendatur.

Suspendioem quoque limitari possit *ad certum & determinatum tempus*, communiter docent Doctores post Glossam in *Clement. 3. De penis*. Verum haec distinctio de Suspensione, ut est Censura, intelligi nequaquam potest.

Censura enim, quae praecipue insignitur ad Correctionem, & frangendam Contumaciam in delicto, ad certum & determinatum tempus limitari non potest, sed semper habet tempus indeterminatum, nimirum quousque ligatus Censura se emendaverit, & Ecclesiae se submiserit & satisfecerit.

Cum ergo resipiscencia peccatoris non habeat terminum definitum, repugnat plane fini & naturae Censurae, ut per definitio tempore imponatur; ut recte notat Suarezus *De Censuris disp. 7. sect. 1. num. 9.*

At Suspendio, quae insignitur per modum poenae, siue Penitentiae pro culpa commissa, ad certum tempus limitari vel extendi solet, pro ratione culpae per penitentiam eluende, aut per poenam puniende.

Haec Suspendio per modum poenae insidit, & ad certum tempus limitari, ipso hoc tempore ipso jure expirat, ut Suspendio functiones, à quibus fuerat Suspendus, possit sine ulla praevia absolutione resumere: cum tamen ligatus *valida* Censura nequaquam plene liberari queat, nisi obenta absolutione.

Hinc manifestum est; quod Concilium Tridentinum *Sess. 23. cap. 8. de Reform.* loquatur de Suspensione inturrenda per modum poenae, non autem per modum Censurae, declarans Episcopum ordinantem aliterum Diaconum sine licentia sui Ordinarii suspendum *per annum* à collatione Ordinum.

Et similiter *in c. eadem Sess.* declarat suspensum *ipso jure* ab Officio & Beneficio similiter *per annum*, tamen

edentes litteras dimissoriales contra formam ibi prescriptam.

Cum autem plerumque Suspensiones in iure expressae, quae vocari solent Suspensiones iuris, sint ad certum & determinatum tempus restrictae, argumentum evidens est, iura illa non loqui de Suspensione, ut est Censura, sed ut est *pœna*: monereque etiam Suarez loca citato, „ quociescunque privatio aliqua „ Communione Eucharistica, vel alia similis Suspensionis pro certo tempore absolute & sine ulla conditione ponitur, illam non esse Censuram, sed *pœnam* quandam alterius rationis, quæ non pro contumacia comprimenda, sed ut pœna pro delicto commisso pœte imponitur.

Quod de Suspensione ad certum & determinatum tempus hic notandum est, id & de Interdicto ad certum tempus restricto similiter dicendum: scilicet simile Interdictum non posse reputari Censuram, sed meram pœnam Canonice.

Quare circa similia Interdicta & Suspensiones servande potius sunt Regulae, quæ in indigendis penis Canonice prescripse sunt, quam quæ in materia Censurarum sunt statuta.

Suspensio ab Ordine vel Beneficio reddit Clericum irregularem, si durante Suspensione functiones Ordinis aut Beneficii, à quibus suspensus est, exerceat.

Imo si quis Presbyter simpliciter sit (suspensus ab Ordine, & exerceat durante Suspensione vel functiones Ordinum minorum, ipsum per hoc incurrere irregularitatem, docet Fagnanus ad Cap. 2. in De Clerico excomm. minist. modo tamen has functiones obest tanquam insignitus Ordine ille, cui functio, quam exerceat, est propria: secus si exerceat eam functionem, sicut etiam Laici eam habere obest sine ullo ad Ordines minores respectu.

Proinde stante consuetudine Ecclesiarum, quæ functiones has minorum Ordinum etiam in publicis Officiis permittit indifferenter per Laicos aut non insignitos his Ordinibus exerceri, non apparet, quod suspensus ab Ordine eas in his Ecclesiis exerceans propterea fieret irregularis; eo quod functiones ibi exerceantur abique respectu ad hos Ordines.

At, si in quadam Ecclesia laudabili consuetudine aut statuto nullas ad has functiones obundas admitteretur, saltem in solemnibus & publico Divino Officio, nisi his Ordinibus insignitus, tunc suspensus ab Ordine incurreret irregularitatem exercendo eo modo illas functiones; eo quod eas exercere tunc censetur cum respectu ad Ordines.

§. 1. De Absolutione à Censuris.

## CAPUT XL

### De Absolutione à Censuris.

#### §. 1.

*Censura tollitur per Absolutionem.*

**P**RIMIS Ecclesiæ sæculis fere incognitum fuisse apparet, hoc Absolutionis verbum sumptum pro relaxatione Censuræ.

In antiquis quippe Canonibus, & Scriptoribus hæc relaxatio verbo *pæcis*, *venie*, *reconciliationis* vel *communionis* solet exprimi.

Postquam enim peccatores emendationem & resipiscenciam suam probaverant, passim dicebantur recipi ad *pæcem*, *veniam*, vel *communionem*, vel etiam *reconciliari*.

At postmodum hæc relaxatio à Censuris dici coepit Absolutio; eo quod per eam relaxationem à vinculo, quo per Censuram vel Clavium Ecclesiæ fuerant ligati, censentur virtute earundem Clavium solvi, juxta illud Christi: *Quicunque ligaveritis super terram, erunt ligati & in caelis; & quicunque solveritis super terram, erunt soluti & in caelis*.

Itaque Absolutio à Censuris, de qua hic agitur, est remissio sive relaxatio Censuræ secundum Ecclesiæ formam concessa.

Et quidem ex præcatis Christi verbis evidens est, non minus hanc Absolutionem à Censuris esse actum dependentem à potestate Clavium, quam ipsam Censuram impositionem.

Hinc ulterius conficitur, quod sicut ratione admittitur criminis, licet admodum atrocis, nemo in Foro exteriori, & quoad Ecclesiam militanter censetur ligatus, nisi virtute Clavium fuerit per Censuram ligatus: nec à vinculo hoc habetur solutus, priusquam auctoritate Clavium fuerit absolutus à vinculo illo per Censuram ipsi injecto; tametsi coram Deo & Ecclesiâ triumphante esset per sinceram conversionem & actam poenitentiam absolutus.

Juxta hoc respondit Innocentius III. in Cap. 28. in De sentent. Excommunitat. quod „vinculum quo peccator ligatus est apud Deum, in culpa remissione dissolvitur: illud autem quo ligatus est apud Ecclesiā, cum sententia remittitur, relaxatur.

Inde refert Pontifex: *Quantumque se quis juramento preffixit, quod Ecclesiā mandata pareret, bonillare cerneret: quantumque poenitentia signa præficeret: si tamen morte præveniret Absolutionis non poterit beneficium obtinere, quamvis absolutus apud Deum fuisse credatur, nondum tamen habendus est apud Ecclesiā absolutus.*

Quare recte notat Suarez post alios Scholasticos disp. 7. sect. 1. n. 8. quod „certum sit, Censuram semel contractam non tolli ipso facto per emendationem peccatoris, vel quancunque satisfactionem peccatoris. Quod „ita fieri merito institutum est (ait) ut quod juridica & publica potestate ligatum erat, eadem dissolvatur.

#### §. II.

*De Absolutione in Foro poenitentiae, & For contentioso.*

**N**OTUM est supra Cap. 2. §. 2. plurimis sæculis ignotum fuisse in Ecclesiâ distinctionem Fori contentiosive externi, à Foro interno seu poenitentiae, in usu & exercitio Clavium: quodque institutio Censurarum, & impositio poenitentiarum per peccatis ab eodem Clavium actu procederet, & in eundem finem tenderet.

Tunc etiam ignota erat distinctio Absolutionis à Censuris & peccatis, quod Forum externum seu contentiosum, ab ea quæ dicitur Absolutio in Foro interno sive poenitentiae: utraque enim ab eodem Clavium actu procedebat, & ad eundem finem tendebat.

At labentibus sæculis dum invaluit in Ecclesiâ distinctio Fori contentiosi à Foro interno seu poenitentiae, una induta fuit distinctio Absolutionis à Censuris quoad Forum externum, & Absolutionis quoad Forum internum sive poenitentiae duntaxat.

Hinc una invaluit utriusque Absolutionis distinctio effectus: ut scilicet Absolutio effectum suum operaretur solum in suo respectivo Foro.

Insuper sicuti ex separatione utriusque Fori, tandem inductum est, ut alius esset Minister Clavium in Foro exteriori per institutionem Censurarum, & alius Clavium Minister quoad Forum internum & poenitentiae: ita & citæ Absolutionem à Censuris contigit, ut sapius qui potest absolvere à Censuris in Foro poenitentiae, non possit absolvere in Foro exteriori & contentioso, vel è contrario.

Quapropter Absolutio obstant in Foro poenitentiae vigore Litterarum Jubilæi alteriusve gratiæ, nequaquam prodest in Foro exteriori sive contentioso, uti notat & probat Covarruvias ad Cap. ALMA MATER par. 1. §. 11. num. 16.

Monet præterea vers. Quam, „ quod Absolutus „ in anime judicio, etiam poenitentia peracta, possit „ in exteriori Foro accusari & puniri. „ Quod latius „ probat lib. 2. var. Resolut. c. 10. n. 3.

Rationem addit: „ Quia prior examinatio in conscientie judicio præcipue fit ad poenitentiam & satisfactionem Divinæ offensæ, posterior autem ad publicam vindictam & Reipublicæ satisfactionem.

Observat quoque usitatum stylum Curie Romanæ manifeste hanc distinctionem Absolutionis quoad utramque Forum supponere.

Juxta hunc enim stylum, „ R. Pontifex non commisit per Jubilæum aut Bullas Confessoris Sacerdotibus committere ea, quæ Forum contentiosum concernunt, sed tantum ea, quæ ad poenitentiam Forum & conscientie purgationem spectant.

Deinde subjungit in huius probationem ex Ludovico Gomezio stylum, quem servat sacra Penitentiaria apud Curiam Romanam in committendis Absolutionibus in Foro poeni-



penitentibus „ Quoties (ait) petitur quid ad conscientiam Forum & iudicium animæ interius pertinens, id negotium Confessorio committitur, ut id expediat nulli iudicibus adhibitis, literis statim post ejus perfectam actionem laniandis & dilacerandis, nec ulla sit tunc compositio cum Romane Curie Datario pecuniaria quidem, quæ fieri solet & sit quoties quodam iudicium exteriori, & contentioso aliquo dispensatio similis negotium in Romana Curia expeditur.

Hæc distinctio autem præcipue obinet, quando ipsa Censura a iudice lata & denunciata est. Tunc enim necessarium est, ut Absolutio & reconciliatio etiam iudici probeatur: ut per eum saltem Absolutus declaratur; uti recitatior Suarez Disp. 7. sect. 5. numer. 29. notatque Zypæus Resp. 2. De Sentent. Excommuni. n. 6. „ Acta „ in Foro conscientie non præjudicant Foro exteriori; „ ac propterea in hoc non prodest Absolutionem etiam ex vi Iubilæi in Foro penitentia obtentam „ ad tollendos adus *Fori iudicialis*, inquisitionem Judicialis, accusationem partis alioque.

Sed quid si agatur de illo qui crimine, cui Excommunicatio lata sententia est amicta, commissæ puta mortis violentæ iniecit in Clericum ad sensum & mentem Canonicis *Si quis suadente diabolo*; sed qui antequam iudex pronunciaverit sententiam declaratoriam incurrere Excommunicationis facti penitentis ad Sacerdotem recurrit, qui ad casibus & Censuris etiam reservatis cum in Foro penitentia absolvere possit, & ipsa ipsum absolvit, & absolutus etiam in iunctam ad Sacerdotem penitentiam implevit, scandalumque publice datum modo per Sacerdotem præscripto publice reparavit. Num is ob factum illud, non obstante hac Absolutione obtenta, & publica penitentia ad repetandum scandalum perada, querat ulterius à iudice in Foro exteriori impetiri, & declarari Excommunicatus, examinat Zypæus citata Resp. 2. movetque, quod hic à iudice spectandum sit finis & scopus Excommunicationis, ut scilicet *cante provident Index Ecclesiasticus, ut in ea ferenda offensam se præsequi quod corrigentis fuerit, & mendentur*. Cap. 1. De Sent. Excomm. in 6.

Hinc concludit, quod iudex saltem ex officio ad Sententiam declaratoriam incurrere Censuræ proflittere non debeat, si publice constet, Reum de crimine commissi penitus, & scandalo publico satisfecisse, ac in Foro penitentia reconciliatum, & absolutum. Cum enim de emendatione, & correctione constet, non apparet, ad meclum ac conversionem ipsius penitentis ulterius Excommunicationem, aut ejusdem declarationem adhibendum esse.

Referunt ibid. Zypæus num. 7. ex Praxi Genueni Marti Antonii c. 27. „ Neapoli observari, ut in Foro conscientie absolutus non inquietetur in iudiciali, neque tum considerari publicam utilitatem; præsertim ubi pars non instat, sed iudex agit ex officio, seu Promotor, qui hic in illud quodam inquisitionem non surrogatur.

Quod sane sit iustum & scopo Excommunicationis, qui ab Apostolo exprimitur, ut *spiritus saluus sit in die Domini*, conforme apparet, quando ipse penitentis scandalum publicum reparavit, quemadmodum supra est expressum,

## §. III.

De Absolutione ad cautelam, & cum reconciliatione.

Hodie notissima est Absolutio ad cautelam, cujus & in Decretalibus Gregorii IX. & subsequentium Pontificum Constitutionibus frequens mentio fit.

At apud Antiquos nihil de hac specie Absolutionis occurrat. Primitus enim nemo ab Excommunicatione absolvebatur, nisi vel plene satisfecisset Ecclesie, vel plene iniussitum aut invaliditatem Excommunicationis, vel Censuræ probasset; ideo non nisi simplex & plena Absolutio nota erat.

Id recte notavit Franciscus De Roye Antecessor Andegavensis lib. 3. Insuper. Juris Canon. cap. 15. dicens: Est Absolutio ad cautelam antiquis Canonibus incognita; ex quibus non datur Absolutio nisi causa cognita, & ad finem Litis.

Isipsum annoverit Cojaciensis ad cap. 1. de iudicibus, ibidem advertens Decretum dicti c. 1. à Raymundo Decretalium Collectore esse insertum ad disciplinam sui temporis.

Referunt etiam in illis Decretis Cuiusdam Carthaginensis, in cuius Textu, quemadmodum & in prima Decretalium collectione apud Antonium Augustinum, legitur conformiter ad pristinam disciplinam: *Placuit omnibus Episcopis, ut nullus eorum quod vult deo (Episcopo Centurien) committere, donec causa ejus, qualem possuerit; TERMINUM sumat: ad est, plene fuerit examinata; & terminum sine finem sumperit.*

Raymundus autem his verbis sustinet: *Placuit, ut nullus eorum committere, donec satisfactione premissa absolutus sit.*

Quæ verba, donec satisfactione premissa absolutus sit, desumpta esse à Raymundo ex Decretali Innocent. III. lib. 1. cap. 23. & De P. S. notavit clarius Cojaciensis in qua Decretali agitur de Excommunicatione ad cautelam.

Apparet autem, hæc speciem Absolutionis ad cautelam circa seculum nonum aut decimum invaluisse.

Cum enim illo tempore frequentiores esse cessissent Censuræ, præsertim Excommunicatio; earumque effectus summo cum rigore extendi, durum multisque videbatur, tanto tempore in Excommunicatione esse hærendum; atque omni civili & Ecclesiastico commercio manere exclusam, quousque causæ esset plene finita; præsertim postquam in Foro Ecclesiastico strepius, & formalitates forenses intrarant, & Appellationum frequentia admitti fuit.

Igitur tandem ex quodam benignitate & gratia concedi cepit, etiam pendente adhuc questione super invaliditate ipsius Censuræ, Absolutio ad cautelam: sic dicta, quia datur ad maiorem cautelam, seu cautelam & securitatem, uti insinuat Pontifex in cap. 40. de sent. Excomm. „ Si enim quis proponat, se post Appellationem legitimam interpositam Excommunicationem fuisse notatum, vel in forma Excommunicationis intolerabilem errorem patenter fuisse expressum; in quibus casibus (ait Pontifex) ad probationem eorum, etiam Absolutionem non petat, debet admitti: sed donec ipsi confiteri, in aliis evitari debet: quanquam Apostolica Sedes etiam tales consueverit absolvere ad cautelam: „ scilicet ex quodam benignitate, uti notat Covarruv. ad cap. ALMA MATER part. 1. §. 12. n. 7.

Observat autem ibid. Covarruv. non tantum concedi hanc Absolutionem ad cautelam, „ dum sententia Excommunicationis præceditur nulla ex causa intolerabilis erroris, vel ex eo quod lata sit post Appellationem legitimam: sed sequentes nulla de causa ex defectu Jurisdictionis, aut ex aliis similibus casibus, quæ nullam efficient Excommunicationis sententiam, cum eadem sit ratio.

Recte etiam notat ibid. Covarruv. quod „ si Excommunicatus allegaverit defectum Jurisdictionis in iudice ordinario ratione exemptionis, non sit tam facile danda Absolutio ad cautelam, nisi prius ex parte aliqua ex parte probetur, saltem simpliciter probatione, ne iudici ordinario passim illusio fiat.

Quin & recte advertit, quod nulliari causa in universum sit aliquo modo probanda; priusquam debeat hæc Absolutio ad cautelam, quod sit eius fundatur in cap. 7. §. SED SI, & §. EUJ de sentent. Excomm. in 6. ubi resolvit Innocentius IV. quod si quis aliter, se Excommunicatum post interpositam Appellationem, „ possit Archiepiscopum postquam sibi de interposita Appellatione confiteri (etiam ipsamque incipiat de veritate causæ Appellationis cognoscere) „ Absolutionis illi beneficium „ ad cautelam juxta formam Ecclesie impertiri.

Hinc satis clare patet, requiri aliquam, saltem summariam de interposita Appellatione præmissam ad Archiepiscopum cognitionem, priusquam Absolutionem ad cautelam impendat.

Declarat autem Concilium Lugdunense sub Innocentio Quarto in cap. 2. de sentent. Excomm. in 6. hanc Absolutionem ad cautelam Excommunicato potenter, & nullitatem sententia alleganti non esse negandam propter oppositionem Excommunicatoris vel adversarii, nisi cum excommunicatione pro MANIFESTA dicat offensam.

Hoc autem casu vult Concilium, ut terminus esset diuturni indagatoris se dicenti. Ut si probaverit quod opposuit, non relaxetur sententia, nisi prius sufficiens probetur emenda.



Deinde adjungit: *Vel compertis causis de parendo juri presteur, si offensa dubia proponatur.*

Itaque juxta hanc Decretalem, si opponens intra præfixum 8. dierum terminum non probaverit manifestam offensam, aut si dubia remaneat; tunc non obstat contradictione & intercessione Excommunicatoris, vel Partis. Absolutio ad cautelam non differitur; dummodo ante jure Excommunicatus, quod patet mandatis Ecclesie, & idoneam præstabit cautionem de satisfaciendo, in casum quo fuerit inventus jure excommunicatus; uti latius deducit Joannes Torneus in suo Tractatu de hac specie Absolutionis ad cautelam c. 7. qui Tractatus extat impressus inter Opera Francisci Florentis editi. Parisiensis anni 1679.

In Pragmatica Sanctione, sive Constitutione Clementis Octavi de anno 1600. super Controversiis Jurisdictionibus impressa ad calcem Statutorum Curiarum Ecclesiasticarum Provincie Mechliniensis, præscribitur art. 14. forma, quam Judices in danda hac Absolutione servare debent. „ Absolutio (ait) ad cautelam non nisi „ *parte citata, & visis actis*, (cum dubitatur de nullitate Excommunicationis ab homine prolata vel à Jure) „ si occurrat dubium facti vel probabile dubium Juris, „ concedenda erit; tuncque ad tempus breve cum reincidentia, & præstata per Excommunicatum cautione „ de stando Juri, & parendo mandatis Ecclesie tantum, „ & (si juxta formam à jure præscriptam apparebit, „ quem ob manifestam offensam excommunicatum fuisse) „ debita etiam satisfactioem præstare, & (si ob „ contumaciam manifestam) expensas patitur satisfactioem, „ te, & cavere de judicio filii coram Excommunicatore „ qui tenebitur, priusquam ad cautelam absolvat.

Hæc quidem servanda dum agitur de Absolutione Censuræ quoad Forum externum; & in casu quo dubitatur de validitate Censuræ.

At solet & similis Absolutio ad cautelam etiam impendi quoad Forum internum & penitentiale, nulla etiam præcedente cognitione, nec dubitatione Censuræ: quæ non solum ad cautelam, sed etiam ad superabundantiam, & ad tollendum omne periculum dici potest, uti monet Suarez de Cens. disp. 7. sect. 8. numer. 13.

Postquam autem frequentiores fuerit Censuræ Juris, ac signanter late sententia: tandem invaluit, ut ad majorem cautelam, & ad tollendum omne periculum nullitatis Absolutionis Sacramentalis, Sacerdos semper ante hanc Absolutionem penitentem, etsi nihil de Censura contraria cogitanti aut dubitanti, impendat Absolutionem ad cautelam his verbis: *Absolve te ab omni vinculo Excommunicationis, Suspensionis, aut Interdicti in quantum & possum ac indige.*

Similiter, ne provisio Beneficii, aliave gratia, quam alicui facere intendit Sedes Apostolica, ob contrariam forsitan etiam ignoranter Censuram, nullitatis periculum exponatur, consuevit ex stylo Curie Romanæ provisionibus aliisque Rescriptis Romanis inferri Absolutionem ad cautelam, idque duntaxat ad consequendum effectum Litterarum, his verbis: *Te ab omni vinculo Excommunicationis quod incurristi absolventes, vel absolutum fore censentes, ad effectum presentium Litterarum consequendum, & non alias.*

Georgius Lovetius in Notis ad Commentaria Caroli Molinzi in Regulam Cancellariæ De Infamis resignant, n. 397. quo notasset ex sententia Molinzi, „ Res criminum, Infames, Excommunicati, Suspensi à Divinis, Beneficiis honorari, nec donati debere; „ subjungit: Quod „ in ordinariis Collatoribus, in Legato, „ in summo Pontifice præcedit: sed Apostolicæ Cancellariæ Ministri huic morbo hæc medicinam dedere; ut „ in Provisionibus impetrantes à quovis Excommunicationis, Suspensionis, aut Interdicti vinculo, aliisque Censuris Ecclesiasticis & penis absolveretur ad effectum obtinendi Beneficii. Quæ clausulæ (ait) delicta communia delent & extinguunt, majora vero & graviora non comprehendunt.

Verum Vir doctissimus Antonius Le Vaillant Advocatus Parisiensis, in Nota marginali ait: „ Hæ clausulæ non reddunt habilem, si aliunde sit inhabilis „ & rite excommunicatus, vel crimen ante provisionem commiserit, quod Suspensionem inducat.

Ut hinc appareat, huius clausulas Litteris Romanis inferri solitas, reputari meri styli; nec ullum in Partibus

effectum operari, uti de pluribus aliis clausulis notant passim Pragmatici.

Est & alia species Absolutionis, prior non absumptis, & Antiquis quoque incognita, quæ vulgo dicitur Absolutio cum reincidentia, vel ad reinciendum.

Dicitur Absolutio cum reincidentia, quando Absolutio datur ad determinatum tempus, ad certum actum, ut illo tempore elapso, aut actu illo peracto, sic absolutus rursus reincidat in Censuram.

Sed quia similis Absolutio in casu, quo de Censura non certo constat, solet dari ad cautelam, & ita vulgo appellari, proprie tunc demum dicitur Absolutio cum reincidentia, ad distinctionem Absolutionis ad cautelam, si deus quidem ad limitatum tempus vel certum actum cum reincidentia, modo de Censura contracta constet, ita quod ipsa Censura nec dubia sit; ut ex Covarruv. late astruit Suarez supra Sect. 8. n. 16. & seq.

Potest hæc absolutio concedi sub certo modo seu obligatione, puta satisfaciendi parti læsæ, vel exercendi certum opus; quoque hæc infra certum & præfixum terminum debeant esse impleta, alias termino elapso & obligatione non impleta reincidit in Censuram.

Sed quid? si per Absolutum non fuerit quominus conditio sit impleta, nullaque ex parte Absoluti nova culpa interveniat. Hinc non reincidit verisimiliter credit D. Du Casse Archiepiscopus & Officialis Condomensis in suo Tractatu de Jurisdic. Ecclesiasticæ, tom. 1. c. 12. §. 1. n. 3. eo quod in unctio similium obligationum intelligenda sit cum subintellecta conditione, modo is cui injungitur, non impediatur ea implere; ut colligitur ex Cap. 22. De Sentent. Excomm. in 6.

Adhuc similis reincidentia in Censuram apparet habere speciem quandam pænæ, quæ culpam aliquam præsupponit, & contemptum Censuratum; ut innuit in citato cap. 22.

Recte autem notat ibidem D. Du Casse, quod si spectemus effectum Censuræ quoad Forum externum, necessaria sit nova sententia, seu declaratio Judicis, quæ declaret Absolutum reincidisse in Censuram ob non impleam conditionem, & nominatim quod in Censuram relapsus denunciatus sit: alias nequaquam ut Excommunicatus, aliæque Censura innodatus in Foro exteriori tractandus sit: cum hæcenus juridice non constet, ipsum in Censuram reincidisse.

#### §. IV.

*Quis absolvere possit à Censuris à Judice laici.*

Quæmadmodum Absolutio à Censuris proficit ab eadem potestate & exercitio Clavium, à quo ipsarum Censurarum inflictiō; ita quoque jure ordinario Absolutio impendenda est ab eodem illo, qui auctoritate Clavium eas inflicti.

Et quidem jampidem receptum fuit, Excommunicatum ab uno Episcopo, ab omnibus Episcopis ut Excommunicatum esse reputandum, donec ab Excommunicatione rursus fuerit Canonicè absolutus.

Cum autem Episcopus aliæve Prælati Ecclesiastici, vel Judex, infligat Censuras auctoritate Clavium Officio, & Dignitati suæ annexæ; non autem tanquam hæc singularis persona, non singularis persona, sed ipsum Officium sive Dignitatem, cui auctoritas Clavium est annexa, & à qua inflictiō Censurarum proficit, consideranda sit in ordine ab Absolutionem.

Unde ab eodem censetur euanare Absolutio à Censuris, à quo ipsa inflictiō processit, si Absolutio impendatur ab eo qui in Officium aut Dignitatem cui annexa auctoritate Clavium successit illi, qui virtute illius Officii, vel Dignitatis Censuram inflicti; licet revera sit persona à persona Excommunicante diversa.

Quare recte notat Suarez de Censur. Disp. 7. sect. 2. n. 5. „ quod formalius loquens, si dixerimus non eandem personam, sed eandem in munere & Officio posse auferre Censuram, quam tulit.

Cum igitur Episcopo aliæve Judice Ecclesiastico mortuo, aut alio iusto Officium vel Dignitatem deferente, Successor in Officium vel Dignitatem censetur idem in munere & Officio cum Prædecessore, indubitatum est, innodatum Censura à defuncto, posse absolvi à Successore; eoque casu censeri, Censuram tolli ob eodem, à quo fuit inflicta.

Simi:

Similiter cum eadem sit Jurisdictio Vicarii vel Delegati & Delegantis, eadem quoque reputanda est persona Excommunicationis & Absolutionis, dum Vicarius aut Delegatus absolvit Excommunicatum visute sibi factæ Delegationis à Delegante.

Capitulum quoque Cathedrali Sede vacante succedens in Jurisdictionem & auctoritatem Episcopi, & auctoritate absolvit Excommunicatum ab Episcopo, reputatur eadem cum Episcopo persona: eo quod Jurisdictio & auctoritas, non ipsa singularis Episcopi persona attendenda sit.

Tamet si Episcopus Suffraganeus sit distinctus à Metropolitanano suo, suamque habeat Jurisdictionem Episcopalem ejusque exercitio independentem à Jurisdictione Metropolitanæ; nihilominus propter subordinationem Hierarchicam, ipsa Episcopalis Jurisdictio quodam modo subicitur Metropolitanæ; ut si illa exorbitet, & à Præscripto Canonum absterget, per hanc tanquam Superiorem ad rectam normam reducat.

Hinc jampridem voluit Synodus Nicæna Canone 5, ut bis in anno Synodus Episcoporum Provincie haberetur, in qua examinarentur querela contra Excommunicationes quasi ab Episcopis injuste latis; & si injuste apparent, corrigentur, ipsique injuste excommunicati ad communionem recipiuntur.

Juxta autem modernam disciplinam, non solet ad Episcoporum Synodum querela de Censuram injusta deferri; sed ab Episcopo ad Metropolitanum aliumve immediatum Judicis Excommunicantis aliumve Censuram infligentem Superiorem; idque via Appellationis ab infiducia vel comminata Censura, uti supra Cap. 8. §. 3. latius expostum est.

Quomodo autem Metropolitanus, aliusve Superior ad quem appellatum est, circa impendendam Absolutionem procedere debeat, ne facile ipsius Episcopi aut Judicis ordinarii auctoritatem in contemptum adducat, exponitur in cap. 7. §. SANE *de sentent. Excommunicat. in 6.*

Cum autem hocdie frequens sit Appellatio, & recursus à Censura ad Seicam Apostolicam, notandum, quod juxta notitiam & receptam praxim Belgii & vicinarum Provinciarum, hæc Appellatio & Recursus debeat institui & terminari per Judices Delegatos in Partibus; neque Absolutio à Censuris per Judices hic in Partibus inflicta, etiam Auctoritate Apostolica impendi queat, sed duntaxat per Judicem Delegatum in Partibus.

Cum enim similis Absolutio quoad Forum externum dari nequeat sine exercitio Jurisdictionis contentiosa, debet causa instrui & decidi coram Judicibus Delegatis in Partibus; uti pluribus offensum est supra.

### §. V.

#### *Quis possit absolvere à Censuris Juris?*

Censuras Juris dicimus, quæ feruntur per modum legis, vel generalis alicujus Decreti in omnes, qui legem vel Decretum transgrediuntur.

Unde Censura Juris procedit, & dependet à Jurisdictione & auctoritate Legislatoris, non secus ac Censura hominis procedit à Jurisdictione & auctoritate residente in persona Judicis seu Prælati Censuram infligentis.

Indubitatum proinde Censuras Juris tolli posse per Legislatorem, aliumque in eandem Jurisdictionem succedentem ejusve Superiorem, qui eandem auctoritatem eminenter possidere censetur, quemadmodum Censura hominis tolli potest per illum qui inflixit, aliumque in eandem Jurisdictionem succedentem, vel ejus Superiorem, quemadmodum præced. §. expostum est.

At illud in hac specie Censurarum Juris speciale invaluit, idque indubie ob eorum frequentiam, quod etiam ab his nonnunquam absolvere possint, qui nec immediate, nec mediate Jurisdictionem vel auctoritatem illam, à qua hæ Censuræ processerunt, possident; sive qui Prælatorum, à quibus Censuræ Juris inflicte sunt, nec Successores sunt, nec Superiores.

Et quidem quoad Censuras Juris Romanarum Pontificum generalibus Decretis vel Conditionibus seu Bullis insertas, hæc Regula tradiunt, & communiter recepta est.

*Van Espen, Pars VI.*

Si Pontifex Romanus similem Censuram per generalem Constitutionem promulgans Absolutionem illius sibi expresse non reservaverit, poterit hæc Censura innodatus absolvi non tantum à Pontifice, qui eam tulit, aut in eandem Pontificalem Jurisdictionem succedente, sed etiam à proprio suo Episcopo; imo & à proprio Sacerdote.

Hæc Regula desumpta est ex Responsio Innocentii III. in c. 29. NUPER *de Sentent. Excommunicat.* ubi interrogatus, à quo absolvi queat, qui ob communicationem cum nominati Excommunicato incurrit Excommunicationem, respondit, quod si communicaverit extra crimen, à suo Episcopo, vel à proprio Sacerdote poterit Absolutionis beneficium obtinere. Quamvis enim (ait) & tunc non Judicis, sed Juris sententia Excommunicato communicans sit ligatus; quia tamen Conditor Canonis ejus Absolutionem sibi specialiter non retinuit, eo ipso concessisse videtur aliis facultatem relaxandi.

Quamvis autem Pontifex hic loquatur de una particulari specie Excommunicationis contractæ per communicationem cum nominati Excommunicato extra crimen; nihilominus hinc concludere Canonistæ ac Theologi, & hodie in praxi receptum est, omnem Censuram Juris, sive per Jus commune, sive Pontificis aut alterius Judicis inferioris generale Decretum laram, posse à proprio Episcopo, aut proprio Sacerdote relaxari, si *Conditor Canonis* sive Decreti Absolutionem illius sibi specialiter non retinuerit: eo quod ratione à Pontifice adducta generalis, & omnibus Censuris Juris communis sit.

Constat nomine sui Episcopi intelligi proprium Episcopum illius, qui Censuram Juris incurrit; qui scilicet Excommunicatum; possit tanquam sibi subditum etiam sacramentaliter in Foro penitentiae absolvere à peccatis.

Præterea nomine Episcopi hic non tantum intelligitur ille, qui reipsa est Episcopus & character Episcopali est insignitus, sed omnis ille, qui in Jurisdictionem Pontificalem succedit, aut eam ex delegatione aliove titulo exerceat.

Hæc enim absolvendi auctoritas Episcopo censetur competere jure ordinario. Uti enim recte observat Suarez *de Censuris Diss. 7. sect. 3. n. 11.* Quia absolvere ab Excommunicatione potest, & ex officio convenit Episcopo juxta Cap. NUPER *de sentent. Excommunicat.* per reservationem autem excommunicatus Censura reservata ab illa Jurisdictione, & ideo ablata reservatione, quasi in naturalem statum reducitur, atque ita manet sub ordinaria Jurisdictione Episcopi, siquid fuisset, si ab initio reservata non esset.

Per proprium Sacerdotem proprie intelligitur proprius Parochus ipsius Excommunicati.

Sicuti autem nomine Episcopi ad sensum dicti Capituli non intelligitur duntaxat proprie dictus Episcopus: sed omnis qui in ipsam Jurisdictionem Episcopalem succedit, vel alio titulo eam exerceat; ita de proprio Sacerdote dicendum, quod non sit duntaxat qui vere est proprius Sacerdos sive Parochus possit à Censuris Juris in Foro interno absolvere: sed quilibet Sacerdos, qui in hoc Foro interno sive penitentiali auctoritate, & Jurisdictione proprii Sacerdotis fungitur.

Cum autem omnes Sacerdotes seu Sæculares seu Regulares legitime ad excipandas confessiones approbati vices obeant proprii Sacerdotis; & in hoc Tribunali eadem Clavium auctoritate absolvant à peccatis, qua ipsi Parochi: hi quidem ordinarii, & proprii, alii vero Vicarii seu Delegati, etiam invaluit, quod omnes ad excipandas confessiones & absolutionem à peccatis admissi, possint absolvere à Censuris Juris non reservatis.

Hinc & receptum est, ab omnibus passim Confessariis præmitti Absolutioni Sacramentali Absolutionem à Censuris, juxta Formulam super relata.

## De Absolutione à Censuris reservatis.

Vidimus Paragrapho precedenti, proprium Episcopum, quia & proprium Sacerdotem posse absolvere à Censuris *Juris*, modo Conditor Canonis eadem Absolutionem specialiter non reservaverit juxta Responsum Innocentii III. in Cap. NUPER à *De sentent. Excommunicat.*

Ab hac reservatione, qua Conditor Canonis sibi Absolutionem reservat, dici solet Censura *Reservata*.

Cum autem similis Reservatio possit habere Auctoritatem ipsam Sedem Apostolicam seu Pontificem Romanum, qui sit Auctor Canonis, vel Episcopum aliumve Prelatum, à quo Canon seu Decretum Generale cum annexa Censura procedat, inde Reservatio Censuræ alia dicitur Reservatio, alia Episcopalis aut alterius Prelati, prout huic vel illi Absolutio fuerit reservata. Porro hæc Censurarum Reservatio, & illarum Absolutio pari pene passu cum Reservatione criminum, & eorum in foro poenitentiarum Absolutione procedunt.

Unde secuti Reservatio Absolutionis à gravioribus quibusdam criminibus non nisi saculo XI. & seqq. Papæ reservari cepit; ita nec ante illa tempora facile reperitur Pontifici Censura reservata.

Sicuti autem hæc casuum Pontificis Reservatio sensim magis ac magis invaluit, ita quoque & Censurarum hæc Reservatio; adeo ut nunc pro Regula sit receptum, nullum esse casum Papæ reservatum, qui non habeat Censuram reservatam.

Hinc ulterius receptum est, quod is qui habet facultatem absolvendi à casibus Pontifici reservatis, una habeat facultatem absolvendi à Censuris Papæ reservatis: eo quod poenitens à crimine illo reservato absolvi Sacramentaliter nequeat, nisi prius à Censura fuerit absolutus.

Cum autem hæc Reservatio Censurarum neque procedat à jurisdictione & auctoritate Clavium, atque ipsa Censurarum inflicto, possit facultas ab illis absolvendi admitti jurisdictionis vel specialiter vel generaliter delegari: vel etiam ipsa Reservatio, vel generaliter vel particulariter tolli per reservantem.

Specialis delegatio sive facultas absolvendi à Reservatis dicitur, quæ quibusdam inferioribus Prelatis vel Sacerdotibus dari consuevit, vel pro quibusdam casibus, & Censuris reservatis duntaxat, vel etiam pro omnibus indistincte.

Sunt & casus, in quibus generaliter Reservatio cessat omnibusque pater facultas absolvendi, ac si nulla reservatio esset.

Talis in primis est dum instat periculum mortis, & nemo adest qui facultatem absolvendi à Reservatis habeat. Nam, uti declarat Synodus Tridentina *sess. 14. cap. 7. De Sacramento Poenitentia*, „Pie admodum, ne occasione Reservationis casuum aut Censurarum aliquis pereat, in Ecclesia Dei custodiri nunquam semper fuit, ut nulla Reservatio in articulo mortis, atque ideo omnes Sacerdotes à quibusvis peccatis & Censuris absolvere possint.

Eadem Synodus *sess. 24. cap. 6. de Reformat. doctrinæ*, quod „licet Episcopis in quibuscunque casibus

occurrent, etiam Sedi Apostolicæ reservare, de „linguentes quoscunque sibi subditos, in Diocesi sua „per ipsum, aut Vicarium ad id specialiter deputandum, in Foro conscientie absolvere imposita „poenitentia salutari.

Notæ autem Du Castell Episcopos in his & similibus casibus procedere ex jurisdictione ordinaria, non autem tanquam ex delegata auctoritate Sedis Apostolicæ, quia ut supra *pag. 25.* ex Michaeli Roussellio notavimus, clausula illa, *auctoritate Apostolica*, Delegationibus sive Commissionibus Judicium inferat, ibidem reprobat & rejicitur, neque permittitur, ut Episcopi aut Judi ex procedant tanquam auctoritate Apostolica sibi delegata.

Nec mirum in Gallia Episcopos in his & similibus casibus procedere ex jurisdictione ordinaria, non autem tanquam ex delegata auctoritate Sedis Apostolicæ, quia ut supra *pag. 25.* ex Michaeli Roussellio notavimus, clausula illa, *auctoritate Apostolica*, Delegationibus sive Commissionibus Judicium inferat, ibidem reprobat & rejicitur, neque permittitur, ut Episcopi aut Judi ex procedant tanquam auctoritate Apostolica sibi delegata.

In *cap. 12. à De sentent. Excommunicat.* scribit Alexander III. quod si quis pro violenta manum injectione in Clericum est vinculo Excommunicationis addictus, possit ab Episcopo Diocesano Absolutionis gratiam impetrare, si ob rationabiles excusationes nequeat linere se committere, & quod sine periculo, Apostolice se nequeat conspectui præsentare.

Hinc eliciunt Doctores, Episcopos posse à Censuris Sedi Apostolicæ reservatis absolvere, dum sine notabili periculo ad Sedem Apostolicam accessus non patet.

Asseritque Du Castell loco supra cit. Episcopos Gallie esse in possessione absolvendi à Censuris Sedi Apostolicæ reservatis, quandoqueque necessitas id exigit.

In *cit. cap. 11. à De sentent. Excommunicat.* additur hæc clausula, ab Episcopo absolvere innodatum Excommunicatione ob injectas manus violentas in Clericum, eo quod sine periculo se nequeat Apostolico conspectui præsentare, eidem *sub juramenti debito injungendum, ut quam citius opportunitatem habuerit, Romanum Pontificem adcat, mandatum Apostolicum suscipiat.*

Hinc concludunt Canonistæ, quod à Censura reservata Sedi Apostolicæ ob necessitatem aut periculum absolutus teneatur periculo aut necessitate cessante, à Pontifice, aut illo, qui absolvendi facultatem obtinet, Absolutionem rursus postulare.

At monet allegatus Du Castell, plures insignes & probatos Auctores asserere, Episcopos Gallie esse in possessione absolvendi à Censuris reservatis, quando id necessitas exigit, ut nec teneatur absolutus, necessitate cessante, pro Absolutione recurrere ad Sedem Apostolicam: ipsaque consuetudo & praxis juri prævaluerit.

Ceterum plura de Censurarum Reservatione, & Absolutione à reservatis examinant Scholastici, ubi da casibus reservatis & eorum Absolutione agunt.

Hoc unum hic notandum, quod, quæ hic de Absolutione & Reservatione dicuntur, locum non habeant nisi in Censuris *Juris*. Quæ enim per sententiam Judicis in certam ac determinatam personam ob contumaciam in crimine feruntur, semper sunt reservatæ illi, qui eas tulit: nec nisi ab illo vel qui illum representat ejusve Superiore relaxari possunt.

# I N D E X

## CAPITUM ET PARAGRAPHORUM.

### CAPUT I. De varia specie Excommunicationis.

- § I. De variis Excommunicationibus quæ ad Censuram Ecclesiasticam referri non possunt. pag. 113.
- § II. De Excommunicatione minori prout hodie accipitur; & quando Excommunicatio simpliciter posita capere sumi pro majori. 114
- § III. De Anathemate. 115
- § IV. De Excommunicatione legis seu juris & hominis. 117
- § V. Validitas & effectus Excommunicationis juris sive Canonis dependet à validitate & obligatione legis. ibid.
- § VI. Ut lex Pontificia, atque annexa Censura ubique obliget, non sufficit publicatio Romæ facta. 118
- § VII. Bullarum Romanarum in Belgio, aliisque Provinciis publicatio non admittitur, sine gravio Placito Regio. 119
- Cap. II. De Auctoritate ferendi Censuras, præsertim Excommunicationis.
- § I. Potestas excommunicandi radicaliter est penes Ecclesiam. 120
- § II. Auctoritas ligandi & solvendi per Censuras, olim procedebat ab eodem actu, quo absolutio aut ligamen in foro penitentia. 121
- § III. Quo tempore forum iudiciale à foro interno capitis totaliter separari, & auctoritas excommunicandi ad iudiciale transferri. 122
- § IV. Quibus juxta modernam disciplinam competat auctoritas ferendi Censuras. ibid.
- § V. Utrum auctoritas aliqua circa Censuras competat Principibus Laicis? 123
- Cap. III. De Continuitate & Monitionibus Canonicis, quæ institutionem Censurarum præcedere debent.
- § I. De Continuitate, quæ Censuram præcedere debet. 125
- § II. De Mentione Canonica, sive Admonitionibus, quæ Censuram præcedere debent. ibid.
- § III. De intervallo temporis, quod intercedere debet inter monitiones; & forma in his servanda. 126
- § IV. Difficultas circa Censuras late sententiæ ob non præmissam monitionem Canonicam. ibid.
- Cap. IV. De iusta causa Excommunicationis.
- § I. Ad Excommunicationem requiritur gravis culpa, ut minus mortalis. 127
- § II. Non omnis Continuitas erga Judicem sufficit ad Excommunicationem. 128
- § III. Causa Excommunicationis debet esse manifesta, & iudici legitime probata. ibid.
- Cap. V. De Ordine iudiciario in materia Censurarum, notanter Excommunicationis fervando.
- § I. Defectus essentialis ordinis iudicarii reddit Censuram invalidam. 129
- § II. Defectus jurisdictionis in iudicio ob interpositam appellationem aut recusationem reddit Censuram nullam. ibid.
- § III. Defectus citationis Censura est invalida. 130
- § IV. Causa Censurarum instruenda & decidenda est coram iudicibus in paribus. 131
- § V. Quæ specialiter in ferendis Censuris observanda. 135
- § VI. De Formulæ & ritu, quibus hodie solentur Excommunicatio seu Anathema proferri. ibid.

### Cap. VI. Quæ à Prelato Excommunicato attendenda.

- § I. Quid attendere debet Prelatus circa personam ferendam Censuram. 136
- § II. Quæ attendenda respiciunt Ecclesiam. 137
- Cap. VII. De Effectu Excommunicationis.
- § I. Qui sit Excommunicationis effectus ex instituto Christi. 138
- § II. Quomodo obligatio evitandi Excommunicationem, per Apostolos, eorumque Successores extensa. 139
- § III. Evitatio Excommunicatorum subsequentibus sacris crevit, & nimio cum rigore à Fidelibus exacta. ib.
- § IV. De Temperamento effectus Excommunicationis quoad evitandum Excommunicati allato per Gregorium VII. & subsequentes Pontifices, usque ad Martinum V. exclusivè. 140
- § V. De Temperamento effectus Excommunicationis per Decretum Concilii Constantiensis, sive Extravagantem Martini V. Ad evitanda. ibid.
- § VI. Quando hodie evitandi sit Clerici perceptor. 142
- § VII. Casus, quibus hodie ob Communicationem cum Excommunicato incurritur Excommunicatio maior. ib.
- Cap. VIII. De Censuris iniustis & invalidis.
- § I. Utrum Censura iniusta sit timenda? 143
- § II. Utrum Censura iniusta sit teneunda seu observanda? 144
- § III. De Remedio ordinario adversus Censuras iniustas. 145
- § IV. De Remedio extraordinario contra iniustas Censuras per recursum ad Tribunalia Regia. 146
- § V. Iudices Regii admissiones recursum contra iniustas Censuras, duplexque cognoscunt de violentia illata. 147
- § VI. Quibus mediis solent iudices Regii violentias per Censuras illatas compescere? 149
- § VII. Qualiter subinde Censura palam in foro externo servanda non fuit. 150
- § VIII. Inter persecutiones à Christo soli vocis diffinitionis, & veritatis defensoribus prædictas, est iniusta Censurarum signanter Excommunicationis inflicta. 151
- Cap. IX. De Interdicto.
- § I. Interdictum sui & suspensio, subinde insilgiunt per modum Censuræ, & subinde per modum mere pene; & quomodo ab aliis Censuris distinguatur? 153
- § II. De distinctione Interdicti personalis, localis & mixti, isem particularis & generalis. 154
- § III. An olim notum fuerit Interdictum generale, prout hodie sumitur? ibid.
- § IV. Interdictum generale laboribus secularis frequentius impensum; quam sanctis eius soleant esse effectus? 155
- Cap. X. De Suspensione.
- Cap. XI. De Absolutione à Censuris.
- § I. Censura tollitur per Absolutionem. 158
- § II. De Absolutione in foro penitentia, & Foro contentioso. ibid.
- § III. De Absolutione ad cautelam, & cum ratiocidentia. ibid.
- § IV. Quis absolvere possit à Censuris à iudice laico? 159
- § V. Quis possit absolvere à Censuris iuris? ibid.
- § VI. De Absolutione à Censuris reservatis. 161



# DISSERTATIO CANONICA

D E

## INTERCESSIONE SIVE INTERVENTIONE Episcoporum pro Reis apud Principes & Magistratus Civiles: & de Confugientibus ad Ecclesias, sive de Immunitate Locali seu Asy- lo Templorum.

### CAPUT PRIMUM.

#### De Interventione Episcoporum pro Reis.

1. *Intercedere pro Reis jampridem Episcopis familiare.*
2. *Pro quibus intercederent, & quis intercessio-  
nis scopus.*
3. *Effectus intercessionis expellatur à benignitate  
Principis.*
4. *Confugientes ad Ecclesias cessabant implorare  
interventionem Episcoporum.*
5. *Asylum confugientium ad Ecclesias dependens ab  
arbitrio Principum.*



INTERCEDERE pro Reis apud Prin-  
ces & Magistratus Civiles admodum fa-  
miliare fuisse jampridem etiam Sanctissi-  
mis Episcopis, dubitat nemo; quin &  
hoc intercessionis officium non mini-  
mam Episcopalis muneris portionem esse

existimabant.

Usitaram tam fuisse tempore Concilii Sardicensis, id est, circa medium seculi IV. probat ejusdem Con-  
cilii Canon, qui est septimus apud Græcos, octavus  
apud Dionysium Exiguum. Hoc enim Canone pos-  
tquam Officiis Concilii præfatis Patribus exposuisset, sta-  
tutum videri, nullum oportere Episcopum ad Ca-  
stra accedere præter eos, quos prius Imperator noster  
suis literis acceperat, subiungit: „ Sed quia sæpe con-  
tingit aliquos qui egent misericordia ad Ecclesiam  
confugere, qui propter sua peccata vel relegatione  
vel in insulam deportatione damnati, vel quavis  
alia sententia addicti sunt; his non esse negandum  
auxilium, sed sine cunctatione & dubitatione iis  
veniam esse petendam.

Hæc Offii propositio Patribus placuit: responderunt  
que omnes: *decernitur & hoc.*

Erat igitur tempore hujus Concilii in more pos-  
itum, quod criminum Rei ad Ecclesias confugerent,  
ut per intercessionem Episcoporum veniam sive miseri-  
cordiam à Principe ejusque Magistratu impetrarent.

Constat præterea, visum esse Patribus Sardicensibus  
Episcopos non posse hoc pium officium suæ auxilium  
confugientibus Reis negari, sed sine cunctatione, &  
dubitatione iis (scilicet Reis) *veniam esse petendam.*  
Sive ut legit Dionysius *subvenendum est his, & si-  
ne dubitatione petenda indulgentia.* Quin & permittit  
Concilium, ut eam ob causam ad *Castra seu Comita-  
tum Principis* accedat Episcopus; saltem per suum  
Diaconum seu Ministrum, ut Canone sequenti ejus-  
dem Concilii cautum est.

Nec tantum pro leviorum criminum Reis, sed &  
pro criminum capitalium, imo & ad mortem damna-  
torum, Episcopos hoc intercessionis officium impen-  
dente manifestum est ex S. Augustino aliisque Patri-  
bus, qui & officium Sacerdotii sui id exigere existi-  
mabant.

Scribit enim ad S. Augustinum Macedonius Episto-  
la 152. inter Epistolas S. Augustini: „ *Officium Sa-  
cerdotii vestri esse dicitis, intervenire pro Reis, &  
nisi obtineatis offendi, quasi quod erat officii ve-  
stri, minime reportetis.*

Similiter, luculenter probant Epistolæ S. Ambrosii,  
ipsum non tantum pro Reis intercessisse, sed sua in-  
tercessione plurimos non solum de exiliis, de carce-  
ribus, sed & de æternæ *noctis* penis liberasse, uti scri-  
bit Epistola 47. ad Theodosium. Ad quæ verba Am-  
brosii notant Erudditi no-issimæ editionis horum ope-  
rum Revisores (cui editione hic utimur), & cre-  
ditur te Episcoporum esse, ut pro miseris Imperatoribus con-  
veniam, non semel à nobis observatum est, quod Am-  
brosium, & ex placibus Augustini Epistolæ adve-  
tere licet, non tantum ex Ambrosii & Augustini,  
sed omnium penè tam Græcorum quam Latinorum  
Patrum operibus & gestis id ipsum elucet.

EX præcitato Canone Sardicensi liquet, Episcopis  
permisum fuisse ad Comitatum Principis acce-  
dere, ut pro Reis intervenire, nimirum quia sæpe  
contingebat, aliquos qui *egent misericordia ad Eccle-  
siam confugere.*

Liquet proinde hoc interventionis officium iis fuisse  
impensum, qui pro obtinenda misericordia ad Ec-  
clesiam sive Episcopos confugiebant.

Cum vero Ecclesia non mortem peccatoris deside-  
ret, sed magis ut converteretur & vivat, hoc interven-  
tionis officium impendere illa desideravit, qui viæ  
emendationem sive veram conversionem implorandæ  
misericordiam præferbant & promittebant.

Id non obscure colligitur ex Epistola Macedonii ad  
Augustinum, & Augustini Epistola responsoria ad Ma-  
cedonium.

Scribit enim Macedonius „ hoc sibi grave videri  
in Episcoporum pro Reis interventione, quod om-  
nia peccata videantur veniabiliora, cum is, qui  
Reus est, *correctionem promittit*; quasi diceret Epi-  
scopos pro quotumcunque scelere „ Reis intervenit  
sive penæ relaxationem postulare, modo scelus suum  
correctionem promittant. Quod gravius videba-  
tur Macedonio rationem subiungens: „ Verum nunc,  
ut mores nostri sunt, & sceleris penam cupiant,  
homines sibi relaxari, & id propter quod scelus  
admissum est, possidere. Pro his quoque interve-  
niendum putat Sacerdotum vestrum, de quibus adeo  
futura nulla spes est, ut etiam in præsentem eadem  
criminis ratio perseveret; nam qui tam pertinaciter  
tenet propter quod crimen admisit, ostendit se, ubi  
licentia fuerit, simili peccatorem.

Hic non obscure significat Macedonius, Episcopos  
credidisse pro criminum Reis intervenire officium Sa-  
cerdotii sui esse, quia Reis correctionem promittit  
sed arbitratur Macedonium hanc correctionis pro-  
missionem, viæ emendandæ spem modicam vel nul-  
lam suppeditare.

Et S. Augustinus Epistola 153. respondens Mac-  
donio acque notanter ad eam objectionem quod  
veniabiliora omnia peccata videantur, cum is qui Reus  
est *correctionem promittit*; id nequaquam negat, sed  
proferit & hanc suam esse sententiam: *Hæc tua est  
(ait) hæc & nostra sententia.*

Præterea non diffucit Augustinus, plures ex iis  
qui correctionem promittunt, postmodum in sceleribus  
permanere, & quod promiserunt non præstare.

Nihilominus credit Augustinus interventionis pro Reis, qui  
correctionem promittunt, quod & ibidem multis pro-  
bat,

bat, arque inter alia hoc argumentum: „ Quod si (ait  
„ 2. 6.) iniquis & sceleris ille (Deus) parcendo, eis-  
„ que vitam salutemque largiendo, etiam peccatorum co-  
„ rum, quos novit non adituros poenitentiam, tamen  
„ exhibet patientiam; quanto magis nos in eos, qui  
„ correctionem promittunt, incerti sumus, misericordes  
„ esse debemus, ut rigorum vestrum pro eis interceden-  
„ do flectamus, pro quibus & Dominum, quem nihil  
„ de moribus eorum etiam futuris latet, non tamen  
„ impudenter, quia hoc ipse praecepit, oramus.

Itaque concludit Augustinus, ut nolit dubitare Ma-  
cedonius hoc officium Episcoporum ex religione descen-  
dere: „ cum Deus apud quem nulla est iniquitas, co-  
„ jus summa potestas est, qui non tantum qualis quis-  
„ que sit videt, verum etiam qualis futurus sit prae-  
„ det, qui solus potest in iudicando non labi, quia  
„ in cognoscendo non potest falli; *facit* tamen, sicut  
„ Evangelium loquitur, *solum suum oriri super bonos*  
„ & malos, & *plures super iustos & iniustos*.

Insuper n. 18. ait: Quod licet secus accidat, quam  
intercessores Episcopi intenderant, id tamen interces-  
sionibus impurandum non sit, sed potius illa bona,  
quae cum id facinus, iniquum & volumus; id est,  
commendatio n. 18. austeritatis ad conciliandam dilectio-  
nem verbo veritate, & ut qui liberarentur a tempo-  
rali morte, sic vivant, & in eternam, unde nunquam  
liberentur, incurrant.

Scopum hujus intercessionis luculenter expressit S.  
Augustinus in Epistola ad Macedonium.

Macedonium scripsit Augustinus, se vehementer am-  
bigere, num officium Sacerdotii interveniendi pro Reis  
ex Religione descenderet: „ Nam si à Domino pecca-  
„ ta adeo prohibentur, ut ne poenitentem quidem co-  
„ pia post peccatum tribuatur; quemadmodum nos pos-  
„ sumus ex Religione contendere, ut nobis quaecunque  
„ illud crimen fuerit, dimittatur. Quod unum cum  
„ impunitum volumus, probamus. Et si constat non  
„ minus auctorem, quam probatorem teneri in omni-  
„ bus, quae peccantur; certum est nos culpae societate  
„ vinciri, quoties cum impunitum esse cupimus, qui  
„ culpae teneretur obnoxius.

Huic objectioni sive rationi dubitanti respondet Au-  
gustinus: „ Nullo modo culpas quas corrigi volumus,  
„ approbamus, nec quod perpetram committitur, ideo  
„ volumus impunitum esse, quia placet; sed hominem  
„ misereant, facimus autem, seu flagitium detestantes,  
„ quanto magis nobis displicet vitium, tanto minus vo-  
„ lumus inemendatum interire vitiosum. *Facile enim*  
„ est atque praecipue malos ediscere, quia mali sunt: va-  
„ rium autem & piam esse domos ipsos diligere, quia homines  
„ sunt; ut in uno simul & culpam improbes, & naturam  
„ approbes: ac propterea culpam iustus odit, quod ea  
„ fedatur natura, quam diligit. Non est igitur iniquitas,  
„ sed potius humanitas societas devinctus, qui pro-  
„ pterea est criminis persecutor, ut sit hominis liberator.  
„ Mortum porro corrigendorum nullus alius, quam in  
„ hac vita locus est; nam post hanc quisque id habebit,  
„ quod in hac subiret conquiritur. Ideo compellimur  
„ (concludit Augustinus) humani generis charitate in-  
„ tervenire pro Reis, ne istam vitam sic finiant per  
„ supplicium, ut ea finita non possint finire supplicium.  
„ Interedebant ergo Episcopi, non tam ut Reos à  
„ morte corporali liberarent, sed potius, ut eos tantisper  
„ in hac vita retinentes, emendatos & per poenitentiam  
„ castigatos à vita mortali ad vitam immortalem ruti-  
„ taretur.

Denique proponit Augustinus, quomodo Deus etiam  
impis parcat; nobisque praecipit, malos & impios no-  
stros percutiores diligere, nec tamen (ait) „ nos hoc pa-  
„ reo societas adiungit impiorum, quibus & ipse parcen-  
„ do & vitam salutemque largiendo, non utique solatur.  
„ Post haec addit: „ Consilium quippe ejus (Dei) quan-  
„ tum homini pio nosse donatum est; exponit Apostolus,  
„ dicens: *Ignorant, quia poenitentia Dei ad poenitentiam te*  
„ adducit; & ad hanc volumus adduci, pro quibus interve-  
„ nimus, non eorum peccatis, vel parcimus, vel fovemus.  
„ Ideo ergo interveniunt, ut liberatos à morte tempo-  
„ rali ad poenitentiam salutarem adducerent: unde & subi-  
„ cit: „ Nam quosdam, quorum crimina manifesta sunt, à  
„ aedra severitatis liberatos, à societate tamen remove-  
„ mus altaris, ut *poenitendo* placare possint quem peccan-  
„ do contemplantur, & se ipsos puniendo. Nam nihil

aliud agit, quem veraciter poenitet; ut id quod mali  
fecerit, impunitum esse non finat: eo quippe modo  
sibi non patenti ille parcat, cuius alium iustitiam  
iudicium nullus contemperat evadit.

Eundem interventionis Episcopalis scopum expressit.  
Chrysostomus Homil. 15. in Epist. 2. ad Corinth. ita al-  
loquens iudicem: „ Iudex si adulterum arripuerit, in eum  
„ protinus animadvertit. Hoc non est vitium de aedro  
„ tollere, sed faciem animam abigere. At Sacerdos hoc  
„ agit, non ut de nocente supplicium sonat, sed ut vitium  
„ evellat. Nam tu quidem perire de facis, ac si morbo sit,  
„ quo in capite enato, non morbum ipse comprimis, sed  
„ caput amputes; ego vero non ita, sed morbum trun-  
„ co. Tu quidem sive impunitum dimiseris, peccetorem  
„ reddis; sive supplicio affeceris, incurabilem relinqui-  
„ sti; ego autem nec impunitum abire sino, nec tuo  
„ more plecti; verum final & penam quam debeo,  
„ ab eo expecto, & quod commissum est, corrigo.

Augustino & Chrysostomo consonat & Sanctus Am-  
brosius. Et quidem Epist. 25. scribens cuidam Magistra-  
tui, cum ad manifestum excitare volens, proponit  
exemplum Christi mulierem adulteram impunitam di-  
mittentis, ac deus subiungit: „ Habes quod seque-  
„ ris; potest enim ferri, ut ille criminofus possit ha-  
„ bere spem correctionis: si sine Baptismo est, ut possit  
„ accipere remissionem: si baptizatus, ut poenitentiam  
„ gerat, & corpus suum pro Christo offerat.

Hic notant Erudit horum operum Paritenses Reviso-  
res: „ Canonice poenitentiae labores olim tantum tamque  
„ utuntur erant, ut non immerito pro capitali poena, tan-  
„ quam mors quaedam importunior, subijci possent.

Non ergo intervenientes Episcopi Reos à supplicio  
de poena eximere contendebant, sed supplicium & poe-  
nam iudicis Secularis, in supplicium & poenam ipsius  
Reis ad vitam beatam & veram emendationem magis  
profutura, convertere contendebant.

Hinc anno 626. Synodus Rhemensis, quam celebra-  
vit Sonnachus Rhemensium Episcopus, cum aliis qua-  
draginta vel & eo amplius Galliarum Episcopis, isle  
Fiodoardo lib. 2. Hist. Eccles. Rhem. cap. 5. inter quos  
et erat Bertrandus Cameracensis, statuit Can. 7. „ Ille  
„ qui Sanctae Ecclesiae beneficiis liberatur à morte,  
„ non prius aggrediendi accipit liberatam quam poeni-  
„ tentiam se pro scelere esse facturum promittat, &  
„ quod ipsi Canonice imponetur impleaturum.

Episcopus nequosquam credidit, se posse propria a-  
uthoritate dare impunitatem Reis ad ipsos confugien-  
tibus, siue illos à supplicio mortis liberare, aut poenam mi-  
tuare; sed id totum à benevolentia & arbitrio Principum  
et Magistratum dependere, ipsa formula interven-  
tionis sive intercessionis, qua apud Magistratus & Prin-  
cipes preces suas pro Reis interponerent, evincit.

Quapropter S. Augustinus in Epistola ad Macedonium:  
Totus in eo est ut iudicem roget & moveat ad molliendam  
severitatem & indendam benignitatem, ac manifestum  
est; & Epistola 134. Apingium Proconsolem rogat, ut  
circumcellones atrocis obsecros mitius puniat, memore  
Ecclesiasticae manufactudinis. „ Time (ait) nobiscum  
„ iudicium Dei Patris, & eo iudicia manifestum  
„ Matris. Cum enim tu facis, Ecclesia facit, propter  
„ quam facis, & cuius filius facis. Contende bonitate  
„ cum malis. Illi scelerum immanti membra de corpore vi-  
„ vo avulserunt. Tu opere misericordiae officio, ut illa qui  
„ nefandis operibus exercebant, sicuti utique operi integra  
„ eorum membra deserviant. .... Illi misistio Ecclesiae  
„ occiso extorserunt spatium vivendi. Tamen inimici Ec-  
„ clesiae viventibus relaxa spatium poenitentiae. Talem te  
„ oportet esse in causa Ecclesiae iudicem Christianum,  
„ poenitentibus, monentibus, intercedentibus nobis.

Et rursum Epistola 139. ad Marcellinum, instant ut Do-  
natus poenitentia mitius, totus rursus in eo est, ut mi-  
serationem ultimi supplicii impetret, scribitque Marcelli-  
no: „ Si Praefectus nec literis meis ad hoc consenserit,  
„ hoc saltem praestet, ut in custodiam recipiantur, ut  
„ que hoc de elementa Imperatorum impetrare curabi-  
„ mus, ne passionem fervorem Dei, quod debent esse in  
„ Ecclesia gloriose, inimicorum sanguine dehonefiant.

Quid evidenter, quam Augustinus laus interces-  
sionis aliud non egisse, nisi rogando & instando iudi-  
cem movere, ut sententiam mortis mitigando, Reis vi-  
tam elementem indulget; quo ostendat Ecclesiae Matris  
man.

manuscrudinem: & ut Reis tempus ponendi non auferatur.

Et Sanctus Ambrosius *Epistola* 42. Theodosio ita loquitur: „Debeo beneficiis tuis, quibus me petente, liberali plurimum de exiliis, de carceribus, de ultimis meritis pennis.

Hic palam agnoscebat Ambrosius Reos à pennis libertate penitibus, seu intercedentibus Episcopis, beneficio Imperatoris testentem.

Confugientes ad Ecclesias non tantum ipsam materiam structuram divino cultui dedicatam intrabantur, sed vel præcipue Episcopos & Clericos, ad quorum auxilium & opem confugere videbantur; tum ad ipsas Ecclesias, quibus Episcopi & Clerici præerant, confugiebant.

Hoc ipsum non obscure significavit S. Augustinus in *Epistola* 115. ad Fortunatum Cirtensem Episcopum, in qua de quodam Faventio, qui ad Ecclesiam Hipponensem confugerat, hæc scribit. „Is, cum ab ejusdem possessionis Domino nescio quid sibi metueret, ad Hipponensem confugit Ecclesiam; & ibi erat, ut confugientes solent, expectans quomodo per intercessionem nostram sua negotia terminaret. „Hinc manifestum est, confugientes ad Ecclesiam non tam ex confugio ad ipsam materiam Ecclesiam, quam ex patrocinio & interpositione Episcoporum, & Clericorum, ad quorum patrocinium per confugium ad Ecclesiam confugisse videbantur, impunitatem, sive misericordiam expectasse.

Idipsum sat manifeste indicavit S. Augustinus *Sermo* 18. De verbis Domini confugiam ad Ecclesiam, ita compellans: „Contremiscent, conturbant, pallescent, ad Ecclesiam currit, videre desiderat Episcopum, ad pedes ejus volutat, Domine concutit, Domine in carcerem mittit, miserere mei. Ego quidem curro propter carnem tuam, utinam tu cures propter animam meam!

Ex his manifestum est, confugientes ad Ecclesiam Episcoporum intercessionem expectasse; ipsosque Episcopos pro ipsis confugientibus ad Ecclesiam intercessionem interposuisse.

Idem insinuat Theodosius Imperator in *l. 5. Codic. Theod.* De his qui ad Ecclesiam confugiant, uti Cap. sequenti ostenditur.

Et quædammodum Rei criminum ad Episcopos pro intercessione apud Principes eorumque Magistratus commendationem, sive correctionem promittant; ita quoque confugientes ad Ecclesias correctionem, & vite conversionem hoc suo ad Ecclesiam confugio præstarent & promitterent; atque hac promissione Episcopi & Clerici fidentes eos recipiebant, & pro ipsis intercedebant: ut ex verbis S. Augustini supra relatis, nec non ex Legibus Imperatorum (de quibus Capite sequenti) liquet.

Innovavisse Boetius Episcopus Canonum Professor primarius apud Duacenses in Commentario ad *cap. 6. De Immunitate Ecclesiarum* n. 38. „Nec enim (ait) recipiuntur in Ecclesias homines isti facinorosi, pro Asylo ad tempus confugientes, ut ne itaque in suis scelerebus permansui, sed ut scelera sua deploraturi, verumque Ecclesiam pro Domo orationis habituri,

Præterea quædammodum Episcopi pro Reis etiam criminum capitalium apud Principes & Magistratus intercedendo palam agnovissent Reorum liberationem, aut penarum mitigationem à sola benignitate & pietate Principum pendere; ita quoque agnovit Ecclesia nullum Asylum, aut immunitatem Templis Deo dedicatis, aut Episcoporum intercessionem confugientibus ad ea dare posse; sed omne illud quod iis locis, aut confugientibus competere potest, ex Principum auctoritate, & arbitrio producere debere.

Et sane quandoquidem Deus Principem ministrum constituit in iram ei qui male agit, atque hunc in finem scilicet ad punitionem malorum gladium cum portare jussit, hanc in Principe auctoritatem, nec per Templorum aliorumque locorum ad Divinum cultum dedicationum destructionem, aut per Episcoporum intercessionem tollere; aut vel in minimo minuire, aut læsare intendit; sed integram conservatam voluit, ut ea Principe utatur, & gladio suo materiali in malefactorum animadversat, prout tranquillas Reipublicæ & pacis conservatio, & bonum Religionis exigere judicaverit.

Unde nec legitur, quod Ecclesia per novem, ut multis sæcula ullum de hoc Asylo Templorum addiderit. Daretur, quo vel hoc Asylum Templi concederet, vel modum, vel legem præscriberet, quibus hoc Asylum circumfunderetur; sed ea omnia ex præcepto Principum metiebatur, & eorum legibus in isto Asylo, sive immunitatis se subscribat, uti Capite sequenti ostenditur.

MAI REA REA REA REA REA REA REA REA REA REA

## CAPUT II

Expenduntur Leges Principum Christianorum, quæ exstant in Codice Justinianæ, & Theodosiano, quibus terminos & formam Asylo Templorum præscribunt,

1. Expiratur Constitutio Theodosii Senioris.
2. Lex Arcadii & Honorii.
3. Arcadii Constitutio Asyli Ecclesiarum.
4. Theodosii Junioris terminis Asyli extendens.
5. Altera Theodosii Junioris Constitutio de servis confugientibus ad Ecclesias.
6. Leonis Imperatoris Constitutio.
7. Novella Justiniani Imperatoris.

EXTAT Constitutio Theodosii Senioris in *Leg. 1. Cod. Theod.* De his qui ad Ecclesias confugiant, hanc immunitatem, sive Ecclesiarum Asylum spectans. Sed notandum quod hac Constitutione Theodosium nequaquam Asylum concedat, sed modum & limites hanc Asyli figat, cum in immensum jam tum usus ejus excrevisset, ut vel inde pateat, etiam ante hanc edictam Legem, usum hujus Asyli fuisse, licet antiquior positiva Constitutio, nec in Codice Theodosiano, nec Justiniano fuerit.

Et sane constat ante prædictam Constitutionem Theodosii, Asylum, seu immunitatem aliquam confugientibus ad Aras, seu Tempia Christianorum competisse. Scribit enim Ammianus Marcellinus auctor licet Gentilis, qui sub Constantino floruit circa annum 355. *lib. 19. memorat*, „Sylvanum Agrippinæ extractum Edycola quæ examinatus confugerat, ad *conventiculum ritus Christiani* tendentem trucidatum; & *lib. 26. Sub Valentiniano* anno 364. „Hilarium auriga magis convictus & confessus, capitali animadversione damnatus, laxius retinente carnifice, subito lapsus confugit ad ritus Christiani Sacramum. Plura referuntur apud „Zosimum auctorem similiter Gentilem.

Interim ex hac Lege Theodosii intelligitur, quod non tantum criminum Rei, sed & publicorum tributorum debitores ad Ecclesias immunitatem, sive Asylum contra Exactores hominum debitorum consecratur, confugerint: quin & ab Episcopis, & Clericis protegerentur, & nonnunquam in lætrebris occultarentur.

Contra hunc Asyli, sive immunitatis excessum statuit Theodosius, „Publicos debitores, si confugientes ad Ecclesias crederint, aut illico extrahi de lætrebris oportebit, aut pro his ipsos qui eos occultare probantur Episcopos exigi. „Sciat igitur præcelsa auctoritas tua, neminem debitorem post hac à Clericis defendendum; aut per eos ejus quem defendendum esse crederint, debitum esse solvendum.

Hæc constitutio non tantum probat Theodosium, publicos debitores hac lege extrahi ex Ecclesiis, ad quas confugerant, permisisse, adeoque illos immunitate, seu Asylo Templorum privasse; sed insuper Episcopos, & Clericos qui eos protegerent, vel in lætrebris occultarent, obligatos declarasse, debitum quod confugientes debebant solvere debere, sive ab Episcopis exigi.

Hujus Constitutionis meminit S. Augustinus scribens ad plebem Hipponensem *Epistola* 268. „Cum frater noster Falcus debito decem, & septem solidorum ab oppignoratitibus urgetur, ut reddere quod ad præsum, unde se explicaret, non inveniat, ne corporalem pateretur injuriam, ad auxilium Sanctæ Ecclesiæ convolvatur: illi etiam Exactores cum prosciscit cogere, & ideo delationem dare non possent, gravissimè me querelis oneraverunt; ita ut eis illum traderem, aut quod sibi deberi ostendebant, unde acciperent, providerem.

Nihil evidenter, quam ad hæc Theodosii Legem hic



hic, reflecti, uni & Cardinalis Baronius notavit ad animum 399. n. 29. Sed quid hic S. Augustinus? Num forsitan solutionem recusavit? aut Legem, ut male & temerarie latam in materiam ad Principis auctoritatem minime spectante, rejecit? vel hisce debitoribus Asylum, independentem à voluntate Principis compescere contempsit? Abiit. Sed cum eam summam, ut persolveret non haberet, accepit mutuo, à quodam Macedonio praedictos decem & septem solidos pro debitoribus in hanc causam solvendo. Ut autem hos decem & septem solidos Macedonio restituere possit, contiguit dedit Epistolam ad plebem Hipponensem, ut dictos solidos mutet, atque in ipsum Fascium, ut fratrum suum, hanc liberalitatem & charitatem ostendat conformiter ad Legem Theodosii. Itaque Augustinus non de Lege confusus est, sed eidem sat fecit, & Fascium liberavit.

Cum sub hoc tempore Judaei gravium criminum rei, vel debitis obstrati ad Ecclesiam Christianorum confugerent, ac Christianae Religionis fidem se amplecti velle simulantes, & clerici summo desiderio hanc ad filii Christianae conversionem summopere desiderantes, facile eorum simulatae promissae conversionis nimia facilitate fidem adhibentes, eos ad Ecclesiam Asylum recipiebant; quo fiebat, ut & publica tranquillitas per hanc criminum impunitatem patereat & creditores suis creditis frustrarentur.

Itaque ut & Judaeorum simulationi & Clericorum in recipiendis hisce Judaeis nimis facilitati occurreret Imperatores, hanc Constitutionem ediderunt: „Judaei, qui reatu aliquo, vel debitis fatigati, simulant se Christianae Legi velle conjungi, ut ad Ecclesias confugientes vitare possent crimina, vel pondera debitorum, arcantur, nec auge suscipiantur, quam debita universa reddiderint, vel fuerint innocentia demonstrata purgati.

Non dubitavit igitur Principes limites huic Asylo seu immunitati Ecclesiarum sua auctoritate posse praefigere, & quodam ab hac immunitate subtrahere.

Ex hac quoque Constitutione intelligitur, confugientes ad Ecclesias conversionem morum, aut erroris emendationem praestulisse.

Scitavit Socrates lib. 6. Historiae cap. 5. „Europium „Eunuchus propositus Imperialis cubiculi, & qui Consulatus dignitatem ab Imperatore primus ex omnibus Eunuchis acceperat, cum de nonnullis qui ad Ecclesias confugerant, penas sumere vellent, operam dederat, ut Lex ab Imperatoribus promulgaretur, jubens ne quis ad Ecclesias profugeret, sed ut quicumque ad eos confugissent, inde abstraherentur.

Ejusdem Legis meminit Sozomenus lib. 8. Historiae cap. 7. qui & ibidem latius describit, occasione cujus Europium hanc Legem ab Arcadio extorcellet.

Credit Jacobus Gotofredus, eam Arcadii Constitutionem, cujus meminere praedicti Historici, & cujus occasione S. Chrysostomus habuit sermonem in Europium, extare in Codice Theod. in plures partes sub diversis titulis distributam, scilicet in *Leg. 3. Codic. Theod. De his qui ad Ecclesias confugunt*, & in *Leg. 16. De penis*, *Leg. 32. De Episcopis*, *Leg. 57. De Appellationibus*.

Hae Leges si simul in unum conjungantur, consistunt eam Arcadii Constitutionem Asyli abrogatam, uti notat Gotofredus.

Et quidem in ea parte quae conficit praedictam Legem 3. edixit Arcadius: „Si quis impotenter servus, ancilla, cuiuslibet debitor publicus, procurator, mulierculus, quilibet postremo publicis privative rationibus involutus, ad Ecclesias confugiens, vel Clericis ordinatus, vel quocunque modo à Clericis fuerit defensor, nec statim conventionem praemissa pristinae conditioni reddatur; Detractiones quidem, & omnes, quos solita ad debitum munus functio vocat, vigore & solertia iudicantium ad pristinum sortem, velut manu mox injecta, revocentur, quibus ulterius Legem prodesse non patimur, quae cessione Patrimonii susculta, Detractiones esse Clericos non verabat. Sed etiam ii, quos Oeconomus vocant (hoc est qui Ecclesiasticis consueverunt tradita-

re rationes) in eam debiti, vel publici vel privati exhibitionem amota dilacione cogantur, in qua eos obnoxios esse conspiciat, quos Clerici defensores receperint, nec mox crediderint exhibendos.

Hae parte Constitutionis, quae dictam Legem conficit, non tantum qui publicis rationibus, sive debitis sunt obnoxii, sed & qui privatis duntaxat debitis & rationibus sint onerati, jubentur à Clericis debere, & si eos post primum monitionem, seu summationem reddere renuerint, per Oeconomos Ecclesiarum debita quibus erant obnoxii solvenda esse discernit: atque ita non tantum debitoribus publicis, sed generaliter omnes etiam privatos ab Asylo Ecclesiarum subtrahit, si ve à Clericis protegi, seu defensari, praetextu Asyli vetat, sub pena, quod si eos protegant Oeconomus Ecclesiarum, debita eorum solvere teneantur.

Altero vero parte Constitutionis, quae conficit *Legem 16. Cod. Theod. De penis*, sat patenter ab Asylo eximit criminum Reos, eoique à Clericis, aut Monachis defensari, seu protegi vetat.

Cum itaque & debitoribus & criminum Reos praetextu Asyli à Clericis, aut Monachis defendi, sed eos exhiberi vellet; non immerito dixere praedicti Historici per hanc Arcadii Constitutionem Asylum sive vocatum, quod & pluribus probat Jacobus Gotofredus in Commentario ad hanc Legem 3. & consensit Dominus Fleury lib. 21. *Hist. Eccles. n. 36*.

Quantumvis autem & Socrates & Sozomenus scribant, Europium ob hanc ab Arcadio sollicitam Constitutionem iram Dei super se sensisse, & S. Chrysostomus in Europium non sine magnae vehementiae & animi commotione pronuntiaverit sermonem in eum; nullus tamen legitur arguisse Arcadium, quafi per hanc Constitutionem potestatis suae limites excessisset, ut proinde crediderint, hanc immunitatem, sive Asylum totaliter dependere à benignitate Imperatorum, seu Principum.

Creduit autem occasione, hujus Arcadianae Constitutionis anno sequenti à Concilio Africano decretam Legationem, quae legitur in Codice Africano cap. 61. „Ut pro confugientibus ad Ecclesias, quocunque reatu involutus legem de gloriosissimis Principibus mererentur, ne quis eos audeat abstrahere.

Non dubitavit proinde Patres Africani, ab Imperatoribus Asyli, sive immunitatis petendam restitutionem; atque integram manere Magistratibus facultatem Reos criminum ab Ecclesiis extrahendi, nisi per Imperatores immunitas, sive Asylum indultum esset, si ve ipsi inhiberent ne ad Ecclesias confugientes ab iis extrahere possent.

Post Constitutionem Arcadii sequitur Constitutio Theodosii Junioris, cujus fragmentum occurrit in *Leg. 4. Cod. Theod. De his qui ad Ecclesias confugunt*, & in *Leg. 3. Cod. Just. eodem*, & integra extat Graece & Latine ad calcem Actorum Concilii Ephesini Tomo 3. Conciliorum Generalium. Item in Cod. Theod. per Jacobum Gotofredum notis illustrato post dictam Legem 4.

Hujus Constitutionis Theodosianae flos, seu scopus fuit, uti recte notat Gotofredus in Commentario dictae Legis 4. „non tam ut Ecclesiasticorum Asylum jus & securitas, seu immunitas Ecclesiarum firmetur (est obiter quoque *dispositio in fine Legis*, & „Vers. *Nea in extrahendis*, Asyli Ecclesiastici jus sancitur adversus vim extrahentium) quam ut Ecclesiarum hinc sanctitas sancitur, adversus irruentium in eas, seu confugientium veniam, & inde reverentia loci non violetur: id est, Ecclesias humanitatis, iustitiae timoribus ita patere voluit Theodosius Junior (quod hujus Legis initio praefatur) „ut eas ex obtemperantia, seu continentia noluit irruentium veniam; quod integra Constitutione non uno loco expressum est.

Quanta autem elix circa tempus edictae Constitutionis servorum indignationem Dominorum suorum declinat simulationem, & Asyli & immunitatis consequendae fiducia, in Ecclesias irruentium audacia & insolentia, probat quod de hac insolentia narrat Socrates lib. 7. *Historiae Ecclesiasticae cap. 33*. „Cujusdam enim (ait) praepotens viri sevis, natione Barbari, Domini sui atrocitatem capere, ad Ecclesiam con-



sugerunt; Aristisq; gladiis ad ipsum altare profilerunt. Cumque rogeretur, ut inde abscederent, nulla ratione adduci poterant, ut parent; sed impedimento erant quominus divinum Officium celebraretur. Et plurimis diebus evagantes vibrantes gladios, quemvis ad se accedentem ferire parati erant. Tandem vero cum ex Clericis unus interfecisset, alium autem vulnerasset, ceterosq; peremerunt.

Ut igitur hanc confugarum insolentiam comprimere; nec non irreverentiam, nec non profanationibus Ecclesiarum & Divini Officii turpationem, quae per remoram confugarum in ipsis Ecclesiis & circa aras continebant, per hanc Constitutionem occurrere voluit Theodosius. Media autem, quibus hunc finem sibi proposuit, adsequi intendebat Theodosius, fuerunt: „Primum, fines & terminos immunitatis Ecclesiarum, Ecclesiasticorum Aylis, ampliat augeque, ut in integra Constitutione dicitur, ut ita ipsum sacrarium templi (quod altare vocat) itemque interiorem partem Ecclesiae (id est oratorium) ab irruentium temeritate, audacia & turba, si quid forte tale contingat, ut in praedicta tragedia evenerat, ad ipsum sacrarium, vindicetur. Itaque immunitatist, seu Aylis Ecclesiastico patere, vult, non tantum ipsum sacrarium, five altarium, in on tantum, vel sacrarium, vel oratorium, quod quatuor murorum, seu parietum septis includitur (quod narthex dicitur) sed & ultra illa laxius aliquod spatium: quiddam scilicet extra, seu trans templum ad primas usque fores ambitus Ecclesiastici, seu templi, per quos populus oratum gressibus oratorium ingreditur. Quod quidem intermedium spatium, cellulis, domibus, hortulis, balneis, arvis, portibus occupabatur.

Ita observat Jacobus Gothofredus, qui & ibidem multis probat, primum fuisse Theodosium juniorem, qui per hanc Constitutionem terminos immunitatis extendit, & ante hanc Constitutionem solum Altare & Templum Aylis Ecclesiastico dedisse.

Praeterea notat ibidem Gothofredus spatium illud quod Ecclesiae adiacebat, & cui Theodosius Aylum Ecclesiasticum cedere voluit, etiam dictum fuisse: *Sepium Ecclesiae*, atque hinc factum, ut apud Scriptores saepe *Sepium Ecclesiae* frequens mentio occurrat.

Itaque hoc totum spatium subjacent, adiacens Templo, haud aliter atque ipsum Templum, Aylis cedere vult hac lege Theodosius junior, ut ipse loquitur: id est, *interius Templi vis* sic ut inde non magis quis extrahi possit, quam ab ipso Templo. Ne alioquin si solum Templum in Aylum cederet, vel solum sacrarium, Divinum Officium turbetur; vel si vim adhiberi contingat, loci sanctitas violetur: quod utrumque evenerat, in ea specie, quae huic Legi occasionem praebuit.

Et sane Theodosium ad hanc immunitatis, five Aylis extensionem indulgentiam inducendum fuisse, non tam ex erga confugientes indulgentia, quam ex reverentia & religione ipsis Templis & aris Deo consecratis conservanda, ratio edicit Constitutionis probat: „Hanc autem (ait) spatii latitudinem ideo indulgemus, ne in ipso Dei Templo, & sacro-sanctis Altaribus, confugientium nequam mane, vel vespere cubare, vel pernottare liceat, ipsis hoc Clericis religionis causa veniantibus; ipsis qui confugiant, pietatis ratione servandis.

Notat autem Gothofredus in Commentario hujus Legis 4. Codicis Theod. pro his verbis, magis vel vespere, legi, manere, vel vespere, ut sensus sit, ut nemini confugientium in Dei Templo, aut apud sacras aras manere, aut cibum sumere, aut dormire, aut etiam pernottare; licet uti & exprimitur in Legge 4. Codicis Theod. & in Legge 3. Justin. etiam in textu Latino fat manifeste exprimitur.

Idcirco autem confugas in Dei Templo, aut apud sacras Aedis manere, seu moram trahere vetuit Theodosius, ne occasione hujus morae subinde violentia aut strepitus contra reverentiam Divini cultus in ipsis Templis excitaretur, uti tragedia, de qua supra, docuerat.

Similiter ob reverentiam Dei Templis & sacris aris conservandam, vetuit confugas in Templis, aut apud sacras aras, vespere, aut dormire: „Nam est (ait) Dei Templum humanae naturae necessitate sedari, &

sacro-sancta Mytheria infami infirmitate misceri, ac divina profanis contaminari; sacra denique ab impuris inquinari nequam passim; non tamen confugientibus, quominus opem implorarent, praedicti officium praestitum, sed amplioribus longioribusque spatiis illorum securitatem consulendum curavimus, & quod divinitas, & quod humanitati debetur, sollicite religiose observantes.

Legimus quoque eandem ob reverentiam Dei Templis debitam anno 681, in Concilio Tolitano XII. Can. 10. „Conscientiae pariter, & jubente gloriosissimo Domino Evlrigio Rege statutum, ut his ipsis, qui Ecclesiam petunt, per omnia licitum in triginta passibus ab Ecclesiae januis progredi; in quibus triginta passibus, unicuique Ecclesiae, in toto circuitu reverentia defendatur: sic tamen, ut hi, qui ad eam confugiant in extraneis, vel longe separatim ab Ecclesia domibus nullo modo oblectentur. Sed in hoc triginta passuum numero, absque domorum extraneorum receptaculis, progrediendi aditum obtinebunt; qualiter & requiritur naturae aditum debiti, expleant locis; & nullo teneantur eventu necessitudinis, qui dominicis se defendendo commiserint claustris.

Denique praecipit hac Constitutione Theodosius: „Aeos quoque, in quovis telo, ferro, vel specie, eos qui confugiant minime intra Ecclesiam habere praecipit; quae non modo (ait) a summi Dei Templi, ac divinis Altaribus prohibetur, sed etiam cellulis, domibus, hortulis, balneis, arvis, atque portibus.

Post haec qui armati Ecclesiam ingrediantur, & arma deponere nolunt, quid de his agendum sit, subjicit: „De hinc si relictis cinctis, quovis Ecclesiae loco, vel ad Templi septa, vel circa, vel extra sit, statim eos, ut arma reponant auctoritate Episcopi a solis Clericis severius conveniri: data eis fiducia, quod Religionis nomine melius, quam armorum praesidio muniantur.

„Sed si Ecclesiae voce moniti, post tot tantorumque denunciations, noluerint arma relinquere, jam clementiae nostrae, apud Deum & Episcoporum causam putgata, armatis, si ita res exegerit, introniscunt, trahendos se abstrahendosque esse cognoscant, & omnibus casibus esse subdendos; Sed neque Episcopo inconsulto, nec sine nostra, five iudicium in hac alma Urbe, vel ubicunque iustissime, armatum, quoniam ab Ecclesiis abstrahi oportebit; ne similitis passum hoc liceat, confusio generetur.

Ignat Theodosius hac Constitutione non tantum terminos immunitatis, five Aylis extendit & praescripsit, sed insuper vetuit, confugas infra terminos immunitatis arma habere: formamque praescripsit Clericis, qui confugas ad arma depouenda commoneat deberent: nimirum ut auctoritate Episcopi ad depouendum arma severius conveniantur, id est commoneantur: *data eis fiducia, quod religionis nomine, melius quam armorum praesidio muniantur*; quo Theodosius id unum significare voluit, ut Clerici armis cinctum conveniret & commoneant, ut arma deponant; hac fiducia data hac ratione, quod religio magis tutus sit quam armis.

Si autem a Clericis eo modo communiti arma deponere noliant, non vult Theodosius, ut per Clericos extrahantur, aut vis aliqua a Clericis eis inferatur, sed mandat, *armatis introniscunt*, trahendos se abstrahendosque esse cognoscant, & omnibus casibus esse subdendos. Sed neque Episcopo inconsulto, nec sine nostra five iudicium in hac alma Urbe, vel ubicunque iustissime armatum quoniam ab Ecclesiis abstrahi oportebit; ne si multis passum hoc liceat, confusio generetur.

Priusquam igitur quicquam eorum, qui metu aliquo ad Ecclesias confugiant armati abstrahantur, arma depouere nolentes, tria requiruntur. Primo, ut communitio Clericorum & Episcopi auctoritas praecedat, cui confugas parere nolit. Secundo post haec, iustitia Principis, vel sancti iudicium. Tercio, Episcopo confuso, quod in hac lege & in hac specie requisivisse legitur Theodosius. Hac tria requiruntur, ut armati ab Aylis Ecclesiastico abstrahi possint, ne alioquin, si alia forma observetur, haecque negligatur, & promiscue armatos abstrahere liceat, generetur confusio, & (ut in Graeco amplius est) scilicet Clericis forte ipsis vim adhibentibus, & confugis contra nitenibus; quod ipsum evenerat in ea specie tragediae, quae huic legi occasionem praebuit. Uti hic recte observavit Jacobus Gothofredus.

Qui

Qui ejusmodi modum, cum citra terminos Asyli, tum formam in communendis confugis, & in eorum extradição servandam præscripsit, sat demonstravit indulgentiam Asyli Ecclesiastici, à sua dependere auctoritatem.

**S**equitur Lex Theodosii junioris, qua servorum ad Ecclesiam confugientium immunitatem intra terminos certi temporis concludit, & eorum insolentiam reprimat, habetque duas partes prout in Codice Theodosiano conscribit Legem 5. in Codice Justiniani, Lcx 4. solam partem secundam complectitur.

In primis hanc suam Constitutionem ita exorditur: „Super confugientibus ad sanctæ religionis Altaria, sanctionem in perpetuum valituram credidimus promulgandam, “qua loquendi formula patenter significat sibi esse auctoritatem super confugientibus ad sanctæ religionis Altaria, fidei de Ecclesiæ Asyliis, Legem sanctiendi in perpetuum valituram.

Prima parte hujus Constitutionis edicitur: „Ut siquidem servus cujusquam Ecclesiam, Altariave, loci tantum veneratione confusus, sine ullo telo peierit, si non plus uno die ibidem dimittatur, quin Domino ejus, vel ejus metu penam imminentiæ visus est declinare, à Clericis quorum interest, nunciatur. Itaque cum imperiti indulgentia peccatorum, ut nullis recedentibus iracundie menti reliquis, in honorem loci, & ejus respectu, ad cuius auxilium convolvatur, vitæ, abducatur. “Itaque hac parte voluit Theodosius servus Domini sui iram metuens ad Ecclesiam confugiens obtentu Asyli, non nisi uno die à Clericis retineatur, quo clasplo, Domino à quo aufugit, nunciatur: itaque cum impetita indulgentia peccatorum, ut nullis recedentibus iracundie menti reliquis, in honorem loci, & ejus respectu ad cuius auxilium convolvatur, abducatur.

Credidit enim Theodosius, uti hic notat Jacobus Gothofredus, sat esse Dominum una die carere servo suo, ut hac modica mora ira Domini molliatur, accedente loci religione, & deprecatoris alieque respectu.

Servis enim iram Domini fugientibus duplex hoc persequum erat, ara seu Templum & deprecator. Et sane ut recte ibidem Gothofredus: Nihil aliud ad Ecclesiam persequum erat, quam Clericorum deprecatio, seu intercessio.

Hoc ipsum non obscure significavit S. Augustinus in Epistola ad populum Hipponensem, uti supra observavimus.

Hinc manifestum est, confugientes ad Ecclesiam non tam ex confugio ad ipsam materialem Ecclesiam, quam ex patrocinio, & intercessione Episcoporum, & Clericorum, ad quorum patrocinium per confugium ad Ecclesiam confugisse videbantur, impunitatem, siue misericordiam expectasse. Idque est, quod hac lege indicari videtur per hæc verba, *ejus respectu ad cuius auxilium convolvatur*.

Hinc quoque intelligitur ita Theodosium voluisse succurrere servis iram Dominorum fugientibus per Ecclesiarum immunitatem, siue Asylum, ut tamen hæc immunitas Domini nihil aut parum obest.

Secunda pars Constitutionis, qua conscribit dictam Legem 4. in Cod. Justin. De his qui ad Ecclesias confugiant, dirigitur in servos qui armati ad Ecclesias confugiant, ediciturque: „Si servus cujusquam in Ecclesiam altariave armatus, nullis hoc suspicantibus, inopinatus irruerit, “exinde protinus abstrahatur, vel continuo Domino, vel ei, undecum tam furiosa formido proripuit, inducitur, que mox abstrahendi copia non negetur. Sed si armorum fiducia resistentis animos infamia impellente conceperit, abripienti, extrahendique cum Domino, quibus id potest efficere viribus concedatur. Quod si illum etiam configi in conseruatione pugnaque contigerit, nulla erit ejus noxa, nec constanda criminatiois relinquatur occasio, si is, qui ex statu servili, in hostilis & homicidæ conditionem transiit, sit occisus. Hac itaque Lex Theodosius servum armatum in Ecclesia irruentem non tantum permittit quocunque modo per Dominum Ecclesia abduci & abstrahi, sed in super servum resistentem occidi in Ecclesia à Domino impune permittit; id est, ut non sit obnoxius pænæ ordinariæ *Legis Cornelia De sicariis*, uti enim ibidem observat Gothofredus: „Ecclesia suum quidem pandit servo penam imminentiem, itaque Domini fugienti, sed non, (ut

Van Espen, Pars VI.

eleganter hic dicitur) ex statu servili in hostili & homicidæ conditionem transiit.

Praeterea cum hæc servorum insolentia sæpe numero per Clericos fovci videretur, qui vel specie humanitatis eos contra præscripta Legum tuerentur, vel etiam occultarent, aut etiam contra Dominorum voluntatem ad Clericatum promoverent, Theodosius hac Lex in Clericos ultra Legis præscripta servos ad Ecclesias confugientes, detinentes vel occultantes penam decernit, uti legitur in ipsa Constitutione, prout etiam in Codice Theodosiano, nimirum similes Clerici transgressores Episcopali auctoritate à gradu Clericali submoti in Laiorum ordinem rejiciantur, hoc est, degradentur.

Qui Ecclesiarum Asylum eo modo circumferibit, legesque ejus usu præferibit, sat ostendit Asylum ad suam pertinere auctoritatem.

Rursus hic ita circumferibit immunitatem, ut hanc in Dominos servorum obesse non sinat.

**O**ccurrit in Codice Justiniani Constitutio Leonis Imperatoris, qua conscribit Legem 6. De his qui ad Ecclesias confugiant, hanc immunitatem Ecclesiarum spectans conscribitur Lex per omnia loca valitura, „Nullo penitus cujuscunque conditionis sint, de sacro sanctis Ecclesiis, orthodoxæ fidei expelli, aut trahi, vel protrahi confugias, nec pro his venerabiles Episcopos, vel religiosos Oeconomos exigi, quæ ab ipsis debeantur. His qui hoc moliri, aut facere, aut nuda saltem cogitatione, atque tractatu ausi fuerint tentare, capitali, & ultimi supplicii animadversione plectendis.

Voluit igitur Leo Imperator, Lex per omnia loca valitura, ut debitores tum publici, tum privati immunitate Ecclesiarum gaudent, neque à quoquam ab iis locis sacris, ad quæ refugerint, abstrahi queant, sub pænâ capitali, siue ultimi supplicii in extrahentes.

Insuper nec Venerabiles Episcopos, nec religiosos Oeconomos pro ipsis exigi posse, siue cogi eorum debita solvere.

Hac igitur Lex revocat Leo Imperator Leges Theodosii, & Arcadii, de quibus supra; quarum priore Theodosius volebat debita ab Episcopis exigi, si publicos debitores confugas protegere, & retinere vellent: uti & Arcadius posteriore, qui & pro privatis debitis Oeconomos exigi posse statuit.

Quoad penam vero ultimi supplicii in extrahentes ab Ecclesiis confugas, non in Magistratus, aut eos qui Reipublice personam gerunt, sed in privatos, qui privata auctoritate ad attentare ausi essent, decretum esse pro comperto facile habebit, quisquis Romanorum mores ac instituta novit, apud quos non cujusquam Judicis licet, nec ministri, reos ipsos aut rei capitalis, aut debiti detinebant, sed creditoribus ipsis, aut iis qui injuriam acceptarent, reum oborto collo in judicium trahere jus erat. Quod cum in Ecclesiis etiam ipsis indecenter facerent, reosque vi & impetu ab Altaribus divellerent, & in jus raperent, in eos lata Lex.

Ne autem sub obtentu confugii creditores sui fraudarentur creditis, varia hic præscripsit Imperator, atque in primis, quod non obstant confugio possit confugæ super debitis suis conveniri coram legitimis Judicibus, atque coram eis, siue per se, siue per procuratorem solemniter constitutum & institutum respondere cogantur: & si post examen per Judicem declarati sint debitores, excuti queant, Judiciorum ordine solvi servato.

Itaque (ait §.4.) si res immobiles possideret post edictorum solemnium citationem, ex sententia judicantis usque ad modum debiti bonorum ejus siue prædiorum traditio siue venditio celebratur. “Post hæc prosequitur: Quod si res mobiles haberet, easque extra terminos occultat Ecclesiæ, sententia judicantis, & executoris sollicitudine perquisitæ, quocunque loco occultentur, trahæ, pro æquitate tramite, modoque debiti publicis rationibus, privati que proficiant. Sane si intra fines habentur Ecclesiæ, vel apud quemlibet ex Clericis abscondite siue depositi fuisse firmaverit: studio & providentia Viri Reverendissimi Oeconomi siue defensoris Ecclesiæ diligentia inquirat, hæc quolibet modo ad sacro-sanctam Ecclesiam pervenientes, proferantur: aut pari æquitate ordine, si eadem ex bonis fisco, vel Reipublice, siue creditoribus & quibuscunque justis peritoribus ad modum debiti constitutur. Si ubi depositæ vel commodatæ dicantur inquirendi volumus esse cautela, ut si sola suspicio apud ali-

Y

quem asserantur abscondit, de sua etiam conscientia  
satisfacere auctoritate venerabilis Antistitis jubetur:  
adiciens quod ea, quae de principalibus personis de-  
crevimus (in causis) fideiulorum sive mandatorum,  
seu etiam ad eos pertinentium, vel familiarium, &  
feciorum, seu participum & omnino in iisdem causis  
obnoxiorum personis præcipuum observari: scilicet  
seipsos quoque secum confugere intra Ecclesiarum ter-  
minos habere voluerint: ut eorum quoque bonis pu-  
blica debita privataque solvantur, & per eorum ter-  
minis ubique depositi sunt, prædictis inquisito, & hæc  
quidem de ingenuis, libertisque personis.

Cum autem servi, coloni, liberi, alique domestici,  
urbe servitio Dominorum, & Patronorum refugiendo ad  
Ecclesias subiacere tentarent, quin & res Dominorum se-  
cum afferrent, & occultarent, his nederi volens statuit,  
Sane si servus aut colonus, vel adscriptus, fami-  
liaris, sive liberatus, & huiusmodi aliqua persona do-  
mestica, vel conditioni subdita, conquisitis rebus  
certis atque subtrahit, aut seipsam furatus, ad sacro-  
sancta se loca contulerit, statim ad Religiosos Occupati-  
onis, sive defensoribus, ubi primum hoc scire potue-  
rint, per eos videlicet, ad quos hoc pertinet, ipsis  
presentibus pro Ecclesiastica disciplina & qualitate  
commisissis, aut ulione competenti, aut intercessione  
humanissimas: procedente remissione venit, & Sacra-  
menti interventione secuti ad locum statimque pro-  
prium revertantur: rebus, quas secum habuerint, re-  
formandis: diutius enim eos in Ecclesiis non conveni-  
re commorari, ne Patronis, seu Dominis per ipsorum  
absentiam obsequia iusta denegentur, & ipsi per in-  
commodum Ecclesiarum, & pauperum alantur expensis.

Omne quid circa confugas, sive confugientes ad Ec-  
clesias Oeconomos, sive defensores Ecclesiarum agere opor-  
teat, præscribit §. 6. Inter hæc autem, quæ sedulo ad Re-  
ligiosos Oeconomi, sive defensores Ecclesiarum sollicitudinem  
curantque respiciunt, erit etiam illud observandum, ut  
singulorum intra Ecclesias confugientium personas  
causæque incessanter conquirent: deinde iudices, vel  
eos, ad quos causæ & personæ pertinent, instantius in-  
struant, & equitatis convenientia diligentius exequantur.

Hæc omnia jam præscripta Leo Imper. Lege per omnia  
sæcula valitura, observari voluit: „Excepta tamen, (ait),  
sub initium huius legis) hac ubi Regia in quos Ci-  
vitate propria degentes, quoties usus exegerit, in-  
vocati, singulis causis atque personis presentanea  
constituta præstantur.

Sane Leo Imperator Asylum Templorum eo modo  
extendendo, & normam, qua & confugere eo uti &  
gaudere possent, præfigendo, nec non qualiter defen-  
sores, seu Oeconomi Ecclesiarum circa confugas eo-  
rumque res se gerere deberent, stat ostendit, omnino  
de Asylo statuendi, & ordinandi sibi esse potestatem.  
Imo clausula, qua suo iudicio referat decisionem  
questionum, quæ in Urbe Regia super hac immunitate  
exortiri possent, patenter probat, nequaquam dubitasse  
Leonem, incidentium dubiorum ad Principis suorumque  
Magistratum cognitionem & decisionem pertinere.

Ex præscriptis hac Lege per Leonem rursus intelli-  
gitur, quam sollicitus fuerit hic Princeps, ne per im-  
munitatem Ecclesiarum iustitia violaretur, aut iusalicui  
auferretur.

Inter Novellas Justinianus legitur *Novella 17. cap. 7.* Jus-  
tinianum mandasse Triboniano Quæstori Palatii:  
Neque homicidii, neque adulterii, neque Virginum  
raptibus delinquentibus terminorum custodibus cau-  
team; sed etiam inde extrahere, & supplicium eis in-  
ferere: non enim iusta delinquentibus parere competit,  
sed hoc patientibus, ut non talia à præfatis prioribus pa-  
tiantur: Deinde Templorum cautela non nocentibus,  
sed lætis datur à lege, & non erit possibile utrunque  
tueri cautela sacrorum locorum iudentem & lætum.

Monet autem hic Dionysius Gothofredus nota 10.  
idem publicam & securitatem significari per cautela  
Templorum.

Post hæc subiungit Justinianus: „Publicorum vero tri-  
butorum exactiones etiam intra Tempora decennæ sibi  
procurabitis: quoniam Fiscalium ratio & militibus, &  
privatis ipsisque Templis & cunctæ Republicæ utilis, &  
necessaria est. Auxiliabuntur sibi ad hoc etiam Deo ama-  
biles Ecclesiarum defensores, & Oeconomi: nullum

horum, qui Fiscalia tributa exigunt, abripiunt exa-  
ctioni, sed neque permittentes violentum, aut sedulo-  
sum aliquid pati exactionem inferentes, scientes, quia si  
quid tale gesserint, de suo satisfacere Fisco coguntur.

Ratio per Justinianum adducta, ut criminum Reos  
Asylo Templorum indignos esse evincat, videtur omnium  
criminum Reis convenire, ut propterea nonnulli non sine  
fundamento crediderint, Justinianum omnes criminum  
Reos ab Asylo, sive immunitate Templorum exclusisse,  
& à sacris locis esse extrahendos: atque inter alios Jacobus  
Cujacius in commentario huius Novellæ resecens ad al-  
legatam rationem, ait: *Ratio aperta est quod INNO-  
CENTES Asylo inveniunt, non NOCENTES.*

Et Dionysius Gothofredus in nota 19. ad eandem  
Novellam, ait: „Hujus autem loci sententia est, Tem-  
pla innocentibus & injuriis patientibus, non au-  
tem inferentibus, aut nocentibus prodesse.

Quidquid sibi, hoc constat Justinianum non dubitare,  
quin sibi jus esse gravium criminum Reos ab Asylo sive  
cautela Templorum excludere, atque Magistratus huius  
mandate, ut non obstant hac concessa immunitate hos  
criminum Reos ab Ecclesiis extrahant, eisque supplicium  
inferant: quod circa tributorum debitores ad Ecclesias  
confugientes præcipit, ob rationem in textu expre-  
ssam, una declarans, quod extrahenti huiusmodi publi-  
corum debitores, auxiliabuntur ad hoc etiam Deo ama-  
biles Ecclesiarum defensores & Oeconomi.

Quis non videt Justinianum haud dubitasse sibi plenum  
esse jus de hac immunitate statuendi, quæ Reipublicæ  
tranquillitati & utilitati convenire pro temporum condi-  
tione judicabat, quin & leges prædecessorum revocando  
vel abrogando: Renovat enim hac Novella Constitutionem  
Theodosii circa publicos debitores, de qua supra, &  
revocat Constitutionem Leonis de immunitate huius  
debitibus indulta, de qua in præcedentibus.

§. 6. DE IMMUNITATE ECCLESiarum

## C A P U T III

Reflexiones in Canones relatos in Decreto  
Gratiani. *Causa 17. quæst. 4.*

1. *Authoritate Decreti Gratiani credi capit, Asylum*
2. *Expenditur fragmentum Epistolæ sub nomine Nicolai*
3. *Papæ per Gratianum relata.*
4. *Epistola sancti Augustini ad Bonifacium.*
5. *Fragmenta Epistolæ Gregorii Papæ.*
6. *Canon Synodi Arelanensis.*
7. *Canon sub nomine Concilii Triburienfis.*
8. *Fragmentum Epistolæ sub nomine Joannis VIII.*
9. *Canon Concilii Tolentini XII.*
10. *Canon Synodi Arelanensis.*

Capite præcedenti vidimus, Imperatores Asylum  
& immunitatem Ecclesiarum suis Constitutioni-  
bus pro temporum variatate restituisse, vel ex-  
tendisse, variæque leges præscripsisse, quibus abusus  
& incommodis ex eas usu metuendis, aut inductis  
occurrerent: ut evidens sit usque ad tempora Justiniani,  
id est usque ad sæculum sextum, dubitatum haud  
fuisse, Asylum hoc, aut immunitatem omnino ab eo-  
rum benignitate, & auctoritate dependere.

Unde nec ullum huius sæculi legitur edicere Ecclesiasti-  
cum Decretum de hoc Ecclesiarum Asylo: imo nescio,  
utrum ullum auctoritate Episcoporum, aut Synodorum  
reperitur Decretum de hoc Asylo sine auctoritate Principis  
editum ante evulgatas per Pseudo-Isidorum falsas  
Decretales, vel etiam receptum Decretum Gratiani.

Quinimo demum post editum hoc Decretum ceperunt  
nonnulli Canonistæ asserere, penes Ecclesiam esse auctori-  
tatem hoc Asylum locis facris indulgendi, iique leges  
pro temporum & locorum varietate præscribendi: idque  
possimum auctoritate Canonum quos sub nomine pri-  
ncipum Pontificum, Synodorum & Patrum apud Gra-  
tanium *Causa 17. quæst. 4.* relatos reperiebant. At quem  
levi fundamento hoc Capite ostenditur.

Inter Canones à Gratiano relatos occurrit primo loco  
Canone 6. Decretum sub nomine Nicolai Papæ, tan-  
quam desumptum ex Epistola huius Pontificis *Omnibus*  
*Episcopis.*

In hoc præfento Decreto scribit: „Sicut ANTIQ-  
TUS à Sanctis Patribus statutum est, statutus,  
ut major Ecclesia per circuitum xl. passus habeat,  
Capella vero, vel minores Ecclesie xxx. Qui autem  
personam hominis, vel bona eius inde subtraxerit,  
nisi publicus latro fuerit, quousque emendet, &  
quod rapuerit reddat, excommunicetur.

Quod hic à Nicolao scriptum fertur, illud antiquius à  
SS. Patribus statutum esse, ut major Ecclesia per circuitum  
xl. passus, & Capella xxx. distans habeant, ad  
quos Asylum, seu immunitas Templorum se extendit,  
non parum reddit suspectum hoc Decretum, aut certe re-  
motiorem redeolet ætatem, quia plurima jam supposititia Pa-  
tribus assida, ut eorum authentica scripta recipiebantur.

Nihil simile à SS. Patribus antiquitus statutum legi-  
tur, ut nec excommunicationis censura in extrahentes  
ex Ecclesia confusus comminatur, prout in hac Episto-  
la comminatur Nicolaus.

Vel hoc igitur titulus, Decretum hoc admodum  
reducitur de falsitate & suppositione suspectum, mo-  
verunt Antonius Augustinus lib. 2. de emendatione  
Gratiani Dialogo 17. in nullis hujus Pontificis Episto-  
lis hoc Decretum reperiri.

Joannes Cochleus sub variis titulis in unum colle-  
git Decreta, quæ à Gratiano vel nomine Nicolai I.  
relata reperiuntur, atque inter cetera & hoc Decre-  
tum tanquam hujus Pontificis à Gratiano relatum &  
in nullis ejus Epistolis reperitum tulit. Hæc Co-  
chleæ collectio Tom. VIII. Concil. General. ad cal-  
cem Epistoliarum hujus Pontificis extat.

Legitas de præfento Decreto apud Ivonem in  
Decreto parte 3. cap. 104. sub hoc titulo: *De confusis  
Comensariis*: & in Pannormia Ivonis lib. 2. cap.  
81. cum hac epigraphe: *Excommunicatur, qui confu-  
sus Ecclesiarum frangere tentaverit.*

Utrouque etiam loco apud Ivonem pro his verbis xl.  
passus, legitur lx. passus, quæ Lectiois varietas non  
leve quoque argumentum suppeditat suppositionis.

Interim verisimile est eæ quæ tum in recentioribus  
Synodis, tum apud Canonistas de passibus Ecclesia-  
rum, ad quos se Asylum extendit, nec non de Asy-  
lo Palatii Episcopalis intra hos passus constitutis le-  
guntur, denum post receptum Decretum Gratiani  
occasione hujus Canonis initium accepisse.

S Equitur apud Gratianum eadem distinctione, & quæ-  
stione Canone VIII. quo proferit Gratianus Epistolam  
sub nomine Augustini ad Bonifacium Comitem: „Miror  
quomodo tam subito fidelium aries reperit inimici.  
„Novi enim quæ religioe semper fide Ecclesiam Dei ve-  
neramus. Quod insigne facere ausus es hominem de  
Ecclesia rapuisse? nunc si de tuo amico forte præsumeret  
fugitivus, posset procul dubio intercessoris causa ve-  
niam promereri. Ergo si amicus intenditur, cur Deus  
offenditur? sed si de potestate præsumitur, Nabucho-  
donosor Regem intende, qui causâ superbiz in bovem  
ex homine est commutatus. Non ut confundam te hæc  
seribo, sed ut filium meum charissimum moneo. Ec-  
clesia igitur illesam revoca, quem ut irreligiosissimus  
rapuisti. Oblatio vero domus tuæ Clericis nec suscipia-  
tur indixi, communio nemine tibi interdicto, donec  
peracta pro auctore, vel errore à me definita tibi me-  
ramentis & tempore ordinato pro hoc facto, corde  
contrito & humiliato dignum offeras sacrificium Deo.  
Extant in Appendice Tomi secundi Opusculum S. Au-  
gustini editionis Benedictinorum sexdecim Epistolæ bre-  
viores sub nomine S. Augustini ad Bonifacium Comi-  
tem, & Bonifacii ad Augustinum; inter has & hæc à  
Gratiano relata occurrunt.

His autem Epistolis brevioribus hoc monitum ad Le-  
ctorem præmittendum censuerunt hierodoti & erasmi O-  
perum S. Augustini Revisores: „Breviores Epistolæ ser-  
vatis sub nomine Augustini & Bonifacii, prout in perve-  
nissis MSS. præparantur, hic exhibitæ repudiatur post  
Erasmum Lovaniensem Theologum: primum, quia mul-  
tum discrepat à venæ & stylo Augustini. Deinde non  
recesserunt à Possidio, neque ab ullo veterum citantur,  
excepta tamen tertia decima, quam ante annos fere  
secentos in suam collectionem lib. 13. c. 5. tulit An-  
selmus Lucensis, & post ipsam Ivo & Gratianus.  
Ac dein pluribus aduersis suppositionis argumentis,  
Pan. Essey, Pars VI.

concludunt: „Itaque docti plerisque censent eas ab o-  
mnino scriptore, styli exercendi gratia, confictas fuisse.  
Quorum iudicio, tametsi adverteret Baronius, sub-  
scribendum esse existimamus.

Nihil igitur solidi ex hac Epistola tor titulis sus-  
pecta, cui potest, imo etsi sincera supponeretur, non  
aliud ex ea haberetur, quam Augustinum admodum  
indigne tulisse extractionem hominis ab Ecclesia, per  
Bonifacium temere attentantem, eique ob hæc abstra-  
ctionem ingressum Ecclesie interdictis, donec per  
penitentiam huic delicto satisficeret.

Deinde Gratianus Canone X. refert fragmentum  
Epistolæ sub nomine Gelasii Papæ, Victorii,  
Constantino, Martinio, Felissimo, Sereno & Ti-  
motheo Episcopis inscriptæ.

Can. autem XI. exhibet fragmentum Epistolæ sub no-  
mine ejusdem Pontificis Epiphanio Episcopo inscriptæ.

Circa has Epistolæ sub nomine Gelasii Papæ per  
Gratianum relatas in primis notandum, neutram re-  
periri inter Epistolæ hujus Pontificis Tomo IV. Con-  
cilio Generali editionis Philippi Labbei & Ga-  
briels Cossartii. Non exiguum argumentum, has Epi-  
stolas huic Pontifici recentiore manu suppositas.

Verisimile enim est, quod hi Concilio, & pri-  
stinorum Pontificum Decretorum, & Epistolarum Col-  
lectores non omiserint hæc inter Epistolæ Gelasii re-  
ferre, si eas genuinas ejus Epistolæ reputarent, aut in  
verisimilibus manuscriptis codicibus, vel auctoribus sub no-  
mine hujus Pontificis scriptas, aut citatas reperissent.

Priores si integer earum Epistolarum contextus  
ut apud Gratianum extat, attendatur, nihil occurrat,  
quod vel in speciem probet, Pontificem sibi, aut  
Episcopis vindicasse jus Asylum locis sacris attribuendi,  
aut illud limitandi, aut extendendi.

In priori enim Epistola, quæ Canonem X. con-  
dit, scribit Gelasius prædictis Episcopis, sibi ab Epi-  
phanio Episcopo Beneventano data relatione sugge-  
stum: „Beneventum, & Maurum Beneventanæ mun-  
cipales civitatis in contumeliam Religionis acerbis ni-  
mis & plebiscitis contumacia profluisse, quæ consu-  
gentem ad Ecclesie septa curialem suum, nec illic  
quidem tutum de injuria sua securum esse dimissi-  
runt, aut irruptione temerarie mentis admittere, ut  
quod nec Potestatibus quidem vel Principibus un-  
quam licuit perpetrare, aut hominem in Sanctua-  
riis constitutum (captata Sacerdotis absentia) relu-  
cantem, reclamantemque violenter abstraherent.

Post hæc scribit, Episcopum Beneventanum sibi  
suggessisse, quod hæc sacra communio indignus esse  
jussuisset.

Addit deinde, & si revera tantifacientis constat ad-  
missum, nostra etiam auctoritas hæc in parte consentit.

Ex contextu hujus Epistolæ, prout hic recipitur, sat  
manifestum est, Beneventum & Maurum municipales ur-  
bis Beneventanæ, privata & propria auctoritate, idque  
animò ulciscende injuriæ, per confugum ad septa Ec-  
clesiæ sibi illatæ, ad violentiam hanc, etiam Sacerdo-  
tis captata absentia, abstractionem prolixisse.

Quæ porro ambigua, similes violentas abstrac-  
tiones, merito ut sacrorum locorum profanationes, &  
Divini cultus perturbaciones, penis Ecclesiasticis, puta  
privacione sacre communionis castigandas. Sed  
quid huic penæ Ecclesiasticæ quo manifestum facti loci  
profanationem inflicta communis, cum auctoritatem  
indulgendi Asylum, aut leges ei præscribendi?

In altera Epistola Epiphanio Episcopo inscripta,  
quæ Canonem XI. constitit, prout hic legitur, si-  
gnificat Gelasius Epiphanio ad Episcopos confusus dixisse  
jussurum, ut eos qui Ecclesiam violasse per-  
sisterent, accessu eorum indices esse indignos.

Quis ex his coneludet, Gelasium voluisse Episco-  
pis esse authoritatem criminum Reis confugientibus  
ad Ecclesiam dare Asylum contra Magistratus, quibus  
à Deo data est potestas malefactoris coercendi, gla-  
diamque portant, tanquam Dei ministri in iram huius  
qui male agunt?

S Equitur apud Gratianum Canone XIX. Decretum sub  
nomine Concilii Ilerdensis, quo decernitur: „Nullus  
Clericorum servum, vel discipulum suum fugientem ad  
Ecclesiam extrahere audeat, vel flagellare presumat;“

Y 3 „quod

quod si fecerit, donec digne poeniteat, à loco, cui honorem non dederit, sequestratur.  
 Quodsi Synodus Clericis suis impetrate potuit, ut honorem Ecclesie servent, fave Aylum, & immunitatem servis, & discipulis suis ad Ecclesias confugientibus integram, & liberam à Principibus indultum permittant, nec eos ipsos propria auctoritate abstrahant, nec ob confugium flagellare audeant: sed hæc auctoritate concedendi Aylum, aut modum prescribendi, nec in speciem probare quis non videt.

Sequitur apud Gratianum Canon XX. sub nomine Concilii Triburienfis. Hoc Canone sub nomine dicti Concilii à Gratiano refertur Statutum subsequens: Si quis contumax, vel superbus timorem Dei, vel reverentiam sanctarum Ecclesiarum non habuerit, & fugiendum servum suum, vel quem ipse persecutus fuerit, de ario Ecclesie, vel de portibus Ecclesie quolibet modo adharerebit per vim abstrahetur: pro immunitate, nongenus solidos Episcopo compoat, & ipse publicæ poenitentia iusto iudicio Episcopi mulctetur, circa hunc Canonem in primis notandum, in nullo Concilio Triburienfi hic à Gratiano relatu reperiri.

In ea Conciliorum collectione, quam Labbeus concinnavit, unicum extat Concilium Triburienfe, à quo Canones edii leguntur. Sed Canon. XX. nihil simile occurrat. Legitur quidem Can. IV. & VI. contra sacrilegia in personas facias & loca facta attentata, plura etiam Decreta, atque poenas & poenitentias similia attentantibus imponendas fuisse prescriptas, sed de Ayllo Ecclesiis concedendo, aut limitet prætigendo nihil omnino legitur, quod, quæ à Gratiano huic Canonis adscribuntur.

Præterea notandum in hoc à Gratiano relato Decreto unice agi de poena & poenitentia persolvendi ab his, qui sacrilege & propria auctoritate confugas ab Ecclesiis abstrahunt: nequaquam de his, qui publica auctoritate iuxta legem prescripta Reos criminum ex locis sacris, servata hiis locis debita reverentia & modestia, extrahunt.

Extat apud Gratianum Canon XXI. relatus sub nomine Joannis VIII.

Hic Canon continet fragmentum præsentis cujusdam Epistolæ Joannis VIII. *Omnibus Episcopis.*

Hujus fragmenti contextus rursus evincit, in hoc demum tractate de sacrilegiis in personas & loca sacra, & ipse Gratianus non obscure indicavi idipsum, momentis se hunc Canonem producere, ut probet, sacri- legum duplicem continere poenam, pecuniariam videlicet, & excommunicationem. Pecuniaria persolvenda est iis, ad quos querelam sacrilegii pertinet.

Insuper ad hunc Gratiani Canonem monent Correctores Romani: In Epistola manuscriptorum Joannis VIII. scripta Episcopis & Abbatibus per Narbonensem, & Hispanicas Provincias constitutis. Præcipitur lex observari contra sacrilegos in Concilio Trecentensi edita coram Ludovico Imperatore, & quinquaginta tribus Episcopis. Differat autem summa illius Epistolæ verba ab his, quæ recitantur à Gratiano, & ceteris Collectoribus: sed eadem sententia.

Huic Correctorum Romanorum monito si addantur, quæ de hoc Canone, seu Epistola notavit Antonius Augustinus N. 2. De Emendatione Gratiani Dialogi IX. & post ipsum, Stephanus Baluzius in notis ad eundem Canonem, apparet, quam levis ponderis reputandum sit hoc à Gratiano adductum fragmentum, præsertim ad asserendum Episcopis juxta servandi aliquid circa Ecclesiarum Aylum, sine auctoritate Principum.

Sequitur apud Gratianum Canon XXXV. relatus sub nomine Concilii Tolentani XII.

Hoc Canone nonnulla statuuntur circa terminos, sive passus in circuitu Ecclesie, ad quos confugas transire possint, ne alias in Ecclesiis morantes, locis sacris irreverentia, & Divini cultui impedimentum inferatur, uti Cap. præced. notavimus, ubi & Canonis verba relata sunt. Gratianus hæc ita resolvit, ac si Concilium hæc sua auctoritate statueret, & definitivè, his verbis Canonem referens: *Definitivè sanctum Concilium, ut nullus audiat, &c.*

Extrahit Canon Tom. VI. Conciliorum Generalium, continetque Canonem X. Concilii Tolentani XII. anni 681, cujus Concilii Acta si legantur, manifestum erit nihil in

hoc Canone à Patribus propria auctoritate in hac Ayllo sive immunitatis materia esse statutum, ita tamen indicat Textus Canonis, prout eam exhibet Gratianus.

In primis constat huic Concilio non tantum Episcopos, eorumque Vicarios interfuisse, sed & viros illustres Officii Palatini, qui & una cum Episcopis, & vicem Episcoporum absentium gerentibus Concilii Decretis subscripserunt, quæ subscriptiones citato tom. 6. Conciliorum generalium, Canonibus hujus Concilii subjunguntur.

Hic subscriptionibus subjungitur & Lex, sive Edictum Regis Flaviani Ervigii in confirmatione hujus Concilii: per quam nominatim Canones Concilii sua auctoritate confirmat & approbat, atque ab omnibus servari mandat, indicta poena. Si quis autem hæc iniqua contemnat, contemptorum se noverit damnari sententia; id est, ut juxta voluntatem nostræ gloriæ, & excommunicationis à tota nostro restitit, & insuper decimam partem rei suæ, sicut patribus faciendam amittat: quod si nihil habuerit facultatis, unde prædictam compositionem persolvere possit, absque aliqua infamia sui, quinquaginta eum oportebit ictibus verberari.

Habentur hæc Tomo 6. Conciliorum generalium 1237.

Ex poena contra transgressores hic indicta nequaquam obscurum Decreta hujus Concilii auctoritate Regis non tantum fuisse roborata, sed & sub ejus auctoritate executioni mandata.

Denique Patres hujus Concilii nequaquam existimasse tibi jus esse circa Ecclesiarum Aylum, seu immunitatem quidquam auctoritate propria statuendi, seu terminos ejus extendendi, vel præfigendi, sed eam auctoritatem esse penes Principem, ipsosque ex auctoritate Principis statuisse, evincit clausula huic Canonis prædictam à Patribus inserta, & à Gratiano ommissa.

In Canone ista legitur: Pro his, qui quolibet metu, vel terrore Ecclesiam appetunt, convenienter præstiterit, & jubente gloriosissimo Domino nostro Ervigio hæc, hoc sanctum Concilium determinavit, &c.

Gratianus autem Canonem hunc exhibet, hæc clausula prætermittit, quasi Concilium sua auctoritate decerneret: *Definitivè sanctum Concilium, ut nullus audiat, &c.*

Quantum manifestum sit, quod nihil ex hoc Canone Concilii Tolentani haberi queat, quo asseratur, Episcopos esse jus aliquod de hac Ecclesiarum immunitate statuendi, sed contra, quod Concilium in hoc ipso Canone se manifestè agnoverit penes Principem hæc esse auctoritatem, nihilominus non dubium, quin hic multatam Canon Canomillis occasione dederit attribuendi Episcopis, ac notanter R. Pontifici auctoritatem huic Ayllo, sive immunitati terminos legere præfigendi, utpote unius Decreto Gratiani insistentibus, & ut authenticum recipientibus, quidquid apud Gratianum reperiebant.

Et quidem Antonius Anselmus in Tiboniensi Belgico cap. 10. §. 35. statueret, ut probet poena Ecclesiarum esse jus statuendi de hac immunitate, si fundat in hoc mutilato per Gratianum relato Canone.

Sequitur apud Gratianum Canon XXXVI. sub nomine Concilii Auchenensis I. in quo Gratianum, Decretum exhibet, quo præscribuntur plura, tum à servis ad Ecclesias confugas, tum à repentibus facti, vos suos fugiendos abstrahenda.

Hæc à Gratiano hic ita recitantur, quasi Episcopi, & Patres hujus Concilii illa omnia propria auctoritate independenter à consensu Principis decernerent.

Verum si Acta hujus Concilii, quæ una cum ipso Canonibus Tomo 4. Conciliorum generalium inscribuntur, apparet, quod, quæ in hoc Concilio statuta leguntur, de consensu, imò ex suggestionem Principis fuerint constituta.

Legitur ibidem Epistola Synodi ad Clodoveum Regem, in hæc verba: Quia tanta ad Religionem Catholicam cultum gloriæ fidei cura vos excitat, ut Sacerdotalis mentis affectu Sacerdotes de rebus necessariis tractatos in unum colligi jussisset, & eundem voluntatis vestre consultationem, & iterum vos dedisset, ea quæ nobis visum est de hinc respondimus; ita ut si ea, quæ nos statumimus, etiam vestro recta esse iudicio comprobantur, tantum consensus Regis ac Domini majori auctoritate servandam tanorum firmiter serventia Sacerdotum.

Ex hac Synodi Epistola intelligitur, Clodoveum Regem

gem non tantum Episcopos ex variis Regionibus ad Synodum convocasse; ut secundum ipsius voluntatis consultationem constituerent, sed insuper titulos sine articulos, de quibus esset deliberandum, Synodo fuisse; & omniaque hinc constituta penitus Synodo Regia auctoritate fuisse probata & approbata.

Proinde nihil à Patribus in hac materia statutum fuit sine Regis consensu, & auctoritate, quin & suggestione.

Quod enim Rex Clodovus quosdam articulos Patribus proposuisset in materia, de qua ipse fuit auctoritate legem ferre posset, ut ipsi in Synodo congregati super illis deliberarent & statuerent Principibus Christianis jampridem solum fuisse legi, & quae scilicet Marianum Imperatorem Patribus Concilii (balcedonensis) proposuisse tria Capitula, ut de illis, quid statuendum esset ipsi deliberarent & statuerent, ut ita concurrente Imperiali & Synodali auctoritate Decreta propriori animo à fidelibus susciperentur, & observarentur, ut intelligitur ex allocatione nomine ipsius Imperatoris ad Patres facta, quae habetur Tomo 4. Conciliorum generalium, cap. 609. 11. Divisionibus de piissimis Divinis, & nollet ad sanctam Synodum dicitur Quodam Capitula sunt, quae ad honorem reverentiae vobis servavimus, & decorem esse judicantes à vobis hanc regulatorem potius formam per Synodum, quam nollet lege sancire. Et jamque Divisionibus, & piissimum Principe nostro, Beronicianus vir devotus, Secretarius divini Consistorii, Capitula sic relegit.

Inique ex hoc Decreto Concilii Aurelianensis nequaquam concludi potest, non magis, quam ex Canone Concilii Tolentini, de quo supra, Patres hujus Concilii existimasse sibi esse auctoritatem de hac immunitate Ecclesiarum aliquid statuendi sine Principis consensu.

## CAPUT IV.

## Quae loca gaudeant Immunitate sive Aſylo?

1. Sole Ecclesia antiquis Aſylo gaudebat.
2. Quid nomine Ecclesia veniat?
3. Circa loca immunitatis attendenda consuetudo.

**N**ulla loca pia aut religiosa primis Aſylo seu immunitate gavisa fuisse praeter Ecclesias, sat indicant tituli Codicis Theodosiani, & Justiniani, sub quibus de hoc iure Aſyli tractatur, utpote qui inscribuntur De his qui ad ECCLESIAM confugiunt, & non nisi de contingitibus ad Ecclesias, sub his titulis agitur.

Unde & Petrus Gambacorta in suo speciali de hac immunitate Tractatu lib. 4. cap. 1. num. 1. non satis: Quod antiquioribus temporibus sola Ecclesia excepta, dicebatur: Paulatim vero, ait, postea capiebant alia, & quaedam loca exipiti.

**E**ccliae nomine veniunt aedes sacrae publica auctoritate ad Divinum cultum ac populi Missae sacrificium destinatae, & ad quas publici & ordinarii populi ad divina Officia patet accessus.

Sub his aedibus sacris non comprehenduntur privata sive domestica Sacella seu oratoria, multis probat Gambacorta in citato Tractatu lib. 4. cap. 1. cui & praxis conformis est.

Illud etiam nomine Ecclesiae non tantum Chorum aut Altare vel Sacramentum ad effectum Aſyli venire, sed ipsum spatium quod intra parietes aedis sacrae continetur, & in quo populus solus convenire.

Quod Ecclesia seu aedes sacrae hac immunitate gaudeat, mox ut Episcopi auctoritate erecta, & ad Divinum cultum in ea publice celebrandum destinata est, tametsi haec non solum rite non fuerit consecrata, nec in ea divina Officia faciente celebrata, modo in statu sit, ut in ea divina Officia celebrari queant, communiore est opinio, ut pluribus citatis auctoribus asserit Covarruvias lib. 2. cap. 10. num. 4. monet tamen ibidem peritus auctor plurimum hac in re valere consuetudinem: quae (ait) piissimum est inspicere.

Addit & hoc, montum: Perpetua praecaven- dum, ne haece temporibus hanc ipsam aedem extendamus, cum oportet aedem, eorum recipere, qui passim criminibus hac immunitate, sicut committuntur, quae ratione aliquot in artibus Prelati immunitatem istam aedem admittunt in his Ecclesiis, quae sanctissimam Eucharistiam ad publicam venerunt rationem & adorationem habent.

Expendere possunt Principes & Magistratus & Praefati, nam & haece temporibus, & haece in Provinciis non oportet hanc immunitatem ad pauciora loca restringere, ne plures hac immunitate & frequentia locorum ea gaudentium fiant, criminibus libius committant.

**P**orro recte notandum à Covarruvias, in hac re potissimum inspicendam consuetudinem. Cum enim hac immunitate deponatur more à iure positivo, indubitatum quoque est, non posse esse variam pro varietate & conditione temporum & regionum.

Sicut jampridem auctoritate Canonum, quos regit Gratianus, de quibus Capite praeter, hanc immunitatem potestatem fuisse ad XL. aut XXX. passus esse ita supra Ecclesiarum, uti ostendit Covarruvias lib. 2. contra res. cap. 20. ibidem pluribus exponens quam spatii mensuram passus confectus.

Porro & illud sciat hanc extensionem ad hos ultra septem Ecclesiarum XL. aut XXX. passus plerisque in Provinciis excolebat, qui etiam in locis ad 4. usque ad Senatus Consilium Silianum, & Remigius de immunitate Ecclesiae, item Julius Clarus in sua Practica criminali quod, & addit: hanc hodie consuetudinem servare debere, quoniam communis est, & Unde de consuetudine passim receptum est, nec dum non seu Palatinis Episcopi, tunc intra hos XL. aut XXX. passus excluduntur hac immunitate gaudentes.

«Cunctis quidem non locus à ipse Ecclesiae, sed non propter consuetudinem intra hos XXX. aut XL. passus: sed quia tanquam loca sacra licentia tunc ab Episcopo excluduntur, & bandis subditi cadaveribus specialiter deputantur, uti latius ostendit Gambacorta, lib. 4. cap. 3.

## CAPUT V.

## Quamvis Aſylo seu Immunitate non gaudeant.

1. Sedi conſuentes Aſylo ſunt.
2. Quid potissimum in concedenda, aut extendenda vel interpretanda immunitate, attendendum.
3. Romani Pontifices quodam crimine ab Aſylo exceptum per suas Decretales, & quae barum Decretalium auctoritas.
4. Ab Aſylo exclusi deliquentes in loco immunitatis: aut spe consequenda immunitatis.
5. Decretalis Innocentii III. & qualiter in plenisque Provinciis derogatum.
6. De furibus ab Aſylo exclusis.
7. De homicidiis de Aſylo exceptis.
8. Rei laici Majestatis ab Aſylo exclusi.
9. Fraudulenti Delictorum Immunitate privati.

**U**t quis immunitate seu Aſylo Ecclesiae gaudeat, requiritur, ut ipse ad Ecclesiam sponte & propria voluntate confugiat, ut hoc suo ad eam consilio palam ostendat & praestet, quod ad Ecclesiam confugiendo, Ecclesiae protectionem & patrocinium imploret.

Hinc utriusque Codicis Theodosii, & Justiniani non inscribitur simpliciter de immunitate, seu Aſylo Ecclesiarum, sed de his, qui ad Ecclesias CONFUGIUNT, ut vel hinc patet confugii potius, quam materialium templorum, hinc etiam sacrum animam immunitatem esse modum: quod & notavit Jacobus Cujacius ad hunc ipsius Codicis: «Imperatores ad quos, praesidium & eorumque iniquitatis, qui ad eas confugiunt vexationes, evincere caute».

Hinc post Covarruviam aliusque, obstat Emmanuel Gonzales in notis ad Cap. 4. de Immunitate Ecclesiae.



*Model. verbo Confugiendi.* Quod eo privilegio non possint arcepi & in Ecclesiam conducti, cum illi sit, ut, confugit ratio nulla sit.

Ille quoque qui per faciliorem vel liborem ducitur live trahitur ad locum supplicii per ipsam Ecclesiam non committitur live alium locum immunitatis, Asylum non gaudet, tamen in loco immunitatis existens declaratur se vel se confugere ad Ecclesiam, uti post Covarruviam alioque notat Gonzales loco citato: „Quia, qui, cum non sit in libertate confugiendi, non gaudet hoc privilegio.

Si vero de manibus satellitum elabatur, aut ex carcere evadat, & ita clausus aut evasus ad Ecclesiam confugiat, cum immunitatem gaudere communiter creditur: eo quod in libertate positus videatur & libere & voluntarie ad Ecclesiam confugere, eoque confugio, Ecclesiae auxilium & intercessionem implorat.

Si autem alia ratione & animo ad Ecclesiam accessisset apparcat & probeatur, quam ad eam confugiendi, nequaquam ob existentiam temporalem in Ecclesia aut loco immunitatis immunitate gaudebit, & si ibi ita fuerit reperiatur, poterit extrahi tanquam qui immunitatem non possit, uti loco citato monet Gonzales, eo quod ad Ecclesiam non accesserit live confugerit praedicti consequendi, aut ejus intercessionem implorandi causa.

Similiter voluntarie & sponte egressus de loco immunitatis, ad quem confugerat, ipso facto exidere immunitatem, & libere apprehendi posse, communis est opinio praxi conformis, quia ut notat Gonzales senserunt Ecclesiam, ejusque imploratum subsidium deservisse.

**I**n quoque confugiendis ad Ecclesiam ejusque auxilium & intercessionem implorantibus, & conversionem & emendationem praesentibus, Principes immunitatem & Asylum aliquod concederent; ita tamen ut una profectionis, na hunc immunitas vel injuriam passis obsequi, vel Republicam tranquillitatem turbare, aut sceleris & malevoli homines ad crimina liberius perpetranda, spe immunitatis per hanc immunitatem consequenda incitarentur.

Unde notatum fuit cap. 2. quomodo Principes Christiani hoc Ecclesiarum Asylum tum quoad loca, personas, imo & tempus circumscriptis per sua leges, ut nec injuriam passis, nec Republicae tranquillitati & quieti obsequi, aut sceleris & malevoli sua sceleris perpetrandi fomitem subministrarent.

In primis notaverunt Principes, Ecclesiarum immunitatem ob innocentium securitatem & eorum, qui justitiam aliquam sui sceleris sui erroris excusationem adferre possunt, & malefactorum emendationem ac erroris correctionem praesentem, institutum & a Principibus indulgentiam, non autem *non laesi obsequi & iudicantibus praesentibus*, ut loquitur Justinianus *Novella 17. cap. 7.*

Primum notum erat ipsis duo esse honorum & cultuum genera, quae Deo tribuuntur. Alterum, quod Deus ipsis ab hominibus sibi tribui velle declaravit & praecipit. Alterum, quod homines Deo certo modo & tempore exhibendum statuerunt.

Porro & illud manifestum erat ipsis, quod si uterque cultus Deo in certis circumstantiis simul exhiberi nequeat, saltem ab hominibus institutum cedere debere cultui, quem Deus ipse instituit & exhiberi sibi praecipit.

Hoc ipsum nos docuit Christus: cum enim divinum praecipit foret Moyses lege firmatum, parvulis opem ferendam, cumque ex hominum pietate sponte inducendum fuisset, templo maxima dona largiri, Christus Jesus Deus nosse reprehendit acriter Phariseos, qui templo munera offerre, quam gentioribus auxilium ferre, acque subvenire, impendunt laudabant.

Rationem hujus acriter redargutionis adiciens, dicens Matth. 23. *Iratum fecistis mandatum Dei propter traditionem vestram.*

Cum igitur Principibus exploratum esset justitiae administrationem in iram malefactorum, laudem vero bonorum differe & impende ad Deo praecipit, acque Deum aperte & multoties declarasse per justitiae administrationem summam sibi honorem & cultum exhiberi: quia si hac desit Principibus, ipsi ob id Regna & Imperia sustentenda, & in alios transferenda.

Igitur cum certum sit immunitatem Ecclesiarum & cultum seu honorem, qui per tam exhibetur Deo,

duntaxat esse ex hominum instituto, consequens est, cum cedere debere, si in certis circumstantiis cum divino praecipio de administratione justitiae considerari nequeat.

Uti etiam, consequens est ante omnia rationem habendam justitiae, tamque veluti regulam & normam spectandam in hac de immunitate Ecclesiarum concessione, usu, extensione aut interpretatione.

Laudandum proinde Principum, Magistratum, ac Praetorum consilium, qui dom Ecclesiarum immunitatem tueri ac servare volunt, intra certos limites ita concludunt, ut non percat justitia adeo necessaria ad publicam tranquillitatem conservandam, tollendasque injurias & desertimias, quae privatis & innocentibus inferuntur.

Quomodo jampridem Christiani Imperatores suis legibus hosce legitimos limites figere studuerint cap. 2. exposuimus.

**S**imiliter R. Pontifices, dum circa saeculum XII. praefertim post evulgatum & passim receptum Decretum Gratiani, coeperunt super his & similibus materiis consuli, & per Decretales respondere, aut etiam motu proprio decernere, quosdam limites hanc immunitatis fixerunt.

Porro haec Decretales in unum corpus sub certis titulis auctoritate Gregorii IX. redactae, una cum subsequenter Pontificum pura Sexti Decretalium, Clementinarum & Extravagantium, collectisque Libris Juris Canonici consilium, quibus in Belgio, ut & in aliis passim Regionibus Catholicis tanquam jure communi in hac & simili materia utimur: reputanturque in Belgio uti in Gallia (quoadmodum novissime notavit Ludovicus Heineccius in subeundo opere, cui titulus: *Lex Loth. Ecclesiasticae de France dans l'ordre naturel* p. 1. c. 15. p. 12.) ad illas Juris Romani consenti in Libris Juris Civilis, id est inquit auctoribus praefatis, quod hisce Decretalibus utamur in decisionibus causarum Ecclesiasticarum, quemadmodum *Jure Romano* in patria consuetudinaria, cujus in decisionibus incidentium quodvis usus est, dum carum decisis non habetur ex aliis specialibus legibus aut statutis, vel veteribus & receptis in Regno consuetudinibus.

**I**nter haec Decretales occurrunt una Gregorii IX. admodum famosa, & ob suam aequitatem ubique communiter recepta & praxi comprobata, inscripta Toletana & Compendellana Archiepiscopis, referunturque in *Cap. fin. de Immunitate Eccles.* sed ut ex clausula; & infra, textui infra manifestum est, non integra, sed per Rayn. addum secis extat: ut & propterea certo sciri nequeat, quis fuerit casus, super quo consultus Pontifex respondit.

Innotuit in hac Decretali Pontifex declarare hanc immunitatem gaudere non debere qui homicidia aut membrorum mutilationem in ipsis Ecclesiis aut eorum conventibus committere non videntur.

Siquidem mandata Pontifici his duobus Archiepiscopis, quatenus *PUBLICAE nuntius tales non debere gaudere immunitatis privilegio, quo facinus se innotent.*

Licet autem quoniam loquatur de homicidio & mutilatione membrorum, nihilominus talis decisi non per Pontificem adducta, sapienter ostendit Pontificem: nequaquam ad duo illa crimina decisionem voluisse restringere; sed homicidium & mutilationem membrorum specialiter factam continere, eo quod in qua proposito de his solis questum fuisset. Dicit enim Pontifex, idcirco eum immunitate esse indignum, cum in eo in quo delinquit, puniti quae debent: & frustra legis auxilium invenit, qui commissi in legem. Quae ratio omnibus criminibus in Ecclesia perpetratis communis est.

Itaque ex hac Decretali committere concludunt Canonici non gaudere hac immunitate, qui quodcumque crimen in loco immunitatis committit, quod & plurius probat Covarruvias *lib. 2. variar. resolut. cap. 20. num. 14.*

Observat & ibidem *num. 19.* quod committentes crimina in loco immunitatis, non tantum excident privilegio immunitatis loci vel Ecclesiae, in qua crimen fuit perpetratum, sed & omnium aliorum, ita ut simpliciter & indistincte excident hoc privilegio.

Lapsam tanquam indubitanter asserit Badius Ep. apud Duacenses quondam SS. Canonum antecessor praeparatus in Commentario hujus Decretalis, *quia violenter, uti*

unia Ecclesia generaliter pertinet ad omnium Ecclesiarum injuriam, & uni Deo dedicatarum.

Ut autem crimen afficitur in Ecclesia commissum, non requiritur, ut committens crimen fuerit actualiter & personaliter in Ecclesia tempore criminalis commissi, sed sufficit, ut vere dici queat ipsum crimen, puta homicidium intra Ecclesiam commissum, sive hominem per homicidium in Ecclesia fuisse occisum.

Unde & post alios afficit Covarruvias lib. 2. *variar. resol. cap. 20. num. 15. verp. 27.* „ cum non gaudere immunitate, qui ex loco profano sagitta, jaculo, vel scilicet existentem in Ecclesia percussit: non enim, ait, commode negari potest crimen illud in Ecclesia commissum esse, cum ibi scelus etiam *in itinere* habuit à loco non sacro, in Ecclesia tamen executionem & perfectionem habuit, quomobrem non possimus inficiari Ecclesie factam fuisse injuriam.

Uterius, cum in hac Decretali præcipue improbet Pontifex, quod nonnulli se consequendo impunitatis suorum excessum per confugium ad Ecclesiam, ad perpetuanda facilius scelera incitentur, concludunt interpretes per hanc Decretalem privari hac immunitate, si ex circumstantiis appareat crimen perpetratum fuisse spe consequendo impunitatis per confugium ad Ecclesiam, licet etiam extra Ecclesiam in loco profano commissum sit: quod & notari post alios Covarruvias loco citato *Perf. 26.* dicens: „ *Attenta ratione textus si quis prope Ecclesiam ex proposito delictum commiserit, ita de liberare, ut conjectare possimus, cum spe Ecclesiasticis ex immunitatis deliquisse, ab Ecclesia abduci poterit is ad criminis punitionem.*

Occurrit præterea in Decretalibus Gregorii IX. Decretalis Innocentii III. qua respondit Regi Sconie, ut præfert vulgatis inscriptio (de qua videtur potius nota Emmanuelis Gonzales) qui uti in Decretali assertur, Pontificem super variis questionibus, ac signanter, qui hac immunitate gaudere deberent, consuluerat.

Hæc itaque Decretali respondit Innocentius, in primis secundum statuta Canonum & traditionem Legum Civilium distinguendum esse inter hominem *liberum* & hominem *servum*.

Notum hic interpretes, Innocentium III. qui sedit circa seculum XIII. palam agnovisse in hac materia auctoritatem Legum Civilium, sive Principum, manifestumque est Innocentium in hac Decretali nominatim reflexisse ad Legem Thudoni, qua integra erat in Lege v. Codicis Theodosiani, & fragmentum illius in Lege iv. Codicis Justiniani *De his qui ad Ecclesias confugiant*. Ubi de confugientibus servis ad Ecclesias, idem quod in hac Decretali decernitur, ut cap. 2. expositum fuit.

Quantum ad hominem *liberum* respondit: „ Quantum, tuncquæ gravia maleficia perpetraverit, non est violentæ ab Ecclesia extrahendus, nec inde dampnari debet ad mortem, vel ad penam, sed Rectores Ecclesiarum soli obtinere debent membrum & vitam. Super hoc tamen, quod inquit fecit, est alias legitime puniendus, & hoc verum est, nisi publicus latro fuerit, vel nocturnus depopulator agrorum, qui dum itinera frequentat, vel publicas vias obsidet aggressionis insidias, ab Ecclesia extrahi potest, impunitate non præstita secundum Canonicas Sanctiones.

Si vero *servus* fuerit, ait, qui confugit ad Ecclesias: postquam de impunitate sua Dominus ejus Clericis juramentum præstitit, ad servitium Domini sui redire compellitur etiam invitus, alioquin à Domino poterit occupari.

Cum in hisce aut vicinis Regionibus veros *servos* non agnoscamus, quoad hanc partem, Decretalis hæc usum non habet.

Quantum vero ad priorem partem, qua respondet hominem liberum, quantumcunque grandia crimina perpetraverit, non esse violentæ ab Ecclesia abstrahendum, nec inde dampnari debere ad mortem, nisi præstita fuerit cautio ibidem descripta, exceptis casibus hic expressis, certum est hoc non esse conforme præscripto Legum Civilium: quandoquidem notorium sit, Justinianum *Novella 17. cap. 7.* mandasse, ut homicidæ, raptores virginum & adulteri ex loco turunitatis extrahantur & supplicio afficiantur, nulla facta præstandæ cautionis mentione.

Notorium quoque est, & hic in Belgio atqueque ple-

risque Provinciis, plura gravia crimina tum ex antiqua consuetudine, tum Principum Legibus & edictis excipi ab hac Ecclesiarum immunitate. quam hæc Novella aut Decretalis in Libris Juris Canonici contentis excepta reperitur: atque illorum criminum Reos ab Ecclesia sive loco immunitatis violenter extrahi, & etiam ad mortem condemnari potest.

Licet enim in perisque Provinciis Catholicis Decretales Pontificum, quæ Corpus Canonicum constituunt, pro Jure communi Ecclesiastico in hæc & similibus materiis fuerint receptæ, integra tamen semper mansit Principum auctoritas, ea tum circa personas, loca statuendi, legesque præfigendi, atque omnia ordi audi, ne hæc immunitas Justitiæ administrationi obstaculo esset, vel scelera & crimina libetius perpetrandi occasionem subministraret, ut supra notatum fuit.

Et quidem legimus, Franciscum I. Galliarum Regem anno 1539. declarasse, quod dum prævis informationibus contra Reum, qui ad Ecclesiam confugit, fuerit decreta apprehensio, possit extrahi ab Ecclesia, salva tamen integratione, si per Judicem ita fuerit ordinatum.

Evidens est hæc Constitutio permitti, ut generatim omnium criminum Rei, adversus quos prævis informationibus decreta fuerint apprehensio, extrahantur de Ecclesia, & pro qualitate criminum puniantur, nulla interveniente de impunitate sive de vita & membris conservandis cautione, de qua in hac Innocentii III. Decretali.

Similiter & Principes nostri attendentes enormitatem etiam scelera spe consequendo impunitatis per confugium ad Ecclesias aliaque immunitatis loca. lib. ius committi, censuerunt expediri pro tranquillitate publica, & subditorum quiete, enormis & perniciosa nonnulla crimina, nec Jure communi civili aut Canonico fide Decretalium excepta ab hac immunitate subtrahere; una mandantes Reos Officialibus & Magistratibus, ut horum criminum Reos prosequantur, quocunque loco reperiantur, non aucta locorum etiam Deo dedicatorum immunitate.

Et quidem Philippus II. per Edictum die 5. Julii anno 1570. *art. 66.* declaravit hac immunitate non gaudere publicos sive notorios fures, OVENSARE DIEVEN, ROOVERS.

Videtur in hoc Edicto, Principem per *publicum* factum intelligi esse eum, qui in Decretali Innocentii III. dicitur *publicus latro*, qui scilicet furandi & domos expoliandi crimine accet.

Hinc plures post Glossam ad Legem CAPITALIUM §. FAMOSUS ff. *De paria*, credunt, quod fures, postquam plura furta commiserunt, habendi sint pro publicis furibus sive latronibus, atque ut tales excipiendi ab hac immunitate.

Verum quandoquidem furta plurima diversis locis & temporibus ab eodem poverint esse facta, ut ea nec publice innotescant, neque professionem quasi furandi & domos expoliandi facere censeatur, nescio, non ad sensum & mentem citatæ Decretalis aut hujus Edicti similis pro publico latrone, sive, ut Edictum loquitur, *publicus Dieven, roovers*, sit habendus.

Hinc & Pærus Gambacurta lib. 5. cap. 7. de Farinacii & aliorum opinione dicit, se cani non facile admittere in iis, „ qui licet plura furta commiserint, non sunt ita multi de iis accusati, sed de iis, ut summum, qui ita multa commiserunt, ut de illis fere accusati, „ damnatique in judicio fuerint, qui in corpore etiam signati consueverunt, alicubi enim auricularis illis fere cundavice recidunt, alibi candenti ferro ad humerum sinistram vel ad pedus notam imprimunt: ut si quando postea in furto deprehendantur, ex eo signum convinci possint, fere furari consuevisse, ut faustorum more latronum puniantur extrema supplicio.

Nam hæc Gambacurta restrictio restrictio non fit quam ipsa Decretalis & Edicti expressio sonat, nescio: illud constat verissimum esse, quod ibidem monet hic author, etiam graviore supplicio, imo & capitali puniri furem, qui dum semel in judicio de furto convictus penam furti fuit, rursus de novo furti in judicio convinctur.

Cum autem Edictum, hoc furum genus speciatim ab hac immunitate excipiat, apparet, quod noluerit impli-



simplices fures ab ea excludere, sed jure communi scilicet.

Porro fures ob commissum furtum simplex non qualificantur, jure communi ab immunitate non excludi communis est opinio, uti & post alios probat Covarruvias lib. 3. cap. 20. vers. 19. una monens: „Quod tamen consuetudo Clericorum & Laicorum consensu instituta obtriverit, fures simplices etiam non gaudere immunitate Templorum, atque ita passim, ait, ab Ecclesia abducuntur, etiam ad Judicibus secularibus. Id ipsum propter magnam furtum copiam receptum fuisse in Gallia testatur Joannes Ignazus ad l. 1. ff. ad Sillianum.

Hanc inductam consuetudinem notavit quoque Petrus Gambacurta in Tractatu de Immunitate Templorum part. 1. lib. 3. cap. 14. n. 10. & 11. cumque sibi obijceret, non immunitati Ecclesiasticae, quæ est quedam Divini cultus species & reverentia non possit consuetudine præjudicari citra illius cultus ac reverentia præjudicium? Recte respondit: „Non esse ex natura sua naturalis iure cultum Dei; sed ex hominum institutione, qui hoc ad ejus cultum excogitarunt; qui fit, ut hæc ipsa Dei reverentia aliquando cum majori ejusdem reverentia certet: quando ergo populi adveniant hanc reverentiam immunitaria favere peccatis quibusdam gravibus recipiendo usu ac moribus contrarium, ac restringendo immunitatem, non reverentiam Dei tollunt, sed reverentiam illam Dei ex occasione minorem factum majori reverentia permittunt. Consuetudinem in Belgio receptam hæcenus non reperi, quæ simplices fures ab hac immunitate excludit.

Testatur quoque Petrus Sarpi in Tractatu De Asylo templorum cap. 3. quod hæc consuetudo privans omnes generum fures hac immunitate in suo Ducatu nunquam invaluerit, sed solummodo in furtis etiam vibus atque enormibus locum obinet, prout etiam est finitimus nostris Senatus Venetus constituit anno MDCX. 3. Aprilis; quare, ait, quo est usi receptum, omni contentione retinendum.

Deinde Edictum publicis furibus adjungit grassatores fracti scindens, qui nimirum in viis & plateis publicis grassantur, & violentias atque commotiones excitant.

**E**Xcipit dein hoc Edictum homicidas ex insidiis sive deliberata voluntate & proposito, Dood slagers door bespiedinge ofte gedeliberate wille en propose.

Edicta de anno 1589. art. 20. & de anno 1616. art. 22. addunt post hos sic expressos & descriptos homicidas, *Affassins, Affassineers*.

Licet enim inspecta origine hi descripti homicidæ non sint proprie dicti *Affassini*, de quibus Concilium Lugdunense in cap. 1. De homicidiis in 6. nihilominus certum est, tempore horum Edictorum, uti & hodie, similes homicidas venire nomine *Affassinorum*, atque *Affassini* dici, uti & notavit Covarruvias lib. 2. varlar. Resol. cap. 20. ibidem late exponens, qui proprie primus reputati fuerint *Affassini*, & unde nomen illud originem habuerit.

Ceterum perspicuum est, hi Edictis ab hac immunitate excludi homicidas, qui per industriam & insidias animo ac proposito deliberato hominem occidunt, idque conformiter ad cap. 1. De homicidiis, in quo dicitur: „Si quis per industriam occiderit proximum suum, & per insidias, ab Altari meo velles eum, ut motiatur.

Ex hoc enim textu nequaquam obscurum est multique probat Covarruvias lib. 2. varlar. Resol. cap. 20. num. 7. vers. 8. „homicidam proditorium, quique autem insidiosus occiderit, ab Ecclesia publice, & vi publica ad punitionem criminis abduci posse. Multique citatis ejusdem opinionis autoribus, ait: Hæc quidem interpretatio communis est, & consuetudine Christiani orbis recepta.

Hanc consuetudinem & interpretationem secutos esse Principes nostras in citatis Edictis, manifestum est. Monet autem ibidem Covarruvias esse proditorium sive insidiosum homicidam conformiter ad prædictum textum, „qui occiderit cum, qui ejus inimicus non est, nihilque tale præcaverit, cum nulla esset præcavendi causa. „Eamque omnem dicere per

industriam occidere, qui per insidiosam industriam acciderit.

Hinc ultetius inferre etiam debere dici homicidam per insidias & industriam, „qui proprium inimicum etiam iure & incautum occiderit, quia, ait, sufficit, ut homicidium proditorium dicatur, id sufficit, ut commissum per industriam insidiosum.

Post hæc concludit cum opinione esse recipiendam, quæ generaliter in casibus, quibus aliquis proditorium alterum occidit, & ut Hispani vulgo dicunt, *à traycion, y alevosamente*, immunitatem negat, similemque homicidam ab Ecclesia esse abducendum, ut dignum patitur poenam.

Quin & plerumque quos citat ibidem Covarruvias exstimaant, nec cum gaudere immunitate Ecclesiarum, qui absque ulla proditione, consilia tamen & pravia deliberatione post repentinum iræ motum alium occiderit; testaturque Navarrus in Lusitania per Leges Regias similem homicidam ab immunitate excludi, similemque in Hispania Legem fuisse factur ipse Covarruvias, & Fainocius concludit Ecclesiam nullum omnino genus homicidii consilio perpetrati iuri posse, addit convenientem non esse ab hac sententia discedere in iudicando, licet Doctor aliquis aliter fenserit: uti refert Sarpi in Tractatu de Jure Asylo cap. 5. qui & addit: „Hoc ipsum Veneti nobis finitimi, & quorum exemplo ob infamiam & spectatam ejus Reipublicæ pietatem moveri maxime decet, anno 1609. octavo Idus Febr. Senatus. Consilio statuerunt homicidam videlicet Bergomi in Ecclesia detentum, si imperu quodam raptus esset & casu, ut vocant, puro, hominem interemerit, restituendum esse, si vero consilio & cogitato, quod casu per se dictum dicunt, prehendum.

Edicta Principum nostrorum ab hac immunitate similiter excludere illos, qui deliberata voluntate & proposito alterum occiderint, patet ex eo, quod nominatim exprimit eos, qui per insidias duros bespiedinge, & eos, qui deliberata voluntate & proposito, gedeliberate wille ende propose, occiderint.

**D**Einde declarant Edicta, ab immunitate exclusos Reos criminis *lesa Majestatis, crimine persone leza Majestatis*, uti expressit Edictum de anno 1570. aut ut Edictum de anno 1689. personen die betuyghet zyn van het crimen leza Majestatis, quemadmodum & expressit Edictum de anno 1616.

Evidens est, his Edictis seculos declarari ab immunitate Reos criminis *lesa Majestatis*, cujusque generis crimen hoc fuerit, modo tamen sit crimen, quod de jure aut consuetudine pro crimine *lesa Majestatis* reputatur.

Etsi hæc generaliter crimen *lesa Majestatis* fuisse inter crimina ab hac immunitate excepta reputatum, saltem ex generali & probata consuetudine referit Petrus Gambacurta lib. 5. cap. 43. num. 6. ex Hieronymo Gigante lib. 3. De crimine *lesa Majestatis*, Rub. de variis questionibus Quest. 3. num. 6. qui ibidem testatur, se vidisse Reos *lesa Majestatis* extrahi de Ecclesia, ac puniri, neque ab Ecclesia defendi.

Ut autem Principes evidenter significarent, non tantum ab hac immunitate exceptum crimen *lesa Majestatis* in personam Principis commissum & in Republicam & Magistratum, declarant desuper hac immunitate privari, qui accusati fuerint de publica seditione aut commotione in populo, vel de vi aut violentia Ecclesiis aut justitiis illata. De gene die geaccuseert zyn van openbare seditie, ofte hercoerte ondebet volk gemakte te hebben, ofte der kerken ofte justitie gewelte ofte violentie gedaten.

**D**Enique his Edictis ab hac immunitate excipiuntur fraudulentum decoctores, vulgo *Bancquerotters*: quos describit Edictum anni 1540. die 4. Octob. extraque par. 1. Edictorum Handrix lib. 3. Rub. 1. quo decernitur mercatores sive mercatiles alioque cujusque conditionis debiores aut qualisvis fuerint, qui se subtrahunt de loco sue residentie non satisfaciendo suis creditoribus, & occulto sive fecero transierunt, aut occultabant & slebant sua bona, ut hæc abscondant, repudiabant & habebant pro publicis furibus & platearum grassatoribus, & hostibus publicæ queris & communis boni: „Alles coopteden ofte coopwyfen ende andere schuldmeesters van wat

„conditie ofte qualiteit sy zyn, die heilichdien ab-  
 „fentenen zullen vander plikke van hare residentie  
 „zonder ter vermoegen haerlieder creditus, ende  
 „heymelyken transporten ofte verwyggen zullen haer-  
 „lieden goeden om de zelve te bedriegen, zullen ge-  
 „houden ende gegast worden voor openbare Dieven  
 „als straat schenders, ende vyande van de gemeyne  
 „welvaert: ende zulks hebben wy die verklaert ende  
 „verklaren, oordonnende alle onse Rechten ende  
 „Officieren die zantestaen ende apprehenderen in wat  
 „plaats datse die vinden: zonder dat de zelve zul-  
 „len mogen gebruyken enige privilegie, vryheyt  
 „ofte liberteyt, hoe dat het zy.

Quantumvis hoc Edictum non exprimat nomi-  
 „natum immunitatem sive Asylum locis sacris indultum,  
 „nihilominus nequaquam ambiguum est, hoc Edicto  
 „describi eos fraudulentos debitores sive decoctores,  
 „vulgo *Banqueroutiers*, quos Edicta nominatim hac  
 „Ecclesiasticum, & sacrorum locorum immunitate care-  
 „re declarant, uti etiam factum Antonium Anselmum in  
 „suo Tribunalio Belgico cap. 10. §. 43. *vers. Qui au-*  
 „tem, remittens ad hoc Edictum, ut sciatur qui ha-  
 „bendi sint pro *Banqueroutiers*; scilicet ad effectum pri-  
 „vationis hujus immunitatis.

„Moet autem ibidem recte Anselmo, quod hi  
 „Banqueroutiers sint omnino distinguendi à simplicibus  
 „fallitis, & obstrictis sine sua culpa, quive non su-  
 „pina negligentia res suas amiserunt.

Et sane cum Edicta Principum solos hujusmodi  
 „fraudulentos decoctores, & debitores ab hac immuni-  
 „tate exclusos declarant, haecsum simplices debitores,  
 „& bonis sine fraude credentes non censentur ab hac  
 „immunitate scellari; sed conformiter ad Constitutio-  
 „nem Leonis Imperatoris l. 6. Cod. de his qui ad Ec-  
 „clesias confugiunt, immunitas hac gaudere censentur;  
 „sub eadem tamen moderatione in hac lege nomina-  
 „tim praescripta: ne alias per eam immunitatem cre-  
 „ditoribus nimium inferretur nocuentiam, uti supra  
 „cap. 2. expostum est.

REACTIE VAN DE RECHTEREN VAN DE PRINCIPALITEIT VAN BRUSSEL

## CAPUT IV.

## De Judice hujus Immunitatis.

1. *Pluribus offenditur Judicium de immunitate spe-  
 „tare ad Principem ejusque Magistratum.*

**I**mmunitatem sive Asylum Ecclesiarum & sacro-  
 „rum locorum à Principum indulgentia pendere,  
 „atque Principes Christianos huic immunitati modo-  
 „mini quo ea utendum esset; nec non eandem & quoad  
 „loca, personas & tempora restrictivè vel extendisse,  
 „in praecedentibus ac notanter cap. 2. & 4. abunde de-  
 „monstratum fuit.

Potio nemini ambiguum est, quin ejus sit de re  
 „quamvis cognoscere, cui de ea statuendi, & leges  
 „praestigendi competi auctoritas.

Insuper indubium est, interpretationem legis,  
 „nec non dubiorum ejus occasione exortientium deci-  
 „sionem pertinere ad eum qui legem tulit.

Unde & vidimus, quod Principes leges de hac im-  
 „munitate promulgandas, non ad alios quam ad suos  
 „Magistratus direxerint, ut hi ex Principum authori-  
 „tate illas proponerent & exequerentur, atque de his,  
 „non secus ac de ceteris legibus, ac questionibus su-  
 „per iis incidentibus judicarent.

Idipsum fact expresse declaravit Leo Imperator, in  
 „l. 6. Cod. de his qui ad Ecclesiam confugiunt, & de  
 „qua supra cap. 2.

Hanc suam Constitutionem voluit per omnes sui  
 „impetii ditiones per suos Magistratus promulgari &  
 „executioni mandari, *exceptis*, ait, *hac Urbe Regia,*  
 „in qua nos, divinitate propitia, degentes quoriet usque  
 „exergetis, invocati, singulis causis & personis, prae-  
 „ses, constituta praestamus.

Evidens est, Leonem Imperatorem in hac lege vo-  
 „luisse, ut per suos Magistratus in hac materia singulis  
 „causis, & personis jus diceretur, exceptis iis quae in  
 „Urbe Regia exortientur, & jus sibi dici peterent.

Et sane quoniam Principes in similibus materiis le-

Van Espen, Pars VI.

ges sive Edicta sua ad Magistratus sive Officiarios  
 „suos promulganda, & exequenda mittunt, etiam eo-  
 „rum interpretationem, sive dubiorum sui questionum  
 „super iis exortientium decisionem committere censentur:  
 „nisi specialiter sibi eam reservent, quemadmodum  
 „Leo Imperator incidentes questiones in Urbe  
 „Regia super hac immunitate sibi reservavit.

Cum enim haec Leges sive Edicta a voluntate & in-  
 „tentione Principis dependant & vim suam habeant,  
 „justum est ut Principes sibi vel Magistratibus qui vi-  
 „ces ejus gerunt, eorum interpretationem & dubiorum  
 „super iis emergentium decisionem reservet.

Unde & in paxi notorium est, quod incidente  
 „questione super simili Edicto, non ad Judicem Ec-  
 „clesiasticum, sed ad Judicem Regium pro hujus qua-  
 „stionis decisione recursus habetur. Exempli gratia,  
 „si questio incidat, utrum ex certis fructibus solvi  
 „debeat decimae, conformiter ad Edictum Caroli V.  
 „de anno 1520. vel quis ad reparationem vel restau-  
 „rationem Ecclesiarum teneatur, conformiter ad Edictum  
 „Principum nostrorum de anno 1613. non ad Judi-  
 „cem Ecclesiasticum, sed Regium hac questio deciden-  
 „da deferretur.

Et quod propius ad praesentem materiam accedit,  
 „si super immunitate personali Clericorum à Jurisdic-  
 „tione laica questio sive confictus inter Judicem Ec-  
 „clesiasticum, & Civilem Magistratum incidat, hic  
 „confictus non per superiorem Judicem Ecclesiasticum, sed  
 „per Principem sive ejus Consilium Principem reprae-  
 „sentans terminandus est, uti placitis Principum no-  
 „strorum Edictis declaratum est.

In primis occurrit Edictum Caroli V. de 4. Octo-  
 „bris 1540. extatque integrum part. 1. Edictorum Flam-  
 „andiae lib. 3. Rubrica 1. quo statuitur: Judices Ec-  
 „clesiasticos non posse procedere per censuras contra Ju-  
 „dices Regios occasione eorum quae ex Officio suo ab  
 „his acta sunt; sed si (ait) Judices Ecclesiastici pre-  
 „tendant per Judices sive Magistratus Civiles Jurisdic-  
 „tionem suam laesam, debeant per libellum super eo  
 „informare Judices laicos, qui si credant Jurisdic-  
 „tionem nequaquam laesam aut laedi, debeant interim ab  
 „ulteriori processu per mensem subsistere, ut interea  
 „superiorem horum Judicum informare queant.

Igitur questio de violata Jurisdictione ad Princi-  
 „pem sive ejus Magistratum superiorem Judicum lai-  
 „corum deferenda, & ab eo ejus decisio expectanda  
 „est.

Hoc Edictum quoad hunc articulum renovatum  
 „est per Edictum Philippi Secundi die 1. Junii 1587.  
 „ad Synodum Cameracensem Article 16. quo nomi-  
 „natim praecipitur, ut si Archiepiscopi aut Episcopi  
 „pretendant per Magistratus Regios sive Civiles quid-  
 „quam contra Jurisdictionem Ecclesiasticam, attenta-  
 „tum, recursum habeant ad Principem ejusque supre-  
 „mum & laterale Consilium, quod privatum vulgo  
 „dicitur. Verba Edicti sunt, *Si lesdits Archevêques  
 „& Evêques prétendaient y avoir emprise, auront  
 „leurs recours vers Nous, ou vers nos chers &  
 „frans les Chief-Président & Gens de nostre Conseil  
 „Privé, pour y ordonner ce que de raison.*

Quandoquidem immunitas localis Ecclesiarum aequè  
 „dependet ab auctoritate Principum ac ipsa Jurisdic-  
 „tione Ecclesiastica, quidni in controversiis, & confictibus  
 „super hac immunitate ad Principem ejusque supremum  
 „Senatus recurrendum erit; (quod & Principes vo-  
 „luisse, & Episcopus & Praelatos exort ad Principem  
 „ejusque Senatus recursum habuisse exorte confictu su-  
 „per hac immunitate ac super confictu Jurisdictionis,  
 „infra Capite 8. ostenditur.)

## CAPUT VII.

## De Extrahione Rei ex loco Immunitatis.

1. Extrahio à loco immunitatis dicitur ad Curiam seculari suam ejus Administratorem.
2. De hoc non requiritur licentia Episcopi ad extrahendum.
3. Praxis Belgii.
4. Quando probatur esse debeat, casum esse exceptum, ut Reus extrahatur.
5. Confessio Francisci I. Regis Gallie, & ejus cessante Ecclesiarum Asylum abrogata.

**E**ffectus immunitatis sive Asyli Ecclesiarum is est scilicet, quod conflagrantes ad Ecclesias ab his per Magistratus Civiles violentem in ordine ad punitionem abstrahi vel abduci nequeant.

Unde super hac immunitate consultus Innocentius III. respondit, quod juxta statum sacrorum Canonum de traditionem legum, si liber homo quoscunque, quod gravia maleficia perpetraverit, non est violentem ab Ecclesia extrahendus, nec damari debet ad mortem vel ad penam.

Itaque quod criminalis Reus ex Ecclesia ad quam confugit extrahi nequeat, effectus est immunitatis, qui confugis gaudet.

Proinde cessante hac immunitate, neque Ecclesia sui alius locus facit Reum criminis à pena, aut prosecutione Judicis, sive Magistratus, qui gladium porat ad vindictam malefactorum, laudem vero bonorum, collatus autem reddere.

Idipsum evidenter & expresse in eadem hac Decretali Innocentius III. postquam enim asseruit, nullum liberum hominem, quoscunqueque gravia crimina maleficia perpetraverit, non esse ab Ecclesia violentem abstrahendum, immediate subjungit: „Nisi publicus latro fuerit, vel nocturnus depopulator agrorum: qui dum itinere frequentat, vel publicas stratas obstat, aggressiois insidiis, ab Ecclesia extrahi potest, impunitate non praestita, secundum Canonicas Sanctiones.

Evidens est, quod Innocentius responderet, publicum latronem extrahi posse violentem ex Ecclesia; eo quod cum secundum Canonicas Sanctiones supponeret non gaudere immunitate Ecclesiarum.

Quod autem hic dicat Innocentius, quod publicum latro secundum Canonicas Sanctiones abstrahi possit ab Ecclesia, indubie more sui temporis respexit ad ea quae apud Gratianum leguntur.

Scitum Innocentium III. ceterosque ejus aetatis Pontifices pro *Canonicis Sanctionibus* reputasse, quae sub nomine Conciliorum aut Pontificum apud Gratianum reperiebantur: unde quia sub nomine Nicolai Papae reperitur, relatum *Cauf. 17. quæst. 4. Can. 6.* legisset, sub communicatione excommunicationis hominem à sepius Ecclesiae extrahi non posse, nisi fuerit *publicus latro*, dicere non dubitavit, quod secundum *Canonicas Sanctiones, publicum latro violentem ab Ecclesia abstrahi possit, ut pote immunitate non gaudens.*

Praeterea evidens est, Innocentium loqui in hac exceptione de violenta abstractione per Judicem secularem, de quo fuerat locutus in priore parte Decretalis; & qui Reos criminum prosequitur, & à loco immunitatis abstrahere vult, ad interficiendum Reis penam mortis, aut mutilationem membrorum; & à quibus Rectoribus obtinere debent *Reis membra & vitam*; id est, securitatem quod nec membra nec vitam perdet: quae securitatem non nisi à Judice seculari, qui solus sanxionem infligere potest, petenda erit.

Et cum in secunda parte nominatim expressisset publicum latronem ab Ecclesia violentem abstrahi posse impunitate non praestita, evidens est Innocentium hic de Judice seculari loqui, & declarare per hunc Judicem, publicum latronem, utpote ab immunitate Ecclesiarum exclusum, abstrahi posse, & ad mortem vel mutilationem membrorum damari, & puniri; atque ad eum effectum ab Ecclesia violentem extrahi posse, nulla impunitate ab eo praestanda.

Et sane dum Reis immunitas subtrahitur, non potest ipsis ad Ecclesias confugium, praestare Asylum sive impunitatem: quandoquidem ipsa Ecclesiarum immuni-

tas ad ipsos non se extendat, & consequenter haec confugium ad Ecclesias impedit nequit Civiles Magistratus, quominus eos persequantur, & abducant ab Ecclesiis seu locis immunitatis, utpote quae respectu similium confugientium loca immunitatis non sunt, nec ut talia à Magistratibus Civilibus reputanda.

Quare Principes suis Legibus & Edictis, declarantes quodam Ecclesiarum immunitate non juxta, una Magistratibus & Officiariis suis injungunt, ut prosequantur & de locis sacris abducant, tanquam hac immunitate non gaudentes, nisi supra Cap. 2. & 5. vidimus, ac signanter ibidem observandum est, quod Justinianus declarans Novella 17. Cap. 7. homicidas, adulteros, & virginum raptores hac immunitate non esse juvandos, injungit Triboniano sacri Palatii Quaestori, ut eos à sacris locis abducat.

Unde & unanimis est Canonistarum opinio, quam & praxis probavit, Reos criminum in casibus exceptis, & dum constat esse crimen exceptum, confugum posse violentem à loco immunitatis abstrahi, & pena condigna puniri, atque inter alios Covarruv. *lib. 2. variorum, Resol. cap. 20. vers. 33.* notans, quod juxta Capitulum fin. 10. *De immunitate Ecclesiae*, Laicos committentes crimen in Ecclesia gaudent immunitate, mox subiungit, eum posse à Judice seculari inde iuvius abduci.

Ultimus cum in casibus exceptis, Ecclesiarum immunitas non obtinet, neque confugis immunitate gaudeat, possunt Clerici huic confugis in simili casu immunitatem concedere, consequenter nec cum iocri contra Magistratus & Officiarios civiles, cum prosecutione, & de loco sacro, tanquam in hoc casu, immunitate non gaudentes, extraherentur.

Neque in his casibus exceptis Officiarii Regis Reos criminum ex Ecclesiis aut locis immunitatis extrahentes, immunitatem Ecclesiarum violare dicuntur: quandoquidem hiis in casibus nulla fit respectu horum confugientium Ecclesiarum immunitas.

Praeterea cum Officiarii sui Magistratus Civiles suo jure proprio criminum Reos prosequantur; neque Ecclesia in his casibus possit confugientibus Asylum vel immunitatem dare, consequens est, quod Officiarii similes Reos criminum ex Ecclesiis, tanquam respectu horum immunitate non gaudentibus propria auctoritate absque licentia Episcopi aut Judicis Ecclesiastici extrahere queant.

Et sane neque in legibus aut Principum Edictis, quin nec in Decretalibus Pontificum, in quibus violenta Reorum extractio ex Ecclesiis, in quibusdam casibus permittitur, illa ab Episcopo aut Judice Ecclesiastico obtinenda licentia mentio habetur.

Hinc & communis est Canonistarum opinio, Judices seculares seu eorum Officiarios posse de jure Reos criminum sine licentia Episcopi aut Judicis Ecclesiastici in casibus exceptis ex Ecclesiis extrahere: testanturque communiter Pragmatici hanc Canonistarum opinionem in praxi receptam esse: atque inter ceteros Covarruv. *lib. 2. variorum, Resol. cap. 20. vers. 34.* asserit Judicem Laicum jure posse abducere criminisum ab Ecclesia, etiam absque licentia Episcopi, quoniam „juxta Canonicas Sanctiones delinquens ab Ecclesia extrahi potest, nec immunitas Ecclesiarum ex eo violatur. Siquidem cum Ecclesia tunc ad eam fuge, minime tutatur, nec tutari vellet, nulla fit ei injuria, si propria auctoritate Judex etiam secularis in eos per vim abducat, quod moribus & praxi Christiani orbis satis receptum est.

Et Guilielmus Benedicci ad Caput RAYNOTIUS *li. De iustitia, verbo, Et uxorem nomine Adamum. 444.* scribit: „Ubi delinquentes sunt in casu, quo ubi gaudere non debent Ecclesiastica immunitate, Officiarii Regis eos capiunt, & ab Ecclesia abstrahunt absque alia declaratione per Ecclesiam facta.

Ex eo tamen de jure, quin & de consuetudine ubique passim recepta, non requiruntur licentia aut declaratio Episcopi, aut Judicis Ecclesiastici, ut in casibus exceptis confugis per Officiarios civiles ab Ecclesia violentem extrahantur & carcere includantur; nihilominus in quibusdam Provinciis ac notanter in Belgio solitum est, ut petatur licentia extrahendi ab Ordinario, sive ejus vicem agens: quousquevis hac licentia necessaria non credatur; imo nec

neq. petenda, si forsan remora in hac petitione licentiae impedimentum aliquod iustitiae obiceret.

Id sar parenter significavit Rex Catholicus in litteris suis de anno 1700. occasione exortæ difficultatis & questionis inter Archiepiscopum Mechliniensem & Senatum Brabantiae ob extrahendum quorundam Civium Bruxellensium ex locis immunitatis.

Cum enim circa annum 1700. exortati fuissent tumultus populares seditionem præferentes in Civitate Bruxellensi, atque nonnulli Clives refugissent ad Ecclesias vel Monasteria, Senatus Regius Brabantiae ad instantiam Procuratoris Regii, visis & examinatis informationibus per eum aditus Civium confugarum capitis, declaravit, quod attempto eorum tramine, non debeant gaudere immunitate; possintque autoritate Senatus & locis immunitatis extrahi, & ad Regis carceres transferri.

Archiepiscopus Mechliniensis vero sustinebat, confugas ex Ecclesiis extrahi non posse, antequam ab ipso ejusve Commissario esset obtenta licentia extrahendi: hancque licentiam dari non debere, nisi prius sibi vel suo Officiali exhibitis essent copiae informationis; arque visis & examinatis sibi constaret, crimen de quo agitur, esse de exceptis; eamque esse praxim Regnorum Hispaniae & Hispaniae, quod non dubitavit in litteris ad Aulam Madritensem, quibus conquestus fuit de violata immunitate per Senatum Brabantiae per extrahendum dictorum Civium & locis immunitatis sine sua obtenta licentia, ut haberet ex litteris Consilii Regii die 16. Junii 1700. ad Parliamentum Mechliniense, quae integras recitat D. Laury in sua Artistorum collectione, *Arrêté* 63. pag. 114. in quibus inter alia asseritur, per litteras Regias die 20. Maji 1700. responsum fuisse Archiepiscopo eam esse praxim Regnorum Hispaniae, quod modo constat *Judici seculari* crimina eorum, qui (sed loco Asyli) retraherentur, sint de qualitate criminum exceptorum ab immunitate, prædictum Judicem esse posse extrahere, etiam Ordinarius postquam fuit requisitus, difficilem se præbeat in consentiendo: additque quod informati inrellerint eam similiter esse praxim invariabiliter in Belgio observatam.

Verba Epistolae Regis sunt: „L'Archeveque de Malines „ en a écrit en notre Cour de Madrid, se plaignant comme d'infradiction de ladite immunité, & prétendant qu'il aupaavant de consentir à semblable extrahction, il devoit voir les Actes d'information, & connoître si lesdits „ Bourgeois étoient coupables ou convaincus de délits, „ qui pour leur qualité ne pouvoient jouir de l'immunité „ de l'Eglise, & que tel seroit l'usage en Espagne: Nous „ vous dirons, qu'ayant fait examiner en notre Cour de „ Madrid cette affaire, Nous avons trouve convenir de répondre audit Archeveque par notre R. Royale Depeche du 20. de May dernier, que l'usage est dans nos Royaumes d'Espagne, que moyennant qu'il consiste au Juge secular, „ que les crimes de ceux qui se sont retirés en lieu d'asyle, „ sont de la qualité des crimes exceptés de l'immunité, „ que ledit Juge les en peut tirer, & encore que l'Ordinaire „ après en avoir été requis, seroit difficile d'y consentir: „ & que Nous étant informés, que cela seroit aussi inacceptablement observé en nos Pais Bas, Nous considérons „ la prudence du Serenissime Prince Electeur de Bavière, „ qu'en ce regard il ne fera aucune nouveauté.

Hic Regis litteris erat acclusa Epistola Regia, qua Archiepiscopo Mechliniensis significata fuerat resolutio Regia super dictis litteris per Archiepiscopum ad Aulam Madritensem datis: quae litterae Regiae similiter exhibentur per Dominum Laury loco citato; atque in his litteris occurrunt hoc notandum monitum Regium datum Archiepiscopo, scilicet, se considerare quod ipse Archiepiscopus in hoc puncto non sit recessurus a praxi suorum Antecessorum aliorumque Episcoporum: „ Considerent (ait) qui la „ trop de facilité à soutenir (sans beaucoup de fondement) l'asyle de l'Eglise, cause un grand deservice à „ Dieu, & prejudice aux Sujets, vu qu'il en résulte que „ les fuges se multiplient, & que ceux qui peuvent „ être coupables évadent sans châtiment.

Ex his intelligitur, quod Judices seculares non debeant adha informationibus communicare Judici Ecclesiastico, ut hic hifce visis examinaret, utrum licentia extrahendi ex loco sacro danda sit; sed Judicem Ecclesiasticum sine remora hanc licentiam, dum ab eo petita est, concedere debere, alias si ea danda difficultem se præbeat, posse confugam autoritate Judicis secularis extrahi, si ipsi ex informationibus constiterit esse crimen exceptum.

— *Fin Eten Pars VII*

Insuper ex prædictis constat, quod priusquam Judex secularis permittat confugam sua autoritate extrahi ex loco immunitatis, debeat ipse constare crimen, de quo agitur, esse crimen exceptum; sed & illud habetur, non debere sibi plene esse probatum; quod crimen sit reuera exceptum, vel quod confuga reuera simile crimen perpetraverit, & properea immunitate sit exclusus; sed sufficere eam de crimine excepto notitiam & probationem qualis ex informationibus preparatoris haberi solet, quod & non improbandum asserit Cambacurra *lib. 6. cap. 1. n. 6.* De illis (ait) qui neminem extrahi de Ecclesia, & carceribus ineludi jubebant, nisi eos, de quibus vel constabat ex ipsa eorum paratione, vel saltem pretendebatur ex aliqua *apparenti*, quamvis forte non vera ratione immunitatem eis non competere: postea vero intra breve aliquod tempus cognitio num deberetur, necne immunitas, siquidem debebatur, statim fuit, unde extrahi fuerant, Ecclesiis restituebant, nihil enim occurrat, quod reprehensione dignum iudicem, rationabiliter enim id faciebant.

Verum quia subinde heretici Judices, num crimen tametsi sit grave, esset de exceptis; & ob hanc in difficultate rem iam criminum Reos occasio auferendi præbatur, jam pridem in quibusdam Regionibus receptum fuit, ut extrahctio e loco immunitatis permitteretur in quocunque delicto graviore; neque confuger in Ecclesiis adversus Officiales five ministros iustitiae secularis tuti essent, nisi folommodo in delictis levioribus.

Testatur Julius Clarus in sua practica criminali *quest. 30. n. 6.* „ Quod in Urbe & in statu Ecclesiastico nunquam videtur confugientes ad Ecclesias esse tutos, nisi in levibus delictis, & debito Civili. Et ita (ait) vidi servari in Provincia Aponina.

Similiter Prosper Farinacius, qui refert Petrus Sarpi De Templorum Asylo c. 5. asserit: „ nunquam vidisse Romae Ecclesiarum immunitatem usque receptam, nisi in levioribus delictis & debitis, ut vocant Civili.

Et ex Martino Navarra refert Petrus Sarpi loco citato: „ Nullam omnino Ecclesiam Romae hac uti immunitate, sed Judices ipsos seculares, Reos a quavis Ecclesia abstrahi jubere, quod a Pontifice Maximo permittitur, neque iustitiae opprobrium, & publica quies & tranquillitas perturbetur.

Imo nonnullis visum est iustitiam servari non posse; uti nec quies & tranquillitas Republicae & populi, nisi indifferenter confugientes ad Ecclesias aut loca immunitatis protinus extrahere liceret & carceribus includere, saltem cum jure eos extrahctos reduci ad locum immunitatis & quo erant extrahcti, si post institutum examen siue discussionem causa reperia fuerit, easum, de quo agitur, non esse exceptum, & consequenter confugam debere gaudere immunitate.

Hanc jam pridem fuisse in Regno Galliae consuetudinem, conformiter ad Constitutionem Francisci I. Francorum Regis de anno 1539. *Arr. 166.* non tantum uno consensu testatur illius Regni pragmatici, sed & ipse Covarruvias *lib. 3. var. Resol. c. 20.* ejusdem meminit: „ Ceterum ut & hoc (ait) non omittamus, annotandum est in Francis & Gallorum Regno, delinquentes statim ab Ecclesiis abduci, victosque a Laicis Judicibus observari: ac adeum tractari, si ne is, qui abductus fuit, dignus juxta Canonicas Sanctiones Ecclesiarum immunitatis: quod si dignus ejusdemque, remittitur, & restituitur Ecclesiae, alioquin puniatur Judice seculari.

Inter pragmatics Galliae de hac Francisci I. Constitutione & consuetudine ei conformi in Regno Galliae conservata sit Ecclesiarum immunitas usque ad editam prædictam Constitutionem; sed cum deprehenderetur, multiplicari etiam enormissima & perniciosissima crimina ob impunitatem quam criminum Rei per confugium ad Ecclesias se obtenturos providebant, vel sperabant, editam fuisse hanc Constitutionem qua declaratur, quod dum per Judicem fuerit datum Decretum apprehensionis contra accusatum de crimine, vel de debito Civili, poterit extrahi ex loco immunitatis cujuscunque fuerit conditionis.

Er Boerius *Decif. 103.* conformiter ad eam Constitutionem ait: „ In omnibus criminibus atrocioribus potest criminofus extrahi ab Ecclesia, & per Judicem secularem extrahitur sine autoritate Episcopi.

Z 2

Ex his

Ex his concludit Fevrius loco citato vers. *Il Sic col-*  
*lige:* quod si Juxta Ecclesiasticum interdiceret extractio-  
nem Rei criminis ex loco immunitatis Judici Seculari  
vel Officiario, censuram minueret ob factam hanc ex-  
tractionem ex Decreto Judicis Secularis, posset a Decre-  
to Judicis Ecclesiastici appellari *tantum ab abusu*. Par cet-  
te raison (ait) que les Eglises, quoy que sacrees &  
dedices a Dieu, sont tout Roy dans le territoire du  
Roy, quia tota iurisdictione & puissance dans l'eten-  
due d'iceluy, meement qui sont fessibles, vel  
ratione criminis, vel domicilii, vel loci, in quo deli-  
ctum est commissum.

Ludovicus Thomafinus De Disciplina Ecclesiastica p.  
4. lib. 2. cap. 88. n. 8. refectens ad illam Francisci I. Con-  
stitutionem, notat per eam nequaquam abolita Asyla  
Ecclesiasticum, sed duntaxat, datam esse auctoritatem  
Judicibus Secularibus seu eorum Officiariis extrahendi  
quoscumque vel ob crimina, vel ob debita etiam civi-  
lia confugas, & carceribus mancipandi, dum ex in-  
formationibus praevis per Iudicem datum fuerit De-  
cretum apprehensionis; ut interrim confuga ponatur sub  
custodia & cura Judicis Secularis, quosque causa in-  
structa & examinata iudicatum sit, utrum extractus  
Asylo gaudere deberet vel non, quodque hoc exa-  
men & iudicium Judici Seculari deferatur.

Per hac autem iudicibus Secularibus hac Consti-  
tutione indulta, Regem nequaquam intendisse ipsa Ec-  
clesiarum Asyla in casibus, in Legibus & Canonibus  
non exceptis, auferre, uti fat intelligi ex ipsa Con-  
stitutione credit Thomafinus: quandoquidem in ipsa  
Constitutione expresse injungatur Judicibus Seculari-  
bus, ut si reperiatur, quod extractus debuerit Asylo  
gaudere, ad locum Asyli, e quo fuit extractus, red-  
datur, atque Asylum redintegretur.

Verum, ut ibidem n. 9. recte advertit Thomafinus,  
dum hac Constitutione data fuit Judicibus Seculari-  
bus facultas Reos ex Ecclesiis extrahendi, priusquam  
cognitum esset crimen esse de genere exceptorum,  
quosque suis carceribus includendi ac insuper hisce Ju-  
dicibus examen & iudicium, dum crimen esset de ex-  
ceptis delatum, vix possibile fuit hanc immunitatem  
salvam manere; ostenditque quomodo sensum occasio-  
nem hujus Constitutionis Francisci I. oblique & late-  
rata sint Asyla omnia Gallicana.

Idipsum moment eius Regni Pragmatici, asserentes,  
iura de hac Templorum Asylo seu immunitate, hodie  
in Gallia usum non habere.

Monet autem & ibidem Thomafinus, "Nec Eccle-  
sia Gallicana magnopere sibi laborandum censuit ad  
defensionem Asylorum sacrorum, quorum jam fru-  
ctus non ille erat, qui olim optatissimus, peni-  
tentiae publice liber usus t sed ille potius tristissi-  
mus, scelus impunitas."

Uterius referendo monet, "Asyla legibus Divinis  
Veteris Testamenti constituta, & Civilibus Paganorum  
Constitutionibus, ad unam speciem fuisse scelus  
impunitatem, mortisque Reorum amolitionem. Non  
eum autem sibi Ecclesia scopum proponebat in Asyliis  
suis tuendis. Mortalis enim hominis, aliquando tan-  
dem interitui mortem differri, humanitatis est illud  
quidem inculpatum, nec illaudatum. At oculi mortalium  
fide Christi semel illuminati, & charitatis Christianae  
insensibilis, non in his haerent, ulterius, altiusque  
spirant aliquid; ad beatitudinem vix immortalitatem  
caelestem aspirant. Ea qua fide Ecclesia induebat cura,  
protergenda Reorum vitae ad aras confugientium,  
ad etiam spectabat seria Canonice poenitentiae conse-  
quendum, cui se ipso suo in Ecclesia ingressu manci-  
pabant. Ea sepultura spe, jam alternare poterit non  
injuria animus, inter malum & dedecus criminis inul-  
ti, & decus indultae indignis venia. Ubi ergo in ni-  
hilum recidit, qui fructus fuerat utrimus Asylorum,  
jam nec est quod magnopere nobis doleat, si & i-  
psi nobis Asyla depreciet: sine immunitate paulatim cri-  
minum numero, quibus patebat: sine facta Civili Ma-  
gistratu copia, & Reos comprehendendi in ipso Asy-  
lo, & dijudicandi, an ei. relinquenti sint.

Consuetudinis quoque emiserunt confugientes ad Eccle-  
sias proinus extrahi & carceribus includere, dummo-  
do Decretum apprehensionis per Iudicem fuerit datum,  
meminit quoque Petrus Gambacurta lib. 6. c. 1. n. 5. fa-  
cturumque Magistratus Civiles conformiter ad hanc consue-

tudinem *tota consuetudine* procedere, sicut consuetudo in-  
ducta videatur ex causa aliqua rationabili; quia exem-  
pli gratia (ait) periculum esset in mora, & nisi sta-  
tim capti, & carceribus mancipati fuissent, per Cleri-  
cos Ecclesiarum occultabantur, demittebantur, eva-  
debant omnino, neque alia poterat amplius fieri inda-  
go vel cause cognitio, tuta conscientia id faciebant,  
& absque peccato. Non enim immunitas detrahe-  
re, non Reos male accipere intendebat, sed Reum  
in tuto ponere, ut quandoquidem non poterat incon-  
tinenti consistere num deberet immunitas, necne  
Reum in tuto ponere, ut suis juri locus esset."

Merito expendit Principes eorumque Magistratus  
quid statui conveniat, attentis singularum Provinciarum  
motibus, criminum & Asylorum frequentia, nec non  
Clericorum ad confugas & occultandum & dimittendum  
propensione; ne immunitatis & Asylorum occasione cre-  
scas Impunitatis, atque per hanc audacia perpetrari  
de crimina foveatur.

Prælati quoque, qui in tuenda Ecclesiarum immuni-  
tate zelum suum offerebat gestum, non immerito ex-  
pendent, cum zelus eorum sit secundum scientiam.

\*\*\*

## CAPUT VIII.

Quid de hac Immunitate Ecclesiarum habeant  
Concordatum vulgo Brabantinum, nec non  
praetentium Concordatum vulgo Hannoniz?

1. Concordatum vulgo Brabantinum.
2. Exhibetur & discutitur articulus Concordati de  
Ecclesiarum immunitate.
3. Praetentium Concordatum vulgo Hannoniz.
4. Exhibetur & discutitur articulus praetentii Concor-  
dati.
5. Praxis Belgii hinc conformis.

**S**CITUR quod ante erectionem novorum Episco-  
patum in Belgio (quæ concessa circa annum 1557.  
sub Paulo IV. Pontifice) Diocesis Leodiensis in spi-  
ritualibus notabilem partem Ducatus Brabantie compre-  
henderet; eaque occasione frequentes incidere confl-  
ctus inter Judices Regios hujus Ducatus, & Officiales  
Curie spiritualis Leodiensis, quibus spoliandi tandem  
circa annum 1541. ium ex parte Catoli V. Caesaris &  
Ducis Brabantie, tum ex parte Episcopi Leodiensis de-  
putati fuerint Commissarii, qui huic pro controversiis  
compendiis & certis utrique Jurisdictioni praesigendis  
limitibus, quosdam articulos conceperunt.

Hos Articulos communi Commissariorum utriusque  
praestati conceptos, & sub distinctis titulis distributos,  
exhibuit Antonius Anselmus Justitiscalus Antverpiensis,  
& ibidem Curie spiritualis Advocatus Fiscalis, parte  
1. Edictorum Brabantie lib. 1. c. 8. cum hac inscriptione:  
*Concordatum inter Carolum V. Caesarem ex una, &  
Episcopum Leodiensem ex altera parte, super Jurisdic-  
tione, to. Martii 1541.*

Exhibet & ibidem litteras Caroli Imperatoris, quibus  
praedictos Articulos omnes & singulos, per suos Com-  
missarios conceptos sub benedictio ipsius, ratificat &  
approbat, hac tamen inserta clausula, quando Prae-  
satus Episcopus (Leodiensis) & Capitulum benedictum S.  
Sedis Apostolica obtulerunt, nobis exhibuerint, atque  
realiter tradiderint, & alias non.

Cum haec non sciat, benedictum S. Sedis  
Apostolicae per Episcopum & Capitulum Leodiense esse  
obtentum; multo minus realiter Caesari traditum, du-  
bium aliquibus incidit, num hi Articuli sub hac condi-  
tione sive clausula ratificati, possint dici, veri Concor-  
dati rationem & vim obtinere.

Verum cum assensiente utraque Potestate, si Articuli  
sub nomine initae concordiae fuerint tam in Curia Bra-  
bantiae praesente ejusdem Curie Cancillario & Consilia-  
riis, quam in Curia spirituali Leodiensi solemniter pu-  
blicati, etiam haec non tamquam completam suam ap-  
probationem & ratificationem obtinentes fuisse observa-  
ti; & etiam hodie observantur, & eorum ratio in de-  
cisione quaestionum habetur, nonar in districtu Bra-  
bantiae, qui ante erectionem novorum Episcopatus  
fuit sub Diocesi Leodiensi.

Hoc

**H**oc Concordato titulo 9. Art. 9. convenum est. De crimine violatæ Jurisdictionis seu Libertatis Ecclesiasticæ per Laicum, prius cognoscat Princeps vel ejus Consilium, & si Jurisdictionem prædictam vel libertatem offensam competerint & judicaverint, eo casu Juxta Ecclesiasticum talem delinquentem punire poterit, secundum qualitatem sue Jurisdictionis.

Itaque Juxta Ecclesiasticum juxta hunc Concordati Articulum non potest cognoscere aut decidere de questione violatæ Jurisdictionis aut Libertatis Ecclesiasticæ per Laicum; sed hæc cognitio & decisio prius Principi sive ejus Consilio deferatur.

Si autem Princeps ejusve Consilium cognoverit, & judicaverit, Jurisdictionem sive Libertatem Ecclesiasticæ per Laicum fuisse offensam seu violatam, tum demum juxta Articulum Concordati Juxta Ecclesiasticum talem delinquentem punire poterit secundum qualitatem sue Jurisdictionis: id est pernis Ecclesiasticis, & juxta formam in foro Ecclesiastico admittam.

Cum autem infrastructio seu violatio immunitatis & Jurisdictionis Ecclesiasticæ sive Libertatis offensæ ejusdem sint conditionis, vel potius ad idem crimen violatio utriusque spectare videatur, non mirum idem reipsa circa immunitatem Ecclesiarum ejusve violationem convenum esse, quod super Jurisdictione Ecclesiastica aut ejus exercitio vel violatione convenum erat; ut patet ex tenore Articuli immediate sequentis: Quoad violationem immunitatis Ecclesiæ cognoscat Juxta Ecclesiasticum, si violatio immunitatis seu extractio fiat per privatos, vel per communitatem, in casu à jure non permisso, & hoc quoad trimen violationis immunitatis, non autem quoad injuriam factam personæ extractæ, vel quoad vim publicam vel privatam, de quibus casibus cognoscat solus Juxta Secularis, nisi persona extracta fuerit Ecclesiastica, quo casu uterque poterit cognoscere. Quod si facta fuerit extractio per Officiarium Judicis Secularis de ejus mandato, poterunt extractus & Ecclesia de hoc conqueri Superiorem ipsius mandantis, & petere justitiam sibi fieri.

Itaque hoc Concordato questio sive conflictus inter Magistratum Civilem sive ejus Officiarios, & Juxta Ecclesiasticum de violata Jurisdictione seu Libertate Ecclesiastica, nec non de violatione immunitatis seu Asyllo Ecclesiarum, evidenter reservata est Principi vel ejus Consilio, sive Superiorem Judicis Secularis, de cujus mandato extractio facta fuit, qui indubie est Princeps aut ejus Consilium.

Dum vero vel per Principem ejusve Consilium judicatum fuerit Jurisdictionem sive Libertatem esse læsam; vel ex conditione extrahentium manifestum sit, immunitatem Ecclesiæ esse infrastructam, eo casu puniunt quantum ad crimen violationis Jurisdictionis vel etiam immunitatis Ecclesiarum deferunt Judici Ecclesiastico secundum qualitatem sue Jurisdictionis: id est, quantum ad reparationem scandalis & correctionem delinquentis.

Igitur hoc Concordato idem in effectu convenum est super materia immunitatis sive Asyllo Ecclesiarum & Jurisdictionis Ecclesiasticæ, ut scilicet, dum questio sive conflictus oritur inter Magistratum Civilem & Ecclesiasticum, tum vel immunitas Ecclesiarum, vel Jurisdictionis Ecclesiasticæ fuerit violata, questio & decisio ad Principem ejusve Consilium deferenda sit; dum autem constitit hæc vel illam esse violatam, tunc puniunt hujus criminis violationis ad Judicem Ecclesiasticum pertinere, secundum qualitatem sue Jurisdictionis.

Hoc tamen discrimen intercedit, quod violatio immunitatis sive Asyllo Ecclesiarum manifeste & notorie esse queat ex sola conditione extrahentium, dum scilicet per privatos vel communitatem sine ulla auctoritate Judicis attendatur: at violatio Jurisdictionis seu Libertatis Ecclesiasticæ utpote per Judicem prætenso facta, debet per Judicem Superiorem ut talis declarari, priusquam Juxta Ecclesiasticus ad punitionem violationis procedere queat.

Et sane quandoquidem immunitas seu Asylum Ecclesiarum non magis dicenda sit materia Ecclesiastica aut spiritualis, quam Jurisdictio & Libertas Ecclesiastica; atque utraque passim à Principe dimanaret, non apparet, quare aliter de una ac de altera inter partes convenum possit; aut potius decideret conflictus super Jurisdictione seu Libertate Ecclesiastica, quam Asyllo Ecclesiarum Principi ejusve Consilio delatus fuisset, dum inter Magistratum Civilem & Ecclesiasticum questio oritur.

**S**ub idem tempus, quo initum fuit prædictum Concordatum vulgo Brabantinum, legatur Deputati ex parte ejusdem Caroli V. ut Comes Hannoniæ, & ex parte Episcopi Cameracensis, ad fopendias questiones quotidie incidentes inter Magistratus Civiles, Comitatus Hannoniæ & Officiales Curie spiritualis Cameracensis.

Deputati ex parte Episcopi post varios inter se tractatus, tandem in quosdam Articulos conveniunt, quibus medianthi ipsi videbantur concordia inire posse, quos ipsi Deputati sive Commissarii Principis discutiendos & probandos exhibebant cum hæc expressa clausula: „ Sur le bon plaisir toutes fois dudit Seigneur Reverendissime, se submettant es cas de difficulté, à l'Ordonnance de ladite Majesté en ensuivant l'Apostille donnée sur la Requête per ledit Seigneur Reverendissime à la Majesté. ”

Hos Articulos & ipsi Commissarii Principis tandem probaverunt 2. Martii 1531. sub hæc expressa clausula: „ Sans le bon & noble plaisir de dits Seigneurs, eorum scilicet quorum nomine agebant.

Hi Articuli prout per Deputatos utriusque Potestatis fuerunt concepti & probati, sub beneplacito tamen utriusque Potestatis extant part. 1. *Edictorum Brabantinorum* titulo 1. c. 3.

Cum nullibi legatur aut sciatur, quod hi Articuli vel per Episcopum Cameracensem aut Comitatem Hannoniæ, vel magnum Ballivum Hannoniæ fuerint probati vel ratificati, non scitur quo fundamento Antonius Anselmo Jurisconsultus hos Articulos retulerit inter Principum Edicta sub hac inscriptione: *Concordance entre l'Evêque de Cambray & ceux de Haynault*: quandoquidem rationem Concordati habere non possent, nec pro tali reputari, nisi haberetur super his Articulis beneplacitum sive ratificatio utriusque Potestatis, ad quam Deputati se expresse reverenter.

Interim si hi Articuli uti per Anselmum relati sunt, si te expendantur, apparebit quod circa hæc Ecclesiarum immunitatem sive Asylum nihil fuerit Juris Ecclesiastici concessum, ultra id, quod per Concordatum vulgo Brabantinum, de quo supra.

**I**nter hos Articulos unicuique hæc immunitas sive Asyllo Ecclesiarum materiam speciem occurrat, scilicet undeclimus his verbis expressus: „ Item, les grandes Baillifs d'Haynault, Officiers de Sa Majesté, ou autres Juges seculiers de la Comté d'Haynault, pour sont en cas permis de Droit Canon; si comme les trois cas exprimez au Chapitre Inter alia De immunitate Ecclesiarum, Et pareillement pour homicides, vilains, & faits de propos delibez, & de fait d'aguer seulement, titer ou faire titer hors de l'immunité d'Eglise, sans attendre que l'Official de Cambray air declaré qu'il ne devoit jouir d'icelle immunité. ”

Mais s'ils tiroient hors de ladite immunité personnes ne ayant commises lesdits cas, ils seront tenus retenir & remettre en ladite immunité te plusost que faire pourront: & en cas de refus, la connoissance & declaration appartiendra à l'Official de Cambray, comme de tout temps a appartenu. ”

Bimembris est hic Articulus. Priore membro decernitur, quod Ballivus Hannoniæ, Officiarii suæ Majestatis, alique Judices Seculares Comitatus Hannoniæ, poterant in casibus permisis de Jure Canonico, puta tribus expressis in c. inter alia De Immunitate Ecclesiarum; nec non pro homicidio enormi & ex proposito deliberato & insidioso, possunt Reos ejusmodi criminum extrahere, seu mandare per alios extrahi ex Ecclesia, non expectata declaratione Officialis Cameracensis, quæ declaraverit crimen esse exceptum; sans attendre que l'Official de Cambray ait déclaré qu'il ne devoit jouir d'icelle immunité.

In primis ex hoc Articuli membro manifestum est, Judicium sive decisionem dubii vel questionis, utrum crimen commissum sit ac exceptum, sive Reus debeat gaudere Asyllo Ecclesiæ, non deferri Judici Ecclesiastico vel Officiali Cameracensi.

Si enim ipsi hujus questionis vel dubii declaratio aut decisio competeret, non possent Officialarii aut Judices Seculares ad extractionem Rei ex Ecclesia seu loco Asyllo procedere, nisi prius per Judicem Ecclesiasticum seu Officialem Cameracensem hæc declaratio sive decisio hujus questionis data esset, atque per hæc constaret, Reum non gaudere Asyllo; ac per consequens è loco Asyllo per Officiarios posse extrahi.

Cam.

Cum igitur dicitur Ballivum alioque Judices seculares. Reos in casibus exceptis posse extrahere de loco Asyli, non expectata hac Officiali declaratione; quid manifestum, hanc declarationem ei non fuisse in hoc articulo delatam.

Porro cum certum sit, iudicem non posse concedere Decretum extractionsis de loco immunitatis seu Asyli, nisi cognoverit saltem summarie ex prævisis capitulis informationibus, utrum Reus commiserit crimen exceptum, non minus manifestum est, hoc examen & Judicium spectare ad iudicem secularem, utpote cui data auctoritas permittendi, vel mandandi Officialiis Reos extrahere ex loco Asyli, non expectata declaratione Officialis Cameracensis, qua declaraverit Reum crimen exceptum commisisse, supponens consequenter sufficere, ut iudici seculari constet crimen commissum esse de exceptis.

Igitur hoc Articulus, quemadmodum superiore Concordato, decisio sive declaratio, utrum confuga gaudeat immunitate, sive utrum de loco immunitatis extrahendus sit, deservit iudici seculari.

Altero huius Articuli membro supponitur, per Judices seculares extrahat persona, quæ crimen exceptum non commisit: decerniturque Judices seculares in huiusmodi casu, teneri quo citius fieri poterit, sine remora, extrahendum in loco immunitatis reponere, & quod in casum recusationis cognitio & declaratio competat Officiali Cameracensi, uti ab omni tempore consuevit.

Evidens est, hoc Articulus membro perquam dici, quod Officiali Cameracensi competat ut omni tempore competetis cognitio & decisio dubii aut questionis, utrum Reus admiserit crimen exceptum; sed supponitur illud constare, sive quod Reus extrahatur per Judices seculares sive per Officialios ex eorum Decreto non admittit crimen de exceptis; adeoque indebit fuisset extrahendus, puta si per superiorem iudicis mandantis ita declaratum esset.

Si hoc casu iudex secularis recusaret seu remorem traheret reducendi extrahendum ad locum immunitatis, cognitio & declaratio non iusta sit recusationis vel remore ratio deservit Officiali, quemadmodum puniit Officialiis seculari superiore Brabantie Concordato, deservit iudici Ecclesiastico, dum per superiorem iudicis secularis mandantis declaratum fuit: per extractionem lesam & violatam fuisse immunitatem Ecclesie, uti supra expostum est.

**H**inc & legitimus, & ante & post prædictum Concordatum, nec non conceptos dictos Articulos, questionem inter utramque potestatem sive utriusque Magistratus, seu Officialis, delatam fuisse ad Judices seculares, atque per hos questionem incidentem decisam.

Ita legitimus, quod cum circa annum 1531. Prætor Mechliniensis quandam confugum extraxisset de loco immunitatis, & carceri inclusisset, Officialis autem Episcopi Cameracensis (cui eo tempore suberat Mechlinia) præterdedit, per hanc extractionem fuisse violatam immunitatem Ecclesie: quæstio hæc delata fuit ad Parlamentum Mechliniense, tanquam ad iudicem superiorem Magistratus Mechliniensis, ex cuius Decreto extractio facta fuerat; atque quæstio hæc inter partes, scilicet, inter dictum Prætorum eadem juncto Procuratore Regio ex uba, & Episcopum Cameracensem suscipientem causam suorum Officialium ex altera parte, uti intelligitur ex Sententia Parlamenti die 13. Julii 1532. qua declaratum fuit, quod non obstante oppositione Episcopi, Prætor procedere queat contra extrahentem & incarceratum, ob enormitatem criminum, de quibus accusabatur.

Circa annum 1556. cum quidam commissio homicidio in Parochia de Poperinge, tempore temporis Diaceti Torpacensis, confugisset ad cæmeterium Ecclesie S. Joannis ibidem, atque per Ballivum dictæ Parochie esset de loco immunitatis abductus & carceri inclusus, Officialis Episcopi Tornacensis Ipris residens, cum petit immunitati restitui, eo quod præterdedit homicidium, de quo quæstio, fuisse in sui defensionem commissum; cumque Ballivus restitutionem recusaret, ipse Officialis Libellum supplicem obtulit Consilio Flandrie, quo petebat hunc extrahentem & incarceratum immunitati restitui, tanquam qui crimen exceptum non commisit, uti habetur ex sententia huius Consilii die 2. Maji 1556. inter prædictum Officialem supplicem, & dictum Ballivum intinatum, qua ordinatum fuit Ballivo, incarceratum restituere immunitati Ecclesie, & qua fuerat extrahendus.

Quid evidentius quam Officialem Episcopum agnovisse Consilium Flandrie ut iudicem competentem & legitimam questionem incidentem, utrum extrahendus deberet gaudere immunitate Ecclesie vel non; atque ad hoc Consilium tanquam superiorem iudicis mandantis pro decisione huius questionis esse recurrendum.

Rursus circa annum 1560, similis difficultas exorta fuit in Civitate Alostana; cum quidam confugisset ad Monasterium Guillelmitarum in eadem civitate, Vice-Ballivus præterdedit, confugum sibi per Religiosos dicti Monasterii esse tradendum; sive sibi permitti intrare Monasterium ad extrahendum confugum; cumque id recusaret Religiosi, Vice-Ballivus obtulit Libellum Consilio Privato, quo petit, injungi dictis Religiosis & Decano Christianitatis Episcopi Cameracensis, ut permitteret confugum de suo Conventu extrahi.

Hunc Libellum remisit Consilium Privatum ad Consilium Flandrie, ut visis & examinatis informationibus disponat prout iuris; *pour estre disposé, après qu'ils auront vu les Informations préparatoires.*

Visis & discussis hiis informationibus, Consilium Flandrie innoxiam nomine Regis dicto Vice-Ballivo Alostano procedere ad apprehensionem & extractionem confuge & Monasterio, ad quod confugerat, non obstante oppositione, atque ad eum effectum misit Consilium Procuratorem Generalem ad dictum Monasterium, ut confuga remitteretur inter manus Procuratoris Generalis, donec causa, partibus utrinque auditis, ulterius instruat quæstio de immunitate decideretur.

Tandem partibus scilicet Vice-Ballivo Alostano, qui de mandato Judicis confugum de loco immunitatis extrahendum sustinebat, & Religiosis dicti Monasterii & Decano Christianitatis ex altera parte, Consilium Flandrie declaravit, hunc confugum potuisse de loco sacro & immunitatis extrahi & carceribus includi; postquam Vice-Ballivum causam contra extrahentem coram Magistratu Alostano non prosequi, uti hæc plenius habetur ex sententia die 9. Julii 1561. & cujus sententia & controræsentio merito occurrit apud Laury in collectione Artellorum, *Artello 63. p. 195.*

Non dubitavit igitur Consilium Privatum sive Laterale Principis, questionem super immunitate, id est, num confuga de loco immunitatis extrahi possit vel non, esse deferendum ad iudicem superiorem iudicis mandantis sive decernentis extractionem & apprehensionem confuge, qui indubitanter erat Consilium Flandrie respectu iudicis Alostani mandantis.

Præterea ex his intelligitur, Consilium Privatum existimasse, quod Consilium Flandrie possit provisionaliter decernere extractionem & detentionem confuge ex solis informationibus preparatoriis, donec causa plenius instruat decidatur, cum Reus extrahi poterit de loco immunitatis.

Consistit ex sententia ejusdem Consilii Flandrie die 17. Octobris 1562. inter Episcopum Tornacensem supplicentem ex una, & Nicolaum Stoop Apparitorem, necnon Procuratorem Generalem Consilii Flandrie ex altera parte intimas, quod cum dictus Apparitor extraxisset quandam confugum ex cæmeterio Ecclesie Parochialis Saffolaer, Episcopus per suum Decanum Christianitatis petierit, ut per Apparitorem extrahens restitueret in loco immunitatis ex quo fuerat extrahendus; Apparitor restituit recusante, Episcopus obtulit Libellum supplicem Consilio Flandrie, tanquam iudici superiori iudicis, cujus auctoritate sive Decreto Apparitor confugum de loco immunitatis extraxerat.

Consistat autem causa utrinque instruita, Consilium declarasse, querelam Episcopi non fundatam; ipsamque extractionem esse factam.

Huius sententia mentio quoque occurrit in citato Artello 63. relato a Domino Laury pag. 206.

Non dubitavit proinde Episcopus, quia querela vel quæstio de violata immunitate per extractionem de loco immunitatis factam ex Decreto iudicis secularis, esset deferenda ad iudicem superiorem iudicis mandantis, & ab eo questionem decidendam conformiter ad Principium Edicti & prædicta Concordata.

Cum anno 1635. quidam Robertus Baar commisisset homicidium, atque refugisset ad Monasterium monialium vulgo De Byloque, in Civitate Gendens, atque eodem die ex Decreto Consilii Flandrie per Procuratorem Generalem ejusdem Consilii esset extrahendus ex dicto Monasterio & carceribus inclusus, idque nec petita, nec obsecrata licentia.

tentia Episcopi aut Judicii Ecclesiastici, Libellum obtulit Consilio Privato petens declarari, ad supplicandum pertinere judicare, & declarare, si dictus Baart posset gaudere immunitate dicti Monasterii De Babyloque, & precipere dignaretur tam Procuratori Generali, quam ipsi Consilio Flandrie deponere eundem Baart *pode ligato* in carcere supplicantis, ut per ipsum aut ejus delegatum declararetur, si debeat gaudere dicto Asylo, & mandate dicto Consilio, ut impossibile sit huic declarationi Regie conformetur.

Consilium Privatum hanc Libellum supplicem remisit ad Consilium Flandrie, ut intra octiduum ab insinuatione de contentis in hoc Libello Consilium Privatum informaretur.

Hunc Libellum supplicem Episcopi una cum rescrip-tione Consilii Flandrie exhibet Laury saepe citato Arresto. His visis & examinatis, Consilium Privatum per sententiam die 28. Januarii 1636. declaravit, quod postulatam per supplicandum ei annui non posset: scilicet ut ipse Episcopus ejusque Delegatus cognosceret & judicaret, an predictus confusus vice extractus deberet gaudere immunitate Ecclesiae, ut per litteras Consilio Flandrie insinuatum fuit: quae & ibidem integras exhibet Laury.

Ex rescrip-tione sive responsio Consilii Flandrie ad Libellum Episcopi Gandensis intelligitur, quod Episcopus suo Libello annexisset Extracta & Acta nonnulla, quibus astruere intendebat, esse receptam praxim in sua Diocesi, ut ad extractionem Reorum ex Ecclesia non procedatur, etiam in casibus *exceptis*, nisi prius petita & obtenta licentia Episcopi aut ejus Officialis aut Commissarii: quodque hinc et parte Episcopi productis actis & exemplis responderit Consilium Flandrie, nec nullatenus huic casui applicari posset: eo quod eorum plerumque concernant personas aut Officiarios militares, nec Consilio, nec Regiis Fiscalibus ad servanda Regia & ejus Magistratuum iura constitutis, subiectis: quodque per militares incisus Fiscalibus & Consilio hac acta sine, qui voluntarie ad Episcopum ejusque Officialia recurrerent. Verba rescrip-tionis sunt. „Quant aux Actes & exemplis que le Suppliant allegue & produit, iceux ne sont de consideration, pour concerner la plupart Gens & Officiers militaires, n'estant de notre Ressort ni Jurisdiction, & estre neanmoins tous aveus & notres defauts & au defaut des Fiscoaux du Roy, lesquels parlant n'y ont pu garder le droit de Sa Majeste, joint que lesdits Militaires & autres se font volontairement adresser audit Remontrant ou à son Official, au lieu de s'adresser au Juge seculier, comme ils devoient. Interim ex his habetur, & hunc Episcopum non dubitare, quin questio super hac immunitate esset decidenda per Judicem Regium superiorem Judicis mandatis, uti erat indubitatis Consilium Privatum respectu Consilii Flandrie.

Anno 1638. cum quidam consequenda immunitatis causa confugisset ad Chorum & Altare Ecclesiae Metropolitanae Mechliniensis, Praetor ejusdem civitatis Mechliniensis hunc confugam cum suis satellitibus insequeus, eum ex loco Asyli violenter extraxit, & carceribus civitatis includit.

Praeposuit, Decanus & Capitulum dictae Ecclesiae Metropolitanae, una cum Officiali nomine Archiepiscopi Mechliniensis, existimantes per hanc extractionem attentatam per Praetorem, immunitatem Ecclesiae laesam, recurrerunt per Libellum supplicem pro consequenda redintegratione immunitatis, ad Parlamentum Mechliniense, inquam hujus Praetoris & Magistratus Mechliniensis indubitatum Superiorem.

Parlamentum plenarie causa inter dictos supplicantes & Praetorem rescribentem instructa, & visis informationibus contra extractam capitis, per sententiam die 21. Maji 1638. declaravit: extractionem per Praetorem male & indebita factam: condemnando eundem Praetorem, ut personaliter, una cum Vice-Praetore & suis satellitibus extractum reducat ad locum immunitatis, & quo eum extraxerat: condemnando ulterius eundem Praetorem eo attentatam hanc extractionem in multam 300. florenorum, nec non in damna & interesse respectu extracti: permittens praeterea Officiali sive Judici Ecclesiastico punitionem dicti Praetoris eo violatam immunitatem Ecclesiae & reverentiam Ecclesiae, secundum qualitates suae Jurisdictionis.

Nihil manifestius, quam Capitulum Metropolitaeum

una cum Episcopo nullatenus habuisse, quin juxta Principum Edicta & Concordata, quae de laesa immunitate esset defendenda ad superiorem Judicis aut Officiali secularis, cujus auctoritate extractio indebita facta praetenditur.

Sed & illud non obstatum est, Parlamentum reflexisse ad praegalegatum Concordatum vulgo Brabantinum, permittens Officiali sive Judici Ecclesiastico punitionem Praetoris eo infractam immunitatem secundum qualitates suae Jurisdictionis: prout hanc punitionem Concordatum Judici Ecclesiastico defert; uti supra dictum est.

Nonnullas recentiores decisiones super similibus questionibus refert Dominus Laury in sua Arrestorum collectione, Arresto 63. atque inter cetera refert, quod anno 1670. Prior & Conventus Carthusianorum in Civitate Valeciensi oblatum fuerit Libellus supplex Consilio Privato contra Praepositum, Juratos & Magistratum dictae civitatis, praetendentes auctoritate hujus Magistratus per Praepositum civitatis vi armata & suo Conventu quendam se male & indebita extractum.

Ex Actis hujus causae per Laury suo Arresto insertis habetur, dictos supplicantes praetendisse, quod hanc extractionem rescribentes debuissent ut minus potere licentiam extrahendi à Vicario, nec possident inficio dicto Vicario ad extractionem procedere sine adjunctione Detam Christianitatis, aut alterius personae Ecclesiasticae ad hoc deputatae.

Respondit Magistratus per suam Duplicam, quod dum ex praeviis informationibus sibi constaret, homicidium, de quo questio, fuisse praemeditatum & insidiosum, & consequenter de *exceptis*, ipsi non indigerent alla licentia Ordinarii, aut adjunctione alicujus personae Ecclesiasticae.

Imo licet dubium fuisset utrum crimen esset de *exceptis*, non obligaretur nihilominus expedire declarationem Officialis, ne eam expectando, criminis Reo daretur occasio effugendi & jussit illudendū asseruntque quod praxi notoria iam habet, pluribus Arrestis, ac notanter Consilii Privati die 4. Novembris 1650. confirmata.

Uterius advenit, sufficere ut Ordinario ejusque Officiali aut vicis gerenti innotueret per Judices seculares *acta non praedicta*, quodque examine facto repetitum sit, quod casus occurrentis esset de casibus *exceptis*; quodque Archiepiscopus Cameracensis simili acta fuerit contentus, uti ex ejus litteris patet.

Uterius, cum supplicantes impendissent Bullam Gregorii XIV. de anno 1591. nec non praetensum Concordatum inter Magistratus Comitatus Hannoniae, & Curiam Episcopalem Cameracensem, de quo supra, respondendo vicribus, Bullam hanc non esse praetensam: & praetensum illud Concordatum non esse in usu.

Ex hoc responsio verisimile quodque rediit quod supra notavimus, hoc Concordatum nunquam perfectionem Concordati accepisse ob defectum ratificationis utriusque possit.

Instructa autem plenaria hac causa, atque allegatis ab utraque parte, quae videbantur congruere ad decisionem principalis questionis, utrum homicidium per extractum & incarcerationem perpetratum, esset simplex duntaxat homicidium vel praemeditatum & insidiosum de genere criminum *exceptorum*, Consilium Privatum remisit partem ad Parlamentum Mechliniense pro obtinenda finali decisionis questionis. Parlamentum visis & examinatis actis liti, per Arrestum die 10. Junii 1671. declaravit supplicantes in suis conclusionibus non receptibiles vel fundatas; & levato interdicto duxit ad Libellum supplicem supplicantium, permittit rescribentibus scilicet Officiali & Magistratu Valeciensi procedere ad institutionem processus criminalis contra extractum & incarcerationem: atque penam congruentem decernere.

Ex his perspicuum est, eam fuisse & esse Belgii praxim, ut Magistratus & Judices seculares ex praeviis informationibus cognoscat & judicet, utrum casus occurrentis sit de *exceptis* vel non; quodque Officialis possit ad apprehensionem Rei & extractionem & loco immunitatis, ejusque incarcerationem procedere ex Decreto Magistratus sive Judici secularis, neque debeant informationes praeviae Episcopo ejusque Officiali communicari, uti visis & examinatis hic judicet, num casus de quo agitur sit de *exceptis*; & consequenter utrum licentia extrahendi sit danda vel neganda.

Imo ex dictis sat manifestum est ex praxi & consue-tudine Belgii, non esse necessariam licentiam Episcopi ejusque



ejusve Commissarii, ut Officiarius ex Decreto Judicis ad extradiationem & apprehensionem confugae procedere queat; præsertim si Episcopus ejusve Commissarius in ea concedenda moram trahat siue difficilem se præbeat.

Præterea ex prædictis habetur, cum esse notorium, & probatam Belgii praxim conformiter ad Edicta Principum, & speciatim juxta Concordatum, vulgo Brabantium, quod si querela moveatur, vel per extradiationem vel Judicem Ecclesiasticum de indebita extradiatione, & per eam violata immunitate Ecclesiarum, hæc querela debeat deferri ad Judicem superiorem Judicis mandantis, siue qui Decretum apprehensionis & extradiationis dedit, & cognosci ac decidi ab eodem debeat.

REACTIO REACTIO REACTIO REACTIO REACTIO REACTIO

## C A P U T IX.

### De Bulla Gregorii XIV.

1. *Præcipuus hujus Bullæ scopus.*
2. *Quæ de Indultibus horum Prædecessorum narrat in sua Bulla Pontifex ad recentiorum aetatem referenda.*
3. *Enarrat Pontifex scandala & abusus quæ præteritis ex prædictis Indultibus secuta: & quæ scopus hujus enarrationis.*
4. *Revocat facultates, & Indulta à suis Prædecessoribus concessa.*
5. *Exprimit casus, in quibus & non in aliis confingentes ab Ecclesiis abstrahi possint.*
6. *Præteritis satisfacere querelis Curia secularis.*
7. *Pecat confingentes etiam in casibus exceptis per Curiam secularem extrahi sine licentia Episcoporum, & adjunctione persone Ecclesiasticæ.*
8. *Auctoritatem dandis licentiis extrahendi solis Episcopis competeret declaratur, in quo Constitutio sibi non coherere videtur.*
9. *Præcipit extrahi per Ministros Curia secularis duci ad carceres Curia spiritualis.*
10. *Tradi non permittitur Curia seculari, nisi prius causa cognita Juxta Ecclesiasticis declaraverit esse casum exceptum.*
11. *Bulla non recepta.*

**A**dmoudam famosa in hac materia immunitatis siue Asylæ est Bulla Gregorii XIV. de anno 1591. quæ incipit: *Cum alias nonnulli, etiamque recentiores Theologi & Canonici, & præsertim qui hanc immunitatem Judicibus Ecclesiasticis vindicare volunt, tanquam firmum & ineluctabile fundamentum impendunt, ut ex nostratibus Antonius Anselmus Jurisconsultus Antverpiensis & ibidem Curie Ecclesiasticæ Advocatus Fiscalis in suo Triboniano Belgico Cap. 10. & Franciscus Zypæus Officialis Antverpiensis in *Jure novo sit. De Immunit. Eccles. num. 6. & seqq.* qui per Bullam illam Judicibus Ecclesiasticis omnia ad hanc immunitatem pertinencia competeret prætendunt.*

Imo & Petrus Gambacurta & Societate Jesu hæc Bullam speciali Tractatu explanandam & tuendam faciens, de ea dicere non dubitavit. „Quod ut est „sapientie, prudentie, ac pietatis plenissima, ita uni- „versam hanc Ecclesiarum immunitatem, nostris sa- „culis occasione nonnullorum Indultorum plene col- „lata lapsam restituit, moderatur, & meliorem in for- „mam reducit. „Ita in præmio Libri secundi.

Num hæc Bulla sapientia, prudentia, ac pietatis plenissima sit, prout eam ejus Patronus deprecatur, ex dicendis æquus & non præventus Lector judicabit.

Hoc hæud inficiari potest, per hæc Bullam univ. sam Ecclesiarum immunitatem omnino restitutam juxta eorum opinionem scilicet, qui hanc immunitatem & quoad institutionem, moderationem, nec non de quæstionibus super ea incidentibus, judicandi & decidendi authoritatem Ecclesiarum seu Judicibus Ecclesiasticis defendendam opinantur; nullamque esse Principis aut Magistratus secularis de ea statuendi, aut judicandi & augendi authoritatem independentem à judicio & authoritate seu licentia Judicis Ecclesiastici juxta regulam hæc Bulla præscriptam.

Et unicum hujus Bullæ scopum esse omne de hac immunitate judicium attribere Judici Ecclesiastico, & authoritatem Magistratus secularis dependentem red-

dere à judicio, & arbitrio Judicis Ecclesiastici ex contextu Bullæ manifestum est, & ex dicendis patet.

**I**N primis in narrativa sue Bullæ exponit Pontifex. „Quod nonnulli sui Prædecessores & præsertim Sixtus V. & Pius V. *sancito zelo* diversas facultates, & extrahendi etiam in casibus quibundam à jure non per- „missis ex Ecclesiis criminosis, & delinquentes, com- „pluribus secularibus Principibus, eorumque Curias & „Magistratibus sub variis modis & formis concesserint. „

Quod hic asserit Gregorius à nonnullis suis Prædecessoribus similes facultates & Indulta Principibus & Magistratibus secularibus fuisse concessa, indubie ad recentioris ætatis Pontifices referendum: & merito tanquam præcipuos horum secularium & Indultorum auctores expressit Sixtum Quintum, & Pium Quintum, qui demum sæculo XVI. sederunt.

Quis enim Principum Christianorum ante ultima hæc sæcula, id est, ante receptas Decretales, legitur hujusmodi facultates siue Indulta à Romanis Pontificibus postulasse aut accepisse?

Vidimus supra Cap. 2. Principes sua authoritate extendisse vel restringisse Ecclesiarum Asylæ, itisque modum & formam in eorum usu pro temporum & locorum conditione præscripsisse: quin & vidimus Partes Africanas ad Imperatorem pro restitutione hujus immunitatis obtinenda legationem destinasse. Sed Imperatores ad Romanos Pontifices pro postulandis facultatibus & Indultis extrahendi confugientes ex Ecclesiis legationem misisse non legimus.

**Q**UOD autem dicit, quod Prædecessores sui hæc Indulta concesserint *sancito zelo* indultis, id cum dixisse monet Gambacurta lib. 2. §. 2. *in Glossa vers. Sancito zelo*: „Quoniam narraturus erat, Indulta per hos Pontifices concessa non bene cessisse, quin & eorum occasione „subortos abusus, ne illos in invidiam trahat, intentio- „nem atque interiorum animi voluntatem commendat.

Et admodum verisimile est, Pontifices in concedendis hinc facultatibus, & Indultis *sancito zelo* indultis fuisse, scilicet „Ut peccandi libertas atque impudentia, quæ se confugii ad Ecclesias quotidie ecclesiarum, facta Prin- „cipibus eos extrahendi potestate comprimeretur, id „est, neque immunitatis præsidio ad peccandi libertatem abuterentur; sanctissimus hic zelus fuit, felicissi- „meque successit. Mirum enim dictum est, quanta fo- „lum hujusmodi Indultorum fama repressa fuit audacia „delinquentium, quantum quiescit ac pax securum sit „in Republica. Quæ admodum monet Gambacurta.

Recte sane novavi Gambacurta, Gregorium voluisse præmittere, Prædecessores suos *sancito zelo* indultis ad concedenda hæc Indulta, ne illos in invidiam trahat: quia vera in hac sua Bulla asserere non vetuit, „Quod experientia docuerit, quod tam ob diversitatem hu- „jusmodi Indultorum, tum quia plerique eorumdem „Principum Ministri ex hoc ipso illa diversitate, „& latius quam par erat ad suum librum interpre- „tandi occasionem arripere cœperint, subortum esse „non mediocrem in aliquibus locis libertatis & immu- „nitatis Ecclesiasticæ perturbationem & confusionem.

Quin & dicere non vetuit: „Alii ne ipsos quidem Latos Indultus hujusmodi uti voluisse, aut „potuisse, quod populi inveteratam erga Ecclesiarum immunitatem devotus & consecutus, *scandalis* potius „quam quæris occasionem præbent.

Ad hæc Bullæ periodum reflectens Gambacurta lib. 3. §. 2. *in Glossa vers. ALIBI VERO*, notat, quod Pontifex hoc loco ipsi Indultus succenter videatur: „Ex ipsis enim Pontificis verbis facile intelligitur est, ait, ipsa „Indulta ejusmodi in se fuisse, ut ejusmodi populi scan- „dali occasione præberent, eoque clarius, ipsi In- „dultis succenter, quod populi devotioni, quæ laude „digna est, tribuit, quod ea recipi non poterint.

Nam occasione horum Indultorum orta fuerint ea scandala, perturbationes, & difficultates aut violationes immunitatis Ecclesiasticæ, quæ contraxit Pontifex, non constat: illud constat, hæc per Pontificem contraxisse, & asserit, ut probare necessarium fuisse novam hanc Bullam, ut præteritis scandalis & abusibus & confusioni aliis- que incommodis occasione ejusmodi Indultorum exortis occurreretur, quod sub initium sue dispositio expressit.

Enarratis enim hinc malis ex Indultis subortis, subjungit

Quare pro commissio nobis à Domino Pastoralis Officii munere, prædictis absurdis & scandalis obviare, ac differentias huiusmodi ad uniformem regulam reducere, omnemque dubitanti ac perperam interpretandi occasionem dilectida declaratione submovere, abusus tollere, & ne Ecclesiastica iura plane conculerentur & negligantur, opportune providere decrevimus, prout etiam dictus Sixtus Prædecessor noster iisdem de causis motus statuere decreverat, licet morte præventus hoc adimplere nequiverit: ita tamen ut quod præferimus temporum calamitas, & nimia quæ iam invaluit perversio hominum malitia id exposcit, aliquid etiam ad terrorem delinquentium, & ad coercenda illorum facinora, ultra id quod præfata illa morum disciplina & vetus factorum Canonum norma præscripserat, in quibusdam casibus congrua moderatione adhibita permittamus.

Recte observat hic Gambacurta, quod Pontifex in hac nova Constitutione se quique prælitum pollicetur. Primum est, ait, absurdum omnibus & scandalis superius dictis obviare. Secundum, omnes Indulgentiarum differentias ad unam regulam formamque reducere. Tertium, omnem dubitanti ac perperam interpretandi occasionem dilectida declaratione submovere. Quartum, abusus tollere. Quintum, ne Ecclesiastica iura conculerentur, aut negligantur providere.

Nunc hæc omnia per hanc novam Constitutionem consecutus fuerit Pontifex, & utrum hæc Constitutio ad procurandam quietem & tranquillitatem Reipublicæ, & cohibendos homines feleratos in se fuerit idonea & sufficiens, ex dicendis iudicabit æquus Lector: intem illud hic notat Constitutionis Brenus Patronus sapiens citatus Gambacurta lib. 2. §. 4. in *Glossa vers. OMNEMQUE DUBITANDI*, Pontificem asseruisse, quod secundum malum, occasione Indulgentiarum exitum esset, parva eorumdem Indulgentiarum interpretatio, cui obviaturum se spondet hoc loco, spondens omnem dubitanti ac perperam interpretandi occasionem dilectida declaratione submovere. "Post hæc subjungit Gambacurta: "Miror, post hæc dilucidam interpretationem, quæ Pontifex intendit omnem dubitanti occasionem submovere, tam multa passim dubia emergere, ut vix aliquis quovis admissio delicto ad Ecclesiam consuegat, quia de ejus immunitate dubitetur."

**H**æc superius enarratis tandem Pontifex aggreditur dispositivam suæ Constitutionis, sive de immunitate disponere.

In primis itaque revocat & omni omnino effectu evacuat omnia & singula indulgentia per Prædecessores, notanter Sixtum V. & Pium V. aut forte etiam per semelsum ante tempus hujus Constitutionis concessa, sub quibuscunque clausulis & quibuscunque personis, & quacunque ex causa fuerint concessa, sublata omni differentia ad unam & uniformem normam hac Constitutione præscriptam reduci voluit.

Verba Constitutionis sunt: "Hac itaque nostra perpetua, valitima Constitutione omnia & quæcunque privilegia, indulgentia & gratias, tam per prædictum Sixtum ac Pium V. quam alios quoscunque prædecessores nostros, aut nosmetipsos, Sedemque Apostolicam, ejusque Legatos super abducendis vel extrahendis ab Ecclesiis, Monasteriis, Scellis, Domibus Regularibus & secularibus, locis sacris aut Religiosis, alias quæ in casibus à jure expressis, hominibus certorum tunc expressorum vel non expressorum criminum Reis, aut fraudulentis decoctoribus, etiam in odium certorum delictorum, & pro bono, pace & quiete publica, & ex causis urgentissimis ac necessariis, & aquipollentibus casibus in jure expressis, atque ex paritate, identitate aut majoritate rationis extensis perpetuo vel ad certum nondum elapsum tempus, seu ad vitia alicujus Principis, aut beneplacitum seu alias quomodolibet concessa, etiam iteratis aut multiplicatis vicibus approbata, & innovata ac usque recepta, litteras Apostolicas sub plumbo aut in forma Brevis, seu alias quomodocunque desuper concessas quarum tenores hic haberi volumus pro expressis, ac ad verbum insertis, sublata penitus omni differentia, ita ad unam formam tantum reducimus ac moderamus.

Reflectens Petrus Gambacurta ad causas, ob quas Pontifex asserit, per suos Prædecessores fuisse concessa Indulgentia Reos extrahendi, scilicet, *etiam in odium certorum delictorum, & pro bono, pace & quiete publica, & ex causis* Pan. Elpen, Pars VI.

*urgentissimis ac necessariis, & aquipollentibus casibus in jure expressis, atque ex paritate, identitate aut majoritate rationis*, dicere non veniunt, quod singula adeo graves sint, ut rationabiliter eos movere possint. Unde, ait, mihi probabile est, si qua aliquando huiusmodi indulgentia valde urgeat, ut edigerent ac serio per Episcopum examinata, adhuc pudentium consilio, videatur publico bono necessarium extrahi consuegi de Ecclesia, etiam si casus non esset in jure expressis, possit concedere facultatem illum extrahendi. Imo addit, quod gravior est, si Episcopus abesse, & perie lum esset in mora, vel adesse quidem, sed facultas non concedere non audeat, posse Principem vel ejus Magistratum jubere extrahi, & contra rursus procedere ad penam. Idque propter jus illud naturale, quod habet Respublica conservandi seipsam, & faciendi omnia necessaria ad sui conservandam.

Ne autem à contextu Constitutionis, ejusque patrocinium & æquianem demonstrare suscepit. recedere visus esset, dum dixit Episcopum posse ex causis urgentissimis concedere facultatem extrahendi à loco immunitatis etiam in casu jure non excepto, imò si Episcopus abesse, Principem vel ejus Magistratum posse extrahere & ad punitionem procedere, respondit Pontificem, non prohibere ne in his casibus extrahant, neve naturali jure utantur; sed solum revocare eam licentiam extrahendi, quæ illi per ea indulta concessa est.

Verum si Pontifex indulget & facultates à Romanis Pontificibus concessa ex causis etiam urgentissimis revocanda & in irritum mittenda, & omni effectu evacuanda censuerit, & his ita revocatis omnia in hac materia ad Regulam in sua Constitutione expressam reduci voluerit, quis credat, mentem Pontificis fuisse, ut Episcopi ex causis urgentissimis facultatem extrahendi in casibus à jure non expressis concedere possent; vel etiam Principem ejusque Magistratum sine licentia Episcopi ad extrahendum & punitionem procedere possent, si Episcopus absens esset?

Quod autem addit Patronus Continuitatis, "Id ratione optima factum est, quoniam ea facultate jam indulta abutentur, minime advertens, quod si ratione optima fuerit facultas Indulgentiarum revocata, quoniam ea abutentur, quidni dicamus eam facultatem Episcopis, & Principi seu ejus Magistratui extrahendi ex causis urgentissimis eadem de causa subtraham, quia ea facile abuterentur?"

Et revera totus contextus Constitutionis patenter evincit, Pontificem omnia in hujus immunitatis materia ad uniformem regulam hic præscriptam reducere voluisse, atque extrahendum consuegiendum ad locum immunitatis nequaquam permittendam extra casus hac sua Constitutione expressos.

Proinde non sine fundamento dubitatur, num hic Pontifex ad edendam suam Constitutionem eo sancto zelo indutus fuerit, quo ad indulta sua concedenda dicit suos Prædecessores inducos, ut scilicet peccandi libertas atque impudentia, quæ spe consuegi ad Ecclesias quotidie crescit, compingeretur; sed num potius velis hujus Pontificis in hac edenda Constitutione fuerit, omnia, quæ hanc immunitatem spectant, Judicibus Ecclesiasticis submittere, & omnia à Potestate Ecclesiastica reddere dependentia.

Post revocata & omni effectu evacuata suorum Prædecessorum indulgentia, ad uniformem Regulam in hac materia ab omnibus servandam procedit.

**I**N prima hujus Regulæ parte, quæ incipit ab his verbis Constitutionis: *ut Laici ad Ecclesias, &c.* & finit ad hæc verba: *non suffragetur*, ponit casus, in quibus Laici non gaudent immunitate sive Asylo Ecclesiæ, casusque ad octo reducit. Primus, si fuerint publici latrones. Secundus, si viarum grassatores, qui publicas stratas obident, ac viatores ex insidiis aggrediuntur. Tertius, si depopulatores agrorum. Quartus, si homicidia & mutilationes membrorum in ipsis Ecclesiis earumve cameris committere non verentur. Quintus, si proditorie proximum occiderint. Sextus, assassini. Septimus, si rei sint hæreses. Octavus & ultimus, si rei sint lætæ Majestatis in personam ipsius Principis.

Sextus hæc casus in Bulla expressis nullus ab immunitate excludatur, nullusque criminis Reus præter hos locis immunitatis etiam de licentia Episcopi aut Judicis Ecclesiastici, quin nec cum adjunctione personæ

Aa

Eccle-

*Ecclesiasticæ, extrahi quis non videt, atrocissimum etiam criminum & seclerum Reos per Ecclesiarum immunitatem punitionem evasuros, quodque atrocitas sceleris spe consequendæ immunitatis indices multiplicabatur, ipsique Principi & Reipublice autoritas & possibilibus auctetur, tranquillitatem & quietem publicam conservandi, atque secleratos homines per jus gladii, quem ad vindictam malefactorum portant comprimendi, & subditos ab injuriis malefactorum liberandi.*

**P**ostquam in I. parte dispositivæ hujus Bullæ per *universam Regulam* ubique & omnibus recendæ expectasset casus, sive criminum Reos, quibus Ecclesiarum immunitatem non suffragari declaret, progreditur ad secundam dispositivæ partem, in qua Prælati Ecclesiarum tam majoribus quam minoribus sive secularibus sive Regularibus cujusunque ordinis præferbit, quid ipsis agendum sit, si aliquem prædictorum exceptorum criminum Reum adeorum Ecclesiis vel Monasteriis confugeret contingeret, ipsis scilicet præcipiendo districte mandat: „*Ut Laicos, in casibus prædictis delinquentes ad eorum Ecclesias, Monasteria, domos & alia loca supradicta facta, seu religiosa respectu confugientes, & in eis se recipientes, atque morantes, qui prædicta delicta, eorumve aliquo iudicio suo commississe videbuntur, quando à Curia seculari fuerint requisiti, & quilibet eorum fuerit requisitus, Ministri & Officialibus Curie secularis absque irregularitatis nota, aut aliquos censuræ Ecclesiasticæ incursum iradi & consignari curent & faciant.*

Præterit Gandæc. l. 2. §. 7. in Gl. vers. SED UNIVERSIS, Pontifex hic sufficientissimum contra querelas secularium Magistratum remedium adhibuisse: eorum enim ratio qua se Ministri Curie secularis turbabant, „*ea erat, inquit, quod si tantisper distulissent, Reos capere in Ecclesia, Clerici eos modis omnibus liberabant, & quantumcumque horum criminum Reos impune abire faciebant. His ita satisfactis, si certo si bi persuadent, postquam ipsi semel Clericos requirerint, Reos si aliquid horum criminum commiserint, sibi consignari ibi absque ulla vi.*

Verum ipse Gambacurra monet ibidem, quod, ut à Clericis aut Prælati confugeret, Ministri Curie secularis iradi & consignari curare debeant, non tantum requisit, quod fuerint à Curia seculari requisiti, sed insuper, ut iudicio suo Rei, qui ad Ecclesias vel Monasteria, vel domos, aut loca sacra confugerint, videantur aliquod horum criminum in Constitutione exceptorum commississe.

Si itaque Prælati obligentur curare, aut Rei horum criminum Ministri Curie secularis tunc demum erantur, postquam prædicta delicta eorumve aliquod iudicio suo commississe videbuntur: quis non videt merito & post hanc Constitutionem iustas esse Magistratum querelas, quod per tanti temporis moram Rei talium criminum subreptititer occasio elabendi, & impunitatem consequendi, ipsique Clericis tempus eos occultandi, & à potestate Curie secularis liberandi.

Nec enim iudicium suum de crimine perpetrato formare possunt Prælati, utrum sit aliquid de *exceptis*, & casus occurrentes sit unus de octo casibus in Bulla expressis, nisi præviè de crimine & casu fuerint informati & instructi. Quæ informatio & instructio non modici temporis moram indubie requirere solet, intra quam Rei effugiendi & Clericis occultandi & eos liberandi occasio præbatur: ut vel ex hoc Capite hæc Constitutio auidiam hominum fecleratorum spe consequendæ impunitatis populus augeat, quam comprimit.

**P**ost hæc persequitur secundam partem hujus uniformis Regulæ ad omnibus in hac materia imposturam servandæ, declarando quomodo in illis octo casibus ab immunitate exceptis procedere debeant tam Ministri Curie secularis Reos insequentes, quam Prælati Ecclesiarum, & locorum factorum, ad quæ Rei criminum confugerint.

In primis, „*Ne secularis Curie Ministri facultate illos per se & propria auctoritate extrahendi, ipsi olim attri-* buta, & per præsentem revocata abjiciant, volumus, „*ait, dictaque auctoritate Apostolica docemus & declaramus, ut Curia secularis ejusque Judices, & Officiales ab Ecclesiis, Monasteriis, locisque sacris prædictis, Licetum aliquem, ut præferatur, delinquentem in nullo ex casibus supradictis, sine expressa licentia Episcopi vel*

ejus Officialis, & cum interveniu personæ Ecclesiæ, „*sive ab eo auctoritatem habentis.*

Quod hic inquit Pontifex Ministris Curie secularis jus non fuisse per se, & propria auctoritate extrahere Reos à locis sacris sine expressa licentia Episcopi aut ejus Officialis in casibus exceptis ante prædecessorum suorum indulgentiam, & per hanc Constitutionem revocata, repugnare prædictæ & amplius primorum seclorum, imo universi orbis consuetudine ante hanc Constitutionem observatum fuisse, ut sine licentia Episcopi ejusve Officialis, Ministri Curie secularis ad extrahendum & captivum procederent, ex Covarruvias aliisque Cap. 7. ostendimus: & pluribus auctoritatibus probat Prosper Farinacius Tom. 1. Questionum Criminal. q. 28. n. 75. qui licet fateatur nonnullos Doctores ibidem citatos contrarium sustinuisse, monet tamen propterea non esse recedendum ab hac opinione, *que non solum, ut refertur, communis & in praxi recepta est, sed etiam verior.*

Indubitatum proinde est, quod Pontifex in hac Bulla declarando & præcipiendo Ministris Curie secularis non posse per se, & propria auctoritate sine licentia Episcopi ejusve Officialis procedere in casibus exceptis ad extrahendum & captivum confugiarum ex locis sacris, intervenisse consuetudinem universali ter probatam, & in praxi receptam: neque legitur quod pro affirmanda hac generali consuetudine & recepta praxi adducta fuerit auctoritas indultorum per Romanos Pontifices Principibus, & eorum Curis concessorum, prout innuit Pontifex in hac Bulla.

Imo nec scitur, quod in ulla Decretali Pontifices requirerint licentiam Episcopi, ejusve Officialis, ut in casibus exceptis Ministri Curie secularis Reos ex loco immunitatis extrahere possint, ut Cap. 7. notavimus.

**U**terius declarat, ad Episcopos solos, & non alios Episcopos inferiores, „*etiam si alius ordinatus sint, aut nullius Diocæsis, aut conservatores* „*ab hac Sede specialiter vel generaliter deputati prædictam licentiam dandi facultas pertineat.*

Si hæc constanter cum his, que in præcedenti parte sine dispositivæ præcepti & declaravit, distulisset Bulla hæc à contradictione & sibi repugnantibus eximeretur. In præcedenti namque periodo præ Bullæ districte mandat omnibus Ecclesiis Prælati non tantum majoribus sed & minoribus sive Episcopis inferioribus, tam secularibus quam Regularibus, ut scilicet Reos ad suas respective Ecclesias confugientes Ministri Curie secularis iradi & consignari curent, si ab his requisiti fuerint, & iudicio suo aliquid delictorum in Bulla expressorum commississe videbuntur.

Cum itaque Prælati minoribus, sive qui Episcopi inferiores sunt, non tantum permittat, sed & districte præcipiat, ut confugientes ad suas respective Ecclesias Ministri Curie secularis iradi & consignari curent, si iudicio suo aliquid criminum in Bulla exceptorum commississe videbuntur, videtur & his Prælati minoribus sive Episcopis inferioribus tribuisse auctoritatem dandi licentiam extrahendi Reos à loco immunitatis, si iudicio suo crimen exceptum commississe videbuntur, quam tamen dandi licentiam auctoritatem in hac periodo sine Bullæ ipsis specialiter admittit, & solis Episcopis competere declarat.

Ut autem amplius & generalius hæc dandi licentiam extrahendi à locis sacris auctoritatem solis Episcopis assereret, & inferioribus Prælati admitteret, declarat, quod „*occurrente casu in loco excepto, & nullius Diocæsis, tunc ad Episcopum viciniorem de-* „*volvatur hæc cognitio, & non ad alios.*

Advenit hæc in Constitutione repugnantiam ipse Gambacurra lib. 2. §. 7. in Glossa vers. iudicio suo, fateaturque *difficultatis plenissimum locum esse.*

Cum autem Constitutionis prædictæ susceperet, camque ut *sapientia, prudentia ac pietatis plenissimum* commentarius exponeret, etiam studuit eam ab hac repugnantia ericere.

Quamvis enim, ait, clarius loqui Pontifex potuisset, potius tamen certo nullam esse hujus Constitutionis repugnantiam.

Dubios autem modis hæc repugnantiam tollere nititur. Primum, quod in priori Constitutionis periodo, ubi iudicium, utrum crimen commissum sit crimen exceptum defectu æque minoribus Prælati, ac majoribus, Pontifex disponat de substantia hujus actionis, quæ est curare iradi & consignari Curie seculari eos omnes, quos præ-

„*latius*

latus quilibet judicaverit horum aliquod criminum commississe: ita ut quisquis ita judicaverit, teneatur in conscientia, quantum in se est, curare Reum tradi & consignari: Paragrapho vero sequenti modum præscribere hujus actualis traditionis & consignationis, ut non fiat nisi de licentia Episcopi, & cogito prius per Episcopum illum vere commississe aliquod horum delictorum & cum intervenit personæ Ecclesiasticæ, &c. quo fit, ut inferiores Ecclesiarum Prælati eos, qui *judicio suo* videbantur aliquod horum commississe, posteaquam per Curiam secularem fuerint requisiti, non possint amplius occulte, neque ulla arte aut vi ad fugam juvare, nec capiantur, non curare ut tradantur, consequenter teneri illos custodire, donec Episcopi mandatum expectetur.

Sane Pontifex in priori periodo eodem plane modo præcipit omnibus Indistinctis Prælati sive Majoribus sive Minoribus tam Secularibus quàm Regularibus, ut requisiti à Ministris Curie secularis confugientes, ut *judicio suo* aliquod crimen exceptam commississe videbantur, Ministris Curie secularis *tradi & consignari curent*.

Porto cum indubitatum sit, Pontificem voluisse, ut realiter & cum effectu Ministris Curie secularis tradantur & confignentur, si Episcoporum aliorumque majorum Prælatorum *judicio* crimen exceptum commississe videbantur; nullatenus dici potest de alia traditione & consignatione à Prælati minoribus curanda Pontificem loqui voluisse.

Deinde cum præcipiat, ut *eos tradi & consignari curent*, postquam per Ministris Curie secularis requisiti fuerint, non obscure est, Pontificem de traditione & consignatione *reali* loqui, quandoquidem certum fit, Ministris Curie secularis de hac traditione & consignatione loqui, dum confugas sibi tradi requirunt: evidensque fit, Pontificem voluisse ut Prælati etiam minores & Episcopi inferiores requisitioni Ministrorum Curie secularis satisficiant, curando, ut confugæ eis tradantur & confignentur, dum *judicio suo* crimen exceptum commississe videbantur.

Advertens indubie Gambacurta, quam parum consona esset hac reconciliandi ratio textui Constitutionis, addit & hanc, quod scilicet in priori Constitutionis periodo de traditione & consignatione *reali* universis Prælati præcipitur, ut scilicet confugientes tradi & consignari curent Ministris Curie seculari, qui videbantur crimen exceptum commississe *judicio suo*, in inferioribus Ecclesiis Prælati locum habeat solum, quousque ad Episcopum causa deferatur.

Qui attenderit uno eodemque verborum contextu omnibus indifferenter Prælati Majoribus & Minoribus præcipi, ut postquam à Ministris Curie seculari fuerint requisiti, *tradi & consignari curent* confugas, qui *judicio suo* crimen exceptum commississe videbantur, facile intelligit, quam incongrua sit hæc reconciliandi ratio.

Interim hinc habemus, pro dilucida declaratione admodum obscurem Constitutionem edidisse huic Pontificem Gregorium XIV.

Præterea ex posteriori hac Constitutionis periodo evidens est, Pontificem voluisse, ut extractio confugientium ad Ecclesias omnino esse dependens à licentia & Judicio Episcoporum, vel etiam Officialium, nulloque casu Ministris Curie seculari, etiam de mandato Judicis secularis ad extractionem procedere quant, „ nisi eo casu quo Episcopus & dicte personæ Prælati requisitæ illos in delictis suis perius expressis culpabiles, tradere, aut captivare, aut carcerationi interesse & assistere reculant.

Sed & hic veritus Pontifex, ne Laici quidquam contra reverentiam loci sacri committerent, eos monet: „ Tuncque reverentia Ecclesiæ & locis sacris „ debite memores prædictos delinquentes minori quo „ id fieri poterit cum scandalo & tumultu extrahere „ curent.

**E**T ne confugæ eo casu per Ministris Curie secularis sine intervenitu personæ Ecclesiasticæ extracti sub Curia seculari remaneret, sed dumtaxat eo casu videretur Ecclesiasticis opera duarum Mini-

Van Elpen, Pars VI.

strorum Curie secularis uti voluisse, præcepti, ut delinquentes Laici prædicti, postquam, ut præfatur, ab Ecclesiis locivæ sacris extracti & capti fuerint, ad carceres Curie Ecclesiasticæ reponantur, & inibi sub tuto ac firmo carcere, ac opportuna custodia data illis, si opus fuerit, per Curiam secularem detineri debeant.

Hic rursus consuetudinem & praxim universalem & in jure fundatam invenit hæc Pontificis Constitutio. Notorium enim est, Laicos gravium criminum Reos, aut de his graviter suspectos, tum de jure, tum de consuetudine consuevisse carceribus Curie secularis includi, atque sub hujus Curie custodia consignari: quandoquidem ad hanc Curiam pertinere de hoc crimine cognoscere, & coram ipsa processum criminalis instrui & decidi debeat, quid iustus, quam ut Reus sub ejusdem Curie custodia interim constaret, atque ad eum pro processum criminalis pleniori & faciliiori instructione accessus haberetur.

Ad hæc quis necesse recentem sat esse usum carcerum Ecclesiasticorum, eorumque usum hæcenus penne non nisi delinquentibus Clericis servivisse, & paucis admodum casibus, sive pro delictis Ecclesiasticis Laicos potuisse hisce carceribus includi. Unde & hodie in pluribus locis, imo & civitatibus etiam Cathedralibus similes carceres non habentur, uti & monet Gambacurta lib. 6. c. 6. n. 2.

Præterea cum etiam de jure semper perstiterit ad Judicem secularem ejusve satellites, confugas in casibus *exceptis* extrahere ex Ecclesiis tanquam non gaudentes immunitate, & qui consequenter titulo confugii ab Ecclesia defendi non possunt, uti c. 7. ostensum est, & fatur ipse Gambacurta lib. 6. c. 7. n. 10. quidni eadem ratione carceribus Curie secularis includi deberet? nec credatur unquam auditum aut ab ullo Pontifice traditum ante etiam hanc Constitutionem criminis Reum ex Ecclesia per Ministris Curie secularis extractum, carceribus Curie Ecclesiasticæ esse includendum.

**I**mo nec Pontifici sat visum fuit, Reum ab Ecclesia extractum per Ministris Curie secularis carceribus Curie Ecclesiasticæ esse consignandum: sed insuper vult, ut nec inde extrahatur, Curieque seculari consignetur aut tradatur, nisi cognitio prius per Episcopum, seu ab eo deputatum, an crimina excepta vere commiserit. Tuncque demum de mandato Episcopi per Judicem Ecclesiasticum Curie seculari quacunque postposita appellatione, „ ait, consignetur.

Sane quid hoc aliud, nisi omnia enormissima crimina & scelera etiam perductionis & parricidii in personam Principis Tribunali Ecclesiastico subijcere, ipsamque Principis auctoritatem in puniendis criminibus reddere plane dependentem à Judicio & arbitrio Episcopi ejusve Officialis, ut recte advertit Petrus Sarpi in Tractatu De Jure Asylosum Cap. 7. ubi relato summatim prædictæ Constitutionis hujus textu, subjungit: „ Que omnia si observare possint, jam sacra loca omni scelere genere reforescentia „ essent, & quodcumque iustitia Tribunal eversum: „ Regesque & Principes, quibus jure sceptra conveniunt à Deo tributa, eadem precario tenerent, & „ à Sacerdotis arbitrio in iustitia exercenda penderent.

**N**on mirum igitur hanc Constitutionem sive Bullam nullibi pene receptam hæcenus fuisse. De Regno Gallie notius est quam ut probari debeat: sicut in illo Regno constanter fuisse observatam Constitutionem Francisci I. ejusque occasione sensum in Regno illo Ecclesiarum Asyla abolita esse.

De Regno Hispaniæ testis est Franciscus Salgado De supplicatione ad Sanctissimum part. 1. cap. 2. sessione 3. n. 141. ubi post relatas plures Bullas in Regno Hispaniæ non receptas seu ultimas, ait: „ Per reformiter Bulla Gregorii XII. super immunitate „ Ecclesiarum disponens, in Hispania non servatur, „ quia usu recepta non fuit.

Probant idipsum Literæ Regis Catholici anno 1700. scriptæ ad Archiepiscopum Mechliniensem, in quibus testatur de praxi Hispaniæ huic Constitutioni plane contraria, uti c. 7. ostendimus.

As 2

De

De Germania testatur Antonius Faber in Codice ad titulum de his qui ad Ecclesias confugiunt, definitionem unam. Ubi postquam dixit, immunitatem Ecclesiarum ab Imperatoribus Romanis religiosissime concessam sanctissime conservandam, subiicit: „Hoc tamen ita accipi placuit, nisi consuetudine & lege aliqua in contrarium perpetuo observata his immunitatibus derogatum fuisse constet. Valere enim talem consuetudinem & legem certum est, qualem in Gallia & Germania esse scimus.

In Sabaudia hanc Constitutionem similiter non fuisse receptam, manifestum est ex iis, quæ in citata definitione asserit Antonius Faber,

In primis enim testatur anno 1605, adeoque pluribus annis post editam hanc Constitutionem, disputatum fuisse in Senatu, utrum per consuetudinem in Ducatu Sabaudie quemadmodum in Gallia derogatum esset immunitati Ecclesiarum; quæ disputatio si ve questio mota non fuisset, si hæc Constitutio recepta fuisset. Hæc enim Constitutio uniformem regulam ubique servandam præscribit, non obstantem quacunque consuetudine contraria.

Precetera ibidem testatur Antonius Faber per Senatorem dictum fuisse: „Plane observandum districte est, ne ab Ecclesiis extrahantur inconsulto Episcopo, ut appareat, non violandæ pietatis animo, sed merito iustitiæ zelo rem agi: Quanquam si graviora sint crimina, quorum impunitas per immunitatem quæritur, vulgo creditum est, non esse necessarium, ut ullus Episcopi consensus ad permissum præhensionem requiratur.

Cum igitur iudicaverit Senatus, non esse necessarium consensum Episcopi ut extrahantur graviorum criminum Rei ex Ecclesiis, manifestum est, Senatuum auctoritatem hujus Constitutionis nequaquam agnovisse.

De Germania nec non Venerorum Republica, quin de Ecclesiasticis Provinciis testatur Petrus Sarpicius Cap. 7. uti post superius selecta verba concludit: „His igitur de causis factum est, ut Constitutio, si ve ut ajunt, Bulla ista, inter Decretales nunquam recepta, nullibi etiam consuetudine invaluerit, imo contraria prorsus consuetudine antiquata, atque subvertita fuerit: quod sicut jure certissimum est, ita re ipsa Gallia, Hispania, Germania, Venerorum Ducatu, Ducatus hic posset, nunquam eam

admiserunt: quodque cunctis jure optimo admisioni esse possit, in ipsa Ecclesiastica ditione atque Provinciis non hæc Constitutio, sed vetus illa consuetudo servatur quæ iustitiam subleat.

In Belgio hanc Bullam Gregorianam nunquam receptam fuisse ex precedentibus ac notanter ex his quæ Cap. 7. & 8. scripsimus, & annotavimus, abunde constat.

Reverit quidem Antonius Anselmo Jusconsultus Antverpiensis & ibidem Curie Ecclesiasticæ Advocatus Fiscalis, hanc Bullam inter Edicta Principum nobiliorum, sed cum ipse eam Edictorum collectionem privata auctoritate & proprio labore & opera compilaverit & in lucem ediderit, nihil per hanc inter Edicta Principum relationem huic Bullæ auctoritatis accessit: unde nec ipse Anselmo approbationem si ve Placitum Principis super hæc Bulla adducit, neque in suo Triboniano Belgico, ubi Cap. 10. de hac Bulla rursus tractat, asserere non audeat eam in Belgio fuisse receptam aut Placetam: imo fieri debuit etiam post hanc Constitutionem per Principem Edicta plures casus & crimina fuisse ab hac immunitate excepta, quam in hac Bulla excepta reperimus: certum argumentum, Principes auctoritatem hujus Bullæ non agnovisse, neque existimasse eam in Belgio obligare.

Licet enim in Belgio hæc usque religiose servata fuerit Ecclesiarum immunitas, ipsaque Templorum Asylo etiam ipsi Principes conservata voluerint, nihilominus & hoc noverant ipsi quotidianis rerum experientis compertum esse, uti jampridem monuit Antonius Faber in citata definitione: „Nihil posse dici aut constitui periculosius, nec periculosius, quam si sceleratis hominibus liberum sit confugiendo ad Ecclesiam effugere Judicis laici coercionem. Ne, dum immunitas queritur, impunitas concedatur, quod sane ab utilitate publica omnino alienum est: sed ad quam maxime pertinet ut crimina omnia, sed ea possimum, quæ atrociora existimantur, publice vindicentur.

Porro Principes ejusque Magistratuum auctoritatem in puniendis etiam atrocioribus delictis per hanc Gregorianam Constitutionem plurimum enervati: ipsique sceleratis hominibus latissimam punitionem criminum suorum evadendi viam pandi, ex ipso contextu Constitutionis, & hoc Capite annotatis nulli potest esse obscurum.

F I N I S.

# INDEX

## CAPITUM ET NUMERORUM.

139

- C**APUT PRIMUM De Interventione Episcoporum pro Rejs. 263  
*Intercedere pro Rejs jampridem Episcopis familiare.*  
 2 Pro quibus intercederent, & quis intercessionis scopus?  
 3 Effectus intercessionis expellabatur à benignitate Principis.  
 4 Conspicientes ad Ecclesias consuebant implorare interventionem Episcoporum.  
 5 Asylum conspiciens ad Ecclesias dependens ab arbitrio Principum.  
 Cap. II. Expenduntur Leges Principum Christianorum, quæ extant in Codice Justiniano & Theodosiano, quibus terminos, & formam Asylo Tempiorum præscribunt. 166  
 1 Expenditur Constitutio Theodosii Senioris.  
 2 Lex Arcadii & Honorii.  
 3 Arcadii Constitutio Asyli Ecclesiarum.  
 4 Theodosii Junioris terminus Asyli extendens.  
 5 Altera Theodosii Junioris Constitutio de servis conspicientibus ad Ecclesias.  
 6 Leonis Imperatoris Constitutio.  
 7 Novella Justiniani Imperatoris.  
 Cap. III. Reflexiones in Canones relatis in Decreto Gratiani Caus. 17. quæst. 4. 170  
 1 Autoritate Decreti Gratiani credi capis, Asylum Ecclesiarum dependere ab autoritate Ecclesiastica.  
 2 Expenditur Fragmentum Epistolæ sub nomine Nicolai Papæ per Gratianum relata.  
 3 Epistola sancti Augustini ad Bonifatium.  
 4 Fragmenta Epistolarum Gelasii Papæ.  
 5 Canon Synodi Alerdensis.  
 6 Canon sub nomine Concilii Triburicensis.  
 7 Fragmentum Epistolæ sub nomine Joannis VIII.  
 8 Canon Concilii Toletani XII.  
 9 Canon Synodi Arelchianensis.  
 Cap. IV. Quæ loca gaudeant Immunitate sive Asylo? 173  
 1 Sole Ecclesia antiquitus Asylo gaudebant.  
 2 Quid nunc Ecclesia veniat?  
 3 Circa loca Immunitatis attendenda consuetudo.  
 Cap. V. Quinam Asylo, seu Immunitate non gaudeant? ibid.  
 1 Sed conspicientes Asylo fruuntur.  
 2 Quid potissimum in concedenda aut extendenda vel interpretanda Immunitate attendendum.  
 3 Romani Pontifices quædam crimina ab Asylo exceptant per suas Decretales; & quæ harum Decretalium autoritas.  
 4 Ab Asylo exclusi delinquentes in loco Immunitatis aut se confugienda Immunitatis.  
 5 Decretalis Innocentii III. & qualiter ei in plevisque Provinciis derogatum.

- 6 De furibus ab Asylo exclusis.  
 7 De homicidiis ab Asylo exceptis.  
 8 Re laici Malefactoris ab Asylo exclusi.  
 9 Fraudulenti Decultores Immunitate privati.  
 Cap. VI. De Judice hujus Immunitatis. 177  
 1 Pluribus ostenditur Judicium de Immunitate spectare ad Principem ejusque Magistratum.  
 Cap. VII. De Extinctione Rei ex loco Immunitatis. 178  
 1 Extrahitio à loco Immunitatis spectat ad Curiam Sacralam, sive ejus Ministros.  
 2 De Jure non requiritur licentia Episcopi ad extrahendum.  
 3 Praxis Belgii.  
 4 Quomodo probatum esse debeat, casum esse exceptum, ut Reus extrahatur.  
 5 Constitutio Francisci I. Regis Gallie, & ejus occasione Ecclesiarum Asylo abrogata.  
 Cap. VIII. Quid de hac Immunitate Ecclesiarum habebant Concordatum vulgo Brabantinum, nec non præsentiam Concordatum vulgo Hannonicum? 180  
 1 Concordatum vulgo Brabantinum.  
 2 Exhibetur & discutitur articulus Concordati de Ecclesiarum Immunitate.  
 3 Pretensum Concordatum vulgo Hannonicum.  
 4 Exhibetur & discutitur articulus præsentis Concordati.  
 5 Praxis Belgii hîcse conformis.  
 Cap. IX. De Bullâ Gregorii XIV. 184  
 1 Præcipuus hujus Bullæ scopus.  
 2 Quæ de Indultis suorum Prædecessorum narrat in sua Bulla Pontifex ad recentiorum statum referenda.  
 3 Enarrat Pontifex scandala, & abusus quæ præteritis ex prædictis Indultis sœnta; & quæ scopus hujus enarrationis.  
 4 Revocat facultates, & Indulta à suis Prædecessoribus concessa.  
 5 Expriimit casus, in quibus, & non in alios facientes ab Ecclesiis abstrahi possunt.  
 6 Præteritis facti facere & creari Curia Sacralis.  
 7 Vetat conspicientes etiam in casibus exceptis per Curiam Sacralam extrahi sine licentia Episcopi, & adjunctione persone Ecclesiastica.  
 8 Autoritatem donat licentiam extrahi soli Episcopis competere declarat, in quo Constitutio sibi non coherere videtur.  
 9 Præcipit extrahos per Ministros Curia Sacralis duci ad carceres Curia Spiritualis.  
 10 Tradi non permittit Curia Sacrali, nisi prædicta causa cognita Juxta Ecclesiasticæ declarationis esse casum exceptionum.  
 11 Bulla non recepta.

# CONCORDIA

## IMMUNITATIS ECCLESIASTICÆ,

### ET

## JURIS REGII,

### ADVERSUS

**Certamen Immunitatis, &c. à D. PETRO GOVARTS R. S. M. in  
Magno suo Consilio Mechliniæ Consiliario Ecclesiastico,  
& ejusdem Diocesis Vicario Generali, institutum.**

## P R O Æ M I U M.

**I**mmunitatem Sacerdotum Belgii in causis personalibus, præcipue criminalibus, non concuti duntaxat, aut in aliqua sua parte violari; sed in totum pessundari, ac penitus conculcari à Theologis Belgii, facile crederet, qui vel solum characterem, seu officium Authoris hujus Certaminis attenderet.

Hic quippe est D. Petrus Govarts Regiæ Sux Majestatis in Magno suo Consilio Mechliniæ *Consiliarius Ecclesiasticus*. Regium sane in Laico Tribunali Consiliarium, pro Ecclesiastica Immunitate, & Sacerdotum à Laica potestate & Sæculari Tribunali exemptione, *Certamen* suscipere, quis crederet, nisi ea esset Ecclesiasticæ Immunitatis profanatio, & conculcatio, ut illam vel ipsa Regia Parliamenta exhorerent?

Neque dissimulaverit Govartius hanc profanationem exaggerare, ac palam profiteri hac horrenda profanatione se excitatum, ac quodammodo violenter adactum, hoc religiosum pro Immunitate Ecclesiastica *Certamen* suscipere.

Citatis enim nonnullis Hispanicorum Conciliorum pro Immunitate Sacerdotum Decretis; ac enarrato quod in Concilio Dertosenfi anno 1429. ab Alphonso Aragoniz Rege impetrata sint diplomata complura ad restituendam labefactam Immunitatem Ecclesiæ, non tantum adversus Judices, Nobiles, & Virorum Dominos; sed & ipsos prævaricatores Clericos, subjungit pag. 24. sui Certaminis: „ Quidni sperare licet; ut & jam Hispania & Pontifex similes correptiones, & Censuras transmittat ad Clerum & Theologos Belgas, qui in materia morum, & doctrina merissime personali, non tantum clandestinis ludificationibus, sed publicis Libellis librisque Judices Sæculares, & *Belgii Tribunalia vocant Judices suos legitimos, & naturales*, à quibus ipsos retrahere in materia morum & doctrina, per Decreta Hispanica, nefas sit: ut vel hoc prætextu horrenda dici mereantur: & veluti rabies non latratu continetur, sed ad morsus abripitur; ita nec verbis & libris tantum Immunitas hac impetitur; sed ad executionem doctrinæ procedentes Viri isti, Belgæ Theologi, coram Judicibus illis sæcularibus lites instituunt, easque criminales, & diffamatorias non tantum contra Clericos, sed ipsos suos Prælatos, & Episcopos, Judicibus illis, ut innocentiam suam probent, doctrinam suam, & resque judicandos submittunt: coram illis Archiepiscopum suum, quod Decreta Regia amplecteretur, iisque contradictores judicasset, aggrediuntur.

Eodem tendit lacrymosa & suspensiva plena exclamatio pag. 15. „ Si consecratio Templorum reos eo confugientes manibus eripit Laicorum, quidni Clericis id tribuat sua ipsorummet consecratio? Si profanatur Templum, ubi reus inde abstrahitur ad supplicium, nonne & Sacerdotii sanctitas contaminabitur, si ejus consortes, & Ministri rapiantur ad sæcularium Tribunalia, si vita, si mores Ecclesiasticorum discutiuntur & judicentur à Laicis; si doctrina eorum & Ecclesiæ submittantur judicanda à profanis; si tandem Dei Ministri subdantur Ministris hominum?

Nec tantum Theologos hujus profanationis reos facit, sed & ipsos Regios

Omn.

Officiales, & Ministros, ejusdem cooperatores esse haud silet. Recitatis enim nonnullis Regum Galliarum Edictis, quibus ipsam Episcoporum in Clericis auctoritatem, ut Sanctorum Canonum executores, stabiliunt, addit pag. 22. „ At quamvis „ inter supremas Leges, & potestates sæpe sit summa unio, & consonantia; inter „ sim Officiales, & minores ministri non abstant ab insidiis; & dum manifeste „ aut directe non audent, oblique & per cuniculos possessorii, violentiæ, aut alio „ fusco colore libertatibus Ecclesiæ, & Clericorum personali Immunitati insidiantur „ tur Judices sæculi, collaborantibus sæpe ipsis Clericis, pro causarum commo- „ ditate.

Quis jam audeat dubitare, de Clericorum à Jurisdictione Laicorum exemptione & Immunitate, etiam in materia *morum & doctrine*, actum esse in Belgio; dum etiam scribente & dolente, & pene lacrymante Regio Consiliario, in ejus destructionem & ipsi Sacerdotes & Ministri Regii conspirant? Quis non laudet zelum Govartii, qui seposito affectu naturali, quo Consiliarii Regii in amplificationem suæ Jurisdictionis, etiam interdum cum diminutione Ecclesiasticæ, ferri consueverunt, Certamen aggreditur pro Immunitate Sacerdotum, eorumque à Tribunalibus Regiis exemptione, idque pro ipsis Sacerdotibus, contra quosdam Theologos Belgas, & Officiales ac Ministros Regios eis faventes?

Quis suspicari audeat, alio quam veritatis, & justitiæ zelo adactum Regium Consiliarium, hoc Certamen suscipere? Dum pro exemptione Sacerdotum à Tribunalibus Regiis decertans, non tantum decertare videtur in sui Magni Consilii depressionem; sed & cum proprii emolumenti jactura, causas Ecclesiasticorum à suo Consilio ablegare.

Verum, Lector benevole, meminisse oportet, Govartium non tantum esse R. S. M. in Magno suo Consilio Mechliniæ Consiliarium Ecclesiasticum; sed & Diocesis Mechliniensis *Vicarium Generalem*, ab Illustrissimo Archiepiscopo Mechliniensi moderno constitutum.

Hoc si attenderis, non miraberis, si alius quam justitiæ veritatisque zelus Govartium ad Certamen hoc excitasse potuerit; præsertim una attendendo, hos Belgas Theologos qui horrendæ hujus profanationis insimulantur, supponi, neque Govartium dubitare, esse è *præsentis illius jansenismi*, contra quos vel solum decertare, imo in Certamine nominari, non gloriosum duntaxat; sed & utile esse, atque ad primas dignitates semitam, qua nulla commodior, compendiosior aut securior, novit Govartius.

Qui & hodiernos vagos, & odiosos clamores de Jansenismo, Rigidismo, novitatibusque, & nascentibus hæresibus per Belgium, imo Europam integram per annos jam plures excitatos expenderit, haud mirari deberet, si & hi de conculcatione Immunitatis Ecclesiasticæ clamores, & lamentationes essent voces inanes, & vacuæ, Certamenque hoc contra fictitios potius, quam veros Ecclesiasticæ Immunitatis violatores, non tuendæ Immunitatis Ecclesiasticæ zelo, sed altiori Potestati placendi studio susceptum.

Hoc ut aptius discutatur, Consultatio hæc in tria capita dividetur, quorum primo examinabitur, an Theologi Belgæ in materia *morum*, & *doctrine* declinent Judices Ecclesiasticos, & ad Tribunalia Laica in hac materia recurrant, eoque titulo violatæ Immunitatis Ecclesiasticæ rei sint? Secundo Capite examinabitur, num Theologi Belgæ, instantes ut causæ eorum etiam Ecclesiasticæ, in *possessoria* tractentur coram Tribunalibus Regiis, Immunitati Ecclesiasticæ præjudicent: & utrum prætextu *possessorii* turbetur Jurisdictio Ecclesiastica in materia *morum*, & *doctrine*? Tertiò denique Capite discutietur, num prætextu *possessorii*, aliove titulo Theologi Belgæ violent, aut violaverint Immunitatem Ecclesiasticam in causis criminalibus? Ac signanter an eam violaverint conveniendo Dom. Archiepiscopum Mechliniensem coram Consilio Regio.

Quæ vero Dom. Govartius contra Theologos Belgas immiscet de *novitate & Rigidismo* in materia dogmatica, ut se vel sic Theologiæ Licentiatum ostendat, Theologis examinanda, & refutanda relinquimus, & intra solam materiam Juris hanc Consultationem restringimus.



## CAPUT PRIMUM.

An Theologi Belgæ in materia morum, & doctrinæ declinent Judices Ecclesiasticos, & ad Tribunalia Laica in hac materia confugiant?

## §. I.

*Propositor status Questionis.*



N hoc Certamine certat, vel saltem certare se simulat Govartius pro Immunitate, seu exemptione Sacerdotum Belgii à Jurisdictione Judicum Secularium in causis *mere & purissime* personalibus, quibus unice ipsorum *persona*, ejusque *regimen* impetitur, ut loquitur pag. 54. vel, ut clarius expressit pag. 55. "Quibus Dei Ministrorum *regimen*, *vita*, *mores* & *doctrina* coram judicantur, puniuntur & corriguntur." Hanc Immunitatem ut probet, & Sacerdotibus inviolatam servandam evincat, Canones Ecclesiasticos, & Regia Edicta undique agglomerat, & in tertiam pene Certaminis partem adimplet; sed acrem verberat & adversarios sibi fingit.

Quis enim hæcenus Canonistarum ac Theologorum hanc Immunitatem negavit, aut in dubium revocavit? Non ergo afluenda erat Sacerdotum in hujusmodi materia exemptio; sed probandum erat hanc à Theologis negari, aut violari.

Ut ergo à statu questionis & scopo hujus Certaminis non aberraret, omnibusque manifestum sit, super quo decreteretur, sciendum, nullum esse dubium, nec questionem hic moveri, an Immunitas competat Sacerdotibus Belgii in causis *mere & purissime personalibus*, sive in quibus de *moribus & doctrina* & Sacerdotum agitur.

Hanc Immunitatem si negaverint, aut violaverint Theologi Belgæ, causas has Tribunalibus Secularibus vindicando, aut iis deferendo; non Govartius duntaxat, sed omnes quoquoque in Belgio Jurisconsulti sunt, Theologos hanc Immunitatis Ecclesiasticæ violatæ, & profanatæ reos pronuntiabunt.

Unica est ergo questio, nam Theologi Belgæ hanc vel negaverint, vel in aliquo violaverint, quod hoc capite examinandum est.

## §. II.

*Nullo exemplo violationem Immunitatis probas Govartius.*

Clamat Govartius, palamque accusat Theologos Belgas, tanquam Immunitatis Ecclesiasticæ & Sacerdotalis sacrilegos profanatores, upote qui in materia *morum & doctrinæ*, Sacerdotes Tribunalibus Laicis, contra tot Sacrorum Canonum Decreta subjicere non erubescunt.

Horrenda sane accusatio, & quæ pro sua gravitate etiam gravia exigit argumenta, quibus afluatur.

Verum, quod in Judice, & quidem Magni Consilii Mechliniensis miremur, hanc accusationem, & quidem publice instituit Govartius, ne uno quidem probato exemplo, quo hanc Immunitatis Ecclesiasticæ profanationem, vel per speciem attentasse Theologos Belgas, quos hujus criminis reos agit, probet.

Ubi quæso ostendit, aut unquam offendit Govartius, hos Theologos Belgas ad Tribunalia Laica in materia *morum*, & *doctrinæ* recursum instituisse? Proferat Govartius vel unum libellum supplicem, vel scriptum quo hi Theologi in materia *morum*, aut *doctrinæ* à Tribunalia Laica audiri postulant.

Dicat, quandam coram Tribunali Ecclesiastico in materia *morum*, aut *doctrinæ* legitime citati Tribunal hoc tanquam incompetens in hac materia recusavit, & ad Tribunalia Laica, ut hujus materię proprios Judices recurrerint, ut appellaverint.

Pervolvatur integrum Govartii Certamen, exclamationes quidem, gravæque Theologorum Belgarum de infracta Immunitate Ecclesiastica in materia *morum*, & *doctrinæ* accusationes in oculos insilient, æquumque de

Immunitate Ecclesiastica cietet, qui solis verbis fidem habet; at probatio nulla, exemplum infractæ Immunitatis in materia *morum*, & *doctrinæ* nullum; ut vel solo probationis defectu hi Theologi à reatu ipsi afficto essent absolventi, & accusator falsitatis & temeritatis penis subficiendus.

Sed ut magis elucescat Theologorum innocentia & accusatoris temeritas, ne quid gravius dicam, offendam vel ex ipsis Actis, quæ huic accusationi & Certamini occasionem dedisse ipse Govartius ubique clamat, & in quæ vehementius insurgit, Theologos Belgas non Judices Laicos, sed Ecclesiasticos in materia *morum*, & *doctrinæ*, conformiter ad SS. Canones, Sacerdotes legitimos Judices agnoscere, & semper agnovisse.

## §. III.

*Ex Actis à Govartio reclamatis evolvitur, Theologos Belgas in materia morum, & doctrinæ Judices Ecclesiasticos non declinare, ut incompetentes.*

Uo sunt Libelli supplices Statibus Brabantie oblatis ex parte plurimorum Ecclesiasticorum; unus quidem brevior, & aliter prolixior, quibus Immunitatem Ecclesiasticam in materia *morum*, & *doctrinæ* non violatam duntaxat, sed totaliter pessundam esse in toto sui Certaminis decursu clamat Govartius. Quæ fide paucis videamus.

Hi Libelli à Gallico idiomate, quo fuerant oblatis, in Latinum versi etiam in Appendice Consultationis per Theologos Belgas, quam editionem hic in textu secuti sumus, quia & eam Govartius sequitur; utrunque tamen Libellum Ecclesiasticis huic Dissertationi appendemus, ut in ipso idiomate originali videre queat Lector, quæ latine in textu alegantur.

In primo suo Libello (qui exhibetur in Appendice Consultationis sub num. 11.) dicunt Theologi hi pag. 78. se non petere suppressi querelas, & accusationes, quæ adversus eos per quencunque insinuat esse possunt. "Parati sunt (ajunt) de *doctrina* & *vita* sua ratione coram quovis Judice legitime, & non suspecto respondere." Et pag. 96. postulant Ordinum Brabantie deprecationem, "qua à Sua Majestate obtineatur, ut Leges, & Privilegia Patriæ circa eos corumque consuetudines religiose observentur; ita ut contra ipsos non procedatur *viam falli*, sed coram Consilio Brabantie, aut aliis Tribunalibus Patriæ *in re ipsa competente* juxta formas juris & consuetudines in causis omnibus, quæ ipsos spectant."

En Theologi, quos de violata Immunitate Ecclesiastica accusat Govartius, causas suas tractari volunt, non tantum coram Consilio Brabantie; sed & aliis Tribunalibus Patriæ juxta materię *competentiam*, sive, ut ipsi loquuntur, in *re ipsa* (Tribunalibus) *competente*; hoc est, in materia *morum*, & *doctrinæ*, coram Tribunalibus Ecclesiasticis, & in materia possessoria coram Consilio Brabantie, juxta Leges & Privilegia, & consuetudines Patriæ.

Et ut Govartio omnis cavillandi materia subtrahatur, quasi Theologi sub Tribunalibus Patriæ in generalibus suis terminis non comprehendissent Tribunalia Ecclesiastica, coram quibus materia *morum*, & *doctrinæ* tractanda foret; & quæ in hac re pro competentibus agnoscerent; ecce expressa Theologorum in eodem Libello supplicis pag. 83. professio. Postquam enim conquesti sunt, recursum ad Consilium Brabantie pro iuenda sua innocentia contra violentiam Adversariorum oppressionem sibi occuldi, ne hac querela viderentur in materia *morum*, & *doctrinæ* Consilium Brabantie Judicem expectere, ipsosque Ordinarios declinare, hanc prævisam ex-lumniam sollicitè præveniunt dicentes: "Non quod Supplices non agnoscat judicium accusationum in materia *doctrinæ*, & *morum* contra Ecclesiasticos, de jure pertinere ad Episcopos, sed nemo est etiam, qui non consentiat, quod omnia illic fieri debant *viam justitiæ*, & forma procedendi ordinaria."

Nonne hæc tam expressa professio æquo Judici sufficere debuisset, ut Theologos à crimine violatæ Immunitatis absolvisset; præsertim aliunde hæcenus non convictos? Sed Govartio hæc dissimulanda fuerunt, ut contra Theologos Belgas, seu potius præfatos Janfensistas, Certamen sustinuisse saltem videretur.

## §. IV.

## §. IV.

*Idipsum pluribus argumentis aliunde petitis  
affertur.*

Orbi & Urbi notissimum est, quod Theologi Belgæ, qui à Govartio violatæ Immunitatis Ecclesiasticæ rei aguntur, anno 1691. communi consensu deputarunt ad Sedem Apostolicam Doctorem Joannem Liericum Hennebel, ut *marum*, & *doctrina* ipsorum Sedi Apostolicæ rationem redderet, ipsiusque Sedis Apostolicæ judicium exposceret: ut si quid live in moribus live in doctrina corrigendum emendandumque judicaret, significare dignaretur, paratissimos sese exhibentes, otaculis Sedis Apostolicæ in omnibus sese subjicere; atque in moribus ac doctrina corrigere & emendare, quicquid Sedes Apostolica corrigendum emendandumque judicaret.

Sciur, nec ipsum Govartium laque potest, quomodo per septem, & amplius annos per hanc suam Deputatum infatigabiliter omniis modis peragant, ut Adversarii compellantur exhibere coram Sancta Sede, si quid vel in materia morum, vel doctrinæ ipsi opponendum habeant; ut ita tandem plena Sedis Apostolicæ decido, cui se conforment, habeatur.

Quoties non apud ipsos Cardinales, Regisque Catholici in Urbe Oratores per hac expeditione insisterunt, & infatigabiliter hi Theologi? Quot ab Universitate Lovaniensi ad Sedem Apostolicam, Sacram Congregationem Sancti Officii, Regium Oratores aliosque Ministros pro hac expeditione, his Theologis allaborantibus, scilicet fuerunt literæ, quibus Universitas horum quoque Theologorum promptum animam decisionibus Sedis Apostolicæ per omnia acquiescendi testata est?

Adhuc SS. D. Innocentius XII. per Breve suum die 6. Februarii 1694. mandavit Episcopis Belgii, „ ne „ ulla ratione quæquam vaga illa accusatione, & in „ vidio nomine Janensismi traduci, aut nuncupari „ finant, nisi prius suspensum esse legitime constite- „ rit, aliquam ex his propositionibus docuisse, aut „ tenuisse, nec quæquam sub hoc prætextu ab offi- „ ciis, munitis, beneficiis, gradibus ac concionibus „ habendis, vel alia quacunque functione Ecclesiasti- „ ca privari permittant, nisi *servato juris ordine*, „ eam penam, quæ Visitis alioquin Catholicis gravi- „ sima est, committere probatum fuerit.

An Theologi Belgæ dubitare puterant, quin Sedes Apostolica ipsos ad Judices Ecclesiasticos in materia doctrinæ remitteret, velletque illos *per legitime* suspensos, aut *servato juris ordine* convictos ad penam incurrendum reputari, qui coram hisce Tribunalibus Ecclesiasticis legitime suspecti, aut *servato juris ordine* eam penam committere declarati essent?

Nonne in secundo Brevi ad Episcopos Belgii die 24. Novembr. 1696. expresse remisit SS. D. Innocentius XII. hos Theologos in materia doctrinæ ad Episcopos his verbis: „ Sin vero iidem prætextu Janensistæ voce, „ aut scripto elant proprios sensus Apostolicarum Con- „ sultationum prædictique Brevis sensui dissentaneos, „ debent Episcopi *prout de jure* contra eos procedere, „ non solum auctoritate ordinaria, sed etiam specia- „ li facultate ipsi indulta, &c.

Et tamen qui majori promptitudine & gaudio utrunque hoc Sedis Apostolicæ Mandatum receperunt, quam hi Theologi?

Quot non audire eorum querelæ de nimia Episcoporum in utroque hoc Brevi exequendo mora ac tergiversatione?

Quis nescit, nihil tantopere à Theologis his continuo inclamari, & urgeri, quam utriusque Brevis exactam & plenam executionem?

Quid in eorum Setipis frequentius auditur, quam Brevis Apostolicæ retardatæ executioni adscribendam esse, quæ in Belgio usque modo, cum summo populi scandalo viget, Theologorum disensionem & animorum exacerationem?

Quoties apud R. S. M. ejusque Consilia non insisterunt hi Theologi, ut Brevis Pontifici sperata tandem executio haberetur; utque omnibus, etiam auctoritate Regia, mandaretur, ut se in singulis pun- ctis, Sux Sanctitatis Brevi exacte conformarent?

*Van Espen, Pars V.*

Quoties tum per literas, tum per suum in Urbe Deputatum supplicarunt Sux Sanctitati, ut Brevis sui executionem apud C. S. M. urgere dignaretur?

Quanta demum animi exultatione iidem hi Theologi Literas S. M. de data 20. Decembris 1697. quibus utriusque Brevis executio mandatur, ac una in- junctur omnibus, ut controversias dogmaticas Sedi Apostolicæ subjicerent, exceperunt; & quasi de parva victoria pro his triumphum cecinerunt?

Nonne hæc sunt evidentiissima argumenta, quibus Theologi Belgæ Orbi & Urbi palam probant, se *marum*, & *doctrina* Judices & Arbitros non Laicos, sed Ecclesiasticos, ac signanter Sedem Apostolicam agnosce, eorumque sententiis & decisionibus se vel- le *sincere* submittere? Sed hæc silentio præstet Govar- tius, quamvis tam notoria sint, ut cum latere vix poterint. Quo consilio, ipse viderit.

## §. V.

*An Adversarii horum Theologorum æque spei immu-  
nes à violatione Immunitatis Ecclesiasticæ in ma-  
teria doctrinæ?*

Theologos Belgas vulgo *prætextos Janensistas*, ad- versus quos tanquam Immunitatis Ecclesiasticæ violatores Govartius Certamen pro Immunitate Sacero- dum suscepit, materiam *marum*, & *doctrina* nun- quam judicio, aut decisioni Judicum Laicorum sub- mittere voluisse, sed hujus materie competentes Ju- dices agnosce Ecclesiasticos, ac notanter Sedem Apo- stolicam, palam testatos esse, horum sententiis se vel- le acquiescere, in præcedentibus ostensum est: Sed an- eorum, qui hisce Theologis cum Govartio jampridem indefessum Certamen indixerunt & indicere pergunt, eosque ab omnibus munitis Ecclesiasticis excludere ni- tuntur, eadem sit innocentia circa violationem Immu- nitatis Sacerdotum in materia *marum*, & *doctrina*, utinam Govartius examinasset?

Nemo enim in Belgio ignorat, quomodo vel Cathedra aliqua in Academia Lovaniensi, vel Ecclesiastica Dignitate, officio Regie nominationis alibi vacan- te, si quisquam horum Theologorum, live præten- sorum Janensistarum concurrere videatur, mox ad Regem & Ministros accusationes de *Janensismo Rigeris- mo*, *Nervitate* in materia dogmatica deferantur; ut ni Theologi se coram Rege, aut Ministris Regii super his accusationibus purgent, à Cathedralis, Digni- tatibus, & Officiis excludantur.

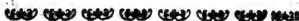
Scit & luxit jamdudum Belgium, Viros vita & do- ctrina integerrimos, vaga illa accusatione, & invidioso nomine Janensismi passim traductos; idque non coram Theologibus Ecclesiasticis, ut coram his se in materia do- ctrinæ iustitiae possent, aut si rei essent legitime con- vinci; sed in Aulis Principum apud Ministros Regios.

An similes accusationes Sacerdotum in materia do- ctrina apud Potestates Laicas, neglectis Judicibus Ec- clesiasticis, quibus de jure judicium de doctrina com- petit, consistant cum Immunitate Sacerdotum in *mo- ribus*, & *doctrina*, cujus defensionem se suscipere saltem fingit Govartius, ipse perspiciat.

Sane indignum & plane profanum superrime judica- vit Privatum Regium Consilium modum hunc defen- di materiam dogmaticam ad suum Tribunal; palamque declaravit, hujus materie cognitionem nequaquam ad se spectare, per Apostillam ad Libellum exhibitum à Do- ctore Francisco Martin, (omnium qui in Academia Lovaniensi prætextus Janensistas adversantur Mandatario) & Epistolam Illustrissimi D. Archiepiscopi Mechliniensis ho- die, contra duos à Theologis Belgis, quos à Gradu Doctorali suscipiendo impedire conabantur. Tenor Apo- stillæ erat: „ Viso hoc Libello & Epistola Archiepisco- „ pidie 7. hujus mensis data, Majestas Sua declarat ma- „ teriam dogmaticam, de qua illic mentio, ad cogni- „ tionem hujus Consilii non pertinere: mandat Suppli- „ cantis aliique omnibus quorum interest, conformare „ se Decreto Sux Sanctitatis dato 6. Februarii 1694. & „ Mandatis Sux Majestatis super eo secutis 20. Decem- „ bris 1697. Declarat Gradum Doctoralem, quem præ- „ tendunt Licentiatii Verschuven & Claes, non impedi- „ tum quominus privari possint prærogativis Jurium, „ quas Gradus Doctoralis illis tribuit, si ita decernatur per „ „ Suam

„Suam Sanctitatem vel alios, quibus materie dogmaticæ cognitio competit juxta Breve, & Summæ Majestatis Decretum. Actum Bruxellis 14. Februarii 1699.

Hinc videtur Govartius, qui materiam dogmaticam ad Tribunalia Regia & incompetentia deferant, ut suos Adversarios à Gradibus Academicis excludant; intelligatque, si sinecui pro Immunitate Sacerdotum Certamen suscipere animus esset, in quos aciem dirigere oporteret: sed alia sunt Govartio consilia; non enim in hos decedendo pervenitur ad id quo cogitationes Govartii Vicarii Generalis & Consiliarii Ecclesiastici feruntur.



## C A P U T I I

An Theologi ob recursum in materia possessorii ad Tribunalia Regia, recte accusentur de violata immunitate Ecclesiastica.

### §. I.

*Possessorium vel spiritualis ubique pene ac prorsus in Belgis ex consuetudine immemorabilis spectat ad Judices Regios.*

**P**OSSESSORIUM in materia Beneficiali, Juris patronatus, Decimarum aliasque rerum Ecclesiasticarum ubique pene gentium, ac præcipue in Belgio, Gallia, vicinique provinciis spectare, & jampridem spectasse ad Tribunalia Regia, unanimis est omnium Pragmaticorum, tam veterum, quam modernorum assertio; cui non tantum quotidiana, & notoria praxis, sed & Principum Edicta & Ordinationes consonant: ipsique Pontifices suis quoque Referiscriptis hunc in veteratum usum agnoverunt & probarunt.

De immemorabili consuetudine Gallie testatur, quia ducentis circiter annis scripsit Guilielmus Benedicti, primo Parlamentii Burgalemis, ac dein Tolosani Consiliarius Regius, in suo doctissimo & elaboratissimo Commentario ad Cap. RAYNUTIUS *De Testamentis*, verbo *Et uxorem* num. 331. dicens: „Ex antiquis & immemorabilis consuetudine remedia possessorii tota etiam in Beneficialibus & Ecclesiasticis causis in illo Regno Francie conceduntur & tractantur per Judices Regios: quam consuetudinem Beatus Pater Martinus Papa ad Requestam Regis Francie videlicet Caroli VII. Domini nostri Regis moderni nunc regnantis avi paterni approbavit etiam respectu causarum Beneficialium, tam in Regno, quam Delphinatu, seu declaravit dictæ consuetudini & stylo per quancunque Constitutionem Apostolicam derogatum non fuisse, nec Judices Regios de talibus questionibus cognoscentes Censuris Ecclesiasticis ligasse; nec derogare, aut ligare velle.

Bulla Martini V. cujus hic mentio, est illa quam integram refert Guido Papæ in suis decisionibus Gratianopolitanis *questionibus* 1. in qua declarat Pontifex, se per Constitutiones super Immunitate, aut Jurisdictione Ecclesiastica, & contra Laicos sibi causas Ecclesiasticas attribuentes edias, fæ intentionis non fuisse, neque esse, „Eidem Regi Gallie & ejus Regie Jurisdictioni, per quam, sicut asseritur, tam ipse, quam progenitores sui super hujusmodi *possessorio* à tanto tempore, circa quod de ejus contrario memoria hominum non existit, consueverunt agnoscere, in aliquo derogari voluisse, aut velle quoquo modo: decernentes patres mollescas super eorum conversatione ad suorum Beneficiorum *possessorium* ipsius Regis auxilium implorantes, dummodò in contemptum Jurisdictionis & libertatis Ecclesiasticæ, & ut partes ipsi adversas in rebus Ecclesiasticis diutius perturbata sint, hoc non fecerint, penas in dicta nostra Constitutione contentas nullatenus incurrisse, aut debere incurrite quovis modo.

Refert quoque dictus Guilielmus Benedicti Breve Leonis X. de anno 1513. ad Senatum Tolosanum, quo causam *possessoriam* Beneficii Ecclesiastici coram eodem Senatu pendente commendat in favorem ejusdem Joannis quondam Apostolicarum Litterarum Abbreviatoris. Ex

quo patet, Pontifices nullatenus hanc consuetudinem improbasse; sed potius probasse. Unde citatus Benedicti indicata Bulla Martini V. & relato Breve Leonis X. subiungit: „Ex quibus resultat, Judices Regios sine scrupulo conscientia cognoscere posse de *reali possessione*, postquam Summi Pontifices, qui potestatem super hoc dispensandi habent, scienter hoc tolerarunt tanto tempore, quinam approbaverunt, ut videtur.

Utique Pontificum Diploma ad calcem hujus Dissertationis integrum adjungam; ut vel ex ipsis pontificis, quam ipsius traducunt Judices Regios, dum possessorium causarum Ecclesiasticarum ex *antiquo* usu ad eorum Tribunal spectans, suscipiunt, & Ecclesiasticos super eo ad Judices Regios recurrentes, tamquam Sedi Apostolicæ injuriosos, aut Ecclesiasticæ Immunitatis profanatores infamulent.

De eodem inveterato usu institutum possessorium causarum spiritualium apud Judices Regios, testis quoque est, qui à seculo & amplius floruit Guido Papæ in Senatu Gratianopolitano Consiliarius *Decis.* t. asseritque, sapius fuisse judicatum circa medium sæculi XV. citans plures ex antiquioribus Canonistis idipsum probantibus hac ratione: „Quia possessorium non est quid spirituale, sed temporale: nec est inconveniens (ait) quod respectu ejusdem rei petitionum sit spirituale, & possessorium temporale, cum nihil commune inter se habeant.

Eundem inveteratum usum Regni Gallie jampridem novavit Præfatus Austerius in *Clém.* 1. *De Officio Ordinarii Regula* 2. *sublenta* 24. & consensit, tam antiqui, quam moderni Gallie Pragmatici.

Idipsum apud Hispanos & Lusitanos receptum esse asserit Alvarus Velasco *Consul.* 93. & latius de recursum pro *casu violentiæ*, seu extorsionis in possessione apud Hispanos agit Salgado *De Protest. Reg. prelat.* 5. num. 209. & sequentibus, ubi allegata in hujus confirmationem dicta Bulla Martini V. ait: „Quæ licet specialiter sit inducta in favorem Regum Francie, tamen ejus decisis & determinatio generalis est, & universaliter comprehendit omnes Reges & Principes superiores, simile jus & consuetudinem immemorabilem habentes cognoscendi in aliquibus casibus inter personas Ecclesiasticas.

Deinde citat Josephum de Sese in *Tract. De inhibitionibus* cap. 8. §. 3. num. 3. asserentem, quod „Omnes ex identitate rationis (que generalis) intelligant illam Bullam (Martini V.) in omnibus Regibus simile jus & consuetudinem immemorabilem habentibus, „maxime Regibus Hispanie, qui ceteris sunt præstantiores, & maximo amore & privilegio sunt summi per à Sede Apostolica honorati, prout debent.

Apud Germanos hanc quoque consuetudinem à antiquo viguisse, & usque in hodiernum diem vigere, testatur Andreas Gail *lib. 1. Observat.* 37. ubi postquam dixit, Clericum regulariter coram Judice Laico conveniri non posse, addit num. 5. „Non procedi quando agitur super *possessorio*, vel *quasi*, etiam in causis spiritualibus; quia *possessorium* non est quid spirituale, sed temporale. „Similiter Mynsingerus *Cent.* 2. *Observ.* 67. ubi dixit vulgari Juris esse, Laicum non posse esse Judicem in causis spiritualibus, nec inter personas Ecclesiasticas, pro limitatione addit: „Si tamen versetur in *mero possessorio*, etiam Laicus dicitur Judex competens, utique *que sit spiritualis*, ut tradunt Innocentius, Joannes Andreas & Anton. de Butrio in *cap. fin. De Judiciis*.

In Senatu Neapolitano idem jus esse, refert Matth. De Afflictis *Decis.* 2. n. 10. & ibidem in notis Grammaticus, & *decis.* 24. num. 7.

De usu Senatus Pedemontani testatur Antoninus Theisaurus Senator Pedemontanus Primarius, Assensuque Comitatus & Marchiarum Præfatus *Decis.* 32. ubi n. 1. ait: „Judex Laicus potest cognoscere quancunque requiritur sit super *possessorio*, & Beneficii inter Clericos: quia est quid temporale, & facti possessio.... Et hoc jure utitur continuè Senatus, & fuit revolutum de jure fieri posse, me interveniente cum Rev. Domino Nuncio Apostolico, Domino à Sancta Cruce, nunc Nuncio apud Cefarem. „Hæc ille: quam praxim multis astruit, & ubique communem esse ostendit in Additionibus Gaspar Theisauri Antonini filius.

Senæ.

Senatus Sabaudix de possessione rerum spiritualium judicare, ictis est Anton. Faber lib. 7. c. tit. 1. definit. 38. dicens: „ Si agatur de possessione Beneficii, aut „ alterius rei, de cuius jure non nisi apud Judicem „ Ecclesiasticum in petitorio agi possit, competens „ erit Jurisdiclio secularis: quia Possessio causa et- „ iam in spiritualibus temporale quid esse creditur, & „ ad Principis Laici curam pertinet, non spirituale.

Utrique ad Belgium nostrum peruenit, acce- „ tis est Joannes Grivellus in Senatu Dolano Senator, „ & Archiducibus Alberti & Isabelz & Principibus nostris „ ad Consilii intimis & ad Libellis, Decis. 128. num. 9. „ Quod in causis possessionis retinendæ vel recuperandæ „ possessionis Judicium Seculare sit Jurisdiclio in Cle- „ ricis, „ idque (ait) ex consuetudine à tempore im- „ memorabili, hoc in Senatu (Dolano) & in omni- „ bus Regiis inferiorum Judicium sublevis observata „ in hoc Burgundia Comitatu.

Quod fecit XV. esse recepta in Belgio consue- „ tudo possessionis Beneficiorum tractandi coram Judi- „ cibus Regiis, supponit evidentem Edictum Philippi „ Archiducis die 20. Maji 1497. ubi expresse mandat, „ ut si super provisione Romana de Beneficiis oria- „ tur questio, in possessionis tractetur coram Judicibus Re- „ giis. Indicium non obscurum, hanc praxim tunc „ fuisse stabilitam.

Concordata iniia anno 1542. tit. 4. art. 1. habent: „ Possessionis recuperandæ & retinendæ questio & „ cognitio spectabit ad Judices Sæculares privative, „ sive agatur de possessione Beneficiorum, Decima- „ rum, Jurispatronatus vel aliorum Jurium. „ No- „ tandum, Principem in hæc Concordata consensisse sub „ hac expressa conditione: „ Si quando præfatus Epis- „ copus (Leodiensis) & Capitulum, beneficium San- „ ctæ Sedis obtinuerint, nobis exhibuerint, atque „ realiter tradiderint, alias non.

Cum autem constet, Concordata hæc 11. Januarii „ 1543. solemniter & publice Januarius apertis in Camera „ Consilii Brabantie fuisse lecta & publicata, & hæc- „ tenus observata, non dubium, quin Principi realiter ex- „ hibitum fuerit beneficium Sedis Apostolicæ; adeoque „ admodum verisimile est, quod à Paulo III. (qui tunc „ Pontifex erat) hæc Concordata probata fuerint; uti „ scribit Antonius Anselmo J. C. Antverpiensis.

Verum quidem est, Concordata in hoc citato titu- „ lo tantum ita esse, quasi per provisionem; ita ut, „ Partes infra unius anni spatium de suo jure, consue- „ tudine & observantia legitime præscripta possent, „ si velint, docere & probare, & ad illum finem „ articulos pertinentes exhibere. „ Sed verisimile est, „ Partes circa hunc articulum nihil ulterius movisse; „ atque ita per provisionem ordinata in absolutam & „ perpetuam observantiam transivisse; præsertim, quia „ universalis & in veterata consuetudine ubique pene ge- „ nium possessionis etiam rei Ecclesiasticæ ad Judices „ Regios delatum jam esset.

Usum Senatus Brabantie, Parlamenti Mechlinien- „ sis, aliorum in Belgio Regi Catholico subiecto Re- „ giorum Consiliorum, non iam Pragmatici & Au- „ thoritates de consuetudine & stylo horum Senatum scri- „ bentes, unanimi voce restant; sed & singulorum Or- „ dinationes Principum auctoritate præscriptæ illum „ abunde evincunt, & evidentem supponunt; pluribus „ articulis formam in causis possessionis rerum spiritua- „ lium servandam præscribentes.

Hoc juxta sibi suisque Consiliis illibatum voluit Rex „ noster in ipsius Concilii Tridentini publicatione. In „ Litteris enim, quas anno 1565. nomine Regis ad Epi- „ scopos Belgii dedit Margarita Parmensis tunc Belgii „ Gubernatrix, per executionem Concilii Tridentini, „ hanc clausulam additam voluit: Et quia inter arti- „ culos dicti Sacri Concilii nonnulli sunt concernentes „ Regalia, jura, eminenias, & prerogativas dictæ Sæ- „ dæ Majestatis, suorum Vassallorum, Statuum & subdito- „ rum, quæ pro bono & tranquillitate Patriæ, & nequa- „ quam ad retardandam S. Religionis materiam, & evi- „ tandum omnem conflictum, oppositionem & contradi- „ ctionem, non conveniret immutari aut innovari; Sna „ Majestas declarat, ut circa illa procedatur sicuti ha- „ bens ususum fuit, ita ut, sicut dictum est, nihil „ immutetur, aut innovetur, & signanter circa Jurisdi- „ ctionem Laicalem, juxta Patronatus Laicis indultum, „ Van Espen, Pars VI.

seu jus Nominatorium, cognitionem causarum, & ma- „ teria POSSESSORIÆ Beneficiorum, activarum pos- „ sessionum, aut prætensionum per Laicos, superintenden- „ tiam, & administrationem Hospitalium aliarumque „ piam locorum; non ad contraveniendum dicto Con- „ silio, inquit, sed ut executio accomodetur naturæ cu- „ jusque Provinciæ. Extant hæc Litteræ part. 2. Edictor- „ um Flandriæ lib. 1. rubrica 2.

Nequaquam obscurum est, clausulam hanc quoad „ hoc punctum alludere ad notam, quam Senatus Bel- „ gii prævie ad publicationem Concilii Tridentini adje- „ cerunt, prout refertur ab Antonio Anselmo J. C. „ Antverpiensi, in suo Tribunalio Belgico cap. 32. §. 55. „ ubi ait: „ Sess. 25. cap. 20. monent omnes Prin- „ cipes Christiani libertatem, Immunitatem & Juris- „ dictionem Ecclesiasticam protegere & conservare. „ Hic rursus Brabantiæ auctoritatem & Privilegia Re- „ giæ Majestatis & Provinciarum ingeminant. Alii id „ intelligere se ajunt excois necessitatibus aliiqueca- „ sibus jure expressi, proque Provinciarum inculpa- „ to more ac usu legitime præscripto, sive privile- „ gio confirmato.

Conformiter ad has notas & clausulam Regiis Li- „ teris insertam, mansit illibatum jus cognoscendi de „ possessione in materia Ecclesiastica; illudque Episcopi, „ Capitula, & omnes Ecclesiastici usque in hodiernum „ diem recognoscunt, indies in possessione ad hæc tribu- „ nalia recurrendo: & tamen nulli, nisi hi Theologi „ eo titulo violatæ Immunitatis Ecclesiasticæ accusan- „ tur. Grande mysterium!

§. II.

Theologi Belgæ non conqueruntur, veterari recursum ad „ Consilia Regia in materia motum, & doctrinæ; „ sed sibi negari protectionem Regiam contra violentias, & viam falli.

Non audet Govartius simpliciter, & indefinite „ possessionem etiam rei Ecclesiasticæ Consiliis „ Regiis negare, ne sui Parlamenti quoddamum usum „ reprobare, & novissimum totius Belgii prælogum infamia- „ ri videatur: nec tantum hos Theologos Belgas, sed „ & Episcopos, Prælatos, Capitula, omnes denique Ec- „ clesiasticos violatæ Immunitatis Ecclesiasticæ reos fac- „ ceret. Verumtamen quia causa, fere potius amicum „ affectus, pro quibus Cetram fuscipit, postulat, ut „ in causa possessionis Theologi Belgis ad Tribunalia Re- „ gia potius occuladatur, persuadere conatur Govartius, „ Judices Regios ac notanter Consilium Brabantie sub „ prætextu possessionis materiam morum, & doctrinae „ clericorum sibi attrahere, & Episcopis adimere: ipsosque „ Theologos sub colore possessionis hanc materiam, uti „ & criminalem, Tribunalibus Regiis deferre, ut se à „ judiciis Episcoporum eximant & subducant.

Huc respiciunt quæ habet Govartius pag. 22. „ At „ quamvis inter supremas Leges & Potestates fere sit „ summa unio & consonantia: interim Officiales & „ minores Ministri non abstinere ab insidiis; & dum „ manifeste aut directe non audent, oblique & per „ cuniculos, possessionis violentia, aut alio fuscio co- „ lore Liberratis Ecclesiæ, & Clericorum persona- „ li Immunitatis insidiarum Judices Sæculi: collabo- „ rantibus sepe ipsis Clericis pro causarum commo- „ ditate.

Nemo non intelligit, Govartium his recte indica- „ re velle id, quod Adversarii horum Theologorum „ continuo magis aperte inelamare, & utrique Por- „ tati persuadere pergunt, nimirum, Judices Regios sub „ colore possessionis velle sibi auarare judicium de mo- „ ribus, & doctrina Ecclesiasticorum: ipsosque Ecclesi- „ asticos recurrentes ad Tribunalia Regia, specie posses- „ sionis subterfugere judicium Ecclesiasticum in hac ma- „ teria morum, & doctrinæ.

Hoc ipsum pene toto fusi Certaminis decursu „ repetit Govartius, dum toties inducit Theologos Belgas „ ranquam se opposcentes Decreto S. C. E. ad Senatum „ Brabantie, aliaque Regia Consilia die 7. Novem- „ bris 1695. transmissio, quod Latine & Gallico transla- „ tum exhibet Govartius pag. 13. & nos eodem tenore „ exhibebimus.

MAXIMILIANUS EMMANUEL, &amp;c.

„ Quandoquidem experientia docuerit multa in re-  
 „ ram spiritualium directione inconvenientia oriri, ex  
 „ eo quod in præjudicium auctoritatis Episcopis &  
 „ Diocesis debita, circa doctrinam & mores Con-  
 „ cionatorum, Pastorum & Confessoriorum, Rei sub  
 „ ad Concilia, & Tribunalia secularia recurru atque  
 „ assylo quod istis inveniuntur titulo possessionis, pro-  
 „ cessus Judicialis Episcoporum siliant ac impedi-  
 „ rentur, has ad vos scribimus, ut vobis interdiciamus  
 „ quemadmodum scio interdiciamus, ne ullos ad vos  
 „ recurrentes Ecclesiasticos, quos Episcopi propter  
 „ mores, aut doctrinam aggressi fuerint, vel deinceps  
 „ aggredientur, recipiant, neve vos iis immisceatis,  
 „ aut ulla ratione præteris patrocinium, sive pos-  
 „ sessionis sive alio titulo quocunque.

Decretum hoc vocari vult Govartius *Interdictum*,  
 assensuque pag. 13. illud esse primum & principale Decre-  
 tum, quod tanto horrore averfetur Theologi Belge.

Et pag. 14. ait: „ Quod hoc Decretum à potestate  
 „ seculari (ut loquitur consensu) obtineretur Archie-  
 „ piscopus, quodque per illud Clerici & Theologi  
 „ Belge ad Consilium Brabantie, & Tribunalia Pa-  
 „ tris abinorantur, Judices suos naturales, recursum  
 „ atque viam justitiæ præcluserit, prima & præcipua  
 „ querela est: immo tam profundis suspiciis illam exha-  
 „ lant, ut in dicto libello Ordinibus Brabantie obla-  
 „ to non pudeat dixisse, quod nihil sit non modo  
 „ æquitati naturali, ac legibus tum divinis, tum hu-  
 „ manis ac antiquissimis privilegiis harum provincia-  
 „ rum magis oppositum, quam ausus & fraudes qui-  
 „ bus horrendum hoc Decretum imperatum est.

Postquam autem Theologos Belgas adeo site & la-  
 crymabiliter de hoc *Interdicto* conquecentes induxit,  
 molis inculcare conatur: „ Sensum hujus Interdicti  
 „ alium esse non posse, quam Regiam voluntatem ef-  
 „ fect, ut Pastores, Concionatores, Confessores, & si  
 „ velitis, Sacerdotes omnes, ubi contra eos agitur ra-  
 „ tione *morum*, aut *doctrina*, adeoque factorum quæ  
 „ personalitatem non egrediuntur, subjiciamur juris-  
 „ dictioni & judicio Episcoporum, atque in actione  
 „ illa personali & criminali eximantur à Jurisdi-  
 „ ctione Laica. „ Pag. 28.

Cum ergo Interdictum hoc juxta Govartium, unice ca-  
 veatur Judices Seculares se immiscere causis Ecclesiasti-  
 cas, quæ *mores*, & *doctrinam* eorum concernunt, &  
 tamen juxta Govartium hinc Decreto tantopete ad-  
 versetur Theologi Belge, tandem huic conficit Gov-  
 vartius, omnem Theologorum Belgarum querelam esse,  
 quod sibi in materia *morum*, & *doctrina* per hoc  
*Interdictum*, recursum ad Tribunalia Regia occludatur.

Validius, ne quid durius dicam, hæc est, quæ Ad-  
 versarii istorum Theologorum, nunc tot annis Po-  
 testatibus sublimioribus, totique Belgio imponunt,  
 ipsique Theologis viam justitiæ occludere sciverunt.

Falsum itaque & calumniosum est, Theologos Bel-  
 gas conqueri de *Interdicto*, quia Consilii Regiis scio  
 interdicit, „ Ne ullos ad vos recurrentes Eccle-  
 „ siasticos, quos Episcopi propter *mores*, aut *doctrinam*  
 „ aggressi fuerint vel deinceps aggredientur, recipia-  
 „ rit, neve vos iis immisceatis, aut ulla ratione præ-  
 „ stis patrocinium, sive *possessio*, sive alio titulo  
 „ quocunque: „ Ita verba *Interdicti* Latine reddit Gov-  
 vartius: „ in Originali idiomate Burgundico-Gallico  
 aliter nonnihil sonant, quæ referri videntur ad  
 Ordinationes Episcoporum in materia *morum*, & *doctrina*,  
 quam ad ipsorum particularis processus; verba  
 sunt: „ Nous vous faisons cette pour vous interdire,  
 „ comme nous interdijons serlement de recevoir,  
 „ vous meler ni proutger aucune instance ou pretention, que  
 „ l'on voudroit former pardevant vous, soit a titre de  
 „ possession ou autrement, contre les DISPOSITIONS,  
 „ & ORDONNANCES que les Evques ou Diocésains pour-  
 „ ront avoir fait, ou feroient cy apres, pour cause de  
 „ doctrine & moeurs desdits Ecclesiastiques.

Sed quocunque sensu *Interdictum* accipiamur, falsum  
 ac calumniosum est, Theologos Belgas æquitate *Inter-*  
 dicti non agnoscere, in quantum inhibet Judicibus  
 Laicis, ne ordinationes aut processus Episcoporum in  
 materia *morum*, & *doctrina* Ecclesiasticorum convellant;

aut sub colore *possessio* ad se trahant causas *morum*,  
 & *doctrina*: sed queruntur duntaxat de vastitate, & ca-  
 lumniis Adversariorum, quibus sub hoc prætextu Re-  
 gis Catholici religione, & zelo pro tuenda Ecclesia-  
 sticorum Immunitate abutuntur. Summe Majestati fal-  
 so imponunt, ut Theologi Belge, quos calumniari  
 amant, viam justitiæ occludant.

Porto ut hanc justitiæ occlusionem assequerentur,  
 bina media impenderunt.

Primum Regi Catholico imposuerunt, Theologos  
 Belgas titulo & prætextu *possessio* recurrere in ma-  
 teria *morum*, & *doctrina* ad Tribunalia Regia, ut hoc  
 pacto legitimos Judices harum causarum subterfugiant,  
 & ab eorum se correctione, & censuris eximant;  
 ipsique Episcopi in spirituali Diocesium suarum  
 regimine impediunt.

Ubi vero id S. M. C. perosuerunt, atque *Interdi-*  
 ctum in se quidem æquissimum obinuerunt, non jam  
 ordine *judicialis* in materia *morum*, & *doctrina* pro-  
 cedunt, sed via *falsi* Theologos Belgas sibi odiosos  
 à manibus, Cathedris, & Beneficiis excludunt. Dum-  
 que ad protectionem Regiam contra violentiam via  
*falsi* sibi illam hi Theologi recurrunt, poram sibi  
 reperit occlusam, contra neminem quidem S. M. C.  
 protectionem contra violentiam subsidii suis illam  
 nunquam negare intendentes, sed artibus & calumniis  
 Adversariorum, qui clamant, tractat de materia *mo-*  
 rum, & *doctrina*; ac proinde non posse his Theolo-  
 gos protectionem sive manutentionem à Concilio Re-  
 gis concedi, hoc Regio Interdictum obstat.

De duobus ergo queruntur Theologi Belge. Primum,  
 quod falso & calumniose impositum sit S. M. C. & E. S. C.  
 quod Theologi Belge materiam *morum*, & *doctrina* sub-  
 jici velint judicio *Judicum Laicorum*, quodque iidem  
 Theologi Belge ad Judices illos Laicos recurrant, ut  
 se à judicio Episcoporum, aut aliorum *Judicum Ecce-*  
 siasticorum in hac materia *morum*, & *doctrina* eximant.

Secundum, quod Adversarii ipsorum hoc *Interdictum*  
 abutuntur; protectionem Regiam, & *possessio* in  
 casu violentie, & *surpationis*, per viam *falsi* ipsi  
 adimendo.

Ipsos Theologos loquentes audiamus in Libellis Or-  
 dinibus Brabantie oblati, & in quos Certamini Gov-  
 vartii præcipue convertitur.

In ipso quidem pag. 78. de suis Adversariis expo-  
 nunt: „ quia & *Interdictum* obtinere, quibus natu-  
 talibus causatum nostrorum Judicibus in ipso Con-  
 silio Brabantie cognitio admittitur, ne in Tribunali  
 ordinatione locorum, ubi Supplicantes morantur, in-  
 nocentia adversus subreptiones, & artes eorum, „  
 qui ipsos calumniantur, *protectionem* inveniant.

Deinde ibidem concludendo: „ Quod unum pe-  
 tant, est, ut non judicentur extra Patriam, nec si-  
 ne forma *juris ordinaria*, nec habeantur indignius,  
 aut iniquis quam sceleratissimi quique, quibus Le-  
 gum *protectionis* nunquam negatur, quantumvis for-  
 tia, & violenta sint contra eos criminum illorum  
 præjudicia.

Et infra efflagitant Ordinem Brabantie, „ deprecari  
 „ tionem, quæ à Sua Majestate obtineatur, ut Leges  
 „ & Privilegia Patrie circa ipsos religiose serventur,  
 „ ita ut contra ipsos non procedatur via *falsi*, sed  
 „ causæ omnes, quæ ad ipsos spectant, agantur cor-  
 „ ram Judicibus Provincie legitimis, & secundum  
 „ formam juris.

Hic videtur potera Govartius, si videre voluisset,  
 Theologos non recusare Judices ordinarios & com-  
 petentes Ecclesiasticos in materia *morum*, & *doctrina*;  
 sed hoc unum efflagitare, ne contra eos procedatur  
 via *falsi*; neque ipsi contra violentiam, & oppressionem  
 Adversariorum adimant *protectionem* Regia, quæ nec  
 sceleratissimi negatur.

Utque ad ipsam *Interdictum* accedamus. Queruntur  
 quidem Theologi Belge in altero suo Libello Ordini-  
 bus Brabantie pag. 83. de Adversariis, quod suis arti-  
 bus & calumniis in Aula Summe Majestatis obtinere sci-  
 verint hoc *Interdictum*.

Sed quæ querelamur causæ? An forsitan in causis  
*morum*, & *doctrina* remittuntur ad Judices Ecclesiasticos,  
 & inhibetur Consiliis Regiis, ne in his causis Episcopi  
 turbent? Ita quidem persuadere conatur Govartius. At  
 quæ hîc, Theologos audiamus (quos non audit velint  
 Adver-



notis, quas ad capita Reformationis apposuerat Senatus Regii, ac notanter Brabantini, hujus Privilegii præ requisitis tenaciores & defensores zelosiores.

Ad cap. 8. *Seff.* 13. quo decernitur, ut causæ Episcoporum, cum pro criminis objecti qualitate comparere debeant, eorum Pontifice Maximo referantur, ac per ipsum terminentur, „speciatim Brabantiani obsequuntur, hac ratione subditos *extra Patriam* fore „trahendos, quod directe adversatur Indulto Summorum Pontificum Leonis & Clementis, & Constitutionibus Sæz Majestatis & Illustrissimorum ejus „Prædecessorum, qui non sine gravi & prægnanti „causa id concesserunt. „Rursus ad c. 5. *Seff.* 22. „Quod statuitur de cognitione adhibenda in dispensationibus, cum hac cautione accipiendum esse monetur, ne subditi hac occasione *extra Provincias* „suis evocentur.

Indultum Leonis, cujus ad cap. 8. *Seff.* 13. fit mentio extat *part. 1. Edicti Flandrie Rubricæ* 4. datum anno 1515. quo conceditur ad preces Caroli V. quod nullus harum Provinciarum subditus, sive Laicus, sive Clericus Sæcularis vel Regularis in prima instantia pro causis spiritualibus, civilibus aut mixtis citari vel conveniri *extra Patriam* possit.

Itaque si de petitorio in materia Ecclesiastica agatur, juxta notorium Belgii usum influenda coram Judicibus ordinariis aut delegatis in Partibus, neque ad externa Tribunalia, etiam Romanæ Urbis, trahenda est causa; sed si ad Sedem Apostolicam pertineat, aut devoluta sit per appellationem, debent dari Judices Synodales in Partibus, qui de causa, autoritate delegata, cognoscant: quod & notoria & quotidiana praxis docet.

Denique ubi de possessorio sive possessione agitur, id est, ubi possessorium seu quasi possessorium, puta Beneficium, alteriusve juris spiritualis aut Ecclesiastici controversitur, vel via *facti* in possessione quis turbatur, juxta notorias Belgii Leges, Consuetudines & Concordata, cognitio ad Regia Tribunalia spectat; quemadmodum §. 3. latius ostensum fuit.

Hanc notoriam Belgii consuetudinem & praxim tam quoad causas super *petitorio*, quam *possessorio*, toties renovant Consilia Regia, quoties super provisione Pontificia Litteras Placet annuunt, expresse in iisdem Litteris ordinantia, ut si occasione hujus provisionis questio incidat, ea instituenda sit in *possessorio* coram *Tribunali Regio*; in *petitorio* autem coram Judice Ecclesiastico ordinario in *Partibus* residente: aut Delegatis similiter in *Partibus*, conformiter ad Edictum Philippi Atræducis die 20. Maji 1497. quo mandatur Litteris *Placet* eam clausulam inferri. Extat integrum Edictum *part. 1. Edicti Flandrie Rubricæ* 8.

Quin & illa notoria Belgii praxis in Concordatis, nec non Curiarum Ordinationibus expressa est, quod intentato possessorio coram Tribunali Regio suspendatur *petitorium*, sive petitorium coram Jure Ecclesiastico intentari non possit, nisi possessorium inchoatum coram Judice Regio fuerit plene evacuatum, uti habent Concordata Curie Brabantie *tit. 4. art. 1.* Item Ordinationes Brabantie *art. 445.* & Ordinationes Parlamenti Mechliniensis *tit. De Complaintes & autres matieres possessoires art. 10.* Item Ordinationes Curie Hannoniæ *art. 421. & 422.*

Ut ergo compendio totum comprehendam; Theologi Belgæ jura leges, consuetudines & Privilegia Patrie judicari postulant, petunt primo, ut dogmata five questiones doctrinales inter ipsos controversæ deferantur ad Sedem Apostolicam, (quemadmodum & S. M. C. datis litteris 20. Decembris 1697. omnibus mandavit) atque hujus Sedis iudicium & decisio cum plena submissione expectetur; nullaque interim iudicium Sedis Apostolicæ præveniendo aut usurpando, alterius opinionem nondum damnatas aut censuratas, damnare aut censurare audeat, uti serio omnibus Theologis injungit Innocentius XI. in Decreto, quo 65. Propositiones laxioris moralis damnavit.

Secundo petunt, ut in petitorio, aut actione mere personalis sui morum seu doctrine, non judicentur nec judicari jubeantur, nisi coram Judicibus suis Ordinariis, sive Delegatis in partibus: idque juxta formam & Aylum in his Tribunalibus servari soli-

rum, id est, servato juris ordine, secundum leges & consuetudines Belgii.

Tertio, si super possessorio ipsis questio moveatur, seu turbetur quocunque prætextu in sua possessione, aut quasi possessione, priusquam in ipso petitorio legitime & servato juris ordine auditi & condemnati fuerint, liceat eis contra violentiam *facti*, sive turbationem possessionis, juxta inveteratum & notorium Belgii usum protectionem Regiam, sive manu-tenentiam in Senatu Regio petere; & causam possessionis ibidem tantum coram legitimo Jure introducere, & servato juris ordine prosequi, omni interim super petitorio questione silente.

Hæc eorum postulatio conformis est, non tantum juri naturali ac Divino, nec non Principum nostrorum solemnibus promissis; quo sanctè promittunt, se non passuros, ut subditi sui extra formam juris tractentur; sed etiam Sanctissimi D. N. Innocentii XII. Brevis ad Episcopos Belgii die 6. Febr. 1694. & Litteris Regis die 20. Decembris 1697. quibus Brevis hujus executionem præcipit; quo nimirum mandatur neminem à munitis Ecclesiasticis excludi posse, nisi servato juris ordine eam penam committere probatum fuerit.

Sic enim in Brevis serio mandat Episcopis: *Ne ulla ratione quencumque vaga ista accusatione, & invaditio nomine Janseuismi tractet aut nuncupari sinant, nisi prius LEGITIME esse suspectum confiteretur aliquem ex his propositionibus docuisse, aut tenuisse; nec quencumque sub hoc prætextu repelli ab officiis, munitis, Beneficiis, gradibus ac concionibus habendis vel alia quacunque functione Ecclesiastica permittunt, nisi SERVATO JURIS ORDINE, eam penam, que viris alioquin Catholicis gravissima est, committere probatum fuerit.*

Et sane si permittatur, quod Theologi sub vaga accusatione Janseuismi, novitatis, aliteriusve erroris aut defectus adimatur possessorium, isque via possessorii occultatur, priusquam servato juris ordine de Janseuismo, &c. convicti sint, jam re ipsa contra intentionem Pontificis & Regis, à munitis & Beneficiis Ecclesiasticis vaga illa accusatione exclusi iri, priusquam *servato juris ordine*, eam penam eos committere probatum sit, tametsi petitorium ipsis apertum maneret, paragrapho sequenti ostendemus.

#### §. IV.

*Theologi merito conqueruntur, sibi viam justitiæ negari dam viam possessorii ipsis occultatur.*

**P**er totum sui Certaminis discursum accusat Gouartius Theologos Belgas, quod querantur sibi aditum ad Consilia Regia, ac signanter Consilium Brabantie occudi. Verum diceret Gouartius, si non adderet, Theologos *ideo* conqueri, quod in materia *morum & doctrina* ad hoc Tribunal iis aditus negatur; quod sine injuria & calumnia isti affingi nequit. Nimis enim notum est, quod Consilium illud *hujus materie* Judicem non expectat; sed unice petant sibi aditum apertum ad Tribunalia Regia in *mero possessorio*, idque juxta notorias Belgii consuetudines, patriæque leges.

Sciunt enim, hoc aditu oculo, re ipsa omnem eis viam justitiæ esse oclusam, isque Adversariorum & potentiorum violentiis esse palam expositos, & omni defensionis remedio re ipsa destitutos: atque idcirco se insultare, ne Regii Senatus protectio & aditus juxta patrias Leges sibi claudatur.

Ipsos in altero eorum Libello supplice Ordinibus Brabantie oblato conquerentes audiamus *pag. 86.* Postquam dolentes narratur Adversariorum artibus & calumniis via possessorii oclusa, non aliam Ecclesiasticis viam superesse, nisi petitorio coram Judice Ecclesiastico, sese ad Ordines Brabantie converterentes dicunt. „Sciis vero, Illustrissimi Domini, quot in commodis hæc via obnoxia sit: dura enimvero „res est, cogi ad videndum res suas, constitutionem „suam, & ut dicitur, fortunam suam committam uni „homini, qui agit nomine & ex mandatis, & depen- „dent à Superiore sæpe præoccupato vel male dis- „posito. Præterea priusquam miser litigator obtineat „tres sententias conformes, jam sumptibus exhaustus „est,

est, timetque non immerito, ne prius vitæ suæ, quam litis finem accipiat. Ita accidit, ut idoneus Ecclesiasticus, bene meritis, prius è possessione sui Officii, aut Beneficii alieniusve muneris deturbatus, dum à Concilio manentem non poterit, per viam omnem eo privatus maneat, consumptaque jure, veniente tota in studiis & labore, deprehendat se, absque bonis, absque munere, absque sustentatione, absque auxilio, videatque cum horrore propere, tantem ad se magnis passibus senectutem, nec habet quo illius incommoda & necessitates sustineat.

Sciunt non hi duntaxat Theologi Belgæ, sed universi qui sunt in Belgio Episcopi, Prælati, Capitula, vel Ecclesiastici, quot incommodis sit obnoxia via petitoria coram Judice Ecclesiastico: sciunt quod citius finem vitæ, quam finem controversiæ ordinariæ sperare possint, qui hanc viam ingredi coguntur.

Nonne ipsilum Episcopi, Prælati, & quotquot sunt Ecclesiastici sive Sæculares sive Regulares, quotidie suo exemplo ostendunt, & palam manifestant & probant, dum in suis controversiis super Beneficiis, Decimis, Jure patronatus, aliisque quibuscunque causis Ecclesiasticis ad Consilia Regia titulo *possessorii* recurrunt, prætermisso *petitorio* coram Judice Ecclesiastico? Revolvat D. Govartius Regula Curiarum Ecclesiasticarum Belgarum, & videat, quot ex centenis controversiis super Beneficiis, Cuhedris, aliisque similibus materiis Ecclesiasticis, citam inter Ecclesiasticos, à seculo motis & agitari, coram Ecclesiastico agitate fuerint.

Scit indubie D. Govartius, à absoluto & evacuato *possessorio* coram Tribunali Regio, suppetisse victo *petitorio* coram Judice Ecclesiastico. Dicat autem D. Govartius, quotcumque *petitorium* coram Judice Ecclesiastico intenet, postquam in *possessorio* succubuit.

Revolvat rursus D. Govartius Acta Curiarum Ecclesiasticarum, & nobis referre dignetur, quot, inquisitione facta, reperit è causis coram Consiliis Regiis in *possessorio* terminatis, fuisse in *petitorio* renovatas coram Judice Ecclesiastico. Fallor si non sit fuerint pene numerus sine numero.

Et quæ horum ratio? An forsitan quod & Ecclesiasticis desit animus & affectus erga Beneficia, præsertim opima, aliæve munia aut res Ecclesiasticas, quæ notabile emolumentum secum trahunt, ut propere amisso *possessorio*, ulterius *petitorium* aggredi nolint? Credo nec D. Govartio id persuasum iri: nimis quippe, proli dolor! nota est plurimorum Ecclesiasticorum aviditas, & ad litigandum pruritus, ubi vel minima ad Beneficia aliæve Ecclesiastica, præsertim majora officia, perveniendi spes affulget.

Vera ergo ratio, quam nec D. Govartius inficiabitur, est, quod Ecclesiasticis omnibus passim persuasum sit, amisso *possessorio*, omnem pertingendi ad Beneficia, aliæve munia Ecclesiastica, à quorum possessione per sententiam Senatus Regii seclusi sunt, spem omnem quodammodo esse adeptam; tamen si sciunt sibi *petitorium* suppetisse, illudque posse coram Judice Ecclesiastico intentari: non ignorant quantis expensis in annos plurimos; imo sæpius ultra tempus viæ, coram Judice Ecclesiastico litigandum foret, priusquam *petitorium* plene & ordine jure servato, esset terminatum, & ipsius effectum gaudere possent, contra eum qui in *possessorio* obitavit.

Et quis, ubi *possessorium* perdidit, non credit causam plane se amississe, etiam si non ignoret sibi *petitorium* suppetisse; & ex adverso plenam victoriam sibi non applaudat, qui plenum *possessorium* adeptus est; licet sciat, liberum esse Adversario suo *petitorium* intentare.

Si igitur passim omnes quotquot sunt in Belgio Ecclesiastici credant, sibi omnem ad munia Ecclesiastica viam præclaram, ubi *possessorium* ipsi adeptum est, licet *petitorium* coram Judice Ecclesiastico ipsi liberum adhuc maneat; quidni Theologi Belgæ merito queruntur, se *via facti* à muniis Ecclesiasticis excludi, dum à *possessorio*, nullo juris ordine servato, secluduntur?

Quidni merito conqueruntur, nec Breve Apostolicum, nec mandata Regia pro hujus Brevis execu-

tionem emanata servari, quæ vetant quenkumque *via accusatione* Janseuismi à muniis excludi, nisi servato juris ordine probatum sit, eum hanc penam commersisse, dum *via facti possessorio* eis oculo, scilicet à muniis Ecclesiasticis *via facti*, nullo juris ordine servato, excluduntur.

Necne id ignorant horum Theologorum Adversarii, qui propterea tanto studio, totique artibus & falsis informationibus conantur impedire, quo minus hi Theologi in *possessorio* audiantur; secari de ipsorum exclusione, & de suorum victoria, quando *possessorium* his Theologis oculo clum retinere possunt, parum anxii de *petitorio* à Theologis his coram Judice Ecclesiastico intendendo; quod vel vix cum viâ illorum finendum sciunt.

DEUS EST IN OMNIBUS

## CAPUT III

### An Theologi recte accusetur de violata Jurisdictione Ecclesiastica in Causis Criminalibus?

#### §. I.

Falso accusantur Theologi Belgæ, quod in Criminalibus desint Tribunal Ecclesiasticum.

CERTAMEN est sustinere, pro immunitate Sacerdotum Belgii in causis personalibus præcipue criminalibus, profuturum D. Govartius in ipso sui Ceraminis titulo.

Unde & pag. 57. acculat Theologos Belgarum, quod à Potestate seculari eaque inferiore & subalterna possulent, ut rebus, personis, doctrinis, moribusque Ecclesiasticorum se immisceant, non ut eorum Protectores, sed ut Judices, ut omnem disciplinam, omnemque jurisdictionem Ecclesiasticam civilem & criminalem adimant Episcopis, veris illarum dominis & proprietariis.

Si ergo fides Govartio, postulant Theologi Belgæ, ut & in civilibus, etiam quæ materiam doctrinæ & morum tangunt, & criminalibus habeant ubi potestatem secularem, non Protectorem duntaxat, sed Judicem; omnisque eorum conatus eo collinuat, ut jurisdictioni civilis & criminalis in Ecclesiasticis Episcopis adimant, & in potestatem secularem transferant.

Quam temere ac nullo plane fundamento, ne quid durius dicam, id asseruerit Govartius, quod jurisdictionem civilem in materia doctrinæ & morum, ex his quæ c. 1. hujus Dissertationis dicta sunt, intelligi possit. Nunc examinandum, an majori cum fundamento translatæ jurisdictionis criminalis in Potestatem Sæcularem hos Theologos reos faciat.

Nam forsitan Theologi Belgæ aliquando coram Episcopis eorumque Officialibus criminaliter in materia doctrinæ aut morum, ad requitionem Promotorum citati fuerint? An citati Tribunal horum declinant tanquam incompetens, ad Potestatem laicam refugientes?

Si materiam Doctrinæ attendamus, nonne quotidiana ac notoria horum Theologorum auditur querela, quod continuo per suos Adversarios clametur, totum Belgium scateare Janseuismi, Rigoribus & Novatoribus, hominibusque hæretica pravitate, & doctrinis erroneis & perniciosius infectis; & tamen nemo per tot annos, quibus hæc sparguntur, super mala doctrina legitime fuerit citatus, licet Adversarii ipsorum, nec animus desit, nec auctoritas, nec potestas, si eos reos esse probare possent?

Nonne notum est toti Belgio, ut nec Govartium latere possit, hos Theologos per suum in Urbe Deputatum Doctorem Hennebellum, uris Doctorem Desirantium Adversariorum Mandatarium, ut vel unum de Janseuismo legitime convictum aut saltem legitime citatum, coram Sede Apostolica produceret? Nec unquam Desirantium quantumvis iterato, & sæpius interpellatum id præstare potuisse? An non vel hoc argumentum publice utuntur hi Theologi, ut Janseuismum sustineant esse in Belgio *merum phantasma*,



ma. quo hominibus illudatur, & Potestatibus imponitur?

An non haec moverunt SS. D. Innocentium XII. ut in secundo suo *Brevi* ad Episcopos Belgii dato 26. Novembris 1696. noluerit simpliciter uti voce *Jansenista*, sed addito epitheto *præfensi*, ut ita abstraheret, an revera *Jansenista* darentur? an solum esse *præfenderentur*?

Præducatur igitur D. Govartius Theologorum Belgam vel unum in materia *doctrinae criminaliter* eorum Judice Ecclesiastico.

Dein ostendatur, cum hoc Tribunal tanquam in hac materia *incompetens* declinasse, & ad Potestatem *Secularem* ut Judicem hujus actionis *criminalis* convulsasse. Si ostendatur, hunc cum Govartio *violata* Immunitatis Ecclesiasticae reum esse dicemus; atque contra similes Certamen pro Immunitate Sacerdotum in causis *criminalibus* laudabimus. Sed si producere nequeat, patiat, ut ipsum, de temeraria accusatione reum habeamus.

Sed forsitan in materia morum, suisque excessibus, jurisdictionem *criminalem*, ac censuram Episcoporum declinant, & ad Potestatem *Secularem*, spe immunitatis, confugiunt Theologi Belgæ; atque in hoc saltem ipsam *Jurisdictionem Ecclesiasticam criminalem* adimunt Episcopis, ut loquitur Govartius.

Sed quis in Belgio ignorat, Theologos Belgas, quos *præfens Jansenistas* vocant, vel eo titulo appellari hoc nomine, quod severitatem ac exatorem Moralem, & vitæ rationem præferant: atque ab excessibus, qui judicio *criminali* occasione dare possent, præ aliis Ecclesiasticis sint exempti?

Quis in rebus hisce adeo hospes, ut nesciat, vel eo passim pharimaco maculam *Jansenismi* jam contrariam elui, quod liberitorem, & Ecclesiasticis minus convenientem vivendi rationem quis assumat; nec ab his sollicitè caveat, quæ Episcoporum & Officialium censuram mereji possent, & in quæ Promotores ex Officio jure invigilarent.

An non Theologi Belgæ sunt, qui in altero suo Libello Ordinibus Brabantiae oblato pag. 90. alte querunt, se per Epistolam Pastorem Illustrissimi D. Archiepiscopi de multis factis excessibus publice proscindi: idque (quod satis repertum non possent) nullo ipsorum nunquam legitime de erroribus aut abusibus, qui in ea Epistola ipsi adscribuntur, commisso, ut ipsi loquuntur?

Nonne ipsi pag. 191. ut suam innocentiam probent, omni *legitimo* iudicio se sistere paratos offerunt: „Et qui (Theologi Belgæ) licet omni humani, no auxilio (iniqui) destituti, offerunt se ut communi iudicio coram omni iudice legitimo, ut illic se condemnari, & rigore omni puniri videant, si rei „deprehendantur.

Theologi qui super excessibus suis offerunt compertere coram omni iudice legitimo, estimantne se iuxta Govartium à jurisdictione *criminali* Episcoporum?

Forsan replicabit Govartius, aliud verbis protestentur, & aliud factis exhibent. Id sane Govartio probandum esset, & cætenus fides adhibenda his Theologis, qui de restrictione mentali, similibusque mendaciorum palliamentis minus sunt suspecti, donec Govartius probaverit, Theologos hos aliud verbis, aliud factis profiteri. Profertur Govartius Theologos Belgas, quos vulgo *præfens Jansenistas*, dicimus, qui super excessibus suis in moribus *criminaliter* fuerat ad instantiam Promotoris citati coram Curia Episcopali. Ostendatur dein Govartius, quod citati Curiam hanc tanquam *incompetentem* in hac materia declinant, & ad *Potestatem secularem*, ut iudicem competentem convolarint. Nisi hæc prouulerit & probaverit Govartius, ut hos tanquam sincere loquentes, & ipsum tanquam temerarie nimis, & præcipitanter accusantem reputemus.

*Hallucinatione Govartii circa cumulationem, & concursum iudicii possessorii & criminalis.*

Tamet si totus Certamen Govartii contextus sit admodum confusus, & nescio quibus pæregis involutus, imo quasi ad intricandam & obscurandam materiam totus compositus videatur, nihil equidem obscurius & iniquius, quam discursus ipius pag. 46. & 47. de cumulatione iudicii possessorii & criminalis, ut vix capere poterim, quid toto hoc discursu probare contendat, aut quo ejus discursus tendat.

Sane aliud erueri non posui quam omnia eo collimare, ut vincat, iudicium criminale per Promotorem Curiae Ecclesiasticae inflatum, impediti non posse iudicio possessorio, aut manutentionis in Consilio Regio obtineat, aut obtinenda: hoc autem si probate inveniatur Govartius, labori parere poterat, Adversarioque sibi fingit. Quis enim ei id negavit? Sicut nec quiquam negat, Beneficium *criminaliter* etiam ad privationem Beneficii per Promotorem convento, fas non esse ad manutentionem recurrere eo solo titulo, quia à Procuratore criminaliter adversus ipsum ad privationem Beneficii coram iudice Ecclesiastico concluditur: & si manutentionem à Senatu Regio eo titulo petat, eam illi denegandam nemo negat. Sed quid, si priusquam servato juris ordine condemnatus esset, *via facti* in possessione sui Beneficii turbaretur? Tunc fas non ob criminale adversus se intentatum iudicium, sed ob illam violentiam, ac *via facti* turbatam, possessionem ad Regium Tribunal pro manutentione recurrere posset. Itaque ut exemplo involutum Govartii discursum paucis exponam.

Dico, si Pastor aliquis ob excessum in moribus, vel malam doctrinam conveniatur *criminaliter* coram suo legitimo iudice Ecclesiastico; quandoque Promotor juxta formam juris, ac servato juris ordine, adversus illum legitime procedit, nulla poterit esse quæstio *manutentionis* aut possessionis: nec enim Pastor hic *via facti* in sua possessione turbatur, uti supponitur, sed judicialiter & *via juris* contra illum in petitorio proceditur, nullaque violentia et insertur, sed omnia secundum formam juris procedunt.

Et quomodo pendente hoc criminali iudicio posset esse locus *manutentionis*, quandoquidem eo durante possessio integra ei manet, quousque servato juris ordine iudicatum fuerit in petitorio, ipsum penam privationis Beneficii commoverit: quod petitorium sic rite & juxta formam juris absoluitur, absoluit ipsum possessorium, nec post illud ulterius *manutentionis* locus esse potest. Hæc D. Govartio nemo Jurisconsultorum negabit, ipsique Theologi Belgæ ultro concedent.

At ponamus, Pastorem accusatum aut suspectum de excessibus in moribus, aut de mala doctrina, pendente accusatione aut iudicio durante criminali, *via facti* in sui Pastoralis possessione turbari, aut ab ea deijci, manutentionis locus erit, eaque à Senatu Regio concedetur; non, uti supra dictum est, quia criminaliter adversus ipsum agitur; sed quia in sua possessione & *jure via facti* turbatur, priusquam servato juris ordine probatum & iudicatum sit ipsum eam penam committitise.

Petet Govartius: „Quis hujusmodi manutentionis sit futurus effectus; vel enim (ait pag. 48.) illa durante permittit Judex Laicus Promotori causam inchoatam prosequi coram Ecclesiastico, qui tandem convictum Pastorem condemnando cum Beneficio & cura privabit: si acquiescat Judex Secularis, manutentionis erit sine operatione ulla: si vero Judex Secularis se sequentis opponens executionem ejus impediatur, nihil iniquius.

An hæc ratiocinatio digna sit Consilario Ecclesiastico Magni Concilii Mechliniensis? an hujus Senatus famæ ac splendori per hujusmodi scissillationes nihil detrahatur, alii judicent? Interim dicimus Govartio, per hujusmodi manutentionem iniquamque

judi.

judicium criminale, postque Promotorem causam inchoatam servato Juris ordine usque ad finem persequi: neque ei obfuturum manutentiam, modo judicio criminali adhuc pendente & condemnatione necum plena secuta, ipsum manutentium in sua possessione *via facti* non turbet; imo poterit condemnatus suo Beneficio & cura privari, non obstante sua manutentia, aut etiam pleno possessorio a Senatu Regio ei adjudicari; quia sententia lata in petitorio, elidit possessorium, ut notissimum est.

At quam ineptum, quod asserit Govartius, quod eo casu *manutentia eris sine effectu*. An ergo credit Govartius, manutentium *esse sine effectu*, quæ accusatus de crimine aut mala doctrina retinet in possessione Beneficii & cura, donec in pleno petitorio, servato Juris ordine de crimine aut mala doctrina fuerit *plene* convictus, & legitime condemnatus?

Quam gauderent Theologi Belgæ, si vel hoc manutentium effectu potiri possent; ut saltem in possessione suorum Jurium & officiorum manutenerentur, quousque servato Juris ordine eorum legitimo Judice Ecclesiastico convicti & condemnati essent, se penam privationis aut exclusionis commeruisse! Nequaquam sane progressum judicii criminalis adversum se, nec sententiam condemnatoriam executionem, si rei invenirentur, impedire vellent vi sue manutentia, qua avertat adversus violentiam & viam facti se tueri velle palam nimis profuturum.

Si Doctor Hyegens hoc effectu manutentia gaudere posuisset, nunc per duodecim & amplius annos loco Facultatis stridit Theologica, ad quem legitime electus est, gavisus esset, nec nullum terretur, via Juris & servato Juris ordine ob malam doctrinam excludi, qui tamen ob præclaram sibi viam manutentia frustratus manet jure sibi ad dictum locum competente; tamen non semel apud supremas Potestates interstitit, ut in judicio audiri posset, sibi que aperiretur quid vel in doctrina, aut moribus suis displiceret, ob quod ei via iustitiæ, quæ nec secleratissimo negatur, ocludatur; atque ita inauditus via facti jure suo privatus maneat.

Scimus quam grata fuerit Theologis Apostilla a Privato Regis Consilio data ad Libellum Doctoris Martini (quæ supra cap. 1. §. 4. integra relata est) ad obtinendam exclusionem duorum Theologorum à Gradu Doctorali, licet eadem hæc clausula esset inserta: *Declaraturque (Sua Majestas) Gradum Doctoralem quem præterea Licentiatum Versificum & Claus, non impetratum quominus privari possint prærogativis juris, quas Gradus Doctoralis illis tribuit, si ita decernatur per Suam Sanctitatem vel alios, quibus materia dogmatica cognitio competit, juxta dictum Breve (scilicet die 6. Februarii 1694.) & Sua Majestatis Decretum.*

Hæc clausula ipsa totum continet, quod de effectu manutentia dictum est; hanc nimium impedit, ne *via facti* quis jure suo, puta suscipiendi Gradum Doctoralem, excludatur: ut nequaquam obstat, quominus a munis Ecclesiasticis excludatur, siquidem, *Juris ordine servato*, juxta Breve Apostolicum eam penam commeruisse probatum fuerit.

### §. III.

An Theologi Belgæ evertant judicium criminale præteritum possessionis sua fama; aut ex Legè Diffamari recurrendo ad Tribunalia Regia?

Govartius ut Certamen suum verosimilius ostenderet, nec contra umbras certare videatur, quorundam, nescio quorum, Practicum *sustinem*, adducit, quo omnis Sacerdotum Immunitas in criminalibus, juxta Govartium, evertatur & conculcatur.

Novimus (ait pag. 48.) responsum sustinuum, quæ Practicum quorundam dicentium: Sacerdotibus Beneficiis criminaliter accusatis conventibus, quæ manutentiam concedi per Laicos, non ita pro custodia possessionis Beneficialis, quam fama ipsorum: & cum à Practicis hæc inquirimus, Van Essen, Paris PL

num præteritum simili Judex Laicus fiat Judex competentis & quidem ante Ecclesiasticum, causæ istiusmodi criminalis? Respondet eousque Laicum Judicem fieri, ut præveniendo etiam Ecclesiasticum, saltem cognoscat summarie & pro interesse civili Beneficiarii, utrum factiora ei obiecta minus aut magis verosimilia sint, ut possessionem ei adjudicet, aut auferat; secundum quod apparebit verosimilitus.

Sed dicat, quæso, Govartius, qui sunt hi Practici, Jurisconsulti, an Theologi?

Si Jurisconsultus intelligat, proferat Govartius vel unum in Belgio practicum qui hac praxi usus fuerit, aut eam scripto probat.

Ad Presertim Fagnanum nos remittit Govartius, ut hoc practicum sustentum reprobatum videamus: sed nonne ipse Fagnanus, etiam Govartio sciente, intrepide asserit; *non esse hactenus auditum apud Jurisconsultos, ut in hac materia (criminali) allegaverint possessionem?*

Nisi ergo nobis indicaverit Govartius Jurisconsultos practicos, qui hoc *sustent* usi sunt, passitur & sustentum hoc annumerari illis, quæ ad colotandum Certamen adinventæ seu confictæ sunt.

Dicit forsitan Govartius, practicos hos esse Theologos Belgas; quasi hi praxim ligandi, & causas omnium Ecclesiasticæ Jurisdictionis tradendi ad Tribunalia Laica melius noverint.

Profecto, ni Govartius Theologos hujusmodi practicos designet, eosque hujusmodi *sustent* & arte usos esse, ut causam *criminalem* contra ipsos intentant à foro Ecclesiastico ad forum Laicum avocarent, passitur creditum iri, hos Theologos non secus ac ipsos Jurisconsultos practicos confictos à Govartio fuisse; ut Certaminis iustitia aliqua in speciem saltem appareat; & Theologos Belgas Ecclesiasticæ Immunitatis violatores esse publico persuaderet.

Sed nonne ipse Fagnanus hoc sustentum reprobatur, multisque argumentis *filium* probat adversus Theologos eo utentes, ut proinde nequaquam à Govartio fingi hi Theologi videantur? Verum est, Fagnanum ad Cap. NE INNITARIIS: *De Confis.* agere contra nonnullos Theologos, hoc fictio sustentum abutentes.

Sed an forsitan contra Theologos Belgas vulgo *præteritos Jansenistas*, hoc sustentum reprobatur Fagnanus? Nequaquam: sed contra *Probabilistas*, atque nonnullos Caluistas, laxitatum Patronos, & totius Moralis Evangelicæ corruptores, quibus ita Theologi Belgæ bellum indixerunt & indicare pergunt, ut hoc præcepti titulo, invidioso nomine *Jansenismi* traducerentur, quod nec Govartium latet.

Probabilistæ igitur sunt, qui, teste Fagnano, abutuntur hoc sustentum, non autem Theologi Belgæ. Illi, inquam, sunt qui hoc sustentum utuntur, ut suum *Probabilissimum*, (cui tantum strenue se opposuit Fagnanus) stabiliant. Hi sunt qui possessorium non tantum valere in materia *civili*, & foro *judiciario*; sed & in materia *virtutum moralium*, & *hinc conscientia* sustinent; eoque titulo hominem in foro *conscientia* esse *manutentendum* in possessione *sue libertatis* contra Deum & legem, asserere audent.

Audiamus ipsum Fagnanum loco citato, ubi postquam multis Canonibus probavit hanc Regulam: *In dubio pariem tuiorem in foro conscientia esse eligendam*, dicit num. 173. quod plures Theologi ex recentioribus hanc Regulam Canonum multifariam conentur evertre; additque num. 173. eos præcipue moveri hoc fundamentum: *Quia cum quilibet sit in possessione sue libertatis & fama, in dubio non debet spoliare se hac possessione judicando se culpabilem*, aut nexu alicujus obligationis innodatum, cum secundum Regulam Juris, *in pari causa melior sit conditio possidentis*: quam Regulam habere locum non solum in materia *justitiæ*, sed etiam in materia *aliarum virtutum*, & in foro *anima*, putat idem Sanch. ubi supra (in *Decalogo* tom. 1. lib. 1. cap. 10.) Suarez de Religionis parte lib. 4. de *Peccato* cap. 5. num. 7. Henriquez in Summa lib. 8. cap. 3. in *Glossa* lit. P. & alii multi.

Hinc credit Govartius esse de numero Theologorum Belgarum, seu *præteritos Jansenistas*; aut

Gc

hoc

hoc similitum Theologorum placitis adherere) Nescio, an sepositis paulisper paritum studio, quo ad certandum contra hos Theologos Belgas incipias est, id credere tibi sibi ipsi persuadere poteris; inserim id certum habere, si credas, te nullum in rebus Belgicis, & holeris controversis vel parum versatum, suæ credulitatis habitum conseruere.

Et tamen hi sunt illi *probabilitatem* patroni, qui soli hoc paradoxum inuenerunt & sustinuerunt, & contra quos aciem Certaminis gloriose direxit Fagnanus. Unde & postquam multis solidis argumentis solidam dictæ Regulæ applicationem eicit, atque probavit, prædictam Juris Regulam, *in dubio melior est conditio possidentis*, nequidem in foro judiciorum in causa criminis posse assumi, tandem concludit „*post*“ Quare si, ubi agitur de crimine, incipe allegare possessionem in materia iustitiæ, etiam in foro judiciorum; multo inepius allegatur in materia aliam, *non virtutum* & in foro conscientie, in quo non benignior, sed tutior pars eligenda est.

Adverte quoc saltem, Govartius, quo te passio contra hos Theologos Belgas adduxit; ut his Theologis affingas perniciolosissimum & isis adeo execrabile, & publice toties ab eisdem reprobaturum *systemum*; illudque eis esse usitatum, fingere & publice eis ascribere te non pudeat; atque nescio quibus exclamationibus omnium Jurisdictionem Ecclesiasticam, hoc paradoxo per Theologos Belgas evertis, per paginas integras interpede delamare non erubueris.

Alterum æque fictitium titulum priori non absimilem, quod ad Tribunalia Laica Causæ Ecclesiasticæ criminales deferuntur, Theologis Belgis usitatum esse asserit Govartius. Non rarus (ait pag. 32.) isorum „Belgii Sacerdotum ad Regia Tribunalia titula matutinitatis aut ex Lege *Diffamari* recurrit, qui ultimus interdum tolerari possit, nisi legisimus ejus usus in abusu verteretur.

Nec de usu nec de abusu recurrit ex Lege *Diffamari* ad Tribunalia Regia hic questionem cum Govartio volo habere. At id unum peto, num Govartius, qui octo aut novem decem annis Parlamento Mechliniensis interfuit, unquam viderit, Sacerdotes Belgas, ac signanter quemquam de Theologis hisce, recursum habuisse ex Lege *Diffamari* ad hoc Parlamentum, ut se à judicio Criminali Episcoporum exempti aut sciat, aliquando „in hoc ritu ad Regia Concilia, puta Brabantie, convulsæ, ut judicium *Criminale* in foro Ecclesiastico declinet.

Ego, ut verum fatear, nullum hæcenus exemplum vidi aut audivi, nisi hoc unum. Cum in Academia Lovaniensi ejusdem Collegii Provifores intendere viderentur Præsidem ejusdem Collegii amovete à sua Præfidentia, hunc ad Concilium Brabantie ex Lege *Diffamari* recursum habuisse intellexi: at ejus recursum initium, progressum, & exitum Govartio enarrandum remitto, si conatorem sibi favorabilem & convenientem judicet: neminem enim exactius de tota ejus recusatibus sentit institutum credo ipso Govartio.

## §. IV.

*Accusantur Theologi Belge, quod adversus Episcopos, & signanter Archi-Episcopum Mechliniensem, Actiones Criminales instituunt coram Judicibus Secularibus.*

Hæcenus visum est, quam temere nullo omnino adducto exemplo accuset Govartius Theologos Belgas, quod in *materia morum & doctrina* ad Tribunalia Regia provocent, ut se ab Ecclesiasticis ordinatibus harum causarum Judicibus subducant; nunc examinandum nuda maiori cum fundamento insimulat hos Theologos, quod alios Ecclesiasticos, quin & Prælatos ac Episcopos, atque signanter Archi-Episcopum Mechliniensem conveniant coram Tribunali Regio idque in Causa Criminali: atque ex hoc capite, Immunitatis Ecclesiasticæ violatores & profanatores sint.

Ipsam primò Govartii accusationem audiamus, pag. 27. sui Certaminis. „Nec verbis & libris tantum „Immunitas hæc impetitur, sed ad executionem de-

Actum suæ procedentes viri isti, Belge Theologi, coram Judicibus istis Secularibus licet institunt, easque *Criminales* & diffamatorias, non tantum contra Clericos, sed ipsos suos *Prælatos & Episcopos*; Judicibus illis, ut innocentiam suam probent, doctrinam suam moreque judicandam submittunt; coram illis *Archi-Episcopum suum*, quod Decreta Regia amplecteretur, itaque contradictores indicasset; aggressum, concludunt, ut deductio denunciationis istius laceretur, & Archi-Episcopus injurias revocet, palinodiam canat; una eademque idem Prælatum suum, suam & Ecclesiæ Immunitatem cruciantes, Gravius certe est vulnus, quod à fratre, quod ab amicis venit, gravissimum quod à suis.

Et pag. 3. sui Certaminis, relatis verbis *Confessionis* Memorialis P. Palazol per Belgas Theologos, quibus Theologi Belge narrant, quod à D. Archi-Episcopo oblatum fuerit Regi Libellus una cum Deditione contra quinque ex his Theologis, atque ab his victimis Libellus in sui justificationem præsentatus sit, subiicit; „Interim omittunt hic indicare, quod Libellos, de quibus loquuntur, exhibuerint Confessionis *Secularibus*, coram quibus Archi-Episcopus respondere noluit, quod extitissent nec se id posse, nec debere, prohibente id Ecclesiæ.

Tota igitur Immunitatis Ecclesiasticæ profanatio, quam tantopere hic exaggerat Govartius, consistit in oblatione Libelli adversus Illustrissimum D. modernum Archi-Episcopum Mechliniensem, per quinque Theologos Consilio Regio Privato, qui hi suam innocentiam contra objecta Archi-Episcopi probare offerunt, & sane suæ reparationem possunt; neque alterius facti in toto hoc Certamine meminist Govartius, quod Prælatum quinquem Episcopos, vel etiam Ecclesiasticos *criminaliter* Theologis Belgis coram Tribunalibus Secularibus conventus aut accusatus esset, Animus non est, hic examinare, num D. Archi-Episcopus iustam rationem, sufficientemque fundamentum habuerit insinuatendi aut denunciandi Theologos hos de excessibus in suo Libello & deditione adjuncta expressis; sed hoc unum discutere animus est, num Theologi Belge per Libelli oblationem, actionem *criminales* contra D. Archi-Episcopum coram Judicibus Secularibus influerint, aut aliunde ob hæc Libelli oblationem violatæ Immunitatis à Govartio jure arguantur.

## §. V.

*Causa, occasione cuius hoc accusatio à D. Govartio adversus Theologos Belgas instituta.*

Causa, qui violatæ Immunitatis Ecclesiasticæ gravissimam querelam adversus Theologos Belgas movendi occasione dedit Govartio, hic est.

Anno 1697. D. Archi-Episcopus Mechliniensis obtulit Libellum Consilio Status, & E. S. C. adversus Pastorem S. Catharinæ in civitate Bruxellensi, qui è Gallico Latine versus exhibetur à Theologis Belgis in appendice suæ *Confessionis* sub num. 6. & integrum Gallicè ut oblatum fuit, ad calcem hujus Libelli exhibeo. In hoc Libello dicit, quod offerat S. M. in Consilio Status instrumenta hic juncta, quæ sunt (ait) „probationes convincentes variorum aliorum excessuum, magis quam ultimus est sceleris fororum & criminalium, quos dictus Pastor commisit; humillime supplicans vestræ Majestati, ut jubere dignetur ac legi & examinari in suo Consilio Status, ad statuendum id quod causæ momentum exigit pro defensione suæ Autoritatis & sapientie Potestatis Regiæ, pro sanctæ nostræ Religionis conservatione & pace publica in his Provinciis.

Libellus hic Consilio Status oblatum, erat scriptus manu D. Ottart Secretarii D. Archi-Episcopi Mechliniensis, in cujus dorso manu Domini Van Susteren, quondam etiam Secretarii & nunc Officialis Domini Archi-Episcopi inscriptum erat: *Au Roy en son Conseil d'Etat, l'Archeveque de Malines.*

Inter instrumenta huc Libello juncta, erat unum, cui titulus: *Dedictio processus criminalis Pastoris S. C.*

*S. Catharina, & adherentium ipsius*, quo non tantum Pastor S. Catharinæ, sed & alii quatuor è Theologis Belgis de variis enormissimis excessibus notantur; atque tandem concluditur: „Nunc suæ Majestati & suis considerandum relinquitur, quid ab ejusmodi Presbyteris expedandum sit, quem reverentia & obediencie erga supremos suos Principes sensum inspirant sui subditis, quibus tanta perniciosa præbent seditionis & rebellionis exempla? Si Lutherus, Calvinus & primi illorum Sectatores compressi fuissent initio, Europa adhuc tota Catholica foret, nec tot in Statu visæ essent mutationes, nec tot Provinciæ à legitimo suo Principe separate.“

Deductionem hanc è Gallico Latine versam exhibet quoque Theologi in dicta appendice sub n. 7. & ut desinatur quæstionis certius & securius judicari queat; eam Gallice, ut Regi exhibita fuit, ad calcem hujus Libelli adjiciam.

Potquam Theologi in hac *Deductio* nominati, copiam illius nacti sunt, persolverunt, Libellum offendendum Regi, quo ab impactis excessibus se justificarent, postulantes famam suam per hanc Deductionem non mediocriter lesam, restitui, Libellus hic è Gallico Latine versus extat similiter in citata appendice sub num. 8. & cum similiter Gallice, uti oblatum fuit, ad calcem hic adjiciam.

In hoc Libello variis argumentis astruere conantur Theologi suam innocentiam adversus objecta D. Archi-Episcopi; ac tum concludendo supplicant humillime Suae Majestati, „ut declare non graveur, dictas denunciations, accusationes & terminos injuriosos, quæ D. Archi-Episcopus-Mechliniensis allegat & proferit, tum in dicto suo Libello, tum in Deductione, quæ Libello jungitur, esse abusive, ficta, & veritati contraria; ac proinde mandare digneur, ut dictus Libellus & Deductio laceretur, aut saltem dictæ injuriæ, accusationes, & termini injuriosi deleantur & expungantur ea ratione, quæ Majestas Vestra expressè indicaverit, vel aliter, cum expensis & damnis. Quod faciendum, &c.“

Libellus hic Consilio Privato oblatum per apostillam ejusdem Consilii communicatus fuit D. Archi-Episcopo, qui licet iterato interpellatus, non respondit; unde tandem hoc Decretum Sessionis secutum est: „Sua Majestas decernens Sessionem intentaram per apostillam die undecima Martii præteriti, admittit supplicantes ad probandum facta per ipsos allegata, & parte ad hoc prius citata.“

Quin casus hic sit censure expositus, nec Govartius, ut credo, negabit. Discutendum nunc superest, an ratione oblationis hujus Libelli, Theologi Belgæ Immunitatis Ecclesiasticæ violatæ Rei sint-tanquam qui coram Judicibus Secularibus lites instituunt, & easque criminales & diffamatorias, non tantum contra Clericos, sed ipsos suos Prælatos & Episcopos, „ut vult Govartius.“

#### §. IV.

*An in casu proposito Theologi Belgæ actionem criminalem instituerint contra D. Archi-Episcopum Mechliniensem?*

**P**RO clariore hujus quæstionis resolutione sciendum, quod ex omnium Juris-Consultorum sententia judicium dicatur criminale, quo agitur ad publicam vindictam, sive sit ex delicto imponenda potestati corporalis ad commodum publicum, sive sit imponenda forma pecuniaria, quæ venit applicanda Fisco, „Judicium vero dicatur Civile;“ Quando agitur ad commodum privatum, sive causa descendat ex delicto sive ex contractu. „Ita ex omnium passim recepta opinione tradit Justus Clarus in Practica Criminali §. finali libri quinti quest. 1.“

Utique indubitatum est, actione injuriam agi posse criminaliter & civiliter, quemadmodum expressum est à Justiniano lib. 4. Instit. tit. 4. §. 10. ubi dicit: „In summa sciendum est, de omni injuria eam qui passus est, posse vel Criminaliter agere vel Civiliter.“ Idipsum indicatur in L. fin. C. de Van Esen, Pars VI.

*Injuris*, ipsumque injuriarum delictum privatis delictis ibidem annumeratur.

Si jus commune attendamus, per actionem *Civilem*, Actor postulat, ut Reus in tantam summam condemnatur sibi applicandam, quanti ipse injuriam æstimat, quod Justinianus significat verbis relatis immediate subjunctis: „Ex siquidem Civiliter agatur“ æstimatione facta, secundum quod dictum est, potest Reo imponitur.

At moribus hostiensis, actionem injuriarum *Civilem* plerumque inditit ad reparationem famæ & honoris, quæ convitiis & exprobrationibus, & insultationibus criminum lesa creditur, notum est.

Cum autem conclusio sive actio ad reparationem honoris & famæ tendat unice ad commodum privatum, nequaquam vero ad vindictam publicam, etiam actio hæc non Criminalis, sed mere *Civilis* est ex omniuni sententia.

Hæc, quæ nemo, qui vel in limine Jurisprudentiali salutavit, ignorat; atque apud omnes Juris-Consultos in confesso sunt, si attendere voluisset Govartius, nunquam ut credo, accessisset Theologos Belgas, quod Illustrissimum D. Archi-Episcopum Mechliniensem Criminaliter coram Judicibus Secularibus convenissent, aut actiones *Criminales* contra Episcopos coram eisdem Judicibus instituisent.

Legatur & relegatur conclusio, imo & Libellus interger ab hîce Theologis Consilio Privato adversus Libellum & Deductionem D. Archi-Episcopi oblatum, nihil omnino reperitur, quod vel in speciem *Criminalis* Judicium, aut vindictam publicam sapiat; sed & conclusio, totusque Libellus unice collimant ad reparationem famæ, quam per dictum Libellum & Deductionem ei jectam, & Regi exhibitam, enormiter lesam conquirentur Theologi; quod totum ad Judicium *Civile* pertinere non negabit Govartius.

Sed replicabit Govartius, Theologi hi in Libello suo supplicant, ut *Deductio* denunciationis istius laceretur, & *Archi-Episcopus injurias revocet, palinodiam canat*, uti ipse loquitur pag. 24.

Verum est, Theologos supplicare Regi ut declare non graveur, dictas denunciations, accusationes & terminos injuriosos, quæ D. Archi-Episcopus Mechliniensis allegat & proferit tum in dicto suo Libello, tum Deductione, quæ Libello jungitur, esse abusive, ficta & veritati contraria, ac proinde mandare digneur, ut dictus Libellus & Deductio laceretur; sed quod hæc tendunt concludendum? Nonne unice ad reparationem famæ propriæ, quam injuste & graviter lesam prætendunt? Unde, quod notandum, & Govartius dissimulavit, non simpliciter Libellum & Deductionem lacerari supplicant; sed addunt: „Aut saltem dicatur injuriæ, accusationes, & termini injuriosi deleantur & expungantur, ea ratione, quæ Majestas Vestra expedire judicaverit, vel aliter.“ Nonne hæc clausula palam declarat, se non nisi ad reparationem famæ sue concludere; hancque solam intendere? Modum autem & formam, quibus hæc fiat, etiam cum minima D. Archi-Episcopi infamia ejusque incommodo, Judicio Regii Senatus dimittentes. Quid hæc conclusio modestius, aut reverentius desiderari posset à Theologis & Presbyteris, qui se de enormissimis criminibus, & quidem coram Regi fide iniquissime accusatos non dubitabant?

Quod autem asserit D. Govartius, Theologos conclusisse, ut D. Archi-Episcopus injurias revocet, palinodiam canat: quamvis hæc conclusio in actione injuriarum sit hodie utilissima, ab hac tamen abstinent Theologi ob reverentiam D. Archi-Episcopi debitam; nec scio quibus oculis conclusionem Theologorum legerit Govartius, ut asserere poterit, Theologos conclusisse ut D. Archi-Episcopus injurias revocet, palinodiam canat: cum nec verbum in Theologorum conclusione de hac revocatione aut palinodia occurrat.

Sed si ad revocationem injuriarum, aut palinodiam conclusissent Theologi, eam, quæ alias eis deberetur modestius & reverentius erga D. Archi-Episcopum laudem forsan amississet; sed propterea contra D. Archi-Episcopum nec *criminaliter* conclusissent, nec actiones *criminales* instituisent.

An forsitan asserit D. Govartius actionem, ad palinodiam tendentem?

*hædum non criminalem, sed civilem reputari?*  
 Neque enim instituitur, ut vel corpori poena infligatur, nec quicquam applicetur Fisco, sed tantum ut honori & estimationi ejus, qui læsus est, condoleatur. ut post Mylingium & Andream Gail loquuntur Arnoldus Vinnius ad citatum §. 10. quem inducit Auctorem D. Govartius adhuc studiosus Juris evolvit.

Audiat & D. Stockmannus *Desif.* 108. dicentem, actionem criminalem injuriarum ære hodie adniti; & læpius (ait) publicam negari vidi; consensibus plerisque sufficere debere privatorum persecutionem, quæ ad palinodiam & multam honorariam tendit.

Attendant Govartius, D. Stockmannus persecutionem, quæ ad palinodiam tendit, non publicam, & criminalem, sed privatam ac civilem reputare. Si hi non sufficiant, addat Paulum Christophum ad Consuetudines Mechlinienses tit. 2. art. 4. num. 23. plurimos in eandem sententiam citantes, atque inter alios Binsfeldium asserentem, "sententiam, qua dicitur eam actionem ad recantationem esse civilem, communem calculo & usu Imperialis Cameræ acceptam, ac proinde merito amplectendam.

Et Zypæus in Notitia Juris Belgici tit. de Injuriis num. 3. notat, moribus obtinuisse, ut palinodia exigatur, qua recantationem famæ spectat, adeoque CIVILIS est.

Deputus ergo, quod hi Theologi adversus D. Archi-Episcopum concludunt, ut injuriæ revocaret, & palinodiam cerneret, quod non fecerunt tamen, inopsum & contra notitiam Juris principia hinc conficiunt Govartius, Theologos Belgas adversus Episcopos actiones criminales instituisse: qui per similem conclusionem upice ad recantationem propriam suam concludunt.

Sed quid plura? Ignorat ne Consiliarius Parliamenti Mechliniensis, moribus hodiernis, nemini, exceptis Officialiis publicis, fas esse instituire actionem criminalem ad vindictam publicam? Si hoc ignorat, inspiciat notas Christifini ad Bugnionem lib. 1. cap. 13. & ibidem reperiet notatum: "Hodie solus Fiscus ejusdemque Procurator publicam ex crimine vindictam, ceteri privatam tantum interesse persequuntur: quod & ita in Belgio observatur.

Audiat & Petrum Gudelinum de jure nevissum lib. 3. caput. 14. dicentem: "Quilibet olim secundum juris Romani regulam accusator esse potuit: sed moribus nostris licet quisvis ad indicandum denunciandumque flagitium admittatur, tamen unus qui ex officio, nomine Fisci seu Reipublicæ, actionem criminum persequitur, atque in Tribunalibus Regis Procurator Generalis seu Regius; in Tribunalibus autem Episcoporum, nec non hujus Universitatis, Promotor vocatur: quod optime videtur introductum, quandoquidem nemo privatus personam accusatoris absque summa invidia & odio illius quem accusat, amicorumpque ejus suscipere potest.

Si hi Govartio non sufficiant, addeat & alios ejusdem præpositos testes, quos citat D. Christifinus loco citato.

Quomodo ergo Theologi Belgæ, qui nulla ad agendum publica auctoritate sunt instructi, actiones criminales adversus Episcopos instituerint? Nonne eos tantquam incompetentes actores, Consilium Privatum à limine judicii repulsi? Nisi forsitan hujus Consilii Secretares, æque ac Govartius, hujus notitiae & vultu gaudisse præcos ignoros fuisse dicamus.

At dicet forsitan Govartius; Theologi Belgæ non quidem dicunt D. Archi-Episcopum criminaliter convenire; sed, ut adversus ipsum criminalis actio institueretur per Fiskalem Regium postularent, aut saltem eum in hæc denunciarent.

Verum est, telle D. Stockmanno citata *Desif.* 108. interdum actionem publicam concedi ob injurias illatas. "si is qui magistratum gerit in publica functione nec munici sui læsus sit, vel aliunde in communem plurimum detrimendum sedundet, aut speciem Libelli famosi contineat, vel atrociter facti vel dicti coercitionem extra ordinem postulet: "sed hujusmodi actionem publicam adversus D. Archi-Episcopum institui postulare Theologos Belgas, aut eum in

ancum hunc denunciassent, calumniosum & ab omni specie veri remotissimum est.

Examinetur & disputetur Theologorum non conclusio gonorax, sed intentus, quantum est Libellus, & videatur, num vel unicum joia sit, hujusmodi accusationem aut denunciationem vel insinuant.

Non difficit, quod non sine fundamento similis denunciationis ad actionem publicam & criminalem contra D. Archi-Episcopum æqui possint Theologi Belgæ, si ob atrocitatem criminum ipsi impossibilium concludunt in casu non probationis, quemadmodum ipse D. Archi-Episcopus ad suo contra Theologos Libello & Deductione concludit, ut nimirum S. M. jubere dignetur "ea legi & examinari in suo Consilio Status, ad Ratendum id quod cause momentum exigit pro defensione sue auctoritatis, & supremæ Potestatis Regiæ, pro sancta nostra Religione conservatione & pace publica in his Provinciis.

Abstinet autem, quod Theologi, Belgæ hujusmodi adversus suum Archi-Episcopum conclusionem n. caperent, sufficit ipsi propria fama prospicere, quam fibi pro regimine populi aut Cleri, cui præsent, necessariam judicabant; ejusque restaurationem modeste & humiliter postulare, nulla vel in speciem accusatione aut denunciatione ad penam publicam, imo nec ad recantationem aut palinodiam contra D. Archi-Episcopum insinuant.

## §. VII.

An Theologi recte coram Consilio Regiæ egerint etiam illiter ad recantationem sue famæ?

EX Theologorum Libello, quem Consilio Privato contra Libellum Illustrissimi D. Archi-Episcopi Mechliniensis & Deductionem ei antea obtulerunt, evidenter probavimus, nec in speciem hos Theologos, actionem criminalem contra Archi-Episcopum coram Consilio Privato instituisse; aut ipsam criminaliter accusasse; sed unice postulare recantationem famæ, quam enormiter læsam vel illius Libellum & Deductionem ei junctam præstabant, idque per actionem mere civilem.

Quid autem in hac postulatione aut exhibitione Libelli contrarium Immunitati Sacerdotum Belgii in easdem personalibus, præsertim criminalibus, pro qua Ceteratenus suscipit D. Govartius?

Nonne Libellus una cum Deductione ex parte D. Archi-Episcopi Regii erat oblatas? Nonne consequenter de criminibus & excessibus in Libello & Deductione expressis apud Regem erant delati, & insamati Theologi?

Quid igitur naturalis, juriq; conformis, quam ut Theologi se a criminalibus objectis purgare, suamque innocentiam probare contendant coram Rege, apud quem de criminibus excessibusque delati & insamati erant; suæque famæ reparacionem petant ab eo Tribunali, coram quo famam suam enormiter læsam præstabant?

Quid hic, amabo te! Govarti, Immunitati Sacerdotum Belgii adversum? num fors Immunitas Sacerdotalis præcipere Sacerdotibus facultatem, se de criminibus objectis purgandi apud eum Judicem, coram quo se falso accusatos aut delatos esse credunt? An hæc Immunitas impedit, quominus Sacerdotes aut Theologi Belgæ recantationem propriæ famæ petant à Regio Tribunali, si sciant ibi per falsam accusationem famam suam enormiter læsam?

Dicit Govartius pag. 59. "Hic (in Libello & Deductione Regi oblatis) aliud nihil agit Prælati impiger, quam veluti Belgii Primas, & Status utriusque Minister fidelis, obedire mandato Regio & sui Celsitudini.

Tum rursus refert Literas S. C. E. ad Archi-Episcopum die 7. Novembris 1695. quibus ei communicant mandata Regia, "ut perspecta habeat omnia iis contenta, nihilque sit, quod non quam accuratissime me servare & executioni mandemur. Simul moneant, ut vel minimas illarum transgressionem sibi aut Consilio Status denunciaret, ut opportuna remedia essentur.

Hic relatis subdit Govartius. „Patrie monitis Archiepiscopus, ut Status Minister, oppositioris & Decretis Regis contrarios conatus indicavit Confessio Status; in quo igitur peccavit denunciando; quid mali fecit obediendo?

Nollem ergo accusare D. Archiepiscopum; neque hic discutere, num hanc denunciationem conformiter ad mentem Regis, atque S. E. Celsitudinis mandatis obediendo, recte influerit.

Hoc scio, Theologos pretendere; imo nec dubitare, se de conatibus contrariis Regis mandatis, aliisque gravibus excessibus, ab Archiepiscopo falso ac sine ullo plane fundamento esse delatos seu denunciatores; an id fundare, an infundate praeferant, hic non quaeritur.

Illud quaeritur, utrum per Litteras S. E. Celsitudinis supra relatas, ita mandatum sit D. Archiepiscopo, vel minimas mandatorum Regiorum transgressiones S. E. Celsitudinis vel Consilii Status denunciare, ut integrum non sit denunciatis, se à transgressionibus, aut excessibus obicibus purgare, innocentiamque suam probare; atque propriis fuisse reparationem postulare, si se falso delatos probare possent.

Sane omnibus subditis Regis juris naturalis ac positivo mandatum est, denunciare omnes, qui in personam Regis ejusque Statum machinari & insidias struere sciuntur.

Quis tamen dices, de simili alicui crimine laesa Majestas ut rebellionis accusatus, vel denunciatus, non esse integrum, se de hoc crimine defendere, suamque innocentiam ostendere, & propriis fuisse reparationem petere?

Demus igitur, D. Archiepiscopum denunciasse Theologos istos, ut Regis mandatis & Litteris S. E. Celsitudinis, cum idcirco Theologi à sua defensione, omnibus juris naturalis competente, erant exclusi; integritatemque eis amplius non erit, ostendere, accusationes vel denunciations adveniens se institutas esse falsas; sanamque suam calumnieose lacratam; ipsique D. Archiepiscopo similes denunciations instituenti per ipsorum adversarios esse subreptam.

At forsitan dices Govartius, hanc defensionem innocentiae, propriisque fuisse reputationem petere coram Judice Ecclesiastico debuissent Theologi.

Itaque vero, accusati vel denunciati coram Rege, defendere se debuerunt, aut fuisse repositionem coram Judice Ecclesiastico postulare remiserunt? Haec Consilium Regio necesse quomodo incidere possent.

Dicunt Theologi in libello Regi oblato; „Instrumeta & denunciations, quae adeo atroces contra ipsos accusationes continent, cum strepitu oblatae fuerunt S. E. Celsitudinis per Ecclesiam Belgicam Provinciam, & totius Corporis Ecclesiastici in hac Provincia Caput. „Estant indubie in Tabulario Consilii Vestri Sanctioris, ad Aulam Vestram verosimiliter mixtae sunt; à Ministris Vestrae Majestatis lectae in Consiliis; Posterioritati conservari possunt; quin & accider fortassis, ut aliquando data occasione proferantur in detrimentum memoriae Supplicantium, honoris, nominis & fortunae eorum, qui de similia illorum sunt, veluti ad repellendum eos à munus, Officiis, aut Beneficiis, Capitulis, ubi solet circa probitatem & bonam Majorum famam rigidissime inquiri.

Dein concludunt; „Quare Supplices teneri se credunt ut non patiantur fidei fuisse familiis hanc notam adhaerere, nihilque omittent quod necessarium sit ad averendum dedecus, detrimentum, & opprobrium, quod vel ipsi decipere vel ipsorum Confanguinei inde possent perferre.

Nunc dicat Govartius, an coram alio, quam Re-

gio Tribunali adversus hanc remedium postulandum fuerit à Theologis? Num forsitan Judex Ecclesiasticus à Theologis interpellandus fuisset, ut hic à Tabulariis Regiis extrahi, sacracl, aut corrigi juberet instrumenta Regi oblata, & in ejus Tabularia relata?

Non credo, quod Govartius veller Parlamentis sui Tabularia Judicii Ecclesiastici subijcere; aut ei de instrumentis & denunciationibus suo Parlamento oblatis judicandi aut disponendi auctoritatem tribuere.

Et quis unquam audivit, Judicem Ecclesiasticum in Belgio adeundum esse, ut de his quae Consiliis Regiis exhibita sunt, eorumque Tabulariis inserta, cognoscat Judex Ecclesiasticus? nisi forsitan Parte instantis, vel Consilio Regio ex officio ita judicante, ad Judicem Ecclesiasticum Consilii auctoritate causa cum instrumentis remittatur.

Uterius scribit Govartius pag. 59. D. Archiepiscopus nihil aliud egisse, nisi parendo Mandatis Regis, oppositioris & Decretis Regis contrarios conatus indicare Consilio Status. Ergo fatente Govartio, agitur de oppositioribus & conatibus contrariis Decretis Regis. Et quis, quod, de his Judex competens, nisi Rex, de cujus Decretis agitur, & quibus se opponere, & contrarios conatus struere accusantur Theologi?

Imo, asserente D. Archiepiscopo in suo Libello supplicis Regi oblato, de adeo enormibus excessibus quolibet erat, ut dicat, eorum cognitionem privative spectare ad Consilium Status cum exclusione Consilii Brabantiae, eo quod sint supra cursum iustitiae ordinarium, cum Status & Religionis conservatio inde penderet, & Auctoritas supremamque potestatem Regis tam valide illic tangantur, & ledantur tam graviter.

Si igitur, asserente ipso D. Archiepiscopo, ageretur de tam enormibus excessibus, ut nequidem supremum Brabantiae Senatus iis cognoscendis fuisset, sed privative eorum cognitio ad Consilium Status pertineret; qua specie conquiri potest D. Archiepiscopus, ejusque Vicarius Generalis D. Govartius, dum coram Rege super his Judicium perunt Theologi, ut nimirum, si rei probentur, condemnentur & puniantur, sin minus, absolvantur, & innocentes declarentur. Nam, ut recte in suo Libello notant Theologi, ad quem Judicem spectat Supplices condemnare, si rei sint; ejusdem est, si rei non sint, eos absolvere.

Nobis ergo aperiat Govartius, in quo Theologi & Sacerdotes Belgae contra formam iudicii peccaverint, aut violant Immunitatis Ecclesiasticae rei sint, vel etiam Illustrissimum D. Archiepiscopum irreverentes fuerint, qui coram Rege, apud quem de oppositioribus & Decretis Regis contrariis conatibus, quin & excessibus privative ad cognitionem Consilii Status spectantibus delati fuerant, de objectis hifce excessibus se purgare posse putant, innocentemque declarari postulant?

Licet circa violationem Immunitatis Sacerdotum Belgii D. Archiepiscopo de hifce criminibus apud Regem deferre Theologos & Sacerdotes Belgas, fuisseque Majestati supplicare, ut „jubere dignetur instrumeta hic juncta legi & examinare in suo Consilio Status ad statuerendum id quod causa momentum exigit pro defensione suae Auctoritatis, & summae Potestatis Regiae, pro sanctae nostrae Religionis conservatione, & pace publica in hifce Provinciis, quemadmodum concludit per libellum S. E. Celsitudinis oblato; Quidam ergo circa violationem Immunitatis saltem licuit, Theologis & Sacerdotibus coram Judice Regio prius accusatis & provocatis, coram eodem se defendere suamque innocentiam probare; atque concludere, ut si rei non sint, innocentes declarentur, famaeque laesa reparetur.

# A P P E N D I X M O N U M E N T O R U M

Ad hanc Concordiam pertinentium.

## I.

### BULLA MARTINI V.

#### D E

Cognitione Possessorii Rei Spirituali coram  
Consiliis Regie.

**M**ARTINUS Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Romani Pontificis providentia circumspici nonnunquam getta & ordinata per eum, ne lites & scandala pariant, dilucida & declarata, prout locorum & temporum qualitate pensata in Domino conspici expedit, Duorum siquidem in nostri Apostolatus primordiis provisio, considerantes, quod licet Clerici & Ecclesiastici persone, qui suas causas & querelas, in iis precipue quæ de jure vel consuetudine ad forum Ecclesiasticum pertinere noscuntur, eo temere derelicto secularibus iudiciis se submittere, seu partes sibi adferas ad forum de jure vetitum convenire vel trahere præsumebant, gravibus proinde poenis tam spiritualibus quam temporalibus, etiam jure disponente alligarentur: poenas tamen ipsas non sine præfixi subitis periculo sapienter habere videbantur in contemptum. Nos qui ex debito Pastoralis officii salutem querimus singulorum, super his opportune providere volumus, & statim & ordinamus quod quicunque ex Clericis & personis elidit de cætero ita talis præsumptionis existit, nisi de hoc in quibuscunque concessionibus, dispensationibus & gratiis per eum à nobis impetrandis ab eo specialiter & expressim mentionem faceret, quod inde sibi super hoc opportune providere valeret pro sua cautela salvis, eo ipso enim commodo caret eorum, ipsarum concessionis, dispensationis & gratiarum totaliter inefficaces, nulliusque roboris vel momenti existens, & nihilominus poenæ Canonum contra tale locum haberent & etiam declararentur, prout in quadam Ordinatione nostra super hoc edita, & in libro Cancellarie nostræ descripta & publicæ laevis continetur, Cum autem, sicut pro parte clarissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum Illustris nobis fuit expositum, à nonnullis revocetur in dubium, an perhujusmodi nostram Constitutionem derogari voluerimus juri & jurisdictioni Regie, præsertim in casu possessorii retinentis possessionis, super quibuscunque Ecclesiæ & Beneficiis Ecclesiasticis suorum Regni Franciæ & Dolphinatus Vienneensis, per quam jurisdictionem præfatus Rex sibi licere asserit in omni casu etiam iuridice tueri possessoris: Nos ad omnia ambiguitatis tollendum dubium, super his opportune consulere & providere volumus, ejusdem Regis in hac parte supplicationibus inclinati, auctoritate Apostolica tenore præsentium declarationis nostræ intentionis non fuisse, neque esse, per prædictam aut quantuncunque aliam Constitutionem nostram eidem Regi, & ejus Regie Jurisdictioni, per quam, sicut asseritur, tam ipso quam progenitores sui super hujusmodi possessorio à tanto tempore, citra quod de ejus contrario memoria hominum non existit, conservaverunt cognoscere, in aliquo derogari voluisse aut velle quocummodo: decernentes partes molestatas super eorum conservatione ad suorum Beneficiorum possessionem ipsius Regis auxilium implorantes, dummodo in contemptum Jurisdictionis & libertatis Ecclesiasticæ, & ut partes sibi adversas in rebus Ecclesiasticis diutius perturbarent, hoc non fecerint, poenas in dicta nostra Constitutione contentas nullatenus incurrisse aut debere incurere quovis modo. Per hoc autem nullum jus seu Jurisdictionem in præmissis cognoscendis eidem Regi de novo

acquiri volumus, sed antiquum si quod habet tantummodo conservari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Genezani Præfati, Diocesis, 12. Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno nono. B. DE MONTEPOLITAN. T. BATENSEN. & a tergo, Regist. in Camera Apostolica.

## II.

### BREVE LEONIS X.

De eadem Materia.

*Dilectis Filiis Præfatis & Consiliariis, Parliamentis Curia Tolosane Leo Papa X.*

**D**ilecti Fili saltem & Apostolicam Benedictionem. Intellesimus item hujus controversiam super possessore Monasterii S. Petri de Salmo, & Prioratus S. Saturnini de Portu in Ponte S. Spiritus Ordinis Cluniensis, quæ olim certo modo vacante Dilecto Filio Magistro Joanni de Anseduna Litterarum Apostolicarum Abbreviatori, per eum quoad viveret tenenda & gubernanda auctoritate Apostolica commendata fuerint, inter eundem Joannem & certos ejus Adversarios coram vobis iudicibus pendere. Nos autem eundem Joannem ob gratia obsequia quæ tam ipse, quam bonæ memoriæ Rossignus Archiepiscopus Ebrodunensis ejusdem Joannis Patrus dum viveret nobis impendit, & quæ idem Joannes adhuc impendere non desistit, gratiose favore prosequi volentes, horumque vos in Domino, ut pro nobis & Apostolica Sedis reverentia eidem Joanni in præmissis iustitia mediante assistatis, ac auxilium, & favores opportunos præbeat, Vos in præmissis taliter gerentes, ut apud nos & Sedem eandem non immerito commendari valeatis. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 17. Novembris 1513. Pontificatus nostri anno primo.

## III.

Libellus Supplex Statibus Brabantie oblati ex parte plurimorum Ecclesiasticorum:

*Quo petunt ut nemo nisi auditis coram legitimo Judice puniatur: & ut executioni mandentur Brevia Apostolica.*

A MESSEIGNEURS,

Messieurs les Etats de Brabant.

**U**N grand nombre de Theologiens de l'Université de Louvain, & d'autres Ecclesiastiques de la Province de Brabant, s'adressent à vos Seigneuries Illustrissimes avec d'autant plus de confiance, qu'ils se flament, que vous regarderez l'affaire qui les y oblige, non comme leur affaire particulière, mais comme la cause de la Religion, de la Justice, & de la Patrie. C'est la cause de la Religion, puis qu'il s'agit de la doctrine de la Foy dont on les accuse de violer la pureté par des erreurs: C'est la cause de la Justice, puis qu'on les traite d'hérétiques déclarés, sans aucunes procédures de Justice: C'est la cause de la Patrie, puisqu'ils leus Adversaires, pour



les opprimés plus aisément, soulent aux pieds les Loix fondamentelles de l'Etat, & les Privilèges les plus sacrés du Pais, qui ont toujours fait la fureur du Public, & le salut des particuliers. Cas vous jugez bien tres-honorez Seigneurs, que rien n'est plus contraire non seulement à l'équité naturelle, & aux Loix divines & humaines, mais encore aux plus authentiques Privilèges de ces Provinces, qui les catholiques des Adversaires des Supplians, qui fustent la lumiere & la justice des Tribunaux ordinaires de la Patrie, portent à leur insu contre eux des accusations capitales au-delà des Monts à la Cour de S. M. ou lesdits Supplians ne sont point connus, ou ils n'ont personne pour se défendre contre des Adversaires, qui y ont beaucoup de crédit & de toutes sortes de secours. La ces Adversaires exposent tout ce qu'il leur plaît sans contradiction; ils emportent que leurs accusations ne soient communiquées à leurs Parties, & ne soient renvoyées aux Confessés établis dans ce Pais; surprennent des Sentences & des ordres terribles, pour être exécutés par voye de fait, sans formalitez, sans appel, sans ressource, comme ils ont fait tout nouvellement, ayant obtenu de S. M. des Ordres, en date du 7. Novembre 1695. que l'on ait à exclure des Officiers, Benefices, Charges & Emplois Ecclesiastiques; tous ceux qui sont suspects de Janfenisme, de Rigorisme, & de Nouveauté. Ils ont même obtenu des interdictions, pour ôter la connoissance aux Juges naturels de nos Causes, au Conseil même de Brabant, de peut que l'Innocent ne trouve quelque protection dans la Justice ordinaire des lieux ou sont les Supplians, contre les surplices & artifices de ceux qui les calomnient.

Vos Seigneuries Illustrissimes qui sont regardées avec raison comme les Peres de la Patrie, les Conservateurs des Privilèges du Pais, les Défenseurs de la liberté publique, jugent assez par leur lumiere combien tout cela est éloigné des mœurs de nos Peres; combien contraire au bien de l'Etat & à la fureur de la vie, des biens, du repos, & des personnes de tous ceux qui le composent; elles n'ont pas de peine à comprendre, que c'est donner atteinte aux plus anciennes de nos Loix, de passer par le fondement la liberté de ces Provinces, appuyer sur la Parole sacrée de nos Princes, & sur le Serment solennel que notre Auguste Monarque a fait sur les Saints Evangiles à son joyeux avènement à la Couronne, de conserver ces Privilèges, & de ne permettre jamais qu'aucun de ses Sujets de cela soit jugé autrement, que par les voyes ordinaires de la Justice, & devant les Confessés du Pais.

C'est, Nostre Seigneurs, pour la conservation de ces Privilèges, que les Supplians ont recouru à l'intervention de vos Seigneuries Illustrissimes; ils ne demandent point que l'on étouffe les plaintes & les accusations qui pourroient être faites contre eux par qui ce soit. Ils sont prêts de repandre de leur doctrine & leur conduite, devant tous Juges legitimes & non suspects.

Ce qu'ils demandent uniquement, est de n'être pas jugés hors du Pais, ni sans les formalitez ordinaires de la Justice, ni traités plus indignement ni plus injustement, que les plus grands criminels, à qui la protection des Loix n'est jamais refusée, quelques fois & violens que soient contre eux les prejugés de leurs crimes.

Et les Supplians le demandent avec d'autant plus de justice, que le S. Siege ayant pris une connoissance tres-exacte de leur doctrine & de leurs maximes, demande pour eux la même chose par ses Brefs.

Les Supplians requièrent donc tres-humblement, Nostre Seigneurs, l'intervention puissante de vos Seigneuries Illustrissimes, pour obtenir de S. M. que les Loix & les Privilèges du Pais soient religieusement observés à leur égard, en sorte qu'il ne soit point procédé contre eux par voye de fait, mais devant les Juges legitimes de la Province, & selon les formes de droit, dans toutes les Causes qui les regarderont.

Secondement, que puis qu'il a plu à S. S. d'en voyer des Brefs à M. l'Archeveque & aux autres Eveques de ces Provinces, pour terminer avec equité les contestations qui troubloient le Pais, & empêcher les vexations & les injustices que pourroient souffrir les foibles par le credit des plus forts, S. M. ait la bonté de donner les Ordres, pour les faire exécuter selon leur teneur; & en conséquence, que personne ne puisse prétendre, ni traiter comme Janfeniste, Rigoriste, ou Novateur, ni ensuite compris dans les Ordres foudroyés de S. M. qu'après qu'il aura etcite, jugé & déclaré tel, selon l'ordre de la Justice.

Troisiement, qu'il ne soit permis à aucun Supérieur Ecclesiastique ou Seculier de ces Provinces, de rien entreprendre contre le repos ou la personne des Ecclesiastiques, ni de les troubler dans l'exercice ou la possession de leurs Charges, Fondions ou Benefices, qu'après qu'il les aura fait adjourner pardevant les Juges compétents, pour procéder contre eux dans l'ordre de la Justice, s'il y a de justes plaintes à leur charge, par lesquelles il ait lieu de leur faire le procès.

Et les Supplians continueront de prier Dieu pour la conservation de vos Seigneuries Illustrissimes, & pour la prospérité des Etats de la Province.

## IV.

Alter Libellus Supplex Statibus Brabantie oblatum, quo exhibentur commissæ inobservatæ Privilegiorum Patriæ.

## A MESSEIGNEURS,

Messigneurs les Etats de Brabant.

UN grand nombre de Theologiens de l'Université de Louvain, de Chanoines, Arch-Prêtres, Pasteurs, Vice-Pasteurs, Confesseurs, & a tres Ecclesiastiques de la Province de Brabant, dont la Procura ion a été produite devant vos Seigneuries Illustrissimes, & qui a été depuis signée par un grand nombre d'autres, s'adressent de nouveau à vous, Messigneurs, comme aux Peres de la Patrie, aux Conservateurs des Privilèges du Pais, & aux Défenseurs de la liberté publique, pour leur exposer tres-humblement, qu'ayant présence depuis peu de temps à vos Seigneuries Illustrissimes une Requête, où ils leur remontrèrent tres-humblement, que depuis plusieurs années en ça, on a fait plusieurs notables inobservatæ des Privilèges du Pais, afin qu'il leur plut penser à des moyens efficaces, d'y remédier, & faire observer la voye de la justice dans les occasions y mentionnées; Elles auroient fait connoître aux Supplians par leur Apostille, qu'Elles ne s'en voyaient pas quant à présent aucune manière qui concernât les Privilèges du Pais, ce qui les oblige à recourir de nouveau à vos Seigneuries Illustrissimes, pour leur exposer plus en détail lesdites inobservatæ arrivées à l'égard du premier Article de la Joyeuse Entree, qui continrent:

1. Que le Roy ne fera ni ne souffrira point, qu'il soit fait aucune violence, en quelque manière que ce soit, aux Habitants de la Province.
2. Que S. M. n'agira & ne souffrira point, qu'on agisse à l'égard des Sujets, autrement que par la voye de la Justice.
3. Que Sa Majesté les gouvernera tous par cette même voye de la Justice, conformément aux Droits & aux Coutumes des lieux, c'est à dire par les Juges legitimes établis dans le Pais.

Suivant ce premier Article, que les Ducs de Brabant ont toujours juré d'observer, la Province s'est par le passé maintenue dans cet usage & ce Droit inviolable, de ne reconnoître point d'autres Tribunaux, ni d'autres Juges, soit Ecclesiastiques ou Seculiers, que ceux qui sont établis de toute ancienne dans le Pais, & d'y être renvoyés, pour y poursuivre toutes leurs affaires, & y être jugés dans l'ordre du droit, & selon les procédures ordinaires de la Justice, sans pouvoir jamais être traduits ailleurs, ni priver de leurs Droits, qu'après avoir en la liberté de les défendre, ni traiter en aucune manière par voye de fait.

Les Supplians uniquement appliquez à ce qui est de leur état, ne sont pas si bien informés de ce qui se passe à cet égard dans les affaires Civiles & Seculieres; mais pour ce qui regarde les affaires Ecclesiastiques, il y a longues années qu'ils gemissent dans le silence, d'y voir de tres-grands desordres, & des maux inévitables par l'inobservatæ du premier Article de la Joyeuse Entree, par la privation de liberté dans les Corps Ecclesiastiques, & particulièrement dans l'Université de Louvain, & par les atteintes souvent données aux Privilèges du Pais.

Le respect & l'amour de la pais ont long temps fermé la bouche à ceux qui en souffrent davantage, mais le mal qui on arrive de multiplier à fort depuis quelque temps, & l'engend d'une ruine totale, pour l'Université de Louvain, pour



pour l'Ordre Ecclesiastique, & pour tout le bien qui en dépend, leur paroit si visible & si proche, qu'il y va de leur salut de n'être pas plus long-temps sans en avertir vos Seigneurs Illustrissimes, afin que par leur prodence & sage intervention, ils contribuent à attester le cours des maux véritables qui se glissent, sous le pretexte de remédier à des maux chimeriques & imaginaires.

Ce n'est point une terreur panique, qui fait parler ainsi les Supplians, ce n'est qu'après un grand nombre de vexations souffertes avec beaucoup de patience, & par la vue d'une infinité de maux qu'ils voyent près de fronder sur cette pauvre Université, & sur toute l'Eglise Beligie, ensuite des ordres rigoureux venus d'Espagne depuis quelques mois, à la sollicitation de certaines personnes puissantes, qui ont trouvé moyen de supréprimer le Religion de S. M. par des accusations avancées, avec d'autant de confiance, que si ceux qu'ils en chargent avoient été juridiquement convaincus des crimes qu'ils leur imputent, ou qu'au moins ils en fussent légitimement soupçonnés, quoy que ces accusations n'aient point fondement qu'un zèle qui n'est pas selon la science, mais qui n'est que le fruit d'une aveugle prévention. Cependant à la faveur de ces accusations ab-jurées fausses, ils ont surpris les derniers ordres venus d'Espagne, dont il y aura toujours sujet de craindre qu'on n'abuse contre l'ordre de la Justice.

Ces Ordres envoyez le 7. Novembre dernier à M. l'Ascheveque, au Conseil de Brabant, & au Magistrat de Louvain, sont visiblement surpris par de faux exposités, comme vous le jugerez, Messieurs, quand vous scaurez en quoy ils consistent: Car dans ceux qui ont été envoyez au Magistrat de Louvain, après avoir enoncé, *Qu'en conformité des Ordres réitérés du Roy, il conviendrait d'exclure toutes les Provisions qui se présenteront, tant des Dignités Ecclesiastiques, que des Charges Seculières, les personnes qui se trouveront suivre la doctrine de Janfenius, ou qui seront soupçonnées d'être Rigoristes ou Novateurs, comme aussi leurs adhérens & protecteurs; & qu'enfin il est nécessaire de prévenir, que ceux qui sont suspects d'adhérer à la doctrine de Janfenius, ne fassent pourvus d'aucunes Prêbendes, de Collèges dans l'Université de Louvain, afin que la jeunesse ne soit pervertie, mais bien élevée & instruite à la bonne doctrine; on interdirait seulement au nom & de la part de S. M. au Magistrat de Louvain, de conférer à des personnes adhérens à cette doctrine, ou suspectes de l'être, aucunes Régences, Prêbendes, Leçons & Benefices, qui sont de la Collation dudit Magistrat en ladite Université, & ailleurs, à peine de nullité.*

Vous voyez, Messieurs, comment les Habitans du Pais sont accusés devant S. M. du crime d'hérésie, de former des sectes pernicieuses, d'être de dangereux Novateurs, de corrompre la doctrine de l'Eglise, & d'être capables de pervertir la jeunesse; & vous voyez en même temps, que sans parler d'aucunes informations, ni d'accusations dans les formes de Droit, ni d'instruction de proces, ni de procédures judiciaires, ni des Tribunaux du Pais, d'aucuns Juges légitimes pardevant qui les accuse & les suspects puissent avoir la liberté de se défendre & justifier, ou y commence par exécuter contre les Sujets du Roy, les peines les plus rigoureuses & plus infamantes dont les Ecclesiastiques puissent être punis, & qu'on n'y parle que d'exclusions de Régences, de Prêbendes, de Leçons, de Benefices, & de toutes sortes de Charges & d'Emplois dont ils peuvent être capables.

Loin même de renvoyer les accusés pardevant le Conseil de la Province, & de laisser au moins aux Sujets du Roy la liberté d'y recourir, pour y soutenir leur droit & leur innocence, on leur ferme la porte de cet asyle, qui a toujours été le refuge des innocens accusés par la violence des plus forts, & qui est même ouvert aux criminels les plus osés: Car les Adversaires des Supplians suspectant par un attentat à l'honneur de la Justice & l'équité du Conseil de Brabant, qui n'est toujours signalé par son zèle pour le service du Roy, & par sa fermeté pour le maintien des Loix & de la Justice, ils ont eu assez d'artifices pour surprendre à la Cour de S. M. un ordre qui interdit au Conseil de se mêler ni protéger aucune Instance ou procu-

tion que l'on voudrait former pardevant ledit Conseil de Brabant, soit à titre de possesseur, ou autrement, contre les dispositions & Ordonnances que les Evêques ou Diocésains pourroient avoir fait ou feroient cy après, pour cause de doctrines & maux des Ecclesiastiques. Ce sont les paroles des Ordres envoyez à ce Conseil le 7. Novembre dernier.

Ce n'est pas que les Supplians ne reconnoissent, que le Jugement des accusations faites en matière de doctrine, & des meurs des Ecclesiastiques, appartenant de droit à l'Innocence des Evêques, mais il n'y a personne qui ne demeure aussi d'accord, que tout s'y doit faire par les voyes de la Justice, & avec les procédures ordinaires. Cependant il peut arriver, & il n'arrive que trop souvent, comme les exemples récents cy-après mentionnez le prouvent clairement, que les Juges Ecclesiastiques se voyant appuyez de l'autorité des Puissances, se dispensent aisément d'employer ces voyes de la Justice, & se mettent en possession de priver par voye de fait de leurs Emplois, les Ecclesiastiques de leurs Diocèses. C'est pour cela que S. M. comme Protecteur de la justice, s'est réservé la connoissance du possesseur, afin d'empêcher qu'il ne soit fait aucune violence à ses Sujets, & qu'ils ne soient pas accusés par le crédit des plus forts, en les mettant par voye de fait hors de leur possession.

C'est ce à quoy S. M. s'est obligée devant Dieu par le premier Article de la Joyeuse Entrée, & ce qu'on prétend rendre effectivement inutile par les ordres signifiés au Conseil de Brabant.

Votre lumiere, Messieurs, vous fait assez connoître que cette surprise est pour le Public d'une terrible conséquence; il ne s'agit pas icy de quelques particuliers, tout l'Etat y est intéressé. Ce traitement fait sans aucun sujet légitime à un Tribunal aussi vénérable & aussi nécessaire qu'est le Conseil de Brabant, à qui on arrache par voye de fait une infinité de Causes des plus considérables, est une playe qui blesse la Province dans toutes ses parties. C'est un coup qui sappe par les fondemens la liberté publique, & les Privilèges du Pais; car en liant les mains à ce Conseil, on expose toutes sortes de personnes à la vexation des plus puissans, on les dépouille de la protection des Loix, & on les livre, pour ainsi dire, à leurs ennemis, sans leur laisser aucun moyen de se défendre.

De plus, il ne faut pas s'imaginer qu'on n'en vaille icy qu'aux Ecclesiastiques; car outre que quand cette manière de traiter les Sujets du Roy sera une fois introduite, il sera aisé de faire dans une autre occasion contre les Seculiers, ce qui est ordonné dans celle-cy contre les Ecclesiastiques: Vos Seigneuries Illustrissimes remarqueront, s'il leur plaît, que dans l'Ordre envoyé au Magistrat de Louvain, il est expressément parlé d'exclure de toutes les Provisions qui se présenteront, tant de Dignités Ecclesiastiques, que de Charges Seculières, les personnes atteintes ou soupçonnées d'être Janfenistes, Rigoristes ou Novateurs; que non contents de renfermer en cette exclusion ces personnes, on y comprend encore leurs adhérens & leurs Protecteurs; c'est à dire généralement tous ceux à qui des ennemis secrets ou déclarés voudront donner cette réputation, de quelq'etat, condition ou profession qu'ils soient, Evêques ou Abbés, Ecclesiastiques ou Religieux, Princes & Seigneurs, Gentilshommes ou Bourgeois, Membres des Conseils ou des Magistrats, tous Provoiseurs des Collèges, Collateurs ou Patrons des Benefices, de Charges & d'Emplois.

Pour ce qui est des Ecclesiastiques, quoy qu'il n'y en ait aucun denommé dans ces Ordres, comme on feint assez qui sont ceux qui les ont obtenus, & qui cherchent par là à se rendre maîtres de tout, en renversant l'ordre de la Justice & les Privilèges de l'Etat: on n'a pas aussi dû peine à voir contre qui ils les ont obtenus, ni qui sont ceux qui doivent être les victimes de leur faux zèle. Ils n'ont fait nommer personne, afin de n'épargner personne, & quand'ils voudront perdre quelqu'un, il ne faudra ni accusation, ni proces, ni Juger, ni Sentences, pour en venir à bout: le seul soupçon de Janfenisme, de Rigorisme, de Novateur, tiendra lieu de tout. Il n'y aura qu'à avoir la puissance en main pour exécuter; & les Protecteurs de l'innocence, les Conservateurs & les Exécuteurs des

Loix ayant les mains liées par ces Ordes, auront la douleur de voir ravager impunément la Province par cette espèce de proscription, sans pouvoir secourir l'innocence la plus visible & la plus entière; car l'interdiction du Conseil de Brabant lui ou son unique appui, & toute Collation faite par le Magistrat de Louvain contre la disposition des nouveaux Ordes, étant déclarée nulle par ces Ordes même, il n'y aura point d'autre party à prendre, que de gémir, en voyant exclus des Emplois les plus gens de bien, les plus capables de les remplir, & mettre dans toutes les Charges, & dans les postes les plus importants de l'Université & de l'Eglise, ceux qui auront pour tout mérite l'amitié & la faveur de ceux qui causent tout cet renversement, que l'on est assuré qui est fort éloigné des intentions de S. M.

Ce qu'ils ont engagé le Roy à ordonner au Magistrat de Louvain, pour les Bénéfices, les Charges & les Emplois qui sont à la Collation, ils s'efforcent par leurs artifices de porter S. M. à le faire elle-même, pour les Bénéfices & les Charges qui dépendent d'Elle; & il leur est aisé d'y faire entrer un Prince si religieux & si zélé pour la parer de la Foy: car d'une part on luy a fait une affreuse peinture de ces Provinces, comme si elles étoient remplies de plusieurs sectes pernicieuses, qui font profession ouverte de soutenir dix erreurs condamnées par l'Eglise, de suivre des maximes excessivement rigoureuses & cruelles, & d'introduire par tout des nouveautés fort dangereuses.

Et d'un autre côté, ils ont fait entendre à S. M. que luy étant libre de disposer des Bénéfices & des Charges qui sont de la Collation, Elle ne fait tort à aucun de ceux qu'elle en exclut.

Mais il est évident que l'un & l'autre est très-faux, & très-préjudiciable à l'Eglise & à l'Estat.

Le premier est injuste à la Nation, & la dishonore aux yeux de toute l'Europe, ou on répand ces faux bruits avec soin; les derniers Ordes de S. M. ayant même été imprimés dans plusieurs Etats Etrangers, avec des Titres fort deshonorables à S. M. & à ses Ministres: ce qui en partie a obligé de dresser le Memorial cy-joint, n. 1. pour faire voir à tout le monde, que ces accusations de Jansenisme, de Rigorisme & de Nouveautés, que les Adversaires ont fait insérer dans ces Ordes, n'ont aucun fondement en ce Pais, que dans la prévention de quelques uns, & dans la malignité de quelques autres, qui ne comptent pour rien de le troubler au dedans, & de la rendre méprisable au dehors, pourvu qu'ils arrivent à leurs fins par ce détestable moyen.

Le second est encore un artifice fort dangereux; car quoy qu'il soit vrai que le Roy soit maître de son droit de Nomination, sa pitié, sa religion, sa Justice, son amour pour l'Eglise, les règles des saints Conciles ne luy permettent, ni d'exclure personne des Charges & des Bénéfices, sous un prétexte infamant & une accusation calomnieuse, ni de priver l'Eglise & le Public des plus dignes sujets, à qui tous Patrons & Collateurs de Bénéfices, sont obligés de les conférer, sous peine de péché mortel, selon la déclaration du Conseil de Trente: ce que l'on force S. M. de ne pas faire, par les mauvaises impressions qu'on luy donne des plus gens de bien, par des voyes illégitimes, secrètes, contraires à l'ordre de la Justice, & propres à couvrir la calomnie.

L'on n'a pas de peine à comprendre que ce dessein général que l'on fait de certaines personnes, par des accusations si odieuses, se trouvant appuyé des Ordes du Roy dont on parle icy, & de l'exemple même de S. M. fait de terribles impressions sur l'esprit du Magistrat de Louvain, & de ceux des autres Villes, qui comme ce-luy, ont une dépendance continuelle de la Cour, & sur l'esprit des personnes de qualité, & de tous ceux qui ont des Charges ou Bénéfices à conférer; ce qui fait qu'il ne veulent s'exposer, ni à faire à faux leur Nomination, ni à déplaire à S. M. en choisissant des personnes qu'on luy a rendues odieuses, quoy que d'ailleurs ils soient persuadés de leur innocence.

Il est aisé de juger que les plus gens de bien seront toujours exclus de tout par cette raison; car on ne manque pas d'ambitieux, qui aient à chercher les Charges & les Bénéfices, n'auront pas beaucoup de peine à faire passer pour Jansenistes, Rigoristes ou Nouveaux ceux qui pourroient sans cela leur être préférés. Par là la porte est ouverte à la calomnie, aux diffamations, aux

Van Espen, Part. II.

brigues, aux cabales, & à toutes les voyes injustes par lesquelles les Ecclesiastiques ambitieux & avares se voudront ouvrir le chemin aux Emplois & aux Bénéfices, au préjudice de ceux qui y peuvent légitimement prétendre, ou qui même en sont déjà en possession: car la voye de la mainne leur étant fermée par l'interdiction faite au Conseil de Brabant, de se mêler ou de protéger aucune influence ou prétention formée devant luy, soit à titre de possesseurs ou autrement, il ne reste aux Ecclesiastiques que la voye du pécuniaire devant le Juge Ecclesiastique.

Et vous sçavez, Messieurs, à combien d'inconvénient cette voye est sujette; car c'est une chose bien fâcheuse d'être obligé de voir ses intérêts, son établissement, & comme on dit, sa fortune entre les mains d'une personne qui agit au nom, sous les ordres & avec dépendance, d'un supérieur quelconque prévenu ou mal disposé. D'ailleurs, avant qu'un pauvre Plaideur ait obtenu trois Sentences conformes, il est ruiné en frais, & il court risque de voir plutôt la fin de sa vie, que la fin de son procès. Ainsi il arrivera qu'un habile Ecclesiastique, de mérite, de pitié, étant mis hors de possession de son Office ou Bénéfice, ou autre Charge, & ne pouvant être maintenu par le Conseil, en demeurera privé toute sa vie; & après avoir consumé la jeunesse dans l'étude & dans le travail, se trouvera sans biens, sans emplois, sans établissement, sans ressource, & verra avec frayeur la vieillesse s'avancer vers luy à grands pas, sans avoir de quoy en soutenir les inconvénients & les besoins. C'est sans doute de quoy rebouter les meilleurs esprits de l'étude de la Théologie, & du service de l'Eglise.

Ce ne sont pas, Messieurs, des craintes frivoles, ni des spéculations vaines, qui obligent les Supplians d'exposer à vos Seigneuries Illustrissimes ces sujets de plaintes; les exemples dont ils peuvent les appuyer, ne sont pas en petit nombre, & on ne peut exprimer le préjudice que l'Université de Louvain, l'Eglise & le Public ont déjà souffert de l'obscuration du premier Article de la Joyeuse Entree, & des empêchemens qu'on a mis au cours ordinaire de la Justice.

L'exclusion qui fut donnée en 1683. aux cinq des principaux Docteurs en Théologie, pour les places qui vauquoient dans la Faculté Etroite, priva la Faculté, & la tient encore aujourd'hui privée, pour le choix des Sujets qui doivent composer ce Corps austère & si illustre & si vénérable. Le tort que ce défaut de liberté cause aux études & à toute la discipline de cette Ecole de la Province est plus grand qu'on ne pense; & les Supplians osent dire, qu'il n'y en a point qui dut réveiller plus puissamment le zèle de vos Seigneuries Illustrissimes, ni qui méritât davantage leurs soins & leur application. Les plaintes de cette infraction du premier Article, furent portées en ce temps là à Nosseigneurs Illustrissimes les Etats de Brabant, même avant qu'elle fut arrivée, & fut le bruit qui en avoit couru: Et les Etats employèrent leurs bons offices & leur intervention auprès de S. M. & du Gouverneur General, pour empêcher ou faire réparer cette breche, faite aux Privilèges & aux Loix de l'Université, comme il paroit par leurs Requetes du 27. Septembre & 16. Octobre 1683. cy jointes par Copies, num. 2. 3.

L'année suivante 1684. une Leçon de Théologie, & une place dans l'Etroite Faculté ayant vagné, M. le Marquis de Grana Gouverneur General, interdit au Magistrat de Louvain de conférer la Leçon jusqu'à nouvel ordre, & empêcha la Faculté Etroite de procéder à l'ordinaire dans la Fête de S. Jerome, au choix qui s'y devoit faire d'un membre de cette Faculté: & on soutint toujours le même exclusion, par où l'on empêcha que les meilleurs Sujets ne fussent choisis pour cette importante place.

On la fit encore valoir dans l'élection qui se fit de M. Steyart l'an 1686. car comme il étoit un des exclus, il obtint seul par la faveur de l'Interférence de ce temps là, d'en être relevé, les quatre autres étant demeurés exclus.

Le Docteur Huygens ayant été élu tout d'une voix en 1687. pour remplir une place vacante dans la Faculté, sur l'assurance qu'on avoit eue de la part de plusieurs des Ministres de S. M. qu'il n'y avoit plus d'exclusion, & ce Docteur en ayant exercé les fonctions durant quel-

quels

temps, on fit revivre cette ancienne exclusion, pour

l'empêcher de continuer l'exercice de la Charge; & il y a plus de huit ans & demy, que par une voye de fait, qui n'a point d'emple depuis la fondation de l'Université, plus ancien, le plus savant, le plus digne en toute manière des Docteurs de Louvain, est tenu dans cet interdit, à la honte de notre Siecle, & avec la joye des Adversaires, qui tous ce pretexte répandent mille calomnies contre sa reputation, & luy insulsent par des Ecrits publics, sans qu'on ait jusqu'à présent donné aucune raison de cet interdit. Il avoit demandé il y a quelques années maintenance au Souverain Conseil de Brabant; & par des voyes secretes on empêcha qu'elle ne fut scellée. Ce n'est par tout, par une fausseté de la même vexation, on l'obligea par un ordre de Madrid à cesser de faire la Lecce qu'il avoit faite durant plusieurs années à la place de feu M. van Vianen, avec un fruit merveilleux & un applaudissement general. Enfin, depuis quelques mois ayant été élu Recteur de l'Université dans les formes ordinaires; & le proces ayant commencé, il n'a jamais pu avoir justice, ni obtenir la liberté de faire la fonction de sa Charge.

Les Supplians voudroient bien pou voir se dispenser de passer icy d'une personne pour qui ils conservent toujours un profond respect, & dont l'autorité & la dignité sacrée trouvera toujours en eux une parfaite soumission, & une obéissance achevée, tant que leur conscience se pourra soustraire. Mais ils craignent d'être accusés de prevarication au jugement de Dieu, s'ils n'exposent avec une entière sincérité à vos Seigneuries Illustrissimes ce qui se passe de la part de M. notre Illustrissime & Reverendissime Archevêque, dont le zèle pourroit faire de grandes choses pour le bien de ce Diocèse, si quelques personnes ne le détournent ailleurs par des vues particulières. C'est donc avec une sensible douleur, que les Supplians font force de vous dire, Messieurs, que les mauvais conseils qu'on a donné à la Seigneurie Illustrissime, ont produit de fort fâcheux effets contre la liberté de l'Eglise Belge, contre les Privilèges du Pais, contre l'Université de Louvain, contre l'honneur & le repos d'un grand nombre d'Ecclesiastiques de toutes sortes, & comme contre plusieurs des Supplians qui se font vuus traités par voye de fait contre tout l'ordre de la justice, contre le premier Article de la Joyeuse Entree, par lequel les Ducs de Brabant s'engagent non seulement à ne point faire de violence, & à ne point traiter leurs Sujets par voye de fait; mais aussi (ce que vos Seigneuries Illustrissimes font supérieures de bien remarquer) à ne point permettre que d'autres le fissent. Or il est bien certain que M. l'Archevêque n'auroit pas entrepris une grande partie de ce qu'il a fait, s'il n'avoit eu cette autorité & soutenu par la puissance Royale, qu'on a trouvé moyen de surprendre en sa faveur en plusieurs occasions.

1. A peine y avoit-il trois mois qu'il avoit pris possession de l'Archevêque, qu'il présente une Requête au Gouverneur General, pour se faire appuyer de l'autorité Royale, dans le dessein de priver de leurs Charges plusieurs Archi-Prêtres Ruraux par voye de fait, sans aucune forme de droit, comme il a fait. Pour cela, il les accuse d'être tout à fait indignes à cette fonction; & par là non seulement il déshonore la mémoire de feu M. Alphonse de Berghes son Predecesseur de pieuse mémoire, qui les avoit mis dans ces places, les en jugeant très capables; mais encorre il donne lieu à de mauvais soupçons contre les personnes qui ont toujours été en bonne reputation, & qui demeurent déshonorées par leur degradation, & par l'insuppliance ou on leur met, de mettre leur reputation à couvert des soupçons de fausseté. Cette Requête, dont la Copie est jointe; n. 4. déshonore aussi tout le Diocèse, en se représentant comme rempli de beaucoup d'abus très préjudiciables à la Joy & à la Religion. Enfin par cette même Requête, Monseigneur l'Archevêque demandoit, qu'il soit descendu aux Conscils de S. M. de donner maintenance aux Archi-Prêtres, & aux Confesseurs des Monasteres, afin de les pouvoir priver de leurs Charges sans forme de proces; ce qui lui fut accordé par un ordre de S. M. du 4. Decembre 1690. annexé par Copie, num. 6.

M. l'Archevêque a continué de faire eclater la prévention par sa Lettre Pastorale, qu'il publia le 12. Octobre 1692. C'est une voye de fait infamante & très préjudiciable aux meilleurs Ecclesiastiques du Pais, & à

tout son Diocèse. Car tout ce que leurs ennemis avoient répandu de calomnies contre eux pendant vingt ans, ils l'ont rassemblée & renfermé dans cette Lettre. De sorte que sans qu'aucun d'un si grand nombre d'Ecclesiastiques ait pu jusqu'à présent être convaincu d'aucun crime, ils le voyent diffamé par une Sentence publique de leur Archevêque, à la face de toute la terre, & exposés au mépris des Heretiques & des Catholiques, comme des gens sans foy, sans religion, sans pieté; comme des profaneurs des Sacramens, des corrupteurs de la parole de Dieu, des seducteurs d'heretiques, des reformateurs cruels, des hypocrites, des rebelles au S. Siege, des ennemis du culte de la Sainte Vierge & des Saints, des gens qui méprisent l'autorité de Superieurs, qui renversent la discipline Ecclesiastique, qui desesperent les pecheurs, comme des sacrileges violateurs du sceau de la Confession, qui éloignent de la Communion, qui detournent les indulgences & la vertu du Sacrifice pour les Ames du Purgatoire, enfin comme des ennemis déclarés des Ordres Religieux. Tout cela, Messieurs, est compris dans la Lettre Pastorale, qui a passé dans les Pais étrangers, traduite en plusieurs langues vulgaires par le sein de ceux qui l'ont composée. Quoi que personne n'y soit nommé en particulier, personne n'ignore qui sont ceux qu'il a voulu designer & flétrir; & (ce qu'on ne sauroit trop répéter) sans qu'aucune de ces personnes ait été convaincue en Justice des erreurs, ni des abus qui leur sont imputés dans cette Lettre. Que s'il est vrai que ce seroit une entreprise contre la Justice & contre les Privilèges du Pais, d'enlever à un Bourgeois de la Ville un heritage temporel par voye de fait, & sans forme de Proces; que doit on penser d'un grand nombre de ces savans & pieux Theologiens, Pasteurs, & autres Ouvriers Ecclesiastiques, à qui on ravit ce qu'ils ont de plus précieux, qui est leur honneur & leur reputation, si nécessaires pour travailler utilement dans leurs Charges, en les faisant par une proclamation de cette nature, qui ne laisse à ceux que l'on condamne d'une manière si publique, aucun moyen de se défendre contre des accusations si atroces, & dont l'on est bien assuré que l'on n'a aucune preuve suffisante? Et c'est parce qu'on n'en a point, & qu'on n'en peut avoir, que l'on prend cette voye si irregulière, de condamner les gens: Car si on en avoit de bonnes, des ennemis qui sont appuyés de toutes les Puissances spirituelles & temporelles, fuyeroient ils les Tribunaux ordinaires, & voudroient ils perdre l'avantage de faire condamner dans les formes ceux qu'ils pouvoient convaincre de tant de crimes, & qui quoi que drouez de tout appui humain, s'offrent de paroître devant tous les Juges legitimes, pour s'y voir condamnés & punis à la rigueur, s'ils sont trouvez coupables? Comme ils ont fait à l'égard du S. Siege, devant lequel ils ont comparu par un Deputé exprès, fondé en procuration, pour rendre raison de leur doctrine & de leur conduite à S. Le S. Siege apres avoir fait examiner soigneusement toutes les accusations faites de part & d'autre, & particulièrement les plaintes contenues dans ladite Lettre Pastorale, a choisi si les moyens les plus propres à terminer avec equité les contestations, & à mettre l'innocence à couvert de la calomnie. Car c'est depuis cette Lettre Pastorale, que outre S. Pere le Pape touche des maux de cette pauvre Eglise, a adressé à M. l'Archevêque, & aux autres Evêques du Pais, un Bref tout rempli des marques de la charité Apostolique, & de son zèle pour la paix de ces Provinces. Ce Prelat n'a rien chargé pour cela dans sa conduite, & quelques pressantes instances que S. S. lui ait faites de suivre l'ordre prescrit par son Bref du 6. Fevrier 1194. M. l'Archevêque n'a pu se résoudre à changer de conduite; car ce Bref est très expressement, qu'il ne souffrira point en aucunement que qui que ce puisse être, soit diffamé ou detruie par cette accusation vague & odieuse du nom de Jansenisme, qu'il s'efforce d'effacer d'avoir enseigné ou soutenu quelque une de ces Propositions; & que personne ne soit exclus d'aucun Emploi, Charge, Benefice, dignité, pouvoir de pecher, ni de quelque autre fonction Ecclesiastique que ce soit, jusqu'à ce qu'on ait prouvé ce gardant l'ordre de la Justice, qu'il ait encouru & mérité cette peine si dure, & qui ne peut être que très sensible à des personnes d'ailleurs Catholiques. Non obstant cet ordre du S.

du S. Siege, il n'a pas laissé d'accuser, sans garder aucun ordre de Justice, le Docteur Hennebel comme Janféniste, pour l'exclure de la Charge de Censeur Royal, & que vos Seigneuries illustres pourroient voir dans la Lettre de M. l'Archeveque icy jointe, & dont il fera parler dans la suite: Et à l'égard des autres accusations vagues, il n'a rien non plus changé de sa manière d'agir.

M. l'Archeveque loin d'embrasser cette voye si juste, si aise, si propre à oter toute excuse aux accusez s'ils sont criminels, jugea plus à propos de faire donner les ordres d'obtempérance, du 10. Decembre 1690. & de faire venir d'Espagne ceux qui ont été intimés le 7. Novembre de l'année dernière, pour pouvoir accabler tout d'un coup ceux que son Conseil secret jugea criminels: Car on ne croit pas faire un jugement temeraire, quand on se persuade que M. l'Archeveque à eu beaucoup de part à la sollicitation de ces ordres, qui concourent à ses desfeins, qui sont conformes, & à ses menaces & à toute sa conduite, qu'il a recus en effet avec une grande joye, qu'il a envoyez à son Chapitre de Malines avec empressement, en lui recommandant avec instance de veiller à l'exécution desdits ordres, sans jamais faire mention du Bref de S. Saincteté.

C'est dans cet esprit, & en vertu de ces ordres, qu'il a exclus & dégradé dès le commencement de son gouvernement & depuis:

1. M. Ryfack Archi Pretre de Bruxelles, lequel se croyant obligé de ne pas abandonner son innocence, s'adressa au Conseil de Brabant, pour avoir maintenue: mais M. l'Archeveque commençant à recueillir le fruit de sa Requête, fit donner à ce Conseil un ordre de la Cour, qui lui défendit de se mêler davantage de cette affaire.

2. Ayant ainsi fait ber les mains à la Justice, il n'eut pas de peine de venir à bout de tout ce qu'il entreprit. Il degrada donc M. Tellemaux de l'Archevêché de Louvain.

3. M. Colson de l'Archevêché de Tiverton.

4. M. Vander Borgh du Doyenne Rural de Lieue. L'on dira que M. l'Archeveque a cru user de son droit, persuade que les Archi-Pretres sont amovibles *ad nutum*. Mais M. Ryfack, le premier des Archi-Pretres que M. l'Archeveque a saque, n'en est point demeuré d'accord; & il étoit prêt au contraire de soutenir en Justice, que ces charges sont perpétuelles, si la porte de la justice ne lui avoit été fermée. Ce n'est point icy le lieu d'examiner cette question; mais ce qui est certain est, que suppose même que ce fussent des emplois amovibles, un supérieur n'a pas droit d'en dépouiller un Ecclesiastique avec une note infamante, telle qu'est celle de la Requête, ou l'on décide dans l'esprit de S. M. les Archi Pretres qu'on veut dépouiller; car il déclare en termes exprès, qu'il les juge tout à fait indignes pour l'assister à porter le grand fardéau dont il se trouve (dit-il) presque incapable, c'est à-dire, comme il parle plus haut, à remédier à plusieurs abus tendant manifestement à l'entière destruction de notre sainte Religion.

5. Ce fut de la même manière, & sur le même fondement, que M. Kerremans Confesseur des Carmélites de Vilvorde, & Pasteur de l'Hôpital du même lieu, fut ore de ces deux emplois. Sur quoi ayant présentée Requête au Conseil de Brabant, pour demander maintenue, il trouva la porte de la Justice à lui fermée, tant de la part du Juge Seculier, que du Tribunal Ecclesiastique: Rapport à son attestation ci-jointe, num. 5.

6. M. Opltraet ci-devant Professeur en Theologie, au Seminaire de Malines, a été privé de l'Office de Confesseur, ou Pasteur des Noirs Sœurs, par le même moyen.

7. M. Colson d'ont on a dit parole, qui exeroit la Charge de Pasteur des Grises Sœurs, & des Religieuses Noberines ou Blanchies Sœurs, en a été chassé, aussibien que du Monastere de Cabreck.

8. M. Vander Borgh Doyen de Lieue, étoit autre cela Pasteur de l'Hôpital de ce lieu, & ou l'a obligé de se retirer.

9. M. Paindavin Confesseur ou Pasteur des Noires Sœurs à Louvain, aussi a été privé de cet emploi, sans autre raison, que parce que M. l'Archeveque l'a voulu.

10. Comme aussi M. le Znach de celui de Confesseur des Religieuses Lrainaises de Bruxelles.

11. M. Van Daren de l'Office de Vice Pasteur *Van Eften, Pars 17.*

du Beginage de Lovain, qui est permanent & perpétuel, comme on est prêt de le justifier, aussitôt que la voye de la justice sera ouverte.

12. M. Laderix ayant été pourvu de la Cure de la Chapelle de cette Ville de Bruxelles, avoit obtenu du Conseil de Brabant maintenue contre son Compétiteur; mais M. l'Archeveque en vertu des derniers ordres d'Espagne, a fait interdire à ce Conseil, de prendre davantage connoissance de cette affaire, ainsi point de justice. Et plusieurs même des ci dessus nommez, ayant fait instance pour savoir de quoi ils étoient coupables, ou accusez, n'ont jamais pu en rien savoir.

13. L'on ne peut se dispenser de parler ici de M. Hennebel, ancien Docteur en Theologie, & actuellement Doyen de l'Université de Louvain vers le S. Siege. La Charge de Censeur Royal étant venue à vaquer pendant qu'il travaille si utilement à Rome, pour procurer la paix entre les Theologiens du Pais, S. A. E. informe de son mérite, car laboure de l'en pourvoir. Il y avoit d'autant plus sujet de croire, qu'un choix si juste ne seroit point traversé, qu'il avoit été applaudi de tous les gens de bien, que S. A. E. étoit assuré qu'il seroit approuvé à Rome, puis qu'elle avoit reçu de M. le Duc de Medina-Celi Ambassadeur à Rome pour le Roy, une Lettre du 28. de Novembre 1693, en ces termes: *Servissime Seigneur, je viens de recevoir avis de M. le Cardinal Aguirre, par ordre de la Congregation du S. Office, pour en informer V. A. E. qu'il n'y arien de la part de la même Congregation, qu'à empêcher que le Docteur Hennebel ne puisse être pourvu de quelque Charge ou Leçon que ce soit, de l'Université de Louvain. C'est ce qu'on a fait aussifort à l'Interne de Bruxelles, par des Lettres à lui écrites: J'en donne part à V. A. E. afin que de concert avec le même Intercesseur, Elle ne souffre pas qu'il soit fait à cet égard aucun obstacle à ce Docteur, de qui je dois rendre ce témoignage V. A. E. que si j'ay trouvé ici fort circonspéct & avisé, digne qu'on ait beaucoup d'égard pour lui & que V. A. E. le favorise de la sa protection.*

Le même Ambassadeur en ecritit dans les mêmes termes en Espagne à M. le Comte de Monterey, Président du Conseil de Flandres, le 20. Decembre 1693.

Orte cela, la Faculté de Theologie par Acte du 7. May 1694. & l'Université entiere par celui du jour suivant, avoient après une mature deliberation rendu le temoignage le plus avantageux qu'on pouvoit desirer de la capacité, de la piété, & de la sagesse du même Docteur: le tout est prouvé par les Copies ci-jointes, num. 7. 8. 9. & 10.

Rien de tout cela ne put empêcher M. l'Archeveque de traverser en toutes les manières possibles, l'effet de la nomination de S. A. E. en remuant tout, pour cet effet, soit en Espagne ou à Bruxelles.

Le 19. May 1694. ce Prelat ecritit à feu M. d'Ordeneho, Chef Président d'alors, une Lettre dont il est nécessaire, Messieurs, que vous sachiez les termes, comme ils sont dans la Copie ci-jointe, num. 11.

Cette Lettre fut suivie quinze jours après d'un ordre du Roy, du 10. Juin 1694. par lequel S. M. excludoit ledit Docteur Hennebel de la Charge de Censeur, comme suspect de Janfénisme, dont il y a Copie, num. 12.

Vous verrez, Messieurs, par cet ordre, & par la Lettre de M. l'Archeveque, comment un Docteur considerable est traité notoirement suspect de Janfénisme, sans aucune accusation juridique, condamné sans aucune Sentence, sans même aucune information, à être exclus avec ignominie de l'étroite Faculté de Theologie, puni encore par la privation de la Charge honorable de Censeur, dont il étoit déjà pourvu, note pour cela par M. l'Archeveque, comme un homme dont la promotion à Censeur, causeroit un prejudice irreparable, & des suites funestes à la Religion & à l'Estat. Si ce n'est pas traiter les Sujets de Brabant par voye de fait, dans la chose du monde la plus importante, & la plus chere à un Docteur Catholique; si ce n'est point la encore faire une playe mortelle aux Privileges du Pays, à la justice, aux droits de l'Université, & même au bien public de l'Eglise, il est difficile de dire, quand cela sera vrai: Car comme il n'y a gueres de places plus importantes que celles d'un Censeur des Livres, & de membre de la Faculté, pour la conservation de la bonne doctrine, il n'y a rien de plus odieux que d'en exclure par voye de fait, les plus capables de les remplir.

Que si un Docteur fort distingué, & qui est actuellement auprès du S. Siegé Apostolique, pour la paix des Theologiens, qui à des sermoings si avantageux de la part du S. Siegé, des Ministres de S. M. de la Faculté de Theologie, de toute l'Université ecclésiastique, qui mettent la loy à couvert de tout soupçon, & qui relevant si fort son mérite, est encore chargé des plus atroces accusations, sans qu'on ose les produire devant un Tribunal & dans un jugement reglé; y a-t'il une cause qui merite davantage d'être protégée par vos Seigneuries Illustrissimes, & qui en même temps soit plus capable de vous faire toucher au doigt, avec quelle liberté on attaque clandestinement les Sujets du Roy? Et combien il est nécessaire que par votre sagesse, vous cherchiez des remèdes à ces maux, pour ne pas laisser accabler l'innocence, comme celle de ce Docteur l'a été en cette occasion, & sermons celle de beaucoup d'autres l'a aussi été ou le sera infailliblement encore, si vous ne prevenez par vos bons offices, & par d'efficaces représentations les malheurs qui pendent sur la tête.

C'est pourquoy les Supplians conjurent, Messieurs, votre pieté paternelle, d'agir puissamment auprès de S. M. & de S. A. E. pour procurer & à eux-mêmes & à tous ceux qui leur sont joints, la paix, la tranquillité, la conservation de leur honneur, leur sûreté, qui leur sont si nécessaires, pour être utiles à l'Eglise & à l'Etat, & de faire en sorte qu'ils ne soient point exposés sans secours, & sans protection à la mauvaise volonté de leurs adversaires.

Les Supplians requièrent donc très humblement, nos Seigneurs, l'intervention de vos Seigneuries Illustrissimes, pour obtenir de S. M. que les Loix & les Privilèges du Pais, soient religieusement observés à leur égard & de leurs confors, en sorte qu'il ne soit procédé contre eux par une voye de fait; mais devant le Conseil de Brabant ou les autres Tribunaux du Pais, en matières à eux competentes selon les formes de Droit, & les coutumes dans toutes les causes qui les regardent.

Et comme les Supplians viennent de mettre devant les yeux de vos Seigneuries Illustrissimes, un dénombrement assez long des particuliers qui ont été privés de leurs Charges & de leurs Emplois par M. l'Archeveque, sans qu'ils aient été convaincus ni d'erreur ni de crime, ni de mauvaise conduite en aucun Jugement selon l'ordre du Droit; & qu'il y en a d'autres qui demeurent exclus par des Ordres d'Espagne, exécutés sans forme de Justice, des divers Emplois ou Charges auxquelles ils ont droit de prétendre, ils vous supplient très humblement, Messieurs, de faire instance auprès de S. M. & de S. A. E. à ce que la voye de la Justice leur soit ouverte, afin qu'ils puissent y poursuivre la justification de leur innocence, & jouir ensuite paisiblement de leurs Droits, comme les autres Sujets de la Province.

Secondement, que S. M. en expliquant ses Ordres du 7. Novembre dernier, ait la bonté de déclarer, que son intention n'est pas d'exclure par la aucun de ses Sujets des Charges, Offices, Benefices & Emplois, sous le nom de Janseistes, Rigoristes ou de Novateurs, sinon après qu'il auront été cités, jugés & déclarés tels selon l'ordre de la Justice, conformément au premier article de la Joyeuse Entree; à l'exécution duquel le S. Siegé concourt d'une manière si sage & si équitable, par son Bref du 6. Février 1694. adressé aux Evêques du Pais.

Troisièmement, qu'il ne soit permis à aucun Supérieur Ecclesiastique ou Seculier de ces Provinces, de rien entreprendre contre le repos ou la personne des Ecclesiastiques, ni de les troubler dans l'exercice ou la possession de leurs Charges, Fonctions ou Benefices, qu'après qu'il les aura fait ajourner pardevant les Juges competents, pour être procédé contre eux dans l'ordre de la Justice, s'il y a des justes plaintes à leur charge, sur lesquelles il y ait lieu de faire leur proces.

Et les Supplians continueront de prier Dieu pour la conservation de Vos Seigneuries Illustrissimes, & pour la prospérité des Etats de la Province.

V.

# ILLUSTRISSIMI ARCHIEPISCOPI Mechliniensis Memoriale Regi oblatum adversus quinque Deputatos.

SIRE,

Etant venu à la connoissance de l'Archeveque de Malines, que les remontrances qu'il avoit faites à Votre Majesté sur les exces énormes du Pasteur de Sainte Catherine de cette Ville, étoient renvoyées au Conseil de Brabant pour en informer; quoi que la connoissance de semblables matières, touche privativement au Conseil d'Etat, pour être d'une nature supérieure au cours ordinaire de Justice, puisque la conservation de l'Etat en depend, & que l'autorité & souveraineté Royale y sont si puissamment intéressées, & si gravement blessées: Aiant de plus appris, que le fuisdit Pasteur étant informé (apparemment par les amis & parents du Conseil de Brabant) de l'acquisition qui se doit faire contre lui, particulièrement du dernier exces, qu'il doit avoir commis il y a environ deux mois contre les Ordres du Roy, va courir par la Ville, pour prévenir les remords qui pourraient déposer contre lui sur ce fait, afin d'en empêcher la vérification. L'Archeveque de Malines, pour justification de ses remontrances, presente au Conseil d'Etat de V. M. les Pièces ci-jointes, qui sont des preuves convaincantes de divers autres exces dudit Pasteur, bien plus feditieux & plus criminels que le dernier; suppliant très-humblement V. M. d'avoir la bonté de les faire lire & examiner en son Conseil d'Etat, pour y prendre telle resolution que l'importance de la matière exige, pour le maintien de son autorité & souveraineté Royale, pour la conservation de notre Sainte Religion, & le repos public dans ces Provinces. Quoi qu'il en soit, &c.

VI.

## Deductio Processus criminalis Pastoris Sanctæ Catharinæ, & Adhærentium ipsius.

SA Majesté seachant les funestes suites que les novateurs, en matière de Religion, ont causé à son Pais-Bas, & à la plus grande partie de l'Europe, y renversant non-seulement l'Etat spirituel, mais aussi le temporel, a fait en diverses occasions expédier aux Gouverneurs du Pais-Bas des Ordres nécessaires pour étendre ce leur pécunieux, qui s'y étoit allumé depuis longtems. Mais S. M. voyant que les Ordres précédens n'avoient pas eu tout le succès qu'Elle en avoit espéré, a voulu y apporter des remèdes plus efficaces, descendant qu'on n'ait à avancer aucun des Novateurs, ou qui est suspect d'en être, à aucun Office ou Dignité, soit Seculière, soit Ecclesiastique; ordonnant en même tems aux Juges Seculiers, de n'empêcher point les Evêques, mais plutôt de les assister quand ils voudront chasser quelque Ecclesiastique, pour les maux ou sentimens pécunieux. Ce Ordre a été donné au nom de S. M. par S. A. S. E. de Bavière le 7. Novembre 1695.

Cette conduite si sage & si nécessaire pour le bien public, a été incontinent reçue avec approbation & applaudissement de tous les bons Catholiques; & comme personne n'y étoit distante ou nomme, aussi personne qui ne vouloit se déclarer pour Janseiste, Rigoriste, Novateur, ou de leurs Adhérens ou suspects, ne s'y pouvoit opposer. Mais quelques Pretres levants le masque, & ne se soucians plus de leur honneur, du respect & de l'obéissance qu'ils doivent au Roy, & à S. A. S. E. ou de leur conscience, se sont publiquement revoltés.

Les Chefs de ces Conspireurs, qui se déclarent prêts à répondre au nom du Pais; sont; à Louvain, le fameux Docteur HUYGENS; à Gand, VAN GEET Chanoine de l'Eglise Cathédrale; & à Malines, le Prieur BAERTS;

BAERTS, à Anvers, le Pieban BACK; à Bruxelles, VANDE NESSE Cure de Sainte Catherine: Ce qui parait, tant par une Lettre du Docteur HENNEBEL, que par l'Acte solennel de leur Synode, tenu à Louvain le 27. de Decembre 1695.

Ces Pretres rebelles ont jugé à propos d'attaquer & ruiner l'autorité du Roy & de S. A. S. E. même par les Etats de Brabant, ou ils s'étoient imaginé qu'ils trouveroient assez d'appui. A cette entreprise, les Conspireurs de trois Villes de Brabant, Louvain, Bruxelles, & Anvers, ont par un Acte public autorisé le Pretre VANDE NESSE, Cure de Sainte Catherine à Bruxelles, ou les Etats de Brabant s'assembloient.

Ce Cure donc pour s'acquiescer de sa nouvelle Charge, à présentée trois Memoiriaux à ces Etats, l'un étoit seulement de la part d'un Pretre étranger, nommé ERNETS RUDHANS, pour le maintenir dans ce Pais contre les Ordres du ROY.

Les autres deux Memoiriaux étoient de la part de tout le Parti, qui dans les trois susdites Villes de Brabant. Dans ces Memoiriaux, ils accusent le ROY d'injustice, de perfidie & de parjure, à cause de ses Decrets, & ensuite, prient les Etats de s'y opposer, & de ne permettre jamais leur execution.

L'un de ces Memoiriaux est écrit à la main, l'autre imprime, qui est une Piece fort artificieuse, & pleine de faussetez. Les Deputez des Etats ont communiqué ces Memoiriaux à l'Archeveque de Malines, & lui en ont demandé son avis par des Lettres, auxquelles l'Archeveque a incontinent répondu, & donne son avis tout haut, tant ces Memoiriaux ici nommez.

Et comme l'Archeveque marquoit en sa Responce, que cet Imprime étoit sans nom de l'Auteur, sans lieu de l'impression, & sans aucune Approbation; ce qui est expressément défendu par le Concile de Trente, les Distributeurs de cette Piece y ont ajouté une Page separée, marquant Cologne pour lieu d'impression; & M. Eyben, Chanoine de la Cathedrale d'Anvers, pour Approbateur. On croit le premier faux, parce que c'est l'ordinaire de ces Theologiens, d'insérer Cologne à leurs Ouvrages, encore qu'ils font imprimer à Louvain ou à Bruxelles. Mais pour l'Approbateur il conste que c'est M. Eyben par sa propre confession, comme on le voit par la Lettre N. 4. de l'Eveque d'Anvers, écrite à l'Archeveque de Malines, le 13. de May 1696.

Dans la même Lettre on voit, que c'est le Cure de Sainte Catherine à Bruxelles, qui a porté cet Imprime à M. Eyben, & lui en a demandé l'Approbation.

C'est donc à ce Cure de dire, en étant légitimement requis, qui est l'Auteur de cet Ouvrage, lequel étant de couverts, il ne sera pas difficile à devenir l'Auteur de plusieurs autres Libelles fameux du même style.

Les Pretres mutins ne recevant pas d'Apostille sirot qu'ils avoient espéré, s'attouperont, & alleront en foule au Greffe des Etats, pour extorquer ce qu'ils ne pouvoient autrement.

On laisse maintenant à considérer à S. M. & à ses Ministres, ce qu'il faut attendre de semblables Pretres: Quels sentimens de respect, & d'obéissance vers leur Souverain Prince, ils inspireront à leurs Sujets, à qui ils donnent de si pernicious exemples de sedition & de rebellion. Si on croit arrete Luther, Calvin, & leurs premiers Sectateurs au commencement, l'Europe seroit encore toute Catholique, & on n'auroit point vu tant de revolutions dans l'Etat, ni tant de Provinces separées de leur Prince legitime.

## VII.

Libellus supplex quinque Deputatorum Regi oblatas adversus Memoriam Illustrissimi Archi-Episcopi Mechliniensis.

## AU ROY.

Remontrant tres-humblement Gommarus Huygens, Docteur en Theologie; Lambert BARRIS, Chanoine & Pieban de l'Eglise Metropolitaine de Malines; E. van Geet, Chanoine & Penitencier de la Cathedrale de Gand; Rumoldus BACK, Chanoine & Pieban de la Cathedrale d'Anvers; & Guilielmus van de Nefse, Pasteur de Sainte Catherine à Bruxelles; qu'ils se trouvent charger dans une

Requete & une Deduction, presentées à V. M. sous le nom de M. l'Archeveque de Malines, de plusieurs injures & atroces & accusations enormes, lesquelles (si les Ministres de l'Eglise étoient maîtres de leur propre reputation) ils n'auroient pas de peine à supprimer; comme aussi, les justes plaintes qu'ils en font: force de faire à V. M. à ce sujet, contre ledit Seigneur Archeveque de Malines, pour la personne & l'autorité duquel ils conservent toujours un profond respect: Mais ces accusations & injures retombeant sur leur Ministère & sur l'Eglise même, ils font d'autant plus obligés d'en desirer la rapagnation que l'adignité de leur Accusateur denoteroit plus de poids à ses accusations, & que celles-ci denoteroient les Supplians de reputation dans l'esprit de leur souverain Seigneur & Monarque, dont l'estime ne pouvoit sans crime leur être indifférente.

Ils sont de meurtres jusqu'à présent dans le silence, en partie par respect, en partie parce qu'ils n'ont pu durant longtemps donner créance à ce qui leur a été rapporté des outrage contenus contre eux dans ledites Pieces presentées à V. M. par M. Archeveque. Mais enfin ils en ont été informez de si bonne part, qu'il ne leur est plus permis d'en douter.

Les crimes qu'on leur impute sont si énormes, que s'ils étoient vrais, il n'y auroit que le fer & le feu qui les put expier; & que si au contraire ils sont faux (comme les Supplians sont prêts de justifier de vant tous) juges compétiens ils ne se peuvent dispenser de supplier leurs humblement V. M. de ne leur pas refuser les moines que les Loix accordent à ceux qui sont calomniés, pour repaier leur honneur & restablir leur reputation, le plus précieux de tous les biens, & l'un des plus nécessaires aux Ministres de l'Eglise pour servir utilement les ames.

Car quelle confiance les Fidéles pourroient ils avoir en des Pasteurs qu'un Archeveque représente à V. M. comme des scelerats achevez, comme des ennemis de Dieu, de l'Eglise, & de votre Personne Sacrée, qui ont fait une conspiration funeste pour détruire de fond en comble la Religion, ruiner l'Autorité Royale, soulever contre d'eux tous les Sujets, en inspirant la rebellion aux Peuples; enfin, comme des gens sans loy, sans foy, sans Roy, sans bonneur, sans conscience, & à qui l'on fait grâce de ne les comparer qu'à Luther, à Calvin, & à ces autres monstres d'impieeté & de revolte, qui ont reversé non seulement l'Etat spirituel, mais aussi le temporel.

Une des moindres accusations de M. l'Archeveque, est celle par laquelle il denonce à V. M. les remontrants contre des gens, qui ont levé le masque, en se déclarant Rigoristes, Nouveaux & Jansenistes; & qui ne se font pas plus ni à bonneur, ni du respect & de l'obéissance due à V. A. S. & à S. A. S. E. sous publiquement revêlées. Mais il est bien étrange, qu'après les Ordres du S. Siege adressés directement & principalement à M. l'Archeveque, par un Bref express du 6. Fevrier 1694. dont V. M. a promis d'approuver l'execution de sa protestation Royale, par ses Lettres du 10. Juin dernier, adressées à M. l'Archeveque, & à tous les Eveques de vos Pais Bas; & dont S. M. vient de donner de nouvelles assurances par ses Ordres du 20. Decembre dernier, qui donnent un nouveau moiien aux Accusateurs de prouver leurs accusations, & aux Accusés de s'en justifier. Il est, dis-je, bien étrange qu'après cela M. l'Archeveque entreprenne encore de remettre sur pied ces accusations vagues & sans preuves, que S. S. lui a défendu si fortement d'employer ou de poursuivre qu'on emploie contre qui que ce soit, & que l'on voye cette de l'obéissance aux Ordres du Saint Siege, & à ceux de V. M. dans l'endroit même, où il accuse fausement vos fideles Sujets de desobéissance envers V. M. & envers ses Ministres. Depuis le tems que l'on a dédié M. l'Archeveque d'appuyer de la moindre preuve une telle Accusation, il n'auroit pas manqué de produire s'il en avoit eu quelque une. Il l'auroit fait sans doute à Rome par le moiien de son Deputé, s'il avoit pu le faire, en étant pressé par le Pape, & par les Eminentissimes Cardinaux de la Sainte Congregation; & d'ailleurs, le Memorial imprimé dont ce Prelat se plaint, a mis dans une telle évidence la fausseté de ces trois sortes d'Accusations, qu'on ne peut assez s'étonner qu'après tout cela, on ose encore en faire un tel usage contre les Remontrants, qui, grâces à Dieu, n'ont jamais donné aucun lieu d'en être légitimement soupçonnés, & d'en faire un crime au Pasteur de Sainte Catherine.

Comme les autres Accusations ne sont ni mieux fondées, ni mieux prouvées, les Remontrants ont cette confiance

ce, que V.M. les regardera comme provenant de leurs ennemis, auxquels ils savent par une longue expérience, que M. l'Archevêque prête l'oreille trop facilement.

Ils ont horreur de rapporter seulement les crimes qu'il leur impute, il appelle les Remoutrants, & plusieurs autres avec eux, les *Chefs des Conspirez*, qui se déclarent prêts à répondre au nom du *Parli* : & pour en faire concevoir à V.M. une idée plus horrible, il les décrit comme des gens de qui il ne faut rien de moins attendre que ce siècle passe à vu pratiquer par Luther, par Calvin, & par les premiers Sectateurs de ces infâmes Hérétiques ; c'est à dire, que loin d'inspirer aux Peuples le respect & l'obéissance envers V.M. leur Souverain Seigneur, ils ne font capables que de les porter à la désoberissance & à la révolte ; assurant même, que des maintenant les Supplians donnent aux Peuples de pernicieux exemples de sédition & de rébellion : Que comme ces Chefs de révolte ont soulevé les Provinces entières & les Roiaumes, contre les Ancêtres de V.M. Elle doit regarder les Supplians comme des gens capables de semblables entreprises. M. l'Archevêque ne dissimule point la conclusion qu'il veut que V.M. tire de toutes ces noies Accusations, lorsqu'il dit : *Que s'il on arrête Luther, Calvin, & leurs premiers Sectateurs au commencement, l'Europe seroit encore toute Catholique, & on n'auroit pas vu tant de Révolutions dans l'Etat, ni tant de Provinces séparées de leur Prince légitime*. Car il est aisé de voir qu'il veut porter par ces raisonnemens V.M. à faire aux Remoutrants les mêmes traitemens qu'on auroit dû exercer contre ces Hérétiques, ces trompettes de sédition & de révolte, & prendre les mêmes précautions qu'on doit prendre contre des séditieux & des rebelles déclarés. Les Supplians ont cette confiance, que V.M. voit assez par Elle même combien de telles Accusations sont incroyables, & de pour vues de la moindre vraisemblance. Et elles sont en effet si contraires à la véritable disposition de leur cœur, que M. l'Archevêque ne pouvoit les attaquer par un endroit où il y eut moins de prise sur eux.

Quoi ! Nous serions aisé perdus pour ne nous soucier ni du respect, ni de l'obéissance que nous devons à notre Prince pour tramer contre V.M. des desseins de rébellion & de révolte, pour entreprendre d'attaquer & de ruiner son Autorité Souveraine, nous qui la cimentons de notre sang s'il étoit besoin, & qui n'avons rien plus à cœur que d'inspirer aux Peuples la soumission, la fidélité & l'amour qu'ils doivent, comme à l'Image vivante de la grandeur & de la souveraine Majesté de Dieu.

Et pour ce qui concerne particulièrement le Pasteur de Sainte Catherine de Bruxelles, que M. l'Archevêque traite de mutin, de rebelle, & un des Chefs des Conspirez, c'est une nouvelle Accusation particulière que ce Prelat a formée contre ce Pasteur devant V.M. voyant qu'il n'avait rien pu prouver de sa première Requête ; il dit dans la seconde Requête, comme pour cluder par avance cette Sentence du Conseil, que ledit Pasteur a obtenue en sa faveur, qu'il auroit fait tout ce qu'il avoit pu pour empêcher les Témoin pour déposer contre lui. C'est, sans le respect une fausseté, dont on desie qui se soie d'apporter la moindre preuve, non plus que des prétendus nouveaux excès, dont il est fait mention dans la Deduction & dans les Requêtes de ce Prelat.

Enfin il nous accuse d'avoir tenu à Louvain le 27. de Décembre 1695. un Synode, *où ces Pretres mutins & rebelles, ces Chefs des Conspirez*, comme il nous appelle, se seroient trouvés au nom du prétendu *Parli*, pour y cabaler contre l'Eglise & contre l'Etat.

Ce qui console les Supplians, lorsqu'ils se voient chargés de tous ces excès si incroyables, c'est premièrement que pour y donner quelque couleur, il faudroit auparavant prouver qu'ils auroient perdu l'esprit, puisqu'il faudroit en effet que des Pretres sans crédit, sans appui, & sans biens, fussent fous pour entreprendre de renverser l'Eglise & l'Etat. Mais en second lieu, c'est que ces Accusations, qui sont les plus énormes, sont aussi les plus aisées à détruire, puisqu'elles n'ont aucun fondement qu'au la moindre apparence de vérité, mais fur de purs soupçons dont la fausseté est visible. Car ce que M. l'Archevêque avance d'un prétendu Synode, tenu à Louvain le 27. Décembre 1695. pour y passer un Acte solennel dont il parle, est une pure chimère. Les Remoutrants sont en état de prouver en toutes manières, qu'ils étoient ce jour là chacun au lieu de sa résidence, le premier, à Louvain ; le second, à Malines ; le troisième, à Gand ; le quatrième, à Anvers ; & le cin-

quième, à Bruxelles, y faisant leurs fonctions ordinaires à la vue de tout le monde. De plus, les cinq prétendus Conspirez ne se font jamais trouvés tous ensemble en toute leur vie ; & ce qui est encore remarquable, le dixième & troisième Supplians ont été si éloignés de s'assembler pour cabaler, qu'ils ne croient pas s'être jamais vus l'un l'autre depuis qu'ils sont au monde.

Le Chanoine van Gier peut même assurer, qu'il y a dix ans qu'il n'a été à Louvain, & qu'il n'est jamais trouvé dans cette Ville de Louvain avec le Pasteur de Sainte Catherine.

L'un & l'autre enfin supplient très humblement V.M. d'être perdue, que tout ce qui est avancé d'eux dans les Denunciations qui lui ont été présentées, sous le nom de M. l'Archevêque, est absolument faux ; & qu'ils se soumettent à toutes les peines les plus rigoureuses, si ce Prelat en peut apporter la moindre preuve légitime.

Mais ce qui fait voir évidemment que l'on a surpris la Religion de M. l'Archevêque, pour lui faire avancer ces sortes d'injures & d'accusations, c'est qu'on a peine à croire que ce Prelat ait voulu manquer de le souvenir en cette occasion des devoirs de la charité Chrétienne, & de la douce Episcopat. Il n'ignore pas l'obligation de la correction paternelle, que la Parole de Dieu impose à tous les Evêques ; il fait sans doute que le propre d'un Evêque est, selon les SS. Peres de l'Eglise de ne nuire à personne, de faire du bien au monde, d'être le Pere des pecheurs, de couvrir auant qu'il peut de son manteau sacré les fautes de les enfans, & sur tout de ses coopérateurs dans la vigne du Seigneur, de se rendre même l'intercesseur des criminels, & le libérateur même de ceux que la Justice juge indignes de vivre. Compensant loin de porter M. l'Archevêque à suivre ces instincts de charité & de douceur que l'Evangile, que son caractère lui inspiroient ; ou lui fait omettre l'avis charitable qu'il auroit dû donner aux Supplians, & tout au moins au Pleban de Malines, qui est son premier Coopérateur, qui fait dans la Cathédrale les fonctions Pastorales, qui a de même en temps l'honneur de lui rendre ses devoirs, & de le consulter sur les difficultés qui lui arrivent dans l'exercice de son Ministère. Cependant ce Pleban n'a jamais reçu de M. de Malines aucun avis sur le sujet si important.

M. l'Archevêque ne lui a jamais dit un seul mot qui put lui faire croire qu'il fut incontent d'aucun de ses ministres en particulier, ou de sa conduite, & qu'il se soupçonnât de quelque pratique contraire à son devoir. Il a même souvent prié M. l'Archevêque, & notamment depuis quelque mois, de vouloir bien lui faire connoître les avoir remarqué en lui quelque chose à corriger, soit dans ses mœurs ou dans ses fonctions, lui promettant avec beaucoup de respect & de sincérité, de se soumettre à la correction, & d'en faire tout l'usage qu'il lui seroit possible.

Mais au lieu de recevoir de ce Prelat aucun avis charitable, peu de mois après à vu tout d'un coup paroître à la Cour, chargé d'une Requête, & la présenter à V.M. pour demander en quelque sorte le sang & la vie de ce Pleban, & de ceux qui il lui a associés : Car n'est-ce pas demander leur sang, que les accusés de crimes, qui ne peuvent être lavés que dans le sang des Criminels ; & il le demande à V.M. aux pieds de laquelle on le devoit voir pour demander leur grâce, s'ils avoient été si malheureux que de s'engager en quelque entreprise contraire à leur fidélité & à leur devoir.

Quoi que M. l'Archevêque semble s'être épuisé dans les deux Requêtes, en y produisant tout ce qu'on peut trouver d'accusations plus capables d'irriter un Prince contre ses Sujets, la Deduction nous fait voir qu'on peut encore aller plus loin : Car il prend occasion de quelques Mémoires présentés aux Etats par le Pasteur de Sainte Catherine, comme concus par quelques Ecclesiastiques & Theologiens ; il en prend, dit-il, occasion, de faire d'un tel le plus horrible peinture que s'en pouvoit faire. Le recours aux Etats du Pais a toujours été regardé comme la conduite la plus innocente ; & il a été de tous temps mis en usage, comme un moyen nécessaire à des Particuliers qui n'ont aucune habitude à la Cour, ni aucun accès auprès des Ministres & des Conseils de V.M. soit pour faire connoître par ce canal, les vexations qu'ils peuvent souffrir par les crédits des Personnes puissantes, ou pour se plaindre du déni de Justice. Et il est bien étrange que M. l'Archevêque, qui est le premier des Etats, & qui doit être le Pere des misérables & le Protecteur des opprimés, leur veuille ravir

cette



cette dernière ressource. Car n'est ce pas la leur ravir, que vouloir faire passer de recours pour une action judiciaire, pour un attentat contre l'Autorité Royale, pour une conspiration contre l'Etat, pour un dessein de soulever les Etats contre V. M. C'est ainsi que ce Prelat traite une action de charité & de justice, à la quelle le Pasteur de Sainte Catherine a cru de voir prêter son ministère en faveur de l'innocence, pour laquelle il n'a fait autre chose que d'implorer lui seul la sage & modeste intercession des Etats envers V. M. par trois Memoriaux.

Si dans ces Memoriaux on prioit les Etats de s'opposer aux Decrets de leur Souverain, & de n'en permettre jamais l'exécution, il auroit pu tirer quelque matière des plaintes; si ces Memoriaux contenaient des accusations d'injustice, de perfidie & de parjure contre la Personne Sacrée de Votre Majesté, comme M. l'Archeveque l'avance, rien n'est plus insolent, plus feditieux, ni plus punissable; mais s'il n'y a rien de semblable, s'il n'y a pas même l'ombre, & qu'à contraire il n'y a rien que de modeste, que de respectueux, que conforme à l'obéissance & à la soumission due à la Majesté Royale, comme on est prêt de le prouver dans un Jugement reglé: C'est à V. M. de juger Elle-même, combien les Remontrances sont à plaindre, de voir notifiés d'une manière si horrible leurs plus innocentes actions dans l'esprit de V. M. par celui qui leur devoit servir de Protecteur & de Père auprès d'Elle contre les calomnies de leurs ennemis.

C'est pourquoi les Supplians ne pouvant s'empêcher de soutenir à M. l'Archeveque, nommant le respect qu'ils lui doivent, qu'il n'a rien de plus faux dans le fond & dans les circonstances; & ils osent supplier très-humblement V. M. de vouloir bien ordonner à M. l'Archeveque d'en fournir les preuves pardevant vos Conseils, ou de suffire qu'on les regarde comme des calomnies, dont il s'est laissé surprendre trop légèrement.

Il en meurt de ce qu'il avance, que les Supplians se soient attroupés, & aient été en foule au Grefle des Etats, pour extorquer ce qu'ils ne pouvoient, dit-il, obtenir autrement. Une telle accusation est de soi si peu vraie semblable, qu'elle se refuse d'elle-même.

Enfin, pour ce qui concerne le Memorial imprimé, dont M. l'Archeveque fait usage, ainsi qu'il a été publié avec l'Approbation du Censeur d'Office, & dans les formes requises par ce Censeur en a porté un Jugement si équitable, qu'il a été lui-même par tout ce qu'il y a de personnes de bien & de sages. Les plus habiles de la Cour Romaine, les plus éclairés de N. N. S. S. les Cardinaux Pontifs avec estime; & le Saint Office, auquel M. l'Archeveque l'avoit fait deférer, comme une *Pièce fort intéressante & pleine de sagesse*, n'y a rien trouvé qui méritât la censure.

Que si la justice, dont l'amour est grave si avant dans le cœur de Votre Majesté, ne lui permettoit

pas d'épargner les Supplians s'ils se trouvoient coupables; les Remontrances se contentent qu'elle les porte avec encore plus d'inclination à leur rendre à leur innocence tous les témoignages nécessaires, pour repaître l'injure à leurs personnes, leur ministère & à leurs familles, qui se trouvent blessés par les accusations énormes de M. l'Archeveque; les pièces & les dénégations si atroces qui les contiennent ont été présentées avec espoir à S. A. S. E. par le Primat de l'Eglise Belgique, & la Chef de tout le corps Ecclesiastique de la Province. Elles subsistent sans doute dans le Secretariat de votre Conseil privé; elles ont été apparemment envoyées, à votre Cour, lues dans les Conseils par les Ministres de Votre Majesté, elles peuvent être conservées à la postérité: & il peut même arriver qu'elles seroient produites un jour en quelque occasion au préjudice de la mémoire des Supplians, de l'honneur de leur nom, & de la fortune de ceux de leurs familles, comme pour les empêcher d'entrer dans des Charges ou des Benefices des Chappelles, ou l'on a accepté de faire de rigoureuses informations touchant la probité & la bonne réputation de leurs Ancêtres, & c'est pourquoi les Supplians se croient obligés en conscience de ne pas laisser cette tâche dans leurs personnes ni dans leurs familles, & de ne rien omettre de ce qui est nécessaire pour prévenir la honte, le dommage & les reproches, qu'eux & leurs parents en pourroient recevoir à l'avenir. C'est ce qui oblige les Supplians de présenter cette Requête au Tribunal de Votre Majesté, le Juge (à qui il appartient de condamner les Supplians, s'ils sont coupables) étant naturellement & nécessairement le Juge de leur abolition, s'ils ne le sont pas. D'autant plus que cette Cause a été point en elle-même Ecclesiastique, ni du nombre de celles dont il est fait mention dans les Ordiens venus de Madrid, & signifiés au mois de Novembre de l'année 1695. & M. l'Archeveque même a porté cette Cause audit Tribunal de Votre Majesté. Et comme cette Requête même que les Supplians ont l'honneur de mettre aux pieds de V. M. peut être aussi conservée & passer à la postérité, elle pourroit être pareillement employée contre eux & contre leurs familles, si Votre Majesté n'y avoit point d'égard, & qu'elle n'eût par la bonté de leur faire expédier les Actes nécessaires, pour leur pleine & entière justification.

Ils supplient très-humblement Votre Majesté qu'Elle leur serve, de déclarer que ledits Denégations Accusations & termes injurieux que M. l'Archeveque de Malines a employés & produits, ainsi en la dite Requête que dans la Deduction, sont faux, sont abusifs, controuvés, & contraires à la vérité; & qu'en suite Votre Majesté ait la bonté d'ordonner, que la dite Requête & Deduction soient lacérées, ou du moins lesdites injures, accusations & termes injurieux, soient biffés & tracés, par tel moyen que Votre Majesté trouvera convenir, ou qu'autrement, avec depens, dommages & intérêts. Quoi faisant, &c.

## F I N I S.

## C E N S U R A.

**A** Censuræ nuper sunt coram universo Theologo Belgæ, de violata Immunitate Ecclesiastica, neglectis Patriæ Edictis, & contemptis tam Regis, quam Serenissimi Gubernatoris Decretis. Un pars altera audiat, quæ audita æquum de hac accusatione feratur judicium, convenienter evulgabitur Libellus hic, cui titulus: CONCORDIA IMMUNITATIS ECCLESIASTICÆ ET JURIS REGII, &c. Actum Antverpiæ hæc 2. Martii 1700.

A. EYBEN Lib. Censor.



# I N D E X

## CAPITUM ET PARAGRAPHORUM

### Concordiæ Immunitatis Ecclesiasticæ, &c.

**C**APUT I. An Theologi Belge in materia morum, & doctrinæ declinent Judices Ecclesiasticos, & ad Tribunalia Laica in hac materia confugiant?

§. I. *Preponitur status Questionis.* pag. 193  
§. II. *Nullo exemplo violationem Immunitatis probat Gouartius.* ibid.

§. III. *Ex Actis à Gouartio reclamatis evincitur Theologos Belgas in materia morum, & doctrinæ Judices Ecclesiasticos non declinare, ut incompetentes.* ibid.

§. IV. *Idipsum pluribus argumentis aliunde petitis astruitur.* 193

§. V. *An Adversarii horum Theologorum aque sunt immunes à violatione Immunitatis Ecclesiasticæ in materia doctrinæ?* ibid.

Cap. II. An Theologi ob recursum in materia possessionis ad Tribunalia Regia recte accusentur de violata Immunitate Ecclesiastica?

§. I. *Posteriorum rei spiritualis ubique pene, ac praesertim in Belgio ex consuetudine immemoriali spectat ad Judices Regios.* 194

§. II. *Theologi Belge non conquirantur, vetari recursum ad Consilia Regia in materia morum & doctrinæ sed sibi negari protectionem Regiam contra violentias & viam falli.* 195

§. III. *Forma servanda in Causis Ecclesiasticis juxta Consuetudines, Leges & Privilegia Belgii, quam Theologi Belge in suis Causis servari possunt.* 197

§. IV. *Theologi merito conquirantur, sibi viam justitiae negari, dum via possessionis ipsi occluditur.* 198

Cap. III. An Theologi recte accusentur de violata Jurisdictione Ecclesiastica in Causis criminalibus?

§. I. *Falso accusantur Theologi Belge, quod in Criminalibus declinent Tribunal Ecclesiasticum.* 199

§. II. *Hallucinatio Gouartii circa cumulationem & concursum Judicii possessionis & criminalis.* 200

§. III. *An Theologi Belge evertant Judicium criminale pretextu possessionis suae famae; aut ex Lege Difamari recurrendo ad Tribunalia Regia?* 201

§. IV. *Accusantur Theologi Belge, quod adversus Episcopos, & signanter Archiepiscopum Mechliniensem, actiones criminales instituant coram Judicibus Sacralibus.* 202

§. V. *Casus, occasione cujus hac accusatio à D. Gouartio adversus Theologos Belgas instituta.* ibid.

§. VI. *An in casu proposito Theologi Belge actionem criminalem instituerint contra D. Archiepiscopum Mechliniensem?* 203

§. VII. *An Theologi recte coram Consilio Regio agerint civiliter ad reparationem suae famae?* 204

# E L E N C H U S

## M O N U M E N T O R U M

### Ad hanc CONCORDIAM pertinentium.

I. **B**ulla Martini V. De cognitione Possessorii rei spiritualis coram Consilio Regiis. 206

II. Breve Leonis X. De eadem Materia. ib.

III. Libellus Supplex Statibus Brabantiae oblatus ex parte plurimorum Ecclesiasticorum, *Quo petunt ut nemo, nisi auditus coram legitimo Judice, puniatur; & ut executioni mandentur Brevia Apostolica.* 207

IV. Alter Libellus Supplex Statibus Brabantiae obla-

tus, quo exhibentur commisse inobservationes Privilegiorum Patriæ. ibid.

V. Illustrissimi Archiepiscopi Mechliniensis Memoriale Regi oblatus adversus quinque Deputatos. 212

VI. Deductio Processus criminalis Pastoris S. Catharinae, & Adhærentium ipsius. ibid.

VII. Libellus Supplex quinque Deputatorum Regi oblatus adversus Memoriale Illustrissimi Archiepiscopi Mechliniensis. 213



# TRACTATUS DE RECURSU AD PRINCIPEM,

IN QUO

Ostenditur Autoritas & Obligatio Principis ejusque Consiliorum protegendi Subditos, signanter vero Ecclesiasticos: necnon conservandi Jura & Privilegia Principum ac populorum, adversus illegitimas Censuras, aliasque similes Judicum Ecclesiasticorum violentias,

ITEM

## DE HUIUS RECURSUS EFFECTU.

### CAPUT PRIMUM.

De autoritate & obligatione Principis protegendi subditos, notanter Ecclesiasticos contra violentias Judicum Ecclesiasticorum.

#### §. I.

*Principis est protectionem suam subditis oppressis impendere.*



Deo Principes super Regna, & populos à Deo præcipue constituti sunt, ut subditos infirmiores vim & injuriam patientes vindicent, ac adversus potentiam prevegant. Si videtur, inquit Rex Salomon, CALUMNIAS eorum & VI LENTIA JUDICIA, & SUBVERTI JUSTITIAM IN PROVINCIA, non mireris super hoc negotio: quia excelsus excipit et alius, & super hoc quæcunque emittentes sunt alii; ut (si priores iudicio violento, & subverta iustitia egenos oppræsserint) hos protegant, ac in illos animalverint. Et insuper, si & hi defecerint, universa terra Rex imperet servienti. Ezech. 5. Hinc Rex David precinens Psalm. 71. felicitatem futuri imperii Regis Salomonis, ait, « Humiliabit calumniatorem, liberabit pauperem à potente, & pauperem cui non erat adiutor... animas pauperum salvas faciet... ex... iniquitate redimet animas eorum: & honorabile nomen eorum coram illo.

Cum autem ejusmodi violentia, & oppressiones non valeant reprimi nisi validiore manu, & penam metu Deus Principibus tanquam ministris suis gladium committit; de quo monens Apostolus ait: Si malum feceris, time: non enim sine causa (Princeps) GLADIUM PORTAT, sed ut qui malum agunt, vindicent in iram ei, qui malum agit. Rom. 13.

Si igitur Dei ministri sunt & potestatis Divinæ participes, tenentur ipsius exemplo inferiores adversus potentiorum vim & violentiam omnino vindicare: Deus etenim in eo potissimum virtutem, & iustitiam suam manifestat, ut egenos, & pauperes de manu potentis eripiat, & adiutorem, & protectorem eorum se in tempore tribulationis ostendat.

Quapropter Principibus scilicet præcipit Dominus, facere iudicium, & iustitiam, & LIBERARE VI OPPRESSUM DE MANU CALUMNIATORIS. Jerem. cap. 22.

Pam Esphen, Pars VI.

Ideoque Canon 23. apud Gratianum Caus. 23. quæst. 5. Regum officium est proprium sacre iudicium, & iustitiam, & LIBERARE DE MANU CALUMNIATORUM VI OPPRESSOS.

Principes etiam Christiani nihil gloriosius, nihil honorificentius duxerunt, quam Regis Regum exemplo oppressorum partes, & protectores nuncupari; suæque Tribunalia eis tuta & opportuna asyla præbere. Id quod Magno Constantino adeo sanctum fuit, ut sanctione publica declaraverit in L. un. Cod. Quod Imperator inter, &c. Quod si pupilli vel vidua alicuius fortuna injuria miserabilis, iudicium nostra Serenitatis oraverint, præsertim cum alicuius POTENTIAM perhorrescunt, cogantur eorum adversarii examini nostro sui copiam facere.

Idipsum institum fuit Clementissimis Principibus nostris Belgii. Joannes Dux Brabantiz jam an. 1312. per antiquissimas tabulas Legum hujus Ducatus vulgo den Land Charre laniavit art. 17. Quod Monachi, Atoniales, Presbyteri, & qualescunque Religiosi, si quo modo oppræssantur, ad ipsius Ducis iudicium pertineant, omnino ut ab injuriis, & violentiis liberentur.

Philippus Bonus anno 1451. per litteras solennes pollicetur, tam suo quam Successorum nomine art. 3. se vindicaturum quoscunque subditos Brabantia ab OMNI INJUSTO ET INDEBITO JURISDICTIONIS ECCLESIASTICÆ EXERCITIO, sequi in contraventionem frueri animadversurum. Cujus articuli tenorem per alteras litteras datas anno 1457. renovavit, ejusque exactam observationem Brabantiz Statibus inviolabiliter pollicitus est.

Ejusdem articuli observationem Principes nostri in sua Inauguratione solemniter jurejurando promittunt: ac una per 1. arti. Leti Introitus sancte pollicentur se non permitturos in nullo modo ALIQUA VIM aut VIOLENTIA INFATUR PRÆLATIS, ABBATIBUS, Baronibus, Nobilibus, ac fidelibus incolis & subditis Ducatus Brabantia. Neque laturos in EXTRA ORDINEM JURIS tractentur: sed effecturos se ut in OMNIBUS SERVATO JURIS ORDINE.

Consilarii etiam Brabantiz in sua ad Consilium illud assumptione tenentur Statibus hujus provincie juramento interpositum præfatorum articulorum observationem promittere.

Pupillorum autem, Viduarum, aliarumque miserabilium personarum sub violentia potentiorum gementium, et persequum, etiam his temporibus privilegium, ut ad

Et ver-

varios suos ad Curiam Principis, etiam in prima instantia in his vocat: ubi nec violentia locus datur, nec avaritia vitia formidantia & innocentia exprobrum, & CALUMNIATORIS JUS GROSSA INVENIENS diffidit. Uti loquitur Theodoricus Rex apud Calisdorum lib. 4. cap. 9.

Quæ omnia evidenter docent ad Principem tanquam oppressorem protectorem hoc pertinere, ut subditos præsertim imbecilliores vindicent adversus CALUMNIAS, VIOLENTIA JUDICIA, SUBVERSIONEM JUSTITIÆ. Cum ei sit proprium liberare de manu calumniatoris VI OPPRESSOS.

*Protectio Principis competit, ut eam abdicare nequeas.*

SUBditorum benigna protectio adeo Principibus est propria ipsorumque regimini essentialis & necessaria, ut eam nullatenus abdicare possint; non enim ob alium finem Deus constituit Principes, quam ut subditos populos, quosque & tranquillam vitam agerent in omni pietate & castitate. 1. Timoth. 2.

Pec vim autem & violentiam cum consistit publicam, quosque & tranquillitatem eo magis perturbabit, quo sunt potentiores aut majori auctoritate præditi, qui vim exercent: quis dubitet Principem hanc protegendum & coercendum potestatem, quam simul cum Imperio divinitus accepit, a se abdicare non posse, quin simul & Imperio renunciaret: non enim sine causa gladium portat; DEI ENIM MINISTER EST: VINDEXT in iram ei qui malum agit. Rom. 13.

Unde jampridem tæcè dixit Salgado in Epitaphio præmiali: „Protectorem & subditorum defensionem cum ipso simul Reges ab origine ortum esse, ita ut Regi obiectum sit & causa finalis. Regnum siquidem (ait) propter protectionem vi oppressorum, non protectio propter Regem aut Regem creatum esse à Rege Regum & Domino Dominantium Deo; sapientis Principis Temporalibus datum. Unde „Vassallorum defensio (intert) provide meritoque propriam Regis officium dicitur; attributum naturale, inherens viscibus Regiminis & qualitas inalienabilis est substantiæ Diadematis: ita ut Regimine & protectio unum sit effectum continens indissolubile & inseparabile, quæ nec à Rege tolli possunt, nec à Regimine (cujus est anima) separari, nisi simul & cum Regno eradicetur, quia de REGALIBUS est in signum competentis suprema potestatis, quam sequitur sicut umbra corpus & qualitas subiectum.

Notique Annæus Robertus lib. 3. Rerum judicæ, p. 1. Principes hanc subditorum suorum protectionem sequamur primum numerasse sui Diadematis Regalis ornamentum; eique proprie & per eminentiam nomine REGALIS attributum voluisse. „Hoc jus (protectionis,) inquit, tanta dignitate commendatur, voluerunt majores nostri, ut licet nomen REGALIS generale sit, multaque sua universalis appellatio comprehendat: tamen huic uni rei, præter cetera Regi Spectari jura, eximia quadam, speciali prærogativa, REGALIS appellationem tribuere visum.

Hinc concludendum cum Francisco Salgado in Suppl. ad Sanch. part. 1. cap. 1. num. 109. & 110. post Cacerium, Covarruviam aliosque ibi citatos: REGALIAS quæ competunt Regi, in signum suprema jurisdictionis vel PER OPPRESSOS AD EUM RECURRETUR; Principem autem abdicare non posse, nisi Regia Sedes renuncietur.

Principes Belgii speciali titulo ad conservationem hujus jura asseruntur cum in eorum Læto Introitu seu inauguratione solemnem contractum, etiam juramento interpositum, promittunt Babonnie Statibus, se subditos suos adversum omnem vim & violentiam effectores protectores, ut supra ostensum est.

Jurant præterea, se perpetuo inviolate conservaturos Ducatus Brabantia ac ejus insularum jura, prærogativa, libertates, consuetudines, usus & inviolatos mores; seque omnino effectores ne quid illarum contra ea attentetur. Porro quomodo ex subditis suis inviolate conservabunt, nisi eos potentius & benigne contra quoscunque protegant & ante omnia resistunt, si per vim & violentiam (sæpius spoliati) &

*Principes protectionem suam debent omnibus subditis, & speciatim adversus superiores.*

Principem tempe protectionem suam impetiri omnibus omnino subditis tanquam DEI Ministrum & Vindicem, apud quem est res personarum acceptio, luculenter docent Sacre Litteræ.

Continuis super populos Principibus, & Tribunalibus & Centuriis præcipit Moyses: Audite illos, & quod justum est judicate, ita PARVUM audietis ut MAGNUM: nec accipietis cujusquam personam, quia DEI judicium est. Deut. 1. & Levit. 19. Non consideres personam pauperis, nec homines vulnem rotantis. Juste judica proximo tuo. Et Rex Salomon: Aperis os tuum muto, & causis omnium filiorum qui pertransiunt: aperi os tuum, decerne quod justum est, & judica inopem & pauperem. Proverb. 31. incipiente sevefe Judex judicum Judices illos iniquitates qui vulum potentium hic honorabatur Usquequo (inquit) judicaris iniquitatem & PACIES PECCATORUM juvenis? judicatis reges & populo: humilem & pauperem justitiae: ERUITE PAUPEREM, UT EGEREM DE MANU PECCATORIS LIBERATE. Ps. 81.

Est igitur manifestum Principes Delecto Divino adstrictos esse omnibus omnino subditis sine acceptioe personarum impendere protectionem: & non superioribus tantum adversus subditos, sed & adversus superiores administrandam esse justitiam subditis, dum à superioribus oppressi justitiam inclaimant.

Sane si subditi non essent audiendi adversus superiores, dum ab his inique divexantur, bonis spoliarentur, munus, officii, functionibus violenter exvuntur; quid aliud per Imperium grassaretur nisi summa illa calamitas quam deporat Sapiens in Ecclesiastico: Vidi calumnias quæ sub sole geruntur & lacrymas innocentium & neminem consolatorem, nec posse resistere eorum violentia cunctorum AUXILIO destitutos, Cap. 4.

Quin imo protectio Regia subditis impendenda tunc proprie locum habet, cum hi à superioribus opprimuntur. Superiores enim cum non facile ab inferioribus violentiam patiuntur, sineque sua autoritate adversus eam satis viri; raro adversus inferiores protectione indigent. Ubi è contrario inferiores præsertim imbecilliores se adversus vim superiorum defendere nequeunt, nisi excelsior & potentior manu adjuti.

Hinc merito statuit Canon 23. Caus. 23. quest. 5. Regum officium proprium est præbere auxilium iis qui TACULUS OPPRIMUNTUR A POTENTIORIBUS. Imo vult Canon, ut non solum eripiant, sed ne PATIANTUR quidem per suam convenientiam ab aliis contristari.

Ad quod extimulati debent magnanimitate fortis & S. Viri Moyses, qui cum vidisset quendam injuriam patientem vindicare illum, & sicis vulnibus ei qui injuriam sustinebat. Act. 7. de quo ita Ambrosius apud Grat. d. C. Can. 7. q. 3. In depellenda injuria lex virtutis est. Qui vim non repellit à socio injuriam, si potest, tam est in vitio, quam ille qui facit. Unde S. Moyses hinc prius eripit et remanentia bellica fortitudinis; nam cum vidisset Hebræum ab Aegyptio injuriam accipientem, defendit.

Tenentur inque Principes potentem suam manum benigne & facile, quin imo ultro sic oppressis porrigere; quo fiet ut administrando justitiam, pacem publicam conservent; ac ita Imperium suum & Thronum stabiliant. Rex enim qui judicat in veritate PAUPERES (inquit Rex Salomon) THRONUM SUUM IN ÆTERNUM FIRMABITUR. Prov. 29.

Etenim si infirmioribus hæc denegeret justitia non facile administraretur: omnia in Imperio sulcus deque verti necesse est. Remota enim justitia, quid sunt Regna, ait Magnus Augustinus, nisi MAGNA LATROCINIA? De Civit. Dei, lib. 4. C. 4.

Ut mirum non sit, si vel ob hanc causam Regna à Regibus aufertenda esse Dominus Dominantium edixerit: Regnum à genio in gentem transferretur propter injustitias. Ecclesiasticus cap. 3. Animadvertit etiam

Ergo

Eruditissimus Vir Salgado de Regia Protectione prel. 1. n. 46. in pluribus divinarum literarum locis legi, *supremum Dei potentiam curasse, Regna oriri, mutari, & invertere, Regesque depicere, alios creare & vocare, ut ab aliorum tyrannide & oppressione populum liberent & liberet.*

Quare recte dixit Iosephus Sese de Inhib. c. 8. §. 3. n. 8. *Quod Principes de jure divino, & humano possunt: tunc variantur ad conservationem pacis & tranquillitatis Reipublice Christiane tollere violentias & oppressiones omnes.*

Ad ipsum igitur (Principem) OMNES PROMISCE... ut oppressi pro auxilio & defensione naturali merito confugiant, ut propulsent, tollantque & levetur violentia... sine quo recursus magnas turbationes, injurias & scandala tota Reipublica universalis pateretur. Salgado in Epilogo promissali, de protecl. Reg.

Certe Principes nostri hanc suam protectionem in Lato Interdu sic spondent & jurant, ut ad omnes Ducatus, incolae & subditi pertineant. Vide supra.

## §. IV.

*Protectio Regia etiam impendenda Clericis.*

Clerum omnem tanquam membrum & partem Reipublice, Principibus subditi, expeditum est. OMNIS enim ANIMA (teste Apostolo ad Rom. 13.) potestatis sublimioribus subdita sit. *Etiamsi Apostolus sit* (ait S. Chrysostomus ad hunc locum) *si Evangelista, si Propheta, si quisque tandem servus, neque enim pietatem subvertit ipsa subiectio.* Et Theodororus, *Sive sit sacerdos aliquis siue Aristes, siue monasticam vitam professus, iis cedat quibus sunt mandati Magistratus* (idem in hunc locum Apostolus) *scribit Omenius.* Hinc hujus subjectionis S. Bernardus Epist. 43. serio admonet Henricum Archiepiscopum Senonensem: *„Innelligis quæ dico, Cui* honorem, honorem OMNIS ANIMA, inquit *potestatis sublimioribus subdita sit: si omnis, & vestra; qui vos exceptit ab universitate Si quis tentat excipere, conatur depicere.* „Fateorque S. Gregorius Magnus Pontifex Romanus Lib. 2. Epist. 61. *potestatem supra omnes homines Imperatoribus* (quos Dominos suos vocat) *celitus datam esse; seque IUGISSIONE BORUM SUBJECTUM ESSE.*

Quid plura? Romanos Pontifices agnovisse Principes Dominos suos esse, adeoque infensum eorum subiectos, vincit *Liber diurnus Romanorum Pontificum* in lucem editus per Joannem Garnerium Jesuicum, in quo quæ agenda Pontifici prescribuntur; ac Capituli 1. tit. 1. continet *Indiculum scribende Epistole ad Principem.*

SUPERSCRIPTIO. DOMINO PISSIMO ET SERENISSIMO, VICTORI ac TRIUMPHATORI FILIO AMATORI DEI & DOMINI nostri Jesu Christi illi. Acquis, illi. Episcopus servorum servorum DEI. Et subscriptio ejus. PISSIMUM DOMINI IMPERII gratia superna custodiar, eique omnium gentium tota subferantur.

Cum igitur totus Clerus Principibus subditi; evidens est ei æque impendendam esse protectionem ac laicis: omnibus enim subditi, ut §. præcedenti ostensum, eam tenetur Princeps impendere.

Imo, ut recte advertit Salgado de protectione Regia prel. 2. n. 72. *Defensio Regia potius convenit ecclesiae, & ECCLESIASTICIS PERSONIS, quam aliis, quia arma non ferunt.* „Quam protectionem (ait in Epilogo promissali) „omni jure naturali, Divino & positivo, tam Canonico quam Civili, & consuetudine immemorabili, prel. 3.) Rex supremos exhibere astringitur vassallis oppressis, non solum laicis, sed MULTO POTIUS ECCLESIASTICIS PERSONIS, non tanquam *Dei Ministris & MAJORI DEFENSIONE INDIGENTIBUS*, non utentibus materialibus armis, sed spiritualibus tantum, nempe lacrymis, jejuniis, orationibus carnisque maceratione, & sui ipsorum abnegationem; nec non modestiam & chaustatem praestantibus; tum etiam, quia sunt pater populi, membra & cives Reipublice temporalis. Quod multis authoritatibus astruit prel. 11.

Hujus muneris Regalis sedulo & frequenter Principes admonuerunt ipsi Episcopi, ac Summi Pontifices *Van Espen, Pars VI.*

ces: S. Leo Magnus ad Cognominem Augustum Epist. 75. *Debes incessanter advertere Regem potestatem tibi non solum ad multirregimen, sed MAXIME AD ECCLESIAE PRÆSIDIUM esse collatam, ut ausus nefarios comprimendo, & qua bene sunt statuta defendas, & veram pacem, his que sunt turbata, restituas.* S. Gregorius Magnus ad Mauritium Augustum Epist. 6. Lib. 7. *Omnipotens Deus Piamus Vestram PACIS ECCLESIASTICA fecit esse CUSTODIRE.* Concilium Parisiense ex quatuor provinciarum nempe Rhemenis, Senonice, Turonice & Rothomagensis Episcopis anno 819. celebratum Lib. 2. C. 3. *Cognoscant Principes saculi Deo debere se reddere rationem propter ECCLESIAM, QUAM CHRISTO TURBAM SUSCIPIUNT: nam sine auctoritate pax & disciplina ECCLESIA per fideles Principes, fore solvantur, ille ab eis rationem exigit, qui eorum POTESTATI SUAM ECCLESIAM CREDIDIT.* Extrat apud Gratianum Can. 30. Caus. 23. q. 5.

In Benedictione etiam & Coronatione Regis, dum Episcopus Regi gladium tradit, sic loquitur in *Pontificali Rom.* „Accipe gladium in defensionem *Sancle Dei Ecclesie* divinitus ordinatum... ut in hoc... vim aequitatis exerceas, molem iniquitatis potenter destruas, & *Sanclem Dei Ecclesiam*, ejusve fideles propugnes ac protegas, nec minus sui fidei falsos quam Christiani nominis hostes executeris... ac dispergas.

Recte proinde dixit prelaudatus F. Salgado: *Quod Principibus Christianis, a Deo, Sede Apostolica & Romanis Pontificibus, ac Legibus positivis commendata est PROTECTIO CLERICORUM, ECCLESIAARUM, prelud. 5. num. 305.*

Neque possent Principes quietum & tranquillum conservare Imperium, nisi una pacem Ecclesie (locum in Imperio esse, ut loquitur Optatus Milevianus lib. 5.) custodiant, adeoque & vim & oppressionem auferant, quam Clerici alique persone Ecclesiasticæ patiuntur.

Cum enim Deus gladium committens non Ecclesie, sed tantum Imperio, debent Clerici qui protectione indigent, æternum genere & manere oppressi, si Principis non sit, eis opte illius gladii sui succurrere.

Ex Belluga igitur recte advertit Salgado de protectione Regia prel. 2. n. 77. *Manus Regia munus est Ecclesie, pax Clericorum, salus populi, vita vassallorum, caput subditorum, intus Reipublice, propugnator & presidium Christiane Religionis.*

Tenetur igitur supremi Principes singulariter Clerum omnem potenter protegere adversus omnem vim & violentiam, a quibuscunque tandem five inferioribus five superioribus ea inferantur; idque non solum ut subditorum Protectores & Reipublice Rectores, verum etiam ut supremi Ecclesie Advocati & defensores, ac pacis Ecclesiasticæ custodes & vindices.

Quod benignissimi nostri Principes probe scientes jam ab anno 1313. sanxerunt *Monachos, Moniales, Presbyteros & qualescunque Religiosos*, si QUOMODO OPERANDUM, ad ipsos Ducti iudices pertinerent, ut ab injuriis & violentiis liberarent. Et in læo eorum introitu in manibus Abbatum, qui Statum Ecclesiasticum representant, solemnem juramentum pollicentur se non permitturos, ut illo modo aliqua via aut violentia inferantur PRÆLATIS, ABBATIBUS &c. ut supra §. 2.

## §. V.

*Obtentu Exemptionis a foro seculari, non potest hac protectio Clericis negari.*

PROTECTIO Regia, quam oppressis Clericis debere præcedenti §. ostendimus, eis negari non potest præterea quod a foro seculari eximantur.

Hæc enim exemptio, quam *Privilegium fori* communiter appellat, a Principibus Christianis, Clericis indulta fuit in eorum favorem, ut nempe a forensibus judicii exempti, liberis Domino vacarent, & eorum cause per Deo amabiles Episcopos quam celerissime finirentur.

Cum autem ea quæ in favorem indulta sunt, non debeant vergere in præjudicium & damnum coruodem, Et 2. evi-

evidens est quod hæc exemptio eis non auferat jus impetrandi protectionem Regiam, qua valeant sese defendere adversus vim & violentiam, quam à Superioribus de iudiciis Ecclesiasticis patiuntur. Quod solide probat F. Salgado de *Protectione Regia* præf. 3. cap. 9. & seq. ubi in terminis ait: *A temporalis jurisdictionis decessu fuit exemptio Clericorum... qua interdum fuit ad militiam Cleri & Ecclesie, non ad jus regium, domum & dominium, prout contingeret, si per violentiam gravarentur, & vi oppressi à iudiciis secularibus, non à laboribus recedunt ad Regem & Principem temporalem, ad cuius exhibitionem sentitur jure naturalis & divinis, quod inviolabile est.*

Ad eo ut Princeps, qui protectionem subditorum à se abdicare nequit, concedendo exemptionem Clericis à foro seculari, eos aliquomodo excludere poterit à protectione, quam eis vi exemptionis exhiberentur; cum semper maneat membra de civis Reipublicæ.

Clerici, inquit Cardinalis Bellarminus, gratè quæ quod Clerici sunt, sunt etiam civis & partes quædam Reipublicæ politiæ. Libro 2. de Clericis cap. 28. Et Avenda. Anselmo Cusini Spiritibus Anversiensis Fiscalis ad Edictum perper. art. 5. §. 26. Clerici, ait, dicuntur civis & penitus applicationem civium.

Neque hæc exemptio Clericorum sic competit Ecclesie, quin supremæ Principi qui nam benignè indulget, possit eandem restringere, mutare, ac ejusdem legitimum usum præscribere, ubi commune bonum id exegerit ut etiam eos non raro seorsum constat. Manet enim semper apud illos summa potestas ordinandi, servandi & agendi, quæ ad subditorum & Reipublicæ commodum, secundum Deum judicaverint expedire.

Hoc etiam advertere juvat, ianum abesse, ut per seculum hunc ad protectionem Regiam jurisdictionis aut exemptionis Ecclesiasticæ aut à Clericis ledatur, aut à Rege impediatur, ut eadem potius hac ratione egregie joveatur & conservetur.

Clerici enim unde conquerebantur de abusu jurisdictionis, seu de vi & violentia, quam Judices Ecclesiastici inferunt, non perducendo secundum juris ordinem ex præscriptis Legum & Canonum: Principes vero suprema sua auctoritate vim illam reprimunt, notant ac cassant, æque ita Judicem reducant ad viam iustitiæ & transiunt legittimos, ut loquitur Joh. Sese de *Inhibitionibus*. Cap. 4. §. 3. n. 69.

Nihil hic in alterutra parte reprehensibile; nam & Clerici omnium jure suo, quo sese adversus vim illi defendere: Reges autem auctoritate Divina, qua eis potestas tollendi violentias inter Ecclesiasticas personarum, & ab Ecclesiasticis iustitiis illarum, competit. Salgado de *Præf. Reg. præf. 3. n. 96.*

Ceterum Clerum Belgicum nunquam existimasse hunc recursum esse contra suam exemptionem aut jurisdictionem, patere potest ex illis quæ supra memoravimus agi in inauguratione Principis. Siquidem ipse *Status Ecclesiasticus* ipsi Principem adstringit, ut non denegat Clericis supremam suam protectionem, quoties illam contra vim qualemunque impetierint, utque eorum jura, privilegia, libertates inviolate conservet, efficiatque omnino, ne quid illatissimum contra ea attentetur.

Comprobavit de facto hoc hunc recursum dictus *Status Ecclesiasticus*, dum jura sua & privilegia infringi & ladi fecit.

Sic anno 1648. cum in Belgio Interventum quandam commissionem Reverendissimo Namurcensi dedisset ad visitandum Monasterium Gemblacense exemptum & immediate Sanctæ Sedis subiectum, dictusque Reverendissimus virtute hujus visitationis attentalter directe contra jura dictæ exemptionis, cum nec Interventum dandi ejusmodi commissionem haberet potestatem, nec dictos Antistes facultatem inspicendi sua auctoritate visitationem, Brabantie Prælati attendentes jurata sua privilegia in persona Abbatissæ Gemblacensis infringi, remque mali esse exempli, sese eidem Prelato conjunxerunt *pour faire casser de l'avis de la Commission de Brabant la Commission avec tout ce qui s'en est ensuivy, & contraindre à cet effet le procureur Van den Drissebe, pour faire les debvoirs, & pourvoir à ce appartenances compulsemus avec ledit Prelat de Gembloux.* Habetur procuratoris Acta sub lit. A.

Ad instantiam Leodienis anno 1709. in Urbem advocatum contra Universitatis Lovanienis Supplicium

sub pena suspensionis, ac etiam revocationis privilegiiorum eidem Universitati concessorum; idque apertè contra notissima jura de non evocando.

Brabantie Status, Patrie Patres huic instructioni cupientes occurrere, ut antiquissimum jus patium, seu & illibatum custodirent ad ad posterum transmittendum, ex communi deliberatione Burghelii huiusmodi 14. Novembris 1709. Recursum ad Principem ultro instiluerunt postulantes ut Officio Fiscali Brabantie mandaretur *de agir & de vendre les devoirs commensables pour faire repaier cette nouvelle assente donnée aux Doyens & Prévôtés & autres mentionnés, soit par voie d'Arrest sur les biens appartenans auxdits Chapitres de Liège ou de Pair de Brabant, ainsi que cela a encore esté pratiqué dans des cas pareils cy devant; soit par telle autre voie que Sa Majesté trouveroit bon de lui ordonner.* Habetur supplicia sub B.

§. VI.

Offenditur oppressus Clericus jam alio prioribus Ecclesiæ seculari recurrit ad Principem: non solum tanquam ad supremum Protectorem, sed etiam tanquam ad ipsam Ecclesiæ & Legum custodes & vindicem.

Exempla innumera eaque præclara suppeditat Historia Ecclesiastica, in quibus eluces Pontifices ipsos, Episcopos, Presbiteros, & Monachos constanter ad protectionem Regiam recursum instillito adversus vim & iudicium Ecclesiasticorum violentia iudicia. Tantum aberat ut hoc pacto immunitatem & jurisdictionem Ecclesiasticam ladi existimarent: docent quippe Regiam potestatem (ut loquitur S. Leo Magnus, eundem auctoritatis Pontificis & Ecclesiasticæ studiofissimus) maxime ad Ecclesiæ præsidium (principibus) esse collatum, ut ausus nefarios comprimant; qui bene sunt flanta defendunt; veram patrem his, qui sunt turbata, restituant; depellant perverfos juris aliter decisa. Epist. 135. aliarum 75. ad Constantinum Augustum.

Uique à Vito maximo & vetere Apostolico initium ducamus, qui sub initium seculi quarti florenti, cum primum Ecclesiæ libertatem nasceretur, à magno, inquam, Athanasio, Sanctissimus hic Alexandrinus Episcopus à iudicibus suspectis, inimicis & recusat, absens & inauditus per infidias, à Synodo Tyria condemnatur, & Episcopali dignitate deicitur.

Ab hac aperta Canonum Legumque violatione per Judices Ecclesiasticos illata Constantinum Augustum provocat & subsidium Imperatoris tuitionis imporat; qui de causæ ejus cognitionem suscepit, eo quod Athanasius de vi contra sua omne & his illata conquirenter; ordinavitque Episcopos omnes qui Synodum Tyri absolverant, ut indilate ad Prætorium suum fore conferrent.

Hujus rei fidem facit Rescriptum Constantini apud Athanasium Apol. 2. Magna libertate, inquit, nihil aliud postulavi (Athanasius) quam ut vos hic evocare juberem, quo nobis presentibus, quæ per vim passus esset, conquæri posset. Quod cum mihi volui & temporibus meis congruum viderem; scripto vobis denunciam volui, ut quærent Synodum Tyri absolvissetis, sine omni tergiversatione ad Prætorium nostræ Clementiæ convenissetis, ut ipsa quantum feceritis integratèque sit in vestris sententiis coram me ipse declaraturus.

De hoc facto S. Athanasii scribens Petrus de Marca Archiepiscopus Patiensis ait: Ex Athanasii *Libellis & Rescriptis Constantini* aversissime constat Athanasium existimasse, in his angustiis liberum esse assistere subsidium intutionis Imperatoris implorare, & Principis partes esse; in perspicua an vis illa contra præscriptum Legum & Canonum illata sit. Lib. 4. cap. 111. de Concordia Sacerdotii & Imperii. Idem hoc loco ad veritatem nominatissimus ille Baluzius Tutelens.

Initio seculi quinti, exurgente heresi Nestoriana, quæ B. V. Mariam Dei Matrem esse negabat, vatii religiosissimi Presbyteri, qui contra repullantur hoc pravam dogma invehantur, facultate conclamationi privati sunt, plurimique Monachi misere à Nestoriana Episcopo Constantinopolitano diverati.

Adversus hujusmodi oppressiones Basilus Diaconus & Archimandrita, Thalassius Lector & Monachus alique recurserunt ad Imperatorem Theodosium & Valentinianum; Eisque querelas has cum graviter exposuissent, sic urgens

missime supplicanti: „Vestra, inquit, Majestas efficit  
 „ut sacra & oecumenica Synodus primo quoque tempore  
 „huc coeat; quo hac praesente Christus Sanctissimam Ec-  
 „clesiam uniat... illud etiam obnoxie precamur ac pe-  
 „tamus... ne quidquam deinceps in quoniam illi (Nestor-  
 „io) licet, nisi primum Orthodoxae Fidei veritas emen-  
 „delectur... Rogamus preinde ut magnificissimum Pae-  
 „fecti novae Romae providentia, compescantur ii, qui  
 „adversus Orthodoxos insurgunt, & sub praetextu quod  
 „se defendunt, ejus, non paucis insultant; donec ea  
 „omnia qua ad Fidem pertinent componantur.“ *Hac*  
*Supp. extat apud Labb. tom. 3. Col. 425.*

Eodem saeculo cum Flaviano Constantinopolitans  
 Episcopus in sua Synodo Eutycherem ejusque haereticum  
 condemnasset: Dioscorus Patriarcha Alexandriae Eu-  
 tycheris patrocinium suscepit, imperavit ut a Theo-  
 dosio Augusto ad convocaretur Synodus Ephesina se-  
 cunda. Dioscori autem & Ghyrsapi Eunuchi malis ar-  
 tibus & potentia hae Synodus in Lactrocinium delit.

Ut autem S. Leo Magnus, omnia in hac Synodo per  
 tumultum & tempestatem judicata fuisse cognovit; ipse  
 Pontifex maximus ad Theodosium Augustum recurrit,  
 eumque obsecrat, ut Synodum aliam generalem acle-  
 gitimam in Italia congregari jubeat, datis ad ipsum  
 litteris in hac verba: „Ecce ego, Christianissime & Ve-  
 „nerabilis Imperator, cum confacerdotibus meis... ob-  
 „secramus... ut omnia in eam esse jubeant, in qua fue-  
 „runt ante omne judicium, donec major ex toto orbe Sa-  
 „cerdotum numerus congregetur.“ Hinc paulo infra pro-  
 sequitur: „Omnes parium nostrorum Ecclesie, omnes  
 „Mansuetudini Vestrae cum gemitibus & lacrymis sup-  
 „plicanti Sacerdotes, ut quia & nostri fideliter reclama-  
 „runt, & eisdem Libellum appellationis Flaviano Epi-  
 „scopo dedit, generalem Synodum jubentis intra Ita-  
 „liam celebrari, quae omnes offensiones ita aut repella-  
 „t, aut mitiget, ne aliquid ultia sit, vel in Fide dubium,  
 „vel in charitate divisum.“ *Epist. 40. alias 25.*

Generalem Synodum, quam Sanctus Leo instantissi-  
 me postulaverat, Chalcedonem congregavit Marcianum,  
 defuncto Theodosio. In hac Synodo videtur est Mona-  
 chos, Presbyteros, Episcopos, recurrentes ad Impera-  
 torem Marcianum protectionem & justitiam adversus  
 judicium Ecclesiasticum violentias urgentissime im-  
 plorantes.

Actioe 1. ita supplicat Eusebius Episcopus Dorylaeus  
 Religiosissimis & Pissimis Imperatoribus Valentiniano  
 & Marciano: „Intencio & propostum est Clementiae  
 „Vestrae, universis quibus ibi subditis providere, &  
 „manum porrigere omnibus inibi oppressis, & ac-  
 „tus tamen fungentibus Sacerdotio: in hoc Divinita-  
 „ti placentes, a qua Vobis imperare & dominari sub  
 „sole hoc donatum est: Ergo quoniam multa & dira  
 „& contra omnem consequentiam Fides qua in Christo  
 „est, & nos sumus perpegi ad Reverendissimo Diacono  
 „Episcopo Alexandrinae magnae civitatis, adimus Ve-  
 „stram Pietatem, supplicantes JUSTITIAM promereri.“  
*Apud Labbeum tom. 4. Col. 95.*

Sanctissime Tyrionum Ecclesiae ex praeiis & imme-  
 morabilibus temporibus ad Sanctis Canonibus certa defi-  
 nita erant jura, cum in Ecclesiastica administratione  
 sum in ordinationibus. Ejusmodi jura Eustathius Reve-  
 rendissimus Episcopus Berytiorum civitatis ut violare  
 conatus fuerat & in se transferre, etiam depositione  
 Reverendissimo Photio Episcopo Tyrionum commina-  
 ta. Adversus hanc oppressionem & novitatem recurreit  
 Reverendissimus Photius ad praeauditos Imperatores,  
 Obsecro, inquit, provolvitis vestris pedibus, ut fan-  
 ciat Caesare Vestrum Imperium, ut omnia qua pri-  
 mus a sacris regulis attributa sunt praestite Sanctis-  
 simae Ecclesiae, integra maneat. Si quid vero con-  
 tra antiquitatem memoratis (Eustathius) vel quavis  
 „alius qui cum eo faciat, aggreffus sit, id irritum sit &  
 „vanum, nec ullam vim habeat.“ *Act. 4. Col. 541.*

Reverendissimus Basilianus Ephesiorum Episcopus vio-  
 lenter & tumultuaria ab ipso Sacerdotio fungentibus &  
 Sede Metropolitae dejectus, alio intruso, iisdem Glorio-  
 sissimis Imperatoribus supplicationes exhibet, quam ita  
 exorditur: „Omniis salus violentiam patientium, post  
 „dum vestra tranquillitas est, & PACIS AUTEM SAC-  
 „CERDOTUM CHRISTI.“ Quapropter, ..... supplico Ve-  
 „strae Pietati, & provolvor divinis vestris sacratissimae  
 „vestigiis, quatenus sancire dignetur Vestra Caesaria

Potestas .... ut cognoscatur fiat .... hoc insuper sancire  
 „Vestram Divinitatem exoro, ut nulli liceat vexa-  
 „tionem aliquam mihi inferre, donec ad firmam perve-  
 „niant ea, quae inter me & adversarios meos aguntur.“  
*Act. 11. Col. 685.*

Reverendissimus Eusebius & omnis Clerus Nicome-  
 diensis Metropolis sanctae Dei Ecclesiae Catholicae, eod-  
 dem Imperatores perpetuos Augustos expolulant: „Deus  
 „Vobis inquit, Regnum & omnium aeternum Impe-  
 „rium (ut omnes gubernatis) ad salutem orbis re-  
 „ragum & pacem Sanitarum Ecclesiarum, iuste dona-  
 „vit. Quapropter ante omnia & per omnia, Pissimi &  
 „& Christi amantissimi Principes, pro Orthodoxae &  
 „saluberrimae Fidei Dogmatibus cogitatis, iam haere-  
 „ticorum fletibus extinguentes, quam pia Dogmata ad  
 „lucem deducetes. Unde postremum nos Majestatis  
 „Vestrae vestigiis, ut jubetis arceri injulitatis quae ad-  
 „versus nos ad Reverendissimo Episcopo Nicaeno Anasta-  
 „sio est praesumpta: quatenus valeamus congrua Chri-  
 „stianis pace fruenter sine intermissione Mystra di-  
 „vina perferre... solus enim hic per cupiditatem oppri-  
 „mere nos & conturbare capit.“ *Act. 13. Col. 708.*

Hae exempla sufficiens (innumera enim habet Histo-  
 ria Ecclesiastica) ut appareat ipsam Ecclesiam ipsi pu-  
 rioribus Ecclesiae saeculis factis ostendisse, Clericis jus  
 esse recurrit ad Principes adversus Judicium Ecclesia-  
 sticum violenta iudicia, ipsamque urgentissime ver-  
 bis Principes interpellasse ac inviaute ut se promptos re-  
 rga eos offenderent Proseutores & Vindictae. Adeo ut  
 Sanctus Leo, Pontifex vere Magnus, in Epistola ad  
 Cynoninem Augustum, vel eo ritu ipso inter  
 CHRISTI PRAEDICATORES digno honore numerandum exi-  
 stimet, nec non Apostolorum ac Prophetarum dignum  
 consortio. *Epist. 125. alias 75.*

## §. VII.

Superiores & Judices Ecclesiastici non raro sua  
 potestate graviter abutuntur.

Cum in hoc Tractatu agatur de violentia, quam  
 Superiores & Judices Ecclesiastici in sum jurisdic-  
 tionis exercitio committunt: oportet primum citi plu-  
 ribus aliis monumentis demonstrare, non raro contin-  
 gere, ut illi sua potestate & auctoritate enormiter abu-  
 tantur: Neque verum esse, sicut quidam suspensitiosa  
 velut credulitate praecipit exultant videntur, quae-  
 cumque Superiorum tacta non approbandi, neque ad-  
 versus Superiores unquam Inferiores esse audientes  
 quasi eo ipso morales ab omni vitio eximerentur,  
 quo in sublimitate collocantur, cum vel tunc maxi-  
 me dominandi libidini exponantur. Unde & ab hoc  
 vitio vel ipsi Eugenio Papae tuncpore S. Bernardus  
 monebat. Et celebris Cajetanus S. R. E. Cardinalis  
 non dubitat asserere: *Potest persona Papa TYRANNICE*  
*gubernare, & tanto facilius quanto potentior off.*  
*l. 2. quasi. 39. art. 1. ad 2.*

Prima Synodus Oecumenica initio saeculi quarti, cum  
 jam pax Ecclesiae data esset sub Constantino Magno, Ni-  
 ccae congregata, aperissime supponit quoddam inordi-  
 nata Episcoporum passionem, immerito de Ecclesia ejici  
 les excommunicati. Mandat etenim Canon 5. singulis  
 annis in unaquaque Provincia bae Synodos fieri, ut  
 communiter omnibus simul Episcopis Provinciae con-  
 gregatis, conventiculis examinentur, vel requiratur;  
 nunquid vel pessimum sit (aut ut legit Ildorus) ali-  
 qua indignatione, vel contentione vel aliqua injuria ali-  
 quibus (aut juxta lectionem Dionysii) alio quolibet  
 Episcopi vitio, congregatione pulsati sunt (seu juxta li-  
 dotum) excommunicati.

Certe Historia Ecclesiastica infinita commemorat  
 exempla etiam Sanctissimorum Virorum, qui odio  
 aut invidia Superiorum & Judicum suorum Ecclesia-  
 sticorum inique & violenter censuris aliisque poenis  
 Ecclesiasticis fuisse afflicti, oppressi & de congrega-  
 tione Ecclesiae expulsi: imo Sanctus Augustinus qui pri-  
 mis & purioribus Ecclesiae saeculis vixit, jam tum  
 ait: *Horum plura fuisse exempla, quam credi possit.*  
*Lib. de vera Religione cap. 6.*

Atque hae bonorum Virorum oppressio, quae a Ca-  
 nonum neglectu, ac violatae Juris ordine promanet,  
 facile causa fuit, quod saeculo sexto Imperator Justi-  
 nianus

inatus, ut hanc Judicium Ecclesiasticum licentiam cohiberet, tanquam gloriosus Ecclesie Protector, sanctione publica edixit in verbis: *Omnibus Episcopis & Presbyteris interdiximus segregare aliquem a Sacra Communione antiquam causa monitorem propter quam Sancta Regula hoc fieri jubet.* Hac etiam comminata poena: qui vero aliquem (præter hoc) a Sancta Communione segregare præsumpserit, modis omnibus a Sacramentis, sub quo constitutus est, separabitur a Communionis quanto tempore ille perspexerit, ne quod injuste fecit, iuste sustineat. Novell. 128. Cap. 11.

Quanti autem Ecclesia hanc Justitiam Novellam fecerit, crudelis notum est, ac ostensum fuit in Tractatu nostro de *Conjuris* cap. 2. §. 5.

De hac Episcoporum præsumptione ita loquitur sacro-  
lo septimo Synodus Hispanensis sub Sancto Lódro.

Sexta adione compertis, Fragrantum Corduben-  
sis Ecclesie Presbyterum injuste olim a Pontifice suo  
destitum, & innocentem exilio condemnatum. Quem  
rursus ordini suo restituentes id denno adversus præ-  
sumptionem nostram decrevimus; ut iuxta præscriptum  
Patrum Synodalem Sententiam nullas nostrum sine  
Concilio examine quælibet Presbyterum vel Diaconum  
dejecte audeat. Nam multi sunt qui indiffere-  
nter potestate tyrannica, non auctoritate Canonica  
damnant. Et sic nonnullis gratia favoris subli-  
mant; ita quodam odio, invidiæque permoti humi-  
liant, & ad loquem opinionis autem condemnant, quo-  
rum crimen non approbans. Qui Canon relatus in  
Corpus Canonicum, extat Cap. 15. quæst. 7. Can. 1.

Incredibile dictum, quantum procedente tempore ab-  
usus jurisdictionis Ecclesiasticæ creverit. Maxime ubi  
Romana Curia (amplificandæ potestatis studiosissima)  
incepit indies magis magisque Episcoporum jura inva-  
dere, causas quaslibet ad se evocare, & Conservatores,  
ut vocant, in Provinciis constituere. Incrementum ma-  
ximum adiecit, quod Episcopi contentiosam jurisdictionem  
Officialibus committerent, de quo jam sæculo 12.  
alte conquerebatur Petrus Blesensis Episcopus. 25. Officiali  
Episcopi Carnotensis amico suo intimo inscripta, quem  
propterea obtestatur, ut cito hoc Ministerium damna-  
rissimæ villicationis omittet.

Quot & quanta bine mala promanarint in utroque  
Sæculo, quamque tristis esset rerum facies sub initium  
sæculi 16. facile intelligitur de gravaminibus enim,  
quæ Sacri Romani Imperii Principes ac Proceres in  
Comitiis Norimbergensibus anno 1532. ad instantiam  
Adriani VI. Pontificis vere maximi, de reformatione  
serio cogitantis tradiderunt Francisco Cheregato ejus  
Ablegato.

Horum Gravaminum act. 16. ita habet. Cum Ro-  
mae quispiam etiam laicus, interpositio juramento ad-  
ferre, se non sperare justitiam apud Judicem competen-  
tem in Germania aliqui posse, proximo a tale jura-  
mentum admittitur, ac citatio ei contra partem adver-  
sam decernitur. Si quæ processus a iudice ordinario ex  
Germania ROMANÆ, nec iudice interpellato, nec par-  
te adversa monita provahitur; inde Juramenti præ-  
teritum, nec fori declinatorio, nec ulla admittitur proba-  
tio, etiam si plane doceri possit auctorem illum peje-  
rasset. Quæ res alius radices ageret, nec principiis  
resisteretur, omnes tandem causa ad Romanæ Curie  
tribunal devolveretur, Ordinariusque universi sua  
privarentur jurisdictione. Quod non solum contra  
conem justitiam, sed etiam intolerabile foret.

Art. 11. Item est aliud iudicium Papalium, per  
quod quæque ordinaria attenuant jurisdictionem, genus  
quod conservatur res vulgo vocant .... si (coram  
eis) vocati in us tunc recuserint, ita contra jus ac  
sæ excommunicationis licet nulla feriantur, cujus  
res innumera adduci possunt exempla.

Art. 34. Item Romæ ceterisque in locis per Ar-  
chiepiscopos ac Episcopos, aut certe eorum Eccle-  
siasticos Judices, multi Christianorum ob causas præ-  
phanas, ob pecunia denique ac turpis quæstus amorem  
excommunicantur.

Art. 35. Archiepiscoporum quoque Officialibus,  
ut plurimum fons inodori, inhabiles, insuper &  
scurrilibus moribus, nihil peni habentes, nihil  
avertens quam pecuniam.

Art. 38. Insuper & alias ob plures causas illicitas, à  
iudicibus Ecclesiasticis contra personas Laicas emittun-

tur citationes ac monitoria, quanquam tales, iudicium  
publica etiam res tante fama, indubitanter perfectum  
habeant vocatos ita in jus ad ditionis sua terminos  
minime pervenire, illosque ad ordinarium sui remis-  
sendos fore? quod ipsam quoque Laicorum subiectis  
non ferendis modis grave onerosumque est.

Art. 68. Accidit etiam nonnumquam, quod viri  
& mulieres coram Officiali seu Ecclesiastico Tribu-  
nali, ut delictorum ac scelerum testes, sinistro au-  
diti deferuntur, ac non prius per sententiam in-  
nocentes declarentur, quam ubi se iurjurando pur-  
gaverint, quæ purgatio facta in priditum æstima-  
tionis statum restituitur. Et quamvis tam sinistra  
denuntiatio incommoda, damna, in-pense, tam ob-  
rem perpeffe, merito refundi deberent; nihilominus  
tamen innocentes ipsi in dictæ restitutionis fidem,  
Officiali, Ecclesiasticoque Iudici, duos aureos cum  
aucti quantis pare, pro absolutiois luitis, nequa-  
quam necessariis, numerate coguntur.

Art. 70. Item licet complures sint causæ ita pro-  
miscuæ jurisdictionis, ut secundum jura commu-  
nia, apud Ecclesiasticos atque Civiles iudices agita-  
ri & puniri possint, sæpius tamen evenit, ut cum  
Civiles iudices, concessam sibi hac in re provinciam  
& jurisdictionem administrare quæ exercere velint,  
quod ipsi non faciant, per Iudices Ecclesiasticos  
sæpe excommunicationis poena eis interdicatur præ-  
hibeturque. Quod si diutius perstare debet, brevè  
Ecclesiastici Iudices à Civili Attagitur, ejusque  
jurisdictionis quascunque etiam causas eximent,  
suaque afferrent ditioni, id quod Cæsaræ Majestati  
ut, ceterisque Imperii Romani membris GRAVE EST  
ET INTOLERABILE.

Gravamina & abusus intolerabiles, quos tum à Cu-  
ria Romana, tum à Conservatoribus, tum à Iudicibus  
Ordinaris passa fuit Germania, etiam & Belgium no-  
strum suo damno expertum est.

Et quidem de oneribus ac oppressionibus, quibus  
Belgæ per Curiam Romanam supra modum fuit af-  
flicti, conqueruntur Sceniffimus Princeps Maximi-  
lianus & Philippus in binis Edictis, altero die 17. Se-  
ptembris anni 1484. altero die 20. Maji 1497. atque  
inter alia, hæc commemorant.

Que par autres provisions de la dicte COUR de Ro-  
me, que l'on nomme MONITOIRES PENALES, plusieurs  
sans estre OUVIS ont este contrainctz, à aulx de par-  
tir de leurs benefices, esquels ils avoyent bon droict,  
ou en avoyent jcy longement.

Que les autres faisoient en vertu de Rescript, par  
cuz obtenus en la dicte COUR de Rome attirer & ci-  
ter en premiere instance hors de nos pays sans  
pouvoir, en iceulx benefices, PAR NUS OUVIS  
COLLAIEURS D'ICEULX, ou en PRIUDICI D'ORDINAT-  
RES: pour lesquelles choses ont este fournies & empor-  
tees grandes & excessives sommes de deniers hors de nos  
dizs Pays: AU TRÉS GRAND APPROPRIALMENT D'ICEULX,  
ET DE NOS SUBJETS.

Que depuis aucuns s'avanchoyent de plus en plus (en  
contrevenant directement à nos defences) obtenir sem-  
blables Bulles & Rescript, & certains MONITOIRES PE-  
NAUX de la dicte COUR & autres contenant GRANDES  
PENES & CHASTIS à l'encontre de nos subiectz, LES  
AUCUNS NON OUVIS EN LEURS DEFENSES, & autres ad  
JOURNEZ hors nos dizs Pays en premiere instance  
contre les droictz, haulteur & prerogatives, franchises  
& de libertez de Nos & de nos dizs Pays, & ALA  
GRANDE ROULE de nos dizs subiectz. Exiant part. 1.  
Edict. Fland. lib. 1. rub. 8.

Us autem hujusmodi abusus, oppressionibus, &  
vexationibus indebitis occurrere: severe inhibendum  
fuit tum Ecclesiasticis tum Secularibus cujuscunque con-  
ditionis & Ratus, ne ulla Bullas, Processus, Senten-  
tias aliasque provisiones Apostolicas seu Romanas exe-  
quantur, aut exequi præsumant, idque sub poena exilii  
aliisque severioribus ad exemplum aliorum, nisi prius  
examinatz Regioque placito vie fuerint muniat.

Quod ad Conservatores attinet: hi sua facultate aded  
abutebantur in dies, & Ordinarium jurisdictionem tan-  
tum imminuebant, ut Archiduci Belgii Principes, de com-  
muni subditorum bono solliciti, cupiens eos gravi &  
intolerabili illo onere liberare; omnes omnino Conserva-  
torias in perpetuum abrogavit anno 1500. Edictum extat  
part. 1.

part. 1. Editt. Fland. lib. 1. tit. 8. & part. 1. Editt. Brabantia lib. 1. tit. 1. cap. 18. adeo ut nullus amplius hic in Belgio *Conversarius* supersit, unica, pro Universitate Lovanienſi, excepta, quæ per speciale Edictum certis sub conditionibus fuit continuata. Habetur part. 3. Editt. Brabant. lib. 3. tit. 5. cap. 8.

Quam etiam ipsi Ordinarii Judices Ecclesiastici sua abutentur jurisdictione elucet à variis Edictis, quæ optimi Belgii Principes pro recto ejus usu, ut oppressoribus & indebitis vexationibus metam ponerent, ediderunt, quæ hic commemorare nimirum longum foret. Quantum enim jurisdictionis Ecclesiasticæ abusus exercebatur, vel ex eo solum evincitur, quod Status Brabantie inter quos Ecclesiastici primum locum tenent, se ut Patres Patriæ obstrictos crediderint efflagitare anno 1451. à Philippo Bono solemnes Literas, quibus sancte optimus ille Princeps pollicetur iam suo, quam Successoribus nomine Art. 3. *Se vindicturum quoscumque subditos Brabantie ab omni injusto et indebito jurisdictionis Ecclesiasticæ exercitio; seque in contravenientes severe animadversum.* Cujus etiam articuli observationem Principes nostri in sua Inauguratione solemniter jurantur promittunt: ut fuit laus supra cap. 1. 2. observatum est.

Atque hæc sufficiunt ut cunctis, suis fais, sit manifestum, quam multipliciter quamque intolerabiliter Superiores & Judices Ecclesiastici sua abuti possint jurisdictione ac potestate, adeo ut hunc 6. merito concludam verbis sæpe memorati Francisci Salgado: „Cum „Judices (Ecclesiastici) tot intolerabiles violentias „& oppressiones sua majoritatis & jurisdictionis „occasione committant; justissime multo fortius „poterit Rex illis resistere, & oppressis naturalem „defensionem præstare, cujus proprium officium est. „Præl. 4. part. 1. cap. 1. num. 192. de Protell. Reg.

SECTIO II. DE RECURſU AD PRINCIPEM.

## CAPUT II.

De Recursu Clericorum ad Principem pro tollenda violentia, quam in sua possessione patiuntur à Judicibus Ecclesiasticis per Censuras via facti iniustias.

### §. I.

Quis sit finis seu scopus Recursus Clericorum ad Principem.

**S**COPUM hujus Recursus jam à 200. Annis exposuimus celeberrimis Covarruvias, Episcopus Segovienſis, in hac parte minus suspectus, utpote qui Concilio Tridentino summa cum laude interfuit. „In hac Regia & Castellana Republica, inquit, illud observatissimum est & obtinuit à tempore, quod memoriam hominum excedit, posse ab his, qui judicibus Ecclesiasticis vi & censuris opprimuntur, Reges Auditores, & Consiliarios, qui apud Regia Suprema Prætoria lianibus jura reddunt, omnino aditi, ut vim auferant, & compellant Judices Ecclesiasticos ab ea inferenda cessare. Præl. 99. Cap. 35. num. 3. Idem observat Josephus Sese J. U. D. agens de hoc Recursu in Tractatu de Inhibitionibus Cap. 4. §. 3. num. 69. & post ipsum celeberrimis Franciscus Salgado de Regia protectione vi oppositorum Præl. 45. num. 194. & 195. „Rex aut „Regis Senatus (dicunt) non se intrumittit in his „oppressionibus... ut causam definiat quæ ad „fortem non pertinet, sed... ut vim repellat, non „pulsat & oppressum sublevet & Ecclesiasticum „quodammodo reducat ad viam justitiæ & tramites legitimos.

Præterea recte advertunt quod „hæc secularis potestas, cautio, & provisio contra violentiam, & „oppressionem JUDICUM ECCLESIASTICORUM non jurisdictionem impedit Ecclesiasticam; non usurpet... „sed pro quiete subditorum, pro tranquillo statu provinciarum, pro aequitate retribunda, pro injuriis & „oppressionibus repræsentandis interponitur.

Itaque scopus hujus Recursus si unicus est, ut Princeps sua auctoritate violentiam, quam subditi sui

infirmiores, & nominatim Clerici à Judicibus Ecclesiasticis patiuntur, comprimant, atque adversus hoc infirmi tribus protectionem suam impetrant: ut ita tranquilla, & quæta consistat Republica, & Ecclesiastica Disciplina conservetur illæ.

### §. II.

*Frequenter & usitater hodie species hujus Recursus est imploratio Interdicti Revenendæ possessionis, sive, Unde vi, cui successit Remedium quod hodie vocatur Mantentencia.*

**N**ihil adeo notum est quam quod indies Pastores, Canonici, Presbyteri, alique Clerici ad Tribunalia Regia recitant, ut protegantur ac mantententur in pacifica possessione suorum Beneficiorum, ac functionum isdem aneporum, dum in eadem per Judices Ecclesiasticos violentis Censuris, aliove modo turbantur via facti.

Neque hæc species Recursus jam recens adinventæ est, verum hic in Belgio est antiquissima: Etenim inter præcipua remedia, quibus Judices Regii ab omni memoria usi fuerunt ad inuenda subditorum jura adversus Censuras Judicum Ecclesiasticorum jam à sæculo Senatus ac Magistratus Belgici commemorarunt Provisiones Regias adversus viam facti, provisiones EN CAS DE VOIE DE FAIT, ut constat à notis, quas citæ Anno 1565. miserunt ad Margaritam Parmensem Belgii Gubernatricem super Publicatione Concilii Tridentini; quæ nec permilla decretæque fuit, nisi hoc Remedio factis, & intacto remanente.

Provisio autem Regia quæ hic imploratur, hodie nota est sub nomine *Judicii Possessorii*, quod & *MANUTENTENCIA* appellatur.

Porro hæc species *Judicii Possessorii* successit Interdicto UTI POSSIDETIS sive UNDE VI: id quod jampridem à nominatissimo illo Flandrie Pragmatico Judoeco Damhoudero observatum est: in Præxi rer. Civil. Cap. 41.

Interdictum, inquit, UTI POSSIDETIS, hodie successit *Judicium possessorium*, quod *MANUTENTENCIA* appellatur; quæ *possessorium pacificum in possessione sua conservat*. Deinde subiungit: *Est igitur MANUTENTENCIA quædam provisio, immo verius quoddam Principis vel Consilii sui beneficium, quo aliquem pacificum possiderem, mentem tamen ex ea ejici uti exorbant, in eadem sua quietæ possessione tenet, servat, & quasi sui MANUTENDU; sua auctoritate tutatur.*

Ex quo infertur num. 2. Unde & apertum est, licet rectius, vocabulum est inditum, quod possessor in possessione sua per principem MANUTENTENTUR & in ea manere jubetur, cum interdictione omnium qui ad hæc quietam possessionem contradicere velint, & tæ donec per justitiam alius potius sua habens inferatur, & mantententiam ejiciatur.

Deinde num. 4. ostendit *Judicio* huic possessorio nequaquam obflare quod *Judici* seculari non liceat se rebus spiritualibus immiscere; quia; inquit, in ipso casu non immiscet sese rebus spiritualibus, nec spiritualis res tractatur, exercet, sed tantum, quod est MERE SECULARE, dum licet, contentiones &urbationes à sua Republica subditi arceat, & prohibeat: Unde dicunt Franci, quod *Judex secularis optimo jure posse decernere, & dare hanc provisionem, & per eam cognoscere de materia Beneficiali: quia licet Beneficium, & Beneficij functio sit mere spiritualis ad spirituales potissimum spectans, tamen tranquillitatis Republica defenso secularis est.*

Cum itaque juxta Damhouderum Rex ejusve Senatus per mantententiam protegant subditos adversus violentiam, ut quantam conferat Republicam, colque, quasi sua MANUTENDU sua auctoritate tutatur in pacifica eorum possessione, certe existimavit hanc provisionem esse *Protectionis Regiæ* speciem non infirmam.

Hinc etiam Doctores omnes de *Protectione Regiæ* tractantes, atque Regiis Senatibus cognitionem de violentia etiam inter Ecclesiasticos afferentes, hanc *protectionem* ascribunt tanquam illius speciem *Judicium possessorii*, unde & Salgado de *Protectione Regiæ* Præl. 3. num. 175. tenet consuetudinem cognoscendi de violentia



lenia inter Ecclesiasticos in ordine ad eandem Regia Auctoritate tollendam, esse approbatam in Bulla Martini V. relaxa per Guidonem Papae decis. 1. Idque quamvis haec Bulla solum loquatur de consuetudine immemorabili, qua Rex Galliae de possessione cognoscebat; nullatenus enim dubitabat, quin haec cognitio de possessione eadem esset cum illa, qua Reges cognoscebant de violentia in ordine ad protectionem suam subditis largiendam.

Ex quo manifeste sequitur, quod sicut subditorum protectio non ex privilegio aliquo Principibus competit; sed ipsi propria est, ac eorum Regali officio naturaliter, & essentialiter inheret, adeo ut nec abdicari, nec ab ipsis avelli possit, ut supra Cap. 1. ostensum est: ita pariter de *manutenuendi* potestas, jure Regali, non passivo ad ipsos pertineat, nec à juribus Majestatis divelli aut abjici quoque modo possit.

## §. III.

*In hoc judicio Manutententia ante omnia requiritur pacifica possessio.*

Quandoquidem scopus seu finis Manutententiae, sive judicii possessionis, is praecipuus & unicus fore sit, impedire ne Clericus *via facti*, id est per violentiam turbetur, ejiciaturve de pacifica sui Beneficii possessione; evidens est hanc speciem Recursus ad Principem seu Magistratum institui non posse, nisi implorans protectionem Regiam prober primum pacificam suam possessionem; quandoquidem unice praetendat protegi in sua pacifica possessione, id est *qua via facti* seu per violentiam deurbatur.

Itaque ante omnia hanc speciem Recursus instituens, tenetur docere de pacifica Beneficii sui possessione, ut à Principe queat contra violentiam & turbationem *facti* in pacifica hac possessione manutentari, & contra vim seu violentiam protegi.

## §. IV.

*Quid hodie requiratur ut quis adificatur possessionem Beneficii.*

Notum est quod juxta modernam disciplinam Beneficia Ecclesiastica pene redacta sint ad normam feudorum, sive eorum institutionem & collationem, sive possessionem spectemus, ut notavit Petrus Gudelinus in Tractatu de Jure Feudorum part. 2. cap. 9. num. 2. Ubi enim monuit, quod investitura civilis Vassallum quidem, max. Dominum faciat, tribuaturque ei possessionis ingrediende facultatem; sed cum possessorem non constituat, priusquam in corpore rem apprehenderit. Tum subjicit: *In quo similis illa (investitura civilis) institutioni seu investitura, qua fit de Beneficiis Ecclesiasticis. Quippe per hanc Clericus quidem jus in Beneficio acquirit, sed nondum possessionem, donec in ea separato actu fuerit inductus.* Cap. Per tuas & de Donationibus.

Recte sane id hic refert Gudelinus institutionem in Beneficiis Ecclesiasticis non esse absumit quoad effectum, investituræ Vassalli, quam civilem dicimus: certum enim est, quod quemadmodum Vassallus per hanc civilem investituram constituitur Dominus Feudi; ita quoque Clericus per eam investituram, quae hodie dicitur *Institutio Canonica* (sive qua Beneficium haberi non potest Cap. 1. de R. J. in Pl.) acquirat jus in Beneficio, sive verum titulum Beneficii, qui quodammodo respondeat Domino Feudi, quod per solam investituram civilem acquirit Vassallus.

Praeterea. Quemadmodum haec investitura civilis, licet Vassallum non constituat possessorem, necessario tamen praemitti debet eaque per ipsum, à Domino directo accipi, ut queat corporalem Feudi possessionem ingredi seu apprehendere: ita pariter, quamquam Clericus per investituram, quam *Institutionem Canonica* dicimus, non adificatur corporalem Beneficii possessionem; eam tamen non potest apprehendere seu adipisci, nisi etiam prius per *Institutionem Canonica* titulum Beneficii acceperit.

## §. V.

*Per Institutionem Canonica Clericus adificatur plenum, & perpetuum jus in Beneficio, non solum de Vassallus constituitur plenus Dominus Feudi per investituram Civilem.*

Quemadmodum Vassallus nullum jus reale seu Feudale acquirit, priusquam per Dominum dictum fuerit investitus, ut minus per investituram, quam vocant *civilem*, tamen ex contractu aut pacto jus aliquod personale ad consequendum Feudum adquisierit, ut passim noiam, qui de Feudis scripserunt, ita nec Clericus tamen per praesentationem Patroni aut nominationem jus aliquod aureum, ut dicitur, sive personale, habere censetur; nullum tamen jus in re seu titulum Beneficii adificatur aut adeptam institutionem autorizabilem sive Canonica, de qua loquitur Pontifex in dicto Cap. 1. de R. J. in 6.

Hæc porro institutio equiparari potest investituræ Feudali, quæ *civilis* vocatur, & per quam Vassallus ipsum jus Feudi adificatur.

Per hanc enim institutionem Clericus verum titulum Beneficii adificatur, unde & hæc institutio dici solet *institutio autorizabilis* sive *tituli collativa*, ac ipse Clericus per eam proprie illi Ecclesiae tanquam ejus minister adscribitur, ut in ea functiones sui Beneficii obeat.

Quin imo per hanc institutionem *tituli collativam* Clericus constituitur verus beneficiarius; omniaque jura ipsi Beneficio seu titulo annexa assequitur.

Hinc ulterius concludunt Canonistæ Clericum sic institutum, posse Beneficium tanquam sibi proprium cum alio Beneficio permuare, illudque juxta modernum stylum in Curia Romana in favorem alicujus resignare.

## §. VI.

*Per Institutionem Canonica Clericus adeptus Beneficium Parochiale vel etiam Canonicatum, habetur ut verus Parochus, vel Canonicus.*

Institutionem *autorizabilem*, quæ juxta modernam disciplinam præcedere debet institutionem quam vocant *corporalem* constituere ipsum Clericum verum beneficiarium, sive per eam ipsi conferat titulum Beneficii, indubitarum est, atque post alios plures notat Prosper Fagnanus ad Cap. Cum Ecclesia & de cons. possessor. & propter.

Hinc & dici solet institutio *tituli collativa*, quæ hæc sine qua Beneficium obtineri non posse pronuntiatur in Cap. 1. de R. J. in 6. atque coincidit cum ipsa collatione Beneficii.

Uterius hinc consequens est omnia jura annexa ipsi titulo Beneficii simul per hanc institutionem in ipsum Clericum institutum transire, una cum titulo.

Certum quippe est, quod Clericus adeptus Beneficium per institutionem Canonica simul collatum, proprie constituitur beneficiarius, sive Beneficium obtinet; titulus quippe in jure reputatur pro ipso Beneficio, quare idem significant institutio *tituli collativa* & institutio *Beneficii collativa*.

Unde & hodie nihil frequentius quam passim haberi, & reputari Episcopos post receptionem confirmationem Pontificiam, Parochos & Curatos, Canonicos &c. post acceptam institutionem Canonica, tamen nondum missi fuerint in possessionem.

## § VII.

*Beneficiarii, notanter Parochi, per institutionem auctoritatem seu Canonicam consequuntur jus exercendi functiones beneficio annexas jure proprio. & ordinario.*

**P**recedenti §. notum est per institutionem Canonicam seu auctoritatem & titulum collatum, Clericum sic institutum consequi verum titulum beneficii, omniaque jura titulo annexa.

Hinc evidenter consequitur, quod Clericus ita institutus, & titulum beneficii adeptus vigore ejusdem tituli adipiscatur jus exercendi functiones, quas hic titulus, seu beneficium quod datur propter Officium, requirit.

Hinc ulterius unanimi consensu concludunt Canonice Clericum has functiones titulo annexas exercere jure tituli.

Imo dicere non dubitant, quod ex gr. Parochus nisi proprio nomine, & vigore tituli sui curam animarum exerceat, vere Parochus non fit. Hinc inter requisita ad Ecclesiam Parochialem, sive beneficium Parochiale, numerant Canonice ut possessor ejusdem exerceat Curam Animarum nomine suo, & non alieno; ut videtur et apud Hieronymum. Gonzal. ad Reg. 8. Cancel. gloss. 6. n. 40. & ibi citatos.

Unde provisos de Parochiali beneficio etiam reputatur pro Presbitero, etque perpetuus ac proprius ille Sacerdos, qui habet jurisdictionem ordinariam intra Parochiam suae limitis & a quo solo licite Sacramenta suscipiunt Parochiani.

## §. VIII.

*Beneficiarii, praeterim Parochi, per institutionem Canonicam Beneficium seu titulum affectui consequuntur jus perpetuum ad functiones exercendas titulo annexas.*

**C**lerico, per quaecunque beneficium certe adscribi Ecclesiae atque ita vocari ad Ministerium istius beneficii annexum; planissimum est; omne enim beneficium annexum, planissimum est; omne enim beneficium datur propter Officium.

Cum autem Clericus utpote supra candelabrum constitutus ut luceat, praeter ceteris teneatur adimplere hoc Apostoli monitum: *Unusquisque in qua vocatione vocatus est, in ea permaneat*. Hinc constantissima fuit Ecclesiae disciplina, ut dum quis de Clero ad certam Ecclesiam fuisset vocatus, eique adscriptus, in ea permaneret ubi suis fungatur muneribus, quam antiquam disciplinam novissima Synodus Oecumenica inherendo viliis sexti Canonis Concilii Chalcedonensis innovavit Sess. 23. Cap. 10. de Reformatione.

Hinc dum erecta fuerunt beneficia, eorumque tituli Episcoporum auctoritate instituti: eadem ad mentem Ecclesiae constanter perpetua fuerant habita; hoc nempe sensu, ut qui vigore beneficii in titulum erecti esset Ecclesiae tanquam ejus minister adscribitur, in ea permaneret, & vita durante in ministerio perseveret.

Cumque inter beneficia emineant Curata, significantur Parochialem: quibus certi circumscriptique populi animarum cura alieni de Clero committitur, quem regat & pascat: mirum quam Ecclesia fuerit sollicita, ut haec praeter ceteris perpetua essent; utque Ecclesiis Parochialibus non mercedarii, non amovibiles; sed proprii, sed perpetui Pastores assignarentur eisdemque inordinarentur.

Hinc dum labentibus saeculis, enormis quaedam confluxio contra CANONICAS SANCTIONES invalueret, ut poverentur in Ecclesiis conductitii Sacerdotes vicarii temporales, ut deplorat anno 1225. Synodus Moguntina Canon. 12. statim, & haec & plures aliae Synodi se se tanto malo efficitur opposuerunt.

Sic anno 1233. Synodus Biterrensis Canon. 11. praecipit Parochiales Ecclesias tenentibus, ut suis Diocesanis Episcopis, Rectori seu perpetuo Vicario .... ad eandem Ecclesiam representent, & Canon. 12. puls & districte praecipit, ut QUOLIBET Parochialem, Van Espen, Pars VI.

les Ecclesiae, PROPRIUM habeant & PERPETUUM Sacramentum.

His normam dederat Synodus Lateranensis sub Innocentio III. quae statuit, ut si Ecclesia Parochialis fuerit annexa majori dignitati, haecque obnoxia nequeat personaliter eidem deservire, tunc in eadem idem & PERPETUUM habeat Vicarium CANONICA instituentem. Extat Cap. 30. n. de probat. & dignitatibus.

Cumque nihilominus in variis Ecclesiis passim Vicarii amovibiles collocarentur, Concilium Tridentinum Sess. 6. Cap. 7. de Reformatione, cupiens hanc malum proscribere, mandat Ordinariis locorum solite provide-re, ut in beneficiis Curatis, quae aliis Ecclesiis vel Monasteriis quibuscunque perpetuo unita sunt & annexa, per idoneos Vicarios etiam perpetuos, ibidem deputandos animarum cura laudabiliter exerceatur.

Et Sess. 24. Cap. 13. de Reformatione, volens populum in certis propriisque Parochiis distinguere, unum statuit ut Episcopi unicuique suum PERPETUUM peculiaremque Parochiam assignarent.

Cujus Oecumenici Concilii Decreta & nominationem quidem ea quae de bonorum Pastorum consuetudine vel assignatione agunt, Philippus II. Regio suo Placito confirmavit, ac eorum executionem inunxit gravissime, ut constat & litteris datis ad Belgicos Senatus, quae extant tom. 2. lib. 1. rub. 2. Edictorum Flandriae.

Itaque juxta Canonicas Sanctiones Regia Auctoritate firmatas, Parochiales Beneficia debent per ceteris esse perpetua, ut scilicet Parochus suae praefectus Ecclesiae verum habeat titulum suae naturae, & institutione perpetuum. Etque haec concordans Canonistaram scientia.

Unde, ut Vicarius perpetuus ad mentem Tridentini dicto Cap. 7. deputetur, prius auctoritate Episcopali erigi debet Vicaria perpetua, ut jampridem resolvit Sacra Congregatio teste Fagnano ad Cap. Ad audiendum n. de Rescriptis. n. 109.

Ex qua tituli praefectum Parochialis perpetuitate per se fuit naturaliter & necessario jus ad functiones Pastoralis exercendas, titulo annexas, in Parocho aequae esse perpetuum & stabile, quam fit ipse titulus, ut & supra deductis jam inde patet.

Etiam dum Canonica Sanctiones singulis Parochiis de perpetuo Parocho providere voluerunt: certe non eis de perpetuo suspicite, de cane muto, Pastore otioso & dormiente prospicere animus fuit; sed de Pastore vigilante & gregem pascere.

Id appetitum expressit Synodus Tridentina dicto Cap. 3. ubi enim praecipit unicuique Parocho suum PERPETUUM peculiaremque Parochiam assignari, mox addit, ut eas cognoscere valeat: & a quo solo licite Sacramenta suscipiant Parochiani.

Et citato Cap. 7. ubi agitur de Vicario perpetuo deputando Beneficiis curatis aliis Ecclesiis unitis, ait, ut animarum cura laudabiliter exerceatur: quibus autem haec cura commissa est, teneantur Praecepto Divino, ut eadem Synodus declarat Sess. 23. Cap. 2. de Reformatione, suas agnoscere, pro his Satisfactionem offerre: Verbiq; Divini predicatione, Sacramentorum administratione ac bonorum omnium operum exemplo pascere .... & in cetera munia pastoralia incumbere.

Synodus itaque Tridentina volens juxta praescripta Canonum unicuique Parocho, per Episcopos assignati PERPETUUM peculiaremque Parochiam, manifeste ut indubitanum habuit, quod Parochus ille perpetuus eadem perpetuaret seu quando est Parochus Praepositus, posset commissio illi grege haec munia Pastoralia impendere; ad quod etiam, vi curae animarum sibi impositae, teneatur Praecepto Divino.

Pastore etiam Parochiis per perpetuos Parochos fuisse provisum, siquidem non a titulo Parochiali, sed a functione Parochiali & titulo promanente essent per Episcopos ad notum amovibiles.

Certe si ipse titulus, vi cuius fungor munere Pastoralis, est indubitae perpetuus: etiam & ipsum jus fungendi hoc munere, quod profuit ex hoc titulo ejus naturaliter inheret, aequae consensum est perpetuum ac ipse titulus.

Ex quo recte deducunt Canonici, quod omnia quae Parochiis aliisque Beneficiis competunt jure ordinario sive jure tituli, & Beneficii, aequae constanter perpetua, atque ipse titulus: neque magis his jure Parochiis aliisque Beneficiis sunt jure ordine ad beneficia.

placitum Superioris posse vel in totum vel in partem privari, aut ab eorum exercitio via facti suspendi, quam ipso Titulo seu Beneficio spoliari.

Exempli gratia quia hodie Archidiaconatus iudicatur esse dignitas in Titulo Canonica institutione concessi solita, deducunt Canonici, Archidiaconum functiones suis muneris exercere jure proprio sive jure sui Tituli: neque his magis, quam ipsa dignitate pro nuntio Episcopi, ordine juris neglecto, exui posse, uti post plures citatos tenet celebris Fagnanus ad C. Ad hoc §. de Officio Archidiaconi. ibidem n. 31. referens opinionem Innocentii dicentis, Archidiaconos & similes adeo dici Vicarios Episcopi, quia exercent ea, quae etiam ad Episcopum pertinent, sed tamen non esse tantum Vicarios, sed certa dignitate potiri, adeo ut propterea removeri non possint ad libitum Episcopi, nec ipse pro suo velle illorum officia exercere.

Dein citatis pluribus antiquis Canonistis Innocentio consentientibus, ex eo quod Archidiaconus sit Vicarius non ab Episcopo assumptus, sed datus a jure, inferit, & sic non est amovibilis, sed habet Vicariam perpetuam annexam ex privilegio Canonis quod in totum vel in partem a quocumque Pontifice committi vel mutari non potest, n. 32.

Hinc manifestum est Canonistas deducere inamovibilitatem Archidiaconi tam quoad Officium quam munia, & jura eidem competentia ex eo, quod Archidiaconus ex privilegio vel consuetudine sit dignitas annexae Vicariae perpetuae atque ita Archidiaconus munera Officii exerceat jure ordinario seu jure sui dignitatis & Vicariae perpetuae.

Si haec de Archidiaconis, quanto potiori jure eadem statuuntur de Parochis seu Curatis? qui, ut cum pio illo Cancellario Gersonio loquitur, sunt in Ecclesia minores PRÆLATI & HIERARCHIAE PRIMARIA INSTITUTIONE CHRISTI, quibus competit ex statu jus praedicandi, jus Confessiones audiendi, jus Sacramenta Ecclesiastica .... ministrandi &c.

Quique, utpote habentes jurisdictionem ordinariam, de jure communi operarios sibi assumunt necessarios: curam animarum eidem concedunt: approbati ab Episcopo pro concionibus & Confessionibus consensum praebent, ut hac facultate in suis Parochiis utantur &c.

Hinc quid etiam vulgarius quam distinctio in Presbyteros sive Regulares sive Seculares, qui ex simplici approbatione & Episcopali delegatione praedicant, Confessiones accipiunt &c. & Presbyteros, qui ex auctoritate polleant vigore suorum titulum, quibus annexa est animarum Cura; unde & Curatorum nomen sortuntur.

Quis nescit priores, utpote nullum firmum & perpetuum titulum, cui jus haec munia obundi est annexum, possidentes, posse ea facultate, uti mere precaria, ab Episcopis, si ita coram Deo judicaverint, privari; non ita posteriores, qui jus illud potestate propria ratione tituli vel Beneficii quod obinent, exercent; atque ea ratione haec Episcopi speciali approbatione non indigent; ut distinctissime etiam distinguat Synodus Tridentina sess. 23. cap. 15. de reform.

Quam distinctionem utpote in jure sanctissimam nuper etiam insecutus est celeberrimus Clerus Gallicanus, dum Regi Christianissimo auctor fuit Editi quod anno 1695. evulgavit, & Parlamentis calculo probatum est. Cum enim art. 11. declaratum esset, quod datam licentiam Presbyteris Secularibus & Regularibus ad accipiendas Confessiones vel ad tempus vel sine temporis limitatione possint Episcopi, etiam ante elapsum terminum revocare ex causis, quae ad eorum notitiam post concessam facultatem pervenerint, quasque non tenerent exprime, statim sequenti articulo declaratur sub Articulis praecedentibus non comprehenduntur CURATOS sive Seculares sive Regulares, qui concionari & Sacramentum penitentiae in suis Parochiis administrare possunt.

Constat itaque beneficiatos, praeterim Parochos, per institutionem Canoniam Beneficium sui titulum affectuos a consequi plenum, & perpetuum jus ad exercendas functiones omnes eidem titulo signanter Parochiali, annexas.

## §. IX.

*Beneficiorum perpetuitas facta, ut his sine iudicis competentis Sententia, servato Juris ordine, laici, legitimis eorumdem Possessoribus privari nequeant.*

Non solum Parochialia & Curata Beneficia, verum etiam simplicia quaecumque, ut veri Beneficii naturam habeant, debet esse perpetua, unanimis Canonistarum est Doctrina.

Hinc natura Beneficiorum exigit, ut non conferantur ad certum tempus, sed perpetuo, seu ad vitam ejus cui confertur, uti post alios loquitur Hieron. Gonzales ad Reg. 8. Cancell. Gloss. 5. num. 11. addens hoc esse proprium Beneficiorum.

Unde & Beneficium Ecclesiasticum communiter definitur „Jus perpetuum Officii alicujus spiritualis in certa in Ecclesia obendi adjuncti fructibus, sive redditibus huius Officii assignatis.“

Cum itaque Beneficiarius sit Institutionis Tituli, ut perpetuus Minister adscribitur certae Ecclesiae ut in ea ad vitam suis longatur officiis spiritualibus, ut & superior §. etiam observatum fuit: hinc indubitatum est, quod nec ab ea removeri possit inivitus, nisi iudicis Sententia declaratur ob legitimam & Canonice causam suo gradu & ministerio excidisse.

Sic ex. gr. saculo XI. decrevit Concilium Nemausense Praeside Urbano II. Canon. 9. Sacerdotes quando regendum praeficiunt Ecclesiae de manu Episcopi Curam Animarum suscipiant, ubi & in tota vita sua Deo deserviant nisi Canonico degradentur officio.

„Utrego quis, inquit Officialis Antependii Zy. „puz Beneficio privetur & delictum requiritur, cui „illa a jure pena sit imposita, C. inventum 16. q. 1. „capit. 1. & ibi Glossa de capellis monach. in 6. illud. „que manifestum Cap. Nos in quoniam 2. quest. 1. „nec iudici creditur id sine actis allegari, Capit. Si „tantum Capit. Placuit 9. quest. 2. denique ut or. „do juris servetur .... nec enim fuit fiducia Ma- „gistri fieri quodam contra jus permittitur: „Estque haec communis Jurisperitorum & Pragmaticorum sententia.

Certe neminem Beneficio Ecclesiastico aut alia re quapiam posse privari a Iudice juris ordine praetermissio evincit Titulus XIII. de Restitutione spoliatorum: cum huiusmodi Iudex pro spoliatoribus habetur: estque in hac re celebre Responsum Alexandri Tertii Cantuariensis Archiepiscopo, extat ibidem Cap. 7.

Sic autem sonat „Conquerente nobis Rinaldo „Clerico accepimus, quod ipsam Ecclesiam de Wo- „cet sine iudicio spoliasti. Quia vero jam non de- „cor honestatem tuam Clericus tuae jurisdictionis sine „manifesta causa, & rationabili spoliasti spo- „liari, quibus teneris paterna provisione consulere: „mandamus quatenus, si est ita, praedicto Clerico „praefatam Ecclesiam cum redditibus inde perceptis re- „stituas, & in pace eam possidere permittas. Resti- „tutione autem facta, si quid adversus eum praeser- „pta Ecclesia proponere volueris, coram Exon. Epis- „copo delegato a nobis, per te, vel sufficientem re- „sponsalem tuam cum eodem R. ordine iudicandis poteris experiri.

Imo licet crimen aut delictum per Beneficium commissum esset tam grave, quod penam privationis induceret ipso jure: notissimum tamen est eum non posse de possessione Beneficii amoveri inivitus, nisi prius iudici judicialiter probetur, crimen hoc ab eo fuisse commissum; & deinde sententia commissi criminis declaratoria subsequatur.

Et quia Vicarii ad regimen Ecclesiarum Parochialium unitarum deputati de jure debent esse perpetui: ideo nec hi nisi per Iudicem a suis Vicariis sive Titulis amoveri possunt, ut patet ex cap. 3. de Officio Vicarii, ubi respondet Pontifex Vicarium institutum non posse ab Ecclesia removeri vel assignata ipsi portio minui: nisi aliquid committat, propter quod per Iudicem in Vicaria sit vel Beneficio condemnandus.

Ex quo. post Glossographum statuunt Canonistae, etiam Vicarios perpetuos non posse removeri, nec privari, nisi ex legitima causa, ac per Iudicem.

COM.

COMPETENT : sicut aliis citatis docet Fagnanus ad dictum Cap. 3. n. 28.

Cumque *ius* ad functiones spirituales, præcipue Parochiales, æque sit *perpetuum ac titulus* beneficiorum, ex quo hoc *ius* manat ut superiori s. demonstratum est ; ita non magis quis his functionibus quam ipso titulo, sine iudicis competentis legitima sententia, privari ullatenus potest, quemadmodum id tum ex eodem s. tum et textu hujus liquidissime patet.

Er profecto, quid aliud est dicere quod quis *Beneficio Ecclesiastico* privari non possit, quam quod privati non possit *iure officii* alicuius spiritualis certa in Ecclesia obsequii? Quid enim est *Beneficium Ecclesiasticum* nisi *ius perpetuum officii alicuius spiritualis certa in Ecclesia obsequii*? Et quid est *Curatum*? Nempe quod adiunctum animarum curam habet.

Nec immerito decreverunt Ecclesie Canones in dispositione, privatione aut suspensione Clericorum, præcipue autem Parochorum, ordine iudiciario, *auctoritate Canonica*, & non ex arbitrio Episcoporum, potestate *Tyrannica*, procedit: nam ut iampridem deploravit Concilium Hispalense II. Can. 6. *Multi sunt qui in indifferens potestate tyrannica non auctoritate te canonica damnant, & sicut nonnullis gratiam favore sublimant; ita quosdam odio invidiæque promoti humiliant, & ad levem opinionis auram condemnant, quorum crimen non approbant.*

Uique huic *presumptioni* occurrat, statui Concilium iuxta illius temporis disciplinam ut iuxta *priscorum Patrum sententiam nullus nostrum sine Consilii examine deiciendum quemlibet Presbyterum vel Diaconum debeat*. Apud Gratianum C. 15. q. 7. c. 1.

## §. X.

*Qua ratione Parochi curam animarum dicantur ab Episcopo accipere.*

**A** Primis Ecclesie seculari servatum est, ut singulis Episcopis portio quædam orbis, quam Diocesim vocamus, divisa sit, quam regeret, & cui que salutis sunt, fideliter ministraret, iuxta illud S. Cypriani de Episcopis loquentis: *Singulis Pastoribus portio gregis fuit adscripta, quam regat unusquisque & gubernet.*

Postmodum aucta Fidelium multitudine, cum unus Episcopus non sufficeret regendæ portioni gregis sibi concessæ, cœpi singulorum Episcoporum portio sive Diocesis dividi in minores partes; singulique præfati distincti Presbyteri, qui tanquam minores Prælati eas regerent, cum quadam tamen ad Episcopum, totius Diocesis caput, & superiorem Prælatum, subordinatione.

Porro sicut nullus seipsum in Episcopum potest eligere aut Ecclesie Ministerio applicare, sic sibi honorem sumere, sed tanquam Aaron a Deo vocari debet; similiter nec inferiores Presbyteri propria auctoritate curam Parochiarum suscipere, aut illi sese unquam ingerere poterunt; sed ab aliis vocari & applicari debuerunt.

Uti vero circa formam vocationis & applicationis Episcoporum (que per electionem & confirmationem fieri consuevit) varia fuit pro varietate temporum & Ecclesiarum disciplina; ita & circa vocationem & applicationem inferiorum Presbyterorum sive Parochorum.

Hoc unum firmum mansit & constans, ut nec Episcopus nec Presbyter curæ animarum applicaretur sine ejus, qui in Hierarchia Ecclesiastica superiorem obtinet locum, auctoritate.

Sic olim Episcopi sine sui Metropolitanis, & hodie sine Romani Pontificis approbatione sui confirmatione, curæ animarum non applicantur. Presbyteri vero non obstant mutatione quacunque, que circa electionem, aut præsentationem vel collationem intervenisse possit, absque auctoritate & approbatione Episcoporum, vel qui eorum auctoritate funguntur, Parochias regendas suscipere aut eorum spirituali & Pastoralis regimini, ingerere sine nunquam poterunt.

At vero Episcopi, ubi auctoritate vel Metropolitanis vel iuxta modernam disciplinam, per confirmationem Romani Pontificis regimini & curæ alicuius Ecclesie sine Diocesis applicati fuerint & ascripti, vi hujus applicationis sine alia nova commissione *ius* & auctoritatem re-

gendi in spiritualibus populum illius Ecclesie adsequuntur: atque hoc sensu dicitur iurisdicchio & potestas Episcoporum esse *iuris Divini* sive immediate a Christo. Quia licet per homines in Episcopos eligantur & Ecclesie applicentur, ideo tamen sunt electi & Ecclesie Canonice applicati, Jure Divino & ex Christi institutione habent potestatem regendi populum sibi commissum.

Simile & in Parochiis contingit. Hi enim non secus atque Episcopi, hominum ministerio eliguntur & suis applicantur Ecclesiis; at ubi semel electi & auctoritate Episcoporum certæ Ecclesie tanquam *perpetui penitentiæque Parochi* tui adscripti, immediate vi solius hujus applicationis, sive, (ut hodie loquimur) dationis illi Parochialis, consequuntur *ius* & auctoritatem populo sibi credito omnia ad animarum salutem necessariam ministrandi. Atque hoc sensu etiam Curatorum potestas immediate a Deo & ex Christi institutione esse censetur.

Quemadmodum enim Episcopi *Apollolorum* Successores sunt, ita & Pastores *Discipulorum* Successores reputantur: *Statui* Curatorum, inquit pius Germanus Cancellarius Parisiensis, *successit statui 72. discipulorum Christi quoad Legem moxam, & figuratus est in antiqua Lege per Levitas ac proinde statui Curatorum ist de institutione Christi et Apostolorum Tract. de Statibus Ecclesie. confid. 1.*

Hinc & confid. 12. secus Facultatem Theologicam ait: *Domini Curati sunt in Ecclesia majores Prælati & Hierarchia ex primaria institutione Christi, quibus competit ex statu *ius* predicandi, *ius* confessiones audiendi &c.*

Itaque Curati dicuntur curam animarum, aliaque ad eam spectantia ab Episcopo accipere; quia nimirum per Episcopum, prævio ejus examine & approbatione Ecclesia Parochialis ei assignatur, & eorundem auctoritate tanquam *Proprii Presbyteri* eidem intitulandi sunt & incardinandi; uti juxta modernam disciplinam Episcopi, auctoritate Romani Pontificis confirmantis, Ecclesiam sive Diocesim regendam accipiunt, & eidem adscribuntur.

Verum dum jam Canonice Ecclesiam regenda a Presbytero ab Episcopo suscipit, & obtema ab eodem curam animarum, tanquam proprius Pastor intinuaturs ei; tum eam (non secus ac Episcopus Diocesim suam) jure proprio & tanquam illius Ecclesie minor Prælati possidet, & in Spiritualibus administrat.

Hinc & Presbyteri Parochiales Ecclesie Præfati iampridem dicti fuerint Presbyteri *Cardinales*. Sic legitur in Capitulis Synodalibus a Waltero Episcopo Aurelianensi anno 858. promulgatis *Capit. 2. Ut per Archidiaconos vita, intellectus & doctrina Cardinalium Presbyterorum intelligatur*. Ad que verba ita notat Ludovicus Cillotius de Societate Theologus numer. 5. *Cardinales Presbyteri sunt additi & incardinati Ecclesie in quibus moventur quidem ut omnibus provideant; sed ita tamen ut ab illis non moventur*. Et quia *cardo* rerum omnium præcipua pars dicitur, præcipui & Primarii earum Ecclesiarum Presbyteri sunt, quos Parochias sive Curatos dicimus.

Ei similiter in Cap. 2. *De Officio Archiepiscoporum* injungitur Archiepiscopo ut provideat vitam *Sacerdotum Cardinalium*, quos antiquus Glossographus vocat *Sacerdotes principales*; & in nota marginali ex Antonio Augustino dicitur: *Sacerdotes Cardinales hoc loco non Urbis tantum Roma sed aliarum etiam Civitatum primas interpretantur, quibus tituli, id est, Parochie committuntur.*

Conformiter ad hæc docent Canonistæ, quando dicitur *sunt Parochie, & in quilibet Parochia adscripti proprii Rector*, tunc Episcopus non est Rector totius Diocesis, sed solius Ecclesie Cathedralis, & Prælati super omnes sua Diocesis Rectores: ita post Hieronymum Gonzales ad Regul. 8. Cancell. Glos. n. 83. loquitur *Augustinus Barbesa* de officio Parochi Art. 1. Cap. 1. num. 22.

Nequaquam ergo Prælati & Parochi reputandi sunt *Vicarii* Episcoporum, quasi eorum potestas sit vicaria seu delegatio pro Episcoporum arbitrio revocabilis; sed tanquam inferiores Prælati sive Pastores una cum Episcopo, *jure proprio*, populi curam gerentes, cum quadam tamen ad Episcopos Hierarchica subordinatione.

Ff 3

Licet.

Fagn. Epist. Pars V.

Licet enim Parochi tanquam proprii Presbyteri se-  
gregatos commissum Gregem merito inter ordinarios  
Pastores & Hierarchas numerentur, tamen & illud  
sciatur, Episcopos, qui in *Apostolorum* locum success-  
erunt ad *Hierarchicum ordinem* precipue pertinere &  
posui ad *Spiritus Sancti regera Ecclesiam Dei*. Syno-  
dus Triod. Sess. 23. De ordine c. 4.

Quare & Episcopi, ut præcipuum & superiorem  
locum in ordine Hierarchico tenentes, prævalens su-  
perioritate & auctoritate in Parochos tanquam infe-  
riores Hierarchas; & neque eo titolo possunt in eorum  
mores inquirere, Ecclesie Parochiales visitare, ac  
perspicere, nam Cura animarum laudabiliter exerces-  
tur, deestque si qui irreperirent, corrigere & su-  
perare; studentes semper ad hoc Principis Apostolorum  
ad Episcopos monitum: *Pascite qui in vobis est  
gregem Dei*, ... non ut dominentur in Cleris, sed  
forma gratiæ saluti ex animo.

Verò nequaquam titolo hujus superioritatis & au-  
thoritatis possunt Episcopi pro sua voluntate arbitrio  
Parochiis adimere aut interdicere in eorum vel in par-  
tem Curam animarum, cum ea non ad eorum & ar-  
bitrium ipsorum exerceant, sed nomine *proprio* & *Je-  
su* suis quare nec ipsi iniuste obstruere possunt ope-  
rationes, qui in eorum Parochiis ulla functiones Pa-  
rochiales exercent; ut & nuperime hic Lovanii reso-  
lutum & in Consilio Flaminio iudicium est. Utinam  
que instrumentum hic annexum sub C.

Namque enim Prælati superiorem vel iudici fas est  
quoniam Beneficiarius in suo Beneficio aut ejus exer-  
cicio, ad libitum impedire, vel ejusdem jura invadere.

Sed si Episcopi quæpiam existimant minus recte ani-  
marum curam gerere adeo ut à Pastoralibus muniis  
secundum Canones suspendendus sit aut privandus;  
tum, sua auctoritate & superioritate legitime venientes,  
Pastorem hunc non pro arbitrio quasi dominantes in  
Cleris removeant aut deponant, sed juxta Ecclesie  
Canonum, primo monitionibus & favoribus mediis  
cum eo agant ut minister Christi, Superiores & Pa-  
tres: quæ si non proficiant tum tandem ut iudices,  
sed non nisi coacti, & servato Juris ordine.

Episcopi ipsi, licet præcipuum in ordine Hierarchico  
locum obtineant, etiam Diocesim suam regunt, cum  
quadam ad Episcopum Romanum & suos respective Me-  
tropolitani Hierarchia subordinatione: sed non ideo sese  
Vicarios amovibiles credunt qui ad eorum & arbitrium  
functiones Episcopales exercent? An Jura sua Episcopalia  
ab eis propterea invadiant? An Jura sua Episcopalia  
ad libitum Romani Pontificis, posse deponi, excommuni-  
cari, interdicere vel suspendi illaturos nequaquam profecto.

Non enim arbitrio Romani Pontificis aut suorum  
respective Metropolitano rum subiacent, sed *Canonibus*,  
sed *Legibus*; neque ex eis debent iudicari & tractari.

Eodem jure & ipsi tenentur ut erga suos Parochos,  
qui una cum ipsis felicitudinem gregis Domini præce-  
perunt, & in *Sacrosancti Ministerio*, secundum *Ordi-  
nis & Dignitatis* locum possident: ut loquitur Rioul-  
sus *Suectionem* Episcopus in Constitutione sua Cap. 1.  
extat tom 9. *Consil. General.* col. 416.

Ex his facile intelligitur quæ ratione Parochi di-  
cantur cuius animarum accipere ab Episcopis: quod-  
cumque in exercitio ejusdem nullatenus dependeat à nu-  
tu & voluntate Episcoporum, sed eam exercent vo-  
luntate PROPRIO NON ALIENI; adeo ut ea in nullaparte  
possint privari, nisi servato in omnibus Juris or-  
dine eam penam commutasse probatum fuerit, &  
sententia definitiva declaratum.

## §. XI.

### De Institutione Corporali, sive Missione in possessionem.

Vigente pristina Ecclesie disciplina, quæ nulos Be-  
neficiorum seu ipsa Beneficia ab ordinatione sive  
collatione Ordinum non sunegebat; sed Clericos per  
ipsam ordinationem ceteris Ecclesiis obligabat, ut in  
illis tanquam eorum Ministri functiones susceptorum  
Ordinum obirent, incognita erat *Institutione* *authoriza-  
bilis* seu *ius collationis* separata ab ipsa Ordinatione,  
de qua in præcedentibus, uti & ea quæ hodie vocat-  
ur *corporalis seu missio in possessionem*.

At, postquam circa seculum XI. creta fuere Bene-  
ficia, eaque à collatione Ordinum separatim confecti  
cepserunt, una invaluit *Institutione* *authorizabilis* sive  
*iuris collationis*, & quæ hodie dicitur *Missio in pos-  
sessionem*, quæ quodammodo respondet *solemni* *inve-  
stitura*, per quam ipse vassallus mittitur in possessionem  
ipsius feudi.

Quemadmodum autem in præcedentibus notatum  
est *Institutionem* *authorizabilem* pene per omnia co-  
incidere, quoad effectum, investitura feudali, quæ  
solet vocari *Civilis*, & per quam vassallus constituitur  
dominus & proprietarius feudi; ita quoque *Missio  
corporalis seu missio in possessionem* respondet in-  
vestitura feudali, per quam ipse vassallus inducitur  
in possessionem realem & personalem ipsius feudi.

## §. XII.

Quid per hanc institutionem seu missionem in posses-  
sionem consequatur Beneficiarius, per A. Parochi.

In præcedentibus observavimus vassallum per inve-  
stituram ut vocant *civilem* continui dominum seu  
proprietarium ipsius feudi; atque ad hujus exemplum,  
strenua moderna disciplina, Clericum per *institutionem  
authorizabilem* huius investitura respondentem, consti-  
tuit quasi dominum & proprietarium Beneficii, sive  
adipisci verum titulum Beneficii cum omnibus juri-  
bus ei annexis.

Ceterum ut & supra observatum est, vassallus per  
eam investituram non constituitur in possessione, si-  
ve intrat in possessionem feudi; similiter & Clericus  
per hanc institutionem non intrat in possessionem,  
sed in eam per novam institutionem, live investitu-  
ram induci debet.

Porro quemadmodum vassallus per *deditionem* in  
possessionem nullum novum jus in se feudi acquirit,  
sed duntaxat ei datur quasi auctoritas eo jure libere  
utendi; ita quoque Clerico jam *instituitur*, sive cano-  
nice de Beneficio provisto, per *immersionem in pos-  
sessionem* nullum novum jus accedit, sed duntaxat intro-  
ducitur in possessionem ad eam effectum, ut & neque  
personaliter jus & ea quæ illi annexa sunt exercere.  
Quod vel eo appareret in Clerico potiori jure, quam  
in vassallo requirit, ne Clericus propriis auctoritate exer-  
citiis harum functionum assumendo, videatur non  
vocatus ut Aaron honorem Sacerdotii sumere.

Quandoquidem Beneficiarius per *immersionem in pos-  
sessionem*, adinstar vassalli consequatur libere in exercitium  
Beneficii per *Canoniam institutionem* acquisiti, hocque  
exercitium unice consistit in æquali & libero exercitio  
sui uti functionum spiritualium, quæ Beneficio sunt  
annexæ, quæque constituunt *officium*, propter quod  
Beneficium dicitur; evidens est, quod pacifica Beneficii  
possessio consistat in pacifico & libero usu officii, si-  
ve functionum, quas ipsum officium necessarii exigit.

Et sane immersionem in possessionem Beneficii unice  
dirigi ad functiones spirituales seu Ecclesiasticas Be-  
neficio annexas, libere obundas, evidenter probat  
forma, quæ spectata moderna disciplina, Beneficiariis in  
possessionem mittuntur.

Missionem hanc in possessionem juxta modernam  
disciplinam per omnia pene coincidere cum *solemni  
investitura* feudali jam ante notavimus.

Quod etiam pridem pulchre notavit *pari. 2. Cap. 6.*  
prælaudatus P. Gudelius dicto tractatu: ibi enim assi-  
gnavit n. 1. rationem cur hæc Investitura sit pro-  
tectione huius vel alterius sigilli corporali nempe, quia  
*maxima & præcipua pars feudorum in honoribus &  
imperii & similibus rebus consistit*; quæ cum incor-  
poralia sunt, non nisi signo aliquo corpori traditi, ca-  
pique possunt; monuitque num. 2. quod ut varia quæ  
in singulorum investituris adhibentur: quæ quidem,  
inquit, significant *jus & possessionem*, quæ una confertur  
feudovo annexa est.

Tum, his latius expositis & singulorum feudorum  
symbolis explicatis, tandem n. 12. advertit observandum  
investituram non esse actum juris feudalis proprium,  
sed ejus in plerisque aliis usum esse: veteri in tra-  
ditionibus verum consensum apud Sabinos &c.

Omittiturque sequenti quod in *scriptis inaugurationibus*  
similis per symbola investitura locum obineat, hæcque  
hæc.

institutiōi Clericorum in Beneficiis correspondeat. *De institutiōe* (sic) *qua fit in Archidiaconatu, Proposura, aliisque Beneficiis Ecclesiasticis, per symbolum Annuli, libri, aut alterius cuiusvis rei, dubitandum non est: cum huiusmodi institutiōis expresse in libris Juris hoc nomen investitura tribuitur, Cap. Cum olim, de sententia & re iudicata, C. Ex ore, de iis quo sunt a majori parte Capituli.*

Hanc formam institutiōis prout hodie usitata est latius prosecutus sum in *Jure Eccl'es.* par. 2. tit. XXV. Cap. 2. atque num. 11. novum quod immisso in possessionem requirit, ut cum ipsa pronuntiatio formae quaedam externa symbola realiter adhibeantur, per quae appareat, quod provisorius possessor accipiat; unaque observavi haec symbola externa pro conditione Beneficiorum, & locorum consuetudine, varia esse, prout ibidem ex Petro Rebuffo aliisque plura adhiberi solita annotavi.

Ex his autem manifestum est omnia haec externa symbola, in institutiōe corporali Clericorum ac signanter Parochorum adhiberi solita, significare jus & obligationem obediendi ea, quae Officio, propter quod Beneficium datur, sunt annexa: ut proinde evidens sit hanc immisionem in possessionem esse recipere munia, & functiones per Clericum, puta Parochum, vi sui Beneficii Parochialis obediendas.

Itaque quemadmodum vassallus per solemnem investituram, quae fit adhibitis symbolis externis, immittitur in possessionem omnium iurium feudo annexorum; ita quoque Beneficiarius censetur per eam accipere possessionem pacificam Beneficii, & omnium Beneficii annexorum, sive libetum exercitium eorum, quae Officium, propter quod datur Beneficium, requirit.

Ex haecenus dictis concludendum est, Beneficiarios per Institutiōnem Canonica sive autorizabilem, accipere verum & perpetuum titulum sui Beneficii, nec non ea omnia quae eidem annexa sunt.

Deinde ea omnia vi huius Institutiōis ipsi jure ordinarii, sive jure suorum iuriorum competere.

Praeterea quod vi Institutiōis corporalis, sive immisionis in possessionem consequantur possessionem omnium eorum iurium quae ipsi Titulo annexa sunt.

Hinc alterius concludendum est, quod Beneficiarii, puta Parochi post acceptam possessionem Beneficii in jure obediendi has functiones, sive expendi officium propter quod datur Beneficium, non magis impediri & turbati queant, quam in suis Titulis, vel Beneficiis Parochialibus; sive quod non minus jure perpetuo ac proprio competat ipsi Beneficiariis jus dictas functiones obediendi, quam jus retinendi & possidendi ipsum Titulum seu Beneficium.

His sufficienter demonstratum creditur in quo consistat pacifica possessio Beneficii, quae primum fundamentum subministrat pro obtinenda protectione Regia, quae hodie vocatur *Maintenance*.

Porro ideo operosius quam necesse erat exposui naturam possessionis pacificae Beneficiorum Ecclesiasticorum: eo quod praecipue agamus de illa PARTI VIA, qua Beneficiarii per illegitimas censuras suis functionibus interdiciuntur, aut ab eisdem suspenduntur.

Ut ita clarius intelligeretur, Beneficiarios huiusmodi censuris in pacifica possessione suorum Beneficiorum realiter via facti turbati; cum haec possessio proprie consistat in actuali exercitio earundem functionum spiritualium: ut & superius exposuisti jam vel talia videat.

Atque adeo eos quae adversus hanc facti viam ac adversus quancunque aliam, plane posse Regiam *Maintenance* & protectionem implorare.

Enoque sub Regia *Maintenance*, seu protectione, adversus ejusmodi viam facti, concessa, libere posse pergere ac continuare in possessione, seu usu & exercitio earundem functionum spiritualium, in qua istiusmodi violentis censuris fuerant turbati; de quo articulo latius in decursa.

Id autem singularius praestitum circa Beneficia Parochialia & Curata, eo quod adverterem Parochos, etiam minores *Hierarchas*, hodiecum tam leviter, ob rationes animarum moventes, vel etiam provisionaliter suspendi a functionibus suis Pastoralibus: quo indigne rediguntur ad ordinem simplicium Clericorum, qui has functiones tantum more praestare execcent; quia agendi ratione ipsa *Hierarchia Ecclesiastica* non parum per-

turbari; quae semel concessa, omnia susque deque venere & beneficio Superiorum Ecclesiasticorum jam omnino dependebit.

Ceterum exponendo superius modum, quo possessio Beneficiorum Ecclesiasticorum acquiritur, nequaquam minus fuit ita cum definire, seu arctare, ac si non alio modo, seu forma possessio acquiritur: scitur enim, cum tantum disciplinam concernat, cum, pro locorum & temporum varietate, ac consuetudine varium esse posse.

## §. XIII.

*De Officiis Ecclesiasticis, & eorum pacifica possessione.*

Novum est Officium, quae natura sua certum & determinatum tempus durationis non habent, passim reputari perpetua, praesertim moribus nostris: eo nempe sensu quod eorumdem possidiores, vita durante, iis sine causa legitima, atque probata privati, aut in eorum exercitio turbati nequeant.

De hoc usu testatur Bugonius de Legibus abrogatis lib. 1. *Sacra* r. scribens, quod Leges sanctantes, ut omnes Judices post administrationem depositum; quinquaginta dies in certo loco permanent, non observant in Gallia, quod Officia & dignitates illae sint perpetuae, id est, penes eos remaneant, qui ea in Republica gerant quoad vitam agent.

Idem dudum ante ipsum testatus fuit antiquissimus ille Pragmaticus Guilielmus Benedictus in elaborato suo Commentario ad Cap. Rayn. verbo *Duas habens filias*, num. 38. „Nec Officia vacante dicantur, nisi in tribus casibus. Scilicet morte naturali, aut civili, puta renuntiatio, vel forasfacto, si deliquerit in officio; vel aliter ex quo privati officio increatur: quo tamen casu ANTEQUAM PRIVENTUR, audiri debent in suis defensionibus: adeo quod si sine causa & pro sola voluntate destituerentur, eis succurreretur per remedia juris ordinaria etiam possessoria.

Ad citatum Bugonii textum hanc adiecit notam Libertus Christineus: „Idem in Belgio obtinet moribus nostris, illic enim Officia sunt permanentia: & ita in Summa Brabantiae Curia Judicatum 15. Julii anno 1697. cum Toparchae quidam Officia ad nutum revocare & sine causa praetendunt, censur Curiae illor in Officio retinendas quoad vitam, nisi tamen illis abeundo, seu inhabiles redderent. Quod postmodum 30. Aprilis 1699. ejusdem Curiae resolutione cautum est.

Sic ut TRIS TANTUM sint CASUS, quibus huiusmodi Officium ad alium transferri possit. Videlicet per mortem Officarii, per illius voluntariam renuntiacionem, & per delictum. Wamecius olim huius Academiae Antecessor Primarius, *Consil. Can.* 301. num. 7.

Quinimo etiam huiusmodi Officia, quae natura sua ad certum tempus non sunt limitata, darentur etiam sub hac expressa clausula usque ad revocationem nostram, nequaquam tamen ea ad libitum sine causae allegatione & probatione revocari possent: „nam huiusmodi reservatio (inquit Wamecius dicto *Consil.* n. 9.) quamvis revocationis viam aperiat, liberam tamen revocandi potestatem & arbitrium non continet, sed limitatum & iustificatum, quemadmodum non minus perpetuum dicitur Officium, si ad beneficium, seu quandiu concedas voluerit, concedatur; quamvis enim hoc casu propter adiectam clausulam hanc, revocabile effectum sit Officium; non tamen potest pro motu & libito voluntatis revocari, quia & merito voluntate & arbitrio non dependet.

Idem inter innumeros alios docet nominatissimus Stockmannus *Decis.* 91. num. 3. „Eti constitutiōibus Officiorum, ait, clausula haec inseri solita sit, quando placuerit, ejus tamen non aliam viam, aut significacionem efficiunt omnes, quam ut ab arbitrio regulato, ut loquimur, seu boni viri arbitrio id dependet, hoc est quandiu mihi iusta eum ratione placebit seu placere debuit: novum enim non est placitum, arbitrium, voluntatem, testis ad id quod rationis, quodque iustum & aequum est L. 7. ff. de contrah. empt. Cicero in *Paradoxis*. Quid est, inquit, libertas? Potest aspicendi ut velis: nemo autem videt ut vult, nisi qui res illa sequitur, rationi obtemperat: id ipsum

Idipsum probat passim multorum Capitulorum aliorumque Corporum usus, quorum Officiales reputantur perpetui; eo nempe sensu quod ad numum non sint revocabiles; quamquam annis singulis teneantur sua Officia relinquere & eorundem petere continuationem: ut hujus Alimae Universitatis Lovaniensis consilia patris observat.

Hanc clausulam in Regno Galliae sic pariter intelligi jam dudum testatus est praefatus Gulielmus Benedictus *dicto loco*, & passim tradunt illius Regni Pragmatici.

Quod circa Officia secularia moribus nostris obtinere diximus, idem & in Officiis Ecclesiasticis locum habet. Hinc Kinschobius *Conf. 84.* tradit Vicarium Ecclesiae Collegiatam & Parochialis, de facto & sine causae cognitione amoveri à Capitulo non posse, quamquam Bulla Unionis ipsius Praefatus factae Capitulo expressissimis terminis continet ad Capituli *numum potius & amoveri posse, qui eorum animarum exerceat* & nam, inquit, sicuti Officiales perpetui *sine causa* non revocari aut destitui à superiore non possunt; ita neque ii, qui ab beneplacito, vel nutum confessionis sunt instituti. Ita egregie Alex. in *L. Primum capitulis D. Si certum petat: in fin. per L. Si juris peritus D. De excusat. tutor. & ibi Bad. Barr. in L. de pupillo, §. Si quis ipse in 3. quest. D. de novi oper. nuntat. late Capic. Decis. Neap. L. 116.*

Enim verba, ad nutum *numum, beneplacitum, vel iudicio suo, libertati tuae, arbitrio, menti, sensui, consensui tuae, &c.* liberam revocandi vel destituendi libertatem non important, sed ad arbitrium boni viri referuntur; ita ut sine causa, ejusque apud iudicem cognitionem, nulla destitutio aut amotio fieri possit.

Cum itaque Officia Ecclesiastica, etiam ea, quae ad nutum conferentur sunt constituta, censentur perpetua; atque adeo eorundem possessores ea non possideant mere precario, sed vi iurii, saltem consuetudine perpetua quo privati non possunt nisi ex causa legitima, eaque probata; sequitur quod functiones huiusmodi annexas etiam non precario, sed jure proprio exercent, atque ita nec eis ad nutum privati queant, seu in eorum pacifica possessione, aut actuali exercitio turbati *via falli*.

Quemadmodum enim §. precedentibus ex perpetuitate Tituli Beneficii Ecclesiastici ostendimus perpetuitatem juris ad functiones spirituales ab hoc titulo dependentes; ita quoque statuendum, jus ad functiones spirituales Officio Ecclesiastico annexas esse *perpetuum*.

Et quemadmodum ibidem ostendimus pacificam possessionem Beneficiorum Ecclesiasticorum consistere in ipso usu seu exercitio functionum spiritualium Beneficii annexorum; ita pariter nunc facile quis inde, tanquam per exemplum intelligit pacificam Officiorum Ecclesiasticorum possessionem etiam consistere in ipso exercitio functionum ipsorum annexarum.

Hinc si e.g. Officio alicui Ecclesiastico ex fundatione sit annexum onus, seu munus annunciandi in certa Ecclesia Verbum Dei, excipiendi ibidem Fidei animarum confessiones, aut aliter assidendi Pastorem loci in cura animarum; illudque à Pastore vel Ecclesiae Rectoribus sit debite recognitionem, nec non Episcopi auctoritate approbatum: non poterit possessori legitimo hujusmodi Officii Ecclesiastici ad nutum revocari facultas, seu potestas ad ejusmodi functiones spirituales, aut ille ad easdem suspendi; sed solum ex causa legitima eaque probata.

Quia has functiones non exercet mere precario, sed *vi Officii* ab ipso Ordinario approbati: atque adeo sicut invitus non potest ad libitum à suo Officio amoveri aut in pacifica sua possessione *via falli* turbati; ita nec in functionibus in quorum exercitio ipsa pacifica possessio proprie consistit.

His fundamentis innititur Responsum, quo anno 1701. à J. U. Doctoribus Alimae Universitatis resolutum fuit, quod Archiepiscopus non possit Vicario Ecclesiae Fidis-Terrae Bruxellae sursum, seu revocare approbationem ad confessiones & conciones usque ad revocationem concessam. Habetur haec Resolutio sub D.

## CAPUT III.

De Violentia & facti via, contra quam pro manutentione, seu protectione ad Principem Recursus instituitur.

## §. I.

Qui Regiam Protectionem vel Manutentionem adversus vim & facti viam implorat, debet de ea docere.

Cum in hoc Recursu imploretur Protectio Regia adversus vim & facti viam, petaturque, ut ea per Regem propulsione debet. Clericus qui protectionem inclaimat de vi illata docere, & Principi, ad quem hujus examen pertinet, de ea cognoscere: aliter enim nec poterit protectionem interpretare, nec vim tollere; quia oppressus recurrit ad Regem pro tollenda violentia sibi illata dicit de ea docere. Ita Salgado de Supp. ad SS. l. p. c. num. 148. & seqq. plures in hanc rem etiam Doctores.

Non est opus pluribus confirmare rem evidentissimam; si enim violentia vel facti via non subsist, vel de ea iudici Regio non consistit; causa & finis hujus Recursus deficient.

Violentia, aut seu facti via, de qua hic proprie agimus, est illa quam Superiores & Judices Ecclesiastici cognoscendo, decernendo vel iudicando committunt; nempe dum non servato juris ordine procedunt, ac ita pacificum possessorem spoliant, sive in sua possessione turbant.

Adversus quam facti viam neque adversus alias violentiae species etiam comparata sunt iudicia possessoria.

Neque enim magis, imo minus Superioribus & Judicibus quam aliis pacificum possessorem spoliate, seu via falli turbare licet.

De quo usu, inter ceteros, testantur Auctores Annotationum ad Decisiones Matthiae de Affiliis, si-ganter ad Decis. 24. adferentes, quod possidore Beneficiorum recte agant apud Iudicem Laicum iudicio possessorio dum Iudex Ecclesiasticus procedit parte non audita, juris ordine non servato, aliam partem spolians sive sua possessione destituendo, & sic ut privatus procedendo, & non ut Iudex; quo iudicio id ianum agitur, ut protegantur hi in sua possessione, quia inique per violentiam fuerant expoliati, sive via falli turbati à Iudice Ecclesiastico.

Quin Zypseus Officialis Curiae Ecclesiasticae Antverpiensis postquam asseruit Beneficiorum suis Beneficiis privati non posse nisi ob delictum, illudque manifestum, & cui talis a jure poena sit imposita, itaque servato juris ordine; statim monet quod si secus à Iudice Ecclesiastico quid attemptet, tum, oppresso Recursus patet ad Tribunal: secularia ad viam arcedam.

## §. II.

Iudex Ecclesiasticus non procedens juxta praescripta Legum & Canonum, violentiam inferre; & via falli progrediatur.

Iudex Ecclesiasticus omnino teneatur secundum formam per Leges & Canones praescriptam, sive servatio in omnibus juris ordine procedere. Si vero neglectis hac via ordinaria, & ordine à jure praescripto progrediatur, censetur via falli procedere, & vim inferre: nam quod contra Legem est. id violentum est.

Id jamprius fat dilucide expressit Franc. Zypseus Officialis Diocesis Antverpiensis: dum & in Notitia juris Belgici ait: „in Brabantia illud pridem receptum est ex Testamento Henrici III. Ducis anno 1260. & laico Introitu securorum Principum art. 1. „Ut nemo via facti, sed ex legibus & iudicio trahatur debeat. Et art. 1. novi Regulamenti 12. „Maji 1422. sanctum, ut quilibet maneat in sua possessione, donec per sententiam iudicum compellatur evincere. L. 2. de causa possess. & prop. num. 7.

Certe si Iudex non citatus, non auditus, non destitutus,

sentum, ipsa natura prohibente, condemnat: si recusatus, remittente iure, si in iudicem exigat: si pendente appellatione, legibus & Canonibus reclamantibus, procedat: vel si aliter ordinem iuris violat; quis non videat iudicem hic *via facti* procedere; & litem, seu condemnatum, *viam parit*?

Imo Episcopi in Concilio Hispalensi II. sub S. Isidoro Canone 6. relato in Corpus Canonum Caus. 15. quæst. 7. Can. 1. alie declarant, huiusmodi processum etiam tyrannidem fore. „ Multi, inquit (Episcopi) sunt qui „ *indiscessus* (Presbyteros) *tyrannide* tyrannica, „ non *authoritate Canonica* dominant. Et sicut non „ nullos gratia favoris sublimant; ita quosdam odio „ invidique permoti humiliant: & *ad levem opinionis autem condemnant, quorum crimen non approbant*. Qui Canon manifeste per indubitatam habet fundamentum Episcopos teneri adversus Presbyteros procedere *AUTORITATE CANONICA*, id est iuxta præscripta & Statuta Canonum, ex quorum *authoritate* eos iudicare debent. Ita ut si aliter procedant Episcopi adversus Presbyteros, censendi sint eos *POTESTATE TYRANNICÆ* damnare, utpote qui deficiunt Canonum autoritatem non nisi proprio arbitrio, & libitu ad instar Tyrannorum progrediuntur.

Adeo ut illo Canone *authoritas Canonica* directe opponatur *potestati Tyrannicæ*, sicut *ordo iuris* opponitur *via facti*; eoque ut quidquid non procedit ex *authoritate Canonica*, *potestas tyrannica* sit, vel iuxta hodiernam phrasin, quicquid non *servatur iuris ordine* attenditur, pro *via facti* & *violeniæ* reputandum sit.

Sane, nunquam violentia magis & manifestior est *vis*, quam dum quis sua autoritate & potestate quæ in bonum ac levamen subditorum concessa est; in eorum abutitur ruinam: & despotice per beneficium procedens, per eam inbecilliores opprimat, & functionibus, munus, beneficium spoliatur.

Non immerito proinde de hac violentia agens Etrudisimus Salgado Præcludo IV. cap. num. 184. ita describit: *Est damnoſa quedam, iniuriſſima & violentia oppreſſio NATURALIS DEFENSIONIS IMPEDITIVA, per iudicem illata*. Et ibidem enumerans differentias quæ inter hanc & alias violentiæ species intercedunt observat, quod *illa à privatis committitur, hæ à iudicibus tantum: illa extra iudicium in bonis: hæ à processibus, & in iudicio, inter cognoscendum jurisdictionis prætextu*.

Eximitur prælaudatus Auctor post Guid. Papæ, Rebuffum, pluresque alios, ab ipso dicto præcludo. 4. citatos, huiusmodi iudicem, *Legem Juliam de VI. publicæ tenentis*. Etenim L. 7. ff. habet: *Legis Julia de vi publicæ tenetur qui cum imperium potestatemque haberet, civem Romanum adversus provocacionem necaverit, verberaverit, iusseritque quid fieri, aut quid in coluni iniecerit, ut torqueatur*. Item l. 10. ff. qui potestatem, imperiumque habebit aliter quam ei iusserit, decernat, imperet, faciat.

Etenim cum violentia hæc à persona publica, & per abusum publicæ potestatis, contra ipsam naturæ legem, quæ omnibus defensionem concedit, inferatur: merito *vis publicæ* estimatur; et quæ ceteris violentiis *maior & atrocior*, cum subsecuro, & *superioritatis ac jurisdictionis* prætextu, facillime deliberari potest ad ejusmodi *viam* inferendam. Salgado de præcl. Regis præcludo. 17. num. 192. ex quo ibidem interit: quod „ cum „ *iudices* tot intolerabiles violentias & oppressiones „ *vis majoritatis & jurisdictionis* occasione committant; iustissime multo fortius potest Rex illis resistere, & oppressis naturalem defensionem præstare.

Est hæc ipsa iudicium Ecclesiasticorum violentia, adversus quam Principes nostri præcipue protectionem etiam Clericis sibi subditi adhibuerunt: dum iurejurando promitterunt, se eo *ab omni iniuria & indebito jurisdictionis ecclesiasticæ exercitio vindictæ*: neque lauros ut in omnibus tractantur *servato iuris ordine*.

Porro si iudex Ecclesiasticus *servato* quidem *iuris ordine* processerit: sed tamen odio, invidia vel favore motus innocentem condemnat; insignem quidem committit injuriam; sed non censetur, proprie loquendo, inferre violentiam *via facti* pro-

cedere. Obiicit enim tunc commune axioma: *Qui jure agit, non turbat*.

Adeo ut hoc casu non sit locus recurſui, de quo hic agimus. Sed hic gravatum tum sibi alio, ut v. g. appellationis remedio, consulere debet. Unde quantumvis fuerit iniqua litis quæ alicui suscitatur, ut bonis, Beneficiis, munus privetur, quorum iustam & pacificam habet possessionem: si legitime citetur eorum competentem Tribunali, si habet omnem sese defendendi facultatem, si ordo iuris per omnia servetur; si post hæc per corruptum iudicem condemnatur injulles; et ceteris ite injuriis; sed proprie loquendo vis non inferitur, seu non intervenit *via facti*. Nam est sententia ratione materia seu cause, iniqua est; iusta tamen secundum formam reputatur.

Verum si idem ille citetur coram Tribunali incompetente, vel nullatenus citetur; vel si ejus iudex aliquo competens, sed debite recusatus, non obstante reculatione procedat; si noluit testes audire, examinare probationes, ceteraque iuris præscripta observare: & ita sententiam pronunciet; erit manifesta injuria, attentata *via facti*, vis publica; quæ recurſui, ad protectionem, vel *manutentionem* Regiam, viam præbet.

## §. III.

*Judex Ecclesiasticus, infligens etiam censuras, non servato iuris ordine, via facti, procedit & violentiam inferit.*

Certum est iuxta modernam Ecclesiæ disciplinam & receptam praxim, nullam proprie dictam censuram infligi posse, nisi per iudicem, sive per eum, cui competit jurisdictionis totius externi Ecclesiastici.

Porro sicuti iudex huic foro præfectus in omnium causatum institutione & decisione non potest ad libitum procedere, sed assignatur servare receptas fortis leges, & præscriptum ordinem iuris: ut præcedenti §. notatum est; ita & in hac censurarum materia ad hoc forum pertinet eundem ordinem servandum ipsi esse nullus dubitat.

In quo quocumque committitur defectus aliqua substantialis, certum est, ait Susevius de Societate Theologus, *censuram non solum esse utique infamam, sed præsumptam, quia sententia nulla est, & sententia nulla nullum potest præducere effectum*. De Censuris disp. 4. sect. 7. num. 2.

Quemadmodum autem iudex Ecclesiasticus *viam* inferit, & *via facti* procedere censetur, dum subverso iuris ordine progreditur, ut dicto §. præcedenti notatum est; ita pariter iudex Ecclesiasticus *infligit violentiam* certo committit, dum prætermissis iuris ordine in materia censurarum servando, attentat *via facti*, non *authoritate Canonica*, ad censuras profligare. Ut mirum non sit, si huiusmodi iudicem etiam tyrannidem incuset, prælaudatus Canon relictus apud Gratianum Caus. 15. quæst. 7. Can. 1.

Quod satis liquebit, si vel tantillum consideretur gravitas & atrocitas effectuum censuræ Ecclesiasticæ: nam ut nihil dicatur de censura *Excommunicantis*, quæ cordatis Christianis ipso mortis supplicio terribilior videtur, *Suspensio*, itemque *Interdictum*, præterquam quod opprobrio publico censuratum exponant, eique insignis infamie notam inurant, etiam privant eum exercitio ordinis, atque ita inutiliter reddunt & ineptum ad status sui munia peragenda, quæ pena sicut Patribus & Conciliis admodum gravis visa est; ita & ex ea meror animi, & inopia ac afflictio corporalis consequi solent; quæ raro in propinquos totamque familiam redundare videtur.

Quinimo, quia satis perpendat aut concipiat mala & scandala, quæ ex afflictione & oppressione boni alicujus Ecclesiastici vel innocentis in Communitatibus, Parochiis, Urbibus, Provinciis, in ipsa Ecclesia & Statu, ordinarie exoriantur?



*Quis ordo iuxta modernam disciplinam in materia Censurarum sit servandus.*

Cum *Censura Ecclesiastica* sit poena publica, eaque admodum gravis, & infamans, ut è deductis §. Superiori facile intelligi potest, Indubium est, processum, praevis ad prolationem sine sententia censuræ instituendum, esse criminalem; atque adeo in ejus institutione formam processus criminalis esse observandam: cuius si praetermittantur *essentia*, Censura, ob non lectum ordinem juris, erit proflus nulla & invalida.

Primum autem *essentiale* hujus, sicut & omnis processus, est ipsa *Judicis competentia*, quia quidquid à *Judice incompetenti* decernitur, est ipso jure defectu potestatis seu jurisdictionis nullum & inane. Hinc Schallianus Vantius in Tractatu de Nullitatibus processuum *ca. sententiarum*, agens de nullitate ex defectu jurisdictionis, ait, quod hic defectus maximus sit, imo irreparabilis & insanabilis & propterea movet ab ea valde praecavendum esse.

Basis vero & fundamentum processus criminalis est *prævia informatio*, quae preparatoria dicitur, *Judicis* auctoritate facta super delicto commisso, ut *juridice* ipsi de crimine constet, i. quae informatio capienda est per *Promotorem Curiae Ecclesiasticae*, ad quem ultimum criminis perinet postulare.

Ita communiter Doctores Pragmatici omnes, cui consonant Statuta Curiarum Ecclesiasticarum Provinciae Mechliniensis, quibus statuitur Cap. 1. de Promotoribus: *Omnia & singula ad jurisdictionem Ecclesiasticam spectantia investigabunt ut puniantur, prosequantur.*

Capta *juridice informatio preparatoria*, tum plane requiritur ut *Promotor*, oblato libello *Judici* de crimine commisso conquireretur; nihil enim hic *Judex* nisi *Actore* instante & urgente, decernere potest.

Oblato libello, & visis informationibus preparatoriis, è quibus formatus est; si ex iis resultet fundata suspicio criminis, tunc *Judex* tenetur decernere decretum *citantis* ad onus Rei; quod & Reo juxta Curiarum Statuta ac praxim legitime infirmari debet.

Quae quidem *Citatio* adeo processui criminali etiam est *essentialis*, ut ejus omisso processum omnem reddat nullum & invalidum, adeo ut nulla auctoritas, nulla necessitas hunc defectum supplere possit; cum ipsam naturam jus eam praescribat. Hinc Nicodemus Princeps Judaeorum increpando Phariseos, qui Christum condemnabant inaudientem, sic ait: *Nunquid Lex nostra judicat hominem, nisi prius audierit ab ipso, & cognoverit quid faciat?* Joan. 7. vers. 51. Quare Seb. Vantius agens dicto Tractatu de nullitate defectu citationis, ait, quod defectus & nullitas illinc proveniens inter alias omnes potentissima sit. De necessitate hujus citationis pro validate cujuscumque Censurae latius egit in singulari Tractatu de Censuris Ecclesiasticis cap. 5. §. 3.

Sic legitime decreta ac insinuada citatione, requiritur omnino ut citatus habeat facultatem & locum sese defendendi, nec non exceptiones suas proponendi, atque in processu de retero obvenienter solutus ordo judicarius, & solemnitates conseruet. Nam satis non est (inquit Vantius dicto Tractatu cap. 13.) ad validitatem sententiae, quod à *Judice* jus, inter partes legitime comparentes, seu citatus lata fuerit, quoniam si solutus iudiciorum ordo necessarius omittitur, vel etiam praepostere fieret, ex hoc sententia redderetur nulla.

Addique quod ordo juris etiam in causis, quae *Romani Pontificis* *Judicio* declinantur, servari debet .... & in quocunque *Judicio* .... & inter quasque personas .... ac etiamque effectus in notoriis.

Et nullitas haec, prosequitur, ex defectu processus adeo est relevans, ut sententia hac ratione nulla per *Judicem* appellacionis reformari non possit, sed auctoritate promerari nulla: haec Vantius, plures in hanc rem citans Auctores.

Praeterea cum Censura Ecclesiastica sit poena ordinaria eaque gravissima, non potest ea imponi ex processu summario & cognitione summaria. SED EA, ut recte advertit in Zypaeus, *solemnem & planam cognitionem* requirit,

quae instituenda est, dum contra aliquem ordinaria juris intentitur. Tit. de Accus. in Analyti Juris Novi.

Deinde ubi jam Reus de Crimine convictus est legitime, illudque adeo est grave, ut Censuram Ecclesiasticam promeretur, tunc ea debet proferri in scriptis & causa nominatim expressa juxta dispositionem Juris Canonici in cap. 1. de Sentent. Excomm. suspensionis & interdicti in 6. quae sic statuit.

„ Quilibet excommunicatus, excommunicationem in scriptis proferatur, & causam excommunicationis expressis scribitur, propter quam excommunicatus catio proferatur .... Si quis *Judicium* hujusmodi constitutionis temerarius existit violator, per mentem unum ab ingressu Ecclesiae & Divinis Officiis novetur se suspensum .... Et haec eadem in suspensionis & interdicti sententias volumus observari. „

Et haec quidem omnia observari *essentialiter* debent in omni Censurarum Ecclesiasticarum latentia, siue fuerit *sententia declaratoria* Censurae ipso jure contractae: siue *sententia infligenda* Censurae per modum mere poenae, unice ob delictum commissum; aut infamæ medicinalis, ob contumaciam in crimine, ut quis ab eo rescipiat & Ecclesiae obediat.

Etenim nulla Censura indigi potest nisi ob delictum enorme, de quo quis prius convinci judicialiter debet antequam *sententia Censurae Ecclesiasticae* possit proferri: nemo enim ratione delicti puniri potest nisi prius de eo sit legitime convictus.

Porro notandum, quod cum Censura Ecclesiastica infamæ medicinalis in quinquam proferatur, quae & proprie sub nomine Censurae venit; quod, inquam, *Judex* tunc absolute tenetur transmittere *monitionem Canonicam*: quia Censura illa tantum proferri potest in contumaciam; nam principaliter tenditur, ut contumacia frangatur, quae quis in crimine pertinaciter habet, ut ita ab eo rescipiat & Ecclesiae obediat.

Verum ut quis de contumacia convincatur & de ea legitime *Judici Ecclesiastico* constet, qui causae providere tenetur, ut in Censura ferenda ostendat se prosequi quod corrigentes fuerit & medentis Cap. 1. de sentent. Excomm. in VI. decreverunt Ecclesiae Canones, ut praemitteretur *monitio Canonica*, quae & competens item *juridica* appellatur. De natura hujus monitionis, etiam ego dicto Tractatu de Censuris cap. 3.

Atque haec *prævia monitio* pro velatiore Censura adeo est necessaria, ut nullo caso praetermitti queat, ne quidem sub praetextu quod contumacia sit notoria, uti post Suarezium observat Maius Alesius tom. 24. Disput. 7. num. 2. intelligi enim non potest, inquit, quo pacto possit esse contumacia notoria contra & contra se, si non fuerit monitus: etque hoc laesum clare & indubitata. Inter ceteros si lubet consuli p. d. p. Martinus Navarrus in suo Manuali C. 26. num. 159. Stephanus Avila è Societate Theologus de Censuris part. 3. Disput. 3. dub. 1. Anon. Diana part. 5. tract. 9. Resol. 55.

Nec tantum ante institutionem Censurae debet praevie *essentialiter* praemitti competens monitio, sed praeterea requiritur, hujusmodi monitionem fieri auctoritate & nomine ipsius *Judicis*: Ratio est manifestae, ait Suarez Disput. 3. sect. 11. n. 1. Quia admonitio talis esse debet, ut si quis non pareat contumax & inobediens existat: quod esse non potest, nisi admonitio auctoritate superioris facta sit.

Necque simplex *Judicis* monitio sufficit, sed ea fieri debet sub expressa comminatione Censurae; scilicet nisi infra tale tempus resipueris vel satisfeceris, talem Censuram incurres, v. g. suspensionis; debetque ille, qui monetur, exprimi nominatim.

Cujus monitionis exemplar tum Reo seu parti legitime insinuandum est: *Monitiones*, inquit D. Du Casse Officialis Condoventis, sunt in scriptis & vigore mandati Superioris, quod intimatur parti operi Appellitoris Curiae, qui relitta ipsi parti copia de facta admonitione per suam relationem ad calem Originis apponit sufficientem constare fecit. In paxi *Judicis*. Eccles. tom. 1. cap. 11. n. 3.

Debetque haec omnia fieri *Promotore* instante & postulat, hinc ne *Judex* viro proprio decernendo, succineat personam *Judicis* & partis.

Notandum, quod cum in causis criminalibus, seu penales non casus provisio, ita nec in hac materia Censurarum possit provisio decerni, cum, ea quoque criminalis & penalis sit.

In cau-

In causa quidem mere civili quandoque pendente lre provisio decerni potest. Supponamus duos litigantes de proprietate aut possessione, v. gr. domos, contendere auditis partibus, res controversa in toto vel in parte, *provisionaliter* quandoque adjudicabitur, aut potius cedere illi illi jus habet apparentius; verum sub idonea cautione de restituenda re cum fructibus & emolumentis, si sententia definitiva succumbat; & ita supponitur res semper plane reparabilis.

Sed hanc plane remota sunt à causis criminalibus & penalibus. Accusatur quis de crimine, & ut punitur condigne, postulat: quomodo hic super *pœna* imponenda decerni potest *provisio*? Qua enim iustitia is qui forte insons est condemnaretur? *Provisio* namque supponit rem dubiam, & sententia definitiva aliter forte judicandam.

Decernendo enim *provisionaliter* pœnam in quinquam, jam ex nunc certum & irreparabile damnum Accusato inferri, eo ipso tempore, dum sic decernendo, isemem supponit, dubium & incertum adhuc esse, an ille quem pœna affligit Reus sit; illumque sententia definitiva fore declarandum insonem.

Omnis etenim pœna, natura sua est afflictiva, ita ut senel illata non sit amplius, ac proinde in eam non potest cadere *provisio*. Deinde pœna inflicta, iudicium criminale terminatum est: *Non enim vindicta bis in idipsum, nec ut lapsus de eisdem hominis admisso quærat Jura permittunt.* L. 6. §. fin. ff. *Naut. cap. stab.*

Profecto, pœna *provisionaliter* inflicta, ad quid ulterior cause cognitio serviet? an forte ut per sententiam definitivam delectatur, tam bene maleve inflicta? Vel Reum pœnam majorem promeritum? Quid judicaretur de Seculari Judice qui reum ad publicam fugitationem & stigmatum insonem condemnaret *provisionaliter*: postmodum nempe disceptatur an pœnam illam promeritis fuerit, an vero mereatur majorem, scilicet in patibulum agi. Quis Judicem hunc de tyrannide & inhumanitate barbara non merito condemnaret?

Atque adeo indubitatum est, nec Censuram Ecclesiasticam *provisionaliter* decerni posse: nam omnis Censura semper est pœna, etque publica, siue fuerit *contumacia* five *criminitas*.

Quamquam & valde absonum & ineptum sit *Censuram* aliquam vocare *provisionalem*: cum ideo non minus revera sit *Censura Ecclesiastica*.

Nam Censura medicinalis, quæ & proprii nominis *provisio* siue *interim*, eo quod non feratur *nisi duratura donec Reus satisfacti siue donec respiciat*.

„Censura, inquit Suarezius, præcipue feritur ad reprimendam contumaciam, & ut homo à culpa recedat, ideoque non potest habere alium terminum nisi donec recedat ab illa. Disp. 25. sect. 1. n. 3.

Ideoque siue addatur illa verba *per provisionem, siue interim* hæc nihil mutatur de natura ipsius Censuræ, quia in eff. cu nihil significant *nisi durationem Censuræ donec satisfaciatur, & Reus à contumacia respiciatur*, quæ in omni Censura includuntur.

Atque adeo si Censura fuerit inflicta, prætermisso substantiali ordine processus criminalis, non propterea minus erit *nulla*, quod Judex Ecclesiasticus eam *provisionalem* vocaverit; nec minorem vim & facti viam includit, quæ quis in quieti sua possessione turbatur; sed majorem & contra, cum talis Judex sic magis suam inhumanitatem & tyrannidem manifestet; ut è supra deductis patet.

Itaque Decretum Censuræ Ecclesiasticæ, *provisionalis* nuncupatur, ex le prole quod continet merum *facti viam*, cum notissimum sit Judicem Ecclesiasticum neminem posse *provisionalibus* Decretis è sua possessione direjce aut in ea turbare; receptissimum enim est unumquemque in ea permanere debere, donec legitima eorum sententia, super *petitorio* lata, evineatur.

Porro Censuram Ecclesiasticam turbare quinquam in sua possessione, ex hæcenus deductis planissimum est.

*Non deferens appellatorem legitime interpositam violentiam inferri, & via facti procedit.*

Inter essentialia ordinis Judicialis, non postremum est ipsa Judicis non suspensa seu non impedita jurisdictione: cum Judex nullum possit jurisdictionis actum valide exercere, suspensa sua jurisdictione seu jurisdictionis exercitio: quandoquidem enim ea suspensa fuerit, sine jurisdictione censetur esse.

Notissimum autem est, primam appellationis effectum esse suspendere jurisdictionem Judicis à quo appellatum est quodque examen & cognitionem causæ, in qua „appellatum est, ad appellatum, seu provocatum Judicem transferat, uti post alios, loquitur & probat Wamæsius, in Commentario de Appel. ad c. 1. n. 1.

Additque non tantum transferri quod principale negotium, sed etiam quoad ejus accessiones: item „quod Appellatum à jurisdictione ejus qui judicavit, eximat.

Si ergo post interpositam legitime appellationem Judex à quo Censuræ insingere presumat, hujusmodi Censuræ non tantum erunt injustæ, sed propterea *nullæ & invalidæ* ob defectum jurisdictionis in Judice, & defectum essentialium ordinis Judicialis.

Hinc Suarezius de Censuris Disp. 18. sect. 5. agens de modo servando in sententia suspensione, ait num. 30. Oportere... præsertim ut suspensio non feratur post interpositam appellationem, quia erit *nulla*, ut est communis sententia, „defectu jurisdictionis, quæ „per appellationem, suspenditur. „Idipsum uno consensu traditur Canonistæ ad cap. 37. „de appell. ubi in terminis respondit Pontifex, quod *post appellationem excommunicari non possint*: & ad cap. 42. „de sententia Excommunicationis. Ubi Pontifex equiparat sententiam Excommunicationis litem post legitimam appellationem interpositam Excommunicationi, in cuius formam intolerabilem errorem fuisse patenter expressum probatur: qualem Excommunicationem ipso jure nullam esse nemo dubitat.

Sunt imo Censuræ post interpositam appellationem ita sunt *ipso jure nullæ*: ut etiam *deferri aut iniqua declarata appellatio*, non convalescant, uti loquitur Wamæsius loco citato num. 4. & evidenter probatur in cap. licet, de sententia Excommunicationis, in VI.

Cum itaque per legitimam appellationem Judicis suspendatur jurisdictione, omniaque quæ, ea pendente, attemptat, sint ipso jure nulla & invalida: certum est Judicem vim inferre, & via facti procedere, dum Canonibus & Legibus inhibentibus, contra appellatorem prosequitur, & eum contra protectionem Legum ac Canonum gravat; qui hoc defensionis remedium gravatis, gravarique merentibus consulere voluerunt.

Quin imo censet Bartolus hujusmodi violentiam vim publicam esse. *Officiales*, ait, qui non admittunt appellantes, tenentur hac *Lex* (Julia de vi publica) & condemnati erunt infames. Ad d. L. 7. ff. Idem tenet Salgado de protectione Regia vi oppressorum Ptal. IV. plures in hanc rem citans Auctores, num. 189. Quibus addi potest Zypæus Officialis Antverpiensis consulti. 3. de Appel. Adeo, inquit, odiosus est appellationis contentus, ut si provocantem Judex verberaveris, iusseritque quid fieri, de vi publica teneatur. L. 7. ff. ad Leg. Jul. de vi publ.

Cum autem Regi, ejusque supremis Auditoris incumbat quicunque violentias tollere, ad ipsum Clerici merito confugiunt, ait Salgado in eplogo promissum, ut prosequitur, tollaturque & levetur violentia sibi illata à Judice Ecclesiastico denegante legitime appellationis delationem; suamque sententiam indebite, & jure reluctante, exequente, suis bonis spoliantem appellatorem carcerare & censuris inique plerente, usurpando superioris jurisdictionem, & privando oppressum naturali defensione; ne possit ad Superiorem recurrere per modum sue iniquitatis & justitiæ.

Et c. 6. n. 19. recte probat, quod ad hanc protectionem implorandam, sufficiat sola denegata delatio appellatio, sine ulteriori processu aut attentato, quod ex denegata

*delatione in illa appellatione, manifeste deducit dicitur iudicio deliberatio, aut determinatio, vim cum effectu inferendi; ac propterea, & quod ipsa delatio sit violentia pari integritate, & principium, violentiam sufficiens ad auxilium & Regium protectionem invocandam. Et n. 94. pral. 3. ait, quod Iudex secularis eam protectionem concedere teneatur, etiam si sciet appellationem non esse receptam à Superiori Ecclesiastico, cum tamen eam de jure debeat recipere. Et declaratum ita fuisse testatur de Afflict. in promiss. Conf. Reg. sub num. 61.*

De hac protectionis specie pluribus agit in dicto Tractatu Franciscus Salgado, quem tamen cum de Regia protectione vi oppressorum appellantium à causis & iudiciis Ecclesiasticis. Afflicteque parti. 1. cap. 1. n. 5. frequentiori modo ad Regem ejusque Tribunalia recurrit, ad tollendam hanc violentiam.

De eadem protectionis specie agit nominatissimè Covarruvias, Pral. 99. cap. 35, testaturque hunc forensium usum non tantum in Castellanis Regis Hispaniarum Divisionibus & Principatibus, sed & apud Gallos, aliosque Christiana Reipublice seculares Principes esse receptissimum. De quo generali usui etiam testatur Martinus Navarrius ad Cap. Cum sentias 2. de Rescript. Remed. 3.

Et omnino pene Catholicorum Regnoium, citatis Authoribus, eundem usum ubique receptum docet Salgado Pralud. 3. n. 159. & seqq.

Enim vero, ab omni memoria etiam hic in Belgio Recursus obtinuit ad Regis Consilia, adversus violentiam que inferitur per oon delationem legitimæ appellationi. Cum anno 1639. Generalis Capituli Willelmelemis sententiam tulisset adversus Petrum Marcum Mastelyn Priorem Monasterii Septem Fontium, iisque ab ea appellationem instituisse, dictus Generalis cum quibusdam ejusdem Ordinis Prioribus non desitens appellationi, ipso facto Florentium de Nipholis in Priorem dicti Monasterii constituit. Cum autem hujusmodi attentatum cum Brabantie Jurebus & Privilegiis, ac nominatim cum Læto Institutio non confideret, Prosequi ejus per Libellum Supplicem conquesti sunt apud Supremum Brabantie Senatuum, qui per sententiam in contradictorio latam ultima Aug. 1640. declaravit quod reintegratione provisionalis iudicii Prioris locum teneret: a summo forentur effectum, donec & quousque in materia Appellationis per Iudices Ecclesiasticos sententia definitum aliter foret ordinatum. Præterea dicti Religiosi tenebantur interim agnoscere præfatum Mastelyn, non legitimam Priorem dicti Monasterii Septem Fontium. Ita constat à Consulti. dicti Senatus sub E.

Præxi huic Belgicæ simillimum est, quod de Lusitania testatur Hieronymus de Cevallos Hispanus, Nobilis Decurio, in Tractatu quem ab hinc sæculo conscripsit de cognitione per viam violentie in causis Ecclesiasticis, & inter Personas Ecclesiasticas. Apud nostram Reipublicam Lusitanam supremi Prætorii, seculares Iudices Ecclesiasticos inhibere confueverunt, ex inveterata & immemoriali consuetudine: literasque, quas, TUTIVAS DE APPELLANTE, passim punctionibus, concesserunt; quoties contra Clericum, aut Beneficiarium, aut contra Laicum, (cummodo causæ cognitio ad Ecclesiasticum pertineret) lata foret sententia per Ecclesiasticum Iudicem; & per Laicum, seu Clericum aut Beneficiarium appellatio ad Romanam Curiam esset introposita, nec admissa: hoc enim casu silenti oppressi ab Ecclesiasticis Iudicibus ad Supremos Iudices, tanquam ad Sacram anchoram confugere, qui transmissa & oblata coram secularium copia, & pacata in iustitia denegare appellationes ad Romanam Curiam, cui propter Summi Pontificis Autoritatem erat deferendum, hac litteras opprobrii indulgent in appellatione pendente de sua amovebantur possessione, sed interim la pacifice præviant, longaque repellunt omnem ab his injuriam, ecclesiasticis Iudicibus inhiibentes ne contra hos appellantes, ecclesiasticis censuris, alijsve pœnis procedant. Hæc Cevallos; qui & hanc laudabilem consuetudinem, Læzibus & Pragmaticis Regiis comprobant etiam in aliis Regnis Catholicis, adducit variis Authoribus, vigere asserit.

Appellantes enim legitime (concludit) Ecclesiasticos Iudex vim inferre dicitur cum excommunicatione denunciat, .... quam ob rem mirum non est, si Regis imploret auxilium pro VI & injuria repellenda; ad quam Reipublica quies, & subditorum conservatio spectat.

## §. IV.

*Consequens Recusationem propositam, vim inferre & facti via procedit.*

Quæmadmodum post interpositam debite appellationem suspenditur jurisdictio Iudicis à quo, ut §. præcedenti notatum est, ita & per Recusationem suo tempore debitaque forma propositam; saltem quousque de causis recusationum secundum formam, & Statuta Canonum fuerit iudicatum; Iudices. .... Recusant (inquit Christianus) à iudicando arcentur .... donec Arbitri cognoverint an causa recusationis legitima sit. In Decisionibus Belgicis vol. 5. lib. 3. Desis. 181. n. 4.

Unde etiam in Decretalibus unus idemque titulus est de Appellationibus & Recusationibus. Ut recte advenit Alesicra ad cap. 61. hujus tituli: Appellatio & Recusatio, inquit, eodem jure reguntur, quoniam utraque est provocatio auxilium; quod eo jure ut ordinatur examen Iudicis. Unde hic titulus est de APPELLAT. ET RECUSATIONIBUS.

Hinc concorditer concludunt Doctores, quod sicut per appellationem, ita & per recusationem Iudicis suspendatur ejus jurisdictio, non possit in causa in qua recusatur, ad aliquem alium procedere, & si processerit, processus sit nullus. Uti loquitur Andreas Valentinus in Paratilis, Decretalium ad titulum de Appell. §. 8. n. 1. monetque §. 19. n. 5. quod Iudex recusatus non assimilatur ei à cujus interlocutione duxit ad appellatorem, sed ei cui post Appellationem ab interlocutione, per Iudicem provocatum, facta est inhibitio ulterius prosecutioni; quæsi, nisi ibi hominis, ita hic INSTITUTIO sit juris: constat autem omnia ista post inhibitionem esse ipso jure nulla. Cap. NON SOLUM de Appellat. in VI. Idipsum iidem pene verbi tradit Wamecius ad Cap. CUM SPECIALI 61. H. de Appellat.

Et Petrus Rebuffus in suo Tractatu de recusationibus art. 6. ait, hodie indubitatum esse, quod Iudex post recusationem propositam, non possit de principali cognoscere, & si cognoverit, processum esse nullum; quia recusatus omni jurisdictione privatus censetur: ideo quicquid postea facit, censetur facere tanquam privatus non habens jurisditionem. Idipsum latius prosequitur Hieronymus de Cevallos dicti Tract. de cognitione per viam violentie, quæsi. 14. notans n. 28. Rotam hic sæpius judicasse.

Suntque acta pendente Recusatione adeo nulla, ut licet etiam postmodum per Arbitros declarare causa recusationis insufficientis, & causa ad Iudicem recusatum remittenda tanquam non sufficienter probatum suspectum, nequaquam tamen convalescant ut post Iudicium in cap. Iudex verbo PRÆPONATOR de Offic. Jud. del. in VI. hodie communiter docent Doctores.

Porro sicut Iudex non desitens legitime appellationi censetur via falli procedere, & violentiam inferre; ita quoque Iudex qui non obstante recusatione in se Iudicem erigit, & contra recusantem progreditur, vim facere & via falli agere censendus est.

Hinc supra citatus Hieronymus Cevallos dicta quæsi. 14. ut indubitatum tradit; violentiam, illam à Iudice procedente post propositam recusationem, æque præbere recursum ad Consilia Regia, ac attentata post interjectam appellationem.

Etque hæc violentia eo atrocior, quod ipsum naturæ jus lædat. Rationi enim & æquitati naturali repugnat, ut quis coram suspecto Iudice hinc agere cogatur. Etiam si (inquit Covarruvias Pral. quæsi. cap. 26. in princip.) nulla humana lex hac de re fuisset in specie statuta, RATIO ipsa facillime ostenderet, eorum iusticia nobis fugienda, omnibusque modis averrenda fore, quo propter oetum, inimi iram, aliamve causam, suspectos habemus. Quare recte advertunt Vultreus de judic. lib. 2. cap. 7. n. 190. & Myndling. Cent. 3. observ. 63. nihil alicui accidere posse gravius aut luduosius, quam sub Iudice suspecto litigare.

Hinc Amianus Marcellinus, inter violentias quas Valentinianus Imperator exercuit, & hanc recenset, quod iustus querelis insuper habitis, homines cogeret coram Iudicibus suspectis litigare. Ad hæc, inquit, inclementiam, illud quoque accedebat dictu dirum et factu, quod

quod si quis eum adisset iudicium poterit inimici declinare, aliumque suis postulanti dari; hoc non imperato, ad eundem quem mencebat, illic multa praterderet iusta, remittebatur. Ita lib. 27. Remon. 28. c. 7.

Itaque & huc quoque violentia & oppressio viam protectioni Regis pandit, quam & Principes nostri Belgici semper benigne concesserunt. Sic anno 1666. cum Episcopus Iprensis non obstante resolutione proposita, in quam modo ad delectionem Arbitrorum devenit erat, procederet adversus Dominum ac Magistrum Joannem Leefane, eique comminatus esset suspensionem a Divinis: Consilium Flandrie, tam dicto Episcopo, quam ipsius Officiali ac Promotori interdixit ulterius progredi vel attentare, sub pena 100. aureorum coronatorum: eumque his non obstantibus Episcopus comminatus suspensionem a Divinis attentaret decernere, praefatum Consilium dictae Censurae Ecclesiasticae veritatem suspendi; iteraque Episcopo interdixit quidpiam ulterius attentare, sub pena quod comminatus 100. aureorum multa ad executionem deduceret, ac in super ipsius bonis temporalibus manus Regia inieceretur. Ita constat & Decreto hic annexo sub F.

Sic etiam anno 1707. Supremum Brabantiae Consilium manentibus Pastorem S. Catharinae in Urbe Bruxellensi in pacifica possessione sui Pastoris omniumque eo pertinentium, adversus suspensionem a functionibus Pastoralibus per Archiepiscopum Mechliniensem, via facti iustitiam, idque post iteratam sua Persona recusationem propositam. Habetur sententia sub G.

Atque adeo & hic idem agitur quod superiori §. diximus, dum Judex pendente appellatione progreditur. Nempe & hic pariter Judices Regii provident ne oppressi recusatione pendente, de sua moveantur possessione, sed interim ea pacifice fruantur, longaque repellunt omnem ab his injuriam, Ecclesiasticis Judicibus inhiabentes ne contra hos recusant, Legibus & Canonibus reclamantibus, per Censuras Ecclesiasticas aliasque penas procedant.

Judex enim recusatur, inquit Cavallos dicta quest. 14. pro. edens in causa post recusationem, vim facit & partem gravat.

### §. VII.

Judex Regius cognoscens de violentia, non cognoscit de causa principali: nec de iustitia Appellationis aut Recusationis.

Am saepe in praemis, cum Didaco Covarruvia, Josepho Sese, Francisco Salgado, aliisque, diximus, hujus Recursus ac Regiae protectionis unicum scopum & finem esse, vim repellere, propositare, & oppressum sublevaré: & Ecclesiasticum quod ammodo reducere ad viam iustitiae & transire legitimum.

Quare Judex Regius nequaquam cognoscit de causa principali, sed unice de forma & ordine processus, sive de vi & violentia seu oppressione: id est solum inquirat, an Judex Ecclesiasticus via facti, an vero servato juris ordine processerit. Si reperit, juris ordinem fuisse servatum, remittit conquerentem ad Judicem suum. Si vero cognoscat, eo non servato, fuisse via facti processum; sublevaré oppressum, & Judicem Ecclesiasticum reducere ad viam iustitiae & transire legitimum, nihil decidendo de causa principali, quae integra relinquitur juxta ordinem juris iudicandae Ecclesiasticae Judici.

Sic itaque. Clericus qui apud Judicem Regium conquiratur, quod Censura Ecclesiastica perfrictus sit per eum, cui non competit iustitiae fori externi Ecclesiastici, vel per Judicem extraneum, vel quod ita perfrictus sit absque praevia informationibus preparatoriis, sine praecedenti citatione, omnia competentis monitione Canonici &c.

Quare hic agat Judex Regius, nequaquam inquirat, aut decernat, an Clericus illa meritis fuerit Censura perfrictus; sive an sufficiens subfuerit causa, ut tam gravi poena afficeretur, in quo sita est causa principalis: sed tantummodo cognoscat, an Censura illa prolati fuerit: an habente iustificationem fori externi Ecclesiastici; & a Judice extraneo, an omnis informationibus preparatoriis, citatione, monitione Canonica &c. quae res, ut in iure loquimur, facti sunt, & certo certius ad cognitionem Principis pertinent. Haec autem ubi Judicibus Regiis confiterentur, adeoque & querelas veritate niti apparuerit, tum illi protectionem Regiam

Van Elzen, Pars VI.

seu manutentionem adversus hujusmodi violentiam iudicia, poterit concedere.

Qua concessa, si competens Judex Ecclesiasticus eredit Clericum illum revera mereri ut Censura Ecclesiastica perfringatur, ei integrum manet adversus eum procedere, de causa principali iudicare, dummodo id faciat, servato per omnia iuris ordine; à quo si denuo deflectat, & ita vim inferat, Judicem Regium sibi rursus merito resistentem inveniet.

Similiter dum protectio Regia imploratur adversus Judices Ecclesiasticos procedentes post interpositam appellationem, vel propositam recusationem, nequaquam Judices Regii cognoscunt de iustitia appellationis aut recusationis, sed tantummodo de vi & violentia, quae à Judicibus Ecclesiasticis inferitur, ut ubi de illa constiterit, eam auferant, & oppressum protegant.

Visa processu, ait Covarruvia, praef. 99. Cap. 35. & visis aliis causa tantum illud agatur, an iussu illo Judex deferret nomen appellationis: nec enim, posteaquod Auctor, Regii Consilii cognoscunt de iustitia appellationis ad Summum Pontificem deferenda, ad hoc ut ab illis sententia confirmetur vel revocetur, sed tantum ut tollatur vis illa, quae a Judice Ecclesiastico iniussimè fit appellanti, dum cum censuris Judex opprimit pro executione sententiae, quae nondum transiit in rem iudicatam, pendente appellatione ad Summum Pontificem proposita, cui tenebatur Judex omnino deferre juxta Canoniarum Sanctionem decretam. Idipsum monet Josephus Sese de Inhibitionibus c. 8. §. 3. n. 70. & Franciscus Salgado de Processu Regii praef. V. n. 100. quod n. 100. ait cum Martino Navarro, Judices Regios solummodo pronuntiare, Judicem Ecclesiasticum vim fecisse vel non fecisse in eo quod appellationi partis non desulerit.

Et n. 208. ita loquitur, "TANTUM AD VIOLENTIAM tollendam adhibetur cognitio extrajudicialis, an apud appellatorem suspendat vel non, ut VIOLENTIA Judicis detestatur, ob negatam debitam delationem appellationis; cuius cognitio, an iussu vel iniussu fit, tam appellatio. "nis, quam sententiae Superiori Ecclesiastico praeservata remanet. " Recteque advenit n. 211. quod admissibiles appellationis respellit Judicis à quo, sic quid facti. " Si visus actus competuit sit quod iusta fuerit appellatio, quodque Judex ei non deferendo vim inferat, tollitur illa vis & iniuria, quae adversus Sacros Canones & auctoritatem Sedis Apostolicae fit Appellanti ad eandem praerogativam illi Judici quod appellationis deferat, & absolvat & communicant, omniaque alia post appellationem retrahat, ac reducat in eum statum in quo erant tempore appellationis & sententiae, sit praedictus Covarruvia loco citato, ne multis persequatur Salgado dicto Tractatu.

Idem obstat dum Recursus instituitur adversus Judicem procedentem post propositam recusationem. Nequaquam enim Judices Regii iudicabant de ipsa recusationis causa, quae ad Arbitrum juris pertinet; sed unice cognoscunt num Judex Ecclesiasticus, procedendo post recusationem, vim intulerit: novaque praedictus Hieronymus Cavallos Tract. de cognitione per viam violentiam, quest. 14. n. 24. quod Judices Regii in hoc casu habent causa cognitionem, an re usato sit iusta vel frivola, cum sine hac cognitione articulus violentiae examinari non possit.

Suppone ergo Judicem Ecclesiasticum fuisse recusatum, hunc autem Judicem, pendente causa recusationis indecisa, procedere adversus recusantem, eumque Censura Ecclesiastica perfringere; Recusantem autem ad Senatum Regium recurrere, eo quod praetendat per hanc denegatam recusationis delationem & iniustitiam aut comminatas Censuras, sibi vim inferri. Senatus Regius non iudicabit ut definit ipsam causam recusationis, quae ad Arbitrum juris pertinet; sed unice cognoscat an dicta recusatio legitime & debito tempore fuerit interposita: item an causa recusationis in libello allegata videatur sufficiens & legitima, si eorum Arbitrum juris possent probari esse vera. Ita ut Judex non deferendo recusationi, sed adversus recusantem procedendo, & ad Censuras profligendo, vim intulerit, & via facti processerit.

Quam ubi ei constiterit intervenire, eum tollit, oppressum manutentionem proteget & Judicem Ecclesiasticum ad transire legitimum reducet, cui tum integrum erit, si velit, juxta Canones a electionem Arbitrorum procedere, qui de recusationis causa cognoscat.

G 2 Et

Et his claret Judicem Regium cognoscendo de violentia, nequam cognoscere de causa principali, nec de iustitia appellationis aut reculationis, ac per consequens cum nullatenus usurpare jurisdictionem Ecclesiasticam, sed unice cavere ne Judices, ea jurisdictione, quoniam de his possessione pacifice amovendo via falli; aut aliter abutantur in subditorum oppressionem.

## §. VIII.

*Judex Regius cognoscere debet de violentia, nunquam in finem, alia causa ad se deferri mandare potest.*

Cum violentia sit causa & fundamentum hujus Recursus, quam cum instituentes petunt propulsari, debet Judex Regius, ut eam tollat, & oppressio prospiciat, de vi cognoscere, nec non de iis omnibus, sine quorum cognitione, articulos violentie examinari non potest.

Cumque id plenius cognosci interdum possit ex ipsa Actorum causa inspectione, potest Judex Regius mandare, ut acta causae ad se deferantur.

Sic modo vidimus cap. 1. §. 6. Constantinum Augustum ad exquisitam perscrutationem S. Athanasii Episcopi Alexandrini de vi conquerentis, mandasse Episcopis omnibus, qui Synodum Tyri affuerant, ut indicaret ad Praetorium suum se conferrent, *ut ipsa quantum severitatis integritatisque sit in vestris sententiis, eorum me ipso, inquit, declaratur.*

Hic ius Regium multis alitri Francisco Salgado de protectione Regia, par. 1. cap. 2. & n. 96. ait, „Actorem originarium exportationem, ad effectum cognoscendi ex eis, an violentia facta sit, fieri potest licite per Principem temporalem, probant Octavian. Diss. Pedemont. 30. num. 18. versis. Non enim, ante fin. n. 25, & Bobad. in polit. lib. 2. c. 18. n. 139. Gutter. in practis. lib. 1. quass. 20. n. 7. Cenc. Can. 45. sub n. 3. versis. Observandum tamen est.

Ipsa Covarruvias Episcopos Segovicis ipsam etiam agnosci, praef. 99. cap. 35. citata enim lege Regia, qua modus praefinitur, qui in tollendis violentiis, per Judices Ecclesiasticos illatis, & Senatu servandus est, subiungit: *Nam ubi sit agitur apud Iudicem Ecclesiasticum etiam inter Ecclesiasticos, qui per sententiam condemnantur appellavit, Iudexque non vult deferre appellationem, & ideo pro executione multis afflictorum Confessis & gravaminibus, conquisit simpliciter querela eorum regis auditoribus, ex eo quod non deferatur appellationi, quam ad Sedem Apostolicam proposuit: tunc fano statim ex fola simpliciter querela dantur Litterae Regiae, quibus praecuratur Tabellioni sub CERTA BORNA, quod iura breve tempus mittat ad CURIAM ACTA CAUSAE IN PROCESSUM: & rogatur Judex Ecclesiasticus ut absolutus excommunicatum ad aliquot dies, qui sufficienti missioni & examinationi processus, quod si contumax Judex sit, dantur secunda Litterae, ac tandem tertia, & id agere cogitur poenite quibusdam.*

## §. IX.

*Forma processus in causa heresi eadem, qua in aliis causis criminalibus.*

Non raro evenit in Ecclesia Dei per quasdam minus carnalium hominum factiones & machinationes, viros bonos & orthodoxos, ut hereticos accusari, vexari, & ex pestem publicam haberi, antequam de heresi legitime fuerint accusati, multo minus de eis convicti aut condemnati.

Quo quid possit magis esse ab omni equitate & ratione alienum! Ipsa enim natura dicit, neminem inauditi & inderentem condemnandum esse. Quasi vero sit crimen maximum, quale est heresis, ab hac communi naturae lege fore exceptum, magisque licere inauditi & inderentem, hereticos aut schismaticos condemnare, quam furti, homicidii, latrocinii, perditionis aut alicuius ejusvis criminis.

Quantum id vel ab ipsis Romanis, sub densissimis gentilitatis tenebris constitutis esse alienum, luculenter demonstrant Actus Apostolorum. Et quidem cap. 24. & 25. Principes Sacerdotum & Seniores accusant Pau-

lum tanquam hominem pessimum & contumacem seditionem omnibus Judicis in universo orbe, & auctorum seditionis: sed & Nazarenorum, qui etiam templum violare conatus sit .... pestilantes adversus illum damnationem.

An Pontius Festus Praefectus, homo gentilis, Paulum de tantis criminibus, ab ipsis Principibus Sacerdotum & Senioribus accusatum, & quae in ipsam Rempublicam redundabant, communi defensionis auxilio indignum iudicat? Audiamus hominem gentilem respondentem: *Non est Romanus, inquit, consuetudo damnare aliquem hominem, priusquam is qui accusatur praesentes habeat accusatores, locumque defendendi accipiat, ad abluenda crimina.*

Hac consuetudine Romana imbutus Pontius Pilatus, minus iniquus erga Christum Dominum exitit, quam ipsi Pontifices, Sacerdotes & Doctores, Seniorisque Iudeorum, Divinam legem veteraque religionem profiterentes. Hi enim cum Christum Pilato tradidissent, vellentque ut Praefes ille Romanus, nixus verbo ipsorum, & iudicio, cum sine cognitione causae neci daret, dicerent: *Si non esset hic malefactor, non tibi tradidissimus eum:* tenuit constanter Pilatus, eodem modo iudicium eorum exequi, voluitque accusatum prius audire, & singula accusationis capita de more examinare.

Optandum foret ut spiritus illorum Sacerdotum & Seniorum Synagoga, quemadmodum & vitia Pharisaeorum ad nos non transissent. Itemque ut inter Judices Laicos Christianos, quidam in hac parte non essent imperitiores & infeliciores quam Pilatus. Sunt enim saepe quidam Judices nimis creduli, qui sunt vanae alijus Religionis obtentu, passionibus Clericorum caeco modo inferunt, atque oppressioni innocentium & iustorum condemnationis cooperandi manifestum periculum se exponunt; vel qui, cum Pilato passionibus Accusatorum & Reorum innocentiam agnoscant, deficient tamen qui in Iudicibus requiritur virtute, cedunt iniquitati, & tpe vel metu commoti etiam dicunt, *Quid est veritas?* Diligentes magis gloriantur hominum quam gloriam Dei, & Iudicis supremi statum in medio eorum Iudices & iudicantia.

Vetum enim vero nunquam juris ordo & Canonum Legumque praescripta diligitur & exortus sunt observanda, quam dum de crimine heresi agitur: eo quod non raro contingat, opiniones quasdam, aut traditiones humanas, ve dicam, superstitiones, ab indoctis aut cupidis hominibus dissimulari & obtrudi pro articulis Fidei; ac quasdam ut hereticos tractari, qui vere Catholici sunt, ut ex S. Aug. alique adducatur et, in iure nostro Ecclesiastico universo par. 3. tit. 4. c. 2.

Ita Pontifices Iudorum & Pharisaei Christus iniquissime persecuti sunt tanquam Iudex Divinae overtoem, eo quod curasset hominem Sabbato; sed his opponitur se Nicodemus homo ex Pharisaeis Princeps Iudaeorum, allegans idem legis naturalis dictamen, praescriptum Deuter. c. 17. *Nunquid, inquit, Lex nostra iudicat hominem, nisi prius audierit ab ipso, & cognoverit quid faciat?* Joan. 7.

Quapropter a saeculo quarto Arcadius Imperator merito statuit, pro hereticis non esse habendos neque ponis in eos decretis puniendos, nisi qui a Iudicio Ecclesiastica Religione & tramite detrecti fuerint de virore. Id est, probati sint a iudicio Ecclesiae, in causa Religionis deviare.

Hae equissima juris naturalis regula, quae neminem puniri potuit, nisi causa monstraretur propter quam Leges Canonicaeque hoc fieri jubeant, semper sanctissima fuit observata: spesitum autem a tribus Generalibus Conciliis, in causis Arian, Nestorian & Eutychetis.

Cum Constantinus Imperator hortaretur Liberium Papam, ut communione separaret (verba ejus sunt) *impis Athanasii dementis repugnaret, preterea quod hoc reile se habere confertor totus coram omni, & cum fratrum Concilio ab Ecclesiastica communione segregandum iudicaret.* Respondit Liberius: „*Interdicia quidem Ecclesiastica de Imperatoris summa cum aequitate fieri debent. Quapropter si iuxta Clementis ita visum sit, iudicium haberi iubere.* Et si Athanasius videatur damnationem commoverisse, tunc sententia, prout ordinis Ecclesiastici formula posulat, contra eum pronuntiabitur: nam fieri non potest.

„priest, ut quendam condemnemus, de quo non fa-  
lum sit iudicium.“ Ita Theodorus. *Histor. Ec-  
cles. lib. 11. Cap. XVI.*

Similiter S. Joannes Chrysostomus ante causam co-  
gnitionis, aliquem ut hæreticum damnare *hanc qua-*  
*quam iustum esse dicebat*, ut testatur Sozomenus  
*lib. 8. Histor. Eccles. cap. 14.*

Hinc Dioscorus qui Concilio Ephesino secundo præ-  
federat ira ad S. Leonem Papam conqueritur B. Theo-  
dorus Episcopus Cyri: „Alexandrinorum Antistes  
(Dioscorus) huc quoque asserentem calamo simili-  
ter jugulavit, nec in jus vocatum, ne: presentem  
acusatum, nec interrogatum de Dei ac Salvatoris  
nostri locutionem quid sentiam. Et homicidas  
quidem, ac sepulchrorum effracto- res, alienarumque  
nuptiarum invasores, non prius condemnant Judi-  
ces, quam vel ipsi officia crimina confessione sua  
firmant, vel ab aliis aperte fuerint convicti. Nos  
autem hic in Divinis Legibus enutritus triginta  
manifestos distantes condemnavit ut voluit.“ In-  
ter Epistolam Leonis *pist. Epist. 47. Nov. Edit.*

Hæc pluribus ex *Histor. Ecclesiæ*, confirmare exem-  
plis non foret difficile, nisi ipsa res evidenter suffice-  
ret. Non tamen abs te erit ostendere uno alteroque  
exemplo quantum etiam Belgium nostrum semper fue-  
rit alienum ab inhumana illa quorundam opinione,  
existimantium, suspectos de hæresi aut schismate, om-  
ni favore ac communi iustitia patrocinio esse indignos.

Anno 1477. in urbem evocatur à Sixto IV. per  
litteras Romæ datas 2. Junii Theodoricus Tuldin  
Cenobii Parthenis Abbas, idque ut de *LESA ARTHO-*  
*RITATIS SEDIS AP. STOLICÆ*, coram ipso causam diceret:  
Solumus, inquit Pontifex, & sub excommunicationis  
LÆTÆ SENTENTIÆ pena mandamus, ut infra terminum  
duorum mensium à receptione presentium computan-  
dum, nostro consensu te presentes, aliquando scias re-  
privatæ periculo subiacere.

An Abbas ille te tanto crimine, quod hæresi non  
infertur æstimatur, accusatur, habetur indignus, ut  
gaudeat iustibus & immunitatibus Patriæ; quæ Belga-  
rum evocationem proficiunt, & unumquodque in sua  
Provincia iudicari servato juris ordine volunt? Ne-  
quaquam profecto, ut enim hæc *evocatio* Maximilia-  
no Archiduci indiotuit memor iamentari fuit, ultra  
severe inhibet Abbat, ne *evocatione* morem getar:  
Potes, ait, districte præcipimus, & mandamus, ne  
eam ob causam extra Patriam nostras res absente-  
ris: Imo statim visis presentibus, ad Nos veniaris.

Eadem die ad Pontificem litteras mittit, & civili-  
ter verbis citationi intercedit, addens: Si denique  
vestra Sanctitati causam cognoscere cupit, eam ne  
committas alicui in his paribus Prelato: Puro præ-  
iudicio, paribus non suspecto, &c. nec ut secus agatur  
facile ferre poterò.

Cumque nihilominus insisteret Pontifex, alteras ad  
ipsum scribit Maximilianus prioribus graviore. „Si  
Abbas, ait, cuspiam delicti reus, animadversione  
qualibet dignus existimetur, non advenlabor, quin  
Apostolicæ Sedis honoris ratio in hoc habeatur,  
dummodo iudice in partibus dato idoneo & neu-  
trali, id juris ordine compertum sit. Quod sit  
æquum sustineo, ut frustra stans aliquid à me  
exigatur adjuvante Domino, &c.

Anno 1554. Episcopus Leodiensis requirit Reginam  
Hungariæ Belgii Gubernatricem, ut ipsi tradat quen-  
dam Joannem de Bollant de hæresi notatum, & ad  
ejus requisitionem in Brabantia captivum constitutum.  
Respondit Gubernatrix per litteras datas ultima Mar-  
tii ejusdem anni, se id nullatenus posse præstare, cum  
per *Lexum intrinsecum* expresse prohiberetur, ullos ca-  
ptivos de Brabantia educere; verum quod hic in Bran-  
tania; causa, si vellet, posset examinari ac in iudi-  
cio iudicari prout juris ratio diceret.

Urque ad hæc tempora propius accedamus, quod  
nostros diebus ab Officiis, Beneficiis, muniis, præ-  
textu insensibili, Rigorismi ac Novitatis exclusi &  
sua falli privati. Cum tamen possit tot morus & tra-  
gidia, nullum hæcenus ex iis qui sub hujusmodi  
obrento denigrati, aut vexati fuerant, viderimus ad-  
huc in iudicio aliquo legitimo, & contradictorio fuisse  
de simili excessu convictum. Unde postquam hæc  
diffidia consentientibus partibus, & suffragante Rege

Catholico gloriose memoriz Carolo Secundo ad Se-  
datus utriusque partis causa esset ventilata, Innocen-  
tius Decimus secundus, ut his malis finem impone-  
ret, æquissimo jure statuit in Brevis Apostolico ad  
Episcopos Belgii 6. Februarii Anno 1694. dato eis  
quantum in Domino potest... injungit, ne ulla ratio-  
ne... quæquam sub hoc prætextu repellit ab Officiis,  
muniis, Beneficiis, gradibus ac concionibus habendis,  
vel alia quacunque functione Ecclesiastica permittant,  
nisi servato Juris ordine, eam penam, quæ viris  
aliquin Catholicis gravissima est, commoverint: proba-  
rum fuerit: quod Breve per Litteras Regias laudatum,  
ac probatum fuit: injunctumque omnibus Episcopis,  
Synodis ac Tribunalibus Belgicis, ut idem inviola-  
bilitate exequerentur & sancte observarent.

Ex his elucet, quod accusati de hæresi, aut schis-  
mate iisdem juriibus gaudeant ac ceteri, qui de aliis  
criminibus accusantur; quodque adversus eos æque ser-  
vato juris ordine, ac adversus ceteros procedi debeat:  
neque minus eis adversus vim & violentiam, quam  
aliis concedendam esse protectionem Regiam.

Quæ omnia egregie confirmantur in Consulta su-  
premi Brabantiz Senatus data 13. Aprilis 1696. ad  
Serenissimum Bavariz Electorem super Regis manda-  
tis in causa Rigorismi & Novitatis.

In hac enim dicunt, quod antequam possit agi ad-  
versus præcentos Rigoristas ac Novitates, ante omnia  
requiritur regula autoritatis Ecclesiæ reformata,  
per quam discerni possint Maxime, quæ tanquam  
Novitas aut Rigorismus fugienda sunt, cum ipsi Su-  
periores Ecclesiastici non conveniant, in quo Rigor-  
ismus, aut Novitas sita sint, atque ita periculum  
sit, ne invidiosus istis nominibus tradantur viri in-  
nocentissimi, & viri sanctitatis præditi.

Quod tum adducit iustitia postulabit, ut nemo Ri-  
gorismus & Novitatis iustitiam habeatur, nisi prius de  
iis convictus fuerit juxta ipsam mentem S. Patris  
nostri Innocentii Duodecimi, quem in casu simili ex-  
plicavit per Breve suum (de quo supra) ad Episco-  
pos Belgii ubi illis, quantum in Domino posset  
injungit. Tum relatis verbis ejusdem Brevis supra  
positis ita persequitur.

„Nobis, SERENISSIME DUX, videtur nihil magis  
Apostolicum, nihil magis JUSTITIAM & æQUITATEM  
consentaneum dici posse: ideoque credimus nos  
omnino secute fuisse posse Ducem tam certam, quæ  
qualis est qui est caput Ecclesiæ visibile, quæ  
que hic non docet nos aliud, quam quod aliam  
de nobis incumbit, ad quod nos constringit cum  
consentientia nostra, tum juramentum solenne, quod  
in ipso Officiam nostrorum ingressu præstitimus,  
nimirum, non condemnandos nos aut puniendos  
quæquam nisi propter delicta aut facta quæ de-  
clarata fuerint criminalia, & nisi de his delin-  
de-stimulati convicti fuerint.

„Eo magis in re tanti momenti E. V. Celsitudi-  
nis auxilium nobis implorandum est (ut nempe  
procurent regulam auctoritatis Ecclesiæ firmatam, de  
qua supra) quod frequenter qui occurrunt casus  
doceant, inter ipsos Superiores Ecclesiasticos non  
convenire, quid pro NOVITATE, aut RIGORISMO  
permissum habendum sit, constat bene multum  
eos qui eo prætextu à Cura animarum, prædica-  
tione verbi Dei, aliisque functione Ecclesiastica  
repulsi sunt cuncte, post rigorismum eorum alibi Syno-  
dalibus EXAMINE offensus DOCTRINAM suam PERAM  
esse, & suæque repelle rationem non esse nisi phan-  
tasma.“ Habetur consulta sub H.

Sed quid opus sit plura exempla adducere ut  
ostendatur, nunquam in Belgio locum invenire pos-  
se atrocem illam opinionem, quæ in actione hæresi,  
aut schismatis tollit naturalem & ordinariam defen-  
sionem, & iudicii viam: cum nihil notius sit, quam  
quod ob illam solam causam Belgii jam olim factum  
illud Tribunal Inquisitionis, & jugum ferre iniole-  
rabile, & in hodiernum usque diem, ejusdem me-  
moriz & nomen sit in execratione.

## §. X.

*Confirmantur hactenus dicta exemplo Sancti Ludovici.*

**M**erito hoc caput conclusivum illustri exemplo sancti Ludovici Francorum Regis, quo preclare stabiluntur quo hactenus dicta sunt. Refertur ex *Joanne de vesle* oculato apud nominatissimum Historicum Claudium Fleuri l. 85. §. 10. Rex ille vere Sanctus & magnus, in pleno Cleri Gallicani Conventu Anni 1263, interpellatur omnium nomine ab Episcopo Altitudorensi Guidone de Mellos; O Rex, inquit, Prelati hi omnes, Majestatem tuam committunt velunt, quod religionem perfundari sinat. His verbis exterritus Rex, crucis se signo municiis aiebat: Quid cause, edidisse, d. Episcopo. Rescriptit hic: quod excommunicationis villerint; Ecclesie facere suis hodieum nullus curat; mori quique excommunicationis mavult. Hinc Majestas tuam vose una obsecramus, ut Dei, salutisque sue memot, Prætoribus aliisque justitiæ ministris præcipere dignetur, ut bonorum apprehensione, sui confiscatione ad abolitionem petendam coganur cum qui per annum, & diem in excommunicatione forderit. Respondit Rex: Id perlibenter decernam erga eos qui Ecclesiam, aut proximum læsisse à iudiciis meis detelli fuerint. At replicavit Episcopus: Non est illorum iudicium de iis que apud tribunal vestra agitantur, cognoscere. Reposuit Rex: Non alio, quod petis, passio faciam; rationi enim, addabat, distantiam foret, si à me confringeretur, ut absolvi se faciant qui ab Ecclesiasticis damnati sunt inmundis, seu indefensis.

*REPERITUR IN NOTIS DE CAUSIS RECURSUS*

## CAPUT IV.

**De effectu Iudicii Possessorii, seu Manutenentis, ubi una occurrit objectionibus, quæ in contrarium adducuntur.**

## §. I.

*Quis sit huius iudicii effectus.*

**E**ffectus iudicii possessorii præsertim retinenda possessionis, quod nunc *manutenentia* nuncupatur, proprius & unicus est, pacificum possessorem in sua possessione adversus violentas, & facti turbationes qualibet defendere ac manutenere, donec in petitorio per Iudicem competentem, servato iuris ordine, sue possessionis iure excidisse declaratur, ut bene perillimus ille Flandriæ Pragmaticus J. Damhauerus *Adventit in præcis rerum civilis*, cap. 41.

Postquam enim monuit interdito Usi possessionis hodie sue *efficit iudicium*, quod *MANUTENENTIA* appellatur, quæ *possessionem pacificam in possessione pacifica servat*, subiungit statim: Est igitur *MANUTENENTIA* quædam provisio, imo vetus quoddam Principis, vel Consilii sui Beneficium, quo aliquem *pacificum possessorem* manutenent tamen, ex ea ejici, aut exturbat, in eadem sua quiete possessione, tenet, servat & quasi *manutendo sua auctoritate tuetur*. Unde et apud ei, (infort N. 2.) licet recens, vocabulum est inditum, quod possessor in possessione sua per Principem *MANUTINETUR*, & in ea permanere jubetur, cum interdictione & id donec per *JUSTITIAM* alius potius habere *inferatur*, & manutenentis iterum ejiciatur.

Idem observat Zeyperus in *Notitia juris Belgici*, ubi ait art. 1. *novi Regulamenti* 12. *Adiis* 1422. sancitum, ut quilibet *manutatur in sua possessione donec per sententiam Iudicis competentem evincatur*: unde de sorte Diplomata Romanæ, quibus aliquando imbutur, ut quis amoto adversario in possessionem mittatur, salva postmodum penitioni inquisitione, hoc non peniteant, sed in possessione manutenentur, qui communi iure debet, eam tringere, lib. 2. de *caus. poss. & propriet.* n. 7.

Judicium autem illud possessorium introductum fuit primo in favorem *JUSTITIÆ & JURIS præcipue eorum*, qui aliquando, vel ex quorundam malitia,

vel ex *iniquis delationibus* aut *suspicionibus* ex suis Officiis, Beneficiis, & possessionibus cum magna saepe iniuria, & dedecore extorbantur, ut Ita Damhauerus cap. 33. num. 2.

Qui & finem alterum in favore *pactis ac tranquillitatis publicæ* ponit cap. 41. n. 4. postquam enim dixit huic iudicio non repugnare quod *Judex secularis non debeat se immiscere rebus spiritualibus*, rationem allegans ait: Quia in isto casu non immiscet sese rebus spiritualibus, nec spiritualiter res tractat, nec exercet, sed tantum quod est *mera secularis*: dum *litæ, conventiones, turbationes à sua Republica subditi avertit, & prohibet*. Unde dicunt Franci, quod *Judex secularis optimo jure possit decernere, & dare hanc provisionem, & per eam cognoscere de materia beneficiis*, quia licet ipsum Beneficium & Beneficii functio, sit *mere spiritualis*, & ad spirituales potissimum spectant, tamen *TRANQUILLITAS REIPUBLICÆ DEFENSIO secularis est*.

Ejusmodi rationem inter alias allegat Joannes Givellius J. U. D. in Senatu Dolaro Consiliarius ac Secretiss. Archiducum Alberti & Isabelle à Consiliis inclinis & à libellis, Decisione 128. n. 8. ut ostendat dictum Senatum merito judicare de omni possessorio tam in spoliatione facta inter Clericos, quam inter Laicos, & tam in spoliatione rerum *mere spiritualium*, quam temporalium & profanarum: pertinet enim, ait, ad curam Iudicis secularium, *subsidiis suis ab omni violentia & injuria defendere*. Atque ut ita non pati, quæquam sua possessione spoliari. *Can. Regum. c. Princeps* 23. §. 5.

Illud ipsum jam 200. ferme annis observavit laudatissimus Covarruvias. *Pract. quæst.* cap. 35. Postquam enim monuit, *JUSTITIAM* Judices Regios, qui Prætoribus assident, & inibi *Jura pariter* Regio & supremo nomine *TUTANTUR*, extraordinarie tractare causam possessoriam, in qua de possessione Beneficii disputetur; mox subiungit: *ad effectum ut quita Respublica sit, ne fiat alicui iniuria, & violentia, aut inobste possessione, quod obviet, expellitur*.

Effectus itaque Iudicii Possessorii, quo quis in pacifica possessione verbi gr. sui Beneficii manutenetur, is est: Beneficiatum in ea adversus quancunque viam & facti viam servare, defendere ac protegere, donec & quovisque per sententiam definitivam Iudicium competentium in petitorio lazam, evincatur: adeo ut manutenentis interea liberum, & pacificum Beneficii sui usum habeat. Quo pacto & vis omnis, Legibus & Canonibus inimica, quod repellitur: *oppressus* efficaciter protegitur, & publica tranquillitas potentius conservatur.

## §. II.

*Manutenentia etiam cadit, & quidem præcipue super possessione functionum spiritualium & Sacramentalium Beneficii annexarum.*

**M**anutenentia non solum cadit super ipso Beneficio seu Beneficii titulo, & temporalibus ei annexis, sed etiam super functionibus, & exercitiis quæ tumvis spiritualibus, & sacramentalibus inde dependentibus seu quod idem est, per manutenentiam confertur, & protegitur possessor non solum in quiete, & pacifica possessione ipsius Beneficii, & Temporalium ei annexorum, sed vel maxime in pacifica possessione, & libero usu functionum, & exercitiis cum eodem Beneficio dependentium.

Beneficii etenim pacifica possessio potissimum consistit in pacifico & actuali libero exercitio, seu administratione ipsius Beneficii, quemadmodum pacifica possessio rei temporalis in libero illius rei usu sita est. Adeo ut is qui turbatur in quiete ac libero exercitio sui Beneficii, tum vel maxime turbetur in ipsa pacifica possessione ipsius Beneficii: ut è deductis Cap. 2. liquidissime patet.

Porro Beneficii exercitium præcipue spectare functiones spirituales & Ecclesiasticas illi annexas indubitanter est: quondam enim v. g. Pastor censetur exercere que Beneficii sui sunt; nisi tum præcipue, dum Verbum Dei annun-



annunciatur, Missarum solemnia celebrat, fideliū Con-  
fessiones excipit, parvulos baptizat, Matrimonii assi-  
sit, aliaque Sacramenta administrat, et Pastoralia  
munia obit. Nam idem constitutus est Pastor.

Temporalia enim, si vix ad illa, *consequenter* solum  
ad ipsa spiritalia sese habent: functiones autem sive  
officiū spirituale & Ecclesiasticū ipsius Beneficii ef-  
fendiunt, est ac in eo principaliter attendendum, iuxta  
titulum illud: *Beneficium datur propter officium*.

Et quæ ius ad functiones spirituales atque perpetuum  
ac ipse titulus Beneficialis, & quo ius illud manet:  
adeo ut non magis quis *via facti* turbati queat in li-  
bero exercitio huius functionum quam in pacifica  
possessione ipsius tituli Beneficialis, ut dicto Capite 2.  
plurimissime demonstratum est.

Id jampridem ut indubitatum ac notorium supposuit  
præfatus ille Flandrie Pragmaticus J. Damhauderus;  
nempe *possessorium* non solum in Beneficiis, verum etiam  
in exercitiis ac functionibus ei annexis, seu quasi  
possessione eas exercendi, Senatui Regio competere:  
*Quia licet* (inquit) *ipsum Beneficium & beneficium*  
*functio sit mere spiritalis & ad spiritalia potissi-*  
*mum spectans, tamen tranquillitatis Reipublicæ defen-*  
*sio secularis est. Item possessorium est temporale, licet*  
*persona sit spiritalis, & BENEFICIUM MINISTERIUM SIT*  
*spiritalis. In Praxi rerum civil. cap. 41.*

Hæc eadem concors Doctorum, & Pragmaticorum  
sententia est, dum sine distinctione constanter tenent  
ac docent, OMNE *possessorium rei patris Ecclesiasti-*  
*cæ, & utcumque spiritalis* Senatibus Regis com-  
petere.

Quod ipsum manifeste elucet ex Concordato inter  
Carolū V. Cæsarem ex una, & Episcopum Leodiensem  
ex altera parte, anni 1541. ita enim habet tit. 3.  
n. 13. „In causis *mere Ecclesiasticis*, ut puta benefi-  
„cialibus, SACRAMENTALIBUS, decimarum Ecclesiarum  
„ non infudatarum, *iuris funerandi, anniversario-*  
„ *rum, sepulture, oblationum, & aliorum debitorum*  
„ ad causam *fructibus Ecclesiasticis*, *Judex Ecclesiasti-*  
„ *cus* etiam contra laicos poterit *cognoscere* IN PETI-  
„ TORIO: „ ergo IN POSSESSORIO cognoscere potest *Ju-*  
„ *dex laicus* juxta communem regulam, quæ notorie per  
hanc exceptionem firmatur: ut quid enim hic addeere-  
tur IN PETITORIO *de* *possessorio* ad *Judicem Ecclesi-*  
„ *asticum*, in his causis *mere Ecclesiasticis* quoque spe-  
ciaretur?

Nec quidquam obstat quod tit. seg. qui inscribitur  
*de possessoribus Beneficiorum & aliorum iurium spiritalium*,  
non fiat mentio SACRAMENTALIUM, sed unice  
dicatur, „ IN POSSESSORIO recuperandæ & retinendæ  
„ *questio & cognitio* spectabit ad *Judices* *seculares* pri-  
„ vatim, sive agatur de *possessorio Beneficiorum, deci-*  
„ *marum, iuris patronatus vel aliorum iurium nempe*  
„ *spiritalium*, „ in dicto summario hujus tituli.

Nam *Beneficiorum, decimarum & iuris patronatus*  
hic tantum per modum exempli fit mentio, quod clau-  
sula *vel aliorum iurium* manifeste denotat.

Et si quis inde vellet erueret quod in SACRAMENTA-  
LIBUS non cadat *manutentia*, ex eo quod hoc tit.  
IV. non fiat mentio SACRAMENTALIUM: ille idem de-  
beret contra manifestam veritatem inferre, quod nec  
*manutentia* cadat in causis *iuris funerandi, ann-*  
„ *versariorum, sepulture, oblationum &c.* quia nec ho-  
rum etiam *iurium* ulla fit mentio eodem illo tit. IV.  
licet conjunctim cum *Sacramentalibus* commemoran-  
tur tituli. III.

Regula est, quod *causæ mere Ecclesiasticæ* *Judex Ec-*  
„ *clesiasticus* cognoscit IN PETITORIO, & *Judex secularis* in  
„ *possessorio*: ea quæ utriusque huius regulæ subduntur tit. 3.  
„ & 4. solummodo per modum exempli adducuntur, ut  
elucet ex particulis *puta &c. vel.* Atque inter has causas  
*mere Ecclesiasticas* computantur atque *Sacramentalia*  
quam *Beneficialia*; sitaque super *Beneficialibus* cadat  
*manutentia*, quidni & super *Sacramentalibus*?

Quod autem juxta laudatum Concordatum *manute-*  
„ *mentia* etiam cadat super functionibus Beneficio anne-  
xiis, id quoque inde manifestum est, quod dicto tit. 4.  
dicatur: *manutentia*... IN ADMINISTRATIONE *Beneficii*  
„ & *fructuum perceptione remanentibus*. Administratio enim  
Beneficii quæ a fructuum perceptione scinditur, haberi  
non potest nisi per actualem ac personale exercitium  
functionum Beneficio annexarum.

Deinde dum absolute dicitur quod *possessorium Bene-*  
„ *ficiorum*, nulla facta distinctione inter *spiritalia &*  
„ *temporalia* eis annexa, spectet ad *Judices* *seculares*,  
quid hoc aliud significat, quam quod ad hos *Judices*  
spectet *possessorium juris perpetui officii alicujus* *spiritua-*  
„ *lium* *etiam in Ecclesia obediendi*, & *percipiendi fru-*  
„ *ctus sive redditus huius officii assignatos*? ita enim *Be-*  
„ *neficiū* dehiatur.

Profecto si *possessorium Beneficiorum* limitetur quo-  
ad ius percipiendi certos redditus vel proventus, quare  
vocatur *possessorium juris perpetui*? nonne ius tale  
multum *spiritualitatis* habet? Verum ideo Beneficia  
precepte inter *iura spiritalia* computantur, propter ius  
perpetuum quod Beneficium tribuit, *obediendi* *spiritua-*  
„ *li* *aliquod officium*.

Præterea quandoquidem, ut §. præcedenti ex prælau-  
dato Damhaudero notatum est, *judicium hoc possessorii*  
introducitur sit, tum *in favorem eorum qui aliquan-*  
„ *do ex iniquis delationibus, aut suspitionibus ex suis*  
„ *Beneficiis cum magna saepe injuria & dedecore extor-*  
„ *bantur*, tum ut *variacione à Republica arceantur &*  
„ *tranquillitas publica servetur*, evidens omnino est, il-  
lud *judicium* non minus extendere se ad tuendam pu-  
blicam possessionem exercendi functiones Beneficio  
annexas, quam ad ipsius Beneficii possessionem.

Neque enim minori cum *injuria & dedecore* paci-  
fici possessores turbantur *via facti* in pacifico ac li-  
bero usu functionum Beneficii: nec minores inde oriun-  
tur in populo *turbaciones & contentiones*; quam dum  
violente turbantur in pacifica possessione ipsius Bene-  
ficii. Quare etiam Regis officium est non minus illam  
aigue hanc violentiam potenter arcere & pacificum  
possessionem contra quancunque *viam & facti viam*,  
MANUTINENDO *sua auctoritate* *tueri*.

Quod & notoria & quotidiana Praxis confirmat.  
Quotidie enim videmus, v. g. Pastores manuteneri in  
quali possessione per se concionandi ac fideliū con-  
fessiones audiendi, adversus Fratres Mendicantes, dum  
per eos in dictis functionibus *pote* *spiritualibus* turbantur,  
prætextu Stationum aliove colore. Item videmus,  
Canonicos manuteneri in functionibus Beneficiorum  
annexis: Episcopos denique in iure dandi curam ani-  
marum Decanis Capitulum, visitandi Monasteria &c.  
quos omnes libere & pacifice sub Regia protectione  
& *manutentia* has functiones & similes sine ullius  
contradictione continuare ac obire videmus.

Accedit, quod turbatio in pacifica possessione exercen-  
di functiones Beneficio annexas, frequenter secum  
trahit turbationem in temporalibus. Quid enim v. g.  
nosius quam Parochum in *Pastoralis Officii* posses-  
sione *via facti* turbatum, simul etiam temporali  
iustitie privati, puta oblationibus & honorariis, qui  
in Sacramentorum administratione fideles Christiana  
charitate Pastoribus largiuntur?

Deinde, quamvis violenta turbatio in libero usu  
functionum à Beneficio dependentium nullam secum  
traheret turbationem in temporalibus, non minus pro-  
perea adversus illam turbationem *manutentia* Regia  
foret concedenda. Nam quis ignorat *manutentiam*  
concedi in possessione iurium omni emolumento tem-  
porali vacua, puta, *iurium* *honorificorum* Patronis,  
Pastoribus Primitivis &c. competentium? Aut quina  
questio *fructus* *temporales* annexi sunt *iuri* *concionan-*  
„ *di*, *fideliū* *confessiones* *audiendi* &c. in quorum *iuri-*  
„ *um* *libero exercitio* *pacificos* *possessiones* *manuteneri*  
supra notavimus.

## §. III.

*Judex Regius* in hoc *judicio possessorio* nequaquam *cog-*  
„ *noscitur de re mere spiritali aut sacramentali*; nec  
„ *de validitate & sufficientia causæ* *Consecrationum*.

Quantuncunque *Censuræ* & functiones Beneficii an-  
nexæ sint spirituales atque adeo videantur exceptæ  
à *iurisdictione* *seculari*, nequaquam tamen *possessio*  
rei spirituales ejusque violenta turbatio spirituale sunt.  
sed meri facti, nihil spiritualitatis incidentes. *Possessio*  
„ *enim*, inquit *Lex*, *res facti*, non *iuris est*, si de ac-  
„ *quisit. vel amitt. poss. l. 1. §. 3.* Atque fundamentum nititur  
constantissima Belgii praxis, quæ etiam ubique gen-  
tium passim obtinuit, nempe, *hodie* *seculares* *Judices*:  
„ *ut*



teste Christinod, *agnoscere de omni possessorio iudicio etiam beneficiorum et rei ecclesiasticarum*: in quam rem omnium nationum citat Auctores lib. 3. cap. 7. ad Reginionium.

Idipsum notavi in Opusculo, quod inscripti *Censorum* *diu immunitatis Ecclesiasticae* & *iuris Regii* c. 2. §. 1. offendit ibidem: hoc ius speciatim in Belgio non solum ex consuetudine immemoriali, sed etiam ex Principum Edictis ac Ordinationibus, necnon Concordatis privative spectare ad Iudices Regios, eisdem iam hodiernum diem fidei fuisse conservatum.

Sic Joannes Grævius d. dec. 129. n. 7. & seqq. postquam monuit Senatorem Dolanum & omnia Regia inferiorum Iudicum Subsellia in Burgundie Comitatu à tempore Immemoriali iudicare de omni possessorio retinenda & remota de eadem inter Clericos, .... Etiam in spiritualibus rem non mere spiritualium, quam temporalium & profanarum; hanc subiungit rationem: *Est enim spiritualis aliquid facit mere temporalis etiam si de re tenitus ecclesiasticus agatur, quo fit ut ejus cognitionis capaces sint iudices seculares, etiam inter ecclesiasticos, ut post Bart. Jaf. & alios docet M. noth.*

Similiter prælaudatus Handrie Pragmaticus J. Damhauderus in *praxi rerum Civil.* c. 4. t. Neque, inquit, repugnat, quod Iudex secularis non debet sese immiscere rebus spiritualibus, quia in isto casu non immiscet sese REBUS SPIRITUALIBUS nec SPIRITUALIS rei tractat nec exercet; sed tantum quod est MERE SACRILEGUM ... nempe possessorem est TEMPORALE licet persona sit SPIRITUALIS & Beneficii MINISTERIUM sit SPIRITUALIS. Et NULLUM possessorem dicitur SPIRITUALIS.

Eodem modo loquimur, inter ceteros, *Andreas Gail.* lib. 2. observ. 35. & *Arystingerus* cent. 2. observ. 67. qui etiam citat Innocentium, Joannem Andream & Ant. de Butrio. „Nec est inconveniens, inquit „Guido Papae, quod respectu ejusdem rei petrosimus „sit spirituale & possessorem temporale, cum nihil „commune inter se habeant.

„Sunt enim res & possessiones temporales, ut loquitur (Gratianus) sub imperio & potestate Principum, quos etiam obtinuit de *interdicto possessore* cognoscere quamvis de RE SPIRITUALI, vel de BENEFICIO agatur. „Ita Joannes à Colla ad l. 2. Decret. tit. 2. de foro competent.

Ut autem clarius intelligatur, Iudices Regios in hoc iudicio possessorio nequaquam assumere iudicium rei spiritualis, puta de ipsi functionibus Pastoralibus, vel Sacramentalibus; aut de ipsa Consecratione Ecclesiasticarum earum; sed unice de ipsa possessione ac ejus violenta turbatione cognoscere; quæ res, ut in Jure loquimur *falli* sunt & nequaquam spirituales, sed temporales. Ponamus exempli gratia Pastorem, vel Canonicum à suo Beneficio vel functionibus eidem annexis, per Consecrationem suspensum, aut interdictum: ponamus eisdem hic suspensum, aut interdictum ad Senatum Regium recurrere, ut manuteneatur in pacifica possessione seu quasi possessione sui Beneficii & functionum eidem annexarum, eo quod petendat se ejusmodi Censuræ opprimi ac *via falli* turbari. His cessibus Regius Senatus nequaquam iudicabit, aut cognoscet nam Pastor ille vel Canonicus bene ac male functiones Pastoris annexas exercet; sed iudicabit de hoc facto minime spirituali, nempe de pacifica possessione obsequii functiones Beneficio, jure ordinario, annexas.

Uterius Iudex Regius non mandabit Prelato aut Iudici Ecclesiastico ut coram eo declaret causas ob quas Censuras tulit: neque iudicabit aut cognoscat num causæ illæ sint factis graves nec ne, ad intelligendum ejusmodi Censuram? (quoniam etiam non difficile foret perspicere ejusmodi causas esse falsas & studio adinventas ad Innocentes opprimendos & bonos divedandos) imo nequidem inquiret an ulla extet causa; hæc enim *iudicium possessorem* non tangunt, de quo hic agimus: sed inquit solum de hoc facto minime spirituali, nempe an Iudex ille Ecclesiasticus ad Censuram, *præmissis juri ordine*, sive contra auctoritatem, Canonice profuerit, ac ita processerit *via falli* sive *possessore tyrannica* (ut loquitur Concilium Hispanense supra Cap. 3. §. 2. citatum) quæ Recursus ad Regium Senatum vix pandit.

Ubi autem Senatus de dicta possessione, nec non

de turbatione confiteri, Pastorem illum vel Canonicum in pacifica ac pacifica possessione Beneficii sui atque in primis functionum quantumcumque spiritualium ab eodem Beneficio dependentium, *manuteneant* defendere ac protegere.

Ex quo liquet, iudicium possessorem, seu manutentionem nequaquam versari circa rem mere spirituales aut intussecas Censurarum causas, sed unice circa res facti, & externam iudiciorum Ecclesiasticorum formam, quæ sunt res temporales.

Certe violentia, seu *via falli* TURBATIO in exercitio functionum spiritualium & Sacramentalium non magis spiritualis est quam FURTUM rei sacre ac ipsius SS. Sacramenti.

Nullus autem dicit, Iudicem Regium de re spirituali cognoscere, eo quod iudicet de furto in re sacra commissio.

#### §. IV.

*Iudicium possessorem nequaquam impedit jurisdictionem Ecclesiasticam, sive Iudicem Ecclesiasticum judicialiter, auctoritate Canonica, adversus Beneficiarios processum.*

IN principio Capitis secundi ex Josepho Sese & Francisco Salgado notatum fuit, Protectionem Regiam, cujus species est *Manutentia*, nequaquam impedire jurisdictionem Ecclesiasticam.

Certe ex iis quæ hæc de iudicio possessorio dicta sunt, manifeste liquet, Senatum Regium, per *Manutentionem* id unum cavere, ne Iudices Ecclesiastici jurisdictione sua abutatur in oppressionem subditorum.

Etenim quando Iudices Ecclesiastici procedunt judicialiter, juxta receptas sacre legis & præscriptum ordinem juris sive *auctoritate Canonica*, Senatus Regius se nequaquam intromittit.

Hinc fit legitimum hæc iudicium possessoriis moveretur, ob defectum nulli aliæ causæ spectantem ad iudicium petitoris; si citetur coram Iudice competentem; si omnia cum ipso *servato juri ordine* peragantur, nullatenus adversus hujusmodi iudiciale turbationem Iudex Regius *manutentionem* concedet, cum unice Beneficio manuteneatur veli occurrere *via falli*, ac adversus eam pacificos possessores defendere.

Similiter si Pastor aliquis, vel Canonicus de mala conversatione vel perversa doctrina judicialiter suspensus, conveniatur criminaliter per Promotorem coram legitimo Iudice: quandiu omnia *servato juri ordine* peragantur, juxta leges & Canones, non habebit Pastor ille vel Canonicus, quod conquiretur apud Senatum Regium, nec adversus hujusmodi legitimum processum poterit ut *manutentia* sibi prospiciat, cum hic non turbatur *via falli* in sua possessione, sed *judicialiter & via juri*; hic enim ipsi non inferunt *violen-* *tiam*, dum juxta formam juris omnia peraguntur.

Verum si Iudex Ecclesiasticus desceat à via ordinaria iustitiæ, atque ita procedat *via falli* adversus hujusmodi Pastorem vel Canonicum: tunc iudicium possessorio via aperietur, quod ubi *plene* fuit evacuatum, integrum demum erit Ecclesiastico Iudici adversus Pastorem illum, vel Canonicum *judicialiter*, juxta formam juris procedere.

Unicus etenim effectus hujus iudicii possessorii seu manutentientis est, manuteneat ipsum possessorem in sua possessione, tam quoad spiritualia, quam temporalia suo Beneficio, seu officio annexa, contra turbationem facti, nempe quoadquodque *servato juri ordine* in petitorio eadem possessione ipsum excidisse, vel privationem promeritam esse fuerit declaratum.

Immerito igitur hic conquirentur Iudices Ecclesiastici, quasi Recursus Clericorum ad protectionem Regiam multis fuerit perisurum ad declinandas punitiones, quas propter crimina, excessus, vel pravas doctrinas essent promeriti: Neque enim Iudex Regius sese hisce causis ullatenus immiscet quandiu Iudex Ecclesiasticus contra hujusmodi Clericos procedet via juris: quin imo ut ostendat se nullatenus velle impedire legitimum processum Ecclesiastici Iudicis adversus Clericos, nunquam impedit protectionem suam sive manutentionem, nisi pro eo tempore, quo violentia Iudicis Ecclesiastici contra Clericum perdurat.

Nam

Nam si Juxta Ecclesiasticus post datam jam manutentionem, velit procedere secundum juris ordinem, & Clericum in sua possessione prius via facti turbant, in ea pacifice permittere quoadvisque de crimine aliove excessu fuisse legitime convictus in petitione; tum Juxta Regius nullatenus præterito concessæ maintenance Juxta Ecclesiasticum in hoc illius processu impedit, sed relinquit semper *petitorium* integrum, ut etiam per hoc evacuet ipsum *possessorium*, prout infra exemplo aliquo ostendi poterit.

Certe æquum & justum est, ut condigne puniantur Ecclesiasticorum crimina; sed non minus æquum & justum est, ut hoc servato juris ordine aique auctoritate fiat *canonica*; imo ut hic ordo juris, præcipue in *Confusuram* infictione, observetur exactissime; idque eo magis necesse est, quod dum quis Censura Ecclesiastica per sententiam Judicis competentis semel perstrictus est legitime, in eo statu nullatenus permanere debeat, donec sententia tres obineat conformes, quibus Censura illa retrahatur seu reformetur.

Licet enim ab hac sententia appellationem interdicat, ea solominodo effectum habebit *devolutivum*: nam appellatio in materia *Confusuram* non habet effectum *suspensivum*; adeo ut hac Censura percussus, in eo statu interea (nempe usque ad finem vite) non obstante appellatione permaneat.

Procedant itaque caute & servato juris ordine Ecclesiastici Judices adversus Clericos eorumque crimina sic insequantur ac puniant: & Juxta Regius nullum eis adferat impedimentum, sed è contra auxilium præbetur eorumque debita brachium, ut quam celeriter summe judicata debita executioni mandentur.

Judicia Ecclesiastica præcipue adversus Clericos magna æquitate & maturitate fieri debent, & ab eis omnis *Dominarus* procul abesse, utpote Episcopus summopere inhibitus; *Reges Gentium* dominantur, ajebat Christus Dominus nollet ac Magister ad Apostolos Episcoporum Prædecessores, vos autem non sic. Cui Dominari ut occurreret efficaciter, sæpius laudata Synodus Hispalensis statuit, ut nullus Episcopus Presbyterum vel Iaconum solus sine synodali Judicio damnare auderet. Episcopus, inquit Synodus, *Sacerdotibus ac Ministris solus honorem dote preest*, solus adferre non potest... qui profecto nec ab uno damnari nec uno judicante potiturum honoris sui privilegium exni: sed præstari synodali Judicio quod Canon de illis præcepit definiri. Apud Graec. *can. 15. §. 7. c. 1.*

Porro ad hunc Judicium Ecclesiasticum Dominarum vitandum, eoque intra legitimis Justitiæ limites continendus, efficacissimum ac paucissimum est Judicii possessorii remedium: quod auxilium & remedium nisi adversus Judi. Ecclesiasticos, ut in simili loquatur Covarruvias, adhiberetur, gravissime opprimerentur innocentes & Judicibus Ecclesiasticis.

## §. IV.

Judicium possessorium non impedit exercitium juris correctionalis Episcoporum.

Quemadmodum per *manutentionem* non impeditur Jurisdicção Ecclesiastica, ita nec per eam obex ponitur juri & potestati Episcoporum corrigendi & emendandi mores Pastorum, Clericorum, aliorumque eorum commissorum.

Minime enim intendunt Consilia Regia fovere malos mores & corruptam disciplinam, sed unice præcavere ne Episcopi titulo *visitationis* aut *correctionis* pacificos possessores via facti & violentæ turbent in possessione suorum Beneficiorum aut functionum eisdem annexarum.

Certe Episcopi habent potestatem Directam visitandi, mores corrigendi, eaque ordinandi, quæ pro suorum emendatione & salute necessaria videntur: providè à Concilio Tridentino statutum fuit, ad amputandas incorrigibilium & malevolorum sequestrationes, quod nec in his, ubi de *visitatione* est morum correctione agitur, excepto aut ulcibus, appellatio seu querela, etiam ad Sedem Apostolicam, interposita, executionem eorum, quæ ab Episcopis mandata, decreta aut judicata fuerint quoquo modo impediatur aut suspendatur, sess. 24. cap. 20. de Reformat.

Van Ejen, Pars VI.

Verum tunc etiam tenentur Episcopi sic continere intra *correctionis* terminos, neque proficisci possunt ad *pænas ordinarias*, quæ infligi nequeunt nisi processu plenarie instructo: quod & declaravit æra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum die 25. Aprilis 1565. ut refert Zypæus in *Analyti juris novi tit. de accusat.* in verbis: „Episcopus non potest imponere in *visitatione* pænas ordinarias, sed tantum extraordinarias, quæ magis morum emendationem & nem & correctionem, quam delicti vindictam respiciant.

Correltio enim, ut ibidem recte advertit Zypæus, respicit *politiæ*, quam qui curas, magis exequendo quam judicando & cognoscendo procedunt. Ita Ediles Romani pro *politiâ* curanda constituti, si quid obviis esset quod eam offenderet, è medio tolli, frangi, emendari jubebant, magis facti quam juris rationem servantes. Hinc correltio illa sit sine forma aut figura judicii, sola veritate inspecta, & olim sine scripto, & ut nunc Abbas præceit contra Monachum, Pado-gogus contra Discipulum; & hodie indicit videmus fieri in *visitatione* per Prætores & Magistratus viles & ægeribus, qui in loco oculis subjecti, mox decernunt, & exequuntur.

Tum idem Zypæus num. 9. ita concludit: Ergo *correltio* locus maxime est in *visitationibus*, dum Episcopi, sicut Ediles Magistratus, Civitatem vel Dioc. eam obeunt, & quicquid inordinatum inveniunt, reformant; nec ordinariæ modum procedendi servantes, ita non nisi *correlationes*, non vobis ordinarias infligentes; hoc enim fieri non potest, nisi processu ordinariæ instructo.

Nam, inquit, ex processu summario & cognitione, uti convenit iudicibus prædant, non potest imponi pœna ordinaria, sed ea solemnem et plenam cognitionem requirit, qua instituenda est, dum contra aliquem ordinariæ punitio infertur.

Hinc Episcopus si inter *visitationem* reperiat Politiam, quem ob mores malos aut perversam doctrinam etiam existimaret à divinis aut Pastoralibus debere suspendi: posset quidem eam extraordinariam pœnam imponere quæ morum correctionem & emendationem respiceret, sed nequaquam in eam *suspensionis* pœnam decerneret.

Suspensio enim est pœna ordinaria, eaque publica & gravissima, quæ solemnem & plenam cognitionem requirit, & servato juris ordine debet imponi. Quo facto, si suspensus legè gravatum sentiat, potest haud dubie sibi adversus illam via appellationis apud superiorem Ecclesiasticum prospicere, ut dicta Cardinalium Congregatio judicavit, & refertur in Declarationibus ad prædictum cap. 10. Concilii Tridentini, sess. 24. de Reformat.

Verum si Episcopus via facti & extrajudicialiter, id est, sine solenni & plena cognitione & sine judiciali processu ad suspensionem illam proficiat, aique ita Pastorem in pacifica suarum functionum possessione via facti turbaret: certissime ea suspensio esset invalida & Pastori ita afflictio liberum etiam foret, protectionem Regiam via *possessorii* implorare, quo in sua possessione manuteneretur, donec servato juris ordine probatum fuerit, ipsum hanc ordinariam & gravissimam suspensionis pœnam secundum statuta Canonica meruisse: prout laus deducum est in casu Resolutione plurium J. U. Doctorum & Advocatorum, quæ habetur sub littera I.

Et profecto si Episcopus liberum esset titulo *visitationis* aut *morum correctionis* ad censuras Ecclesiasticas aliasque pœnas ordinarias, non servato judiciario ordine procedere, absque eo quod sic gravi fidei possent consulere via *possessorii*, jam facile ipsi foret *manutentione* omnino eludere, & tantum non è medio tollere expeditissimum illud adversus *iam facti* Remedium: quo semel sublatum, quis diceret quantum calamitatis & turbæ Republicæ impenderet?

Enim quid facilius esset Episcopis, quam dum quousiam odio, invidiæque permoti vellet humiliare, tum *visitationem* influere, & sub prætextu *morum correctionis* decreta suspensionis & interdicti adversus eos ferre, quos via ordinaria Justitiæ convincere non possent?

## §. VI.

*Senatus Regius, manutenendo Parochum adversus Censuram via facti laetam, non dat ipsi potestatem Clavium aut Curam Pastoralem, atque adeo non apponit manus ad Thronulum.*

**A** Nequam Senatus Regius manucinet Pastorem in quasi possessione functionum Pastoralium adversus Censuram Ecclesiasticam, puta *suspensionem à Divinis & Pastoralibus functionibus*, inflictam *via facti*, duo præcipue discutit & examinat.

Ac primum quidem, num Pastor ille sit in pacifica & Canonica possessione dictarum functionum Pastoralium, sive Beneficii sui Parochialis.

Quia, num in eadem possessione *via facti* fuerit turbatus, id est an suspensio illa fuerit inflicta extrajudicialiter, non *servato juris ordine*; quæ est *via facti* Legibus & Canonibus improbatæ, & specialiter per Breve Innocentii XII. ad Belgii Episcopum datum die 6. Febr. 1694. atque per Principem ad Senatus Regios transfusum ut idem accuratissime observatur.

Præquam ergo Senatus Regius huic Pastori manutentionem concedat, ipsi legitime consistit cum hæcenus fuisse in pacifica & Canonica sui Beneficii Pastoralis & functionum ab eodem dependentium possessione.

Nullatenus igitur Senatus manutentionem Pastorem in quasi possessione functionum Pastoralium, dat, aut dare pretendit Curam animarum, aut jus aliquod functionum Ecclesiasticarum exercendi, quod ante non competere manutenti: sed unice declarat eum manutentionem seu conservandum in Canonica & pacifica possessione, in qua hæcenus fuit, ipsi Beneficii Curæ animarum, functionumque & juris ad illam pertinetium, idque contra turbationem facti, qua, non *servato juris ordine*, sua possessione fuit dejectus.

Curam enim animarum & jus exercendi functiones ad eam spectantes accepit Pastor autoritate Ecclesiæ, quando juxta Leges ab Ecclesiâ præscriptas prævio examine & Canonica institutione, Ecclesiæ Parochiali tanquam ejus propriæ ac peculiari Parochus fuit adscriptus & incorporatus: ut supra cap. 2. demonstravimus.

Hanc curam animarum & authoritatem obeundi functiones ipsi annexas, ut sunt Sacrificii oblatio, Verbi Dei prædicatio, peccatorum absolutio, aliorumque Sacramentorum administratio &c. exercet Pastor aut alius *Cura jure proprio ac ordinario*, quod ei vi civilis competit, & quo nullatenus exui potest aut privari, nisi per sententiam servato juris ordine laetam: ut eodem cap. 2. ostensum fuit.

Etenim hujusmodi Pastor, qui per *suspensionem* non *servato juris ordine* laetam afflictus fuit, nequaquam per illam, ut falso semper supponitur, Officio Pastoralis aut jure exercendi functiones ab ea dependentes privatus fuit, aut privati potuit, cum talis *Censura* mere constans *via facti*, prorsus nulla sit & nullius effectus: ut supra cap. 3. probatum est.

Quid ergo inquires, Censura illa efficit? Nihil profecto, nisi quod per eam extrajudicialiter turbatus fuit in pacifica possessione sui Beneficii & curæ animarum, functionumque ad illam spectantium, adversus quam *via facti* turbationem, atque, ac adversus quancunque aliam illi licuit petere manutentionem.

Non enim magis licet Episcopo aut Judici Ecclesiastico, per ejusmodi Censuram turbare Pastorem in dicta pacifica possessione, quam id licet civis alteri per quævis alia effecit.

Imo nulla *vis* est atrocior, nec turbatum magis ferax, quam ea, qua *vis via facti* in pacifica functionum Ecclesiasticarum possessione turbatur *illegitimis Censuris*, ut ex §. 3. cap. 3. luculenter patet.

Et certe quinam tandem illi sunt qui ex iniquis *DEI* LATIONIBUS aut SUSPICIONIBUS *ex suis* . . . BENEFICIIS, cum magna sepe injuria & dedecore exturbantur, & in quorum favorem hoc *possessorium* præcipue introductum esset Damnauderis, nisi Beneficiarii qui per Judices & Superiores Ecclesiasticos, non Judicantes neque quod verum est *agnoscentes*, animam facile Censuris Ecclesiasticis, *via facti*, periculum?

Ex quibus evincitur, quod Senatus, manutenendo nomine Regis Pastorem, adversus *suspensionem à Di-*

*vinis & Pastoralibus functionibus via facti* inflictam, in pacifica & Canonica possessione earundem functionum, nullatenus ipsi substat potestatem Clavium aut curam animarum; neque enim hic magis censendus est eam dare, quam dum Pastorem manutinent in possessione concionandi & fidelium confessiones excipiendi adversus Fratres mendicantes aliove, dum per eos in his functionibus turbatur.

Certe nihil aliud hic facit Senatus, quam Pastori adversus *vim majorem*, Regiam protectionem & salvaguardiam impetiri, ut hoc protectionis auxilio, adversus omnem ulteriorem *violeniam* munus ac securus, valeat libere & tuto uti jure suo, & functiones suas Pastorales, Divinas & Ecclesiasticas (in quarum actuali exercitio Beneficii possessio proprie consistit) continuare, unde *vi* deinceps. Adco ut manutentia in exercitio harum functionum nihil aliud sit, quam manutentia in ipsa possessione sui Beneficii Parochialis: Et quemadmodum Senatus manutendo Pastorem in possessione sui Beneficii, nequaquam censetur ipsi conferre Beneficium, ita nec censendus est dare ipsi potestatem exercendi functiones illi annexas, dum ipsum manutinent in exercitio sui possessione earundem functionum, in quarum exercitio, ut jam dictum est, ipsa possessio Beneficii proprie consistit.

Abst ergo ut Judices Regii hic deereantur ab adimplenda muneri sui parte nobilissima & prorsus indispensable, qua tenentur & oppressos protegere, & pacem publicam, atque Ecclesiasticam conservare disciplinam. Ut, inquam, inde deereantur per communem illud, quod hic inessibile allegatur: Quasi hoc foret *manum Thronuli apponere*. Cum e contrario hoc unum agant & provideant, ut legitimis Ministris suis Thronula per *vim* & scandalum non eripiantur: *omniæque honeste & secundum ordinem fiant in Ecclesiâ Dei & Christi*.

## §. VII.

*Hic Praxis Belgica rebus judicatis confirmatur.*

**N**ecessè erit, hæcenus dicta quibusdam exemplis roborare; ut rebus judicatis constet, Belgicos Senatus constanter manutuisse Canonicos, Pastores, & Vice pastores alioque in usu & exercitio functionum suarum spiritualium ac Pastoralium etiam adversus Censuras Ecclesiasticas *via facti* & nulliter inflictas.

R. D. Joannes Verriemmen Canonicus secundæ foundationis Divæ Guldæ, necnon Pastor, & fundator minoris Begginagii in urbe Bruxellensi, exercet pacifice ab anno 1642. omnes functiones Pastorales signanter concionando & confessiones excipiendo usque ad Ann. 1678. quo per Adm de die 16. Septembris Illustrissimus Archi-Episcopus Mechliniensis, ex causis animarum ipsius moventibus, revocavit dictam ejus facultatem concionandi & excipiendi confessiones in sua Diocesi.

Dictus J. Verriemmen censens se hac extrajudiciali revocatione turbari in dicta pacifica sua possessione, à supremo Senatu Brabantie literas manutentionis petiit, quas etiam quoad *hanc suam possessionem necnon exercitium suarum functionum Pastoralium*, obtinuit 24. Septembris 1678. habetur sub lit. K.

R. D. Paulus Crape Pastor in Lovenjoul & Pellembergh, Diocesis Mechliniensis in Brabantia, sustinens, se suspensione quæpiam aut interdicto à Pastoralibus, seu divinis, aliisve mediis *via facti* turbatum in pacifica sui Pastoratus possessione; ex parte Amplissimi Vicarii Generalis Mechliniensis, Archi Presbyteri Ruralis, Deservitoris, Editui, aliorumque, eos omnes vigore *litterarum manutentionis* citari fecit coram supremo Brabantie Senatu: à quo post solemnissimam constitutionem obtinuit sententiam 12. Octobris 1679. qua dictus Senatus ipsum manutinet in possessione & usu Pastoratus de Lovenjoul & Pellembergh: interdicendo iisdem Civitatibus, ne eum impellerent in ea, ullo modo, amplius turbent aut inquietent, sed e contra functiones suas Pastorales pacifice possidere fiant cum fructibus, commodis & emolumentis inde dependentibus: in quem finem idem Senatus tolli seu levare interdictum quod tulerat 21. & 30. Apr. 1667. ad instantiam dictorum amplissimi Vicarii & Archi Presbyteri Ruralis, quo, pendente lite, parti inhibuerat quidquam

ALIO-

attentate circa prædictas functiones Pastorales. Habetur hæc sententia sub L.

Anno 1697. Suprema Hannoniæ Curia manutenuit Pastorem Braniæ Comitit in exercitio functionum Pastoraliū adversus interdictū ab omnibus functionibus Clericis alijsq. in aīsa Diocesi ( Cameracensi ) obediūti, quod Officialis Curie Spiritualis Cameracensis ad requisitionem Promotoris decernere attentat. Acta hujus Cause infra §. 3. cap. VII. latius commemorantur.

Eodem anno R. D. Van Eschæ Conitæ Pastor, electus Plebanus D. D. Michaelis & Gudulæ Bruxellis; hujus Plebaniz possessione capta, ab Archi-Episcopo Mechliniensī Curam animarum petiit; quam ei negavit, prætextu quod prævie à Reverendissimo Tornacensi, consensum, quem Exeat appellamus, obtinere teneatur. Dicitur Plebanus existimans se hac agendi ratione turbari in pacifica possessione hujus Plebaniz, cum ita ab ejus libero exercitio desineretur, recursum pro manutenzione ad supremum Brabantiz Senatū instituit, quam etiam 22. Martii 1698. per sententiam obtinuit in verbis: *La cour saisant droit mainient le Suppliant dans la possession de la Plebanie de Saint Atchiel & de Saint Gudeladans cette Ville, ordonnant ensuite au dit Sr. Intimé ( l'Archeveque ) d'oter tout trouble & empeschement qu'il fait au Suppliant en lui refusant la charge d'amee, sous pretexte d'Exeat, ou de consentement l'Eveque de Tournai.* Extat sententia sub littera M.

Anno 1707. supremus Brabantiz Senatus manutenuit Pastorem Sandæ Catharinæ in urbe Bruxellensi, in pacifica possessione sui Pastoralis, omniumque eo pertinentium, adversus præceptum suspensionem à functionibus Pastoralibus per Mechliniensem Antistitem mere via facti latam. Extat sententia sub N.

Anno 1721. Flandriz Curia manutenuit Dominum ac Magistrum Adrianum van Loo Vice-Pastorem & Capellanum Ecclesiæ Parochialis Sandi Jacobi Gandavi, in jure, possessione, & sedina exercendi in dicta Ecclesiā functiones Baptismatum parvulorum, funerum mortuorum, ceterasq. functiones Vice-Pastoralis, cum fructibus & emolumentis inde dependentibus. Habetur sententia sub O.

Eodem anno supremus Brabantiz Senatus manutenuit Eximium Dominum Franciscum Martin S. T. D. necnon Canonicum Sandi Petri in Universitate Lovaniensi, in possessione dicti Canoniciatus, ac una declaravit ipsi liberum esse donec & quousq. exerceat functiones ab eo dependentes; præcepit Venerabilibus Decano & Capitulo ( qui dictum Canonicum prætextu cuiusdam Excommunicationis choro excludere volebant ) iis sese conformare. Habetur sententia sub littera P.

Anno 1723. Magnum Mechliniense Consiliū manutenuit Joannem Carolum Leydecker Presbyterum beneficium Capellaniz S. Sebastiani & Vice-Pastorem Ecclesiæ Metropolitanz S. Remoldi Mechliniz, in possessione & sedina dictæ Capellaniz & Vice-Pastoralis, necnon functionum Vice-Pastoralium; fructuum & emolumentorum inde dependentium. Extat sententia sub littera Q.

Quoad hanc sententiam illud observandum est, in eadem à manutenzione Ideo excipi functiones audiendi confessiones & concionandi, quod finitio harum functionum facultatis termino, dictus J. C. Leydecker in jure audiendi confessiones & concionandi turbatus fuerat per Illustrissimum ac Reverendissimum Archiepiscopum, qui ei renovationem seu continuationem hujus facultatis negaverat, qui tamen Archiepiscopus ad litteram hanc non fuerat vocatus: sed solum Capitulum, adeoque tantum manuteneri poterat quoad ceteras functiones Vice-Pastoralis; in quibus cum dictum Capitulum turbaverat, amovendo eum à Vice-Pastoratu via facti.

## §. VIII.

*Demonstratur, Epistolam S. C. E. Bavariae Ducis & Belgii Gubernatoris datam ad Senatus Belgicos 7. Novembris 1695. nequaquam huic iudicio possessoria obviare.*

Nihil hodie dum frequentius opponitur Recursui Clericorum ad Principem & Senatus Belgicos, pro Manutenentia in pacifica possessione Jurium moris spiritualium, adversus facti turbationes à Superioribus & Judicibus Ecclesiasticis illatas, quam Epistola ad eisdem Senatus missa anno 1695. per suam Celsitudinem Electoralem Bavariz Ducem, tum Belgii Gubernatorem; que sic habet: *Nous vous interdisons serlement de recevoir, vous meler, ny proteger aucune instance ou pretension que l'on voudroit former par devans vous, soit à titre de possessor ou autrement contre les dispositions & Ordonnances que les Evêques ou Diocésains pourroient avoir faites ou feroient cy-apres pour cause de doctrine & mœurs des dits Ecclesiastiques.*

Verum hæc Epistola supradicto Clericorum Recursui perperam opponitur. In primis ex toto contrarium hujus Epistolæ ( quæ hic annexiatur sub R. ) liquidissime patet, eam sub & obreptiue per nimiam & continuam importunitatem fuisse extortam.

Expositum liquident fuit, Senatus Belgicos titulo possessoris impedire competentem Episcoporum & Diocesanorum auctoritatem in fidei & morum causa impediendo effectum Statutorum in hac causa ab ipsis editorum.

Sub hoc falsissimo exposito Senatus prælaudatis inhibitiō fuit hujusmodi admittere Recursum, nempe contra les dispositions & ordonnances que les Evêques ou Diocésains pourroient avoir faites ou feroient cy-apres pour cause de doctrine et mœurs des dits Ecclesiastiques.

Dictum expositum falsissimum esse & studio execratum ad imponendum; vel jam inde liquidissime elucet ex iis quæ deduximus superioribus §. 4. & 5. ex quibus demonstrativis patet argumentis, iudicium possessorium nequaquam impedire Jurisdictionem Ecclesiasticam aut exercitium juris correctionalis Episcoporum.

Dein notissimum est, Senatus Belgicos nequaquam protegere aut protexisse titulo possessoris aut aliter ullos Ecclesiasticorum Recursus contra les dispositions & ordonnances que les Evêques ou Diocésains pourroient avoir faites pour cause de doctrine & mœurs des dits Ecclesiastiques.

Nominatim quæso hæc Dispositiones & Ordinationes adversus quas Senatus Belgici proterunt horum Ecclesiasticorum Recursus: dicitur quæso, ubi, cum, quomodo, quando, hi Recursus fuerint infirmi.

Sane Recursus Clericorum ad Principem non debet intervenire ut impediantur Dispositiones & Ordinationes Episcoporum in causa Fidei & morum Ecclesiasticorum; dummodo hi procedant canonice & servato juris ordine.

Verum æquissimum est remediū hujus Recursus impedire & providere, ne Episcopi, prætextu fidei & morum, præsumant Ecclesiasticos potestate tyrannica opprimere, & via facti in pacifica possessione suorum Beneficiorum, Jurium & functionum inde dependentium, turbare.

Dum Ecclesiastici hujusmodi in casibus pro remedio Manutenentia ad Senatus Belgicos Recursum instituunt, nequaquam sese opponunt Dispositionibus & Ordinationibus Episcoporum in causa fidei & morum editorum.

Sed unice congeruntur, sese per Episcopos aliove Superiores Ecclesiasticos per violentiam & viam facti turbari in pacifica possessione suorum Beneficiorum aut Officiorum Ecclesiasticorum, Jurium & functionum iisdem annexarum, contra Canonum Legumque præscripta: quæ duo quam maxime disparata sunt, & toto cælo diversa.

Iniquissimum profecto esset, ut Recursus ex. gr. institueretur ad imponendum effectum Sanctissimarum Dispositionum & Ordinationum Oecumenici Concilii Tridentini, in causa Fidei & morum editorum, Regiæ auctoritate munitorum.

Sed licetumne propterea etiam Episcopis, praetextu huius Sanctissimum Dispositionum & Ordinationum (quae certe majoris sunt pondere quam illae, quas ipsi in particulatim faciunt) Ecclesiasticos pro beneplacito, opprimere & disturbare despoicere?

Si Ecclesiastici in has Dispositiones & Ordinationes impingant graviter: agant Episcopi adversus eos *authoritate Canonica*, non *potestate Tyrannica*.

Hinc etiam acquiescit Pontifex Innocentius XIII. huiusmodi suo Brevis dato ad Episcopos Belgii 6. Februarii 1694. & per aliud die 20. Novembris 1696. confirmato, non modo ipsi inhibuit sub huiusmodi praetextu quoniam a suis functionibus spiritualibus non servato iuris ordine, suspendere; verum ipsi, quantum in Domino posset, mandatis suis injunxit, ut ne quidem ulla ratione quoniam *vaga accusatione & invidioso nemine* traduci aut nuncupari *ferrent, nisi prius suspensum esse legitime constaret*: nec quoniam sub huiusmodi praetextu repelli ab Officiis, Muneri, Beneficiis, Gradibus ac concionibus habendis, vel alia quacunque functione Ecclesiastica permitterent, nisi servato iuris ordine, tam parum, *qua Viris aliquoquin Castissimis gravissima est, commutari probrum fuerit*. Quorum Brevis exactam observantiam Senatus Belgicus injunxit gravissime Carolus II. gloriosa memoriae per Decretum suum datum 11. Februarii 1700.

Porro si Episcopi, neglecta hac via ordinaria, progrediantur non servato iuris ordine, quae est via *salutis*, his Brevis, necnon Legibus & Canonibus tam graviter improbat: procul dubio possunt & secentur Senatus Belgii administrare Recursus Ecclesiasticorum, qui *possessoris* adversus huiusmodi viam *fidei*, ad ipsos instituantur; quo iudicio, nihil de *Fide aut moribus* eorum iudicantes, eos solummodo, manentem in pacifica possessione, tam quoad spiritualia quam temporalia suis Beneficiis seu Officiis annexa, contra turbationem *fidei*; puta Canonicum in functionibus Canoniciatus, Parochum in muneris & exercitiis Pastoralibus, quoadque servato iuris ordine in *petitorio*, huius functionibus, ob delictum in *Fide aut moribus* incidisse fuerint declarati.

Intendunt quidem Superiores & Iudices Ecclesiastici occasione huius Epistolae, licet sub & obreptitiae obiecta, impedire hoc Clericorum Recursus; sed in vanum: Constantem, Senatus Belgicus aequo post hanc Epistolam ac ab e, manentem Ecclesiasticos in pacifica possessione suorum Beneficiorum & functionum: mere Spiritualium & Sacramentalium inde dependentium adversus quoncumque *viam & fidei viam*; nihil morantes quicquid in contrarium clamarent, causam esse mere Spirituales; & de ipsa *Fide*, de morum correctione, de potestate Clavium, de cura animarum, de Censuris Ecclesiasticis; atque ad eam iudice Laico manum Thutubulo apponi, & his similia.

Huiusmodi, inquam, vanos clamores & recalculationes nihil curant Senatus Belgici ceti in iudicio *possessorio* non de *iure* sed de *falso* queri; hocque iudicium esse *praesentis Regis* haereticum nobilissimam, quam Rex a se abdicare nequit nisi una Regno renunciet, tradique *subditis* suis voluntati & oppressioni Superiorum & iudicum Ecclesiasticorum.

Atque ineptius praedicta S. C. h. Epistola (gravis etiam dato quod non foret sub & obreptitiae) Clericorum opprimere prohibitionem Recursus, qui *possessorie* ad Senatus Belgicus instituitur, quod hac Epistola ne quidem agat de *Pastoribus*, *Canonis*, *Beneficiis* aliisque Clericis, titulum percipiunt possidentibus; sed ante de *concordantibus & confirmatis, de Praedicatoribus & Confessoribus*.

Et quoniam porro *Concionatores & Confessarii* (quorum facultas reputatur *mere peccata & ad animam* revocabili), recurrent quicquid *possessorie* ad Senatus Belgicus; Idque ad impediendum *Dispositiones & Ordinationes* per Episcopos in causa *Fidei & morum* circa *Concionatores & Confessarii*, editas.

Ad eo ut hac Epistola antea sit exorta per meram clamantiam, ad faciendum *scilicet*, & aliquo quavis colore cursum *Justitiae ordinarii* impediendum; respiciat casum, qui in Belgia haecum non est visus.

## CAPUT V.

## De Remediis Cassationis.

## §. I.

Quid sit Cassatio & quibus casibus locum habeat.

Expofuimus haecum nuncum Regia *provisio*, quae pacificus possessor conservatur in quiete sua possessione, adversus turbationem facti quamlibet: hoc porro capite agemus de alia *provisio* Regia hodieum usitata, quae Princeps cum *subditorum* Jura tuetur, tum Regiam suam dignitatem, necnon leges ac Canonici functiones vindicat & conservat: haec autem provisionis species consistit in *remediis Cassationis*.

Quibus scilicet rescinduntur, annullantur, cassique ac irriti declarantur praesentis actus jurisdictionis incompetentes per Superiores & Iudices Ecclesiasticos attentati, in praedictum ac diminutionem supremae jurisdictionis Principis, Ecclesiae Canonum, necnon legum ac consuetudinum Patriae; inhibetur omnibus subditis ne quam rationem eorumdem actuum ullo modo habeant.

Vit. Christinus Paulus Christinus in *decisionibus* Belgicis signatur 43. 44. 45. & 46. dilucide expressit in genere casus, quibus quidem olim hic in Belgio, tanquam ab *abstus* interponitur appellatio; verum hodie, *commutata forma*, pro *cassatione* alicuius simili remedio, ad Principem eorum Consilia Recursus instituitur. Nempe, *si quid Pontifex Rescriptis suis jubet, faciat aut moliatur quod illicitum de jure foret, vel contrarium Canonibus vel Concordatis*.

Item cum ab Archiepiscopis, Episcopis eorumque Officiis aliterque iudicibus Ecclesiasticis .... notorie aliquid attentatum est in praesentia jurisdictionis perniciem, aut eorum Principium, Sanctionem Decretorum praesentis vestigia .... libertatem Ecclesiae vel Privilegium Patriae.

Verbo, quod Ecclesia abutitur sua jurisdictione notorie .... vel usurpat cognitionem stantem ad iudicem laicum.

De quibus casibus solent *suprema Consilia* (teste Christino) tam in Francia quam in Belgio cognoscere ac corrigere & reformare illud, in quo abusus commissus est.

Tenetur etiam Zypreus, quod dum per Ecclesiasticos quidquam attentatur adversus jurisdictionem Principis mediatam vel immediatam, illique Jura Regia aut Patriae Privilegia, quod inquam, pro horum violatione, usus immemorialis hic *cassationis* invenitur, lib. 2. tit. de ordine cognitionis. Resp. 2. num. 6.

Nec immerito de hoc *Cassationis* remedio dixit Hubertus Luyens Supremis Brabantiae Curiae Secretarius in Tractatu, quem de eadem Curia conscripsit tit. 29, quod sit *abrogatio*, sive *rescriptum* cum nimirum alicuius jurisdictionis iniquo minuitur, aut eliditur.

## §. II.

Cassatio etiam sese extendit ad Censuras Ecclesiasticas.

Cum Superiores & Iudices Ecclesiastici aequo imo periculosius possint minuire aut inique eludere Supremam Principis jurisdictionem, necnon sanctiora Decreta & Jura Legale Patriae, per *Censuras Ecclesiasticas*, ac per alios quoscunque praesentis jurisdictionis actus: haud dubie etiam ad *Censuras Ecclesiasticas* hoc *Cassationis* remedium sese extendit.

Principis etiam est supremam suam jurisdictionem, necnon Leges ac laudabiles Patriae & Ecclesiae libertates vindicare ac conservare, adversus quoscunque etiam Ecclesiasticorum concessa sibi abutentium potestate, usurpationes, excessus & attentata. Et ad hoc quidem Principis nostri specialis obstringuntur vi iuramenti solemnitis in sua Inauguratione praestiti.

Ponamus igitur ex gr. Belgiam aliquem evocari Romanam seu alio extra Provinciam, ac sic evocatum excipere de iudicis incompetentia, eo quod extra Provinciam in jus vocari non possit.

Vd

Vel ponamus, Nuncios seu Internuncios Pontificios in Belgio, se in Judices exigentes, quandam coram se citare aut alium jurisdictionis actum exercere; sique citatum vel gravatum de nullitate proferri, eo quod notorie nec Nuncii nec Internuncii ullum Tribunal hic in Belgio habeant, nec jurisdictionem valeant exercere.

Vel ponamus, Pastorem aliquem urgeri ab Episcopo seu vel Judice Ecclesiastico ut acceptet Bullam non amissam; hunc autem opponere id sibi non licere, Legibus Patris districte prohibentibus, ne ullæ Bullæ promulgentur vel executioni dentur ante debitam admissionem.

Ponamus insuper, his non obstantibus adversus eos tanquam præsentem contumaces, Censuram Ecclesiasticam decerni.

Quis non videt ejusmodi *Censuras* ferentem manifeste attentare, sua potestate abutendo, seu ejusdem limitibus excedendo in oppressionem subditorum Principis; hacque *Censura* ipsum jus Principis ejusque jurisdictionem nec non Patris sacras Leges & Canonicas Sanctiones aperte violari atque contemni?

Nullum itaque dubium est quin Principes, aut ejus nomine Consilia, possint ejusmodi *Censuras*, utpote ex se cassas & invalidas, cassare, nullamque declarare, tum ut Principes potestate sibi divinitus data, jurisdictionem suam tam enormiter læsam, itemque sacros Canones vindicare; tum pacem publicam & Ecclesiasticam libertatem conservet, nec non oppressos Cives suos protegat atque defendat?

In quam rem notari meretur, quod jampridem intrepide assertum magnus ille ac pius Gersonius Doctor Theologus & Cancellarius Parisiensis in *Disquisitionibus* assertoribus: *Sententia Positiva etiam injusti timenda est & tenenda*: Ubi sic asserit: „STAT, aliquas sententias Pastoris vel Papæ non esse TIMENDAS imò nec TIMENDAS, veluti ERROREM INTOLERABLEM & hoc multipliciter potest venire; cum Pastor... imò Papa... possit abuti sua potestate, ut v. g. „Si sentiat in præjudicium *justiæ libertatis*... ut in EXCOMMUNICARE velit illos qui suo Regi & suis ecclesiis rationabilibus obediunt. Notavit hæc Innocentius „& habetur fundamentaliter ex totali illi Legi Divina & naturali.

„Rex possit se tueri contra procedentes in eum vel suos occasione prædicta, sicut contra volentes injuriæ persignare imperiales Reges sui.

„Rex item debet protegere subditos suos, si præmissum occasione, & propter obedientiam sibi faciant. Item pati habent & asserere causam in se, & sub hac protectione subditi tam seculares quam Ecclesiastici debent & possunt in quæra vivere.

Neque obstat, quod ille solus possit solvere, qui solus potest ligare: quod Principes ut neminem valeat *Censura Ecclesiastica* ligare, ita neminem ea solvere; quodque tota hæc auctoritas privative pertineat ad Ecclesiam.

Etenim id totum verum est, dum quis esset valide *Censura* perstrictus ac ligatus; sed hic, agnus de *Censura* lata per abysum notorium potestatis Ecclesiasticæ, in præjudicium ac contemptum supremæ jurisdictionis, nec non legum ac Patris consuetudinum, quæ consequenter nequaquam ligat, & ejusmodi *abysum* non est obtinendum, ut & prælaudatus Gersonius dicto loco notat. Ita ut Principes cum cassando nequaquam assumat potestatem ligandi aut solvendi, sed unice liceat Regiam dignitatem, libertatem Ecclesiasticam ac jura subditorum.

„Dum Principes (inquit Chopinus pol. lib. 3. c. 1. n. 17.) jure Magistratus nonnunquam explorant, rescinduntque Præfatum Acta vel gesta in contemptum veteris Ecclesiasticæ Disciplinæ, aut ejus, quam habent in prophana jura Autoritatis; id recte faciunt, quasi Sacra politia legumque custodes; qua in parte sublata eorum Majestatis ac potestatis, publicum Statum collabi necesse esset.

Neque aliquem offendere debet verbum CASSARE, quasi illud supponeret *Censuram* subsistere, nam nihil aliud importat quam CASSUM, id est inane, declarare.

Et revera dum Consilia Regia, nomine Principis, cassant & annullant Decreta vel scripta, quibus hujusmodi præsentis *Censura Ecclesiastica* comprehenduntur; nihil aliud faciunt, quam eandem Decretorum,

quæ in se *cassa* sunt, memoriam abolere, seu declarare, ea habenda esse, ac si nunquam emanassent; ita ut nulla eorum, quæ in hujusmodi Decretis seu scriptis continentur, in ulla re habenda sit ratio: vel si libet loqui more Gallorum, unice declarent abysum *Jurisdictionis Ecclesiasticæ* intervenire.

Atque hoc modo providetur, ne hujusmodi Decretis Ecclesiasticis subditi Principes & Cives non inique diverterent, & ne Regis jura, Ecclesiæ & Regni Status periculose turbentur; quæ merito timenda essent, si ejusmodi Decreta seu scripta, licet in se *cassa*, subsisterent impune.

Neque hoc *Cassationis* remedium novum est, sed ab ipsis Ecclesiæ initiis notum, atque ab ipsis Pontificibus laudatum. In Synodo Ephesina secundo Sanctus Flavianus Episcopus Sacrorum & Episcopali dignitate per vim privatus, varisque alii Episcopi violento judicio deponuntur, contra Leges & Canonicas Sanctiones. Beatus Pontifex Leo Magnus, his intellectis, ad Imperatorem Theodosium Augustum recurrit, ut supra notavimus; & adversus Legum & Canonum subversionem protectionem inclamavit Regiam; quo defuncto ita ad Marcianum Augustum ejus Successorem idem Pontifex scribit: *Sequens* (Synodus) in prædicta Civitate (Ephesina) non potest vocari Concilium quod vestra clementia amore veritatis catholica assuetudine, aliud statuendo celsaverit, gloriosissime Imperator, Epist. 73.

Paschasius alique Vicarii Sedis Apostolicæ, de eadem Synodo Ephesina, rursus ad tranquillissimum & Christianissimum Principem conqueri deducentes necessarium, sic postulant: „Deprecamur piissimum & Christi amantissimum nostrum Imperatorem, quatenus & pia lege sanciat, neque synodum illam, quæ post primam in Epheso facta est, nominari, neque quodvis quod in ea actum est, tenere.

Ex quibus locis innotebit, ipsum Pontificem Maximum, sæpe tamen auctoritatis tenacissimum vindicem, agnovisse & facto suo ostendisse, Principis hæc Divina polleere auctoritate, ut Acta, etiam Synodalia, Judicium Ecclesiasticorum, contra Leges & Canonicas Sanctiones decernat, quibus & ipsa Episcoporum depositio & eorum Sacrorum privatio comprehenditur, valeant cassari: vel, ut dicti Vicarii Sedis Apostolicæ loquuntur, pia lege sanciat, neque Synodum talem nominari, neque quidquam, quod in ea actum est, tenere.

Non est difficile, hoc jus Regium ulterius pluribus stabilire, nisi ipsa rei evidentiæ sufficeret, & id modo præclare præstiterint viri celeberrimi, ac inter ceteros Hieronymus de Cavallos Tract. De regimine per viam scientiæ: Franciscus de Salgado Tract. De protectione Regia vi pressuram, nec non in altero De supplicatione ad Sanctissimum & de retentione Bullarum: Atrulphus Rufus in Tract. De Regalia: Carolus Fevretius in Tract. De abusu; nec non nominatissimi Pithui in probationibus libertatum Ecclesiæ Gallicanæ; qui licet variis nominibus utantur, rem tamen eandem significant. Juvabit nihilominus si idem jus Regium una receptissima praxi confirmemus ac stabiliamus.

## §. III.

Invenietur Belgii usus Cassationem ad Censuras extendit.

Senatus Belgicus ab omni memoria usos fuisse remedium *Cassationis* adversus *Censuras Ecclesiasticas*, dum excessus & abusus id postulabant, jam a seculo testati sunt Senatus & Magistratus Belgici: ut plane evincitur id notis quas super publicatione Concilii Tridentini circa an. 1565. miserrunt ad Belgii Gubernatricem tunc Margaritham Parmensem. In his Notis, inter præcipua auxilia, quibus adversus *Censuras* protegitur tam Regia dignitas, tum libertates & jura subditorum, remedia commemorantur *Cassatio* nis. Neque aliter Concilii Tridentini publicationem, nisi his *Remediis* falsis, decretam fuisse noscitur.

Hunc constantem & invariablem usum, etiam anno 1628. præclare vindicavit Senatus Brabantie in Consulta ad Archiducissam Isabellam, occasione *Cassationis* ab eodem Senatu concessarum, in quibusdam

Monitoriales excommunicationis omologae inde secuta ac securata; quas in Belgio Interhuncius plane incompetenter & nulliter decernere attentat.

Item an, 1788. in alia Consulta idem praestitit, occasione Decreti Romani, quo inter alia hujus Senatus Consultii *Censuris* declarabantur irritis, qui quomodolibet cooperati fuerant sententia dicti Senatus, qua Archiepiscopo Mechliniensi idem Senatus praecipiebat, ut quosdam suos *monitoriales* literas ad Pastorem S. Catharinae Guillelmum Vande Nefse transmissas, casset & annullaret; omnibusque tam Ecclesiasticis quam secularibus personis injungebat, ut *Censuris* in praedictis litteris *monitorialis* praestati Archiepiscopi appositis & comminatis, nullatenus obediant, easque nullius efficaciae reputent. Extat haec consulta hic sub littera S. Illa ad Iubellam haberet sub C. in appendice *monitoriorum* Tractatus nostri de *Placito*; in qua taloquitur Senatus occasione supradictarum *monitoriorum*, quas in Belgio Interhuncius decernere attentat.

*Nous avons tropes nécessaire pour la conservation de la hantier Royale de sa Majesté, autorité de ce Conseil, Privilèges & Franchises de ce Pays, & y pourvoir de remède dont de tout temps ont été servis en semblables occurrences, decerner lettres de censure contre l'abus publication & execution des dits MONITOIRES à la charge de ceux qu'il appartient, & suivre ce qu'on trouve prescrit & statué par les EDITS ET ORDONNANCES DE SES PAYS.*

Ac inter alia quibus factum suum vindicat Supremus Senatus, haec habet: *Il suffira, Madame, citer quelques (Exemples) nouveaux & dont la mémoire est encore toute fraîche comme celle... des Peres Augustins de cette Ville, pour le Filiu du Conseiller Maes leur Religieux, qui furent excommuniés par le P. Prieur des Chartreux, commis par sa Sainteté pour exploiter certains Rulle Papale, à laquelle ils ne voulaient obéir, & fut la publication de l'excommunication à leur Requête CASE, & LEUR EGLISE, QUI AVOIENT SUIVI D'ICELLE LES SERAIES, OUVERTS ET LE SERVICE DIVIN QUI AVOIT CESSÉ, REPRES ET CONTINUES COMME AUPARAVANT.*

*Un autre des Peres Minimes qui ne voulaient admettre certain Ordre venu de Rome, à sans de Placet, par Ordre du Serenissime Archevêque de glorieuse mémoire.*

*A ces exemples de ce Pais de Brabant, on ajoute encore un tout nouveau de Flandres à savoir une excommunication de l'Eveque de Bruges qui à été cassé par le Conseil de Flandres, & le dit Eveque s'en étant plaint au Conseil Prive, icelluy lui à ordonné par leurs cotes, de renvoyer la dite Excommunication.*

Hic addi potest Sententia Magni Consilii Mechliniae lata nuperime mense Septembris anni 1732. de qua sequenti Capite latius, hac sententia ita decretatur in verbis, *La Cour declare les Lettres MONITOIRES & DECRETS de l'excommunication du 12. Novembre 1731. cy mentionnées, & tout ce qui est enjoint, nullus & de nulle valeur. incompétentement decernés, attentatoires à la juridiction de Sa Majesté & contraires aux Loix fondamentales de ces pays. Fait: défense à Meire Charles de la Ramée Curé de Fumay de s'en servir ou prevaloir à peine de cinq cents Ecus d'amende.*

Pluribus exemplis haec res confirmari posset, sed usus adeo inveteratus & notus pluribus non indiget. E re tamen erit in ejus commendationem ostendere hunc usum Belgicum plane conformem esse aliorum Regnorum Praxi, signanter Galliae, Hispaniae & Germaniae.

#### §. IV.

*Eadem Praxis in Gallia & Hispania viget.*

**C**onsiderationis Remedia adversus Censuras incompetentes attentatas etiam in regno Galliae esse usitata, notissimum est: imo hanc consuetudinem inter Ecclesiasticos sua recte non dubitant Galli, uti videre est apud Pithagoras in probationibus libertatum Ecclesiae Gallicanae, ubi capit sextum inscribitur: *Mentions & Excommunications de divers sorts, déclarées abusives.*

Notatque Fevretius hujus Regni praedictus praestitimus, Tractatu de *abusu* cap. 2. lib. 1. num. 11. quod forma, qua super appellationibus tanquam *ab abusu*, pronuntiator, sit. *Qu'il a été fait, nullement & abusivement PULMINE, DECRETS & APPOINTE qui tout ce qui a été fait est CASSÉ REVOQUÉ & ANNULLE.*

multa quidem in hac rem adduci possent exempla, verum hoc memorabili hoc adducimus, quod dicto Capite 6. referetur n. 21. & 23.

Anno 1646. Episcopus Virdunensis Franciscus à Lotharinga (de Lorraine) publicaverat quasdam *Monitoriales*, quibus sub poena excommunicationis ipso facto incurrendae, reparate monebantur omnes & singuli, qui, quidquam attentaverant super bonis, aedificiis, juribus, jurisdictione, redditibus, & proveniuntibus Ecclesiarum, aut Monasteriorum.

Ab his *Monitorialis* Procurator Regius appellat tanquam *ab abusu*: mandaque Senatus Regius per provisionem, ut dicitur *litterae Monitoriales* tanquam indebitae & contra formas ordinarias factae tollantur, praesentem Arrestum in locum eorundem *Monitorialis* assignatur, ne quis illius ignorantiam praetereat.

Episcopus hujus Arresti & Affixionis conficius, mox dictum Procuratorem tanquam jurisdictionis & immunitatis Ecclesiae manifestum infractorem, declaravit excommunicationem & sententiam excommunicationis publicavit: inhibens omnibus fidei subditis cum dicto procuratore Regio jam *excommunicata*, communicare sine sua speciali licentia.

Ab hac rursus excommunicationis declaratione appellatum fuit tanquam *ab abusu*: prodique 13. Februarii 1647. sententia à Senatu Regio in verbis: *Avons cassé & annulé les autres des prétendus MONITOIRE & EXCOMMUNICATION, signe français de Lorraine, comme abusifs, scandaleux, remplis d'importunes, & sans faits, PRÉJUDICABLES A L'AUTORITE DU ROY, REPOS ET TRANQUILLITE PUBLIQUE, & ordonne que les dits Altes des prétendus MONITOIRE & EXCOMMUNICATION, seront lacérés & brulés en la place publique de cette Ville par l'executeur de la haute justice; & que si des dits Altes il se trouve quelques chose d'escriit & mis es registres & Gresse du dit Evêque, il en sera tiré & esté au tellement rayé & biffé que RIEN N'EN PUISSE PAROITRE, OUISTRE LEU AL' Avenir: ains fait & faisons inhibitions & défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de retenir aucune copie des dits Altes des prétendus MONITOIRE & EXCOMMUNICATION, ains leur enjoignons de les apporter pardevant nous, vingt quatre heures après la prononciation du présent Arrest, pour estre supprimés mesmes à tous Curés, Vicaires & autres Ecclesiastiques de les recevoir, publier, ou souffrir publier, sous peine d'être punis comme CRIMINELS DE LEZE MAJESTÉ.*

Ex his elucet, etiam Regni Galliae Senatus cassare & annullare Acta praesentis excommunicationis alteriusve *Censura* attentat per abusum jurisdictionis Ecclesiasticae, in praedictum Regis auctoritatis, patet, ac tranquillitatis publicae, ne eorundem Actorum ultra superstiti memoria aut eorum alia habeatur ratio.

Quod Hispaniam attinet, meretur hic notari, quod praesentis Fevretius lib. 1. c. 2. n. 16. refert à Francisco Salgado de hujus Regni Praxi, dum recurrentes ad Regem *Censuras Ecclesiasticas* afficiuntur; quam cum Praxi Galliae convenire ibidem testatur: *Si praerogant aussi en Espagne, inquit, que de l'Espagne qu'on s'est pourvoir par Recours au Conseil du Roi: le Juge ou le Commissaire in partibus p. ut l'exécution des Rescripts Apostoliques ne peuvent plus passer outre, ains doivent deférer à l'opposition, ou à l'appel, jusques à ce que le Conseil du Roi ait retenu ou renvoie la cause:*

Que s'ils entreprennent au prejudice de l'Espagne ce de passer outre à quelque execution verbale ou écrite, le Conseil casse cette procédure comme fait: *re par attente* même en cas que le demandeur eut obtenu à la Roté des lettres excommunicatoires, après le Recours forme contenant clause d'excommunication, contre ceux qui voudroient empêcher l'exécution des Rescripts Pontificaux.

*Les Juges Royaux d'Espagne n'y ont point d'égard.*

## CAPUT VI.

## De immisione in Ecclesiasticorum temporalia.

## §. I.

*Princeps coactiva in Ecclesiasticos potest potestare.*

**P**ostquam egimus de *Judicii possessoris*, itemque de *Remediis cassatoris*, reliquum est ut nunc agamus de *multa impositione vel etiam confiscatione aut immisione in Ecclesiasticorum temporalia*, quando excessus & abusus id postulant: quo remedio Princeps ejusque Consilia, Judicia sua adversus superiorum & Judicum Ecclesiasticorum resistentiam, debite mandant executioni, eorum vim cohibent, ac una eos in Officio atque intra legitimos iustitiae continent.

Quin Rex hac potestate coactiva in Ecclesiasticos potest, nullum est dubium, & naturaliter ac necessario sequitur ex iis quae supra cap. I. latius deducta sunt. Cum enim ibidem ostensum sit, Principes ad hoc, à Deo positi ut subditi, praecipue Clericos, tanquam infirmiores, adversus vim & violentiam potenter vindicent ac protegant, signanter, dum huc ab ipsis superioribus & Judicibus Ecclesiasticis inferunt, ut ita tranquillam ac quietam conservent Republicam, res per se loquuntur, Principes hac potestate coactiva polleat.

Violentiae etenim & oppressiones praecipue superiorum reprimi nequeant nisi validiori manu & potentiori timore.

Hinc postquam dixit Apostolus, *Omnes animam*, adcoque & omnem *Secum* Principibus subijci, mox monet. *Non enim sine causa gladium portat, Dei enim Minister est, vindex in ira ei qui malum agit.*

Hanc potestatem in Principibus Ecclesiasticis etiam semper agnovit, dum eos *patris Ecclesiasticae custodes, Canonumque vindices, Fidei orthodoxae defensores, Ecclesiae Tutores, Progenitores ac Praetores* constantes appellat, eisque ob oculos serito ponit REGIAM POTESTATEM ipsi maxime ad Ecclesiae praesidium esse collatam ut ausus nefarios comprimendo, & „ quae bene sunt statuta defendant, & veram pacem hinc quae sunt turbata restituant. „ Qua enim ratione ausus nefarios committunt, quae bene sunt statuta defendunt, veram pacem his quae sunt turbata restituant; nisi gladio illo seu potestate coactiva in defensionem Sanctae Ecclesiae divinitus ordinatae.

Hinc jampridem quatuor Provinciarum Episcopi in Consilio Parisiensi relato apud Gratianum *Can. m. 20. cap. 23. qu. 5. an. 839.* hujus Regalis potestatis & auctoritatis meminerunt. „ Principes saeculi, inquit, nonnumquam INTRA Ecclesiam potestatis adeque culmina veniunt, ut per eandem potestatem disciplinam Ecclesiasticam muniant. Ceterum INTRA Ecclesiam potestatis necessarii non essent, nisi ut quod non praevaleret Sacerdos efficere per doctrinam sermonem, potestas hoc impleat per disciplinam TERRORIS. Saepè per regnum terrenum caeleste regnum proficit: ut qui intra Ecclesiam positi contra fidem & disciplinam Ecclesiae agunt, rigore principum continentur; ipsamque disciplinam, quam Ecclesia humiliter exercere non praevaleret, cervicibus superbiorum potestas principalis imponat: & ut veneta tionem mereat, VIAM TEMENTEM potestatis imperiet.

## §. II.

*Principes hac coactiva potestate semper uti sunt.*

**P**rinces hac Divina uentes potestate, ab omni tempore, quo exacta Canonum Legumque custodia, poenas adversus infractores, etiam Clericos, decreverunt: ut ita pacem & tranquillitatem publicam in Ecclesia & Republica manutenerent, quae ab inviolata Canonum, Legumque observantia omnino dependet.

Hujus rei exempla innumera exhibet Codex Justinianus ac nominatim l. 4. *Auth. Presbyteri. Auth. Interdictum* & l. 13. *de Summa Trinitate*, item l. 2. *de Episcopali Audientia* & l. 2. *Ne Sanctum Baptisma iteretur.*

Et

„ au contraire ils sont saisis & les porteurs des Bulles, les privent de leurs temporalités, s'ils sont benéficiaires, ou s'ils sont laïques, les condamnent „ en des grosses amendes ou bien les bannissent des Etats du Roi d'Espagne, s'ils se rendent contumaces, cum crescenti contumacia crescere debent „ & pœna, l. *Religiosi in fine de pœnis, aggravans enim violentiam*, commendat Salgado cap. 20. p. 2. n. 37. QUIA RIOT PER CONTEMPTUM SUAE JURISDICTIONIS ILLUDITUR, ET SENATUS AUTHORITY DETRAHITUR.

„ Et par ainsi le Juge Ecclesiastique en Espagne, „ ayant les mains liées, pendens *Reversus* tout ce qu'il fait, est nul & les excommuniés per *hujusmodi litteras excommunicales* PRO NON EXCOMMUNICATIS HABENTUR, comme l'assure le même Salgado.

## §. V.

*Conformis est Praxis Germaniae.*

**E**andem Praxim eundemque usum etiam vigere in Germania evincunt exempla illustra Augustissimum Imperatorem Josephi I. Gloriosae memoriae & Caroli VI. feliciter regnantis.

Anno 1707. die 27. Julii Clemens XI. ediderat Bullam aliquam, quae praecedebat non solum annulationem concordiam quandam initam super hybernis stationibus Militum Gubernatorem in Ducatu Parmae & Placentiae, verum etiam confirmare vel publicare *Ecclesiasticas Censuras Sedis Apostolicae reservatas*, contra Caesares Ministros, Commisarios, Milites &c. Imperator Josephus I. adventiens hanc Bullam non ad defendendam hereditatem Domini, sed ad iura IMPERIALIA super Ducatibus Parma ac Placentia porro usurpanda tendere, seque à *Legge divina & humana, recta ratione, Gentium jure & aliis iustis pietatisque principijs* moneri ad SUORUM ET IMPERII JURUM DEFENSIONEM, non dubitavit, habito, tamen prius, *Consiliariorum suorum arcanorum totiusque Consilij Imperialis Aulici secretis*, consultis etiam *externis Flamantibus Theologis, Canonumque & Legum Civilium Peritis*, per SUORUM ATQUE IMPERII JURUM TUTELA, per Diploma Viennae datum 26. Junii 1708. solemnissime praefatam Bullam Pontificiam CASSARE, annulare, abolere, irritam & injusam decernere, unaque inhibere omnibus ac singulis Ecclesiasticis ac secularibus ipsius & Imperii Vassallis. *Ministris ac subditis... sub gravissima*, inquit, *nostra & Imperii indignatione*, omnium bonorum ejus quod in adducto scripto (eodem Bulla) continetur, in VLLA RE habere; sed *districte mandamus*, ut nostris *subditis & ordinationibus* constanter & debite pareant, dum vicissim protectionem nostram clementiamque Caesarem fidelibus ac obediensibus imperiis non intermitteremus. Habetur sub littera T.

Cum interregni tempore sex Doctores Ecclesiastici Facultatis Juridicae Coloniae contra jus & fas & incompetenter Recursum instituisse attentassent ad Dominum Nuncium Coloniae tunc sub Cardinale Buschi, adversus paulo ante electum Decanum, Doctorem Gasparem Josephum Huyzen, ab eoque imperassent *Decreta quaedam comminatoria & executiva* excommunicationis adversus eundem: S. Catholica & Catholica sua Majestas post Solum Imperiale consensum, ex Jura Constitutionumque Imperialium praescripto, *Decreta praefata excommunicationis* & usque ex se nulla & invalida, CASSAVIT, annullavit, aboluit, nullaque de *lavoris*: ac insuper memoratorum sex Doctorum Ecclesiasticorum universos temporales reddidit in POENAM TEMERARII RECUSUS sequestrari jussit. Per Mandatum Viennae datum 31. Januarii 1713. habetur sub lit. V.

Tanti Principis exemplo, ex cujus auctoritate & nomine Senatus Belgicus nunc scilicet jus dicunt & iustitiam administrant, in hujus Juris praxi & exercitio confirmati debent idem Senatus; itemque eximulari ad facile & benigne oppressos subditos adversus *Censuras illegitimas* potenter protegendum.



Et ut nihil dicamus de aliis, quæ ex codice Theodosiano, itemque ex historia sive sacra sive prophana adduci possent: idem quosdam Belgium nostrum testantur Edicta nostrorum Principum, ac signanter die 12. Septembris 1485. die 20. Maji 1497. die 1. Augusti 1517. Julii die 21. 1526.

Ac quidem illud die 1. Augusti 1521. pro Inviolabili ejus observantia continet in verbis: *En contraignent & fassent contraindre à l'entreelement & observation d'icelle Ordonnance, les Evêques, Officiaux, Seigneurs, Scribes, Promoteurs & autres Officiers des Cours spirituelles .... par saissemens & mise en noire main de tous leur temporel: & par toutes voyes durs & accomplies.*

Notanda est ratio quam Carolus V. æternæ memoriæ in prædicto suo Edicto die 17. Julii 1526. allegat, quæ se motum dicit, hoc Edicto providere, *pennis coactivis*, inter cetera, adversus vehementes quosdam declamatores Monachos, aliosque, quid fugerit occasione Lutherani & aliarum hæresium inconsiderate debaterant; nempe, quod ipsi ad honorem & laudem Dei Omnipotentis specialiter incumbant, manutenerent *S. Fidem, Statuta, & Ordinationes Sanctæ Ecclesiæ Romanæ*: seu in eorum observantia suos conservare subditos.

Eadem Regalis Autoritas & potestas apparet in Litteris Regiis pro exacta Concilii Tridentini executione & Episcopos & Senatus Belgicos datis 24. Julii 1565. his etenim hæc duo caventur, primo ut dicti Senatus adveniant & attendant non solum sur les Seigneurs, mais aussi si les gens d'volus feront chacun en son endroit leur Office, selon les canons & dictees du dit S. Concile 2. Quod si contingeret ipsos Archi-Episcopos, Episcopos, ceterosque Ecclesiasticos muneris suo desisse adimplendi præcepti dictorum Canonum & Decretorum; eos potestatis Regia ad id compellendos, *soit par saissemens de leur temporel, ou par telle autre voie durs & raisonnable que sera trouvee au cas appartenir.*

### §. III.

*Hæc Principis potestas sese etiam extendit ad Censuras Ecclesiasticas.*

Cum communis tranquillitas nunquam periculosius functiusque perturbetur quam per præcipites Censuras, quas Ecclesiastici, pro dominandi libidine, nonnunquam leviter & inconsiderate indigunt; non ut defendant hæreditatem Domini, aut indisciplinatos corrigant, sed ut jura Regia invadant, supremam potestatem vilipendant, viros bonos vel optinant, etiam remedium immisionis in eorum temporalia, aliisque pœnis coactivis Principes eorumque Consilia usi sunt, ut hunc abusum comprimant; Judices Ecclesiasticos impediendo ad ejusmodi Censuras præcipites convolare, vel etiam ipsi præcipiendo ut nulliter latas revocent, ac ita proprium factum, in remissionis pœnam destruant ac cassent.

Licetum est Principi (inquit Joannes Parisiensis) *abusum gladii spiritualis repellere eo modo quo potest etiam per gladium materiale, precipue ubi usus gladii spiritualis vergit in malum Reipublicæ, ejus cura Regi incumbit, aliter enim gladium sine causa perit.* Tractatu de potest. Reg. & Pap. c. 21. ad 37.

Neque rem claram pluribus elucidare opus est: ad quod enim utilis esset adversus violentas censuras ad Principem Recursus, si hæc non polleret potestate? Si hujusmodi pœnarum comminatio (inquit laudatissimus Salgado) Principi permissa non fuisset: emittis foret Regi recursus invocatio, quia raro aut nunquam desisteret Judex à semel illata violentia. In Tract. de Potest. Reg. Epil. Præm. Verum hoc Vis Regium perpetui praxi conservatum ostendimus.

### §. IV.

*De Praxi Belgicæ.*

Judices Regios hac Autoritate ab omni memoria in Belgia usus, ut censuras impetire possint vel ad revocandum cogere Ecclesiasticos remedium immisionis in eorum temporalia, quando excessus & abusus id postulant, jam plus quam à seculo testantur Senatus ac Magistratus Belgici in Annotationis ad Sess. 25. Conc. Trid. Caput 3. de Reform. quæ compendiose exhibet Antonius Anselmo in Tribunalio Belgico cap. 32. nec non vir ille undequaque maximus Petrus Stockmans in jure Belgarum.

Tellatur etiam Bertrandus Luth Dominicanus apud Duacenses Doctor Theologus in Resolutionibus Belgicis Tract. 2. art. 9. n. 16. quod Archiepiscopi ad curiam Concilii Tridentini locum, in sua consultatione annotant, quod Judices laici semper arrestarent bona temporalia Episcoporum & generaliter omnium Judicum, officiariorum, & personarum Ecclesiasticarum, cujuscumque dignitatis, & conditionis fuerint ad impediendas eorum censuras, interdicta, et excommunicationes, & revocandas illas, quæ per ipsos declarata & executioni mandata fuerint, quando ipsi laici Judices, id expedire iudicarent.

Quamquam nihil magis authenticum adferri possit, quo antiquissimus ille ac consans usus, nec non eum vindicandi intrepidus Consiliorum zelus comprobatur: è se tamen erit pro conservatione hujus perpetui usus quædam exempla domestica referre, quæ absoluto Concilio Tridentino contigere, ut ita cluceat, eum usum etiam post illud Concilium perseverasse ac conservatum fuisse fedulo.

Anno 1618. quædam Anna de Bille ejusque Fratres, ptoles Caroli de Bille, litteras Monitoriales cum clausula sub poena excommunicationis ad finem revelationis (quatum meminit Concilium Tridentinum Sess. 25. cap. 3. de Reform.) impetraverat in Curia Romana, easque Officialis Archiepiscopi Mechliniensis 31. Aprilis ejusdem anni, per Parochos & Concionatores in Civitate Bruxellensi publicari fecerat.

Cum autem hujusmodi Litteræ Monitoriales nec ante, nec post Concilium Tridentinum hic fuissent receptæ, easque Officialis publicari mandasset sine previo Placeto Regio: indilate ad instantiam Officii Fiscalis expedite fuerunt per Concilium B. abant die 5. Maji Cassatorias itaq; executionis & publicationis dictarum litterarum Monitorialium; injunctumque expresse & severe inter ceteros Officiis Mechliniensis, Plebanis, Pastores & Vices Pastores, quæ præfata Bullam & Mandatum publicarent, sub gravibus nullis, etiam injunctis manus in te præfata bona: ut præfatum Alaudum dicti Officialis ac subsistentiam publicationem ejusdem & quidvis inde dependet, suis sumptibus, damnis & interesse cassent, revocent & annullent, siquæ caveant à similibus impostum attentantibus sub gravi ribus pœnis.

Quibus peractis, Internunciis Apostolicis jussit Consiliatum & Procuratorem Generalem Brabantium, quæ dictas Cassatorias impetraverat, litteris suis, die 28. Junii 1628. affixis ad valvas Ecclesiarum 30. frequenti, citari infra trinum biduum eorum Auditore suo, ad ibidem defendendam præfata Cassationem & probandum quod non incidisset in Excommunicationem. Alias contra ipsum profuturum Decretum Excommunicationis, illudque in forma publicandum.

Quod inaudium attentatam cum dicte offenderet tum supremam Principis & ipsius Brabantie Senatus auctoritatem, tum Privilegia & Patris consuetudines, præmemoratus Consiliarius ac Procurator Generalis 3. Julii à Brabantie Senatu petit ac obtinuit litteras Cassatorias dictæ citationis ac officiorum cum omnibus inde secutis ac secuturis; ad onus præfati Domini Internuncii, ejus Auditoris, dictæ etiam Officialis, aliorumque omnium Ecclesiasticorum; cum licentia injiciendi manus in bona eorum temporalia. Binthæ Litteræ Cassatorie extant in Appendice Monumentorum Tractatus nostri De promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

Anno 1652. intendebat Archiepiscopus Bifoninus procedere ad executionem ejusdem sententie Excommunicationis

canonis, quæ ei demandata erat per Auditorem Generalem Cameræ Apostolicæ, idque ad indebitum instantiam Henrici Otthevini.

Archidux Leopoldus, tum Belgii Gubernator, huius rei habita certa informatione, à Senatu Dolano, litteras scriptas ad memoratum Archi-Episcopum, à fin qu'il tiens en état & forceance l'exécution de la sentence d'excommunication, dont il seroit chargé par l'Auditeur general de la Chambre Apostolique.

Cumque Archidux timeret, ne eo non obstante dictus Henricus Otthevini præfatum sententia excommunicationis executionem urgeret, vel etiam ipse Archi-Episcopus Besontinus ad præfatum executionem ultro profliret, dictum Senatum de ea re certiorum reddidit per litteras die 9. Octobris 1632. ac una in sequiorem casum monuit: *Si avant qu'il (Henry Otthevini) ne cesse, vous pourrez jurer son bien & les revenus de sa prébende, étant de votre ressort, memes proceder à la vente d'iceux, comme aussi en cas que le dit Archeveque persisteroit de ne vouloir surseoir la dite execution, de proceder au saisissement des biens de son Eveche.* Habentur hæc litteræ sub X.

Atque ex iis, quæ supra c. 3. §. 6. relata sunt, patet, Consilium Flandriæ an. 1666. archi interdixisse Episcopo Iprensi, ne in præjudicium instituti ad Regem recursus & propositæ recusationis procederet ad comminationem suspensionem à divinis sub pena ducentorum aureorum cõternationem. Cumque hac interdictione non obstante Episcopus ad suspensionem proflisset, præfatum Consilium per Decretum 21. Martii 1668. dictæ Censuræ effectum suspendit, iteratque Præsuli inhibuit, ne quid ulterius attentaret, sub pena, quod comminatum 200. aureorum cõternationem pena decerneretur, ac insuper ipsius bonis temporalibus manus injicerentur.

Utque ad hæc tempora propius accedimus, supremus Brabantie Senatus per sententiam latam 27. Octobris 1707. manutenuerat Pastorem Sanctæ Catharinæ in urbe Bruxellensi, in pacifica possessione sui Pastoralis omniumque eo pertinentium adversus violentam ac præcipuam suspensionem à functionibus Pastoralibus per D. Archi-Episcopum Mechliniensem nullo servato iuris ordine *via facti* infirmam.

Atque ob Archi-Episcopi resisteniam, pro executione huius sententiæ, arresta in proventus Episcopales vigore ejusdem sententiæ, nec non specialis Senatus facultatis, fuerant injecta.

Archi-Episcopus horum habita notitia, ad onus dicti Pastoris emisit litteras Monitorias, quibus ipsi distinctissime præcipit, ut præfatum sententiam tantquam invalidam & irritam habere, nec in vim ejusdem sententiæ ullum actum committat: deinde ut dicta arresta à potestate laica in proventus Archi-Episcopales injecta levare curet: demum ut formulario Alexandri VII. juxta Clementinam *Vineam Domini sabaoth* (quævis hæcenus nullatenus placeatam) subscribat, idque intra novem dies sub pena Excommunicationis ex nunc per tunc incurrendæ.

Brabantie Senatus censens, huiusmodi attentatum novam esse inventionem, qua & prærogative Regiæ, & Consiliorum Auctoritatis, & subditorum Jura, funditus ad Ecclesiasticorum arbitrium, convellerentur ac tollerentur; ac directe Patriæ Legibus, & libertatibus, nec non publicæ quieti adversum: 24. Februarii 1708. Decretum ad instantiam Procuratoris Regii tulit, in verbis: « Ordonnons à l'Archeveque de cesser & annuler le dit Monitoire & tout ce qui en pourroit suivre, & d'en faire apparaitre endrains trois jours à peine de provision ultérieure, & sans prejudice de ce, interdisons à tous nos sujets de tel état & condition qu'ils puissent être. Ecclesiastiques ou seculiers, de publier, faire ou laisser publier la dite Censure comminée en aucune maniere, directement ou indirectement. Défendons aussi à nos sujets de tel état ou condition qu'ils puissent être, Ecclesiastiques ou seculiers, d'obéir à la dite Censure comminée, & à ce qui pourroit s'en suivre d'y desfer ou d'avoir regard en aucune maniere, à peine que les contrevenans à l'une de toutes ces choses seront punis comme infracteurs de nos droits & hauteurs, & perturbateurs du repos public. Declaons que les Superieurs de tous les Ordres & tous autres evont être responsables pour la contravention de ceux qui leur sont fournis.

Van Espen, Paris Pl.

Illud in hac causa attendi meretur, quod Brabantie Senatus ob rei gravitatem, uique effusis Archi-Episcopi vim fisset ac paci publicæ prospiceret, consilium duxerit, tum Consilium Status commissum ad regimen Belgii, tum Status Brabantie de iis per litteras reddere certiores.

Ad quas nomine Regis rescriptis Consilium Status: *Nous avons reçu & vu ce matin, ce que vous nous avez averti par votre lettre d'hier au sujet de la requête, qui vous à été présentée par Notre Procureur General de la mainien de notre Autorité & de votre juridiction, au sujet de monitoire & commination d'excommunication de l' Archeveque contre le Psefup de Sainte Catherine van de Nefse, nous vous dirons, que vous pourrez en user comme vous & les autres nos Conseillers sont acoutumés, de faire en tels & pareils cas.*

Statusum autem Brabantie Deputati ita respondent: *Nous ne pouvons manquer de vous faire savoir, que comme les Seigneurs & Etats (de Brabant) ont toujours combattu avec zèle & à toutes forces pour le mainien des loix fondamentales des immunités, & des privilèges de ce Pais contre les entreprises desraisonnables & indues de la juridiction Ecclesiastique & autres, Nous sommes bien aises de voir, que vous en avez fait de même de votre côté, vous assurons que Nous y donnerons la main de tout notre pouvoir.*

Ex quibus elucet hanc Brabantici Senatus agendi rationem, tum à Belgii Moderatoribus, tum à Patriæ Patribus (adeoque & ab ipso Status Ecclesiastico) multum fuisse commendatam ac comprobata.

His addere lubet exemplum novissimum Magni Mechlinicæ Consilii. Archidiaconus Famianensis plane incompetenter ad instantiam Pastoris Oppidi Fumacensis attentaret excommunicare Magistratum ejusdem Oppidi occasione contentiosis inter ipsos exorte super proprietate domus à Pastore inhabitatæ ejusque appendicium; idque notorie in formalem contemptum, & vilipendium supremæ auctoritatis ac jurisdictionis suæ Majestatis, nec non Legum fundamentalium Patriæ, ut latius exponitur in Decreto sub littera Y quod ad instantiam Procuratoris Regii tulit 19. Julii 1722. præfatum Magnum Consilium; quo decrevit in verbis.

Le tout quoy considéré & rapport fait, les Chambres assembles la Cour declare les lettres monitoires & decret d'excommunication du 12. Novembre 1721. cy mentionnés & tout ce qui est ensuivi, nuls & de nulle valeur, incompetentement decernés, attentatoires à la jurisdiction de sa Majesté & contraires aux loix fondamentales de ces Pays: fait défendre à Maître Charles de la Ramée Curé de Fumay & de s'en servir ou prevaloir à peine de cinq cens escus d'amende, les ordonne de le faire retirer endrains le mois, & de faire confier aux Conseillers Fiscaux de l'avoir ainsi effectué, pendant le dit terme, à peine d'ulterieure provision, Ordonne que cette soit levée, publiée & affichée au dit Fumay & Revins; accorde au Remontrant lettres d'ajournement personnel à charge du dit Curé avec clause d'annotation & saisement de son temporel.

## §. V.

Confermis est praxis Germanica.

Germaniam eodem jure uti quo Belgium, satis evincunt exempla illustra Augustissimorum Imperatorum Josephi, & Caroli VI. quæ supra cap. 5. §. 3. retulimus.

In Priori enim videmus Augustissimum Imperatorem Josephum inhihentem omnibus, & singulis ecclesiasticis sub gravissima ipsius, & Imperii indignatione, omnium bonorum communicatione, corporali poena, ne quam rationem Ecclesiasticarum Consensuum Sedi Apostolicæ reservatam in illa re habent.

In alio Clementissimus Dominus Rex noster ac Imperator feliciter regnans Decreta quædam excommunicationis nupte ex se nulla & invalida cassæ.

Sex Doctores ecclesiasticorum Facultatis Juridicæ Colonienfis, universas temporales redditus in panam temerarij recursus ad Nuncium Coloniensem institui sequi juberunt.

*De reliquo isdem... præcipit & injungit, quod Alia omnia coram dicto... Nuncio producta reperant, Cruna cum Decretis iuxta causâ inde emanatis retractari faciant... sin fecus, COMMUNATA POLVA, cum debito rigore contra ipsos ad executionem deducatur.*

## §. VI.

*Idem usus viget in Regno Gallia.*

**C**allorum Præxim conformem esse huic Belgarum & Germanorum usui, notius est quam ut probari debeat. E tamen citæ ex innumereis exemplis, pauca commemorare.

Joannes du Quesne Presbyter obituerat in Curia Romana quasdam monitoriales & Confusas adversus Franciscum Charnolæ Presbyterum Canonicum Collegiatus Sancti Audonarii, cujus exequi curaverat per quendam cursorem & executionem Presbyterum eandem Confusam, idque contra præscripta Pragmaticæ Sanctionis, Regiarum ordinationum & libertatum Ecclesiæ Gallicanæ.

Ab his omnibus itaque ab abusu appellat dictus Charnolæ ad Regium Parlamentum, à quo die 27. Augusti 1503. prodit sententia, quæ declaratur: *Qu'il a esté mal fait, procede & fulmine, admoneste & inhibe: ac una injungitur, tam ei qui has Confusas obituerat, quam qui eas executioni mandavit, à faire cesser, revocquer & annuler les dites Confuses, monitions & fulminations & tout ce qui s'en est ensuyvy; & faire bailler l'absolution à LEURS PROPRES COÛTES ET ORDRE, sans au dit Appellant, qu'au Doyen, Prevost, Chanoines, & Chapitre de la dite Eglise de S. Omer, & tous autres qu'il appartiendra & qui pourroient estre compris esdites monitions, fulminations & Confuses & d'en certifier la dite Cour dedans le lendemain de le S. Martin.*

Cumque præfatus Charnolæ, adversus quem dictæ Confusæ fuerant executioni datæ, antea obituisse sententiam manentem in prædicto Canonico Sancti Audonarii, etiam, eadem sententia, mandatur Joanni. *Et un le dit Charnolæ appellant, des dites Chanoines & Prebende, frutes & revenus d'icelles, selon la sentence de mainmort par lui obaine contre le dit Du Quesne le viij. neustime Avril l'an mil cinq cens.*

Et outre fait la Cour avec ces Prevost, Doyen, Chanoines & Chapitre, de non obtemperer aux dites Confuses & fulminations, & de ne cesser le Divin service: sous au moyen d'icelles. Annectitur sententia sub litt. Z. quæ etiam extat in probationibus libertatum Ecclesiæ Gallicanæ capite 6. num. 8. folio mibi 203.

Anno 1503. septima Septembris similis lata fuit sententia in favorem Jacobi Damanovæ Prepositi ac Canonici S. Justi Lugdunensis & Regii Procuratoris Generalis ei juncti, appellantium à quibusdam citationibus, interdictionibus, fulminationibus aliisque Confusis Ecclesiasticis, per quendam Petrum Filiolier Presbyterum imperatris, executioni datis ac publicatis.

Qua sententia Curia declarat: *Qu'il a esté mal, & abusivement fait & procede aux dites citations, fulminations, publicati. n. & Confuses, ac ultius cõdemnat dictum Filiolier Presbyterum à les faire Cesser, revocquer & annuler à ses propres coùts & dépens, & de ce avoir fait, certifier la dite Cour.*

Et sont défenses faites au dit (Filiolier) & tous autres qu'il appartiendra, sur peines de cent marcs d'or à appliquer au Roy, de ne soy aider ne user dorénavant de telles Confuses, fulminations ne autres contraires & dirigeans aux S. Decrets & ordonnances Roiaux; & aux Prevost, & Chapitre de la dite Eglise de S. Just de ne s'y obteir ne obtemperer, & leur sera fait commandement par le dit Sieur & la dite Cour, aux peines que dessus de permettre & souffrir le dit Damanovæ assister au Divin service & autres actes & droits qui lui appartiennent à cause de ses dites peines & p. chende &c. Annectitur sententia sub AA. & extat dicto loco n. p. fol. 203.

Anno 1435. Archiepiscopus Burdigalensis excommunicaverat Juratos oppidi S. Macarii, causa obedientiæ Regi & Justitiæ per eos præstita, nec non quendam Regionum Apparentem: ac una Oppidum Interdictum

Ecclesiastico suppositum, injunctæque Vicario perpetuo Sacelli S. Marini, ubi de morte Missa Parochialis celebratur, ut SS. Sacramentum extra Oppidum ad Ecclesiâ Minoritarum transferret.

Ab his omnibus itaque ab abusu appellatum fuit ad Parlamentum Bordigalense; quod, audito Regio Procuratore Generali, sub 20. Martii 1645. Attentum in verbis: *La Cour a ordonne & ordonne que sur les dites appellations comme d'abus, les parties viendront plaider au premier jour, & que dans trois jours apres la signification du present Arrest, le dit Archeveque de Bordeaux donnera l'absolution ad cautelam, aux denommés, & compis. dans son Ordonnance du dit jour neustime du present mois, levera la suspension & interdicit portie par icelle, & en cas de refus y sera CONTRAINT PAR SAISIE DE SON TEMPORIEL, & percu par la Cour, ainsi qu'il appartiendra.*

Quarta subsequenti mensis Aprilis Parlamentum ad instantiam juratorum dicti oppidi & parlati Apparitoris Regii, illud Arrestum tulit, in verbis: *La Cour a estroyé & estroyé defust à l'encontre du dit Defendeur (l'Archeveque de Bordeaux) & pour le profit d'icellui à declare & declare qu'il a esté mal, nullement & abusivement procede en la citation, interdicit & excommunication, dont est question, à ordonne & ordonne, que dans trois jours le dit Defendeur ou en son absence ses Vicaires Generaux, cesseront, revocqueront & annuleront le mandement de la citation, le dit interdicit & excommunication: autrement & à sante de ce faire dans le dit delay, & icelluy passé, ils y seront CONTRAINTS PAR SAISIE DE LEUR TEMPORIEL, & autrement procede assen qu'il appartiendra.*

Undecima autem ejusdem mensis Aprilis præfatum Arrestum confirmatum fuit, injunctumque Vicario perpetuo S. Marini, ut functiones Pastorales exerceret in dicto Oppido S. Macarii & ad Altare Parochiale S. Marini in Ecclesiâ S. Salvatoris, decretumque quod ad hæc conflingeretur immisere in ipsius bona temporalia ac aliis modis opportunit pro ut Curia judicaret expedire, ac una permissum ut præfatus Arrestum, una cum præfato Arresto de 4. Aprilis ad loca publica affigetur. Annectitur hic sub BB. & extat dicto loco num. 23. fol. 221.

Hic repetere juvat sententiam memoratam latam adversus Franciscum à Lohisingia Episcopum Viridunensem anno 1626. de qua superiori Capite, §. 4. commemoravimus: ubi enim Senatus Regius cassavit, & annullavit quandam excommunicationem per præfatum Episcopum notorie attentatam in præjudicium Regiæ authoritatis ac tranquillitatis publicæ: prosequitur sententia: *Et pour reparation de tel attentat, commis par icelluy FRANÇOIS DE LORRAINE Evêque de Verdun ordonnons qu'il sera mené sous bonne & sure garde en la ville de Paris, pour satisfaire sa Majesté: & jusque à ce. le revenu de tous ses benefices, & autres biens, mis sous la main du Roy, & regis par Commissaires, comme aussi tous les offices de temporel de l'Evêché & Comte du dit Verdun, & autres benefices, seront exercés sous la main du Roy selon la forme qu'il sera par Nous ordonne: Condamnons le dit François de Lorraine Evêque du dit Verdun à dix mil livres d'amende envers sa dite Majesté.*

## VII.

## Usus Regni Hispania conformis est.

**H**ispaniam hoc etiam jure uti, testes inter ceteros sunt nominatissimus Franciscus Salgado & celeberrimus Covarruvias: prior in elaborato suo Tractatu De protectione Regia Epilog. proom. ubi enim monuit recte recurri ad Protectionem Regiam adversus Judicem Ecclesiasticum, qui violenter Confusas sententiam suam inique conatur, cujus adversus appellationem interpellatum, „tunc, inquit (ubi Senatores de vi cognoverint) expectatur provisio, quam Judicis Ecclesiastici intima: „tunc statim prout jacet adimplere, & obediunt re: „tunc cum effectum non verbaliter tantum; aliam „expectatur.

expeditur oppressa secunda iusto cum comminatione ne amissionis, originis & honorum temporalium, qua comminatio & multa exequitur in eum si ult. scriptis preteritis fuerit & inobediens cum Ecclesiasticis teneantur omnino obtemperare Mandatis Principum. Quod si hismodi punitionum comminatione Principi permilla non fuisset, inuultis foret Regi Recursus invocatio, quia raro, aut nonquam deliteret iudex à semel illata violentia.

Alter qui fuit Episcopus Segovienfis 99. cap. 35. n. 3. agens de penis quibus Iudices Ecclesiastici constringuntur, dum vi & Censuris subditos opprimunt, ac ab ea inferenda cessare compelluntur: ait, „Adversus Clericos & Ecclesiasticos Iudices illa est frequentissima pena comminatio, quod sit ad amissionem rerum temporalium quas obtinent in his Regnis, & deinde quod censentur extrahi ab eisdem.

Quod si quis, ut monet ibidem, contendat à Principibus secularibus hanc tollere potestatem, statim non quidem sero competens experimento manifestissimum, quantum calamitatis Reipublica incurrat.

Hic vero forensis usus (inquit idem Covarruvias) non tantum in his Castellani Regi Hispaniarum Ditionibus & Principatibus, sed & apud Gallos, aliosque Christiana Reipublica secularis Principes est receptissimus.

Atque iam ex deductis hoc Capite manifestum evadit Iudices Regios jampridem ubique usos fuisse remedium Immisionis in Ecclesiasticorum bona temporalia aliisque coactivis; dum excessus & abusus id postularent: idque vel ad impediendum eorum Censuras vel ad interdicendum & efficiendum, ut si jam late essent, nulla eorum in ulla re haberetur ratio: vel enim ut illosmet constringant, Censuras suas (quamvis in se nullas & casus) in temeritatis penam cassare & annullare, ac ita proprium factum destruere: quo magis reprimantur, nec huiusmodi attentus imponeretur. Quod les Gens d'Eglise (inquit Supremus Brabantis Senatus in Consulta circa negotiationem Pastoris S. Catharinae Bruxellensis) se fore evanescere, à surpasse les bornes de leur autorité.... les Princes & leurs Conseils n'ont pas seulement cassé & annulé, leurs Censures, mais ils ont aussi obligés, de les révoquer & casser eux mêmes par suite de leur temporel & autres voies de contrainte plus rigoureuses ainsi que les Evêques de toutes les Nations Catholiques remarquent par plusieurs exemples.

## § VIII.

Non refragatur Synodus Tridentina illi, qua hoc capite asserta sunt.

Quod Synodus Tridentina habet Sess. 25. c. 3. de Reform. nequaquam adversatur illi quod superius deduximus; verba sunt: Nefas sit seculari arbitrio magistratus prohibere Ecclesiastico Iudici, ne quem excommunicet, aut mandare ut latam excommunicationem revocet sub pretexto, quod contenta in presente Decreto non sint observata: cum non ad seculares; sed ad Ecclesiasticos hoc cognitio pertinet.

Quia ut recte monet Franciscus Salg. Prel. 5. n. 226. Sub tanta verborum generalitate non est comprehendendum tam salubre remedium, & charitativum subsidium, miseris, & oppressis specialiter à iure Canonice ex ratione & principis juris naturalis & divini permisso, longo usu immemoriali conservatum, super quo cum Tridentinum nihil specialiter inducat, sed generaliter potius disponat, hanc limitationem à iure approbatam debet accipere.

Et num. 212. Cum Concilium Tridentinum generaliter loquatur, nullo modo intelligitur nec disponit de hoc specialissimo iure remedio & recurfu, nec talis defensionis facultas, omni iure Principi competens comprehenditur sub tali Decreto. Quod multis citatis auctoribus laius persequitur.

Sic etiam Hieronymus de Cavallo sem. 3. q. 1. praef. quest. 897. observat, quod praetatum Tridentini Decretum non obtineat, quando Iudex secularis cognoscit per viam violentiam in casu legis Regni: quia tunc de jure, & consuetudine talis cognitio pertinet ad Iudices Regios; & illud dicitur, proprium officium Regis iure naturali concessum.

Ad Elpen, Pars VI.

Certe cum Iudices Ecclesiastici tam intolerabiles vi & Censuris non raro subditos opprimant, atque Princeps omni iure divino & naturali teneatur oppressos protegere, nequaquam censendum est Concilium Trid. vel cogitare Magistratus Regis interdicere, quo minus violentiam Iudicum Ecclesiasticorum Censuras prohibeant, aut ad revocandum cogant.

Hujus rei testem habemus omni exceptione majorum celeberrimum Covarruviam Episcopum Segoviensem, qui dicto Concilio, eo ipso tempore interfuisset, & ob singularem Doctrinam, virtutem, ac spectatam integritatem inter alios delectus, ut Reformationis Decreta conficeret; aique ita optime de mente Synodi instructus ac petissimus: hic tamen vir constanter asserit Praef. q. cap. 35. n. 3. in verbis: „Illud observatissimum est... posse ab his, qui à Iudicibus Ecclesiasticis vi & Censuris opprimuntur, Regios & Auditores & Consiliarios, qui apud Regia supra-um Praetoria litigantibus iura addunt, omnino adiri ut viam auferant & compellant Iudices Ecclesiasticos ab ea inferenda cessare.

Quod si quis (prosequitur) contendat à Principibus secularibus hanc tollere potestatem, statim non quidem sero competens experimento manifestissimum quantum calamitatis Reipublica incurrat.

Quis igitur sibi in animum inducat Synodum Tridentinam praefato suo Decreto, hanc potestatem non luisse à Principibus tollere, atque ita Reipublica maximam incurrere calamitatem?

Quod ex eo etiam confirmatur, quod eadem sess. 25. c. 20. Sancta Synodus Principes reddat memores, eos à Deo constitutos esse Sanctae fidei Ecclesiae, quae Profectus, adeoque ipsius horretur, ut ea in re officium suum sedulo praestent: quo cultus Divinae devotione exerceri & Praealiti ceterisque Clerici in residentia & officii sui, quieti & sine impedimentis, cum fructu & adificatione populi permanere valeant. Id quod certe Principes praestare haud possent, si ab eis hanc tollere potestatem Synodus voluisset: ut ex supradictis plus satis manifestum est.

Ne tamen illius Decreti occasione, praesudicium huic Regi possit, contra mentem Synodi ingereretur, Margarita Parmensis Belgii Gubernatrix ex communis Magistratus ac Senatus Belgici Consilio, ut eam illam conservaret, sedulo in Tridentini publicatione ne providit praevicavit, ut supra demonstratum est.

Adeo ut, tantisper etiam suspensus quod Tridentinum Regi potestati voluisset derogare, equidem hic in Belgio vim & effectum eatenus non haberet. Cum Reformationis Decreta (quorum praetatum constituit cap. 3. sess. 25.) hic admissa non fuerint nec publicata, nisi salva in omnibus hac Principis potestate & Auctoritate.

Hinc & post Tridentinum idem usus in hac parte perseveravit, ac perpetua praxi usque hic idem constanter fuit observatus, ut constet ex toto hoc capite.

Ad rem omnino facit quod Petrus de Marca Archiepiscopus Parisiensis dicit ex sententia Majorum circa Decretum Concilii Lugdunensis in Gallia relatum in collectione libri sexi Decretalium C. Quicquid quo idem ferme decreverat, ac praetatum Tridentini Decreto: „Voluerunt (inquit) Decretum quoad illas Censuras vel excommunicationes locum habere, quae nulla non essent, aut quia à Iudice non non competentem late, aut alio manifesto vicio nulla essent, cum excommunicationum vires neque non obiterent, non existimantur in his speciebus Decretum Concilii Lugdunensis Magistratus Regios deterrendos esse ab asserenda Jurisdictione Regia, si opus esset. Deinde non ea cap. dixerunt non praestit ut rescindatur Excommunicatio, sed ut ab injuria Regis auctoritatis facta cessaret, unde per consequentiam Excommunicatio dissolvatur. Lib. 4. cap. XIX. De Concordia Sacerdotii & Imperii.

Hinc etiam ex continua praxi, antequam Iudices Regii, cogant Episcopos & Iudices Ecclesiasticos, Immisionem in eorum temporalia aliisque mediis coactivis, proprias Censuras cassare, annullare, aut revocare: primo & ante omnia declarant, eas fore nullas & nullas esse, incompetentes & via facti attentas, Regia potestati, Legibus Patria, facit publica contrarias, &c. ac tam deum in consequentiam, ob temeritatem penam, Cessationem ipsi ordinant.

## CAPUT VII.

Plane liberum est Ecclesiasticis sub Regia Protectione continuare Functiones spirituales sui ordinis ac Beneficii, non obstante *Censura*, utpote ex se nulla.

## §. I.

*Censura Ecclesiastica non semper palam & in foro externo sunt servanda.*

**E**piscepos alioque Superiores Ecclesiasticos, utpote non impeccabiles, POTESTATE TYRANNICA non *authoritate Canonica* procedentes, damna- re non raro & opprimere Clericos per violentas *Cen- suras*, substantiali ordine iudicii prætermisso, ut supra deductis manifestissimum est.

Nec minus apertum huiusmodi *Censuras*, cum sint non solum iniuste sed profus etiam invalidæ, & nullæ, nec hominem ligatæ, nec in foro externo semper observandas.

STAT (inquit interpres prælatiatus Cancellarius Uni- versitatis Parisiensis Gersonius) *aliquæ sententia Pasto- ris vel Papa & suorum Commissariorum non esse temen- das, imo nec timendas, & hoc in multis casibus.*

Primum, si sententia lata sit post APPELLATIONEM LEGITIMAM, ut notavit Innocentius III. in Epistola ad Archiepiscopum Senonensem.

Similiter Alexander III. in Referipto ad Archi- Episcopum Eboracensem, quod extat cap. 16. *de Ap- pellationibus*, quo eadem Pontifex mandat, ut *Presby- terum, pro eo, quod post EXCOMMUNICATIONEM contra APPELLATIONEM factam DIVINA CANTAVIT, NULLATIMUS iniquiter: sed ad eum statim reducat omnia, in quo erant tempore emissæ appellationis.*

Cujus ratio in eo præcise consistit, quod hæc *ex- communicatio* effect nulla defectu *iurisdictionis*, quæ per *appellationem* erat suspensa, ut supra §. 3. cap. 3. ex Sacerdote, alitque notatum fuit.

Observantque Wamefius nec non Glossographus con- formiter ad præfatum Responsum Pontificis, quod ob hanc nullitatem, ejusmodi *Censura excommunica- tionis*, judiciali pertrahatione non indigeat, nec *AP- PELLATIONEM* requirat; quod si ea pertritus DIVINIS SE INMISCEAT, non contrahat IRREGULARITATIS VITIUM, nec sit POSTEA CENSURE sit potestas: quodque nec REMEDIO APPELLATIONIS indigeat.

Ex quibus etiam sequitur, quod communicantes cum ejusmodi de facto excommunicato, non incidunt in aliquam *Censuram*, ut aperte deciderit Pontifex in cap. 55. *de Appell.* ubi Senonenses Canonicos, qui Decano suo communicaverant, tamen Archi- Episcopus post *appellationem* ipsum *denunciaverat* DEVI- ANDUM, INCOMPARABILES *judicavit*, qui (inquit Pon- tificex) *saniori dultis consilio COMMUNICAVERUNT* SU- DAM, ut *appellationem* ad nos *interposita* magis, quam *denuntiationi* ab Archiepiscopo *facta deferrent.*

Marius Altricius de *Censuris* similiter infert ex nul- litate *Censuræ*, quæ rescitatur ex omissione citationis & audientis; quod ejusmodi *Censura* utpote nulla nullum impedimentum afferat quo minus gesta, per obsequium *Censuris* valeant.

Revertamur ad Gersonium, *Secundò*, inquit, non est *temenda* imo nec *timenda* *Censura*, si continet errorem *intolerabilem*, ut notavit idem (Innocentius) & hoc multi licet possent *evenire*, cum nullus Pastor *ovem* in terris, suo nec Papa, sit *impeccabilis*, quando possit ABUTI SUA POTESTATE cum circumdatus sit in- firmis: ac inter alios casus, hunc allegat: Si *sen- tentia in prejudicium iustæ LIBERTATIS*... UT SI (in- quit inter cetera) EXCOMMUNICARE velis illos qui suo *ARCI & suis* EDICTIS *rationabiliter* obediunt. *Notavit* hoc Innocentius ubi prius: & habetur *fundamentaliter* ac *insolubilibi* *Legi* *Divina & naturalis.*

Hæc Gersonius in *Diffinitione* illius *Afferionis*: *SEN- TENTIA PASTORIS ETIAM INIUSTA TIMENDA EST ET TEM- TENDA*, quam quidam se generi pro Commissario Pa- pæ posuerat in suo processu publico, addique Gersonio quod, hæc *afferio* reddat *Afferorem* suum in *fidem* *suspensum*; & hæc *communis* ad iudicium *fidei* & *rationabiliter* *evocandum*, qui compellendū erit, vel *in expensis*, vel *revocare*; vel si persistente temeritate

relinquendus sit *iustitiae* *seculari*. Monueratque pau- lo superius, quod iura quibus innititur victus hæc *Affer- tio*, non dicant quod *Sententia Pastoris sit TEMENDA*: quia longe aliud est dicere, quod *sententia* aliqua sit *TEMENDA*, & quod sit *TEMENDA*, quia *tyrannica* & *iniquitas* etiam *timeri* potest, sed non *TEMERI* debet, imo *CONTEMNERE* vel *persequi*.

*Censuras Ecclesiasticas violento iudicio & subversa ju- stitia* prolatas palam in foro externo posse *contemni*, magis ille Gersonius etiam alibi manifeste docet, nempe in *Resolutione circa materiam EXCOMMUNICATIONIS*. Ubi enim monuit *confid.* 1. ex communi *iuristarum* *senen- tia*, quod irregularitas contrahatur dum aliquis *excom- municatus se immisceat Sacris in contemptum Clavium*.

Tum *confid.* nona monet quod, *contemptus Clavium incurritur* in multis casibus, quibus *Papæ Mandato* non obediunt, quod scilicet *abuterentur enormissime & sa- dalsissima potestate sua in destructionem non in edifica- tionem*, sicut tamen dicit Apostolus 2. Cor. XIII. 10. ideo potestatem datur esse. Tum inter alia exempla hoc ponit: Si *Papa veller* in *servitium* *abijctum Clericum cum suis bonis redigere & iuribus suis spoliare sine causa*. Quis (inquit) dicet ista debere *solvari*? Quis non censeret possedici *Papæ*, cur ista faciat? Quis non assentiet, IN FACIE SIT RESISTENDUM.

Et Consideratione quinta spectu dicitur, quandoque *MAG- NITORIUM*, & *HONORIFICUM* esse *Ecclesie potestati*, ut quod *Prelato* abuenti sua potestas IN FACIEM RE- SISTATUR, cum oppositione inculpate tutele, quem- admodum *refertur* *Paulus Petro*. Rationem præmi- serat, nempe quod *contemptus Clavium* magis inve- niat in tali *Prelato* *abutente sua potestate*, quam in non obediēte.

Apposite hic etiam notari potest quod habet *Confid.* 7. in verbis: *Contemptus Clavium* debet investigari ex *probato legitima*, & *usu legitimo potestatis* illius qui præcipiendo *excommunicat*, vel *irregularitatem* con- cominatur. Alioquin *Prelati* possent inducere quæ- lemque vellent super illos *servitium*, si *suas sen- tentias iniquis & erroneis* *semper* *esse* *obediendum*. Ex ista patet, quod hoc commune dicitur: *Senten- tia Prelati, vel iudicis etiam iniusta, timenda est*, indiget glossa: alioquin non est generaliter verum si *timenda* dicitur; quia est *sustinenda*, nec *repe- lenda*; imo in casu *PATII* illam, effect *ASTINUA* *PATIENTIA*, ET *TIMOR* *REPORIUS* ET *FATUUS*.

Aique ex his patet magnanimitas huius viri: *rationem* non erat animæ quæ moveret quibusdam inanibus, & quæ sitis coloribus *obediencia & scandalis*, quibus hodie Religio iniicitur, ut quibuscumque *Censuris*, quantumque manifeste ex *sensu* & *inanius* *pareat*. Quo fit ut inoleranda *servitium* in *Ecclesiam* introducatur, qualis nec inter gentes audita fuit, quamque Patres nostri nec ferre voluerunt nec potuerunt: atque ista vera *Ecclesiæ* *libertas* tollitur & *Clavium* *abusus* *potius* *fovetur*.

*Contemptus Clavium* (inquit *Confid.* *Decedima*) di- cendus est *magis* *severi* quam tollendum debentibus *abusis* & *Clavium* *restitutio* dividuntur inter se, & impediunt se: vel per *seculitiam*, vel per *iniquitatem*, nec *communi* *con- sensu* *hic* *ambulatione* in *Dominio*, dum alii *sevant* *abusus*, alii *toltere* *volunt*. Veritas est, quod omnis *vicia* *votabilis* & *humilis* *temenda* est cum Summo Pontifice: & male informatus fuit per se vel suos *iustas* *senten- tias*, quod *desistat* & *reformeret* si nihil proficit *humili- tas* *seculitas*, *arripenda* est *virilis & animosa* *libertas*.

Nec desunt exempla *Sancorum* *Virorum*, qui hæc *virili & animosa* *libertas* *usū*, ejusmodi *Censuras* *sententias* *palam* *neglexerunt*, ut ostenditur in Tractatu nostro de *Censuris Ecclesiasticis* cap. 8. §. 7. quibus, aliorum quoque doctrina & *sanctissima* *illustrum* *Virorum*, ut *Cypriani*, *Arbanasi*, *Chrysostomi* &c. addi possunt *Gesta* *præclara*.

Constat igitur *Censuras* non *authoritate Canonica*, sed per *abusum* *notorium* *iurisdictionis* *Ecclesiasticæ* nulliter *inflictas* *palam* *posse* *contemni* *sive* *negligi*: nam, ut inquit ex Gregorio M. idem Gersonius: *Non debet* *in panem* *sumimus* *Canoniam*, cuius *damnationem* *non* *est* *canonica* *prolata* *sententia*. In *Discuss.* *dist. 4. assert.* ut scribit *Gelasius* *Papa* *apud* *Gratian.* *Can. Cui est conf.* i. e. 3. *Cui est* *titula* *sententia* *deponat* *erroris*, & *trunca* *est* *sed* *si* *in* *ius* *est* *tantum* *eam* *curare* *non* *debet*, quanto *apud* *Dñm* & *Ecclesiam* *eius* *omnem* *potestatem* *iniquam* *servare* *sententia*. Ita ergo *est* *non* *ab* *solo* *desiderio*, quæ *si* *nullatenus* *perspectis* *obligationibus*.

## §. II.

*Censura ex se nulla ad summum varium scandalum in foro externo servanda est.*

**A** Regula generali superiori paragrapho stabilita unice excipitur casus, nempe quo ex contemptu Censuræ, quantumvis nulla, verum scandalum merito timeretur.

Est enim consensus tam Theologorum quam Canonistarum summus, Censuram Ecclesiasticam, neglecto essentiali ordine iudicii, & per abusum jurisdictionis Ecclesiasticæ, contra præscripta legum & Canonum laicam, posse, tanquam nullam & invalidam, contemni, ac ne quidem in foro externo servandam esse, nisi forte servanda foret ratione scandalum, quod occasione talis contemptus oritur in populo, propterea quod populus nesciens Censuram esse nullam & invalidam infamiam, facile existimaret à non obtemperante Censuræ, ipsam clavium potestatem villipendi.

Contemptus non est dicendus, inquit Gersonius *Confid. 4. n. intervenire contra preceptum aliquod* Prælati, quando manifeste & notorie Prælati abutitur in huiusmodi precepto clavium potestatem, & hoc dum scit & cognoscit ille qui non obedit, nec aliunde generat in se vel in aliis scandalum. SUM CONTEMPTUM CLAVIUM, quoniam in hoc TALIS non est INIMICIUM CLAVIUM POTESTATI, SED PRÆSENS CLAVIUM ABUSUS.

Hinc si scandalum QUACUNQUE RATIONE esset, & innotescat aliis QUALITAS SENTENTIÆ, cessat obligatio.

Ita post Navarram de hac Censura tractans Suarez de Societate, de Censuris *disp. 4. sect. 7. num. 16.*

Qualitas autem Censuræ potest populo innotescere, ac ita scandalum tolli, per informationem idoneam, ut observat Gersonius *Confid. 11.* quibus si noli acquiescere ipse jam erit iudicandus de scandalo non dato sed accepto, hoc est de scandalo Pharisæorum & ex malitia, non pusillorum & ex simplicitate vel ignorantia.

Verum cum merito vis major timeatur ex parte superiorum Ecclesiasticorum, si eorum Censuris quantumvis violentis non pareatur, nisi superiori & fortiori manu quis fuerit munitus, non sine causa protectio Regia imploratur, ut in exercitio spirituali Ecclesiastico, libere & tuto, sine ulla specie contemptus clavium, quis videri continuare.

Contemptus Clavium (ait Gersonius *Confid. 10.*) non semper invenitur apud illos, qui nedum non obediunt sententiis EXCOMMUNICATIONUM promulgatis per Papam vel suos; sed etiam non est iudicandum de offe apud illos, qui per POTESTATEM SECULAREM adversus TALES PRÆSENTIAS SENTENTIÆ TURBIS se protrahunt. Lex enim naturalis dicitur ut possit vis vi repelli: COMITAT autem quod TALES EXCOMMUNICATIONES non debent dici JUS sed VIS & VIOLENTIA, contra quam TAS HABET liber homo vel animus se tueri.

Idem tenet Gersonius in *diffinitione* superius memorata assertis; ubi enim monuit, certissimum esse quoddam sententias Pastoris vel Papæ non esse tenendas nec stimandas, ut si EXCOMMUNICARE vellet illos qui suo Regi & suis Edictis rationabiliter obediunt; potest addit, quod Rex debet protegere subditos suos, si promissum occasione, & propter obedientiam sibi factam pati habeant, & assumere causam in se, & sub hac protectione subditos tam seculares quam Ecclesiasticos debent & possunt in quiete obviare.

Est igitur consensus Magi Gersonii sententia, Ecclesiasticos, adversus Censuras nullius laici, tanquam adversus vim & violentiam, Regia Protectione munitiones libere ac quiete posse, quin imo debere, functiones suas spirituales continuare, non obstantibus ejusmodi Censuris.

Certe cum Censura ex se nulla, adversus Canonum legumque præscripta laici, unice servanda sit in foro externo ratione scandalum, quidni sub potenti Principis, Canonum legumque eandem protectione & mantinentia, licet Clericis functiones Ecclesiasticas spirituales & Sacramentalibus libere continuare? Cum, ut supra manifeste ostensum, Principis officium ac debi-

tum sit, oppressos Clericos adversus Censuras violentas & vi facti infamias potenter protegere, eisdemque in iuribus & munitis suis quantumvis spiritibus, in quibus turbabantur, efficaciter manuteneri.

Etiam si tali Censura innotatus, ab ea ad iudicem Ecclesiasticum appellationem instituit, siquidem eam nullam & invalidam declarasset, nullus est qui dubitet, quin ille functiones suas Ecclesiasticas libere possit resumere, eo quod legitime constaret auctoritate publica de nullitate Censuræ, atque ita cessasse scandalum quod alias imminuitur.

Igitur quoties oppressis Clericis protectio Principis conceditur, adversus Censuras Ecclesiasticas violentas & vi facti infamias institutas, toties illis pariter licebit functiones spirituales resumere & continuare eo quod, dum jam debite publica auctoritate constabit eas fuisse nullius laici, scandalum pariter sit cessaturum, quod ex non obtemperantia seu contemptu timebatur: siquidem & ad Consilia Regia, ut ex deductis liquide constat, cognitio de ordine & forma talis processus, nec non Legum infractione certissime pertinet.

Atque hic opponere desinant, quod effectus Censuræ Ecclesiasticæ nisi aut tolli nequeat, nisi per potestatem Ecclesiasticam, cum sit ejus solius solvere, casus est solius ligare.

Etiam hic agimus de Censura ex se nulla & invalida, quæ prout nullus est effectus: adeo ut si ea perfrictus Diodorus se immiscuit non contrahat irregularitatis vitium nec ullum impedimentum affert, quominus Gesta per ipsum valeant. Neque remedium appellationis iudicialis revocationem integram nec absolutionem requirit: ut superius notatum fuit.

Addit Wamelius, quod huiusmodi Censura nulla admittit de-lationem iudicis, quod quæ sit de facto excommunicatus fuit, excommunicationis vinculo non sit vel fuerit ligatus.

Principes igitur ejusque Suprema Consilia cassando Censuras ex se nullas, cassas & irritas, vel adversus eas manifestando Ecclesiasticos, nequaquam sinit aut tollit Censuræ effectum, sed unice adversus vim & violentiam (ut cum Gersonio loquimur) protectionem Regiam impetratur efficaciter. Declaraturque tanquam ordinis iudicialis necnon Canonum ac Legum vindex & custos, quod Censura vi facti, seu non servato iuris ordine, per abusum potestatis, sit lata, nullius; ac consequenter sic de facto excommunicatum excommunicationis vinculo non esse vel fuisse ligatum.

Hic addi potest, quod contemptus Clavium, ut superius cum Gersonio observavimus, adeat investigari ex potestate legitima & iure legitime præstatis illius qui precipiendo excommunicat. Adeo ut contemptus non invenitur non obediendo Censuræ, sed eam contemnendo, si non sit lata potestate legitima, vel iure legitime potestatis; spectat autem certo ad potestatem laicam, ut jam sæpe repetitum est, cognoscere ac declarare, an Censura aliqua potestate legitima sive competentem nec impediat; item an iure legitime potestatis, seu secundum præscripta Legum Canonumque, & servato iuris ordine fuerit inficta. Quod dum ita esse hac auctoritate publica constituit legitime, nullum omnino scandalum in populo contemptum Clavium esse movendum, evidens est.

Atque ex his etiam patet nequaquam necessarium esse injungere iudicibus Ecclesiasticis revocationem Censuræ ex se nulla, ut ea perfrictus possit resumere ac continuare functiones suas spirituales. Dum enim hoc mandatur, unice id fit in temeritatis penam, ut ita iudex Ecclesiasticus constringatur proprium factum destruere, quo magis metuat rem ejusmodi in posterum attentare: potestque innotare oppressus & vim passus ante revocationem factam libere in suis functionibus procedere.

Quin imo quandoque Consilia Regia, postquam revocationem ac cassationem iudicibus Ecclesiasticis injunxerunt: etiam sub penis rigorosis expresse interdicunt, ne interim ulla ejusmodi Censuratum habeatur ratio; jubentque functiones, quantumvis spirituales interea continuare, ut nos docet exempla capis superiorum.



*Res ab Exemplo confirmatur.*

Observamus §. 1. hujus capituli non deesse Sancto-  
rum virorum exempla, qui virili & Christiana  
libertate usi, in foro externo minime observaverunt  
*Conjurat* per abutum jurisdictionis Ecclesiasticæ insin-  
das: nunc expedit pro confirmatione eorum quæ su-  
periori §. stabilivimus, quædam commemorare magno-  
rum virorum gesta, qui sub *protestatione Regis* functiones  
Ecclesiasticas consueverunt, non obstantibus *Con-*  
*juris* nulliter & *volenter* infideli: quibus deinde pro  
conservatione hujus legitimi usus in Belgio nostro,  
hinc exempla domestica addemus.

Anno 335. Magnus Athanasius in Synodo Tyria à  
Judicibus inimicis contra jus & fas, violento judicio,  
absums damnavit & Episcopatu abdicavit.

Adversus tantam vim & judicium Ecclesiasticorum  
violentiam Constantinum provocat & proteccionem  
inflat, quæ & causæ ejus cognitionem suscepit, ut  
supra cap. 1. §. 6. etiam notatum fuit.

In Athanasii pulsi & ejecti locum, alium factionis  
sue Episcopum deligere jam parant Eusebiana & Ari-  
ani. Verum Constantinus sceleratos à tali ansu coer-  
cet, qui oblatorem Tyri criminum convictus non  
fuerat Athanasius.

Mortuo Constantino Augusto, Constantinus junior  
eui Gallie forte obveniant, Athanasium adhuc po-  
tentia inimicorum exulem remittit Alexandriam, da-  
tis ad populum Alexandrinum literis, quibus virum  
suumis exornat laudibus: sique ideo à Constantino  
Patre in exilium missum, quod periculum esset, ne  
inimicorum insidias interceptus periret, in animo fuisse  
Patris virum remittere in Ecclesiam suam, sed facto  
pmococupatum, quod in optatis arce exequi non po-  
tuisse. Data fuit Epistola Trevicis die 17. Junii, an-  
no facile 338.

Accepta Athanasius redeundi venia Alexandriam con-  
tendit, & sub hac potenti protectione, sospite nutu &  
sententia Sedem repetit, non expectato Synodi alterius  
judicio. Idque cum ingenti populi letitia, necnon cum  
maxima Ministrorum Clericorumque jubilatione, qui  
eum exinde diem inter fastissimas computarunt.

Ex his patet S. Athanasium existimasse, factoque  
obstidisse, liberum esse Episcopo pro violentum judi-  
cium Episcopatu abdicato, Cæsarem appellare, & sub  
ejus potenti protectione, Sedem Episcopalem repe-  
tere, non expectato alterius Synodi judicio.

Sanctissimus Constantiopolitanus Archiepiscopus, Jo-  
hannes Chrysostomus, in Synodo cognominata in *Quercu*,  
ad simplices quorundam querelas, à Judicibus recusa-  
tis condemnari inauditis & Episcopatu deponitur:  
aque ad ejusdem Synodi postulationem vi urbe pel-  
litur. Sed mox altera die ab Imperatore revocatus,  
Constantinopolim, trīginta stipatus Episcopis, repetit,  
aque ad instantissimas populi preces functiones resu-  
mit, continuæque.

Quod ita Sedem Episcopalem repetisset S. Chryso-  
stomus non expectato majoris Synodi judicio, quo  
Sedi restitueretur, nunquam ei in crimen versum fuit  
alibi ab inimicis insensissimis, qui ipsum vix deposue-  
rant, & ex eo anam arripere intrebant, ut cum  
jam denuo condemnaretur securus, ac si in Canonis  
Antiquorum impigeret.

Verum bonorum Canonum nullam rationem habere  
voluerant ceteri Episcopi, ut nec S. Innocentius Papa,  
qui S. Chrysostomum ut innocentem semper habuit  
& ejus communionem sincere coluit.

In Synodo Ephesina secunda S. Flavianus Episcopus  
Sacerdotali & Episcopali dignitate privatur violentus,  
nulla habita ratione recusationis propositæ adversus  
Dioecesanum Synodo præsidem, vanique alii Episco-  
pi violento judicio & subversa iustitia deponuntur.

S. Leo Magnus circa horum habita novita, ad Theo-  
dosium Augustum recurrit, petique suo & Consecra-  
torum nomine quam instantissime, ut omnia in se sta-  
tuat, in quo fuerant ante omne iudicium, donec  
major ex tota urbe Sacerdotum numerus congregaretur.

Credidit itaque S. Pontifex Principis esse Episcopos  
protere & manuerent in Sacerdotali & Episcopali

dignitate, quia violento Judicio Ecclesiasticorum ju-  
dicio fuerant privati Episcoporumque esse sub ea pro-  
tectione functiones continuare, donec aliter in ma-  
jori Synodo seu (ut hodierna phraasi loquar) in *par-*  
*terio*, fuerit ordinatum.

Inutile foret rem evidētissimam pluribus ex hi-  
storia Ecclesiastica petitis exemplis confirmare. Atque  
hec quæ testimur, eo majoris sunt ponderis quod  
prioribus Ecclesiæ sacculis congeritis, continemque  
factum Sanctissimorum certe ac Maximorum Ecclesiæ  
Virorum.

Pro conservatione tamen hujus perpetui usus in  
Belgio unum alterumve exemplum, quod, absolute  
Tridentino, contingit, addemus.

Circa annum 1628. Patres Augustinianus Conven-  
tus Bruxellensis excommunicaverat P. Prior Carthu-  
sæ, commissis à sua Sanctitate pro executione ejus-  
dem Bullæ Papali, cui obedire tenebantur: ac conse-  
quenter eorum Ecclesiæ CLAUSA fuerat & à DIVINA  
CESSATUM.

Hujus Excommunicationis publicatio ad requisitio-  
nem dictorum Patrum per Consilium Brabantie cassa-  
ta fuit, & eorum Ecclesiæ aperta necnon Officium Di-  
vinum resumptum ac continuatum ut ante. Ita testatur  
Senatus in Consulta anni 1628. de qua cap. 5. §. 3.

Aliud exemplum idemque recentius suppeditat nobis  
Curia Suprema Hannonie anno 1697.

Manutenuerat dicta Curia 6. Augusti hujus anni  
R. P. Renon in possessione Pastoralium Branie commisi  
adversus R. P. Grauevez: ac ita manutenuit functiones  
Pastorales exercebat.

Decimaquarta ejusdem Mensis D. Officialis Curie  
Spiritualis Cameracensis, ad Libellum Promotoris,  
injunxit P. Renon, ut infra octo dies peremptorie  
doceret qua potestate dictas functiones exerceat, sub  
pena interditi ab omnibus functionibus Clericalibus  
aliisque in dicta Diocesi obtinendis.

Præfatus P. Renon horum habita communicatione  
respondit se ad id non teneri, adjudicari sibi per  
sententiam Senatus Regii possessorio.

Procurator Officii replicavit ejusmodi responsum fri-  
volum ac impertinens esse, cum non esset questio,  
num à Senatu Sententiam obtinuerit, sed unice an  
præfato Decreto Domini Officialis pariteret: conclusio-  
nem ut comminatio interditi pona, ut minus provision-  
aliter, decreteretur: quam & D. Officialis decrevit.

Hæc provisionalis inhibitiō sententiæ feditus P. Re-  
non in adjudicato sibi possessorio, sui Pastoralium, tur-  
bavit: recurrit ad Senatum Regium, qui visis & exa-  
minatis ejus ac Procuratoris Libellis, aliisque Adis &  
actibus coram D. Officiali: declaravit 28. dicti Mensis  
Augusti: *Que la sentence de cette Cour rendue le 9.  
de ce mois adjugeant le possesseur de la Cure de la dite  
Ville de Braine au dit Pere Renon, doit sortir son plein  
& entier effet, jusques à ce que par la sentence definitive  
sur le petitoir autrement en soit ordonne.*

Camque hæc sententia non obstante, dictus P. Re-  
non in exercitio functionum Pastoralium denuo vera-  
retur, majoremque vim ab Archi Episcopo suo Judice-  
que Ecclesiastico mueretur, eo quod in exercitio suo  
Pastorali pergeret: iurato ad Senatum recurrit, qui  
visis illius Libello, decrevit 15. Octobris 1697. cum  
parte communicandum ut infra octo diei responderet,  
pendant lequels les pieces referent au Greff interviens  
pendant au Pere Grauevez, & tous autres de faire au-  
cune fonction Pastorale a peine d'y estre pouru ultérieu-  
ment; ausur plus la Cour prend le dit Pere Renon sous sa  
protection. Ad hæc causæ habentur sub lit. CC.

Atque hæc sufficiunt ne Tractatus his nimium exerceat.  
Hæc autem Praxis Belgica non, solum commendanda  
ac conservanda est, ex eo quod congrua vetustis-  
simis Gælis maximorum ac sanctissimorum Ecclesiæ  
Principum: sed inter cetera etiam notissimo usui ho-  
dierno Regni Gallie, qui usus inter *libertas* Eccle-  
siæ Gallicanæ etiam referuntur.

Enim si usus ille, libere sine contradictione, in  
maximo isto Regno continuatur, quid nō & in Belgio  
nostro continuandus ac sedulo conservandus? Quod  
ut magis eluceat §. sequenti observabimus, cui funda-  
mento hic usus innitatur: ostendimusque & Belgi-  
cum eidem omnino inniti.

## §. IV.

*Fundamentum usus Ecclesie Belgicae supra expedit non differt à fundamento, cui praxis Ecclesie Gallicana in hac parte innititur.*

**V**l perquam eruditus Ludovicus Hericourt, Parliamenti Parisiensis Advocatus in suo opere quod inscriptum *Les Loix Ecclesiastiques de France*, agens cap. 22. de effectu sententiae Judicii Secularis, qua Censura declaratur nulla super appellatione tanquam ab abusu, sic habet n. 52. *Quand des Cours souveraines, qui ont jugé qu'il y a abus dans les procédures, sur les quelles une excommunication a été prononcée, cette excommunication ou toute autre Censure tombent d'elle même & on n'est point obligé de ce pouvoir pardevant le Supérieur Ecclesiastique.*

Quibus subiungit: *Ce n'est pas que les Juges laïcs dans ce cas prétendent absurde de l'excommunication, ny s'attribuer un pouvoir, qui ne dépend que de la jurisdiction Ecclesiastique, mais en qualité des conservateurs de la Discipline de l'Eglise ils déclarent nulle la procédure & cette déclaration emporte avec elle la nullité du jugement.*

Ex hac praxi Ecclesie Gallicanae sic exhibitae & adhuc vigente habetur, primo quod sententia Iudicis Secularis, qua Censura declaratur nulla super appellatione tanquam ab abusu, istum ibi effectum habeat, ut Censura illa perititius libere possit continuare functiones spirituales & Ecclesiasticas sui Ordinis vel Beneficii, sine praxia Iudicis Ecclesiastici ABSOLUTIONE.

Habetur secundo, quod dum Iudices Seculares tanquam Ecclesiasticae disciplinae conservatores processum super quo excommunicatio aut alia Censura prolata est declarant nullam, seu in eo abusum intervenisse, hac declaratio per se inferat nullitatem sententiae excommunicantis, alteriusve Censurae.

Habetur tertio, quod postea talis sententiae nullitate, ista Censura praesente infirma jam per se corrumpat, & reputanda sit quasi non fuisset.

Habetur quarto, quod hoc casu Iudices Seculares nequaquam excommunicantem absolvant aut sibi arrogent potestatem aliquam ab Ecclesia dependentem.

Eodem plane fundamento hic proceditur in Belgio, dum Censura informis & per se invalida per Regiam sententiam cassatur, aut adversus Censuram via facti latae manumittitur Regia conceditur.

Quod ut magis eluceat, non ab re erit hic primo adducere causas, quas n. 44. exprimit laudatus Auctor Gallus, & quibus nullitas Censurae promanet, & ratione cuius appellatio tanquam ab abusu in Galia interponitur: sic autem ait: *La Censure est nulle quand elle a été prononcée par un juge incompetent, pour des affaires dont il ne devoit point avoir de connaissance.*

*Et quand on a manqué à observer les formalités prescrites par les canons & par les ordonnances.*

Hic fundamentum quoque unice innititur cassaria & manumittitur in Belgio usitate adversus Censuras vel à Iudice incompetente, vel contra iuris ordinem infirmas.

Etiam si Censura infirmatur per Iudicem incompetentem, vel propter negotia quorum cognitionem non habet, aut adversus Principum Edicta & placita ac Patria leges, tum cassationis remedia ordinarie adhibentur.

Si veto Censura non servato iuris ordine, seu omiffis formalitatibus praescriptis infirmatur via facti, remedium possessorem seu manumittentem adversus hanc extra iudiciale, & facti iurisdictionem obinet.

Porro dum Iudex Regius hic in Belgio cassationem aut manumittentiam his casibus adversus Censuram concedit, similiter non procedit absolventem excommunicantem aut sibi arrogare potestatem aliquam ab Ecclesia dependentem, sed hoc unice in effectu agit, ut nomine Principis tanquam supremi Moderatoris Reipublicae, tanquam custodis ordinis iudicialis & Discipline Ecclesiasticae, declare excommunicationem fuisse latam incompetenter vel contra iuris ordinem via facti, seu processum, super quo lata est, esse nullam & abusivam: quod quidem in casu cassationis facit semper

aperte seu expressis verbis; in casu vero manumittentiae facit ut minus tacite & virtualiter.

Quae Declaratio sicut itum erigit nullitatem sententiae Iudicis Ecclesiastici, ita quoque facit ut excommunicatio aut alia Censura per se corrumpat, eodem plane modo, quo id fieri in Galia vi appellationis tanquam ab abusu declarat illius Regni Pragmatici.

Cum itaque constet, quo cassationis & manumittentiae remedia hic in Belgio ex eadem causa, qua appellatio tanquam ab abusu in Galia, singi usitata, eodemque omnino nitantur fundamento, eundem praecise effectum etiam habere debent: adeo ut hic in Belgio aequale liceat sub Beneficio sententiae Regiae, qua Censura informis & per se invalida cassatur, vel sub Regia manumittentia adversus Censuram via facti latam, continuare functiones spirituales & Ecclesiasticas sui Ordinis vel Beneficii, sine praxia Iudicis vel Superioris Ecclesiastici absolutione.

## §. V.

*Regia protectio adversus Censuras via facti latae hodie Ecclesiasticis magis quam olim est necessaria.*

**P**rotectio Regia adversus Censuras violentas eo magis est hodieum necessaria, quod remedia omnia quibus Ecclesia prospicere voluit huic Clericorum oppressioni penitus vel exoleverint vel rediitanti sunt inania: adeo ut Clerus sub Ecclesiasticorum Superiorum oppressionem debetis aeternum gemere, nisi protectio Regia in hac parte manifeste salva & illisa.

Nicena Synodus, Oecumenica prima, adversus Superiores Ecclesiasticos saepe, ut inquitur S. Gregorius Papa, in solvendis ac ligandis subivit, sua voluntatis motus, non casuum merita sequi, flauti Canonis singulis annis in unaquaque Provincia his Synodis fieri, ut communiter omnibus fin ul Province Episcopis congregatis, convenientius examinaretur, vel requiratur nunquid vel pusillitiam (aut ut legit Isidorus aliqua indignatione) vel contentione vel aliqua eximio Episcopi acerbitate (aut juxta Iohannem Dionysii alio quolibet Episcopi vitio) Con. gatione possit sine (seu juxta Isidorum excommunicati.)

Aquissimo hoc Statuto duo caventur. Primò impotens Episcoporum in Clero domitandi libido continebatur, cum bis in anno rationem de sua administratione Synodo essent reddituri. Secundò, si quis Clero Episcoporum contentione vel indignatione esset de Congregatione pulsus seu excommunicatus, & inqueendi apud Synodum bis in anno facultatem habebat ac iustitiam adversus Episcopum merito expectabat.

Sic anno 619. in Hispanensi Concilio sub S. Isidoro Alione sexta Fragranum Cordubensis Ecclesiae Presbyterum injuste olim à Pontifice suo dejectum & innocentem exilio condemnatum, rursus Ordini suae auctoritatis Synodi restitutum videntur.

Cujusmodi Cleri oppressioni Synodus desiderans impotenter prospicere efficacius, eadem actione statuit: Ne quis, Episcopus, sine Concilii examine quolibet Presbyterum vel Diaconum deiecit audeat.

Postquam enim dictum Fragranum Ordini suo restituit, ita Synodus prosequitur: Id denno adversus praesumptionem nostram decrevimus: ut juxta praeforum Patrum Synodalem sententiam, nullus nostrum sine Concilii examine quolibet Presbyterum vel Diaconum deiecit audeat. Nam multi sunt qui indiscipulis potestate tyrannica, non Auctoritate Canonica damnam, & sicut nonnullis gratia favoris sublimant, ita quosdam odio invidiaeque permoti humiliant, & ad levem opinionis auram condemnant, quorum crimen non approbant. Episcopus enim Sacerdotibus ac Ministris solus honorem dare potest, solus auferre non potest .... Qui profecto nec ab uno amantur, nec uno judicantur poterunt honoris sui privilegia exui: sed presentati Synodali iudicio, quod Canon de illis preceperit deserviri. Exat apud Gratianum caus. 15. quest. 7. Can. 1.

Si haec praeforum Patrum sanctissima Statuta illa permansissent, oppressi Clerici per Episcopos suos Censuris Ecclesiasticis misere direxerit, non iam strequeretur opus habuissent ad protectionem Regiam Recursum instituere. Sed his æquissimis Decretis, usu-



que Synodorum penitus abolitis, unicum illud *Recursus* remedium ipsi saluum & reliquum remansit.

Maxime, quia hodie post inductum modernam forensiem formam in Forum Ecclesiasticum causae Clericorum non in communi sive Synodice examinantur & Censura contra Clericos proferuntur, sed soli Episcopi per se seu eorum Officiales causas examinant & absolvent ac Censuras infligunt.

Et ideo etiam facilius audent Praelati, quod non habent quare nunc formidant penas Canonicas, quas Ecclesia statuerat adversus eos, qui temere & contra praescripta Canonum ad Censuras proflitent.

Si quis Censura inique perstrictus suisque munitis, officiis ac bonis spoliatus ad remedium *ordinarium* hodieum vellet recurrere: nullum ei superest quam *Judicium Synodalem* apud Inter-nuncios Apostolicos postulat.

Sed quam haec via sit inexplicabilis & longa, ita ut qui citius vitæ, quam viæ hujus finem attingat, ignorat nemo.

In primis enim non frequenter Nuncii vel Inter-nuncii Judices denegant iuste eos postulantibus, maxime illi qui Regi, qui patriæ fideliter addicti sunt.

Vel si Judices concedant, non eos in *forma ordinaria*, sed quos volunt designant, idque interdum post longas & multas difficultates, atque ita quandoque quæ eorum suspecto Judice causam dicere cogitur, nisi velit *recusationis* remedium causam in longum protrahere, seque expensis exhaurire.

Verum si nunc Judices in *forma ordinaria* obintest: notum quam raro ab ipsis iustitia adversus Superiores signanter Episcopos possit expectari; quam enim persona potentem & in dignitate eminentiori constitutorum imponat & reverentiam infliciat, nullus ignorat.

Adde quod hodieum *Judices Synodales* ab ipsis Episcopis statuantur, qui quos volunt eligunt, atque hoc pacto illos sibi malum obstrictos habent. Ubi olim ex praescripto Tridentini in Synodis deligebantur, indeque *Synodales* dicebantur.

Tandem si jam intrepidos consequatur Judices Synodales qui non *honorantes cultum potestatis*, decernunt, quod iustum est, & iudicant inopem & pauperem: equidem tres sententias conformes habere se oportet, quas antequam obintest, viæ finem facile attinges.

Atque ita fiet ut bonis, officiis, munitisque per Censuras violentas à Superiore spoliatus, qui tamen ante omnia venit restituendus, in perpetuum mansurus sit jure suo privatus *via facti* & inique oppressus, si ad remedium *ordinarium* recurrere cogatur.

Ex his itaque patet, quam hodie oppressis Clericis necessarius sit, adversus Superiorem suorum *vim & violentiam* Recursus ad Regiam Protectionem, quam qui eis occludere conantur, nihil minus quam omnem iustitiæ administrationem eis impedire moliantur; ut adverti in Opusculo quod inscribitur, *Concordia Immunitatis Ecclesiasticae & Juris Regii* cap. 2. §. 4.

Ex his intelligitur, quam sit opusdum imo pene necessarium, ut Clerici postquam per Recursum ad Principem impetraverint efficacem ejus protectionem, genitole pergant in functionibus suis, in quibus per illegitimas Censuras vel aliam viam facti fuerant turbati.

Nam alioqui Superiores Ecclesiastici videntes Clericos licet manuentes in suis functionibus non pergere, sive ærenus Censuris obtemperare, quantumvisque eos inique opprimant, etiam non obstante concessa ipsis protectione Regia, non multum erunt solliciti ordinem juris canonum legumque praescripta observare, cum atque finem suum attingant, sive *via facti*, sive servato juris ordine processerint.

Atque ita per ignaviam quorundam Clericorum dum *subsequi quam oportet*, Ecclesiasticus Ordo subvertitur ac perturbatur penitus. Adeo ut merito plus Patriticis Cancellariis jampridem disiceret, *quando meritorum & honorificum esse Ecclesie prestantis, quod Praelato* (absenti sua potestate) *in faciem resistat cum oppositoris inculpatæ tutelæ, quemadmodum resistit Paulus Petro.*

## CONCLUSIO,

*In qua una ostenditur quod Ministris & Senatoribus Regis non licet ea deferre aut subterfugere causam Recursus ob comminatas aut vibratas injustas Censuras.*

IN hoc Tractatu abunde probatum esse credimus, Principes, eorumque supremos Magistratus nequam sibi assumere auctoritatem aut ausum Clavium, quas ad solvendum per ligandum peccatores Christus Apostolis, eorumque Successoribus commisit: neque Jurisdictionem aut immunitatem Ecclesiasticam convellere, dum admittunt Clericorum ad se Recursum contra violentas, & via facti inflictas aut comminatas Censuras, sed id unice sibi vindicare Principes, eorumque Magistratus, Judicum Ecclesiasticorum violentias comprimere, atque oppressis contra similes violentias protectionem suam impetiri.

Insuper & illud sufficienter probatum credimus, hanc protectionem non laicis duntaxat, sed & Clericis tantum membris Reip. & subditi Principis esse impetendam, ipsumque Principem hanc ipsi sine injustitia negare non posse; imo ipsi à Deo potestatem esse concessam utrumque gladii commissum, ut oppressis contra violentias potentiorum succurrat, eosque de manu potentis liberet, de qua obligatione jampridem scripsi Principes monuit Ecclesia in Conciliis: *Cognoscant, inquit, Principes seculi Deo debere se reddere rationem propter Ecclesiam, quam à Christo tuendam suscipiunt: nam sive agatur pax, & disciplina Ecclesie, sive solvatur, ille ab eis rationem exitit, qui eorum potestati suam Ecclesiam credidit.*

Quin & ostendimus, Principes eorumque Magistratus huic Ecclesie monito obsequi, dum Clericis ad se contra violentas & via facti inflictas Censuras recurrentibus largiantur protectionem, quandoquidem id unum agant, ut violentiam amoveant, & Judices Ecclesiasticos ad tramites illis in profertendis Censuris per Canones seu Ecclesiam praescriptos reducant: ac per consequens *se ipsos & vindicet Canonum*, atque protectores *oppressorum* demonstrent, ac ea ratione probent se non immerito gloriosis hujusmodi nominibus ab Ecclesiam compellant.

Proinde cum Principes, eorumque supremi Magistratus in admittendo hoc Recursu, & concedenda postulatæ protectione nobilissimum sui muneris partem sibi à Deo impositam, & de qua ipsos tam crebro & serio monuit Ecclesia, adimpleant, nihil adeo manifestum, quam Censuras contra Principem, eosque Magistratus ob admissum hunc Recursum, & datam protectionem vibratas aut comminatas esse plane injustas, irritas & inanes, ac ut tales ab omnibus habendas & aperte spernendas.

Hinc & ulterius concludendum per hujusmodi Censuras Principem aut ejus Magistratus nullatenus coram Deo ligari, sed potius ob impletum effectum apud Deum mereri, propterea latius deduxi in Tractatu de Censuris cap. 8. §. 1. quibus hic addimus, quæ de hac inflicta Censura jampridem scripsit Guilielmus Arvernus Episcopus Parisiensis, de Sacramento Ordinis cap. 12.

De hac (communione interiori Sacramentorum & societate Sanctorum atque iustorum) nemo dubitat, quin solum peccatum ab ea sepatet, & ea prius, nec unquam cogitatum fuit ab Ecclesia Dei, quod Magistratus Ecclesiasticus potestatem illam in hac haberet. Ista enim potestas esset in destructionem. Excommunicare enim secundum hanc intentionem, est Corpus Christi mysticum, quod ex sanctis atque iustis fidelibus constructum est atque compactum trucidare, atque membratim lacerare. Hoc est se & vitam gratæ, quam de communione & societate membrorum de Spiritu Sancto vivuntium vitam gratæ communicant vel contrahunt, extinguere, vel auferre. Hoc est Praelatos vel Judices Ecclesiasticos, qui praestati corporis membra esse debent, gladio in ipsum corpus praeominando, & in ipsam Matrem Sanctissimam Ecclesiam inaudita crudelitate scindere. Potestatem enim sic excommunicandi in manu Praelati esset in manu filii ad jugulandum spiritualiter patrem Spiritualem, Christum Domini & trucidandum Matrem Ecclesiam, quam,

nam, & gladius esset datus uni membro ad concidendum corpus. Hæc autem infamia nunquam ascendit in cor hominis sancti capitis, nec ipse omnipotens sic excommunicare potest, non ex defectu potentie, seu penurie, sed ex abundantissime bonitatis iustitia.

Præterea circa Censuras contra Principem ejusque Magistratus ob hæc admissum Recursum aut datam protectionem comminatus aut emissus, & hoc speciale notandum, eas non tantum esse injustas, sed & insuper mirum in modum non tantum Ecclesiam, sed & ipsam Rempublicam natas esse turbare.

Quid enim magis solum Rempublicam turbare, quam dum ipsi Judices à Principe constituti pro administranda iustitia in eo exercitio per Censuras impediuntur? Ut & propterea jampridem etiam per Principes seve interdictum fuerit Judicibus Ecclesiasticis contra Magistratus Civiles per Censuras procedere, etiam eo præterito, quod hi jurisdictionis suæ limites excederent, ut latius ostendi etiam per Editâ Principum nostrorum in Tractatu de Censuris cap. 3. §. 5. quibus hic addere licet, verba Supremi Senatus Brabantie in Consulta data anno 1708. occasione Censurarum Decreto quodam Romano comprehensuram adversus dicti Concilii Senatores ob admissum Recursum, & datam protectionem contra Censuras via facti infestitas, una reddens rationem, cur similes Censuras contra Principes ejusque Magistratus vim habere nequeant: verba eorum sunt:

*Pout on convencerien de moins equitable que ce Mandement. . . c'est abuser visiblement des Censures de l'Eglise & de l'autorité d'en elles partent, & rendre l'un & l'autre méprisables: Nous ne devons pas SIRE nous engager dans un long discours pour prouver par un nombre de citations ennuyeuses que les Officiers de Votre Majesté ne peuvent encourir aucune Censure pour sous ce qui regarde la fonction de leurs charges, ce sont des maximes certaines qui ne peuvent être révoquées doute; & qui ont pas besoin de confirmation, elles sont passés pour Loy dans tous les Royaumes Catholiques, par ce qu'ils exercent une partie de la Royauté qui est la Justice, de la quelle ils ne doivent entre diverger, ny empêcher, pour ne point troubler la Police publique, qui leur est commise; & parce que ces Officiers & les Magistrats parties corporeis Principis sunt, & comme les Princes ne sont pas sujets aux Censures à l'égard de leur temporel ni de leur puissance, les Magistrats n'y sont pas sujets non plus à l'égard de l'exercice de leurs charges, & ayant que la Justice qu'ils administrent est une partie de la puissance des Princes qui leur est confiée.*

Ex his evidens esse non dubitamus, sat persuasum fore Principi ejusque Ministris, ob admissum ad se Recursum, & ob datam protectionem Clericis oppressis per violentas & via facti infestitas Censuras, nullatenus coram Deo se reos constitui, adeoque nec ea de causa esse timendas, neque creditur, quod Magistratus Civiles ab admitendo hoc Recursu, vel concedenda protectione, per comminationem similium Censurarum sint deterrecendi eo intrinseco, quod per eos coram Deo ligantur, & ex Ecclesia conferentur ejedi.

Verum, sicuti metus imminentiis mortis corporalis, aliorumque malorum temporalium homines infirmos frequenter terret, & à tuenda veritate & iustitia retrahere, aut ad consentiendum falsitati & injustitie inducere solet: ita & metus excommunicationis incurrendæ tametsi injustæ, sufficiens est, ut homines in charitate Dei, & spiritu fortitudinis, & fide æternorum bonorum non omnino radicos & fundatos, faciat à veritate ad falsitatem, & ad iustitiam ad injustitiam declinare, atque hominum mandatis & violentis potius, quam Deo obedire, ut vel comminatus Censuras evadant, vel à vibratis se liberent.

Imo nonnunquam contingit, ut homines Christianos simplex & rectos, sed in Fide & Religione non plene instructos plus timeat excommunicationem, licet injustam, quam mortem corporalem, faciliusque metu incurrendæ excommunicationis, quam amittendæ viæ temporalis in tentationem induceretur, & à iustitia excederet.

Quam enim homini vere Christiano durum esse non solet, quod se videat, reputari etiam ab his, qui Ecclesie Ministris sunt, tanquam impium, & indigum

omnis cum Deo commercii, & ut membrum putridum à societate Sanctorum, ne eam inficiat, relegendum!

Quapropter Christus suos Discipulos, & in ipsis omnes Christianos adversus tentationes, & persecutiones ipsos ob sui nominis confessionem, & muneris sui adimpletionem imminentes, præmonere volens, etiam hanc speciem persecutionis palam denunciavit: tamque si ipsius velint permanere Discipuli, ipsi obtineant, his verbis exposuit: *Allye Synagagis facietis vos.* Id est, ut recte notat c. 135. ad hæc verba Jansenius Gandavensis in sua Concordia Evangelica, *allos a Synagoga, aut Excommunicatos.*

Notat deinde in citata Concordia cap. 78. quod *extra Synagagam fieri*, apud Judæos esset alieni interdicti commercio & consuetudine reliquorum Judæorum, ut non liceret ei ingredi cum reliquis Synagagam aut Templum, & omnino alienos esse ab omni Judæorum Congregatione, quod apud Judæos summe ignominie habebatur, quomodo apud Christianos habetur *Excommunicatio*.

Sane credibile non est Christum hanc persecutionis speciem quasi præcipuum & maxime timendam, idque in ultimo, quem habuit ad Apostolos jam iturus ad Patrem, sermone, tam serio suis Discipulis & in his omnibus Christianis prædixisse, nisi scivisset ob eam plurimos Fidem, veritatem & iustitiam deserturos: ac propterea ipsos merito adversus hanc tentationem esse præmonendos.

Et sane ut hanc Christi predicationem Spiritus Sanctus firmaret, voluit & in ipso Evangelio nobis describere, quomodo non tantum homines vulgares, sed & ipsi Principes metu hujus et Synagoga ejedionis à confidenda veritate retracti fuerint.

Tellatur enim Sacer Textus Joan. 12. vers. 43. *Quoniam ex Principibus multi crederant in eum, id est Christum esse Messiam corde credebant, miraculorum magnitudine & multitudine convicti, sed propter Pharisæos non confitebantur, ut & Synagoga non ejicerentur, inquit Sacer Textus: hoc est, metu Pharisæorum palam Christum tanquam Messiam confiteri & agnoscere non audebant, ne ab illis, vel per illorum importunam sollicitationem & Synagoga ejicerentur.*

Adit autem Evangelista causam, quare hi Principes menterent (ait citans Jansenius ad c. 114. Concord. Evang.) sicuti Apollonagoga, hoc est excommunicati fieri, & ejedi & Synagoga: *Quia; ait, dilexerunt magis gloriam hominum, hoc est gloriam apud homines, quam gloriam Dei, id est gloriam apud Deum, & quæ à Deo obtineant. Sicut enim ignominiosum quod homines judicabant (pergit Jansenius) ejedi & Synagoga, ita gloriosum in Synagoga versari, maxime sibi, qui cum essent Principes in Synagoga honorabantur, & primas obtinebant Cathedras. Hanc ergo gloriam, quam non solum admittent, sed etiam multum diligebant, ne amitterent, confiteri, quod credebant meruerant.*

Hic attendat Magistratus an ipsis non conveniant ea, quæ de his Principibus pronunciat hic Spiritus Sanctus, qui cognoscens innocentiam & oppressionem ad eos recurrentium & propter metum offendendi Judices & Prelatos Ecclesiasticos, ne & Synagoga ejiciantur, id est excommunicentur, non audent oppressos protegere, & per consequens an de ipsis dici nequeat, quod de his Principibus affirmat Evangelista, *Dilexerunt enim magis gloriam hominum, quam gloriam Dei.*

Quis enim ambigit, quin idem fit cognoscere iustitiam & innocentiam, & eam tamen propter metum injustæ ejedionis & Synagoga sive excommunicationis, & mala sive incommoda temporalia, quæ eam consequi possent, non audent palam confiteri, & administrare, quam credere in Christum, qui est ipsa iustitia & veritas, & propter Pharisæos non confiteri, prout asseritur de illis Principibus, ac proinde non minus veraciter de illis, quam de his dici queat, *Dilexerunt enim magis gloriam hominum, quam gloriam Dei.*

Et quid aliud est non administrare iustitiam infirmioribus & oppressis ex timore amittendi gloriam hominum, quam eandem negare, aut invertere ob temporalia, aut munera quæ expectantur à potentioribus, vel averrenda incommoda ex iustitiæ administratione obventura? Atque ita his applicari merito possit, quæ

Kk

Deus

Deus adversus perversos illos Judices pronunciat, qui per munera oculos suos excecari patiuntur.

Deinde utipam serio recogitent Magistratus Civiles, quibus usum gladii sive auctoritatem comprimendi violentias, & liberandi pauperem de manu potentis Principis commisit, quod dum eas non comprimunt, reddant ipsos Judices, & Praelatos Ecclesiasticos procliviores ad consensuendum etiam injustis praesumptionibus Superiorum, qui nonnunquam volunt dominari fidei fidelium, & dominari in Clero. Atque & ipsos Ecclesiasticos quodammodo cogant, ut veritatem cognitam impugnent, aut saltem eam populo maxime necessariam paleam & aperite proponere non possint ex metu injustarum Censurarum, contra quas vident sibi omnem protectionis viam esse occlusam.

Hic veto obijci illud, quod jam pridem dixit magnus ille ac pius Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gersonius in Tractatu cui titulus, *Circa masperiam Excommunicationum Resolutio*, consideratione quinta, quod contemptus Clavium magis invenitur, ut quoad culpam in Praelato taliter, ut praemittitur, abutente sua potestate, quam in non obediendo.

Quin & concludit: „Est quandoque meritum „& honorificum Ecclesiae potestati, quod tali Praelato, in faciem resistatur, ut Paulus Petrus. „Quod laicius persecutus fui in Tractatu de Censuris Cap. 8. §. 7. ubi una novavi, quod non minimam perniciem inferant Ecclesiae, qui fidelibus imprimitalem ideam de Censuris etiam laice sententiae, quae hodie quasi ex stylo omnibus Ecclesiasticis mandata inferi solent, praeteritum Carae Romanae, quasi eadem sic timende essent, ut ob eas caeco modo omnibus similibus mandatis obedire oporteret.

Merito attendent Magistratus quid contigerit Principibus his, qui dilexerunt magis gloriam hominum, quam gloriam Dei, quod cum hac brevi ac mortali vita amiserint gloriam hominum, & gloriam Dei non fuerint affecti; & dum hic de Synagoga hominum ejici formidarunt, de Synagoga sive societate Sanctorum in aeternum fuerint ejeti.

Idipsum contigisse parentibus caeci nati non obscurum idem Evangelista innuit Cap. 9. ubi & horum parentum erubescitiam in consensu Christum, nec non rationem hujus erubescitiae allegat: Interrogati

à Pharisaeis quomodo nunc videret filios eorum, erubescunt, & timuerunt latere Christum filio ipsorum oculos aperuisse, sed responderunt: *Quomodo autem nunc videat, nescimus, aut quis ejus aperuit oculos, nos nescimus: ipsum interrogas, etatem habet, ipse de se loquatur.*

Ratio oculorum veritatis, & negati responsi subiungitur: *Hic dicuntur parentes, quoniam timebant Judaeos. Jam enim confitebantur Judaei, ut si quis eum confiteretur esse Christum, EXTRA SYNAGOGAM-FIERET, propterea parentes ejus dixerunt: etatem habet, ipsum interrogas.*

Hac erubescitiam, & timiditatem parentum enarrata constantiam, & fortitudinem filii eorum jam corporaliter illuminati singillatim recitat Sacri Textus, cumque ob eam in Christi confessione constantiam de Synagoga fuisse ejectum afficit, *ejecerant*, ait, *eum foras*, id est extra Synagogam.

Nunc quod ipsi post hanc ejectionem contigerit videamus: *Auditis Jesus quia ejectionem eum foras. Et cum invenisset eum, dixit ei: Tu creditis in Filium Dei? Respondit ille & dixit: Quis est, Domine, ut credam in eum? Et dixit ei Jesus: Vidisti eum, & qui loquitur secum ipse est. At ille ait: Credo, Domine, & prociens adoravit eum.*

Hac exponens Augustinus Tract. 44. in Joan. ait: *illi pellunt, excipit Dominus; magis enim quia expulsi sunt, Christiani facti sunt. Denique „jam facie tota cordis & mondata conscientia agnoscens eam non filium hominis tantum, quod ante crediderat, sed jam Filium Dei, qui carnem suscepit, ait, Credo, Domine. Parum est, Credo: Vis videre qualem ecedat? Prociens adoravit eum.*

Non dubium quin Senatores, alique Magistratus pro justitia agonizantes, eamque intrepide proficientes, & pro munere sui debito administrantes, si ob eam de Synagoga, sive ab externa Fidelium Communionem per injustas Censuras ejiciantur, etiam illis pellentibus, excipiendi sunt à Domino, & de Synagoga malignantium ejeti in societatem Sanctorum sint admittendi, quod ex animo Magnanimis Magistratibus exceptando: finio verbis Sapientis: *Pro justitia agitare pro anima tua, & usque ad mortem certa pro justitia, & Deus expugnabit pro te inimicos tuos.* Ecclesiast. Cap. IV. versu 33.

F I N I S.

# APPENDIX MONUMENTORUM.

259

(A)

## INTERDICTIO

Contra Illustrissimum Episcopum Namurcensem & Internuncium volentes visitare  
Monasterium Gemblacense.

**L** Es soubzsignés Prelats de Brabant eussent advertis de certaine commission donnée par le Seigneur Internonce au Reverendissime Seigneur Evêque de Namur pour visiter le Monastere de Gembloux exempt & immediatement subjeû au S. Siege, & que ledit Reverendissime Seigneur Evêque en vertu de la dicte commission ou autrement s'est aduancé de visiter le dict Monastere directement contra le droit de la dicte exemption, comme n'ayant le dict Seigneur Internonce nul pouvoir de donner semblable commission, ny le dict Seigneur Reverendissime Esque aucun droit d'entreprendre cette visitation de son autorité: ont de commun consentement pour l'intereit qu'ils y ont à cause de la consequence & mauvais exemple, & pour ce qu'il y va de l'infraction des privileges données aux Prelats de Brabant & confirmez par le Serment de sa Majesté à sa Joyeuse entree, trouvez convenir de se joindre en cause avec le Prelat du Conseil de Gembloux pour faire casser de l'autorité du Conseil de Brabant la dicte commission avec toute ce qui s'en est ensuiuy, continuant à cet effect le Procureur Vandem Driesche pour faire les debvoirs, & poursuivies à ce appartenantes conjointement avec le dict Prelat de Gembloux, & promettans d'avoir pour agreable tout ce que par icelluy Procureur sera fait & besoigne à ce regard & à l'effect avandict. Fait à Bruxelles le 28. de Septembre 1648. & eitoir signe: Pierre Abbe de Vlierbeck, Francois Robert Abbe de Villers, \* Franciscus Carolus Abbas Grimbergenfis, F. Libertus Abbas Parchensis, F. Joannes Abbas Heylessemensis, F. Servatius Abbas Averbodensis, F. Augustinus Abbas Tongerloensis, \* & Vinandus de la Margelle Abbas Gettrudis, \* l'Abbe de S. Michel si gres apres en la Congregation.  
\* Item l'Abbe de Diligent n'estant aussi present.

C O P I E

*De l'Apostille couchée sur la marge de la Requeste présentée au Conseil de Brabant de la part des Reverends Prelats signés en cause avec le Prelat de Gembloux,*

Contre

*L'Abbe de S. Anastase & l'Evêque de Namur.*

Rapport fait en plaine Chambre, la Court permit aux Supplians de debutter de sub- & obreption les Lettres cy mentionnées, & la visitation ensuiwie, interdissant cependant, tant à l'Internonce que l'Evêque de Namur de ne rien attenter. Actum 26. Octobris 1648. Paraphe du praphe de Monseigneur le Chancelier & soubzsigné G. V. Gindertalen.

**A** B infrascriptis Brabantia Prelatis admonitis de quadam Commissione data à Domino Inter-Nuncio Reverendiss. D. Episcopo Namurcensi ad visitandum Monasterium Gemblacense exemptum & immediatè subjeûum Sanctæ Sedis, & quod dictus Reverendiss. D. Episcopus vigore dicte commissionis vel alias attentatis visitare dictum Monasterium directè contra sui dicte exemptionis dicto Domino Inter-Nuncio nullam habente potestatem dandi similes commissiones, nec dictus Dom. Reverendiss. Episcopus attentandi hanc visitationem auctoritate sua, communi consensu, cum in hoc agatur de eorum interesse ratione sequelarum & mali exempli de Infractiōe Privilegiorum datorum Prelatis Brabantia & confirmatorum juramento sua Majestatis sub eius festivo introitu; congruum judicatum fuit ut partes se jungerent causa, & declararent cum Prelato Gemblacensi, ad curandum auctoritate Consilii Brabantia, dictam commissionem cum omnibus que inde sunt secuta cassari, consignantes in illam suum Procuratorem Vandem Driesche ut debita officia præsaret & prosecutiones, ad hoc peritentes conjunctionem cum dicto Prelato Gemblacensi, pollicentes se gratum & ratum habituros omne id, quod fuerit dictum & gestum per illum Procuratorem in illum finem & effectum antedictum. Bruxellis 28. Septembris 1648. Erat signatus Petrus Abbas de Ollierbeck, Franciscus Robertus Abbas de Villers, Franciscus Carolus Abbas Grimbergenfis, Fr. Libertus Abbas Parchensis, F. Joannes Abbas Heylessemensis, Fr. Servatius Abbas Averbodensis, Fr. Augustinus Abbas Tongerloensis, & Vinandus de la Margelle Abbas S. Gettrudis.

C O P I A

Annotationis seu notæ scriptæ ad marginem supplicæ præsentatæ Consilio Brabantia ex parte Reverendorum Prelatorum conjunctionum in causa cum Prelato Gemblacensi.

Contre

*Abbatem sancti Anastasi & Episcopum Namurcensem.*

*Relationis facta in plena Camera, Curia permissis supplicantibus ut pegerent de sub- & obreptionis Literis hic mentionatis, visitationem expando oram tamen interdicens Interim Inter-Nuncio cum Episcopo Namurcensi ne quidquam attenter. Actum 26. Octobris 1648. munitum Sigillo D. Cancellarii & subscriptum G. V. Gindertalem.*

(B)

*Représentation des États de Brabant touchant l'Infradition des Loix fondamentales du Pais par l'Evocation de trois Suppôts de l'Université de Louvain.*

*Repraesentatio Status Brabantiae super infraditione Legum fundamentalium Patriae per Evocationem trium membrorum vel ministrorum Universitatis Lovanienensis.*

AU ROY EN SON CONSEIL D'ETAT.

REGI IN SUO CONSILIO STATUS.

Les Souverains Princes aussi bien que les États de ce Pais & Duché de Brabant ont de tous tems eu un soin si particulier de la conservation de l'Ancien Droit & Privilege du même Pais de non evocation de des autres Droits & Privileges accordez sur leur demande par les Saints Pontifes à l'Université de Louvain, que toutes les fois que ces Privileges eussent receu la moindre atteinte ils s'y sont opposés avec toute la fermeté possible, & entre autres contre ceux du Pais de Liege, qui par un Esprit de jalousie ont travaillé de tems à autres à eluder la Jurisdiction du Conservateur des Privileges de l'Université de Louvain, & par là à rendre infructueux le droit de Collation des Benefices, dans le Pais & Diocèse de Liege competant à la Faculté des Arts dans la même Université; ainsi que cela se voit clairement par la deduction cy jointe; & comme cet esprit de jalousie pour ne pas dire d'Usurpation à recommencer à agir de nouveau au regard du Doyen de Condroz confere au Professeur Vande Velde, d'une Prebende en l'Eglise de Saint Lambert à Liege confere au Sr. del Hougne & une autre en l'Eglise de Saint Pierre à Liege, les quels trois pourvus par la dite Faculté des Arts, se trouvent cités à Rome sous peine de suspension, & même de revocation des Privileges de la dite Université à la demande ou sollicitation de ceux de Liege en prejudice des Sentences que le dit Conservateur des Privileges à rendues en leur faveur, nous jugeons qu'il est de notre devoir d'avoir notre recours à l'Autorité de Votre Majesté.

La Suppliant tres humblement qu'il lui puisse de donner les ordres à l'Office Fiscal de Brabant d'agir & de rendre les devoirs convenables pour faire repaître cette nouvelle atteinte donner aux droits & Privileges cy dessus mentionnez, soit par voyes d'Arrest sur les biens appartenant aux dits Chapitres de Liege en ce Pais de Brabant ainsi que cela se fait encore en pratique dans des cas pareils cy devant, soit par telle autre voye que V. M. trouvera bon de lui ordonner. Nous sommes avec un tres profond respect Sire de Votre Majesté les tres humbles, tres obéissans & tres fidelles serviteurs & sujets, les Prelats Nobles & Deputez des Chefs Villes representans les trois États de Votre Pais & Duché de Brabant. Par Ord. Signé Vande Broeck.

De Notre Assemblée Generale tenue à Bruxelles le 14. Novembre 1709.

Independentes Principes aequales Status hujus Patriae Ducatus Brabantia omni tempore ita iuncti fuerunt antiqua jura & Privilegia ejusdem patriae de non evocando, & alia jura & Privilegia concessa ad eorum petitionem per Pontifices Universitati Lovanienſi, ut quotiescunque haec Privilegia vel minimum perfringerentur, se opposerent omni constantia possibili, & inter alios contra Leodienſes, qui spiritum calypſiae in eisdem conati sunt eludere Jurisdictionem Conservatoris Privilegiorum Universitatis Lovanienſis, & ita reddere inutile sua collationis Beneficiorum, in parochia & Diocesi Leodienſi competens Facultas Artium ejusdem Universitatis sicut apparet ex deductione hic addita: & cum his spiritibus calypſiae ne dicam usurpationis suorum inceperis agere respectu Decanatus Cathedralis, collatis professori Van de Velde, prebenda in Ecclesia S. Lamberti Leodii collata Domino del Hougne, & alterius in Ecclesia S. Petri Leodii, qui tres provisi per dictam Facultatem Artium, cunctis Romanis sub pena suspensionis imo revocationis Privilegiorum dictae Universitatis ad petitionem & sollicitationem Leodienſium, in prejudicium sententiarum à dicto Conservatore Privilegiorum latarum in eorum favorem, judicamus de te nostra esse in recurramus ad Vestrae Majestatis auctoritatem.

Supplices humilissime, ut signetur mandare Officio Fiscali Brabantiae, ut agat & ita efficiat, quatenus haec nova perfractio illius iuribus & Privilegiis hic supra mentionatis sive via Arresti in bona pertinentia ad dictam Capitula Leodienſiam in hac Patria Brabantia, si sua adhuc praticum antea in casibus paribus, sive alia via pro beneficiis Vestrae Aui statui reparetur, sumus cum profundissimo respectu Vestrae Majestatis humilissimi, obediſſimi & fidelissimi Servus & subditi, Prelati Nobiles & Deputati à Civitatibus repraesentantes tres Status Vestrae Patriae, Ducatus Brabantiae ex mandato. Signatur Vande Broeck. De Nostra convocatione Generali habita Bruxellis 14. Novembris 1709.

(C)

## RESOLUTIO

*Juris Utriusque Doctorum Lovanienſium circa Missionarios.*

### CASUS POSITIO.

Nonnulli Episcopi Belgii mittunt ad Parochias Catholicas Missionarios, plerumque Religiosos, cum facultate ibidem predicandi, audiendi confessiones, & alias functiones Pastorales exercendi.

Casus hic fuit propositus Gallice, ut sequitur: *Quelques Evêques des Pays Bas envoient des Missionnaires la plupart Religieux dans des Paroisses Catholiques avec le pouvoir d'y prêcher, entendre les confessions, & exercer autres fonctions Pastorales.*

QUÆRITUR.

L'ON DEMANDE.

I An Episcopus possit obligare Parochum, qui vult de potest has omnes functiones per se exercere, ut Missionarios istos ad suam Parochiam admittat.

I Si l'Evêque peut obliger un Cure, qui veut & peut exercer toutes ces fonctions par lui-même, à recevoir ces Missionnaires dans la Paroisse?

2. Si eveniat ut Episcopus cogat Parochum per commissionem Censuratum, ut predictos Missionarios recipiat, an non possit Parochus recurrere ad Principem, petendo ab illo manutenentiam in suo munere, &c.

## RESOLUTIO.

Viso & examinato casu censent infrascripti. Episcopus non possit mittere Presbyteros iure seculares sive regulares ad aliquam Parochiam ad concionandum aut alias functiones Pastorales obeundas sine consensu Parochi, notante & Parochus, ut in casu supponitur, sit sufficiens in functiones Pastorales per se obeat, & per se obire velit.

Certum enim est, totius Parochie curam spirituales sive animarum Parochi incumbere, eique vigore hujus curae spirituales ius esse functiones ad curam illam spectantes per totam suam Parochiam exercendi, quemadmodum post divisas Dioeceses singulis Episcopis ius exercendi functiones Episcopales competit privative ad exclusionem omnium aliorum in suis respective Dioecesium.

Unde jampridem Joannes Gersonius Universitatis Parisiensis Cancellarius dicere non dubitavit in Tractatu suo de potest. Eccles. Conf. 12. *Ubi Curati sunt in Ecclesia minores Prelati, & Hierarchia ex primaria institutione Christi: quibus competit ex statu sui predicandi, ius confessionis audiendi, ius Sacramenta Ecclesiastica secundum exigentiam sui status, & Parochiarum ministrandi, &c.*

Hoc ipsum evidenter supplicat Synodus Tridentina Sess. 24. de Reform. c. 13. ubi mandatur Episcopis. „ Ut „ pro tutiori animarum eis commissarum salute, distan- „ tiam populo in certas proprias Parochias, unicuique „ suum perpetuum, peculiaremque Parochum assignent, „ qui eas cognoscere valeat, & à quo solo licite Sa- „ cramenta suscipiant. „ Nihil evidentius quam Syno- „ dum supponere, Presbyterum singulis Parochiis pro- „ positum esse specialem, & unicuique, qui populum Paro- „ chiae noverit, & specialem ejus curam gerat, ad quem ipse populus tanquam perpetuum, & peculiarem Pa- „ rochum recurrentem habere debeat, & à quo solo licite Sa- „ cramenta suscipiant.

Hinc Parochi dixi fuisse jampridem proprii Presbyteri suarum Parochialium, item Presbyteri Parochiales, & Curati.

Imo communiter tradunt Canonistae, quod, ut quis sit Curatus, requiratur inter cetera, quod tanquam Prelatus suo nomine singulariter ad regimen Parochialis Ecclesiae, & populi assumatur, ut loquitur post alios Stapheleus in Tractatu de Gratiis expectat. pagin. 47.

Uterius concludunt Canonistae, quod Presbyter Parochiae praefectus, quem Parochum dicimus, totius illius Districtus curam spirituales seu animarum, inclusive ad omnes alios proprio jure sustineat, urdum in Parochia adest, proprius Parochus, tunc, Episcopus, non possit dici Rector seu Parochus totius Dioecesis, sed solius Ecclesiae Cathedralis, & Prae- latus super omnes suae Dioecesis Rectores: „ quemadmodum post Hieronymum Gonzales ad Regulam 8. Cancellariae Gloss. 6. n. 8. loquitur Augustinus Barbosa de Officio Parochi part. 1. c. 1. n. 22.

Cum igitur Parochus jure sui Beneficii Curati curam animarum obtineat per totam Parochiam, consequens est, quod eodem jure exercitium functionum ad curam animarum spectantium ipsi competit, iure quod jure proprio, sive jure sui Beneficii omnia ad curam animarum spectantia per totam suam Parochiam exerceat.

Imo ex his concluditur, possessionem Beneficii Curati proprie consistere in actuali exercitio curae animarum, sive functionum ad eam curam spectantium.

Unde dum Parochus excluditur à cura animarum, sive functionibus eam concernentibus, censetur à functionibus sui Beneficii Curati excludi, non secus ac Canonici vel alius Beneficiatus habetur perturbatus vel impeditus in possessione vel quasi possessione sui Canoniciatus, seu Beneficii, puta si Canonico ingressus in Chorum ad psallendum Officium Canonice negetur.

Non dubium proinde, quin Episcopus mittendo Missionarios per Parochias, qui ut in casu proponitur in hisce Parochiis Sacramenta administrarent vel concionarentur, non consentiente, sive invito Parochio, trans- ferat exercitium functionum Pastoralium in similes

Si l'Eveque vient à vouloir contraindre un Cure par menaces de Censures à recevoir les dits Missionnaires: s'il n'est pas permis au Cure de s'adresser à son Souverain, en luy demandant mainueue dans sa charge, &c.

Missionarios, atque ita ius obeundi hasce functiones jure proprio, & a iure Beneficii Curati competens dictis Missionariis communicet, & Parochio pro parte adimat, quin ipsum in possessione sui Beneficii impediatur & turbetur.

Et licet Episcopus juxta antedicta dici possit Prelatus super omnes Ecclesias Parochiales suae Dioecesis, atque eo titulo Ecclesias Parochiales visitare, & inquirere, num omnia rite peragantur ad curam animarum spectantia, defectusque si quos repererit, corrigere & supplere: nequaquam tamen jure suo Prelatus possit Parochum in possessione sui Beneficii turbare aut impedire; quandoquidem certum sit nulli Prelato aut Superiori vel judici fas esse privare Beneficium suo Beneficio aut ejus possessione, nisi servato juris ordine eam privationem meruisse probatum fuerit.

Quandoquidem igitur in casu proposito dicatur Missionarios per Episcopos militi ad eas Parochias, quarum Parochi sint sufficientes ad curam animarum debite sustinendam, functionesque ad eam spectantes per se obeat velint, sequitur quod Episcopus Missionarios mittendo ad functiones Pastorales in similibus Parochiis obeundas non consentientibus Parochis, ipsos Parochos in possessione eorum animarum seu sui Beneficii turbare censetur.

Unde recte novit Cardinalis de Luca Disc. 27. inter Miscellanea n. 3. & 7. quod ubi Parochus idoneus est, & vult predicare per se ipsum, eo casu Episcopus non possit alium deputare, ut pluries declaratum fuit per Congregationem Concilii, & praesertim scio aut, ita post haec scripta fuisse declaratum sub die 13. Septembris 1670.

Conformiter ad has declarationes Cardinalium non ita pridem judicatum fuit in supremo Concilio Brabantiae pro Pastore Alesano contra quandam Fratrem Ordinis S. Dominici praetendentem vigore specialis mandati Archiepiscopi Mechliniensis concionari invito Parochio, qui per se ipsum concionari volebat.

Verum quidem est, quod juxta Clementinam Dudum de sepulchris Fratres Mendicantes etiam non vocati à Parochis, nec ipsorum licentia petita vel obrepta possint in Ecclesiis Parochialibus predicare vel proponere verbum Dei, si Episcopus vel Prelatus Superior per eosdem Fratres praedicari mandaverit.

Sed, ut recte advertit Zypaeus Ref. 4. de Parochiis, id intelligi debet de casu, quo Parochus vel per se predicare non vult, vel solum cum iis, qui curam animarum sustinent, instructioni populi insufficientes est, & adjutorium irrationabiliter recusat.

Uterius monet Zypaeus in dicto Responsu n. 7. non sufficere licentiam generalem ad Episcopum datam Fratribus Mendicantibus, ut hi, recitante Parochio, queant in ejus Parochia concionari ad sensum dictae Clementinae, sed requiri post petitam, & recusantem à Parochio licentiam specialem mandatum Episcopi, nam & illud, ait, causa, cur Parochus dissentiat, cognoscendum erigit.

Cum enim juxta Zypaeum Episcopus ad sensum Clementinae possit duntaxat mandare Fratribus Mendicantibus, ut sine licentia Parochi in Ecclesia Parochiali Verbum Dei annuncient, dum Parochus irrationabiliter consensum suum denegat, merito addidit Zypaeus: & illud causa cur Parochus dissentiat, cognoscendum erigit. Id est, legitime cognatum sit utrum Parochus irrationabiliter consensum suum denegat.

Itaque etiam juxta hanc dictam Clementinam Episcopus nec seculares nec regulares Presbyteros mittere potest, qui in Parochiis verbum Dei annuncient sine consensu Parochi, nisi prius servato juris ordine cognitum fuerit Parochum irrationabiliter consensum suum denegare.

Quinto quoad hanc posteriorem partem, qua permittitur Episcopo aliquem ex Fratribus Mendicantibus mittere ad annunciantium verbum Dei, ubi consueti Parochum irrationabiliter consensum suum denegare, videtur huic Clementinae derogasse Concilium Tridentinum, cap. 4. sed

de reform. quo decernitur, ut in omnibus Ecclesiis Parochialibus vel Baptismalibus, in quibus populus ita numerose sit, ut unus Rector non possit sufficere Ecclesiasticis Sacramentis administrandis & cultui Divino peragendo; cogant Rectores vel alios, ad quos pertinet, sibi tot Sacerdotes ad hoc munus adungere, quot sufficiant ad Sacramenta exhibenda, & cultum Divinum peragendum.

Proinde Concilium Tridentinum detulit Parochis assumptionem Presbyterorum, qui ipsi in administrandis Sacramentis & Divino cultu peragendo ob numerositatem populi judicantur necessari, & in casu non assumptionis Episcopi Parochos cogere possunt.

Itaque etiam in casu, quo Parochus adiutorium Presbyterorum irrationabiliter recusaret, assumptio sive electio dictorum Presbyterorum non Episcopo sed Parochi deferretur, quandoquidem vellet Concilium, ut in casu, quo Parochus sit defectuosus in administrandis Presbyteris, qui judicantur necessarii ad administrationem Sacramentorum & cultum Divinum peragendum, tunc Episcopi cogant Parochum, ut necessarios Presbyteros sibi adjungat.

In Gallia praxis habet, ut Episcopi ad Parochias certis temporibus mittant Presbyteros, quos Missionarios vocant, ut in istis Parochiis verbum Dei annuncient, & confessiones excipiant. Sed notandum hos Presbyteros Missionarios precipue comitari ipsos Episcopos in ipsa visitatione, ipsique Episcopi esse in adiutorium annuntiando verbo Dei & confessionibus excipiendis; & deinde hos Missionarios non secus ac Presbyteros, quos in Belgio Stationarios dicimus, certis designatis temporibus, de consensu saltem tacito ad Parochias solius accedere, ibidemque verbum Dei annunciare ac confessiones excipere. Quapropter sicuti Frater Stationarii solitas suas Stationes censetur consentiente Parochi continuare, quando Parochus eorum operam non recusat, vel non declarat se velle functiones Pastoralis tunc etiam debere per se obire; ita quoque dicti Presbyteri Missionarii censendi sunt solito tempore ad Parochias de consensu Parochi accedere, & verbum Dei annunciare, quando eos tanquam Missionarios recipit & functiones Pastorales more solito exercere permittit.

Insuper indubium est, praxim hanc Gallicanam Episcoporum Gallie mittendi Missionarios ad obeundas certis temporibus functiones Pastorales parum conformem esse Concilio Trid. quod expresse mandat, ut Parochi per se verbum Dei populo annuncient, & ubi negligentiores esse Episcopi peterint, eos cogant per se officio fungi, vel si eos ob numerositatem populi vel Parochie latitudinem insufficientes populi instructioni aut Sacramentis administrandis esse perspexerint, eosdem cogant, ut sibi Sacerdotes adjungant, qui necessarii judicantur ad annunciandum verbum Dei, Sacramenta administranda, & cultum Divinum peragendum.

Per hanc autem Presbyterorum missionem tantum abest, ut Parochi conformiter ad mentem Concilii Tridentini, nec non exigentiam Pastoralis sui Officii excitentur, ut per se functiones ad curam animarum spectantes obeant, & populi instructioni incumbant, ut è contrario per hanc missionem Parochi, qui per suas functiones obire volunt, impediuntur, & negligentiores ac qui per alios eas exercere amant, in suis negligentibus foveantur, utpote parum solliciti, per quos suis ovibus verbum Dei praebeatur, modo ipsi de lana ovium nihil decedat.

Unde & experientia docet, Parochos negligentiores, & qui more mercenariorum magis attenti sunt, ne sibi aliquid de lana ovium decedat, quam quale & per quos pabulum spirituale ovibus subministratur, has missiones & hodiernas Fratrum Mendicantium Stationes desiderare & admittere.

## AD SECUNDUM.

Censent infra scripti, Parochum in casu proposito posse Regiam protectionem sive manutentionem petere, si Episcopus via facti, sine neglecto juris ordine per Censuras cogat Parochum recipere Missionarios ad functiones Pastorales, sive ad Curam animarum spectantes obeundas in sua Parochia ipso invito, & per se obire volente.

Uti enim in Responsio ad primum Quaestionem pro-

barum est, Parochus in possessione vel quasi possessione sui Beneficii Censari videtur, dum in exercitio suarum functionum via facti & per violentiam impeditur.

Porro certum est, non tantum Laici, sed & Clerici patere recursum ad Principem aut ejus Regia Auditoria ad tollendam violentiam.

In primis enim scitur, nullum esse Regi adeo proprium officium, quam à potentiorum oppressione & violentia imbecilliores liberare, eisque Regiam suam protectionem impetiri. Unde ad Reges & Principes proprie respiciunt monitum illud Jeremias cap. 22. *Parate iudicium & Justitiam, & liberate vi oppressum de manu calumniatoris.*

Ad quae verba reflectens S. Hieronymus, *Missus Regum officium est proprium, facere iudicium & Justitiam, & liberare de manu calumniatoris vi oppressum.* Apud Gratian. Caus. 13. q. 5. cap. 33.

Unde recte notavit Franciscus Salgado in suo Tractatu de protectione Regia parte 1. praelud. §. num. 310. „ Quod cognitio de violentia & oppressione subditorum eorumque defensio & protectio non competat Regibus suprema privilegio Summi Pontificis, sed ex Juris naturalis instinctu, ratione, & principio. „ Naturale officium est, ait, propriumque Regis officium inhaerens Regimini, à quo avelli non potest.

Regi enim Deus gladium, ejusque usum commisit, ut pœnaret timore violentiam malorum compitaret, & ab eorum violentia innocentes vi oppressi liberet. *Non enim, teste Apostolo, sine causa gladium portat, Dei enim minister est, vindex in iram ei, qui malum agit.*

Cum autem non Laici donantur, sed & Ecclesiastici seu Clerici, licet specialim in fortiori Domini vocati, sint membra Republicae, Regumque subditi, utrique debetur hae Regia protectio, ut recte monet eundem Salgado loco allegato praelud. 2. num. 77. *Rex, ait, tenetur tunc Clericos & Ecclesias, quam Laicos tueri, cum sint pari, membra, & Civis Republicae temporali, quae sub tutela Regis est.*

Quod si hae violentia intraret ab ipsismet iudicibus Ecclesiasticis, à quibus contra aliorum iniustitias & violentias protegi debet, tunc vel praecipue ipsa Regia protectio necessaria erit; nam ubi recte reflectit praefatus Salgado praelud. 4. num. 102. „ Ceteris violentiis hae, quae à iudice fit, major est & atrocior, cum sub securo & superioritatis ac jurisdictionis praetextu facillime deliberari possit ad huiusmodi vim inferendam.

Et nonnullis in huius sui asserti probationem adductis concludit: „ Igitur cum iudices intolerabiles violentias & oppressiones sum majoritatis, & iustitiam occasione committant, iustissime multo fortius potest Rex illis resistere, & oppressis naturalis defensionem praestare, cuius proprium officium est.

Uterius indubium est, eosdem per Censuras esse speciem violentiae, ac roinde adversus hanc violentiam non minus ac ceteras violentias Regiam protectionem implorari posse; eamque implorantibus, ubi de hac oppressionem constitit, negari non posse.

Ex quidem testatur, qui à ducentis & amplius annis scriptis, celeberrimus Jurisconsultus Didacus Covarruvias praef. qq. c. 45. num. 3. Quod „ in Regia & Castellana Republica ubi observantissimum sit, & diu obtinuit, à tempore quod memoriam hominum excedit, posse ab his, qui à iudicibus Ecclesiasticis vi & Censuris opprimuntur, Regios Auditors & Consiliarios, qui apud Regia Suprema Praetoria litigantibus iura reddunt, omnino adiri, ut vim auferant & compellant iusti Ecclesiastici, cor ab eis inferenda cessare.

Hic vero forensis ius (addit idem Auditor) non tantum in his Castellanis Regis Hispaniarum ditionibus, & Principatibus, sed & apud Gallos, alios, quae Republicae Christianae saeculares Principes est eisdem receptissimum.

Verum quidem est, penes Principem ejusque Auditoria proprie non esse auctoritatem ferendi Censuras, utpote dependentem à potestate Clavium, quae à Christo Ecclesiae ejusque Ministris concessa est; nec Principi ejusque Auditoribus ius esse cognoscendi & iudicandi de iustitia iniustitiae Censurae, sed & illud verum est, iudicis Regios, dum adversus iniustas Censuras Recursum admittit.

admittunt, nequaquam velle cognoscere & judicare de ipsa injustitia Censuræ, sive utrum Episcopus aut Judex Ecclesiasticus sufficientem causam habuerit assignandi hanc Censuram, sed duntaxat de violentia, quæ per Episcopum seu Judicem Ecclesiasticum facta præcedatur.

Id ipsum notavit Covarruvias loco citato, postquam enim reulit usum Regnorum Hispaniæ circa Recursum ad Tribunalia Regia ob recusatam delationem Appellationi interpositæ, expresse monet, quod *Consiliarius Regis non cognoscant de justitia Appellationis ad Summum Pontificem deferendæ, ad hoc ut ab ipsis sententia confirmetur, vel revocetur; sed tantum ad hoc ut solatur vis illa*, quæ à Judice Ecclesiastico injustissime fit Appellanti, dum

eum Censuris Judex pro executione sententiæ, quæ nonnullum statuit in rem judicatam, pendente Appellatione ad Summum Pontificem, opprimit.

Vcl, uti loquitur Salgado de process. Regia part. 1. cap. 1. prælud. 5. num. 194. *„Judex Regius duntaxat cognoscit de violentia, ut ubi de illa constat, auctoritate Regia, vim propellat, propulset, oppressum sublevet, & Ecclesiasticum qui dammodo seducat ad viam justitiæ & tramite legitimos.*

*Ita responsum Lovanii hac 16. Julii 1721. Erat signatum*

A. BAUVENS J. U. D. & Auctorissor Primarius.

Z. B. VAN ESPEN J. U. D. & Professor.

J. A. BRENART DE CORBEECK J. U. D. & Prof.

Prim.

I. HACQUUS J. U. D. & Professor Ordinarius.

## DECRETS.

Donnez par le Conseil en Flandres sur les Requestes y presentes par Sieur Maitre Dominique Marecaux Pretre Pasteur à Mourcon, Diocese de Tournay contre les Jesuites, qui en qualite des Missionnaires envoient à la Paroisse par ceux du Vicariat du dit Diocese avec la pauvoir d'y precher, entendre les confessions Pastorales, pretendoient de le faire sans son consentement.

### I. DECRET.

LE tout vu fiat commissio de maintenance Ecclesiastica in forma avec ordonnance aux Balieu Bourgeois & Eschevins de Mourcon de prendre un soin particulier à ce que le repos public ne soit trouble par l'une ou l'autre partie, en quel cas ils en adviennent incessamment l'Office Fiscal. Actum le 23. Juin. 1721. J. B. MICHEL.

### II. DECRET.

Le tout vu, & notamment la declaration du Suppliant de vouloir precher & faire les autres fonctions Pastorales lui même, la Court interdit aux Missionnaires cy mentionnez de faire quelque fonction dans le Village de Mourcon, le tout par provision & sous caution jusques au jour ser-  
vat qui sera le XI. du mois de Juillet prochain, partie ouie en jugement autrement soit ordonne. Fait ce xxvi. de Juin 1721.

J. B. MICHEL.

### III. DECRET.

Le tout vu, soit cette promission montre à partie, & puis jointe à la commissio de maintenance pour y dire patreillement au jour designe par l'appoinement du 26. du mois passe, néanmoins la Court interdit autres fois aux dits Missionnaires de faire aucune fonction Pastorale dans le peine d'ulterieure ordonnance à leur charge, & ordonne aux Superieur des dits Missionnaires d'effectuer que la dite interdiction soit observee à peine de forsaite un amende de 200. florins au profit de sa Majeste Imperiale & Catholique à recouvrer sur leur temporel gissant sous la domination, à quel effect cette & la sous correction precedente sera insinuee à la beretelle par le premier Officier de Justice à ce requis. Fait ce premier Juillet 1721.

HELIAS.

## DECRETA.

Data à Consilio Flandriæ circa supplicas ibidem presentatas à Domino Dominico Marecaux Sacerdote Pastore in Mourcon Diocesis Tornacensis contra Jesuitas, qui tanquam Missionarii missi ad ejus Parochiam à Vicario dictæ Diocesis cum potestate ibidem concionandi, excipiendi confessiones, & exercendi alias functiones Pastorales, prætendebant id facere sine ejus consensu.

### I. DECRETUM.

OMNIBUS VISI FIAT COMMISSIO MANTENENTIA Ecclesiastica in forma cum mandato Bailiis Consulis & Scabinis de Mourcon, ut ita efficiant ut ex neutra parte turbetur quies publica, quo casu desuper informabunt sine mora Officium Fiscale. Actum 23. Junii 1721.

J. B. MICHEL.

### II. DECRETUM.

OMNIBUS VISI & SPECIATIM DECLARATIONE supplicantis volentis ipsemet concionari, & singi functionibus Pastoralibus Curia interdictis Missionariis prefatis ne fungantur ulla functione in Pago de Mourcon, omnia provisionaliter, & sub cautione, usque ad diem conditum, scilicet vintiduum Julii proximi, parte audita juridice, aliter ordinetur. Actum hac 26. Junii 1721.

### III. DECRETUM.

OMNIBUS VISI HEC CITO OFFENDATUR PARTI, & postea adjungatur commissio mantinentia ad dicendum pariter die assignata per citationem 26. mensis preteriti, nihilominus Curia iterum interdictis dillis Missionariis, ne ulla functione Pastoralis fungantur in Parochia de Mourcon sub pena ulteriois ordinationis contra ipsos, & mandat Superioribus ditorum Missionariorum ut curent, hanc interdictionem observari sub pena nullæ 200. florenorum ad emolumentum Majestatis Imperialis, & Catholice, accipiendæ ex eorum temporalibus suis sub ejus dominio, in quem finem hæc & precedens correctio insinabatur per primum Officarium justitiæ ad hæc requisitum. Actum hac prima Julii 1721.

HELIAS.



(D)

## RESOLUTIO

Circa casum Pastoris Finis-Terræ Bruxellis.

## CASUS.

**C**onformiter ad Concordata, leges, & conditiones prefatas præsentatus & electus est unus ex quinque Capellanis ad Vicariam, qui ante erat approbatus eam clausula usque ad revocationem, cui etiam Plebanus contulit jurisdictionem juxta conditiones ante expressas. Sic electus cepit possessionem, Ceterum notandum quod Vicarius sic electus à populo soleat haberi ut Pastor, & ab omnibus passim, etiam ab aliis Pastoribus habeatur, & vocetur Pastor Finis-terræ, habet quoque Vicarius domicilium particulare prope Ecclesiam pro se & Coadjutoribus suis, quod à plebe haberi solet pro domo Pastoralis, quam juxta Concordata tenetur dictus Vicarius inhabitare.

## QUÆRITUR.

I. An Archiepiscopus possit Vicario prefato revocare approbationem ad revocationem antea concessam?

II. An casu quo Archiepiscopus revocet approbationem vel auctoritatem jurisdictionem, per appellationem à Vicario interpositam suspendatur effectus?

## RESOLUTIO.

Ex terminis Concordatorum, & conditionibus sub quibus Vicarius de quo casus instituitur, constat Vicarium hunc non posse dici perpetuum, eo titulo, quo dicuntur perpetui illi qui possident Vicarias Parochiales Ecclesiasticas, auctoritate Ordinariorum, in Titulum veri Beneficii Parochialis erectas, quique institutionem ab Archiepiscopo, & curam Animarum ab Ordinario, non secus ac veri Pastores, & Beneficarii accipiunt.

Verum attentis conditionibus hujus Vicarie in casu expressis, apparet hanc Vicariam reputandam esse perpetuam, eo sensu quo passim officia omnia, quæ ex sua natura certum & determinatum tempus durationis non habent, reputantur perpetua, præteritis nostris, eo nimirum sensu, quod eorum possessores, vi ipsorum durante, iis sine causa, & eaque probata, privati aut in eorum exercitio turbati nequeant.

De hoc usu testatur Bugnionius de legibus abrogatis lib. 1. scribens, quod leges sanctantes, ut omnes Judices post administrationem depositum quinquaginta dies in certo loco permanent, non obineant in Gallia, eo quod officia, & dignitates illæ sint perpetuæ, id est penes eos remaneant, qui ea in Republica gerant, quoad vitam agunt.

Ad hunc textum Bugnionii hanc notam adjecit Libertus Christinæus. „ Idem in Belgio obtinet moribus nostris, illis enim officia sunt permanentia. Et „ ita in suprema Brabantia Curia judicatum 25. Jan. „ lii anno 1647. cum Toparchæ quidam officarios „ ad numerum revocare & sine causa præzederent, „ censuit Curia illos in officio retinendos quoad vitam, nisi tamen illis abutendo lege inhabiles redderet, quod postmodum 30. Aprilis 1646. ejusdem Curie Resolutione cautum est.

Quin & si ejusmodi officia, quæ natura sua ad certum tempus non sunt limitata, darentur etiam cum clausula usque ad nostram revocationem, ea tamen ad libitum & sine causæ allegatione, & probatione auferri non posse post alios docet Wameus Consil. canon. 307. „ (nam ait num. 9.) hujusmodi reservatio quamvis revocationi viam aperiat liberam, tamen revocandi potestatem, & arbitrium non continet, sed limitatam, & justificatam.

Idipsum probat passim multorum Capitulorum aliorumque corporum usus. Quorum officiales reputantur

perpetui, eo sensu, quod nec ad numerum revocabiles sint, tamen annis singulis sua officia resignare, & continuationem petere reneantur; uti & hujus Universitatis consans praxis observat etiam quoad officium Secretariatus, quod annis singulis ad manus Universitatis reponi debet, & ejus peti continuatio, & tamen perpetuum esse nemo dubitat, ea nimirum ratione, quod sine causa justificata auferri non possit.

Quod circa officia secularia moribus nostris obtinet, in officiis Ecclesiasticis quoque habet locum. Hinc Kinichotius Consil. 83. in terminis docet, Vicarium Ecclesiæ Collegiatæ, & Parochialis ad libitum Capituli destitui non posse, tamen in Bulla unionis ipsius Pastoratus factæ Capitulo expressum esse, quod Vicarius, à Capitulo deputatus ad Curam Animarum, ad Capituli numerum amoveri possit, „ nam, ait, sicut Officiales perpetui sine causa revocari aut destitui à Superiore non possunt, ita neque illi qui ad beneplacitum vel numerum conferentis sunt constituti. Ita egregie Alexander in „ leg. Principalibus Digestis sic certum petatur: per leg. „ si jurisperitos, Digestis de excus. Tutor. & ibi Baldus, & Bartholus, late Capit. decis. Neapolit. 116. „ ea enim verba ad numerum tuum, beneplacitum tuum vel „ iudicio tuo, libertati tue, arbitrio tuo, menti, sensui, „ consensui tue, &c. liberam revocandi vel destituendi libertatem non important, sed ad arbitrium „ boni viri referuntur: ita ut sine causa, ejusque apud „ iudicem cognitione, nulla destitutio aut amotio fieri „ possit. „ Hætenus Kinichotius, qui ibid. plures Doctores id sentientes allegat.

Porro si attendantur rationes quæ perpetuitatem officiorum moribus nostris ac notanter in Brabantia induxerunt, videbuntur eos & in hac Vicaria militare.

Prima ratio inducende hujus perpetuitatis officiorum fuit, quod qui ad similia officia assumuntur, suam vivendi rationem familiamque instituant, & ordinem ac si vita durante in his officiis essent permanentes, eo quod passim similia officia possidentes, ea per totam vitam retineant.

Inordinatum autem atque publico perniciosum visum est, ut subito, & ad numerum ac beneplacitum aliquotum privatorum, idque frequenter, & inordinata quadam passione potius, quam iusta causa homines deberent totam suam vivendi rationem familiamque suæ institutioni mutare: idque non raro cum propria totius familiarumque totali ruina. Hæc ratio, & hujus Vicarie, de qua quæstio, perpetuitatem suadet; Vicarius enim, uti in casu narratur, domum particularem habet, ibique familiam instituit, omniaque sic disponit, ac si ad vitam remanendum esset, & per consequens inordinatumque injustum esset, ut hoc suum vitæ institutum ad beneplacitum alterius sine causa mutare cogereetur.

Secunda ratio perpetuitatis officiorum, quæ de sua natura ad certum tempus non dantur, petitur ex infamia quam remotio à similibus officiis secum traheret, nam, cum enim passim similia officia possidentes, ad vitam in his continuari soleant, vulgusque ea pro perpetuis habeat, naturæ est fieri ut remotio ab his officiis secum trahat publicam aliquam infamiam, populoque ingerat opinionem hujusmodi remotionem ob male administratum officium fieri, ut recte novavit famulus Juris consultus Carolus Loyseau Traicté de Officiis lib. 5. Capit. 4. num. 26. scribens: „ D' „ ailleurs c'est une chose bien certaine qu'on ne peut „ oter l'office à un homme sans lui faire les pas d'E „ creville, & le faire devenir d' Eveque Meusnier, „ comme on dit, il n'y a point de doute que le „ commun peuple qui est consummé de juger & interpréter tout en mal croira toujours, que celui qui „ aura été dépouillé de son office aura fait quelque „ faute

„faute qui ait donné sujet à cette destitution.“ Dubitari aequit quia hæc ratio in hac Vicaria militet. Evidens enim est non sine publica nota removeri aut deponi, qui, ut in casu supponitur, à populo sibi commissio veius eorum Pastore creditur, & ut talis suscipitur, quemque ad vitam suam Parochiz sive Ecclesie Prefectum supponunt, ut proinde dum intelligitur Vicarium, quem pro suo Pastore reputat, depositum; credat hanc depositionem non contrigisse sine notabili culpa ipsius depositi: præsertim ab Episcopo, quem facile populus supponet ad similia non sine gravi causa profligere, quod in præfenti casu evidentissime locum habet ob rationes expressas in Acta suspensionis hic juncta, qua dictus Vicarius coactus est suum Episcopum reculare.

Tertia hujus perpetuitatis ratio peti potest ex incommodis, quæ amovibilitatem Officiorum consequi solet. Dum enim sciunt se ad nutum & beneplacitum aliorum omni momento amovibiles, magis solliciti sunt, ut sibi de alia conditione stabili provideant, quam ut Officio sibi commissio satisfiant, neque amant se rivos Officio rite obundo impendere, studia, vitæque rationem eo dirigere, quando nequam securi sunt, ne, quantumvis recte Officio suo fungantur, ab Officio ad beneplacitum alterius subito deponantur.

Denique passim contingit, ut qui Officio suo recte fortiterque, & sine respectu humano fungi voluerit, multorum invidiam, & indignationem incurrat, quam sæpe timere possent qui ad nutum sunt amovibiles, quique timor natus est ab Officio recte adimplendo retardare.

Quin hæc ratio in Officiis Ecclesiasticis, quibus Cura animarum annexa est, quale est hæc Vicaria, præcipue obtineat, non ambigit qui attenderit quod ob incommoda ex amovibilitate Vicariorum Ecclesiasticarum Parochialium, Concilia, & notanter Concil. Trident. sess. 7. cap. 7. de Reform. ordinant, ut in Ecclesiis Parochialibus unitis Capitulis aut Monasteriis provideretur per Vicarios *perpetuos*.

Hæc igitur Vicaria licet non sit in titulum Vicariæ perpetuæ erecta, nec consequenter sit verum Beneficium curatum sive Parochiale, nihilominus reputanda est perpetua sive ad vitam Vicarii eo sensu, quo passim Officia moribus nostris, ac præsertim Brabantinis perpetua reputantur, ut nimirum sine justa causa eaque probata possessores inviti illis privari nequeant.

Ex hac perpetuitate Vicariæ ulterius concluditur Vicarium non posse, vita sua durante, à Vicaria sine causæ allegatione, & probatione privari aut in ejus pacifica possessione, functionibusque ei annexis impediri aut turbari.

Cum autem Vicaria hæc ex sua institutione habeat annexam curam animarum, vi cujus tenetur Vicarius excipere confessiones suorum subditorum, etisque annunciare Verbum Dei, sequitur ex ipsa Vicariæ perpetuitate quod in his functionibus obundis impediri aut turbari sine causa probata nequeat.

Hinc perspicuum fit, nec revocationem approbationis ad excipiendas confessiones aut concinnandum huic Vicario sine causæ allegatione, & probatione eripi posse.

Hæc quippe revocatione in usu suæ Vicariæ *via facti* ad solum beneplacitum Ordinarii impediretur, & turbaretur, cui perpetuitas Officiorum directe contrariatur.

Sed reponet Ordinarius, Vicarius ab Origine curam

animarum aut jurisdictionem non accepit, neque in qualitate Vicarii ad Confessiones audiendas aut concionandum approbatus fuit, aut duntaxat existens Presbyter sine ullo titulo Beneficii aut Officii, quod curam animarum haberet annexam, simpliciter approbatus fuit ad Confessiones excipiendas, & concionandum cum clausula usque *ad nostram revocationem*, quæ approbatio cum ad libitum Ordinarii fuerit revocabilis priusquam Vicariam accepisset, & jam & post eam acceptam revocabilis permansit, præsertim quia hanc Vicariam sine collatione aut institutione vel approbatione Ordinarii, à Capitulo accepit, jurisdictionem à solo Plebano Matricis Ecclesiæ obtinuit.

Sane quidquid sit an facultas ad confessiones audiendas, & concionandum data cum ea clausula etiam simpliciter Presbyteri nullum Beneficium aut Officium Curatum obtinenti sine causa, & ad libitum, quando id sine infamia ferret, revocari queat, nec ne, quod non pauci in dubium vocant, nullatenus tamen casus præfenti accommodari possent.

Licet enim datam approbationem datam Presbytero, de quo in casu, ad libitum, id est sine expressione causæ revocari potuisse, priusquam Vicaria ei collata esset, nequaquam tamen inde consequens est eam ad libitum, & sine allegatione, & probatione causæ revocari posse, postquam Vicariam seu Officium natura sua perpetuum accepit.

Per hanc quippe revocationem ipsum Presbyterum in effectu privaret vi facti Vicaria & Officio natura sua perpetuo, vel saltem in pacifico ejus usu, & functione impediret, quod perpetuitati Officiorum repugnat, uti ex hæcenus dictis patet, quod non contrigisset, si facultatem excipiendi Confessiones, aut concionandi revocasset, dum nullum adhuc Officium obtinebat.

Neque conqueri potest Ordinarius quod sine suo consensu approbatio quæ erat ad nutum, & beneplacitum revocabilis, fiat irrevocabilis, & perpetua ad vitam per assumptionem hujus Presbyteri ad Vicariam; cum enim per Concordatum anni 1643. Archiepiscopus voluerit ut à Presbyteris Oratoris ab Ordinario approbatus unus esset constituendus Vicarius in Ecclesia B. Mariæ Finis-Terrie, idque vigore alterius Concordati, sequitur quod Capitulo adsumendo juxta tenorem Concordato unum è quinque his Presbyteris *approbatis* ad hanc Vicariam, etiam ipsa approbatio vigore ejusdem Concordati ab Ordinario probati; sortita sit naturam hujus Vicariæ, sive quod Ordinarius consentiendo, ut unus è Presbyteris illis simpliciter approbatus, à Capitulo constitueretur Vicarius, una consenserit, ut si approbatus acciperet hanc Vicariam secundum naturam hujusmodi Vicariæ quæ est ut sit ad vitam perpetua, etiam consenserit ut hujusmodi approbatio sufficeret ad dictam Vicariam obundam, cum nihil aliud vi dicti contractus, & conditionum requiratur.

Ex quibus omnibus concluditur ad primum, quod Archiepiscopus non possit præfato Vicario auferre seu revocare approbationem antea concessam ad revocationem. Ad secundum, quod si Ordinarius non revocet approbationem aut limitet jurisdictionem, ab ejusmodi approbatione vel limitatione possit appellari etiam quoad effectum suspensivum.

*Re responsio Lovanii hæc 24. Octobr. 1701.*

Z. B. Van Espen J. U. D. & Can. Prof.  
H. De la Hamaeyde J. U. D. & Antecessor Primas.  
J. Herys J. U. D. & Prof. Ordinarius.  
De Loeux J. U. D. & SS. Can. Prof. Primas,

(E)

Consulte du Conseil de Brabant sur l'affaire du Prieur de Seveborren ou Sept-Fontaines,

Monseigneur,

Nous avons examiné, & vu la requête présentée à Votre E. de la part de quelque Religieux Chanoines Réguliers du Cloître de Sept-Fontaines; & l'avertissant de ce qui est du fait y mentionné, & du sujet pour lequel il y a eu empêchement donné à l'exécution de la sentence rendue le 6. du mois de Décembre 1639. contre Pere Marc Mastelyn Prieur du dit Cloître, par le General du Chapitre de Vvindestien, dirons sous très humble correction, qu'ayant le dit Pere Prieur appelé de sentence contre lui rendue par ledit General, & desistant être ouy en sa justification, & défense, par devant le Juge Ecclesiastique, si est ce, que non obstant la dite appellation interjetée, le dit General avec quelques autres Prieurs du même ordre à l'isso facto établi Fiere Florentius de Nipholtz, un des Supplians pour du dit Cloître, sans vouloir en aucune manière desister à la dite appellation, depoussant le dit Pere Mastelyn de la dite charge de Prieur, ce qu'étoit parvenu à la connoissance des plus proches parens d'icelluy Mastelyn, ils se sont en vertu des privilèges de Brabant, & notamment de la joyeuse entrée rendus plumeis par Requête à ce Conseil le 4. du mois de Janvier 1640. contentand afin, que pour n'avoir le dit General desisté au dit appel, la dite destitution & depoussement de Prieur en la personne du dit Mastelyn fut cassé, & annulé, & suivant ce déclare, que le dit General, & tous ceux à qu'il appartendroit, l'autorisent à reconnoître pour Prieur du dit Cloître du moins par provision, & jusqu'à ce, qu'en ladite manière d'appel autrement seroit ordonné, laquelle Requête ayant été communiquée aux susdits General & Prieur aians donné la dite sentence proces s'est formellement enuë & instruit jusqu'à Duplique, du quel aiant été fait rapport au plein Conseil, & les merites de la cause d'une & d'autre part examinez, & consideréz, à déclarer par sentence rendue le dernier d'Aoust 1640. que reintégration provisionnelle du dit Prieur tiendrait lieu, & forteroit son effect, tant & jusqu'à ce qu'en matière d'appel par les Juges Ecclesiastiques par sentence definitive autrement seroit ordonné, & que les dits Religieux auroient cependant à reconnoître le dit Mastelyn pour Prieur legitime du dit Cloître de Sept-Fontaines, comme ils ont depuis faits, & entendons que le dit Prieur au Chapitre General dernièrement tenu y a été déclaré & reconnu pour tel, non obstant, que parties font par le dit Juge Ecclesiastique admises à preuves des faits par eux respectivement présentés, en la dite matière d'appel, moyennant quoy espérons avoir satisfait aux commandemens de V. E. à laquelle baillons très humblement les mains, prians Dieu de la conserver,

Bruxelles 22. Juin 1643.

Consilium Consilii Brabantiae circa negotium Prioris in Seveborren vel Septem-Fontium.

Domine,

*Examinavimus, & vidimus supplicam presentatam Vestra Excellentia ex parte aliquorum Religiosorum Canonicorum Regularium domus Septem-Fontium; & eam admonemus de his quae ad rem faciunt vel saltem spectant simul & rationem, quare sententia lata 6. Decembris anni 1639. non sortita fuerit executionem contra Patrem Marcum Mastelyn Priorem dictae domus, per Generalem Capituli Windessienensis. dicimus salva humilissima correctione, quod cum dictus Pater Prior à sententia contra se lata per dictum Generalem appellasset cupiens audiri in sua justificatione, & suis defensionibus coram Judice Ecclesiastico, nihilominus non attenta dicta appellatione acceptata, dictus Generalis cum aliquibus aliis Prioribus ejusdem Ordinis ipso facto constituit Fratrem Florentium de N. unum ex Supplicanti-bus in Priorem dictae domus, depellendo seu à possessione detrahendo ab officio Prioris dictum Patrem Mastelyn nulla attentione facta ad dictam appellationem, de quo infra. magis agnati propinquiores ejusdem vigore Privilegiorum Brabantiae, & speciatim sibi introitus querelas suas per supplicam ad hoc Consilium 4. Januarii 1640. agnoverunt possidentes, cum dictus Generalis nullatenus obsecutus fuerit dicta appellanti, dicta destitutio, & depositio Prioris in persona dicti Mastelyn cassetur, & annulletur, & insuper declaratur eundem à dicto Generale, & ab omnibus quorum erit esse agnoscendum in Priorem dictae Domus ad minimum provisionaliter, donec in materia praesata appellationis aliter ordinetur. Haec Supplicam communicata dictis Generali, & Priori, lris formaliter mota, & ventilata super usque ad Duplicem, quo relato in pleno Consilio, & meritis ex utraque parte examinatis, & ponderatis, declaratum fuit sententia lata ultima Augusti anni 1640. reintegrationem provisionalem dicti Prioris habere locum, & sortiri effectum suum tandem, & donec aliter in materia appellationis à Judicibus Ecclesiasticis sententia definitiva ordinaretur, & statueretur, & dictos Religiosos interim agnituros in legitimum Priorem domus Septem Fontium dictum Patrem Mastelyn sicut fecerunt, & intellegimus dictum Priorem in Capitulo Generali nuper habito fuisse declaratum, & agnitum talem, licet à Judice Ecclesiastico partes sint receptae ad probandum facta ab ipsam respectivos presentata in praesata appellationis materia. His medianibus speramus à nobis factum fuisse satis mandatis Vestrae Excellentiae, cui humilissimam salutem dicimus, Deum regamus ut ipsam conservet.*

Bruxellis 22. Junii 1643.

(F)

## D E C R E T U M

Consilii Flandriæ contra Episcopum Iprenssem procedentem,  
pendente recusatione.

Aen Hooge ende Mogende Heeren van  
den Raede in Vlaenderen.

Celsis ac Potentibus Dominis Consilii  
Flandriz.

**H**eer ende Meester Joannes Leensane gheeft den Hove te kennen dat hy van syn Majesteit heeft vercregen de medegende Apostille in dacten 17. Maerte 1668. daer by t' Hof is geautoriseerd om t' ordonneren op Suppliants verzoek dat de *SUSPENSIE A DIVINIS* t' synen laste gegeven soude mogen worden gehouden in staete, ende soo t' Hove noch is rustende Suppliants Requeste ten dien effecte gepresenteert.

Bidit dat t' Hof soud gesient vveesen op Supplians verzoek te ordonneren t' vvelcke doende &c.  
BOGAERT Pr.

## APOSTILLE.

Fle t' Hof al gesien ende memoratif synde van de Requeste byn den Suppliant aen syn Majesteit gepresenteert in *maerle van appresse* alhier gesonden om daer over te disponeren by Decreet van den xix. Maerte 1666. vvaer by het Hofsen sereven rynde geautoriseerd is gevveest voor soo veel als noot seude moghen vveesen, benevens de voedere Ordonantie tot ende met het Decreet van de Provisionele slackinge van den tweden April daer naer, voorts oock van de pensale Decreeten om het selve ter executie te leggen ende t' gene voorder in de saccke ghedegen is gevveest mits de provisien van Justitie verleent ten laste van Godefridus Sanctus tegen den Suppliant gedaen hebbende het officie van Promoteur, de bescreyven brieven van den Capellain van den Ervverdiglien Bisschop van Ipren, Egidius Molarcha ende de voedere devoiten van Officie tot oorlacken van de attestanten ende excessen ten processe groert, ende namentyck gelet op de Ordonnantie van den 16. Junii 1666. vvaer by op de clachete van den Suppliant, dat den voornomden Bisschop in *prejudice van syn recours in de voerf. maerle van appresse* ende van *recusatie van synen persoon*, vvaer inne alreede voorts geprocedeert vvas tot het noemen van arbiters, hem gecombineert hadde; te *suspenden a Divinis*, ende doen daegen ten selven effecte, het Hof by provisie in staete gehouden heeft de proceduren voor den vorst Bisschop dies questie roert, ende geinterdicteert zoo aen hem als aen synen Officiael ende Promoteur daer mede voorts te vacren, misgaders alle voorders vvegen van freyen op pene van te verbeuren de somme van 100. Goude Croonen, gesien boven dien t' Decreet van de Majesteit van den 17. deser, vvaer by het Hof andermaal geautoriseerd is, omme te disponeren op het verzoek van den 17. deser, vvaer by het Hof andermaal geautoriseerd is, omme te disponeren op het verzoek van den Suppliant in deser gedaen, ende op alles gelet in *vollen Raede*, t' Hof accordeert aen den Suppliant *commisio van attestant ne CLAUSULE VAN ESTAET VAN HET EFFECT VAN DE SUSPENSIE in desen ghewet*, ende iterative interdictie aen den Bisschop van ien voorders t' attestant op peynen van het Decreetement van de gecombineerde boete van 200. goude Croonen ende faillissement van syn temporel. Actum den 21. Martii 1669.

Onderseckem H. D'HANE.

**D**ominus ac Magister Joannes Leensane exhibet Curia, quod a Sua Majestate obtinuerit Apostillam hic junctam de data 17. Martii 1668. qua Curia auctorizatur ad disponendum super petitione Supplientis, ut *SUSPENSIO A DIVINIS* ad onus ipsius lata teneatur in suspenso: & cum in Curia Libellus Supplientis adhuc existat.

Rogatus, ut super petitione Supplientis Curia dignetur disponere. Quod faciendo, &c.  
BOGAERT Pr.

## APOSTILLA.

Curia, omnibus visis ac memor Libelli ex parte Supplientis Sua Majestati exhibiti in materia oppressionis, huc missi, ad disponendum desuper per Decretum de data 30. Martii 1666. quo Curia ad eundem finem auctorizata fuit in quantum necesse foret, una cum ulterioribus ordinationibus in finem. & cum Decreto provisionalis relaxantis die 2. Aprilis subsequentis, insuper etiam cum penalibus Decretis ad ipsum executioni mandandum, & quod ulterius hac in causa actum fuit, cum provisionibus Justitiae concessis ad onus Godefridi Sanctus adversus Supplientem Promotoris officio fuisse, Litteris citatorialibus Capellani Reverendi Episcopi Iprensis Egidii Molarcha, ad ulterioribus Officii functionibus occasione attentatorum, & excessuum, de quibus in lito actum est, ac nominatim reflexione habita super ordinatione die 26. Junii 1666. qua, ad querelas Supplientis, quod praesentis Episcopus in prejudicium Recursus in praedicta materia oppressionis, & recusationis fuit Personae (in quo jam inde fuerat processum ad nominandum arbitros) comminata esset a Divinis suspendere, & ad eundem finem citari mandasset, Curia provisionaliter suspendit processum coram dicto Episcopo, de quo questio, ac interdictis tam ipsi quam Officiali suo ad Promotorem, ulterius progredi, & omnem viam facti sub pena 200. aurearum coronarum committendum, & insuper Decreto Sua Majestatis die 7. currentis, quo Curia iterato auctorizata est ad disponendum super petitione Supplientis in hoc facto, & omnibus perperis in pleno Consilio, Curia relaxat supplicanti commissionem attentantis cum *CLAUSULA SUSPENSIVA EFFECTUS SUSPENSIONIS* hic memoratae, & iterato Interdicto ipsi Episcopo, quidquam ulterius attendendi sub pena Decreti multa comminata 200. aurearum coronarum, & arrestis bonorum ejus temporalium. Actum 21. Martii 1668.

Signatum H. D'HANE.

(G)

## SENTENTIA

Consilii Brabantiae pro Manutenentia Pastoris Sanctae  
Catharinae Bruxellis.

Heer **GUILIELMUS VANDE NESSE**  
Pastoor van S. Jans tot Molenbeke,  
ende S. Catharine binnen dese Stadt  
Brusselse, Suppliant.

Syne Hooghverdiecheydt den Heere  
**ARTSBISSCHOP VAN MECHE-**  
**LEN**, Geinsinuerde.

**G**hesien in Syne Majesteits Souvereynen Raede, ge-  
ordonneert in Brabant, die Requeste by den Sup-  
pliant aldact representeert den 31. Augusti 1706. by de  
welcke hy te kennen gaff, dat aen den voorsz. Raede be-  
kent vvaeren de moeyelyk heden hem voor desen aenge-  
daen door den Heere Geinsinuerde, midtgaerde hoe  
dat hy uyt kracelike van Koninklycke Brieven van Ca-  
chet aldaer ghevooght N. 1. hem geinsinueret op den 22.  
januarii 1704. hadde moeten verter: ken uyt desen Lande,  
vvaer naer het ghebruyt vvas dat hy in den voorsz.  
Vinter met penitentie vrant 't Hof, hem verguntert oor  
saecke van die siecke van syne Moeder, synde gheko-  
men binnen dese Stadt, ende vwillende aen den voorsz.  
Heere Geinsinuerde behooven syne eerbiedighe ende  
gehoorzaamheyt, hadden aen den selven representeert  
Requeste gevoght N. 2. hopende door dese syne submissie  
te versouen 't gemocht van den voorsz. Heere Geinsin-  
uerde, en soo verre te beueghen, dat het hem soude  
gallen de voorsz. Brieven van Cachet te doen cesseren,  
ende inder daed dese Requeste aen den Heere Geinsin-  
uerde behandigt zynde door den Heere Borgemeester  
van Brusselse, hadde hem foodaenigh beueghet, dat hy  
om de vragte van den Suppliant toe te staen, niet anders  
en vrant versloekende dan dat den selven affsiegghende alle  
saeken hem niet raekende, sich t' en reael soude be-  
steden in de fundie Pastoreel: doch her gheuevenst gevolg  
vvas verhindeert gevordene door den Heere Vicarius Ge-  
nerael van Sultzen, aen vvelken ter occasie van de  
voorz. Requeste, ende onthuysselyfde door de directie  
van de Paters Jesuiten, hadde aen den Suppliant ghescheven  
den gevoghten Brief sub Num. 3. item daer inne hou-  
tende preciselyf suspek in materie van Religie, van  
welcke suspicie hy sich soude moeten Canonickelyc  
ende authentickelyc expurgeren met de Antwoorde op  
46. Interrogatorien vervult van cavillation op de maniere  
aen den Suppliant ten hooghten injuriosus ende tegens  
het expers Breve van Innocentius den XII. annex Num. 4.  
geexpubereert door Syne Canonickelyc Majesteit Car-  
lus den II. glorieuwer memorie, ende by desen Hove ge-  
laudeert in de Consulte aen syne Hooghheid 13. April  
1696. vermits Syne Heilichheid by het selve Breve de  
suspicionem van 't Nedersland hadde vernaeent ende ge-  
prescribereet de maniere op de welcke hy aengende het  
Formulier van den Eedt moesten voortgaen, ordonnere-  
den cersien, *Datse tegen alle en en ieder, van vvas  
saet, gaet en conditio sy zy, die door eenetemeraire  
verlossinge de voss Propositijs (van Janienius) in die Or-  
donnatie van Innocentius X. en Alexander VII. also  
verdoemt publickelyc oft particulierek, zy in de Scho-  
len 't zy in de Sermoenen mondelyc oft schriftelyc sich  
vermen sullen hebben voor te staen, sy tegen de selve  
moeten voorts gaen, mechten onderhoudende d'ordre van 't  
Recht. Vvaer naer vervolgde syne Heilichheid: Daerboven  
vvy hebben geordeneert te maken aen UE, onse Broeders  
beuelen, zelyc vvy beuelen door dese, dat zy volgens UE  
sacramenteelicht en voorsichthigh, dat die mach met  
de welcke ghy door de Apssolyke Ordonnatie gevuc-  
pent syt, de d'ordereckinge van 't Formulier onden Eedt*

**Dominus GUILIELMUS VANDE NES-**  
**SE** Pastor S. Joannis in Molenbeke,  
& S. Catharinae in hac Civitate Bru-  
xellensi, Supplicans.

**Reverendissimus Dominus ARCHIEPI-**  
**SCOPUS MECHLINIENSIS**, Insi-  
nuatus.

**V**ssio in Supremo sua Majestatis Consilio Brabantia,  
libello supplice Supplicantis ibidem exhibitio 20. Au-  
gusti 1706. quo declaratur, disto Consilio non esse diffi-  
cultates sibi ante hac causatas à Domino Insinuato, insuper  
quomodo vi Litterarum Regiarum de Cachet ibidem junctura-  
rum sub n. 1. sibi insinuarum 22. Januarii 1704. ex hac  
Patria discedere fuerit consuevendo eveniens, quod hyme-  
re praeterita cum permissione Curiae sibi concessa occasione  
verbi Matris suae in hanc civitatem ingressus, atque desiste-  
rans praefato Domino Insinuato exhibere sua reverentia &  
obedientiam, praesentaverit eidem libellum supplicem jun-  
ctum sub n. 2. sperans hac sua submissione conciliare ani-  
mum disti Domini Insinuat, & eo usque pervenire ut pre-  
dictas Litteras de Cachet cessare facere dignaretur, &  
reverat libellus ille supposito in manus Domini Insinuat, tra-  
didit per Dominum Consulem Bruxellensem, adeo ei pla-  
uerat ut ad petiti, ut Supplicantis amovendum nihil aliud  
requirere, quam ut Supplicans, depositis omnibus nego-  
tiis ad se non pertinensibus, totum se impenderet sanctio-  
bus Pastoralibus: Verum quatenus successus turbatus fuit per  
Dominum Vicarium Generalem Van Sufferen, qui occasione  
predicti libelli supplicis, & indubie directione Patrum Je-  
suitarum, Supplicanti scripsit ad Epistolam junctam sub  
n. 3. cum in illa tenens praefato suspensum in materia Reli-  
gionis, a qua suspensione praefato suspensum, & authenticae expur-  
gare teneretur Responso ad 46. Interrogatoria repleta ca-  
villationibus modo Supplicanti summo injurioso, & contra  
expressum Breve Innocentii XII. annexi sub n. 4. & ap-  
probati à Sua Regia Majestate Caroli II. gloriose memo-  
riae, & laudati ab hac Curia in Consilio Sua Celsitudine  
13. Apr. 1696. cum Sua Sanctitas eodem Breve Episto-  
por Belgii monissit, & praescripsit modum quo circa  
formularium juramento deberetur procedere, ordinandi in  
primis, Ut contra omnes, & quoscunque ejusmodi sta-  
tus, gradus, & conditiones existant, qui ausu temerario  
— quinque propositionibus (Janienii) sic damnatas in Con-  
sultationibus Innocentii X. & Alexandri VII. publice vel  
privatim, tam in Scholis, quam in Concionibus, verbo  
vel scripto ascendere praesumpserint, servato tamen Juris  
ordine, procedant. Post quam praefatus a Sua Sancti-  
tas Patretera Fraternitatis vestris Injunctionum duximus,  
propterea praesentes injungimus, ut pro vestra piane,  
& prudentia, facultate illa, qua per Constitutionem  
Apostolicam muniti estis, ita Formularii subscriptionem,  
seu juramentum, ad praxim reducat, ut in einge-  
dum juramento praedicto zelus, & charitas vestra quam  
maxime elucet, ne quicquam fama indebita ledatur, aut  
detractionibus, & mormurationibus locus detur. Fina-  
liter praescribitur Sua Sanctitas hanc ipsam Regulam:  
Demum ad extinguenda Theologorum jampridem in eo-  
se excitata dissidia, Fraternitatis vestris, quantum  
in Domino possumus, praesentibus nostris mandatis injun-  
gimus, ne ulla ratione quancquam vasa illa accusatione,  
& invidioso nomine Janienii traduci autemuncupari si-  
natis, nisi prius praesuppositum esse legitime confiteri ali-  
quam ex his propositionibus docuisse, ac tenuisse, nec  
quancquam sub hoc praetextu repelli ab Officiis, Munis,  
Beneficiis, Gradibus, & Concionibus habendis, vel alia

soo in't overek licht, dat in den voorz. Padt te vraegen uleiden liever en liefde ten hoogste wyslyk, op dat niemant sume ont voetelyk gequest en vwoorde, noch oecaste geveuen en vwoorde aan lasterlygen en ofspraken. Eyn-delyck prescribeerde Syné Hylighydt desen rechtverdi-gen reghel: Ten lesten om syt te blifsen do verbillen der Theologen, de vvelcke nu over lanck tuff hen xon op gersien syn. vvy belasten door dese onse tegenvoerde bevelen aan UE onse Broeders, soo veel als vvy inden Heere kennen, dat zy op geender maniere en sulz verdragen dat jemand door die onbepaalde beschuldiging en hateliken name van Janseuisterye sal beklad of geuocmt vwoorden, ten zy dat eerst voetelyk sal gebleken zyn dat hy suspect is van eeno van die Propositionen geleert of gebo-uden te hebben: noch dat synicus en sulz toelaten, dat je-mand op dit pretext sal veruorpen vwoorden van Of-ficiën, Ampien, Beneficent, Graden, en prediken, ofst van eenige andere geestelyke bedieninge, ten zy dat men onder bondende d' orde van't Recht folvoont hebben, dat hy die straffe die anders aan Catholyke mannen ferfwaert is, verdienst heeft. T'was autem evident dat dese rechtverdiigte Pauleyke Ordonnantien geconfin en vvaeren geobferueert gheueft in den Suppliant te verklaren suspect in materia van Religie, gelycht den voorz. Vicarius General hadde deruen doen, ghemerckt den Suppliant niet alleen der verboden vvyt Propositionen van Janseuist oyt hadde geueert, noch schriftelyc, noch mondelincx, noch in't publick, noch in't gemeyn, maer oock de selue dya-mael aff gheueuoren volghens het Formular van Alexand. den VII. en syn volck geleert contrarie aan de voornoemde doliinge, inder voeghen dat het ten uytterste impertinent vvas aen hem als paterfelyck suspect voor te houden de voorz. 46. Interrogatoria, ende hem daer op te vwillen doen antvooerden, ende aldus hadde hy, reinfecda, vwo-der moeten vertercken naet syn Ballingschap, uyt het vvelch hy aen den Heere van Sulteren hadde g'fonden d' Antvorde gheueghet Num. 5. met de vvelcke den sel-uen niet voldoen zynde, hadde den Suppliant in syn bal-lingschap moeten blyuen, tot dat de Kragt der voorz. Breueu van Cadhet vvas komen te verduynen door de veranderinge van d' heerscheppye over desl. Laudn., on-der faueur van deuelcke den Suppliant op den 3. Junii 1706. t'favonts nauvelvex zynde grariueert binnen dese Stadt, soo hadde men hem s' anderdaegs sporgens door den Promotor van't Geestelyc K Hof, van vveghens den Heere Arts Bisschop geconfineert den geueghen Brief Num. 6. vvaer by den Heere Grinsinuerde septe-lyck voorsage in het voorbeginne verreck van syn Vicarius Generalt sonder eenige formen van Recht, hadde onderuonden den Suppliant te suspenderen van alle Pastorel functionen, met vverderoetpueyng van de faculteyt van predicke ende dictatooren, &c. vvaer inne men sagh directelyc gecontraueen te zyn aen het voorz. Breue van Innocentius den XII. ende den Suppliant tegens alle Recht ende redene geconfineert tot groot schandael van syne Parochie ende van dese ghehele Stadt, ende alome elders alvvaer de voorz. suspensie ruchtbaer vvas ge-ueuorden, naedemaal by het selue Breue't vvelck men al-leen oock aennemen voor geplaceert in dese Landen door de Conincklyke Approbatie, soo stricteyck belast vvas aen den Heeren Bisschoppen. Dat so geender ma-nieren onsonden vwoorden, dat jemand door die onbepal-de beschuldiging en hateliken name van Janseuisterye sonde beklad of geuocmt vwoorden, ten zy dat eerst voetelyk fonde gebleken syn, dat hy suspect vvas van eeno van die Propositionen geleert of gebouden te hebben: noch onsonden voeten dat jemand op dit pretext soude veruorpen vwoorden van Officiën, Ampien, Beneficent, prediken, of eenige andere geestelyke bedieninge, ten vvaer dat men onder bondende d' orde van't Recht folvoont hebben, dat hy die straffe verdient hadde. Veel min hadde den Heer Grinsinuerde, t' gene hem by Syné Hylighydt geordonneert vvas te beleten, s'fomghen uyt verrecken, sonder eenige orde van't Recht te onderhouden, teghens den Suppliant by de voorz. suspensie, zynde in der daedt meer iniurieuse ende schandaelen, aengemerkte de Pastorele qualitey vvaer mede den seluen bekleedt vvas door't Re-cht: vvelckly nu hadde, als vvel dat men hem ofte je-mand anders fonde hebben getepleert van eenige Pa-storie off Ecclesiastick functie in de vvelcke hy noch geen recht en hadde, maer fiam het selue te bek men, volgens dese strecke: Etenam qast vvas meoer scab-

quaunque functione Ecclesiastica permittatis, nisi serua-to Juris ordine cam penam, quae Viris aliquam Catholici grauiissima est, committisse probatum fuerit. Eras autem evidens quod haec iusta Pontificia Ordinatione nul-latens observata fuerint in declarando Supplicantiem suspectum in materia Religiosa, prout praedictus Vica-rius Generalis fecerat auferri, cum Supplicanti, non so-lum nullam quinquam damnatarum propositionum Janseu-istumquam docuisset, nec scripte, nec oratione, nec in pu-blico, nec in communi, verum etiam easdem tercio abro-asset secundum Formularium Alexandri VII. & Populum suum docuisset contrarium praefato errori, ita ut summe impertinentis esset ei tanquam praefato suspecto exhibere suprascripta 46. Interrogatoria, cumque velle cogere ad desuper respondendum: Atque ita, re infusa, reversi coacti fuerat ad exitum i quo ad Dominum Van Sulteren miserat Responsum junctum Num. 5. quo cum ei non esset satisfactum, coacti fuerat Supplicans in suo exilio permancere, donec vigeret suprascriptum in Literarum de Ca-chet evaneret per mutationem supremi domini in hac di-ctione, cuius favore Supplicante 3. Junii 1706. vespere vix reverso in hanc civitatem, postea die mane ei per promoto-rem Curiae Spiritualis ex parte Domini Archiepiscopi in-finuabatur Epistola juncta sub n. 6. qua Dominus In-finuatus via facti procedens in capto opere sui Vicarii Gene-ralis absque ulla forma iuri attentaverat Supplicantiem suspendens ab omnibus pastoralibus functionibus cum revo-catione facultatis concionandi & confessionis ascendendi, &c. in quo videbatur directe contrarium esse praefato Breui Innocentii XII. & Supplicantiem contra omnes j & ratio-nem infamatum cum magno scandalo sua Parochia & totius hujus civitatis, & quoruncunque locorum ad qua rumor praedicta suspensio pervenerat, quandequidem eodem Breui quod unice acceptari poterat, in place aliam in hisce ditionibus Regia approbatione, tam strile mandatum es-set omnibus Episcopis: Nullarationes quencumq; vava a illa accusatione & invidiosum nomine Janseuismi traduci aut nuncupari sinant, nisi prius suspensum esse legitime co-nfiteri aliquis ex his Propositionibus docuisse aut re-nuisse, nec quencumq; hoc praetextu repelli ab officiis, & munus beneficiis, concionibus habendis, aut alia qua cu-que functione Ecclesiastica permittant, nisi seruatam su-vas ordine eam penam committisse probatum fuerit. Adulomitus Dominus Infinuatus quod ei a Sua Sanctita-te mandatum fuerat impedire, ipse praeter exequi, nullo servato juris ordine, adversus Supplicantiem praedicta sus-pensione, praefato magis injuriosa & scandalosa, attenta Pastoralis qualitate quam possidens iure acquiescit, quam sissum aut quencumq; aliam repulisset ab aliquo Pastoratu aut Fe lesialica functione, iure nondum quafito sed acqui-rendo, juxta illud: Turpius eiecitur quam non admittitur hospes: non autem in circumstantia qua Supplicanti libera-tus ab oppressione sua & literis de Cachet pridie reversus fuerat, ab exilio suo, magno cum gudio suorum Parochia-norum, qui nescierant Pastorem suum videre restitutum in suis functionibus, & audire intermissas instructiones Christianas, quibus se rursus privatos invenirent per hanc precipitatum & scandalosam suspensionem, quae oc-casionem preberet iudicandi suprascriptas litteras de Ca-chet a Domino Infinuato fuisse procuratas, qui aliqui na-gandere deberat, quod Dominus Pastor a priori oppressio-nem liberatus, reversus esset ad Parochiam suam: Utterius quod longo aberat, ut de Supplicante confiteri legitime in confirmatae suprascripti Brevis, & quod forte suspen-sus docuisse aut commisse aliquam ex damnatis quinquae Propositionibus, ne quidem, & fuit judicialiter, fuit ex-petradicialiter, fuit amicabiliter aut alio modo ex parte Domini infamatus monitus fuerit, multo minus convictus aliquis erroris aut mala doctrina: & quod plus erat at quan-do post diillam suspensionem Supplicanti rogaverat rationes, ab quas suspensus haberetur responderi praedictis Vicarius Generalis Van Sulteren, se rationes daturum cum juridice requireretur, ut constat ex declaratione sub Num. 7. conse-quenter praedicta suspensio facta fuerat atque iam legitime constaret de praefata suspensione, vel probatum erat servato juris ordine, Supplicantiem penam ejusmodi suspensionis committisse, quod tamen praefato Breui requireretur, cui etiam repugnabat forma compositionis archiepiscopi Interrogatoriorum, super quas praefatus Dominus Van Sulteren praetenderat Supplicantiem de hoc affirmative respondere, cum in praefato Breui praefabatur Regulae charitatis, ut in exigentia juramento (& ejusmodi formulis) velut: &c.

de uyt-gesaght, als niet ontfangen: behoudelyck dat in d'omstandicheit van den Suppliant cesserende van synre oppressie ende briefven van Cachet gevevertte vvas daerghet voerens uyt syn ballinschap tot groote blyfschap van synre Parochien, die verlangden van haeren Pastoor te sien herfelt in synre fundien, ende van herte hooten de geinterteerde Christelyke Leetngen, vvaer van sy haer vvederom gepriueert hadden gevonden door die geprecipiteerde schandaleuse suspensie, vvaer uyt men redenen hadde gehadt van te oordelen dat de voorschreven briefven van Cachet vvaeten beooght geueert door den Heere Geintinueerde, den vvelcken anderffints sich mede hadde moghen verbeughen van dat den Heere Pastoor verlost vvas van de voorighe oppressie, vvas vvedergekeert naer synre Pochie, zynde voorts verre van daer dat ten tegende van den Suppliant soude zyn gebleken vwaetlyck in conformiteit van het voors. Breve, dat hy sulc fonde vveesen van een vande uyt Propositien geleert oft gehouden te hebben, dat hy neg-idem, 't y extrajudicielyck metter minnen ofte anderffints van vwegens den Geintinueerde oyt vermant vvas geueelt, vvelcm geconvenit van eenige doliinge ofte quade leetinge: vvaet meer vvas, alsvanner hy naer de voors. suspensie hadde verlocht te vvetende redenen vvaer om men hem suspect vvas houdende, hadde den voors. Vicaris Generael Van Sufteren geantvooit te redenen te sullen geuen alsvanner hy in rechte sonde vvefen, relact tolt verclaringhe sub Num. 7. Vervolgkens vvas de voors. suspensie gescheit, sonder dat alnoch vwaetlyck conleerde van die presente suspensie, ofte dat geprobert vvas volgens ordre van Rechts, dat den Suppliant de pene van alsculke suspensie soude verdient hebben, gelyck het serve nochtans verheyfcht viert by het voors. Breve, vvaer tegens oock vvas srydende de forme van de geueerde Interrogation, op de vvelcke den voors. Heere Van Sufteren hadde gepreterdeert dat den Suppliant soude hebben affirmatie t'antvouden gemect dat by het voortyge Breve gepreterbeert viert den regel van hiet, dat in den eed te vragen (en dergelyke Formulier) den iever en lichte der Bischoppen soude vryfelyken op dat niemant same ontvoutelyck soude gequest vvoorden, ofsi occasie geueven aen lasteringen en ofspraken, daer ter contrarien 'door de geuechte antvooit, de vvelcke vwaetlyck vvas een Canonice purge, en door de vvelcke niemant insaem gemachte voors. materie vviere gegeven aen den Suppliants vvyanden, ende andere quatevillige menschen van hem te calumnieren als oft hy besmet vvaere geueelt van doliingen ende k'tterien, ende daer voer verdient hadde de pene van syn ballinschap, gelyck vele van doen al hadden derven singen ende vutstrozen by detraictie ende quedinghe van yne eere: oetfulck hadde den voors. Heere Van Sufteren hem behooren vernooght te houden met d'antvoot hem van den Suppliant toe gesonden, als zynde conform aen t'gene van hem maer mochte verfocht vvoorden op den voer van het meergemels Breve, vervolgheven en vvas het in reghendeel vant t'elcke oock niet permitteert aen den Heere Geintinueerde naer den Suppliants vveder comste alnoch t'insisteren totte voors. purgatie op de voorgehouden Interrogation ende onder pretext van geene suffisante vol-dorjinge hem precipitantelyck, en sonder enige forme van Rechts te suspenderen van synre Pastorele fundien met vvedetroppeinge van de macht van bicht te hooren ende te predicken, gelyck den Heere Geintinueerde hadde ondernomen sonder enige voorgaende vardyckte vermaeninge, correctio ofte monitie, dat den voors. Brief gecheert Num. 5. niet en vvas genoegchaem explicatief, sonder eenige voorgaende citatie ofte comminatie van pene, sonder Informatie preparatoir by het Officie genomen over het d'elict, die nochtans vvas het fondament van alle Judiciae fual necessarij dat by faute van dyen de gebeelt procesfus naal vvas, oock in cas t'eyt door den Criminclen vvas geadvoyert, sonder voorgaende aenclhinghe van actie door den Procurator Officii ende dat uyt de autoriteit van den Rechter by libel inhoudende de punten van belanghe, sonder eenen artickel van Religie vuytgedruken, in den vvelcken den Suppliant soude suspect zyn. Ende dit alles vvas zo gecliecht door den Heere Geintinueerde die drymaal zynde gecreueert om soo capitale redenen als boven, ende drymaal verfocht zynde te comen totten keus van Arbitrs om de suspensie te doen decideren, t'elke tot noch toe geueyert had-

decharitas Episcoporum elucet, ne alienus fama indebita ledatur, aut detractionibus, & murmuracionibus locus datur, ubi e contra petitio respicitur, quae vere erat purgatio Canonica, & per quam quicquid notatur infamia, & datur materia inimicis Supplicantis aliquid alevius hominibus excusandi ac si fuisset infelix erroribus, & heresibus, & ideo meritis fuisset panam exiliis, prout jam inde plures fingere & ubique argere ausi sunt cum detractione, & lesione bonis Supplicantis: prout d. Van Sufteren dabatur fuisset contentus responso quod Supplicans ait miserat, ut pote conformis illi, quae secundum tenorem saepe dicti Brevis tantum poterant ab eo requiri; consequenter contra ejusdem tenorem non erat etiam permixtum Domino Insinuatore post reditum Supplicantis insistere praedicta purgatione Canonica super propositis interrogatoriis & sub praetextu satisfactionis non sufficientis eundem precipitanter, de nullo servato juris ordine suspenderet a praestatis suis functionibus cum revocatione facultatis confessionis audientis & conciliandi, prout Dominus Insinuator fecit ab illa praecedente paterna monitione, correctione, vel declaratione, quod Supplicans Epistola sua n. 5. exhibita non satis se explicasset, abique ulla praevia citatione aut comminatione panam, sine informatione preparatoria per Officium capta super delicto, quae tamen erat fundamentum omni processui, adeo necessarium ut ejus omisso nullum redderet totum processum etiam casu quo verum crimen esset confessus; abique eo quod Procurator Officii aliter inveniasset libello continentem panam gravaminem, abique expressione ullius articuli sedis pro quibus Supplicans posset esse suspectus. Atque hoc omnia ista fuerant per Dominum Insinuatorem postquam tertio recusatus fuerat ob rationes adeo capitales ut supra, & tertio requisitus ad eligendum Arbitros qui causam recusationis deciderent, quod haudenus voluerat, & interim se gerebat ut iudicem, & quidem modo tam irregulari, quam per hoc signa evidenter aversi a Supplicante animi sui, & anxia credendi quod cum Litera de Cachet expirasset, hac sententia, ut succederet in locum Literarum, concertata fuerat cum Patribus Jesuitis, quorum consilio, ministerio & spiritu Dominus Insinuator, & Vicarius ejus Generalis Patribus illis adhibitis totaliter se subernerat finiebant, & qui Patres verosimiliter non facile obviarent, quod Supplicans eos a concionando, & catechizando in Ecclesia sua & Parochia gratias agendo emoverat, & varias lites adversus eos submiseras super functionibus Pastoralibus, quibus se immiscere non poterant, secundum suam in Belgium admisionem: alia nulla erat ratio tenendi Supplicantem suspectum in materia religionis, & sub hoc affectu & calumnioso pretextu cum suspendendi a suis functionibus Pastoralibus; maxime cum, postquam inimicus ejus initio sui exiliis cum Decreto publico sub n. 8. proclamari curaverat per totam Dioecesim Leodensem tanquam suspectum de heresi, & quod tam ob causam cum aliis quibusdam factis exul a Belgio, ab omnibus fidelibus evitari deberet inquam in effectu excommunicatus ipse Supplicans ejusque Parochiani super eo, moderno Pontifici Clementi XI. conquesti fuerant Epistola juncta sub n. 9. & 10. & Sua Sanctitas hoc modo informata de integritate fidei Supplicantis, superscriptum Leodensem Decretum prompto revocavit, & annullari curaverat, prout patet ex alia revocationis juncta sub n. 11. Dominus autem Insinuator hac non ignorans, equidem volebat Supplicantem tenere suspectum de heresi, ut eo praetextu aliam mediam inveniret, quae subfisteret effectus Literarum de Cachet, cum jam annuclata forent, reviviscens privilegium Leoditicoit Principum Belgii, in cujus praenotum casu fuimus pati introductum similitum Literarum, quae secundum samam publicam, & violentiam praesumptionem Dominus Insinuator una cum Patribus Jesuitis procuraverat, atque in locum eorumdem Literarum successerat praedictum Decretum suspensionis; quod equidem attentum contra formam Juris, & per via facti non poterat etiam subsistere cum privilegio Leoditicoit: Ulterius Decretum nullum erat alio exceptis, notanter ex eo, quod Supplicans in omnibus casibus ipsum quomodolibet concernentibus ab anno 1606. Dominum Insinuatorem suspectum fuerat per Almam Notarialem sub n. 12. ob rationes ibidem expressas, & quod hoc suspectio fuerat renovata, & pluribus rationibus confirmata per aliam Almam sub n. 13. unde subsistendum fuerat, quod Dominus Insinuator animadvertens jurisdictionem suam in Supplicantem esse suspensam per primam suspensionem die 17. Maji 1606. cum reco-

de, ende interim bleef voortgaan als Rechter ende dat noch op soo ongeoorloofde maniere, doende in dyer voorgehien blycken al syn gemoet tegens den Suppliant bleef afgekeert, ende doende gelooven, dat terwylten de geprocureert de Brieven van *Cachet* niet meer in conde vercoeren, die fuspenseinder te ver plaatse gecoonceert vvas met de Paters Jesuiten, door vviens raden, ministeijende geest den Heere Geinfinuende niet kunnen geestelion neerden Vicarius General' eenemaal vviert getegeert, ende vvelke Paters vvefcheynelyck niet licht en soude vergeeten dat den Suppliant hun van predicken ende catechiselen in syne Kercke ende Parochie hadde algeed-nickt ende tegens hun gefustitueert verscheide proceffen over Functien Pastoreel, in de vvelecke sy sich niet en vermochten te benoyen, volgens hunne admiffie in Nederlandt, andersins en vvas daer geene redene van den Suppliant suspect to houden in materie van Religie ende op die versocht calumniesus pretext hem te suspenderen van syne Pastorele functien, naedemaal alsvaneer deselvis vyanden hem in t'begin van syn ballingschap hadden by publick Decreet sub Num. 8. door de gebede Diocese van Luycx doen proclameren als suspect van ketterye, ende dat hy om die oorfaecke verjaecht zynde neffens andere uyt dese Nederlanden moeste van alto Geloovige gevlucht vvoorden als *miser* daer geene communicatiehy Suppliant ende deselvis Parochianen daer over en den teghenvvoordighen Paus Clemens den XI. gedoleert hadden byden aldair geueghden Brief sub Num. 9. & 10. ende Syne Heilichheit daer uyt gepasdaaert vvezende van deselvis oprecht geloofshadte oer voorf. Luycx Decreet promptelyck doen rocoeten ende annulieren geelyck quampte bycken syne selve Revocatie daer al zynde sub Num. 11. Ende den Heere Geinfinuende de sulcx niet hebbende geignoreert hadde den Suppliant evenwel vvielen suspect houden van ketterye om op pietet van dyen uyt te vinden enen anderen middel vvaer lanx dat soude behouden vvoorden het effect der Brieven van *Cachet*, vvanneer de selve fouden comen t'onderblyven door de heerlevende Blyde Incomste der Pincen van dese Landen, in vvelcker prejudicie men hadde moeten hyden d'invroetinge van sulcken Brieven besoght volghens de gemeyne sanie ende violente presumpcie doot den Heere Geinfinuende met de Paters Jesuiten, ende alsoo vvas in de plaetse van de selve Brieven gesucteerd het vvoorfs. Decreet van suspensie, d' vvelecke evenwel als geantienteert byten rechtende by puere feytlyckheit, oock al met konie bestaen met die Byde Inkomsten: daer en boven vvas het selve Decreet beylecky met nullite r' uyt anderen hoofde, namentlyck uyt dien dat den Suppliant van in den jaer 1696. den Heere Geinfinuende in alle saccken hem reynighen rakende gefuspenteert hadde by de Acte Notoriale daer van zynde sub Num. 12. om redenende daer by vermeld, ende dat dese fuspensatie vernieuvt vvas, ende met meerdere redenen geconfirmeert by andere Acte sub Num. 13. vvaer van het gevolg vvas geveecht, dat den Heere Geinfinuende siende syne justitie over den Suppliant gefuspenteert door de eerste fuspensatie van den 17. May 1696. vermidzt hy herkende de vvaetheit van de geallegeerde redenen ende oversulckte als Rechter niets en vermochte te attentieren teghens den Suppliant, hadde aen-genomen die partye van Accusateur ofte Dranaucateur metten selven te behuldighen by Requeste te Hove, als oft hy hadde ondernomen de Nation ende Borgers deser Stadt te beleeten hun consent in den last van't oortien op den port bier. tot dat Syne Majesteyt soude rocoeten de Decreten tegens de Janfenisten, d' vvelecke verfonten zijnde t'konisse ende judicature van desen Raede, al vvaer den Heere Geinfinuende, ofte deselvis Vicarius General' niet hebbende vveten voor te biegen de minste preuve, ende by ghebrecke der selver vverfende in saccke te fuccumben, hadde te Hove versocht ende bekomen Interdicie aen desen Raede teghens den vvoortganck van de begonne saccke in daie 7. Januarii 1697. doch de selve zijnde naerdehandt geliche gevoorden op den Suppliants Requeste, vvas den selven Suppliant by sententie geabsolveert geveert, als geontint plichtighaen de seijzen van die calun-nieuze behuldighen geelyck van aller quampte bycken uyt de stucken aldaer gevoght sub Num. 14. 15. 16. ende 17. Des mette min den vvoorfs Heere Geinfinuende, hebbende voorgenomen des Suppliants uytrefse verplettinghe, hadde in't eynde van't vvoorfs jaer 1696. te Hove gepresenteert eenen

*graveret rationes allegatas esse veras, ac proinde adversus Suppliantem nihil accusare posset qualesvis Judicis assumptas partes accusatoris vel denunciatoris, cum ascensio libello supplici Aula presentato ac si indignis Nationes, & Civis hujusmodi, ut non consensuerint Imposta unius quadrantis in singula pecunia cervisia, donec Sua Majestas revocaret Decreta contra Jesuitas: Atque hoc Libello supplici remisso a hac Consilio ut de eo cognosceret, & judicaret; Dominus Infirmatus, aut ejus Vicarius Generalis nescientes procedere vel minimam probam, ac deserta illius timentes in hac causa se unire, seierant, & obtinuerant ab Aula interdictionem de daie 7. Januarii 1697. quo impedirent Consilium prosequi in causa inempta; Hoc Interdictio postmodum levato ad Libellum supplicem Suppliantis, idem Supplicans per sententiam fuerat absolutus ipote nullo modo reus fallorum que in hac calumnia accusatione continebantur, prout omnia patebant ex Actis annexis sub n. 15. 16. 17. Quibus omnibus non obstantibus, Dominus Infirmatus intendens totalem Suppliantis oppressum sub finem predicti anni 1696. exhibuerat Aula alium Libellum supplicem in procedente magis injuriosum, in quo contra omnes leges immunitatis Ecclesiasticae, pro quo in omni alia occasione se admodum zelosum ostenderat denunciavit & accusavit Reverendos D. G. Hoyens S. T. D. Praesens Collegii Pontificii Lovanien. L. Baert Plebanum, Archidiaconum, N. Baex Plebanum, Anversingensem, N. Van Geet Plebanum Gandensem, & Suppliantem, tanquam reos diversorum criminum capitalium seditionis, rebellionis, ac nemine ante consensuratum, qui nulla ratione habita propriis bonoris, aut respectus & obedientia Regi & Sae Celsitudinis debitis, aut propria conscientia, publice rebellassent, autoritatem Regiam, & Sae Celsitudinis per Status Brabantiae possidere attentassent, & in quodam suo Adversariali Regem injuria, & perjurii accusassent; nominando res Sa erodites rebelles, refractarios, seditionis, & finaliter concludendo declarabat eos tradendos debere eodem modo, & subire easdem penas quas Lutherus, & Calvinus meriti fuerant, prout amplius videtur perit in dicto libello supplici cum Deductione juncto sub num. 18. Profecto sic minima injus accusationis vera fuissent, eadem non nisi accusatorum morte expiari poterant: sed postquam Sae Celsitudinis placuisset rem illam remittere ad Consilium Praevium, cui consequenter Libellum Supplicem sub num. 19. signatum obtulerant quingue accusati, Dominus Infirmatus communicatione Libelli habita, in qua injuria, & conscientiam suam deprehendebat, tantum abstinuit illi respondere, quin potius se mora condemnari permiserit: sed dum hi accusati jamjam processuri erant, iuxta praefati Consilij libellum, ad resistendum iuram depositionem, Dominus Infirmatus per diversa media impedire istud appetere nuerat. Interea ex praemissis constabat, suspellationes a Supplicante propositas omnino solidas fuisse, hisque ulteriori ratione Supplicans addidisset, si Dominus Infirmatus libellum fuisset ad arbitrio devenire, a quibus iuxta iura Canonica suspellationis materia decideretur, quod, quavis terro ad istam electionem interpellatus excusaretur, & citare ita consensisset suspellationis suae, alias etiam valida, nullum Judicis Offitium in illa incidenti re erga Suppliantem exercere eadem valebatur suspensio iuxta iura Canonica tam multum roboris, ut minimum haberet, quam appellatio: Dominus Infirmatus processit tamen ad varios actus iudiciales, & multa attentata in predictum validam revocationem praedictam, praescribit in Septembri 1703. dum occasione eadem iussit Reverendos Patres Quaesiti & carcere Archiepiscopali, ipsi mandatis domum Pastorem Suppliantis sine ulla iustitia ordine, & contra omnes ejus leges persequi a manu manu turme militum, & quatuordecim aut quindecim sacellum, famularum &c. & vi magnam malleorum, bombardum, aliorumque instrumentorum, attentavit eundem capere, inferre ejusdem, & famulum, & ancillum conatus est apprehendere, necesse ad dandum testimonium variis, ad quod perhibendum nec pulsati nec citati praevis fuerant, sicut eundem in finem sine ulla procedenti citatione aut revocatione testimonii per veritate, etiam apprehendendi iussit Reverendos Dominum Georgium Perschuren, qui publico tanquam nefarius, & seditiosus inter clamores sacellum, vel famulum vociferantem hanc executionem iussu suo Missis suis fieri, per plures captivos deduci fecerat ad Palatium Archiepiscopale, illic parvo cubiculo inclusus, exploratis a Do-*



naerdere Requête meer injurieux als de voorgaende, daer by d' Eerw. Heeren G. Huygens S. T. D. President van 't Paus Collegie tot Loven, L. Baers Plebaan van Mechelen, N. Back Plebaan van Antwerpen, ende N. Van Geet Plebaan tot Gent, ende den Suppliant righms alle vreeten van de Geelycke Immunitie, voor de veeleken den Heere Geinfinueerde in alle andere oorteen sich voort te leus gedraghen hadde, vvaeren aangelaght ende beschuldigh van verscheyde capitale delicten van son hie ende rebelle, de selve noemende Chieffs van de geconspireerde, die niet passende op henne ere ende respect ende gehoorsamheyt die men aen den Coninck, ofte Synhe Hooghert schulgh vvas, noch op hunne conscientie, vvaeren publickeyck gerevolteert, dat sy door de Staten van Brabant hadden vullen ruinen, d' Authority van den Coninck ende van Synhe Hooghert, ende een van hunne Memorialen den Coninck accuserden van onrecht vreedighy ende meynedighy, hy noemde de gearcuseerde Priesters Rebellen, Munsterers, Gerevolteerde, ende gaf synelyck voor Conclusie te kennen, dat sy fouden moeten voordren getraeteert op de selve maniere ende pene die Luther ende Calvin verdien hadden, geelyck breder te sien vvas in de voorsyde Requête met Deductie gevoght Num. 8. Inder daer hy aldien de seyteten ende beschuldighing vvaerachtigh vvaeren gevveelt, de selve en konden niet gexpireert voordren als door de dood van de Geacuseerde; maer naet dat Synhe Hooghert hadde believen die sake te versenden totten Secreten Raede, alwaer vervolgens de voorsyde vyff Geacuseerde hadden gepresenteert die Requête sub Num. 19. soo hadde den Heere Geinfinueerde, uijt de communicatie der selver bevindende syn ongelijck ende confusie, in plaesef van daer op t'antvoorden sich laten verketen; maer alsvannect die Geacuseerde volgens siel van den gemelden Raede fouden gaen procederen tot aflydinge van hunnen thoon om diert door te bekemen Sententie, den Heere Geinfinueerde hadde sulx by verscheyde middelen vveten te beletten. Onderaessen liet consteerde uyt het gepresenteerte, dat de suspensatie gebronnert by den Suppliant gansch gefondeert vvaeren, ende vvaer toe hy noch meerdere redenen foudde hebben bygebrocht, in foo vertelt aen den Heere Geinfinueerde belist hadde te komen totten Kenfe van Arbiters, om voor de vvelge volgens de Canonieke Rechten die materie van suspensatie te leten decideren, d' vvelck hy altoesvel tot dryt yen over dit kenfe geintepelleert vvefende hadde gevveert, ende habbende alsoe tacticlyk gecondescendeert in synespensatie, die ander sinit oock bleve van craht, en vermochte den selven in geen voortvallende saeken ten tegarde van den Suppliant hem draegen als Rechters vtervynen volgen Canonieke Rechten de suspensatie ten minsten soo veel craht hadde als eene appellatie: nochtan hadde den Heere Geinfinueerde hem vervoordt tot verscheyde judiciale acten, ende soo veele attentaten in prejudicie van de voorsyde gefondeerde suspensatie, naemntlyck in September 1703: alsvannect hy ter oorsake van de Evaale van den Eerw. Pater Quessel uyt den kercker Archi-Episcopali hadde fonder enige ordre van Justitie ende tegen alle vvetten van de selve int gevvaepende hande van eene Compagnie van faldacten ende vveten à vyfhiem Dienaers, Knechten dec, ende gevvelt van groote haemers, musketen ende andiefours don innedacken liet huys Parfoel van den Suppliant, geateentert den selven te apprehenderen, daer-na boven gecrocht te vangen synen knecktyende denmaeght, enckelyck om te geven getuygenisse van de vvaerheyt fonder daer toe versocht of gedaght te zyn gevveert, geelyck hy selve cryde fonder enigh voorgaende daegement uste refusus vande vvaerheyt getuygenisse te geven, oock hadde don vangen den Eerw. Heere Georgius Veeuchoten, als als fied en schelm publict fustien het roepen vanden dienaers oft knechten, dat dese Executie vvas gefchiedende van vvegens synhe Majesteyt, vvas overt de ftraer gevagen geleyt gevveert naet het Pak yn Archiepiscopali, aldaer gesloten in eene xylene eaempe, zynde door de Heere Stevens in synne sacke gervoght gevveert, ende vvas aldaer genvanghen gehouden boven de vteve maenden fonder enigh accos tot hem aen jermant te geven, fonder vier, troost ofte eeniggebulbe, hem zynde gevveget Advocat ende Procuraer ende ander middelen om sich in recht te konnen defenden, constate aen alle Wetten ende Regels van Justit.

mino Stevens ejus facies, ibidemque captivus ultra mensas duas detentus sine ulla ad eum accessu, sine igitur solatio, vel adjutorio, necnon ei Advocato, & Procuratori, aliisque mediis juris, & perquisantibus omnibus legibus, acque Justitiis Regulis, & non obstantibus suspensionibus contra Dominum Infirmum ab amicus duobus vel tribus fulta à capivo, & nondum recisa, neglecta etiam ejusdem iserata appellations ad Sanctam Sedem super processu isto irregulari & soluto, quae omnia unice teconderant ne inveniatur alius apparere, praetatus, vel materia suspitionis, quod Supplicans non fuisse evasione Patris Quessel ex carere Palatii Archiepiscopali. Sed nihil minus: nam Supplicans, qui metu attentata via facti apprehensionis, vel alterius iniuria translationis pro diebus quatuordecim fcefferat, postmodum reversus, & audens Dominum Infirmum non non alitibus duabus predictis suspitionibus procedere in sumendis informationibus ad onus Supplicantis, & consequenter iudicii Officium agnoscere, faciliusque inveniri baculum, dum canemerberatum volumus, se in Ecclesia fuis contineretur: postredit reditus Supplicans hora undecima citatus fuerat ad comparandum hora tertia postmeridiana in praesidio Palatii Archiepiscopali, & disponendum de praefata evasione Patris Quessel. Sed ille supplicans se apprehendendum si compareret, si vero non compareret, se ob contumaciam suspensum ad functionibus Pastoralibus, in animarum suarum iudicium per Notarium Vander Elst regere Advocatum Plerumque quam Commissarium D. Infirmum, vel Officiale, an citatus esset tanquam reus, an vero tanquam scissus, adiungens se in primo casu inherere, & remanere duas anteriores suspitionibus, & si itaque quid citatus foret, se paratum ad praebendum veritatis testimonium, praefatus nihilominus vellet se audiri in loco tuto, parum quia tentantem onus apprehendere, parum quia suspensum ex exemplo Domini Verschuren quempiam capti ad dandis testimonio, quae nequisitum, necne citatus, necne refutarius fuerat, sed praedictis Commissariis Plerumque famillis postulationis Altem Notarialem admittere nonnerat, cumque praefatum Notarium indebitis translationibus, coactus fuis Supplicans Commissarium, etiam in auditions testimonium, pariter suspellere, ut patet ex Acta hic sub n. 30. ad iuncta. Interim Supplicans iniuste excepti: mens, in Ecclesia sua morari quatuor mensibus debuit quatenus poterat, adimplens Officium Pastoralis: Verum considerans idem suam lesam publicam domus sua invasionem, adeoque viam juris ingredi fuisse tam pro preparatione honoris, quam pro familiam & securitatem infirmum praeventione, quem in finem pastoralis iusserat per dictum Notarium Vander Elst copiam omnium actuum in Rotula contra apprehensum Dom. Verschuren habere, quae ei negata fuerat, dictumque Supplicanti fuit, aliud illi esse expellendum, si vellet ita progredi, quod duobus postea mensibus impleretur fuerat per infirmum Listerum de Cachet, quae hostes ejus ex Gallia in hae Regiones invexerant, postquam nullam accusationis materiae reperissent, quae illum secundum juris regulas accusarent: Dominus Infirmus hac occasione, in qua non tantum iurejuramentum firmatus Lister Introitus haurum Provincialium, verum etiam personalis immunitas Ecclesiastica infringebatur, nulla ratione flecti potuit, neque reiteratis Supplicantis postulationibus, neque audientiam Amicorum & parochianorum objectionibus, ne audientiam suam apud Regem per tollendum ante dictis Listeris de Cachet interponeret, quomvis isdem sepe declarasset nihil ad onus Supplicantis habere, sed ad eam procul illitatem post allegatas superius suspitiones, nempe ad suspiciendas iudicis partes, & viciam iuris contra Supplicantiem exercitandis, magno zelo & precipitatis processit D. Infirmus, Supplicantiem, sedem horis ad Civitatem reversum, declarando in materia Religiosis suspellum, & statim suspendendo ab omni functione Pastoralis. Cumque hoc sine ulla juris forma factum fuisset, & sine praevia aliorum institutione, vel consultatione, multo minus Supplicantis condemnatione, imo omnis requisitis Canonici monitionibus, sic totius ille processus aliter haberi non potuit, quam ut notoria oppressio, & praeviolentia; contra quas subditis tam Ecclesiasticis quam Laicis progere, Regi erat officium: Insuper quod Supplicans via facti turbaretur in possessione Pastoralis, postfessionem per praedictam attentatam suspensionem, atque ejusdem exercitio privaretur, cum violente hoc medio, habebatur, quomvis praefatus, ut excul è Parochia sua, in eodem vel pejori statu, quam ante fuerat per Litteras illas de Cachet constitutus, quare cogit.

Justitie, ende niet tegenstaende de suspensie tegens den Heere Geinfinueerde van wegens den Gevangene twee à dry iaeren te voren geschiedt, ende alnoch hangende in indicis, oock ongeschiedt delfs iteratieve appellatien tot den Heyligen Stoel, over desen irregulieren ende gewelddaedigen handel, alle de welcke eeniglyck hadde geteendeert om te vinden eenige apparente pretexten, ofte materie van suspensie, dat den Suppliant plichtich soude zyn geveest in de wafse van den Paet Quessel uyt den kerkker van het Paleys Archiepiscopael. Verre van daer den Suppliant die uyt vreesse van seytelyck gevangenisse ofte andere onrechtveerdige mishandelingen sich voor vierthien daegen hadde gereitert, zynde vvedergecomen ende hoorende dat den Heere Geinfinueerde voort ginck niet tegenstaende de voorz. twee suspensien, met te nemen informatie tot laste van den Suppliant ende diefvolck sich als Rechter te villen draegen, en daermen licht eenen fleck vondt alsimen den hont slaan wilde, hadde sich onthouden in syne Kerche: dacht naer syne vverderkomste **was** den Suppliant ten twelft uren geciteert geveest om tegens dry uren naer noen te compareren in't voorz. Paleys Archiepiscopael ende te deponeren over de voorz. Evase van den Paet Quessel: maer hy wende in aeterecken van ingevalle van comparitie te worden gevangen, ende niet comparerende in contumaciam te vworden gesuspendert vande Pastorele bebeningen, hadde goet gevonden een den Advocat Pierfon als getelden Commissaris van den Heere Geinfinueerde ofte synen Officiael te laeten afvragen door den Notaris Vander Elst, oft hy vvas gedaght als plichtich ofte wel als geuuyge, byvoegende dat hy in den eersten gevalle inhereerde ende mennevande syne voorige twee suspensien, ende in dien men hem hadde gedaght als geuuyge, dat hy bereet was geuuygenisse van de waerheit te geven, profferende niet te min dat hy wilde verhoort vworden *in loco suo*, soo om datmen hem hadde getracht te apprehenderen als om dat hy sagh in't exempel van den Heere Verschueten, dat men jemaet quamp te vangen om geuuygenisse te geven, die noch verfocht oft geciteert was geweest, noch refractat; maer den voorz. Commissaris Pierfon en hadde de Notoriale acten van afsulcken afvraginge niet willen aenveerden, ende vermits hy den Notaris hadde onbeoorlyck getracht, soo was den Suppliant genooisack geweest hem Commissaris mede te suspenderen, oock in't verhooren van geuuygenisse, als quamp te blycken by de aldaer gevoegde Acte sub Num. 20. Onaetuyfchen hadde den Verhoorder door vreesse van onrechtveerdige mishandelingen moeten blyven woonen in syne Kerche ten tyde van vier maenden, doende syne Pastorele functie foo veelt hem mogelyck vvas: maer bemerkende dat syne reputatie bleve gekrenck't sedert de publike invasie van syn huys, ende oversulckx gerefolveert hadde inne te gaen den vvegh van Justitie soo tot reparatie van syne eere, als om te vvoorcomen diegelycke ende voordere resullen, ten welcken eynde hy door den Notaris Vander Elst hadde doen afvragen copie van de Acte ter Rolle gehouden tegens den gevangene Heere Verschueten, de vvelcke hem wate gevveeryert geveest, ende men hadde den Suppliant aengeseyt dat hy vvat anders hadde te vervvachten in dien hy foo vville voortgaen, d' vvelck twee maenden daer naer volbrocht vvas geveest door d' Insinuatie der Brieven van *Cachet* die syne vyanden aldus uyt Vranckrykhadden inne gevoert inde lande, naer dat hy geensloff en vonden van hem eigens by vvege van recht te konnen beschuldigen, sonder dat den Heere Geinfinueerde in die gelegentheit alvuer niet alleen die besvoren blyde Incompte fedel landen, maer oock de personele Immunitie Ecclesiastike vierde geintringerit sich hadde laeten bevvegen, noch door de gereiterte Supplieken van den Suppliant noch door d' instantie gebeden van delfs Vrienden en Parohianen, om ten minsten t'employeren syn credit by den Coninck tot het vwegemen der voorz. Brieven van *Cachet*, niet tegenstaende dat hy hun menichmaal hadde verclaert niet te hebben tot last van den Suppliant, maer't gene den sel ven Heere Geinfinueerde naer de voorgelegende suspensien niet en vermoethe te doen, te vveeten sich alnoch te draegen als Rechter ende t'executeren justitiacionele acten tegens den Suppliant, in sulck t'attentien vvas synen ivet ende promptitude ongemeyn geveest, met den Suppliant naer seftich uren te syn geveertert in de Stadt, te verclaeren

Van Esfen, Pars VI.

ful.

soegatur ad hoc consilium recurrere Supplicanti, ut Regia protectione, & custodia contra praeiudicium oppressionem, & violentiam, & similes insultus muniretur, insuper ut maneretur in possessione Pastoralis S. Joannis in Solembake, & S. Catharinae intra hanc Civitatem, cum omnibus ad illam pertinentibus, tollendo omnes perturbaciones, & impedimenta per Dominum Insinuatum Injuncta, inhibendo eidem, ne tanquam Iudex quidquam contra Supplicantem attentaret in prejudicium praefatae protectionis, & custodiae, cumque legitimis suspensationibus praeposita nondum essent decisa, totam eorum materiam Dominus Insinuatus relinquere desinendam per Archiepiscopum utrinque electis, vel alias per impartite Iudices Ecclesiasticos contra Supplicantem procederet in conformitatem Brevis Papae Innocentii XII. à Rege Catholico approbati, aliasque salutariter cum expensis; & in casum communicationis, interim & provisionaliter fieret praedicta interdictio, & in causa de trieno in trieno procederet: Visa quoque Sententia inter partes lata 13. Octobris 1706. quibus Consilium, iuxta duos Supplicantis Libellos Civiles, cum scriptis innominatis Domini Insinuati contra illas in lite prolatas, Adversentiam habens ejusdem Domini Insinuati die 14. Septembris praevia ut exceptionem declinatoriam, eandemque rejectis iniquitatem eidem Domino Insinuato intra alios octo dies respondere, & contestari sub poena seclusionis, & juris, condemnans Dominum Insinuatum in expensas adeo factas juxta taxationem, & moderationem: Visa insuper Libello Supplicantis ad praenominatum Supplicantem oblato die 8. hujus currentis mensis Octobris cum in finem, ut Curia per antedictam Sententiam, comminatum poenam decerneret, & Dominum Insinuatum seclusum declararet, iustitiam super copis antequam juxta deceret, Curia facta prius relatione in Consilio, antequam juxta deceret, mandavit Supplicanti, ut delite insinuat Domini Insinuati memoratam sententiam die 13. Octobris anno 1706. latam, pariter & Libellum Supplicantis, in lite propositum, ut & C. Visa consequenter Primarii Huiusmodi relationis facta Insinuationis 10. hujus, insuper Adversentiam, & appellatiori Domini Insinuati Adversentiam respectivo exhibita, & appollata die 22. & 24. ejusdem mensis, pariter & posteriori Libello Supplicantis Curia oblato, in quo exponebat, se illic cogi ad sustinendam litem contra memoratum Dominum Insinuatum in materia maintenance, & protectionis Regia, in qua per sententiam die 13. Octobris anno 1706. datam rejecta eius exceptione declinatoria praescriptam fuerat, de principali intra aliud obiduum sub poena seclusionis, & juris contestari, quod ipsi insinuatum tunc fuerat in edictis Procuratoris sui De Halder, contra Consilio placuisse insurgere Supplicanti, ut illud in domino Insinuato iterato communicaret, Supplicanti die 10. hujus faciendum illud adcuraret, ut si dem factis relatio, super quo Dominus Insinuatus exhiberet Adversentiam, qua facta relatione in Camera iusta fuerat communicari 22. hujus, quod hactenus factum non fuerat, cum tamen intra spatium bis 24. horarum fieri debuisset sub poena non exhibitionis, & quod ius decerneret super copis, iuxta 78. Articulum Regulamenti die 6. Martii 1661. Et cum consequenter dicta Adversentia haberetur tanquam non exhibita, & Dominus Insinuatus hoc usque non satisfaciendo praenarrata sententia, iam notoria ab eo esset seclusus, Supplicanti iterato recurerebat ad Consilium, humiliter rogans, quatenus decretaret assignare poenam comminatum per Articulum 76. praedicti Regulamenti die 6. Martii 1691. & habendo dictam Adversentiam pro non exhibita, & consequenter decretando etiam poenam praedicta sententia comminatum ad habendo Dominum Insinuatum pro secluso, juxta deceret super copis cum expensis. Visa denique sententia ad accotandum desuper subsecuta 25. hujus, cum Verbalis eidem conformi, habite coram Commissariis praedicti Consilii die 26. sequenti ubi comparebat Procurator Charlier cum Supplicate ad audientiam concordie media à Domini Commissariis proponenda, citata ad hoc parte per Primarium, ne pacibus ex relatione: Et cum Dominus Insinuatus non comparuisset, petebat Charlier causam declarari desertam, & pro apertura secundae membri sententiae: Super quibus Curia, praevia relatione in Consilio facta, attenta non comparitione Domini Insinuati, concessit Charlieri dictam desertionem, & pro apertura secundae membri sententiae: Visi omnibus Curia decretando poenam comminatum Articulo 78. Regulamenti die 6. Martii 1691. Adversentiam & ulteriorem Adversentiam Domini Insinuati habere pro non exhibita: Confe-

Mm

quo:

fufpect in materie van Religie en penfions te fufpendeeren van alle Pastorele fundien. Ende gelyck dit gefchiedt was fonder eenige forme van Rechte, ende foudet voortgaende inftitutie van Actie ofte Convicte, veel min der Supplianten condemnatie, zelfs fonder te hebben laeten voorgaen, die gezequitterde Canonice monition, foon konde allen defen handel niet anders aengefien voordien als voort eenen nootwie opofftie ende pure violence, waer tegens den fyne Majesteyt toequamp de protechie van fyne Ordeslaeten foon Gefellycke als Weidylche, hebbelven dat door de voorfs geanteerde fufpenfie den Suppliant oock feytelyck geflooit wient in de paifibele poffeffie in fyne Pastorye, ende gehouden uyte bedieninge des felvet, wordende by defen notionalen middel, alhoewel prefent, gehouden als gebannen uyt fyne Parochie, even eens ofte arger als hy te voorens, was geweest door die Brieven van *Cacher*, sedene dat hy genootfaecht wiert fyne toevlucht te neemen tot defen Hove, oodmoedelyck biddende gedient te welen, den Suppliant te neemen onder de Coningklycke protechie, ende favegarde te tegens de voorfs, opofftie ende feytelyckodee ende andere diegelycke, mitgaeders hem te maintainen in de poffeffie der Pastorye van S. Jans tot Molenbecke ende S. Catharina binnen dese Stadt met allen't gene daer toe behoeft, afsdoende alle troubles ende beletfelen hem daer inne gedaen door den Heere Geinfuueerde, met interdiction aen den felven, van als Rechter iet tegens den Suppliant atteneren in prejudicie van de voorfs, protechie ende favegarde, ende van de geproponerde wetige fufpectien, alnoch indecys hangende, den Heere Geinfuueerde geheel de materie van de felve te laeten decidieren, door Arbiters van wederfyt te kiezen, ofte andersints voor onpartydige Rechters Apostolique tegens den Suppliant t'ageten in conformiteyt van het Bieve van den Paus Innocentius den XII. geapprobeert by fyne Majesteyt, *aliasque salutariter cum expensis*. Ende in cas van communicatie, intiaen ende by provisie die voorfs, interdiction, ende dat in facke foudt voordien gequodiceert van dyt tot dry gedaen: Gelsen oock het Vonnis tufchen part en gewelen den 13. October 1706. waer by t'Hoff voorgende te twee Requellien Civile des Suppliants mette ongeintituleerde gefchillen des Heere Geinfuueerde daer tegens gedient totten processe, houdende de Advertentie defelvis Heere Geinfuueerde, van den 14. Septembris te wooten voor exceptie declinatoire, ende felve afslaende, ordonneerde aen den felven Heere Geinfuueerde binnen alfoeden andere acht daehen t'antwoorden ende te conftellieren op gene van verfecken ende recht, condemnierende den Heere Geinfuueerde in de colfen hier, omme gerefen ter taxatie de notie: Gelsen alnoch de Requellie by den voorfs Suppliant gefentseert den 8. defer loopende maent October, ten rynde, dat t'Hoff decreterende de pene by den voorfs vonnisse gecommuneert, ende houdende den voorfs Heere Geinfuueerde voor verfecken, gedient foudt welen recht Geinfuueeren op de Copyen, waer op t'Hoff naer yvogaende rapport in den Raede, aler recht te doen, ordonneert aen den Suppliant, behoorlyck te doen infinuieren aen den Heere Geinfuueerde den voorgemelden Vonnisse van den 13. October 1706, mette Venue en Cour in facke gedient hebbende om 8c. Gelsen dienvolgende den relafse van den Premier Huiffier der gelaene Inftitutie op den 10. defer, mitgaeders d' Advertentie ende naedere Advertentie des Heere Geinfuueerde refpective gedient ende gepoffileert den 22. ende 24. der felvet maent, als oock te naedere Requellie des Suppliants den Hove gefentseert, daer by te kennen gevende, dat hy aldaer genootfaecht vvas in Proces te ftaen in materie van maintainen ende Coningklycke protechie tegens den voorfs Heere Geinfuueerde, vvaer inne by Vonnisse van den 13. October 1706, afgelegten zynde exceptie declinatoire, vvas geantwoneert gevveft ten principalen te conftellieren binnen andere acht daegen op pene van verfecken ende Recht, d' vvelck hem alfoeden vvas geinfuueert gevveft ten huys van fynen Procureur de Huldere, ende alfoot t'Hoff goet gevonden hadde aen den Suppliant t'ordneneren van't felve andermaal te doen infinuieren aen den Heere Geinfuueerde, hadde hy fulex doen doen op den 10. defer, uytwyffens den Relafse daer af zynde, vvaer op den Heere Geinfuueerde hadde gedient van een Advertentie, de veelcke naer voorgaende rapport in Camera, vvas beftelt gevveft met communicatie den 22. defer, fonder dat de felve communicatie tot noch toe vvas gedaen, niet tegenftaende, dat fe hadden moeten gefchieden binen tweemaal 24. uren, op pene van gehouden te voordien voor niet gedient ende Recht gedaen op de Copyen uyi vyffens den 78. Article van den Reglemente van den 6. Martii 1691. Ende vwant dien volgens de felve Advertentie gehouden vviert voor niet gedien ende den Heere Geinfuueerde tot hier toe niet hebbende voldaan aen den voornoemden Vonnisse, daer van alfinu nototiellyck vvas verfecken, keerde fien den Suppliant andermaal totten Hove; fecer oodmoedelyck biddende gedient te welen, decreterende de pene gecommuneert by den voorfs 78. Article van den voorfs Reglemente van den 6. Martii 1691. ende houdende alfoot de voorfs Advertentie voor niet gedient, avolgens infingelyc decreterende de pene gecommuneert by den voorfs vonnisse, ende houdende den voorfs Heere Geinfuueerde voor verfecken, ende Rechter doende op de Copyen *cum expensis*: Gelsen eyndlyck het Vonnis ad accordandum daer op gevglit den 25. defer met het Verbal in conformiteyt van dien gehouden vor Commissarfen van den voorfs Raed: den 26. daer naer, alvaer compareerde den Procureur Chailiers met den Suppliant in persoon om te aenbooren de middelen van accorde by den Heeren Commissarifen te proponeren partye daer toe gedaecht per Primatium als quamp te blycken by den relafse, ende mits de niet comparitie van den Heere Geinfuueerde verfecht deflaut & pro openinge van den tweeden lide van den Vonnisse, vvaer op t'Hoff naer voorgaende Rapport in den Raede gedaen, mits de non Comparitie van den Heere Geinfuueerde, hadde aen Chailiers geacordeert het verfoet deflaut, & pro openinge van den tweeden lide van den Vonnisse, Op alles gelich, t'Hoff decreterende de pene gecommuneert by den 78. Article van het Reglement van den 6. Martii 1691. houdt de Advertentie ende naedere Advertentie des Heere Geinfuueerde voor niet gedient, dien volgens decreteert de pene gecommuneert by den vonnisse van den 13. October 1706. ende houdende den gemelden Heere Geinfuueerde voor verfecken van antwoorde, recht doende, maintainende den Suppliant in de Poffeffie van de Pastorye van S. Jans tot Molenbecke ende van S. Catharina alhier met allen't gene daer toe behoort, ordonnierende de verwolgens aen den voorfs. Heere Geinfuueerde te doen celferen alle troubles ende beletfelen ter contrarien, condemnierende den felven Heere Geinfuueerde in de colfen hier omme gerefen getaxert ter fomme van dry hondert een en tachtich guldens acht fhyvers eenen halven, daer inne begreben het Rapport ende Ex, des Aldus gepronuntieert binnen dese Stadt Bruelle den 27. October 1707. ende vvas onterreekt, BODRY.

*quenter decretat pnam in Sententia die 13. Octobr. anno 1706. comminatum, habensque prememoratum Dominum Infortunatum ut scilicet a responso, & ius dicens, manerent Supplicantes in possessione Pastoris S. Joannis in Molenbecka, & S. Catharinae in hac Urbe, mandans consequenter Dominum Infortunatum ut cessare faciat omnes turbationes, & impedimenta in contrarium, condemnans eundem Dominum Infortunatum in expensis ob hoc causatis, & taxatis ad summam 38. floren. 8. assium, & medietate comprehensa relatione, & Excommunicationibus, ita pronuntiatum in hac Urbe Bruxellensis 27. Octobr. 1707. Et erat signatum, BODRY.*

## (H)

## CONSULTE

Du Souverain Conseil de Brabant à S. A. E. de Baviere Gouverneur General du Pais-Bas au sujet des Contestations de doctrine excitées dans le Pais sous les noms de Rigorisme, & de Nouveautés.

## MONSIEUR.

Nous avons reçu en due respect la Lettre de V. A. E. du 4. du mois de Novembre sur ce que pour le maintien de la pureté de notre Sainte Foy, il est d'une nécessité précise, de faire cesser & supprimer toutes les doctrines & opinions Nouvelles ou de Rigoristes qui ont été introduites par quelques années enca & qui ont été semées & passées dans le public par des Ecrits & Livres de ces Nouveautés & Imprimées injurieuses & scandaleuses contre les Evêques & autres Supérieurs Ecclesiastiques : que partant nous aurons à faire retenir par l'Office Fiscal tous les Livres & Imprimées qui contiennent quelques-unes desdites nouveautés en matière de doctrine; que nous aurons aussi à défendre qu'il s'en vende, distribue, ou introduise aucun en ce Pais; que nous aurons à donner aux Evêques & Prelats l'aide & assistance, dont ils pourroient avoir besoin au même effet, toutes les fois que nous en serons requis de leur part; & que nous aurons à faire veiller par lesdits Fiscaux à l'observation ponctuelle du contenu de la dite Lettre.

In n'est rien, MONSIEUR, qui nous soit plus à cœur que le maintien de notre Sainte Foy, & la suppression de tout ce qui y est contraire. Nous serons toujours prêts de non seulement obéir aux ordres portés par la dite Lettre & de les faire exécuter, mais encore de les soutenir par le sacrifice de notre sang, vie & biens. A quel fin il est d'une nécessité nécessaire, que nous soions précisément instruits quelles doctrines & opinions nous devons tenir pour nouvelles ou de Rigoristes, & quelles personnes pour Nouveautés, avec leurs Ecrits & Livres injurieux & scandaleux contre les Evêques & autres Supérieurs Ecclesiastiques, cette connoissance nous étant de tant plus importante & à tous les habitants de ce Duché de Brabant, que jusqu'à présent nous n'avons eu qu'un auteur soit légitimement accusé, beaucoup moins convaincu, pour chef; adhérent, ou participant de semblable doctrine; & opinions nouvelles ou de Rigoristes, ni qui auroit voulu soutenir des écrits & livres dûment défendus, quoique néanmoins on ne cesse par tous les Rivaux & Etats voisins de décrier ces Provinces obéissantes à Sa Majesté en ce Pais Bas, comme si elles fussent remplies de Nouveautés & de Rigoristes contraires à notre Sainte Foy, avec autant plus de peine & de déplaisir pour les peuples, que cela rejette contre le zèle ardent qu'ils ont de se maintenir en la Foy que Sa Majesté leur a conservée, & dans la réputation qu'ils croient d'avoir acquise par leur constance & inviolable fermeté parmi une infinité de troubles & de revers, d'être autant respectueux & obéissants au S. Siège & religieux observateurs de la doctrine orthodoxe, qu'aucun peuple de l'univers; quoique cependant les fausses idées qu'on tâche d'imprimer, sous le vague & détreillé prétexte de Nouveautés, ne laissent pas de produire bien de division, même entre des pères, alliés & famille, & une infinité de personnes Ecclesiastiques & Seculiers, jusqu'à ces corps entiers, sans savoir en quoi consiste la nouveauté ou rigorisme dont ils s'enrôlent, non sans péril, qu'on puisse servir de ces mots odieux vers des personnes très innocentes & de sainte vie, même vers des filles, pour embaiser leur réputation & réputation. Certainement, MONSIEUR, il y a de la pitié & grandeur de Sa Majesté & de celle de V. A. E. de ne souffrir qu'on demeure plus long temps enveloppé dans ces ténèbres, & qu'on ne se fût de ces mots

Par Esprit, Par Foy

inju:

## CONSULTA

Supremi Brabantiae Senatus ad Serenissimum Bavariae Electorem, Gubernatorem Belgii, super Regiis Mandatis in causa RIGORISMI, ET NOVITATIS.

## SERENISSIME PRINCEPS.

*Debita cum reverentia accepimus Electoralis vestra Celsitudinis Litteras 4. Mensis Novembris datas, quibus monemur ad conservandam sanctae Fidei nostrae puritatem omnino necessarium esse, ut cessare jubeamur suppressanturque doctrina omnes & opiniones Novae aut Rigoristarum, qui quibusdam abhinc annis introductae sunt, & in publicum disseminatae ac divulgatae per Novatorum illorum Scripta & Libros; imprimisque injuriosa ac scandalosa adversus Episcopos aliosque Superiores Ecclesiasticos: Hinc curandum nobis esse, ut per Officium Fiskale, retrahantur Libri omnes & Impressa, quae aliquas à dictis novitatibus in materia doctrinae continent; item à nobis prohibendi, ne quod ex illis vendatur, distribuatur, aut introducat in hanc regionem; praestandum etiam à nobis auxilium Episcopis ac Praelatis, qui possent ad hoc indigere, quotiescunque illud à nobis postulaverint; atque à nobis jubendum, ut per dictos Fiscales adquirentur exacta earundem Litterarum observationi.*

*Nihil magis nobis, Serenissime Dux, cordi est quam Sancta nostra Fides conservatio, & eorum qui illi contraria sunt suppressio. Parati erimus semper, non solum Litterarum illarum mandatis obtemperare, eorumque executionem curare; sed & sanguinis, vitae, ac honorum nostrorum sacrificia facere. Quem in finem prorsus necessarium est accurate instruit nos esse, quas doctrinas & opiniones habere debeamus pro novis, aut Rigoristarum, & quas personas pro Novatoribus, una cum Scriptis & Libris ipsorum injuriosis, & scandalosis adversus Episcopos, & alios Superiores Ecclesiasticos; quae quidem cognitio nobis, & omnibus hujus Ducatus Brabantiae incolis, eo magis necessaria est, quod in hoc usque tempore non audivimus fuisse quemquam legitime accusatum, necdum convictum, tanquam Caput, adhaerentem, aut participem doctrinae ejusmodi, & opinionum novarum vel Rigoristarum, aut quemquam iurari veluisse Scripta, & Libros legitime prohibitos: dum interim per Regna, & Respublicas vicinas non cessant quidam haec Provincias Majestatis suae Catholicae in Belgio obediens depingere, quasi plena forent Novatoribus, & Rigoristis, Sancta nostra Fides adversariis. Quod sane eo gravius, & molestius accidit populis, quod id redundet in zelum illorum ardentem, quo & servare desiderant fidem, quam Majestas sua illis custodivit, & iurari excommunicationem, quam constantia sua & inviolabili inter innumeras turbas, & adversitates firmate acquisivisse se credunt, nulli eos populo in Orbe universo quoad reverentiam, & obedientiam erga Sedem Apostolicam, aut quoad religiosam doctrinam orthodoxam observationem cedere debere: Et si interea idea falsa, quae conatur quidem sub vago, & confuso Novatorum pretextu animis imprimere, peragant, schismata generare, etiam inter consanguineos, affines, & familiares, hominesque innumeros, Ecclesiasticos & Saeculares, totaque adeo corpora ignorantibus omnibus in quo novitas aut Rigorismus, de quo se vicissim accusant, situs sit: nec sine periculo, ne invidiosius istis nominibus tradantur Viri innocentissimi & vitae sanctitatis praediti, ipseque filia, ut illarum commodis & exaltationi necetur. Intereff propterea, SERENISSIME ELECTOR, pietatis ac magnitudinis suae Majestatis, & Electoralis Vestrae Celsitudinis, non pati ut divites isti tenebris implicati maneamus, aspernenturque nomina ista injuriosa, quae turbas ac miscet ubique omnia,*

Mm 2

prinss.

injurieux, qui mettaient le trouble & le de sorder par tout, avant que de sçavoir à qui, ni à quoi ils font applicables, & sans en sçavoir la vraie intelligence, nous rendans ainsi impraticable le concours du remede par la non decouverte du mal, apres laquelle decouverte, & apres qu'il y auroit des Decrets, Decisions ou autres regles, par ou l'on pourroit distinguer les coupables du rigorisme & nouveaute, il sera de suite encore de la justice que personne n'en puisse estre tenu pour tache, avant que d'en avoir eie convaincu, selonc meime l'intention de notre Saint Pere le Pape INNOCENT XII. dont il s'explique en pareil cas par son Bref qu'il a fait expedier aux Eveques du Pais-bas, par lequel il leur enjoint autant que ce peut dans le Seigneur, de ne permettre en aucune maniere, que l'on se feroit d'accusation vague, ni d'une imputation odieuse pour decrir ou designer qui que ce soit, à moins que par des preuves legitimes il ne soit certainement fustigé de ce dont on l'accuse; & qu'aucun sous ce pretexte ne soit eloigne des charges, emplois, benefices, degres, ni du ministère de la predication, ni d'aucune autre fonction Ecclesiastique que ce soit, avant que par des procedures judiciaires & dans les formes du droit, on ait prouve qu'il s'est rendu digne de cette peine de cette robe d'ailleurs à des personnes Catholiques.

Il nous sembleroit, MONSIEUR, qu'il ne le peut rien dire de plus Apostolique ni de plus juste & plein d'equite: nous croions tant qu'avec tout sçavoir nous pouvons suivre un guide si certain que celui qui est Chef de l'Eglise visible & qui ne nous marque au cas qu'il s'offre rien d'autre, que ce que d'ailleurs est de notre obligation, à laquelle nous obligent nos consciences, & le serment solennel que nous avons prêté à l'avènement de nos charges, sçavoir de ne condamner ni punir personne, que pour de mefaits ou pour des actions qui soient declarees criminelles, & qu'ensuite cette personne n'en ait eie convaincue en individu. Nous avons autant plus de sujet d'implorer le secours de V. A. E. en une occasion si importante, que les occurrences frequentes font voir que les Superieurs Ecclesiastiques ne conviennent pas meime entre eux de ce qu'on doit repuer pour nouveaute ou rigorisme blamable, & que bien des gens qui en cette voie ont souffert des rejections par des charges d'ames, des predications & autres fonctions Ecclesiastiques, ont, apres des examens rigoureux sobis pardevant d'autres Synodaux, justifié que leur doctrine estoit pure, & que le motif de leur rejection ne consistoit qu'en phanome: ce que notre S. Pere le Pape a aussi si avant fait connoître, que non seulement il a reçu avec une benigence & satisfaction toute particuliere quelques-uns que l'on decroit par tout comme du nombre de ces Novateurs & Rigoristes, mais qu'il a encore fait ecrire en leur faveur, & charges ses Nonces & Internonces de proteger leur avancement.

Nous revenons parlant autrefois reiterer nos instances prieres à ce que V. A. E. par l'amour de cette Foy Catholique que ses glorieux Ancêtres ont soutenue depuis tant de siecles au milieu des heresies & des agitations de la barque de S. Pierre, soit servie de nous procurer une telle autoritee par l'Eglise, par la quelle on puisse discerner les maximes qu'on doit fuir pour nouveaute ou rigorisme, & condamner ceux qui en suivent les sectateurs, lorsque nous ne manquons d'en faire la recherche la plus exacte & le châtiment le plus severe, outre l'assistance que nous donnerons avec plaisir aux Ecclesiastiques qui pourrout en avoir de besoin à cet fin, & outre la proscrition que nous ferons des Ecrits & Livres que nous trouverons taches de ces maximes, pendant que genealement nous n'accordons la permission d'en imprimer que sur le pied des Ordonnances qui nous en ont eie envoyees. Nous sommes MONSIEUR &c. Etoit paraphe Rom. vi. signe BOUDRY.

Bruxelles ce 13. Avril 1696.

*primum sciatur cui aut ad quid applicanda sint; & quid vere significent; quo fit ut dum malum delictum non est, non possimus ad remedium illi afferendum concurrere. Ubi autem delictum fuerit, fixaque fuerint Decreta, decisiones, aliter regula, quibus Rigorismi, & Novitatis rei discernantur, tum adhuc iustitia postulabit ut nemo eis infestus habeatur, nisi prius de eis convictus fuerit, juxta ipsam mentem SS. Patris nostri Innocentii XII. quam in casu simili explicavit per Breve suum ad Episcopos Belgii, ubi illi, Quantum in Domino potest, injungit, ne ulla ratione quinquam vaga accusatione, & invidioso nomine traduci aut nuncupati sinant, nisi prius suspectum esse legitime consiterit de eo, de quo accusatur; nec quinquam sub hoc pretextu repelli ab officiis, munitis, beneficiis, gradibus, ac concionibus habendis, vel alia quacunque functione Ecclesiastica permittant, nisi servato Juris ordine, cum poenam, quæ Vitiis aliquot Catholicis gravissima est, commoverit probatum fuerit.*

*Nobis, SERENISSIME DUX, videtur nihil magis Apostolicum, nihil magis iustum & equitatis consentaneum dici posse; adeoque credimus omnino secure sequi nos posse Ducem tam certum, qualis est is qui est Caput Ecclesie visibilis, quicquid hic non docet nos aliud, quam quod aliunde nobis incumbit, & ad quod nos constrigit tam conscientia nostra, tum juramentum solemne, quod in ipso Officiorum nostrorum ingressu præstitimus, nimirum non condemnantes nos aut puniunt quinquam, nisi propter delicta aut scilla que declarata fuerint criminalia, & nisi de his deinde singularim convictus fuerit. Et magis in re tanti momenti E.V. Celsitudinis in auxilium nobis implorandum est, quod frequentius, qui occurrant casus docent, inter ipsos Superiores Ecclesiasticos non convenire, quid pro Novitate aut Rigorismo reprehensibili habendum sit, confiteri bene multos, qui eo pretextu à cura animarum, predicatione Verbi Dei, aliisque functione Ecclesiastica repulsum tulere, post rigorosam coram aliis Synodalibus examinem ostendisse, doctrinam suam puram esse, suæque repositæ rationem non esse nisi phantasma: id quod SS. Pater Noster eo usque significavit, ut non tantum benignitate & satisfactione prorsus singulari quosdam acceperit ex his, qui tanquam de numero Novatorum illorum & Rigoristarum ubique lacerabantur, sed etiam in illorum favorem scribi jussit ac mandari Nunciis suis, & Internunciis ut promotionem illorum promoverent.*

*Quapropter iterum iterumque vehementissime rogamus, ut Electoralis Vestra Celsitudo amore Fidei illius Catholica, quam gloriosi ipsius Majores à tot sæculis inter medias hereses, & navicula Perri agitationes propugnant, dignetur nobis regulam auctoritate Ecclesie roboratam procurare, per quam discernere possimus maximas, quæ tanquam Novitas aut Rigorismus fugienda sunt, & eorum sectatores condemnare: id quod officio nostro non desimus in his studiis, præterquam quod & cum gaudio auxiliari datur sumus Ecclesiasticis, quibus ad hoc eo opus fuerit, simulque prescripti Scripta & Libris, quos maximis illis infestis deprehendimus, generatim interim nullam nos imprimendi veniam concedentes, nisi juxta Decreta quæ super eo nobis missa sunt. Sumus, SERENISSIME ELECTOR, &c.*

Bruxellis 13. Aprilis 1696.

(I)

## RESOLUTIO

In favorem cujusdam Pastoris suspensi sine prævia citatione aut monitione.

## CASUS POSITIO.

**E**pisopus N. instituit Visitationem Canonicam in Parrocchia N. per unum de suis Vicariis Generalibus. Idem Episcopus examinato seu viso Processu Verbalis visitationis & audito Vicariatu, inter cetera quæ in prædicta Parrocchia observari deinceps voluit & mandavit, plura injunxit Pastori Pagi, prout videtur est ex verbis ipsius mandati jussu Episcopi Pastori Injunctum.

Verba mandati Pastorem concernentia sunt hæc sequentia:

„ Et pour les Grievs & Causes importantes refusantes dudit Procès Verbal de visite, en conformité de la Déclaration du Roi, de glorieuse mémoire, Louis XIV. en date du 15. Décembre 1698. pour l'établissement des Séminaires, enregistrée en son Parlement de Flandre, le Février ensuivant, nous ordonnons au Sieur N. Pasteur de N. de se retirer pendant le terme de trois mois dans le Séminaire Archiepiscopal de Cambrai, pour y vaquer aux exercices de piété, & recevoir les instructions salutaires & requises au Ministère Pastoral, sous la conduite d'un Directeur ecclésiastique qui lui sera désigné par le Président dudit Séminaire, demeurant cependant le dit Sieur Pasteur interdit de l'exercice des Saints Ordres, & des fonctions Pastorales à commencer du jour de la ratification de notre présente Ordonnance, après lequel temps de retraite, avant de pouvoir être repris dans les saints exercices & fonctions Pastorales, il se présentera devant Nous ou Nos Vicaires Généraux, avec les témoignages requis dudit Sieur Président, & pour être entendu sur ses dispositions & recevoir les avis salutaires, tant sur sa conduite, que sur les conditions requises pour gouverner avec fruit les âmes qui lui sont confiées.

„ Ordonnons aussi au dit Sieur Pasteur de joindre tous les Vendredis & de reciter les sept Pseaumes de Penitence trois jours par semaine, pendant le temps qu'il demeurera dans le Séminaire, laissez au surplus à la prudence du Président, à lui imposer les autres œuvres méritoires, qu'il jugera convenir.

Notandum 1. quod Pastor, de quo agitur, nunquam ab Episcopo aut ab alio ejus nomine, monitus fuerit de excessibus vel excessu quos vel quem commississet.

Notandum 2. quod Pastor communicata non fuerint illa quæ fortassis aliqui ex Parochianis in visitatione contra Pastorem deposuerant, quamvis Pastor ea sibi communicari petisset à Vicario Generali ad visitationem istam peragendam deputato.

Notandum 3. quod Seminarium, ad quod Pastor ab Episcopo cogitur, sit extra ditionem Principis, cui tam Episcopi, quam Pastor substat.

## QUÆRITUR.

1. *Utrum decretum istud sit validum?*
2. *Utrum non præbeat viam recursus ad protectionem Regiam?*
3. *Utrum Episcopus possit subditos Principis dimittere ad Seminarium sub ditione alterius Principis?*

## RESOLUTIO.

**V**iso & examinato supra casu posito, censent infrascripti Decretum visæ Mandatum Episcopi contra Pastorem, de quo in casu, multis ex capitibus esse nullum, & invalidum.

In primis ex contextu Mandati statetur, non tantum Pastori ob præteritis aliquos defectus impositam esse pen-

nitentiam in Seminario Cameracensi spatio trium mensium peragendam, sed & insuper gravissimam ei inflictam esse Censuram, nimirum suspensionem ab exercitio Sacrorum Ordinum & functionum Pastoralium in verbis: *Demeurant cependant de dit Sieur Pasteur interdit de l'exercice des Saints Ordres, & des fonctions Pastorales, à commencer du jour de la ratification de notre présente Ordonnance.*

Uterius ex contextu iuvantius manifestum est hanc suspensionem sive interdictum esse prolatum itaque Censuram Ecclesiasticam sive penam medicalem ad correctionem: quandoquidem etiam post peractam penitentiam per tempus prædictum trium mensium mandet Pastori, ut priusquam resanate quæque exercitium Sacrorum Ordinum aut functiones Pastorales, debeat se præsentare cum testimonio Prædicti Seminaris Episcopo aut ejus Vicariis Generalibus, ut hi dispiciant, quæ sit post exactam penitentiam, & per solutam penam ejus dispositio; quæ notorie significant suspensionem sive interdictum per modum Censuræ ad correctionem fuisse inflictam, non autem per modum simplicis pænæ propter delictum commissum: quia dum insinuat ut pena commissi delicti, suspensio sive interdictum, per solutam penam, ipso jure cesset & sine ulteriori examine super dispositione sive conversione, ille qui delictum commisit, potest functiones, à quibus fuit suspensus, resumere.

Cum igitur in casu proposito inflicta fuerit Censura, nullusque ordo judicialis fuerit servatus, vel hoc ex capite Mandatum sive Decretum, quantum ad hanc Censuram omnino est invalidum & nullum.

Indubitatum enim est nullam Censuram valide fieri posse, nisi servato ordine judiciali, imo, quandoquidem in sententia est defectus substantialis ordinis juris, certum est (ait Suarez de Censuris, disp. 4. sect. 7. m. 2.) „ Censuram esse non solum utiuncque injustam, sed & propterea invalidam: quia sententia ipsa nulla est, & sententia nulla nullum potest producere effectum.

Quandoquidem autem in casu positione allatur, Pastorem nec fuisse citatum nec monitum, ante prolatam in ipsum Censuram prædictam, indubitatum est in prolatione Censuræ esse manifestum defectum essentialium ordinis judicialis; inter omnes quippe convenit citationem esse essentiali & substantiali requisitum ordinis judicialis; imo Sebastianus Vantius in suo speciali Tractatu de Nullitatibus, dicere non dubitavit, nullitatem ex defectu citationis resultantem esse omnium potentissimam, scilicet ad reddendum processum & litem sententiam omnino nullam.

Hinc scribit Marius Alतरius in suo opere de Censuris, etiam Sententiam declarationum quod aliquis reciderit in Censuram, non posse fieri sine citatione, & antequam audiamur, & contumax judicatur: & si fiat, absque ulla citatione & auditione, est ipso jure nulla, & nullum impedimentum adfert, quominus gesta per obstrictum Censuris valeant.

Alter defectus ordinis judicialis in prolatione Censuræ resultat ex non facta monitione Pastori. Indubitatum enim est ad validitatem Censuræ necessario requiri præviam monitionem: quia (ait Suarez de disp. 4. sect. 7. m. 5.) si nulla monitio præmissa sit, nec contumacia præcedere potest, & consequenter nec vera & sufficiens causa Censuræ, & ideo talis Censura semper est nulla ex defectu causæ. Constat præterea ex ipso textu mandati sive Decreti Episcopi nullam specialem causam hujusmodi Censuræ in sententia sive Decreto esse nominatim expressam, quod tamen in omni Censura requirit Concilium Lugug.

Lugdunense sub Innocentio IV. in c. 1. de *Sentent. Excomm.* in 6. in verbis: *Et causam excommunicationis expresse confitebitur, propter quam excommunicationis proferitur. Declaratur autem hoc eadem* (quæ circa Sententiam excommunicationis decrevit) *in suspensio- nis & interdicti Sententiis valde observari.*

Dicit quidem Episcopus quod ad hoc Mandatum seu Decretum processerit visis gravaminibus resultantibus et Processu Verbalis visitationis: *Et pour les griefs & causes importantes résultantes du dit Procès Verbal de visite.* Sed hoc solo. titulo hujus Decreti nullitas & invaliditas habetur. Notum quippe est, nec ullus vel parum in jure peritus ignorat; Processum Verbalement visitationis esse actum extrajudicialem neque in visitatione judicialiter procedi. Proinde dum Episcopus exponit quod processerit ex Actis visitationis sive Processu Verbalis visitationis, hoc ipso agnoscit Censuram aliasque penas in suo Decreto prolatas fuisse, omisso omni ordine Judiciario; atque Decretum hoc continet manifestum errorem sive defectum.

Episcopus enim visitando non procedit ut Juxta sive judicialiter, sed potius æconomice, corrigendo quæ correctione indigere viderit, ut post alios recte advertit & notavit Franciscus Zypæus Archidiaconus & Officialis Antverpiensis in sua Analysis Juris novis de *actis*. n. 9. ubi in primis notat quod valde differunt correctio, Judicium summarium, Judicium ordinarium... In visitatione, ait, *Diaconus si quid Episcopus corrigendo ordinat, per appellationem non suspensitur...* Correctio respicit politicam: quam qui curant, magis exequendo, quam judicando & cognoscendo procedunt... igitur correctio sit sine forma aut figura iudicii... ergo correctio locus maxime est in visitationibus, dum Episcopus sicut ad illius Magistratus Civitatem vel Diocesim obvenit, & quicquid inordinatum invenit, reformant, nec ordinarium modum procedendi servant, ita non nisi correctiones, non penas ordinarias infligentes: *Hic enim non potest fieri nisi Processus, ordinarius instructio; nam & Summaria Processus, & cognitio, ut convenit Juacibus pedaneis: ita etiam ex eo pena ordinaria non potest imponi, sed ea solemnem, & plenam cognitionem requirit, quæ facienda est, dum contra aliquem ordinariam puniri intenditur. Unde & in visitatione non nisi clara, & liquida emendantur, alia ad Judicium ordinarium remittuntur.*

Noverat id indubie Episcopus mittendo Vicarium suum Generalem nulla jurisdictione instructum ad visitandum Parochiam Pastoris, de quo in casu; noveratque per consequens Processum Verbalement visitationis per hunc Vicarium confectum, non esse nisi actum extrajudicialem; verum id mirum, Episcopum ex sola Aq. visitatione extrajudiciali processisse ad penas ordinarias, qualis indubitanter & sine ulla controversia est suspensio sive interdictio Pastoris ab exercitio Sacrorum Ordinum & functionum Pastoralium.

Denique si in visitatione Episcopus ejus Vicarius quidquam emendandum aut corrigendum à Pastore reperisset, super eo Pastorem monere instat veri Patris Spiritualis debuisset.

Ceterum enim est, visitationem unice ad emendationem, & correctionem subditorum institui debere: idque ut ait Innocent. IV. in c. 1. §. *Sane de Conf.* in 6. per *salubria monita nunc levia, nunc aspera juxta datam sibi à Deo prudentiam diligenter intendentes.*

Cum igitur in casu proposito Episcopus ejus Vicarius super nullo defectu in visitatione Pastorem monuerit, evidens est hanc in Pastorem nunquam monitum aut citatum penam perperam esse decretam.

Et quis judicate poterit, Episcopum ejus Vicarium visitando intendisse instat veri patris familias emendationem seu correctionem subditorum, qui defectus, quos emendare deberent, nec significare, nec super his eos monere sollicitus fuit?

Ad secundum responderetur, Pastorem, de quo hic agitur, posse contra hunc Episcopi processum habere Recursum ad Regiam protectionem.

Cum enim nullus ordo Judicialis in hac Sententia sive Decreto Episcopi fuerit servatus, sed omnia extrajudicialiter contingant, Pastore nec citato, nec audito, non tantum redditur Sententia sive Decretum nullum, & invalidum, & tanquam tale per Superiorem declarandum, sed & insuper præbet viam Recursui ad protectionem Regiam; quandoquidem enim Pastor nec audiens nec citatus fuerit, censetur via facti in pacifica possessione sui Beneficii Pastoralis per suspensionem sive interdictionem ab exercitio Sacrorum Ordinum & functionum Pastoralium violenter turbatus: quæ violentia turbatio indubitanter præbet viam Recursui ad protectionem Regiam, quæ unice ad hoc tendit & impenditur, ut violentia subditi Regis illata comprimatur & tollatur.

Nec minus Regia protectio impendenda subditi sive Laici sive Ecclesiastici, si violentia ipsis fiat per Judices seu Sæculares, seu Ecclesiasticos, quam hæc inferatur per privatos, uti multis probat & ostendit Franciscus Salgado De protectione Regia, *part. 1. cap. 1. Prelud. 4.* Concluditque *num. 292.* „ Igitur si Juxta inferat vim, poterit legitime oppressus ad Regem confugere, ut vis illa propulsetur, & vim passus protegetur & defendatur: ceteris etenim violentiis (ait) hæc, quæ à Judice fit, major est, & atrocior, cum sub securo & superioritatis, ac jurisdictionis prætextu; facillime deliberari possit, ad ejusmodi vim inferendam. “

Ad tertium, quandoquidem in casu proposito Pastor supponatur legitime incorporatus & affixus per institutionem Canonice Beneficii Parochialis Diocesis sub ditione Principis, fas non fuit Episcopum eundem ad agendam penitentiam mittere ad Seminarium in alterius Principis ditione consistens.

Episcopus enim non potest subditum Principis, qualis censendus est hic Pastor à propria sua ditione ad ditionem Extranei Principis dimittere; hæc enim dimissio species quedam est relegationis, quam ab Episcopo seu Judice Ecclesiastico infligi non posse indubitatum est: multique post Renatum Choppinum in Commentario ad Leges Municipales Andegavensium *lib. 1. c. 39.* probat Carolus Fevretius de Appellatione tanquam ab abusu *lib. 1. c. 4. n. 11.* Notans ibidem: *Fas esse Episcopo, Sacerdotibus extraneis non beneficiatis ob malam conversationem de sua Diocesi dimittere ad proprias: ito quod juxta Canones Clerici teneantur singuli in suis propriis Diocesis deservire, nisi (ait) per Beneficium legitime alteri Diocesi sint incorporati.*

Et sane cum Principes non permittant ut subditi sui sive Sæculares, sive Regulares à suis Superioribus sub alterius Principis ditione morantibus visitentur sine eorum consensu, indubie eadem ratione nec permittendum ut Episcopi subditi mittant ad ditionem Superiorum alterius Principis, à quibus subinde instructiones contrarias regimini & interesse sui Principis accipere possunt. Ita responsum Lovanii hæc 4. Junii 1720.

Z. B. Van Espen J. U. D. & Ss. Can. Prof. A. Bauvrens J. U. D. & Prof. Ordin.

Infrascripti Advocati Supremi Brabantie Senatus visis casu, questionibus, & responso Clarissimum Dominorum Van Espen & Bauvrens J. U. Doct. in Universitate Lovaniensi, suprapositis, sunt ejusdem opinionis cum dictis Doctoribus Præconsultis ob rationes & auctoritates in eorum responsu allegatas. Et est apud nos, non minus quam in Gallia, illæsa & usitata hac in parte Regia protectio, licet aliis terminis utamur in ea re quam Galli. Actum Bruxellis hæc 6. Junii 1720.

A. Descartes. H. Van Hanevryck. B. Bodry. J. De Sovers. J. B. De VVilde 1720. Van Baren 1720. F. Lien. J. De Plieker R. C. Suvarius.

(K)

## MAINTENUE

## MANUTENENTIA

Geaccordeert aen E. V. Joannes Vernimmen Priester van her Oratorie in de possesse van synce Pastorele bedieningen.

Concessa R.P. Joanni Vernimmen Presbytero Oratorii in possessione functionum suarum Pastoralium.

**P**hilips by der gracie Godts Coninc van Castillien, van Leon, van Arragon &c. Aerts-horloge van Oostenryck, Hertoge van Bourguigne, van Lorryck, van Brabant &c. den iewelen van onse Dourveideren onse Boden macht hebbende exploïdieren binnen desen onsen Lande ende Hertoghdomme van Brabant, hier op verfocht saluyt: Vvy hebben ontfangen die suppliecatie van Heer Jan Vernimmen-Canonink der tweede fondaie van S. Goedens ende Pastoor van cleyen Benigynhof binnen dese onse Stadt Brussle, inhoudende hoe dat hy in synce voors. qualiteyt van Pastoor van in den jere 1642. tot nu toe gedan heeft alle functionen Pastoral, naemntlyck van predicken ende Bicht-hooren, ende alsof daer af in goede doughdlycke possesse; ende alsoevely hy daer inne nict en soude behooren geurbeide te vvoorden, so ist niet te min den Eertrv. onsen Lieven, ende getrouwen Vaeder in God die Aerts-Bischop van Mechelen hem begeven heeft tot cene Acte in daer den selvenden der loopende maender van September (apparentelyck door eenighe surprie) vvaer by vveicalert om tot den syn ghemoeit moverende te vvedertroepen de macht van te predicken, ende Bicht te hooren in synce Dioecse, den Verthoender toecommede, vvaer aff d'insinuatie gedaen is op den 18. daer naer aen den selven, sulcx dat hy Verthoender hem daer door (niet sonder meckelyk schandael) geruibeert vvinde in synce voors. gheue deughdelycke possesse van te doen alle functionen Pastoral, nict alleene tegens alle rechten maer oock sonderlingen tegens de privilegien van desen Lande van Brabant, alvvaer niemant boven den ordinatien cours van Justitie en ken geconde uincert vvoorden, vvelc min onghelyck, ende sonder vvoegende bevvyv van genoechsaene tedens ghesloten vvoorden in synce justitie possesse, ghy in de voorschreive Acte geene de mynse reden en slyk kent, noch den Verthoender van vvegen synce voors. Ietvveedighy oock nimmermeer vveicmaet geveest, vvaer omme keerde by hem tot ons ontoedelyck biddende om onse opene Brieven van Maintene in tot ma daer toe diennende: Vvacomme soe zell dat vvy desen angelien nombruden ende bevelen daer toe comittierende by desen dat soe verre u blycke van de possesse ende gebruycke van de voorschreive functie Pastoral, midtsdaers van de turbation ende beletten hem daer inne gedaen alsof voorschreven is, soo vvele des genoech sghy in dyen gevelle daer y toe geroepen den voorschreven Aerts-Bischop van Mechelen ende allen andere die daeromme sullen behooren geroepen te vvoorden, ende gy des van vvegen des v.v. of. Supplicanti sul vvoorden verfocht, tot alscaken daegs, ure, ende blaefse, als dat behooren sal, ende ghy sen bescheyden siet, den voors. Suppliant in de voors. justitie possesse ende gebruycke van de voors. functie Pastoral van onsen t'vvegen houdende mainteneert, doet houden ende mainteneert, doende expres ende scherpe bevel van onsen t'vvegen aen den voors. Aerts-Bischop van Mechelen, ende allen anderen dyen dat behooren sal, ende des van vvegens als voeten sulre vvoorden verfocht, dat sy den voors. Suppliant van de voors. functie, midtsdaers van de vruchten, ende profyten daer toe behoorende, inder vvegen, ende manieren boven verhaelt, peyselyck ende vredelyck doen ende laten p'ssieren, ende alle beletten, ende turbatione de voors. Suppliant daer inne gecon, iewelont ende sonder verrecke collossion, ende schandeloos aldoren, ende repatien, ofse doen aldoren ende repatieren, ende hem verdraegen den voors. Suppliant daer inne meer te turbieren ofse molestieren in eniger manieren, den selven Aerts-Bischop van Mechelen, ende allen anderen dyen dat behooren sal daer toe op dars noot

sy bed-

**P**hilippus Dei-gratia, Rex Castella, Leonis, Aragonia &c. Archidux Austria, Dux Burgundie, Lombardie, Brabantia, &c. Primo omnium Apparitorum suorum Satellitum nostrorum habentis possessionem executionis mandandi in hac nostra Diocesi, & Ducatu Brabantia ad hoc requisito, salutem. Recepit: Libellum Supplicem D. Joannis Vernimmen Canonici secundae fundationis S. Goedae, & Pastoris minoris Reggini in hac nostra Civitate Bruxellensi continentem quomodo ipse in sua praedicta qualitate Pastoris ab anno MDC. quatuordecimo secundo usque modo obiverit omnes functiones Pastoraliter, nominatim praedictas, & quatenus confessiones; & quod sic sit in bona, & valida possessione; & quatenus in illa non deberet turbari, nihilominus factum est, ut Reverendus Dilectus Noster & Fidelis Pater in Deo Archiepiscopus Mechliniensis resolvere se ad unam Aliam de data 16. mensis currentis Septembris (apparenter per aliquam subreptionem) qua declarata se, ob rationes animi suum moventis, revocare facultatem confectionandi & confessiones audienti in sua Diocesi, Supplicanti competenter, cujus insinuatio est falsa est die 18. sequenti: Ita ut Supplicans se turbatum inveniat (non sine notabili scandalo) in praedicta bona; & valida possessione exercentis omnes functiones Pastorales, non solum contra omnia jura, sed specialiter contra Privilegia hujus Ditionis Brabantie, ubi nemo extra ordinarium cursum justitiae condemnari potest, multo minus inordinatus; & aliquid praedictis probatis sufficientibus rationibus de possessione sua deici, prout in praescripta Acta non minima quidem ratio continetur, neque Supplicans ex parte Archiepiscopi Domini atque moniti fuit: Iam ad Nos recurre; humiliter supplicans pro Litteris nostris Manutentionis in forma in eum sumis: Quapropter, hisce consideratis, tibi significamus, & mandamus per praesentes te auctoritates quatenus, si tibi constitit de possessione, & exercitio praescriptarum functionum Pastoralium, atque una de turbationibus, & impedimentis Supplicanti causatis, ut supra scripsum est, in quantum sufficit, hoc casu, citato ad hoc Archiepiscopo Mechlinensi predicto, & omnibus aliis, quos ad hoc citare oportebit, & si ex parte Supplicantis fuerit requisitus, in eum diem, horam & locum oportunitatis, & quibus iudicabis convenire, praescriptarum Supplicanti in praedicta possessione, & exercitio dictarum functionum Pastoralium ex parte nostra tenas, & manteneas, teneri & manuteneri facias, expresse & stricte ex parte nostra mandando praefato Archiepiscopo Mechlinensi, & omnibus aliis quibus oportebit, & ut supra fuerit requisitus, ut supra memoratum Supplicanti praedictas functiones exerceat, & fructibus atque emolumentis eisdem annexis, eo modo, quo praedictum est, pacifice frui permittant, & omnes turbationes in ipsam Supplicanti causatis cum omni damno, & interisse indilate amoveant, & reparent, vel amoveant & reparari faciant, nec Supplicanti in iisdem deinceps alio modo turbari aut molestari permittant, eundem Archiepiscopo Mechlinensem, & omnes alios, ad quos pertinet, ad hoc compellendo, si opus, omnibus oportunitatis iuris remediis in eum sumis: Et in casum oppositionis, recusationis aut protractionis, citet oppositorum ut comparant certa die convenienti coram Iudice, & fidei Cancellario nostro, & Consiliariis Consilii Brabantie, ad ibidem rationes sua oppositionis, recusationis aut protractionis allegandum, & declarandum, respondendum, & in causa ulterius procedendum, quomodo



fy aedvvingende by ende met alle behoorelycke vvergen, ende manieren van bedvvanage daer toe dienende, ende ingevalle van oppositie, vvygeringe, oft vverreck, daeght d'opponenten te compareren te eenen sekeren gelegen daege voor onsen her Lieven, ende getrouwen Cancellier ende Luy den van onsen Raede geordonneert in Brabant, om daer die redenen van hundred oppositie, vvygeringe, oft vverreck op te doen, endte verclaaren, t'antvvoorden, ende in der saecken voorts te procederen, soo behooreten sal, onsen voorf. Cancellier ende Raedts luyden ten voorf. daege overschryvende t'gene des zy in desen sulst hebben gedaen, de vvelck vvy ontbieden, ende bevelen dat sy pattyen gehooit goet, cort, onvertogen recht doen, ende expoliten van Justitie, vvyant ons alsoof geliefte. Ghegeven in onse Stadt van Brussel den vierentvvingtigsten September 1658. vvyas gheparasheert &c. leger stont: By den Coninck in synen Raede, Onderveeckent J. Nauts, endevvas gesegelt met synen Majesteits grooten segele, onder uythangende een enckelen parkemementen sterre, gedruckt in rooden vvasse.

*modum oportebit, Cancellario nostro, & Consiliariis praedictis de referendo quid hac in re egerit, quos mandamus eisque mandamus, ut partibus auditis promptius dicant, & iustitiam administrent, quia Nobis magis placeat. Datum in Urbe nostra Bruxellensi die 24. Septembris anno 1658. &c.*

## (L)

## SENTENTIE

Van een Souverynen Raede van Brabant tusschen Paulus Grabbe Pastoor van Lovenjoul, en Pellenberg Suppliant en Vervverver van de eenne syde, ende de Landt-Decken van het Distrikt van Loven, Deservitor, Kerck Meester, Meyer enbe Schepenen van Kovenjoul, ende die van her Vicariaet van her Artsbisdom van Mechelen, Gensinnuerde en Supplianten by Requeste van den 21. ende 30. April 1667. en 23. Julii 1669. van de andere syde.

**C** Arel by der Gratie Godts Coninck van Castillien, van Leon, van Arragon &c. Aetis-hertoge van Oisternyck, Hertoge van Bourgoigne, van Loureynck, van Brabant &c. Doen te vveeten dat gesien ende gevestigert vvel ende in't lanche in onsen Raede geordonneert in Brabant t'voorf. proces der voorn. pattyen soo ende gelyck't selve is geinstruere, ende op al vvel ende type-lyck gehet, met oock geconferceert t'gene des men in desen behoorte te consideren, vvy by goede ende rype deliberatie van den Raede interinerende de bevelen begrepen in d'opene brieven van Mainteneue des Imperators vanden 17. Meert 1667. houden ende maintaineren den selven in de possejcie ende GEBRUYCK vande Pasto-rye van Lovenjoul ende Pellenbergh, verbiedende de Gensinnuerde hem daerinne mer te surveren, ofte moelsteren in eniger manieren, dan der contrarien alle bevelen te vveeten ende den selven de vve rs. functie Pastoraet vrede-lyck te laten possederen, ende volghen alle da vruchten baeten ende profyten dar toe behoorende, behoudelyck dat een de selve gecort val vvoorden de legale portie, ende onderhoudt van den Deserviteur totte effectieve openinge vande respectieve thoonen van pattyen inclus, licheude tot dyen d'interdictie vvelken op de Requeste der Gensinnuerde ende Supplianten van den 21. enas 30. Aprilis 1667. verclarende dat daermede de voordere conclusien met ende over de selve Requeste genomen comen te cessereren, verclarende insincklyck de voorf. Gensinnuerde ende Supplianten niet ontfanckbaer in den versuecke gedaen met hantte voorf. Requeste van den 23. Julii 1669. condemnerende de selven in de hellicht vande coffen, de andere hellicht om redene compenserende. Ende des T'oirconden hebben vvy hier een doen hangen de Segel die vvylen onsen Heere ende Vaeder, die Godt genadigh zy, gebruyck heeft in desen Landen van herrevvaerts-over, den vvelken vvy gebruiken sulen tot dat den onsen sal vvefen gesneden. Gegeven ende alsoof gepronunciert tot Brussel den 12. Octobris 1670. ende van onse Rycken liet scf. de. Sub GHINDERTAELN.

## SENTENTIA

Supremi Consilii Brabantiae inter Parochum Crabbe Pastorem in Lovenjoul, & Pellenberg Supplicantem, & Impetrantem ex una parte, & Archiepiscopus Districus Lovaniensis, Deservitorem, Aeditum, Praetorem, & Scabinos dicti Lovenjoul, & illos qui sunt de Vicariatu Archiepiscopatus Mechliniensis Insinuatos, & Supplices per Supplicas die 21. & 30. Aprilis 1667. & 23. Julii 1669. ex alia parte.

**C** Arelus Dei gratia, Rex Castelle, Leonis, Aragoniae, &c. Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingie, Brabantiae &c. Notum facimus, quod bene & ad longum visa & examinata supra memorata lite in Consilio nostro Brabantiae, inter utramque partem, prout eadem instructa est, & omnibus mature consideratis quae in huius consideratione erant, Nos mature Consilii deliberatione confirmantes mandata in Litteris Maientenentiae Imperantis expressa die 17. Martii 1667. eundem mandavimus in possessione & FUNCTIONIBUS Pastoralis de Lovenjoul & Pellenbergh, interdictentes Insinuatis cum in eo ulterius ullo modo turbare aut molestare, sed contra omnia impedimenta amoveant, & eundem praedictas functiones Pastorales pacifice exercere permittant cum omnibus fructibus, & emolumentis eisdem annexis, detractis tamen portione legitima ad sustentationem Deservitoris usque ad realem apertionem, & publicationem testimoniorum utriusque partis inclusive, levantes insuper interdicta super Libellis Insinuatorum, & Supplicantum emanata 21. & 30. Aprilis 1667. declarantes huius mediantibus cessare conclusiones anteriores per dictos Libellos capias, si militer declarantes, Insinuatos & Supplices in petitione sua praedicto Libello die 23. Julii 1669. facta non esse recipiendos, condemnantes eos in medietatem expensarum, aliam maiestatem ob rationes compensantes. In cujus rei fidem huius appenda iussimus sigillum quo Dominus & Pater noster, cujus Deus miserator, usus est in huius Belgii Provinciae, quo utemur donec nostrum scilicet fuerit. Datum & ita pronuntiatum Bruxellis die 12. Octobris anno 1670. & Regnorum nostrorum sexto. Sub GHINDERTAELN.

(M)

## MANUTENTIA

Concessa Plebano S. Gudulæ Bruxellis in possessione suæ Plebaniz & functionum ejusdem.

Heer Petrus van Eesbeke Liceutiat in de Theologie Suppliant.

Den Heere Aerts-Bischop van Mechelen, midtsdgaders Heer Petrus de Rauvv Deservitor der Plebanie van de HH. Michael en Gudula binnen dese Stadt Brussele, Geinsinueerde.

Dominus Petrus van Eesbecke S. Theologie Licentiatu Supplicans.

Dominus Archiepiscopus Mechliniensis, una cum Dom. de Rauvv Deservitore Plebaniz Sanctorum Michaelis, & Gudulæ in hac Urbe Bruxellensis, Insinuati.

Gesien in syne Majesteits Souvereynen Rasde geordonnert in Brabant die Requête by den Suppliant aldaer gepresenteert den 5. October 1697. renderende ten eynde den voorschreven Raede geliefde gedinet te vvesen hem Suppliant te maintainen inde possessie der Voorf. Plebanie vande H. H. Michael, ende Gudula, ende al volgens aenden voornomden Heere jessce gedaeghe t'ordonnaten dat hy alle beleselen ter contrariet met de vvelcke by den Suppliant uyt het pijsbel geniet ende fundie der voorschreve Plebanie vvas houdende, soude hebben te doen cefaten, ende voorts oock de fesylycke privatie van syn recht in de voorsyde Requête breeder vermeld, midtsdgaders de vveygeringhe van hem te geven de forge der zielen, onder pretext dat den Suppliant alvooren soude moeten bekomen oorsol ende permiffie vanden Heere Bischof van Doornick om fyne Pastorye der Stadt Corryck te verlaeten, ende dat hy hem alvolgens tot de voorschreve fundie ende liber geniet der voornoemde possessie in de gemelde Plebanie soude hebben t'admitteen, ende te geven al vvas hem daer toe noofsackelyk vvas, ende andersints daer tegens op de beste maniere te voorsien op dat de nieuwigheyt van d'onderfaeten deser Provientie te vwillen doen dependeren van den ville van andere, ende van hun, om van d'ene Diocefe, ofte Kercke te mogen gaen in tene andere, in de vveleke fy vvorfsien vierden, te vwillen obligeren van daer toe te moeten bekomen de permiffie ende confent van den Bischof, vviens Diocefe ofte Kercke fy sochten te verlaeten, nier ingedrongen en vierden tot overgroote ptejudicie van de selve onderfaeten, ende naemlyck van het recht van Patronaat van fyne Majesteits, ende deffels vvasfaelen, foo Geseftelycke als vverelycke, met costen, ende ingevalle van communicatie ofte renvoye voor Heere Commiffarissen inderm de vooschreve ordonnantie, op vvelcke Requête den voorn. Raede vvas gedient ghevefven den Suppliant te verfsenden voor Commiffarissen van den voorn. Raede, pattye daer toe behoorelyck gedaeght fynde: Gesien alende de voondere Requête des Suppliants vanden 15. der selver manent October, ten eynde van permiffie om den voorn. Heere Deservitor tegens den dage dieneende oock te mogen doen dagen om &c. Veebel dien volgende aldaer ghouden den 16. daer naer, alvuer den Procureur Charliers Junior voor den Suppliant proponerende dede verhaelden den inhouden de voorsyde Requête ende concludeerde als by de selve cum expensis, ende dat aen den voorn. Heere Deservitor soude vworden geinterdicteert iet vvoor ders t'autenteren buyten het gene vvas taekende het naeckst exercitie der Pastorele fundie alique cum expensis. Gesien oock de fcsrilycke advertentie, ende naeckste advertentie der Heere jssien gedaeghe als mede de advertentie des rveede Geinsinueerde afgeceekent ten Veebel van den 18. dito, mette Veebel Anivoode des Suppliants daer op gevoolgh, midtsdgaders het Vonnis interlocutoir van den 24. vander selve manent, vvaer byt Hof ter interventie van her Officie Fiscale houdende de advertentie des Heere iersien Ghe-

Van Esen, Paris Pl.

dae.

Vlfo in Supremo Brabantia Consilio Sua Majestati Libello Supplicis à Supplicante ibidem exhibito 5. Octobr. 1697. in finem ut placeret dicto Consilio Supplicantem manumtere in possessione prædictæ Plebaniz SS. Michaelis, & Gudulæ, & consequenter præfate Domino primo Insinuato mandare, ut omnia impedimenta in contrarium, quibus Supplicanti tenebatur extra pacificum exercitium, & functionem suæ Plebaniz, atque etiam in privatione juris sui via facti, cessare curaret, prout in dicto Libello amplius deductum est, similiter dilationem ipsi concedendi Curam animarum sub prætextu quod Supplicans prævis debet obtinere voviam, & permissionem à Domino Episcopo Tornacensi ad deferendum Pastorum Civitatis Corvaciensis, & quod consequenter eum admitteret ad prædictas functiones & liberum exercitium memoratæ possessionis Plebaniz, & ei concederet quicquid necessarium foret in eum finem: & alias contra ea omni meliori modo providere, ut hoc noviss, volens subditos harum Provinciarum dependere à voluntate alterius, eoque obligandi ad transendum de una Diocefi ad aliam, in quæ ipsi provideretur, ut obtineant ad hoc consensum, & permissionem istius Episcopi, cujus Diocesim deferere intendunt, non introducat in magnum prejudicium eorundem subditorum ac notaret Juris Patronatus Sui Majestatis & vassallorum ejus tam Ecclesiasticorum quam secularium, omnia eum expensis; & in casum communicationis aut remissionis eorum Dominis Commiffariis, concedere interim distam ordinationem: super quo Libello supplicis placuit Consilio remittere Supplicantem eorum Commiffariis dicti Consilii parte ad hoc debite citata: Vlfo insuper alio Libello Supplicis Supplientis die 15. ejusdem mensis Octobris, ad obtinendam permissionem citandi D. Deservitorem in diem præfixam ad &c. Similiter Verbalis habito 16. sequenti, ubi Procurator Charliers Junior pro Supplicante proponens repeti curabat contentum prædicti Libelli Supplicis, & concludebat, prout in eodem cum expensis, & ut dicto Dom. Deservitori interdicere quicquam ulterius attentare ultra id quod concerneret exercitium functionum Pastoralium, ubique cum expensis: Vlfa etiam Advertentia in scriptis & ulteriori Advertentia D. primo Insinuatæ una cum Advertentia Domini secundo Insinuatæ, contenta in Verbalis die 18. dicti mensis cum responsio Verbalis Supplientis desuper subsecuto; similiter Sententia interlocutoria die 24. ejusdem mensis, qua Curia, interveniente Officio Fiscalis, tenens Advertentias Domini primo Insinuatæ, & secundo Insinuatæ pro exceptione declinatoria easque ejiciens mandata dictis Dominis Insinuatæ intra triiduum respondere, & licet contestari respectivo contra Libellum Supplientis die 5. Octobr. 1597. & contra ejus conclusionem capta Verbalis die 16. sequentis sub pena seculismissi, & quod jussu dicti super iis quo in Curia fuerint reperta: Vlfo ad hæc ulterioribus Verbalibus inter partes in causa habitis, & notanter illo die 19. Febrarii proxime lapsi, in quo prædicti Charliers, quandoquidem Procuratores D. Insinuatorum se non conformassent Apostolica die 14. præcedenti, prebat decretari penam supradicta Sententia comminatus & jussu dicti super iis quo in Curia repertum fuerat: & desistat.

Nn

fcsis.

daegde ende van den tweede Gbedagde voor excriptie declinatoire, ende de selve afslende, ordonneert aen de voorf. Gbedagde binnen als doen drye daegen antwoorden, ende liem te contesteten respectie negens de Requête des Suppliants van den 5. October 1697. ende tegens syne Conclusie genomen ten Verbale van den 16. daer naet, op pene van verstellen ende recht op te gene te Hove soude bevonden worden: Geleu tot dyen de voortere Verbaelen sussen de voorf. partyen in saeken gehouden, endenaemlyck t'gene van den 19. Februarij lesleden, alvaer den voorf. Charliet midis de Procureurs des Gbedagde hun niet en hadden gereguleert volgens den Appointement van den 14. te woonts, verfocht decreteringe vande pene by den voorf. vonnisse gecommenceert, ende dat recht soude worden gedaen op t'gene te Hove bevonden vviird, ende midt de niet voldoringhe, op alles Geleu, t' Hoff decreterende de pene gecommenceert by den Voorsyden Vonnisse van den 14. October 1697. ende houdende de Gbedagde voor verstellen van antwoorde, recht doende, mainteneert den Suppliant inde Possessio vande Plebanie van S. Michael ende Gudula binnen deser Stads, ordonneert dyen volgende aen den Heere iersten Gbedagde te vveiten den troubel ende beletfel, als den selven aen den Suppliant is doende by vyve van aen hem te refuseren de forgh der Zielen op pteext van den Exeat ofte consent van den Bisschop van Dotnick, vvaer mede het debath tusschen den Suppliant ende den tyvreden Gbedagde compt te cesseren, condemnerende de Gbedagde inde kosten hier omme getesen ter behoortlycke taxatie ende moderatie van de voorf. Reade. Aldus gedaen binnen dese Stade Brussle den 21. Meert 1698. BODRY.

*falsificationis, omnibus consideratis, Curia decretans penam comminationis per prescriptam Sententiam die 24. Octobris 1697. & tenens Infirmos ut seclusos a responsis, sui dicent manentes Supplicantem in possessione Plebanie SS. Michaelis, & Guldul in hac Civitate, mandando consequenter Domino primo Infirmis, ut amoveat omnes turbationes, & impedimenta quae Supplicantis causis detrahendo ipsi Curam animarum sub praetextu defensionis Ecclesiae seu consensus Episcopi Tornacensis i quibus mediatis cessis contestatio inter Supplicantem, & secundo Infirmatum. Condemnans DD. Infirmos in expensis propterea factis sub debita taxatione, & moderatione praedicti Consilii, Alium in hac Civitate Bruxellensi die 22. Martii 1698. Signatum BODRY.*

(N)

## S E N T E N T I A

Consilii Brabantiae pro Manutenentia Pastoris Sanctae Catharinae  
Bruxellis.

Vide supra sub Littera G. fol. 268.

(O)

## S E N T E N T I A

Consilii Flandriae pro Manutenentia Vice-Pastoris S. Jacobi Gandavi.

GESSEN t'proces hanbeonde in t'advys vanden Hove tusschen Heer ende Meester Adriaen Van Loo Onderpastoor ende Capellaen van de Parochiale Kerke van S. Jacobs binnen dese Stadt Heesche by commissie van Geestelyke maintainue, den Procureur Generael van Vlaenden met hem gevoegt ter eerder syde, ende Heer ende Meester Ferdinand Coolman Pastoor ende Gaspar de Vos Colfer der selver Kercke, mitgaders Jousffrou Theresia Vandet Cammen hoir van vvylyet Heer ende Meester Joannes Vande Cammen in syn leven oock Pastoor geveelt van de meer gemelde Parochiale Kerke d' aitementen van de sake over hem anveert hebbende apud Acta te rolle van den 7. Novembris 1721. Vervveerders verstellen van furnissement ter ander.

t'Hof wyten t' syn andvys handtende mainteneert den Heesche in de rechten possessie ende salus van in de voorschreven Kercke te doen de functien vant'doopen der kinderen t'assisteren in de begavingen ende alle voortdere Onderpastorele functien met de vruchten, baten, profyten ende emolumenten daer aen en aen het annex beneficie klevende, ende afdoende de handt t's Keyfers en t' Koninckx aen de sake litigieuse gestelt, interdicteert aen de Vervveerders, den Heesche daer in meer enigen troebel oft ongebruyck te doen, ende con-

dem-

Vissalite pendente in Advoisement Curia inter Dom. & Magistrum Adrianum Van Lee Vicepastorem, & Capellanum Parochialis Ecclesiae S. Jacobi in hac Civitate Allore, in materia Ecclesiastica Manutenentia Procuretori Generali Flandriae ipsi iunctis, ex una, & D. ac Magistrum Ferdinandum Coolman Pastorem & Gasparum De Vos Custodem ipsam Ecclesiam & Domicellam Theresiam Vander Cammen barendem defensionis D. & Magistrum Joannis Vander Cammen, dum viveret, etiam Pastoris supra memoratae Parochialis Ecclesiae, qua liem pro eo suscepit apud Acta in Rotula 7. Novembris 1721. Infirmis factis a responsis, ex altera parte, Curia pronuncians suum Advoisementum manentes Allore in possessione & exercitio in eadem Ecclesia baptizandi parvulos, assistendi moribus sepeliendis, & exercendis omnes alias functiones Vicepastorales, cum omnibus fructibus & emolumentis eidem Vicepastoratus, & iunctis beneficiis annexis, & amovendi manum ex parte Imperatoris, & Regis eidem causa litigiosa appositam, interdictis Infirmis Supplicantem ut scribitur turbare aut molestare, eoque condemnat, ut restituant omne dampnum eidem illatum secundum estimationem virarum intelligentium, super turbatione, in nullam erum liberrimum parisi. Fisco Imperatoris, & Regis applicandam, & in expensas huius litis secundum Curia taxationem. Datum in Camera Consilii Flandriae Gandavi

demnoert hun over de scade d' Heeffcher geinfereert  
aen hem op te leggen ende betaelen sulcx als man-  
nen hun dies verstaende sullen estimeren, over de  
troubel in de booten ven dry ponden Parfys's Keyfers  
en's Koninckx ons geduchter Heere profyete, ende in  
de colten van den proceffe ter taxade van den Ho-  
ve. Gegeven in de Camer van den Raede in Vlaen-  
deren tot Ghent den 20. Decembris 1721. J. B. MI-  
CHEL.

dati die 20. Decembris 1721. Signatur, J. B. MI-  
CHEL.

(P.)

# SENTENTIA

Supremi Consilii Brabantiae pro Manutenentia Doctoris MARTIN in  
suo Canonieatu.

Le Sig. Docteur MARTIN Supplians.

Les Venerables Doyen & Chapitre de l'Eglise Collegiale de S. Pierre  
à Louvain Infinuez.

Veu au Conseil Souverain de Sa Majeste ordon-  
ne en Brabant la Requette du Suppliant y pre-  
sente, par Appollille du 9. Septembre 1720. apres  
avoir eu l'avis de l'Office Fiscal, envoyee à l'ad-  
vis des Infinuez, contenant la dite Requette que  
le Suppliant en vertu de sa Lecon Roiale il avoit  
ete en droit & possession d'un Canonieat & Preben-  
de de l'Eglise Collegiale de Saint Pierre dans l'Uni-  
versite de Louvain depuis l'an 1696. sans etre jamais  
trouble dans la dite possession & exercice de son Ca-  
nonieat, comme apparoitroit par la piece y jointe,  
mais comme le Sr. Vanden Steen dernièrement Re-  
cteur de la dite Universite, s'etoit donne la peine  
d'excommunier le Suppliant pendant son dernier Re-  
ctorat, par une Sentence non plus reguliere qu'equi-  
table, le Suppliant y avoit toutes fois reverende dans  
l'exterieur de sa conduite, pour ne pas leser l'au-  
thorite des cofes juges & s'etoit abstenue du Choeur  
non obstant son appel interjete de la dite sentence:  
or comme la meme sentence venoit d'etre corrigee  
par Sentence postérieure des cinq Juges de l'Uni-  
versite, & que-cette Sentence postérieure etoit meme  
passe en rem judicatam depuis le 26. Aout 1720.  
comme de ce apparoitroit par la piece imprimée y  
ajoutée, le Suppliant seroit en droit de resumer  
les fonctions de son Canonieat: Ce qu'il aiant voulu  
faire le 30. du dit mois d'Aout, y fut empêche par  
force de la part des Infinuez comme consistoit par les  
trois pieces partiellement jointes, & comme ces for-  
tes de vexes & oppressions n'etoient permises dans  
un Etat regle & pacifique, il supplioit tres humble-  
ment afin d'etre maintenu dans le droit d'exercer les  
fonctions de son Canonieat fustait, avec defence aux  
dits Infinuez de le troubler à l'avenir, soit dans les  
dites fonctions, soit dans la perception des fruits,  
cum expensis: Veu l'avis des dits Infinuez le quel  
apres avis du dit Office Fiscal fut charge de com-  
munication au Suppliant, pour y dire à la huitaine:  
Veu l'ecrit de Replique dudit Suppliant, & l'am-  
pliation de Replique d'iceuy servi en vertu de per-  
mission, & l'ecrit de Replique des Infinuez, ense-  
mble les deux Requetes Civiles des dits Infinuez du  
7. Janvier, & 3. Fevrier dernier, avec les respectifs  
Ecrits de raisons d'impertinence du Suppliant y à  
l'encontre servys, le tout considere La Court à l'in-  
tervention de l'Office Fiscal rejetant les Requetes  
Civiles des Infinuez, maintient le Suppliant dans la  
possession de son Canonieat, declare que jusques ores  
il luy est permis d'en exercer les fonctions & de  
jouir des fruits y appartenans, ordonne aux Infinuez  
de s'y conforme, condamnant les dits Infinuez es  
depens à due taxation & moderation de la Court, &  
es amendes deux Requetes Civiles rejettees. Ainsi  
fait en la Ville de Bruxelles le 5. Avril 1721. Etoit  
signe A. V. GHINDERTAELN.

Van Effen, Part VI.

Visa in Consilio Supremo Sua Majestatis oratio  
Brabantia supplica supplicantis ibidem presenta-  
ta per Appollillam seu notam die 9. Septembris 1720.  
habita relatione Officii Fiscalis, missa ad relationem  
infinuatorum, hac supplica dilti supplicantis continen-  
bas quod vigore Lelionis Regia fuffet in possessione  
Canonieatus & Præbende in Ecclesia Collegiata  
S. Petri, in Universitate Lovaniensi, ab anno 1696.  
absque quod unquam turbaretur in dilla possessione, &  
exercitio sui Canonieatus, sicut approbat ex scripto  
adjuncto: sed cum D. Vanden Steen nuper Rector di-  
cta Universitatis excommunicasset supplicantem in suo  
ultimo Rectoratu, per sententiam non magis regularem  
quam equam, supplicans illi quoad exteriore obsecu-  
tus fuffet ne laderet auctoritatem rerum judicatarum  
& abstinuerat à chore, non obstante sua appellatione  
interpofita à dilla sententia: sed cum eadem senten-  
tia corrigeret per sententiam posteriorem quinque  
Judicum Universitatis, & hac sententia posterior trans-  
fuffet in rem judicatam 26. Augusti 1720. sicut ap-  
parebat ex scripto impresso adjuncto, supplicans effe-  
ri in iure resumendi functiones sui Canonieatus, quod  
cum vellet facere 20. Augusti, vi impeditus fuit ex  
parte infinuatorum sicut apparebat pariter ex scriptis  
ibidem junctis: & cum ejusmodi vera & oppressiones  
non effent licite in statu regulato & pacifico, humil-  
issime supplicabat ut maneretur in iure exercendi  
functiones sui dilti Canonieatus cum prohibitione sa-  
da diltis infinuatis ne impetrum turbent, sive in  
diltis functionibus sive in perceptione fructuum, visa  
avifatione diltorum infinuatorum, quibus post avifa-  
tionem dilti Officii Fiscalis fuit mandatum ut iusti  
communicarent supplicanti, ut intra octiduum respon-  
deret, visa replica supplicantis, & ampliatione ejus-  
dem replica vigore permissionis, viso etiam scripto  
replica infinuatorum cum duabus ordinandis supplicis  
die 7. Januarii & 3. Februarii ultimi, cum respec-  
tibus scriptis rationibus impertinentia supplicantis omni-  
bus consideratis Curia rejiciente ad interventionem  
officii fiscalis supplicat evolvere infinuatorum, manet-  
net supplicantem in possessione sui Canonieatus, decla-  
rat quod est licet illius exercere functiones, & frui  
fructibus ad id pertinentibus, mandat infinuatis, ut  
se sententie conformet, condemnando infinuatos ad  
expensas, juxta debitam reservatam taxationem &  
moderationem Curie, & in multas duarum supplica-  
rum civilium rejellarum. Sic actum in Civitate  
Bruxellensi 5. Aprilis 1721. erat signatur A. V.  
GHINDERTAELN.

No 2

SEN.

(Q)

## SENTENTIA

Parlamenti Mechliniensis pro Manutenentia Vice-Pastoris  
Ecclesiæ Metropolitanæ.

**V**eu au Grand Conseil de l'Empereur & Roy nostre Sie-  
se le proces entre Maître Jean Chaldes Leideket  
Prestre Beneficier de la Chapellanie de S. Estienne & Vi-  
ce Cure de l'Eglise Metropolitana de S. Rombaut en cette  
Ville d'une part, le Prevost, Doyen & Chapitre de la  
dite Metropolitaine adjointez, & Supplians par Reques-  
tes valides pour Civiles le 11. Fevrier & 27. Avril 1722.  
sous benefices des quelles ils ont exhibe piece debaues par  
partie jointes au proces par Ordonnances du 19. Fevrier &  
28. Avril de la meme annee, d'autres Veu aussi l'Or-  
donnance du 20. de ce mois, & ce qui est ensuivy, l'Em-  
pereur & Roy rejette les dites Requestes valides pour  
Civiles, & faisant droit garde & maintient l'Impetrant  
en la faicte & possession de la dite Chapelle & Vice Cure  
& fonctions Vice-Pastorales, fruits & emolument en  
dependans, sauf de Preschier & ostendre les confessions,  
declare les Adjournes en leurs oppositions, sans & con-  
clusions contraires non recevables ny fondees, les con-  
damne es dommages & insercs foudiers & a fournir par  
l'Impetrant, es amendes des dites deux Requestes vali-  
des pour civiles presentes apres Ache de dispositif, & es de-  
pens du proces au taux de la Cour, Prononce a Malines  
le 23. de May 1722.

J. BOGAERTS.

**V**iso in Supremo Consilio Imperatoris & Regis nostris  
pro: ess. in: er D: Joannem Carolum Leydiker Presby-  
terum, & Beneficium Capellanis S. Stephani & Vice-  
Pastorem Ecclesiæ Metropolitanæ S. Rombaldi in hac  
Civitate ex una parte propositum Decanum & Capitulum  
dille Metropolitane citatos & Supplicantes per supplicas  
validatas pro civilibus 11. Febr. & 27. Aprilis 1722. be-  
neficio quarum exhibuerunt scripta ventilata per partem  
junila processu ex Mandatis 19. Februarii & 28. Aprilis  
ejusdem anni ex altera: visa etiam ordinatione 20. hujus  
Mensis, & quid inde est secutum. Imperator & Rex re-  
jecit didas supplicas habitas pro civilibus, & quod dicens  
tueretur, & manentes impetrantem in possessione dille Ca-  
pelle & Vice Pastoralis, & functionum Vice Pastoralium,  
fructuum & emolumentorum inde dependentium, excepta  
concionis & exceptione confessionum, declarat citatos in  
suis oppositionibus Ocean. suff. mibus contrariis non recepti-  
bilibus fundatos, condemnat in damna & interesse per-  
pessa & perperenda per impetrantem, in multis dilla-  
rum duarum suppliciarum habitarum pro civilibus presen-  
tarum, post aliam desistendum & in expensis litiga-  
torum a Curia. Pronunciatur Mechlinia 23. Aprilis  
1722.

Signatum J. BOGAERTS.

(R)

## EPISTOLA REGIS,

Qua præcipitur Consiliis Regiis, ne sub prætextu POSSESSORII  
turbent Episcopos in his quæ doctrinam aut cor-  
rectionem morum spectant.

**MAXIMILIEN EMMANUEL** par la  
grace de Dieu Duc de la haute & basse  
Bavière, & du haut Palatinat,  
Comte Palatin du Rhin, Grand Es-  
caillon du S. Empire, & Electeur,  
Land-Grave de Leichtenberg, Gou-  
verneur du Pais Bas, &c.

**MAXIMILIANUS EMMANUEL** Dei  
gratia Dux superioris, & interioris  
Bavariæ, superioris Palatinatus, Co-  
mes Palatinus Rheni, Archiepiscopus  
imperii, & Elector Landegravius de  
Leichtenberg, Gubernator Belgii,  
&c.

**T**res Chers & Bien-aimés,  
L'Experience ayant fait voir qu'il arrivoit plusieurs  
inconveniens dans la Direction des affaires spirituelles,  
de ce qu'en principe de l'Autorité competente  
aux Evêques & Diocésains au fait de la Doctrine, &  
des Mœurs des Predicateurs, & Confesseurs, ceux cy  
auroient embarassé, & fait faillir les Effets des Dispo-  
sitions des Evêques par le recurs qu'ils ont pris aux  
Conseils & Tribunaux de Justice, & de l'ouverture  
qu'ils y ont trouvez à Titre de Possesseur, Nous Vous  
faisons cette par Vous interdire, comme Nous Vous  
interdisons formellement de recevoir, Vous meler ny  
protéger aucune instance ou prétension; quel'un vou-  
droit former par devant Vous, soit à Titre de Posses-  
sion, ou autrement contre les Dispositions & Ordon-  
nances que les Evêques ou Diocésains pourvoient avoir  
faits ou feroient cy apres pour cause de Doctrine &  
Mœurs desdits Ecclesiastiques. Tres chers & Bien-aimés  
Notre Seigneur Dieu Vous ait en Sa Sainte Garde.  
De Bruxelles le 7. de Novembre 1695.

*Charissimi, & Dilectissimi.*  
Un ex: eroni, exhibuerunt multa coningere incon-  
venientia in directione negotiorum spiritualium ex  
eo quod in principibus auctoritatis competentis Episco-  
pis & Diocesanis quoad doctrinam, & mores Con-  
fessionum, & Confessorum, hi intercesserunt & cras-  
sente retardari dispositum Episcoporum recurrendo ad  
Consilia, & Tribunalia Justitie, & ad media quæ ad  
id inveniuntur titulo possessionis, hanc vobis firmiter  
ad prohibendum, sicut vobis serio inhibemus ne reci-  
piatis, nec immittatis vos aut protegiatis ullam instan-  
tiam aut præteritionem formandam coram vobis sive iu-  
dicio possessorio, sive aliter contra dispositiones & ordi-  
nationes, quas Episcopi vel Diocesani siccis possent,  
aut ex poss. auctori esse in causa doctrina vel morum  
dilectum Ecclesiasticorum. Charissimi & Dilectissimi  
Dom. Deus vos habeat in sua Sancta Custodia & pro-  
tectione. Bruxellæ 7. Novembris 1695.

(S)

## CONSULTA

Supremi Consilii Brabantiae in negotio Pastoris Sanctae Catharinae Bruxellae.

S I R E.

**A**Yans eu l'honneur de remettre à Votre Majesté le Decret de la Cour de Rome du 29. Mars dernier par notre Consulté du 10. du mois de May ensuivant, Elle nous encharge par sa lettre du 12. du même mois de lui donner notre Advis raisonné, sur une matière si importante & sur les moyens propres & convenables à y remédier. Nous devons avouer Sire que plus nous réfléchissons sur ce Decret plus nous entrevoions de suites fâcheuses & d'une très dangereuse conséquence si on diffère de s'opposer à une entrepise si violente, que l'on ne doit pas tant attribuer à la Cour de Rome, qu'aux intrigues de l'Archevêque & de ses partisans, une expérience de tant d'années qu'il a été élevé à cette dignité doit avoir appris à Votre Majesté & à ses Ministres, qu'il ne se s'est occupé d'autres soins qu'à chercher les moyens d'étendre de plus en plus les bornes de son autorité, sur l'affoiblissement & sur la ruine même de la Puissance Royale. Ce dernier Decret qu'il s'est procuré à Rome en est une preuve, à la suite de laquelle l'esprit ne sauroit presque résister: Il ne s'agit point icy de quelques entrepises indirectes, que l'on conduit insensiblement, & par des détours, à la fin que l'on se propose.

C'est un Acte éclatant de Jurisdiction Souveraine que la Cour de Rome prétend exercer dans ce Pays & Duché de Brabant, un grand préjudice des Droits & des hauteurs de Votre Majesté.

Nous manquons Sire à notre devoir, dans un point essentiel, & nous dégenerions de nos Ancêtres, si nous ne nous opposions à un mal si dangereux avec tout le zèle & toute la vigueur dont nous sommes capables.

Il s'agit de l'affaire assez connue de Guillaume Vanden Nefse, Pasteur de S. Catharine, dans laquelle nous n'avons rien fait qu'après en avoir donné connoissance à Votre Majesté. Et si nous avons accorde la Protection Royale en rendant sentence de maintenance en faveur de ce Pasteur, nous ne l'avons fait Sire qu'après avoir informé Votre Majesté de la Justice & de la régularité de notre proced, & après luy avoir fait connoître qu'il ne se s'agissoit que du posséder, & que la matière dans la Justice dans laquelle nous l'avons prise, pour la separer de celle qui appertient au Tribunal Ecclesiastique, étoit certainement de notre ressort; le public en a été convaincu par un motif de Droit qui éclaire pleinement cette cause; nous avons vu, pesé & examiné avec la dernière exactitude tout ce que l'Archevêque y a voulu opposer, & nous n'y avons aperçu aucune difficulté raisonnable, nous avons eu enfin cette satisfaction que la sentence que nous avons prononcée, a été approuvée & même applaudie de tous ceux dont la prévention n'a point été insurmontable: Il n'y a Sire que l'Archevêque & ses partisans, qui ont résisté à la lumière qui a éclairé tout le monde, au lieu d'acquiescer à une sentence si juste, concorde avec l'api de maturité, prononcée avec tant d'égards, exécutée avec tant de lenteur, & qui pouvoit pacifier toutes les troubles; il a entrepris d'envoyer au mois de Fevrier dernier au dit Pasteur un monitoire que nous avons trouvé si préjudiciable aux hauteurs de Votre Majesté, à l'autorité de ses Conséils, aux Droits de ses bons sujet & aux Loix du Pays, que nous nous sommes trouvés obligés de luy ordonner par sentence du 24. du même mois de Fevrier, de casser & annuler ce monitoire avec défense à tous & à chacun de publier, faire ou laisser publier la Censure y comminée, d'y obéir, ny d'y avoir aucun égard. Cette précaution n'a fait que le rendre plus hardy; les gens au lieu de supprimer ce monitoire, l'ont rendu public par l'impression & l'ont regardé dans le peuple en plusieurs Jan-

**H**Abito à nobis honore Vestra Majestati ad manus extrabonati Decretum Curia Romana die 20. Martii ultimi per nostrum Consilium die 10. Mensis Maji sequentis, mandat nobis per suam epistolam die 11. ejusdem mensis, ut mentem nostram cum rationibus demus super materia tam gravi & super media apta & convenientia, ut illi remedeatur, fieri debemus, Rex inviolissime, quod quo plus refleximus super hoc Decreto, eo plures advertimus sequelas trahi posse periculosissime consequentia, si differtur oppositio attentata tam violenta, quod non adeo est erubescendum Curia Romanae, quamtristis Archiepiscopi, & ejus affectu. Experientia tot annorum, quibus ad illam est eorum dignitas debet Majestatem suam edocuisse, quod nullis aliis rebus magis inheret quam investigationis mediis propagandi & ampliandi limites sine auctoritate supra decreta & ruinam ipsam ipsius Regis. Hoc ultimum Decretum quod juxta hanc extoritur id evidenter probat, & vix ingenua potest illi resistere hic non agitur de aliquo attentato indirecto, quod insinuat, & per ambages ad finem propositum dirigitur.

Est alio manifeste jurisdictiois supreme quam Curia Romana praesentit exercere in hac Patria & Ducatu Brabantia, ut suum jurisdictionis jurium, & Superioritatis Vestra Majestatis.

Immemores nostri Officii in puncto essentiali, & de generis à nostris majoribus estemus, si non opponeremus nos male tam periculofo omni zelo, & vigore quorum sumus capaces.

Agitur de negotio suis noto Guiljelmo Vanden Nefse, Pastoris S. Catharinae, in quo nihil eximus nisi praesentis notitia Vestra Majestatis, & si concessimus protectionem Regiam firmando sententiam maintenance in favorem hujus Pastoris, id non fecimus nisi informata Vestra Majestate de iustitia & regularitate nostri processus & ipsi notificato, quod tantum ageretur de possessu, & quod materia juxta multitudinem à nobis praesentatam ut separaretur ab ea, qua pertinet ad Tribunal Ecclesiasticum, esset pro certo nostra dependentia, publico innotuit motivo juris quo plene decidit illa causa: vidimus, ponderavimus & examinavimus summa exactitudine quidquid Archiepiscopus voluit opponere, nec ullam difficultatem rationabiliter advertimus; illa tandem accessit nobis satisfactio, quod sententia à nobis lata fuerit approbata & cum plausu recepta, imo ab omnibus quorum praesentis non fuit incircumscripta, sola Archiepiscopus & ejus affectu resistunt lumini quod omnibus praesentis: tantum absque ut acquiesceret sententiae tam iusta, concepta tanta maturitate, pronuntiata tanto respectu, executioni mandata tanta lenitate, & qua poterat pacare omnes tumultus, attentavit mittere mense Februario ultimo monitorium dicto Pastori, ad o praesentis Superioritatis Vestra Majestatis, auctoritati Consilium, juris sublimitatem, & legibus Patriae, ut coelli fuerimus si sententia lata 24. ejusdem Mensis Februarii, ipsi mandare ut cassaret, & annullaret illud monitorium cum prohibitione omnibus salta ne publicaretur; vel quis careret publicari Censuram ibi comminatum, nec illi parceretur, neque attentio fieret, hac praecavimus falli ut audacior; ejus adherentes non tantum non suppresserunt hoc monitorium, sed per impressionem publici juris fecerunt, & diffusaverunt inter plebem variis idiomatibus. Mandavimus Consiliario, & Procuratori Generali, ut sine more que sui Officii erant adimpleret sumptibus Typo-

grajbi

langues: Nous avons ordonné au Conseiller & Procureur General de faire incriminer les devoirs de son Office à charge de l'Imprimeur & des Distributeurs: l'Archeveque ne s'en est point rebute, mais voyant qu'il n'a pu troubler le public par ce moyen; il s'est adressé à la Cour de Rome, qu'il a feu surprendre avec tant de finesse qu'il en a obtenu le Decret dont est question, avec une promptitude si grande, qu'on a lieu de le soupçonner d'en avoir envové le projet tout dressé.

Ce Decret est émané du Tribunal de l'Inquisition qui n'a jamais été reconnu dans ce Pais non plus qu'aucun autre jugement étranger: Si les sujets de Votre Majesté témoignent tant de répugnance à recevoir ce tribunal, quand on crut de l'introduire dans ces Pays ou ils sont à la main, & où ils peuvent proposer & établir leurs défenses à leur aise, quelle répugnance n'en auroient ils pas, de s'y soumettre à Rome, où ils ne seroient ny interrogés, ny en état de se défendre, mais seroient jugez absents à trois cents lieues de leur séjour, & pourvus de tout le secours qu'il pourroit avoir si le tribunal étoit dans le Pays même. Les glorieux Prédecesseurs de Votre Majesté les en ont persévéré, ils leur ont promis & juré ment sur les Saints Evangiles qu'ils ne souffriroient jamais qu'ils fussent évoquez ny traînez devant la Cour de Rome. Nous ne croyons pas Sire que pour être dévoué à Votre Majesté par un attachement que vos autels justifient, nous sommes persuadés que Votre Majesté ne permettra pas que pour avoir soutenu ses Droits, en acquit de notre Serment, nous soyons jugez & punis sans forme de Procès & cela à Rome, où le moindre de vos sujets ne peut être juge, pour quelque cause que ce puisse être, ensuite des Loix & Privilèges du Pays approuvés par le Saint Siege.

Ainsi le Saint Pere que l'on fait parler dans ce Decret ne parait pas avoir été bien informé, il auroit du nous ce dire & nous faire demander si ce qui étoit parvenu à sa connaissance étoit exactement vrai: c'est un des meilleurs usages qu'il pourroit faire de l'Interconction qu'il entretient en ce Pays, que de lui ordonner de nous approcher, pour savoir de nous memes la verité d'un fait qui a produit une confection si importante.

Si Sa Sainteté avoir pris cette precaution, Elle n'auroit pas à se fâcher que l'on s'interdit dans le Decret, que la cause du Pasteur, dont nous avons pris connoissance, appartenait à la Sacerdotie: Nous eussions fait voir & par la conclusion du titre & par la Sentence que nous avons rendue, que rien n'est plus abusif & que nous n'avons fait autre chose que de révoquer un Pasteur trouble par une suspension de fait & contre toutes les formes de Droit: ce qui est une manière qui sans contredit est purement temporelle & de notre ressort: Nous eussions fait connoître que le Monitoire de l'Archeveque n'alloit à autre fin qu'à faire émaner notre Sentence: qu'il n'y avoit rien en cela qui concerne la foy & que la religion n'y avoit point de part: mais que c'étoit un attentat sur les autorités de Votre Majesté & de ses Conseils, qu'on ne pouvoit souffrir, sans trahir ses Droits & ses hauteurs: Sa Sainteté auroit du aussi nous faire advenir par son Interconction de ce qu'elle a trouvé dans notre Sentence, contre la liberté, l'union & la jurisdiction Ecclesiastique, sans dire en general dans son Decret, qu'il y a plusieurs choses qui y sont manifestement contraires; nous aurions pu faire voir qu'en cela comme dans tout le reste on a surpris le religion. Nous sommes prêts de le faire paroître quand on voudra bien nous en parler en particulier en qu'y nous avons entrepris sur la jurisdiction Ecclesiastique ainsi qu'il est flué par le Concile de Lateran, & quand il plaira à Votre Majesté de nous l'ordonner. Nous sommes bien d'accord que ce seroit très mal faire que d'embarasser le Juge Ecclesiastique dans l'exercice de sa jurisdiction: mais on ne prouvera jamais que nous ayons donné un legitime sujet de plainte la dessus; & nous croyons d'en avoir un très legitime de notre côté, que l'on ne se contente pas de nous en accuser à tort, dans un Decret public; mais que l'on le porte à un tel excès que de remettre sur pied le Monitoire que nous avons cassé & de passer tout ce que nous avons fait dans cette cause avec tant de circonspection, sous les yeux de Votre Majesté & de son adveu.

Si on sollicitait Votre Majesté de casser une Sentence par nous rendue, nous sommes assurés qu'avant que d'en venir

graphi & dividendum, Archiepiscopus non ideo desistit, sed videns quod per hoc non posset exire publicum, recurrit ad Curiam Romanam, quam tanta cum assidua fecit ad se trahere, ut obtineret Decretum, ac quo est questio, tanta cum promptitudine ne suspicio nobis sit ab eo preconcepit, fuisse missum.

*Hoc Decretum est de Tribunali Inquisitionis nunquam agniti in his Patriis in quibus nullum extraneum tribunal agnoscitur: si s. b. b. Petre Majestatis tantam resistit non repugnantiam, cum credebatur intraducendum in his Patriis ubi agniti & possunt commode proponere, & statuere suas detentiones: sed quam non haberent repugnantiam ut se illi submitterent Rome, ubi non interrogandi forent nec possent se defendere, sed judicarentur absentes recentis levis à sua habitatione, & privarentur omni subsidio, quod possent habere, si tribunal esset in ipsa Patria, gloriose Predecessores Vestra Majestatis, id noluerunt pati, promiserunt, imo jurarunt super sanctis Evangelis se nunquam passuros ut evocarentur & trallerentur coram Curia Romana. Non credimus, quod ideo quia sumus particulari effectu ad illi Vestra Majestati deleamur esse peioris conditionis quam alii subditi. Nobis liquet Vestram Majestatem non passuram ut quia sustinimus jura, in vim nostri juramenti, judicemur & poniamur sine forma processus, & quidem Roma ubi vel minimus Vestrorum subditorum non potest judicari de quacunque causa agatur, juxta leges & Privilegia Patria approbata à Sancta Sede.*

*Imo Sanctissimus qui loquens inducitur in hoc Decreto non videtur bene informatus debuisse nos audire & curare peti, an qua venissent in ejus notitiam esset vera, optime usus fuisset Interconctionem, quem s. b. b. in hac Patria, si illi mandasset ut nos accederet exploratum à nobis veritatem facti, à qua tam gravis contestatio orta fuit.*

*Si Sua Sanctitas adhibuisset hanc precautionem non passa esset inferri Decreto, quod causa Pastoris de qua cognovimus pertineret, & si dem ostendissimus tum ex conclusionem Pastoris & ex sententia à nobis elata nihil magis abusum esse & à nobis non aliud aliam quam quod maneremus Pastorem turbatum per suspensionem facti, & informem in jure: hac materia sine contradictione more temporalis, & nostra jurisdictionis est, ostendissimus monitorium Archiepiscopi ad nihil aliud collimare quam ut annulet nostram sententiam: nihil in hoc versari quod sitis esset, & religionem nullum ibi locum habere: sed quod esset attentatum in auctoritatem Vestra Majestatis & Consiliorum, non volens tolerari sine lesione juris & Vestra Superioritatis. Sanctitatis Sua etiam fuisset, ut nos curasset per suum Interconctionem, moneri quid invenisset in nostra sententia contra libertatem & immunitatem Ecclesiasticam in suo Decreto in genere tantum dicens quod in ea plura sint manifeste contraria jurisdictioni Ecclesiastica, potuissimus docere in hoc sicut in religio decem esse ejus religionem, parati sumus de probatis, si in particulari nobis ostendatur in quo lesimus jurisdictionem Ecclesiasticam, sicut statuit in Concilio Lateranensi, & complacuit Vestra Majestati nobis mandare. Convenimus id possumus agi, si impediatur iudex Ecclesiasticus, in exercitio sua jurisdictionis: sed nunquam probatur nos causam legitimam deesse de nobis conquerendi in hoc, credimus à contra nobis esse, cur legitime conqueramur, quod non acquiescat nos injuste accusando in Decreto publico, sed quod procedat ad ralem excessum, ut redintegratur Actorium quod cassavimus, & cassatur omne id quod eximus in illa causa contra cum circumspessione, & quidem id videmus & probante Vestra Majestate.*

*Si vestra Majestas sollicitaretur, ut cassaret sententiam à nobis latam, certi sumus, quod antequam de decendo foret,*

venit à cette extremité Elle voudroit bien nous communiquer les raisons qui la porteroient à une chose qui n'est pas ordinaire; Elle nous permettroit d'ailleurs nos representations & neferoit rien sans forme de Justice; mais icy on n'en fait observer aucune à Sa Sainteté & on voit paroître cet étrange Decret avant même que l'on sache si la connoissance de ce qui en fait la matière ait pu parvenir jusques à Rome; on s'arrete par ce Decret le Droit de défendre aux Sujets de Votre Majesté de desfer à des Sentences d'un de vos Conseils Souverains sous les peines les plus severes de l'Eglise; on pretend que tous ceux qui les ont portées ou y ont coopéré ou consenti soient liez par les Censures, & on menace les Juges qui les ont prononcées des peines les plus rigoureuses, s'ils ne les anéantissent & s'ils ne sont eux memes, pour ainsi dire, les destructeurs de leurs propres productions; Peut on concevoir rien de moins equitable que ce mandement! L'on y sappe par le fond un Droit que les glorieux Predecessors de Votre Majesté ont eu soin de le conserver avec toute la vigueur dont ils ont été capables: Si Votre Majesté souffre que ce Tribunal partage ainsi l'autorité Souveraine avec Elle, & y exerce sans permission, sans aveu, sans averance une jurisdiction si absolue & despotique, il n'y a rien qu'Elle ne doive apprehender de ses maximes: avec la même facilité il pretendra absurdement ses bons Sujets du serment de fidelité qu'ils lui ont presté, & disposer Souverainement de ses Etats: Enfin c'est abusif visiblement des Censures de l'Eglise & de l'autorité d'ou elles partent & tendre l'un & l'autre méprisables: Nous ne devons pas Sire nous engager dans un long discours pour prouver par un nombre de citations ennuyeuses que les Officiers de Votre Majesté ne peuvent encourir aucune Censure pour tout ce qui regarde la fonction de leurs charges: ce sont des maximes certaines qui ne peuvent être envoyées en doute, & qui n'ont pas besoin de confirmation, elles sont passées pour Loy dans tous les Royaumes Catholiques, par ce qu'ils exercent au nom de la Royauté qui est la Justice de laquelle ils ne doivent être divinis ny empêchés, pour ne point troubler la Police publique qui leur est remise, & par ce que les Officiers & les Magistrats *partes Corporis Principis sunt*; & comme les Princes ne sont pas Sujets aux Censures à l'égard de leur temporel ni de leur Puissance, les Magistrats n'y sont pas Sujets non plus à l'égard de l'exercice de leurs charges d'autant que la Justice qu'ils administrent est une partie de la Puissance des Princes qui leur est confiée: & quand les gens d'Eglise se font émanciper à surpasser les bornes de leur autorité à cet égard, les Princes & leurs Conseils n'ont pas seulement cassé & anéanti leurs Censures, mais ils les ont aussi obligés de les révoquer & casser eux memes par fausse de leur temporel & autres voyes de contrainte plus rigoureuses, ainsi que les Ecrivains de toutes les nations Catholiques remarquent par plusieurs exemples.

Aussi Charles Quint d'éternelle mémoire voulant prévenir les suites dangereuses que ces sortes de fulminations ne manquent jamais d'entraîner ordonna & statua par son Edit du 4. d'Octobre 1540. émane pour ces Pays, que les gens d'Eglise ne pourrout user de Censures ou monitions comminatoires contre les Officiers ou Juges seculiers à cause de leurs Offices.

Cette Ordonnance si nécessaire pour le bien de l'Etat fut corroborée par les Placards du 9. Juillet 1570. & le 1. Juin 1578. & par quantité de Sentences rendues tant devant qu'en après.

Mais aujourd'hui le Tribunal de l'Inquisition passe au dessus de tous ces Edits, il pretend lancer les Censures contre un Conseil Souverain pour avoir administré Justice, au Conseiller Procureur General de Votre Majesté dans un point qui concerne sa Souveraineté; & afin que l'exécution d'un Decret si surprenant ne puisse pas être embarrassée par la demande du Placet que tous les Princes Catholiques ont jugé si nécessaire pour le bien & le repos de leurs Etats, on y declare *quod affixum in locis solitis hujus almae urbis omnes & singulos quos illud concernit. perinde ac si officiat, ac si inimice eorum fuisset nominatim & personaliter intimatum*; & on fait paroître par la relation mise au pied, qu'il a été affigé & public ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, Palatii S. Officii, ac in aliis locis solitis & consuetis urbis, le 10. d'Avril dernier.

Il n'y a personne qui ne connoisse les dangereuses conséquences de cette clause, & qui ne doive tomber d'accord

res, nobis vellet communicare rationes quibus moveretur ad rem extraordinariam, nobis permitteret ut faceremus nostras demonstrationes, & nihil faceret sine forma iustitiae, sed hic nihil simile observatur à sua Sanctitate, hoc absurdum De retum publicatur antequam sciatur, an cognitio illius quod concernit, poterit Romam usque pervenire, per hoc Decretum arrogatur sibi ius prohibendi subditis Vestrae Majestatis ne parerent sententiis vestris supremi Consilii, sub penis severissimis Ecclesiae, pretenditur ut omnes qui illas tolerent, cooperati sunt vel consenserint, liceat censuris, & sit comminatio iudicibus qui eas pronunciantur de penis vigorescentibus, nisi eas annullent, & nisi sint, ut ita dicam, ipsi destructores propriarum produlionum, potestne concipi aliquid minus aequum quam illud mandatum? In illo eversionis fundus ius quod gloriosi predecessores Vestrae Majestatis conservandi eorum gesserunt omni vigore possibili, si vestra Majestas palatium, ut illud Tribunal sui sui patriceque supremae auctoritatis scum, & exerceat sine permissione, sine consilio, sine advertentia jurisdictionem tam absolutam & despoticam, nihil non habet timerendum ab eius preceptis, eadem cum facilitate pretendit absolvere vestros subditos à juramento fidelitatis praestito & disponere absoluti de vestris statibus; demum hoc visibiliter abutitur censuris Ecclesiae & auctoritate unde veniunt & redditur utrumque contemptibile, non debemus hic multis verbis, ut probemus enumeratis citationibus radiosis Officiarii vestrae Majestatis non posse ullam incurere censuram: pro his quae sunt ipsorum officii principia certa nec in dubium revocanda, imo nec egentia confirmatione, habentur pro Legibus in omnibus Regnis Catholici, quia faciunt partem Regalitati, quia iustitia est, à qua non debent divergi nec impediri, ut non turbetur politia publica ipsi commissa; & quia Officiarii & Magistratus partes corporis Principis sunt, & sicut Principes non sunt subiecti censuris respectu sui temporarii & sui potestatis, ita Magistratus illi non sunt subiecti respectu exercitii suorum officiorum, quia iustitia quam administrant est pars potestatis Principum quae illis est commissa, & quando Ecclesiastici excessum limites suae auctoritatis in hoc passu, Principes & eorum consilia non tantum cassaverunt & annullaverunt eorum censuras, sed etiam eos eegerunt, ut revocarent & cassarent per occupationem bonorum temporalium & alias vias coercitivas rigorescentes, sicut omnes scriptores Catholici observant per plura exempla.

Hinc Carolus V. aeternae memoriae volens obviare sequentibus periculis, quas secum trahunt tales fulminationes, mandavit & statuit per suum Edictum die 4. Octobris 1500. emanatum pro his partibus, quod Ecclesiastici non possint uti censuris aut monitionibus comminatoriis contra suos Officiarios vel Juvenes seculares quoad sua officia.

Hec ordinatio tam necessaria pro bono status suis corroborata per affixos libellos die 9. Julii 1507. & 1. Junii 1587. & per plures sententias laesae tant ante quam post.

Sed hodie Tribunal inquisitionis omittit illa Edicta, pretendit vibrare suas censuras contra Concilium supremum ob administratam iustitiam Consiliario Procuratori Generali vestrae Majestatis in casu qui concernit superioritatem: & ut exemptio Decreti tam mirandi non possit impedi per petitionem placitii quod omnes Principes judicaverunt tam necessarium pro bono & tranquillitate suorum statuum, ibidem declaratur, quod affixum in locis solitis hujus almae urbis omnes & singulos quos illud concernit perinde ac si officiat, & affigat ac si unicusque coram fuisset nominatim & personaliter intimatum; & offenditur per relationem postam ad eadem quod fuerit affixum & publicatum ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, Palatii S. Officii, ac in aliis locis solitis & consuetis urbis, le 10. d'Avril dernier.

Nemo non novit periculosas consequentias hujus clause, & omnes in hoc conveniunt quod insigne est vitium



der qu'elle porte une plume mortelle à l'autorité Royale : Il est de notoriété publique qu'aucune ordonnance ne peut avoir force de Loy dans un Royaume avant qu'elle y ait été publiée dans les formes, & elle n'y peut être publiée que de l'autorité du Prince, après qu'il aura jugé avec son Conseil, si l'Ordonnance est utile à ses États, & si elle ne porte point quelque préjudice à la Jurisdiction, ou au repos de ses sujets.

C'est la pratique generale, certaine & connue de tous les Souverains Catholiques, qui ont tousjours pris cette sage précaution d'examiner & faire examiner par leurs Ministres & par leurs Conseils, les Bulles, Decrets & autres Rescrits de la Cour de Rome avant qu'on les puisse publier, mettre en execution ou en faire aucun usage. Voite Majesté en est en possession dans tous ses États & en particulier dans ceux cy, tant par le Titre de Sa Souveraineté que par un usage immémorial, dont Philippe le Bon fait mention dans son Edit du 3. Janvier 1447, où il se plaint de la multiplication enorme des Decrets Ecclesiastiques, dont les sujets estoient acablés : Et ce Prince attribue ce desordre à l'omission de cette formalité, par ce, dit-il, que ceux qui veulent profiter de ces Rescrits ont manqué de les porter à nos Cours de Justice & à nos Magistrats pour leur exposer pourquoy ils les ont obtenus & qu'ils n'ont point demandé leur permission & consentement comme on l'a pratiqué par le passé, conformément à la coutume ancienne.

C'est pourquoy ce bon Prince pour remeure en vigueur cette coutume, ordonne que personne n'apporte ou n'exécute aucunes monitions Ecclesiastiques ou defences ou autres mandemens, pour quelque sujet que ce soit sans cette formalité, à peine de confiscation de ses biens.

Philippe Archiduc d'Autriche fit la meme défense le 20. May 1497. sous peine de bannissement. Et le Roy Philippe Second en fit aussi publier un Edit Solennel en 1574. il y comprend toutes les Bulles & Decrets de quelque nature qu'ils fussent venant de la Cour de Rome.

L'Edit de l'Archiduc de 1497. est si expresse, si general & formel, qu'il n'est rien qui en puisse être exclu. Nous defondons, dit-il, par ces presentes à toutes personnes de l'Eglise Seculiers & autres, tant estrangers comme sujets natis de nous dits Pays & Seigneuries, de quelque Etat & condition qu'ils soient, qu'ils n'exécutent ou permeuent executer aucunes lettres, expectations, reservations, proces, Sentences executoriales ny autres Bulles & provisions Apostoliques des Benefices estans en nos dits Pays, sur peine de perdre les fruis & effect d'icelles & d'être bannis hors d'iceux nos Pays & Seigneuries &c. jusq'à ce que les dites provisions & Bulles aient été vues en notre dit Grand Conseil, & que pour execution d'icelles, aient accordé nos Lettres patentes de consentement en forme due.

L'Edit de Philippe Second n'est pas moins explicatif, en voyez les termes : Desirant que les affaires Ecclesiastiques soient conduites, maintenues & reglees selon les anciennes Constitutions, Canons & Conciles de la Sainte Eglise, à l'honneur de Dieu & salut de nos ames, avons par Avis & deliberation de nous principaux Confaults Souverains & Provinciaux de par deca, ordonné, statué & declare par forme d'Edit perpetuel, comme ordonnons &c. que nulles Bulles, provisions ny autres depeschs ou impetrations de Rome, ny des Legats ou Nonces Apostoliques, ou revocations d'aucunes graces. Indultes, Privilèges tant generaux que particuliers, ny aussi aucune Sentence ou executoriales rendues & decretees hors nos dits Pays de par deca, tendant directement ou indirectement, au prejudice de cette Republique ou d'acun tiers particulier, se puissent admettre, soitir effect en jugement ou dehors, ny être mises en execution en iceux nos Pays de par deca, n'est que preallablement les dites Lettres, Bulles, Sentences, & autres impetrations aient été vues & visitées & examinées par Nous en notre Conseil Prive, ou en notre Conseil de Brabant & que les Impetrans aient obtenu nos Lettres patentes de Placen à ce pertinentes, sur peine de perdre l'effect des dites Bulles & provisions & d'être bannis de nos Pays & corrigés à l'exemple des autres.

Aussi l'on n'a manqué de mettre en usage les maximes de ces grands Princes, & le seul exemple du Concile Oecumenique de Treves fait assez voir qu'à cet égard aussi bien qu'en toute autre matiere c'est une Regle generale, que

*leibis et auctoritati Regia, publice notorium est, quod nulla ordinatio possit valere nisi Legum in Regno nequam ibi fuerit publicata in omni forma, & non potest ibi publicari nisi auctoritate Principis cum judicari cum suo Consilio, an ordinis sit nullis suis statibus, & an non inferat prejudicium Jurisdictioni, vel quieti subditorum.*

*Hac est praxis generalis & certa, ac communis omnium Principum Catholicorum, qui semper hanc prudentem sumptum precavimus examinandi per suum Antistitem & Consilia, Bullas, Decreta & alia Rescripta Cuic Romana antequam possint publicari, executioni mandari vel deduci in usum. Vestra Majestas hoc tenet in omnibus suis statibus & speciatim in his tam titulo Superioritatis, quam ex usu immemoriali, cuius meministi Philippus Bonus in suo Edicto die 3. Januarii 1447. ubi conqueritur de multiplicatione enormi Decretorum Ecclesiasticorum quibus subditi opprimuntur. & hic Princeps rationem attribuit omissioni illarum formalitatum, quia, inquit, illi qui volum ut illis rescriptis non tulerint illa ad nostras Curias Justitiae, & nostros Magistratus ad exponendum quare illa obtinuerint, & non petierint illorum permissionem & consensum, sicut antea hoc est practicum, conformiter consuetudini antiqua.*

*Quare bonus ille Princeps ad reduendum ad vigorem illam consuetudinem mandavit, ut nemo adferat aut exequatur ulla monitione Ecclesiastica, prohibitiones vel alia mandata pro quacunque causa sine illa formalitate, sub pana confiscationis suorum bonorum.*

*Philippus Archi Dux Austriae idem inhibuit 20. Maji 1497. sub pana exilii, & Rex Philippus II. eodem infra publicavit Edictum solenne 1574. in eo comprehendit omnes Bullas & Decreta qualiacunque venientia ex Curia Romana.*

*Edictum Archi Ducis de Anno 1497. est tam expressum generale & formale ut nihil possit excludi. Prohibemus inquit per has presentes omnibus Ecclesiasticis Secularibus & aliis tam extraneis quam subditis oriundis in nostris Patriis, & Dominis cuiuscunque status & conditionis ne exequatur vel exequi permittant ulla Litteras, expectationes, reservationes processus, sententias executoriales vel alias Bullas & provisiones Apostolicas beneficiorum in nostris Patriis sub pena amittendi fructum & effectum illarum & exilii ex his nostris Patriis, donec dicit provisiones & Bullae fuerint vise in Supremo Consilio, & ad illarum executionem concessimus nostras Litteras patentes consensu in forma debita.*

*Edictum Philippi II. non minus rem explicat his terminis : Operante ut negotia Ecclesiastica regerentur iuxta antiquas Constitutiones, Canones & Concilia S. Ecclesiae ad honorem Dei & saltem nostrarum animarum ex consilio, & deliberatione nostrorum precipuum Consiliariorum Supremorum & Provincialium mandavimus & declaravimus in forma Edicti perpetui, sicut mandamus ut nulla Bullae, provisiones, expeditiones aut impetrationes Romanae, vel Nunciarum Apostolicarum, vel revocationes gratiarum indultorum Privilegiorum tam generalium quam provincialium, aut ulla sententia & executoriales lata aut decreta extra nostras Patrias tendentes directe aut indirecte in prejudicium Republicae vel cuiuspiam tertii particularis, possint admitti vel ferri effectum in iudicio vel extra, aut mandari executioni in nostris Patriis, nisi praevie dicit Littera, Bulla, sententia & aliae impetrationes fuerint vise, & examinate per nos in nostro Consilio privato, vel in nostro Consilio Brabantiae & impetrantes obtinuerint nostras Litteras patentes placitis hoc concernentes, sub pana amittendi effectum dictarum Bullarum & provisionum, & exilii ex nostris Patriis & correctionis ad exemplum aliorum.*

*Etiamsi semper in usum & praxim redacta sunt infinita illorum magnorum Principum, & solus exemplum acumen Concilii Tridentini satis probat, quod quantum ad hanc, & omnem aliam materiam sit regula generalis quod nulla sit reij-*



Au 20. d'Avril suivante, par lequel il protestoit & declaroit qu'il étoit contraire à l'autorité & à la juridiction du Saint Siège & à la liberté & à l'immunité Ecclesiastique; fourenoit l'obligation d'exécuter toutes les Bulles du Pape en vertu de la seule publication faite à Rome & annulloit non seulement la déclaration fait au consistoire dans les lettres de l'Archevêque mais aussi la Placcarte même émanée pour la publication de la Bulle: Contre-écrivit néanmoins sur réponsée avec vigueur par l'Archevêque comme on voit dans l'ordre qu'il envoya le 21. Juin à ce Conseil: Nous (dit il) desirant y remédier & empêcher que telle contre-écrivit contre l'autorité de Sa Majesté ne se glisse parmy les sujets en ce Pays au préjudice de leurs Privilèges, coutumes & ancienne observance, déclarons de n'entendre que la dite déclaration & protestation puissent en aucune manière innover ou déroger à ce qui a été résolu & déclaré par les dits Placcarts & nos dites Lettres précédentes sur le même sujet; enjoint il aussi & nullo titre de que l'Internonce ait fait, & ordonna qu'il fut informé contre l'imprimeur & que tous les exemplaires fussent supprimés, promit mille florins à ceux qui seroient connoissus l'imprimeur & enjoignit à ce Conseil, que ce Decret fut enregistré dans les Registres & public de son Résort.

Cependant l'Archevêque de Malines & l'Evêque de Gand ayant exposé par deux Ecrits les raisons qu'ils avoient eues de ne pas publier la Bulle & ne l'ayant par après publiée qu'avec la clause marquée cy dessus; la Cour de Rome n'en fut pas moins irritée que de la publication de ce Conseil & la Lettre de l'Archevêque, & pour en témoigner leur ressentiment l'Inquisition par un Decret du 11. May 1671. condamna leurs dits Ecrits, & en même temps leur publication clauseuse, les menaçoit des Censures & d'autres peines Ecclesiastiques, s'ils ne s'en purgeoient sans délai; ce Decret étant envoyé par l'Internonce à l'Archevêque, aux Evêques, aux Abbés & autres Prelats du Pays, fut cassé par ce Conseil, avec défense à un chacun d'y déserter.

Ceux de la Cour de Rome n'en furent point rebutes, ils ne laisserent pas de repousser tous jours leurs points, c'est pourquoi comme l'Archevêque de Malines & l'Evêque de Gand ne comparent point à Rome ny en personne ny par Procureur, le Pape porta contre eux une Sentence d'Excommunication & d'Interdit; & l'Internonce eut encore la hardiesse de la faire afficher à la porte de l'Eglise de Saint-Gudule; mais ce Conseil à la vue de cette nouvelle entreprisse ne put s'en dispenser d'annuler aussi cette Sentence & d'ordonner qu'elle seroit lacérée publiquement comme un libelle diffamatoire; quoy que l'exécution en fut suspendue pour ce qui touche la laceration par ordre de l'Archevêque, vaincu par les sollicitations de l'Internonce, qui employa tout son crédit pour prévenir l'affront qu'il alloit recevoir.

Voilà Sire de quelle manière les glorieux Prédecesseurs de Votre Majesté & leurs Conseils en ont usé contre les entreprises de la Cour de Rome, ils ont jugé que le moyen propre & convenable pour y remédier, étoit de les repousser par la voye de cassation; nous estimons aussi que moins qu'on puisse faire contre la nouvelle atteinte qu'Elle donne par son dernier Decret à la Souveraineté de Votre Majesté, aux droits, libertés, & franchises de ses bons sujets, & aux droits & Privilèges du Pays, c'est que Votre Majesté seroit servie de déclarer ce Decret abusif, nul & sans effet, de le casser & annuler pour autant que besoin, d'interdire à tous vos sujets de tel Etat ou condition qu'ils puissent être, Ecclesiastiques ou séculiers, de le publier, faire ou laisser publier en aucune manière, avec défense d'y obéir & à ce qui pourroit s'ensuivre dy déserter ou d'y avoir aucun égard, à peine que les contrevenants seront punis comme intrudeurs des droits & hauteurs de Votre Majesté & perturbateurs du repos public, déclarant que les Supérieurs de tous les Ordres & tous autres devront être responsables pour la contravention de ceux qui leur sont soumis. Nous sommes en tres profond respect, Sire &c. De Bruxelles le 16. Juin 1708.

lis sequenti, per quod protestabatur & declarabatur illas esse contrarias auctoritati & jurisdictioni S. Sedis, & libertati ac immunitati Ecclesiastica; sustinebat obligationem exequendi omnes Bullas Pontificales vigore solius publicationis factæ Romæ, & annullabat non solum declarationem factam in consistorio in literis Archiepiscopi, sed etiam ipsam libellam officium emanatam pro publicatione Bullæ, hæc auctoritatem innovari repulsum fuit vigore ab Archiepiscopo sicut videtur in mandato quod misit 17. Junii hæc Consilio: Nos inquit optantes illi modo moderi & impingere non tale attentatum contra auctoritatem Sui Majestatis Irrogat licet subditos ejus in hac patria in præjudicium privilegiorum, consuetudinum & antiquæ observationis, declaramus nos non velle ut dicta declaratio & protestatio possit, & nullo modo innovare vel derogare Decretis & declarationi pro libellam officium & nostras litteras super eadem materia; tunc cessavit ac annullavit quicquid intermedium fecerat, & mandavit de Typographo inquiri, & omnia exemplaria supprimi, promissi mille floribus denuntiavit Typographum, & injunctis hæc Consilio, ut illud Decretum registraretur in Registre publici sue jurisdictionis.

Intra cum Archiepiscopus Mechliniensis & Episcopus Gandavensis exposuissent duplici scripto rationes quas habuissent non publicandam Bullam & ea se post non publicè publicatam nisi cum clausula superaddita; non minus Curia Romana, suis irritata, quam ob publicationem hujus Consilii, & Epistolam Archiepiscopi, & ut restaretur suam indignationem, inquisivit per Decretum die 11. Maji 1671. condemnavit eorum aida, scripta, & eodem tempore eorum publicationem clausulam, minabatur Censuras & alias penas Ecclesiasticas, nisi se sine mora purgarent; hoc Decretum missum per Inter-nuncium ad Archiepiscopum, Episcopum, Abbatem, & alios Prelatos hujus patriæ, fuit cassatum ab hoc Consilio cum prohibitione facta undique ne illi obtemperarentur.

Curia Romana non ita obstitit, sed digne misit, & impulit, ultioris perrexit, hinc Archiepiscopus Mechliniensis & Episcopus Gandavensis nec per se, nec per suum Procuratorem comparuerunt, Papa contra illud tulit sententiam excommunicationis, & interdicti, & Inter-nuncius adhuc audacter curavit hæc publicari & affigi ad valvas Ecclesiæ S. Guduli, sed audito hoc attentato à Consilio non potuit quod iterum annullaret illum sententiam, & mandaret ut publicè laceraretur sicut libellus diffamatorius; quamvis illius executio suspenderet quantum ad lacerationem ex mandato Archiepiscopi, visibi per sollicitationes Internunciæ quod impendit omnem suam auctoritatem ad obviandum injuria sibi jamjam inferenda.

Eccæ inviolissimus Rex qualiter gloriosissimi vestri Prædecessores & Consilia egerunt contra attentata Curia Romana, judicantur media convenientia ad malo necandum esse, ut illi, requirerent via cassationis; judicamus etiam quod minimum quod possit fieri contra novam læsionem lacerat per ejus Decretum, Superioritatem vestra Majestatis juri, immunitatibus ejus subditorum, juri, & privilegiis patriæ, debent vestra Majestati declarare illud Decretum absumptum nullo & sine effectu, cassare & annullare quantum opus est, inhibere omnibus vestris subditis quicunque status & conditionis, Ecclesiasticis & Sæcularibus, ne illud publicent, vel permittant nullo modo publicari, cum prohibitione ne illi obediatur vel obtemperetur, aut illius nullus respectus habeatur, præscribitur pena quod contravenientes sine punitione sicut infractores juri & Superioritatem vestra Majestati & perturbatores tranquillitatis publicæ, declarant quod omnes Superiores omnium Ordinum, & omnes alii debent respondere pro contraventione sibi subditorum. Simili in omni respectu, Rex, inviolissimus, &c. Bruxellis 16. Junii 1708.

(T)

## PROTESTATIO

Seu Decretum Sacræ Cæsareæ Majestatis JOSEPHI I. contra  
quandam Bullam SS. D. CLEMENTIS XI.

JOSEPHUS Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, Stytiæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wurttemberg & Theckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis; Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c.

**C**omperimus est omnibus, novissimorumque temporum series demonstrat, quam insigni eura, labore ac sumptu hostes ex Italia eieci sint; atque hinc libertas, quam vis Gallica labefactar, victoribus nostris fœderatque armis feliciter restituta: ut proinde persuasi omnino fuerimus, neminem potuisse totius Italiæ Proceribus reperiri, quin non esse gaudium prosperæ & condignum erga Nos amore gratitudinemque testaturus.

Verum memoratæ nunc, haud absque iusto doloris sensu, cogimur, Ministros Curie Romanæ, seu alieni insidiosa genii, seu proprii quædamque emolumenti fiducia, eo abreptos esse, ut auli fuerint, ad suporem universi, & cum Reipublicæ Christianæ scandalo, secularibus in rebus spiritualia arma intenter, & Scriptum typo impressum in vulgus edere, tenoris sequentis:

*Tum sequitur Bulla Clementis XI. de die 27 Julii 1707. qua annullat, seu nullam declarat, Concordiam quandam inter hæc hyperniæ, Ratisbonæ militum Germanorum, in Ducatu Parmæ, & Placentiæ; ac insuper confirmat seu publicat. CENSURAS ECCLESIASTICAS Sedi Apostolicæ reservatas contra Cæsares Ministros, Commissarios, Milites, &c. Tum profertur IMPERATOR.*

**N**os habita declaratis in præfata clausularumque ejectionum ac finis in aliena consideratione; non possumus non graviter inter cetera ex eo commoveri, quod antiquissima Nostra, & Imperii Romani Italia, atque inde dependentia Ducatus Mediolanensis Jura in Parmam ac Placentiam, velint à Romana Curia, per assensionem domini quasi sibi competentis, præstiterit convelli cum plena Historiarum fide, & ipsi Investiturarum per Prædecessores Nostros Romanorum Imperatores donarum tabulis, aliisque actibus evidentibus, in hunc usque diem, constet directum & supremum & Majestaticum dominium in præfata Parmam & Placentiam, non nisi Nobis Sacroque Romano Imperio competere, legitimisque Ducibus Mediolanensis Possessiones desuper invelli. Ostendi profecto nequit, directum hoc & supremum dominium, reservatumque Majestaticum, ab ullo unquam Imperatore abdicatum esse, aut sine expresso quidem à Imperii consensu à Ducibus Mediolanensibus abdicari, cedi, vel transferri, multo minus à Curia Romana valide usurpatis, ac eave per Duces Parmensis legitime recognosci potuisse. Insuper hoc plures Historiarum libri, & prolixè simul notant, quæ hac in materia per conservatorem Jurium Imperialium non interrupto ordine peracta sint. Neque latet publici flatus peritos, quantopere Prædecessores Nostri, & speciem Carolus V. gloriæ memoriæ, Cæsares sua Imperiique Jura, non in curriculo vite solum, sed ultimæ etiam voluntatis elogio, sit totius testatæ. Et aliunde sat liquet, Imperialia Jura sic esse Imperio innexa, ut ab illo, sine totius assensu, nequaquam separari, multoque minus ab invito per Bullas Pontificias, quolibetque fulminum minis refertar, abstrahi & separari queant.

Irritus idcirco labor fuit, & vix non explosione dignus, quo allegari in præfata Declaratione Pontificia iudicium in causa propria arrogat, & opè Bullæ.

*Van Espen, Part. VI.*

*rum ejusmodi Jura tertiorum sibi assertere conati sunt. Nec certe potest intelligi, qui in mentem Romanæ venerit Curie, quando à militia nostra bona Ecclesiæ invadi scriptis, cum sciat aut scire saltem debeat, Nostra & Imperii esse fœda, in quas miles dispersus est; alimenta quoque, viæ necessaria tantopere per Jura nostræ ac gentium privilegia haberi, ut possint etiam in territorio neutræ tunc potissimum queri sumique, cum sustentatio in propria alentis defensionem præservatoremque ab ulteriore hostili damno, & periculo cedit: quales circumstantias in præfata inventi casu, & per Canones, leges, rationemque Ratus, ad communia onera ipsammet Curiam pro pace ac libertate stabilenda obligari, nemo est, qui non videtur præstiterit illa in Provincia, in qua & nos hujusmodi antiquus circa communionem tributorum militarium servatur, & possessiones Cleri Parmensis tam amplè existant, ut quartam Ducatus integri partem bene exuperent. Indignum itaque Clericali felicitate esse visum, quod cum ali egerint, ipsa tenacitatem suam prodere, ne cum Laicis, quamquam instanter à Commissario Nostro Imperiali sollicita, nec ad obolum quidem erogandum; concurrere voluerit, sed perniciæ suo refractarioque inhaerere proposito, quamvis ipse consensus Pontificius pro collectis ad communem necessitatem utilitatemque conferendis, non sine illustri reverentia nota in Tractatu per dictum Commissarium Nostrium conclusio, fuerit reservatus.*

Quæ omnia & plura alia quævis tam provide ac iuste ex parte nostra procedi placuit, adeo luculenta sunt Nostræ equitatis & Muneri Cæsari legitime exerciti testimonio, ut, ex quo Juris fonte accret: ipse superius expressa CENSURÆ SPIRITUALES consensum profuissent, displicere haudquaquam valeamus. Secum quod Nostra & Imperii Jura postularunt; & eo quidem modo fecimus, quem Constitutionis Imperii, illarumque usus dicere, ac singularis etiam observantia, qua communem Christianitatis Patrem Sædemque Apostolicam extra partem studii prosequimur, desiderare visus est; prout Cardinalis Grimani negotiationes complures, tum pro impetrando superfluo Pontificis assensu, tum ad remonstrandum auctoritas Ecclesiæ, præpropere nimis ac perperam adhibuit, abusum, non uno loco convincunt.

Observamus exemplo in simili collectarum, & onerum Ecclesiasticorum genere, sed modo agendi propterea dispari cum hostibus Nostri, ut communem Europæ libertatem instantibus, & nullo favore digni; quibus tamen à Romana Curia, vel consensu etiam fæpe contra sua ipsam præbatur subitio, vel ita indulgetur coniventerque, ut amicos contraria, qua & Nos liberrime in conspectu totius mundi impetimus, & aperta Nostra ac Imperii Jura passim verbis, typis, factisque impugnamur, jam pridem durior in Nobis motum excitasset, nisi hunc innata bonitas Austriacæ & alia momenta intuitu Sanctæ Ecclesiæ molliuissent. Et vellemus adhuc ulterius longanimitatem Nostram, etiam jam ab origine Nostri Regimini Cæsari sat læssitum, luben-

Oo 3 100

res manifestam reddere, si in omittendis NOSTRORUM & Imperii Jurium defensionibus longior mora permittitur, possemus atque erga DEUM, & posteritatem illa recte excusari; nunc autem, cum in contrarium per Legem Divinam, & humanam, recta ratione, Gentium iure, & aliis sollicitis pietatisque principibus monemur.

Hinc omnibus istis ac singulis inani, necnon juraturae Capitulationis Nostrae Constitutionumque Imperialis memores, adhibito Consultationum Nostrarum acutorum, totiusque Consilii Nostrae Imperialis Aulici serutinio, consulti etiam extranei praesentibus Theologiae, Canonumque & Legum Civilium peritis, pro Nostrarum aique Imperii Jurium iustitia.

Declaramus supra insertam sic dicta nullam Declarationem, inane, irritam, & nullam, simulque EXCOMMUNICATIONEM in ea expressam, aut si qua alia huiusmodi pretenditur, aut pretendi potest. OMNINO PRO INVALIDA reputandam esse, eoque minus hanc subsistere, quo evidentius patet, ejusdem requiriti (nimirum peccatum mortale, consummationem in notabili errore, praeviam personarum citationem, &c.) defuisse, ac deficiente, scriptumque Romanae Curiae non ad defendendam haereticam Dominum, sed ad Jura Imperialia super Ducatibus Parmae ac Placentiae potro usurpanda, tendere.

Et cum juxta Sanctorum Patrum Conciliorumque mentem, non illis, quibus, sed illis, a quibus injuste insurgitur, simenda sit CENSURA, Nos iudicium omnis carnis, condignum scripturae, Omnipotentis DEO, sicut & cunctis mortalium ab affectibus libero, discernendum atque aestimandum relinquimus, quid oportere de ploratu Cleri sentiat, qui tunc aures obturatas habet, cum Nostris ac S. Romani Imperii hostes in Germanici Italicaeque Provinciis, imo in ipsa Pontificum Diocionibus, Ministros DEI & Ecclesiae pro libitu opprimunt, crudeliterque discruciant; in Nos vero, & Serenissimum ac Pontificissimum Principem D. Carolum III. Hispaniarum Regem, ac adversus Neapolitanum Regnum, Sabaudiaque Ducem, tunc primum insurgit, cum Nobis & iusta causa nostrae iam prospera assidue sidera, ut ex hostilibus prevalidisque manibus sit cum aliis litiis oppressis Patribus Napoli, & Belgium prodigiis precepit.

Ad perpetuum praeterea rei memoriam tenore praesentium declaramus, & efficacissime, quantum opus, protestamur, nullum omnino jus, & multo minus directum supremumque dominium in Parmam & Placentiam Sedi Romanae a Nobis dimitti, neque dimitti posse, quin possumus omnia, & singula suprema dominia, quae in Praedecessorum Nostrarum Nostrumque praesudicium usurpata sunt unquam, & adhuc usurpantur, quocumque etiam nomine appellentur, Nobis & Sacro Romano Imperio sitimur reservamus & confirmamus omni meliori forma ac modo; cunctas possessiones illegitimas & praesentiones, exceptis istis, quae ex magnanimitate & munificencia Caesaris in annectam Sedem expressim translatae sunt, annullando, abolendo & cassando, eoque magis pro nullis, injustis ac invalidis, declarando, quo manifestum patet corruit, quidquid Imperatoris Majestati, clam palamve, auctoritate propria substractum est, aut etiam ab Imperatore exita normam debitam alienari nequit.

Solemnissime pariter & speciatim Romanam contradicimus Curiae praeterea illam quoad Jura tertiorum bonave temporalis potestatem, quam Bullae Pontificiae ex cetera praesumunt, cum haec nec valide hoc in genere, nec receptae sint, quibuscumque indignantur nominibus, & Nos Romanumque Imperium obligare non possint debeat; neque facultatem Nos ullam

admittamus, aut tolerare possimus in suspecta Curia, quae cassare vel annullare contemnit ea, quae N. S. vi Muneris Auctoritativae Nostrae Caesaris disponimus ac ordinamus; nullatenus dubitantes, quin Conveniens universi Imperii, ac omnes ejusdem Electores, Principes & Status, Vassallique ac subditi, consilio Nobis ac auxilio suo afficerent, ubi opus fuerit & ordo rerum demandaret, sint aditum adiuturi.

Inspecto igitur, & deliberato animo, sanoque & maximo accedente consilio, atque ex plenitudine potestatis Nostrae Caesaris hifce publice declaramus, contradicimus, aboleamus, cassamus, & protestamur, ut supra solemnissime, quo potest fieri, pacto & modo, annullantes, & irritum, injustumque accedentes, quicquid in saepius memorato superius Scripto, quoad formam aut materiam in praesudicium Nostrarum, & Sacri Romani Imperii Jurium, vel etiam contra a Nostras Ministros, Commissarios, Ambasces vel alias quoscunque, exprimitur, aut intellectum videri potest.

Inhibemus quoque omnibus ac singulis Ecclesiasticis ac secularibus Nostris, & Imperii Vassallis, Ministris ac subditis, sive in servis Ecclesiae, sive in Ducatibus Parma ac Placentiae, sive aliis existentibus, sub gravissima Nostra & Imperii indignatione, omnium bonorum confiscatione, corporalique poena, ne quam rationem ejus, quod in adducto Scripto continetur in nulla re habeant, sed districte mandamus, ut Nostris iussibus & Ordinationibus conformiter & debite pareant; dum vicissim protestationem nostram Clementiamque Caesarum fidelibus ac obediuntibus imperitari non intermitemus. Monimus idcirco etiam modo debito Parmensem Ducem, ut nullum aliud dominium quam Nostrum, & dicti Hispaniarum Regis Fatis Nostris charissimis, upote legitimum Ducatus Mediolanensis respectivo Dominorum & Possessorum ratione Parmae ac Placentiae recognoscat, compositissimum etiam abunde in propaganda sit, quod respondeat Nobis de Nostris & Sacri Romani Imperii Juribus non immerito teneatur.

Rogamus demum Omnipotentem ac Iustissimum DEUM, ut ardentiori omnibus & sincerum honeste, fide ac perpetuo pacis concordiae amorem instillare, Nobismet autem largiri gratiam dignetur, qua continuo & fortiter, quocumque ad Nos & Sacrum Imperium pertinent, tueri valeamus, cum summissima gratitudine totum id, quod Caesaris est, Divinae Majestati acceptum serenes, publicae hac Declaratione, Protestatione & Reservatione repetita protestantes, circa temporalia Imperii bona, & Jura, nihil alteri culpiam, nisi quod expresse Praedecessorum Nostrarum & Imperii consensu munium est, atque in specie nullum dicti Imperii dominium temporale supremum legitime unquam competere, asseri, aut vindicari posse; istis omnibus ac singulis, quae secus facta sunt aut reputantur, hifce pro nunc atex tempore, & pro tunc si ex nunc, ac futuris aeternum temporibus, quam fieri potest solemnissime, gravissime, firmissimisque contradicentes, vigore Diplomatis huius Mapae Nostrae subscripti, & sigillo Nostrae Caesaris muniti, quod dabatur in Civitate Nostra Viennae, die 16. mensis Junii Anno Domini 1708. Rogorum Nostrarum Romani 19. Hungarici 21. Bohemici vero 4.

JOSEPHUS.

(L. S.)

Vt. Frid. Carolus Comes de Schonborn.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis proprium

Franciscus VVinhands De Borram.

(V)

## SENTENTIA

Sacrae Caesaris Majestatis Caroli VI. contra attentatum Nuncii Apostolici Colonienfis.

S. Caesaris Majestas D. N. Clementissimus.

**E**X humillimis, quas sex de Facultate Juridica Colonienfis Doctores ac Professores seculares, adversus reliquos sex Doctores Ecclesiasticos, ratione recurfus ad Dominum, eorum Nuncium Apostolicum, nunc Cardinalem Bussiim, sumpti, exhibuerunt querelis, non sine indignatione intellexit, quem in modum, non obstante quod dicta Facultas, vel à primæ foundationis sue principio, ita sit instituta, ut ex duodecim, quibus Collegium ejus Facultatis constaret, sex solummodo Juribus publice tradendis Professores ordinarii eligantur, iidemque etiam à Magistratu Colonienfi salarii annuum ordinationem recipiant, nec non in subsidium à Caesaris Majestate id omne quod pro responsis Juridicis, ut & Regalibus, pro Jure sigillandi & expediendi solvitur, pro præcipuo relicto habeant. Reliqui vero sex Ecclesiastici, non Professores sed simpliciter Doctores appellentur, & certis præbendis primæ Gratia Facultatis affixis, aliisque à Sede Apostolica tum Beneficiis Ecclesiasticis, tum Præbendis secundæ Gratia Gratia fruantur frui possint, eoque intuitu Sacros Canones doceant, relationibus autem transmissorum Actorum haud interesse, nec sententias latas sigillare nec remittere queat; & proinde Decanatus Officii, utpote ejus potissima fundio in hoc usque adductis consistat, haudquaquam capaces sint. Non ita pridem tamen postremo loco nominati sex Doctores Ecclesiastici, cum dictis Professoribus secularibus unam possim eandemque sibi afferrent aequalitatem, atque ad eundem Decanatum primo apud Universitatem sefe admitti prætenderint, & posteaquam ibi non fuissent exauditi, contra Jus fasque, nec non Statutorum Juratorum Academicorum dispositionem, ad præsumtum ejus temporis Dominum Nuncium Apostolicum ibidem recurrere præsumpsissent, ab eoque prima vice Decretum Decanatus sequestrationum adversus paulo ante Electum Decanum Doctorem Gasparem Josephum Haygen obvienerint, postmodum vero impetraverint, ut prædicti Dominus Nuncius Apostolicus appellatione desuper interposita, haudquaquam attentis repetitis mandatis inhibitoriis, eundem Haygen impetere haud desisteret, sed ut concederet sibi sub juramento sigilla, annales, claveque ad archivum Facultatis reponeret sub comminatio 500. florenorum aureorum poena jussit, parvo etiam tempore interjecto, præ pri-

mis in eandem condemnare. Et cum executio illius Decreti penalis Magistratui Colonienfi demandata, speratum effectum haud fortiri videretur, plane ad EXCOMMUNICATIONEM progressus sit, eandemque publicis valvis ubique affigi curavit; humilissime supplicantes ut Justitiae remediis ac rescriptis à Serenissimo Electore Palatino, qua S. R. Imperii Interregni tempore Vicario, imperstratis, sua quoque Caesaris Majestas, post solum Imperiale consensum inhaerere, & supplicantibus contra sententias istas injustas à memorato Domino Nuncio lasas, ex Juri Constitutionumque Imperialium præscripto subvenire clementissime dignaretur. Cum itaque ex circumstantiis in Supplicis adductis & demonstratis, abunde appareat, prædictum recursum incompetenter factum, non nisi ad collisionem Supremarum Potestatum in Ecclesiasticis & Politicis tendere, & non exiguis incommodis & scandalis viam aperire: Hinc aliusque dicta Sua S. Caesaris Majestas iis omnibus à Consilio nostro Imperiali Aulico sibi debite relatis, probeque atque accurate perpenfis, non modo rectum illum à memoratis sex Doctoribus Ecclesiasticis ad sapientiam dictum Dominum Nuncium Apostolicum hac in causa sumptum, severe, cumque indignatione exprobandum, sed & Decretum ejusdem comminatoria & executiva nullo ex se nulla & invidenda, casu sanda, annullanda, & abolenda jussit, prout ea omnia casu fat, annullat, abolet, nullaque declarat, ac in super memoratorum sex Doctorum Ecclesiasticorum universos temporales rediit, in penam temerarii recurfus, sequentibus jussit: de reliquo etiam iisdem ferio districteque sub poena amissionis voti prævi, præcipit & injungit, quod, nlla, omnia eorum dicto olim Domino Nuncio produlla repertant & unacum Decretis hujus casu sande emandatis retrahant faciant, eaque sequeptitice retrahant fecisse intra binetres, ab harum publicatione, proximo in Consilio Imperiali Aulico doceant; proindeque ab omni possit ad Nuncium Apostolicum aut Judicem Ecclesiasticum recurfus, in ejusmodi causis, abstinant; sin fecus, comminatio poena, cum debito rigore contra ipsos ad executionem deducetur. Signatum sub S. C. M. Sigillo secreto Vienna 31. Januarii 1713.

FRID. CARL. Comes de Schonborn (L.S.)  
J. H. HAYECK de Vvaldstanten.

(X)

## DECRETUM

Archiducis Leopoldi circa immiffionem in bona temporalia Ecclesiasticorum.

Au Parlement de Bourgogne à Dole.

Ad Parlamentum Burgundia: in Dole.

LEOPOLDE GUILLEAUME &amp;c.

**T**es chers & bien Ames. Nous avons eue au Cardinal Trivulce aux fins par vous requises, & à l'Archeveque de Belancon, afin qu'il renne en Effet & surseant l'Execution de la Sentence d'excommunication dont il seroit charge par l'Auditeur General de la Chambre Apostolique pour aiant que touche la pourfuite indene d'Henry Othevin, si avant qu'il ne cesse, vous portez, saisir son bien & les revenus de sa Prebende, estant de votre ressort, meme proceder à la vente d'iceux, comme aussi, en cas que le dit Archeveque persisteroit de ne vouloir surceoir la dite execu-

tion

**C**harissimi & dilectissimi Leopoldus Guillelmus Scripsimus Cardinali Trivulcia ad fines à vobis requisitus & Archi-Episcopo Bisanino, ut in istam & dilacione teneat executionem Sentence excommunicationis sub commissis per Audiatorem Generalem Camera Apostolicæ, quantum concernit indelicam professionem Henrick Othevin, si non desistat, poteritis occupare ejus bona & redditus Prebende, qui sunt vestra jurisdictionis, impropere ad illorum venditionem, sicut etiam casu quo Archiepiscopus non vellet differre dictam executionem, procedere.

tion de procéder au saiffissement des biens de son Evêque ; Et me par vos lettres vous données à connoître que le Procureur General du Roy auroit empris cette cause & s'est fait plaidoyant par devant le Juge de l'Eglise, nous vous disons qu'il s'en est bien peu abstenu, afin que l'autorité de Sa Majesté & les Privilèges de ces Pays ne soient mis en dispute pardevant le dit Juge.

Ayant &c. de Bruxelles le p. d'Octobre 1652. paraphe M. Vt. signé LEOPOLDE GUILLEAUME, contes-  
gus ROBIANO.

cedere ad occupationem honorum ejus Episcopatus ; & eam per Literas infinitas, quod Procurator Generalis Regis suscepisset hanc causam, & litigaret coram Judice Ecclesiastico, dicimus quod ab hoc potuisset abstinere, ut quibuscumque Suae Majestatis & Privilegia horum Patriarum non trahatur in controversiam coram dicto Judice. Bruxellii 9. Octobris 1652. cyrographum adjectum M. Vt. Signatum LEOPOLDUS GUILLEAUME, contra signatum ROBIANO.

(Y)

## SENTENTIA

Parlamenti Mechliniensis contra Pastorem Fumacensem.

**S**ur la Remontrance faite par le Conseiller Procureur General de Sa Majesté en son Grand Conseil, de ce que Charles de la Ramée Cure de Fumay, ensuite d'un Contrat d'Affociation passé avec plusieurs personnes pour tirer de la Pierre d'Ardoise, auroit apporté en la Societé le Tresfond de la Maison Pastorale, Grange, Etables, Jardin potager & verger aboutissant à l'Eglise du lieu, à quo ceux du Magistrat & Communauté se seroient opposés : prétendans qu'on n'y pouvoit creuser sans exposer ladite Maison, Grange, Etables, & Jardins ainsi que l'Eglise même à un per il evident de bouleversement, & que d'ailleurs ce Fond & Edifices appartiendroient à ladite Communauté dont les Cures ne seroient que des simples usagers, & quoy qu'il estoit du devoir dudit Cure au cas qu'il croiroit d'avoir quelque droit audit Fond, au qu'il prétendoit qu'on y pouvoit creuser & tirer des Ardoises sans troubler ledits Batimens & Eglise : de s'adresser sur ce sujet à sa Majesté en son dit Grand Conseil, il est néanmoins qu'en mespris & vilpensement la dite compétence & juridiction supreme de Sa Majesté, ledit Cure se seroit avisé de traduire ceux dudit Magistrat & Communauté, premierement pardevant le Conseil Aulique de Son Altesse Electorale de Treves à Coblenze, en second lieu en la Ville de Liege pardevant trois Avocats établis par Sadite Altesse Electorale pour Conseil & Juges d'Appel de Fumay & Revin, & en troisieme lieu pardevant le Baron de Rosen Archidiacre de Famenne Juge également incompetent & qui n'a aucune Jurisdiction audit Fumay ; que nonobstant ledit Archidiacre n'auroit pas laissé de porter d'abord son Decret du 24. Avril 1717. par lequel il ordonne auxdits du Magistrat de laisser creuser par ledit Cure le Tresfond de ladite Maison, Grange, &c. puor en tirer la Pierre d'Ardoise & autres materiaux existans sur iceux, à peine d'Excommunication, ensuite de quoy ceux dudit Magistrat se sont trouvez insultez du Monitorie à la Requete den Jean Francois du Fresnois se qualifiant Procureur Fiscal dudit Archidiacre portant ordonnance de se conformer dans sept jours audit Decret ; sinon, qu'il se soit procédé aux peines comminées par iceluy, duquel Decret & Monitorie Jean Dominique Caillet lors Bruurgemaitre & lefdits du Magistrat en auroient appelle comme d'abus & se soient adressé audit Grand Conseil par Requete du 17. Septembre de la dite année sur laquelle auroit été appointé qu'elle seroit montrée audit Cure, cependant défense à luy de poursuivre les Procédures en tant & tant pardevant les Conseillers établis par Son Altesse Electorale de Treves que pardevant le Baron de Rosen Archidiacre de Famenne ordonnant au même Cure de faire cesser les Decrets & commination d'Excommunication & Lettres Monitorie decernées par ledit Archidiacre avec interdiction de s'en servir à peine de saiffissement de son temporel & d'ulterieur demollition à sa charge comme en Justice seroit trouve convenir, & que Lettres seroient criées audit Archidiacre selon la Minute, en conformité duquel appointement lefdits Lettres auroient été effectivement criées audit Archidiacre par lesquelles on l'avertit de son incompetence, qu'aureille le même Appointement auroit été deventement infusé audit Cure, auquel il auroit trouve à propos de deferrer entièrement pour lors, s'avant qu'abandonnant la poursuite par luy mal & incompetentment intentée pardevant

**F**alta expositione per Consiliarium Procuratorem Generalem Suae Majestatis in supremo Consilio, quod Carolus de la Ramée Pastor Fumacensis post contractum associationis habitum cum multis personis ad extrahendum lapidem regulariter, contraxisset in societatem fundum domus Pastoralis, horreum, stabula, horum olitorum & seminarium arborum, adjacentium Ecclesiae loci, cuius Magistratus & Communitas se opposuissent, pretendentes quod non posset ibi excavari absque quod domus, horreum, stabula & horri exponerentur periculo evidenti ruinae subsecutura, & quod aliunde fundus ille & aedificia pertinerent ad dictam Communitatem, quorum Pastores tantum essent simplices usuarii, & quamvis deberet dictus Pastor casu quo crederet se habere jus in dicto fundo, & praterderet posse excavari & extrahi regulariter sine periculo dictorum aedificiorum & Ecclesiae, desuper recurrere ad suam Majestatem in suo supremo Consilio, tamen in ultipendium dicta communitas & jurisdictio Suae Majestatis dictus Pastor tenensse ducere Magistratum & Communatatem primo coram Aulico sacrali dicti Electoralis Trevirensis consensum, secundo eandem coram tribus Advocatis constitutis ad dicta sua celsitudine Electorali pro Consilio & iudicibus appellatis de Fumay & Revin, & tertio coram Barone de Rosen Archidiacono Famenensi pariter Judice incompetente, & qui nullam plane habet jurisdictionem in dicto Fumay, & quod hoc non obstante dictus Archidiacom suum tulisset Decretum 24. Aprilis 1717. per quod mandato dicto Magistratui, ut permitat extrahi per dictum Pastorem regulariter & excavari fundum dictae domus & horrei sub pena excommunicationis, post quod Magistratus infinitum esset monitorium ad requisitionem Joannis Francisci du Fraise se qualificantis ut Procuratorem dicti Archidiaconi mandans, ut se conformaret spatio septem dierum dicto Decreto, nisi vellet procedi ad penas ibidem comminatas, à quo Decreto & Monitorio Joannes Dominicus Caillet tum Consul & Magistratus appellasset sicut ab abusu, & recurrisset ad dictum supremum Consilium per supplicium die 17. Septembris dicti anni, super qua decernum fuit, ut ostenderetur dicto Pastori, interim cyrographis factis ne prosegueretur modum procedendi intentatum tum coram Consiliariis constitutis ab Electore Trevirensi, tum coram Barone de Rosen Archidiacono Famenensi, mandans dicto Pastori, ut curaret cessare de reata & comminationes excommunicationis & litteras monitorias decretas per dictum Archidiaconum cum inhibitione illis utendi sub pena occupationis ejus bonorum temporalium & ultioris demonstrationis ipsius sumptibus sicut in iudicio invenirentur convenire, & litterae scriberentur dicto Archidiacono juxta a originalia in ejus citationis conformitatem scriptae fuissent dicto Archidiacono, per quas monetur de sua incompetencia ; eorum quoque eadem citatio debite fuisset infirmata dicto Pastori, cui bonum tum temporis visum parere usque adeo ut deferret prosecutionem a se male & incompetenter intentatam coram dicto Archidiacono, se contulisset ad dictum supremum Consilium & ibidem obtinisset litteras maintenentia, quas cum crasset executioni mandari, & infirmari dicto Magistrati & Communitati, processus esset desuper motus inter viros, & tandem litigatum, ut per sententiam intersectoriam die 11. Martii 1719. cum fuissent partes declaratae contrariae in factis, dictus Pastor fecisset suas probationes coram Consiliario Ecclesiastico de



devant ledit Archevêque, il se feroit adressé audit Grand Conseil & y auroit obtenu Lettres de Mainteneur, lesquelles aiant fait exploier auxdits Magistrats & Communauté : Procès s'y feroit mu entre parties, auquel si avant auroit été procédé que par Sentences interlocutoires du 11. Mars 1719. l'Église aiant été déclarée contraire en fait, ledit Cure auroit fait les preuves pardevant le Conseiller Ecclesiastique de Corbiac & ceux du Magistrat & Communauté leurs conspuer, de sorte que par renonciation à preuves ultérieures & par exhibition respective des Ecrits de Reproches, Contradict & Salvations, la cause seroit disposée à y être fait Droit définitivement, & quoy qu'il ne seroit permis audit Cure en préjudice de cette contestation & litispendence formée par luy introduits pardevant Notre dit Grand Conseil de recourir desché à des autres Juges étrangers, il se feroit présume de reprendre les étrements de la cause qu'il avoit été devant commencé pardevant ledit Archevêque, la ou il auroit poussé les choses à un tel point d'exces, que malgré les Actes de Protestation & d'Adverbes reiterés infinués tant à luy qu'audit Archevêque de la part dudit Magistrat, de ladite Litispendence & Incompétence, ledit Archevêque à la poursuite dudit Cure se feroit avancé de porter Decret d'Excommunication à charge de ceux dudit Magistrat, lequel le même Cure se feroit présume de publier au Prône de la grande Messe Paroissiale du Dimanche de la Passion 22. du mois de Mars dernier au grand scandale de toute la Communauté : qu'il n'a étoit pas besoin de faire remarquer combien cette prétendue Excommunication portée en préjudice de ladite Litispendence contre un Magistrat qui s'étoit acquité des obligations de son Office, qui l'engageroit à empêcher que rien ne fut fait en préjudice du public, étoit irrégulière, n'ustede tous chefs & contraire aux Loix fondamentales de ce Pays qui défendent aux Juges Ecclesiastiques de procéder par des Consutes contre des Magistrats & Officiers de Justice pour des prétendus excès commis au fait de leurs Offices, mais leur ordonnent de recourir à Sa Majesté, afin de les corriger en quoi il auroit failli, de sorte que le Remontrant ne pouvoit envisager ces prétendus Monitoires & Excommunication en suite, que pour une emprise & attentat formel sur la Jurisdiction temporelle, une voye de fait & trouble du repos public, cause que pour prévenir les suites dangereuses qui en pourroient résulter il a requis que la Cour fût servie de déclarer lesdits prétendus Monitoires, Excommunication & tout ce qui est ensui- vi, nulles, abusives, tortionnaires & injurieuses aux Droits & Jurisdiction supreme de Sa Majesté, de ses Magistrats & Vassaux, d'ordonner en conséquence tant au dit Archevêque, qu'audit Cure & à tous autres qu'il appartiendrait de les casser promptement de les mettre à néant, & jusques à ce qu'ils aient fait cesser de l'avoir ainsi effectué, fausement de leurs biens temporels, & d'accorder au surplus au Remontrant à charge dudit Cure pour les excès & attentats par luy commis telle provision de Justice que la Cour trouveroit au cas appartenir.

**L**E tout quoy considérer & Rapport fait les Chambres assemblées la Cour déclare les Lettres Monitoires & Decret d'Excommunication du 12. Novembre 1721. cy mentionnées & tout ce qui est ensui- vi nulles & de nulle valeur, incompetentes, décernées, attentatoires à la Jurisdiction de Sa Majesté & contraires aux Loix fondamentales des Pays : fait défense à Maître Charles de la Rampe Cure de Fumay de s'en servir ou praevaloir à peine de cinq cens ecus d'amende, luy ordonne de les faire révoquer ends ans le mois & de faire passer aux Conseillers Fiscaux de l'avoir ainsi effectué pendant ledit terme, à peine d'ultrieure provision, ordonne que cette soit lue, publiée & affichée audit Fumay & Revin, accorde au Remontrant Lettres d'Adjoindement personnel à charge dudit Cure avec clause d'annulation & saisissement de son temporel. Fait à Malines le 19. de Septemb. 1722. Signé A. P. VAN ERTBORN.

es de Corbiac, & Magistrats de Communauté suas contre probations, tra ne per remissionem irabationibus ultioribus & exhibitionem respectum scriptorum, replicarum, contradictionum, & salvationum causa esset disposita ad ferendum sententiam ante aestimationem, & quomodo non esset licitum dicto Pastori in prejudicium illius contestationis & liti pendente formata ab illo introducere coram nostro dicto Consilio, dum recurret ad alios Juges extraneos, tamen per inaudiam praevaricationem praesumptam respuere causam incipiam coram dicto Archidiacono, ubi rem eo excessu deduxisset, ne non obstantibus actibus protestationis & reiterata monitionis incompetencia, & liti pendencia tam ipsi quam dicto Archidiacono ex parte Magistratus dicti Archidiaconi ad prosecutionem dicti Pastoris nullius Decretum Excommunicationis ad onus Magistratus, quam idem Pastor praesumpisset ex fuisse publicare tempore summi sacri Archiepiscopi Dominicali de Passione 22. Aprilis ultimi in summum scandalum totius communitatis : non esse opus notare quantum hoc praesens excommunicatione lata in prejudicium liti pendencia contra Magistratum fuit in officio suo, vi cuius tenebatur impedire ne aliquid foret in prejudicium publici, esset irregularis ex omni capite nulla & contraria Legibus fundamentalibus harum patriarum que prohibent Judicibus Ecclesiasticis, ne procedant per Consulas contra Magistratus & Officiales iustitiae ob praesens excessu commissos in suo officio, sed mandum ne recurrant ad suam Majestatem, ne ibi corrigantur, ita ne exponant non possit hac praesens monitoria & excommunicationem aliter inflicere, quam attentatum formale contra jurisdictionem temporalem, viam facti & perturbacionem quietis publicae ; quapropter ad obviandum sequitis periculis quae inde possent resultare, requisivisti ne Curia declararet dicta praesens monitoria & excommunicationem, & omnia inde secuta, nulla, abusiva & iniurijs iuribus jurisdictionis supremae suae Majestatis ejus Magistratum & Vassalorum, mandaret consequenter dicto Archidiacono & dicto Pastori & omnibus ad quos pertinebat, illa prompte cassare, & annullare, & donec constaret, quod hoc praesens occupacionem eorum temporalem, & ultioribus concederetur exponere ad onus dicti Pastoris pro excessibus & attentatis ab ipso commissis talem provisionem iustitiae, quam Curia ad rem facere competeret.

**Q**Uibus omnibus consideratis, relatione facta & Cameris congregatis Curia declarat monitoriales, & Decretum excommunicationis die 12. Novembris 1721. hic mentionata & omnia inde secuta, nulla, nullius valoris, incompetenter decreta, attentatoria contra Jurisdictionem suae Majestatis & contraria Legibus fundamentalibus hujus patriae, fit prohibitio D. Carolo de la Romee Pastori Fumacensi ne illis utatur sub poena quincunctorum Imperialium pro multa, ordinat, ut illa cure retractati intra mensem, & probet Consiliariis Fiscalibus quod iam praestiterit intra dictum terminum, sub poena ultioris provisionis, mandat ut illud legatur, publicetur & affigatur Fumaci, vel à Fumaci & Revin, annuet remontranti Literas citationis personalis ad onus dicti Pastoris cum clausula annotationis & occupacionis ejus bonorum temporalium. Actum Meliniae 19. Septembris 1722. Signatum A. P. VAN ERTBORN.



(Z)

## ARREST

De la Cour contre certaines Monitions & Censures emanees de Cour de Rome 1502.

*Extrait des Registres du Parlement.*

V E u par la Cour les deux défauts obtenus en icelle par M. Francois Charmoule Prestre, Maître en Arts, Docteur Regent en Médecine en l'Université de Paris, soit disant Chanoine prébende en l'Eglise Collegiale S. Omer au Diocèse de Thierouenne, appellant de certaines monitions, censures, & fulminations emanees de Cour de Rome, au d'aucuns Juges deleguez du Pape, au prejudice & contre les sainctes Decrets de Basse, Pragmatique Sanction, Ordonnances Royaux, Privileges & Libertez de l'Eglise Gallicane, à l'encontre de M. Jean du Quesne aussi Prestre, impetrant d'icelles monitions, censures, & fulminations, & de M. Francois Cocq Prestre, porteur, & executeur d'icelles, & entremetteur des affaires du dit du Quesne, intimiez & defaillans; & tout ce qui a esté mis & produit pardevant ladite Cour par icellu demandeur, & toute confider; Il sera dit que lesdits deux défauts ont esté bien & deurement donnez, obtenus, & entretenus, & que au moyen & par vertu d'iceux ladite Cour a adjuge & adjuge audit demandeur tel profit, c'est à sçavoir que la Cour a declare & declare qu'il a esté mal fait, procede & fulmine, execute, admoneste, & inhibe par ledit Cocq, & autres executeurs desdites bulles, censures, & provisions de Cour de Rome, & bien appelle par ledit appellant, & condamne lesdits intimiez & defaillans à taire cesser, cesser, revoquer & annuler lesdites censures, monitions & fulminations, & tout ce qui s'en est ensuiivy; & faire bailler l'absolution à leurs propres cousts & despens, tant audit appellant, qu'au Doyen, Prevost, Chanoines, & Chapitre de ladite Eglise Saint Quer, & tous autres qu'il appartiendra, & qui pourroient estre compris esdites monitions, fulminations & censures, & d'en certifier ladite Cour dedans le lendemain de la Saint Martin d'hiver prochainement venant, & aussi à laisser iour & uier ledit Charmoule appellant desdites Chanoine & Prebende, fructs & revenus d'icelles, selon la sentence de maintenue par luy obtenue contre ledit du Quesne le vingt-neufiesme Avril l'an mil cinq cens; & outre fait la Cour defenses audit Prevost, Doyen, Chanoines & Chapitre, de non obtemperer ausdites censures & fulminations, & de ne cesser le divin service sous ou au moyen d'icelles; & neantmoins condamne la Cour lesdits defaillans & despens desdits défaut, la taxation d'iceux reservee par devers elle. Fait en Parlement le vingt-septiesme Aoust mil cinq cens deux.

## ARRESTUM

Curiz contra Monitoriales & Censuras emanatas ex Curia Romana.

*Extrahis ex Regiſtris Parliamenti.*

V Iſſe per Curiam duobus deſectibus obtentis in illis, per Dominum Franciscum Charmoule Presbyterum, Magistrum Artium, Doctorem Regentem in Medicina in Universitate Parisiensi, se dicentem Canonicum prebendam in Ecclesia Collegiata Sancti Omeri in Diocesi Thierouennensi appellentem à quibusdam monitorialibus, censuris & fulminationibus emanatis à Curia Romana, vel à quibusdam iudicibus delegatis à Pontifice, in prejudicium & contra Decreta Sacrae Basilienſis, pragmatice sanctionem, ordinationem Regiar, privilegia & libertates Ecclesie Gallicane, contra Dominum Joannem etiam Presbyterum impetrantem illarum monitorialium, censurarum & fulminationum, & Franciscum Cocq illarum latorem & executorem, & composuorem negotiorum dicti du Quesne intimati, visis omnibus que producta sunt in dicta Curia per eundem aliorum, & omnibus consideratis dicitur quod dicti duo defectus debite dati, obtentis & defensi fuerint & quod virtute illorum dicta Curia adjudicavit & adjudicat dicto aliori tale commodum, nempe quod Curia declaravit & declarat, quod male factum sit, processum & fulminationum executioni mandatum, admonitum & inhibitu per dictum Cocq & alios executores dictarum Bullarum, censurarum & provisionum Curie Romane, & bene appellatum per dictum appellentem, & condemnat dictos intimatos & deficientes, nec curent cassari, cessare, revocari, & annullari dictas censuras, monitiones & fulminaciones & omne quod est inde secutum, & curent dari absolutionem propriis sumptibus, tam dicto appellanti, quam Decano, Praeposito, Canonici & Capitulo dictae Ecclesie Sancti Omeri, & omnibus ad quos pertinebit, & qui possent comprehendi in dictis monitorialibus, fulminationibus & censuris, & certiores faciant dictam Curiam intra diem postera Sancti Martini huius proxima, & ut permittant dictum Canonicum appellentem vi & frui Canoniciatui & Prebenda & illorum fructibus & redditibus iuxta sententiam manutinentis per ipsam obtentam contra dictum du Quesne 29. Aprilis 1500. & ulterius Curia inhibet dictis Praeposito, Decano, Canonici & Capitulo ne obtemperent dictis censuris & fulminationibus, & mandat ut servitium Divinum vigore illarum non intermittant; condemnat Curia dictos deficientes in expensas illorum defectuum taxatione reservata Curie. Factum in Parlamento 27. Augusti 1502.

(AA)

## ARREST

De la Cour pour la cassation de  
certaines Censures.*Extrait des Registres du Parlement du Lundi  
28. Août 1514.*

A Ujord by M. Roger Barne Advocat du Roy, à en la presence de Frere Guillaume Paris Confesseur du Roy, recite à la Cour les procédures touchant l'arrest de la reformation du Pieu de Poissy, les contraventions faites par le General de l'Ordre des Jacobins, & autres Freres de la Congregation d'Hollande, mesmement les brefs & censures promulguées par ledit General, baillées à exécuter par Frere Adrien de Nully Religieux dudit Ordre, à présent prisonnier au Convent des Chartreux par ordonnance de la Cour: Et ce fait, à dit qu'entant que touche la revocation de Charonelle Provincial de Fance, la Cour n'y à point de regard, attendu l'appellation dudit Chatonelle: & aussi que la Cour à pu voir qu'elle estoit faite *in odium* des proces peudans ceans, & arrests donnez par la Cour: mais toutefois Charonelle à releve & obtenu son rescrit à Juges *ad partes*, & à cette cause n'en parle plus. Mais quant aux censures qui sont scandaleuses, & faites pour empêcher l'arrest de la Cour de ceans, suppose que Frere Adrien qui les à fait exécuter, *non fuisse in dolo aut culpa, tamen quia aliter Curia non potest suam jurisdictionem exercere*; dit que iceluy Frere Adrien doit demeurer prisonnier jusques à ce qu'il ait fait casser, revoke, & annuler lesdites censures, & en certifier la Cour, & ainsi le requiert: & neantmoins, attendu l'offre fait par ledit Confesseur, par laquelle il promet faire casser lesdites censures purement & simplement, & apporter absolution, *quatenus opus esset*. Ne veut empêcher qu'en faisant ladite promesse par ledit Confesseur, que la Cour luy donne un delay d'apporter lesdites cassation & absolution, & cependant elargir ledit de Nully parmy cette ville de Paris seulement, a quel jour ledit Confesseur apportera en ladite Cour lesdites cassation & absolution, ou en défaut de ce, rendra ledit de Nully prisonnier en la Conciergerie, ou s'y rendra luy-mesme. A quoy ledit Frere Guillaume Paris Confesseur à dit, qu'il promet apporter devers la Cour, dedans tel delay qu'il luy plaira donner, cassation pure & simple desdites censures, & absolution, *quatenus opus esset*, de nostre saint Perre Pape, ou dudit General, ou à défaut de ce se rendre prisonnier ou ledit de Nully en la Conciergerie, & à ce s'est soumis & soubsmis. Sur quoy la matiere mise en deliberation, la Cour à donne & donne delay audit Paris Confesseur de faire faire ladite cassation purement & simplement, & absolution, *si quid opus esset*, du Pape ou dudit General, & en certifier la Cour deuenant, jusques au lendemain de la saint Andre prochain venant; *alias* à défaut de ce, ledit jour passe, sera ledit de Nully prisonnier en la Conciergerie du Palais, ou s'y rendra luy-mesme, & parmy ce, la Cour à largy & elargi ledit de Nully parmy cette ville de Paris, jusques audit jour seulement.

## DECRETUM

Curie pro cassatione quarundam  
Censurarum.*Extrait des Registres du Parlement du Lundi  
28. Août 1514.*

H Odis D. Rogerus Barne Advocatus Regius in presentia Fratris Guillelmi Paris Confessarii Regii recitavit in Curia processum concernentes Decretum reformationis Prioratus de Poissy & contraventiones factas per Generalem Ordinis Dominicorum & aliorum Fratrum Congregat. Hollandie, pariter brevis & Censuras promulgatas per dictum Generalem, traditis pro executione facienda Fratri Adriano Nully Religioso dicti Ordinis, nunc captivo in Conventu Carthusianorum ex mandato Curie, & hoc facto dixit, quod quantum ad revocationem de Charonelle Provinciale Gallia Curia id non attendere, propter appellationem de Charonelle, & etiam quod Curia poterit videre esse factam in odium processuum tunc pendentium & Decretorum datorum à Curia; sed tamen Charonelle obtinuit suum rescritum ad Judices ad partes, & illa de causa illius non amplius loquitur, sed quantum ad Censuras, que sunt scandaleuse, & facta ad impediendum Decretum Curie pro nunc supposito, quod Frater Adrianus, qui curavit executioni mandari, non fuisse in dolo aut culpa, tamen quia aliter Curia non potest suam jurisdictionem exercere; dicit quod idem Frater Adrianus debet manere in carcere donec curaverit cassari, revocari, & annullari dictas Censuras, & illius rei curiam reddere Curiam & ita requirit, & non obstante obligatione facta per dictum Confessarium, qui promittit se curaturum cassari dictas Censuras pure, & simpliciter & offerre vellet absolutionem, quatenus opus esset, non vult impedire quominus dicta promissione à dicto Confessario, Curia has moras ad auferendas dictas cassationem & absolutionem, & interim relaxetur dictus de Nully per hanc Civitatem Parisensem tunc, qua die Confessarius offeret dicta Curia dictas cassationem & absolutionem, vel desistit illius reddet dictum de Nully captivum in carcere, vel ille se ipsum illuc conferet. Ad hoc Frater Guillelmus Paris Confessarius dicit quod promitteret se altarium Curia intra talem terminum quem dare placuerit, cassationem purem & simplicem dictarum Censurarum, & absolutionem quatenus opus esset vel à Sanctissimo vel à dicto Generali, vel illius desistit reddere captivum dictum de Nully in carcere, & adhuc se submitte & submittit, desuper facta deliberatione, Curia dedit & dat dilationem seu moram dicto Paris Confessario ad curandum fieri dictam cassationem pure, & simpliciter, & absolutionem quantum opus esset à Sanctissimo vel à dicto Generali, & certificandum Curiam debite, usque ad postmodum S. Andre proximo venturum, *alias* & desistit hujus die ipsa classa dictus de Nully erit captivus in carcere, vel ipsum ad carcerem se conferet, quo facto Curia relaxavit, & relaxas dictum de Nully per Civitatem Parisensem hic usque ad dictam diem.

(BB)

## ARREST

Du Parlement de Bourdeaux contre l'attentat de l'Archeveque.

*Extrait des Registres de Parlement.*

Veu par la Cour la Requeste à Elle présentée par le Syndic & habitants de la ville de saint Macaire, Estienne Fontebride, Geoffroy Bouyer, Estienne d'Arbis, & Jean Belloc de ladite ville à présent Jurats, & Philibert Peningault Sergent Royal, contenant que par arrest du 4. de ce mois, la Cour auroit declaré qu'il avoit esté mal, nullement & abusivement procede en la citation, & excommunication decernée par Monsieur l'Archeveque de Bourdeaux, contre lesdits Jurats & Peningault; Ensemble en l'interdit de la Paroisse dudit saint Macaire, & ordonne que dans trois jours ledit Sieur Archeveque, ou en son absence les Vicaires Generaux casseroient, revoqueroient, & annulleroient le mandement de la dite citation, ledit interdit & excommunication; autrement, & à faute de ce faire, le delay passé, y seroient contrainct par saisie de leur temporel; & bien que ledit delay soit expiré, néanmoins la signification qui leur en a été faite, Maître Pierre Caron a déclaré n'y vouloir obeyr, à tant requierent, qu'il plaist à ladite Cour, commettre autre personne Ecclesiastique confiante en dignité, pour remettre le S. Sacrement à l'autel parroissiel de S. Martin, & declarer ladite citation, interdit & excommunication nulles & abusives, & enjoindre à Maître Estienne Gay & Vicaire perpetuel dudit autel S. Martin, d'y contraindre & celebrer le service divin, comme il faisoit avant ledit nul interdit; & qu'à ce faire, il sera contrainct par saisie de son temporel; & à fin qu'il soit notoire à tous, que ladite citation, interdit & excommunication sont, & ont esté declarés nuls & abusifs par ledit arrest, ordonner qu'il sera public à son de trompe, par les carrefours ordinaires dudit S. Macaire, & sera exécuté en vertu du simple dictum, à ces fins, enjoindre à toutes personnes d'y prestet main forte: ladite requeste appointée, soit monstrée au Procureur General du Roy, lequel auroit requis, attendu qu'il ne s'agit que de faire cesser le scandale, estre ordonné aux fins, que petition aye à craindre l'excommunication dont est question, que l'arrest portant declaration de l'abus & nullité d'icelle, sera public en carrefours dudit saint Macaire, & autres lieux accoutumés, & que l'exercice divin sera libre & continue à l'autel parroissiel de la mesme ville, comme il estoit auparavant l'interdit, & enjoint au Vicaire perpetuel de ce faire, & ensevelir les morts dans le cimetiere accoutumé; à quoy faire, il soit contrainct par saisie de son temporel; ensemble aux Officiers Jurats de saint Macaire, & toutes autres personnes de quelque qualite & condition qu'elles soient, de tenir la main à l'exécution de l'arrest qui interviendra, à peine d'en respondre en leur propre & prive nom; & néanmoins, que ledit Sieur Archeveque & ses Vicaires généraux, satisfieront à l'arrest cy devant donné, & jusques à ce, que leur temporel sera saisi, & demeurera sous la main du Roy. Signé, DE LA VIE. Veu aussi ledit arrest dudit jour quatriesme du present mois, avec la signification & response dudit Caron Vicaire general du cinquiesme du mesme mois; ensemble vu Acte de sommation faire audit Sieur Archeveque, du premier du present mois. DICT à elle. Que la Cour ordonne & ordonne, que par tout le jour l'Archeveque de Bourdeaux ou ses Vicaires généraux, satisfieront à l'arrest dudit jour quatriesme de ce mois, sur les peines portées par iceluy, cependant que ledit Vicaire perpetuel fera les fonctions curiales audit saint Macaire, & auel parroissiel saint Martin de l'Eglise saint Sauveur, à quoy faire il sera contrainct par saisie de son temporel; & autrement, ainsi qu'il appartiendra; A permis & permet ausdits deman-

deuts

## ARRESTUM

Parlamenti Byrdigalensis contra attentatum Archiepiscopi.

*Extraktum ex Registris Parlamenti.*

Visa per Curiam supplica sibi oblata à Syndico & incolis Urbis S. Macarii, Stephano Fontebride, Godefrido Boyer, Stephano d'Arbis, Joanne Belloc, Philiberto Peningault apud artem Regis, continens, quod per Decretum die 4. hujus Mensis Curia declarasset, quod male, nulliter & abusive esset processum in citatione & excommunicatione decreta per D. Archiepiscopum Byrdigalensem contra dictos Juratos & Peningault, pariter in interdito Parochie S. Macarii, & mandavit, ut intra triiduum dictus D. Archiepiscopus vel in ejus absentia ejus Vicarius Generalis cessarent, revocarent, & annullarent mandatum dictarum citationum, dictum interdictum & excommunicationem, alias despectu hujus termini elapsi ad illud cogentur per occupationem eorum bonorum temporalium, & quomodo terminus expiraverit; tamen admonitionem illis factam D. Petrus Caron declaravit quod non vellet obtemperare; ideo requirant ut digne Curia committere aliam personam Ecclesiasticam in dignitate constitutam ad respondendum Reverabile Sacramentum in Altari Parochiali S. Martini, & declarandum dictam citationem, interdictum & excommunicationem nullas & abusivas, & injungere D. Stephano Gay Vicario perpetuo d. Altaris S. Martini ut contineret, & celebraret servitium Divinum, sicut faciebat ante dictum nullum interdictum, & quod hoc faciendum cogatur per occupationem suorum bonorum temporalium & omnium fiat notorium dictam citationem, interdictum & excommunicationem fuisse & esse declaratas nullas & abusivas, per dictum Decretum, mandatur ut publicetur sonitus, & clangere tuba, per compita & plateas ordinarias S. Macarii, & executionis tradatur et simpliciter dictis, ad hoc fines, injungatur omnibus ut auxilium, & manum fortiter prestent, hoc supplicia monstrant. Procuratori Generali Regis, qui requiritur, quod quia tantum agitur de scandalis interrompendo, ut ordinaretur ne aliquis timeret excommunicationem, de qua est questio, quod Decretum declarans absum, & nullitatem illius publicetur in omnibus placis S. Macarii, & aliis locis solitis, & exercitium Divinum resuscitetur, & continetur in Altari Parochiali ejusdem Civitatis, sicut fiebat ante interdictum, & injungatur Vicario perpetuo ut hoc faciat, & sepeliat mortuos in cimiterio consueto, ad quod faciendum cogatur per occupationem suorum temporalium, pariter Officiarii sancti Macarii, & omnibus aliis cujusvisque status, & conditionis, ut presentent manum executioni Decreti, sub pana responsionis proprio & privato nomine; & nihilominus dictus D. Archiepiscopus debeat satis facere Decreto Arresto antea dato, usque adeo, ut temporali ipsorum debeant occupari, & manere sub manu Regia. Signatum DE LA VIE. Viso etiam dicto Arresto dicta diei quartae currentis Mensis cum Declaratione, & responsio dicti Caron Vicarii Generalis die 5. ejusdem Mensis simul alia citationis facta dicto D. Archiepiscopo ad prima currentis. Dictum est quod Curia orationavit, & ordinavit, ut Archiepiscopus Byrdigalensis, & ejus Vicarius Generalis satisfaciunt Decreto de dicta 4. hujus Mensis sub panis ad eodem latius, interim quod dictus Vicarius perpetuus fiat servitus functiones Pastorales in dicto oppido S. Macarii & Altari Parochiali S. Martini Ecclesia S. Salvatoris, ad quod faciendum obligabitur per occupationem suorum temporalium, & aliter prout conveniet, permitti & permitti dictis altaribus, ut current publicari & affigi presens Decretum simul cum Decreto dicta 4. hujus Mensis per omnia loca & plateas dictae Civitatis S. Macarii, injungitur omnibus officiariis, ut presentent auxilium, & manum executionis.

deux, de faire publier & afficher le present arrest, & celui dudit jour 4. de ce mois, par tous les cantons & carefours de ladite ville de saint Macaire, enjoint à tous les Officiers de tenir la main à l'exécution deditz arrests, lesquels seront exécutés en vertu des dictums d'icieux, sans lever autre commission en forme, attendu la matiere dont est question. Prononce à Bourdeau en Parlement, le onzième Avril mil six cens quarante cinq,

entendi dictum Decretorum, quæ executioni mandantur vigore contentorum in illis, absque quod accipiant aliam commissionem in forma circa materiam, de qua est questio. Pronunciatum Burdigalis in Parlamento 11. Aprilis 1645.

(CC)

## A C T A

Judicii Possessorii & Regiæ Protectionis Supremæ Curiz Montensis  
in Causa R. P. Joannis Renon Pastoris Braniz Comitit.

## S E N T E N T I A

Manutentionis Supremæ Curiz Montensis inter Castellatum, Mayerum, Scabinos ac Communitatem Oppidi Braniz Comitit, & P. Joannem Renon Pastorem loci junctos Capitulo S. Vvaldetrudis Montibus Hannoniz Supplices: & PP. Ludovicum Grauvvez aliosque Oratorii dicti locis Intimates.

Du 6. Aout 1697.

Die 6. Augusti 1697.

REveu le Preces des Chastelain, Mayor, Echevins, & Communauté de la Ville de Braine le Comte & Pere Jean Renon Pasteur du lieu adjoints du Chapitre de S. Waudru à Mons complaindants du 11. Mars dernier, & concludants qu'il soit declare que le pretendu changement de Cure ne s'est pu faire ni l'union de la maison de la Congregation des PP. de l'Oratoire de la dite Ville de l'Institut de S. Philippe de Nery à celui du Cardinal de Berulle, & qu'en consequence le dit P. Renon soit maintenu dans la possession de la Cure, contre le PP. Louis Grauvvez & autres de l'Oratoire du dit lieu Intimes, avec les Erits & titules servis par les parties en satisfaction de la Sentence Interlocutoire du 28. du dit mois de Mars, aussi l'Ecrit par le Sr. Conseiller Advocat du Roy. Tout considere, conclu d'adjuget les complaindants en leurs fins & conclusions ensemble aux depens. Vuide le dit jour.

REvisso Procesus Castellani, Pratoris Scabinorum, & Communitatis Urbis Braniz Comitit, & P. Joannes Renon Pastor loci & adjuncti de Capitulo S. Waltrudis Montibus Hannonia conquecentes die 11. Martii ultimi, & concludentes ut de claretur præsentem mutationem Pastoris non potuisse fieri, nec unionem domus Congregationis PP. Oratorii dictæ Civitatis, & Instituti S. Philippi Nerii Instituti Cardinalis de Berulle, & consequenter ut dictus P. Renon maneat in possessione et Pastoralis contra P. Ludovicum Grauvvez, & alios Oratorii dicti loci intimatos cum scriptis & illis adductis per partes in satisfactionem sententia interlocutoria die 28. Martii dicti, pariter cum scripto D. Consiliaris Advocati Regii. Omnibus consideratis, conclusum est adjudicare conquecentes in suis intentionibus, & conclusionibus pariter cum expensis. Conclusum dicta die.

## D E C R E T U M

Latum super Libello per eisdem Supplices Supremæ Curiz Montensi oblato.

Le 9. Aout 1697.

LES Gens du Conseil de Sa Majesté en sa Noble & Souveraine Cour à Mons ordonnent de faire communiquer la presente à partie, pour avertir ce qui est des pointes ci mentionnées endéans tiers jours; cependant le Petes de l'Oratoire devront recevoir le Pere Renon à la Maison comme Cure, à leur defaut le Chastelain est autorisé de le retenir. Autorisant Procureur ou Facteur de faire les Insinuations, presents hommes de fiefs ou temoins. Fait au dit Mons, ce 9. Aout 1697. signe N. ROBERT.

Consiliarii Suae Majestatis in Nobili & suprema Curia Montensi mandant, ut currit fieri communicatio presentium parti, ad docendum de quibus ibidem de casibus hic mentionatis intra triiduum; interim Patres Oratorii tenebuntur recipere P. Renon in domo tanquam Pastorem, ipsi deficientibus, potestas datur Castellano ut ipsum restituat, dantes auctoritatem Procuratori vel Fallori, ut faciat insinuationes presentibus viris feudalibus vel restibus. Alium Montibus 9. Augusti 1697. signatum N. ROBERT.

## DECRETUM ALTERUM

Ad Libellum dictorum Supplicantium à Suprema Curia Montensis datum adversus Officiale Cameracensem, ejusdemque Promotorem.

Extraits du 28, Aout 1697.

Extraits des 28, Août 1697.

Vue la Requête des Chastelains, Mayeur, Jurez & Eschevins de la Ville de Braine le Comte adjoints du P. Renon & des Damoiselles de St. Vaudru avec la Requête jointe présentée le 14, de ce mois au Juge Ecclesiastique du Diocèse de Cambrai contre le dit Pere Renon par le Promoteur de l'Archeveche & les Ecrits servis par les parties, & l'Ordonnance portée par le dit Juge le 21. du dit mois interdisant provisionnellement au dit Renon les fonctions Pastorales du dit Braine, le tout par copie, tout considéré.

Conclu de déclarer que la Sentence de cette Cour rendue le 9, de ce mois adjugeant le Possessoir de la Cure de la dite Ville de Braine au dit Pere Renon, doit sortir son plein & entier effet, jusques à ce que par la Sentence définitive sur le Petit, soit autrement en soit ordonné, Vuide le dit jour,

Vu la supplica Castellani Prætoris Juratorum & Scabinorum Civitatis Brania Comitibus adjunctorum P. Renon & Domicellorum S. Walrandis cum supplica juncta presentata 14. hujus Mensis Judicis Ecclesiastici Diocesis Cameracensis contra dictum P. Renon per Procuratorem Archiepiscopatus & scriptis exhibitis per partes, & mandato lato per Judicem 21. dicti Mensis interdicente provisionalter dicto Renon functiones Pastorales dictæ Brania, omnibus non originaliter, sed per copiam omnibus consideratis.

Conclusum declarare quod sententia hujus Curia lata 9. hujus Mensis adjudicans possessionem ecclesiæ Pastoralis dictæ Civitatis Brantiæ dicto Patri Renon, debeat sortiri suum plenum & integrum effectum, donec per sententiam definitivam in petitoria aliter ordinetur. Datum dicta die.

## DECRETUM III.

Supremæ Curie Montensis datum super Libello præfatorum Supplicantium adversus Archiepiscopum Cameracensem, ejus Vicariatum, Patrem Gravvez alioque.

Les Gens du Conseil de Sa Majesté en Sa Noblesse & Souveraine Cour à Mons aiant vu cette & pieces jointes, spécialement les Ordonnances de Mons, l'Archeveque de Cambrai & de son Vicariat du 4. Septembre dernier, eu égard à l'Arrest de cette Cour du 6. d'Aoust adjugeant au Pere Renon la Possessoir de la Cure de Braine-le Comte: Et autre Ordonnance du 28. du meme mois contenant que le dit Arrest doit sortir son plein & entier effet, jusques à ce que par Sentence définitive autrement en soit ordonné, ordonnent que cette soit communique à partie pour presenter ce qu'elle trouvera convenir endans huit jours, pendant lesquels les pieces resteront au Greffe, Interdisant cependant au Pere Gravvez & tous autres de faire aucune fonction Pastorale au dit lieu, & de troubler en icelle le dit Pere Renon à peine d'y être pourveu ultérieurement. Au surplus la Cour prend le dit Pere Renon sous sa protection & l'informe: Authorisant Fauteur à l'insinuation. Fait le 13. d'Octobre 1697. & signé, N. ROBERT.

Consiliariis Suae Majestatis in ejus Nobili, & Suprema Curia Montensi viso hac & aliis scriptis junctis, specialium Ordinationibus D. Archiepiscopi Cameracensis, & ejus Vicarii die 4. Septembris ultimi habito respectu ad Decretum hujus Curie die 6. Augusti adjudicandi Patri Renon possessionem Pastoralis Brania Comitibus, & alia ordinatione die 28. dicti Mensis continente quod dictum Decretum debeat sortiri suum plenum, & integrum effectum, donec per sententiam definitivam aliter sit ordinatum, mandamus ut hoc communicetur parti, ad presentandum quod inveniet convenire intra collatum, quibus durantibus scripta, & alia manebunt in actu suo sive Scrinio Judicariis; interim inhibentes P. Gravvez, & aliis ne faciant ullam functionem Pastorem in dicto loco & turbent in illis dictum P. Renon sub pena ne ulterius provideatur. Insuper Curia in suam protectionem recipit dictum P. Renon & informabitur. Autoritatem damus Fallori ad insinuationem. Actum 23. Octobris 1697. signatum N. ROBERT.

F I N I S.

## A P P R O B A T I O

E T

## P R I V I L E G I U M

*Sacra Caesarea & Catholica Majestatis in Supremo suo Consilio  
Brabantia.*

**C**omme au Conseil de l'Empereur CHARLES VI. de ce nom Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg &c. ordonne en cettuy son Pays & Duché de Brabant requete fut presentee de la part de Gille Denique Imprimeur jure de livres dans la Ville de Lovain, contenant que le St. Zeger Bernard Van Elpen Docteur es Droits Civils & Canoniques dans l'Universite de Pouvain avoit compose certain Traitee De RECURSU AD PRINCIPEM &c. que le suppliant souhaiteroit de pouvoir imprimer & debiter; cause qu'il se retiendroit vers ce Conseil, suppliant tres humblement d'aggreer & approuver ledit Traitee, & desuite luy accorder l'Ostroy ou Acte à ce afferant: La COUR ce que dessus considere & veu l'approbation & vifitation dudit Traitee, inclinant favorablement à la requete dudit suppliant, luy à permis & consenti, permet en consente par cette, de Pouvoir imprimer le susdit Traitee DE RECURSU AD PRINCIPEM, & le vendre & distribuer en & par tous nosdits Pays de Brabant & d'Outremeuse, bien attendu que ledit suppliant sera tenu de se regler selon les Ordonances faites & publiees sur l'art de l'imprimerie, & faire apparaitre endecans trois mois apres la datte de cette de l'effective impression dudit Traitee, à peine de nullite de ce present, & en outre d'en voyer ou apporter es mains du Secretaire ayant signe cette, des exemplaires dudit Traitee bien & deuement liez en conformite de la derniere Ordonance & Placcart de l'an 1626. pour estre delivrez la & ainsi que luy est ordonne, interdisant à tous autres Imprimeurs, Libraires & personnes quelconques de contrefaire, vendre & distribuer ledit Traitee ou Livre durant le temps & terme de six aus prochains sans la permission & consentement dudit suppliant, ou de celuy qui sera choisi pour ladite impression & par dessus ce d'encourir & forfaire l'amende de trente florins pour hacque exemplaire, qui sera trouve avoir este imprime, vendu ou distribue sans la permission & consentement susdit, l'une moitie à appliquer au profit de Sa Majeste, & l'autre moitie au profit du suppliant, luy permettant qu'il pourra faire confisquer tous les exemplaires qui contre sa Volente & consentement auront este imprimez, Voulant en outre, que ce present Acte ou extrait d'iceluy estant exprime en chaque dudit Traitee, sera tenu pour deuement insere, accordant ne mesme suppliant ce present Acte, ainsi fait en la ville de Bruxelles sous le Cachet secret de Sa Majeste le 26. Fevrier 1725. ESTOIT PARAPHE de Ma. vt.

SIGNE J. DE VVAHA 1725.

IN-

# INDEX

## CAPITUM ET PARAGRAPHORUM.

**CAPUT I.** De Autoritate & obligatione Principis protegendi subditos notanter Ecclesiasticos contra violentiam Judicum Ecclesiasticorum.

- §. I. Principis est protectionem suam subditis oppressis impendere. pag. 217
- §. II. Protectio Principis ita competis, ut eam adicere negat. 218
- §. III. Princeps protectionem suam debet emissionis subditis, & speciatim adversus Superiores. ibid.
- §. IV. Protectio Regia etiam imponenda Clericis. 219.
- §. V. Obtenit Exemptionis à fora seculari non potest hoc protectio Clericis negari. ibid.
- §. VI. Ostenditur oppressus Clericus jam olim prioribus Ecclesie saculis recurrisse ad Principes, non solum tanquam ad supremos Protectores, sed etiam tanquam ad ipsos Ecclesie, & Legum Custodes, & vindictes. 220
- §. VII. Superiores & Judices Ecclesiastici non raro sua potestate graviter abutuntur. 221

**Cap. II.** De Recursu Clericorum ad Principem pro tollenda violentia, quam in sua possessione patiuntur à Judicibus Ecclesiasticis per Censuras via facti institutas.

- §. I. Quis sit finis seu scopus Recursus Clericorum ad Principem. 223
- §. II. Frequenter & usitator hodie species hujus Recursus est impleatio Jurisdictionis Retinendæ possessionis, sive Unde vi, cui successit Remedium quod hodie vocatur Manutenentia. ibid.
- §. III. In hoc Jurisdic. Manutenentie ante omnia requiritur pacifica possessio. 224
- §. IV. Quid hodie requiratur, ut quis adipiscatur possessionem Beneficii. ibid.
- §. V. Per Institutionem Canonice Clericus adipiscitur plenum & perpetuum jus in Beneficio, non solum ad Passages confutatur plenus Dominus Feudis per Investituram Civilem. ibid.
- §. VI. Per Institutionem Canonice Clericus adeptus Beneficium Parochiale, vel etiam Canonatum, habetur ut verus Parochus, vel Canonicus. ibid.
- §. VII. Beneficiarii notanter Parochi, per Institutionem auctorizabilem seu canonicam consequuntur jus exercendi functiones Beneficio annexas jure proprio & ordinario. 225
- §. VIII. Beneficiarii, præsertim Parochi, per Institutionem Canonice Beneficium seu titulum assecuti, consequuntur jus perpetuum ad functiones exercendas rito annexas. ibid.
- §. IX. Beneficiorum perpetuitas facit, ut his sine Judicis competentis Sententia, servato Juris ordine lata, legitimi eorumdem Possessores privati nequeant. 226

- §. X. Quia ratione Parochi curam animarum dicantur ab Episcopo accipere. 227
- §. XI. De institutione Corporali, sive Missionem in possessionem. 228
- §. XII. Quid per hanc Institutionem seu Missionem in possessionem consequatur Beneficiarius, puta Parochus. ibid.
- §. XIII. De Officiis Ecclesiasticis & eorum pacifica possessione. 229

**Cap. III.** De violentia & facti via, contra quam pro Manutenentia seu protectione ad Principem Recursus instituitur.

- §. I. Qui Regiam Protectionem vel Manutenentiam adversus vim, & facti viam imporat, debet de ea docere. 230
- §. II. Index Ecclesiasticus non procedens juxta præ-

scripta Legum & Canonum, violentiam inferre, & via facti proceditur. ibid.

- §. III. Index Ecclesiasticus, insurgens etiam Censuras, non servato Juris ordine, via facti procedit, & violentiam inferre. 231

§. IV. Quis ordo juxta modernam disciplinam in materia Censurarum sit servandus. 232

§. V. Non deserta appellacioni legitime interposita, violentiam inferre, & facti via procedit. 233

§. VI. Contentens Recusationem propositam, vim inferre & facti via procedit. ibid.

§. VII. Index Regius cognoscens de violentia, non cognoscit de causa principali; nec de justitia Appellacionis aut Recusationis. 235

§. VIII. Index Regius cognoscere debet de violentia, cumque in finem, Alia causa ad se deferri mandare potest. 236

§. IX. Forma processus in causa heresis eadem, qua in aliis causis criminalibus. ibid.

§. X. Confirmantur hactenus dicta exemplo sancti Ladovici. 238

**Cap. IV.** De effectu Judicii Possessorii aut Manutenentiarum, ubi una occurrunt objectionibus, que in contrarium adducuntur.

§. I. Quis sit hujus judicii effectus. ibid.

§. II. Manutenentia etiam cadit, & quidem præcipue super possessione functionum spiritualium, & Sacramentalium Beneficio annexarum. ibid.

§. III. Index Regius in hoc judicio possessorio nequaquam cognoscit de re mere spirituali aut Sacramentali; nec de validitate & sufficientia causa Censurarum. 239

§. IV. Judicium possessorium nequaquam impedit jurisdictionem Ecclesiasticam, sive Judicem Ecclesiasticum iudicabit, auctoritate Canonica, adversus Beneficiarios & procedendum. 240

§. V. Judicium possessorium non impedit exercitium juris correctionalis Episcoporum. ibid.

§. VI. Senatus Regius, manutenuendo Parochum adversus Censuram via facti latam non dat ipsi potestatem Clavium aut Curam Pastoralem, atque adeo non apponit manum ad Thurbulum. 243

§. VII. Hec praxis Belgica rebus iudicatis confirmatur. ibid.

§. VIII. Demonstratur, Epistolam S. C. E. Bavaria Ducis & Belgii Gubernatoris datam ad Senatus Belgicus 7. Novembris 1695. nequaquam huic judicio possessorio obstrare. 243

**Cap. V.** De Renetui Cassationis.

§. I. Quid sit Cassatio, & quibus casibus locum habeat. 244

§. II. Cassatio etiam sese extendit ad Censuras Ecclesiasticas. ibid.

§. III. Inveteratus Belgii usus Cassationem ad Censuras extendit. 245

§. IV. Eadem Praxis in Gallia & Hispania viget. 246

§. V. Conformis est praxis Germanica. 247

**Cap. VI.** De Immissione in Ecclesiasticorum temporalia.

§. I. Princeps coactiva in Ecclesiasticos potest potestatem. ibid.

§. II. Princeps hac coactiva potestate semper uti solet. ib.

§. III. Hæc Principis potestas sese etiam extendit ad Censuras Ecclesiasticas. 248

§. IV. De Praxis Belgica. ibid.

§. V. Conformis est praxis Germanica. 249

§. VI. Idem usus viget in Regno Gallia. 250

§. VII. Usus Regni Hispania conformis est. ibid.

§. VIII. Non refragatur Synodus Tridentina iis, qua hoc capite asserta sunt. 251

Cap.

Cap. VII. Plane liberum est Ecclesiasticis sub Regia Protectione continuare Functiones spirituales sui ordinis ac beneficii, non obstante Censura, utpote ex se nulla.

- § I. Censura Ecclesiastica non semper palam & in foro externe sunt servanda. 252  
 § II. Censura ex se nulla ad summum ratione scandalum in foro externo servanda est. 253  
 § III. Res ab exemplo confirmatur. 254

§ IV. Fundamentum usus Ecclesie Belgicae supra expositi non differt à fundamento, cui praxis Ecclesiae Gallicanae in hac parte innititur. 255

§ V. Regia protectio adversus Censuras via facti latas bonae Ecclesiasticae magis quam olim est necessaria, ibid.  
 CONCLUSIO. In qua una ostenditur, quod, Ministris, & Senatoribus Regiis non liceat deservere aut subterfugere causam Recursus ob comminatas aut viâratas iniustas Censuras. 256

# INDEX MONUMENTORUM.

- (A) Interdictum contra Illustres Episcopum Namurcensem & Intermittum volentes visitare Monasterium Gemblacense. 259  
 (B) Representation des Etats de Brabant touchant l'Infraction des Loix fondamentales du Pays par l'Evocation de trois Supplians de l'Universite de Louvain. 260  
 (C) Resolutio J. U. D. Lovaniensium circa Missionarios. 261  
 (D) Resolutio circa casum Pastoris Finis-Terra Bruxellis. 264  
 (E) Consulte de Conseil de Brabant sur l'affaire du Prieur de Sevenberren ou Sept-Fontaines. 266  
 (F) Decretum Consilii Flandriae contra Episcopum Iprentem procedentem, pendente recusatione. 267  
 (G) Sententia Consilii Brabantiae pro Manutenentia Pastoris S. Catharinae Bruxellis. 268  
 (H) Consilia supremi Brabantiae Senatus ad Sereniss. Bavariae Electorem, Gubernatorem Belgii super Regiis mandatis in causa Rigoris & Novitatis. 275  
 (I) Resolutio in favorem cuiusdam Pastoris sustensi sine previa citatione aut mentione. 277  
 (K) Manutenentia concessa R. P. Joanni Verhulmen Presbytero Oratori in possessione functionum suarum Pastoralium. 279  
 (L) Sententia supremi Consilii Brabantiae inter Paulum Crabbe Pastorem in Lovenjoul & Pellemberg Supplicantem & Impetrantem ex una parte, & Archiepiscopum Diocesis Lovaniensis, Deserviterum, Editum, Praetorem & Scabinos dicti Lovenjoul, & illos qui sunt de Vice iam Archiepiscopum Mechliniensem Insinuat & Supplicantes per Supplicantes die 21. & 30. Aprilis 1667. & 23. Julii 1669. ex alia parte. 280  
 (M) Manutenentia concessa Plebano S. Gualda Bru-

- xellis in possessione sua Plebanie & functionum ejusdem. 281  
 (N) Sententia Consilii Brabantiae pro Manutenentia Pastoris S. Catharinae Bruxellis. Vide supra sub littera G. fol. 282  
 (O) Sententia Consilii Flandriae pro Manutenentia Vice-Pastoris S. Jacobis Gandavi. ibid.  
 (P) Sententia supremi Consilii Brabantiae pro Manutenentia Doct. Martin in suo Canonicatu. 283  
 (Q) Sententia Parliamenti Mechliniensis pro Manutenentia Vice-Pastoris Ecclesiae Metropolitanae. 284  
 (R) Epistola Regis, qua precipitur Consilio Regiis, ne sub praetextu Possessorii turbent Episcopos in his, qua doctrinam aut correctionem morum spectant. ibid.  
 (S) Consulta supremi Consilii Brabantiae in negotio Pastoris S. Catharinae Bruxellis. 285  
 (T) Praestatio seu Decretum Sacrae Caesaris Majestatis JOSEPHI I. contra quandam Bullam S. S. D. CLEMENTIS XI. 291  
 (V) Sententia Sacrae Caesaris & Catholicae Majestatis CAROLI VI. contra attentatum Nunciû Apostolici Colonienfis. 293  
 (X) Decretum Archiducis Leopoldi circa immisionem in bona temporalia Ecclesiasticorum. ibid.  
 (Y) Sententia Parliamenti Mechliniensis contra Pastorem Eumacensem. 294  
 (Z) Arrest de la Cour contre certaines Menitions & Censures emanées de la Cour de Rome 1502. 296  
 (AA) Arrest de la Cour pour la cassation de certaines Censures. 297  
 (BB) Arrest du Parlement de Bourdeaux contre l'attentat dell' Archevesque. 298  
 (CC) Acta Judicii Possessorii & Regia Praesentis suprema Curia Montensis in causa R. P. Joannis Renon Pastoris Brantiae-Comitii. 299











